CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MULHOUSE
Procès Verbal n° 03
SEANCE DU 22 JUIN 2023 A 17H

(Convocation expédiée le 15 juin 2023)

La séance est ouverte à 17h.

Le quorum pour 55 élus en exercice est de 28 élus
Sont présents à l'ouverture de la séance présidée par Mme Michèle LUTZ :

Présents :

Mme le Maire (1) : Michèle LUTZ (sauf pour les points 4 à 8 inclus)

Mmes et MM. les Adjoints (17) : Mme Claudine BONI DA SILVA (à partir du point 3), Mme Maryvonne BUCHERT (à partir du point 3), M. Florian COLOM, Mme Marie CORNEILLE, M. Alain COUCHOT, Mme Anne-Catherine GOETZ, Mme Marie HOTTINGER, Mme Nathalie MOTTE, M. Thierry NICOLAS, M. Alfred OBERLIN, M. Paul QUIN, Mme Catherine RAPP, Mme Chantal RISSER, Mme Cécile SORNIN, M. Christophe STEGER, Mme Emmanuelle SUAREZ et M. Philippe TRIMAILLE (à partir du point 3).

Les Conseillers Municipaux Délégués (16) : M. Bruno BALL, M. Beytullah BEYAZ, M. Hasan BINICI, Mme Nour BOUAMAIED jusqu'au point 14 inclus, M. Jean-Claude CHAPATTE, M. Philippe D'ORELLI, Mme Rose-Marie DURRWELL, Mme Aya HIMER, Mme Laure HOUIN (à partir du point 4), M. Alfred JUNG (à partir du point 4), Mme Corinne LOISEL, M Hakim MAHZOUL (à partir du point 3), Mme Peggy MIQUEE, Mme Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme Oana TISSERAND, et Mme Saadia ZAGAOUI.

Les Conseillers Municipaux (13) :
Groupe Mulhouse Cause Commune (6) :
Mme Nadia EL HAJJAJI, M. Jason FLECK, M. Loïc MINERY, Mme Maëlle PAUGAM, Mme Agnès SCHNEIDER et M. Joseph SIMEONI.
M Mulhouse ! (3) : Mme Fatima JENN (jusqu'au point 21 inclus), M. Annouar SASSI et M Paul-André STRIFFLER.
Non - inscrits dans un Groupe (4) :
M. Jean-Yves CAUSER, Mme Cléo SCHWEITZER, Mme Fabienne ZANETTE, et Mme Christelle RITZ (jusqu'au point 21 inclus).

Procuration (s) :

Procurations permanentes :
Groupe majoritaire (5) :
M. Ayoub BILA à Mme Catherine RAPP
M. Jean-Philippe BOUILLÉ à Mme Cécile SORNIN
Mme Béatrice FAUROUX-ZELLER à Mme Nathalie MOTTE
M. Henri METZGER à M. Alain COUCHOT
M. Patrick PULEDDA, à Mme Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK sauf pour les points 56, 59 et 60.

Non-inscrit dans un groupe (1) :
M. Bertrand PAUVERT à M. Jean-Yves CAUSER

Procurations temporaires :
M. Philippe TRIMAILLE à Michèle LUTZ jusqu'au point 2 inclus.
M Hakim MAHZOUL à M. Hasan BINICI jusqu'au point 2 inclus.
Mme Maryvonne BUCHERT à Mme Anne-Catherine GOETZ jusqu'au point 2 inclus.
M. Alfred JUNG à M. Jean-Claude CHAPATTE jusqu'au point 3 inclus.
Mme Laure HOUIN à Mme Oana TISSERANT jusqu'au point 3 inclus.
Mme Nour BOUAMAIED à Mme Marie CORNEILLE à partir du point 15.

Excusés / absents non représentés :

M Mulhouse ! (2) :
M. Antoine EHRET
M. Franck HORTER

Groupe majoritaire :
M. PULEDDA pour les points 56, 59 et 60.
Mme le Maire pour les points 4 à 8 inclus.

M. Jean - Luc HUMBERT, Directeur Général des Services, fait fonction de secrétaire de séance

Assistent en outre à la séance :
M. Aubin BRANDALISE, Directeur de Cabinet.
Mme Olivia CODACCIONI, Directrice Générale Adjointe
M. Régis OCHSENBEIN, Directeur Général Adjoint
M. Thierry YOH-RECHAM, Directeur Général Adjoint
M. Carino SPICACCI, Directeur délégué au développement intercommunal
Mme Marie BRAUN, Directrice du Secrétariat Général

ORDRE DU JOUR

1°		Désignation du Secrétaire de séance
2°		Approbation du PV du 13 avril 2023
3°	887	Approbation du compte de gestion 2022 (315/7.1.3/887)
4°	888	Compte administratif 2022 : budget principal et budgets annexes (312/7.1.3/888)
5°	889	Budget principal : affectation du résultat du compte administratif 2022 (312/7.1.5/889)
6°	890	Budget annexe des pompes funèbres: affectation du résultat du compte administratif 2022 (312/7.1.5/890)
7°	891	Budget annexe eau: reprise des résultats du compte administratif 2022 par le budget principal(312/7.10.5/891)
8°	892	Budget annexe de l'eau : transfert du résultat de clôture 2022 au 12 communes desservies par le service des eaux de la Ville de Mulhouse et à Mulhouse Alsace Agglomération (312/7.5.8/892)
9°	893	Budget principal : actualisation des autorisations de programme (312/7.10.1/893)
10°	884	Dotation Politique de la Ville (DPV) : affectation pour 2023 (314/7.5.8./884)
11°	904	Fonds Vert : demande de subvention relative à la dépollution du site Cimitem sur le quartier DMC (314/7.5.8/904)
12°	921	Associations sportives mulhousiennes : allocation de soutiens financiers exceptionnels au titre de l'évènementiel sportif et de l'animation de la Ville (243/7.5.6/921)
13°	947	Association Mulhouse Basket Agglomération : allocation d'un soutien financier en faveur de la poursuite du développement structurel du club – saison sportive 2022/2023 (243/7.5.6/947)
14°	908	Fonds vert et agence nationale du sport : demande de subvention relative à la rénovation du gymnase Montaigne (245/7.5.8/908)
15°	940	Mise à disposition, installation et exploitation/maintenance d'un service de vélos en libre-service : lancement d'un accord cadre de fournitures et services et projet de constitution d'un groupement de commande ouvert (426/1.1.3/940)

16°	943	Budget participatif mobilité douces : règlement du dispositif (1321/9.1/943)
17°	942	Soutien au dynamisme commercial de la Ville de Mulhouse: attributions de subventions aux associations de commerçants (04/7.5.6/942)
18°	939	Programme de renouvellement urbain - amplification du projet afférant au quartier des Coteaux : concession d'aménagement avec CITIVIA SPL (536/121/939)
19°	875	Programme de renouvellement urbain - quartier des Coteaux - recyclage des copropriétés Plein Ciel 1 et 2 - financement des frais de déménagement liés aux relogements (535/121/875)
20°	927	Cité éducative – quartier de Bourtzwiller (2022-2024) : approbation de la convention-cadre (131/7.5.6/927)
21°	907	Notre école faisons-la ensemble : conventions de financement (2212/8,2/907)
22°	909	Associations culturelles : subventions de fonctionnement et d'investissement et bourses aux projets culturels 2023 (218 /7.5.6/909)
23°	910	Temple St Etienne : convention de fonctionnement avec le Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse (218 /7.5.6/910)
24°	903	Cultes : attribution de subventions d'équipement (1201/7.5.6/903)
25°	917	Associations de lutte contre l'exclusion : subventions 2023 - phase 1 (1100/7.5.6/917)
26°	836	Cession de l'immeuble 17 rue des Merles à Mulhouse (534/3.2.1/836)
27°	864	Mise à jour de l'état des emplois permanents, créations et suppressions de postes (324/4.1.1/864)
28°	938	Ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels (322/421/938)
29°	886	Missions de référent déontologue pour les élus : adhésion au centre de gestion (341/5.2.3/886)

---/--

30°	899	Créances irrécouvrables : admission en non-valeur (315/7.10.5/899)

31°	934	Participation à l'augmentation du capital social de CITIVIA-SPL (331/7.9/934)
32°	894	Transferts et créations de crédits (312/7.10.5/894)
33°	885	Dotation de soutien à l'investissement local 2023 : actualisation des opérations (314/7.5.8/885)
34°	897	Régie Personnalisée Centre Social et Culturel Drouot - Barbanègre : reprise de l'actif, du passif et des résultats du compte administratif 2022 par le budget principal Ville de Mulhouse (312/7.10.5/897)
35°	915	Action sociale en faveur du personnel actif de la Ville de Mulhouse : approbation du dispositif de délégation (32/7.5.6/915)
36°	919	Information du conseil municipal sur les décisions prises par le Maire (341/5.2.3/919)
37°	867	Prestation de nettoyage des locaux : lancement d'une consultation et passation de marchés publics pour différents bâtiments (361/1.1.3/867)
38°	879	Plan école - construction de trois groupes scolaires aux Coteaux : travaux annexe et organisation de la maîtrise d'ouvrage (222/1.3.5/879)
39°	913	Construction du groupe scolaire et périscolaire "peupliers" dans le quartier des Coteaux à Mulhouse : transfert de maîtrise d'ouvrage et mise à jour du plan de financement (22/1.3.2/913)
40°	914	Construction du groupe scolaire et périscolaire "Camus" dans le quartier des coteaux à Mulhouse : transfert de maîtrise d'ouvrage et mise à jour du plan de financement (22/1.3.2/914)
41°	931	Construction du Groupe Scolaire et Périscolaire "Matisse" dans le quartier des Coteaux à Mulhouse : transfert de maîtrise d'ouvrage et mise à jour du plan de financement (22/1.3.2/931)
42°	920	Soutien au mouvement sportif local : mesures d'accompagnement et de développement des pratiques (243/7.5.6/920)
43°	922	Associations sportives : attribution de subventions d'équipement 2023 (243/7.5.6/922)

44°	923	Athlète de haut niveau mulhousienne Cloé Mislin : accompagnement individualisé au titre du dispositif Team Olympique Paralympique Mulhouse Alsace (TOPMA) - année civile 2023 (243/7.5/923)
45°	945	Dispositif "colos apprenantes" : candidature de la Ville de Mulhouse (244/8.5/945)
46°	935	Assurance flotte automobile : constitution d'un groupement de commandes (4100/1.7.2/935)
47°	906	Collecte du numéro d'immatriculation de véhicules : dérogation au droit d'opposition des usagers du stationnement (421/8.3/96)
48°	941	Mobilier Urbain : adhésion au groupement de commande de mise à disposition, installation, entretien, maintenance et exploitation de mobilier urbain, coordonné par Mulhouse Alsace Agglomération (4200/1.7.2/941)
49°	916	Travaux d'aménagement en traverse d'agglomération sur la RD 56 à Mulhouse : convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (422/1.3.2/916)
50°	925	Opération de développement des mobilités douces (DMD) : avenant à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre et autorisation de passation des marchés de travaux (426/1.6.1/925)
51°	944	Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobilier urbain et gestion de vélos en libre-service : avenant n°6 au marché n°2007-089 (4200/1.1.5/944)
52°	905	Maison de la Justice et du droit : convention Ville de Mulhouse - Mulhouse Alsace Agglomération - Travaux aménagement accueil (4300/7.5.5/905)
53°	924	Association des Villes Universitaires de France "AVUF" : adhésion et représentation (5/8.8/924)
54°	932	Cession d'un terrain à usage de parking sis 130 rue de la Mer Rouge à Mulhouse (534/7.5.5/932)
55°	900	Associations d'aide aux personnes âgées : subventions 2023 - phase 1 (1100/7.5.6/900)
56°	918	Associations intervenant dans le domaine de la santé : subventions 2023 (1100/7.5.6/918)

57°	901	Associations d'aide aux familles : subventions 2023 - phase 1 (1100/7.5.6/901)
58°	880	Carré des associations : modifications du règlement intérieur (1322/9.1/880)
59°	896	Centres socio-culturels mulhousiens : attribution du second acompte de subvention de fonctionnement 2023 (133/7/5/6/896)
60°	926	Contrat de ville (2ème phase) et Cité éducative des Coteaux : attribution de subventions (131/7.5.6/926)
61°	898	Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de Mulhouse Alsace Agglomération 2022-2026 : approbation (122/9.1/898)
62°	902	Entretien des bâtiments cultuels : participation financière de la Ville (1201/7.5.6/902)
63°	855	Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) : approbation d'une convention d'objectifs et de moyens 2022-2023 (218/7.5.6/855)
64°	911	Mise en valeur des œuvres dans l'espace public : signature d'une convention avec le Centre National des Arts Plastiques (218 /7.5.6/911)
65°	912	Bibliothèques-médiathèque : financement du projet « Les Livres à soi » (212/8.9/912)
66°	937	Bibliothèques-médiathèque : mise en place d'une résidence de médiation littéraire (212/8.9/937)
67°	928	Démos - Conservatoire : convention de partenariat avec la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris (2101/8.9/928)
68°	895	Grand Est Solidarités et Coopération pour le Développement (GESCOD) : attribution de subventions (524/7.5.6/895)
69°	929	"Office Mulhousien des Sports" : attribution d'une subvention (524/7.5.6/929)
70°	936	Protocole de transaction relatif à l'action d'un ancien agent en requalification de ses contrats de travail à durée déterminée en contrat à durée indéterminée – huis clos (351/9.1/936)
Vœu		Proposition de vœu déposé par le groupe Mulhouse Cause Commune contre la réforme du RSA (Revenu de solidarité Active)

1° DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mme le Maire : Je propose de désigner M. HUMBERT comme secrétaire de séance, et je vais lui demander de procéder à l'appel.

Pour : 41 + 11 procurations
Groupe majoritaire : 28 + 10 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

M. Jean-Luc HUMBERT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

(M. HUMBERT procède à l'appel)

M. HUMBERT : Le quorum est atteint Mme le Maire.

2° APPROBATION DU PV DU 13 AVRIL 2023

Mme le Maire : Merci M. le Directeur. Avant d'échanger quelques propos avec vous, j'aimerais que l'on passe à l'approbation du procès-verbal du 13 avril 2023. Je n'ai pas eu de retours particuliers. Est-ce qu'on peut le passer aux voies ? Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ? Merci à vous.

Pour : 41 + 11 procurations
Groupe majoritaire : 28 + 10 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

Le PV du 13 avril 2023 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Mesdames et Messieurs, chers collègues. Je vous souhaite la bienvenue pour ce dernier conseil municipal avant la période estivale, qui sera l'occasion de profiter de très nombreuses manifestations et activités proposées par la Ville de Mulhouse, tant pour ses habitants que pour les personnes de passage. Cette séance sera notamment l'occasion de présenter et de débattre des résultats de notre compte administratif dont nous n'avons pas à rougir, loin s'en faut, mais aussi de divers sujets de premier plan tels que la dotation de la politique de la ville, les subventions aux associations culturelles ou sportives ou le renouvellement du marché de vélos en libre-service. L'hiver a été rude, le

début de l'année a été particulièrement difficile notamment pour les plus fragiles avec une inflation galopante, un mouvement social légitime mais très étalé dans la durée sur la question des retraites et les conséquences économiques du conflit en Ukraine. Quand on liste tous ces sujets, l'été qui s'est installé depuis plusieurs jours est le bienvenu pour le sourire qu'il rend à bon nombre de nos concitoyens. Nos concitoyens vont, pour une partie d'entre eux, s'éloigner de Mulhouse pour mieux y revenir, d'autres vont rester en ville et vivre l'été à Mulhouse. C'est pour cela que l'on apporte une attention toute particulière au programme de l'été qui, chaque année, se renforce et se diversifie, rencontrant toujours plus d'adhésion populaire. Les festivités de l'été, c'est important pour les gens qui, par choix ou par obligation, restent à Mulhouse. Nous pensons que c'est de la responsabilité de la mairie de faire en sorte qu'il y ait un air de vacances qui règne dans la ville, en particulier pour les plus jeunes. Je profite de l'occasion pour remercier tous les collaborateurs de la collectivité, M. le Directeur, qui n'ont pas ménagé leurs efforts avec l'ensemble des partenaires extérieurs pour arriver à ce programme de qualité qui participe pleinement à l'attractivité de notre ville. Pour une municipalité, il y a aussi la responsabilité des investissements. Ce sont ceux qui permettent aux services publics d'être efficaces dans la durée, et de transformer la ville sur le long terme. Car oui Mulhouse a entamé sa transformation et ça se voit ! Chers collègues, ensemble nous avons la responsabilité d'aider au moral de la population. Notre responsabilité est de créer des espaces de convivialité et des espaces de sourires, de sortir la ville du climat déprimant qui règne depuis quelques années dans notre pays. Lors de nos différents forums organisés dans les quartiers, nous avons rendu compte de notre action et démontré que Mulhouse est une ville qui protège, qui s'investit pour l'avenir et qui renforce l'attractivité de son territoire. Mais nous avons aussi la volonté d'avoir une ville où l'on s'amuse, où l'on sourit, où l'on est ensemble dans un esprit de fraternité et, cet été, avec ce que nous organisons, nous créons assurément ces espaces de fraternité mulhousienne qui, plus qu'un objectif, est une véritable ligne de conduite. Dans un esprit de légèreté, je tiens à remercier les quelques militants, les représentants syndicaux ou politiques qui nous ont reçus avec une contribution orchestrale, au lendemain de la fête de la musique, c'est quand même très rafraichissant et ce fut fort sympathique.
Sur un ton moins léger, je ne peux que déplorer leur dégradation de l'espace public et notamment sur la mairie, la maison du peuple, le bien commun, le bien de ceux qui n'ont rien. Il y a des symboles avec lesquels on ne doit pas plaisanter, surtout quand certains commentaires appelaient à incendier le bâtiment. Dans la même veine, les dégradations des potelets installés sur l'espace public dans le cadre du mois « Mulhouse au pluriel » visant à sensibiliser les gens contre les discriminations sont tout aussi inacceptables. L'extrême gauche s'en prend aux symboles de la République, l'extrême droite aux minorités et aux communautés. Dans les deux cas, c'est inadmissible. La grande majorité des élus de tous bords présents dans cette salle ont la République et le service public chevillés au corps. Je tenais à le dire. Je mets en garde ceux qui la bafouent et je condamne fermement toutes ces actions foncièrement antidémocratiques. Nous nous battons pour la liberté, pour le respect de l'identité et le choix de chacun, et par-dessus tout pour la tolérance et la vie en commun en bonne intelligence.
Chers collègues, je lançais un premier cri d'alarme face à la situation complexe des enfants à besoins particuliers dans nos écoles, piliers de notre pacte républicain. Face à cette situation devenue plus que critique, notamment après

trois années chamboulées par le Covid, nous avons soutenu le 22 mars dernier, aux cotés de l'Education Nationale, notre dossier « Ambition Mulhouse » devant la Caisse des Dépôts dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt intitulé « l'innovation dans la forme scolaire ». J'ai le plaisir de vous annoncer la nouvelle, et elle est fraiche, malgré les publications de M. le Recteur mais cela lui appartenait bien sûr, que notre dossier a retenu toute l'attention du jury et que nous avons obtenu pas moins de 7 M€ de crédits sur 5 ans ! Cela nous permettra de déployer un certain nombre d'actions innovantes, en prise avec les besoins pour qu'elles soient les plus utiles et les plus efficaces auprès de nos petits Mulhousiens, et aussi au service des équipes éducatives qui œuvrent chaque jour avec passion et abnégation, luttant parfois contre le découragement.
Mes chers collègues, avant de laisser la parole aux représentants des différentes composantes de notre conseil municipal, je voudrais que nous rendions hommage à deux anciens élus de notre assemblée dont on a appris le décès depuis notre dernière séance. Il s'agit de François JURASCHECK, né le 6 octobre 1931 à Hattstatt. Après un service militaire de 28 mois et de brillantes études de médecine, il exerce comme chirurgien - chef de service au centre hospitalier de Mulhouse, l'ancien GHRMSA. Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de la médaille de reconnaissance diocésaine, le Dr JURASCHECK entre au conseil municipal aux côtés de Jean-Marie BOCKEL, en 1989. Conseiller municipal délégué aux personnes handicapées et aux commissions de sécurité, il siégera au sein de notre assemblée durant deux mandats, jusqu'en 2001. Marié et père de quatre enfants, il s'est éteint le 25 avril dernier dans sa 92ème année. Ce dimanche, nous avons appris la disparition du Pasteur Jean-Louis HOFFET. Né le 16 février 1941 à Cannes où sa famille s'était réfugiée pour fuir l'envahisseur, Jean-Louis HOFFET était le fils de deux pasteurs. Après avoir suivi des études de théologie, il exerce différentes responsabilités presbytérales à Mulhouse dont celui de Pasteur du Temple Saint-Etienne où il lancera l'association Saint-Etienne Réunion. Elu conseiller municipal en 1983 sur la liste de Jean-Marie BOCKEL, il devient adjoint au maire en 1989, délégué à la voirie et au stationnement, puis à l'environnement et aux grandes infrastructures, fonctions qu'il occupera jusqu'à sa démission en 1997 et c'est alors Paul QUIN qui le remplacera au conseil municipal. Par ailleurs, Jean Louis HOFFET a été durant 18 ans, de 1986 à 2004, conseiller régional d'Alsace. Son engagement en faveur des droits de l'homme l'avait aussi conduit à la direction d'Amnesty International France au milieu des années 80. Marié et père de deux enfants, Jean-Louis HOFFET nous a quittés le week-end dernier à l'âge de 82 ans. En mémoire de nos anciens collègues et en associant notre maire honoraire, Jean-Marie BOCKEL, je vous propose de respecter une minute de silence pour leur rendre hommage au nom des Mulhousiens (*une minute de silence*).
Merci à vous. Je laisse la parole à M. SASSI d'abord, puis M. MINERY et Mme RITZ.

M. SASSI : Bonjour. Mme le Maire, chers collègues. Un vestige du passé. Malheureusement quand je suis arrivé ça m'a fait un choc, je vous avouerai. J'ai presque eu le sentiment, à un moment donné, qu'il n'était pas à l'abandon mais on sentait que c'était une sorte de dinosaure en train de somnoler. On a le sentiment que c'est une ville sinistrée sur le plan sportif. Emmanuel PETIT champion du monde 1998, le 22 mai 2023, à Mulhouse. Le 10 juin 2023, toujours à Mulhouse, la Brigade Ultra 88 qui est un des groupes de supporters historiques du FC de Mulhouse affiche une grande affiche au sein du stade de

l'Ill, un stade à l'image du sport mulhousien en ruine. Mme le Maire, mon intervention pourrait presque s'arrêter là, tellement les mots sont percutants et lourds de sens. Même si je ne rajoutais rien d'autre, que je n'exprimais pas mon point de vue, je peux affirmer que tout Mulhousien sincèrement attaché à sa ville, à son avenir, à son rayonnement serait interpellé, touché, et je dirais même vexé par ces mots. Comment est-il possible que les Mulhousiens ne soient pas touchés dans leur orgueil quand ils entendent leur ville décrite de la sorte, car c'est bien là le sujet, le sport n'est pas seulement le volet d'une politique municipale, comme un autre, mais bien un levier de développement territorial, de rayonnement et d'attractivité, de croissance économique mais surtout un moyen de cohésion sociale et d'identification collective sans nul pareil. Ces dernières semaines ont été marquées par une actualité des clubs sportifs de notre ville, et malheureusement pas de la meilleure des façons. Il est temps d'ouvrir les yeux et de regarder les choses en face, les énormes difficultés auxquelles notre ville doit faire face dans le domaine sportif. Cependant l'honnêteté intellectuelle nous impose de reconnaître que cette situation est le fruit d'un long processus allant au-delà de votre responsabilité propre mais bien le fruit d'un processus de désengagement et d'intérêt pour la chose sportive depuis plusieurs décennies. Les Mulhousiens ont vu tour à tour disparaître le football professionnel, le basket péricliter et perdre son lustre d'antan, le rallye de Mulhouse disparaître, le hockey sur glace disparaître de la Ligue Magnus, et dernier épisode en date le handball freiné dans son ascension, sans pouvoir agir. Il ne s'agit là que du volley professionnel et élite du sujet mais commençons par le commencement. Le sport amateur et associatif devrait reconstituer l'épine dorsale de notre collectivité. Malheureusement votre majorité semble avoir oublié son importance. Au lieu d'accorder un soutien solide, massif et cohérent à ces acteurs essentiels, nous sommes témoins d'un saupoudrage incompréhensible des ressources. Les modalités d'attribution complexes et opaques ne font que renforcer le sentiment de frustration et de défiance vis-à-vis de l'institution municipale. Une telle approche ne fait que semer la confusion et entraver le développement de nos associations sportives. L'accès aux infrastructures est devenu un combat quotidien pour les responsables sportifs locaux. Comment peut-on prétendre encourager le sport amateur et associatif lorsque l'accès aux installations est aussi problématique. Quand aux quelques heureux bénéficiaires, ils ont parfois à gérer des situations dont nous devrions, ici, tous avoir honte. Je cite l'exemple de ces jeunes filles qui n'ont accès ni à des vestiaires, ni à des sanitaires, et auxquelles on demande de venir s'entrainer en tenue et de repartir chez elles sans avoir à se changer dans leur tenue encore en sueur. Alors que les jeunes femmes s'engagent de plus en plus dans le sport, notamment dans les quartiers nos infrastructures sont loin d'être adaptées à leurs besoins spécifiques. Ces négligences témoignent d'un manque de vision et d'une incapacité à anticiper les évolutions sociétales. Mme le Maire, vous devez comprendre que l'égalité des chances dans le sport ne peut être atteint que si nous investissons dans des installations adéquates et que nous soutenons activement la participation des femmes. Concernant les associations nous devons souligner l'obstacle que rencontrent les initiatives d'associations dans notre ville, au lieu de soutenir les initiatives qui renforcent le tissu social de notre communauté, la majorité les étouffe dans l'œuf. L'argument inlassablement répété est que la municipalité souhaite moins d'associations sportives et plus de mutualisation. Pour quels résultats ? Les clubs ont-ils plus de subventions ? Les clubs ont -ils un meilleur accès aux infrastructures ? Plus de reconnaissance de la

contribution sociale et sociétale du sport à Mulhouse ? Rien de tout cela. Ce manque de reconnaissance démontre un désintérêt total de l'impact social du sport. Les bénévoles et les passionnés qui s'investissent corps et âmes sont constamment entravés dans leurs efforts. Il est grand temps que la majorité comprenne que la vitalité d'une communauté se mesure aussi à travers le dynamisme de ses associations sportives. Favorisons l'émergence d'initiatives parfois corrosives, et parfois moins. Les associations sportives ne sont pas des sous-traitants de la municipalité mais bien des éléments essentiels du maillage territorial et citoyen avec des histoires propres et des réalités souvent complexes. Acceptons de ne pas soutenir uniquement les historiques ou ceux avec qui nous sommes en bons termes. C'est à ce prix-là que la culture du dialogue, du respect et de la compétition saine pourra s'installer durablement dans notre ville. Nous demandons plus de respect pour les responsables associatifs, plus de respect pour la parole donnée, plus de transparence et de clarté dans l'attribution des moyens. Mme le Maire, le sport ne se limite pas qu'à des performances athlétiques, il est une force unificatrice qui favorise l'inclusion, l'apprentissage des valeurs, la cohésion sociale. Pourtant les associations et leurs dirigeants sont souvent infantilisés. Je ne pourrai citer le nombre de responsables associatifs que j'ai personnellement rencontrés qui s'interdisent publiquement tout sentiment de frustration, de vexation, de peur de perdre un créneau ou une subvention. Est-ce là la vision de la participation citoyenne et de la démocratie ? Passons maintenant à la pratique libre et dans son sillage le sport santé. Les installations et les moyens ne sont pas à la hauteur d'une ambition qui permettrait aux citoyens qui souhaitent simplement pratiquer une activité physique. La quasi impossibilité à l'accès de ces infrastructures montre à quel point la réponse n'est pas au niveau des attentes pour permettre d'accéder aux espaces ou chacun peut se maintenir en forme ou tout simplement se divertir et se détendre entre amis ou en famille. Pire encore, la conséquence de tout cela est le signal d'une municipalité qui refuse de s'engager dans une véritable co-construction et coparticipation avec les citoyens. Saisissons la chance de pouvoir travailler main dans la main avec nos concitoyens. Chaque quartier dispose de compétences et de bonnes volontés pour favoriser la responsabilisation des citoyens dans l'accès libre aux infrastructures. Enfin abordons le sport professionnel élite. Là encore nous sommes confrontés à un effondrement total. Les infrastructures existantes sont dépassées et inadaptées aux besoins des athlètes de haut niveau. Les compétitions de renommée nationale et voire internationale nous passent sous le nez, réduisant notre ville à un rôle de spectateur impuissant. Le manque d'ambition et de vision des municipalités successives est flagrant. Les Mulhousiens sont confrontés à une incompréhension des enjeux économiques et sociaux liés aux sports professionnels. La dégradation de l'image de notre ville est indéniable et notre potentiel économique concernant ce sujet est purement et simplement sacrifié. Chaque année des dizaines de jeunes espoirs du sport mulhousien s'exilent par manque d'opportunités et de perspectives. Mme le Maire, il est temps de dire stop à cette situation désastreuse dans le domaine du sport. Nous méritons mieux que des discours et des promesses non tenues. Mme le Maire, je pourrais continuer un long moment mais les constats sont connus, aussi amères ils ne peuvent nier car l'échec est patent et flagrant. Mme le Maire, voilà un volet de la politique municipale qui pourrait réunir un large consensus voire une unanimité. C'est pourquoi nous vous demandons de poser un acte fondateur fort, une vision stratégique partagée et une ambition pour Mulhouse dans le domaine sportif.

Mme le Maire, la question est simple, quel sera l'état de Mulhouse dans le domaine sportif dans dix ans. C'est une occasion unique de travailler tous ensemble, main dans la main, à vous de la saisir. Mme le Maire, voici un certain nombre de propositions concrètes auxquelles nous vous demandons d'apporter des réponses concrètes. Tout d'abord la mise en place d'un affichage public de l'occupation de l'ensemble des installations sportives de la ville de Mulhouse. Une définition claire et publique de l'attribution des subventions et des créneaux pour accéder aux infrastructures sportives. Une mise en place d'une commission mixte impliquant les citoyens et les associations de notre ville pour faire le suivi de l'octroi des subventions et des créneaux. Nous demandons que toutes les annonces de rénovation, d'octroi de subventions, de créneaux soient chiffrées et datées et pas simplement des promesses, une mise en place de sanitaires et de vestiaires temporaires dès le premier jour de pratique des jeunes filles, quel qu'en soit le coût, une mise en place de politique active de coparticipation permettant aux citoyens d'accéder librement aux infrastructures le soir et le week-end. Enfin, le lancement d'un vaste chantier de construction de deux gymnases supplémentaires, à Mulhouse, qui permettrait de couvrir l'ensemble des besoins actuels. Nous demandons également que la ville de Mulhouse soit le porte-étendard en partenariat avec d'autres collectivités mais aussi les investisseurs privés d'un projet de construction d'une grande salle, afin de pouvoir accueillir l'ensemble des disciplines élites de notre ville, à savoir le hand-ball, le volley et le basket-ball, la rénovation ou la construction d'un nouveau stade aux normes professionnelles afin de pouvoir dessiner une perspective du football professionnel mulhousien dans les dix prochaines années. Enfin, et je crois que c'est le point d'orgue, nous vous demandons de rétablir instamment des relations constructives avec l'agglomération afin de pouvoir porter les chantiers qui relèvent de leur compétence mais pour lesquels c'est le nom de Mulhouse qui est directement impacté. A défaut, nous vous demandons de réfléchir à l'opportunité d'un transfert de compétences du sport professionnel et élite vers l'agglomération. Mme le Maire, je vous ferai parvenir dans les prochains jours un courrier en bonne et due forme reprenant l'ensemble des propositions pour lesquelles nous attendons une réponse de votre part durant les prochains conseils municipaux. Merci à vous.

Mme le Maire : M. MINERY

M. MINERY : Merci Mme le Maire, merci chers collègues. Nous voici, vous vous en doutez, vous le savez, à mi-mandat et même un peu au-delà, et nous laissons bien évidemment les Mulhousiennes et les Mulhousiens juger sur pièce, prendre la mesure des transformations engagées ou non par votre équipe. Avec l'hyper communication qui vous caractérise, vous avez livré votre bilan sur différents supports. De notre côté, inlassablement, nous continuons à entendre et à recueillir la parole des Mulhousiennes et des Mulhousiens. Nous poursuivons notre travail de veille et d'alerte sur les manques de votre politique municipale et surtout nous sommes force de proposition pour faire progresser Mulhouse. Mulhouse Cause Commune pousse pour l'amélioration de la qualité de vie dans notre ville, car c'est là notre boussole principale. Depuis trois ans, nous multiplions les rencontres, nous plaidons de nombreuses causes dans le sens de l'intérêt général, nous invitons à dépasser le strict cadre municipal pour créer des synergies à l'échelle de l'agglomération et du Sud Alsace, nous prenons souvent attache avec les adjointes et les adjoints ici présents pour évoquer des dossiers,

pour tenter de surmonter des blocages. Nous sommes présents dans les commissions, nous questionnons, nous contribuons dans la limite des possibilités offertes, bien sûr. Enfin de manière à protéger les Mulhousiennes et les Mulhousiens, nous vous invitons régulièrement à peser sur le législateur et sur la législation à exercer une certaine pression sur l'Etat. Hélas nos vœux et autres motions sur la justice sociale ou sur l'environnement, par exemple, sont souvent balayés. Nous demandons aussi moins de décisions unilatérales et infondées, comme la suppression de la subvention historiquement versée à la section locale de la confédération générale du travail, plus connue bien sûr sous le nom de CGT, qui défend les salariés mulhousiens du privé comme du public, faut-il le rappeler. Sur ce dossier, s'il vous plaît, comme sur d'autres, ressaisissez-vous ! Néanmoins, ce jour, nous formons le vœu que l'été rime avec sérénité, à Mulhouse, malgré l'offre culturelle en repli, malgré l'état inégal des infrastructures sportives, malgré un contexte évident pesant de chaleur accablante, de réduction du pouvoir de vivre, et d'augmentation de violences symboliques et physiques, nous souhaitons que des animations et des activités estivales se passent bien que de nombreuses jeunes Mulhousiennes, que de nombreux jeunes Mulhousiens puissent passer quelques jours au vert, en pleine nature, loin de la pollution et de la circulation, que les plus fragiles soient accompagnés du mieux possible et que nos amis les bêtes aussi ne soient pas abandonnés. En attendant, nous souhaitons à toutes les Mulhousiennes et à tous les Mulhousiens de passer un très bel été, de pouvoir profiter, si cela est possible, de quelques jours de congés, de simplement pouvoir souffler. Plus que jamais, Mulhouse cause commune est au service des habitantes et des habitants de notre ville. Enfin, nous avons une pensée émue à ce conseil municipal pour Cécile KOHLER retenue prisonnière depuis 411 jours, en Iran. Force et courage à ses proches, nous faisons bien évidemment confiance au gouvernement pour obtenir sa libération dans les délais les plus brefs. Merci.

Mme le Maire : La parole est à Mme RITZ.

Mme RITZ : Merci Mme le Maire, chers collègues. Vous l'avez annoncé dans vos propos, l'été sera beau, l'été sera chaud. C'est un réel plaisir de voir les Mulhousiens profiter des beaux jours en extérieur, dans les parcs et jardins ou sur les terrasses du centre-ville. Mulhouse offre de nombreux îlots de fraicheur mais souffre encore de certaines problématiques en matière de perméabilité des sols. Vous priorisez dans votre projet politique la piétonnisation d'une partie du centre-ville et de certains grands axes périphériques, soit. Si la trop grande présence de sols bétonnisés est une réalité, il eût été sans doute pertinent de se pencher sur la place de la Réunion qui mérite depuis de nombreuses années plus d'attention de notre part, et pourrait faire l'objet d'une transformation laissant place à une véritable végétalisation. Epargnez nous toutefois une transformation comme celle de la place Lucien DREYFUS qui va à l'encontre de toutes les préconisations en matière écologique. Repensez le centre-ville n'est pas uniquement synonyme d'offrir des îlots de fraicheur aux piétons en interdisant la circulation aux voitures. Transformer, ce n'est pas punir les uns pour servir les autres. Le fiasco de la réhabilitation de la place Franklin, que vous connaissez bien, Mme le Maire, est un exemple criant de vérité. Passées les promesses d'animation, de modularité du parking, d'îlots de fraichir, le constat est aujourd'hui désolant. Une place recouverte d'un parking désordonné, squatté par des mendiants alcoolisés et une fontaine qui sert de piscine municipale. Sortir les

voitures du centre-ville, voilà donc votre grand projet du mandat. Punir les automobilistes mais pas tous, car malheureusement la quiétude n'est pas toujours de mise avec le retour des mariages communautaires et leurs cortèges qui viennent trop régulièrement troubler le quotidien des riverains à Mulhouse, comme d'ailleurs dans d'autres villes de notre agglomération. Klaxons, excès de vitesse, non-respect du code de la route, hurlement et à présent coups de feu sont autant de nuisances sonores qui accompagnent des rodéos dangereux et des blocages volontaires de la circulation qui font courir des risques importants aux autres usagers de la route. Quand prendrez-vous enfin la mesure des dangers que font courir ces cortèges communautaires ? Quand comprendrez vous que la prévention a fait son temps et qu'il nous faut à présent passer au stade de la répression sévère ? La police ne peut pas toujours se déplacer lors des nombreux appels des riverains agacés qu'elle reçoit, et la verbalisation se fait parfois par vidéosurveillance, me direz-vous. Mais le danger, lui, est immédiat. La vidéoverbalisation n'empêchera pas l'accident, c'est donc avant et pendant ces troubles à l'ordre public que les municipalités doivent agir et mettre en place des moyens conséquents pour protéger les populations, proposer la mise en place de dispositifs policiers sur les itinéraires connus et reconnus de ces cortèges, et la possibilité d'annuler tout simplement la tenue des mariages qui posent problème sont une solution. La loi doit s'appliquer pour tous, du simple contrevenant pour stationnement jusqu'à celui qui s'adonne à un rodéo en multipliant les infractions au code de la route et mettant en danger les autres usagers. A nouveau, je souhaite vous rendre attentive à cette problématique qui a déjà entrainé des conséquences dramatiques dans votre ville. Heureusement l'été rime aussi avec des sujets plus positifs et une programmation estivale sous l'appellation « Mon été à Mulhouse ». Si l'on peut féliciter les services de communication pour ce bel outil mis à disposition du public, on peut s'étonner de l'absence de certaines informations mais surtout de l'absence notable du festival Scènes de rues. Pourriez-vous, Mme le Maire, nous apporter une réponse et justifier ce choix de priver les Mulhousiens de ce festival pourtant très apprécié ? Vous avez également convié les Mulhousiens à un bilan de mi-mandat. Le constat est criant de vérité. La politique mulhousienne avec Jean ROTTNER est devenue, depuis 2021, une politique punitive : servir les copains, se servir d'eux également et s'ils font un écart les mettre au placard. Les punir pécuniairement et socialement. Il est grand temps d'arrêter ces procédés à Mulhouse et de revenir à une politique noble qui sert les intérêts des Mulhousiens. Le binôme LUTZ-ROTTNER s'étant éteint, il vous revient à vous seule la responsabilité, Mme le Maire, de gérer cette ville. Passé le bilan de mi-mandat, il vous reste une seconde moitié pour vous affranchir des dictats Rottnériens et appliquer une politique plus à l'écoute et plus proche de vos administrés. Les Mulhousiens vous observent, Mme le Maire, ils ont des besoins et des attentes que vous ne pouvez ignorer. Passés les effets d'annonces, des gratuités promises, des embellissements de façades, restent les problèmes de fond. Oui, allez au fond des choses et assumez jusqu'au bout ces choix politiques. Pour exemple, la gratuité des transports pour les séniors, grande promesse de votre campagne devenue effective et reprise dans un récent article de presse. Les Mulhousiens sachant poser un simple calcul auront remarqué que votre promesse est en grande partie payée, non pas par la ville de Mulhouse mais par m2A. Ah le bel effort ! Je vous invite également à répondre aux habitants du Rebberg qui ont lancé une pétition afin que soit préservé notre patrimoine commun. Au contraire du centre-ville, le poumon vert de Mulhouse est mal mené par de nombreux

projets de bétonisation qui ne font que s'accélérer et ont pour conséquence la destruction d'arbres centenaires et d'espaces végétaux. Faisant partie des élus ayant été appelés à témoigner pour obtenir l'élargissement d'un espace de dialogue afin de trouver des solutions de sauvegarde du Rebberg, j'ai également pu échanger avec de nombreux acteurs du quartier sur le sujet. Nous appelons tous de nos vœux à un classement du Rebberg en un site patrimonial remarquable. Je vous rappelle également mon intervention en ce sens, au dernier conseil d'avril où je vous interpellai déjà sur ces problématiques. La dévégétalisation du site concerné par la pétition au profit du béton est une aberration écologique, un affront architectural et un danger routier. Ce magnifique quartier et ses habitants méritent mieux que cela. Il est inadmissible de s'entendre dire que la municipalité est impuissante en la matière. Nous devons nous mobiliser de manière transpartisane pour préserver ce qui peut encore l'être. Ce ne sont pas les promoteurs immobiliers qui ont à imposer leur loi dans notre ville. Aussi, Mme le Maire, sachez sur ce sujet comme sur de nombreux autres qui animent nos concitoyens pouvoir compter sur ma participation aux réflexions que vous lancerez. Merci.

Mme le Maire : Je donne la parole à Florian COLOM.

M. COLOM : Merci Mme le Maire. Avant de répondre aux différents collègues qui se sont exprimés, je voudrais dire toute la fierté que j'ai d'appartenir à cette équipe qui, en dépit d'un contexte extrêmement grave, inattendu, exceptionnel depuis le début de ce mandat, a réalisé un projet comme nul par ailleurs et un projet rempli d'ambitions pour Mulhouse. Nous avons un cap qui est clair, une boussole qui est claire, pour les écoles, pour le renouvellement urbain, pour le retour de la nature en ville, pour le développement des mobilités douces, pour la sobriété énergétique, encore et encore sur tous ces sujets, nous avons en dépit des crises géopolitiques, en dépit des crises inflationnistes, économiques, en dépit de la crise sanitaire, nous avons tenu fermement la barre pour Mulhouse et pour son attractivité. M. SASSI, je pourrais résumer vos propos de la manière suivante : 5 mn de critiques pour 5 mn de contradiction. Vous avez dénoncé l'état des équipements dans le domaine sportif. Je fais une petite parenthèse, je ne suis pas sûr que nous aurions été retenus comme centre de préparation aux JO 2024, si nous avions eu que des équipements en mauvais état. Je ne pense pas, quand je vois le programme des différentes compétitions nationales et européennes que nous avons sur Mulhouse régulièrement que celles-ci auraient pu se tenir si nous avions effectivement des investissements et des équipements qui étaient aussi dégradés que vous le dites. Cependant j'attire votre attention sur deux points. Le premier c'est que bon nombre des équipements dégradés dont vous avez fait mention ne sont pas propriétés de la ville de Mulhouse mais sont propriété de l'agglomération : le FCM, le MON, j'en passe encore, les piscines, la patinoire, et vous entendez dans vos propositions transférer la compétence du sport de haut niveau à l'instance qui détient ces bâtiments dont vous critiquez la gestion du foncier. Il y a une forme certaine d'incohérence dans cette logique-là et dans ce plan. Ensuite vous avez énoncé quelques pistes et notamment des pistes très coûteuses en termes de construction de nouveaux équipements. Il faut construire deux gymnases, il faut construire un stade. Avez-vous pensé au chiffrage de ces mesures ? Absolument pas. Un stade c'est 200 000 €, un gymnase c'est entre 8 et 10 M€ à chaque fois. Pardon 200 000 M€ pour le stade et entre 8 et 10 M€ pour un gymnase. Alors je veux bien que l'on

discute de ce type de plan d'investissement mais il faut à un moment donné aussi avoir la mesure des propositions que l'on a, histoire de crédibiliser la demande et de l'inscrire dans le temps long. On ne crée pas un stade comme ça en se levant un matin, ça se prévoit sur des dizaines, des quinzaines d'années à l'avance, tant l'ampleur financière est significative. Mme RITZ, le sujet du Rebberg est un sujet extrêmement important et il est tellement important que le maire de Mulhouse vous répondra juste au terme de mon intervention. Je ne sais pas Mme RITZ, si vous mesurez la chance que vous avez de pouvoir faire le bilan de mi-mandat du groupe majoritaire Mulhouse en grand. Parce que me concernant, je suis un peu jaloux, j'aurais bien aimé faire le bilan en toute subjectivité de votre groupe politique mais voilà vous avez réussi la prouesse, Mme RITZ, en moins de deux ans, de passer d'un groupe de trois personnes à une individualité toute seule. Alors je ne doute pas, Mme RITZ, que Mme ZANETTE et que M. PAUVERT vous ont quittée pour votre respect pour les opinions différentes. Je ne doute absolument pas que ces mêmes personnes vous ont quittée pour votre ouverture certaine, et je ne doute pas encore que ces dernières vous ont quittée pour votre sens aigu du management. Alors vous me direz qu'il vaut mieux être seule que mal accompagnée, et sur ce point je vous donnerai entièrement raison. Cependant, Mme RITZ, quand on voit vos postures, votre comportement et vos propos depuis le début de ce mandat, j'ai bien peur et j'ai la faiblesse de penser qu'il y a peut-être au sein de cette assemblée une majorité de vos collègues qui puissent penser que c'est davantage vous qui êtes de mauvaise compagnie qu'en mauvaise compagnie. Alors au-delà du cocasse, cette situation vous discrédite avant tout, politiquement, vous qui avez tant d'ambitions pour vous et peut-être un petit peu encore pour Mulhouse en fonction de ce qui reste. Comment peut-on vouloir être dans le fond à la tête d'un groupe majoritaire, Mme RITZ, lorsqu'on n'arrive pas à fédérer autour de soi un groupe minoritaire composé de deux collègues ? Comment rassembler une ville de plus de 110 000 habitants lorsqu'on arrive à se diviser avec ces deux plus proches colistiers ? Cela est tout bonnement impossible et démontre qu'en politique il ne suffit bien souvent pas seulement de vouloir pour arriver à avoir la capacité de pouvoir. Je vous inviterai donc à mettre toute l'énergie que vous avez développée dans ce propos, d'une manière plus constructive pour Mulhouse politiquement parlant car si vous continuez à dériver dans cette direction, Mme RITZ, il n'est pas exclu que vous finissiez, d'ici la fin du mandat, à vous disputer avec vous-même. Je vous remercie.

Mme le Maire : Je tenais à préciser deux choses.
Concernant la gratuité des transports pour les plus de 65 ans, ce n'est pas l'agglomération qui finance, c'est bien la ville de Mulhouse, et l'année en cours nous l'avons financée et compensée à l'agglomération à hauteur de 650 000 €. Je réponds M. SIMEONI parce qu'on m'a interpellée là-dessus et je suis tellement peinée pour les personnes âgées qui me témoignent leur gentillesse et qui me disent merci parce que tout simplement je crois qu'elles sont heureuses. Sachez que la dernière négociation a eu lieu à hauteur de 650 000 € de compensation à l'intercommunalité et nous avons quand même la chance d'avoir déjà 9 200 bénéficiaires. Je crois que c'est ce qu'il faut retenir.
Concernant le Rebberg, mon équipe est particulièrement attachée à ce quartier, bien sûr. D'abord pour son patrimoine architectural qui est incontestable, mais aussi pour sa végétation abondante, un véritable poumon vert de la ville. J'ai effectivement pris connaissance de la pétition à l'initiative de deux habitants du

chemin du Klettenberg, que je ne nommerai pas mais que je connais très bien, s'opposant à un projet de construction sur une parcelle privée dont le permis est en cours d'instruction. Pour rappel, nous avons modifié le PLU, il y a trois ans, avec des modifications substantielles permettant déjà de protéger ce quartier dont l'obligation de végétalisation selon l'emprise au sol, la baisse des hauteurs maximales à savoir 10 mètres pour un toit plat, 13 mètres pour un toit en pente, le classement de nombreux arbres et maisons ainsi que l'inscription de plusieurs espaces boisés classés. En l'espèce, j'ai reçu, accompagnée de l'adjoint à l'urbanisme, les gens qui m'avaient contactée dans le week-end et j'ai pris la peine de répondre aux pétitionnaires il y a dix jours. L'association Patrimoine Rebberg, et je tenais à les remercier pour le travail qu'ils ont déjà fait et déjà produit, a aussi été consultée sur ce projet, en amont, et une réunion à destination des riverains va être menée avec le promoteur début juillet. Nous entendons qu'aujourd'hui les règles en vigueur qui s'imposent à chacun ne sont pas suffisantes aux yeux d'un certain nombre d'habitants. Nous savons l'entendre. Je suis totalement ouverte à la discussion et prête à débattre sereinement des possibilités règlementaires à envisager et à mettre en œuvre dans ce cadre. La révision du PLU, qui sera désormais intercommunale, va débuter dans quelques mois. Ce sera l'occasion de travailler sur de nouvelles règles qui pourraient renforcer la protection du Rebberg. Une réunion de quartier pourrait être organisée. Je pense que ce sera plutôt après les vacances -puisqu'il va être difficile de réunir tout le monde pendant l'été- afin que nous puissions consulter le plus largement possible les habitants et que les outils envisagés soient dûment présentés avec leurs avantages mais aussi leurs contraintes. Je préfère un débat posé et éclairé plutôt que la précipitation passionnée, et je fais référence à l'article qui est dans la presse ce matin dont l'auteur est présent parmi nous ce soir, M. GUSS, qui a bien spécifié qu'il y aura une réunion avec le promoteur et tous les habitants qui souhaiteront venir à la mairie le 6 juillet, en présence de l'adjoint en charge de l'urbanisme. Voilà ce que je souhaitais dire. Et en prime dire aussi quand j'ai reçu les deux pétitionnaires, je leur ai fait la proposition de se rapprocher de Patrimoine Rebberg qui a déjà beaucoup travaillé sur ce sujet et de participer à l'écriture du prochain PLU qui sera PLUi, et en même temps de se rapprocher du promoteur pour avoir une discussion. Voilà les trois propositions que j'ai faites à ces deux pétitionnaires quand ils sont sortis de mon bureau. Voilà ce que j'avais à dire pour la question du Rebberg.
Nous allons passer tout de suite à la délibération qui concerne l'approbation du compte de gestion 2022. Florian COLOM va vous présenter cette délibération qui permet de constater la parfaite concordance entre les écritures et solde du compte de gestion 2022, du trésorier et du compte administratif 2022 de la ville de Mulhouse qui est l'ordonnateur.
Je laisse la parole à Florian COLOM.

3° APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022 (315/7.1.3/887)

Vu les Comptes de Gestion relatifs au Budget Principal et aux Budgets Annexes de l'Eau et des Pompes Funèbres de l'exercice 2022, rendus par la Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Mulhouse Madame Marie-Line Bernauer-Bussier pour la Ville de Mulhouse,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui des Comptes de Gestion 2022 et vu les Budgets, Primitifs et Supplémentaires, des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 2022 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré que le SGC a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,
- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2022 entre l'ordonnateur et le comptable,
- déclare que les Comptes de Gestion 2022 dressés par le Service de Gestion Comptable de Mulhouse, concernant le Budget Principal de Mulhouse, les Budgets Annexes de l'Eau et des Pompes Funèbres n'appellent aucune observation ni réserve de notre part,
- charge Madame le Maire ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 068125 NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MULHOUSE ETABLISSEMENT : MULHOUSE

Résultats budgétaires de l'exercice

16400 - MULHOUSE Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	164 089 868,19	201 169 479,19	365 259 347,38
Titres de recette émis (b)	115 406 709,20	189 497 624,60	304 904 333,80
Réductions de titres (c)	50 694,07	3 946 452,21	3 997 146,28
Recettes nettes (d = b - c)	115 356 015,13	185 551 172,39	300 907 187,52
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	164 089 868,19	201 169 479,19	365 259 347,38
Mandats émis (f)	118 281 474,08	173 863 897,59	292 145 371,67
Annulations de mandats (g)	9 487,98	7 233 001,86	7 242 489,84
Depenses nettes (h = f - g)	118 271 986,10	166 630 895,73	284 902 881,83
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		18 920 276,66	16 004 305,69
(h - d) Déficit	2 915 970,97		

Résultats budgétaires de l'exercice

16409 - EAU MULHOUSE Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	12 642 000,00	50 174 000,00	62 816 000,00
Titres de recette émis (b)	4 771 522,91	44 351 050,32	49 122 573,23
Réductions de titres (c)	21 318,01	4 522 812,40	4 544 130,41
Recettes nettes (d = b - c)	4 750 204,90	39 828 237,92	44 578 442,82
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	12 642 000,00	50 174 000,00	62 816 000,00
Mandats émis (f)	7 038 837,07	47 308 033,31	54 346 870,38
Annulations de mandats (g)	19 914,00	8 073 121,83	8 093 035,83
Depenses nettes (h = f - g)	7 018 923,07	39 234 911,48	46 253 834,55
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		593 326,44	
(h - d) Déficit	2 268 718,17		1 675 391,73

Ville de Mulhouse
Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

Résultats budgétaires de l'exercice

16428 - POMPES FUNEBRES MULHOUSE

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 517 000,00	4 207 000,00	5 724 000,00
Titres de recette émis (b)	235 280,79	1 281 308,52	1 516 589,31
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	235 280,79	1 281 308,52	1 516 589,31
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 517 000,00	4 207 000,00	5 724 000,00
Mandats émis (f)	386 855,92	1 233 027,19	1 619 883,11
Annulations de mandats (g)		64 609,68	64 609,68
Depenses nettes (h = f - g)	386 855,92	1 168 417,51	1 555 273,43
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		112 891,01	
(h - d) Déficit	151 575,13		38 684,12

Ville de Mulhouse
Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

M. COLOM : Merci. Effectivement la comptabilité publique est tenue à la fois par l'administration fiscale et par la collectivité, et avant de pouvoir valablement délibérer et voter le compte administratif, il nous revient de simplement constater par cette délibération la parfaite concordance entre les deux comptabilités. On est davantage dans le domaine de l'ordre de la technique financière, et une fois qu'on aura pris acte de cela, à ce moment-là d'un point de vue légal, nous pourrons délibérer et échanger sur le compte administratif.

Mme le Maire : Merci Florian. Je ne vois pas de demande d'intervention. On peut mettre la délibération au vote. Je pense qu'il n'y a pas de précisions à apporter. Comme dit c'est de la technique. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Je laisse à Marie le temps de noter. Tout va bien ! Merci à vous.

Pour : 42+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32 + 7 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Non-inscrits dans un groupe : 4+1 procuration

Abstentions :
Groupe M Mulhouse : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Nous avons une série de délibérations qui concernent le budget. Il s'agit des 888, 889, 890, et 891 que Florian présentera en enfilade, dans un souci de cohérence. Bien sûr nous reviendrons au vote à la fin de la présentation de Florian COLOM et des interventions qui auront lieu.

M. COLOM : Merci Mme le Maire. Le compte administratif, au-delà d'être simplement un bilan financier, nous permet également de faire le bilan des réalisations concrètes intervenues durant l'année 2022. Je le dis souvent, les chiffres sans le projet ne sont finalement rien. Mulhouse se transforme et ça se voit. Mulhouse se transforme pour plus de nature en ville dans le cadre du projet Mulhouse Diagonales, notamment. Vous voyez de belles réalisations : sur la gauche les terrasses du musée, sur la droite les berges de l'Ill. A gauche, nous avons un espace de trois hectares pour un coût total de 6 M€ pour le projet et à droite un autre espace de 2 hectares couvrant 1,5 kilomètres de berges. Voilà deux exemples concrets, deux réalisations qui ont été lancées en 2022, en faveur de la nature en ville. Plus de nature en ville encore, vous le voyez à gauche avec le bosquet des jeunes pousses. Ce sont 800 arbres qui ont été plantés, et à droite non loin dudit bosquet, le square du Général de Gaulle qui a été magnifiquement réhabilité pour un coût total de 5,5 M€. Je pense qu'on a tous plaisir, que ce soit en y passant à vélo ou en s'y arrêtant un instant, de voir à quel point les Mulhousiens se sont pleinement saisis de ce nouvel espace. Mulhouse se transforme pour des écoles plus agréables. Vous avez très largement connaissance de notre vaste plan pour les écoles en faveur de la construction de quatre groupes scolaires. Vous en voyez deux sur l'écran : à

gauche l'un des deux premiers groupes scolaires aux Coteaux, à droite le groupe en cours de construction à Victor Hugo, à Bourtzwiller. Tout ceci représente une enveloppe financière significative pour les seuls groupes scolaires de plus de 66 M€ soit 17 % de la PPI exclusivement concernée sur ces groupes scolaires. La transformation des écoles, on l'a vu avec les groupes scolaires, mais il y a aussi tout le travail de fond qui est fait pour la remise à neuf de certaines écoles. Vous avez à gauche la réalisation de l'école Sellier pour plus de 6 M€, en coût total de projets, et à droite l'un des deux premiers exemples de cour d'école résiliente. Il s'agit ici de la cour d'école Brossolette pour un coût total de 400 000 € sur ce budget 2022 donc pour ces deux premières cours d'écoles résilientes, en sachant que nous en avons une dizaine qui sortiront de terre, d'ici fin 2025. Mulhouse se transforme pour le développement des mobilités douces. Nous avons tous en tête le plan de développement du vélo à Mulhouse. C'est 15 km de pistes cyclables qui seront réalisées d'ici la fin 2025. Nous en avons réalisé 2,65 km, en 2022, avec surtout un vaste programme de concertation autour de ces développements des mobilités douces. En 2022 ce sont 14 ateliers, 12 réunions, 6 forums, 7 temps spécifiques et 2 journées sans voitures qui nous ont permis de toucher 25 000 personnes et de consulter 1 000 personnes. Un projet qui se fait avec les Mulhousiens et pour les Mulhousiens. Mulhouse se transforme par la rénovation du bâtiment. Vous avez à gauche la très belle réalisation de la salle sportive de Mittelwihr à Bourtzwiller pour un coût total de près d'1 M€, et à droite l'emblématique rénovation intérieure du Temple St Etienne dont nous avons pu avoir les échos dans la presse, il y a de cela quelques jours, pour un coût total de 3,4 M€. La rénovation du bâtiment toujours. Vous avez à gauche le projet autour du site DMC, c'est 5,7 M€ pour ce bâtiment 62, et à droite la réouverture du Belvédère de Mulhouse qui avait malheureusement été fermé ; la réhabilitation ayant été faite, ce site emblématique sur le haut Rebberg a pu rouvrir. Mulhouse se transforme pour plus de sobriété énergétique, à la fois par la rénovation de différentes chaudières, par la rénovation de bâtiments publics mais également dans le développement de l'éclairage LED pour l'éclairage public. Je rappelle l'objectif : 100 % LED, d'ici fin 2024, pour un coût total de près de 21 M€, décision forte, intense, pour avoir plus de sobriété énergétique dans la gestion du quotidien à la ville de Mulhouse. Mulhouse se transforme aux côtés des Mulhousiens. Vous voyez à gauche la création du CCAS avec les membres qui composent le conseil d'administration, et une photo prise lors de la démarche Mulhouse solidaire, démarche innovante et partenariale pour construire toujours plus Mulhouse avec les Mulhousiens. Mulhouse se transforme aux côtés des Mulhousiens avec l'ouverture de deux sites citoyens, à gauche le Grim'z à Bourtzwiller et à droite l'espace habitants aux Coteaux avec cet objectif que nous nous sommes fixés d'avoir un espace citoyen par secteur. Nous en avons déjà quatre, le cinquième à la Fonderie sera inauguré prochainement, et celui du site du Drouot est en cours de recherche pour les locaux. Nous avons déjà très largement avancé sur cet objectif pour permettre à chaque habitant d'avoir un espace dans son quartier. Voilà, chers collègues, les réorganisations que nous avons entreprises en 2022, une réorganisation qui n'a pas vocation à être exhaustive mais qui, je pense, retrace assez bien la philosophie fondamentale que nous avons eue pendant cette année 2022. D'un point de vue un peu plus financier au niveau des chiffres, vous voyez le budget de la ville de Mulhouse dans ses grandes masses, à la fois sur le fonctionnement et l'investissement, très naturellement nous avons un excédent de fonctionnement qui permet précisément de financer le besoin naturel en financement de la section

d'investissement avec, à la fin, un résultat global de près de 13 M€. Résultat qui est en baisse par rapport à 2021 de près de 5M€, et qui est le fruit à la fois du contexte général de l'année 2022 avec les prémices en termes d'inflation, les prémices en termes de dégel du point d'indice, les prémices en termes d'augmentation du coût de l'énergie mais également qui dépendent de notre volonté politique de consommer davantage de fonds de roulement précisément au moment où les taux d'intérêts se sont réhaussés. Vous voyez dans cette deuxième slide les grandes masses au niveau des différents budgets, là-dessus il n'y a pas vraiment de grands chamboulements entre les uns et les autres, les grandes masses sont préservées. Si on s'attarde un peu plus sur la partie de fonctionnement, vous voyez que nous avons des recettes réelles d'un peu plus de 178 M€ en 2022, par rapport 173 M€ en 2021. Cette augmentation est due au niveau de la partie impôts et taxes qui évolue de 1,87 % principalement sous l'effet des bases puisque les taux de fiscalité sont quant à eux inchangés sur la période 2016-2022, donc revalorisation des bases qui permet d'avoir 1,87 M€ en plus sur cette partie impôts et taxes. Au niveau de la partie dotations et subventions, nous avons une augmentation de 2,5 % par rapport à 2021, principalement due à la revalorisation de la dotation de solidarité urbaine qui a été revalorisée de 3,2 %. Concernant le produit des services et du domaine, nous avons un poste, un chapitre budgétaire qui augmente de près de 4%, non pas qu'il y ait réellement une hausse sur ce poste-là mais on a constaté plutôt que le retour à la normale qu'on espérait suite au Covid, dès 2021, s'est davantage produit en 2022. Donc 2022 sur ce poste-là, c'est un retour à la normal que ce soit sur le stationnement, sur le forfait poste de stationnement, sur la fréquentation de l'Orchestre symphonique de Mulhouse, etc. Un petit moins de produits exceptionnels mais c'est parce qu'il y a eu dans le même temps un peu moins d'opérations de cession, là aussi. En ce qui concerne toujours le fonctionnement mais sur le volet des dépenses, nous avons un montant global des dépenses qui est de 148 M€ avec un taux de réalisation de 90 %. Là aussi, par prudence, on a toujours tendance à minimiser un peu les recettes que l'on a sur l'année et à maximiser un peu les dépenses, c'est pour cela qu'on a plus de taux de réalisations en recettes que l'on a au niveau des dépenses. Si on s'attarde sur quelques points plus particuliers au niveau du personnel qui est le premier poste de dépenses de la collectivité, ce poste augmente de 2,6 % par rapport à 2021, sous plusieurs effets. Le premier effet, c'est le dégel du point d'indice décidé au 1er juillet 2022 de 3,5 % qui a entraîné sur la seule année 2022 un surcoût de 1,2 M€, suivi de la hausse du SMIC et la revalorisation catégorielle des différents agents pour près d'1 M€, et l'effet carrière et l'avancement naturel des agents dans la carrière au niveau de la collectivité pour un peu plus d'un demi-million d'euros. Au niveau des moyens des services, là aussi nous avons une hausse de 2 % qui s'explique principalement par deux aspects : l'augmentation des demandes de la gratuité des transports en commun pour les séniors, + 150 000 € par rapport à ce qui avait été budgétisé, c'est près de 10 000 séniors qui en bénéficient, et nous avons constaté sur ce même chapitre les premiers prémices en termes d'augmentation de l'énergie notamment sur la partie électricité. Au niveau de la partie subventions et contributions, il y a la volonté au niveau politique de pérenniser et de sanctuariser ces subventions. On a noté une augmentation de 7 % mais ceux qui ont été présents aux commissions de finances et en commissions réunies ont naturellement en tête qu'il y a eu un effet de changement de périmètre avec le CCAS qui a augmenté d'un point de vue

comptable ses subventions. Quand on neutralise ce changement de périmètre comptable on a vraiment un budget et un chapitre des subventions qui a été pérennisé. Vous voyez les grandes thématiques concernées par ces subventions donc près de 8 M€ pour la culture, un peu plus de 7,5 M€ pour la sécurité, un peu plus de 3 M€ pour la jeunesse, un peu plus de 2,6 M€ pour le sport et un peu plus de 2,4 M€ pour l'action sociale, la santé et la politique en faveur des familles. Un aspect budgétaire qui est extrêmement important et qui traduit toute la vigilance et le sérieux avec lequel nous gérons le denier public : le poids des charges financières au niveau de la ville de Mulhouse ne cesse de baisser. Vous le voyez sur le graphique, le taux moyen de la dette est passé de 2,69 % à 1,6 %. C'est une baisse qui est à la fois due mécaniquement à la dégringolade au niveau des taux qu'on a constatée, mais également aux politiques volontaristes de refinancement d'emprunts que nous avons régulièrement, et cette année en 2022 nous avons eu particulièrement une opération importante en termes de refinancement de crédits puisque c'est près de 34 M€ qui ont été refinancés en passant d'un taux fixe de 3,27 % à un taux fixe de 0,60 % qui est largement à mettre en perspective avec les taux que nous pouvons connaître actuellement qui dépassent largement les 3 %. Un petit parallèle sur cette diapositive toujours pour dire que naturellement ce poste-là va évoluer dans un sens qui va être légèrement plus défavorable dans les prochains temps. Les taux d'intérêt ont remonté, et même si nous avons une part importante au niveau du taux fixe cela permettra de faire un amortisseur à ce niveau-là. On a plus du ¾ de la dette de la ville de Mulhouse sur des emprunts à taux fixes. A ce niveau-là on a une visibilité qui est extrêmement claire sur la politique de financement au niveau de la ville de Mulhouse. Donc on ne devrait pas être trop sensibles, du moins sur les emprunts historiques à l'envolée des prix que l'on connaît depuis plusieurs mois. Tous ces éléments en termes de gestion nous amènent à une épargne brute qui augmente de 2,2 M€ pour atteindre 30,4 M€, une épargne brute qui est en hausse mais là aussi davantage due à un retour à la normale de la situation suite au Covid plutôt que réellement, je dirais, une mesure particulière à ce niveau même si on a un souci au quotidien de bien gérer les deniers publics. Vous voyez que le seuil, le taux d'épargne brute est au niveau de la ville de Mulhouse, sur ce compte administratif, de 17 %, là où la zone de vision commence à se situer à 10, 12 %, donc on est plutôt vertueux dans la gestion du budget de fonctionnement de la ville de Mulhouse. Vous voyez une rapide rétrospective sur l'épargne brute et son évolution depuis 2018. Il y a effectivement sur 2022 un rebond qui s'observe, en valeur absolue et en pourcentage, si bien évidemment on fait abstraction de l'année particulière en 2019 où il y a eu la cession du réseau SFR. Si on passe à la section d'investissements au niveau des recettes, il y a naturellement l'épargne brute qui se reporte sur la section d'investissement pour financer ce besoin en financement. Nous avons eu une volonté politique depuis le début de ce mandat de bénéficier au maximum des taux d'intérêts avantageux que nous avons pu connaître par le passé à 0,6, 0,5 et 0,4% sur 15 ans, et c'est pour cela que nous avons pu, sur cette année 2022, notamment sur la fin d'année où nous avions déjà des taux d'intérêts extrêmement élevés, emprunter uniquement la somme de 5 M€ pour financer l'intégralité des investissements de 2022. C'est parce que nous avons été vertueux, depuis le début du mandat, en constituant des fonds propres et des réserves que nous avons pu les consommer en 2022. Ensuite nous pouvons noter qu'il y a eu un net rebond des financements extérieurs en 2002, près de 8,7 M€. Là aussi, cela traduit l'avancement des projets municipaux contre vents et marées qui

permettent à nos partenaires de nous attribuer des financements extérieurs. Un autre élément important, l'encours de la dette. Comme vous le voyez, l'encours de dette ne cesse de diminuer depuis 2018. Entre 2018 et 2022, c'est près de 26 M€ d'encours de dettes que l'on a en moins, et sur ce volet-là, je dirais qu'on est vertueux sur tous les aspects à la fois en valeur absolue où on passe de quasiment 238 M€ à 212 M€ d'encours de dettes, mais également au niveau du taux de la capacité de désendettement ; Nous étions à 8,9 années de désendettement en 2018, et nous sommes à présent en 2022 à 7 ans. C'est-à-dire que si nous ne réalisions plus aucun investissement, il nous faudrait 7 années pour ne plus avoir aucune dette. Là aussi loin du seuil d'alerte et de vigilance qui est fixé à 12 années. Autant sur l'indicateur de l'épargne brute, en valeur absolue et en pourcentage que sur l'encours de la dette en valeur absolue et en pourcentage, la ville s'est appréciée en 2022 et a des indicateurs qui sont plus que sains. En termes de dépenses d'investissement, vous le voyez, il y a eu pour plus de 27 M€ de dépenses d'équipements, en 2022, avec principaux points qui ont été relevés : 7,4 M€ pour le renouvellement urbain, 3,5 M€ pour la voirie, près de 9,5 M€ pour le plan écoles et près de 2 M€ pour la maintenance et l'efficacité énergétique du patrimoine. Tout ceci a été vu un peu plus en détail lors de la commission Finances. Au niveau des subventions d'équipement, c'est plus de 2,2 M€ qui ont été décaissés par la ville de Mulhouse. Vous voyez les principales réalisations aux principaux postes : 240 000 pour l'aide au logement, 440 000 pour la mise en valeur du patrimoine, 400 000 pour l'OPAHRU à la Fonderie et près de 200 000 € pour les édifices cultuels avec un remboursement de la dette dans le même temps de 21 M€, et la fameuse opération de refinancement de près de 34 M€ que nous avons réalisée en 2022. A ce stade nous pouvons faire un premier point d'étape sur l'avancement de la PPI en constatant qu'en dépit de l'inflation, qu'en dépit de la crise, en dépit des problématiques d'approvisionnement de matières d'organisation sur le marché du travail nous avons réalisé depuis 2020 pas moins de 83 M€ d'investissements, en sachant que naturellement il y a encore énormément de choses qui sont prévues et qui vont être réalisées. Il me paraissait important de vous dire, qu'à fin 2022, c'est 83 M€ en cumulés qui ont été réalisés. Vous le voyez à l'écran, petite infographie qui vous permet de prendre un peu la teneur de l'éventail des investissements qui ont été faits avec toujours ce volet de la transition écologique qui a représenté, en termes de pourcentage d'investissements, 8,1 M€. Un petit mot sur les budgets annexes, on a naturellement eu l'occasion de s'étendre sur le sujet en commission finances et en commissions réunies, ces budgets sont l'un comme l'autre sains, équilibrés, ils vivent, il y a des petits plus et des petits moins mais qui n'appellent pas de remarques particulières, en sachant que cette année nous allons pour la dernière fois acter dans cette instance le compte administratif du budget annexe de l'eau qui a été transféré, au 1er janvier 2023, à l'agglomération. Ce qui nous permet aussi de faire la transition avec la dernière délibération, du moins de ce vote présenté en masse, qui concerne l'affectation des excédents aux 12 autres communes dont va bénéficier la gestion de l'eau, historiquement, à Mulhouse. Il avait été décidé dans le schéma avec l'agglomération que la moitié des excédents serait reversée aux communes Mulhouse et les 12 autres. C'est donc avec plaisir que l'on fait bénéficier les douze autres communes voisines de Mulhouse de la bonne gestion de ce budget par la ville de Mulhouse. Voilà Mme le Maire, chers collègues, ce que je pouvais dire sur le compte administratif 2022.

Mme le Maire : Merci Florian. M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci Mme le Maire. Merci à l'adjoint aux finances, président du groupe majoritaire pour cette présentation avec un certain nombre d'illustrations qui reviennent sur le bilan à mi-mandat, c'est de bonne guerre. Cependant, deux remarques initiales, la première pour dire évidemment qu'au moment du vote on va séparer, on ne vote pas de manière bloquée.

Mme le Maire : rassurez-vous, on les a toutes présentées, comme je l'ai dit, et je reviendrai pour le vote de chaque délibération, bien sûr.

M. SIMEONI : Très bien. Deuxième remarque, effectivement, ce compte administratif tel qu'il est présenté, dont vous avez dit Mme le Maire dans votre liminaire que vous n'aviez pas à en rougir, moi je pourrai regretter qu'il ne soit pas suffisamment marqué en direction d'un certain nombre de besoins qui se posent dans notre ville, et je vais y revenir en détail. En effet, Florian COLOM nous dit avec beaucoup d'enthousiasme qu'on a maintenu une épargne brute, on l'a même améliorée pour la porter à 30 millions. Nous avons également amélioré notre capacité de désendettement pour l'amener, cette année, bref, quasiment à un satisfecit en forme de record qui n'est pas loin de celui qui a été réalisé par la CeA qui elle est à 5 ans de désendettement avec un reste en caisse de 233 M€. Ce que je veux dire par là, c'est que derrière l'apparence des chiffres, il y a aussi une manière de voir et de compter qui est pleinement politique. C'est l'expression de choix et c'est l'expression de choix qui plus est, dans un contexte budgétaire au plan national qui a vidé les poches, depuis de nombreuses années, des collectivités en particulier de Mulhouse avec en plus l'énergie qui a augmentée. Donc baisse d'un côté des recettes fiscales, je ne fais pas la liste, tout le monde les connait, augmentation de l'énergie ; augmentation a minima du salaire des agents avec un nouveau minima qui leur est proposé, cette année encore, mais j'y reviendrais à d'autres occasions. Dans ce contexte-là on arrive à maintenir et à améliorer un taux d'épargne brute et à améliorer notre capacité de désendettement. Alors comment on réalise cet exploit ? Il n'y a pas 36 solutions, c'est que les moyens dévolus au service public restent à 2,2 % je crois. Quand l'inflation est à 6 %, il y a un écart, il y a une baisse relative des moyens offerts aux services publics. C'est mathématique. Ensuite, à l'identique, lorsque l'on observe les ressources humaines, le poids des salaires à l'intérieur du budget, on se rend compte qu'il évolue aussi grosso modo de 2,6 %, si je ne m'abuse, et ce malgré l'augmentation du point d'indice, et ce malgré les augmentations liées aux promotions, aux carrières, etc. Là aussi, on est largement en-dessous du compte. On est tellement en-dessous du compte, aujourd'hui, que dans un certain nombre de métiers on arrive plus à recruter, on arrive plus à recruter, c'est une réalité, notamment pour les catégories C. Ce que je veux dire par là, c'est qu'il y a une pression sur les agents, sur les moyens de ces services publics qui ensuite retombe sur les services publics réellement offerts et la qualité des services publics réellement offerts aux Mulhousiennes et aux Mulhousiens. Il y a quand même eu des coups de rabot pour l'ensemble des centres sociaux culturels, des coups de rabot sur un certain nombre d'associations culturelles, quoi qu'on en dise, des coups de rabot au niveau sportif, des coups de rabot et je vais le dire puisqu'à la question qui a été posée tout à l'heure par Loïc MINERY personne n'a répondu à propos de la suppression de la subvention de la CGT qui ne concerne pas spécifiquement le budget 2022,

j'en conviens, mais qui intervient dans le budget 2023. Il n'y a pas eu de réponse sur ce sujet. Pourquoi est -ce que l'on va supprimer à une organisation représentative, une UL (Union locale) qui est installée depuis au moins le mandat de M. MULLER, qui représente 4 600 € soit 0,02 % de notre budget, qui a été reconduite par tous les maires qui se sont succédés y compris Mme LUTZ, Jean ROTTNER, des maires qui étaient de couleur politique différente mais qui n'ont jamais touché à cette subvention. Pourquoi cette année cette subvention est supprimée ? J'ai le sentiment, le groupe Mulhouse cause commune a eu un entretien avec Mme CORNEILLE, franc et chaleureux qui n'empêche pas que l'on ait pu discuter, et je ne vois qu'une seule raison qui est une raison politique. C'est une raison politique. Par conséquent Mme le Maire, ce que je souhaite, c'est qu'on reprenne ce dossier et qu'on ne déclenche pas des mouvements de masse sur un sujet qui est relativement mineur en termes d'argent et qui n'a de sens que politique. L'apaisement à Mulhouse, et un Mulhouse qui va mieux, qui y vit mieux, tranquillement, quand on sait le rôle joué par la CGT dans la défense des salariés tous les jours, on s'arrange pour être une municipalité qui continue d'accorder une subvention et qui ne va pas aller comme un certain nombre de municipalités d'extrême droite jusqu'à supprimer ses subventions. Ce que nous pensons de façon globale, le groupe Mulhouse Cause commune, nous avons voté non en 2022, lors du budget principal, tout le monde s'en souvient. Par conséquent, aujourd'hui, nous notons que le ratio comptable compte plus que la raison sociale. Parce que nous vivons tous, je vous le rappelle, dans une ville, je ne développe pas mais où les inégalités ne font que croître et embellir, et où hélas nous restons scotchés à une proportion de gens vivant sous le seuil de pauvreté qui est inacceptable. Qu'est ce que l'on a changé de ce point de vue -là ? Mais oui, il y a des choses qui changent. Le square De Gaulle, oui on le voit tous, mais lorsqu'on va se balader dans les quartiers, ce que l'on voit aussi, ce sont les gens qui n'arrivent pas à terminer le mois, ce sont les gens qui désormais à partir de juillet vont devoir payer aussi plus leur gaz, leur électricité avec la fin des tarifs réglementés pour tout le monde. C'est cela la réalité. Evidemment ce compte administratif, nous allons en cohérence avec notre vote, contre le budget en 2022, nous allons donc voter contre. Parce que nous pensons qu'il y a de la place dans cette ville pour utiliser l'argent autrement et un peu mieux, et un peu plus. C'est inconcevable d'avoir aujourd'hui pour 2022 avec toutes les difficultés qu'a traversé la ville, une ville qui termine comme la nôtre avec un taux d'épargne brute amélioré et une capacité de désendettement. Les gens ne vont pas attendre que les économies d'aujourd'hui fassent les investissements de demain, et les emplois d'après-demain, ils seront morts. C'est cela la réalité. Par conséquent, vous l'aurez compris, nous voterons contre ce compte administratif, par contre pour le reste, oui au budget de l'eau, il n'y a pas de souci, les pompes funèbres, il n'y a pas de problème, etc. Merci.

Mme le Maire : Je propose de prendre aussi la question de M. SASSI. Je crois qu'il a demandé la parole, et Florian répondra en finalité à toutes les personnes.

M. SASSI : Simplement une question, une remarque, vous n'êtes pas obligé de répondre. Tout à l'heure M. COLOM m'a interpellé en pointant mon sens de l'incohérence. J'ai aussi envie de vous dire, finalement, la cohérence c'est une question de point de vue, c'est une question de vécu, c'est une question de perspective. Aujourd'hui, lorsqu'on évoque le fait de construire de nouveaux gymnases qui pourraient servir pendant trente ans l'ensemble des Mulhousiens.

Vous me dites 8 M€ c'est trop, mais en 2022 4,4 M€ ont été attribués à Mulhouse Diagonale verte. Sur le sujet nature et mobilités, je pense que ce sera plus consensuel mais sur Mulhouse Diagonale verte, il y a une discussion, ce n'est pas le sujet, on ne va revenir dessus. Mais ce sont des choix, ça s'assume. Il ne faut pas nous dire que l'argent n'existe pas, l'argent c'est une question de fléchage, c'est une question de choix politique, vous les prenez, vous les assumez, je n'ai pas de problème avec ça, mais il ne faut pas me dire que ça n'existe pas. C'est juste une question de choix. La question que je vous pose, c'est qu'au vu de la qualité de la présentation que vous avez faite, au vu de la qualité du compte que vous avez présenté, c'était hyper brillant, c'était hyper élogieux. Quels grands investissements structurels qui vont servir au quotidien les habitants de Mulhouse vous comptez mener pour les dix ans à venir ? Nous on ne sera probablement plus là dans les dix ans à venir mais les générations futures nous prendrons à témoin. Ils nous diront : est-ce que vous avez mis en place les investissements nécessaires ou pas ? Est-ce que vous avez construit les gymnases dont on aura besoin ? Est-ce que vous avez lancé les grands chantiers dont on aura besoin ? C'est la question que je vous pose. Vous pouvez ne pas être d'accord, mais c'est une vraie question. Et si aujourd'hui on en est là concernant la situation du sport, c'est parce que des décisions n'ont pas été prises, il y a dix, quinze ans. Vous pouvez trouver que je suis incohérent, mais c'est une question que je vous pose. Vous êtes en responsabilité. Qu'est-ce qui va se passer dans dix ans concernant le sport notamment ? Merci à vous.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autre demande de parole. Je propose à Florian de répondre.

M. COLOM : Merci Mme le Maire. M. SIMEONI, je voulais partager le constat que vous avez fait, qui est celui de la pression qui est imposée aux collectivités par le contexte financier actuel. C'est finalement quelque chose qui se fait en cascade où les collectivités se retrouvent malheureusement en fin de liste, et je l'ai déjà dit notamment à l'agglomération, ce que nous vivons actuellement en tant que responsable politique n'est ni plus ni moins qu'une politique en faveur de la baisse des dotations de l'Etat. Pourquoi ? Parce que lorsque dans une période de forte inflation, on a des dotations qui stagnent, c'est comme si on les baissait dans une période de faible inflation. La pression du coup que l'on a, le souci et la vigilance au quotidien que l'on a découle de cette situation. Elle n'est pas du fait de la ville de la Mulhouse, elle est subie politiquement et on maîtrise au mieux ce budget. Bien évidemment que si demain on me disait : tu as 5 M€ de dotations en plus tous les ans, je peux vous garantir, j'ai plein de collègues autour de la table qui savent quoi en faire, les projets ne manqueraient vraiment pas. Pour ce qui est de la CGT, la réponse ne vous a pas été apportée dans les propos liminaires, je n'ai pas vocation à répondre à tous les points individuellement mais le conseil municipal n'étant pas terminé, je vous rassure, une réponse était prévue un peu plus tard. En revanche, la comparaison avec les municipalités d'extrême droite, je la trouve plus ou moins extrêmement inconvenue, ce n'est pas la réalité de cette équipe, personne dans cette équipe n'est à l'extrême droite, ni à l'extrême gauche, tout le monde dans cette équipe combat les extrêmes quels qu'ils soient, et comparer la politique menée par cette équipe qui est plurielle et dans le spectre républicain aux politiques qui sont menées par l'extrême droite, je trouvais cela plutôt maladroit, M. SIMEONI. Je vous le dis, vous haussez les épaules, vous n'êtes pas la pour le partager. C'est comme ça,

c'est mon propos, c'est mon intervention, je trouve que c'était malvenu. En revanche, M. SASSI, le souci de cohérence que je vous reprochais, ce n'était pas de dire je veux dépenser x dizaine ou centaine millions d'euros. Ce que moi je vous reproche, M. SASSI, c'est de ne pas dire comment vous les financez, et c'est bien, on vient d'avoir une petite trace de vos financements. C'est-à-dire que pour vous, les deux gymnases auraient dû être financés à la place de tout le projet de Mulhouse Diagonale qui va bénéficier très largement dans tous les quartiers de Mulhouse. Nous n'aurions pas fait les terrasses du musée, si vous aviez été là, nous n'aurions pas fait tous les aménagements qui vont encore arriver partout dans la ville, et qui vont profiter aux quartiers bien souvent les plus modestes. C'est donc un choix politique, je suis content qu'il ait été posé, nous avons des équipements notamment sur Mittelwihr qui sont en très bon état, qui sont rénovés. Bien évidemment que nous pourrions imaginer plus, mais nous avons trouvé quelque chose d'équilibré avec le retour à la nature en ville, partout dans les quartiers. D'une manière très large, l'équipe majoritaire est en responsabilité, elle ne sera jamais cigale dans la gestion financière, et autant nous avons de bons chiffres à la fin de l'année 2022, il n'a échappé aux personnes qui ont assisté et aux commissions finances et aux commissions réunies, ce qui n'est pas été forcément le cas de tout le monde, que l'année 2023 ne s'annonce pas sous les mêmes perspectives. Nous avons budgété 5 M€ de plus sur la partie énergétique, non compensée, non financée par des éléments extérieurs exceptionnels, elle s'imposera à nous. Nous avions en 2023 une année pleine sur le dégel du point d'indice, 2,4M€, plus les 1,5 % qui ont été décidés au 1er juillet, etc. Nous avons les taux d'intérêts qui sont repartis à la hausse, multipliés par dix voire douze en fonction d'éléments de référence, et autant nous avons consommé le fond de roulement sur 2022 mais autant l'exercice ne pourra pas forcément être reproduit sur 2023. Nous avons effectivement de bons comptes administratifs mais il serait illusoire de penser que c'était une cagnotte ou une tirelire qui pourrait être dépensée abondamment sans mise en perspective avec l'année 2023. Si, justement, nous voulons avoir ce vaste projet de renouvellement urbain, si nous voulons Monsieur SASSI, comme vous l'avez dit, rendre des comptes aux générations futures avec un plan école de près de 90 M€, si nous voulons regarder chaque habitant de tous les quartiers de Mulhouse droit dans les yeux en disant qu'on a pris en compte leurs considérations notamment avec le plan de renouvellement urbain de 300 000 € qui va changer le cadre de vie de près de 50 000 habitants, c'est parce que nous avons des finances équilibrées et parce que nous avons une ligne et une trajectoire politique qui est claire.

4° COMPTE ADMINISTRATIF 2022 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES (312/7.1.3/888)

Le Compte Administratif reflète la gestion de la Ville de Mulhouse pour un exercice, alors que le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2022 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans le budget principal que dans les deux budgets annexes.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. XXXX est élu Président pour approuver le présent Compte Administratif.

Monsieur le Président expose :

I ERE PARTIE – BUDGET PRINCIPAL :

Le résultat 2022 de la section de fonctionnement s'élève à 36 716 820,61 € dont 17 796 543,95 € d'excédent reporté 2021. Il fera l'objet d'une délibération séparée pour décider de son affectation.

I) SECTION DE FONCTIONNEMENT :

A - Dépenses

Les dépenses réelles réalisées s'élèvent à 148 266 338,08 €, alors que les inscriptions de crédits pour 2022 en termes réels étaient de 164 401 154,35 €, soit un taux de réalisation de 90,2 %.

B - Recettes

Les recettes réelles réalisées s'élèvent à 196 492 618,46 € pour une dotation totale au budget de 193 857 070,00 €, soit un taux de réalisation de 101,4 %.

C - Résultat

Après imputation du solde déficitaire des opérations d'ordre, le résultat annuel dégagé est de 18 920 276,66 €.

Cumulé avec l'excédent de l'exercice antérieur affecté à la section de fonctionnement, soit 17 796 543,95 €, il représente le résultat à affecter de 36 716 820,61 €.
Il doit permettre de financer en priorité le besoin de financement constaté à la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement, le reste de l'excédent pouvant être affecté à de nouvelles opérations d'investissement ou de fonctionnement.

II) SECTION D'INVESTISSEMENT :

A - Dépenses

Le mouvement des dépenses d'investissement s'est chiffré à 118 271 986,10 €. Ces dépenses comprennent 30 817 596,51 € d'opérations d'ordre, et 87 454 389,59 € de mouvements réels.

Parmi les opérations réelles, il convient de distinguer :

- les opérations financières dont le montant est de 58 295 547,16 € ;

- les opérations d'investissement pour le compte de tiers, à hauteur de 44 223,18 € ;

- les opérations d'équipement pour un montant de 29 114 619,25 €, qui correspondent à des investissements réalisés par la Ville.

B – Déficit antérieur reporté

Le déficit antérieur reporté est de 12 102 559,04 €.

C - Recettes

Les recettes d'investissement ont été enregistrées pour 115 356 015,13 €, dont 42 327 056,28 € pour les opérations d'ordre et 73 028 958,85 € pour les recettes réelles.

D - Résultat

Le besoin brut de financement de la section d'investissement s'élève à 15 018 530,01 €.

III) LES RESTES A REALISER :

Section d'investissement

En dépenses, les restes à réaliser sont de 10 151 082,60 €. En recettes, ils se montent à 1 353 968,41 €. En intégrant le solde des restes à réaliser, le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à 23 815 644,20 €.

<u>II EME PARTIE - BUDGETS ANNEXES</u> :

I) BUDGET DE L'EAU

Section d'exploitation

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 39 234 911,48 €. Compte tenu d'un montant prévisionnel de dépenses de 50 174 000,00 €, le taux de réalisation est de 78,2 %.

Les recettes de la section d'exploitation totalisent 46 769 998,83 €. Le montant prévisionnel de recettes étant de 50 174 000,00 €, le taux de réalisation s'établit à 93,2 %.

L'exploitation de ce service est excédentaire de 7 535 087,35 € compte tenu de la reprise de l'excédent affecté de 2021, égal à 6 941 760,91 €.

Section d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées totalisent 7 018 923,07 €.

Les recettes d'investissement réalisées représentent 4 750 204,90 €.

Compte tenu de l'excédent antérieur reporté de 833 537,58 €, le résultat réel de clôture s'établit à -1 435 180,59 €.

Résultat

En l'absence de restes à réaliser en section d'investissement, le Compte Administratif du budget annexe de l'Eau dégage un résultat global de fin d'exercice positif de 6 099 906,76 €.

Consécutivement au transfert de la compétence eau et conformément à la charte de gouvernance, cet excédent sera transféré pour 50% à m2A. Les 50% restants seront répartis entre les communes desservies par le budget annexe au prorata du nombre de m3 distribués en 2022 sur le territoire de chaque commune.

II) BUDGET DU SERVICE DES POMPES FUNEBRES

Section d'exploitation

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 1 168 417,51 €. Compte tenu d'un montant prévisionnel de dépenses de 4 207 000,00 €, le taux de réalisation est de 27,8 %.

Les recettes de la section d'exploitation totalisent 4 154 189,74 €. Le montant prévisionnel de recettes étant de 4 207 000,00 €, le taux de réalisation s'établit à 98,7 %.

Compte tenu de ces éléments, l'exploitation de ce service est excédentaire de 2 985 772,23 €.

Section d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées totalisent 386 855,92 €.

Les recettes d'investissement réalisées représentent 235 280,79 €.

Compte tenu de l'excédent antérieur reporté de 239 395,52 €, le résultat réel de clôture s'établit à 87 820,39 €.

Résultat

Après prise en compte des restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte Administratif du budget annexe des Pompes Funèbres dégage un résultat global de fin d'exercice positif de 2 770 795,26 €.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL approuve le Compte Administratif 2022 de la Ville de Mulhouse et de ses budgets annexes.

P.J. : 2

COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Rapport de présentation

Table des matières

1 LE BUDGET PRINCIPAL 2

1.1 LE RESULTAT 2022 2

1.2 SECTION DE FONCTIONNEMENT 2
1.2.1 Les recettes de fonctionnement 3
1.2.2 Les dépenses de fonctionnement 9

1.3 SECTION D'INVESTISSEMENT 14
1.3.1 Les recettes d'investissement 15
1.3.2 Les dépenses d'investissement 17

2 LES BUDGETS ANNEXES 23

2.1 LE BUDGET ANNEXE DE L'EAU 23
2.1.1 Section de fonctionnement 23
2.1.2 Section d'investissement 24
2.1.3 Résultat 25
2.1.4 Ratio de solvabilité financière 25

2.2 LE BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES 26
2.2.1 Section de fonctionnement 26
2.2.2 Section d'investissement 26
2.2.3 Résultat 27
2.2.4 Ratio de solvabilité financière 27

1 Le budget principal

1.1 Le résultat 2022

Le résultat global 2022 s'élève à 12 901 176,41 € contre 17 796 543,95 € en 2021 :

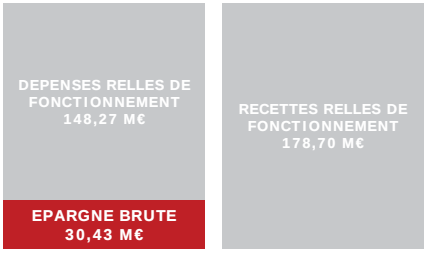
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	166 630 895,73 €	203 347 716,34 €	36 716 820,61 €
INVESTISSEMENT	130 374 545,14 €	115 356 015,13 €	-15 018 530,01 €
REPORTS	10 151 082,60 €	1 353 968,41 €	-8 797 114,19 €
RESULTAT CUMULE	**307 156 523,47 €**	**320 057 699,88 €**	**12 901 176,41 €**

1.2 Section de fonctionnement

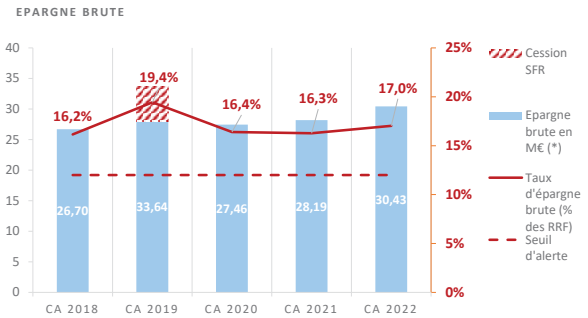
La section de fonctionnement comprend des opérations :

- réelles, qui entraînent un encaissement ou un décaissement ;
- d'ordre, qui ne se traduisent pas par un mouvement de trésorerie.

L'épargne brute résulte de la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle constitue la principale ressource d'autofinancement permettant à la collectivité de financer ses dépenses d'investissement, et est par conséquent l'un des indicateurs majeurs d'analyse de la solvabilité d'une collectivité territoriale. En 2022, l'épargne brute atteint 30,43 M€, soit 17% des recettes réelles de fonctionnement :



Malgré un contexte fortement inflationniste, l'épargne brute de la collectivité est préservée :



1.2.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement 2022 ressortent à 203,35 M€ :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en M€)	CA 2021	CA 2022	Var.%
Impôts et taxes	89,14	90,87	1,9%
Dotations et participations	55,49	56,88	2,5%
Produits des services et du domaine	19,65	22,03	12,1%
Autres produits de gestion	6,44	7,09	10,0%
Produits divers et exceptionnels	2,49	1,83	-26,3%
Sous-total recettes de gestion	***173,21***	***178,70***	***3,2%***
Mouvements d'ordre	3,72	6,86	84,3%
Résultat de fonctionnement reporté	17,48	17,80	1,8%

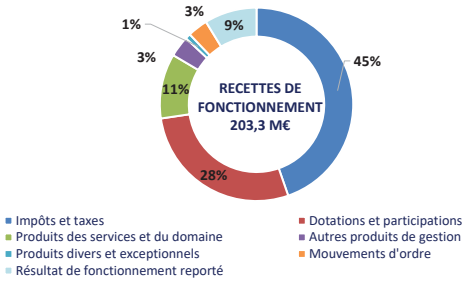
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**194,41**	**203,35**	**4,6%**
Taux de réalisation	***102,1%***	***101,4%***	

Les recettes de gestion progressent de +3,2%, en raison principalement :

- de la revalorisation forfaitaire des bases de +3,4% dont l'évolution est adossée à l'inflation (1,5 M€ de recettes supplémentaires) ;
- de la hausse des compensations fiscales liée à l'évolution des bases des locaux -notamment industriels- bénéficiant d'une exonération : +0,4 M€ ;

- de l'évolution de la Dotation de Solidarité Urbaine en loi de finances : +0,8 M€ ;
- de droits de mutation en hausse de +0,2 M€ ;
- des refacturations de personnel, de prestations et fournitures au Centre Communal d'Action Sociale, qui engendrent une recette nouvelle de 1,33 M€ ;
- du retour de certaines recettes à leur niveau ante-covid : droits de stationnement (+0,4 M€), droits de place commerciaux (+0,3 M€), participation Casino de Blotzheim (+0,3 M€).

Les recettes de fonctionnement augmentent au total de +4,6% en incluant le résultat de fonctionnement reporté (17,8 M€) et les mouvements d'ordre. En voici la structure :



Chapitre 73 – Impôts et taxes : 90,87 M€

Les impôts et taxes constituent plus de la moitié des recettes réelles de fonctionnement. Ils évoluent de +1,9% par rapport à 2021.

❖ *Les impôts ménages : 61,63 M€*

La suppression de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales, entamée en 2018, s'est traduite par un transfert de fiscalité –achevé en 2021- entre l'Etat et les collectivités locales. Le panier fiscal 2022 de ces dernières est identique à celui de l'année 2021. A Mulhouse, les impôts ménages ont évolué de +1,5 M€ sur un an. Cette hausse est portée par la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives (+3,4%) qui suit le rythme de l'inflation.

Les impôts ménages perçus par la Ville en 2022 se composent de :

- la taxe foncière sur les propriétés bâties : 48,33 M€ ;
- la taxe foncière sur les propriétés non-bâties : 0,35 M€ ;

- la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 1,01 M€ ;
- la taxe d'habitation sur les locaux vacants : 0,72 M€ ;
- le coefficient correcteur : 11,22 M€.

❖ *L'attribution de compensation : 20,85 M€*

L'attribution de compensation est le principal flux financier entre les communes et les EPCI. Elle assure la neutralité budgétaire des transferts de compétences entre l'intercommunalité et ses communes membres. L'attribution de compensation perçue par la Ville en 2022 ressort à 20,85 M€ contre 21,02 M€ en 2021 (-0,17 M€, l'ACTP 2021 intégrait une régularisation liée au transfert des compétences PLU/RLP).

❖ *La dotation de solidarité communautaire : 0,43 M€*

Ce mécanisme de péréquation financière est destiné à réduire les écarts de richesse et de charges entre communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. Le montant global de la dotation à répartir par m2A à ce titre est de 1 M€ depuis 2021. Le montant perçu par la Ville de Mulhouse en 2022 est stable à 0,43 M€.

❖ *Les impôts et taxes indirects : 7,96 M€*

En M€	CA 2021	CA 2022	Variation
Droits de place	0,92	1,19	30,1%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources	0,73	0,73	0,0%
Taxe sur l'électricité	1,60	1,61	0,3%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	3,73	3,90	4,7%
Taxe sur les emplacements publicitaires	0,41	0,44	6,5%
Autres impôts indirects	0,15	0,09	-38,4%
Impôts indirects	**7,54**	**7,96**	**5,6 %**

Les impôts et taxes indirects progressent de +5,6% en 2022, en lien avec :

- la poursuite de la dynamique sur les droits de mutation, qui progressent de +0,17 M€ et s'établissent à 3,9 M€ ;
- les droits de place qui retrouvent leur niveau 2019 (1,19 M€ soit +0,27 M€ par rapport à 2021) après deux années marquées par la crise sanitaire et ayant donné lieu à des mesures d'exonération.

Chapitre 74 – Dotations et participations : 56,88 M€

Il s'agit de la seconde ressource la plus importante avec 31,2% des recettes réelles de fonctionnement de la Ville. Les dotations et participations rebondissent à 56,88 M€ en 2022 après une baisse de -0,4% en 2021.

❖ *Les concours financiers de l'Etat : 48,32 M€*

Il s'agit des dotations versées par l'Etat pour compenser le coût des compétences transférées aux collectivités locales dans le cadre des lois de décentralisation. Le tableau ci-dessous en présente les montants 2021 et 2022. L'évolution ressort à +1,7%, en-deçà du niveau de l'inflation :

En M€	CA 2021	CA 2022	Variation
Dotation Globale de Fonctionnement	19,33	19,27	-0,3%
Dotation de Solidarité Urbaine	25,64	26,47	3,2%
Dotation Nationale de Péréquation	1,65	1,57	-4,8%
Dotation Générale de Décentralisation	0,81	0,81	0,0%
FCTVA sur dépenses de fonctionnement	0,08	0,19	145,9%
Dotation Spéciale Instituteurs	0,003	0,003	0,0%
Concours financiers de l'Etat	**47,52**	**48,32**	**1,7 %**

Seule la DSU assure la dynamique de ces concours financiers (+0,83 M€ soit +3,2%), les autres dotations étant stables (DGD, DSI) ou en recul (DGF et DNP).

❖ *Les autres attributions : 2,87 M€*

Elles visent à compenser les exonérations de fiscalité locale accordées par l'Etat à certains contribuables. Les dotations de péréquation sont également regroupées dans cette catégorie. Les autres attributions sont en hausse de +0,43 M€ en raison de :

- l'augmentation de +0,39 M€ des compensations d'exonérations de taxe foncière, liée à la revalorisation de +3,4% des valeurs locatives ;
- la hausse des dotations pour recensement (+0,02 M€) et pour les titres sécurisés (+0,02 M€ en raison d'une augmentation des titres délivrés).

❖ *Les participations et subventions : 5,70 M€*

Elles progressent de +0,16 M€ soit +2,9% et se décomposent de la manière suivante :

En M€	CA 2021	CA 2022	Variation
(1) Participations autres collectivités	2,06	2,15	4,1%
(2) Autres participations de l'Etat : culture, social, scolaire, coopération transfrontalière, etc.	2,13	1,92	-9,8%
(3) Participations CAF et autres organismes	1,35	1,63	21,0%
Participations et subventions	**5,54**	**5,70**	**2,9 %**

(1) On y retrouve principalement les financements obtenus de la part de la Région et du Département, ainsi que la contribution du SIVU Casino de Blotzheim.

(2) Les autres participations de l'Etat reculent de -0,21 M€ suite à la disparition du financement lié au centre de vaccination (-0,4 M€). La coopération transfrontalière a bénéficié d'une subvention en hausse de +0,09 M€, mais celle-ci est reversée en intégralité à notre partenaire. Enfin, les autres aides de l'Etat (actions culturelles, éducatives, sportives, etc) progressent de +0,1 M€.

(3) Les financements obtenus auprès de nos autres partenaires progressent de +0,28 M€ soit +21%. Elles concernent principalement :

- le renouvellement urbain (ANRU, ANAH, CDC) : 0,51 M€, en hausse de +0,16 M€ par rapport à 2021 ;
- la jeunesse et le sport : 0,52 M€ obtenus, soit +0,07 M€ ;
- la culture, avec notamment DEMOS : 0,28 M€ (+ 0,13 M€) ;
- l'action sociale : 0,15 M€, augmentation de +0,02 M€ ;
- l'éducation : 0,07 M€ (- 0,1 M€, pas de financement des classes passerelles en 2022).

Chapitre 70 – Produits des services et du domaine : 22,03 M€

Le rebond marqué de ces recettes (+2,3 M€ soit +12,1%) doit être nuancé par la refacturation de frais (personnel, énergie, fonctions support) au CCAS depuis juillet 2022 pour 1,33 M€. Ainsi à périmètre constant les produits des services ne progressent que de +1,04 M€. Cette hausse traduit une reprise d'activité après deux années marquées par les restrictions liées à la crise sanitaire :

- les droits de stationnement et les Forfaits Post-Stationnement augmentent de +0,24 M€ pour s'établir à 4,87 M€ soit un niveau supérieur à 2019 ;
- les droits d'entrée à l'OSM et d'écolage au Conservatoire sont en hausse de + 0,27 M€ ;
- les refacturations de personnel progressent de +0,34 M€ ;
- les redevances d'occupation de la voie publique acquittées par les entreprises ou particuliers occupant la voirie lors de travaux sont en augmentation de +0,08 M€ ;
- l'instruction d'autorisations d'urbanisme pour le compte d'autres communes de l'agglomération progresse de +0,06 M€ par rapport à 2021.

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante : 7,09 M€

Ces produits progressent de +0,65 M€ :

- les revenus des immeubles ressortent à 2,31 M€, niveau identique à 2021 ;
- les remboursements de taxes foncières et de charges locatives sont également stables (+0,01 M€) ;
- les loyers perçus de l'Etat pour l'Hôtel de Police sont révisés au regard de l'Indice du Coût de la Construction (+0,02 M€) mais intégralement reversés à Citivia en sa qualité de crédit bailleur ;
- les redevances versées par les exploitants des parkings en ouvrage augmentent de +0,12 M€ ;
- le remboursement des contrats aidés progressent eux aussi de +0,12 M€ ;
- les recettes de billetterie du théâtre de la Sinne –reversées en grande partie aux producteurs- reviennent à leur niveau ante-covid : 0,29 M€ (+ 0,2 M€) ;
- le reversement par le budget annexe des pompes funèbres des recettes générées par la vente de métaux issus des crémations procure une recette nouvelle de 0,07 M€ ;
- les remboursements de trop versés sur les factures d'énergie atteignent 0,12 M€ (+0,07 M€).

Chapitre 77 – Produits exceptionnels : 0,64 M€

Les produits exceptionnels 2022 se composent :

- de produits de cessions pour 0,44 M€ (1,13 M€ en 2021) ;
- d'indemnités d'assurances : 0,07 M€ ;
- de produits divers pour 0,13 M€.

Chapitre 042 – Recettes d'ordre : 6,86 M€

Ces écritures comptables permettent de transférer des valeurs de la section d'investissement vers la section de fonctionnement. Elles n'entraînent ni encaissement ni décaissement et n'ont donc pas d'impact budgétaire. En 2022, les recettes d'ordre suivantes ont été comptabilisées :

- la quote-part des subventions d'investissement transférées vers la section de fonctionnement, qui vient minorer la charge d'amortissements des équipements financés via ces subventions : 2,12 M€ ;
- les travaux en régie : 1,32 M€. Une écriture d'ordre permet de transférer en investissement le coût des immobilisations réalisées à l'aide des moyens propres de la collectivité (personnel, petit matériel, etc.) ;
- les reprises sur provisions pour 3,12 M€, dont 2,99 M€ correspondent à la reprise de provisions réglementées constituées dans les années 2000 au titre des garanties d'emprunts ;
- les moins-values relatives aux cessions d'immobilisations : 0,29 M€.

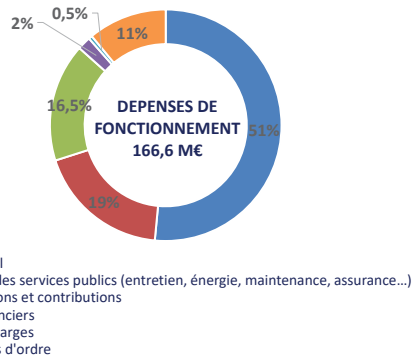
1.2.2 Les dépenses de fonctionnement

En 2022, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 166,63 M€ au total. Les dépenses réelles progressent de +2,2% par rapport à 2021 :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	CA 2022	Var.%
Charges de personnel	83,67	85,83	2,6%
Moyens des services publics	30,29	30,94	2,1%
Contributions et subventions	25,75	27,54	7,0%
Charges financières	4,21	3,10	-26,2%
Charges exceptionnelles	0,66	0,46	-30,7%
Atténuation de produits	0,44	0,39	-12,3%
Sous-total dépenses de gestion	**145,02**	**148,27**	**2,2%**
Mouvements d'ordre	11,71	18,36	56,8%

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	156,74	166,63	*6,3%*
Taux de réalisation	*90,7%*	*90,2%*	

Cette hausse s'explique principalement par l'évolution des charges de personnel (+2,16 M€ dont 1,2 M€ font suite à la revalorisation du point d'indice du 1er juillet 2022), par l'inflation subie sur les dépenses courantes et énergétiques, et par le versement d'une subvention d'équilibre de 1,5 M€ au CCAS. Des économies en frais financiers consécutives à une opération de refinancement de la dette permettent de limiter l'évolution globale des charges. Le graphique ci-dessous présente la structure des dépenses :



Chapitre 012 – Charges de personnel : 85,83 M€

Il s'agit du premier poste de dépenses de la collectivité. Les frais de personnel représentent 58% des dépenses réelles de fonctionnement et se composent :

- de charges relatives aux compétences uniquement municipales pour 62,79 M€ ;
- de dépenses mutualisées avec m2A : 10,58 M€ ;
- de pensions servies aux retraités du régime local : 0,84 M€ ;
- de personnel refacturé pour 11,61 M€. Ces refacturations concernent le personnel mis à disposition du CCAS (depuis le 1er juillet 2022), des budgets annexes, de la Haute Ecole des Arts du Rhin, du CSC Drouot-Barbanègre, de la régie personnalisée Réussite Educative et de m2A.

La progression des charges de personnel est de +2,16 M€ par rapport à 2021, incluant :

- la revalorisation de +3,5% du point d'indice au 1er juillet 2022 : +1,2 M€ ;
- les mesures favorisant le pouvoir d'achat des agents, notamment la hausse du SMIC et la revalorisation des grilles indiciaires des agents de catégorie C : +0,6 M€ ;
- le Glissement-Vieillesse-Technicité : +0,5 M€ ;
- les créations et transformations de postes : + 0,9 M€ ;
- la diminution des charges de personnel mutualisé, qui traduit un rééquilibrage de la clé de répartition des charges mutualisées : -0,4 M€ ;
- l'effet Noria : -0,5 M€ ;
- le recul des dépenses relatives aux pensions du régime local : -0,2 M€.

Chapitre 011 – Moyens des services publics : 30,94 M€

Cette catégorie regroupe les dépenses courantes nécessaires à la mise en œuvre des missions de service public de la collectivité (énergie, prestations, petit matériel, etc.). En dépit de la forte inflation constatée en 2022 (+5,9%), leur évolution est contenue à +2,1% par rapport à 2021 :

En M€	CA 2021	CA 2022	Variation
Achats de matières, fournitures et prestations	4,41	4,42	0,1%
Energie et fluides	4,56	4,82	5,7%
Services extérieurs	19,90	20,13	1,2%
Impôts et taxes	1,42	1,57	10,3%
Moyens des services publics	**30,29**	**30,94**	**2,1%**

❖ *Achats de matières, fournitures et prestations : 4,42 M€*

Ces dépenses sont quasiment stables par rapport à 2021. Dans un contexte fortement inflationniste, cette stabilité témoigne du travail mené par l'ensemble des services de la collectivité pour la maîtrise de leurs charges courantes.

❖ *Energie et fluides : 4,82 M€*

Les dépenses énergétiques progressent de +0,26 M€ soit +5,7%. Dans le détail, cette hausse se répartit de la manière suivante :

- électricité, gaz, et chauffage urbain : +0,17 M€ (+5% environ). A noter qu'en 2022 le tarif du gaz était contractuellement identique à celui de 2021. Le tarif de l'électricité a en revanche bondi de +30% à +40%. Plusieurs éléments ont contribué à contenir la hausse à +5% :
  - les travaux de sobriété énergétique engagés depuis plusieurs années sur le patrimoine municipal et l'éclairage public ;
  - les mesures immédiates mises en œuvre dans le cadre du plan de sobriété énergétique de la collectivité : baisse de températures dans les bâtiments, réduction des horaires des illuminations de Noël, diminution et/ou extinction de l'éclairage public dans certaines zones, etc… ;
  - une année 2022 clémente en termes de températures, avec un indice de rigueur « Degrés Jours Unifiés » de 1999 pour le département du Haut-Rhin contre 2452 l'année précédente (-18,5%).
- carburant : +0,07 M€ ;
- eau et assainissement : +0,02 M€.

❖ *Services extérieurs : 20,13 M€*

La hausse des dépenses affectées aux services extérieurs est contenue à +0,23 M€, soit +1,2%. Les principaux écarts entre 2021 et 2022 concernent :

- l'actualisation du coût des mesures favorisant l'utilisation des transports en commun par les mulhousiens (Pass'Junior & Senior) : +0,14 M€ ;
- les prestations contribuant à l'animation et aux équipements culturels de la Ville de Mulhouse : +0,25 M€ ;
- les charges locatives et de copropriété dues par la Ville sont impactées par la révision des indices et la hausse du coût de l'énergie et progressent de +0,26 M€ ;
- la diminution des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et du centre de vaccination : -0,1 M€ ;
- l'assouplissement des protocoles de nettoyage des écoles entraîne une diminution des frais de -0,17 M€ ;
- l'entretien et la maintenance des espaces verts, qui avaient été impactés par un important épisode neigeux en 2021, refluent de -0,15 M€.

❖ *Impôts et taxes : 1,57 M€*

Constitués pour l'essentiel des taxes foncières à la charge de la Ville sur son patrimoine, les impôts et taxes sont en hausse de +0,15 M€ par rapport à 2021 en raison de la révision des valeurs locatives.

Chapitre 65 – Charges de gestion courante : 27,54 M€

Les charges de gestion courante atteignent 27,54 M€ contre 25,75 M€ l'année précédente, soit une hausse de +1,79 M€ (+7%) en valeur faciale. A périmètre constant (hors subvention CCAS), la hausse est de +1%.

❖ *Contingents et participations : 11,73 M€*

Les contributions sont en recul de - 0,14 M€ par rapport à 2021. La participation notifiée par le SDIS, qui avait sensiblement augmenté en 2021 (+0,34 M€) est en retrait de -0,11 M€. D'autre part, le financement de la Haute Ecole des Arts du Rhin a été ajusté (-0,04 M€). Les participations les plus significatives sont les suivantes :

- SDIS : 7,51 M€ (-0,11 M€) ;
- Haute Ecole des Arts du Rhin : 1,88 M€ (-0,04 M€) ;
- Opéra du Rhin : 1,79 M€ (stable) ;
- écoles privées (en fonction du nombre d'élèves) : 0,51 M€ (+ 0,01 M€).

❖ *Subventions de fonctionnement : 14,34 M€*

Avec un volume global de subventions en augmentation de +1,73 M€, la Ville réaffirme son soutien massif au monde associatif. La répartition des subventions par domaine est la suivante :

En M€	CA 2022
Culture	4,28
Jeunesse	3,15
Sports	2,66
Action sociale, Famille et Santé	2,42
Environnement et Aménagements Urbains	0,69
Amicale du personnel	0,59
Relations internationales	0,28
Action Economique	0,13
Enseignement et formation	0,07
Subventions diverses	0,06
Subventions de fonctionnement	**14,34**

Chapitre 66 – Charges financières : 3,10 M€

Les charges financières sont principalement constituées des intérêts de la dette. Ces derniers diminuent de -1.09 M€ en 2022 (-26,1%), et de -61,7% par rapport à 2019 (les intérêts de la dette représentaient alors une dépense de 5 M€). Cette baisse s'explique par trois facteurs :

- un recours raisonné à l'emprunt et la consommation d'une partie du fonds de roulement qui conduit à un désendettement de -25,8 M€ par rapport à 2018 ;
- un environnement de taux favorable jusque début 2022, limitant la charge d'intérêts induite par les nouveaux emprunts souscrits ;
- la mise à profit de cet environnement favorable pour refinancer d'anciens emprunts pour un montant total de 50,7 M€ depuis 2019, dont 33,8 M€ en 2022. L'opération de refinancement 2022 a permis de réduire le taux d'intérêts de 3,27% à 0,60% sur ces 33,8 M€.

Chapitre 67 – Charges exceptionnelles : 0,46 M€

Les charges exceptionnelles 2022 s'élèvent à 0,46 M€. Il s'agit pour l'essentiel :

- des secours attribués dans le cadre de l'aide sociale d'urgence : 0,21 M€ (auxquels il convient d'ajouter 0,15 M€ versés par le CCAS à compter du 1er juillet 2022) ;
- de la contribution de la Ville au fonds d'urgence Ukraine pour 0,01 M€ ;
- d'annulations de titres sur exercices antérieurs : 0,02 M€ ;
- de dédommagements accordés en règlement de litiges : 0,06 M€.

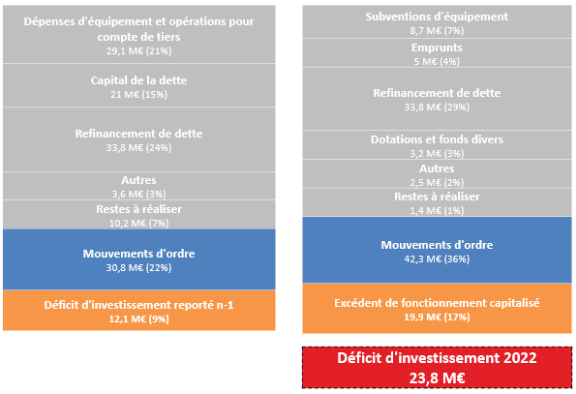
Chapitre 042 – Dépenses d'ordre : 18,36 M€

Les opérations d'ordre ressortent à 18,36 M€ et se composent :

- de la sortie d'actif de biens cédés ou réformés : 0,71 M€ ;
- de plus-values réalisées sur les cessions de biens pour 0,03 M€ ;
- des dotations aux amortissements des immobilisations : 2,9 M€, qui constituent un autofinancement permettant leur renouvellement ;
- de l'amortissement des subventions d'équipement versées : 6,5 M€ ;
- du provisionnement de charges au titre d'évènements intervenus en 2022 pour 0,53 M€ ;
- d'opérations d'étalement et de recapitalisation d'indemnités de remboursement anticipé dans le cadre de la gestion active de la dette : 7,7 M€.

1.3 Section d'investissement

Le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à 23,8 M€ au 31 décembre 2022 :



1.3.1 Les recettes d'investissement

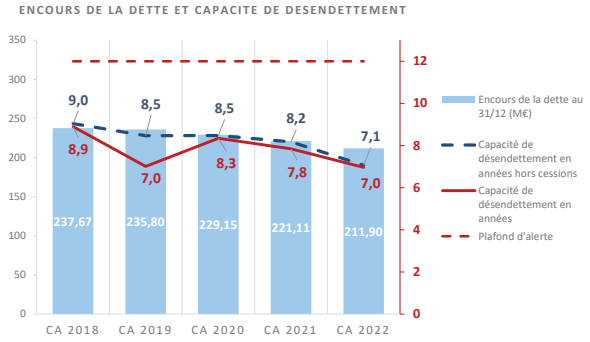
L'épargne brute constitue la ressource interne mobilisée pour le financement des investissements. Elle atteint 30,43 M€ en 2022 contre 28,19 M€ l'année précédente, soit une hausse de +2,24 M€.

Hors recettes restant à réaliser et autofinancement, les recettes d'investissement 2022 ressortent à 115,36 M€. Leur détail est proposé ci-dessous.

❖ *Emprunts : 5 M€*

La dynamique de désendettement amorcée en 2018 se poursuit, avec seulement 5 M€ d'emprunts mobilisés en 2022, contre 25 M€ en 2018, 20 M€ en 2019, 13,76 M€ en 2020 puis 13,13 M€ en 2021. Cela se traduit par un capital restant dû au 31 décembre 2022 de 211,9 M€ contre 221,1 M€ un an plus tôt.

Cette diminution de l'encours de dette, ajoutée à une épargne brute préservée, se matérialise par un ratio de désendettement en amélioration :



❖ *Refinancement de la dette : 33,76 M€*

La politique de refinancement de dette a été amplifiée en 2022, avec une opération portant sur 33,76 M€ d'encours qui passent d'un taux fixe de 3,27% à un taux fixe à 0,60%, ce qui conduira à une économie d'environ 4,9 M€ en charges d'intérêts sur la durée résiduelle de l'emprunt concerné.

❖ *Subventions d'équipement : 8,67 M€*

On retrouve dans cette catégorie :

- pour l'essentiel les subventions obtenues auprès de nos partenaires pour la mise en oeuvre d'opérations d'équipement : 7,11 M€ contre 5 M€ en 2021. Cette progression traduit à la fois la montée en puissance du programme d'investissements (particulièrement en matière de renouvellement urbain) et le travail important mené par la collectivité en matière de recherche de co-financements ;
- une fraction des amendes de Police dressées pour des infractions commises en 2021 sur le ban communal : 1,56 M€ (+85,7% par rapport à 2021, le nombre d'infractions commises en 2020 étant particulièrement faible en raison des périodes de confinements).

En M€	CA 2022
Subventions Etat	3,40
Subventions ANRU	2,89
Subventions Département	0,39
Subventions m2A	0,39
Subvention - Autres	0,04
Produits des amendes de Police	1,56
Total subventions d'investissement	**8,67**

❖ *Dotations et fonds divers : 23,08 M€*

Ces recettes regroupent :

- le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) relatif à la TVA versée par la collectivité sur ses investissements 2021. La recette correspondante est de 2,86 M€ contre 3,22 M€ l'année précédente ;
- la Taxe d'Aménagement, qui dépend du nombre d'autorisations d'urbanisme accordées : 0,34 M€ (-0,22 M€) ;
- des excédents de fonctionnement capitalisés, permettant de couvrir le déficit d'investissement constaté l'année précédente : 19,88 M€.

❖ *Autres recettes d'investissement : 2,52 M€*

En 2022, elles se composent :

- du remboursement d'avances de trésorerie consenties à la régie personnalisée Réussite Educative, au titulaire de la concession RUDIC, et des prêts accordés au personnel : 2,48 M€ ;

- des travaux effectués sous mandat et remboursés par les mandants : 0,02 M€ ;
- de régularisations sur exercices antérieurs : 0,02 M€.

❖ *Recettes d'ordre : 42,33 M€*

Le volume des opérations n'a pas d'impact budgétaire puisque ces écritures comptables n'emportent pas de mouvements de trésorerie :

- les opérations patrimoniales sont internes à la section d'investissement. Elles ressortent à 23,96 M€. Elles comprennent notamment l'intégration à l'actif d'opérations qui étaient jusqu'ici comptabilisées sur des comptes d'attente (17,43 M€) et l'échelonnement de l'acquisition du foncier du cœur de site DMC (5,02 M€ échelonnés sur un prix total de 5,7 M€) ;
- les autres recettes d'ordre atteignent 18,36 M€ et viennent équilibrer les dépenses d'ordre de la section de fonctionnement décrites en page 13.

1.3.2 Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses d'investissement 2022 est de 130,37 M€ contre 68,5 M€ l'année précédente. Le tableau ci-dessous en présente le détail :

En M€	CA 2022
Dépenses d'équipement et pour compte de tiers	29,15
Dépenses financières	24,54
Refinancement de dette	33,76
Mouvements d'ordre	30,82
Déficit d'investissement reporté N-1	12,10
Total dépenses d'investissement	**130,37**

Les dépenses d'équipement et pour compte de tiers : 29,15 M€

Les dépenses d'équipement se composent des :

- Investissement pluriannuels : 22,56 M€

Votés en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP), ils composent le Programme Pluriannuel des Investissements de la Ville.

- Investissements annuels en travaux : 1,65 M€ ;
- Investissements mobiliers : 1,82 M€ ;
- Investissements fonciers : 0,84 M€ ;
- Subventions d'équipement : 2,24 M€ ;
- Opérations pour compte de tiers : 0,04 M€.

Les tableaux qui suivent proposent le détail des investissements réalisés en 2022 par domaine, hors subventions d'équipement :

ECOLES	CA 2022 (M€)
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 1	1,996
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 2	1,092
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 3	0,600
GROUPES SCOLAIRES COTEAUX - TRAVAUX ANNEXES	0,864
GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	1,216
ECOLE SELLIER	0,567
COURS D'ECOLES NATURES, JEUX, ABRIS A VELOS	0,567
DEDOUBLEMENT DES CLASSES CP - CE1	0,370
MISE EN SURETE DES ECOLES	0,311
ECOLES ACCESSIBILITE PMR	0,273
PLAN NUMERIQUE ECOLES	0,126
ECOLES TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE	0,055
MAINTENANCE DES BATIMENTS SCOLAIRES	1,118
MOBILIER SCOLAIRE	0,284
TOTAL	**9,439**

RENOUVELLEMENT URBAIN ET VILLE DURABLE	CA 2022 (M€)
MULHOUSE DIAGONALES	3,052
DMC	0,714
RENOVATION ENERGETIQUE ECLAIRAGE PUBLIC	0,701
TRAVAUX SUR LES CHAUFFERIES	0,490
PATRIMOINE SCOLAIRE EFFICACITE ENERGETIQUE PLAN CLIMAT	0,316
DEVELOPPEMENT MOBILITES DOUCES	0,300
JARDINS NEPPERT	0,281
MAINTENANCE DES ESPACES VERTS	0,239
PLAN VELO	0,227
NPNRU	0,226
MAIRIE TOITURE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	0,194
PLANTATION D'ARBRES ET ILOTS DE FRAICHEUR	0,098
RENOVATION ENERGETIQUE FEUX TRICOLORES	0,054
CONFINEMENT ESELACKER	0,052
AUTRES AMENAGEMENTS D'ESPACES PUBLICS	0,438
TOTAL	**7,381**

VOIRIE	CA 2022 (M€)
OUVRAGES D'ART	0,226
AMENAGEMENT RUE DU SUNDGAU	0,200
TRAVAUX IGH - ACCES POMPIERS PLEIN CIEL	0,183
MAINTENANCE ET MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE	2,542
MAINTENANCE DES FEUX-HORODATEURS-BORNES AUTOMATIQUES	0,169
EQUIPEMENTS DANS LES QUARTIERS	0,151
TOTAL	**3,472**

PATRIMOINE MUNICIPAL	CA 2022 (M€)
CIMETIERE CENTRAL BATIMENT ADMINISTRATIF ACCUEIL	0,221
CIMETIERES AUTOMATISATION DES PORTAILS	0,054
10 RUE DE LA SOMME - AMENAGEMENT BUREAUX	0,046
TOUR BELVEDERE - REMPLACEMENT MARCHES	0,044
169 RUE DE BALE - REPRISE TOITURE	0,037
HOTEL DE VILLE RENOVATION FACADE	0,014
INSTALLATION COLUMBARIUM	0,012
TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE, MAINTENANCE ET DIAGNOSTICS SUR LES BÂTIMENTS COMMUNAUX	0,623
EQUIPEMENT EN VEHICULES DU PARC AUTO	0,471
TRAVAUX ACCESSIBILITE PMR	0,225
ACQUISITION DE MOBILIER POUR LES EQUIPEMENTS MUNICIPAUX	0,144
TOTAL	**1,891**

BATIMENTS CULTURELS	CA 2022 (M€)
LA FILATURE	0,579
MAINTENANCE DES BÂTIMENTS CULTURELS	0,244
ACQUISITIONS DE MOBILIER, INSTRUMENTS, ŒUVRES D'ART	0,152
TOTAL	**0,975**

POLITIQUE FONCIERE	CA 2022 (M€)
ACQUISITIONS DE CONSTRUCTIONS	0,446
ACQUISITIONS DE TERRAINS	0,185
DEMOLITIONS	0,214
TOTAL	0,844

VILLE DES INTELLIGENCES ET INFORMATISATION DES SERVICES MUNICIPAUX	CA 2022 (M€)
MAQUETTE 3D	0,214
RESEAUX CABLES	0,099
INSCRIPTION EN LIGNE AUX DISPOSTIF JEUNESSE ET SPORTS	0,036
LOGICIEL INSCRIPTION SCOLAIRE	0,031
LOGICIEL DE COORDINATION DES CHANTIERS	0,005
LOGICIEL TELIOS	0,001
ACQUISITION DE MATERIEL	0,277
ACQUISITION DE LOGICIELS METIERS	0,146
TOTAL	0,808

SPORT	CA 2022 (M€)
SALLE DE SPORTS MITTELWIHR	0,264
EQUIPEMENTS SPORTIFS ECLAIRAGE LEDS	0,098
MAINTENANCE DES STADES ET PLATEAUX SPORTIFS	0,241
MOBILIER ET EQUIPEMENTS A VOCATION SPORTIVE	0,135
TOTAL	0,738

SECURITE	CA 2022 (M€)
VIDEOPROTECTION	0,544
EQUIPEMENT POLICE MUNICIPALE	0,106
IMMEUBLES COMMUNAUX TRVX SECURITE INCENDIE	0,037
EQUIPEMENT DENEIGEMENT	0,035
CREATION D'UNE PISTE DE SECURITE ROUTIERE	0,002
TOTAL	0,724

CULTES	CA 2022 (M€)
TEMPLE ST-ETIENNE : AMENAGEMENTS INTERIEURS MGC	0,175
EGLISE SAINT BARTHELEMY : SOUS BASSEMENT	0,129
TEMPLE ST-ETIENNE : PHASE 3 FACADE	0,114
EDIFICES CULTUELS : DIVERS TRAVAUX	0,064
TOTAL	0,482

JEUNESSE ET ACTION SOCIALE	CA 2022 (M€)
39-41 AVENUE KENNEDY: REPRISE STRUCTURE ET CONSOLIDATION	0,041
MAIRIE - ENTREE B AMENAGEMENT SERVICE JEUNESSE	0,023
MAINTENANCE ET MOBILIER JEUNESSE	0,030
MAINTENANCE DES BATIMENTS A VOCATION SOCIALE	0,029
TOTAL	0,123

❖ *Les subventions d'équipement : 2,24 M€*

La collectivité a contribué à des opérations d'équipement pour 2,24 M€ à travers le versement de subventions d'équipement à ses partenaires. On retrouve dans le détail :

- des subventions versées aux établissements publics :

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AU PUBLIC	CA 2022 (M€)
SUBVENTION CITIVIA PERICENTRE HABITAT ET AMENAGEMENT: OPAH RU FONDERIE	0,400
SUBVENTION INFORMATIQUE ET MOBILIER	0,245
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EDIFICES CULTUELS	0,192
PARTICIPATION EQUIPEMENT HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN	0,060
ETUDE AVP SNCF OUVRAGE D'ART COURBERTIN	0,025
Total	0,922

- des subventions versées aux partenaires, notamment associatifs :

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AU PRIVE	CA 2022 (M€)
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE	0,621
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AIDE AU LOGEMENT	0,239
PARTICIPATION D'EQUILIBRE A LA CONCESSION RUDIC	0,200
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES	0,160
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT SPORTS ET JEUNESSE	0,065
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT FOYERS PAROISSIAUX	0,028
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ACTION SOCIALE	0,008
Total	1,323

❖ *Les dépenses financières et le refinancement de dette : 58,3 M€*

Les dépenses financières regroupent les postes suivants :

DEPENSES FINANCIERES	CA 2022 (M€)
REMBOURSEMENT DE DETTE	20,981
REFINANCEMENT DE DETTE	33,757
AVANCE DE TRESORERIE RUDIC	2,000
AVANCE DE TRESORERIE REUSSITE EDUCATIVE	0,300
PRETS AU PERSONNEL POUR LE LOGEMENT	0,051
APUREMENT COMPTE 1069 – REGULARISATION COMPTABLE	1,206
Total	58,295

❖ *Les dépenses d'ordre : 30,82 M€*

On trouve dans les dépenses d'ordre d'investissement :

- les mouvements d'ordre internes à la section d'investissement (voir page 17) qui atteignent 23,96 M€ ;
- la contrepartie des recettes d'ordre de fonctionnement pour 6,86 M€.

2 Les budgets annexes

Conformément à la réglementation, le coût réel des activités qui entrent dans le champ concurrentiel, dites « à caractère industriel et commercial », doit être isolé à l'aide d'un budget annexe. La Ville de Mulhouse gère deux activités de ce type : la production et la distribution d'eau potable, ainsi qu'un service de pompes funèbres. Elle possède par conséquent deux budgets annexes.

Il convient de préciser que le budget annexe de l'Eau est dissous au 31 décembre 2022, par délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2022. Cette décision a été prise en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), qui prévoit le transfert des compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines aux intercommunalités.

2.1 Le budget annexe de l'Eau

2.1.1 Section de fonctionnement

Le résultat de clôture du budget annexe de l'Eau atteint 7,35 M€ en 2022 contre 6,94 M€ au 31/12/2021 (+0,59 M€). Les recettes de fonctionnement atteignent 46,77 M€ contre 45,44 M€ en 2021. Les ventes d'eau déclinent pour la seconde année consécutive à 11,32 M€ (-2,2%). Les redevances perçues et destinées à être reversées à nos partenaires suivent la même tendance (-4,1%).

Recettes de fonctionnement	CA 2021	CA 2022
Ventes d'eau	11,57	11,32
Taxes parafiscales et surtaxes communales perçues	24,87	23,86
Locations de compteurs	1,98	1,98
Travaux, prestations, mise à disposition de personnel	0,43	0,42
Produits exceptionnels, subventions	0,63	0,42
Mouvements d'ordre	1,62	1,83
Excédent antérieur reporté	4,33	6,94
TOTAL	45,44	46,77

Les dépenses de fonctionnement progressent de +0,74 M€, dont notamment +0,52 M€ concernent les réfections de fouilles consécutives à des travaux sur le réseau :

Dépenses de fonctionnement	CA 2021	CA 2022
Reversement de redevances perçues	24,46	24,09
Achats de matières, fournitures et travaux	5,30	5,70
Frais de personnel	4,86	4,98
Charges exceptionnelles	0,35	0,82
Frais financiers	0,08	0,07
Mouvements d'ordre dont amortissements	3,45	3,58
TOTAL	**38,50**	**39,23**

2.1.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement 2022 ressortent à 7,02 M€ dont 4,90 M€ consacrés aux dépenses d'équipement (contre 2,96 M€ en 2021). Près des trois-quarts de ces dépenses d'équipement, soit 3,64 M€, ont été consacrés aux travaux structurants sur le réseau : renouvellement, modification et branchements neufs.

Dépenses d'investissement (M€)	CA 2021	CA 2022
Travaux de renouvellement de conduite, branchements neufs et modifications de réseaux	2,01	3,64
Acquisition et renouvellement de compteurs	0,48	0,51
Mobilier, matériel industriel et matériel de transport	0,42	0,45
Frais d'études et droits d'accès télé-relève	0,04	0,29
Travaux pour le compte de tiers	0,51	0,72
Remboursement du capital de la dette	0,18	0,18
Mouvements d'ordre	0,99	1,21
Total dépenses d'investissement	**4,64**	**7,02**

Aucun nouvel emprunt n'a été mobilisé pour financer ces dépenses visant à pérenniser et moderniser le réseau existant. Leur financement a été assuré par :

- les mouvements d'ordre, notamment la dotation aux amortissements, pour 3,58 M€ ;
- la part refacturée concernant les opérations réalisées pour le compte de tiers, qui s'élève à 0,69 M€ ;
- les subventions d'équipement obtenues : 0,48 M€ ;
- l'excédent reporté des exercices antérieurs : 0,83 M€.

2.1.3 Résultat

Compte tenu des éléments ci-dessus, le budget annexe de l'Eau affiche un résultat global de 6,1 M€ au moment de sa dissolution :

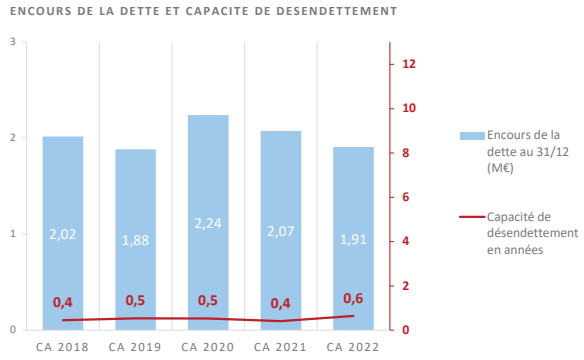
En M€	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	39,23	46,77	7,54
INVESTISSEMENT	7,02	5,58	-1,44
RESULTAT CUMULE	**46,25**	**52,35**	**6,10**

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et de la charte de gouvernance pour le transfert de la compétence eau, ce résultat sera dans un premier temps repris par le budget principal de la Ville de Mulhouse, avant qu'une quote-part ne soit transférée à m2A et aux 12 communes hors Mulhouse jusqu'ici desservies par le service des Eaux communal. La répartition sera la suivante :

- quote-part transférée à m2A : 3,05 M€ ;
- quote-part transférée aux 12 communes : 1,24 M€ ;
- quote-part conservée par le budget principal Ville de Mulhouse : 1,81 M€.

2.1.4 Ratio de solvabilité financière

Le budget annexe de l'Eau présente à fin 2022 une situation financière saine. L'encours de dette diminue depuis plusieurs années et la capacité de désendettement est stabilisée à un niveau inférieur à une année :



2.2 Le budget annexe des Pompes Funèbres

2.2.1 Section de fonctionnement

Le résultat de fonctionnement 2022 s'élève à 2,8 M€. Les recettes ressortent à 4,15 M€. Les recettes de crémations, qui constituent la principale ressource de ce budget, rebondissent à 0,95 M€ contre 0,87 M€ l'année précédente :

Recettes de fonctionnement	CA 2021	CA 2022
Crémations	0,87	0,95
Creusement de tombes	0,07	0,02
Locations de chambres funéraires	0,17	0,22
Autres produits	0,09	0,08
Travaux sur sépultures	0,04	0,02
Excédent antérieur reporté	2,72	2,87
TOTAL	**3,95**	**4,15**

Les dépenses de fonctionnement sont en hausse de +0,13 M€. Les dépenses de personnel augmentent en raison de la revalorisation de +3,5% du point d'indice intervenue en juillet 2022, et les achats et prestations en lien avec une activité plus soutenue qu'en 2021 :

Dépenses de fonctionnement (M€)	CA 2021	CA 2022
Frais de personnel	0,45	0,49
Achats de fournitures, travaux et prestations de services	0,35	0,47
Dotations aux amortissements	0,21	0,20
Frais financiers	0,01	0,01
Charges exceptionnelles	0,01	0,00
TOTAL	**1,04**	**1,17**

2.2.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement 2022 atteignent 0,39 M€ hors restes à réaliser, contre 0,11 M€ en 2021. Les restes à réaliser s'élèvent à 0,30 M€ et concernent principalement les travaux d'étanchéification de la toiture du centre funéraire et de réalisation d'une salle de convivialité.

Ces investissements ont été financés par :

- les reprises et mises en réserves de résultats antérieurs : 0,28 M€ ;
- les mouvements d'ordre, incluant les amortissements : 0,20 M€.

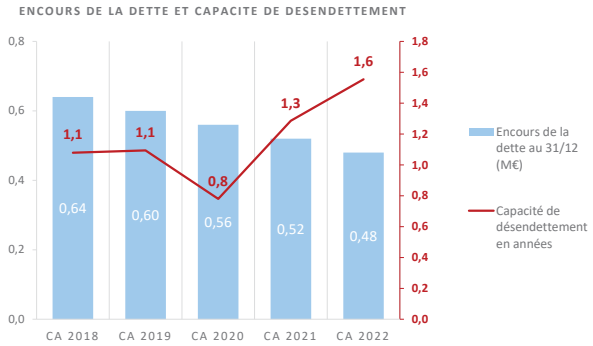
2.2.3 Résultat

Le budget annexe des Pompes Funèbres présente un résultat global de 2,77 M€ à fin 2022 :

En M€	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	1,17	4,15	2,99
INVESTISSEMENT	0,39	0,47	0,09
REPORTS	0,30	0,00	-0,30
RESULTAT CUMULE	**1,86**	**4,63**	**2,77**

2.2.4 Ratio de solvabilité financière

Au 31 décembre 2022 le budget annexe des Pompes Funèbres présente des fondamentaux budgétaires solides. Avec une capacité de désendettement de 1,6 année, les marges de manœuvre budgétaires restent importantes :



COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Conseil Municipal 22 juin 2023

BUDGET PRINCIPAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - MULHOUSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21680224900013

POSTE COMPTABLE : SGC MULHOUSE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)
A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
II - Présentation générale du budget
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12
III - Vote du budget
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22
IV - Annexes (6)
A - Eléments du bilan
A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 38
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 87
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 131
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 140
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 142
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 143
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 145
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 146
A4 - Etat des provisions 148
A5 - Etalement des provisions 149
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 150
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 151
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 153
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 163
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 173
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 174
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 177
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 192
A10.3 - Opérations liées aux cessions 208
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie 209
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 212
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 257
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 258
B1.6 - Etat des engagements reçus 259
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 260

B2.1 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 173
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 274
C1.2 - Actions de formation des élus 286
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 287
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 289
C3.2 - Liste des établissements publics créés 290
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 291
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 292
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 293
C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 295
D2 - Arrêté et signatures 296

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MULHOUSE BUDGET PRINCIPAL	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	109531
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	1053
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Mulhouse Alsace Agglomération	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
98 217 382 €	116 983 715 €	1056,88 €	1 252,15 €

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) DGCL - Les coll. locales en chiffres 2022 - France métrop. - Communes > 100.000 hab. hors Paris
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1341,60 €	1 175,00 €
2	Produit des impositions directes/population	562,68 €	698,00 €
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1631,47 €	1 359,00 €
4	Dépenses d'équipement brut/population	257,76 €	235,00 €
5	Encours de dette/population	1 905,55 €	1 088,00 €
6	DGF/population	431,95 €	213,00 €
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	57,89%	59,10%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	93,97%	94,50%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	15,80%	17,30%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	116,80%	80,00%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires (Délibération n° 1853 du 12 décembre 2005).

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.
(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 166 630 895,73	G 185 551 172,39
	Section d'investissement	B 118 271 986,10	H 115 356 015,13
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 17 796 543,95 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 12 102 559,04 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)
		=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D 297 005 440,87	= G+H+I+J 318 703 731,47
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 10 151 082,60	L 1 353 968,41
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 10 151 082,60	= K+L 1 353 968,41
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 166 630 895,73	= G+I+K 203 347 716,34
	Section d'investissement	= B+D+F 140 525 627,74	= H+J+L 116 709 983,54
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 307 156 523,47	= G+H+I+J+K+L 320 057 699,88

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 10 151 082,60	L 1 353 968,41
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 337 995,41
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	198 948,78	0,00
204	Subventions d'équipement versées	933 372,60	0,00

Ville de Mulhouse Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

Chap.		Dépenses engagées non mandatées	Restes à réaliser (1)
21	Immobilisations corporelles	7 053 251,22	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 740 303,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	209 234,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
454100016	Opération pour compte de tiers n° 00016 - TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE (2)	15 973,00	0,00
454200016	Opération pour compte de tiers n° 00016 - TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE (2)	0,00	15 973,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

I – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	38 295 448,35	27 356 588,17	3 585 302,19	0,00	7 353 557,99
012	Charges de personnel, frais assimilés	89 939 422,00	85 006 449,98	822 023,95	0,00	4 110 948,07
014	Atténuations de produits	698 650,00	387 648,74	0,00	0,00	311 001,26
65	Autres charges de gestion courante	28 883 934,00	27 476 831,88	68 154,24	0,00	1 338 947,88
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**157 817 454,35**	**140 227 518,77**	**4 475 480,38**	**0,00**	**13 114 455,20**
66	Charges financières	5 075 060,00	1 988 158,95	1 116 001,08	0,00	1 970 899,97
67	Charges exceptionnelles	1 508 640,00	342 740,54	116 438,36	0,00	1 049 461,10
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**164 401 154,35**	**142 558 418,26**	**5 707 919,82**	**0,00**	**16 134 816,27**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*18 023 378,65*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*18 009 607,00*	*18 364 557,65*			*-354 950,65*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***36 032 985,65***	***18 364 557,65***			***17 668 428,00***
	TOTAL	**200 434 140,00**	**160 922 975,91**	**5 707 919,82**	**0,00**	**33 803 244,27**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	261 000,00	482 506,22	14 500,00	0,00	-236 006,22
70	Produits services, domaine et ventes div	21 277 885,00	20 091 766,82	1 934 034,16	0,00	-747 915,98
73	Impôts et taxes	89 943 113,05	90 868 897,41	0,00	0,00	-925 784,36
74	Dotations et participations	57 088 628,00	55 961 283,61	916 565,45	0,00	210 778,94
75	Autres produits de gestion courante	6 738 357,00	6 895 312,32	195 085,66	0,00	-352 040,98
	Total des recettes de gestion courante	**175 308 983,05**	**174 299 766,38**	**3 060 185,27**	**0,00**	**-2 050 968,60**
76	Produits financiers	700 482,00	697 423,88	0,00	0,00	3 058,12
77	Produits exceptionnels	51 061,00	-82 559,50	721 258,48	0,00	-587 637,98
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**176 060 526,05**	**174 914 630,76**	**3 781 443,75**	**0,00**	**-2 635 548,46**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*6 577 070,00*	6 855 097,88			-278 027,88
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***6 577 070,00***	***6 855 097,88***			***-278 027,88***
	TOTAL	**182 637 596,05**	**181 769 728,64**	**3 781 443,75**	**0,00**	**-2 913 576,34**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	(3) **17 796 543,95**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 360 072,37	615 096,75	198 948,78	546 026,84
204	Subventions d'équipement versées	5 558 516,13	2 245 317,88	933 372,60	2 379 825,65
21	Immobilisations corporelles	27 769 568,39	16 037 278,60	7 053 251,22	4 679 038,57
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 563 933,47	10 216 926,02	1 740 303,00	3 606 704,45
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**50 252 090,36**	**29 114 619,25**	**9 925 875,60**	**11 211 595,51**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 306 543,00	1 206 542,93	0,00	100 000,07
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	55 135 606,00	54 738 236,58	0,00	397 369,42
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	2 009 234,00	0,00	209 234,00	1 800 000,00
27	Autres immobilisations financières	3 560 000,00	2 350 767,65	0,00	1 209 232,35
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**62 011 383,00**	**58 295 547,16**	**209 234,00**	**3 506 601,84**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**147 569,60**	**44 223,18**	**15 973,00**	**87 373,42**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**112 411 042,96**	**87 454 389,59**	**10 151 082,60**	**14 805 570,77**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*6 577 070,00*	*6 855 097,88*		*-278 027,88*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*32 709 570,00*	*23 962 498,63*		*8 747 071,37*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***39 286 640,00***	***30 817 596,51***		***8 469 043,49***
	TOTAL	**151 697 682,96**	**118 271 986,10**	**10 151 082,60**	**23 274 614,26**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) **12 102 559,04**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	11 987 738,83	8 658 527,66	1 337 995,41	1 991 215,76
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	54 758 000,00	38 757 382,40	0,00	16 000 617,60
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	11,34	0,00	-11,34
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	16 290,38	0,00	-16 290,38
	Total des recettes d'équipement	**66 745 738,83**	**47 432 211,78**	**1 337 995,41**	**17 975 531,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	3 450 000,00	3 204 924,95	0,00	245 075,05
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	19 877 353,92	19 877 353,92	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	9 500,00	0,00	-9 500,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	27 900,00	3 954,02	0,00	23 945,98
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 623 334,00	2 476 789,59	0,00	1 146 544,41
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 205 790,00		0,00	
	Total des recettes financières	**28 184 377,92**	**25 572 522,48**	**0,00**	**2 611 855,44**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**127 569,60**	**24 224,59**	**15 973,00**	**87 372,01**
	Total des recettes réelles d'investissement	**95 057 686,35**	**73 028 958,85**	**1 353 968,41**	**20 674 759,09**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*18 023 378,65*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*18 009 607,00*	*18 364 557,65*		*-354 950,65*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*32 709 570,00*	*23 962 498,63*		*8 747 071,37*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***68 742 555,65***	***42 327 056,28***		***26 415 499,37***
	TOTAL	**163 800 242,00**	**115 356 015,13**	**1 353 968,41**	**47 090 258,46**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

IV – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	30 941 890,36		30 941 890,36
012	Charges de personnel, frais assimilés	85 828 473,93		85 828 473,93
014	Atténuations de produits	387 648,74		387 648,74
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	27 544 986,12		27 544 986,12
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	3 104 160,03	*6 767 000,00*	9 871 160,03
67	Charges exceptionnelles	459 178,90	*735 339,19*	1 194 518,09
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*10 862 218,46*	10 862 218,46
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**148 266 338,08**	***18 364 557,65***	**166 630 895,73**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 206 542,93	*0,00*	1 206 542,93
13	Subventions d'investissement	0,00	*2 122 302,08*	2 122 302,08
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*3 123 577,39*	3 123 577,39
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	54 738 236,58	*0,00*	54 738 236,58
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*289 626,19*	289 626,19
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	615 096,75	*0,00*	615 096,75
204	Subventions d'équipement versées	2 245 317,88	*1 007 243,02*	3 252 560,90
21	Immobilisations corporelles (6)	16 037 278,60	*24 274 847,83*	40 312 126,43
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	10 216 926,02	*0,00*	10 216 926,02
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 350 767,65	*0,00*	2 350 767,65
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	44 223,18	*0,00*	44 223,18
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**87 454 389,59**	***30 817 596,51***	**118 271 986,10**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**12 102 559,04**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

IV – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	497 006,22		497 006,22
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	22 025 800,98		22 025 800,98
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*1 319 592,22*	1 319 592,22
73	Impôts et taxes	90 868 897,41		90 868 897,41
74	Dotations et participations	56 877 849,06		56 877 849,06
75	Autres produits de gestion courante	7 090 397,98	*0,00*	7 090 397,98
76	Produits financiers	697 423,88	*0,00*	697 423,88
77	Produits exceptionnels	638 698,98	*2 411 928,27*	3 050 627,25
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*3 123 577,39*	3 123 577,39
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes de fonctionnement – Total	**178 696 074,51**	***6 855 097,88***	**185 551 172,39**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			**17 796 543,95**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 204 924,95	0,00	3 204 924,95
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	19 877 353,92		19 877 353,92
13	Subventions d'investissement	8 668 027,66	658 975,11	9 327 002,77
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*408 037,00*	408 037,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	38 761 336,42	11 789 057,00	50 550 393,42
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*28 855,42*	28 855,42
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*164 266,59*	164 266,59
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	11,34	*1 693 728,20*	1 693 739,54
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	16 290,38	*17 109 956,91*	17 126 247,29
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 476 789,59	*0,00*	2 476 789,59
28	*Amortissement des immobilisations*		*9 398 412,23*	*9 398 412,23*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	24 224,59	19 998,59	44 223,18
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*930 769,23*	*930 769,23*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*125 000,00*	*125 000,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**73 028 958,85**	**42 327 056,28**	**115 356 015,13**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**38 295 448,35**	**27 356 588,17**	**3 585 302,19**	**0,00**	**7 353 557,99**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	1 576 819,92	743 968,03	701 023,33	0,00	131 828,56
60611	Eau et assainissement	156 579,00	98 671,97	20 600,00	0,00	37 307,03
60612	Energie - Electricité	7 194 273,35	3 827 622,25	128 254,71	0,00	3 238 396,39
60613	Chauffage urbain	411 103,00	241 816,04	115 221,19	0,00	54 065,77
60621	Combustibles	94 105,00	24 036,86	0,00	0,00	70 068,14
60622	Carburants	368 238,00	368 114,69	0,00	0,00	123,31
60623	Alimentation	200 463,27	191 395,86	1 691,05	0,00	7 376,36
60624	Produits de traitement	12 675,00	11 899,73	770,00	0,00	5,27
60628	Autres fournitures non stockées	3 012 035,72	861 370,02	76 534,44	0,00	2 074 131,26
60631	Fournitures d'entretien	104 106,00	72 534,67	18 412,03	0,00	13 159,30
60632	Fournitures de petit équipement	641 682,13	534 414,97	71 658,25	0,00	35 608,91
60633	Fournitures de voirie	171 289,00	162 652,72	6 620,64	0,00	2 015,64
60636	Vêtements de travail	210 696,80	188 297,69	18 975,80	0,00	3 423,31
6064	Fournitures administratives	125 105,70	121 649,75	98,00	0,00	3 357,95
6065	Livres, disques, … (médiathèque)	269 954,00	267 677,00	1 042,48	0,00	1 234,52
6067	Fournitures scolaires	342 172,50	258 907,45	52 085,79	0,00	31 179,26
6068	Autres matières et fournitures	73 713,68	50 021,78	2 715,70	0,00	20 976,20
611	Contrats de prestations de services	3 071 327,38	2 596 390,26	209 298,92	0,00	265 638,20
6125	Crédit-bail immobilier	1 498 800,00	1 498 800,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 185 612,77	1 117 311,20	47 098,23	0,00	21 203,34
6135	Locations mobilières	590 897,28	547 531,59	16 732,82	0,00	26 632,87
614	Charges locatives et de copropriété	931 168,00	553 754,11	329 990,22	0,00	47 423,67
61521	Entretien terrains	2 020 742,49	1 805 038,66	61 541,55	0,00	154 162,28
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	821 484,98	666 268,18	128 474,42	0,00	26 742,38
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	127 000,00	61 497,49	57 497,30	0,00	8 005,21
615231	Entretien, réparations voiries	458 408,00	341 240,19	82 820,46	0,00	34 347,35
615232	Entretien, réparations réseaux	10 742,00	10 741,19	0,00	0,00	0,81
61524	Entretien bois et forêts	58 638,00	58 637,59	0,00	0,00	0,41
61551	Entretien matériel roulant	919 453,00	905 786,18	11 200,00	0,00	2 466,82
61558	Entretien autres biens mobiliers	147 037,38	104 666,04	26 138,92	0,00	16 232,42
6156	Maintenance	1 028 006,00	775 919,45	155 648,13	0,00	96 438,42
6161	Multirisques	465 720,00	420 314,85	0,00	0,00	45 405,15
617	Etudes et recherches	441 578,00	192 599,73	52 353,72	0,00	196 624,55
6182	Documentation générale et technique	142 564,26	134 824,27	2 772,00	0,00	4 967,99
6184	Versements à des organismes de formation	255 921,00	192 180,69	19 220,05	0,00	44 520,26
6185	Frais de colloques et de séminaires	21 238,00	20 724,92	0,00	0,00	513,08
6188	Autres frais divers	246 362,12	203 382,66	16 092,60	0,00	26 886,86
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	110,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	391 339,13	289 966,44	66 496,87	0,00	34 875,82
6227	Frais d'actes et de contentieux	22 620,00	18 728,23	0,00	0,00	3 891,77
6228	Divers	133 823,00	28 243,38	14 482,42	0,00	91 097,20
6231	Annonces et insertions	254 306,00	241 395,71	8 398,90	0,00	4 511,39
6232	Fêtes et cérémonies	373 338,35	343 408,49	19 621,50	0,00	10 308,36
6233	Foires et expositions	99 369,00	99 365,69	0,00	0,00	3,31
6236	Catalogues et imprimés	205 351,69	199 294,58	255,60	0,00	5 801,51
6237	Publications	6 153,00	-3 765,00	3 918,00	0,00	6 000,00
6238	Divers	736 496,11	702 544,38	5 707,20	0,00	28 244,53
6241	Transports de biens	137 627,27	119 728,32	14 229,30	0,00	3 669,65
6247	Transports collectifs	1 621 716,03	901 776,83	706 021,88	0,00	13 917,32
6251	Voyages et déplacements	93 587,00	80 478,77	4 032,73	0,00	9 075,50
6256	Missions	5 400,00	3 991,13	0,00	0,00	1 408,87
6257	Réceptions	361 572,48	314 425,06	18 411,94	0,00	28 735,48
6261	Frais d'affranchissement	168 005,88	167 796,90	0,00	0,00	208,98
6262	Frais de télécommunications	361 005,00	236 574,12	87 067,03	0,00	37 363,85
627	Services bancaires et assimilés	40 188,00	23 737,69	0,00	0,00	16 450,31
6281	Concours divers (cotisations)	137 412,00	125 762,90	2 060,00	0,00	9 589,10
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	108 276,00	96 922,35	10 891,58	0,00	462,07
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 125 229,00	1 011 628,93	58 833,62	0,00	54 766,45
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	11 719,00	11 718,10	0,00	0,00	0,90
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	497 235,00	242 711,79	38 100,64	0,00	216 422,57
62878	Remb. frais à d'autres organismes	35 000,00	16 768,74	11 486,26	0,00	6 745,00
6288	Autres services extérieurs	376 781,68	364 047,48	1 492,97	0,00	11 241,23
63512	Taxes foncières	1 491 761,00	1 412 443,33	66 159,00	0,00	13 158,67
63513	Autres impôts locaux	70 000,00	68 580,00	1 194,00	0,00	226,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	6 000,00	3 145,70	0,00	0,00	2 854,30
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	8 751,00	-5 115,60	13 858,00	0,00	8,60

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6358	Autres droits	7 513,00	7 513,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**89 939 422,00**	**85 006 449,98**	**822 023,95**	**0,00**	**4 110 948,07**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	11 744 171,00	11 350 234,68	381 911,30	0,00	12 025,02
6218	Autre personnel extérieur	102 374,00	98 210,96	440,00	0,00	3 723,04
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	393 634,00	393 619,61	0,00	0,00	14,39
64111	Rémunération principale titulaires	34 714 072,00	31 114 128,03	51 979,29	0,00	3 547 964,68
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 282 377,00	1 282 362,28	0,00	0,00	14,72
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	92 300,00	92 300,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	7 357 803,00	7 357 788,15	0,00	0,00	14,85
64131	Rémunérations non tit.	12 286 278,41	11 430 709,06	322 613,21	0,00	532 956,14
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	23 900,00	23 900,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	720,00	720,00	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois dinsertion indemnité inflat°	1 300,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	339 018,00	339 015,81	0,00	0,00	2,19
64171	Apprentis - rémunérations	79 213,00	79 210,81	0,00	0,00	2,19
64172	Apprentis indemnité inflation	15 914,00	15 913,45	0,00	0,00	0,55
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 194 671,00	9 162 585,11	29 182,39	0,00	2 903,50
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 854 866,59	9 845 642,85	9 204,95	0,00	18,79
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	68 293,00	63 776,42	3 175,65	0,00	1 340,93
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	12 010,00	10 363,49	0,00	0,00	1 646,51
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL.	202 349,00	202 334,61	0,00	0,00	14,39
64731	Allocations chômage versées directement	281 535,00	277 352,07	0,00	0,00	4 182,93
6475	Médecine du travail, pharmacie	52 669,00	49 767,18	0,00	0,00	2 901,82
6478	Autres charges sociales diverses	925 938,00	925 822,94	0,00	0,00	115,06
6488	Autres charges	914 016,00	889 392,47	23 517,16	0,00	1 106,37
014	**Atténuations de produits**	**698 650,00**	**387 648,74**	**0,00**	**0,00**	**311 001,26**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	3 500,00	2 963,74	0,00	0,00	536,26
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	210 000,00	149 451,00	0,00	0,00	60 549,00
739118	Autres reversements de fiscalité	485 150,00	235 234,00	0,00	0,00	249 916,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**28 883 934,00**	**27 476 831,88**	**68 154,24**	**0,00**	**1 338 947,88**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	28 440,00	10 203,89	4 388,40	0,00	13 847,71
6518	Autres	115 084,00	96 345,29	6 097,60	0,00	12 641,11
6531	Indemnités	819 888,00	819 887,22	0,00	0,00	0,78
6532	Frais de mission	30 000,00	26 677,38	1 371,24	0,00	1 951,38
6533	Cotisations de retraite	63 272,00	63 271,97	0,00	0,00	0,03
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	166 518,00	166 517,93	0,00	0,00	0,07
6535	Formation	13 459,00	12 920,00	0,00	0,00	539,00
6536	Frais de représentation du maire	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	1 541,00	1 540,97	0,00	0,00	0,03
6541	Créances admises en non-valeur	75 000,00	3 046,61	0,00	0,00	71 953,39
6542	Créances éteintes	8 461,00	8 459,22	0,00	0,00	1,78
6553	Service d'incendie	7 506 000,00	7 505 597,85	0,00	0,00	402,15
65548	Autres contributions	3 685 983,00	3 685 685,96	0,00	0,00	297,04
6558	Autres contributions obligatoires	538 150,00	535 355,60	0,00	0,00	2 794,40
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	197 000,00	197 000,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	1 525 000,00	1 525 000,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	78 530,00	78 530,00	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	6 100,00	6 099,00	0,00	0,00	1,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	40 100,00	36 775,00	0,00	0,00	3 325,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	13 674 648,00	12 455 000,93	42 645,00	0,00	1 177 002,07
65888	Autres	300 760,00	232 917,06	13 652,00	0,00	54 190,94
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)	**157 817 454,35**	**140 227 518,77**	**4 475 480,38**	**0,00**	**13 114 455,20**
66	**Charges financières (b)**	**5 075 060,00**	**1 988 158,95**	**1 116 001,08**	**0,00**	**1 970 899,97**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 050 000,00	4 043 000,26	0,00	0,00	1 006 999,74
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-2 067 585,75	1 116 001,08	0,00	951 584,67
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
666	Pertes de change	60,00	28,30	0,00	0,00	31,70
6688	Autres	15 000,00	12 716,14	0,00	0,00	2 283,86
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 508 640,00**	**342 740,54**	**116 438,36**	**0,00**	**1 049 461,10**
6713	Secours et dots	350 067,00	290 017,77	390,00	0,00	59 659,23
6714	Bourses et prix	8 565,00	1 000,00	0,00	0,00	7 565,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	83 940,00	-33 763,40	111 974,36	0,00	5 729,04
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	18 283,51	15 510,04	0,00	0,00	2 773,47
678	Autres charges exceptionnelles	1 047 784,49	69 976,13	4 074,00	0,00	973 734,36
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				

Ville de Mulhouse Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	**164 401 154,35**	**142 558 418,26**	**5 707 919,82**	**0,00**	**16 134 816,27**
023	***Virement à la section d'investissement***	***18 023 378,65***	***0,00***			***18 023 378,65***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***18 009 607,00***	***18 364 557,65***			***-354 950,65***
6688	*Autres*	*6 767 000,00*	*6 767 000,00*			*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*706 483,77*			*-706 483,77*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*28 855,42*			*-28 855,42*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*9 778 570,00*	*9 398 412,23*			*380 157,77*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*408 037,00*	*408 037,00*			*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*125 000,00*	*125 000,00*			*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*931 000,00*	*930 769,23*			*230,77*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***36 032 985,65***	***18 364 557,65***			***17 668 428,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***36 032 985,65***	***18 364 557,65***			***17 668 428,00***
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**200 434 140,00**	**160 922 975,91**	**5 707 919,82**	**0,00**	**33 803 244,27**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	1 116 001,08
Montant des ICNE de l'exercice N-1	2 067 585,75
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-951 584,67

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*
(5) Dont 675 et 676.
(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	**A2**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**261 000,00**	**482 506,22**	**14 500,00**	**0,00**	**-236 006,22**
6419	Remboursements rémunérations personnel	30 000,00	33 189,77	0,00	0,00	-3 189,77
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	231 000,00	449 316,45	14 500,00	0,00	-232 816,45
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***21 277 885,00***	***20 091 766,82***	***1 934 034,16***	***0,00***	***-747 915,98***
7018	Autres ventes de produits finis	*44 500,00*	*22 573,74*	*11 329,79*	*0,00*	*10 596,47*
70311	Concessions cimetières (produit net)	*419 000,00*	*520 618,00*	*0,00*	*0,00*	*-101 618,00*
70321	Stationnement et location voie publique	*3 464 190,00*	*3 512 626,36*	*97 890,53*	*0,00*	*-146 326,89*
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*140 000,00*	*222 809,02*	*743,55*	*0,00*	*-83 552,57*
70328	Autres droits stationnement et location	*662 800,00*	*693 893,76*	*0,00*	*0,00*	*-31 093,76*
70384	Forfait de post-stationnement	*1 295 000,00*	*1 313 273,70*	*0,00*	*0,00*	*-18 273,70*
704	Travaux	*963 551,00*	*937 716,89*	*0,00*	*0,00*	*25 834,11*
705	Etudes	*0,00*	*538,70*	*0,00*	*0,00*	*-538,70*
7062	Redevances services à caractère culturel	*178 000,00*	*191 079,50*	*19 133,16*	*0,00*	*-32 212,66*
70632	Redevances services à caractère loisir	*307 000,00*	*172 090,20*	*0,00*	*0,00*	*134 909,80*
70688	Autres prestations de services	*406 100,00*	*443 925,64*	*6 430,00*	*0,00*	*-44 255,64*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*7 700,00*	*8 060,06*	*0,00*	*0,00*	*-360,06*
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	*6 989 656,00*	*6 682 410,30*	*155 429,83*	*0,00*	*151 815,87*
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	*3 380 000,00*	*2 816 023,85*	*1 166 396,32*	*0,00*	*-602 420,17*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*725 000,00*	*794 276,23*	*0,00*	*0,00*	*-69 276,23*
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	*917 050,00*	*897 145,02*	*0,00*	*0,00*	*19 904,98*
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	*105 818,00*	*61 235,58*	*0,00*	*0,00*	*44 582,42*
70875	Remb. frais par les communes du GFP	*102 500,00*	*160 108,37*	*0,00*	*0,00*	*-57 608,37*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*972 420,00*	*458 733,14*	*457 023,38*	*0,00*	*56 663,48*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*28 700,00*	*7 034,38*	*19 537,60*	*0,00*	*2 128,02*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*168 900,00*	*175 594,38*	*120,00*	*0,00*	*-6 814,38*
73	**Impôts et taxes**	**89 943 113,05**	**90 868 897,41**	**0,00**	**0,00**	**-925 784,36**
73111	Impôts directs locaux	61 614 790,05	61 612 762,00	0,00	0,00	2 028,05
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	180 000,00	18 228,00	0,00	0,00	161 772,00
73211	Attribution de compensation	20 850 212,00	20 850 211,84	0,00	0,00	0,16
73212	Dotation de solidarité communautaire	366 018,00	428 456,00	0,00	0,00	-62 438,00
73221	FNGIR	733 093,00	733 093,00	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	1 200 000,00	1 191 322,16	0,00	0,00	8 677,84
7338	Autres taxes	139 000,00	91 150,00	0,00	0,00	47 850,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 660 000,00	1 606 326,51	0,00	0,00	53 673,49
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	400 000,00	435 375,49	0,00	0,00	-35 375,49
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	2 800 000,00	3 901 972,41	0,00	0,00	-1 101 972,41
74	**Dotations et participations**	**57 088 628,00**	**55 961 283,61**	**916 565,45**	**0,00**	**210 778,94**
7411	Dotation forfaitaire	19 273 629,00	19 273 629,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	26 467 454,00	26 467 454,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	1 571 181,00	1 571 181,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	110 000,00	185 909,97	0,00	0,00	-75 909,97
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	2 808,00	0,00	0,00	-2 808,00
7461	DGD	814 268,00	814 268,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	1 857 498,00	1 899 227,63	21 702,25	0,00	-63 431,88
7472	Participat° Régions	169 000,00	-46 000,00	180 500,00	0,00	34 500,00
7473	Participat° Départements	813 500,00	739 509,90	79 000,00	0,00	-5 009,90
74748	Participat° Autres communes	70 200,00	70 200,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	1 000 000,00	1 100 000,00	0,00	0,00	-100 000,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	83 000,00	-97 949,76	120 823,00	0,00	60 126,76
7478	Participat° Autres organismes	2 028 919,00	1 115 554,23	514 540,20	0,00	398 824,57
748313	Dotat° de compensation de la TP	237 902,00	237 902,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	155 000,00	151 344,59	0,00	0,00	3 655,41
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	2 332 802,00	2 348 894,00	0,00	0,00	-16 092,00
7484	Dotation de recensement	21 000,00	20 237,00	0,00	0,00	763,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	79 000,00	102 840,00	0,00	0,00	-23 840,00
7488	Autres attributions et participations	4 275,00	4 274,05	0,00	0,00	0,95
75	**Autres produits de gestion courante**	**6 738 357,00**	**6 895 312,32**	**195 085,66**	**0,00**	**-352 040,98**
752	Revenus des immeubles	2 521 027,00	2 712 288,37	600,00	0,00	-191 861,37
757	Redevances versées par fermiers, conces.	448 000,00	287 772,00	188 433,17	0,00	-28 205,17
7588	Autres produits div. de gestion courante	3 769 330,00	3 895 251,95	6 052,49	0,00	-131 974,44
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**175 308 983,05**	**174 299 766,38**	**3 060 185,27**	**0,00**	**-2 050 968,60**
76	**Produits financiers (b)**	**700 482,00**	**697 423,88**	**0,00**	**0,00**	**3 058,12**
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	694,20	0,00	0,00	-694,20
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	688 282,00	688 281,54	0,00	0,00	0,46
7688	Autres	12 200,00	8 448,14	0,00	0,00	3 751,86

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
77	**Produits exceptionnels (c)**	**51 061,00**	**-82 559,50**	**721 258,48**	**0,00**	**-587 637,98**
7711	Dédits et pénalités perçus	5 000,00	84 268,91	0,00	0,00	-79 268,91
7713	Libéralités reçues	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	881,54	0,00	0,00	-881,54
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	156,86	0,00	0,00	-156,86
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 500,00	19 017,76	0,00	0,00	-13 517,76
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	445 713,00	0,00	0,00	-445 713,00
7788	Produits exceptionnels divers	40 311,00	-632 597,57	721 258,48	0,00	-48 349,91
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**176 060 526,05**	**174 914 630,76**	**3 781 443,75**	**0,00**	**-2 635 548,46**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***6 577 070,00***	***6 855 097,88***			***-278 027,88***
722	*Immobilisations corporelles*	*1 320 000,00*	*1 319 592,22*			*407,78*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*289 626,19*			*-289 626,19*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*2 122 320,00*	*2 122 302,08*			*17,92*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*134 750,00*	*134 750,00*			*0,00*
7865	*Rep. prov. risques et charges financiers*	*3 000 000,00*	*2 988 827,39*			*11 172,61*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***6 577 070,00***	***6 855 097,88***			***-278 027,88***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**182 637 596,05**	**181 769 728,64**	**3 781 443,75**	**0,00**	**-2 913 576,34**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**17 796 543,95**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(4) Dont 776.
(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	**B1**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**1 360 072,37**	**615 096,75**	**198 948,78**	**546 026,84**
2031	Frais d'études	633 432,35	146 716,38	106 511,97	380 204,00
2033	Frais d'insertion	40 192,91	34 285,05	0,00	5 907,86
2051	Concessions, droits similaires	686 447,11	434 095,32	92 436,81	159 914,98
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**5 558 516,13**	**2 245 317,88**	**933 372,60**	**2 379 825,65**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	275 000,00	245 039,00	0,00	29 961,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	525 200,00	0,00	32 689,00	492 511,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	59 500,00	59 500,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	2 432 531,00	592 273,00	604 800,00	1 235 458,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	103 279,80	25 397,20	77 882,60	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	523 097,65	133 200,00	67 000,00	322 897,65
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 639 907,68	1 189 908,68	151 001,00	298 998,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**27 769 568,39**	**16 037 278,60**	**7 053 251,22**	**4 679 038,57**
2111	Terrains nus	422 110,00	176 013,11	246 000,00	96,89
2112	Terrains de voirie	9 120,00	8 603,00	0,00	517,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	55 096,59	54 804,88	0,00	291,71
2128	Autres agencements et aménagements	2 031 813,67	725 905,04	580 833,38	725 075,25
21311	Hôtel de ville	30 000,00	14 292,00	15 708,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	3 802 330,34	3 414 367,39	356 726,97	31 235,98
21316	Equipements du cimetière	369 362,61	365 133,27	3 046,68	1 182,66
21318	Autres bâtiments publics	7 986 380,29	3 294 253,34	2 700 428,21	1 991 698,74
2132	Immeubles de rapport	22 388,42	16 558,13	4 544,74	1 285,55
2138	Autres constructions	2 495 955,83	1 393 475,64	823 694,20	278 785,99
2152	Installations de voirie	6 786 171,61	4 534 681,48	1 037 379,73	1 214 110,40
21533	Réseaux câblés	127 894,42	99 415,23	6 866,46	21 612,73
21534	Réseaux d'électrification	80 002,00	0,00	7 519,26	72 482,74
21568	Autres matériels, outillages incendie	38 104,00	36 050,93	1 969,34	83,73
21578	Autre matériel et outillage de voirie	100 963,39	81 434,92	19 527,11	1,36
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	347 757,62	211 496,07	75 225,47	61 036,08
2161	Oeuvres et objets d'art	82 070,20	67 611,56	14 212,00	246,64
2181	Installat° générales, agencements	20 000,00	9 362,76	10 637,24	0,00
2182	Matériel de transport	1 368 562,64	478 583,24	765 160,49	124 818,91
2183	Matériel de bureau et informatique	550 831,69	457 916,58	88 833,18	4 081,93
2184	Mobilier	312 505,49	241 001,15	62 763,86	8 740,48
2188	Autres immobilisations corporelles	730 147,58	356 318,88	232 174,90	141 653,80
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**15 563 933,47**	**10 216 926,02**	**1 740 303,00**	**3 606 704,45**
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 692 775,00	1 285 564,29	66 101,35	341 109,36
2313	Constructions	4 215 795,92	2 930 585,07	311 088,85	974 122,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 082 232,72	1 430 103,17	1 363 112,80	2 289 016,75
238	Avances versées commandes immo. incorp.	4 573 129,83	4 570 673,49	0,00	2 456,34
	Total des dépenses d'équipement	**50 252 090,36**	**29 114 619,25**	**9 925 875,60**	**11 211 595,51**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 306 543,00**	**1 206 542,93**	**0,00**	**100 000,07**
10223	TLE	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 206 543,00	1 206 542,93	0,00	0,07
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**55 135 606,00**	**54 738 236,58**	**0,00**	**397 369,42**
1641	Emprunts en euros	21 349 706,00	20 978 516,17	0,00	371 189,83
165	Dépôts et cautionnements reçus	27 900,00	2 338,01	0,00	25 561,99
166	Refinancement de dette	33 758 000,00	33 757 382,40	0,00	617,60
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**2 009 234,00**	**0,00**	**209 234,00**	**1 800 000,00**
261	Titres de participation	2 009 234,00	0,00	209 234,00	1 800 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**3 560 000,00**	**2 350 767,65**	**0,00**	**1 209 232,35**
274	Prêts	3 560 000,00	2 350 767,65	0,00	1 209 232,35
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**62 011 383,00**	**58 295 547,16**	**209 234,00**	**3 506 601,84**
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE (3)	55 069,60	4 226,00	15 973,00	34 870,60
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC (3)	40 000,00	39 997,18	0,00	2,82
458100109	M2A - ALLEES CAMPING ILL (3)	52 500,00	0,00	0,00	52 500,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**147 569,60**	**44 223,18**	**15 973,00**	**87 373,42**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**112 411 042,96**	**87 454 389,59**	**10 151 082,60**	**14 805 570,77**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***6 577 070,00***	***6 855 097,88***		***-278 027,88***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***5 257 070,00***	***5 245 879,47***		***11 190,53***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*230 340,00*	*230 340,00*		*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*135 430,00*	*135 425,00*		*5,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*161 520,00*	*161 515,39*		*4,61*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*4 690,00*	*4 690,00*		*0,00*
139158	*Sub. transf cpte résult. Autres groupts*	*288 000,00*	*288 000,00*		*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*1 277 750,00*	*1 277 742,00*		*8,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*23 690,00*	*23 689,69*		*0,31*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*900,00*	*900,00*		*0,00*
15112	*Provisions pour litiges*	*134 750,00*	*134 750,00*		*0,00*
15172	*Provisions pour garanties d'emprunt*	*3 000 000,00*	*2 988 827,39*		*11 172,61*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*289 626,19*		*-289 626,19*
	Charges transférées (6)	***1 320 000,00***	***1 609 218,41***		***-289 218,41***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*289 626,19*		*-289 626,19*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*3 426,00*	*3 419,31*		*6,69*
21312	*Bâtiments scolaires*	*29 859,00*	*29 858,70*		*0,30*
21316	*Equipements du cimetière*	*14 499,00*	*14 497,27*		*1,73*
21318	*Autres bâtiments publics*	*415 188,00*	*415 144,40*		*43,60*
2138	*Autres constructions*	*7 060,00*	*7 059,10*		*0,90*
2152	*Installations de voirie*	*849 968,00*	*849 613,44*		*354,56*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***32 709 570,00***	***23 962 498,63***		***8 747 071,37***
204412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*1 077 117,00*	*1 007 243,02*		*69 873,98*
2111	*Terrains nus*	*28 559,00*	*28 559,00*		*0,00*
2112	*Terrains de voirie*	*6 835 600,00*	*314 734,00*		*6 520 866,00*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*1 063 287,00*	*0,00*		*1 063 287,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*8 540,00*	*8 532,00*		*8,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*16 831 320,00*	*16 831 306,21*		*13,79*
21316	*Equipements du cimetière*	*505,00*	*504,19*		*0,81*
21318	*Autres bâtiments publics*	*968 235,00*	*5 525,77*		*962 709,23*
2138	*Autres constructions*	*5 061 057,00*	*5 061 057,00*		*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*834 170,00*	*703 862,25*		*130 307,75*
21533	*Réseaux câblés*	*620,00*	*619,64*		*0,36*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*290,00*	*286,32*		*3,68*
2182	*Matériel de transport*	*270,00*	*269,23*		*0,77*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***39 286 640,00***	***30 817 596,51***		***8 469 043,49***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**151 697 682,96**	**118 271 986,10**	**10 151 082,60**	**23 274 614,26**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**12 102 559,04**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Dont 192.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	**B2**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**11 987 738,83**	**8 658 527,66**	**1 337 995,41**	**1 991 215,76**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	23 644,00	62 708,00	0,00	-39 064,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	15 621,00	0,00	-15 621,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	31 144,00	0,00	-31 144,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	5 317 968,99	3 330 445,72	290 323,07	1 697 200,20
1322	Subv. non transf. Régions	785 671,85	2 040,85	0,00	783 631,00
1323	Subv. non transf. Départements	809 641,00	386 127,00	238 573,00	184 941,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	551 750,00	0,00	551 750,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	598 319,99	369 822,89	0,00	228 497,10
13258	Subv. non transf. Autres groupements	324 356,00	10 336,00	257 349,34	56 670,66
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	1 820 041,00	2 893 936,20	0,00	-1 073 895,20
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
1342	Amendes de police non transférable	1 556 346,00	1 556 346,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**54 758 000,00**	**38 757 382,40**	**0,00**	**16 000 617,60**
1641	Emprunts en euros	21 000 000,00	5 000 000,00	0,00	16 000 000,00
166	Refinancement de dette	33 758 000,00	33 757 382,40	0,00	617,60
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11,34**	**0,00**	**-11,34**
2138	Autres constructions	0,00	11,34	0,00	-11,34
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**16 290,38**	**0,00**	**-16 290,38**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	16 290,38	0,00	-16 290,38
	Total des recettes d'équipement	**66 745 738,83**	**47 432 211,78**	**1 337 995,41**	**17 975 531,64**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**23 327 353,92**	**23 082 278,87**	**0,00**	**245 075,05**
10222	FCTVA	3 050 000,00	2 861 563,47	0,00	188 436,53
10226	Taxe d'aménagement	400 000,00	343 361,48	0,00	56 638,52
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	19 877 353,92	19 877 353,92	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**9 500,00**	**0,00**	**-9 500,00**
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	9 500,00	0,00	-9 500,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**27 900,00**	**3 954,02**	**0,00**	**23 945,98**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**3 623 334,00**	**2 476 789,59**	**0,00**	**1 146 544,41**
274	Prêts	3 550 000,00	2 402 998,59	0,00	1 147 001,41
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	457,00	0,00	-457,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	73 334,00	73 334,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**1 205 790,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**28 184 377,92**	**25 572 522,48**	**0,00**	**2 611 855,44**
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE (2)	55 069,60	4 226,00	15 973,00	34 870,60
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC (2)	20 000,00	19 998,59	0,00	1,41
458200109	M2A - ALLEES CAMPING ILL (2)	52 500,00	0,00	0,00	52 500,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**127 569,60**	**24 224,59**	**15 973,00**	**87 372,01**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**95 057 686,35**	**73 028 958,85**	**1 353 968,41**	**20 674 759,09**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***18 023 378,65***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***18 009 607,00***	***18 364 557,65***		***-354 950,65***
15112	*Provisions pour litiges*	*408 037,00*	*408 037,00*		*0,00*
1641	*Emprunts en euros*	*6 767 000,00*	*6 767 000,00*		*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*28 855,42*		*-28 855,42*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*9 642,72*		*-9 642,72*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*696 313,05*		*-696 313,05*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*528,00*		*-528,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*590,00*	*582,40*		*7,60*
28031	*Frais d'études*	*265 130,00*	*265 122,00*		*8,00*
28033	*Frais d'insertion*	*18 500,00*	*18 496,28*		*3,72*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*27 890,00*	*27 890,00*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*5 870,00*	*5 868,26*		*1,74*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*3 380,00*	*3 379,79*		*0,21*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*54 500,00*	*54 485,00*		*15,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*33 740,00*	*33 731,17*		*8,83*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
28041581	*GFP : Bien mobilier, matériel*	*59 500,00*	*59 500,00*		*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*520,00*	*513,00*		*7,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*3 209 480,00*	*3 185 670,00*		*23 810,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*315 880,00*	*314 848,00*		*1 032,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*414 150,00*	*362 592,42*		*51 557,58*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*1 174 320,00*	*1 166 638,00*		*7 682,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*107 900,00*	*106 473,60*		*1 426,40*
2804413	*Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat*	*1 033 370,00*	*1 033 366,00*		*4,00*
2804421	*Sub nat privé - Biens mob, mat, études*	*110,00*	*105,00*		*5,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*146 340,00*	*146 337,00*		*3,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*411 620,00*	*251 984,66*		*159 635,34*
28132	*Immeubles de rapport*	*298 560,00*	*278 927,27*		*19 632,73*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*64 490,00*	*64 434,95*		*55,05*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*20 290,00*	*20 288,19*		*1,81*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*69 350,00*	*66 993,62*		*2 356,38*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*222 370,00*	*222 366,43*		*3,57*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*6 440,00*	*6 440,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*509 440,00*	*474 292,86*		*35 147,14*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*512 230,00*	*507 008,66*		*5 221,34*
28184	*Mobilier*	*366 970,00*	*357 834,53*		*9 135,47*
28188	*Autres immo. corporelles*	*425 640,00*	*362 243,14*		*63 396,86*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*931 000,00*	*930 769,23*		*230,77*
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*125 000,00*	*125 000,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***36 032 985,65***	***18 364 557,65***		***17 668 428,00***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***32 709 570,00***	***23 962 498,63***		***8 747 071,37***
1322	*Subv. non transf. Régions*	*169 600,00*	*169 592,89*		*7,11*
13251	*Subv. non transf. GFP de rattachement*	*373 387,00*	*146 089,22*		*227 297,78*
1326	*Subv. non transf. Autres E.P.L.*	*836 000,00*	*0,00*		*836 000,00*
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*6 864 159,00*	*343 293,00*		*6 520 866,00*
168751	*Dettes - GFP de rattachement*	*5 022 057,00*	*5 022 057,00*		*0,00*
2031	*Frais d'études*	*151 100,00*	*151 098,32*		*1,68*
2033	*Frais d'insertion*	*975 900,00*	*13 168,27*		*962 731,73*
2111	*Terrains nus*	*1 014 457,00*	*987 244,43*		*27 212,57*
21318	*Autres bâtiments publics*	*42 660,00*	*0,00*		*42 660,00*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*17 240 250,00*	*17 109 956,91*		*130 293,09*
458200104	*MISE AUX NORMES JEUX OPAC*	*20 000,00*	*19 998,59*		*1,41*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***68 742 555,65***	***42 327 056,28***		***26 415 499,37***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**163 800 242,00**	**115 356 015,13**	**1 353 968,41**	**47 090 258,46**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	**B3**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	55 942 442	3 525 233	619 403	9 970 495	1 711 739	843 656	396 296	7 000	1 292 525	13 145 351	250	87 454 390
- Equipements municipaux (2)		3 009 153	619 403	9 970 495	1 492 239	778 656	95 096	0	27 833	10 876 426	0	26 869 301
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		465 312	0	0	219 500	65 000	1 200	7 000	1 259 929	227 377	0	2 245 318
- Opérations financières	55 942 442											55 942 442
Dépenses d'ordre	30 736 466											30 817 597
Solde d'exécution reporté de N-1	12 102 559											12 102 559
Total dépenses	**98 781 467**	**3 525 233**	**619 403**	**9 970 495**	**1 711 739**	**843 656**	**396 296**	**7 000**	**1 292 525**	**13 226 481**	**250**	**130 374 546**
Total recettes	**105 816 396**	**449 769**	**200 800**	**4 150 603**	**286 027**	**237 667**	**306 800**	**5 769**	**6 030**	**3 896 155**	**0**	**115 356 050**
Solde d'investissement	**7 034 930**	**-3 075 463**	**-418 603**	**-5 819 893**	**-1 425 713**	**-605 990**	**-89 496**	**-1 231**	**-1 286 495**	**-9 330 326**	**-250**	**-15 018 496**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**1 945 053**	**156 253**	**571 254**	**545 078**	**957 902**	**212 088**	**0**	**39 252**	**5 571 203**	**153 000**	**10 151 083**
Total RAR recettes	**0**	**34 473**	**0**	**80 389**	**254 100**	**0**	**0**	**0**	**15 973**	**969 033**	**0**	**1 353 968**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-1 910 580**	**-156 253**	**-490 865**	**-290 978**	**-957 902**	**-212 088**	**0**	**-23 279**	**-4 602 170**	**-153 000**	**-8 797 114**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**21 483 111**	**46 635 025**	**14 492 504**	**12 062 604**	**25 204 431**	**10 900 792**	**5 720 418**	**1 609 259**	**3 141 334**	**23 276 903**	**2 104 515**	**166 630 896**
Total recettes	**164 308 092**	**17 067 069**	**148 117**	**596 144**	**3 278 419**	**746 848**	**502 195**	**189 567**	**4 325 359**	**9 314 384**	**2 871 521**	**203 347 716**
Solde de fonctionnement	**142 824 981**	**-29 567 956**	**-14 344 387**	**-11 466 460**	**-21 926 012**	**-10 153 943**	**-5 218 223**	**-1 419 692**	**1 184 024**	**-13 962 519**	**767 006**	**36 716 821**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et 5211-1-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).
(2) Ou biens de la structure intercommunale.
(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**98 781 467**	**5 470 285**	**775 655**	**10 541 749**	**2 256 817**	**1 801 558**	**608 384**	**7 000**	**1 331 778**	**18 797 684**	**153 250**	**140 525 626**
Dépenses réelles		55 942 442	5 470 285	775 655	10 541 749	2 256 817	1 801 558	608 384	7 000	1 331 778	18 716 554	153 250	97 605 472
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 206 543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 206 543
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 206 543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 206 543
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	54 735 899	0	0	0	0	0	0	0	538	1 550	250	54 738 237
1641	Emprunts en euros	20 978 516	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 978 516
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	0	0	0	0	538	1 550	250	2 338
166	Refinancement de dette	33 757 382	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 757 382
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	321 172	0	31 363	1 764	36 120	0	0	0	423 627	0	814 046
2031	Frais d'études	0	107 059	0	0	0	0	0	0	0	146 170	0	253 228
2033	Frais d'insertion	0	34 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 285
2051	Concessions, droits similaires	0	179 828	0	31 363	1 764	36 120	0	0	0	277 458	0	526 532
204	Subventions d'équipement versées	0	465 312	0	0	219 500	95 000	38 200	7 000	1 259 930	1 093 749	0	3 178 690
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	245 039	0	0	0	0	0	0	0	0	0	245 039
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 689	0	32 689
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0	0	0	0	59 500	0	0	0	0	0	0	59 500
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0	192 273	0	0	0	0	0	0	400 000	604 800	0	1 197 073
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103 280	0	103 280
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	60 000	95 000	38 200	7 000	0	0	0	200 200
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	28 000	0	0	100 000	0	0	0	859 930	352 980	0	1 340 910
21	Immobilisations corporelles	0	4 423 800	277 938	4 137 480	1 629 088	1 670 437	270 184	0	51 111	10 477 490	153 000	23 090 530
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	422 013	0	422 013
2112	Terrains de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 603	0	8 603
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0	54 805	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 805
2128	Autres agencements et aménagements	0	0	0	0	0	217 297	0	0	18 733	1 070 708	0	1 306 738

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	***161 515***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***161 515***
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*4 690*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 690*
139158	*Sub. transf cpte résult. Autres groupts*	*288 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*288 000*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*1 277 742*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 277 742*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*23 690*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*23 690*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*900*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*900*
15112	*Provisions pour litiges*	*134 750*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*134 750*
15172	*Provisions pour garanties d'emprunt*	*2 988 827*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 988 827*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*289 626*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*289 626*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*3 419*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 419*
21312	*Bâtiments scolaires*	*29 859*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 859*
21316	*Equipements du cimetière*	*14 497*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*14 497*
21318	*Autres bâtiments publics*	*415 144*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*415 144*
2138	*Autres constructions*	*7 059*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 059*
2152	*Installations de voirie*	*768 483*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*81 131*	*0*	*0*	*849 613*
041	*Opérations patrimoniales*	*23 962 499*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*23 962 499*
204412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*1 007 243*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 007 243*
2111	*Terrains nus*	*28 559*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*28 559*
2112	*Terrains de voirie*	*314 734*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*314 734*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*8 532*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 532*
21312	*Bâtiments scolaires*	*16 831 306*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 831 306*
21316	*Equipements du cimetière*	*504*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*504*
21318	*Autres bâtiments publics*	*5 526*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 526*
2138	*Autres constructions*	*5 061 057*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 061 057*
2152	*Installations de voirie*	*703 862*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*703 862*
21533	*Réseaux câblés*	*620*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*620*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*286*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*286*
2182	*Matériel de transport*	*269*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*269*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	12 102 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 102 559

RECETTES											
Total recettes d'investissement	**105 816 396**	**484 242**	**200 800**	**4 230 992**	**540 127**	**237 667**	**306 800**	**5 769**	**22 003**	**4 865 188**	**0**	**116 709 984**

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	146 337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	146 337
28051	Concessions et droits similaires	251 985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251 985
28132	Immeubles de rapport	278 927	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	278 927
28135	Installations généraux, agencements, ..	64 435	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 435
281568	Autres matériels, outillages incendie	20 288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 288
281578	Autre matériel et outillage de voirie	66 994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 994
28158	Autres installat°, matériel et outillage	222 366	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222 366
28181	Installations généraux, aménagt divers	6 440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 440
28182	Matériel de transport	474 293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	474 293
28183	Matériel de bureau et informatique	507 009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	507 009
28184	Mobilier	357 835	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 835
28188	Autres immo. corporelles	362 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	362 243
4817	Pénalités de renégociation de la dette	930 769	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	930 769
4912	Prov. dépréc. comptes redevables	125 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	125 000
041	Opérations patrimoniales	23 962 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 962 499
1322	Subv. non transf. Régions	169 593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169 593
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	146 089	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	146 089
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	343 293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	343 293
168751	Dettes - GFP de rattachement	5 022 057	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 022 057
2031	Frais d'études	151 098	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	151 098
2033	Frais d'insertion	13 168	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 168
2111	Terrains nus	987 244	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	987 244
238	Avances versées commandes immo. incorp.	17 109 957	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 109 957
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	19 999	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 999
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES											
Total dépenses de fonctionnement		21 483 111	46 635 025	14 492 504	12 062 604	25 204 431	10 900 792	5 720 418	1 609 259	3 141 334	23 276 903	2 104 515	166 630 896
Dépenses réelles		3 118 553	46 635 025	14 492 504	12 062 604	25 204 431	10 900 792	5 720 418	1 609 259	3 141 334	23 276 903	2 104 515	148 266 338
011	Charges à caractère général	11 718	9 213 699	440 781	4 471 756	2 525 152	1 968 115	362 801	734 252	3 141 334	6 526 360	1 545 920	30 941 890

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Recettes réelles		63 489 340	484 242	200 800	4 230 992	540 127	237 667	306 800	5 769	22 003	4 865 188	0	74 382 927
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	23 082 279	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 082 279
10222	FCTVA	2 861 563	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 861 563
10226	Taxe d'aménagement	343 361	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	343 36
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	19 877 354	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 877 35
13	Subventions d'investissement	1 556 346	380 787	200 800	4 230 992	540 127	237 667	6 800	5 769	0	2 846 737	0	10 006 02
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	3 100	59 608	0	0	0	0	0	0	0	62 70
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0	15 621	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 62
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	19 000	0	12 144	0	0	0	0	0	0	0	31 14
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	274 175	197 700	1 734 533	110 710	218 597	0	0	0	1 085 055	0	3 620 76
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 041	0	2 04
1323	Subv. non transf. Départements	0	71 991	0	122 794	379 417	19 070	6 800	5 769	0	18 859	0	624 700
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	551 750	0	551 750
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	345 473	0	0	0	0	0	24 350	0	369 823
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0	0	0	0	50 000	0	0	0	0	217 685	0	267 685
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	0	0	1 956 440	0	0	0	0	0	937 496	0	2 893 936
1342	Amendes de police non transférable	1 556 346	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 556 346
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 500	0	9 500
16	Emprunts et dettes assimilées	38 757 382	0	0	0	0	0	0	0	1 804	2 150	0	38 761 336
1641	Emprunts en euros	5 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	0	0	0	0	1 804	2 150	0	3 95
166	Refinancement de dette	33 757 382	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 757 38
18	Compte de liaison : affectat° (BA régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0	
2138	Autres constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0	
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 290	0	16 29
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 290	0	16 29

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
27	Autres immobilisations financières	73 334	103 456	0	0	0	0	300 000	0	0	2 000 000	0	2 476 79
274	Prêts	0	102 999	0	0	0	0	300 000	0	0	2 000 000	0	2 402 99
275	Dépôts et cautionnements versés	0	457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45
2764	Créances sur personnes de droit privé	73 334	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 33
Opérations pour compte de tiers		19 999	0	0	0	0	0	0	0	20 199	0	0	40 19
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	0	0	0	0	0	0	0	0	20 199	0	0	20 199
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	19 999	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 999
Recettes d'ordre		42 327 056	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42 327 056
040	Opérat° ordre transfert entre sections	18 364 558	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 364 558
151.12	Provisions pour litiges	408 037	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	408 037
1641	Emprunts en euros	6 767 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 767 000
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	28 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 855
21318	Autres bâtiments publics	9 643	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 643
2138	Autres constructions	696 313	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	696 313
2158	Autres inst.,matériel outil. techniques	528	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	528
2802	Frais liés à la réalisation des document	582	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	582
28031	Frais d'études	265 122	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 122
28033	Frais d'insertion	18 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 496
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	27 890	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 890
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	5 868	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 868
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	3 380	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 380
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	54 485	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 485
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	33 731	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 731
28041581	GFP : Bien mobilier, matériel	59 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 500
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	513	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	513
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	3 185 670	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 185 670
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	314 848	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	314 848
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	362 592	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	362 592
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 166 638	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 166 638
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	106 474	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106 474
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	1 033 366	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 033 366

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	489 137	15 974	24 725	0	124 144	0	0	0	503 139	287 872	1 444 991
60611	Eau et assainissement	0	3 867	583	27 170	2 526	26 459	1 090	0	19 958	1 184	36 434	119 272
60612	Energie - Electricité	0	392 013	52 987	965 333	314 083	377 067	0	0	172 146	1 481 183	201 065	3 955 877
60613	Chauffage urbain	0	0	0	257 364	10 947	81 147	0	0	7 579	0	0	357 037
60621	Combustibles	0	0	0	9 559	0	0	0	0	14 478	0	0	24 037
60622	Carburants	0	368 115	0	0	0	0	0	0	0	0	0	368 115
60623	Alimentation	0	119 139	1 445	32 109	7 798	28 198	0	0	1 021	3 377	0	193 087
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 670	0	12 670
60628	Autres fournitures non stockées	0	195 690	17 913	124 372	52 272	132 128	14 107	40	825	396 861	3 696	937 904
60631	Fournitures d'entretien	0	11 805	0	76 157	0	2 985	0	0	0	0	0	90 947
60632	Fournitures de petit équipement	0	268 392	7 060	119 722	52 558	47 149	4 252	0	1 343	75 335	30 262	606 073
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169 273	0	169 273
60636	Vêtements de travail	0	125 888	66 391	0	7 476	7 518	0	0	0	0	0	207 273
6064	Fournitures administratives	0	110 588	1 661	5 747	1 263	0	175	0	0	2 313	0	121 748
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	43 095	225 625	0	0	0	0	0	0	268 719
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	310 993	0	0	0	0	0	0	0	310 993
6068	Autres matières et fournitures	0	3 070	0	3 744	0	1 660	0	0	0	44 264	0	52 737
611	Contrats de prestations de services	0	203 901	181 361	390 681	562 395	125 117	154 866	38 205	2 207	515 151	631 805	2 805 689
6125	Crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	1 498 800	0	0	1 498 800
6132	Locations immobilières	0	451 919	1 000	27 565	25 946	39 121	0	0	607 741	6 241	4 877	1 164 409
6135	Locations mobilières	0	87 463	0	34 066	135 167	8 373	0	0	0	276 463	22 733	564 264
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	0	196 387	3 475	0	0	0	674 030	9 852	0	883 744
61521	Entretien terrains	0	1 684	0	0	0	13 612	0	0	0	1 851 285	0	1 866 580
61522 1	Entretien, réparations bâtiments publics	0	434 553	0	352 700	0	7 490	0	0	0	0	0	794 743
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	14 410	0	0	0	0	0	104 585	0	0	118 995
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	424 061	0	424 061
615232	Entretien, réparations réseaux	0	10 741	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 741
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 638	0	58 638
61551	Entretien matériel roulant	0	912 332	0	270	0	3 791	0	0	0	593	0	916 986
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	49 113	701	2 798	54 217	2 447	0	0	0	16 529	5 000	130 805
6156	Maintenance	0	556 293	48 100	170 872	12 110	10 267	94	2 700	10 682	119 335	1 114	931 568
6161	Multirisques	0	420 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	420 315
617	Etudes et recherches	0	4 800	0	59 378	0	0	675	0	0	180 101	0	244 953
6182	Documentation générale et technique	0	103 008	255	4 409	12 321	3 557	0	0	1 016	11 697	1 334	137 596
6184	Versements à des organismes de formation	0	202 484	0	0	0	540	2 100	0	0	6 277	0	211 401

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 26 juin 2023

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6536	Frais de représentation du maire	**0**	**10 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	1 541	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 541
6541	Créances admises en non-valeur	0	3 047	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 047
6542	Créances éteintes	0	8 459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 459
6553	Service d'incendie	0	0	7 505 598	0	0	0	0	0	0	0	0	7 505 598
65548	Autres contributions	0	0	0	0	3 670 983	0	0	0	0	0	14 703	3 685 686
6558	Autres contributions obligatoires	0	535 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	535 356
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0	0	0	0	0	197 000	0	0	0	0	0	197 000
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	1 525 000	0	0	0	0	1 525 000
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0	0	0	10 000	0	0	68 530	0	0	0	0	78 530
65737	Autres établissements publics locaux	0	6 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 099
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	0	0	0	19 855	9 500	0	0	7 420	36 775
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	911 065	21 095	62 658	4 284 803	5 611 180	449 100	344 350	0	689 395	124 000	12 497 646
65888	Autres	0	4	0	0	246 565	0	0	0	0	0	0	246 569
656	Frais fonctionnement des groupes élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	3 104 132	0	0	28	0	0	0	0	0	0	0	3 104 160
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 043 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 043 000
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-951 585	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-951 585
666	Pertes de change	0	0	0	28	0	0	0	0	0	0	0	28
6688	Autres	12 716	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 716
67	Charges exceptionnelles	2 704	176 603	1 298	0	3 176	1 271	205 183	66 188	0	2 756	0	459 179
6713	Secours et dots	0	19 037	0	0	0	0	205 183	66 188	0	0	0	290 408
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	1 000	0	0	0	0	0	0	1 000
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	76 940	0	0	0	1 271	0	0	0	0	0	78 211
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 704	6 577	1 298	0	2 176	0	0	0	0	2 756	0	15 510
678	Autres charges exceptionnelles	0	74 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0	74 050
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*18 364 558*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*18 364 558*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*18 364 558*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*18 364 558*
6688	*Autres*	*6 767 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 767 000*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*706 484*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*706 484*

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6185	Frais de colloques et de séminaires	**0**	**1 992**	**0**	**0**	**0**	**1 350**	**14 892**	**0**	**0**	**2 491**	**0**	**20 725**
6188	Autres frais divers	0	79 671	0	111 297	128	28 380	0	0	0	0	0	219 475
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110
6226	Honoraires	0	274 619	1 198	37 674	14 609	570	0	0	3 660	14 267	9 866	356 46
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	11 418	0	0	0	0	0	0	7 311	0	0	18 72
6228	Divers	0	9 018	0	0	32 426	1 281	0	0	0	0	0	42 72
6231	Annonces et insertions	0	164 062	0	14 323	19 425	0	0	0	0	3 086	48 898	249 79
6232	Fêtes et cérémonies	0	11 522	0	0	210 066	0	4 189	0	0	0	137 253	363 03
6233	Foires et expositions	0	0	0	55 642	43 724	0	0	0	0	0	0	99 36
6236	Catalogues et imprimés	0	78 254	590	18 411	95 362	3 528	596	1 696	0	1 115	0	199 50
6237	Publications	0	0	153	0	0	0	0	0	0	0	0	15
6238	Divers	0	555 866	0	0	4 227	39 147	0	0	0	37 040	71 971	708 25
6241	Transports de biens	0	12 761	0	23 081	4 293	10 597	0	0	0	59 140	24 085	133 95
6247	Transports collectifs	0	3 501	380	205 809	2 202	705 906	0	690 000	0	0	0	1 607 79
6251	Voyages et déplacements	0	52 404	0	0	29 681	2 426	0	0	0	0	0	84 51
6256	Missions	0	0	0	0	3 991	0	0	0	0	0	0	3 991
6257	Réceptions	0	162 009	3 507	5 544	72 309	59 697	11 138	112	211	15 447	2 864	332 837
6261	Frais d'affranchissement	0	160 886	0	6 792	119	0	0	0	0	0	0	167 797
6262	Frais de télécommunications	0	149 625	0	80 719	1 200	5 471	0	0	0	86 626	0	323 641
627	Services bancaires et assimilés	0	7 678	0	0	1 021	551	0	0	0	14 487	0	23 738
6281	Concours divers (cotisations)	0	83 425	4 376	2 819	10 689	10 517	4 192	1 500	0	10 305	0	127 823
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	0	20 736	0	5 761	0	0	0	0	81 316	0	107 814
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	58 488	0	583 217	150 381	54 282	150 436	0	13 743	35 125	24 791	1 070 463
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	11 718	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 718
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	242 712	0	38 101	0	0	0	0	0	0	0	280 812
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	0	0	28 255	0	0	0	0	0	0	0	28 25
6288	Autres services extérieurs	0	4 374	0	17 712	343 359	0	0	0	0	96	0	365 54
63512	Taxes foncières	0	1 476 961	0	0	0	1 641	0	0	0	0	0	1 478 60
63513	Autres impôts locaux	0	69 774	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 77
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0	0	0	3 146	0	0	0	0	0	0	0	3 14
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	8 742	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 74
6358	Autres droits	0	7 513	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 51
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	34 246 546	6 513 766	7 518 162	14 418 699	3 121 145	3 089 949	454 968	0	16 055 428	409 810	85 828 49
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0	11 732 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 732 14

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	***28 855***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***28 855***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*9 398 412*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 398 412*
6815	*Dot. prov. risques fonct. courant*	*408 037*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*408 037*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*125 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*125 000*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*930 769*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*930 769*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	RECETTES											
Total recettes de fonctionnement		**164 308 092**	**17 067 069**	**148 117**	**596 144**	**3 278 419**	**746 848**	**502 195**	**189 567**	**4 325 359**	**9 314 384**	**2 871 521**	**203 347 716**
Recettes réelles		140 952 796	16 819 965	148 117	596 144	3 278 419	746 848	502 195	189 567	4 325 359	8 265 143	2 871 521	178 696 075
013	**Atténuations de charges**	**0**	**497 006**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**497 006**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	33 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 190
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	463 816	0	0	0	0	0	0	0	0	0	463 816
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**13 455 742**	**81 433**	**93 004**	**917 793**	**169 890**	**3 252**	**0**	**693 894**	**6 568 829**	**41 964**	**22 025 801**
7018	Autres ventes de produits finis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 904	33 904
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	520 618	0	0	0	0	0	0	0	0	0	520 618
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	55 530	0	0	0	0	0	0	3 554 987	0	3 610 517
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	744	0	0	0	0	0	0	0	222 809	0	223 553
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	693 894	0	0	693 894
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 313 274	0	1 313 274
704	Travaux	0	13 659	0	0	0	0	0	0	0	924 058	0	937 717
705	Etudes	0	539	0	0	0	0	0	0	0	0	0	539
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	210 213	0	0	0	0	0	0	210 213
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	2 200	169 890	0	0	0	0	0	172 090
70688	Autres prestations de services	0	37 740	11 493	6 970	394 153	0	0	0	0	0	0	450 356
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 060	8 060
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	6 837 840	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 837 840

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6218	Autre personnel extérieur	**0**	**88 717**	**0**	**0**	**9 934**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**98 65**
6336	Cotisations CNFP et CDGFPT	0	109 755	31 623	45 103	83 072	18 854	17 952	2 762	0	84 500	0	393 62
64111	Rémunération principale titulaires	0	8 820 743	3 260 775	3 568 199	4 968 205	962 887	1 148 164	134 964	0	7 991 052	311 118	31 166 10
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	351 184	157 536	154 943	176 843	43 664	55 118	6 699	0	336 376	0	1 282 36
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0	92 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92 30
64118	Autres indemnités titulaires	0	1 998 408	926 553	761 636	928 223	208 563	291 149	33 119	0	2 147 354	62 784	7 357 78
64131	Rémunérations non tit.	0	3 196 401	498 197	746 968	4 238 614	1 020 152	713 609	151 975	0	1 151 498	35 909	11 753 32
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0	23 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 90
64138	Autres indemnités non tit.	0	0	0	0	0	720	0	0	0	0	0	720
64164	Emplois dinsertion Indemnité inflat°	0	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 300
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	177 333	0	14 461	19 567	0	0	127 655	0	339 016
64171	Apprentis - rémunérations	0	37 557	0	0	0	0	0	0	0	41 653	0	79 211
64172	Apprentis indemnité inflation	0	15 913	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 913
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	2 854 531	648 295	1 175 633	1 909 132	498 805	437 559	73 496	0	1 594 317	0	9 191 768
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	2 772 959	974 321	864 523	1 915 455	343 149	397 386	50 498	0	2 536 557	0	9 854 848
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	0	0	0	66 952	0	0	0	0	0	0	66 952
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	0	0	77	10 286	0	0	0	0	0	0	10 363
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0	59 278	16 466	23 747	37 584	9 891	9 446	1 456	0	44 467	0	202 335
64731	Allocations chômage versées directement	0	277 352	0	0	0	0	0	0	0	0	0	277 352
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	49 767	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 767
6478	Autres charges sociales diverses	0	851 425	0	0	74 398	0	0	0	0	0	0	925 823
6488	Autres charges	0	912 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	912 910
014	Atténuations de produits	0	384 685	0	0	0	0	0	0	0	2 964	0	387 649
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 964	0	2 964
7391172	Dégrévt taxe habitat° sur logements vaca	0	149 451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 451
739118	Autres reversements de fiscalité	0	235 234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	235 234
65	Autres charges de gestion courante	0	2 613 491	7 536 659	72 658	8 257 404	5 810 260	2 062 485	353 850	0	689 395	148 784	27 544 986
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0	13 152	0	0	0	1 440	0	0	0	0	0	14 592
6518	Autres	0	34 123	9 966	0	55 053	640	0	0	0	0	2 661	102 443
6531	Indemnités	0	819 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	819 887
6532	Frais de mission	0	28 049	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 049
6533	Cotisations de retraite	0	63 272	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63 272
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	166 518	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166 518
6535	Formation	0	12 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 920

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	3 982 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 982 420
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	538 076	0	0	256 200	0	0	0	0	0	0	794 276
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0	897 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	897 14
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	61 236	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 23
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	158 108	0	0	0	0	0	0	0	2 000	0	160 10
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	400 806	0	86 034	0	0	710	0	0	428 206	0	915 75
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	0	14 410	0	8 625	0	2 542	0	0	995	0	26 57
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	6 812	0	0	46 403	0	0	0	0	122 500	0	175 7
73	**Impôts et taxes**	**89 151 050**	**91 793**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 626 055**	**90 868 89**
73111	Impôts directs locaux	61 612 762	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 612 76
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	18 228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 228
73211	Attribution de compensation	20 850 212	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 850 212
73212	Dotation de solidarité communautaire	428 456	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	428 456
73221	FNGIR	733 093	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	733 093
7336	Droits de place	0	643	0	0	0	0	0	0	0	0	1 190 680	1 191 322
7338	Autres taxes	0	91 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	91 150
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 606 327	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 606 327
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	435 375	435 375
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	3 901 972	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 901 972
74	**Dotations et participations**	**51 075 094**	**516 702**	**66 684**	**485 356**	**1 837 207**	**419 428**	**498 943**	**146 806**	**28 634**	**696 545**	**1 106 450**	**56 877 84**
7411	Dotation forfaitaire	19 273 629	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 273 62
74123	Dotation de solidarité urbaine	26 467 454	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 467 45
74127	Dotation nationale de péréquation	1 571 181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 571 18
744	FCTVA	185 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	185 91
745	Dotation spéciale instituteurs	0	0	0	2 808	0	0	0	0	0	0	0	2 80
7461	DGD	814 268	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	814 26
74718	Autres participations Etat	0	284 472	66 684	411 101	1 022 696	16 000	119 977	0	0	0	0	1 920 93
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	100 500	0	34 000	0	0	0	0	134 50
7473	Participat° Départements	0	63 766	0	0	364 500	0	189 131	20 000	0	181 113	0	818 51
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	0	70 200	0	0	0	0	0	0	70 20
74758	Participat° Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 100 000	1 100 00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0	0	0	0	0	0	22 873	0	0	0	0	22 87
7478	Participat° Autres organismes	0	65 624	0	71 447	279 311	403 428	132 962	126 806	28 634	515 432	6 450	1 630 09
748313	Dotat.° de compensation de la TP	237 902	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	237 90
74832	Attribution du fonds départemental TP	151 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	151 34
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	2 348 894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 348 89
7484	Dotation de recensement	20 237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 237
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	102 840	0	0	0	0	0	0	0	0	0	102 840
7488	Autres attributions et participations	4 274	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 274
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**2 139 985**	**0**	**17 784**	**516 044**	**156 515**	**0**	**42 761**	**3 602 674**	**517 583**	**97 052**	**7 090 398**
752	Revenus des immeubles	0	147 513	0	8 484	209 838	156 515	0	42 761	2 088 288	13 088	46 400	2 712 888
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	476 205	0	476 205
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	1 992 472	0	9 299	306 206	0	0	0	1 514 386	28 290	50 652	3 901 304
76	**Produits financiers**	**697 424**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**697 424**
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	694	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	694
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital	688 282	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	688 282
7688	Autres	8 448	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 448
77	**Produits exceptionnels**	**29 228**	**118 736**	**0**	**0**	**7 375**	**1 015**	**0**	**0**	**157**	**482 187**	**0**	**638 699**
7711	Dédits et pénalités perçus	0	47 500	0	0	0	0	0	0	0	36 769	0	84 269
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	882
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	157	0	0	157
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	3 032	15 986	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 018
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	553	0	0	0	0	0	0	0	445 160	0	445 713
7788	Produits exceptionnels divers	25 315	54 697	0	0	7 375	1 015	0	0	0	258	0	88 661
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*5 558 752*	*247 105*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 049 241*	*0*	*6 855 098*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***5 558 752***	***247 105***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***1 049 241***	***0***	***6 855 098***

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002	Excédent de fonctionnement reporté	17 796 544	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 796 544

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**21 483 111,08**	**46 157 245,80**	**0,00**	**477 779,27**	**0,00**	**68 118 136,15**
	Réalisations	**21 483 111,08**	**46 157 245,80**	**0,00**	**477 779,27**	**0,00**	**68 118 136,15**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**11 718,10**	**9 154 931,38**	**0,00**	**58 767,67**	**0,00**	**9 225 417,15**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	489 137,02	0,00	0,00	0,00	489 137,02
60611	Eau et assainissement	0,00	3 867,16	0,00	0,00	0,00	3 867,16
60612	Energie - Electricité	0,00	392 013,18	0,00	0,00	0,00	392 013,18
60622	Carburants	0,00	368 114,69	0,00	0,00	0,00	368 114,69
60623	Alimentation	0,00	119 139,01	0,00	0,00	0,00	119 139,01
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	195 568,28	0,00	121,73	0,00	195 690,01
60631	Fournitures d'entretien	0,00	11 804,55	0,00	0,00	0,00	11 804,55
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	268 392,45	0,00	0,00	0,00	268 392,45
60636	Vêtements de travail	0,00	125 888,14	0,00	0,00	0,00	125 888,14
6064	Fournitures administratives	0,00	110 588,34	0,00	0,00	0,00	110 588,34
6068	Autres matières et fournitures	0,00	3 070,49	0,00	0,00	0,00	3 070,49
611	Contrats de prestations de services	0,00	180 089,21	0,00	23 812,18	0,00	203 901,39
6132	Locations immobilières	0,00	451 918,85	0,00	0,00	0,00	451 918,85
6135	Locations mobilières	0,00	87 463,19	0,00	0,00	0,00	87 463,19
61521	Entretien terrains	0,00	1 684,00	0,00	0,00	0,00	1 684,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	434 553,11	0,00	0,00	0,00	434 553,11
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	10 741,19	0,00	0,00	0,00	10 741,19
61551	Entretien matériel roulant	0,00	912 332,03	0,00	0,00	0,00	912 332,03
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	49 112,93	0,00	0,00	0,00	49 112,93
6156	Maintenance	0,00	556 293,20	0,00	0,00	0,00	556 293,20
6161	Multirisques	0,00	420 314,85	0,00	0,00	0,00	420 314,85
617	Etudes et recherches	0,00	4 800,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	103 007,88	0,00	0,00	0,00	103 007,88
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	202 483,74	0,00	0,00	0,00	202 483,74
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	1 991,90	0,00	0,00	0,00	1 991,90
6188	Autres frais divers	0,00	79 670,62	0,00	0,00	0,00	79 670,62
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	110,00	0,00	0,00	0,00	110,00
6226	Honoraires	0,00	274 619,33	0,00	0,00	0,00	274 619,33
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	11 417,60	0,00	0,00	0,00	11 417,60
6228	Divers	0,00	9 018,42	0,00	0,00	0,00	9 018,42
6231	Annonces et insertions	0,00	164 062,38	0,00	0,00	0,00	164 062,38
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	10 598,14	0,00	924,00	0,00	11 522,14
6236	Catalogues et imprimés	0,00	77 246,26	0,00	1 007,64	0,00	78 253,90
6238	Divers	0,00	542 066,16	0,00	13 800,20	0,00	555 866,36
6241	Transports de biens	0,00	12 760,89	0,00	0,00	0,00	12 760,89

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6247	Transports collectifs	0,00	2 646,00	0,00	855,00	0,00	3 501,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	52 404,27	0,00	0,00	0,00	52 404,27
6257	Réceptions	0,00	158 031,31	0,00	3 977,92	0,00	162 009,23
6261	Frais d'affranchissement	0,00	160 886,22	0,00	0,00	0,00	160 886,22
6262	Frais de télécommunications	0,00	149 625,42	0,00	0,00	0,00	149 625,42
627	Services bancaires et assimilés	0,00	7 678,19	0,00	0,00	0,00	7 678,19
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	69 156,30	0,00	14 269,00	0,00	83 425,30
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	58 488,22	0,00	0,00	0,00	58 488,22
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	11 718,10	0,00	0,00	0,00	0,00	11 718,10
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	242 711,79	0,00	0,00	0,00	242 711,79
6288	Autres services extérieurs	0,00	4 373,74	0,00	0,00	0,00	4 373,74
63512	Taxes foncières	0,00	1 476 961,33	0,00	0,00	0,00	1 476 961,33
63513	Autres impôts locaux	0,00	69 774,00	0,00	0,00	0,00	69 774,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	8 742,40	0,00	0,00	0,00	8 742,40
6358	Autres droits	0,00	7 513,00	0,00	0,00	0,00	7 513,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**34 119 134,87**	**0,00**	**127 411,60**	**0,00**	**34 246 546,47**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	11 732 145,98	0,00	0,00	0,00	11 732 145,98
6218	Autre personnel extérieur	0,00	88 717,04	0,00	0,00	0,00	88 717,04
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	108 988,48	0,00	766,56	0,00	109 755,04
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	8 783 555,89	0,00	37 187,11	0,00	8 820 743,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	349 055,36	0,00	2 128,32	0,00	351 183,68
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	92 300,00	0,00	0,00	0,00	92 300,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 987 945,71	0,00	10 462,56	0,00	1 998 408,27
64131	Rémunérations non tit.	0,00	3 154 956,89	0,00	41 443,99	0,00	3 196 400,88
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	23 900,00	0,00	0,00	0,00	23 900,00
64164	Emplois dinsertion indemnité inflat°	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	37 557,32	0,00	0,00	0,00	37 557,32
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	15 913,45	0,00	0,00	0,00	15 913,45
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 834 302,52	0,00	20 228,18	0,00	2 854 530,70
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	2 758 167,51	0,00	14 791,46	0,00	2 772 958,97
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL.	0,00	58 874,78	0,00	403,42	0,00	59 278,20
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	277 352,07	0,00	0,00	0,00	277 352,07
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	49 767,18	0,00	0,00	0,00	49 767,18
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	851 425,06	0,00	0,00	0,00	851 425,06
6488	Autres charges	0,00	912 909,63	0,00	0,00	0,00	912 909,63
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**384 685,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**384 685,00**
7391172	Dégrévt taxe habitat° sur logements vaca	0,00	149 451,00	0,00	0,00	0,00	149 451,00
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	235 234,00	0,00	0,00	0,00	235 234,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**18 364 557,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 364 557,65**
6688	Autres	6 767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 767 000,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	706 483,77	0,00	0,00	0,00	0,00	706 483,77
6761	Différences sur réalisations (positives)	28 855,42	0,00	0,00	0,00	0,00	28 855,42
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	9 398 412,23	0,00	0,00	0,00	0,00	9 398 412,23
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	408 037,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 037,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	930 769,23	0,00	0,00	0,00	0,00	930 769,23
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**2 331 891,32**	**0,00**	**281 600,00**	**0,00**	**2 613 491,32**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
73111	Impôts directs locaux	61 612 762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 612 762,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	18 228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 228,00
73211	Attribution de compensation	20 850 211,84	0,00	0,00	0,00	0,00	20 850 211,84
73212	Dotation de solidarité communautaire	428 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	428 456,00
73221	FNGIR	733 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733 093,00
7336	Droits de place	0,00	642,60	0,00	0,00	0,00	642,60
7338	Autres taxes	0,00	91 150,00	0,00	0,00	0,00	91 150,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 606 326,51	0,00	0,00	0,00	0,00	1 606 326,51
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	3 901 972,41	0,00	0,00	0,00	0,00	3 901 972,41
74	**Dotations et participations**	**51 075 093,61**	**289 501,88**	**0,00**	**227 200,00**	**0,00**	**51 591 795,49**
7411	Dotation forfaitaire	19 273 629,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 273 629,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	26 467 454,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 467 454,00
74127	Dotation nationale de péréquation	1 571 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 571 181,00
744	FCTVA	185 909,97	0,00	0,00	0,00	0,00	185 909,97
7461	DGD	814 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814 268,00
74718	Autres participations Etat	0,00	57 271,98	0,00	227 200,00	0,00	284 471,98
7473	Participat° Départements	0,00	63 766,00	0,00	0,00	0,00	63 766,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	65 623,90	0,00	0,00	0,00	65 623,90
748313	Dotat° de compensation de la TP	237 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 902,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	151 344,59	0,00	0,00	0,00	0,00	151 344,59
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	2 348 894,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 348 894,00
7484	Dotation de recensement	20 237,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 237,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	102 840,00	0,00	0,00	0,00	102 840,00
7488	Autres attributions et participations	4 274,05	0,00	0,00	0,00	0,00	4 274,05
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**2 139 984,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 139 984,95**
752	Revenus des immeubles	0,00	147 513,28	0,00	0,00	0,00	147 513,28
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1 992 471,67	0,00	0,00	0,00	1 992 471,67
76	**Produits financiers**	**697 423,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**697 423,88**
7621	Prod. immo. fin. - encaissées à échéance	694,20	0,00	0,00	0,00	0,00	694,20
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	688 281,54	0,00	0,00	0,00	0,00	688 281,54
7688	Autres	8 448,14	0,00	0,00	0,00	0,00	8 448,14
77	**Produits exceptionnels**	**29 228,42**	**118 736,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 964,89**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	47 500,00	0,00	0,00	0,00	47 500,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	881,54	0,00	0,00	0,00	0,00	881,54
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	3 031,76	15 986,00	0,00	0,00	0,00	19 017,76
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	553,00	0,00	0,00	0,00	553,00
7788	Produits exceptionnels divers	25 315,12	54 697,47	0,00	0,00	0,00	80 012,59
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	13 152,29	0,00	0,00	0,00	13 152,29
6518	Autres	0,00	34 123,24	0,00	0,00	0,00	34 123,24
6531	Indemnités	0,00	819 887,22	0,00	0,00	0,00	819 887,22
6532	Frais de mission	0,00	28 048,62	0,00	0,00	0,00	28 048,62
6533	Cotisations de retraite	0,00	63 271,97	0,00	0,00	0,00	63 271,97
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	166 517,93	0,00	0,00	0,00	166 517,93
6535	Formation	0,00	12 920,00	0,00	0,00	0,00	12 920,00
6536	Frais de représentation du maire	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	1 540,97	0,00	0,00	0,00	1 540,97
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	3 046,61	0,00	0,00	0,00	3 046,61
6542	Créances éteintes	0,00	8 459,22	0,00	0,00	0,00	8 459,22
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	535 355,60	0,00	0,00	0,00	535 355,60
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	6 099,00	0,00	0,00	0,00	6 099,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	629 465,00	0,00	281 600,00	0,00	911 065,00
65888	Autres	0,00	3,65	0,00	0,00	0,00	3,65
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**3 104 131,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 104 131,73**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 043 000,26	0,00	0,00	0,00	0,00	4 043 000,26
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-951 584,67	0,00	0,00	0,00	0,00	-951 584,67
6688	Autres	12 716,14	0,00	0,00	0,00	0,00	12 716,14
67	**Charges exceptionnelles**	**2 703,60**	**166 603,23**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**179 306,83**
6713	Secours et dots	0,00	9 037,00	0,00	10 000,00	0,00	19 037,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	76 939,50	0,00	0,00	0,00	76 939,50
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 703,60	6 576,60	0,00	0,00	0,00	9 280,20
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	74 050,13	0,00	0,00	0,00	74 050,13
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**164 308 092,09**	**16 839 869,37**	**0,00**	**227 200,00**	**0,00**	**181 375 161,46**
	Réalisations	**164 308 092,09**	**16 839 869,37**	**0,00**	**227 200,00**	**0,00**	**181 375 161,46**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**17 796 543,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 796 543,95**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**497 006,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**497 006,22**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	33 189,77	0,00	0,00	0,00	33 189,77
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	463 816,45	0,00	0,00	0,00	463 816,45
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**5 558 752,47**	**247 104,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 805 857,30**
722	Immobilisations corporelles	23 246,81	247 104,83	0,00	0,00	0,00	270 351,64
7761	Diff. / réal (+) transférées en invest.	289 626,19	0,00	0,00	0,00	0,00	289 626,19
777	Quote-part subv. invest transf cpte résul	2 122 302,08	0,00	0,00	0,00	0,00	2 122 302,08
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	134 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 750,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	2 988 827,39	0,00	0,00	0,00	0,00	2 988 827,39
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**13 455 742,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 455 742,42**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	520 618,00	0,00	0,00	0,00	520 618,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	743,55	0,00	0,00	0,00	743,55
704	Travaux	0,00	13 658,58	0,00	0,00	0,00	13 658,58
705	Etudes	0,00	538,70	0,00	0,00	0,00	538,70
70688	Autres prestations de services	0,00	37 740,00	0,00	0,00	0,00	37 740,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	6 837 840,13	0,00	0,00	0,00	6 837 840,13

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	SOLDE (3)	**142 824 981,01**	**-29 317 376,43**	**0,00**	**-250 579,27**	**0,00**	**113 257 025,31**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**39 216 252,09**	**1 118 569,76**	**114 873,04**	**1 913 902,67**	**1 631 57,1,39**	**546 954,60**	**1 615 122,25**	**0,00**	**477 779,27**
	Réalisations	**39 216 252,09**	**1 118 569,76**	**114 873,04**	**1 913 902,67**	**1 631 57,1,39**	**546 954,60**	**1 615 122,25**	**0,00**	**477 779,27**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**7 214 954,51**	**16 383,05**	**114 873,04**	**914 872,29**	**7 05 707,68**	**0,00**	**188 140,81**	**0,00**	**58 767,67**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	484 543,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 593,12	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	3 867,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	323 225,82	0,00	0,00	0,00	52 934,84	0,00	15 852,52	0,00	0,00
60622	Carburants	368 114,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	100 923,01	0,00	18 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	162 321,80	0,00	373,49	10 736,58	13 298,96	0,00	8 837,45	0,00	121,73
60631	Fournitures d'entretien	10 798,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 006,33	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	192 955,26	0,00	4 712,48	47 944,83	7 635,88	0,00	15 144,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	124 803,34	0,00	0,00	0,00	1 084,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	102 136,80	0,00	8 451,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 070,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	52 024,20	0,00	0,00	0,00	48 657,51	0,00	79 407,50	0,00	23 812,18
6132	Locations immobilières	34 298,85	0,00	0,00	0,00	4 16 316,28	0,00	1 303,72	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	51 809,37	14 169,60	3 348,46	13 101,00	5 034,76	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	1 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	434 553,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 741,19	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	912 332,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	45 590,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 522,28	0,00	0,00
6156	Maintenance	502 989,89	0,00	53 303,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	420 314,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	4 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	75 071,43	0,00	0,00	27 936,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	202 334,74	0,00	149,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 991,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	40 976,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 694,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	105 677,40	0,00	0,00	168 941,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	4 432,00	0,00	6 985,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	9 018,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	103 316,78	766,00	0,00	59 979,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 697,40	0,00	6 444,14	0,00	2 456,60	0,00	0,00	0,00	924,00
6236	Catalogues et imprimés	22 000,52	0,00	0,00	55 245,74	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007,00
6238	Divers	0,00	0,00	9 469,00	529 180,34	2 711,88	0,00	704,94	0,00	13 800,00
6241	Transports de biens	5 039,90	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	5 920,99	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 596,00	0,00	0,00	0,00	1 050,00	0,00	0,00	0,00	855,00
6251	Voyages et déplacements	50 956,82	1 447,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	593,47	0,00	880,67	0,00	154 526,17	0,00	2 031,00	0,00	3 977,00
6261	Frais d'affranchissement	158 346,67	0,00	2 539,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	149 625,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	7 290,60	0,00	0,00	5,82	0,00	0,00	381,77	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	69 156,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 269,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	58 488,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	242 711,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 373,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	1 476 961,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	69 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	8 742,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	7 513,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**30 767 644,34**	**0,00**	**0,00**	**999 030,38**	**925 863,71**	**0,00**	**1 426 596,44**	**0,00**	**127 411,60**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	11 732 145,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	88 717,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	96 403,96	0,00	0,00	0,00	5 019,91	0,00	7 564,61	0,00	766,52
64111	Rémunération principale titulaires	7 503 027,74	0,00	0,00	52 963,13	458 691,08	0,00	768 873,94	0,00	37 187,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	296 688,52	0,00	0,00	4 059,36	13 298,23	0,00	35 009,25	0,00	2 128,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	92 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 734 721,06	0,00	0,00	11 919,74	86 921,34	0,00	154 383,57	0,00	10 462,00
64131	Rémunérations non tit.	2 402 820,34	0,00	0,00	593 147,85	106 478,89	0,00	52 509,81	0,00	41 443,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	23 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6536	Frais de représentation du maire	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	1 540,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 046,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	8 459,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 355,60	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 099,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	623 965,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	281 600,00
65888	Autres	3,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**166 218,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385,00**	**0,00**	**10 000,00**
6713	Secours et dots	9 037,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	76 554,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	385,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 576,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	74 050,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**16 155 719,69**	**0,00**	**160 111,98**	**642,60**	**2 776,60**	**0,00**	**520 618,50**	**0,00**	**227 200,00**
Réalisations		**16 155 719,69**	**0,00**	**160 111,98**	**642,60**	**2 776,60**	**0,00**	**520 618,50**	**0,00**	**227 200,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**497 906,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	33 189,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	463 816,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**247 104,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	247 104,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7761	Diff. réal (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
64171	Apprentis - rémunérations	7 994,32	0,00	0,00	11 550,88	0,00	0,00	18 012,12	0,00	0,00
64172	Apprentis indemnité inflation	15 913,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 399 703,20	0,00	0,00	187 072,44	100 589,44	0,00	146 937,44	0,00	20 228,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 231 466,31	0,00	0,00	135 153,35	152 224,98	0,00	239 322,87	0,00	14 791,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	49 088,48	0,00	0,00	3 163,63	2 639,84	0,00	3 982,83	0,00	403,00
64731	Allocations chômage versées directement	277 352,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	49 767,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	851 425,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	912 909,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**384 685,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	149 451,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres reversements de fiscalité	235 234,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**682 750,01**	**1 102 186,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**546 954,60**	**0,00**	**0,00**	**281 600,00**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	13 152,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	34 123,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	819 887,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	28 046,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	63 271,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	166 517,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	12 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**14 369 257,86**	**123 246,41**	**0,00**	**14 492 504,27**
	Réalisations	**14 369 257,86**	**123 246,41**	**0,00**	**14 492 504,27**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**317 534,52**	**123 246,41**	**0,00**	**440 780,93**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	15 974,25	0,00	0,00	15 974,25
60611	Eau et assainissement	583,00	0,00	0,00	583,00
60612	Energie - Electricité	52 987,22	0,00	0,00	52 987,22
60623	Alimentation	1 444,76	0,00	0,00	1 444,76
60628	Autres fournitures non stockées	17 912,70	0,00	0,00	17 912,70
60632	Fournitures de petit équipement	7 060,18	0,00	0,00	7 060,18
60636	Vêtements de travail	66 390,54	0,00	0,00	66 390,54
6064	Fournitures administratives	1 661,14	0,00	0,00	1 661,14
611	Contrats de prestations de services	58 114,22	123 246,41	0,00	181 360,63
6132	Locations immobilières	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	14 410,00	0,00	0,00	14 410,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	700,91	0,00	0,00	700,91
6156	Maintenance	48 100,24	0,00	0,00	48 100,24
6182	Documentation générale et technique	255,00	0,00	0,00	255,00
6226	Honoraires	1 198,26	0,00	0,00	1 198,26
6236	Catalogues et imprimés	589,80	0,00	0,00	589,80
6237	Publications	153,00	0,00	0,00	153,00
6247	Transports collectifs	380,00	0,00	0,00	380,00
6257	Receptions	3 506,81	0,00	0,00	3 506,81
6281	Concours divers (cotisations)	4 376,00	0,00	0,00	4 376,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	20 736,49	0,00	0,00	20 736,49
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 513 766,46**	**0,00**	**0,00**	**6 513 766,46**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	31 622,80	0,00	0,00	31 622,80
64111	Rémunération principale titulaires	3 260 775,35	0,00	0,00	3 260 775,35
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	157 536,49	0,00	0,00	157 536,49
64118	Autres indemnités titulaires	926 553,02	0,00	0,00	926 553,02
64131	Rémunérations non tit.	498 196,71	0,00	0,00	498 196,71
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	648 295,31	0,00	0,00	648 295,31
6453	Cotisations aux caisses de retraites	974 320,67	0,00	0,00	974 320,67
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	16 466,11	0,00	0,00	16 466,11
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**7 536 659,25**	**0,00**	**0,00**	**7 536 659,25**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
74	**Dotations et participations**	**129 389,90**	**0,00**	**160 111,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**227 200,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	57 271,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227 200,00
7473	Participat° Départements	63 766,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	65 623,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	102 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**2 137 444,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 540,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	147 513,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1 989 931,47	0,00	0,00	0,00	2 540,20	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**-118 735,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,50**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	47 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	15 986,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	54 696,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-23 060 532,40**	**-1 118 569,76**	**45 238,94**	**-1 913 260,07**	**-1 628 794,79**	**-546 954,60**	**-1 094 503,75**	**0,00**	**-250 579,20**

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6518	Autres	9 966,40	0,00	0,00	9 966,40
6553	Service d'incendie	7 505 597,85	0,00	0,00	7 505 597,85
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	21 095,00	0,00	0,00	21 095,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 297,63**	**0,00**	**0,00**	**1 297,63**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 297,63	0,00	0,00	1 297,63
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**148 054,30**	**63,10**	**0,00**	**148 117,40**
	Réalisations	**148 054,30**	**63,10**	**0,00**	**148 117,40**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**81 370,30**	**63,10**	**0,00**	**81 433,40**
70321	Stationnement et location voie publique	55 530,30	0,00	0,00	55 530,30
70688	Autres prestations de services	11 430,00	63,10	0,00	11 493,10
70878	Remb. frais par d'autres redevables	14 410,00	0,00	0,00	14 410,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**66 684,00**	**0,00**	**0,00**	**66 684,00**
74718	Autres participations Etat	66 684,00	0,00	0,00	66 684,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-14 221 203,56**	**-123 183,31**	**0,00**	**-14 344 386,87**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	**1 298 700,53**	**0,00**	**5 562 674,48**	**7 507 882,85**	**0,00**
	Réalisations	**1 298 700,53**	**0,00**	**5 562 674,48**	**7 507 882,85**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**70 327,06**	**0,00**	**247 207,46**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	15 974,25	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	583,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	52 987,22	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 444,76	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	3 779,57	0,00	14 133,13	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 385,08	0,00	5 675,10	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	66 390,54	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	510,06	0,00	1 151,08	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 al 1 et 5211-1-4 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Ville de Mulhouse
Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**8 446 165,72**	**2 446 035,99**	**0,00**	**886 751,49**	**0,00**	**283 650,83**	**0,00**	**12 062 604,03**
	Réalisations	**8 446 165,72**	**2 446 035,99**	**0,00**	**886 751,49**	**0,00**	**283 650,83**	**0,00**	**12 062 604,03**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 634 752,32**	**2 420 378,06**	**0,00**	**189 832,83**	**0,00**	**226 792,65**	**0,00**	**4 471 755,86**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	304,00	1 604,80	0,00	0,00	0,00	22 815,90	0,00	24 724,70
60611	Eau et assainissement	27 169,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 169,94
60612	Energie - Electricité	0,00	965 332,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	965 332,56
60613	Chauffage urbain	0,00	257 364,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 364,31
60621	Combustibles	0,00	9 559,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 559,32
60623	Alimentation	0,00	32 108,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 108,71
60628	Autres fournitures non stockées	3 199,92	106 429,35	0,00	14 742,79	0,00	0,00	0,00	124 372,06
60631	Fournitures d'entretien	0,00	76 156,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 156,79
60632	Fournitures de petit équipement	34 649,39	85 072,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 721,82
6064	Fournitures administratives	824,33	4 922,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 747,29
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	43 094,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 094,58
6067	Fournitures scolaires	2 580,03	308 413,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 993,24
6068	Autres matières et fournitures	3 743,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 743,50
611	Contrats de prestations de services	335 700,34	54 882,08	0,00	99,00	0,00	0,00	0,00	390 681,42
6132	Locations immobilières	2 376,40	25 188,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 564,73
6135	Locations mobilières	1 827,84	24 494,92	0,00	7 743,20	0,00	0,00	0,00	34 065,96
614	Charges locatives et de copropriété	196 387,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 387,14
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	86 167,63	266 532,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352 699,95
61551	Entretien matériel roulant	0,00	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	2 797,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 797,86
6156	Maintenance	149 286,07	21 585,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 871,79
617	Etudes et recherches	59 377,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 377,95
6182	Documentation générale et technique	1 693,60	2 486,40	0,00	228,59	0,00	0,00	0,00	4 408,59
6188	Autres frais divers	73 082,24	6 047,02	0,00	0,00	0,00	32 167,78	0,00	111 297,04
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	37 673,82	0,00	0,00	0,00	37 673,82
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	14 323,49	0,00	0,00	0,00	14 323,49
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	55 642,07	0,00	0,00	0,00	55 642,07
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	18 410,50	0,00	0,00	0,00	18 410,50
6241	Transports de biens	3 500,00	0,00	0,00	19 581,40	0,00	0,00	0,00	23 081,40
6247	Transports collectifs	26 000,44	8 000,00	0,00	0,00	0,00	171 808,97	0,00	205 809,41

(2)	Libellé	Sous-fonction 11 110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
611	Contrats de prestations de services	5 115,80	0,00	52 998,42	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	14 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	700,91	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	48 100,24	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	255,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	1 198,26	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	589,80	0,00	0,00
6237	Publications	153,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	380,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 506,81	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts...	20 736,49	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 209 563,47**	**0,00**	**5 304 202,99**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 451,70	0,00	24 171,10	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	327 292,32	0,00	2 933 483,03	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	23 197,14	0,00	134 339,35	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	66 754,32	0,00	859 798,70	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	452 469,88	0,00	45 726,83	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	203 398,44	0,00	444 896,87	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	125 082,14	0,00	849 238,53	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL.	3 917,53	0,00	12 548,58	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**18 810,00**	**0,00**	**9 966,40**	**7 507 882,85**	**0,00**
6518	Autres	0,00	0,00	9 966,40	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	7 505 597,85	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	18 810,00	0,00	0,00	2 285,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**1 297,63**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	1 297,63	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**80 984,00**	**0,00**	**67 070,30**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**80 984,00**	**0,00**	**67 070,30**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**14 410,00**	**0,00**	**66 960,30**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	55 530,30	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	11 430,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	14 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6257	Réceptions	0,00	1 350,35	0,00	4 193,48	0,00	0,00	0,00	5 543,83
6261	Frais d'affranchissement	0,00	6 791,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 791,88
6262	Frais de télécommunications	0,00	80 719,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 719,16
6281	Concours divers (cotisations)	45,00	0,00	0,00	2 774,00	0,00	0,00	0,00	2 819,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	583 216,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	583 216,72
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	38 100,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 100,64
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	28 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 255,00
6288	Autres services extérieurs	2 373,50	918,00	0,00	14 420,49	0,00	0,00	0,00	17 711,99
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	3 145,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 145,70
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 794 413,40**	**0,00**	**0,00**	**676 890,36**	**0,00**	**46 858,18**	**0,00**	**7 518 161,94**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	40 941,90	0,00	0,00	3 939,23	0,00	222,08	0,00	45 103,21
64111	Rémunération principale titulaires	3 241 226,30	0,00	0,00	302 955,03	0,00	24 018,15	0,00	3 568 199,48
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	148 245,11	0,00	0,00	6 469,90	0,00	227,66	0,00	154 942,67
64118	Autres indemnités titulaires	699 152,38	0,00	0,00	54 654,65	0,00	7 828,67	0,00	761 635,70
64131	Rémunérations non tit.	626 254,19	0,00	0,00	117 399,64	0,00	3 313,97	0,00	746 967,80
64168	Autres emplois d'insertion	177 333,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 333,25
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 083 824,87	0,00	0,00	87 235,53	0,00	4 572,49	0,00	1 175 632,89
6453	Cotisations aux caisses de retraites	755 796,45	0,00	0,00	102 168,25	0,00	6 558,22	0,00	864 522,92
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	77,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL.	21 561,95	0,00	0,00	2 068,13	0,00	116,94	0,00	23 747,02
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 000,00**	**25 657,93**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**72 657,93**
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	17 000,00	25 657,93	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	62 657,93
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28,30**
666	Pertes de change	0,00	0,00	0,00	28,30	0,00	0,00	0,00	28,30
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**149 173,43**	**304 403,64**	**0,00**	**78 000,00**	**0,00**	**64 566,99**	**0,00**	**596 144,06**
	Réalisations	**149 173,43**	**304 403,64**	**0,00**	**78 000,00**	**0,00**	**64 566,99**	**0,00**	**596 144,06**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11 110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**66 574,00**	**0,00**	**110,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	66 574,00	0,00	110,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 217 716,53**	**0,00**	**-5 495 604,15**	**-7 507 882,85**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du Conseil municipal du 22 juin 2023

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**86 034,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 969,60**	**0,00**	**93 004,03**
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 969,60	0,00	6 969,60
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	86 034,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 034,43
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**149 173,43**	**200 585,48**	**0,00**	**78 000,00**	**0,00**	**57 597,39**	**0,00**	**485 356,30**
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00
74718	Autres participations Etat	136 679,83	141 421,28	0,00	78 000,00	0,00	55 000,00	0,00	411 101,11
7478	Participat° Autres organismes	12 493,60	56 356,20	0,00	0,00	0,00	2 597,39	0,00	71 447,19
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**17 783,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 783,73**
752	Revenus des immeubles	0,00	8 484,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 484,37
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	9 299,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 299,36
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-8 296 992,29**	**-2 141 632,35**	**0,00**	**-808 751,49**	**0,00**	**-219 083,84**	**0,00**	**-11 466 459,97**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	**160 402,30**	**527 713,92**	**1 757 919,77**	**79 025,96**	**171 808,97**	**0,00**	**0,00**	**32 815,96**
	Réalisations	**160 402,30**	**527 713,92**	**1 757 919,77**	**79 025,96**	**171 808,97**	**0,00**	**0,00**	**32 815,96**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**141 778,37**	**520 679,92**	**1 757 919,77**	**32 167,78**	**171 808,97**	**0,00**	**0,00**	**22 815,96**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	1 604,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 815,96
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	965 332,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	257 364,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	9 559,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	32 108,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	220,89	106 208,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	76 156,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	85 072,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	4 922,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	20 992,66	22 101,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	86 378,05	211 655,10	10 380,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	31 795,04	23 087,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	25 188,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	3 458,16	21 036,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	156 842,94	109 689,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	2 797,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	6 351,34	15 234,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	2 486,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	3 562,02	2 485,00	32 167,78	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	8 000,00	0,00	0,00	171 808,97	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	1 350,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	6 791,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	111,59	0,00	80 607,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	28 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 858,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	222,08	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	24 018,15	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, Indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	227,66	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	7 828,67	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	3 313,97	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	4 572,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	6 558,22	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	116,94	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**18 623,93**	**7 034,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	18 623,93	7 034,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
666	Pertes de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**286 619,91**	**17 783,73**	**64 566,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**286 619,91**	**17 783,73**	**64 566,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**86 034,43**	**0,00**	**6 969,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	6 969,60	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	86 034,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**200 585,48**	**0,00**	**57 597,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	141 421,28	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	56 356,20	0,00	2 597,39	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**17 783,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	8 484,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	9 299,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-160 402,30**	**-241 094,01**	**-1 740 136,04**	**-14 458,97**	**-171 808,97**	**0,00**	**0,00**	**-32 815,96**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les régles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**2 343 016,68**	**16 955 091,08**	**5 328 585,86**	**577 737,40**	**0,00**	**25 204 431,02**
	Réalisations	**2 343 016,68**	**16 955 091,08**	**5 328 585,86**	**577 737,40**	**0,00**	**25 204 431,02**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**527 078,83**	**1 081 491,18**	**698 996,22**	**217 585,73**	**0,00**	**2 525 151,96**
60611	Eau et assainissement	688,71	994,61	842,63	0,00	0,00	2 525,95
60612	Energie - Electricité	57 166,96	129 650,75	127 265,53	0,00	0,00	314 083,24
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	10 947,13	0,00	0,00	10 947,13
60623	Alimentation	0,00	5 568,24	2 229,97	0,00	0,00	7 798,21
60628	Autres fournitures non stockées	5 277,17	15 613,31	26 516,94	4 865,00	0,00	52 272,42
60632	Fournitures de petit équipement	2 526,01	26 750,31	23 281,58	0,00	0,00	52 557,90
60636	Vêtements de travail	0,00	7 259,42	216,92	0,00	0,00	7 476,34
6064	Fournitures administratives	0,00	225,65	1 037,16	0,00	0,00	1 262,81
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	225 624,90	0,00	0,00	225 624,90
611	Contrats de prestations de services	254 876,04	251 408,84	56 110,07	0,00	0,00	562 394,95
6132	Locations immobilières	28 728,24	-2 782,45	0,00	0,00	0,00	25 945,79
6135	Locations mobilières	58 812,68	63 500,03	12 853,89	0,00	0,00	135 166,60
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	3 474,70	0,00	0,00	3 474,70
61558	Entretien autres biens mobiliers	49,00	50 467,36	3 700,28	0,00	0,00	54 216,64
6156	Maintenance	0,00	8 613,11	3 497,33	0,00	0,00	12 110,44
6182	Documentation générale et technique	451,00	3 547,05	8 323,08	0,00	0,00	12 321,13
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	127,50	0,00	0,00	127,50
6226	Honoraires	0,00	14 609,00	0,00	0,00	0,00	14 609,00
6228	Divers	0,00	0,00	32 426,32	0,00	0,00	32 426,32
6231	Annonces et insertions	0,00	4 395,10	15 030,30	0,00	0,00	19 425,40
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	210 065,84	0,00	210 065,84
6233	Foires et expositions	22 537,12	0,00	21 186,50	0,00	0,00	43 723,62
6236	Catalogues et imprimés	646,80	53 157,74	41 557,37	0,00	0,00	95 361,91
6238	Divers	4 227,43	0,00	0,00	0,00	0,00	4 227,43
6241	Transports de biens	0,00	672,18	3 620,40	0,00	0,00	4 292,58
6247	Transports collectifs	0,00	2 201,99	0,00	0,00	0,00	2 201,99
6251	Voyages et déplacements	8 122,74	21 558,71	0,00	0,00	0,00	29 681,45
6256	Missions	0,00	3 991,13	0,00	0,00	0,00	3 991,13
6257	Réceptions	39 320,80	20 563,49	9 769,50	2 654,89	0,00	72 308,68
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	118,80	0,00	0,00	118,80
6262	Frais de télécommunications	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	871,94	149,27	0,00	0,00	1 021,21
6281	Concours divers (cotisations)	1 188,00	8 052,03	1 449,00	0,00	0,00	10 689,03
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	4 646,09	1 115,40	0,00	0,00	5 761,49

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	89 997,25	60 383,46	0,00	0,00	150 380,71
6288	Autres services extérieurs	42 460,13	294 758,30	6 140,29	0,00	0,00	343 358,72
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**628 442,56**	**8 968 411,70**	**4 622 525,69**	**199 318,61**	**0,00**	**14 418 698,56**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	9 933,92	0,00	0,00	9 933,92
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 924,62	47 556,62	25 424,59	1 166,23	0,00	83 072,06
64111	Rémunération principale titulaires	211 082,51	2 317 022,79	2 355 533,71	84 566,35	0,00	4 968 205,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	7 481,56	58 036,73	108 045,25	3 279,50	0,00	176 843,04
64118	Autres indemnités titulaires	53 366,00	386 441,52	470 432,27	17 982,94	0,00	928 222,73
64131	Rémunérations non tit.	139 790,85	3 713 976,77	349 233,93	35 612,51	0,00	4 238 614,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	73 466,45	1 296 117,28	512 945,05	26 603,61	0,00	1 909 132,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	58 399,59	1 050 643,64	776 917,83	29 493,54	0,00	1 915 454,60
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	66 952,07	0,00	0,00	0,00	66 952,07
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	9 587,49	699,00	0,00	0,00	10 286,49
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL.	1 533,10	22 076,79	13 360,14	613,93	0,00	37 583,96
6478	Autres charges sociales diverses	74 397,88	0,00	0,00	0,00	0,00	74 397,88
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 186 495,29**	**6 903 011,79**	**7 063,95**	**160 833,06**	**0,00**	**8 257 404,09**
6518	Autres	19 405,29	21 997,38	6 316,95	7 333,06	0,00	55 052,68
65548	Autres contributions	0,00	3 670 983,00	0,00	0,00	0,00	3 670 983,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 167 090,00	2 964 213,00	0,00	153 500,00	0,00	4 284 803,00
65888	Autres	0,00	245 818,41	747,00	0,00	0,00	246 565,41
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 000,00**	**2 176,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 176,41**
6714	Bourses et prix	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	2 176,41	0,00	0,00	0,00	2 176,41
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**425 655,03**	**2 740 779,51**	**111 984,93**	**0,00**	**0,00**	**3 278 419,47**
	Réalisations	**425 655,03**	**2 740 779,51**	**111 984,93**	**0,00**	**0,00**	**3 278 419,47**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**874 039,22**	**43 754,00**	**0,00**	**0,00**	**917 793,22**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	208 379,66	1 833,00	0,00	0,00	210 212,66
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
70688	Autres prestations de services	0,00	393 329,44	823,50	0,00	0,00	394 152,94
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	256 199,88	0,00	0,00	0,00	256 199,88
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	8 624,96	0,00	0,00	0,00	8 624,96
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	5 305,28	41 097,50	0,00	0,00	46 402,78
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**234 500,00**	**1 542 511,00**	**60 195,59**	**0,00**	**0,00**	**1 837 206,59**
74718	Autres participations Etat	35 000,00	928 000,00	59 695,59	0,00	0,00	1 022 695,59

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7472	Participat° Régions	80 000,00	20 000,00	500,00	0,00	0,00	100 500,00
7473	Participat° Départements	109 500,00	255 000,00	0,00	0,00	0,00	364 500,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	70 200,00	0,00	0,00	0,00	70 200,00
7478	Participat° Autres organismes	10 000,00	269 311,00	0,00	0,00	0,00	279 311,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**191 155,03**	**324 229,29**	**660,00**	**0,00**	**0,00**	**516 044,32**
752	Revenus des immeubles	191 155,03	18 683,30	0,00	0,00	0,00	209 838,33
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	305 545,99	660,00	0,00	0,00	306 205,99
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**7 375,34**	**0,00**	**0,00**	**7 375,34**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	7 375,34	0,00	0,00	7 375,34
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 917 361,65**	**-14 214 311,57**	**-5 216 600,93**	**-577 737,40**	**0,00**	**-21 926 011,55**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	**9 348 226,28**	**1 881 508,40**	**5 725 356,40**	**0,00**	**4 052 671,71**	**1 227 025,85**	**48 888,30**	**0,00**
	Réalisations	**9 348 226,28**	**1 881 508,40**	**5 725 356,40**	**0,00**	**4 052 671,71**	**1 227 025,85**	**48 888,30**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**889 794,37**	**4 383,40**	**187 313,41**	**0,00**	**477 789,16**	**183 769,38**	**37 437,68**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	459,78	0,00	534,83	0,00	559,88	282,75	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	58 924,18	0,00	70 726,57	0,00	94 990,75	30 321,25	1 953,53	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	10 947,13	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 464,67	0,00	4 103,57	0,00	1 388,69	841,28	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	5 912,55	0,00	9 700,76	0,00	14 969,00	8 295,43	3 252,51	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	14 007,19	4 383,40	8 359,72	0,00	11 307,35	5 831,26	6 142,97	0,00
60636	Vêtements de travail	6 689,56	0,00	569,86	0,00	0,00	216,92	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	225,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037,16	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	225 624,90	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	185 812,64	0,00	65 596,20	0,00	49 960,85	0,00	6 149,22	0,00
6132	Locations immobilières	-2 782,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	62 760,95	0,00	739,08	0,00	12 584,89	269,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	3 474,70	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	46 420,22	0,00	4 047,14	0,00	3 700,28	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	8 613,11	0,00	0,00	0,00	3 497,33	0,00
6182	Documentation générale et technique	2 980,18	0,00	566,87	0,00	0,00	4 389,54	3 933,54	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	127,50	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	14 609,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	32 426,32	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 743,20	0,00	1 651,90	0,00	0,00	15 030,30	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 083,66	2 102,84	0,00
6236	Catalogues et imprimés	53 157,74	0,00	0,00	0,00	2 960,11	29 712,18	8 885,08	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**603 909,10**	**264 624,84**	**5 305,28**	**0,00**	**15 125,00**	**27 805,50**	**823,50**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	208 379,66	0,00	0,00	0,00	0,00	1 833,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	393 329,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	823,50	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	256 199,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	8 624,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	5 305,28	0,00	15 125,00	25 972,50	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**1 483 711,00**	**58 800,00**	**0,00**	**0,00**	**31 600,00**	**28 595,59**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	928 000,00	0,00	0,00	0,00	31 600,00	28 095,59	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	230 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	70 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	255 511,00	13 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**12 427,47**	**0,00**	**311 801,82**	**0,00**	**0,00**	**660,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	18 683,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	12 427,47	0,00	293 118,52	0,00	0,00	660,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 375,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 375,34	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-7 248 178,71**	**-1 557 883,56**	**-5 408 249,30**	**0,00**	**-3 998 571,37**	**-1 169 964,76**	**-48 064,80**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 at et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**2 671 861,85**	**964 689,37**	**7 264 240,39**	**0,00**	**10 900 791,60**
	Réalisations	**2 671 861,85**	**964 689,37**	**7 264 240,39**	**0,00**	**10 900 791,60**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**205 601,85**	**647 711,16**	**1 114 802,42**	**0,00**	**1 968 115,43**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	2 500,00	60 000,00	61 643,82	0,00	124 143,82
60611	Eau et assainissement	0,00	26 459,40	0,00	0,00	26 459,40
60612	Energie - Electricité	0,00	377 066,86	0,00	0,00	377 066,86
60613	Chauffage urbain	0,00	81 147,19	0,00	0,00	81 147,19
60623	Alimentation	1 446,05	0,00	26 752,14	0,00	28 198,19
60628	Autres fournitures non stockées	90 834,14	31 842,40	9 451,77	0,00	132 128,31
60631	Fournitures d'entretien	0,00	2 985,36	0,00	0,00	2 985,36
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	9 760,07	37 389,09	0,00	47 149,16
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	7 518,47	0,00	7 518,47
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	1 659,61	0,00	1 659,61
611	Contrats de prestations de services	61 495,97	0,00	63 621,10	0,00	125 117,07
6132	Locations immobilières	0,00	35 421,36	3 699,70	0,00	39 121,06
6135	Locations mobilières	2 907,40	2 061,53	3 403,92	0,00	8 372,85
61521	Entretien terrains	13 611,60	0,00	0,00	0,00	13 611,60
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	7 489,54	0,00	0,00	7 489,54
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	3 790,70	0,00	3 790,70
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	2 447,40	0,00	2 447,40
6156	Maintenance	0,00	10 267,39	0,00	0,00	10 267,39
6182	Documentation générale et technique	3 556,52	0,00	0,00	0,00	3 556,52
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	540,00	0,00	540,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	1 350,00	0,00	1 350,00
6188	Autres frais divers	0,00	288,00	28 092,10	0,00	28 380,10
6226	Honoraires	0,00	0,00	570,00	0,00	570,00
6228	Divers	0,00	1 281,06	0,00	0,00	1 281,06
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	3 528,00	0,00	3 528,00
6238	Divers	0,00	0,00	39 147,37	0,00	39 147,37
6241	Transports de biens	10 597,42	0,00	0,00	0,00	10 597,42
6247	Transports collectifs	39,00	0,00	705 867,31	0,00	705 906,31
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	2 425,78	0,00	2 425,78
6257	Réceptions	16 831,75	0,00	42 864,85	0,00	59 696,60
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	5 470,91	0,00	5 470,91
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	550,95	0,00	550,95
6281	Concours divers (cotisations)	1 782,00	0,00	8 735,26	0,00	10 517,26
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	54 282,17	0,00	54 282,17
63512	Taxes foncières	0,00	1 641,00	0,00	0,00	1 641,00

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**119 978,21**	**3 001 166,94**	**0,00**	**3 121 145,15**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	935,13	17 918,47	0,00	18 853,60
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	-13 578,16	976 464,83	0,00	962 886,67
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	43 663,94	0,00	43 663,94
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	208 563,33	0,00	208 563,33
64131	Rémunérations non tit.	0,00	96 932,56	923 219,50	0,00	1 020 152,06
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	720,00	0,00	720,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	14 460,74	0,00	14 460,74
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	31 082,13	467 722,49	0,00	498 804,62
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	4 124,92	339 023,95	0,00	343 148,87
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	481,63	9 409,69	0,00	9 891,32
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 466 260,00**	**197 000,00**	**3 146 999,57**	**0,00**	**5 810 259,57**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	1 440,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00
6518	Autres	0,00	0,00	639,57	0,00	639,57
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	197 000,00	0,00	0,00	197 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 464 820,00	0,00	3 146 360,00	0,00	5 611 180,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**1 271,46**	**0,00**	**1 271,46**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	1 271,46	0,00	1 271,46
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**414 979,16**	**136 078,09**	**195 791,17**	**0,00**	**746 848,42**
	Réalisations	**414 979,16**	**136 078,09**	**195 791,17**	**0,00**	**746 848,42**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**63 473,50**	**0,00**	**106 416,70**	**0,00**	**169 890,20**
70632	Redevances services à caractère loisir	63 473,50	0,00	106 416,70	0,00	169 890,20
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**332 200,00**	**0,00**	**87 228,33**	**0,00**	**419 428,33**
74718	Autres participations Etat	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
7478	Participat° Autres organismes	316 200,00	0,00	87 228,33	0,00	403 428,33
75	**Autres produits de gestion courante**	**19 305,66**	**136 078,09**	**1 131,00**	**0,00**	**156 514,75**
752	Revenus des immeubles	19 305,66	136 078,09	1 131,00	0,00	156 514,75
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**1 015,14**	**0,00**	**1 015,14**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	1 015,14	0,00	1 015,14
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-2 256 882,69**	**-828 611,28**	**-7 068 449,22**	**0,00**	**-10 153 943,19**

(2)	Libellé	411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
		Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
	DEPENSES	**537 210,39**	**237 233,38**	**0,00**	**190 245,60**	**0,00**	**0,00**	**7 264 240,39**	**0,00**
	Réalisations	**537 210,39**	**237 233,38**	**0,00**	**190 245,60**	**0,00**	**0,00**	**7 264 240,39**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**340 210,39**	**237 233,38**	**0,00**	**70 267,39**	**0,00**	**0,00**	**1 114 802,42**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	61 643,82	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	26 459,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	237 879,99	139 186,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	81 147,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 752,14	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	31 842,40	0,00	0,00	0,00	0,00	9 451,77	0,00
60631	Fournitures d'entretien	2 985,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	9 760,07	0,00	0,00	0,00	0,00	37 389,09	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 518,47	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 659,61	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 621,10	0,00
6132	Locations immobilières	5 436,72	29 984,64	0,00	0,00	0,00	0,00	3 699,70	0,00
6135	Locations mobilières	2 061,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 403,92	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	7 489,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 790,70	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 447,40	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	10 267,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,00	0,00
6188	Autres frais divers	288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 092,10	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 528,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 147,37	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705 867,31	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 425,78	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 864,85	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 470,91	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,95	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 735,26	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 282,17	0,00
63512	Taxes foncières	1 641,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
		Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 460,74	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	31 082,13	0,00	0,00	467 722,49	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	4 124,92	0,00	0,00	339 023,95	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	481,63	0,00	0,00	9 409,69	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**197 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 146 999,57**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	639,57	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	197 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 146 360,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 271,46**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 271,46	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**136 078,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 015,14**	**194 776,03**	**0,00**
	Réalisations	**136 078,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 015,14**	**194 776,03**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 416,70**	**0,00**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 416,70	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 228,33**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 228,33**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**136 078,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 131,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	136 078,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 015,14**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015,14	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-401 132,30**	**-237 233,38**	**0,00**	**-190 245,60**	**0,00**	**1 015,14**	**-7 069 464,36**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**205 182,74**	**0,00**	**205 182,74**
6713	Secours et dots	0,00	205 182,74	0,00	205 182,74
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**119 692,50**	**382 502,54**	**0,00**	**502 195,04**
	Réalisations	**119 692,50**	**382 502,54**	**0,00**	**502 195,04**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**709,50**	**2 542,20**	**0,00**	**3 251,70**
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	709,50	0,00	0,00	709,50
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	2 542,20	0,00	2 542,20
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**118 983,00**	**379 960,34**	**0,00**	**498 943,34**
74718	Autres participations Etat	84 021,00	35 956,20	0,00	119 977,20
7472	Participat° Régions	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
7473	Participat° Départements	0,00	189 130,90	0,00	189 130,90
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	22 873,24	0,00	22 873,24
7478	Participat° Autres organismes	34 962,00	98 000,00	0,00	132 962,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 012 630,62**	**-4 205 592,13**	**0,00**	**-5 218 222,75**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	**1 132 323,12**	**0,00**	**0,00**	**4 029 663,99**	**25 300,00**	**34 000,00**	**396 907,05**	**102 223,63**
	Réalisations	**1 132 323,12**	**0,00**	**0,00**	**4 029 663,99**	**25 300,00**	**34 000,00**	**396 907,05**	**102 223,63**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**245 407,08**	**0,00**	**0,00**	**52 200,74**	**0,00**	**34 000,00**	**0,00**	**31 193,63**
60611	Eau et assainissement	1 089,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	13 684,15	0,00	0,00	422,52	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 556,79	0,00	0,00	1 694,89	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	175,13	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	74 969,12	0,00	0,00	44 776,20	0,00	34 000,00	0,00	1 120,80
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	94,20	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	675,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 892,02
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 189,40

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**1 132 323,12**	**4 588 094,67**	**0,00**	**5 720 417,79**
	Réalisations	**1 132 323,12**	**4 588 094,67**	**0,00**	**5 720 417,79**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**245 407,08**	**117 394,37**	**0,00**	**362 801,45**
60611	Eau et assainissement	1 089,77	0,00	0,00	1 089,77
60628	Autres fournitures non stockées	13 684,15	422,52	0,00	14 106,67
60632	Fournitures de petit équipement	2 556,79	1 694,89	0,00	4 251,68
6064	Fournitures administratives	0,00	175,13	0,00	175,13
611	Contrats de prestations de services	74 969,12	79 897,00	0,00	154 866,12
6156	Maintenance	0,00	94,20	0,00	94,20
617	Etudes et recherches	675,00	0,00	0,00	675,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	14 892,02	0,00	14 892,02
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	4 189,40	0,00	4 189,40
6236	Catalogues et imprimés	0,00	595,72	0,00	595,72
6257	Réceptions	1 995,81	9 141,82	0,00	11 137,63
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	4 191,67	0,00	4 191,67
6283	Frais de nettoyage des locaux	150 436,44	0,00	0,00	150 436,44
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**847 316,04**	**2 242 632,56**	**0,00**	**3 089 948,60**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 437,15	13 514,40	0,00	17 951,55
64111	Rémunération principale titulaires	454 198,26	693 965,53	0,00	1 148 163,79
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	20 003,34	35 114,75	0,00	55 118,09
64118	Autres indemnités titulaires	109 539,32	181 609,30	0,00	291 148,62
64131	Rémunérations non tit.	29 762,96	683 845,88	0,00	713 608,84
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	19 567,31	0,00	19 567,31
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	85 837,24	351 721,38	0,00	437 558,62
6453	Cotisations aux caisses de retraites	141 201,88	256 184,34	0,00	397 386,22
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	2 335,89	7 109,67	0,00	9 445,56
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**39 600,00**	**2 022 885,00**	**0,00**	**2 062 485,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	1 525 000,00	0,00	1 525 000,00
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0,00	68 530,00	0,00	68 530,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	19 855,00	0,00	19 855,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	39 600,00	409 500,00	0,00	449 100,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	595,72	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 995,81	0,00	0,00	2 342,08	0,00	0,00	0,00	6 799,74
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 191,67
6283	Frais de nettoyage des locaux	150 436,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**847 316,04**	**0,00**	**0,00**	**2 242 632,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 437,15	0,00	0,00	13 514,40	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	454 198,26	0,00	0,00	693 965,53	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	20 003,34	0,00	0,00	35 114,75	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	109 539,32	0,00	0,00	181 609,30	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	29 762,96	0,00	0,00	683 845,88	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	19 567,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	85 837,24	0,00	0,00	351 721,38	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	141 201,88	0,00	0,00	256 184,34	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	2 335,89	0,00	0,00	7 109,67	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**39 600,00**	**0,00**	**0,00**	**2 022 885,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	1 525 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0,00	0,00	0,00	68 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	19 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	39 600,00	0,00	0,00	409 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 975,69**	**0,00**	**0,00**	**15 207,05**	**0,00**
6713	Secours et dots	0,00	0,00	0,00	189 975,69	0,00	0,00	15 207,05	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**61 671,50**	**0,00**	**58 021,00**	**345 312,64**	**0,00**	**34 000,00**	**0,00**	**3 189,90**
	Réalisations	**61 671,50**	**0,00**	**58 021,00**	**345 312,64**	**0,00**	**34 000,00**	**0,00**	**3 189,90**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**709,50**	**0,00**	**0,00**	**2 542,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	709,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	2 542,20	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**60 962,00**	**0,00**	**58 021,00**	**342 770,44**	**0,00**	**34 000,00**	**0,00**	**3 189,90**
74718	Autres participations Etat	26 000,00	0,00	58 021,00	35 956,20	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	185 941,00	0,00	0,00	0,00	3 189,90
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	22 873,24	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	34 962,00	0,00	0,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 070 651,62	0,00	58 021,00	-3 684 351,35	-25 300,00	0,00	-396 907,05	-99 033,75

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Réalisations	0,00	20 000,00	0,00	57 261,17	112 306,06	0,00	189 567,23
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	20 000,00	0,00	14 500,00	112 306,06	0,00	146 806,06
7473	Participat° Départements	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	14 500,00	112 306,06	0,00	126 806,06
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	42 761,17	0,00	0,00	42 761,17
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	42 761,17	0,00	0,00	42 761,17
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-454 968,47	-1 023 560,29	0,00	-53 468,83	112 306,06	0,00	-1 419 691,53

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	454 968,47	1 043 560,29	0,00	110 730,00	0,00	0,00	1 609 258,76
	Réalisations	454 968,47	1 043 560,29	0,00	110 730,00	0,00	0,00	1 609 258,76
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	696 822,26	0,00	37 430,00	0,00	0,00	734 252,26
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	40,16	0,00	0,00	0,00	0,00	40,16
611	Contrats de prestations de services	0,00	774,50	0,00	37 430,00	0,00	0,00	38 204,50
6156	Maintenance	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 695,60	0,00	0,00	0,00	0,00	1 695,60
6247	Transports collectifs	0,00	690 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690 000,00
6257	Réceptions	0,00	112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	454 968,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454 968,47
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 761,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 761,75
64111	Rémunération principale titulaires	134 964,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 964,28
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 698,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 698,55
64118	Autres indemnités titulaires	33 118,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 118,66
64131	Rémunérations non tit.	151 975,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 975,36
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	73 495,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 495,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	50 498,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 498,43
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	1 455,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 455,86
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	280 550,00	0,00	73 300,00	0,00	0,00	353 850,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	280 550,00	0,00	63 800,00	0,00	0,00	344 350,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	66 188,03	0,00	0,00	0,00	0,00	66 188,03
6713	Secours et dots	0,00	66 188,03	0,00	0,00	0,00	0,00	66 188,03
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	20 000,00	0,00	57 261,17	-112 306,06	0,00	189 567,23

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	2 228,50	3 136 257,05	2 848,92	0,00	0,00	3 141 334,47
	Réalisations	2 228,50	3 136 257,05	2 848,92	0,00	0,00	3 141 334,47
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 228,50	3 136 257,05	2 848,92	0,00	0,00	3 141 334,47
60611	Eau et assainissement	0,00	19 958,14	0,00	0,00	0,00	19 958,14
60612	Energie - Electricité	0,00	172 145,53	0,00	0,00	0,00	172 145,53
60613	Chauffage urbain	0,00	7 578,60	0,00	0,00	0,00	7 578,60
60621	Combustibles	0,00	14 477,54	0,00	0,00	0,00	14 477,54
60623	Alimentation	21,06	0,00	999,88	0,00	0,00	1 020,94
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	142,38	682,77	0,00	0,00	825,15
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	176,88	1 166,27	0,00	0,00	1 343,15
611	Contrats de prestations de services	2 207,44	0,00	0,00	0,00	0,00	2 207,44
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	1 498 800,00	0,00	0,00	0,00	1 498 800,00
6132	Locations immobilières	0,00	607 740,99	0,00	0,00	0,00	607 740,99
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	674 030,02	0,00	0,00	0,00	674 030,02
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	104 584,79	0,00	0,00	0,00	104 584,79
6156	Maintenance	0,00	10 681,93	0,00	0,00	0,00	10 681,93
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 015,90	0,00	0,00	0,00	1 015,90
6226	Honoraires	0,00	3 660,00	0,00	0,00	0,00	3 660,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	7 310,63	0,00	0,00	0,00	7 310,63
6257	Réceptions	0,00	211,19	0,00	0,00	0,00	211,19
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	13 742,53	0,00	0,00	0,00	13 742,53
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	28 634,01	4 296 724,63	0,00	0,00	0,00	4 325 358,64
	Réalisations	28 634,01	4 296 724,63	0,00	0,00	0,00	4 325 358,64
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6288	Autres services extérieurs	0,00	96,00	0,00	0,00	96,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**5 587 034,08**	**10 468 393,83**	**0,00**	**0,00**	**16 055 427,91**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	28 818,54	55 681,06	0,00	0,00	84 499,60
64111	Rémunération principale titulaires	2 679 989,96	5 311 061,87	0,00	0,00	7 991 051,83
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	110 529,96	225 845,86	0,00	0,00	336 375,82
64118	Autres indemnités titulaires	811 548,11	1 335 805,56	0,00	0,00	2 147 353,67
64131	Rémunérations non tit.	505 223,27	646 274,63	0,00	0,00	1 151 497,90
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	127 654,51	0,00	0,00	127 654,51
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	41 653,49	0,00	0,00	41 653,49
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	600 889,04	993 428,35	0,00	0,00	1 594 317,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	834 871,89	1 701 685,23	0,00	0,00	2 536 557,12
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	15 163,31	29 303,27	0,00	0,00	44 466,58
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**2 963,74**	**0,00**	**0,00**	**2 963,74**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0,00	2 963,74	0,00	0,00	2 963,74
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**689 395,00**	**0,00**	**0,00**	**689 395,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	689 395,00	0,00	0,00	689 395,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**2 755,80**	**0,00**	**0,00**	**2 755,80**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	2 755,80	0,00	0,00	2 755,80
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**128 495,23**	**9 185 888,59**	**0,00**	**0,00**	**9 314 383,82**
	Réalisations	**128 495,23**	**9 185 888,59**	**0,00**	**0,00**	**9 314 383,82**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**1 049 240,58**	**0,00**	**0,00**	**1 049 240,58**
722	Immobilisations corporelles	0,00	1 049 240,58	0,00	0,00	1 049 240,58
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**124 500,00**	**6 444 328,66**	**0,00**	**0,00**	**6 568 828,66**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	3 554 986,59	0,00	0,00	3 554 986,59
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	222 809,02	0,00	0,00	222 809,02
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	1 313 273,70	0,00	0,00	1 313 273,70
704	Travaux	0,00	924 058,31	0,00	0,00	924 058,31
70875	Remb. frais par les communes du GFP	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	428 206,22	0,00	0,00	428 206,22
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	994,82	0,00	0,00	994,82
7088	Produits activités annexes (abonnements)	122 500,00	0,00	0,00	0,00	122 500,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**696 544,94**	**0,00**	**0,00**	**696 544,94**
7473	Participat° Départements	0,00	181 113,00	0,00	0,00	181 113,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	515 431,94	0,00	0,00	515 431,94
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 995,23**	**513 587,66**	**0,00**	**0,00**	**517 582,89**
752	Revenus des immeubles	0,00	13 088,00	0,00	0,00	13 088,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**693 893,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**693 893,76**
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	693 893,76	0,00	0,00	0,00	693 893,76
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**28 634,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 634,01**
7478	Participat° Autres organismes	28 634,01	0,00	0,00	0,00	0,00	28 634,01
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**3 602 674,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 602 674,21**
752	Revenus des immeubles	0,00	2 088 288,47	0,00	0,00	0,00	2 088 288,47
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1 514 385,74	0,00	0,00	0,00	1 514 385,74
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**156,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156,86**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	156,86	0,00	0,00	0,00	156,86
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**26 405,51**	**1 160 467,78**	**-2 846,92**	**0,00**	**0,00**	**1 184 024,37**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissem public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation appliquables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 at et R. 5211-1-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	476 205,17	0,00	0,00	476 205,17
7588	Autres produits div. de gestion courante	3 995,23	24 294,49	0,00	0,00	28 289,72
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**482 186,75**	**0,00**	**0,00**	**482 186,75**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	36 768,91	0,00	0,00	36 768,91
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	445 160,00	0,00	0,00	445 160,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	257,84	0,00	0,00	257,84
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-7 466 841,69**	**-6 495 677,31**	**0,00**	**0,00**	**-13 962 519,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	**0,00**	**4 894 179,76**	**0,00**	**0,00**	**2 185 452,96**	**515 704,20**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**4 894 179,76**	**0,00**	**0,00**	**2 185 452,96**	**515 704,20**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 492 598,64**	**515 704,20**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 417,23	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 195 538,42	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	70 153,38	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 343,90	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	15 088,28	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 286,97	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	207 744,15	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	730,51	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**7 595 336,92**	**15 681 565,99**	**0,00**	**0,00**	**23 276 902,91**
	Réalisations	**7 595 336,92**	**15 681 565,99**	**0,00**	**0,00**	**23 276 902,91**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**2 008 302,54**	**4 518 057,83**	**0,00**	**0,00**	**6 526 360,37**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	302 417,23	200 722,07	0,00	0,00	503 139,30
60611	Eau et assainissement	0,00	1 184,25	0,00	0,00	1 184,25
60612	Energie - Electricité	1 195 538,42	285 644,61	0,00	0,00	1 481 183,03
60623	Alimentation	0,00	3 377,09	0,00	0,00	3 377,09
60624	Produits de traitement	0,00	12 669,73	0,00	0,00	12 669,73
60628	Autres fournitures non stockées	70 153,38	326 707,32	0,00	0,00	396 860,70
60632	Fournitures de petit équipement	3 343,90	71 990,76	0,00	0,00	75 334,66
60633	Fournitures de voirie	0,00	169 273,36	0,00	0,00	169 273,36
6064	Fournitures administratives	0,00	2 313,04	0,00	0,00	2 313,04
6068	Autres matières et fournitures	0,00	44 263,88	0,00	0,00	44 263,88
611	Contrats de prestations de services	15 088,28	500 062,44	0,00	0,00	515 150,72
6132	Locations immobilières	0,00	6 241,21	0,00	0,00	6 241,21
6135	Locations mobilières	213 286,97	63 175,73	0,00	0,00	276 462,70
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	9 852,47	0,00	0,00	9 852,47
61521	Entretien terrains	0,00	1 851 284,61	0,00	0,00	1 851 284,61
615231	Entretien, réparations voiries	207 744,15	216 316,50	0,00	0,00	424 060,65
61524	Entretien bois et forêts	0,00	58 637,59	0,00	0,00	58 637,59
61551	Entretien matériel roulant	0,00	593,45	0,00	0,00	593,45
61558	Entretien autres biens mobiliers	730,51	15 798,71	0,00	0,00	16 529,22
6156	Maintenance	0,00	119 334,87	0,00	0,00	119 334,87
617	Etudes et recherches	0,00	180 100,50	0,00	0,00	180 100,50
6182	Documentation générale et technique	0,00	11 697,37	0,00	0,00	11 697,37
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	6 277,00	0,00	0,00	6 277,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	2 491,00	0,00	0,00	2 491,00
6226	Honoraires	0,00	14 266,50	0,00	0,00	14 266,50
6231	Annonces et insertions	0,00	3 085,76	0,00	0,00	3 085,76
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 114,75	0,00	0,00	1 114,75
6238	Divers	0,00	37 039,52	0,00	0,00	37 039,52
6241	Transports de biens	0,00	59 140,33	0,00	0,00	59 140,33
6257	Réceptions	0,00	15 446,56	0,00	0,00	15 446,56
6262	Frais de télécommunications	0,00	86 625,66	0,00	0,00	86 625,66
627	Services bancaires et assimilés	0,00	14 487,34	0,00	0,00	14 487,34
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	10 304,64	0,00	0,00	10 304,64
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	81 315,95	0,00	0,00	81 315,95
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	35 124,96	0,00	0,00	35 124,96

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**2 000,00**	**-4 894 179,76**	**0,00**	**0,00**	**-2 058 957,73**	**-515 704,20**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**1 695 209,21**	**301 308,51**	**2 765 745,08**	**8 547 700,77**	**2 371 602,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**1 695 209,21**	**301 308,51**	**2 765 745,08**	**8 547 700,77**	**2 371 602,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**124 648,80**	**301 308,51**	**635 488,30**	**2 854 407,52**	**602 204,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	306,00	0,00	12 573,33	0,00	187 842,74	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	583,63	0,00	9,37	591,25	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	13 392,80	0,00	89 862,83	86 929,19	95 459,79	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	2 215,87	195,72	965,50	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	12 669,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	759,84	15 105,32	73 173,50	234 123,86	3 544,80	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	908,77	8 184,28	567,49	60 799,62	1 530,60	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	160 794,46	8 478,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 236,34	76,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	44 263,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 884,00	4 919,62	59 784,13	340 956,65	91 518,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	6 241,21	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	40 193,47	22 466,26	516,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	9 852,47	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	50 374,80	0,00	0,00	1 800 909,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61523 1	Entretien, réparations voiries	0,00	184 459,31	31 857,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	58 637,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	593,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	3 194,81	11 749,97	853,93	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	117 231,81	1 871,38	231,68	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	45 211,20	0,00	0,00	0,00	134 889,30	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	2 831,13	0,00	570,01	3 349,53	4 946,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	6 277,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	195,00	2 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	4 266,50	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 730,96	0,00	0,00	354,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 114,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	982,80	0,00	0,00	0,00	36 056,72	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**4 894 179,76**	**0,00**	**0,00**	**692 854,32**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	25 424,72	0,00	0,00	3 393,82	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	2 332 234,15	0,00	0,00	347 755,81	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	97 513,22	0,00	0,00	13 016,74	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	687 198,89	0,00	0,00	124 349,22	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	475 775,44	0,00	0,00	29 447,83	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	534 318,15	0,00	0,00	66 570,89	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	728 335,92	0,00	0,00	106 535,97	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	13 379,27	0,00	0,00	1 784,04	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6241	Transports de biens	0,00	0,00	2 337,36	56 802,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	2 203,45	6 521,24	6 721,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	72 454,26	13 998,60	0,00	172,80	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	14 487,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	2 438,64	6 266,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	81 315,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	19 661,56	15 463,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	98,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 563 554,61**	**0,00**	**2 127 293,04**	**5 693 293,25**	**1 084 252,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 585,24	0,00	11 138,28	29 449,72	6 507,82	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	532 344,25	0,00	1 053 440,26	3 136 490,14	588 787,22	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	18 616,30	0,00	36 978,73	137 396,14	32 854,69	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	189 336,86	0,00	309 012,39	681 273,19	156 183,12	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	257 801,16	0,00	148 825,84	134 933,84	104 713,79	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	127 654,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	1 856,50	39 796,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	212 385,73	0,00	223 986,19	557 056,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	212 311,49	0,00	336 191,70	961 399,17	191 782,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	4 519,07	0,00	5 863,15	15 497,63	3 423,42	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**2 963,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0,00	0,00	2 963,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685 145,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 250,00	0,00	0,00	0,00	685 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**2 755,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 755,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**60 271,91**	**46 903,59**	**6 581 553,25**	**1 554 403,59**	**942 756,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**60 271,91**	**46 903,59**	**6 581 553,25**	**1 554 403,59**	**942 756,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**46 295,75**	**681 200,65**	**321 744,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	46 295,75	681 200,65	321 744,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70		**0,00**	**0,00**	**5 243 034,43**	**1 200 299,41**	**994,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Titres annulés (sur exercices antérieurs							
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 495,23**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 495,23**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 500,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	122 500,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 995,23**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, concess.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	3 995,23	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**9 702,96**	**64 661,00**	**0,00**	**0,00**	**69 420,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**148 783,96**
6518	Autres	0,00	2 661,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 661,00
65548	Autres contributions	9 702,96	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	14 702,96
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	7 420,00	0,00	0,00	0,00	7 420,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**1 100 000,00**	**1 313 305,05**	**0,00**	**0,00**	**458 215,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 871 520,60**
	Réalisations	**1 100 000,00**	**1 313 305,05**	**0,00**	**0,00**	**458 215,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 871 520,60**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**33 903,53**	**0,00**	**0,00**	**8 060,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 963,59**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	33 903,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 903,53
7083	Locations diverses (autres q/immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 060,06	0,00	0,00	0,00	8 060,06
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**1 190 679,56**	**0,00**	**0,00**	**435 375,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 626 055,05**
7336	Droits de place	0,00	1 190 679,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190 679,56
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	435 375,49	0,00	0,00	0,00	435 375,49
74	**Dotations et participations**	**1 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 106 450,00**
74758	Participat° Autres groupements	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	6 450,00	0,00	0,00	0,00	6 450,00
75		**0,00**	**88 721,96**	**0,00**	**0,00**	**8 330,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 051,96**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Produits des services, du domaine, vente									
70321	Stationnement et location voie publique	**0,00**	**0,00**	**3 554 986,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	**0,00**	**0,00**	**222 809,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70384	Forfait de post-stationnement	**0,00**	**0,00**	**1 313 273,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	**0,00**	**0,00**	**151 965,12**	**772 093,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**428 206,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**994,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7088	Produits activités annexes (abonnements)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**47 075,00**	**0,00**	**181 113,00**	**0,00**	**468 356,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	181 113,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	47 075,00	0,00	0,00	0,00	468 356,94	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**8 788,00**	**350,00**	**476 205,17**	**0,00**	**28 244,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 088,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	476 205,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	8 788,00	350,00	0,00	0,00	15 156,49	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**4 408,91**	**257,84**	**0,00**	**32 360,00**	**445 160,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Délits et pénalités perçus	4 408,91	0,00	0,00	32 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	445 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	257,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 634 937,30**	**-254 404,92**	**3 815 808,17**	**-6 993 297,18**	**-1 428 846,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Autres produits de gestion courante									
752	Revenus des immeubles	0,00	38 070,00	0,00	0,00	8 330,00	0,00	0,00	0,00	46 400,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	50 651,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 651,96
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**1 089 378,27**	**-267 598,10**	**0,00**	**0,00**	**-49 774,38**	**-5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**767 005,79**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**10 621,73**	**1 580 903,15**	**0,00**	**0,00**	**507 989,93**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 104 514,81**
	Réalisations	**10 621,73**	**1 580 903,15**	**0,00**	**0,00**	**507 989,93**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 104 514,81**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**918,77**	**1 106 431,76**	**0,00**	**0,00**	**438 569,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 545 920,48**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	287 872,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 872,27
60611	Eau et assainissement	0,00	36 434,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 434,36
60612	Energie - Electricité	0,00	161 805,16	0,00	0,00	39 260,18	0,00	0,00	0,00	201 065,34
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 820,66	0,00	0,00	1 875,62	0,00	0,00	0,00	3 696,28
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	25 390,69	0,00	0,00	4 871,53	0,00	0,00	0,00	30 262,22
611	Contrats de prestations de services	0,00	244 242,34	0,00	0,00	387 562,60	0,00	0,00	0,00	631 804,94
6132	Locations immobilières	0,00	4 876,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 876,80
6135	Locations mobilières	0,00	22 733,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 733,11
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6156	Maintenance	0,00	1 113,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 113,52
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 333,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 333,88
6226	Honoraires	0,00	9 866,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 866,40
6231	Annonces et insertions	0,00	48 897,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 897,58
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	137 252,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 252,61
6238	Divers	0,00	71 970,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 970,90
6241	Transports de biens	0,00	24 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 085,00
6257	Réceptions	918,77	1 945,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 864,47
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	24 790,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 790,80
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**409 810,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**409 810,37**
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	311 117,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	311 117,56
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	62 784,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 784,15
64131	Rémunérations non tit.	0,00	35 908,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 908,66

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**98 781 466,55**	**5 470 285,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 251 751,99**
	Réalisations	**98 781 466,55**	**3 525 232,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 306 699,05**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**12 102 559,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 102 559,04**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**6 773 967,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 773 967,38**
13911	Etat et établissements nationaux	230 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 340,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	135 425,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 425,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	161 515,39	0,00	0,00	0,00	0,00	161 515,39
139151	Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.	4 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 690,00
139158	Sub. transf cpte résult. Autres groupts	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 000,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	1 277 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 277 742,00
13917	Sub. transf cpte résult.Budget communaut	23 689,69	0,00	0,00	0,00	0,00	23 689,69
13918	Autres subventions d'équipement	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00
15112	Provisions pour litiges	134 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 750,00
15172	Provisions pour garanties d'emprunt	2 988 827,39	0,00	0,00	0,00	0,00	2 988 827,39
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	289 626,19	0,00	0,00	0,00	0,00	289 626,19
2128	Autres agencements et aménagements	3 419,31	0,00	0,00	0,00	0,00	3 419,31
21312	Bâtiments scolaires	29 858,70	0,00	0,00	0,00	0,00	29 858,70
21316	Equipements du cimetière	14 497,27	0,00	0,00	0,00	0,00	14 497,27
21318	Autres bâtiments publics	415 144,40	0,00	0,00	0,00	0,00	415 144,40
2138	Autres constructions	7 059,10	0,00	0,00	0,00	0,00	7 059,10
2152	Installations de voirie	768 482,94	0,00	0,00	0,00	0,00	768 482,94
041	**Opérations patrimoniales**	**23 962 498,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 962 498,63**
204412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	1 007 243,02	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 243,02
2111	Terrains nus	28 559,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 559,00
2112	Terrains de voirie	314 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 734,00
2128	Autres agencements et aménagements	8 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 532,00
21312	Bâtiments scolaires	16 831 306,21	0,00	0,00	0,00	0,00	16 831 306,21
21316	Equipements du cimetière	504,19	0,00	0,00	0,00	0,00	504,19
21318	Autres bâtiments publics	5 525,77	0,00	0,00	0,00	0,00	5 525,77
2138	Autres constructions	5 061 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 061 057,00
2152	Installations de voirie	703 862,25	0,00	0,00	0,00	0,00	703 862,25
21533	Réseaux câblés	619,64	0,00	0,00	0,00	0,00	619,64

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	286,32	0,00	0,00	0,00	0,00	286,32
2182	Matériel de transport	269,23	0,00	0,00	0,00	0,00	269,23
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 206 542,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 206 542,93**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 206 542,93	0,00	0,00	0,00	0,00	1 206 542,93
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**54 735 898,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 735 898,57**
1641	Emprunts en euros	20 978 516,17	0,00	0,00	0,00	0,00	20 978 516,17
166	Refinancement de dette	33 757 382,40	0,00	0,00	0,00	0,00	33 757 382,40
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**206 707,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**206 707,47**
2031	Frais d'études	0,00	26 102,75	0,00	0,00	0,00	26 102,75
2033	Frais d'insertion	0,00	34 285,05	0,00	0,00	0,00	34 285,05
2051	Concessions, droits similaires	0,00	146 319,67	0,00	0,00	0,00	146 319,67
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**465 312,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**465 312,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	245 039,00	0,00	0,00	0,00	245 039,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	192 273,00	0,00	0,00	0,00	192 273,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**2 802 445,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 802 445,38**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	54 804,88	0,00	0,00	0,00	54 804,88
21311	Hôtel de ville	0,00	14 292,00	0,00	0,00	0,00	14 292,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	272 993,55	0,00	0,00	0,00	272 993,55
21316	Equipements du cimetière	0,00	365 133,27	0,00	0,00	0,00	365 133,27
21318	Autres bâtiments publics	0,00	1 014 315,56	0,00	0,00	0,00	1 014 315,56
2132	Immeubles de rapport	0,00	4 429,30	0,00	0,00	0,00	4 429,30
2138	Autres constructions	0,00	11 840,58	0,00	0,00	0,00	11 840,58
21533	Réseaux câblés	0,00	99 415,23	0,00	0,00	0,00	99 415,23
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	36 050,93	0,00	0,00	0,00	36 050,93
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	34 935,42	0,00	0,00	0,00	34 935,42
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	30 237,11	0,00	0,00	0,00	30 237,11
2181	Installat° générales, agencements	0,00	9 362,76	0,00	0,00	0,00	9 362,76
2182	Matériel de transport	0,00	470 735,24	0,00	0,00	0,00	470 735,24
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	279 139,78	0,00	0,00	0,00	279 139,78
2184	Mobilier	0,00	72 116,19	0,00	0,00	0,00	72 116,19
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	32 643,58	0,00	0,00	0,00	32 643,58
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**50 767,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 767,65**
274	Prêts	0,00	50 767,65	0,00	0,00	0,00	50 767,65

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	RECETTES (2)	**105 816 396,14**	**484 242,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 300 638,50**
	Réalisations	**105 816 396,14**	**449 769,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 266 165,50**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**18 364 557,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 364 557,65**
15112	Provisions pour litiges	408 037,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 037,00
1641	Emprunts en euros	6 767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 767 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	28 855,42	0,00	0,00	0,00	0,00	28 855,42
21318	Autres bâtiments publics	9 642,72	0,00	0,00	0,00	0,00	9 642,72
2138	Autres constructions	696 313,05	0,00	0,00	0,00	0,00	696 313,05
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	528,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	582,40	0,00	0,00	0,00	0,00	582,40
28031	Frais d'études	265 122,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 122,00
28033	Frais d'insertion	18 496,28	0,00	0,00	0,00	0,00	18 496,28
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	27 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 890,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	5 868,26	0,00	0,00	0,00	0,00	5 868,26
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	3 379,79	0,00	0,00	0,00	0,00	3 379,79
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	54 485,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 485,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	33 731,17	0,00	0,00	0,00	0,00	33 731,17
28041581	GFP : Bien mobilier, matériel	59 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 500,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	513,00	0,00	0,00	0,00	0,00	513,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	3 185 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 185 670,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	314 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 848,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	362 592,42	0,00	0,00	0,00	0,00	362 592,42
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 166 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 166 638,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	106 473,60	0,00	0,00	0,00	0,00	106 473,60
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	1 033 366,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 033 366,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	146 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 337,00
28051	Concessions et droits similaires	251 984,66	0,00	0,00	0,00	0,00	251 984,66
28132	Immeubles de rapport	278 927,27	0,00	0,00	0,00	0,00	278 927,27
28135	Installations générales, agencements, …	64 434,95	0,00	0,00	0,00	0,00	64 434,95
281568	Autres matériels, outillages incendie	20 288,19	0,00	0,00	0,00	0,00	20 288,19
281578	Autre matériel et outillage de voirie	66 993,62	0,00	0,00	0,00	0,00	66 993,62
28158	Autres installat°, matériel et outillage	222 366,43	0,00	0,00	0,00	0,00	222 366,43
28181	Installations générales, aménagt divers	6 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 440,00
28182	Matériel de transport	474 292,86	0,00	0,00	0,00	0,00	474 292,86
28183	Matériel de bureau et informatique	507 008,66	0,00	0,00	0,00	0,00	507 008,66

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
28184	Mobilier	357 834,53	0,00	0,00	0,00	0,00	357 834,53
28188	Autres immo. corporelles	362 243,14	0,00	0,00	0,00	0,00	362 243,14
4817	Pénalités de renégociation de la dette	930 769,23	0,00	0,00	0,00	0,00	930 769,23
4912	Prov. dépréc. comptes redevables	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
041	**Opérations patrimoniales**	**23 962 498,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 962 498,63**
1322	Subv. non transf. Régions	169 592,89	0,00	0,00	0,00	0,00	169 592,89
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	146 089,22	0,00	0,00	0,00	0,00	146 089,22
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	343 293,00	0,00	0,00	0,00	0,00	343 293,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	5 022 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 022 057,00
2031	Frais d'études	151 098,32	0,00	0,00	0,00	0,00	151 098,32
2033	Frais d'insertion	13 168,27	0,00	0,00	0,00	0,00	13 168,27
2111	Terrains nus	987 244,43	0,00	0,00	0,00	0,00	987 244,43
238	Avances versées commandes immo. incorp.	17 109 956,91	0,00	0,00	0,00	0,00	17 109 956,91
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	19 998,59	0,00	0,00	0,00	0,00	19 998,59
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**23 082 278,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 082 278,87**
10222	FCTVA	2 861 563,47	0,00	0,00	0,00	0,00	2 861 563,47
10226	Taxe d'aménagement	343 361,48	0,00	0,00	0,00	0,00	343 361,48
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	19 877 353,92	0,00	0,00	0,00	0,00	19 877 353,92
13	**Subventions d'investissement**	**1 556 346,00**	**346 313,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 902 659,77**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	15 621,00	0,00	0,00	0,00	15 621,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	274 174,77	0,00	0,00	0,00	274 174,77
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	37 518,00	0,00	0,00	0,00	37 518,00
1342	Amendes de police non transférable	1 556 346,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 556 346,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**38 757 382,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 757 382,40**
1641	Emprunts en euros	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00
166	Refinancement de dette	33 757 382,40	0,00	0,00	0,00	0,00	33 757 382,40
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**73 334,00**	**103 455,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 789,59**
274	Prêts	0,00	102 998,59	0,00	0,00	0,00	102 998,59
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	457,00	0,00	0,00	0,00	457,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	73 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 334,00
Opérations pour compte de tiers		**19 998,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 998,59**
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	19 998,59	0,00	0,00	0,00	0,00	19 998,59

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	34 473,00	0,00	0,00	0,00	34 473,00
	SOLDE (2)	7 034 929,59	-4 986 043,08	0,00	0,00	0,00	2 048 886,51

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES (2)	**4 938 866,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 194,08**	**220 273,00**	**305 952,12**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**3 002 499,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 194,08**	**220 273,00**	**297 265,44**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
139151	Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
139158	Sub. transf cpte résult. Autres groupts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13917	Sub. transf cpte résult.Budget communaut	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15112	Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15172	Provisions pour garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**206 707,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	26 102,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	34 285,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	146 319,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**245 039,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 273,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	245 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 273,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15112	Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041581	GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28042 1	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28042 2	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28042 1	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28042 2	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**34 473,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-4 519 478,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 194,08**	**-220 273,00**	**-241 097,82**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4912	Prov. dépréc. comptes redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**775 655,29**	**0,00**	**0,00**	**775 655,29**
	Réalisations	**619 402,70**	**0,00**	**0,00**	**619 402,70**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**143 458,98**	**0,00**	**0,00**	**143 458,98**
21318	Autres bâtiments publics	37 311,30	0,00	0,00	37 311,30
2182	Matériel de transport	6 588,00	0,00	0,00	6 588,00
2188	Autres immobilisations corporelles	99 559,68	0,00	0,00	99 559,68
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**475 943,72**	**0,00**	**0,00**	**475 943,72**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	475 943,72	0,00	0,00	475 943,72
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**156 252,59**	**0,00**	**0,00**	**156 252,59**
	RECETTES (2)	**200 800,00**	**0,00**	**0,00**	**200 800,00**
	Réalisations	**200 800,00**	**0,00**	**0,00**	**200 800,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**281 459,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 854,30**	**0,00**	**0,00**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	15 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	209 320,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 854,30	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	37 518,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**103 455,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	102 998,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	457,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	200 800,00	0,00	0,00	200 800,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	3 100,00	0,00	0,00	3 100,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	197 700,00	0,00	0,00	197 700,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-574 855,29	0,00	0,00	-574 855,29

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES (2)	535 028,19	0,00	240 627,10	0,00	0,00
	Réalisations	513 255,02	0,00	106 147,68	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	37 311,30	0,00	106 147,68	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	37 311,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	6 588,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	99 559,68	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	475 943,72	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	475 943,72	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	21 773,17	0,00	134 479,42	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	200 800,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	200 800,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	200 800,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	197 700,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-535 028,19	0,00	-39 827,10	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	6 951 094,52	3 483 900,29	0,00	55 693,81	0,00	51 060,40	0,00	10 541 749,02
	Réalisations	6 575 955,32	3 343 481,63	0,00	5 138,81	0,00	45 919,58	0,00	9 970 495,34
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	31 362,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 362,60
2051	Concessions, droits similaires	0,00	31 362,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 362,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 977 714,46	1 575 333,80	0,00	5 138,81	0,00	45 919,58	0,00	3 604 106,65
21312	Bâtiments scolaires	1 651 264,30	1 479 555,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 130 819,91
21318	Autres bâtiments publics	23 870,00	0,00	0,00	2 145,00	0,00	0,00	0,00	26 015,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 919,58	0,00	45 919,58
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	8 484,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 484,84
2161	Oeuvres et objets d'art	28 201,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 201,20
2183	Matériel de bureau et informatique	106 514,78	42 997,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 511,84
2184	Mobilier	156 855,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 855,14
2188	Autres immobilisations corporelles	2 524,20	52 781,13	0,00	2 993,81	0,00	0,00	0,00	58 299,14
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 598 240,86	1 736 785,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 335 026,09
2313	Constructions	46 095,95	1 736 785,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 782 881,18

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
238	Avances versées commandes immo. incorp.	4 552 144,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 552 144,91
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	375 139,20	140 418,66	0,00	50 555,00	0,00	5 140,82	0,00	571 253,68
	RECETTES (2)	2 133 470,19	2 097 521,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 230 991,73
	Réalisations	2 133 470,19	2 017 132,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 150 602,56
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 133 470,19	2 017 132,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 150 602,56
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	59 608,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 608,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	12 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 144,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	105 278,19	1 548 865,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 654 143,95
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	122 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 794,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	345 472,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 472,61
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	1 956 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 956 440,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**88 993,08**	**707 664,01**	**1 314 380,33**	**145 779,80**	**0,00**	**2 256 817,22**
	Réalisations	**63 483,28**	**644 248,41**	**858 227,68**	**145 779,80**	**0,00**	**1 711 739,17**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 764,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 764,00**
2051	Concessions, droits similaires	1 764,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 764,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**119 500,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**219 500,00**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	59 500,00	0,00	0,00	0,00	59 500,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**61 719,28**	**524 748,41**	**535 140,07**	**45 779,80**	**0,00**	**1 167 387,56**
21318	Autres bâtiments publics	60 844,28	447 437,62	412 155,35	45 779,80	0,00	966 217,05
2138	Autres constructions	0,00	0,00	44 326,66	0,00	0,00	44 326,66
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	3 112,80	0,00	0,00	3 112,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	5 287,35	0,00	0,00	5 287,35
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	39 410,36	0,00	0,00	39 410,36
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	13 434,53	0,00	0,00	13 434,53
2184	Mobilier	0,00	5 168,72	5 425,76	0,00	0,00	10 594,48
2188	Autres immobilisations corporelles	875,00	72 142,07	11 987,26	0,00	0,00	85 004,33
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**323 087,61**	**0,00**	**0,00**	**323 087,61**
2313	Constructions	0,00	0,00	323 087,61	0,00	0,00	323 087,61
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**80 389,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 389,17**
SOLDE (2)		**-4 817 624,33**	**-1 386 378,75**	**0,00**	**-85 693,81**	**0,00**	**-51 060,40**	**0,00**	**-6 310 757,29**

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES (2)	**2 151 479,75**	**259 249,39**	**1 073 171,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 060,40**	**0,00**
	Réalisations	**2 106 974,23**	**202 929,27**	**1 033 578,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 919,58**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**31 362,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	31 362,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**370 189,00**	**202 929,27**	**1 002 215,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 919,58**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	370 189,00	107 151,08	1 002 215,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 919,58	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	42 997,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	52 781,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 736 785,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 736 785,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**25 509,80**	**63 415,60**	**456 152,65**	**0,00**	**0,00**	**545 078,05**
RECETTES (2)		**0,00**	**32 684,00**	**507 442,50**	**0,00**	**0,00**	**540 126,50**
Réalisations		**0,00**	**32 684,00**	**253 342,50**	**0,00**	**0,00**	**286 026,50**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**32 684,00**	**253 342,50**	**0,00**	**0,00**	**286 026,50**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	110 709,50	0,00	0,00	110 709,50
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	32 684,00	142 633,00	0,00	0,00	175 317,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**254 100,00**	**0,00**	**0,00**	**254 100,00**
SOLDE (2)		**-88 993,08**	**-674 980,01**	**-806 937,83**	**-145 779,80**	**0,00**	**-1 716 690,72**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES (2)	**483 524,76**	**59 500,00**	**164 639,25**	**0,00**	**153 957,78**	**61 947,50**	**0,00**	**1 098 475,05**
	Réalisations	**444 061,16**	**59 500,00**	**140 687,25**	**0,00**	**74 555,17**	**47 735,50**	**0,00**	**735 937,01**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**44 505,52**	**56 320,12**	**39 593,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 140,82**	**0,00**
RECETTES (2)		**634 368,82**	**1 463 152,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**634 368,82**	**1 382 763,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**634 368,82**	**1 382 763,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	361 975,67	1 186 890,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	122 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	149 599,15	195 873,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**80 389,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-1 517 110,93**	**1 203 903,33**	**-1 073 171,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-51 060,40**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**197 099,47**	**1 317 566,02**	**286 892,71**	**0,00**	**1 801 558,20**
	Réalisations	**179 064,60**	**624 161,61**	**40 430,16**	**0,00**	**843 656,37**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**36 120,00**	**0,00**	**36 120,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	36 120,00	0,00	36 120,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**114 064,60**	**624 161,61**	**4 310,16**	**0,00**	**742 536,37**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	135 209,36	0,00	0,00	135 209,36
21318	Autres bâtiments publics	23 505,54	446 595,57	4 310,16	0,00	474 411,27
2152	Installations de voirie	0,00	635,04	0,00	0,00	635,04
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	90 559,06	0,00	0,00	0,00	90 559,06
2184	Mobilier	0,00	1 435,34	0,00	0,00	1 435,34
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	40 286,30	0,00	0,00	40 286,30
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**18 034,87**	**693 404,41**	**246 462,55**	**0,00**	**957 901,83**
	RECETTES (2)	**0,00**	**237 666,51**	**0,00**	**0,00**	**237 666,51**
	Réalisations	**0,00**	**237 666,51**	**0,00**	**0,00**	**237 666,51**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31 311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	Sous-fonction 32 321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**59 500,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	59 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**444 061,16**	**0,00**	**80 687,25**	**0,00**	**74 555,17**	**47 735,50**	**0,00**	**412 849,4**
21318	Autres bâtiments publics	408 717,00	0,00	38 720,62	0,00	43 632,61	0,00	0,00	368 522,2
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 326,0
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 112,80	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 287,35	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	7 377,90	32 032,46	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	13 029,54	404,99	0,00	0,00
2184	Mobilier	5 168,72	0,00	0,00	0,00	5 109,77	315,99	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	30 175,44	0,00	41 966,63	0,00	118,00	11 869,26	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**323 087,61**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	323 087,61
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**39 463,60**	**0,00**	**23 952,00**	**0,00**	**79 402,61**	**14 212,00**	**0,00**	**362 538,04**
	RECETTES (2)	**32 684,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 059,50**	**0,00**	**0,00**	**372 383,00**
	Réalisations	**32 684,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 059,50**	**0,00**	**0,00**	**118 283,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**32 684,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 059,50**	**0,00**	**0,00**	**118 283,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	110 709,50	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	32 684,00	0,00	0,00	0,00	24 350,00	0,00	0,00	118 283,0
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**237 666,51**	**0,00**	**0,00**	**237 666,51**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	218 596,51	0,00	0,00	218 596,51
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	19 070,00	0,00	0,00	19 070,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-197 099,47**	**-1 079 899,51**	**-286 892,71**	**0,00**	**-1 563 891,69**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41 411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Sous-fonction 42 421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES (2)	**551 929,90**	**81 246,89**	**0,00**	**684 389,23**	**0,00**	**23 147,15**	**263 745,56**	**0,00**
	Réalisations	**232 077,77**	**49 161,84**	**0,00**	**342 922,00**	**0,00**	**4 310,16**	**36 120,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 120,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 120,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31 311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	Sous-fonction 32 321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**254 100,00**
SOLDE (2)		**-450 840,76**	**-59 500,00**	**-164 639,25**	**0,00**	**-18 898,28**	**-61 947,50**	**0,00**	**-726 992,05**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**223 440,27**	**384 944,06**	**0,00**	**608 384,33**
	Réalisations	**91 879,26**	**304 416,66**	**0,00**	**396 295,92**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**	**1 200,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
21	**Immobilisations corporelles**	**91 879,26**	**3 216,66**	**0,00**	**95 095,92**
21318	Autres bâtiments publics	91 879,26	0,00	0,00	91 879,26
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 216,66	0,00	3 216,66
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**
274	Prêts	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**131 561,01**	**80 527,40**	**0,00**	**212 088,41**
	RECETTES (2)	**6 800,00**	**300 000,00**	**0,00**	**306 800,00**
	Réalisations	**6 800,00**	**300 000,00**	**0,00**	**306 800,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
21	**Immobilisations corporelles**	**232 077,77**	**49 161,84**	**0,00**	**342 922,00**	**0,00**	**4 310,16**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	83 656,46	49 161,84	0,00	2 391,06	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	106 699,67	0,00	0,00	339 895,90	0,00	4 310,16	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	635,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 435,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	40 286,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**319 852,13**	**32 085,05**	**0,00**	**341 467,23**	**0,00**	**18 836,99**	**227 625,56**	**0,00**
	RECETTES (2)	**237 666,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**237 666,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**237 666,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	218 596,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	19 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (2)	**-314 263,39**	**-81 246,89**	**0,00**	**-684 389,23**	**0,00**	**-23 147,15**	**-263 745,56**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	**Subventions d'investissement**	**6 800,00**	**0,00**	**0,00**	**6 800,00**
1323	Subv. non transf. Départements	6 800,00	0,00	0,00	6 800,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**
274	Prêts	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (2)	**-216 640,27**	**-84 944,06**	**0,00**	**-301 584,33**

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES (2)	**223 440,27**	**0,00**	**0,00**	**346 744,06**	**1 200,00**	**0,00**	**37 000,00**	**0,00**
	Réalisations	**91 879,26**	**0,00**	**0,00**	**303 216,66**	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**91 879,26**	**0,00**	**0,00**	**3 216,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	91 879,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	3 216,66	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	5 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 769,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	5 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 769,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	5 769,00	0,00	-7 000,00	0,00	0,00	-1 231,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		131 561,01	0,00	0,00	43 527,40	0,00	0,00	37 000,00	0,00
RECETTES (2)		6 800,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		6 800,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-216 640,27	0,00	0,00	-46 744,06	-1 200,00	0,00	-37 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	5 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 769,00
Réalisations		0,00	5 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 769,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		21 021,80	50 826,09	1 259 929,68	0,00	0,00	1 331 777,57
Réalisations		5 046,80	27 547,91	1 259 928,68	0,00	0,00	1 292 525,39
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	538,01	0,00	0,00	0,00	538,01
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	538,01	0,00	0,00	0,00	538,01
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	1 259 928,68	0,00	0,00	1 259 928,68
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	859 928,68	0,00	0,00	859 928,68
21	Immobilisations corporelles	822,80	27 009,90	0,00	0,00	0,00	27 832,70
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	10 553,93	0,00	0,00	0,00	10 553,93
2132	Immeubles de rapport	0,00	12 128,83	0,00	0,00	0,00	12 128,83
2138	Autres constructions	0,00	2 811,07	0,00	0,00	0,00	2 811,07
2188	Autres immobilisations corporelles	822,80	1 516,07	0,00	0,00	0,00	2 338,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		4 226,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 226,00
4541000016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	4 226,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 226,00
Restes à réaliser au 31/12		15 973,00	23 278,18	1,00	0,00	0,00	39 252,18
RECETTES (2)		20 199,00	1 804,02	0,00	0,00	0,00	22 003,02
Réalisations		4 226,00	1 804,02	0,00	0,00	0,00	6 030,02

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**18 528,58**	**3 064 340,02**	**0,00**	**0,00**	**3 082 868,60**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	1 285 564,29	0,00	0,00	1 285 564,29
2313	Constructions	0,00	824 616,28	0,00	0,00	824 616,28
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	954 159,45	0,00	0,00	954 159,45
238	Avances versées commandes immo. incorp.	18 528,58	0,00	0,00	0,00	18 528,58
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
274	Prêts	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**39 997,18**	**0,00**	**0,00**	**39 997,18**
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	0,00	39 997,18	0,00	0,00	39 997,18
Restes à réaliser au 31/12		**1 577,45**	**5 569 625,47**	**0,00**	**0,00**	**5 571 202,92**
RECETTES (2)		**35 336,00**	**4 829 852,28**	**0,00**	**0,00**	**4 865 188,28**
Réalisations		**35 336,00**	**3 860 819,04**	**0,00**	**0,00**	**3 896 155,04**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**35 336,00**	**1 842 367,32**	**0,00**	**0,00**	**1 877 703,32**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	875 120,99	0,00	0,00	875 120,99
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	2 040,85	0,00	0,00	2 040,85
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	18 859,00	0,00	0,00	18 859,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	24 350,28	0,00	0,00	24 350,28
13258	Subv. non transf. Autres groupements	10 336,00	0,00	0,00	0,00	10 336,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 000,00	912 496,20	0,00	0,00	937 496,20
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**2 150,00**	**0,00**	**0,00**	**2 150,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 150,00	0,00	0,00	2 150,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11,34**	**0,00**	**0,00**	**11,34**
2138	Autres constructions	0,00	11,34	0,00	0,00	11,34
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**16 290,38**	**0,00**	**0,00**	**16 290,38**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	16 290,38	0,00	0,00	16 290,38
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**1 804,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 804,02**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 804,02	0,00	0,00	0,00	1 804,02
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**4 226,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 226,00**
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	4 226,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 226,00
Restes à réaliser au 31/12		**15 973,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 973,00**
SOLDE (2)		**-822,80**	**-49 022,07**	**-1 259 929,68**	**0,00**	**0,00**	**-1 309 774,55**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
274	Prêts	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**969 033,24**	**0,00**	**0,00**	**969 033,24**
SOLDE (2)		**-686 042,76**	**-13 239 133,03**	**-7 320,00**	**0,00**	**-13 932 495,84**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**702 850,18**	**18 528,58**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**701 272,73**	**18 528,58**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**721 378,76**	**18 068 985,36**	**7 320,00**	**0,00**	**18 797 684,12**
Réalisations		**719 801,31**	**12 499 359,89**	**7 320,00**	**0,00**	**13 226 481,20**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**81 130,50**	**0,00**	**0,00**	**81 130,50**
2152	Installations de voirie	0,00	81 130,50	0,00	0,00	81 130,50
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**1 550,00**	**0,00**	**0,00**	**1 550,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 550,00	0,00	0,00	1 550,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**331 822,68**	**7 320,00**	**0,00**	**339 142,68**
2031	Frais d'études	0,00	113 293,63	7 320,00	0,00	120 613,63
2051	Concessions, droits similaires	0,00	218 529,05	0,00	0,00	218 529,05
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**227 377,20**	**0,00**	**0,00**	**227 377,20**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	25 397,20	0,00	0,00	25 397,20
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	201 980,00	0,00	0,00	201 980,00
21	**Immobilisations corporelles**	**701 272,73**	**6 753 142,31**	**0,00**	**0,00**	**7 454 415,04**
2111	Terrains nus	0,00	176 013,11	0,00	0,00	176 013,11
2112	Terrains de voirie	0,00	8 603,00	0,00	0,00	8 603,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	590 695,68	0,00	0,00	590 695,68
21318	Autres bâtiments publics	0,00	684 103,90	0,00	0,00	684 103,90
2138	Autres constructions	0,00	1 288 577,75	0,00	0,00	1 288 577,75
2152	Installations de voirie	701 272,73	3 829 660,91	0,00	0,00	4 530 933,64
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	46 499,50	0,00	0,00	46 499,50
2158	Autres inst.,matérie,outil. techniques	0,00	76 927,71	0,00	0,00	76 927,71
2182	Matériel de transport	0,00	1 260,00	0,00	0,00	1 260,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	15 830,43	0,00	0,00	15 830,43
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	34 970,32	0,00	0,00	34 970,32

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-667 514,18**	**-18 528,58**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**1 091 841,51**	**1 739 142,32**	**4 033 188,79**	**2 178 226,98**	**9 026 585,76**	**7 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**457 245,28**	**1 334 642,41**	**3 701 506,89**	**1 560 046,17**	**5 445 919,14**	**7 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**81 130,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	81 130,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**1 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	1 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**83 533,63**	**0,00**	**4 958,40**	**0,00**	**243 330,65**	**7 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	83 533,63	0,00	0,00	0,00	29 760,00	7 320,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	4 958,40	0,00	213 570,65	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**1 980,00**	**25 397,20**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org.pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	25 397,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	1 980,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**701 272,73**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	701 272,73	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 528,58**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 528,58	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 577,45**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 336,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	**Immobilisations corporelles**	**373 711,65**	**1 251 531,91**	**1 293 084,75**	**1 297 601,01**	**2 537 212,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	176 013,11	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	8 603,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	52 381,20	0,00	0,00	395 401,01	142 913,47	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	1 198,08	29 960,45	0,00	652 945,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	157 987,97	0,00	0,00	0,00	1 130 589,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	162 144,40	1 214 972,46	1 199 916,64	175 093,53	1 077 533,88	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	6 599,00	0,00	39 900,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	76 927,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	15 830,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	409,97	34 260,60	299,75	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**2 376 516,54**	**222 447,98**	**465 375,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	1 210 087,84	59 906,45	15 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	719 676,45	0,00	104 939,83	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	446 752,25	162 541,53	344 865,67	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 997,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	0,00	0,00	0,00	39 997,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**634 596,23**	**404 499,91**	**331 681,90**	**618 180,81**	**3 580 666,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**511 739,44**	**24 012,29**	**872 117,40**	**200 144,17**	**3 221 838,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**205 016,44**	**24 012,29**	**289 800,50**	**200 144,17**	**3 141 845,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**205 005,10**	**21 862,29**	**289 800,50**	**183 853,79**	**1 141 845,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 336,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 336,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	10 336,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	179 449,10	0,00	255 180,50	164 994,79	275 496,60	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040,85	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	18 859,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	21 862,29	0,00	0,00	2 487,99	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	16 056,00	0,00	34 620,00	0,00	861 820,20	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**2 150,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**11,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2138	Autres constructions	11,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 290,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	16 290,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**306 723,00**	**0,00**	**582 316,90**	**0,00**	**79 993,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-580 102,07**	**-1 715 130,03**	**-3 161 071,39**	**-1 978 082,81**	**-5 804 746,78**	**-7 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

	IV – ANNEXES	IV
	ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**0,00**	**153 000,00**	**0,00**	**0,00**	**250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 250,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	RECETTES (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**153 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 000,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-153 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-153 250,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou artide spécialisé).

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**387 509 676,20**									
1641 Emprunts en euros (total)					382 634 676,20									
8095	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/10/2000	01/10/2000	01/10/2001	2 174 838,44	F	Taux fixe à 3.55 %	3,550	3,550	EUR	A	P	O	A-1
8401	Credit Mutuel Mulhouse Europe	31/12/2006	31/12/2006	31/03/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,906	EUR	T	P	O	A-1
8411	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	14/12/2006	14/12/2006	29/06/2007	4 000 000,00	C	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.02 sur EONIA(Postfixé)) + 0.02	3,620	0,000	EUR	T	C	O	A-1
8432	SFIL CAFFIL	01/06/2008	01/06/2008	01/01/2009	7 100 000,00	C	Taux fixe à 3.59 %	3,590	3,642	EUR	A	C	O	B-4
8441	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	27/12/2007	27/12/2007	01/04/2008	5 000 000,00	V	(Euribor 3M)-Floor -0 sur Euribor 3M	4,774	4,932	EUR	T	C	O	A-1
8442	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	28/03/2008	28/03/2008	01/07/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4 %	4,000	4,120	EUR	T	C	O	A-1
8451	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	24/12/2008	24/12/2008	01/03/2010	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	3,653	3,758	EUR	A	C	O	A-1
8461	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/12/2008	19/12/2008	01/08/2010	4 000 000,00	V	LEP(Préfixé) + 1.16	5,660	5,740	EUR	A	C	O	A-1
8471	SOCIETE GENERALE	22/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	3 000 000,00	C	EONIA(Postfixé) + 1.6	3,865	3,956	EUR	T	C	O	A-1
8481	SFIL CAFFIL	23/11/2009	03/12/2009	01/04/2010	3 000 000,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.75	1,098	1,119	EUR	T	C	O	A-1
8482	SFIL CAFFIL	23/11/2009	21/01/2010	01/05/2010	3 000 000,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.75	1,096	1,117	EUR	T	C	O	A-1
8483	SFIL CAFFIL	19/10/2009	02/03/2010	01/07/2010	3 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.84	1,159	0,000	EUR	T	C	O	A-1
8491	SOCIETE GENERALE	15/12/2009	15/12/2009	15/03/2010	6 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	1,154	1,176	EUR	T	C	O	A-1
8501	SFIL CAFFIL	19/07/2010	07/05/2010	01/12/2010	350 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,360	2,381	EUR	T	P	O	A-1
8502	SFIL CAFFIL	19/07/2010	07/05/2010	01/12/2010	400 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,360	2,381	EUR	T	P	O	A-1
8511	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2010	26/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	C	O	A-1
8521	CAISSE D'EPARGNE	08/07/2011	26/07/2011	31/10/2011	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,300	3,341	EUR	T	C	O	A-1
8531	BNP PARIBAS	05/08/2011	16/08/2011	16/11/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.239 %	3,239	3,279	EUR	T	C	O	A-1
8541	Societe Financiere de la NEF	28/11/2011	23/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
8601 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/04/2018	3 488 028,57	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
8611	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	29/11/2012	01/12/2013	1 968 460,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	C	O	A-1
8621	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,505	EUR	T	C	O	A-1
8641	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.58 %	3,580	3,682	EUR	T	C	O	A-1
8661	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	06/01/2014	28/01/2014	01/02/2017	1 830 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	1,750	EUR	A	C	O	A-1
8671	CREDIT COOPERATIF	02/10/2014	01/12/2014	01/03/2015	3 000 000,00	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,302	EUR	T	P	O	A-1
8691	SOCIETE GENERALE	15/10/2014	31/01/2015	30/04/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	2,602	EUR	T	C	O	A-1
8701	CAISSE D'EPARGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	4 200 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,717	EUR	T	C	O	A-1
8711	SFIL CAFFIL	10/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	52 288 888,88	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,318	EUR	A	X	O	A-1
8741	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	07/12/2015	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,812	EUR	T	P	O	A-1
8751	AUTRE	25/03/2016	25/03/2016	27/03/2017	20 000 000,00	F	Taux fixe à 2.43 %	2,430	2,430	EUR	A	C	O	A-1
8761	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/10/2017	2 007 136,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
8771	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/04/2017	509 941,91	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	0,850	EUR	T	P	O	A-1
8781	BANQUE POSTALE	28/11/2016	15/12/2017	01/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,611	EUR	T	C	O	A-1
8791	CAISSE D'EPARGNE	29/11/2016	07/12/2016	31/03/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,893	EUR	T	C	O	A-1
8801-Consolidaton	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
8811	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,305	EUR	T	C	O	A-1
8821	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
8831-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
8841	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	31/12/2017	31/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,296	EUR	T	C	O	A-1
8851-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	16/10/2018	15/11/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,255	EUR	M	C	O	A-1
8861	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	18/10/2018	31/12/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	1,185	EUR	T	P	O	A-1
8871	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	29/10/2018	31/12/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	1,185	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**387 509 676,20**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**387 509 676,20**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
8551	CAISSE D'EPARGNE	13/12/2011	13/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.6	3,850	3,906	EUR	T	C	O	A-1
8561	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/12/2011	06/02/2012	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
8571	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	13/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,535	EUR	T	P	O	A-1
8581	CAISSE D'EPARGNE	31/05/2012	31/05/2012	31/08/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4,550	4,628	EUR	T	C	O	A-1
8591	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/05/2012	31/05/2012	31/08/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 5.05 %	5,050	5,223	EUR	T	C	O	A-1
8601 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/04/2018	3 488 028,57	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
8611	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	29/11/2012	01/12/2013	1 968 460,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	C	O	A-1
8621	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,505	EUR	T	C	O	A-1
8641	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.58 %	3,580	3,682	EUR	T	C	O	A-1
8661	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	06/01/2014	28/01/2014	01/02/2017	1 830 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	1,750	EUR	A	C	O	A-1
8671	CREDIT COOPERATIF	02/10/2014	01/12/2014	01/03/2015	3 000 000,00	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,302	EUR	T	P	O	A-1
8691	SOCIETE GENERALE	15/10/2014	31/01/2015	30/04/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	2,602	EUR	T	C	O	A-1
8701	CAISSE D'EPARGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	4 200 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,717	EUR	T	C	O	A-1
8711	SFIL CAFFIL	10/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	52 288 888,88	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,318	EUR	A	X	O	A-1
8741	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	07/12/2015	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,812	EUR	T	P	O	A-1
8751	AUTRE	25/03/2016	25/03/2016	27/03/2017	20 000 000,00	F	Taux fixe à 2.43 %	2,430	2,430	EUR	A	C	O	A-1
8761	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/10/2017	2 007 136,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
8771	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/04/2017	509 941,91	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	0,850	EUR	T	P	O	A-1
8781	BANQUE POSTALE	28/11/2016	15/12/2017	01/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,611	EUR	T	C	O	A-1
8791	CAISSE D'EPARGNE	29/11/2016	07/12/2016	31/03/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,893	EUR	T	C	O	A-1
8801-Consolidaton	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
8811	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,305	EUR	T	C	O	A-1
8821	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
8831-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
8841	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	31/12/2017	31/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,296	EUR	T	C	O	A-1
8851-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	16/10/2018	15/11/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,255	EUR	M	C	O	A-1
8861	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	18/10/2018	31/12/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	1,185	EUR	T	P	O	A-1
8871	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	29/10/2018	31/12/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	1,185	EUR	T	P	O	A-1

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**1 592 774,40**		**211 901 394,58**					**20 978 516,18**	**4 125 778,19**	**70 061,79**	**1 116 255,95**
1641 Emprunts en euros (total)		1 592 774,40		208 781 394,58					20 718 516,18	4 050 491,93	70 061,79	1 104 360,95
8095	N			371 347,65	2,75	F	Taux fixe à 3.55 %	3,542	115 393,95	17 279,33	0,00	3 259,00
8401	O	1 592 774,40	A-1	1 592 774,40	4,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,549	361 488,89	152 839,72	70 061,79	199,10
8411	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.43 %	3,468	66 666,47	57,66	0,00	0,00
8432	N	0,00	B-4	2 130 000,00	5,00	C	Taux fixe 3.59% à barrière 6.5% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de 0.02%)	3,630	355 000,00	90 450,55	0,00	77 316,63
8441	N	0,00	A-1	1 312 500,00	5,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	250 000,00	0,00	0,00	0,00
8442	N	0,00	A-1	1 375 000,00	5,25	F	Taux fixe à 0 %	0,000	250 000,00	0,00	0,00	0,00
8451	N	0,00	A-1	1 750 000,00	6,17	V	Euribor 3M + 0.6	0,597	250 000,00	6 968,98	0,00	3 768,33
8461	N	0,00	A-1	1 400 000,00	6,58	V	LEP(Préfixé) + 1.16	3,530	200 000,00	34 560,00	0,00	33 376,00
8471	N	0,00	A-1	900 000,00	6,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,348	150 000,00	43 318,02	0,00	107,5[illegible]
8481	N	0,00	A-1	450 000,00	2,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.75	0,600	200 000,00	1 711,86	0,00	1 861,[illegible]
8482	N	0,00	A-1	450 000,00	2,08	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.75	0,619	200 000,00	2 093,33	0,00	1 542,[illegible]
8483	N	0,00	A-1	500 000,00	2,25	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.75	0,604	200 000,00	1 863,81	0,00	2 067,[illegible]
8491	N	0,00	A-1	800 000,00	1,96	F	Taux fixe à 3.71 %	3,751	400 000,00	39 480,58	0,00	1 319,[illegible]
8501	N	0,00	A-1	73 743,74	2,67	F	Taux fixe à 2.36 %	2,355	25 654,70	2 119,86	0,00	140,[illegible]

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
8771	N	0,00	A-1	321 395,45	9,00	F	Taux fixe à 0.85 %	0,845	33 262,07	2 899,53	0,00	673,24
8781	N	0,00	A-1	6 833 333,27	10,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,608	666 666,68	44 225,00	0,00	10 305,04
8791	N	0,00	A-1	1 200 000,08	9,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,888	133 333,32	11 421,67	0,00	0,00
8801-Consolidaton	N	0,00	A-1	3 083 333,38	9,08	V	Taux fixe à 0.6 % Euribor 3M + 0.55	0,886	333 333,35	20 951,01	0,00	11 258,88
8811	N	0,00	A-1	3 333 333,20	9,83	F	Taux fixe à 1.28 %	1,294	333 333,36	45 958,52	0,00	7 229,63
8821	N	0,00	A-1	6 500 000,00	9,75	F	Taux fixe à 1.36 %	1,375	666 666,67	95 363,71	0,00	245,56
8831-Consolidation	N	0,00	A-1	6 999 999,94	10,33	F	Taux fixe à 0.82 %	0,829	666 666,68	61 655,66	0,00	9 566,67
8841	N	0,00	A-1	1 333 333,40	10,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,287	133 333,32	18 275,00	0,00	0,00
8851-Consolidation	N	0,00	A-1	7 222 222,00	10,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,244	666 666,72	94 584,72	0,00	3 948,15
8861	N	0,00	A-1	1 468 744,55	10,75	F	Taux fixe à 1.18 %	1,177	127 405,14	18 272,18	0,00	0,00
8871	N	0,00	A-1	2 203 116,91	10,75	F	Taux fixe à 1.18 %	1,177	191 107,69	27 408,27	0,00	0,00
8881	N	0,00	A-1	7 499 999,95	11,17	F	Taux fixe à 1.28 %	1,294	666 666,68	102 731,85	0,00	8 000,00
8891 Consolidation	N	0,00	A-1	3 916 666,58	11,67	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,698	333 333,36	22 504,06	0,00	7 423,93
8901	N	0,00	A-1	7 833 333,29	11,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,667	666 666,68	55 201,67	0,00	4 308,33
8911	N	0,00	A-1	2 977 627,10	11,75	F	Taux fixe à 0.63 %	0,637	248 135,60	20 009,65	0,00	4 741,87
8921 Consolidation	N	0,00	A-1	7 224 999,97	12,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,688	566 666,68	52 250,13	0,00	8 188,33
8931	N	0,00	A-1	1 733 333,36	12,83	F	Taux fixe à 0.47 %	0,469	133 333,32	8 538,33	0,00	1 357,78
8941	N	0,00	A-1	2 600 000,00	12,88	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,633	200 000,00	11 371,85	0,00	6 893,25
8951	N	0,00	A-1	4 296 875,00	6,00	F	Taux fixe à 0.15 %	0,152	687 500,00	7 187,96	0,00	1 629,24

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
8502	N	0,00	A-1	84 278,47	2,67	F	Taux fixe à 2.36 %	2,355	29 319,66	2 422,70	0,00	160,2[illegible]
8511	N	0,00	A-1	4 000 000,00	8,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,391	500 000,00	146 625,00	0,00	0,0[illegible]
8521	N	0,00	A-1	1 250 000,03	3,58	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	1,266	333 333,36	15 104,17	0,00	4 791,[illegible]
8531	N	0,00	A-1	2 499 999,85	3,63	F	Taux fixe à 3.239 %	3,232	666 666,68	94 470,83	0,00	9 896,94
8541	N	0,00	A-1	2 044 672,84	4,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,497	357 548,97	108 340,20	0,00	91 958,60
8551	N	0,00	A-1	1 333 333,35	4,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	1,443	333 333,36	22 270,84	0,00	0,00
8561	N	0,00	A-1	2 044 672,84	4,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,497	357 548,97	108 340,20	0,00	91 958,60
8571	N	0,00	A-1	1 338 322,57	4,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	299 096,43	68 072,73	0,00	0,00
8581	N	0,00	A-1	1 500 000,14	4,42	F	Taux fixe à 4.55 %	4,540	333 333,32	77 729,17	0,00	5 687,50
8591	N	0,00	A-1	300 000,00	4,42	F	Taux fixe à 5.05 %	5,106	66 666,67	17 490,30	0,00	1 304,58
8601 Réam	N	0,00	A-1	2 364 765,10	9,75	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,429	236 476,52	52 202,14	0,00	19 343,52
8611	N	0,00	A-1	656 153,30	4,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,199	131 230,67	8 661,22	0,00	1 374,28
8621	N	0,00	A-1	1 916 666,79	5,67	F	Taux fixe à 3.46 %	3,452	333 333,32	73 525,00	0,00	5 526,39
8641	N	0,00	A-1	2 083 333,10	6,08	F	Taux fixe à 3.58 %	3,620	333 333,36	83 168,69	0,00	12 637,73
8661	N	0,00	A-1	1 333 046,57	13,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,950	95 217,61	21 423,96	0,00	24 365,13
8671	N	0,00	A-1	1 677 370,59	6,92	F	Taux fixe à 2.25 %	2,275	195 464,30	41 064,72	0,00	3 145,07
8691	N	0,00	A-1	6 125 000,00	12,08	F	Taux fixe à 2.54 %	2,568	500 000,00	165 770,27	0,00	26 361,32
8701	N	0,00	A-1	2 520 000,00	11,91	F	Taux fixe à 2.69 %	2,683	210 000,00	71 318,63	0,00	5 649,00
8711	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.27 %	0,000	2 807 902,28	1 212 291,54	0,00	0,00
8741	N	0,00	A-1	1 380 054,85	13,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,795	93 405,92	25 894,16	0,00	0,00
8751	N	0,00	A-1	17 000 000,00	33,24	F	Taux fixe à 2.43 %	2,413	500 000,00	425 250,00	0,00	313 819,06
8761	N	0,00	A-1	1 404 995,20	13,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	100 356,80	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
8961	N	0,00	A-1	3 380 000,00	12,91	V	(Euribor 3M + 0.22)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,532	260 000,00	13 024,22	0,00	6 414,86
8971	N	0,00	A-1	4 416 666,69	13,08	F	Taux fixe à 0.35 %	0,354	333 333,32	16 411,11	0,00	2 576,39
8981	N	0,00	A-1	4 416 666,69	13,16	V	(Euribor 3M + 0.24)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,553	333 333,32	17 945,22	0,00	8 458,41
8991	N	0,00	A-1	40 524 382,40	16,25	F	Taux fixe à 0.6 %	0,607	0,00	0,00	0,00	245 847,92
9001	N	0,00	A-1	4 750 000,01	14,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,607	249 999,99	23 618,05	0,00	7 204,16
9011	N	0,00	A-1	2 374 999,99	14,08	F	Taux fixe à 0.63 %	0,602	125 000,01	11 917,50	0,00	2 493,75
9021	N	0,00	A-1	2 374 999,99	14,08	F	Taux fixe à 0.65 %	0,625	125 000,01	12 070,89	0,00	2 658,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		3 120 000,00					260 000,00	75 286,26	0,00	11 895,00
86811	N	0,00	A-1	3 120 000,00	11,83	F	Taux fixe à 2.25 %	2,275	260 000,00	75 286,26	0,00	11 895,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**1 592 774,40**		**211 901 394,58**					**20 978 516,18**	**4 125 778,19**	**70 061,79**	**1 116 255,95**

Ville de Mulhouse
Procès verbal du conseil municipal du 27 juin 2023

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	62	0	0	0	0	
	% de l'encours	98,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	209 771 394,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	1	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	1,01	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	2 130 000,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
8432	SFIL CAFFIL	7 100 000,00	2 130 000,00	4	20,00		Taux fixe à 3,59 %	Taux fixe à 3,59 %	0,00	Taux fixe 3,59% à barrière 6,5% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de 0,02%)	3,630	90 450,55	0,00	1,01
TOTAL (B)		**7 100 000,00**	**2 130 000,00**						**0,00**			**90 450,55**	**0,00**	**1,01**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**7 100 000,00**	**2 130 000,00**						**0,00**			**90 450,55**	**0,00**	**1,01**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles: Primes payées pour l'achat d'option	Primes éventuelles: Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**1 592 774,40**					**1 592 774,40**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Swap 8401 Ream	8401	1 592 774,40	31/12/2026	The Royal Bank of Scotland	swap	taux	1 592 774,40	30/06/2007	31/12/2026		0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**1 592 774,40**					**1 592 774,40**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap, floor, tunnel, swaption*).
(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé: Index (5)	Taux payé: Niveau de taux (6)	Taux reçu (7): Index	Taux reçu (7): Niveau de taux	Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat: Charges c/668	Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat: Produits c/768	Catégorie d'emprunt (8): Avant opération de couverture	Catégorie d'emprunt (8): Après opération de couverture
Taux fixe (total)						2 119 012,88	2 383 264,38		
Swap 8401 Ream	8401	Taux fixe à 4.5 %	4,644	Taux fixe à 3.85 %	3,906	2 119 012,88	2 383 264,38	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						2 119 012,88	2 383 264,38		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt: Année	Profil (5)	Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux: Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Coût de sortie (10): Type (11)	Coût de sortie (10): Montant (12)	Annuité de l'exercice: Intérêts (13)	Annuité de l'exercice: Capital	ICNE de l'exercice
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**33 757 382,40**							**6 767 000,00**	**1 212 291,54**	**2 807 902,28**	**0,00**
8711	2015		01/01/2022	SFIL CAFFIL	0,00	33 757 382,40	12,00	A	F	Fixe	3,320	C	6 767 000,00	1 212 291,54	2 807 902,28	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**40 524 382,40**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**245 847,92**
8991	2022	C	01/01/2022	SFIL CAFFIL	40 524 382,40	0,00	16,25	A	F	Fixe	0,610			0,00	0,00	245 847,92

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	IV A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 150 €	18 décembre 2006

Catégories de biens amortis	Durée (en années)	Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)
2031 - Frais d'études non suivies de réalisation	5	L
2031 - Frais d'études, élaboration, modification et révision des documents d'urbanisme	10	L
2032 - Frais de recherches et de développement - réussite du projet	5	L
2032 - Frais de recherches et de développement - échec du projet	1	L
2033 - Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	L
2051 - Concessions et droits similaires	2	L
208 - Autres immobilisations corporelles	2	L
2132 - immeuble de rapport	25	L
21561 - Matériel & outillage d'incendie - matériel roulant	10	L
21568 - Matériel & outillage d'incendie - autre matériel	10	L
21571 - Matériel & outillage de voirie - matériel roulant	8	L
21578 - Matériel & outillage de voirie - autre matériel	8	L
2158 - Autres installations, matériel et outillages techniques	8	L
2181 - Installations générales, agencements, aménagements divers	15	L
2182 - Matériel de transport	10	L
2183 - Matériel de bureau et informatique	5	L
2184 - Mobilier	8	L
2185 - Cheptel	10	L
2188 - Autres immobilisations corporelles	8	L
21732 - Immeuble de rapport reçu au titre d'une mise à disposition	25	L
21757 - Matériel et outillage de voirie reçus au titre d'une mise à disposition	8	L
21758 - Autres installations, mat. et outillage techniques reçus au titre d'une mise à disposition	8	L
21782 - Matériel de transport reçus au titre d'une mise à disposition	10	L
21783 - Matériel de bureau et informatique reçus au titre d'une mise à disposition	5	L
21784 - Mobilier reçus au titre d'une mise à disposition	8	L
21785 - Cheptel reçus au titre d'une mise à disposition	10	L
21788 - Autres immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition	8	L
2232 - Immeuble de rapport reçu en affectation	25	L
2256 - Matériel & outillage d'incendie et de défense civile reçus en affectation	8	L
2257 - Matériel & outillage de voirie reçus en affectation	8	L
2258 - Autres installations, matériel et outillage techniques reçus en affectation	8	L
2281 - Installations générales, agencements divers reçues en affectation	15	L
2282 - Matériel de transport reçu en affectation	10	L
2283 - Matériel de bureau et matériel informatique reçu en affectation	5	L
2284 - Mobilier reçu en affectation	8	L
2285 - Cheptel reçu en affectation	10	L
2288 - Autres immobilisations corporelles reçues en affectation	8	L
204111 - Biens mobiliers, matériel et études	5	L
204112 - Bâtiments et installation	30	L
204113 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	L

07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
07/07/2008	07/07/2008
14/03/2016	14/03/2016
14/03/2016	14/03/2016
14/03/2016	14/03/2016

L	204121 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	204122 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	204123 - Projets d'infrstructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	204131 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	204132 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	204133 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041411 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041412 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041413 - Projets d'infestructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041481 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041482 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041483 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041511 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041512 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041513 - Projets d'infrastructres d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041581 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041582 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041583 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041611 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041612 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041613 - Projets d'infrastructure d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041621 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041622 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041623 - Projets d'infrastructures d'intérât national	40	14/03/2016
L	2041361 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041632 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	2041633 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	2041641 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	2041642 - Bâtimets et installations	30	14/03/2016
L	2041643 - Projets d'infrastructures d'intérât national	40	14/03/2016
L	204171 - Biens mobilers, matériel et études	5	14/03/2016
L	204172 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	204173 - Projets d'infrastructure d'intérêt national	40	14/03/2016
L	204181 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	204182 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	204183 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	20421 - Bien mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	20422 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	20423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	204411 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	204412 - Bâtiments et installations	30	14/03/2016
L	204413 - Projet d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016
L	204421 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14/03/2016
L	204422 - Bâtments et installations	30	14/03/2016
L	204423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	14/03/2016

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**408 037,00**		**139 750,20**	**547 787,20**	**134 750,00**	**413 037,20**
Affaires à risques	408 037,00	31/12/2022	139 750,20	547 787,20	134 750,00	413 037,20
Provisions pour dépréciation (2)	**125 000,00**		**15 000,00**	**140 000,00**	**0,00**	**140 000,00**
Avance accordée à une association	0,00	31/12/2006	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00
Créances douteuses	125 000,00	31/12/2022	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**533 037,00**		**3 143 577,59**	**3 676 614,59**	**3 123 577,39**	**553 037,20**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**24 778 569,00**	**I 24 307 361,18**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**21 349 706,00**	**20 978 516,17**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	21 349 706,00	20 978 516,17
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**3 428 863,00**	**3 328 845,01**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10223	TLE	100 000,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 206 543,00	1 206 542,93
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*2 122 320,00*	*2 122 302,08*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**24 307 361,18**	**10 151 082,60**	**12 102 559,04**	**46 561 002,82**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**37 545 109,65**	**III**	**16 553 433,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**7 073 334,00**		**5 691 214,54**
10222	FCTVA	3 050 000,00		2 861 563,47
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	400 000,00		343 361,48
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		9 500,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	3 550 000,00		2 402 998,59
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00		457,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	73 334,00		73 334,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**30 471 775,65**		**10 862 218,46**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions pour litiges*	*408 037,00*		*408 037,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*590,00*		*582,40*
28031	*Frais d'études*	*265 130,00*		*265 122,00*
28033	*Frais d'insertion*	*18 500,00*		*18 496,28*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*27 890,00*		*27 890,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*5 870,00*		*5 868,26*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*3 380,00*		*3 379,79*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*54 500,00*		*54 485,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*33 740,00*		*33 731,17*
28041581	*GFP : Bien mobilier, matériel*	*59 500,00*		*59 500,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*520,00*		*513,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*3 209 480,00*		*3 185 670,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*315 880,00*		*314 848,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*414 150,00*		*362 592,42*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*1 174 320,00*		*1 166 638,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*107 900,00*		*106 473,60*
2804413	*Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat*	*1 033 370,00*		*1 033 366,00*
2804421	*Sub nat privé - Biens mob, mat, études*	*110,00*		*105,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*146 340,00*		*146 337,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*411 620,00*		*251 984,66*
28132	*Immeubles de rapport*	*298 560,00*		*278 927,27*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*64 490,00*		*64 434,95*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*20 290,00*		*20 288,19*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*69 350,00*		*66 993,62*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*222 370,00*		*222 366,43*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*6 440,00*		*6 440,00*
28182	*Matériel de transport*	*509 440,00*		*474 292,86*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*512 230,00*		*507 008,66*
28184	*Mobilier*	*366 970,00*		*357 834,53*
28188	*Autres immo. corporelles*	*425 640,00*		*362 243,14*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*931 000,00*	*930 769,23*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*125 000,00*	*125 000,00*
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 205 790,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*18 023 378,65*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**16 553 433,00**	**1 353 968,41**	**0,00**	**19 877 353,92**	**37 784 755,33**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**46 561 002,82**
Ressources propres disponibles	IV	**37 784 755,33**
Solde	V = IV – II (3)	**-8 776 247,49**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**22 626,75**
6132099	LOCATIONS IMMOBILIERES	22 626,75
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**333,34**
67800099	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	333,34
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**22 960,09**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***
	TOTAL GENERAL	**22 960,09**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 107 518,13**
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	1 107 518,13
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**80 160,00**
775	PRODUITS CESSION IMMOBILISATION	80 160,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**1 187 678,13**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***
	TOTAL GENERAL	**1 187 678,13**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ANIMATION, EVENEMENTIEL ET VIE SPORTIVE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***
	TOTAL GENERAL	**0,00**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**19 305,66**
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	19 305,66
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**19 305,66**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***
	TOTAL GENERAL	**19 305,66**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ARCHITECTURE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	39 229,08
615221099	ENTRETIEN ET REPARATION BAT PUBLICS	35 262,13
61560099	MAINTENANCE	3 966,95
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	39 229,08
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	39 229,08

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ATTRACTIVITE COMMERCIALE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	38 070,00
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	38 070,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	38 070,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	38 070,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CULTES (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	743,55
703230099	REVANCE OCCUPATION DOM PUBLIC COM	743,55
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	743,55
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	743,55

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEPLACEMENTS ET CIRCULATION (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	15 409,15
615221099	ENTRETIEN ET REPARATION BAT PUBLICS	15 409,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	15 409,15
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	15 409,15

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	33 523,27
703210099	DROITS DE STATIONNEMENT ET LOC SUR VP	33 523,27
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	33 523,27
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	33 523,27

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEVELOPPEMENT CULTUREL (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	190 509,03
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	190 509,03
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	190 509,03
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	190 509,03

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ORCHESTRE SYMPHONIQUE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	6 475,98
61350098	LOCATIONS MOBILIERES	3 881,10
61880098	AUTRES FRAIS DIVERS	2 594,88
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	3 881,10
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	3 881,10

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

THEATRE DE LA SINNE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	2 614,74
60623099	ACHATS NON STOCKES ALIMENTATION	2 614,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	2 614,74
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	2 614,74

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	5 305,28
70880099	LOCATIONS DIVERSES	5 305,28
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	18 683,30
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	18 683,30
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	23 988,58
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	23 988,58

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

URBANISME (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	8 060,06
70830099	LOCATIONS DIVERSES	8 060,06
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	8 060,06
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	8 060,06

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ANIMATION, EVENEMENTIEL ET VIE SPORTIVE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ARCHITECTURE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	7 680,02
213180099 21320099	CONSTRUCTIONS AUTRES BATIMENTS PUBLICS CONSTRUCTIONS IMMEUBLES DE RAPPORT	3 250,72 4 429,30
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		7 680,02
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		7 680,02

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ATTRACTIVITE COMMERCIALE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CULTES(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEPLACEMENTS ET CIRCULATION(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEVELOPPEMENT CULTUREL (1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	366 297,52
213180099	CONSTRUCTIONS AUTRES BATIMENTS PUBLICS	366 297,52
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	209 262,02
23130099	IMMOB EN COURS CONSTRUCTION	209 262,02
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		575 559,54
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		575 559,54

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ORCHESTRE SYMPHONIQUE (1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		2 594,88
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		2 594,88

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

THEATRE DE LA SINNE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des dépenses réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des recettes réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

URBANISME (1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des dépenses réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des recettes réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				12 100 000,00	6 515 384,61	930 769,23	4 653 846,16
2022	Etalement d'une indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours EUR/CHF	156	24/08/2015	12 100 000,00	6 515 384,61	930 769,23	4 653 846,16

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 00016	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE					Date de la délibération :	
			Sur l'exercice				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**54 876,08**	**55 069,60**	**4 226,00**	**15 973,00**	**34 870,60**	**59 102,08**
454100016 (2)	54 876,08	55 069,60	4 226,00	15 973,00	34 870,60	59 102,08
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**54 876,08**	**55 069,60**	**4 226,00**	**15 973,00**	**34 870,60**	**59 102,08**
RECETTES (b)	**54 876,08**	**55 069,60**	**4 226,00**	**15 973,00**	**34 870,60**	**59 102,08**
454200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	54 876,08	55 069,60	4 226,00	15 973,00	34 870,60	59 102,08
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**54 876,08**	**55 069,60**	**4 226,00**	**15 973,00**	**34 870,60**	**59 102,08**

N° opération : 00104	Intitulé de l'opération : MISE AUX NORMES JEUX OPAC					Date de la délibération :	
			Sur l'exercice				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**559 341,03**	**40 000,00**	**39 997,18**	**0,00**	**2,82**	**599 338,21**
458100104 (2)	559 341,03	40 000,00	39 997,18	0,00	2,82	599 338,21
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**559 341,03**	**40 000,00**	**39 997,18**	**0,00**	**2,82**	**599 338,21**
RECETTES (b)	**559 341,03**	**40 000,00**	**39 997,18**	**0,00**	**2,82**	**599 338,21**
458200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	279 670,51	20 000,00	19 998,59	0,00	1,41	299 669,10
040 Financement par le mandataire	279 670,52	20 000,00	19 998,59	0,00	1,41	299 669,11
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**559 341,03**	**40 000,00**	**39 997,18**	**0,00**	**2,82**	**599 338,21**

N° opération : 00108	Intitulé de l'opération : RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES					Date de la délibération : 28/06/2018
		Sur l'exercice				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**6 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 750,00**
458100108 (2)	6 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 750,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 750,00**
RECETTES (b)	**6 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 750,00**
458200108 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	6 743,16	0,00	0,00	0,00	0,00	6 743,16
040 *Financement par le mandataire*	6,84	0,00	0,00	0,00	0,00	6,84
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**6 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 750,00**

N° opération : 00109	Intitulé de l'opération : M2A - ALLEES CAMPING ILL					Date de la délibération : 30/09/2021
		Sur l'exercice				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**218 724,60**	**52 500,00**	**0,00**	**0,00**	**52 500,00**	**218 724,60**
458100109 (2)	218 724,60	52 500,00	0,00	0,00	52 500,00	218 724,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**218 724,60**	**52 500,00**	**0,00**	**0,00**	**52 500,00**	**218 724,60**
RECETTES (b)	**218 724,60**	**52 500,00**	**0,00**	**0,00**	**52 500,00**	**218 724,60**
458200109 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	218 724,60	52 500,00	0,00	0,00	52 500,00	218 724,60
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**218 724,60**	**52 500,00**	**0,00**	**0,00**	**52 500,00**	**218 724,60**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	ETUDE 19 IME PFASTATT INVESTIGATION MICROGRAVIMET	15 000,00	0,00	5
	ETUDE 20 IME LES ACACIAS PFASTATT	30 000,00	0,00	5
	ETUDE 21 IME PFASTATT ACACIAS	29 880,00	0,00	5
	ETUDE 22 AVIS TECH PROJET CVCB RUE FRANKLIN/BRIAN	0,00	0,00	0
	ETUDE22 DIAGNOSTIC ECOLES	26 102,75	0,00	0
	ETUDES22 DECRET TERTIAIRE	7 320,00	0,00	0
	ETUDES22 AMENAGEMENT SITE DMC	25 170,00	0,00	0
	ETUDE 22 IME LES ACACIAS	29 760,00	0,00	0
	ETUDES22 DEVELOPPEMENT MOBILITES DOUCES	58 363,63	0,00	0
	INSERTION 21 MARCHE V2021019 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 66 UP -	6 480,00	0,00	5
	INSERTION 21 PROJET 20S0107 MISSION DE SUIVI ET ANIMATION DES OPAHCD MULHOUSE	610,90	0,00	5
	INSERTION 21 AVIS ATTRIBUTION MARCHE AM-2125-0001 LE MONITEUR 6143 GEST.EXPL.PA	533,40	0,00	5
	INSERTION 21 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	12 960,00	0,00	5
	INSERTION 21 PROJET 2021F2159 FOURNITURE DE PEINTURES ET PRODUITS DERIVES	269,23	0,00	5
	INSERTION 21 PROJET 2021F2175 FOURNITURE DE PANNEAUX BOIS ET PRODUITS DERIVES	269,23	0,00	5
	INSERTION 21 PROJ 2021T2186 RENOV VERR. POLYCARBONATE ET REP CHARP GYMN BOURT	277,78	0,00	0
	INSERTION 21 MARCHE V2021300 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 16 UP -	1 620,00	0,00	5
	EX22 PROJET 2021S2195 MO POUR OP DEVELOP.MOBILITES DOUCES	435,84	0,00	0
	EX22 PROJET 2121T2209 MULHOUSE DIAG- LES BERGES DE L'ILL ECLAIRAGE PUBLIC	277,78	0,00	0
	EX 22 PROJET 2021S2207 PRES QUALIF.INSERTION SOC.ET PROF. NETTOY.LOCAUX	320,50	0,00	0
	EX22 PROJET 2021S2201 CONSTR NOUVEAU GRP SCOLAIRE VICTOR HUGO A MULHOUSE	333,31	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0015 RENOV DE CHAUFFERIES COMMUN + AVOIR NUMERO	174,98	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0013 TRAVAUX D'AMENAGEMENTS PAYSAGERS VDM 3 LOTS	391,15	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0030 RESTAURATION DE FACADE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE KOECHLIN	221,84	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0026 REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES - 2 LOTS	379,96	0,00	0
	EX22 PROJET 2022F0022 FOURNI-POSE-REPAR DE CLOTURES ET PORTAILS - LOT 01 + AVOIR	7,57	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0032 REFEC TOITURES-TERRASSES BAT C MAIRIE DE MULHOUSE+INSTAL	382,60	0,00	0
	EX22 PROJET 2022F0023 FRNITURE ET LIVRAIS D'OUTIL A MAIN SERV NATURE ESPACE VERT	265,33	0,00	0
	EX22 PROJET 2022F0057 FRNTURE-MAINTENANCE-INFOGERANCE DE CLASSE NUMERI+AVOIR	29,43	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0053 RENOVATION DE CHEMINEES INDUSTRIELLES MER ROUGE	242,48	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0030 RESTAURATION DE FACADE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE KOECHLIN	221,63	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0070 AMENAGEMENT DES TERRASSES DU MUSEE 2 LOTS	382,37	0,00	0
	EX22 PROJET 2022S0067 DIAGNOSTIC DES MILIEUX EQRS/ARR-PG DIAGNO ECO SECT.DMC-C	0,00	0,00	0
	EX22PROJET 2022S0067 DIAGN DES MILIEUX EQRS/ARR-PG DIAG ECO SECT.DMC-CIMITEM	354,71	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EX22 PROJET 2022T0072 REFECTION D'ETANCHEITE DES TOITURES AU CENTRE FUNERAIRE	415,75	0,00	0
	EX22 PROJET 2022S0070 AMENAGEMENT DES TERRASSES DU MUSEE	397,08	0,00	0
	EX22 PROJET 2022T0080 REAMENAGEMENT DE LA FONTAINE DE LA PLACE GUILLAUME TELL	395,77	0,00	0
	EX22 PROJET 2022S0078 APPEL A IDEES ARCITECTES/URBANIST AMENAG NOUVEAU DROUOT	402,13	0,00	0
	EX22 MARCHE V2022150 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 270 UP - F22UE	25 920,00	0,00	0
	INSERTION 22 PROJET 2022T0093 AMENAGEMENT DE LA PLACE HAUGER - 3 LOTS	344,60	0,00	0
	INSERTION 22 PROJET 2022T0111 EXT DE LA BARRIERE HYDRAU SITE ANCIENNE DECH ESELA	346,97	0,00	0
	INSERTION 22 PROJET 2022T0113 RENOVATION DU BATIMENT 127 ET FINITIONS KMX	416,41	0,00	0
	INSERTION 22 PROJET 2022T0092 AMGT DE LA BOX BRIAND 59-61 AVENUE ARISTIDE BRIAND	401,04	0,00	0
	INSERTION 22 PROJET 2022S0078 AVIS RECTIF.APPEL A IDEES ARCHITECTES /URBANISTES-	418,39	0,00	0
	INSERTION 22 PROJET 2022T0098 RENOVATION INTERIEURE DU TEMPLESAINT ETIENNE - LOT	405,43	0,00	0
	SUB 22 M2A INFORMATIQUE ET MOBILIER	245 039,00	0,00	5
	SUB 22 -ECOLE HEAR	59 500,00	0,00	5
	SUB 22 CITIVIA PERICENTRE	400 000,00	0,00	30
	SUB 22 EDIFICES CUTUELS	192 273,00	0,00	30
	SUB 22 ETUDES PRO SNCF COUBERTIN REPORT A014715	25 397,20	0,00	30
	EX 22 SUB EQUIPEMENT SPORT	65 000,00	0,00	5
	SUB 22 EQUIPEMENT FILATURE	60 000,00	0,00	5
	SUB 22 EQUIPEMENT ACCESSIBILITE	600,00	0,00	5
	SUB 22 EQUIPEMENT FAMILLE	3 000,00	0,00	5
	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2022 - CINEMA BEL AIR	4 000,00	0,00	5
	SUB 22 SUBVENTION D EQUIPEMENT ACCESSIBILITE	600,00	0,00	5
	EX 22 SUB EQUIPEMENT AU PRIVE	611 052,00	0,00	30
	EX 22 SUB EQUIPEMENT	22 000,00	0,00	30
	SUB 22 EQUIPEMENT DOTATION	78 000,00	0,00	30
	SUB 22 ECLAIRAGE PUBLIC	1 980,00	0,00	30
	SUB22 AIDE AU LOGEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE	248 876,68	0,00	30
	SUB 22 PARTICIPATION CONCESSION RUDIC	200 000,00	0,00	30
	SUB 22 EQUIPEMENT CULTES	28 000,00	0,00	30
	SUB 22 TRANSFERT FONCIER COLLEGE MACE	987 244,43	0,00	30
	SUB 22 NATURE OPÄC MISE AUX NORMES PLACE DE JEUX	19 998,59	0,00	30
	LICENCE TELIOS CCAS	810,00	0,00	2
	LICENCE REGIE SPECTACLE 2022	1 764,00	0,00	2
	INTERFACAGE TECHNOCARTE - NUMESIA	14 325,00	0,00	2
	LOGICIEL INSCRIPTIONS SCOLAIRES	708,00	0,00	2
	LOGICIEL INSCRIPTIONS SCOLAIRES	4 248,00	0,00	2
	LICENCE SUPPLEMENTAIRES WEB SERVICE	1 512,00	0,00	2
	LICENCE SUPPLEMENTAIRES WEB SERVICE	2 940,00	0,00	2
	INSCRIPTIONS EVOLUTION LOGICIEL INV V22018	1 950,00	0,00	2
	EX22 LOGICIEL JEUNESSE V22027 INTRA V2022127	7 155,00	0,00	2
	LOGICIEL GNAU	15 140,65	0,00	2
	REFONTE APPLICATION ALLO PROXIMITE PHASE 2	17 160,00	0,00	2
	MIGRATION MODULE SERV. DES EAUX SOLDE 70%MISSION	12 930,75	0,00	2
	LICENCES KLAVIKA TYPO. SCE COMMUNICATION	287,76	0,00	2
	LICENCE PERPETUEL.FINALE V27-SERV.213	286,16	0,00	2
	LICENCE PERPETUELLE FINALE V27 FR OSM	166,28	0,00	1
	ROCKFORD - LICENCE PERTUELLE	77,60	0,00	1
	LOGICIEL ZWCAD - LICENCES PERPETUELLES	1 980,00	0,00	2
	LICENCE MAQUETTE 3D - FORFAIT PVA	105 916,72	0,00	2
	1/422/MO HEBERGEMENT LOGICIEL ANNUEL	4 958,40	0,00	2
	700 LICENCES F-SECURE	4 166,40	0,00	2
	MIGRATION BASE KOHA EN MODE HEBERGE	1 680,00	0,00	2

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EVOLUTION LOGICIEL JEUNESSE	16 695,00	0,00	2
	INSCRIPTION EN LIGNE AUX DISPOSITIFS JEUNESSE ET SPORTS	10 320,00	0,00	2
	LOGICIELS METIERS - TRANSVERSES	22 501,50	0,00	2
	LOGICIEL INSCRIPTION SCOLAIRE	4 068,00	0,00	2
	EVOLUTION ALLO PROX.CYCLE 3	3 120,00	0,00	2
	LICENCE MAQUETTE 3D - VECTUEL INTEGRAT.	96 007,57	0,00	2
	LICENCE PERPETUELLE PHOTOSHOP	90,28	0,00	2
	LICENCE MAQUETTE 3D - VECTUEL START	11 646,36	0,00	2
	LICENCES MICROSOFT OFFICE	64 668,29	0,00	2
	LICENCES OFFICE - SCC - EE	2 889,60	0,00	2
	PACK OFFICE - SCC	672,00	0,00	2
	LOGICIEL DEVELOPPEUR - RESHARPER	1 254,00	0,00	2
	EX22 - MAISON ECLUSIERE 182 RUE DE BALE A MULHOUSE MY 19 4A58	58 998,27	0,00	0
	EX22 - ZAC DU NOUVEAU BASSIN ILOT A2 MH 96/45 ET MH 95	107 105,68	0,00	0
	EX22 - ECOLE PRANARD PARKING RUE DE PFASTATT LM 271/12 4A82	38 468,16	0,00	0
	EX22 - RUE DE KINGERSHEIM IR 377/4 42 CA	2 520,00	0,00	0
	EX22 - RUE LAVOISIER LM 233/0003 3 CA ET LM 236/0003 1A05	6 083,00	0,00	0
	ETUDE 20 CONFINEMENT ESELACKER	8 532,00	0,00	0
	TVX 20 EX PUPA DEPOLUTION	18 708,00	0,00	0
	MITTELWIHR	13 928,04	0,00	0
	SQUARE SCHACRE	160,30	0,00	0
	JEUX PLACE CAHEN	83 283,25	0,00	0
	TIR 2022 DIVERS PARCS	3 419,31	0,00	0
	ETUDE 20 GS SELLIER - ETUDE AVANT TRX	4 000,00	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0123 NETTOYAGES DES LOCAUX ECOLES MAT ET PRIM	545,86	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0104 PRESTATIONS NETTOYAGE FIN DE CHANTIER SUITE TRAVAUX	481,78	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 21S0014 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE ELEMENTAIRE DORNACH	269,23	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 21S0018 REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES A L'EE HAUT	346,13	0,00	0
	ETUDES 21 GROUPES SCOLAIRES COTEAUX	912,00	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2184 DEPOL DES SOLS POUR CONST NOUVEAU GS VICTOR HUGO	307,68	0,00	0
	ECOLE MONTESSORI	17 004,47	0,00	0
	TIR 2022 DIVERS ECOLES	29 858,70	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 21S0016 RENOVATION THERMIQUE MISE CONFORMITE ACCESSIBILITE B	504,19	0,00	0
	MOTORISATION PORTAIL CIMETIERE DORNACH	9 166,20	0,00	0
	MOTORISATION PORTAIL CIMETIERE DORNACH	36 452,24	0,00	0
	PLAQUES POUR COLOMBARIUM - REPORT 2021 ENG	3 000,00	0,00	0
	CIM CENTRAL AMIANTE-SCZ	1 410,00	0,00	0
	CIM NORD CLOTURE-AL	1 301,16	0,00	0
	CIM CENTRAL AMIANTE-SCZ	492,00	0,00	0
	CIM CENTRAL GOUTTIERE-SCZ REV	2 565,75	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-TM	5 639,54	0,00	0
	CIM CENTRAL CT-SCZ	1 006,20	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-TM	17 385,34	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-TM	0,00	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.7 PEINT-SCZ	4 820,24	0,00	0
	CIM CENTRAL CONF ACCESS L2 ME-SCZ	21 574,19	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.5 PLATR-SCZ	6 444,49	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.6 MEN-SCZ	6 841,00	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.7 PEINT-SCZ	3 684,54	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-TM	4 851,94	0,00	0
	CIM CENTRAL PLANCHE EGOUT-SCZ REV	367,82	0,00	0
	CIM CENTRAL PANNEAUX BOIS-PP	192,98	0,00	0
	CIM CENTRAL CSPS-SCZ	288,73	0,00	0
	CIM CENTRAL FAIENCE-SCZ REV	1 487,37	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-SCZ	1 507,23	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.6 MEN-SCZ	4 389,02	0,00	0
	3 CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-SCZ	1 284,40	0,00	0
	CIM CENTRAL QUINCAILLERIE-PP	1 549,50	0,00	0
	CIM CENTRAL CSPS-SCZ	288,73	0,00	0
	CIM CENTRAL PANNEAUX BOIS-PP	1 007,36	0,00	0

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	CIM CENTRAL PANNEAUX BOIS-PP	953,02	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-FF CPP BPJ PIECES	46 129,79	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.5 PLATR-SCZ CPP BPI AVE	10 475,63	0,00	0
	CIM CENTRAL PLINTHES-SCZ	699,29	0,00	0
	CIM CENTRAL VITRIFIC PARQUET-SCZ	3 893,01	0,00	0
	CIM CENTRAL VITRIFIC PARQUET-SCZ REV	578,92	0,00	0
	CIM CENTRAL ISOLATION-SCZ	3 488,06	0,00	0
	CIM CENTRAL CT-SCZ	0,00	0,00	0
	CIM CENTRAL CT-SCZ	464,40	0,00	0
	CIM CENTRAL CT-SCZ	216,00	0,00	0
	CIM CENTRAL STORES-SCZ	602,26	0,00	0
	CIM CENTRAL STORES-SCZ	4 316,21	0,00	0
	CIM CENTRAL ARMOIRE DE RANGEMENT-SCZ	2 866,75	0,00	0
	TABOURET-CIM CENTRAL -SCZ	198,35	0,00	0
	CIM CENTRAL GRILLAG SOUPIRAIL-SCZ	856,84	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP SANIT CLOISON-LL	2 407,50	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP GO-LL	2 004,00	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP SANIT CLOISON-LL	1 187,56	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP SANIT CLOISON-LL	789,00	0,00	0
	CIM CENTRAL SANI ADAP PEINTURE-LL	912,60	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP PLAQUE MURALE-LL	602,40	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP PLAQUE MURALE-LL	624,00	0,00	0
	CIM CENTRE ADAP TVX SANITAIRE-FF	9 208,80	0,00	0
	CIM CENTRAL RACC WC-TM REV	5 304,71	0,00	0
	CIM CENTRAL SANI ADAP PEINTURE-LL REV	1 934,12	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP PLINTHES-LL REV	1 937,24	0,00	0
	CIM CENTRAL ADAP MENUISERIE-LL REV	6 252,50	0,00	0
	CIM CENTRAL MENUISERIE-LL REV	818,09	0,00	0
	CIM CENTRAL MAIN COURANTE-LL REV	1 613,01	0,00	0
	CIM CENTRAL CONFORM ACCESS-SCZ	5 699,02	0,00	0
	CIM CENTRAL PLINTHES-LL	639,57	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.5 PLATR-SCZ CPP BPI PV ACTU	2 592,66	0,00	0
	CIM CENTRAL SIEGE CAISSON TABLE BURE-SCZ	7 944,34	0,00	0
	CIM CENTRAL BAT ADM L.6 MEN-SCZ CPP ACT PV	1 836,72	0,00	0
	CENTRAL CIM	140,62	0,00	0
	QUINCAILLERIE-PP CIM CENTRAL	6,00	0,00	0
	TIR 2022 CIMETIERE	14 497,27	0,00	0
	TVX 19 TEMPLE ETIENNE	102 711,10	0,00	0
	TVX20 TEMPLE ETIENNE	1 040 899,68	0,00	0
	TVX21 TEMPLE ST ETIENNE	485 790,37	0,00	0
	TVX 21 OUVRAGES D ART	566 197,07	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0110 TRAVAUX DE RENOVATION ET MAINTENANCE COURANTE BAT.	268,18	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0131 RENOVATION DU PARQUET DE LAGRANDE SALLE DE LA FILATU	268,18	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 21 20S0124 RENOV DES SIEGES DE GRANDE SALLE DE LA FILATURE	1 460,06	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0124 RECTIFICATIF RENOVATION DES SIEGES DE LA GRANDE SALL	388,75	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0124 RECTIFICATIF RENOVATION DES SIEGES DE LA GRANDE SALL	363,12	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 21S0007 RENOVATION CHAUFFERIE AUX ATELIERS MUNICIPAUX	329,04	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2120 TVX DEMOLITION COMP. DESAMIANTAGE.DE PUPA	341,86	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2126 REF DES SOUS-BASSEMENTS EN PIERRE TAIL. EG ST BART	277,78	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2145 REFECTION DES ECLAIRAGES DE LA FILATURE DE MULHOUS	277,78	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2146 CREATION D'UN NOUVEL ACCUEIL A LA BIB CENTRALE	465,74	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021S2171 CONCOURS MO ESQUISSE POUR REALISAT.ES FONDERIE	529,82	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021S2155 ACCORD CADRE MARCH MONO-ATTRIBUT. MO P MARECHAUX	277,68	0,00	0
	INSERTION 21PROJ 2021T2167 TVX DE CONSOLID DE SOL SOUS LE BAT SIS 39 AV KENNEDY	277,78	0,00	0
	TVX21 FILATURE	101 329,98	0,00	0
	TVX21 CSC WAGNER	1 206,00	0,00	0

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	FRESQUE WYLIAM WYLER	0,00	0,00	0
	DEPOT DE GLEHN	14 135,41	0,00	0
	KUNSTHALLE	2 145,00	0,00	0
	TIR 2022 DIVERS BATIMENTS	415 144,40	0,00	0
	LE BOAT 67 RUE DE SAUSHEIM	2 410,21	0,00	0
	EX 22 1 RUE AMIDONNIERS LOG TVX SANITAIRE	2 167,31	0,00	25
	EX 22 1 RUE THANN	9 961,52	0,00	25
	EX22 - 2 R BOUCHERS	4 429,30	0,00	25
	ETUDE 20 PROJET ANRU	39 000,00	0,00	0
	PERICENTRE	21 184,07	0,00	0
	CHEMINEES MER ROUGE	136 803,90	0,00	0
	TIR 2022 10 RUE DE LA SOMME	7 059,10	0,00	0
	EX22 - GARAGE BLD DES NATION IA 217 67A38	170 869,07	0,00	0
	EX22 - IMMEUBLE 43 RUE DU CERF KZ 288/19 1A65	274 750,00	0,00	0
	EX22 - ENSEMBLE DMC RUE DE THANN ET PFASTATT LD HL HI HK LD	5 706 857,00	0,00	0
	TVX 18 PROMENADE DOLLER	5 217,60	0,00	0
	TVX 19 PROMENDADE DOLLER DIAGONALE VERTE	138 763,23	0,00	0
	TVX 20 PROMENADE DOLLER	9 876,00	0,00	0
	TVX 21 VIDEOSURVEILLANCE	194 565,40	0,00	0
	TVX21 ZAC FONDERIE	90 975,29	0,00	0
	INSERTION 21PROJET 20S0112 FOURNITURE DE MATERIAUX ET PETITES FOURNITURES VOIRIE	362,16	0,00	0
	ETUDES 21 VOIE SUD	98 654,32	0,00	0
	INSERTION 21PROJET 20S0119 FOURNITURE GRANULATS NATURELS ET GRAVES BETON POUR TR	336,53	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0117 MODIFICATION DATE LIMITE REMISE OFFRES MARQUAGE ROUT	204,10	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0119 RECTIFICATIF FOURNITURE DE GRANULATS ET GRAVES BETON	340,80	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 20S0132 GARDIENNAGE ET NETTOYAGE DES CHANTIERS DE LA VILLE	726,34	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021F2130 FOURN ET SERV ASSOC AUX CONTROLEURS CARR FEUX	576,82	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021F2122 FOURNITURE DE BANCS ET DE LATTES DE BANCS	290,50	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2173 TVX DE VOIRIE SUR INFRA ET VOIES COMMUNALES DE MUL	329,04	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2178 REMPLACEMENT DE CANDELABRES	277,78	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021S2172 RENOV ET EXTENSION DU DISPOSITIF DEVIDEOPROTECTION	299,14	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2199 HIRTZBACH OUEST - CONFORTEMENT D'UN CHEMIN AGRICOL	269,23	0,00	0
	TVX21 BORNES AUTOMATIQUES	115 137,25	0,00	0
	TVX 21 VOIRIE	51 562,12	0,00	0
	TVX 21 RVV AMENAGEMENTS CONCERTATION	44 925,54	0,00	0
	VOIRIE	4 375 811,84	0,00	0
	TIR 2022 VOIRIE	803 317,69	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 21S0020 TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REFECTION DE CABLAGE INFOR	320,50	0,00	0
	INSERTION 21 PROJET 2021T2128 TVX DE TERRASSEMENT POUR LA MAINT ET RENOUV RESEAU	299,14	0,00	0
	EX 22 EXTINCTEURS	36 050,93	0,00	10
	DESHERBEUR A AIR CHAUD - REPORT X014933	3 108,00	0,00	8
	DEVIDOIR GEMINI	142,56	0,00	1
	CHARIOT TRANSPORT	2 076,00	0,00	8
	FOURNITURE ET MISE EN PLACE DOSATRONS DANS LES TUNNELS 6 a10	9 864,00	0,00	8
	SALEUSE POUR PORTE	23 771,29	0,00	8
	OUTILS-ID.SAE2202-INV.2022.V.002.SALEUSE ETRAVE VARIO N° LAE2206 N°INV 2022.003.ETRAVE	11 164,13	0,00	8
	MAT EQUIP TRAVAUX NEUF MAPA INT V22087	11 858,40	0,00	8
	COMPTEUR MOBILE	6 599,00	0,00	8
	MATERIELS EQUIPE MAINTENANCE	12 205,96	0,00	8
	POSTE ONDULEUR	645,58	0,00	8
	INSERTION 21 PROJET 2021F2154 FOURNITURE D'UN ENGIN PORTE-OUTILS ET D'UN EQUIPEM	286,32	0,00	0

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	TONDEUSE SOUFFLEUR THERMIQUE DEBROUSAILLEUSE	0,00	0,00	8
	BANCS ET BANQUETTES POUR CIMETIERES - REPORT 2021	2 905,80	0,00	8
	BARRIERES DE CHANTIER POUR CIMETIERES - REPORT 2021	408,66	0,00	8
	APPAREIL PHOTO CARTE MEMOIRE	1 138,99	0,00	8
	ASPIRATEUR A EAU	189,00	0,00	8
	ESCABEAU BIBLIOTHEQUE DROUOT	610,80	0,00	8
	TELEVISEUR	449,99	0,00	8
	IMPRIMANTE 3D	1 012,80	0,00	8
	DIABLE MODULABLE ET ESCALIER- GLUCK	2 448,00	0,00	8
	ASPIRATEUR - FERTAL - GLUCK MAGASIN	570,00	0,00	8
	4 ASPIRATEURS ET 1 KARCHER GYM BRUSTLEIN INV V22003	1 580,40	0,00	8
	ODOMETRE MITTELIHR 245_2 INV V22004	0,00	0,00	1
	ODOMETRE MITTELIHR 245_2 INV V22004	140,40	0,00	1
	MITIGEUR EVIER MINIGOL 245-M3 INV V22023	176,70	0,00	1
	MEULEUSE EQUIPE GYM 245_M2 INV V22025	112,80	0,00	1
	RAMPE ALU DEPOT EQUIPE STADES 245_M2 INV V22026	951,56	0,00	8
	PROTECTEUR BOUT DE FOURCHES EQUIPA STADES 245-M2 INV.	168,00	0,00	1
	KARCHER ASPIRATEUR EQUIPE GYM 245_M2 INV V22032	1 279,20	0,00	8
	BOITE A OUTILS EQUIPE GYM 245_M2 INV V22033	134,40	0,00	1
	ACHAT TENSIOMETRE WEIBEL	149,40	0,00	1
	BC 28661/LMA TRONCO STHIL MS201TCM	696,16	0,00	8
	NETTOYEUR KARCHER SMART CONT	396,77	0,00	8
	PERCEUSES VISSEUSES SANS FIL LI-ION	854,40	0,00	8
	QG PULVERISATEURS	525,96	0,00	8
	MATERIEL ET OUTILS TENAILLE RUSSE DEVIDOIR TRICO	681,26	0,00	8
	PULVERISATEUR SERIE PRO SOLO	61,45	0,00	1
	LOT ALIM GOUTTE A GOUTTE JARDINIER	573,60	0,00	8
	TABLE DE REMPOTAGE F7	1 285,20	0,00	8
	CONCRETRE F7	524,16	0,00	8
	EQUIPEMENT P1 CUVE DE RAVITAILLEMENT 200L	544,80	0,00	8
	EQUIPEMENT P1	386,54	0,00	8
	REPORT X010049 423 GG CT 10961-21 OUTILLAGE	646,91	0,00	8
	TONDEUSE SOUFFLEUR THERMIQUE DEBROUSAILLEUSE	3 404,85	0,00	8
	423 GG CT OUTILLAGE	1 521,72	0,00	8
	423 GG CT OUTILLAGE	719,90	0,00	8
	423 ND CT VENTOUSE	502,80	0,00	8
	423 CM CT OUTILLAGE TECHNIQUE	1 058,40	0,00	8
	GLUCK - FOURN BRICOFER	871,90	0,00	8
	GYM BRUSTLEIN SOUFFLEUR INV V21089	718,00	0,00	8
	EQUIPE STADES RAYONNAGE INV V21086	2 536,80	0,00	8
	PSLD BATTERIE INV V21087	1 989,12	0,00	8
	DEFIBRILATEUR GYM BRUSTLEIN 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,52	0,00	8
	DEFIBRILATEUR GYM ERBLAND 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,57	0,00	8
	DEFIBRILATEUR GYM MONTAIGNE 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,57	0,00	8
	DEFIBRILATEUR MILHUSINA 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,57	0,00	8
	DEFIBRILATEUR STADE BZ 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,57	0,00	8
	DEFIBRILATEUR STADE BARINA 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,57	0,00	8
	DEFIBRILATEUR STADE COUBERTIN 245_M5 V22022 INTRA V2022050	0,00	0,00	8
	DEFIBRILATEUR STADE COUBERTIN 245_M5 V22022 INTRA V2022050	1 428,58	0,00	8
	OUTILLAGE REPORT X014751 423 FJ 11357-21	1 896,00	0,00	8
	EQUIPE STADES ASPIRATEUR A FEUILLES V21082 V2021323	6 635,84	0,00	8
	TONDEUSE JOHN DEERE - REPORT 2021 CP21/X014459/1	46 799,82	0,00	8
	PLAQUE CULTURE	0,00	0,00	8

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	PLAQUE CULTURE	1 013,34	0,00	8
	POMPE ARROSAGE PONT NOYER	770,40	0,00	8
	POMPE D EVACUATION 245_M2 EQUIPE GYM	131,50	0,00	1
	PANNEAU CHANTIER	0,00	0,00	8
	MAT TECHNIQUE POUR SPECTACLE	380,00	0,00	8
	TOTEM INFO DISPLAY	787,14	0,00	8
	SOUFFLEUR THERMIQUE - GLUCK MAG	1 509,95	0,00	8
	STADE BZ ROBOT TONDEUSE 245_M1	42 576,94	0,00	8
	MULTIMETRE NUMERIQUE EQUIPE GYM	94,80	0,00	8
	LUXMETRE EQUIPE GYM	164,82	0,00	8
	MEULEUSE D'ANGLE BATTERIE PSLD	149,89	0,00	8
	BATTERIE GELGYM SCHOENACKER 245_M2	843,73	0,00	8
	BATTERIE STIHL EQUIPE STADES 245_M2 INV	415,08	0,00	8
	ETABLI 120CM PSLD V22051	339,00	0,00	8
	1 VISSEUSE- 1MARTEAU PERFORATEUR- SCIE SAUTEUSE PSLD	1 042,80	0,00	8
	PANNEAU CHANTIER STOCK	763,20	0,00	8
	MATERIEL EQUIPE TECHNIQUES	508,40	0,00	8
	BUTS FOOT STADE BARINA	5 059,93	0,00	8
	BOITE A OUTILS EQUIPE GYM	74,76	0,00	8
	TESTEUR ENREGIST.AIR - GLUCK MAG	573,64	0,00	8
	CAMERA THERMIQUE - CEDEO - GLUCK MAG	1 579,50	0,00	8
	ATELIERS MUNICIPAUX: EQUIPEMENT	6 165,20	0,00	8
	AUTOLAVEUSE - ASPIRATEURS - KARCHER	7 823,47	0,00	8
	FOURNITURE DE GLEHN	468,00	0,00	8
	PACKS ELECTROPORTATIFS - WURTH - GLUCK	5 392,80	0,00	8
	VISSEUSE PERCEUSE - GLUCK - WURTH	1 548,00	0,00	8
	423 GG CT -OUTILLAGE	364,10	0,00	8
	DALLES PROTECTRICE GYM STEX	3 140,88	0,00	8
	MALETTES OUTILS - GLUCK	2 044,80	0,00	8
	MATERIELS EQUIPE MAINTENANCE	6 250,90	0,00	8
	MART. PERFO OUTILLAGE	803,30	0,00	8
	POSTE ONDULEUR OUTILLAGE	1 398,50	0,00	8
	ATELIERS PERFO BURINEUR	788,81	0,00	8
	ATELIERS PONCEUSE	2 046,00	0,00	8
	CHARIOT MENAGE	458,64	0,00	8
	TOUSSAINT - MATERIEL ENTRETIEN	36,83	0,00	8
	BATTERIE 12V MAIRIE ENTREE B	93,94	0,00	8
	MACHINE GRAVAT SERVICE PATRIMOINE	210,23	0,00	8
	GROS OUTILLAGE	3 254,20	0,00	8
	ATELIERS PONCEUSE	584,40	0,00	8
	ATELIERS CARRELETTE	412,09	0,00	8
	423 HS MH 2016-22 KIT SOUFFLEUR	1 896,22	0,00	8
	DEBROUSAILLEUSE + TAILLES HAIES	2 184,35	0,00	8
	MINI MONOBROSSE - COCCI - GLUCK	515,63	0,00	8
	MONOBROSSE- ASPI - BURKARDA	4 307,05	0,00	8
	SAC ASPIRATEUR	269,70	0,00	8
	LIVRE D ART LEICH PREDIGT JOSUA FURSTENBERGE	459,00	0,00	0
	DEUX GRAVURE BERGE DETRUITE ET GEOGRAPHIE	0,00	0,00	0
	ACHAT DE DEUX GRAVURE BERGE DETRUITE ET GEOGRAPHIE	0,00	0,00	0
	DEUX GRAVURE BERGE DETRUITE ET GEOGRAPHIE	600,00	0,00	0
	OUVRAGES FONDS ANCIEN	0,00	0,00	0
	OUVRAGES FONDS ANCIEN	320,00	0,00	0
	OUVRAGE FONDS PATRIMONIAL	185,00	0,00	0
	LIVRE D ARTISTES	400,00	0,00	0
	PORTRAIT WYLER	300,00	0,00	0
	DOCUMENTS ANCIENS SUR MULHOUSE	180,00	0,00	0
	RESTAURATION LA LEGENDE DE MULHOUSE	1 296,00	0,00	0
	RESTAURATION PORTRAIT EUGENIE HENNER	1 440,00	0,00	0
	RESTAURATION OEUVRE ROSA BONHEUR	768,00	0,00	0
	RESTAURATION OEUVRE EHRMANN	2 592,00	0,00	0
	RESTAURATION OEUVRE GIESS	1 056,00	0,00	0
	INSTALLATION HENDRICH VALERIE 2021 ACPTE	1 150,00	0,00	0
	ENCADREMT N.INV.= 734 / A.S. TSCHIEGG	191,00	0,00	0
	OEUVRE ANNE W.WYLER N. INV=743	1 500,00	0,00	0
	INSTALLATION HENDRICH VALERIE 2021 SOLDE	1 150,00	0,00	0
	PLAQUE EMAILLE PR OEUVRE N 743	618,86	0,00	0
	REPARATION MUR FRESQUE - EE BROSSOLETTE	25 623,60	0,00	0

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	OUVRAGE PHOTO FONDS PATRIMONIAL	67,50	0,00	0
	OEUVRE D.HUARD	117,80	0,00	0
	LIVRE D'ARTISTES FLEURS	316,40	0,00	0
	LIVRE D'ART	400,00	0,00	0
	LITHOGRAPHIE ENGELMANN	4 500,00	0,00	0
	FRESQUES BROSSOLETTE	2 577,60	0,00	0
	ACQ.PORTRAIT AUGUSTE WICKY EN BERGER	2 500,00	0,00	0
	LIVRE ARTISTE	130,00	0,00	0
	OEUVRES PHOTOGRAPHIQUES C. MERCADIER	4 400,00	0,00	0
	RESTAURATION VUE MULHOUSE DU VIGNOBLE MIEG	2 016,00	0,00	0
	OEUVRE A. VEST-NUM.INV.=744	3 500,00	0,00	0
	SCULPTURE MOUTON NUM INV. 745	2 000,00	0,00	0
	CARTES VOEUX 2023:N. INV=746	2 000,00	0,00	0
	ANNEE WYLER:TOURNAGE FILM-NUM. INV 746	1 500,00	0,00	0
	INSTALLATON V.HENDRICH	1 756,80	0,00	0
	3-4 R BALLERSDORF	9 362,76	0,00	15
	INSERTION 21 PROJET 2021F2174 FOURNITURE D'UN TRACTEUR AGRICOLE	269,23	0,00	0
	CTPS - HA TROTINETTES- ELEQTRON	6 588,00	0,00	10
	ZOE IMMAT GD-772-QY MS 30 - N°TITRE 146 REPORT	26 990,00	0,00	10
	FOURG. ELECT. 2 PL MS31 GE-190-SM BONUS A DEDUIRE TITRE 482	28 377,00	0,00	10
	SUV HYBRIDE 5 PLACES MS 29 IMMAT GE-273-MW INV.2022.V.004.VP	0,00	0,00	10
	SUV HYBRIDE 5 PLACES MS 29 IMMAT GE-273-MW INV.2022.V.004.VP	53 919,40	0,00	10
	TRACTEUR AGRICOLE-IMMAT GG-569-LV-INV.2022.V.009.TRACTEUR	128 400,00	0,00	10
	FOURG. ELECTR. 2 PL IMMAT GE-083-JQ BONUS A DED TITRE 481	28 377,00	0,00	10
	FOURGON BENNE BASCULANTE MS27 GG-198-MX N°INV.2022.V.008.VU	0,00	0,00	10
	FOURGON BENNE BASCULANTE MS27 GG-198-MX N°INV.2022.V.008.VU	32 233,20	0,00	10
	FABRICATION KIOSQUE	1 260,00	0,00	10
	GOUPIL IMMAT GC-527-CR	25 938,60	0,00	10
	FOURNITURE PORTE-OUTILS ET EQUIP LAVAGE	0,00	0,00	10
	CHARIOT ELEVATEUR	50 309,94	0,00	10
	SIGNALISATION POLICE MUNICIPALE MAPA	17 763,60	0,00	10
	DEUX CITROEN C4 MAPA	47 872,80	0,00	10
	JEUX DE HOUSSES	2 253,60	0,00	10
	SIGNALISATION POLICE MUNICIPALE	345,60	0,00	10
	BERLINE ESSENCE 5 PL MS 33	27 954,50	0,00	10
	CAMERA	299,89	0,00	5
	MATERIEL MICRO INFORMATIQ	9 772,32	0,00	5
	LISEUSES BIBLIOTHEQUES	2 957,33	0,00	5
	ECONOCOM - MAT. INFORMATIQUE ECOLES	23 560,09	0,00	5
	SYNOVO - IMPRIMANTE	49,20	0,00	1
	VIDEOPROJECTEURS - EE	312,24	0,00	5
	VIDEOPROJECTEURS - EE	10 705,95	0,00	5
	STI - EM SELLIER- PHOTOCOPIEUR	1 194,00	0,00	5
	STI - EM METAIRIE- PHOTOCOPIEUR	1 194,00	0,00	5
	PHOTOCOPIEUR- EE KLEBER- STI	2 076,00	0,00	5
	PHOTOCOPIEUR- EE STINZI- STI	2 052,00	0,00	5
	PHOTOCOPIEUR- EE STINZI- STI	0,00	0,00	5
	VIDEOPROJECTEURS - EE	13 863,38	0,00	5
	PC PORTABLE - EE	86 135,40	0,00	5
	MICROS ECRAN - CM	2 968,20	0,00	5
	MATERIEL CONSEIL MUNICIPAL - 341	363,00	0,00	5
	Lampadaires de bureau	865,20	0,00	5
	LAMPADAIRES DE BUREAU	778,64	0,00	5
	LAMPE BUREAU - 361	204,28	0,00	5
	LAMPE BUREAU - 361	856,56	0,00	5
	5 LENOVO THINKSTATION P340	6 864,00	0,00	5
	PC PORTABLES HP 255 G8 ACCESSOIRES - REPORT CP21/X013902	12,98	0,00	1
	ECRAN LED LG - REPORT CP21/X014624	1 608,00	0,00	5
	CLAVIERS - SOURIS	148,03	0,00	1
	SACOCHES	90,89	0,00	1
	PC PORTABLES TOSHIBA ACCESSOIRES	9 900,00	0,00	5

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	CLAVIERS	336,00	0,00	5
	25 ECRANS LED ASUS24	4 500,00	0,00	5
	CABLE DE SECURITE - REF.MANDAT N°3443	300,00	0,00	5
	PC PORTABLES LATITUDE 3320 ACCESSOIRES	5 754,00	0,00	5
	PC PORTABLE LATITUDE 3520 ACCESOIRES	4 630,20	0,00	5
	PC PORTABLE CAO ACCESOIRES - SERV.422	1 176,24	0,00	5
	PC CAO PRECISION 3450	4 560,00	0,00	5
	STATION D'ACCUEIL	780,00	0,00	5
	STATION D'ACCUEIL - SERV.422 CF MP N°5264/578 DU 20/04/2022	277,20	0,00	5
	CLIENT LEGER WYSE - REF.MANDAT 3444	6 288,00	0,00	5
	1 OPTIPLEX CLAVIERS	964,80	0,00	5
	30 WYSE - REF.MANDAT N°9939	12 024,00	0,00	5
	SOLUTION D'ACCUEIL - REF.MANDAT N°4880	1 140,00	0,00	5
	ECRAN DELL 24 - E2422HS	7 260,00	0,00	5
	MATERIELS INFO HUBIQUITI	0,00	0,00	5
	MATERIELS INFO HUBIQUITI	1 746,14	0,00	5
	MEMOIRES RAM SERVEURS	6 873,22	0,00	5
	MEMOIRES RAM SERVEURS	0,00	0,00	5
	UBIQUITI NETWORKS SWITCH	47 548,25	0,00	5
	EXTENSION FILATURE SWITCH UBIQUITI	1 815,60	0,00	5
	FORTIWEB FWB VM02 NIVEAU SERVICE ADVANCE	24 201,16	0,00	5
	ONDULEUR	1 742,40	0,00	5
	UBIQUITI UNIFI PRO 24POE SWITCH	1 848,00	0,00	5
	ECRAN KVM SWITCH KVM RESEAU	1 940,93	0,00	5
	EQUIP. SALLE VISIO MAIRE RESERVATION	577,79	0,00	5
	ECRAN LED LG	6 290,78	0,00	5
	PC PORTABLE THINKBOOK ACCESSOIRES	5 065,20	0,00	5
	PORTABLES CAO ACCESSOIRES-SERV.213 211	3 898,92	0,00	5
	SCANNER BIBLIO PETITS MATERIELS/CLE USB	111,96	0,00	1
	IMPRIMANTE TRANSF.THERMIQUE ZEBRA ZD420	599,63	0,00	5
	IMPRIMANTE TYPE 3 - SERV. ESPACE VERT	2 814,49	0,00	5
	ECRAN LED LG	141,22	0,00	1
	SCANNER BIBLIOTHEQUE	336,00	0,00	5
	IMPRIMANTE A BILLETS BOCA THEATRE SINNE	4 800,00	0,00	5
	SMARTPHONES XIAOMI REDMI 10 ETUI	444,00	0,00	5
	SAMSUNG GALAXY TAB A8 ETUI	719,76	0,00	5
	15XIAOMI REDMI 10 64GO ETUIS ACCESSOIRES	407,40	0,00	5
	FOURN INFO REPORT 423 ZG	2 695,87	0,00	5
	UBIQUITI-DSI MAIRIE JEUNESSE	2 295,86	0,00	5
	10SAMSUNG GALAXY A32 128GO ETUIS	1 543,20	0,00	5
	TABLEAU PROFESSIONNEL - DRH	756,00	0,00	5
	10 SWITCHS PRO48 POE ET 10 SWITCH 24POE	18 879,72	0,00	5
	3 PC FIXES LENOVO TYPE CAO	3 826,80	0,00	5
	2 SOLUTIONS D'ACCUEIL DELL	460,80	0,00	5
	PC PORTABLES LENOVO ET ACCESSOIRES	2 711,36	0,00	5
	ACQUISITION MATERIEL BACK OFFICE	6 419,40	0,00	5
	TERMINAUX MOBILES	4 109,40	0,00	5
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 826,18	0,00	5
	MATERIELS + MAINT.CLAVISTER NETWALL	8 564,40	0,00	5
	FILM TIGER GLASS IPHONE 11	300,00	0,00	5
	ETUIS FOLIO WALLET SAMSUNG A13	540,00	0,00	5
	SAMSUNG A33	1 807,20	0,00	5
	APPLE IPHONE SE	1 011,24	0,00	5
	SAMSUNG GALAXY TAB A8	618,96	0,00	5
	ETUIS FOLIO WALLET XIAOMI REDMI	360,00	0,00	5
	FILM TIGER GLASS SAMSUNG GXY A13	900,00	0,00	5
	ETUIS FOLIO WALLET APPLE 11	126,00	0,00	5
	SAMSUNG GALAXY A13	1 578,00	0,00	5
	FILM TIGER GLASS SAMSUNG GXY A33	450,00	0,00	5
	APPLE IPHONE 11	2 426,76	0,00	5
	FILM TIGER GLASS SAMSUNG GXY A53	150,00	0,00	5
	ACQUISITION IMPRIMANTE	404,99	0,00	5
	PC LENOVO	1 800,00	0,00	5
	DELL SERVEUR	3 826,18	0,00	5
	2 SAMSUNG TAB A8	506,16	0,00	5
	5 SAMSUNG A53	1 026,00	0,00	5
	ACCESSOIRES 12 FOLIO XIAOMI REDMI	216,00	0,00	5
	2 PC PORTABLES LENOVO 13S ET ACCESSOIRES	1 923,44	0,00	5
	TABLEAUX MURS	1 336,80	0,00	5
	7 PC PORTABLE LENOVO + ACCESSOIRES	5 558,03	0,00	5
	424 LM MH 1014-22 SERVEUR DE TEMPS	3 682,20	0,00	5

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	PC PORTABLE - THEATRE	561,98	0,00	5
	15 ECRANS DELL 24	2 070,00	0,00	5
	11UBIQUITI UNIFI SWITCH PRO48 POE SWITCH	14 242,80	0,00	5
	MAT. RESEAU FIBRES FIREWALL CLAVIST. W30	336,00	0,00	5
	IMPRIMANTE TYPE 2-R - SERV.VOIRIE	0,00	0,00	5
	TETE DE CHARGEUR USB-C APPLE	72,00	0,00	5
	ETUIS FOLIO WALLET SAMSUNG A33	300,00	0,00	5
	TABLETTE SERV.VOIRIE	2 582,40	0,00	5
	MAT.INFORMATIQUE - MEDIACOM	8 369,58	0,00	5
	ATS GARNITURES BRASSERIE TABLES ET BANCS	1 777,44	0,00	8
	LAMPE EXPO WYLER	199,00	0,00	8
	CARTE ACQ. FAUTEUIL REALISATEUR EXPO WYLER JUIN 22	116,99	0,00	1
	MOBILIER OSM	0,00	0,00	8
	MOBILIER	3 499,98	0,00	8
	TABLE PLIANTE	1 510,86	0,00	8
	PETIT MOBILIER OSM	157,88	0,00	1
	TABLEAU - EE PIERREFONTAINE	99,67	0,00	1
	TABLEAU - EE PIERREFONTAINE	133,54	0,00	1
	TABLEAU PIVOTANT - X011152 - DPC - FLE	411,37	0,00	8
	BANCS MINIGOLF 245_M3 INV V22032	449,50	0,00	8
	CDE MME CR	1 870,62	0,00	8
	CMD SIEGE ERGO A PISTON COURT FIPHFP	955,50	0,00	8
	CMD LOOS POUR MME P.R. FIPHFP FAUTEUIL DE BUREAU	1 858,14	0,00	8
	CMD LOOS FIPFHP Sonia GOLISANO	835,68	0,00	8
	CASIER VESTIAIRES	630,55	0,00	8
	BUREAU - CAISSON	496,68	0,00	8
	FAUTEUIL CHAISES	3 910,00	0,00	8
	SIEGE DESSINATEUR	403,20	0,00	8
	CHAISES VISITEURS	760,80	0,00	8
	FAUTEUILS DE BUREAU	712,80	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	3 084,00	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE	118,80	0,00	1
	TABLE RECTANGULAIRE - 361	278,36	0,00	8
	TABLE RECTANGULAIRE - 361	176,58	0,00	1
	BUREAUX - CAISSON	561,35	0,00	8
	CAISSON TIROIRS	441,60	0,00	8
	ARMOIRE PORTE BATTANTES	590,40	0,00	8
	BUREAUX CAISSON	1 684,80	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	5 346,00	0,00	8
	BUREAU - CAISSON	1 311,60	0,00	8
	FAUTEUILS DE BUREAU	1 540,82	0,00	8
	FAUTEUIL TOLEO	1 425,60	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE TRIPLE	418,80	0,00	8
	CHAUFFEUSE	579,96	0,00	8
	BUREAUX CAISSON - TECHNOPOLE	1 034,40	0,00	8
	ARMOIRE COMPTOIR VESTIAIRE	745,20	0,00	8
	ARMOIRE COMPTOIR	604,80	0,00	8
	ARMOIRE COMPTOIR TOP	703,20	0,00	8
	ARMOIRE COMPTOIR CAISSON	522,00	0,00	8
	ARMOIRE HAUTE - GRISE	1 267,20	0,00	8
	ARMOIRE COMPTOIR - GRISE	0,00	0,00	8
	ARMOIRE COMPTOIR - GRISE	301,20	0,00	8
	BUREAUX REGLABLE	808,80	0,00	8
	ARMOIRES RIDEAUX GRISE	1 267,20	0,00	8
	ARMOIRE PORTE BATTANTES	498,38	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE INDUSTRIE	588,00	0,00	8
	TABLES RONDES COROLLE	1 195,78	0,00	8
	TABLEAU - X015048 HISLER-EM DIEPPE	504,00	0,00	8
	TABLEAU - X014729 HISLER-EE HT POIRIER	456,00	0,00	8
	TABLEAU - X015039 HISLER-EM WOLF	504,00	0,00	8
	KIDEA MOBILIER ADAPTE-EM QUIMPE	178,06	0,00	1
	DPC - EM SAND - MOBILIER	534,54	0,00	8
	DPC - EE KOECHLIN - MOBILIER	4 527,59	0,00	8
	DPC - EE PIERREFONTAINE- MOBILIE	943,56	0,00	8
	DPC - EM ERABLES - MOBILIER	449,46	0,00	8
	DPC - EE KLEBER - MOBILIER	3 139,44	0,00	8
	MOBILIEE EM VERNE -	471,00	0,00	8
	ECRAN RETRO EM PRANARD -	420,00	0,00	8
	MOBILIER EE V.HUGO	552,00	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE	1 924,82	0,00	8

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	ARMOIRE BLINDEE EM	1 924,82	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE EM	1 924,82	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE EM	1 924,82	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE EM	1 924,82	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE - EM	1 924,82	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE	1 924,82	0,00	8
	MANUTAN - EM ARMOIRE BLINDEE	0,00	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE- EM	1 938,02	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE - EM	1 924,82	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE - EM	1 924,82	0,00	8
	TABLE ACT-HEPHAISTOS-EE KLEBER	304,30	0,00	8
	ARMOIRE BLINDEE - EM	1 924,82	0,00	8
	MOBILIER-DPC-EM PLEIN CIEL	0,00	0,00	8
	MOBILIERGS LA FONTAINE	569,47	0,00	8
	MOBILIERE-EM CAMUS	294,98	0,00	8
	MOBILIER-EM QUIMPER	3 331,20	0,00	8
	MOBILIER-EM HT POIRIER	643,30	0,00	8
	MOBILIER-EM NORDFELD	1 364,58	0,00	8
	MOBILIER-EE PRANARD	674,98	0,00	8
	MOBILIER - EM WAGNER	1 210,16	0,00	8
	MOBILIER- EM WANNE	727,97	0,00	8
	MOBILIER- EE FREINET	738,90	0,00	8
	MOBILIER - EM ST EXUPERY	1 969,56	0,00	8
	MOBILIER - EE CDL	582,52	0,00	8
	MOBILIER - EE STINZI	2 492,47	0,00	8
	MOBILIER - EM V.HUGO	100,81	0,00	1
	MOBILIER - EM PERRAULT	353,12	0,00	8
	MOBILIER - EM WOLF	1 738,20	0,00	8
	MOBILIER - EM TONNELIER	408,94	0,00	8
	MOBILIER - EM CITE	315,07	0,00	8
	MOBILIER - EM LEFEBVRE	719,64	0,00	8
	MOBILIER EE BROSSOLETTE	4 416,85	0,00	8
	MOBILIER EM FREY	468,79	0,00	8
	MOBILIER EM FURSTENBERGER	2 652,88	0,00	8
	MOBILIER EE PERGAUD	4 024,87	0,00	8
	TABLE VIDEOPROJECTION - EM HT POIRIER	1 211,14	0,00	8
	BAC - EE HT POIRIER	220,00	0,00	8
	MOBILIER - PIETEMENT - DPC - EM CITE	119,80	0,00	1
	MOBILIER BUREAUX CIMETIERE CENTRAL	2 888,90	0,00	8
	GS PIERREFONTAINE - TABOURET	454,08	0,00	8
	DPC -EM PLEIN CIEL - MOBILIER	448,25	0,00	8
	TABLES CHAISES - EM ZUBER	8 746,88	0,00	8
	GS BROSSOLETTE -TABLES CHAISES	5 253,74	0,00	8
	EM LA FONTAINE - TABLES CHAISES	4 362,85	0,00	8
	EM CAMUS - MOBILIER - LITS	3 151,30	0,00	8
	EE PIERREFONTAINE - TABLES CHAISES	10 970,69	0,00	8
	CHAISES ET PISTE GRAPHIQUE-EM DE LOISY	574,91	0,00	8
	TABLES CHAISES - EE VICTOR HUGO	6 835,52	0,00	8
	MOBILIER DPC-EM PLEIN CIEL	38,52	0,00	1
	EE SELLIER-MOBILIER DIVERS - SDM	4 664,40	0,00	8
	MOBILIER DIVERS - SDM - EE SELLIER	0,00	0,00	8
	TABOURETS - EE PIERREFONTAINE	649,25	0,00	8
	ARMOIRE A PHARMACIE 245_M3 INV.V22040 MITTELWIHR	81,60	0,00	1
	TABLES CHAISES - EE PERGAUD	4 139,04	0,00	8
	STOCK MOBILIER - EM CITE - DPC	5 156,09	0,00	8
	ARMOIRES CHAISES - EE KLEBER	1 546,97	0,00	8
	MOBILIER SCOLAIRE - EM SELLIER	6 659,63	0,00	8
	PRESENTOIR MURAL - EE SELLIER	218,27	0,00	8
	FAUTEUILS DE BUREAU CHAISE	3 899,40	0,00	8
	TOP ARMOIRE - BLANC	98,40	0,00	8
	ARMOIRE METAL - PORTES BATTANTES	1 016,40	0,00	8
	ARMOIRE LED GYM	220,00	0,00	8
	BUREAUX DROITS REGLABLES	526,54	0,00	8
	FAUTEUIL BUREAU	0,00	0,00	8
	FAUTEUIL BUREAU	755,93	0,00	8
	BANCS DEPOT JEUNESSE	255,42	0,00	8
	BUREAUX DROITS - CAISSONS - OSM	1 284,00	0,00	8
	ACHATS DE FAUTEUILS	5 109,77	0,00	8
	FAUTEUIL - EM PREVERT - UGAP	91,80	0,00	8
	MOBILIER - EM PIERREFONTAINE	653,58	0,00	8
	BUREAU - CAISSON - KUNSTHALLE	517,20	0,00	8

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	CHAISE BRIO REGL - EE PIERREFON	1 635,85	0,00	8
	ARMOIRE FORTE BLINDEE- EE	22 300,54	0,00	8
	FAUTEUIL - EM	91,80	0,00	8
	TABLE PLIANTE	509,26	0,00	8
	TRANSAT	428,82	0,00	8
	CHAISES VISITEURS - BIBLIO	1 749,60	0,00	8
	CAISSONS - VOIRIE	662,40	0,00	8
	CAFETIERE THERMOS	374,40	0,00	8
	RAYONNAGE SIMPLE	2 694,38	0,00	8
	ARMOIRES RIDEAUX GRISE	301,20	0,00	8
	BUREAUX DROITS - CAISSONS	1 063,20	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE INDUSTRIE - SEVE	1 567,20	0,00	8
	BUREAUX DROITS - ATELIERS	1 418,40	0,00	8
	BUREAUX DROITS - VOIRIE	314,40	0,00	8
	ARMOIRES HAUTE - PM	3 986,40	0,00	8
	FAUTEUIL BUREAU	3 564,00	0,00	8
	TABLES RABATTABLES - BILBIO	2 127,60	0,00	8
	ECRAN RETRO - EE DORNACH- HISLER	518,26	0,00	8
	BAC LIVRE - EM MONTAVONT - HISLER	158,75	0,00	8
	MOBILIER MEDIATRICE FLE - DPC	859,96	0,00	8
	CHR ALSACE MANGE DEBOUT	430,80	0,00	8
	PLATEAUX POUR TABLE	1 868,64	0,00	8
	DESTRUCTEUR HSM SECURIO - ETAT CIVIL	344,06	0,00	8
	ECRAN 65 ET CHARIOT MOBILE - ELECTIONS	2 373,60	0,00	8
	GILETS PARE BALLES	2 886,48	0,00	8
	MATERIEL AUDIOVISUEL	2 377,12	0,00	8
	GUITARE ANIMATION MEDIATHEQUE	118,00	0,00	1
	PIANO FORTE	2 500,00	0,00	8
	HUMIDIFICATEUR	49,99	0,00	1
	ENREGISTREUR POUR LES REUNION	289,00	0,00	8
	CLIMATISEURS MOBILES	10 541,24	0,00	8
	BOITE A OUTILS	0,00	0,00	1
	INSTRUMENT MUSIQUE	1 298,20	0,00	8
	INSTRUMENT MUSIQUE	5 673,55	0,00	8
	TROMPETTE A JAMINET	3 478,00	0,00	8
	EQUIPEMT SONORE THEATRE MAPA V2021283	23 863,92	0,00	8
	EQUIPEMENT SONORE THEATRE MAPA V2021283	7 664,08	0,00	8
	MATERIEL DOUCHETTE	1 176,00	0,00	8
	SALLE CONF.:TABLE MIX. A	416,00	0,00	8
	CAFETIERE KRUPS BLANCHE EA890110	459,00	0,00	8
	HISLER - EM PDM - MALLE BLEUE ET TAPIS SPORT	1 396,26	0,00	8
	HISLER - EM TONNELIER - SET MOTRICITE DAISIENNE	1 569,40	0,00	8
	BOULANGER - EM PERGAUD - MAT PED	90,00	0,00	1
	CASAL SPORT -EE THERESE PLINTHE MOUSSE	0,00	0,00	8
	CASAL SPORT -EE THERESE PLINTHE MOUSSE	387,60	0,00	8
	HISLER -EE FURSTENBERGER - CISAILLE	198,00	0,00	8
	HISLER - EM LEFEBVRE - JEUX ET EQUIP.ACTIV.PHYSIQUE	678,78	0,00	8
	MAT PEDA - X013299 - WESCO - EM VERNE - BALLES	54,00	0,00	1
	MATERIEL PEDA -X013306 CASAL SPORT - CHASUBLE-EM DIEPPE	74,56	0,00	1
	MAT PEDA X013315 - HISLER - VELOS - EM NORDFELD	456,01	0,00	8
	MACH A COUDRE -X008549-MONDIAL-EE PREVERT	249,99	0,00	8
	CAPTEURS CO2	12 144,00	0,00	8
	DICTAPHONE - HT POIRIER	57,28	0,00	1
	DINETTE - ARILLI- EM LA WANNE	227,00	0,00	8
	FOURN - MDA ELECT - POLE GLUCK	3 489,98	0,00	8
	PETIT ELECTROMENAGER - EE PIERREFONTAINE	0,00	0,00	1
	FRIGO HOTPOINT - CEN - KENNEDY	319,99	0,00	8
	ELECTROMENAGER - GLUCK - MDA	2 989,97	0,00	8
	ENG 21 X006494 -AXIANS SYSOCO METZ	46 800,00	0,00	8
	AXIANS SYSOCO METZ	0,00	0,00	8
	AXIANS SYSOCO METZ	19 333,20	0,00	8
	V2021126 AXIANS CONFIGURATION	30 540,00	0,00	8
	12 BUMBERS 10KG GYM FIL INV V22002 REPORT21	788,38	0,00	8
	BOOSTER EQUIPE STADE INV V22005	118,80	0,00	1
	MATERIEL VIDEO JEUNESSE_14 ET 244_15 INV V22006	599,99	0,00	8

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	MINI BUT DE BASKETGYM TSCHANZ 245_4 INV V22008	1 537,80	0,00	8
	ROLLER DEPOT JEUNESSE 244_13 INV V22010	55,00	0,00	1
	ROLLER DEPOT JEUNESSE 244_13 INV V22010	0,00	0,00	8
	ROLLER DEPOT JEUNESSE 244_13 INV V22010	744,07	0,00	8
	MALLES/CANTINES DEPOT JEUNESSE 244_11 INV V22011	539,40	0,00	8
	VENTILATEUR GYM SCHOENACKER MOB_M3 INV V22016	89,90	0,00	1
	STANDS PDS 243_8 INV V22021	2 293,20	0,00	8
	PARASOLS DEPOT JEUNESSE 244_7 INV V22030	152,60	0,00	1
	PARASOLS DEPOT JEUNESSE PLANETE PASS 244_7 INV V22029	355,70	0,00	8
	TELEVISEUR INTERNAT D EXCELLENCE SPORTIVE 246_3 INV V220	693,71	0,00	8
	PLONGE WALDECK	13 847,90	0,00	8
	MACHINE A SIGNER -361	7 408,80	0,00	8
	FRIGO MICRO ONDES	399,98	0,00	8
	COMBINE DECT 8234 ET ACCESSOIRES	0,00	0,00	8
	COMBINE DECT 8234 ET ACCESSOIRES	740,64	0,00	8
	POSTES TELEPHONE ACCESSOIRES	1 895,46	0,00	8
	POSTES TELEPHONIQUES 8058s 8018	746,76	0,00	8
	POUTRELLES ACIER SUPPORT JARDINIERE TUBE CARRE ACIER 60/60/3	2 960,64	0,00	8
	BALCONNIERE BAC MILEO MAPA INT V22084	8 575,56	0,00	8
	MICRO ONDES MARQUE SEVERIN	492,05	0,00	8
	MAISONNETTES BOIS N	4 083,67	0,00	8
	BALCONNIERES FIXATIONS SQUARE DE GAULLE	11 047,08	0,00	8
	CLIMATISEURS REVERSIBLES CELLULE ARBRES	861,60	0,00	8
	FOUR POSE CLOTURE RUCHE TERRASSE MUSEE	6 240,00	0,00	8
	PERFORELIEUR	438,00	0,00	8
	PLASTIFIEUSE	299,75	0,00	8
	HISLER - GS PIERREFONTAINE	71,80	0,00	1
	HISLER - EM THERESE - PONT BASCULE	333,00	0,00	8
	HISLER - EE KLEBER - MAILLOCHE	241,72	0,00	8
	HISLER - EE STINZI CASQUE STEREO	374,60	0,00	8
	HISLER - EM NORDFELD - PERFORELIEUR	292,61	0,00	8
	HISLER - EM V.HUGO - ENCEINTE BLUETHOTH	239,60	0,00	8
	HISLER - EM VERNE JEUX PEDAGO	160,90	0,00	1
	HISLER - EM DIEPPE - PLASTIFIEUSE	135,00	0,00	1
	HISLER - EM ZUBER POSTE CD	281,80	0,00	8
	HISLER - EM PREVERT SABLIER	27,68	0,00	1
	HISLER - EM PERGAUD CASQUE STEREO	112,50	0,00	1
	HISLER - EM LA FONTAINE PLASTIFIEUSE	231,00	0,00	8
	HISLER - EM V.HUGO POSTE CD PLASTIFIEUSE	330,79	0,00	8
	HISLER - EE ZAY PLASTIFIEUSE	53,80	0,00	1
	HISLER - EE MATISSE - CASQUE ECRAN ENCEINTE	1 424,40	0,00	8
	HISLER - EM WAGNER - PLASTIFIEUSE - APP PHOTO	423,00	0,00	8
	HISLER - EM PRANARD - TRICYLES	451,99	0,00	8
	HISLER - EM CIEL - PANNEAUX ROUTIERS - CERCLES PLATS	483,98	0,00	8
	HISLER - EM FREY - CISAILLE - PLASTIFIEUSE - POSTE C	485,80	0,00	8
	HISLER - EM MONTAIGNE - SET MOUSSE ET POUF	507,97	0,00	8
	HISLER - EM ST EX - CISAILLE ET APP PHOTO	520,00	0,00	8
	HISLER - EM SELLIER - CISAILLE - PLASTIFIEUSE	607,00	0,00	8
	HISLER - EM HT POIRIER - PLASTIFIEUSE - POSTE CD	698,56	0,00	8
	HISLER - EM PERRAULT - TRICYCLES	699,00	0,00	8
	HISLER - EM WOLF - SET POLYDRON ET TROTINETTES	709,57	0,00	8
	HISLER - EM FURSTENBERGER - CISAILLE - MALLE	710,33	0,00	8
	HISLER - EM REBER - TRICYLE - POSTE CD	807,20	0,00	8
	HISLER - EM J. DE LOISY - TRICYLE ET CERCLES	990,77	0,00	8
	BOITE A OUTILS	109,00	0,00	1
	EM EE MAT PEDA	7 725,80	0,00	8
	CISAIL -PIERREFONTAINE	342,40	0,00	8
	PLASTIFIEUSE - E NORDFELD	135,00	0,00	1
	EM EE MAT PEDA	463,32	0,00	8
	ECRAN RETRO - EM WANNE	156,00	0,00	1
	EM PERGAUD - POSTE CD	358,99	0,00	8

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	POSTE CD - EM PDM	287,20	0,00	8
	PETIT ELECTROMENAGER - EE PIERREFONTAINE	129,76	0,00	1
	2 ASPIRATEURS GYM SCHOENACKER	307,98	0,00	8
	ASPIRATEUR GYM SCHOENACKER	360,50	0,00	8
	ENCEINTE INV MAIRIE ENTREE B	1 259,00	0,00	8
	PERCEUSE BOULONNEUSE EQUIPE STADES	549,91	0,00	8
	FRIGO INV MAIRIE ENTREE B	399,00	0,00	8
	SENSEO INV STADE DOLLER	79,99	0,00	1
	MATERIEL SPORTIF GYM FIL	482,74	0,00	8
	TOTEM VILLE DE RUNNING	7 596,00	0,00	8
	MOUSSE 3 ETAGES GYM BRUSTLEIN PLINTHES	523,00	0,00	8
	POSTES TELEPHONE 8018	1 145,28	0,00	8
	PROJECTEUR DE SCENE ET ACCESSOIRES	6 586,63	0,00	8
	PLANETE PASS CARTES MEMOIRE	129,95	0,00	1
	ENCEINTES BLUETOOTH MAIRIE ENTREE B	299,99	0,00	8
	PANNEAUX /FILETS PLATEAUX GAY LUSSAV	3 232,80	0,00	8
	APPAREILS PHOTO POUR LES CONTROLEURS URBA	615,80	0,00	8
	BOUILLOIRE SENSEO EQUIPE GYM	94,99	0,00	8
	WIGI MICRO	742,80	0,00	8
	PSLD SECHE MAINS 245	480,71	0,00	8
	SECHE MAINS	0,00	0,00	8
	BORNE D ACCUEIL	520,80	0,00	8
	MICRO CHAINE - CABLE POUR ELISABETH HUBE	458,98	0,00	8
	PIANO NUMERIQUE HUMIDIFICATEUR	2 295,00	0,00	8
	HAUTBOIS HOWARTH JUNIOR	1 729,00	0,00	8
	SERVIETTE TOILETTE - EE PIERREFONTAIRE	67,58	0,00	8
	MAT PEDA ATELIER DES POTIONS - EE FURSTE	757,00	0,00	8
	MASSICOT - APAP- HISLER	1 238,40	0,00	8
	TRACEUSE A ROULEAUX STADE ROMAINS 245_M2 V22050	578,30	0,00	8
	TRACEUSE A ROULEAUX STADE BARINA 245_M2 V22050	578,30	0,00	8
	TRACEUSE A ROULEAUX STADE BZ 245_M2 V22050	578,30	0,00	8
	TRACEUSE A ROULEAUX STADE COUBERTIN 245_M2 V22050	578,30	0,00	8
	7 POSTES TEL.RECOND.8018 8058s	914,52	0,00	8
	CAFETIÈRE	179,98	0,00	8
	APPAREIL PHOTO	54,30	0,00	8
	ASPIRATEUR EAU POUSSSIERES MILHUSINA	289,38	0,00	8
	TALKIES	1 328,02	0,00	8
	PIANO NUMERIQUE + PIED	1 032,48	0,00	8
	PICCOLO PROFESSIONNEL YAMAHA	1 728,00	0,00	8
	CHAUFFAGES X2 INVESTISSEMENT POUR KUNSTHALLE	99,98	0,00	8
	PROJECTEURS X2 INVESTISSEMENT POUR KUNSTHALLE	516,71	0,00	8
	MATERIEL DE PERCU	2 057,00	0,00	8
	FRIGIDAIRES - MDA - GLUCK	952,00	0,00	8
	LAVE LINGE - CORA - GLUCK	982,80	0,00	8
	FRIGIDAIRES - CORA - GLUCK	162,00	0,00	8
	ENREGISTREUR VIDEO	255,90	0,00	8
	TRONINETTES DEPOT JEUNESSE	1 529,76	0,00	8
	ROWERG PSLD	2 098,00	0,00	8
	MICRO ONDE	229,99	0,00	8
	ACQUISITION DEFIBRILATEUR	0,00	0,00	8
	ACQUISITION DEFIBRILATEUR	1 596,00	0,00	8
	1ER EQUIPEMENT SPORTIF SPORT SANTE CSRA	428,81	0,00	8
	CAFETIERE DOLCE GUSTO STADE COTEAUX	89,08	0,00	8
	TABLEAU LIEGE MITTELWIHR	224,35	0,00	8
	INSTRUMENT DE PERCU	816,05	0,00	8
	SUPPORTS SAXOPHONES	96,80	0,00	8
	1ER EQUIPEMENT SPORTIF CSRA SPORT SANTE	0,00	0,00	8
	1ER EQUIPEMENT SPORTIF CSRA SPORT SANTE	1 624,82	0,00	8
	SYSTEME DE TRANSMISSION + BOUTON POUR UK	1 896,08	0,00	8
	INSTRUMENT PERCUSSION BRESILIEN	78,00	0,00	8
	ENCEINTE JBL	139,99	0,00	8
	PARASOLS DEPOT JEUNESSE	428,83	0,00	8
	TERMINAUX IP	2 502,00	0,00	8
	FRIGO APC	302,00	0,00	8
	IPAD - APAP - FNAC	799,97	0,00	8

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	MICRO CHAINE CLASSE D'EVEIL	749,98	0,00	8
	APPAREIL PHOTO	407,97	0,00	8
	BUTS STADE BZ	2 498,32	0,00	8
	BUTS STADE COUBERTIN	2 498,32	0,00	8
	BUTS STADE ROMAINS	2 498,32	0,00	8
	MATERIEL SPORT	1 198,00	0,00	8
	CISAILLE PRO	367,27	0,00	8
	HISLER - EM THERESE - PLASTIFIEUSE	159,82	0,00	8
	ELECTROMENAGER - MDA- GLUCK	1 747,00	0,00	8
	IKEA - FLE - MOBILIER	89,94	0,00	8
	ACQUISITION PODIUM	1 080,00	0,00	8
	PIANO NUMERIQUE	1 110,00	0,00	8
	REFRIGERATEUR	499,00	0,00	8
	MACHINE A GOUGER	1 917,64	0,00	8
	INSTRUMENT MUSIQUE PEAU	812,69	0,00	8
	TVX 22 TERRASSE MUSEE DEPOLLUTION	1 206 485,48	0,00	0
	TVX 22 PLACE DREYFUS	3 602,36	0,00	0
	TVX 22 NPNRU BRIAND PERICENTRE	12 000,00	0,00	0
	DMC DEPOLLUTION CIMITEM	3 570,00	0,00	0
	TVX 22 GS SELLIER	554 419,18	0,00	0
	TVX 22 DEMOLITION SITE PUPA	0,00	0,00	0
	TVX 22 DEMOLITION SITE PUPA	612 655,32	0,00	0
	TVX 22 OUVRAGES D ART	171 160,96	0,00	0
	TVX 22 PARKING MARECHAUX	40 800,00	0,00	0
	TVX 22 FILATURE	209 262,02	0,00	0
	TVX 22 GS VICTOR HUGO	816 405,08	0,00	0
	TVX22 VIDEOSURVEILLANCE	475 943,72	0,00	0
	TVX 22 BERGES DE L'ILL	582 698,98	0,00	0
	TVX 22 OPERATION DEVELOPPEMENT MOBILITES DOUCES DMD	203 672,40	0,00	0
	TVX 22 RENOVATION RESEAU	19 602,61	0,00	0
	TVX 22 DROUOT AMENAGEMENT ESPACES PUBLIC	73 192,29	0,00	0
	TVX 22 PERICENTRE SUD	16 767,00	0,00	0
	AVANCE CITIVIA GS COTEAUX 1	1 899 000,00	0,00	0
	AVANCE FORFAITAIRE - GS COTEAUX 3	600 339,25	0,00	0
	AVANCE TRESORERIE CITIVIA	0,00	0,00	0
	AVANCE TRESORERIE RE	0,00	0,00	0
	EX22- MULHOUSE GRAND CENTRE PARCELLES KP	314 734,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
	EX22 - ECOLE VICTOR HUGO	443 512,68	0,00	0
	EX22 - COUR DE LORRAINE	9 064 032,05	0,00	0
	EX22 - ECOLE PORTE DU MIROIR	3 481 064,37	0,00	0
	EX22 - ECOLE FILOZOF	3 799 489,05	0,00	0
	EX22 - DIVERSES ECOLES	36 345,38	0,00	0
	EX22 - AMENAGT ABORDS TTMVT DORNACH	601 016,93	0,00	0
TOTAL GENERAL		**46 870 799,84**	**0,00**	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
	MULHOUSE - AV. R.SALENGRO N°42	654 626,19	0	0,00	654 626,19	365 000,00	-289 626,19
	IMMEUBLE QUAI ALGER/ORAN	51 329,58	0	0,00	51 329,58	80 160,00	28 830,42
	PLIEUSE PLAN ARCHI AV KENNEDY	2 100,00	8	1 572,00	528,00	528,00	0,00
	LOT MATERIEL INFORMATIQUE LIONS CLUB	24 298,75	5	24 298,75	0,00	25,00	25,00
Cessions à titre gratuit							
	EX22 - PARCELLES D ASSIETTE COLLEGE JEAN MACE	987 244,43	0	0,00	987 244,43	0,00	-987 244,43
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
	CONVENTION DE LA VIDEO SURVEILLANCE	5 977,08	0	0,00	5 977,08	0,00	-5 977,08
	LIAISON POMPIERS FILATURE	321,74	5	321,74	0,00	0,00	0,00
	CORDONS OPTIQUES	132,37	1	132,37	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL ELECTRIQUE	320,57	1	320,57	0,00	0,00	0,00
	CABLES	291,73	1	291,73	0,00	0,00	0,00
	RALLONGES	345,40	1	345,40	0,00	0,00	0,00
	CORDONS - LIAISONS INTER-BATIMENTS	588,01	1	588,01	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR RESEAU	10 219,44	5	10 219,44	0,00	0,00	0,00
	ARMOIRE SERVEUR INFORMATIQUE (RESEAU)	5 402,48	5	5 402,48	0,00	0,00	0,00
	INSTAL POSTES & LIGNES TELEPHONIQUES	861,58	0	0,00	861,58	0,00	-861,58
	INSTAL POSTES & LIGNES TELEPHONIQUES	20 492,87	0	0,00	20 492,87	0,00	-20 492,87
	INSTAL POSTES & LIGNES TELEPHONIQUES	906,18	0	0,00	906,18	0,00	-906,18
	ARMOIRES POUR SERVEURS	3 541,19	5	3 541,19	0,00	0,00	0,00
	INSTAL POSTES & LIGNES TELEPHONIQUES	743,90	0	0,00	743,90	0,00	-743,90
	INSTAL POSTES & LIGNES TELEPHONIQUES	894,42	0	0,00	894,42	0,00	-894,42
	INSTAL POSTES & LIGNES TELEPHONIQUES	660,91	0	0,00	660,91	0,00	-660,91
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	6 913,46	0	0,00	6 913,46	0,00	-6 913,46
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	1 380,23	0	0,00	1 380,23	0,00	-1 380,23
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	27 159,73	0	0,00	27 159,73	0,00	-27 159,73
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	1 166,91	0	0,00	1 166,91	0,00	-1 166,91
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	17 153,51	0	0,00	17 153,51	0,00	-17 153,51
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	25 182,21	0	0,00	25 182,21	0,00	-25 182,21
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	28 076,12	0	0,00	28 076,12	0,00	-28 076,12
	TRAVAUX RESEAU INTER-BATIMENTS	10 353,01	0	0,00	10 353,01	0,00	-10 353,01
	SECHE-CHEVEUX BAEGE PROGRESS 1200	2 406,73	8	2 406,73	0,00	0,00	0,00
	POTENCE POUR SECHE-CHEVEUX BAEGE PROGRESS 1200	1 166,91	8	1 166,91	0,00	0,00	0,00
	MONNAYEURS BAEGE EMS 4012	2 115,01	8	2 115,01	0,00	0,00	0,00
	SECHE-CHEVEUX BAEGE PROGRESS 1200	1 805,05	8	1 805,05	0,00	0,00	0,00
	POTENCE POUR SECHE-CHEVEUX BAEGE PROGRESS 1200	1 166,91	8	1 166,91	0,00	0,00	0,00
	MONNAYEURS BAEGE EMS 4012	1 586,26	8	1 586,26	0,00	0,00	0,00
	SECHE-CHEVEUX BAEGE PROGRESS 1200	2 105,89	8	2 105,89	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	POTENCE POUR SECHE-CHEVEUX BAEGE PROGRESS 1200	875,18	8	875,18	0,00	0,00	0,00
	MONNAYEURS BAEGE EMS 4012	3 436,89	8	3 436,89	0,00	0,00	0,00
	KIT MONNAYEUR TRANSFORMATION EURO POUR BAEGE EMS	393,82	8	393,82	0,00	0,00	0,00
	CONVERTISSEUR DE MEDIA 100 BASE	2 141,32	5	2 141,32	0,00	0,00	0,00
	ARMOIRE DE BRASSAGE	420,51	5	420,51	0,00	0,00	0,00
	JARRETIERES OPTIQUES	1 315,60	8	1 315,60	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL DE RESEAU	896,76	5	896,76	0,00	0,00	0,00
	ROUTEUR PIX	2 870,40	5	2 870,40	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL DE RESEAU CONV DE MEDIA	751,33	5	751,33	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR RESEAU	1 013,01	1	1 013,01	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR RESEAU	1 396,93	1	1 396,93	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR "PROLIANT"	525,04	5	525,04	0,00	0,00	0,00
	R.A.M.	153,09	5	153,09	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR	90,90	1	90,90	0,00	0,00	0,00
	CARTE RESEAU	56,21	1	56,21	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR 80 G.O.	538,20	1	538,20	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET	2 475,72	5	2 475,72	0,00	0,00	0,00
	ARMOIRE RESEAU	2 230,54	5	2 230,54	0,00	0,00	0,00
	DISQUES	2 707,74	5	2 707,74	0,00	0,00	0,00
	ADJONCTION DE CARTE	8 516,72	5	8 516,72	0,00	0,00	0,00
	SWITCHS	210,50	5	210,50	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 252,31	5	1 252,31	0,00	0,00	0,00
	PORTABLES	32,29	1	32,29	0,00	0,00	0,00
	ECRAN	405,81	5	405,81	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS "OPTIPLIEX 745 DT"	1 164,90	5	1 164,90	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR + MEMOIRES	1 050,09	5	1 050,09	0,00	0,00	0,00
	SWITCH 8 PORTS	360,28	5	360,28	0,00	0,00	0,00
	EXTENTION DE MEMOIRE	1 190,02	5	1 190,02	0,00	0,00	0,00
	KIT "ADAPTEC"	2 691,00	5	2 691,00	0,00	0,00	0,00
	PC OPTILEX 755 CELERON 420	4 813,90	5	4 813,90	0,00	0,00	0,00
	ROUTEUR "CISCO 3825"	54 110,62	5	54 110,62	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL BCS 2E ET 3E ETAGE ENTREE C	2 006,06	5	2 006,06	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATIONS BCS 2E ET INFORM.	257,57	5	257,57	0,00	0,00	0,00
	CABLAGE RESEAU BCS 2E ET 3E ETAGE BAT.C	2 190,66	5	2 190,66	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR BCS	253,72	5	253,72	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALL. BCS 2E ETAGE INFO.	92,62	5	92,62	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALL. BCS	58,67	5	58,67	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR BCS	1 252,04	5	1 252,04	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR BCS	109,30	5	109,30	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	2 046,10	5	2 046,10	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	93,10	5	93,10	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	219,27	5	219,27	0,00	0,00	0,00
	TRANSMETTEURS TEL. PR NOUV. NUMEROTATION	2 969,23	5	2 969,23	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE "MC 5570"	3 229,20	5	3 229,20	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	117,75	5	117,75	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR BCS	1 426,85	5	1 426,85	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	338,76	5	338,76	0,00	0,00	0,00
	ACHAT MATERIEL BCS	23,36	5	23,36	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	221,74	5	221,74	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL BCS POUR MAIRIE BAT A	1 045,45	5	1 045,45	0,00	0,00	0,00
	MARCHE 811600 MATERIEL POUR BCS	2 394,51	5	2 394,51	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR INSTALLATION BCS	862,61	5	862,61	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR BCS REPROGRAPHIE	96,86	5	96,86	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR BCS	23,47	5	23,47	0,00	0,00	0,00
	SCANNER "CANON"	13 622,44	5	13 622,44	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR	872,24	5	872,24	0,00	0,00	0,00
	ECRANS	504,66	5	504,66	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	2 291,01	5	2 291,01	0,00	0,00	0,00
	CARTE SCSI	89,70	1	89,70	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS	1 407,98	5	1 407,98	0,00	0,00	0,00
	BACS D'ALIMENTATION	440,03	5	440,03	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE "CELERON 520"	1 829,88	5	1 829,88	0,00	0,00	0,00
	CONVERTISSEURS	4 812,26	5	4 812,26	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	TERMINAUX	1 941,49	5	1 941,49	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	534,68	5	534,68	0,00	0,00	0,00
	MODEM + CABLES	300,42	5	300,42	0,00	0,00	0,00
	BADGES "HID PROXCARD II"	2 332,20	1	2 332,20	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR INFORMATIQUE	5 591,30	5	5 591,30	0,00	0,00	0,00
	CARTE RESEAU - MEGAHERTZ CARDBUS	351,53	5	351,53	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE SONY	1 506,20	8	1 506,20	0,00	0,00	0,00
	NETSERVER	4 736,41	5	4 736,41	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	118,21	1	118,21	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	156,28	8	156,28	0,00	0,00	0,00
	COFFRET MURAL	823,66	5	823,66	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	278,05	8	278,05	0,00	0,00	0,00
	PANNEAU DE BRASSAGE	640,36	5	640,36	0,00	0,00	0,00
	MODEMS COFFRET	442,72	1	442,72	0,00	0,00	0,00
	ACHAT PC + PORTABLE	2 082,94	5	2 082,94	0,00	0,00	0,00
	ACHAT IMPRIMANTE	416,96	5	416,96	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	2 031,62	5	2 031,62	0,00	0,00	0,00
	ECRAN PLAT 1U POUR ARMOIRE	1 456,37	5	1 456,37	0,00	0,00	0,00
	MAPPA GESTION DES DOCUMENTS	47 182,20	5	47 182,20	0,00	0,00	0,00
	ACHAT MICRO	893,41	5	893,41	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SERVEUR AUTOCOM.	8 679,37	5	8 679,37	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	963,78	5	963,78	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SERVEUR	4 031,13	5	4 031,13	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	1 567,31	5	1 567,31	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SERVEUR DSI	4 228,60	5	4 228,60	0,00	0,00	0,00
	ACHAT CARTE VIDEO + DISQUE	1 152,35	5	1 152,35	0,00	0,00	0,00
	PC "OPTIPLEX"	14 692,86	5	14 692,86	0,00	0,00	0,00
	ACHAT MICRO PORTABLE	2 291,54	5	2 291,54	0,00	0,00	0,00
	ACHAT PORTABLE	2 615,65	5	2 615,65	0,00	0,00	0,00
	ACHAT LECTEUR HID POINTEUSE	747,50	5	747,50	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR PROLIANT	2 248,48	5	2 248,48	0,00	0,00	0,00
	MICRO P320 CELERON	3 130,77	5	3 130,77	0,00	0,00	0,00
	BLACKBERRY SERVEUR	3 172,02	5	3 172,02	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES "LASERJET 4250TN"	2 329,62	5	2 329,62	0,00	0,00	0,00
	BACS D'ALIMENTATION	1 264,78	5	1 264,78	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE "KONICA C250"	7 538,46	5	7 538,46	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE "KONICA C250"	4 337,82	5	4 337,82	0,00	0,00	0,00
	REMPLAC. SERVEUR	520,26	5	520,26	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE LASER "SAMSONG"	499,93	5	499,93	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET	1 309,62	5	1 309,62	0,00	0,00	0,00
	PIX + BOITIERS ASA 5005	4 891,64	5	4 891,64	0,00	0,00	0,00
	ECRAN 17"	322,92	5	322,92	0,00	0,00	0,00
	SWITCH	393,48	5	393,48	0,00	0,00	0,00
	MEMOIRE (AMORT.)	2 072,55	5	2 072,55	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSES COMPACTES (AMORT.)	2 554,66	5	2 554,66	0,00	0,00	0,00
	CATALYST CISCO 2960	11 140,74	5	11 140,74	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	11 704,08	5	11 704,08	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSES	4 789,98	5	4 789,98	0,00	0,00	0,00
	SWITCH	668,33	5	668,33	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET	4 784,00	5	4 784,00	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSES	2 554,66	5	2 554,66	0,00	0,00	0,00
	ORDI. PORTABLES + HOUSSES	1 557,19	5	1 557,19	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	871,88	5	871,88	0,00	0,00	0,00
	EVOLUTION DU PARC	46 581,66	5	46 581,66	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL POUR LES SERVICES	20 534,70	5	20 534,70	0,00	0,00	0,00
	SWITCH 1800	167,08	5	167,08	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET P3005N	871,88	5	871,88	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS OPTIPLEX	8 312,20	5	8 312,20	0,00	0,00	0,00
	CARTE SON EXTERNE	1 018,99	5	1 018,99	0,00	0,00	0,00
	PHOTOCOPIEUR COULEUR	8 252,40	5	8 252,40	0,00	0,00	0,00
	COPIEUR-IMPRIMANTE COULEUR	9 687,60	5	9 687,60	0,00	0,00	0,00
	ECRAN TFT 17"	1 495,00	1	1 495,00	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE XEROX	6 320,86	5	6 320,86	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE FUJITSU AMILO PRO V3515 + HOUSSES	3 066,54	5	3 066,54	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR PE1950 XEON 5140	4 083,14	5	4 083,14	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR HITACHI 80GO	83,16	1	83,16	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR LIFEBOOK T4215 FUJITSU	1 906,48	5	1 906,48	0,00	0,00	0,00
	PC "OPTILEX 745 DT CELERON 420"	6 159,40	5	6 159,40	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	IMPRIMANTE "HP LASERJET 1022N"	922,12	5	922,12	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS "OPTILEX 745DT CELERON 420"	4 927,52	5	4 927,52	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS "OPTILEX 745DT CELERON 420"	4 311,58	5	4 311,58	0,00	0,00	0,00
	KIT MEMOIRE 1 GO	442,52	5	442,52	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASER JET	922,12	5	922,12	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE TOSHIBA	2 279,58	5	2 279,58	0,00	0,00	0,00
	SECURISATION COEUR DE RESEAU	8 773,60	5	8 773,60	0,00	0,00	0,00
	PANNEAU DE BRASSAGE	235,20	5	235,20	0,00	0,00	0,00
	ONDULEURS/BACK UPS PRO - M9243	1 218,87	5	1 218,87	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL	72 467,80	5	72 467,80	0,00	0,00	0,00
	LOGICIELS INDISSOCIABLES	18 116,95	5	18 116,95	0,00	0,00	0,00
	MODEM COFFRET	235,93	5	235,93	0,00	0,00	0,00
	BACK UPS PRO 650 VA	251,07	5	251,07	0,00	0,00	0,00
	POSTE NUMERIQUE 4321	156,28	8	156,28	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	486,82	8	486,82	0,00	0,00	0,00
	LASERJET	2 216,90	5	2 216,90	0,00	0,00	0,00
	LASERJET	626,12	5	626,12	0,00	0,00	0,00
	LASERJET	626,12	5	626,12	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	725,67	1	725,67	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	114,34	1	114,34	0,00	0,00	0,00
	TELECOPIEUR ALCATEL	738,43	5	738,43	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	362,83	1	362,83	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES NUMERIQUES	779,21	8	779,21	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE NUMERIQUE	287,04	8	287,04	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	312,56	8	312,56	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	725,67	1	725,67	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	622,94	8	622,94	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	93,72	1	93,72	0,00	0,00	0,00
	SCANNER IMPRIMANTE	5 889,63	5	5 889,63	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL INFORMATIQUE	647,27	5	647,27	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	162,27	8	162,27	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES AUDIENCE 22	827,05	1	827,05	0,00	0,00	0,00
	SCANNER PERFECTION	317,25	5	317,25	0,00	0,00	0,00
	FORMS PRINTER	1 049,08	5	1 049,08	0,00	0,00	0,00
	TELECOPIEUR ALCATEL	2 061,59	5	2 061,59	0,00	0,00	0,00
	REPONDEUR	187,54	1	187,54	0,00	0,00	0,00
	ONDULATEUR	256,72	5	256,72	0,00	0,00	0,00
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	41,63	0	0,00	41,63	0,00	-41,63
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	64,89	0	0,00	64,89	0,00	-64,89
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	477,56	0	0,00	477,56	0,00	-477,56
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	78,33	0	0,00	78,33	0,00	-78,33
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	274,71	0	0,00	274,71	0,00	-274,71
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	403,62	0	0,00	403,62	0,00	-403,62
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	1 371,83	0	0,00	1 371,83	0,00	-1 371,83
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	90,70	0	0,00	90,70	0,00	-90,70
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	3 099,59	0	0,00	3 099,59	0,00	-3 099,59
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	218,79	0	0,00	218,79	0,00	-218,79
	INSTAL. RESEAU BCS DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	2 959,20	0	0,00	2 959,20	0,00	-2 959,20
	TELECOPIEUR ALCATEL	738,43	5	738,43	0,00	0,00	0,00
	INFORM. BIBLIO & MEDIATHEQUE	52 621,42	0	0,00	52 621,42	0,00	-52 621,42
	TELECOPIEUR ALCATEL 3749	738,43	5	738,43	0,00	0,00	0,00
	TELECOPIEUR ALCATEL 3749	738,43	5	738,43	0,00	0,00	0,00
	REPONDEUR ENREGISTREUR NUMER FLASH TIPTEL331	189,15	5	189,15	0,00	0,00	0,00
	REPONDEUR ENREGISTREUR NUMER FLASH TIPTEL331	189,15	5	189,15	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	SERVEUR BUNDLE ML350 1GHZ 2DD18GO TOUR+WIN2000	3 569,09	5	3 569,09	0,00	0,00	0,00
	CASQUES HP STEREO AVEC MICROPHONE	1 479,05	1	1 479,05	0,00	0,00	0,00
	REPONDEUR ENREGISTREUR NUMERIQUE TIPTEL331	189,15	5	189,15	0,00	0,00	0,00
	POSTE SANS FIL GIGASET 4010 CLASSIC	148,60	5	148,60	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PROLIANT	5 621,20	5	5 621,20	0,00	0,00	0,00
	SCANNER A PLAT SCANJET 4470C	193,75	5	193,75	0,00	0,00	0,00
	HP SWITCH	839,59	5	839,59	0,00	0,00	0,00
	HP SWITCH	2 680,24	5	2 680,24	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER MULTITACHES	584,84	5	584,84	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER MULTITACHES	584,84	5	584,84	0,00	0,00	0,00
	CARTE RNIS SERVEUR FAX	1 021,86	5	1 021,86	0,00	0,00	0,00
	MONITEUR COULEUR 19"HP P920	620,72	5	620,72	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE SATELLITE PRO 6100 PIV	4 073,58	5	4 073,58	0,00	0,00	0,00
	SCANNER NIKON 4000 ED	2 423,51	5	2 423,51	0,00	0,00	0,00
	MODULE 8 PORTS	1 731,81	5	1 731,81	0,00	0,00	0,00
	GRAVEUR CDRW YAMAHA 44X24X44X	230,48	5	230,48	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 780,41	5	1 780,41	0,00	0,00	0,00
	ECRAN 22" IIYAMA VISION MASTER	716,18	5	716,18	0,00	0,00	0,00
	MEM 256 MO DDRAM 266 MHZ POUR EVO D510	852,36	5	852,36	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 944,13	5	1 944,13	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 434,46	5	1 434,46	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	4 507,85	5	4 507,85	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	2 462,92	5	2 462,92	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	6 598,93	5	6 598,93	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	3 299,50	5	3 299,50	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	3 299,48	5	3 299,48	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	4 399,27	5	4 399,27	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	4 658,67	5	4 658,67	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE LEXMARK OPTRA E310	805,60	5	805,60	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	3 299,45	5	3 299,45	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1200	923,93	5	923,93	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	2 199,64	5	2 199,64	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1200	461,97	5	461,97	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1200	461,96	5	461,96	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE	6 386,64	5	6 386,64	0,00	0,00	0,00
	COFFRET ELECTRONIQUE PROXIMITE	3 121,56	5	3 121,56	0,00	0,00	0,00
	400 PORTE-CLES PROXIMITE	1 435,20	1	1 435,20	0,00	0,00	0,00
	100 PORTE-CLES PROXIMITE	574,08	1	574,08	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE TICKETS EPSON	720,20	5	720,20	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE UC SATELLITE PRO 6100 P4/2000	3 037,84	5	3 037,84	0,00	0,00	0,00
	SCANNER HP 5400 A PLAT	306,18	5	306,18	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES	3 222,97	5	3 222,97	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	175,47	5	175,47	0,00	0,00	0,00
	REMPL'T 2 SERVEURS OBSOLETES	11 906,18	5	11 906,18	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1300	510,69	5	510,69	0,00	0,00	0,00
	UC SATELLITE PRO 2100	1 918,38	5	1 918,38	0,00	0,00	0,00
	UC SATELLITE PRO 2100	1 918,38	5	1 918,38	0,00	0,00	0,00
	DISQUE 18GO	1 722,24	5	1 722,24	0,00	0,00	0,00
	CARTE CTRL 532 SMART	825,24	5	825,24	0,00	0,00	0,00
	VIDEOPROJECTEUR	4 300,82	8	4 300,82	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	3 299,45	5	3 299,45	0,00	0,00	0,00
	INSTALLATION POINTEUSE	34 295,30	5	34 295,30	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1200	461,96	5	461,96	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 4200N	1 668,42	5	1 668,42	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	ECRAN 22"	1 449,55	5	1 449,55	0,00	0,00	0,00
	UC PRO 6100	2 732,86	5	2 732,86	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 4200N	1 662,44	5	1 662,44	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	12 097,99	5	12 097,99	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES HP LASERJET 1200	1 847,87	5	1 847,87	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 803,34	5	1 803,34	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	2 199,64	5	2 199,64	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE SATELLITE PRO 2100	1 916,00	5	1 916,00	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 635,89	5	1 635,89	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE SATELLITE PRO 2100	3 776,96	5	3 776,96	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR DAT	1 240,25	5	1 240,25	0,00	0,00	0,00
	PRISE SWITCH	1 231,88	5	1 231,88	0,00	0,00	0,00
	MICRO EVO D510	919,72	5	919,72	0,00	0,00	0,00
	ECRAN 22" MASTER PRO	716,18	5	716,18	0,00	0,00	0,00
	MEMOIRE AMOVIBLE DISK ON KEY	161,46	1	161,46	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	8 798,56	5	8 798,56	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	3 778,16	5	3 778,16	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES LEXMARK E321	376,74	5	376,74	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE LEXMARK T630N	1 251,01	5	1 251,01	0,00	0,00	0,00
	VIDEO PROJECTEUR	5 202,60	8	5 202,60	0,00	0,00	0,00
	SCANNER HP SCANJET 7490C	1 340,72	5	1 340,72	0,00	0,00	0,00
	ALIMENTATION REDONDANTE	276,27	5	276,27	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR DAT INTERNE	1 217,53	5	1 217,53	0,00	0,00	0,00
	UNITE CENTRALE PROLIANT ML350	4 205,14	5	4 205,14	0,00	0,00	0,00
	CARTE CONTROLEUR	381,53	5	381,53	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE	6 111,56	5	6 111,56	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 099,82	5	1 099,82	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES HP LASERJET 1300	1 052,48	5	1 052,48	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	526,24	5	526,24	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	CARTE EXTENSION PUISSANCE	130,36	1	130,36	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET	1 004,64	5	1 004,64	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1300	502,32	5	502,32	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS PORTABLES	605,18	5	605,18	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	5 471,70	5	5 471,70	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP COLOR LASERJET	1 294,07	5	1 294,07	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE CANON S520	157,20	5	157,20	0,00	0,00	0,00
	MONITEUR 19"	324,85	5	324,85	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR CELERON 100 128 ko DELL	935,49	5	935,49	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS PORTABLES DELL	1 173,39	5	1 173,39	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE DELL	625,28	5	625,28	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE DELL	1 327,38	5	1 327,38	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE DELL	997,26	5	997,26	0,00	0,00	0,00
	PC DELL DIMENSION 4100	461,92	5	461,92	0,00	0,00	0,00
	PC DELL DIMENSION L	472,70	5	472,70	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE ASUS	2 458,97	5	2 458,97	0,00	0,00	0,00
	SCANNER EPSON PERFECTION	228,30	5	228,30	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES LEXMARK E321	1 130,22	5	1 130,22	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET COLOR	1 928,55	5	1 928,55	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET COLOR	1 392,14	5	1 392,14	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET COLOR	1 392,14	5	1 392,14	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	2 188,68	5	2 188,68	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	3 283,02	5	3 283,02	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	10 943,40	5	10 943,40	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	ECRAN 22" IIYAMA VISION MASTER PRO	651,82	5	651,82	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	883,84	5	883,84	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1300	520,26	5	520,26	0,00	0,00	0,00
	SCANNER HP SCANJET 8200	614,74	5	614,74	0,00	0,00	0,00
	SCANNER HP SCANJET 4500C	249,96	5	249,96	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP COLOR LASERJET 1500	1 268,96	5	1 268,96	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	ECRANS PLAT 19" PIED SIMPLE	3 737,50	5	3 737,50	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS	3 283,02	5	3 283,02	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1300	502,32	5	502,32	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS	2 188,68	5	2 188,68	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP COLOR LASERJET	1 274,94	5	1 274,94	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS	3 283,02	5	3 283,02	0,00	0,00	0,00
	ACQUISITION PETITS AUTOCOMS	8 389,94	0	0,00	8 389,94	0,00	-8 389,94
	ORDINATEUR PORTABLE TECRA	3 013,92	5	3 013,92	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE TECRA	3 013,92	5	3 013,92	0,00	0,00	0,00
	UNITE CENTRALE PROLIANT DL360G3	5 878,34	5	5 878,34	0,00	0,00	0,00
	CARTE CTRL SMART ARRAY	544,18	5	544,18	0,00	0,00	0,00
	ORGANISATEUR	569,00	5	569,00	0,00	0,00	0,00
	POSTE INFORMATIQUE	2 188,68	5	2 188,68	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES HP LASERJET 4200N	4 987,32	5	4 987,32	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	8 754,72	5	8 754,72	0,00	0,00	0,00
	ORGANISATEUR	1 792,81	5	1 792,81	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP COLOR LASERJET	1 396,93	5	1 396,93	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET 1200	1 385,90	5	1 385,90	0,00	0,00	0,00
	FLIGHT CASE	2 342,99	5	2 342,99	0,00	0,00	0,00
	MICROS "P320 CELERON"	1 252,31	5	1 252,31	0,00	0,00	0,00
	MICRO	9 392,31	5	9 392,31	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASER 9040	8 360,93	5	8 360,93	0,00	0,00	0,00
	CARTE SCSI	883,62	1	883,62	0,00	0,00	0,00
	MICRO	3 445,26	5	3 445,26	0,00	0,00	0,00
	POINTEUSE POUR L'ENTREE B	1 614,60	5	1 614,60	0,00	0,00	0,00
	SERVEURS OBSOLETES	1 445,62	5	1 445,62	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES	3 047,43	5	3 047,43	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES COPUPRINT	1 663,53	5	1 663,53	0,00	0,00	0,00
	EXT. GARANTIE SUR IMPRIMANTES	1 713,27	5	1 713,27	0,00	0,00	0,00
	MISE EN SERVICE IMPRIMANTE	353,37	5	353,37	0,00	0,00	0,00
	MEMOIRE	118,11	1	118,11	0,00	0,00	0,00
	ONDULATEUR	89,70	1	89,70	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE "LATITUDE D620"	1 100,32	5	1 100,32	0,00	0,00	0,00
	COMMUTATEUR 24 PORTS	5 024,87	5	5 024,87	0,00	0,00	0,00
	BATTERIE POUR EXTENSION DE MEMOIRE	111,23	1	111,23	0,00	0,00	0,00
	MICROS	4 696,70	5	4 696,70	0,00	0,00	0,00
	MICRO	814,19	5	814,19	0,00	0,00	0,00
	MICRO	994,31	5	994,31	0,00	0,00	0,00
	MICRO	823,43	5	823,43	0,00	0,00	0,00
	ECRAN	405,80	5	405,80	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR	1 906,43	5	1 906,43	0,00	0,00	0,00
	EXTENTIONS DE PUISSANCE	1 505,76	5	1 505,76	0,00	0,00	0,00
	ALIMENTATION SERVEUR	202,12	5	202,12	0,00	0,00	0,00
	TERMINAL MONETEL	1 722,24	5	1 722,24	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	3 365,54	8	3 365,54	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	472,66	5	472,66	0,00	0,00	0,00
	EXTENSION DU SERVEUR	11 025,92	5	11 025,92	0,00	0,00	0,00
	MICRO	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	520,26	5	520,26	0,00	0,00	0,00
	MICROS	4 028,13	5	4 028,13	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE	3 211,26	5	3 211,26	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR	4 342,68	5	4 342,68	0,00	0,00	0,00
	TRANSFORMATEUR	277,47	8	277,47	0,00	0,00	0,00
	PROCESSEUR MEMOIR	1 626,56	5	1 626,56	0,00	0,00	0,00
	MICROS	3 283,02	5	3 283,02	0,00	0,00	0,00
	MICROS	3 283,02	5	3 283,02	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	SCANNER	2 505,62	5	2 505,62	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR	716,40	5	716,40	0,00	0,00	0,00
	SCANNER	252,36	5	252,36	0,00	0,00	0,00
	MICRO	2 364,49	5	2 364,49	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	2 280,77	5	2 280,77	0,00	0,00	0,00
	MEMOIRE	632,68	5	632,68	0,00	0,00	0,00
	MICRO	1 094,34	5	1 094,34	0,00	0,00	0,00
	GRAVEUR	3 311,72	5	3 311,72	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR PORTABLE	849,16	5	849,16	0,00	0,00	0,00
	MICROS BIBLIOTHEQUE	2 188,68	5	2 188,68	0,00	0,00	0,00
	PIX CISCO	2 145,62	5	2 145,62	0,00	0,00	0,00
	INST CD LINE SERVEUR BIBLIOTHEQUE	4 784,00	5	4 784,00	0,00	0,00	0,00
	MICROS	7 327,70	5	7 327,70	0,00	0,00	0,00
	MICRO	814,19	5	814,19	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSES	2 210,21	5	2 210,21	0,00	0,00	0,00
	COMMUTATEUR CISCO	43 725,76	5	43 725,76	0,00	0,00	0,00
	VOIX SUR IP	20 174,13	5	20 174,13	0,00	0,00	0,00
	BUSINESS OBJECTS STARTER KIT	13 953,73	2	13 953,73	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	3 437,23	5	3 437,23	0,00	0,00	0,00
	ONDULEUR	1 837,42	5	1 837,42	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	1 816,72	5	1 816,72	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	1 816,72	5	1 816,72	0,00	0,00	0,00
	PC	1 314,29	5	1 314,29	0,00	0,00	0,00
	ECRAN	405,80	5	405,80	0,00	0,00	0,00
	PC	908,87	5	908,87	0,00	0,00	0,00
	PC POWERMATE	3 976,70	5	3 976,70	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	1 816,72	5	1 816,72	0,00	0,00	0,00
	PIX 515	2 499,64	5	2 499,64	0,00	0,00	0,00
	PC	814,19	5	814,19	0,00	0,00	0,00
	MICROS	3 976,70	5	3 976,70	0,00	0,00	0,00
	PC	908,86	5	908,86	0,00	0,00	0,00
	PC	814,19	5	814,19	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	1 816,72	5	1 816,72	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE	2 158,27	5	2 158,27	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR ENSEIGNEMENT	2 305,89	5	2 305,89	0,00	0,00	0,00
	ALIMENTATION REPONDANTE	212,89	5	212,89	0,00	0,00	0,00
	DISQUE	1 022,58	5	1 022,58	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR	1 106,30	5	1 106,30	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR ULTRIUM	4 550,78	5	4 550,78	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE	2 291,54	5	2 291,54	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR	4 018,56	5	4 018,56	0,00	0,00	0,00
	SWITCH	4 269,72	5	4 269,72	0,00	0,00	0,00
	STARTER KIT	4 207,53	5	4 207,53	0,00	0,00	0,00
	SCANNER	142,32	1	142,32	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	2 680,24	5	2 680,24	0,00	0,00	0,00
	SWITCH	2 497,27	5	2 497,27	0,00	0,00	0,00
	ADAPTATEUR SWITCH	68,17	1	68,17	0,00	0,00	0,00
	ADAPTATEUR	430,56	5	430,56	0,00	0,00	0,00
	SWITCH	175,81	5	175,81	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEUR	814,19	5	814,19	0,00	0,00	0,00
	ADAPTATEUR	680,52	5	680,52	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR	405,92	5	405,92	0,00	0,00	0,00
	SWITCH	477,20	5	477,20	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE DE BILLETERIE	3 205,28	5	3 205,28	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE "LIFEBOOK C1320"	1 456,82	5	1 456,82	0,00	0,00	0,00
	PORTABLE DE POCHE	501,75	5	501,75	0,00	0,00	0,00
	SCENIC CELERON-DVD-LECTEUR DISQUETTES	5 635,39	5	5 635,39	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE	3 659,76	5	3 659,76	0,00	0,00	0,00
	MODULE INTRANET SSE	2 392,00	5	2 392,00	0,00	0,00	0,00
	VIDEOPROJECTEUR	1 188,82	5	1 188,82	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	639,91	5	639,91	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS "ESPRIMO P2500"	8 395,92	8	8 395,92	0,00	0,00	0,00
	MICRO PORTABLE	1 459,31	5	1 459,31	0,00	0,00	0,00
	MICROS PORTABLES	2 939,79	8	2 939,79	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	2 504,62	5	2 504,62	0,00	0,00	0,00
	ORDINATEURS	4 689,95	8	4 689,95	0,00	0,00	0,00
	DISQUES DURS	726,09	1	726,09	0,00	0,00	0,00
	DISQUES DURS	578,86	1	578,86	0,00	0,00	0,00
	KIT 4 VENTILLATEURS POUR RESEAU	242,64	8	242,64	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	MICRO PORTABLE	1 459,31	5	1 459,31	0,00	0,00	0,00
	LICENCE 120 USERS SOFTPHONE	14 118,78	2	14 118,78	0,00	0,00	0,00
	POSTES TEMPORIS 25 + IP 4028 + PASSERELLE 2 PORTS	3 069,74	1	3 069,74	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR CARTE UNIVERSELLE + ADAPTATEUR	359,70	5	359,70	0,00	0,00	0,00
	MODEM ROUTEUR	70,56	1	70,56	0,00	0,00	0,00
	CARTE+CONTROLEUR	898,83	5	898,83	0,00	0,00	0,00
	DISQUE DUR	980,43	5	980,43	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE	2 918,62	5	2 918,62	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP	335,33	8	335,33	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES HP	670,67	8	670,67	0,00	0,00	0,00
	BARETTES MEMOIRE	1 626,32	1	1 626,32	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR "POWEREDGE"	2 021,24	8	2 021,24	0,00	0,00	0,00
	CARTE DE STOCKAGE POUR SERVEUR	801,32	8	801,32	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE SAMSUNG"	724,78	8	724,78	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR "POWEREDGE"	2 146,82	8	2 146,82	0,00	0,00	0,00
	BACS D'ALIMENTATION	608,18	8	608,18	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE	5 222,93	8	5 222,93	0,00	0,00	0,00
	CONTROLEUR	287,04	5	287,04	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE "KONICA MINOLTA C252"	4 066,40	5	4 066,40	0,00	0,00	0,00
	PC "PRECISION 390"	1 191,22	5	1 191,22	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE "TECRA M9"	2 652,73	5	2 652,73	0,00	0,00	0,00
	PC D830 INTEL CORE 2 DUO	2 248,48	5	2 248,48	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE D830	1 106,30	5	1 106,30	0,00	0,00	0,00
	COPIEUR XEROS FAX SCAN	3 946,80	5	3 946,80	0,00	0,00	0,00
	CARTE GRAPHIQUE NVIDIA QUADRO	417,40	5	417,40	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET	307,37	5	307,37	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASERJET	1 554,80	5	1 554,80	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE MC5570 MAGICOLOR	3 229,20	5	3 229,20	0,00	0,00	0,00
	POSTES INFORMATIQUES	5 980,00	5	5 980,00	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP LASER JET P3005N	2 726,88	5	2 726,88	0,00	0,00	0,00
	ECRAN SAMSUNG 17"	460,00	1	460,00	0,00	0,00	0,00
	ECRAN SAMSUNG 17"	1 463,17	5	1 463,17	0,00	0,00	0,00
	ROUTEUR SANS FIL	47,35	1	47,35	0,00	0,00	0,00
	TERMINAL DE GESTION DU TEMPS	3 193,32	5	3 193,32	0,00	0,00	0,00
	POWERMATE VL260	8 754,72	5	8 754,72	0,00	0,00	0,00
	CARTE GRAPHIQUE NVIDIA QUADRO	417,40	5	417,40	0,00	0,00	0,00
	ECRAN + GRAVEUR	3 332,06	5	3 332,06	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE CELERON 520	895,80	5	895,80	0,00	0,00	0,00
	CARTE WIFI	72,48	1	72,48	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE	2 009,28	5	2 009,28	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE D630 INTEL CORE 2 DUO T7250 (AMORT)	4 784,00	5	4 784,00	0,00	0,00	0,00
	UC POWERMATE VL260 (AMORT)	8 754,72	5	8 754,72	0,00	0,00	0,00
	ECRANS 17 HANNS (AMORT)	2 990,00	1	2 990,00	0,00	0,00	0,00
	DOUCHETTE LASER	282,26	5	282,26	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL DE RESEAU	8 136,03	5	8 136,03	0,00	0,00	0,00
	2 IMP HP LASER JET P3004 + 2 IMP HP LASERJET P1505	2 393,20	5	2 393,20	0,00	0,00	0,00
	2 IMP HP LASER JET OPTION FAX POUR M24	885,04	5	885,04	0,00	0,00	0,00
	PC OPTILEX 755 DT	1 915,99	5	1 915,99	0,00	0,00	0,00
	SCANNER EPSON + ADAPTATEUR POUR TRANP. EPSON	3 759,03	5	3 759,03	0,00	0,00	0,00
	PC NEC POWERMATE VL260+ECRAN	5 704,92	5	5 704,92	0,00	0,00	0,00
	OPTION PRINTER XEROS 128	1 219,92	5	1 219,92	0,00	0,00	0,00
	10 PC T3400 INTEL DUO E8400	14 710,80	5	14 710,80	0,00	0,00	0,00
	ECRAN TFT 22 HANNSVERRONA1	197,34	5	197,34	0,00	0,00	0,00
	BAIE DE DISQUES	46 135,10	5	46 135,10	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLES LATITUDES E5500*3	2 583,36	5	2 583,36	0,00	0,00	0,00
	ECRAN PLAT 17' GOLDSTAR*13	1 632,54	5	1 632,54	0,00	0,00	0,00
	ECRAN PLAT 17"*10+ECRAN PLAT 22"*3+POWERMATE VL280	6 087,64	5	6 087,64	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE COULEUR 30PPM	2 785,79	5	2 785,79	0,00	0,00	0,00
	PHOTOCOPIEUR KONICA MINOLTA C 253	5 057,88	5	5 057,88	0,00	0,00	0,00
	BADGEUSE ETHERNET*3+ TETE LECTURE HID*3	5 794,62	5	5 794,62	0,00	0,00	0,00
	CATALYST 2960+CONNECTEUR	3 677,10	5	3 677,10	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	PC FUJITSU SIEMENS P4*50	4 197,96	5	4 197,96	0,00	0,00	0,00
	IMPR MULT XEROX WORKCENTRE 5230	4 090,32	5	4 090,32	0,00	0,00	0,00
	ECRANS*50 TFT 17 SAMSUNG SYNCMASTER 171T	3 289,00	5	3 289,00	0,00	0,00	0,00
	WEBCAM HAUTE RESOLUTION+ACCESSOIRES	2 824,95	5	2 824,95	0,00	0,00	0,00
	GRAVEURS SAMSUNG*3+GRAVEUR PHILIPS2+DISQUE DUR*2	558,65	5	558,65	0,00	0,00	0,00
	LECTEURS HID*4+LEC MAGNETIQUES*2+COFFRET ELEC*1	4 054,44	5	4 054,44	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL DE RESEAU	5 500,18	5	5 500,18	0,00	0,00	0,00
	PC OPTIPLEX 360 DT	4 757,69	5	4 757,69	0,00	0,00	0,00
	PC OPTIPLEX 360 DT	5 286,32	5	5 286,32	0,00	0,00	0,00
	PC OPTIPLEX 360 DT	5 286,32	5	5 286,32	0,00	0,00	0,00
	PC OPTIPLEX 360 DT	5 286,32	5	5 286,32	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES P1505N	818,06	5	818,06	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES P3005N	1 509,35	5	1 509,35	0,00	0,00	0,00
	PC T3400	4 617,76	5	4 617,76	0,00	0,00	0,00
	PC 6730S	2 382,43	5	2 382,43	0,00	0,00	0,00
	MINI PC EEEBOX B202	248,77	5	248,77	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE MULTIF.HP LJ M1522N	380,33	5	380,33	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP CLJ CP2025N	570,49	5	570,49	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR PE1950III	15 548,00	5	15 548,00	0,00	0,00	0,00
	EXTENSIONS MEMOIRE POUR IMP.	2 084,31	5	2 084,31	0,00	0,00	0,00
	SERVEURS PE1950 III voir mdt 16410 (2011) aut 12326	15 906,80	5	15 906,80	0,00	0,00	0,00
	SERVEURS PE M600	6 542,12	5	6 542,12	0,00	0,00	0,00
	PC POCKET	390,95	5	390,95	0,00	0,00	0,00
	PC ECRANS RECONDITIONNES	3 229,20	5	3 229,20	0,00	0,00	0,00
	ECRAN SAMSUNG 17	657,80	5	657,80	0,00	0,00	0,00
	PC RECONDITIONNE ECRANS IMPRIMANTES	1 614,60	5	1 614,60	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTE HP 2100 LASERJET	1 315,60	5	1 315,60	0,00	0,00	0,00
	KIT DE CONNECTION BAIE DE SERVEURS	3 767,40	5	3 767,40	0,00	0,00	0,00
	PC HP ELITEBOOK 2730P	4 157,30	5	4 157,30	0,00	0,00	0,00
	PHOTOCOPIEUR MINOLTA C253	6 708,36	5	6 708,36	0,00	0,00	0,00
	OPTIONS IMPR. FAX NUMERISATION SUR XEROX 128	2 918,24	5	2 918,24	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE HP 6730S	806,10	5	806,10	0,00	0,00	0,00
	BARETTES MEMOIRE PC5300*20+PC3200*40	1 073,89	5	1 073,89	0,00	0,00	0,00
	DISQUES DURS *6 - CARTE MEMOIRE *11	395,30	5	395,30	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR OPTIPLEX 760 USFF BIBLIOBUS	825,24	5	825,24	0,00	0,00	0,00
	LAME SERVEUR PE M600 QUAD CORE XEON 2.5 GHZ	3 707,60	5	3 707,60	0,00	0,00	0,00
	PC OPTIPLEX 360 DT STANDARD BASE DESKOP CHASSIS	15 081,56	5	15 081,56	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SERVEUR ML350 BIBLIOTHEQUE	4 398,89	5	4 398,89	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR BROCADE 200E*2 + PE M600 QUAD CORE XEON	6 749,03	5	6 749,03	0,00	0,00	0,00
	ACHAT BADGEUSE COMPACT II	1 596,66	5	1 596,66	0,00	0,00	0,00
	IMPRIMANTES HP LASERJET ETAT CIVIL	3 139,87	5	3 139,87	0,00	0,00	0,00
	CARTE MEMOIRE 8GO POWEREDGE M600	1 920,39	5	1 920,39	0,00	0,00	0,00
	PHOTOCOPIEUR MINOLTA BH282	4 148,92	5	4 148,92	0,00	0,00	0,00
	PHOTOCOPIEUR/FAX KONICA MINOLTA C253	7 593,40	5	7 593,40	0,00	0,00	0,00
	ACHAT PC OPTIPLEX 760 SF	540,59	5	540,59	0,00	0,00	0,00
	BAIE DE SERVEURS POWERPATH + POWEREDGE	14 926,08	5	14 926,08	0,00	0,00	0,00
	ACHAT BOITIER UTM RESEAU	509,32	5	509,32	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE ACER EXTENSA 5630EZ	644,64	5	644,64	0,00	0,00	0,00
	SWITCHS GBE MODULE PASSERELLE	520,26	5	520,26	0,00	0,00	0,00
	ACHAT CARTES MEMOIRES*100	2 112,75	5	2 112,75	0,00	0,00	0,00
	BARETTES MEMOIRE 512MO	1 046,50	5	1 046,50	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	ECRAN CLAVIER PR SERVEURS	1 028,56	5	1 028,56	0,00	0,00	0,00
	SWITCH PR RELIER PLUS.SERVEURS	2 622,66	5	2 622,66	0,00	0,00	0,00
	CARTES RESEAU	394,68	5	394,68	0,00	0,00	0,00
	TABLET PC	8 800,00	5	8 800,00	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 12 PC OPTIPLEX 760 SF	6 487,10	5	6 487,10	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 12 PC OPTIPLEX 760 SF	6 487,10	5	6 487,10	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 20 PC OPTIPLEX 760 SF	10 811,84	5	10 811,84	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 18 PC OPTIPLEX 760 SF	9 730,66	5	9 730,66	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 16 PC OPTIPLEX 760 SF	8 649,47	5	8 649,47	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 8 PC OPTIPLEX 760 SF	4 324,74	5	4 324,74	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 10 PC OPTIPLEX 760 SF	5 405,92	5	5 405,92	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 10 PC OPTIPLEX 760 SF	5 405,92	5	5 405,92	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 6 PC OPTIPLEX 760 SF	3 243,55	5	3 243,55	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 10 PC OPTIPLEX 760 SF	5 405,92	5	5 405,92	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 8 PC OPTIPLEX 760 SF	4 324,74	5	4 324,74	0,00	0,00	0,00
	MATERIEL DE RESEAU NETASP U30 FIREWALL	7 080,50	5	7 080,50	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SWITCH RACKABLE 24 PORTS	1 306,03	5	1 306,03	0,00	0,00	0,00
	ACHAT PROCESSEURS	41 855,10	5	41 855,10	0,00	0,00	0,00
	ACHAT PC PORTABLE LATITUDE E 5500	2 104,96	5	2 104,96	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SERVEUR POWER EDGE R610	4 066,40	5	4 066,40	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 10 SWITCHS 48 PORTS	1 554,80	5	1 554,80	0,00	0,00	0,00
	ACHAT IMPRIMANTES BILLETS	8 431,80	5	8 431,80	0,00	0,00	0,00
	ACHAT SERVEUR DAE DAE4P FC4 FOR CX3-10	27 137,24	5	27 137,24	0,00	0,00	0,00
	PC FUJITSU SIEMENS E600	6 296,94	5	6 296,94	0,00	0,00	0,00
	ACHAT XEROX 5222 COP/PRIN/SCAN/FAX	4 807,92	5	4 807,92	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 4 PC LATITUDE E5500	3 659,76	5	3 659,76	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 17 PC OPTIPLEX 760 SF	9 190,06	5	9 190,06	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 10 TABLET PC ADJOINTS	17 820,40	5	17 820,40	0,00	0,00	0,00
	EX09 6 PC LATITUDE E5500 2 REPLICATEURS DE PORTS:EURO 1	7 032,48	5	7 032,48	0,00	0,00	0,00
	EX09 IMPRIM.HP L P1505n P3015dn	1 938,33	5	1 938,33	0,00	0,00	0,00
	EX09 ACHAT PC VERITON S480G ACERADVANTAGE	7 582,64	5	7 582,64	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLE PRECISION M4400	1 375,40	5	1 375,40	0,00	0,00	0,00
	COPIEUR XEROX WORKCENTRE 5222	4 807,92	5	4 807,92	0,00	0,00	0,00
	MACHINE A CAFE "KRUPS"	249,00	8	249,00	0,00	0,00	0,00
	SCANNER "CANOSCAN 8600F"	198,89	8	198,89	0,00	0,00	0,00
	PC PORTABLES	1 920,78	5	1 920,78	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
	TV + MAGNETOSCOPE	548,30	8	548,30	0,00	0,00	0,00
	APPAREILS PHOTOS NUMERIQUES "CANON"	554,94	8	554,94	0,00	0,00	0,00
	OBJECTIF	1 889,63	8	1 889,63	0,00	0,00	0,00
	OBJECTIF	2 128,19	8	2 128,19	0,00	0,00	0,00
	BOITIER PHOTO	4 116,12	8	4 116,12	0,00	0,00	0,00
	FLASH PHOTO + CABLE	419,08	8	419,08	0,00	0,00	0,00
	SECURISATION AUTOCOMMUTATEUR	61 452,71	8	61 452,71	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR DE CASSETTES	257,64	8	257,64	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	657,56	8	657,56	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	331,29	8	331,29	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	1 018,04	8	1 018,04	0,00	0,00	0,00
	OBJECTIF CANON	544,24	8	544,24	0,00	0,00	0,00
	HASSELBLAD PLATEAU FIXATION RAPIDE	112,05	1	112,05	0,00	0,00	0,00
	GITZO TREPIED REPORTER	288,13	8	288,13	0,00	0,00	0,00
	LASTOLITE 2 FACES	115,86	1	115,86	0,00	0,00	0,00
	CANON EF PRO	1 829,39	8	1 829,39	0,00	0,00	0,00
	COSMOLIGHT KIT	548,81	8	548,81	0,00	0,00	0,00
	ENREGISTREUR SONY	74,90	1	74,90	0,00	0,00	0,00
	BAIE DE BRASSAGE	1 252,21	8	1 252,21	0,00	0,00	0,00
	ACHAT CARTE POSTE + BOITIER	4 319,95	8	4 319,95	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE ROUGE	576,68	8	576,68	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	1 443,99	8	1 443,99	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	178,68	8	178,68	0,00	0,00	0,00
	ACHAT TELEPHONE AVEC REPONDEUR	111,66	1	111,66	0,00	0,00	0,00
	ACHAT TELEPHONE	497,33	8	497,33	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE-FAX "SAGEM"	150,17	1	150,17	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	OBJECTIF ZOOM 70-200	2 133,54	8	2 133,54	0,00	0,00	0,00
	POSTES TELEPHONIQUES	3 013,92	1	3 013,92	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER "SAMSUNG 560" (AMORT)	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES "TEMPORIS 250" + CORDONS (AMORT)	688,75	8	688,75	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE PORTABLE	227,15	8	227,15	0,00	0,00	0,00
	MAGNETOSCOPE	2 370,28	8	2 370,28	0,00	0,00	0,00
	OBJECTIF CANON	1 966,59	8	1 966,59	0,00	0,00	0,00
	FLASH CANON	532,05	8	532,05	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL NUMERIQUE CANON	3 628,29	8	3 628,29	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE PORTABLE FISIO 316 BLEU	22,19	1	22,19	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	11 275,00	8	11 275,00	0,00	0,00	0,00
	MONITEUR VIDEO	169,00	8	169,00	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE POSTE 4035 ADVANCED GRAPHITE	1 018,66	8	1 018,66	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE POSTE SANS FIL DECT GIGASET 4010 CLASSIC	107,78	8	107,78	0,00	0,00	0,00
	FAX MULTIFONCTION	496,34	5	496,34	0,00	0,00	0,00
	FAX MULTIFONCTION	502,32	5	502,32	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE TEMPORIS 22	341,22	8	341,22	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE TEMPORIS 22	682,44	8	682,44	0,00	0,00	0,00
	FAX MULTIFONCTION	502,32	5	502,32	0,00	0,00	0,00
	REPONDEUR ENREGISTEUR NUMERIQUE	394,68	5	394,68	0,00	0,00	0,00
	EXTINCTEUR	239,20	15	239,20	0,00	0,00	0,00
	CLIMATISEUR MOBILE MONOBLOC	1 770,08	8	1 770,08	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	687,00	8	687,00	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES TEMPORIS 22 BEIGE	683,16	1	683,16	0,00	0,00	0,00
	POSTE 4035	210,50	8	210,50	0,00	0,00	0,00
	POSTE 4020	621,92	8	621,92	0,00	0,00	0,00
	POSTE 4020	162,27	8	162,27	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE TEMPORIS 22 BEIGE	682,44	1	682,44	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER	502,32	5	502,32	0,00	0,00	0,00
	POSTE 4020	497,33	8	497,33	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	86,56	1	86,56	0,00	0,00	0,00
	TELEMETRE LASER	179,05	8	179,05	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE FAX	4,00	1	4,00	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE FAX	2,00	1	2,00	0,00	0,00	0,00
	POSTE 4020	331,56	8	331,56	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	1 785,07	8	1 785,07	0,00	0,00	0,00
	POSTE 4020	165,78	8	165,78	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	676,46	1	676,46	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	663,11	8	663,11	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	627,72	1	627,72	0,00	0,00	0,00
	TELEVISEUR	1 990,00	8	1 990,00	0,00	0,00	0,00
	TELEVISEUR	499,00	8	499,00	0,00	0,00	0,00
	VIDEO PROJECTEUR	199,00	8	199,00	0,00	0,00	0,00
	VIDEO PROJECTEUR	89,00	1	89,00	0,00	0,00	0,00
	MAGNETOSCOPE	22,71	1	22,71	0,00	0,00	0,00
	PANNEAUX TYPE 4 X 3	16 863,60	10	16 863,60	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	720,00	8	720,00	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	178,68	8	178,68	0,00	0,00	0,00
	REMPLACEMENT BATTERIE POUR AUTOCOLM 4400	3 952,55	8	3 952,55	0,00	0,00	0,00
	REMPLACEMENT BATTERIE POUR AUTOCOLM 4400	2 159,98	8	2 159,98	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE+ FAX	723,10	8	723,10	0,00	0,00	0,00
	CARTE RESEAU FAX	241,09	8	241,09	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO "CANON"	376,86	8	376,86	0,00	0,00	0,00
	POSTES TELEPHONIQUE TEMPORIS 250 GRAPHITE	2 429,43	8	2 429,43	0,00	0,00	0,00
	POSTES TELEPHONIQUE REFLEXES IP	5 511,17	8	5 511,17	0,00	0,00	0,00
	DIVERS TRAVAUX TELEPHONIQUE	269,47	0	0,00	269,47	0,00	-269,47
	TELEPHONES	110,69	0	0,00	110,69	0,00	-110,69
	TELEPHONES	47,08	0	0,00	47,08	0,00	-47,08
	TELEPHONES	497,33	8	497,33	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	994,67	8	994,67	0,00	0,00	0,00
	MODEMS	601,49	5	601,49	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	80,80	0	0,00	80,80	0,00	-80,80
	TELEPHONES	27,34	0	0,00	27,34	0,00	-27,34

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	REPONDEUR TELEPHONES	197,34	5	197,34	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES	165,78	8	165,78	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	143,52	1	143,52	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE URGENCE	119,82	0	0,00	119,82	0,00	-119,82
	CANON FLASH 550 EX PRO	469,06	8	469,06	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE EOS 10D	1 748,99	8	1 748,99	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	387,98	8	387,98	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	84,07	1	84,07	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE	1 681,46	8	1 681,46	0,00	0,00	0,00
	POSTE PLANTRONIC	376,74	8	376,74	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE ALCATEL 4059	3 719,56	8	3 719,56	0,00	0,00	0,00
	TERMINAL TELEPHONIQUE	1 881,95	8	1 881,95	0,00	0,00	0,00
	AUTOCOM	1 056,07	8	1 056,07	0,00	0,00	0,00
	EPSON PICTUREMATE	199,00	8	199,00	0,00	0,00	0,00
	OPTIQUE	1 274,15	8	1 274,15	0,00	0,00	0,00
	MAGNETOSCOPE	329,00	8	329,00	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR DVD ET MAGNETOSCOPE	374,84	8	374,84	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR DVD ET MAGNETOSCOPE	374,84	8	374,84	0,00	0,00	0,00
	ENREGISTREUR DVD-R/DVD-RW	1 356,98	8	1 356,98	0,00	0,00	0,00
	AP.PHOTO NUM. DIGITAL IXUS 70	221,14	8	221,14	0,00	0,00	0,00
	APP PHOTOS	5 674,78	8	5 674,78	0,00	0,00	0,00
	REFRIGERATEUR "LG"	199,00	8	199,00	0,00	0,00	0,00
	ONDULEURS	18 796,81	8	18 796,81	0,00	0,00	0,00
	FAX	1 694,74	8	1 694,74	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE PORTABLE	399,00	8	399,00	0,00	0,00	0,00
	POSTES IP 4018	7 569,96	8	7 569,96	0,00	0,00	0,00
	1 POSTE IP 4068+ 3 POSTES IP4038+17 POSTES IP 4018	4 921,36	1	4 921,36	0,00	0,00	0,00
	TRAVAUX SUR AUTOCOM SITE VOIRIE ET PEPINIERE	19 141,09	8	19 141,09	0,00	0,00	0,00
	PRESENTOIR	357,60	8	357,60	0,00	0,00	0,00
	CANON GRIP POUR EOS 5	637,99	8	637,99	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE REPONDEUR "LOGICOM"	24,90	1	24,90	0,00	0,00	0,00
	POSTE DECT (MOBILES)	470,41	8	470,41	0,00	0,00	0,00
	DVD/MAGNETOSCOPE SD 38VF	124,62	1	124,62	0,00	0,00	0,00
	ECHELLE TELESCOPIQUE	513,08	8	513,08	0,00	0,00	0,00
	OBJECTIF ZOOM 24-70 (AMORT.)	1 448,00	8	1 448,00	0,00	0,00	0,00
	POSTES TELEPHONIQUE	4 937,93	8	4 937,93	0,00	0,00	0,00
	POSTES TELEPHONIQUE FAX LASER	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
	DOUBLEUR CANON EF 2X II MAT PHOTO (AMORT)	399,00	8	399,00	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER KX- FL401	319,09	8	319,09	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER SF-560R SAMSUNG	319,09	8	319,09	0,00	0,00	0,00
	CLIMATISEUR PROLINE 3	624,00	8	624,00	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO NIKON+PANSSONIC+CARTES+MALETTE	1 268,35	8	1 268,35	0,00	0,00	0,00
	CAFETIERE NESPRESSO	180,50	8	180,50	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONE IP TOUCH 4028*5 + SWITCH²	2 571,02	8	2 571,02	0,00	0,00	0,00
	POSTE TELEPHONIQUE IP MEDIA GATEWAY OMNIPCX	10 019,14	8	10 019,14	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONA ALCATEL LUCENT4019*5+4029*2	2 048,09	8	2 048,09	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO CANON NUMERIQUE	1 999,10	8	1 999,10	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO CANON IXUS 80 IS	159,01	8	159,01	0,00	0,00	0,00
	SWITCH+POSTE TELEPHONIQUES NUMERIQUES*8	3 036,43	8	3 036,43	0,00	0,00	0,00
	PROJECTEUR OPTOMA	613,84	8	613,84	0,00	0,00	0,00
	POSTES IP PHONES 4018	6 873,58	8	6 873,58	0,00	0,00	0,00
	VIDEOPROJECTEURS OPTOMA EP761	1 222,65	8	1 222,65	0,00	0,00	0,00
	SERVEUR COMMUNICATION OMNIPCX AUTOCOM.VERS R9.0	6 691,14	8	6 691,14	0,00	0,00	0,00
	FAX LASER SF560 SAMSUNG	319,09	8	319,09	0,00	0,00	0,00
	POSTE ALCATEL LUCENT"22	4 646,70	8	4 646,70	0,00	0,00	0,00
	APPAREIL PHOTO CANON+GRAVEUR DVD	3 798,00	8	3 798,00	0,00	0,00	0,00
	CANON FLASH 580 EX II	449,00	8	449,00	0,00	0,00	0,00
	FAX SAMSUNG 560R	478,42	8	478,42	0,00	0,00	0,00
	ACHAT FAX SF-560R	956,85	8	956,85	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	CLIMATISEURS	2 351,70	8	2 351,70	0,00	0,00	0,00
	ACHAT FAX SAMSUNG +TEL.TEMPORIS 250	2 096,83	8	2 096,83	0,00	0,00	0,00
	ACHAT TELEPHONES ALCATEL 4019	460,46	8	460,46	0,00	0,00	0,00
	POSTES SANS FIL GIGASET C470	217,67	8	217,67	0,00	0,00	0,00
	POSTES TEMPORIS 250	3 151,94	8	3 151,94	0,00	0,00	0,00
	LECTEUR ENREGISTREUR DE DVD	1 548,82	8	1 548,82	0,00	0,00	0,00
	ACHAT 2 CASQUES SANS FIL GN9120 MICRO ANTI BRUIT	562,65	8	562,65	0,00	0,00	0,00
	FLASH CANON- n° inventaire 216	972,99	8	972,99	0,00	0,00	0,00
	PASSERELLES TELEPHONES IP FAX SAMSUNG	6 049,02	8	6 049,02	0,00	0,00	0,00
	ACHAT APPAREIL PHOTO PANASONIC	591,60	8	591,60	0,00	0,00	0,00
	OREILLETTE DECT	1 205,78	8	1 205,78	0,00	0,00	0,00
	REPONDEUR TIPTEL 332	203,32	8	203,32	0,00	0,00	0,00
	CAMESCOPE CANON LEGRIA HF-S-200	1 570,99	8	1 570,99	0,00	0,00	0,00
	REFRIGERATEUR CONGELATEUR	259,00	8	259,00	0,00	0,00	0,00
	OBJECTIF ZOOM CANON	1 648,00	8	1 648,00	0,00	0,00	0,00
	EXTENSION AUTOCOM.BIBLIOTHEQUE	19 949,11	8	19 949,11	0,00	0,00	0,00
	TELEPHONES PORT.SAMSUNG B2100 GALAXY	243,95	8	243,95	0,00	0,00	0,00
	EXTENSION AUTOCOM.SERV.COMM.OMNIPCX	8 118,21	8	8 118,21	0,00	0,00	0,00
	CASQUES PRO 9460 MONO AVEC CABLES	661,75	8	661,75	0,00	0,00	0,00
	TEL.MOBILE SAMSU GALAXY S II ACCESS.	246,38	8	246,38	0,00	0,00	0,00
	TEL.MOBILE SAMSU GALAXY SII	739,13	8	739,13	0,00	0,00	0,00
	20 POSTES NUMERIQUES IP TOUCH REF.4018	2 289,14	8	2 289,14	0,00	0,00	0,00
	TEL.MOBILE IPHONE 4S SAMSU GALAXY SIII	1 032,94	8	1 032,94	0,00	0,00	0,00
	POSTES IP ALCATEL E-REFLEXE 4018 x 30 4038 x 15	5 166,90	8	5 166,90	0,00	0,00	0,00
	TEL.GIGASET C300 HD2000	652,30	8	652,30	0,00	0,00	0,00
	TEL.MOBILE IPHONE 4S SAMSU GALAXY SIII	2 217,38	8	2 217,38	0,00	0,00	0,00
	FAX SAMSUNG SF760P CASQUES SANS FIL	869,49	8	869,49	0,00	0,00	0,00
Divers							
	EX 15 INSERTION PROJET 134494 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES	880,68	5	880,68	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 144538 ATTRIBUTION DIVERS MARCHES	1 026,74	5	1 026,74	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 MARCHE V2015157 - ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 134 UP	12 960,00	5	12 960,00	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 4651 ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	537,00	5	537,00	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 154766 ACQ. DE DVD FICTION ET DOCUMENTAIRES	227,69	5	227,69	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15PROJET 154696 FOURN. DE PANNEAUX BOIS ET PRODUITS	161,10	5	161,10	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 144504 DIVERSES ATTRIBUTIONS DE MARCHES	1 074,00	5	1 074,00	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 154796 ACQ D'OUVRAGES ADULTES ET JEUNESSE	1 228,66	5	1 228,66	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 154734 ATTRIBUTIONS DIVERSES DE MARCHES	1 748,47	5	1 748,47	0,00	0,00	0,00
	INSERTION 15 PROJET 15S0001 PRESTATIONS QUALIF ET INSERTION SOCIALE ET	369,46	5	369,46	0,00	0,00	0,00
	SUBVENTION ETAT	35 000,00	15	35 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUB EQUIPEMENT SPORTIF	350,00	5	350,00	0,00	0,00	0,00
	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	1 038,36	15	1 038,36	0,00	0,00	0,00
	SUBVENTION CAMSA BIBLIOTHEQUE	85 000,00	15	85 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUB EQUIPEMENT EPCC	119 000,00	5	119 000,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	SUB. D'EQUIPEMENT EDIFICES CULTURELS	35 000,00	15	35 000,00	0,00	0,00	0,00
	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	181 240,00	15	181 240,00	0,00	0,00	0,00
	SUBVENTIONS VILLE	314 430,00	15	314 430,00	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 EQUIPEMENT MOBILIER	20 000,00	5	20 000,00	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL	15 000,00	5	15 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUB LA FILATURE	60 000,00	5	60 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUBVENTION LES DOCKERS	10 000,00	5	10 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUBVENTION BERIBECHE JAMEL-SERIO	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUB EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE	4 600,00	5	4 600,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUB EQUIPEMENT BASS COUTURE	400,00	5	400,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUBV EQUIPT LUTTE CONTRE L EXCLUSION	73 000,00	5	73 000,00	0,00	0,00	0,00
	EX 16 SUB EQUIPEMENT ASSOC P. HANDICAPEES	1 000,00	5	1 000,00	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 EQUIPEMENT ASSOC PH MOBILIER ET MATERIEL	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 EQUIPEMENT SPORT	54 265,00	5	54 265,00	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 EQUIPEMENT CSC	42 939,88	5	42 939,88	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 EQUIPEMENT SPORT	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
	SUB 16 EQUIPEMENT DANS LES QUARTIERS	24 100,00	5	24 100,00	0,00	0,00	0,00
	OPERATION D'AMELIORATION	19 879,25	15	19 879,25	0,00	0,00	0,00
	SUBVENTION D'EQUIPEMENT EN NATURE	4 379,75	15	4 379,75	0,00	0,00	0,00
	EX 16 CESSION VEHICULE A TITRE GRATUIT	587,80	5	587,80	0,00	0,00	0,00
	SOLDE ICONITO 2014 TVA TRANSFERT	3 597,60	2	3 597,60	0,00	0,00	0,00
	CONVENTION CONST. GROUP. COMMANDE MARCHE 12/125	2 838,75	2	2 838,75	0,00	0,00	0,00
	ETUDE 13 ACCOMPAGT MODULE ADM.	13 227,76	2	13 227,76	0,00	0,00	0,00
	EUTDE 13 DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE DL VOIRIE	17 760,60	2	17 760,60	0,00	0,00	0,00
	ETUDES 13 LOGICIEL DE GESTION DE PROJET SERVICE INFO	17 342,00	2	17 342,00	0,00	0,00	0,00
	ETUDES 14 MISE EN OEUVRE TELESERVICES CAPDEMAT	717,60	2	717,60	0,00	0,00	0,00
	ETUDES 14 MISE EN OEUVRE TELESERVICES CAPDEMAT	360,00	2	360,00	0,00	0,00	0,00
	AMOA PROJET MEDECINE DU TRAVAIL MAPA V2014352	14 280,00	2	14 280,00	0,00	0,00	0,00
	LICENCE ADOBE	1 017,60	2	1 017,60	0,00	0,00	0,00
	DEV.MODULE IRI P.LE CARNAVAL MULHOUSE MAPA V2015062	6 840,00	2	6 840,00	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL DE GESTION MEDECINE DU TRAVAIL	60 162,00	2	60 162,00	0,00	0,00	0,00
	LICENCE SEL.D OFFICE STD 2013	3 466,19	2	3 466,19	0,00	0,00	0,00
	EVOLUTION DES TELESERVICES GUICHET	2 400,00	2	2 400,00	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL SPHINX IQ-PACK 3 LIC.FLOTTANTES	4 663,22	2	4 663,22	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL .CERTIFICAT P.IXBUS JUSQ.1/6/2018	1 080,00	2	1 080,00	0,00	0,00	0,00
	RENOUV.LOG.PRTG 2500 12 MOIS	1 149,12	2	1 149,12	0,00	0,00	0,00
	DEVELOPPEMENT CAISSE CONGES SPECTACLE-LOG.SAGE	4 950,00	2	4 950,00	0,00	0,00	0,00
	ACQU.ET MAINT.LOGICIELS DE SAUVEGARDE VEEAM	39 404,10	2	39 404,10	0,00	0,00	0,00
	LIC.MICROSOFT ZOOMTEXT ADOBE	1 097,32	2	1 097,32	0,00	0,00	0,00
	150 LICENCES AIRWATCH-SOUSCR.12 MOIS	6 199,50	2	6 199,50	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL GESTIONS DES SUBVENTIONS	29 980,50	2	29 980,50	0,00	0,00	0,00
	INSTAL.DU PORTAIL EXTRANET SUBVENTIONS	5 569,20	2	5 569,20	0,00	0,00	0,00
	LICENCE ADOBE CREATIVE ACROBAT PHOTOSH. TLPG	1 957,68	2	1 957,68	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
	ADOBE ACROBAT PRO TLPH/PHOTOSHOP ELEMENTS	277,20	2	277,20	0,00	0,00	0,00
	1 DEPOT MARQUE ETOFFERIES 3 CLASSES	225,00	2	225,00	0,00	0,00	0,00
	EVOLUT° TELESERV.GUICHET SERV.	6 960,00	2	6 960,00	0,00	0,00	0,00
	EVOLUTION TELESERVICE GUICHET SERV.EAUX	3 480,00	2	3 480,00	0,00	0,00	0,00
	EVOLUTION TELESERVICE GUICHET-SERV.EAUX-ALERTES FUIT	5 280,00	2	5 280,00	0,00	0,00	0,00
	APPLICATION GENER.BASEE P.F.E-COMMUNITY	11 820,00	2	11 820,00	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL PES V2-AV.4101556501768-INDISS.AUT*18511	514,00	2	514,00	0,00	0,00	0,00
	UCOPIA RENOUV.LICENCES ACCES SEC.WIFI	5 538,78	2	5 538,78	0,00	0,00	0,00
	2 NOUVELLES LICENCES OXALIS MAPA V2015286-	9 240,00	2	9 240,00	0,00	0,00	0,00
	EVOLUTION TELESERV MAPA V2015189	1 740,00	2	1 740,00	0,00	0,00	0,00
	SIGNATURE PES MAPA V2014111 INDISS.AUT*18013	1 602,00	2	1 602,00	0,00	0,00	0,00
	LICENCE DATAPRESSE PREMIUM 01/11/15-31/10/16	2 559,74	2	2 559,74	0,00	0,00	0,00
	ASTRE GF EXPERIMENTATI NDIS.AUT*18013-MAND.4498/2014-	1 260,00	2	1 260,00	0,00	0,00	0,00
	PARAMETRAGE DANS ASTRE RH	2 544,00	2	2 544,00	0,00	0,00	0,00
	PLATEFORME CAPDEMAT SERV.ASS. INDIS.AUT*17412-MAINT.2015	6 000,00	2	6 000,00	0,00	0,00	0,00
	LOGICIEL SECURISANT ACCES DISTANT	230,40	2	230,40	0,00	0,00	0,00
	RENOUVELLEMENT AMCO TM MAIRIE	3 830,40	2	3 830,40	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**5 668 435,77**					**-1 466 684,73**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	1 205 790,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	445 713,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	706 483,77

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	
72	***Travaux en régie***		***1 319 592,22***
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*321 744,18*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*46 295,75*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*341 326,52*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*34 834,75*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*272 732,37*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*32 307,01*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*19 225,11*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*2 240,06*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*244 864,77*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*2 747,76*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*1 273,94*
	TOTAL GENERAL	**0,00**	**1 319 592,22**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***1 319 592,22***
2128	*AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS*	*510,48*
2128	*AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS*	*1 634,89*
2128	*AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS*	*1 273,94*
21312	*BATIMENTS SCOLAIRES*	*366,76*
21312	*BATIMENTS SCOLAIRES*	*29 491,94*
21316	*EQUIPEMENT DU CIMETIERE*	*2 745,01*
21316	*EQUIPEMENT DU CIMETIERE*	*11 752,26*
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*220 217,82*
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*194 926,58*
2138	*AUTRES CONSTRUCTIONS*	*7 059,10*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*97 904,11*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*46 295,75*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*341 326,52*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*34 834,75*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*272 732,37*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*32 307,01*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*19 225,11*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*2 240,06*
2152	*INSTALLATIONS DE VOIRIE*	*2 747,76*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
	TOTAL GENERAL	**1 319 592,22**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Ville de Mulhouse

Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO	Montant
Recettes 72 (1)	1 319 592,22
Recettes réelles de fonctionnement	178 686 074,51
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,74 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN--ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**35 000 000,00**	**11 200 000,00**											**31 914,88**	**1 400 000,00**
M2A	2005	C	TRAM-TRAIN	BEI	15 000 000,00	4 800 000,00	7,71	A	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	2,298	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	0,351	A-1	EUR	13 710,67	600 000,00
M2A	2005	C	TRAM-TRAIN	BEI	20 000 000,00	6 400 000,00	7,46	A	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	2,274	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	0,360	A-1	EUR	18 204,21	800 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**22 852 431,41**	**13 376 318,60**											**234 632,68**	**1 274 441,72**
ALISTER	2005	P	ALISTER	CREDIT MUTUEL	240 000,00	57 969,60	3,91	M	F	Taux fixe à 3.4 %	3,454	F	Taux fixe à 2.15 %	2,145	A-1	EUR	1 410,36	14 035,65
ASS Groupe Saint Sauveur	2015	P	Clinique de gérontologie du St Damien	CREDIT MUTUEL	692 500,00	570 779,32	22,75	T	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	F	Taux fixe à 2.6 %	2,593	A-1	EUR	15 136,64	18 179,10
ASS Groupe Saint Sauveur	2015	P	Clinique de gérontologie du St Damien	CREDIT MUTUEL	692 500,00	570 779,32	22,75	T	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	F	Taux fixe à 2.6 %	2,593	A-1	EUR	15 136,64	18 179,10
ASSOC POUR LE LOGEMENT DES SANS-ABRI	2017	P	Acquisition amélioration 5 logements - 2 rue du Fil	CDC	140 000,00	123 840,05	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,586	A-1	EUR	381,57	3 351,03
ASSOCIATION ALEOS	2005	P	Acquisition-aménl, 1 rue du Bourg (10 logts)	CDC	606 000,00	478 817,12	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	2,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,636	A-1	EUR	5 642,97	11 875,85
ASSOCIATION ALEOS	2005	P	Acquisition-aménl, 1 rue du Bourg (10 logts)	CDC	131 808,00	81 825,69	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	2,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,628	A-1	EUR	987,81	4 070,78

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FABRIQUE ST BARTHELEMY MULHOUSE	2021	P	Réaménagement du Lerchenberg - quartier Dornach à Mulhouse	CREDIT MUTUEL	250 000,00	235 774,92	18,66	M	F	Taux fixe à 1.65 %	1,662	F	Taux fixe à 1.65 %	1,646	A-1	EUR	3 986,17	10 698,11
FONDATION JEAN DOLLFUS	2000	P	Fondation DOLLFUS	CDC	1 069 248,83	192 568,07	2,83	A	F	Taux fixe à 3.55 %	3,550	F	Taux fixe à 3.55 %	3,540	A-1	EUR	8 960,46	59 839,31
FONDATION JEAN DOLLFUS	2000	P	Fondation DOLLFUS	Crédit Foncier	228 673,53	74 319,63	4,75	T	F	Taux fixe à 6.3 %	6,450	F	Taux fixe à 6.3 %	6,286	A-1	EUR	5 199,09	13 026,87
LE BEAU REGARD	2020	C	EPHAD Beau Regard - PHARE	CDC	1 147 419,56	1 041 176,96	24,42	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,216	A-1	EUR	22 440,62	42 497,04
LE BEAU REGARD	2020	C	EPHAD Beau Regard - PHARE	CDC	906 257,83	835 456,43	29,42	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,217	A-1	EUR	17 938,57	28 320,56
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**461 123 977,65**	**336 535 030,39**											**5 103 710,42**	**13 973 725,05**
3F GRAND EST	2008	P	Acq.-Aménl.8 Rue de Bruebach (PLUS F)	CDC	404 200,00	332 182,65	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 733,69	7 243,43
3F GRAND EST	2008	P	Acq.-Aménl.8 Rue de Bruebach (PLUS)	CDC	10 500,00	7 381,55	21,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	84,44	295,15
3F GRAND EST	2008	P	Rachat Patrimoine Coop et Fam	CDC	10 600 000,00	5 705 835,89	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,550	A-1	EUR	67 632,06	442 533,21
3F GRAND EST	2011	P	rue Henri Matisse et rue Eugène Delacroix PAM	CDC	1 250 000,00	364 447,68	3,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,413	A-1	EUR	4 984,04	88 647,16
3F GRAND EST	1993	P	Amélioration logts Delacroix	CIL Habitat	32 241,60	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 4 %	4,000	F	Taux fixe à 4 %	4,000	A-1	EUR	91,25	2 281,21
3F GRAND EST	2012	P	réhabilitation thermique 593 lgts - rues Henri Matisse- Eugène Delacroix - Eco prêt	CDC	6 500 000,00	3 625 769,02	9,58	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,344	A-1	EUR	92 687,59	318 383,71
3F GRAND EST	2015	P	réhabilitation thermique 593 lgts - rues Henri Matisse- Eugène Delacroix - Eco prêt	CDC	1 351 461,30	947 926,89	12,08	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,344	A-1	EUR	23 727,21	61 741,55
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -1-1 logements	CDC	811 244,00	625 116,89	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	7 114,13	21 622,49
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -1-1 logements	CDC	382 265,00	328 648,78	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 686,79	6 513,52
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -1-1 logements	CDC	79 735,00	59 370,26	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	184,96	2 283,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2015	P	réhabilitation thermique 593 lgts - rues Henri Matisse- Eugène Delacroix - Eco prêt	CDC	1 351 461,30	947 926,89	12,08	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,344	A-1	EUR	23 727,21	61 741,55
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -1-1 logements	CDC	811 244,00	625 116,89	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	7 114,13	21 622,49
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -1-1 logements	CDC	382 265,00	328 648,78	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 686,79	6 513,52
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -1-1 logements	CDC	79 735,00	59 370,26	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	184,96	2 283,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -11 logements	CDC	37 764,00	31 448,84	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	96,56	738,95
3F GRAND EST	2019	P	Opération rues St Nazaire, Armistice et Dieppe à Mulhouse	CDC	1 238 547,55	733 295,73	5,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,601	A-1	EUR	12 889,12	125 979,00
3F GRAND EST	2020	C	Réhabilitation énergétique 87 logements - rue de Dieppe, de l'Armistice et St Nazaire à Mulhouse	CDC	1 044 000,00	904 800,00	12,72	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,326	A-1	EUR	0,00	69 600,00
ADOMA	2015	P	FJT Foyer Jeunes Travailleurs Espace Provence - 196 lgts -PLAI	CDC	533 240,00	468 705,56	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	3 857,58	13 492,54
ADOMA	2015	P	FJT Foyer Jeunes Travailleurs Espace Provence - 196 lgts -PLAI F	CDC	2 055 460,00	1 863 531,00	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	15 232,62	40 545,96
ADOMA	2015	P	FJT Foyer Jeunes Travailleurs Espace Provence - 196 lgts -PAM	CDC	2 940 000,00	1 831 731,69	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,499	A-1	EUR	10 278,01	22[illegible] 870,17
ADOMA	2019	P	TRAVAILLEURS MIGRANTS FOYER LE SOLEIL MULHOUSE	CDC	1 188 937,00	1 105 923,00	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,911	A-1	EUR	3 402,43	28 221,72
BATIGERE NORD-EST	2007	P	28 Ch Cetty PLI Foncier	DEXIA CL	50 000,00	32 380,71	14,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.08	2,860	V	Livret A(Préfixé) + 0.08	1,442	A-1	EUR	399,69	1 540,63
BATIGERE NORD-EST	2007	P	26 Turenne PLI Foncier	DEXIA CL	60 000,00	39 326,36	14,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.07	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.07	1,062	A-1	EUR	330,77	1 829,06
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1 Liberté PLI Foncier	DEXIA CL	30 000,00	19 663,62	14,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.07	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.07	1,062	A-1	EUR	165,38	914,48
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24-26-28 Mésanges PLI Foncier	DEXIA CL	100 000,00	65 544,21	14,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.07	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.07	1,062	A-1	EUR	551,27	3 048,40
BATIGERE NORD-EST	2006	P	P libre DEXIA	DEXIA CL	2 708 000,00	149 523,34	24,00	A	V	T4M(Postfixé) + 0.08	3,648	V	Si EUR-CHF>=1.42 alors 2.85 % sinon 2.85-(50*((1.44/EUR-CHF)-1))	-20,254	F-6	EUR	-25 415,44	4 066,62
BATIGERE NORD-EST	2007	P	Barbanègre - PLS CFF	Crédit Foncier	1 100 000,00	798 345,96	34,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.38	4,453	V	Livret A(Préfixé) + 1.38	2,372	A-1	EUR	17 269,13	20 821,29
BATIGERE NORD-EST	2012	P	40 Fabriques - PLS Crédit Foncier	Crédit Foncier	27 692,00	99 790,27	39,41	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,360	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,896	A-1	EUR	1 625,61	1 179,36
BATIGERE NORD-EST	2008	P	45-47-49 Briand PLI F.-TOT.DCM N° 2461 16/07/07	Crédit Foncier	920 000,00	857 711,83	35,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,370	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,294	A-1	EUR	17 670,95	[illegible] 137,91
BATIGERE NORD-EST	2008	P	33 Buhler PLI - - TOTAL DCM N° 2461 16/07/07	Crédit Foncier	40 000,00	27 774,53	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,370	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,290	A-1	EUR	583,85	[illegible] 178,25
BATIGERE NORD-EST	2007	P	175 Belfort - PLS Crédit Agricole	CREDIT AGRICOLE	3 675 000,00	3 238 548,65	34,78	S	V	Livret A(Préfixé) + 1.37	4,418	V	Livret A(Préfixé) + 1.37	2,446	A-1	EUR	69 250,86	38 700,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2006	P	P libre Crédit Foncier	Crédit Foncier	8 147 000,00	5 959 215,75	22,98	A	V	Taux fixe à 2.58 %	2,618	F	Euribor 12M	-0,421	A-1	EUR	-31 367,49	167 081,[illegible]

Page 215

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1 Zurich PLUS F	CDC	750 000,00	611 562,94	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,664	A-1	EUR	8 128,83	13 731,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2007	P	66 Bâle PLUS F	CDC	1 080 000,00	880 650,62	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,664	A-1	EUR	11 705,51	[illegible] 773,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2007	P	11-13 Bourg PLUS F	CDC	1 722 000,00	1 404 148,48	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,664	A-1	EUR	18 663,78	31 527,26
BATIGERE NORD-EST	2007	P	25 Bd Europe PLUS F	CDC	1 007 000,00	821 125,18	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,664	A-1	EUR	10 914,30	18 436,67
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37 Colombier PLUS F	CDC	397 000,00	323 720,66	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,664	A-1	EUR	4 302,86	7 268,48
BATIGERE NORD-EST	2007	P	Arc en Ciel - Phare CDC	CDC	500 000,00	346 585,92	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	4 691,19	14 274,48
BATIGERE NORD-EST	2007	P	11/13 Ehrmann - Phare CDC	CDC	430 000,00	298 063,88	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	4 034,42	12 276,05
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1,1b Chantier P libre Dexia	DEXIA CL	213 000,00	142 299,27	14,75	T	V	Euribor 3M + 0.1	5,050	V	Euribor 3M + 0.1	0,077	A-1	EUR	-509,71	6 400,77
BATIGERE NORD-EST	2008	P	Barbanègre - PLS CFF	Crédit Foncier	1 400 000,00	1 242 033,70	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,711	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,248	A-1	EUR	28 216,72	14 183,89
BATIGERE NORD-EST	2007	C	2 Turenne PLI Foncier	DEXIA CL	86 000,00	42 999,95	14,54	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.56	4,310	V	Livret A(Préfixé) + 1.56	2,275	A-1	EUR	944,85	2 866,67
BATIGERE NORD-EST	2007	C	1 - 1b Chantier PLI Foncier	DEXIA CL	65 000,00	32 499,95	14,54	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.56	4,310	V	Livret A(Préfixé) + 1.56	2,275	A-1	EUR	714,13	2 166,67
BATIGERE NORD-EST	2008	P	21 Nordfeld PLUS F	CDC	705 000,00	568 897,23	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	6 398,94	12 824,30
BATIGERE NORD-EST	2008	P	21 Nordfeld PLUS	CDC	230 000,00	168 308,37	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,337	A-1	EUR	1 912,62	5 565,84
BATIGERE NORD-EST	2008	P	14 Bonnes Gents PLUS F	CDC	496 000,00	400 245,40	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	4 501,95	9 022,49
BATIGERE NORD-EST	2008	P	14 Bonnes Gents PLUS	CDC	65 000,00	47 565,41	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,337	A-1	EUR	540,52	1 572,96
BATIGERE NORD-EST	2008	P	32-34 Pins PLUS F	CDC	945 000,00	762 564,35	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	8 577,30	17 190,03
BATIGERE NORD-EST	2008	P	32-34 Pins PLUS	CDC	187 000,00	136 842,08	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	1 555,04	4 525,27
BATIGERE NORD-EST	2008	P	31 Laurent PLUS F	CDC	200 000,00	161 389,30	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	1 815,30	3 638,10
BATIGERE NORD-EST	2007	P	31 Laurent PLUS	CDC	29 000,00	21 221,51	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	241,16	701,78
BATIGERE NORD-EST	2008	P	25 Juifs PLAI Foncier	CDC	60 000,00	45 877,30	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,217	A-1	EUR	-94,23	1 239,93

Page 216

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2008	P	25 Juifs PLAI	CDC	10 000,00	6 979,72	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,216	A-1	EUR	-14,48	258,51
BATIGERE NORD-EST	2007	P	80 Comète PLUS F	CDC	328 710,00	271 967,69	36,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,587	A-1	EUR	3 056,88	5 930,41
BATIGERE NORD-EST	2007	P	80 Comète PLUS	CDC	11 000,00	8 322,45	26,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,584	A-1	EUR	94,45	263,51
BATIGERE NORD-EST	2007	P	8 Zierdt PLUS F	CDC	185 000,00	153 065,04	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	1 720,43	3 337,67
BATIGERE NORD-EST	2007	P	8 Zierdt PLUS	CDC	76 000,00	57 500,46	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	652,53	1 820,61
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37-39 Vergers PLUS F	CDC	525 000,00	434 373,86	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	4 882,30	9 471,78
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37-39 Vergers PLUS	CDC	67 000,00	50 691,23	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	575,26	1 605,01
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, 24 Cerf PLUS F	CDC	350 000,00	289 582,59	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	3 254,87	6 314,51
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, 24 Cerf PLUS	CDC	18 000,00	13 618,57	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	154,55	431,19
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS - Construction 27 logts	CDC	2 090 000,00	1 640 083,52	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,711	A-1	EUR	18 588,58	49 787,67
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS F - Construction27 logts	CDC	1 344 000,00	1 143 176,44	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,714	A-1	EUR	12 840,37	24 130,23
BATIGERE NORD-EST	2012	P	45-49 Briand PLUS	Crédit Foncier	210 000,00	161 481,94	19,41	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,360	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,893	A-1	EUR	2 690,09	5 604,48
BATIGERE NORD-EST	2010	P	39-41 Trois Rois - PLS F	DEXIA CL	625 000,00	542 667,35	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,380	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,868	A-1	EUR	8 982,33	8 395,65
BATIGERE NORD-EST	2010	P	39-41 Trois Rois - PLS	DEXIA CL	200 000,00	142 390,29	18,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,380	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,863	A-1	EUR	2 416,72	5 874,60
BATIGERE NORD-EST	2010	P	Espace LEFEBVRE 108 logts - PLS F	Crédit Foncier	4 352 000,00	3 839 630,77	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	2,400	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,934	A-1	EUR	64 292,35	56 875,56
BATIGERE NORD-EST	2010	P	Espace LEFEBVRE 108 logts - PLS	Crédit Foncier	11 532 000,00	9 581 267,19	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	2,400	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,933	A-1	EUR	161 663,84	216 541,14
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logts PLUS	CDC	514 000,00	409 628,96	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	4 637,23	11 937,34
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logts PLUS F	CDC	121 000,00	103 530,92	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	1 162,13	2 116,87
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logts PLUS F	CDC	367 000,00	292 478,26	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	3 311,02	8 523,35
BATIGERE NORD-EST	2011	P	61 rue de la Charité - -6 logts PLUS F	CDC	87 000,00	74 439,57	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	835,58	1 522,05

Page 217

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, PLUS F	CDC	435 000,00	359 909,80	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	4 045,34	7 848,04
BATIGERE NORD-EST	2011	P	3 rue Léon Blum PLS	Crédit Foncier	1 500 000,00	1 361 425,19	40,12	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,150	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	2,084	A-1	EUR	22 747,57	17 215,55
BATIGERE NORD-EST	2008	P	8 à 12 Barbanègre	Crédit Foncier	3 650 000,00	2 965 461,78	26,00	T	V	Euribor 3M + 0.6	3,922	V	Euribor 3M + 0.6	0,597	A-1	EUR	17 714,07	62 102,24
BATIGERE NORD-EST	2012	P	19 et 19 B rue du Manège - 2 B rue des Jardiniers PLUS	CDC	660 000,00	533 658,60	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,428	A-1	EUR	6 034,66	14 947,00
BATIGERE NORD-EST	2012	P	19 et 19 B rue du Manège - 2 B rue des Jardiniers PLUS F	CDC	230 000,00	197 951,48	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,429	A-1	EUR	2 220,62	3 923,22
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLUS	CDC	154 000,00	124 039,72	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	1 402,65	3 474,18
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLUS F	CDC	152 000,00	130 351,23	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	1 462,28	2 583,45
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLAI	CDC	124 000,00	96 482,51	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,664	A-1	EUR	298,65	3 069,15
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLAI F	CDC	74 000,00	61 387,77	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,667	A-1	EUR	188,49	1 442,43
BATIGERE NORD-EST	2012	P	3 Rue de Habsheim - PLUS	CDC	245 000,00	197 335,89	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	2 231,49	5 527,10
BATIGERE NORD-EST	2012	P	3 Rue de Habsheim - PLUS F	CDC	189 000,00	162 081,42	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	1 818,23	3 212,31
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 Rue de Habsheim - PLUS	CDC	200 000,00	161 090,54	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	1 821,63	4 511,91
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 Rue de Habsheim - PLUS F	CDC	158 000,00	135 496,67	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	1 520,00	2 685,42
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de l'Ile Napoléon - PLUS	CDC	102 000,00	82 156,19	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	929,03	2 301,07
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de l'Ile Napoléon - PLUS F	CDC	101 700,00	87 215,26	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	978,38	1 728,53
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de l'Ile Napoléon - PLUS	CDC	96 000,00	74 696,15	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,664	A-1	EUR	231,22	2 376,11
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de l'Ile Napoléon - PLAI F	CDC	74 900,00	62 134,38	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,667	A-1	EUR	190,78	1 459,97
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS 4 rue de Tunis	CDC	100 000,00	80 545,28	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,338	A-1	EUR	910,81	2 255,96
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS F 4 rue de Tunis	CDC	87 800,00	75 294,95	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,340	A-1	EUR	844,66	1 492,28
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLAI 4 rue de Tunis	CDC	90 000,00	70 027,66	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,539	A-1	EUR	216,77	2 227,60

Page 218

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P	17 RUE ANNA SCHOEN 8 LOGEMENT	CDC	204 281,68	58 864,34	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,897	A-1	EUR	1 212,80	8 513,67
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1996	P	9 RUE 4E DMM : ACQUISITION	CDC	251 540,88	71 378,37	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	1 064,52	10 507,87
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1998	P	RUE LUTTERBACH : 4 LOGEMENTS	CDC	198 183,72	82 267,45	12,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,808	A-1	EUR	1 508,22	6 451,66
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2006	P	Construction Rues Chanvre-Anna Schoen	CDC	326 912,45	280 656,05	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,764	A-1	EUR	4 718,15	5 292,59
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2007	P	Construction 6-8 Mertzau	CDC	328 261,05	270 958,68	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,752	A-1	EUR	3 596,24	5 675,45
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2007	P	Construction 6-8 Mertzau	CDC	2 041 353,91	1 596 215,87	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,752	A-1	EUR	21 330,65	44 603,04
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2008	P	Acquisition 6 maisons 6 R.du Runtz (PLUS)	CDC	684 786,00	531 575,32	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	6 016,29	15 359,68
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2009	P	Acquisition 6 maisons 6 R.du Runtz (VEFA)	CDC	121 540,00	77 865,20	36,25	A	V	Livret A(Préfixé)	3,100	V	Livret A(Préfixé)	1,097	A-1	EUR	893,47	3 359,60
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2011	P	Rue du Bourg (8 logements)	CDC	112 278,71	10 858,69	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,001	A-1	EUR	390,82	10 853,35
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2011	P	Construction de 44 logements	CDC	433 503,91	110 735,96	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,952	A-1	EUR	2 511,11	36 976,59
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgts- PLUS	CDC	406 301,00	349 223,45	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	4 832,49	8 739,08
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgts- PLUS F	CDC	200 171,00	179 182,34	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 462,78	3 245,68
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgts- PLAI	CDC	70 503,00	59 114,19	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	334,49	1 701,71
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgts- PLAI F	CDC	17 857,00	15 605,44	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	87,70	339,54
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	RUE LAVOISIER : 49 LOGEMENTS	CDC	1 622 523,94	1 315 786,15	21,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,299	A-1	EUR	23 437,51	62 891,06
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	CONSTRUCTION DE 48 LOGEMENTS	CDC	1 656 976,60	1 363 526,89	23,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,932	A-1	EUR	24 204,39	60 261,01
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	Construction Rues Chanvre-Anna Schoen	CDC	1 531 648,59	1 380 093,16	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,764	A-1	EUR	23 314,00	32 876,68
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	30 logements rue de Bâle	CDC	948 076,14	734 858,51	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,172	A-1	EUR	13 228,74	43 302,55
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2020	F	Réhabilitation des copropriétés dégradées - quartier des Coteaux à Mulhouse	BANQUE POPULAIRE	1 473 133,00	1 473 133,00	0,42	X	F	Taux fixe à 0.25 %	0,254	F	Taux fixe à 0.25 %	0,253	A-1	EUR	3 733,98	0,00

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLAI F 4 rue de Tunis	CDC	64 900,00	53 838,75	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,541	A-1	EUR	165,31	265,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS 16 rue de Tunis	CDC	110 000,00	88 599,78	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,338	A-1	EUR	1 001,89	481,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS F 16 rue de Tunis	CDC	80 000,00	68 605,89	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,340	A-1	EUR	769,62	359,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2012	P	16 rue de Tunis PLAI	CDC	105 000,00	81 698,92	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,539	A-1	EUR	252,89	598,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2012	P	16 rue de Tunis PLAI F	CDC	59 000,00	48 944,31	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,541	A-1	EUR	150,28	150,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	33 rue Buhler - 4 lgts - PLUS	CDC	136 000,00	112 066,84	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	2 704,54	020,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	33 rue Buhler - 4 lgts - PLUS F	CDC	113 000,00	98 382,20	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	2 356,42	891,15
BATIGERE NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 lgts - PLUS	CDC	130 000,00	107 122,69	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	2 585,22	886,85
BATIGERE NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 lgts - PLUS F	CDC	110 000,00	95 770,31	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	2 293,86	840,95
BATIGERE NORD-EST	2013	P	28 r Chanoine Cetty - 7 lgts - PLUS	CDC	190 000,00	156 881,62	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	3 786,07	4 227,81
BATIGERE NORD-EST	2013	P	28 r Chanoine Cetty - 7 lgts - PLUS F	CDC	166 000,00	144 801,78	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	3 468,25	2 783,45
BATIGERE NORD-EST	2013	P	4 rue Filature - 6 lgts - PLUS	CDC	290 000,00	246 882,15	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	5 958,08	6 653,23
BATIGERE NORD-EST	2013	P	4 rue Filature - 6 lgts - PLUS F	CDC	226 000,00	197 139,74	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	4 721,84	3 789,52
BATIGERE NORD-EST	2013	P	32 rue du Runtz - 10 lgts PLUS	CDC	532 000,00	438 379,04	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	10 579,53	11 813,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	32 rue du Runtz - 10 lgts PLUS F	CDC	448 000,00	390 046,32	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	9 342,28	497,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	rue Capitaine Dreyfus - 31 lgts - PLUS	CDC	102 000,00	84 050,13	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	2 028,41	265,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	rue Capitaine Dreyfus - 31 lgts - PLUS F	CDC	88 000,00	76 616,25	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	1 835,09	472,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	89 avenue de Colmar - 4 lgts- PLUS	CDC	286 000,00	234 505,54	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	4 455,27	319,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	89 avenue de Colmar - 4 lgts- PLUS F	CDC	154 000,00	133 415,61	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	2 515,63	564,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2013	P	127 avenue de Colmar - 8 lgts - PLUS	CDC	560 000,00	459 171,84	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	8 723,60	374,22

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2013	P	127 avenue de Colmar - 8 lgts - PLUS F	CDC	264 500,00	229 145,67	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	4 320,68	404,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2014	P	4-6 rue Barbanègre - 19 lgts - PLS	CDC	1 704 000,00	1 454 085,94	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,104	A-1	EUR	31 409,93	536,[illegible]
BATIGERE NORD-EST	2014	P	4-6 rue Barbanègre - 19 lgts - PLS F	CDC	1 100 000,00	983 497,11	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,104	A-1	EUR	21 095,79	16 303,55
BATIGERE NORD-EST	2016	P	Prorogation Emprunts	DEXIA CL	13 423 867,04	12 987 713,02	43,83	A	F	Taux fixe à 4.99 %	5,063	F	Taux fixe à 4.99 %	5,045	A-1	EUR	661 228,52	81 838,06
BATIGERE NORD-EST	2016	P	Prorogation Emprunts	FCP	3 719 009,25	3 290 073,66	28,83	A	F	Taux fixe à 2.55 %	2,587	F	Taux fixe à 2.55 %	2,578	A-1	EUR	87 028,68	76 063,71
BATIGERE NORD-EST	2018	P		DEXIA CL	2 098 759,41	2 074 046,70	45,28	T	F	Taux fixe à 3.5 %	3,599	F	Taux fixe à 3.5 %	3,539	A-1	EUR	73 737,95	6 176,91
BATIGERE NORD-EST	2017	P		CDC	1 387 567,05	1 215 966,65	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,742	A-1	EUR	18 699,07	30 637,92
BATIGERE NORD-EST	2017	P		CDC	832 397,58	758 474,75	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,742	A-1	EUR	11 576,99	13 324,54
BATIGERE NORD-EST	2018	P	4 logements quartier Briand - 7 rue Schwiligué	CDC	202 710,83	179 609,56	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,660	A-1	EUR	2 398,24	4 870,25
BATIGERE NORD-EST	2018	P	5 logements quartier Franklin - rues de Rouffach et de l'Arc	CDC	305 687,93	270 851,21	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,660	A-1	EUR	3 616,54	7 344,34
BATIGERE NORD-EST	2018	P	14 logements - caserne Barbanègre	CDC	701 379,50	621 449,11	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,660	A-1	EUR	8 297,90	16 851,07
BATIGERE NORD-EST	2018	P	5 logements - 66 rue de Bâle	CDC	50 964,27	46 077,28	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,661	A-1	EUR	612,45	1 034,57
BATIGERE NORD-EST	2018	P	28 logements - 11 et 13 rue du Bourg	CDC	48 416,07	43 773,43	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,661	A-1	EUR	581,83	982,84
BATIGERE NORD-EST	2018	P	12 logements - 25 Boulevard de l'Europe	CDC	208 953,47	188 916,84	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,661	A-1	EUR	2 511,06	4 241,74
BATIGERE NORD-EST	2018	P	7 logements quartier Franklin -7 rue Colombier	CDC	93 434,46	84 474,99	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,661	A-1	EUR	1 122,83	896,71
BATIGERE NORD-EST	2017	P	7 logements - rue de la Charité	CDC	210 000,00	194 939,63	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 190,01	4 152,28
BATIGERE NORD-EST	2017	P	7 logements - rue de la Charité	CDC	518 348,28	494 276,10	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	5 576,50	12 678,14
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1990	P	RUES GAY LUSSAC & ZILLISHEIM	CDC	3 748 271,30	845 624,18	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,994	A-1	EUR	18 289,67	170 468,67
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1987	P	CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS	CDC	739 377,73	36 896,67	0,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,314	A-1	EUR	756,28	37 248,76
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P	RUES D'ARLES ET D'AVIGNON	CDC	2 041 923,01	649 720,17	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,889	A-1	EUR	13 178,77	82 433,60

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL	2004	P	13 JJ Schmaltzer	CDC	74 600,00	59 270,50	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,063	A-1	EUR	1 031,15	1 385,63
DOMIAL	2001	P	Central Park	DEXIA CL	3 597 796,81	1 781 537,47	9,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.7	4,784	V	Livret A(Préfixé) + 1.7	3,054	A-1	EUR	52 562,26	136 546,17
DOMIAL	2007	P	Pass Central / Scheurer Kestner	DEXIA CL	390 000,00	251 539,72	14,92	T	V	EONIA(Postfixé) + 0.25	4,072	V	Euribor 3M + 0.25	0,247	A-1	EUR	95,42	12 017,96
DOMIAL	2007	P	11 Passage Central - Foncier	CDC	628 318,00	449 682,19	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,826	A-1	EUR	6 989,61	16 291,88
DOMIAL	2006	P	51 Brunstatt Foncier	CDC	273 046,00	195 416,87	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,826	A-1	EUR	3 037,45	7 079,91
DOMIAL	2007	P	36-38 Franklin - Foncier	CDC	524 277,00	375 220,92	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,783	A-1	EUR	5 832,23	13 594,16
DOMIAL	2007	P	Furst Drumm Spoerl P Fonc.	CDC	3 542 857,00	2 499 056,51	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,908	A-1	EUR	33 685,61	92 144,24
DOMIAL	2009	P	89 rue d'Illzach - PLUS F	CDC	338 208,00	289 988,16	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	3 257,20	6 121,09
DOMIAL	2010	P	47 rue d'Illzach - 3 logements PLUS	CDC	98 558,00	78 254,21	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,584	A-1	EUR	886,93	2 375,54
DOMIAL	2010	P	47 rue d'Illzach - 3 logements PLUS F	CDC	186 442,00	158 779,67	37,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,587	A-1	EUR	1 783,44	3 351,53
DOMIAL	2010	P	31 rue du Manège PLAI acquis - amélior	CDC	194 500,00	149 116,22	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,785	A-1	EUR	462,64	5 097,72
DOMIAL	2010	P	31 rue du Manège PLAI F acquis - amélior	CDC	85 500,00	70 400,79	37,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,788	A-1	EUR	216,44	1 746,59
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 5 logements PLUS	CDC	120 000,00	99 437,42	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	1 124,45	2 785,09
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 5 logements PLUS F	CDC	60 257,00	52 645,46	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	590,58	1 043,38
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 3 logements PLAI	CDC	90 000,00	72 489,12	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,664	A-1	EUR	224,39	2 305,90
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 3 logements PLAI F	CDC	41 743,00	35 482,25	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,667	A-1	EUR	108,95	833,72
DOMIAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLUS	CDC	25 000,00	20 716,11	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	234,26	580,23
DOMIAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLUS F	CDC	39 000,00	34 073,60	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	382,24	675,31
DOMIAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLAI	CDC	50 000,00	40 271,72	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,664	A-1	EUR	124,66	1 281,06
DOMIAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLAI F	CDC	23 905,00	20 319,65	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,667	A-1	EUR	62,39	477,45

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ICF NORD-EST	2014	P	47/49 rue des Abeilles 8 lgts - PLUS	CDC	930 117,00	754 903,88	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	14 407,91	23 902,10
M2A HABITAT	1986	P	CONSTRUCTION DE 70 LOGEMENTS	CDC	1 524 490,17	76 075,62	0,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,314	A-1	EUR	1 559,35	76 801,56
M2A HABITAT	1987	P	RUES BUHLER, BRANCHE & ROSES	CDC	609 796,07	60 113,25	1,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,288	A-1	EUR	924,19	30 493,45
M2A HABITAT	1987	P	4 AVENUE DU PDT KENNEDY	CDC	278 676,80	27 271,75	1,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,218	A-1	EUR	419,28	13 834,06
M2A HABITAT	1988	P	RUES BUHLER, BRANCHE & ROSES	CDC	1 312 586,04	128 451,75	1,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,186	A-1	EUR	1 974,83	65 159,32
M2A HABITAT	1988	P	RUES BUHLER, BRANCHE & ROSES	CDC	535 096,05	51 852,13	1,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,097	A-1	EUR	797,18	26 302,86
M2A HABITAT	1987	P	50 RUE DE ZILLISHEIM :	CDC	196 659,23	19 292,65	1,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,158	A-1	EUR	296,61	9 786,52
M2A HABITAT	1988	P	2 & 2B RUE DU MANEGE	CDC	635 712,40	62 364,62	1,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,158	A-1	EUR	958,80	31 635,50
M2A HABITAT	1992	P	25 RUE LAURENT : ACQUISITION	CDC	15 244,90	3 360,20	4,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,824	A-1	EUR	72,68	677,38
M2A HABITAT	1993	P	74 AVENUE D'ALTKIRCH	CDC	15 244,90	3 177,84	5,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,908	A-1	EUR	67,55	574,66
M2A HABITAT	1993	P	23 RUE LAURENT : 4 LOGEMENTS	CDC	22 867,35	4 734,24	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,897	A-1	EUR	100,63	856,10
M2A HABITAT	1993	P	RUE OISEAUX : 3 LOGEMENTS	CDC	30 489,81	7 927,19	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,962	A-1	EUR	166,71	1 334,50
M2A HABITAT	1994	P	8 RUE IMPRIMEURS : 3 LOGEMENT	CDC	41 161,24	12 064,39	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,952	A-1	EUR	248,57	1 744,89
M2A HABITAT	1995	P	3 RUE HUBNER-5 LOGEMENTS	CDC	73 175,53	24 023,19	7,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,574	A-1	EUR	351,83	3 040,97
M2A HABITAT	1995	P	43 RUE LOUISE-2 LOGEMENTS	CDC	28 965,32	9 509,19	7,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,574	A-1	EUR	139,27	1 203,71
M2A HABITAT	1995	P	55 RUE KOECHLIN-3 LOGEMENTS	CDC	39 636,74	13 012,57	7,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,574	A-1	EUR	190,58	1 647,18
M2A HABITAT	1995	P	RUE DE LA FILATURE : 6 LOGTS	CDC	72 413,29	26 520,47	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	383,64	2 990,08
M2A HABITAT	1995	P	PLACE DES VOSGES-ACQUISITION	CDC	26 266,97	6 152,10	7,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,406	A-1	EUR	91,07	853,11
M2A HABITAT	1996	P	17 RUE DE LA FILATURE :	CDC	28 614,68	6 540,78	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,656	A-1	EUR	99,83	1 138,27
M2A HABITAT	1996	P	36 RUE THENARD : 3 LOGTS	CDC	39 484,30	9 025,36	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,656	A-1	EUR	137,75	1 570,65

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL	2015	P	7 Pass Alouettes PLUS F	CDC	129 472,20	102 969,83	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,546	A-1	EUR	1 652,50	643,37
DOMIAL	2015	P	3 logts rue Ste Geneviève - PLS Foncier	CDC	274 415,73	213 595,32	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,130	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,989	A-1	EUR	3 614,17	132,82
DOMIAL	2015	P	Acq.-Amél.Cour Maréchaux-28 logts (PLS Foncier)	CDC	1 153 004,59	874 381,63	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,130	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,744	A-1	EUR	14 849,03	601,56
DOMIAL	2015	P	Acq.-Amél.Cour Maréchaux-28 logts (Complém.PLS)	CDC	916 214,41	654 903,17	25,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,215	A-1	EUR	7 582,24	391,06
DOMIAL	2015	P	12-14 rue Elles - PLUS F	CDC	366 361,40	321 831,74	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	3 613,55	673,32
DOMIAL	2015	P	12-14 rue Elles - PLUS	CDC	52 635,93	43 713,25	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	495,53	334,86
DOMIAL	2015	P	15 rue de Giromagny - PLUS	CDC	332 504,68	291 805,84	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	3 276,42	050,61
DOMIAL	2018	P		CDC	2 291 445,81	1 781 536,42	9,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.75	0,626	V	Livret A(Préfixé) + 1.75	3,067	A-1	EUR	52 911,08	136 546,28
DOMIAL	2018	P	13 JJ Schmalzer	CDC	72 467,81	63 746,86	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,058	A-1	EUR	1 115,12	1 848,70
DOMIAL	2018	P	23 Scheurer Kestner	CDC	255 943,84	230 390,96	25,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,450	A-1	EUR	4 741,98	6 708,27
DOMIAL	2018	P	Passage Central	CDC	423 906,97	381 585,02	25,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,450	A-1	EUR	7 853,91	11 110,57
DOMIAL	2018	P	11 Pass Ce,tram Tvx	CDC	524 920,17	459 280,22	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,824	A-1	EUR	7 138,80	16 639,61
DOMIAL	2018	P	51 Brunstatt Tvx	CDC	64 661,83	56 576,04	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,824	A-1	EUR	879,39	2 049,73
DOMIAL	2018	P		CDC	171 286,03	149 867,16	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,782	A-1	EUR	2 329,45	5 429,40
DOMIAL	2018	P	Furst Drumm Spoerl P Tvx	CDC	1 162 611,67	983 547,96	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,904	A-1	EUR	13 257,57	265,80
DOMIAL	2018	P	7 Pass Alouettes PLUS	CDC	8 769,87	7 639,83	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	103,09	289,32
DOMIAL	2018	P	3 logts rue Ste Geneviève - Complément PLS	CDC	120 171,23	95 506,38	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,654	A-1	EUR	1 304,86	867,74
DOMIAL	2018	P	89 rue d'Illzach - 6 logements PLUS	CDC	18 616,68	16 983,56	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	191,49	425,94
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2007	P	77-79 Koechlin PLAI	CDC	15 000,00	9 085,21	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,753	A-1	EUR	28,73	490,04

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	Acq.-Amél. 1 Rue Thierstein (PLAI)	CDC	38 000,00	23 740,13	20,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,162	A-1	EUR	-49,74	130,74
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	Acq.-Amél. 50 Rue de l'Arsenal (PLAI)	CDC	140 000,00	94 688,03	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,164	A-1	EUR	-196,66	641,85
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2010	P	38 rue du 20 janvier - 1 logement - PLAI bonifié	CDC	55 000,00	38 543,31	22,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,586	A-1	EUR	120,48	1 616,31
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Acquisition amélioration 7 Rue du Rossberg 1 logement PLAI	CDC	80 000,00	59 567,59	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	185,58	2 291,16
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Construction Maison jumelée 9 Rue du Rossberg - 2 logements PLAI	CDC	140 000,00	109 403,74	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	338,65	3 480,17
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Acquisition amélioration 5a Rue de la Minoterie 4 logements PLAI	CDC	165 000,00	122 858,07	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	382,75	4 725,53
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	27 rue du Runtz - 4 lgts PLAI	CDC	140 000,00	104 758,43	21,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	874,86	4 599,68
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	Acquisition 3 logements - 11 rue du Runtz	CDC	140 000,00	121 318,16	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,755	A-1	EUR	375,53	3 859,17
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2016	P	Acquisition 3 logements - 19 rue de la Filature	CDC	105 000,00	92 989,75	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	286,52	2 516,23
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	Acquisition 4 logements - 13 rue du Runtz	CDC	140 000,00	121 318,16	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,755	A-1	EUR	375,53	3 859,17
ICF NORD-EST	2009	P	6 rue de Thann - PLUS	CDC	547 111,00	399 851,02	22,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,512	A-1	EUR	4 565,63	15 205,95
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLUS Acquisition en VEFA 23 logts	CDC	1 158 151,00	867 956,13	23,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,512	A-1	EUR	9 893,49	31 452,31
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLAI Acquisition en VEFA 23 logts	CDC	385 270,00	277 973,70	23,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,714	A-1	EUR	867,38	11 154,18
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLS Acquisition en VEFA 23 logts	CDC	271 190,00	192 791,96	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	3,160	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	2,070	A-1	EUR	3 342,64	8 571,76
ICF NORD-EST	2013	P	84 rue des Abeilles PLUS 4 logements	CDC	255 180,00	202 056,84	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 296,13	6 681,88

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS ET DOUCHES :	CDC	27 745,72	6 160,91	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,913	A-1	EUR	130,23	1 073,99
M2A HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS DOUCHES : 3 LOG	CDC	35 977,97	8 223,89	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,656	A-1	EUR	125,52	1 431,17
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS & LA LOCOMOTIVE	CDC	179 889,84	43 591,63	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,865	A-1	EUR	663,60	7 454,75
M2A HABITAT	1996	P	40 RUE HUBNER : CONSTRUCTION	CDC	64 485,93	15 626,49	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,865	A-1	EUR	237,88	2 672,34
M2A HABITAT	1997	P	32-34 RUE NORDFELD	CDC	91 164,52	25 373,17	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,571	A-1	EUR	378,41	3 735,28
M2A HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN : 32 CHAMBRES	CDC	579 155,87	177 847,69	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,754	A-1	EUR	2 611,16	23 010,88
M2A HABITAT	1997	P	RUE DE DUNKERQUE : 6 LOGEMENTS	CDC	295 488,58	90 738,89	7,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,407	A-1	EUR	1 332,23	11 740,28
M2A HABITAT	1998	P	59 rue du Manège	CDC	132 286,51	45 326,32	8,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,534	A-1	EUR	657,32	5 236,91
M2A HABITAT	1998	P	93 rue de Strasbourg	CDC	27 440,82	7 812,01	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,753	A-1	EUR	115,02	1 035,72
M2A HABITAT	1999	P	65 rue de Rouffach	CDC	140 253,10	44 678,86	8,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,748	A-1	EUR	649,78	5 304,57
M2A HABITAT	1999	P	1 rue de Tunis	CDC	74 700,02	23 505,36	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,640	A-1	EUR	341,85	2 790,71
M2A HABITAT	2000	P	45-47 rue Thénard	CDC	317 718,18	132 195,40	10,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,708	A-1	EUR	1 880,35	12 446,59
M2A HABITAT	2000	P	8 rue de Lyon	CDC	38 112,25	25 466,56	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,668	A-1	EUR	344,34	1 021,16
M2A HABITAT	2000	P	8 rue de Lyon	CDC	24 175,36	9 275,46	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,662	A-1	EUR	133,02	957,12
M2A HABITAT	2000	P	65 rue de Rouffach	CDC	28 660,41	10 916,46	9,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,535	A-1	EUR	156,56	1 126,45
M2A HABITAT	2000	P	44 rue des Vosges	CDC	64 333,49	24 503,93	9,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,535	A-1	EUR	351,42	2 528,52
M2A HABITAT	2000	P	41-43 rue Koechlin	CDC	440 544,12	203 101,80	10,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,936	A-1	EUR	3 736,02	16 663,97
M2A HABITAT	2000	P	41-43 rue Koechlin	CDC	68 353,64	51 923,52	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	906,10	1 376,71
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CDC	1 693 359,07	690 052,79	10,75	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,849	A-1	EUR	3 754,64	60 875,04
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CDC	383 614,95	260 879,48	28,75	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,864	A-1	EUR	1 346,10	8 340,13

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-amél,21 Engel Dollfus-P,Fondier	CDC	118 000,00	82 341,91	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,995	A-1	EUR	638,13	2 742,15
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-amél,21 Engel Dollfus-P,Amélioration	CDC	57 000,00	32 356,74	16,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,992	A-1	EUR	256,01	1 778,36
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-Amél, 2 rue du Château Zu-Rhein	CDC	277 000,00	169 201,51	17,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,354	A-1	EUR	1 334,63	8 749,38
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-Amél, 2 rue du Château Zu-Rhein	CDC	235 000,00	173 117,75	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,361	A-1	EUR	1 339,92	5 537,82
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-amél,44 rue des Martyrs (2 logts)	CDC	45 000,00	27 837,49	17,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,804	A-1	EUR	350,59	1 378,20
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-amél,44 rue des Martyrs (2 logts)	CDC	155 000,00	115 268,08	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,811	A-1	EUR	1 424,58	3 446,82
M2A HABITAT	2006	P	Wagner 42 logts	CDC	531 705,56	428 084,76	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,436	A-1	EUR	5 036,71	9 889,71
M2A HABITAT	2003	P	63 E rue Ilizach	CDC	121 900,00	40 088,81	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,024	A-1	EUR	342,35	5 557,71
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-Amélioration 1-3 place Franklin	CDC	292 500,00	108 672,07	7,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,026	A-1	EUR	913,54	13 132,93
M2A HABITAT	2005	P	Wagner - SIEGE OPAC Mulhouse-Habitat	CDC	2 708 085,15	1 278 157,93	9,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	1,589	A-1	EUR	13 991,17	120 959,40
M2A HABITAT	2002	P	1 Corneille	CIL Habitat	77 291,66	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,999	A-1	EUR	42,36	4 240,78
M2A HABITAT	2002	P	3 Chantiers	CIL Habitat	31 709,40	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,005	A-1	EUR	17,49	1 739,70
M2A HABITAT	2002	P	34 Neppert	CIL Habitat	27 593,28	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	15,14	1 513,94
M2A HABITAT	2002	P	13 passage Roses	CIL Habitat	10 214,08	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,999	A-1	EUR	5,60	560,34
M2A HABITAT	1996	P	171 1DROUOT IV : REHABILITATION	CIL Habitat	175 982,72	29 919,65	3,98	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,995	A-1	EUR	740,74	7 116,88
M2A HABITAT	1996	P	RUE DE BRETAGNE : ACQUISITION	CIL Habitat	20 123,27	3 421,25	4,00	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,995	A-1	EUR	84,70	813,80
M2A HABITAT	1996	P	40 RUE HUBNER : ACQUISITION	CIL Habitat	75 843,39	12 894,48	3,98	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,995	A-1	EUR	319,23	3 067,17
M2A HABITAT	1996	P	NEPPERT : CONSTRUCTION	CIL Habitat	54 881,65	9 330,70	4,00	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,995	A-1	EUR	231,00	2 219,46
M2A HABITAT	2002	P	rue Thierstein 28 logts	CIL Habitat	139 962,83	83 454,64	18,56	A	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	F	Taux fixe à 1.25 %	1,247	A-1	EUR	1 091,56	3 870,28
M2A HABITAT	2003	P	15 Kléber	CIL Habitat	37 000,00	2 029,98	1,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,997	A-1	EUR	40,40	2 009,97

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2000	P	10 passage des Roses	CDC	16 921,84	6 436,14	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,197	A-1	EUR	84,89	637,95
M2A HABITAT	2000	P	67 rue des Vergers	CDC	40 856,34	17 867,87	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,197	A-1	EUR	232,55	511,[illegible]
M2A HABITAT	2001	P	29 rue des Vosges	CDC	45 277,36	19 666,46	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,650	A-1	EUR	254,84	570,[illegible]
M2A HABITAT	2001	P	29 Vosges P Foncier	CDC	23 629,60	13 390,02	23,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,651	A-1	EUR	168,87	682,[illegible]
M2A HABITAT	2000	P	8 rue Linné	CDC	48 021,44	19 253,33	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,649	A-1	EUR	253,23	848,[illegible]
M2A HABITAT	2001	P	67 rue Vauban	CDC	43 082,09	16 189,21	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,649	A-1	EUR	213,53	604,[illegible]
M2A HABITAT	2001	P	Fonderie	CDC	753 986,47	511 488,60	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,306	A-1	EUR	9 025,47	421,16
M2A HABITAT	2001	P	155 rue Vauban	CDC	55 796,34	24 235,42	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,609	A-1	EUR	314,05	1 935,08
M2A HABITAT	2001	P	81 rue d'Illzach P Foncier	CDC	196 348,80	150 321,02	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,062	A-1	EUR	2 620,36	3 817,78
M2A HABITAT	2001	P	2d rue de l'Ill à Ilizach	CDC	30 358,39	13 919,95	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,795	A-1	EUR	179,85	1 067,96
M2A HABITAT	2001	P	5 rue de Soultz P Tvx	CDC	119 215,13	51 147,87	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,550	A-1	EUR	662,78	4 083,93
M2A HABITAT	2001	P	5 rue de Soultz P Foncier	CDC	145 741,26	81 575,30	23,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,557	A-1	EUR	1 028,80	4 158,40
M2A HABITAT	2001	P	7 rue des Orfèvres	CDC	44 362,66	32 065,96	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,197	A-1	EUR	395,83	919,98
M2A HABITAT	2002	P	Acquisition-amélioration	CDC	187 200,00	122 190,53	24,33	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,829	A-1	EUR	633,84	4 577,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	Acquisition-amélioration - Travaux	CDC	11 400,00	5 768,56	14,33	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,826	A-1	EUR	30,69	369,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	quartier J Wagner	CDC	807 979,79	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,499	A-1	EUR	237,29	457,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	Construction neuve rue Thierstein (28 logts)	CDC	174 000,00	131 232,16	29,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	2 287,61	332,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	2e tranche Wagner	CDC	1 140 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,499	A-1	EUR	334,87	973,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	2e tranche Wagner	CDC	60 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,748	A-1	EUR	27,01	601,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	collectif Dunkerque	CDC	435 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,695	A-1	EUR	422,23	836,[illegible]

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2003	P	31 Colombier	CIL Habitat	23 000,00	1 261,96	1,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,997	A-1	EUR	25,11	1 249,44
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-Amélioation 1-3 place Franklin	CIL Habitat	38 000,00	4 149,27	1,96	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	61,93	2 043,85
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-Amélioration 1 rue Saint Fiacre	CIL Habitat	35 900,00	3 919,92	1,96	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	58,51	1 930,90
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-amélioration 12-14 rue des Tanneurs	CIL Habitat	97 000,00	10 591,37	1,96	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	158,09	5 217,20
M2A HABITAT	1998	P	RUE DE DUNKERQUE : INTERNAT	CREDIT MUTUEL	620 772,40	40 412,80	0,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 2.7	6,200	V	Livret A(Préfixé) + 2.7	3,186	A-1	EUR	2 531,32	38 691,04
M2A HABITAT	1998	P	Programme rue de Dunkerque	CREDIT MUTUEL	45 734,71	3 062,36	0,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.45	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.45	2,085	A-1	EUR	116,62	2 918,00
M2A HABITAT	1996	P	1COTEAUX : NATIONS & GRUNEWALD	CIL Habitat	81 636,45	13 879,42	4,00	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,996	A-1	EUR	343,62	3 301,44
M2A HABITAT	1998	P	17 rue de la Filature	CIL Habitat	40 475,21	1 819,67	0,15	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,996	A-1	EUR	36,22	1 801,63
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS & LOCOMOTIVE	CIL Habitat	45 734,71	9 625,11	4,24	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,997	A-1	EUR	228,77	1 813,28
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS ET LOCOMOTIVE	CIL Habitat	91 469,41	19 250,27	4,87	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,995	A-1	EUR	457,54	3 626,56
M2A HABITAT	1998	P	RUES MONTEUR & LOCOMOTIVE	CIL Habitat	132 020,85	5 935,28	0,24	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,002	A-1	EUR	118,12	5 876,52
M2A HABITAT	1998	P	Cité Gasgarten	CIL Habitat	167 693,92	15 003,44	1,96	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	223,94	7 390,50
M2A HABITAT	1998	P	Cité Gasgarten	CIL Habitat	30 489,80	1 370,74	1,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,999	A-1	EUR	27,28	1 357,16
M2A HABITAT	1998	P	Cité Gasgarten	CIL Habitat	228 673,53	10 280,52	0,98	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	204,59	10 178,73
M2A HABITAT	1999	P	CLINIQUE ST-DAMIEN : 25 LOGTS	CREDIT MUTUEL	1 295 816,65	161 203,58	1,15	A	V	Livret A(Préfixé) + 2.2	5,200	V	Livret A(Préfixé) + 2.2	3,086	A-1	EUR	6 498,56	79 483,89
M2A HABITAT	2002	P	52 Rue Kléber (8 logts)	CIL Habitat	92 490,00	92 490,00	19,80	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 1.25 %	1,247	A-1	EUR	1 156,12	0,00
M2A HABITAT	1998	P	32-34 rue du Nordfeld	CIL Habitat	100 159,31	4 502,87	0,15	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,997	A-1	EUR	89,61	4 458,30
M2A HABITAT	1996	P	FOYER CHOPIN RUE NEPPERT	CIL Habitat	152 449,02	29 732,66	3,98	A	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	1,995	A-1	EUR	736,10	7 072,41
M2A HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN RUE NEPPERT	CIL Habitat	152 449,02	28 689,77	4,87	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,997	A-1	EUR	342,35	5 564,77
M2A HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN	CIL Habitat	60 979,61	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,999	A-1	EUR	27,41	2 741,48

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2002	P	52 Rue Kléber (8 logts) Prêt foncier	CDC	134 357,71	105 693,62	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,151	A-1	EUR	1 838,80	470,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	52 Rue Kléber (8 logts) Prêt construction	CDC	357 524,97	216 988,64	16,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,150	A-1	EUR	3 874,62	929,[illegible]
M2A HABITAT	2002	P	Construction NEPPERT 4 (16 logts) P,foncier	CDC	145 741,67	114 406,33	31,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	1 990,38	2 674,58
M2A HABITAT	2002	P	65 rue de Rouffach (6 logts)	CDC	41 000,00	23 056,43	15,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,567	A-1	EUR	292,28	1 300,11
M2A HABITAT	2003	P	Constr,5 rue des Amidonniers (3 logts) Pr,Foncier	CDC	78 916,97	56 413,49	31,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,995	A-1	EUR	450,18	609,85
M2A HABITAT	2003	P	Constr,5 rue des Amidonniers (3 logts) Pr,constr.	CDC	243 817,65	136 004,54	16,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,992	A-1	EUR	1 091,92	7 584,87
M2A HABITAT	2003	P	1ère tranche Wagner	CDC	209 000,00	12 402,38	0,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,916	A-1	EUR	185,34	12 310,05
M2A HABITAT	2003	P	collectif Dunkerque	CDC	555 000,00	31 083,20	0,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,862	A-1	EUR	1 060,99	31 327,71
M2A HABITAT	2003	P	Constr,neuve rues Vosges/Dollfus (23 logts)P,Cons	CDC	1 447 061,67	824 300,60	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,984	A-1	EUR	6 522,04	45 304,39
M2A HABITAT	2003	P	Constr,neuve rues Vosges/Dollfus (23 logts)P,Fonc	CDC	432 502,80	322 253,23	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,989	A-1	EUR	2 483,51	881,18
M2A HABITAT	2003	P	Construct, neuve rue des Pins	CDC	791 869,83	451 078,70	16,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,353	A-1	EUR	3 569,03	24 791,74
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-amélior 6 rue des Roses - P foncier	CDC	26 000,00	18 219,16	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,120	A-1	EUR	141,19	606,74
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-amélior 6 rue des Roses - P constr	CDC	55 000,00	31 357,65	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,118	A-1	EUR	248,11	1 723,45
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-amélioration 5 Rue des Peintres P,Foncier	CDC	56 000,00	39 241,31	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,120	A-1	EUR	304,11	1 306,81
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-amélioration 5 Rue des Peintres P,Constr.	CDC	53 000,00	30 217,37	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,118	A-1	EUR	239,09	1 660,77
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-amélioration 1 Rue de l'Aigle Prêt Foncier	CDC	81 000,00	56 759,78	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,120	A-1	EUR	439,88	1 890,22
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-amélioration 1 Rue de l'Aigle P,Constr.	CDC	106 000,00	60 434,72	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,118	A-1	EUR	478,17	3 321,56
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-amélioration 14 rue de la Filature	CDC	292 000,00	170 353,12	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,120	A-1	EUR	1 347,87	9 362,78
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-amél,25 rue des Merles-P,Amélioration	CDC	220 000,00	127 411,40	16,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,076	A-1	EUR	1 086,11	7 002,65
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-amél,25 rue des Merles-P,Fondier	CDC	71 000,00	50 603,71	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,079	A-1	EUR	392,17	1 685,20

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2008	P	5 Rue de Dieppe (PRU CD)	CDC	39 513,00	28 776,55	25,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	4,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,560	A-1	EUR	282,61	971,71
M2A HABITAT	2008	P	5 Rue de Dieppe (PRU CD Foncier)	CDC	181 284,00	145 701,88	35,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	4,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,564	A-1	EUR	1 416,29	3 381,45
M2A HABITAT	2008	P	17 rue de Thann (PRU CD)	CDC	421 626,82	312 496,57	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,278	A-1	EUR	3 064,78	10 111,50
M2A HABITAT	2008	P	17 rue de Thann (PRU CD Foncier)	CDC	185 659,29	150 399,68	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,279	A-1	EUR	1 460,90	3 379,20
M2A HABITAT	2008	P	157 Av Colmar bât 3 et 4 - PLUS Foncier	CDC	216 836,86	175 656,17	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,279	A-1	EUR	1 706,23	3 946,67
M2A HABITAT	2008	P	157 Av Colmar bât 3 et 4 - PLUS	CDC	1 931 011,11	1 431 204,74	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,278	A-1	EUR	14 036,39	46 309,74
M2A HABITAT	2008	P	1 Aigle P complémentaire	CDC	36 000,00	24 484,50	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,477	A-1	EUR	293,37	1 025,66
M2A HABITAT	2008	P	25 Merles P complémentaire	CDC	36 000,00	24 484,50	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,477	A-1	EUR	293,37	1 025,66
M2A HABITAT	2008	P	RPA Wallach rue de l'Ours - PLUS	CDC	3 275 468,00	2 460 957,37	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,827	A-1	EUR	38 068,41	76 936,95
M2A HABITAT	2008	P	Acq.-Améli. 1 Rue St Fiacre P complémentaire (PLAI)	CDC	73 000,00	51 867,63	25,25	A	V	Livret A(Préfixé)	3,500	V	Livret A(Préfixé)	0,871	A-1	EUR	268,66	863,70
M2A HABITAT	2008	P	Acquisition-amélioration 2 Rue de l'Illberg (PLS)	CDC	252 109,00	212 589,23	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	5,130	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,081	A-1	EUR	3 533,07	4 163,62
M2A HABITAT	2008	P	Acquisition-amélioration 2 Rue de l'Illberg (PEX)	CDC	200 000,00	150 900,13	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	1 712,46	4 777,87
M2A HABITAT	2009	P	Ren.urbain Démol.-Const.31 Ile Napoléon (PRU CD F.) 6 logements	CDC	215 299,00	173 519,03	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,996	A-1	EUR	1 331,81	4 056,10
M2A HABITAT	2008	P	Ren.urbain Amél.-8-10-12-R.Kaysersberg (PRU AS)	CDC	121 000,00	40 347,45	5,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,853	A-1	EUR	351,73	6 550,47
M2A HABITAT	2008	P	Ren.urbain Amél.-8-10-12-R.Kaysersberg (palbo)	CDC	492 000,00	164 057,43	5,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,853	A-1	EUR	1 430,19	26 634,93
M2A HABITAT	2009	P	23 rue du Cèdre - PRU CD Foncier	CDC	188 810,00	153 386,12	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,115	A-1	EUR	1 177,29	3 585,47
M2A HABITAT	2009	P	23 rue du Cèdre - PRU CD	CDC	153 398,00	113 846,39	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,113	A-1	EUR	882,28	3 791,31
M2A HABITAT	2009	P	1 rue des Martyrs - PRU CD Foncier	CDC	116 361,00	94 529,74	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,990	A-1	EUR	725,55	2 209,68
M2A HABITAT	2009	P	1 rue des Martyrs - PRU CD	CDC	18 628,00	13 825,01	26,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,988	A-1	EUR	107,14	460,40

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2009	P	17 Porte du Miroir - PRU CD Foncier	CDC	349 612,00	284 018,96	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,115	A-1	EUR	2 179,94	6 639,08
M2A HABITAT	2009	P	17 Porte du Miroir - PRU CD	CDC	422 584,00	313 626,42	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,113	A-1	EUR	2 430,53	10 444,39
M2A HABITAT	2009	P	18 rue Ste Claire - PRU CD Foncier	CDC	178 950,00	145 375,99	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,115	A-1	EUR	1 115,81	3 398,23
M2A HABITAT	2009	P	18 rue Ste Claire - PRU CD	CDC	328 032,00	243 453,38	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,113	A-1	EUR	1 886,71	8 107,48
M2A HABITAT	2009	P	local d'activité Wagner - PRU	CDC	652 448,00	97 426,90	1,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,922	A-1	EUR	091,98	170,18
M2A HABITAT	2009	P	51 Rue des Vergers - PLUS Foncier	CDC	71 095,00	60 920,05	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	684,27	1 285,90
M2A HABITAT	2009	P	51 Rue des Vergers - PLUS	CDC	9 551,00	7 550,49	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	85,58	229,21
M2A HABITAT	2009	P	18 Place des Vosges - Plus Foncier	CDC	83 437,00	71 495,66	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	803,05	1 509,14
M2A HABITAT	2009	P	68 Rue d'Illzach - PLUS Foncier	CDC	152 875,00	130 995,87	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	1 471,37	2 765,07
M2A HABITAT	2009	P	3 Rue des Chênes - PRU CD Foncier	CDC	190 579,00	160 503,73	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,164	A-1	EUR	1 231,07	3 638,87
M2A HABITAT	2009	P	3 Rue des Chênes - PRU CD	CDC	53 222,00	41 321,70	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,164	A-1	EUR	319,83	1 321,83
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct 420 site LEONETTI - PLAI	CDC	1 313 103,00	994 838,90	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,630	A-1	EUR	3 086,55	34 009,80
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct 420 site LEONETTI - P Energie Perf	CDC	222 576,00	167 680,96	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,530	A-1	EUR	347,00	5 816,84
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct 420 site LEONETTI - PLAI Foncier	CDC	243 198,00	199 993,35	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,631	A-1	EUR	614,87	4 961,68
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERIE - PLUS CN 24 Logts	CDC	2 729 483,37	2 220 737,45	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	25 112,31	62 199,63
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER DAUBER HESPERIE - PLUS F.CONSTRUCTION 24 Logts	CDC	373 127,87	323 237,05	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	3 626,08	6 406,26
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERIE - PLUS 6 Logts Construction 6 Logts	CDC	698 077,14	567 963,18	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	6 422,58	15 907,82
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERIE 6 Logts - PLUS F.CONSTRUCTION	CDC	106 607,96	92 353,43	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	1 036,02	1 830,36
M2A HABITAT	2011	P	VILLA SUTTER - Réhabilitation 3 logts - PLUS	CDC	43 878,69	37 888,36	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,429	A-1	EUR	425,03	750,91
M2A HABITAT	2011	P	Angle Rue A. Herzog/17 Rue de Thann - Constr.6 Logts PLUS Compl.	CDC	120 000,00	95 425,74	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,426	A-1	EUR	1 080,27	2 780,88

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2002	P	13 rue des Fabriques	CDC	189 950,00	96 117,28	14,33	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,826	A-1	EUR	511,37	6 155,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Aquisition-Améli.158 av.Aristide Briand (P.Travaux)	CDC	207 731,00	138 709,92	18,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,979	A-1	EUR	2 174,70	269,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Aquisition-Améli.158 av.Aristide Briand (P.Foncier)	CDC	515 480,00	427 192,76	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,969	A-1	EUR	16 131,60	580,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-améli.27 Rue de Guebwiller (P.Travaux)	CDC	116 961,00	75 622,86	18,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	1,358	A-1	EUR	792,21	597,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-améli.27 Rue de Guebwiller (P.Foncier)	CDC	196 371,00	158 129,45	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	1,364	A-1	EUR	1 620,19	889,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.51 R.des Vergers (P.Trav.)	CDC	177 011,00	118 196,97	18,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,858	A-1	EUR	1 853,09	342,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.51 R.des Vergers (P.Foncier)	CDC	281 050,00	232 914,05	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,898	A-1	EUR	8 795,27	223,21
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.,17 Rue de Thann (P.Trav.)	CDC	219 726,00	150 946,17	19,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,496	A-1	EUR	2 360,66	6 431,31
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.,17 Rue de Thann (P.Foncier)	CDC	315 330,00	262 582,30	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,496	A-1	EUR	4 023,85	5 674,27
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-améli,11 Thann (P. tvx)	CDC	194 725,00	135 889,93	24,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,953	A-1	EUR	704,90	5 091,06
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-améli,11 Thann (P. Foncier)	CDC	135 531,00	105 646,39	34,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,954	A-1	EUR	542,01	2 755,73
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-améli,29 Sernutiers	CDC	88 082,00	68 659,89	34,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,954	A-1	EUR	352,25	1 791,00
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.100 Comète(P.Trav.)	CDC	163 377,00	110 933,60	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,950	A-1	EUR	1 734,90	4 726,51
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.100 Comète (P.Foncier)	CDC	219 222,00	180 478,55	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,951	A-1	EUR	2 765,68	3 900,[illegible]
M2A HABITAT	2007	P	Acquis.-Amélior.25-25 bis R.du Cerf (P.Travaux)	CDC	158 740,00	101 420,09	19,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,953	A-1	EUR	531,15	810,[illegible]
M2A HABITAT	2007	P	Acquis.-Amélior.25-25 bis R.du Cerf (P.Foncier)	CDC	152 150,00	118 600,86	34,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,954	A-1	EUR	608,47	093,[illegible]
M2A HABITAT	2007	P	Acquisition-Améli. 4 rue des Faisans (P.Foncier)	CDC	80 683,00	62 892,35	34,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,954	A-1	EUR	322,66	640,[illegible]
M2A HABITAT	2007	P	Acquisition-Améli. 4 rue des Faisans (P.Travaux)	CDC	30 686,00	19 605,49	19,08	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	0,953	A-1	EUR	102,68	929,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Wagner-Programme Lynde 12 logts (P.Foncier)	CDC	79 155,97	64 760,79	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,563	A-1	EUR	761,37	445,[illegible]
M2A HABITAT	2006	P	Construction neuve 21 rue des Merles (P.Foncier)	CDC	290 789,78	237 907,23	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,563	A-1	EUR	2 797,01	311,[illegible]

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2008	P	41 Rue d'Illzach - Acquis-Améli. (P.Travaux)	CDC	232 940,07	159 899,45	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,562	A-1	EUR	1 915,87	698,[illegible]
M2A HABITAT	2008	P	41 Rue d'Illzach - Acquis-Améli. (P.Foncier)	CDC	186 736,80	152 777,13	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,563	A-1	EUR	1 796,16	410,[illegible]
M2A HABITAT	2008	P	40 Rue du Nordfeld - Acquis-Améli. (P.Travaux)	CDC	120 515,93	82 726,96	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,562	A-1	EUR	991,21	3 465,48
M2A HABITAT	2008	P	40 Rue du Nordfeld - Acquis-Améli. (P.Foncier)	CDC	77 610,61	63 496,48	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,563	A-1	EUR	746,51	1 417,49
M2A HABITAT	2008	P	30 Rue de la Passerelle - Acquis-Améli. (P.Travaux)	CDC	291 058,85	199 794,49	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,562	A-1	EUR	2 393,89	369,48
M2A HABITAT	2008	P	30 Rue de la Passerelle - Acquis-Améli. (P.Foncier)	CDC	418 551,09	342 434,05	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,563	A-1	EUR	4 025,90	644,45
M2A HABITAT	2008	P	2 Rue de Vieux-Thann - Acquis-Améli. (P.Travaux)	CDC	178 125,43	122 272,47	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,562	A-1	EUR	1 465,04	5 122,05
M2A HABITAT	2008	P	2 Rue de Vieux-Thann - Acquis-Améli. (P.Foncier)	CDC	61 984,77	50 712,32	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,563	A-1	EUR	596,21	1 132,09
M2A HABITAT	2008	P	Av.Colmar Bât.1 : N° 157 Constr.neuve (Plus Fonc.)	CDC	55 474,89	45 137,85	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	507,34	984,26
M2A HABITAT	2007	P	Wagner 52 logts (PRU CD)	CDC	4 472 166,76	3 515 883,91	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,203	A-1	EUR	27 180,41	108 171,39
M2A HABITAT	2007	P	Wagner 52 logts (PRU CD Foncier)	CDC	456 032,28	385 229,58	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,203	A-1	EUR	2 952,80	8 476,55
M2A HABITAT	2008	P	Av.Colmar Bât.1 : N° 157 Constr.neuve (Plus)	CDC	1 017 601,91	757 785,98	26,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,337	A-1	EUR	8 599,57	23 993,37
M2A HABITAT	2008	P	Av.Colmar Bât.2 et 5 : N° 157 Cons.neuv.(Plus Fonc.)	CDC	143 378,11	116 661,39	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	1 311,26	2 543,87
M2A HABITAT	2008	P	Av.Colmar Bât.2 et 5 : N° 157 Constr.neuve (Plus)	CDC	2 500 612,06	1 862 151,37	26,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,337	A-1	EUR	21 132,23	58 960,28
M2A HABITAT	2008	P	Réhabil. RPA Hansi (PALULOS)	CDC	404 697,00	141 177,37	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,068	A-1	EUR	2 452,57	22 327,62
M2A HABITAT	2008	P	Réhabil. RPA Hansi (PALBO)	CDC	404 697,00	138 147,21	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,718	A-1	EUR	1 843,04	22 117,06
M2A HABITAT	2007	P	AQS Neppert	CDC	96 875,00	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	0,947	A-1	EUR	70,18	7 387,74
M2A HABITAT	2007	P	Réhabil Quartier Waldner (PALBO)	CDC	230 000,00	67 423,53	4,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,473	A-1	EUR	925,20	13 028,27
M2A HABITAT	2009	P	Wagner 32 logts (PRU CD)	CDC	2 307 965,17	1 714 826,50	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,320	A-1	EUR	16 817,98	55 486,94
M2A HABITAT	2008	P	Wagner 32 logts (PRU CD Foncier)	CDC	268 953,08	216 354,69	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,321	A-1	EUR	2 120,98	4 906,02

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2014	P	RUE DES LYS - RUE DES FAISANS	CDC	175 321,81	82 064,57	6,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	2 302,42	11 911,62
M2A HABITAT	2013	P	9 RUE DU FIACRE : 8 LOGEMENTS	CDC	157 528,29	69 099,01	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	1 938,65	10 029,68
M2A HABITAT	2014	P	54 RUE DU CERF	CDC	60 916,05	28 583,64	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	801,95	4 148,90
M2A HABITAT	2014	P	LES DOUVES ET LES BERGES	CDC	158 773,05	79 753,96	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	2 202,87	10 158,92
M2A HABITAT	2014	P	2 RUE DES VOSGES : ACQUISITIO	CDC	61 836,59	28 944,45	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	812,07	4 201,27
M2A HABITAT	2014	P	75/77 RUE DE STRASBOURG	CDC	159 961,26	80 153,77	7,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	2 213,91	10 209,86
M2A HABITAT	2014	P	21 RUE BUHLER : ACQUISITION	CDC	65 750,94	32 946,65	7,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	910,01	4 196,68
M2A HABITAT	2013	P	FOYER CHOPIN: 48 CHAMBRES	CDC	143 047,06	67 476,59	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	1 863,61	8 589,12
M2A HABITAT	2014	P	ZAC FONDERIE : CONSTRUCTION	CDC	279 957,66	148 868,32	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	4 061,21	16 895,44
M2A HABITAT	2014	P	ROXELANE : CREATION 5 LOGEMENT	CDC	237 921,08	119 295,30	7,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	3 294,77	15 185,14
M2A HABITAT	2014	P	104 logts Gaisgarten	CDC	114 978,81	61 141,20	9,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	1 660,88	8 649,86
M2A HABITAT	2014	P	Réhabilitation Résidence HANSI 14 rue Hansi - 66 lgts - PAM	CDC	174 000,00	110 050,66	11,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	2 193,84	8 535,31
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 9 villas - PLUS F	CDC	398 000,00	346 491,51	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	6 533,31	26 660,43
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 9 villas - PLUS F	CDC	935 305,00	770 514,34	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	14 638,66	20 764,59
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 22 lgts - PLUS	CDC	1 620 575,00	1 335 047,18	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	25 363,97	35 978,19
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 22 lgts - PLUS F	CDC	677 000,00	589 383,78	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	11 113,19	11 329,42
M2A HABITAT	2014	P	Quartier DMC 1 0 13 RUE DU Tarn- 13 bât, 442 lgts - PAM ECO PRÊT	CDC	4 156 000,00	1 978 187,00	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,499	A-1	EUR	11 275,95	277 002,35
M2A HABITAT	2014	P	2/4/6 RUE DES OEILLETS	CDC	231 397,99	88 611,79	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	2 718,30	22 339,06
M2A HABITAT	2014	P	37/39 RUE DU MANEGE : 11 LOGTS	CDC	292 741,90	111 074,05	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	3 407,36	28 001,79
M2A HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRIAND - 4 logts - PLUS	CDC	228 098,87	181 447,32	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	2 975,81	4 540,60

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2011	P	VILLA SUTTER - Réhabilitation 3 logts - PLUS	CDC	253 539,21	205 643,70	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,428	A-1	EUR	2 325,44	5 759,[illegible]
M2A HABITAT	2012	P	BROSSOLETTE - LES IRIS - PRU Construction neuve	CDC	923 030,40	799 612,21	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,429	A-1	EUR	8 970,06	15 847,[illegible]
M2A HABITAT	2012	P	BROSSOLETTE - LES IRIS - PRU Construction neuve	CDC	4 622 935,63	3 761 270,84	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,428	A-1	EUR	42 532,80	347,[illegible]
M2A HABITAT	2009	P	Ren.urbain Démol.-Const.31 ile Napoléon (PRU CD)- 6 logements	CDC	166 304,00	122 524,63	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,995	A-1	EUR	949,54	080,[illegible]
M2A HABITAT	2010	P	158 Bâle - PRU CD	CDC	785 420,00	605 299,80	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,361	A-1	EUR	4 684,97	362,[illegible]
M2A HABITAT	2010	P	158 Bâle - PRU CD Foncier	CDC	117 252,00	98 019,43	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,364	A-1	EUR	751,81	222,[illegible]
M2A HABITAT	2010	P	4 rue de la Metzau - PRU CD	CDC	284 234,00	219 050,69	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,361	A-1	EUR	1 695,43	007,17
M2A HABITAT	2010	P	4 rue de la Metzau - PRU CD Foncier	CDC	445 609,00	372 516,76	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,364	A-1	EUR	2 857,22	8 445,52
M2A HABITAT	2010	P	ROXELANE Construction neuve 1 logt - PLUS	CDC	48 267,00	38 062,45	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	431,40	1 155,45
M2A HABITAT	2011	P	BROSSOLETTE OTT/COLLIN- PLUS F Reconstruction- 50 logements	CDC	557 666,41	476 223,43	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	5 345,57	9 737,24
M2A HABITAT	2011	P	BROSSOLETTE OTT/COLLIN- PLUS Reconstruction - 50 logements	CDC	3 848 148,61	3 060 397,85	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,338	A-1	EUR	34 645,42	89 185,63
M2A HABITAT	2013	P	Brossolette - Le Fusain - PLUS F Construction 58 logts	CDC	768 495,71	669 248,21	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	7 503,24	12 864,62
M2A HABITAT	2012	P	Opération de reconstruction de 10 logements réalisée à Brossolette les Berges de la Doller secteur D	CDC	1 160 111,62	928 129,90	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,385	A-1	EUR	8 594,78	26 845,36
M2A HABITAT	2011	P	Programme aménagement Aile droite Résidence Marc Duval, foyer d'accueil médicalisé situé 80 rue de l	CDC	69 316,07	20 267,21	3,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,302	A-1	EUR	277,17	929,[illegible]
M2A HABITAT	2012	P	Opération de reconstruction de 10 logements réalisée à Brossolette les Berges de la Doller secteur D	CDC	1 152 651,92	131 125,14	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,588	A-1	EUR	1 470,96	598,[illegible]
M2A HABITAT	2011	P	23 rue du Cèdre - 5 Logements - PRU	CDC	52 000,00	40 828,96	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,217	A-1	EUR	462,21	189,[illegible]
M2A HABITAT	2008	P	157 Avenue de Colmar Bât 2 et 5 - 27 logements PLUS	CDC	79 520,00	44 983,40	35,83	A	V	Livret A(Préfixé)	4,600	V	Livret A(Préfixé)	1,097	A-1	EUR	521,95	466,[illegible]
M2A HABITAT	2008	P	157 Avenue de Colmar Bât 1-13 logements PLUS	CDC	39 760,00	22 491,70	35,83	A	V	Livret A(Préfixé)	4,600	V	Livret A(Préfixé)	1,097	A-1	EUR	260,98	233,[illegible]

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRIAND - 4 logts - PLUS F	CDC	88 082,39	79 140,30	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	1 289,18	1 433,54
M2A HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILGUE - 7 lgts - PLUS	CDC	436 230,10	297 927,45	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	4 886,13	7 455,44
M2A HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILGUE - 7 lgts - PLUS F	CDC	154 759,32	139 048,23	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	2 265,07	2 518,70
M2A HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT- 5 lgts- PLUS	CDC	286 209,55	231 215,66	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	3 792,03	5 786,02
M2A HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT- 5 lgts- PLUS F	CDC	101 235,52	90 958,12	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	1 481,69	647,61
M2A HABITAT	2014	P	Réhabilitation Parc social public composée de 51 lgts située sur plusieurs adresses à MULHOUSE	CDC	300 000,00	189 322,95	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	264,10	14 683,51
M2A HABITAT	2015	P	24 -26 30-32 rue Huguenin - 17 lgts - PLUS F	CDC	895 900,00	802 715,33	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	13 076,09	14 540,28
M2A HABITAT	2015	P	Rue Huguenin	CDC	1 042 400,00	896 856,42	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	14 708,79	22 443,24
M2A HABITAT	2016	P	120 rue d'Illzach - Immeuble Grand Angle - 15 logements - PLUS	CDC	1 554 800,00	1 306 722,00	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	18 066,73	31 554,45
M2A HABITAT	2016	P	121 rue d'Illzach - Immeuble Grand Angle - 15 logements - PLUS F	CDC	324 400,00	295 347,23	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	4 057,35	5 197,53
M2A HABITAT	2015	P	construction neuve - 10 à 14 rue de la Mantre - 19 logements - PLUS F	CDC	297 000,00	265 858,47	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	3 654,10	4 815,72
M2A HABITAT	2015	P	construction neuve - 10 à 14 rue de la Mantre - 19 logements - PLUS	CDC	2 533 000,00	2 130 568,91	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	24 022,73	53 316,09
M2A HABITAT	2016	P	opération de réhabilitation de 59 lgts quartier ICE (Schuman, Merles, Lefèbvre)- PAM Eco prêt	CDC	885 000,00	623 500,21	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,419	A-1	EUR	333,93	44 368,99
M2A HABITAT	2016	P	opération de réhabilitation de 59 lgts quartier ICE (Schuman, Merles, Lefèbvre)- PAM	CDC	212 000,00	153 898,57	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 214,21	10 116,97
M2A HABITAT	2016	P	34-36 rue des Vosges	CDC	384 000,00	337 956,99	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,345	A-1	EUR	3 807,30	8 160,91
M2A HABITAT	2016	P	34-36 rue des Vosges	CDC	458 000,00	416 982,26	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,345	A-1	EUR	4 667,52	338,06
M2A HABITAT	2018	P		CDC	527 598,77	423 281,72	19,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	5 842,43	26 136,35
M2A HABITAT	2018	P		CDC	2 024 890,09	1 664 832,23	24,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,301	A-1	EUR	29 551,00	73 461,89

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2013	P	Opération de reconstruction de 58 logements réalisée à Brossolette les Berges de la Doller résidence	CDC	4 868 395,09	3 983 633,40	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,313	A-1	EUR	36 851,57	11 985,[illegible]
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doller - C1 le Fusain Rey Lucquet - 12 logements - PLAI	CDC	1 365 487,00	1 096 262,23	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	3 389,88	696,28
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doller - C1 le Fusain Rey Lucquet - 12 logements - PLAI F	CDC	187 640,00	159 316,99	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	488,89	3 646,58
M2A HABITAT	2012	P	Quartier DMC - Réhabilitation 442 lgts - DMC 1-2-3 -ECOPRET	CDC	2 800 000,00	1 561 869,69	9,42	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,344	A-1	EUR	39 926,96	137 149,91
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lefèbvre -construction neuve 17 lgts - PLAI	CDC	25 984 028,82	804 895,21	31,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	8 702,67	23 930,83
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lefèbvre -construction neuve 17 lgts - PLAI F	CDC	20 359,75	17 481,62	41,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	187,65	390,02
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doller D2 la Sitelle - 8 lgts PLAI	CDC	698 827,00	557 632,07	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,715	A-1	EUR	1 724,32	17 140,17
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doller D2 la Sitelle - 8 lgts PLAI F	CDC	100 367,00	84 700,59	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,715	A-1	EUR	259,92	1 938,70
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lefèbvre -construction foyers FASPHV et FATH - PLUS F	CDC	350 309,36	309 004,02	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	5 823,22	5 764,40
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lefèbvre -construction foyers FASPHV et FATH - PLUS	CDC	7 626 005,32	6 414 594,90	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	121 750,24	166 499,11
M2A HABITAT	2013	P	RUE DES MAGASINS : 10 LOGEMENTS	CDC	338 719,55	106 579,51	3,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	3 269,48	26 868,72
M2A HABITAT	2013	P	RUE BUHLER : ACQUISITION	CDC	57 227,11	18 006,76	3,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	552,38	4 539,50
M2A HABITAT	2014	P	IMMEUBLE 21 PORTE DU MOROIR	CDC	275 352,65	119 194,43	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	3 413,44	20 129,58
M2A HABITAT	2014	P	RUE LAURENT : REHABILITATION	CDC	56 097,87	24 135,54	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	691,18	4 076,01
M2A HABITAT	2013	P	LES DOUVES ET LES BERGES	CDC	293 100,92	117 061,19	5,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	3 369,53	19 870,64
M2A HABITAT	2013	P	LES DOUVES ET LES BERGES	CDC	364 748,41	146 423,06	5,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	4 193,20	24 727,96
M2A HABITAT	2014	P	RUE VAUBAN ACQUISITION-AMELIO	CDC	77 056,42	33 152,73	5,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	949,41	5 598,84
M2A HABITAT	2013	P	RUE JEAN DE LOISY 8 LOGEMENTS	CDC	177 131,81	71 107,07	5,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	2 036,33	12 008,57

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)				Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux				En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition-amélioration 5 logts - 8 rue Stalingrad MULHOUSE	CDC	422 143,00	409 316,74	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR		4 573,41	6 448,21
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition-amélioration 5 logts - 8 rue Stalingrad MULHOUSE	CDC	498 278,00	478 200,07	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR		5 371,23	10 093,88
NEOLIA	2000	P	rue des Pins	CDC	1 221 231,27	611 390,71	14,75	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,855	A-1	EUR		3 252,73	39 156,00
NEOLIA	2000	P	rue des Pins	CDC	337 147,10	234 395,75	29,75	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	0,864	A-1	EUR		1 208,10	7 225,21
NEOLIA	2001	P	rue des Pins	CDC	294 480,74	76 949,75	3,25	A	F	Taux fixe à 5.5 %	5,500	F	Taux fixe à 5.5 %	5,485	A-1	EUR		5 156,09	16 797,26
NEOLIA	2007	P	117 av Ar Briand	DEXIA CL	3 726 482,00	2 333 587,05	14,83	A	V	EONIA(Postfixé)	2,390	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,230	A-1	EUR		49 008,71	1 116 848,51
NEOLIA	2008	P	Constr.îlot A3 Fonderie - 30 logts (PLS Foncier)	Crédit Foncier	493 840,00	263 381,38	15,71	A	V	Livret A(Préfixé)	4,000	V	Livret A(Préfixé)	0,910	A-1	EUR		1 399,21	16 461,33
NEOLIA	2008	P	Constr.îlot A3 Fonderie - 30 logts (PLS)	Crédit Foncier	967 654,00	516 082,18	15,71	A	V	Livret A(Préfixé)	4,000	V	Livret A(Préfixé)	0,910	A-1	EUR		2 741,69	32 255,13
NEOLIA	2008	P	Constr.îlot A6 Fonderie - 44 logts (PLS)	Crédit Foncier	1 436 392,00	766 075,78	15,71	A	V	Livret A(Préfixé)	4,000	V	Livret A(Préfixé)	0,910	A-1	EUR		4 069,78	47 879,73
NEOLIA	2009	P	Constr.îlot A6 Fonderie - 44 logts (Bonofox USD)	CE	2 060 000,00	1 459 364,14	16,07	A	F	Taux fixe à 4.11 %	4,170	F	Taux fixe à 4.11 %	4,156	A-1	EUR		63 244,67	58 356,26
NEOLIA	2009	P	Constr.îlot A3 Fonderie - 30 logts (Bonifox USD)	CE	1 400 000,00	991 800,84	16,07	A	F	Taux fixe à 4.11 %	4,170	F	Taux fixe à 4.11 %	4,156	A-1	EUR		42 981,82	39 659,59
NEOLIA	2008	P	Constr.îlot A6 Fonderie - 44 logts (PLS Foncier)	Crédit Foncier	762 900,00	549 288,00	35,71	A	V	Livret A(Préfixé)	4,000	V	Livret A(Préfixé)	0,919	A-1	EUR		2 822,73	15 258,00
NEOLIA	2009	P	Acq.-Amél.10 rue de Murbach (PLUS Conc.)	CDC	114 209,00	93 391,33	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR		1 049,71	2 036,45
NEOLIA	2009	P	Acq.-Amél.10 rue de Murbach (PLUS)	CDC	163 895,00	122 715,77	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR		1 392,61	3 885,49
NEOLIA	2008	P	Ilot A 3 - PLUS Foncier	CDC	1 965 050,00	1 471 324,24	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR		16 697,01	46 585,73
NEOLIA	2008	P	Rue Beauregard : Acquisition-amélioration de 28 logts (PLS F.)	CDC	908 000,00	778 993,56	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.28	5,380	V	Livret A(Préfixé) + 1.28	2,231	A-1	EUR		14 129,41	14 793,36
NEOLIA	2008	P	Rue Beauregard : Acquisition-amélioration de 28 logts (Complément PLS)	CDC	1 361 000,00	1 051 053,88	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR		11 927,66	33 278,95
NEOLIA	2009	P	Zu Rhein- PSLA - construction de 7 logts	CREDIT MUTUEL	685 000,00	466 297,45	16,50	M	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,836	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,292	A-1	EUR		10 980,59	21 931,42
NEOLIA	2009	P	Construction 16 logts Brume- PLUSF	CDC	598 790,00	506 082,57	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		5 684,41	10 682,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)				Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux				En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P		CDC	1 775 513,64	1 542 990,37	24,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,058	A-1	EUR		27 067,39	49 209,34
M2A HABITAT	2018	P		CDC	870 075,74	775 393,16	24,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,940	A-1	EUR		13 602,08	728,71
M2A HABITAT	2018	P		CDC	569 026,56	512 228,37	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,941	A-1	EUR		8 960,42	854,00
M2A HABITAT	2018	P	Réhabilitation 416 logements - rue Henri Matisse	CDC	273 765,20	205 150,30	11,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,106	A-1	EUR		3 783,09	384,00
M2A HABITAT	2018	P	Réhabilitation 416 logements - rue Henri Matisse	CDC	1 334 760,13	1 046 033,03	12,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,429	A-1	EUR		12 882,76	206,40
M2A HABITAT	2018	P	Reconstruction 42 logts - quartier Wolf Wagner	CDC	3 007 667,81	2 717 210,00	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,434	A-1	EUR		32 116,08	492,21
M2A HABITAT	2018	P	Reconstruction 42 logts - quartier Wolf Wagner	CDC	606 870,48	550 322,70	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,560	A-1	EUR		6 497,84	707,29
M2A HABITAT	2018	P	Construction - 21 rue des Merles	CDC	988 328,68	896 236,85	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,560	A-1	EUR		10 582,17	23 951,79
M2A HABITAT	2018	P		CDC	637 830,98	493 458,38	14,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,623	A-1	EUR		6 019,60	29 984,88
M2A HABITAT	2018	P	Réhabilitation 131 logts - rue de Zillisheim	CDC	616 688,33	516 516,83	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,424	A-1	EUR		5 965,72	25 821,22
M2A HABITAT	2018	P	Construction 23 logements - 137 rue d'Illzach	CDC	446 113,64	359 425,56	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,063	A-1	EUR		6 564,76	26 736,65
M2A HABITAT	2018	P	Construction 119 logements - Les 3 Fontaines	CDC	2 472 725,29	1 938 170,45	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,020	A-1	EUR		35 246,31	135 142,01
M2A HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	2 433 611,31	1 838 386,55	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,928	A-1	EUR		33 304,67	120 711,68
M2A HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	1 218 579,61	933 114,18	16,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,295	A-1	EUR		16 847,83	57 934,49
M2A HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	382 501,03	292 896,04	16,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,295	A-1	EUR		5 288,38	18 185,70
M2A HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	623 044,58	477 089,67	16,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,295	A-1	EUR		8 614,09	62 127,79
M2A HABITAT	2018	P		CDC	1 695 924,12	1 298 635,58	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,929	A-1	EUR		23 447,50	62 929,41
M2A HABITAT	2018	P	Construction 20 logements - rue des Merles	CDC	580 186,62	444 271,65	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,810	A-1	EUR		8 021,54	583,79
M2A HABITAT	2018	P	Construction 38 logements - Les Douves et les Berges	CDC	1 246 784,31	1 013 987,29	17,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,695	A-1	EUR		18 253,47	746,42
M2A HABITAT	2018	P	Construction 116 logements - Les Douves et les Berges	CDC	941 792,68	764 064,85	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,150	A-1	EUR		13 754,45	020,24

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)				Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux				En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2009	P	Acquis amélior 3 logts Schwilguè-PLUS	CDC	137 245,00	107 095,63	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		1 213,81	3 251,08
NEOLIA	2009	P	Construction 16 logts Brume- PLUS	CDC	1 097 412,00	856 337,34	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		9 705,66	25 995,65
NEOLIA	2009	P	Construction 13 logts Schwilguè-PLUSF	CDC	245 250,00	207 279,26	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		2 328,20	4 375,26
NEOLIA	2009	P	Construction 13 logts Schwilguè-PLUS	CDC	1 182 239,00	922 529,89	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		10 455,88	28 005,05
NEOLIA	2009	P	Acquis amélior 3 logts Schwilguè-PLUSF	CDC	35 165,00	29 720,57	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		333,83	627,34
NEOLIA	2010	P	construction 29 logts "Bel Air" Bourtz - PLUS F	CDC	447 184,00	376 638,89	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR		4 230,48	7 950,11
NEOLIA	2010	P	construction 29 logts "Bel Air" Bourtz - PLUS	CDC	2 381 021,00	1 851 437,72	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR		20 984,06	56 203,69
NEOLIA	2010	P	construction 29 logts "Bel Air" Bourtz - PTHPE	CDC	271 220,00	201 298,86	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,615	A-1	EUR		416,56	6 983,05
NEOLIA	2010	P	construction 21 logts ZAC Fonderie - PLUS	CDC	1 594 218,00	1 239 634,27	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR		14 049,92	37 631,31
NEOLIA	2010	P	construction 21 logts ZAC Fonderie - PLUS F	CDC	257 002,00	216 458,90	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR		2 431,31	569,02
NEOLIA	2010	P	Rues des Bêts, Gutenberg, de Brunstatt PLUS F acquis-amélior 27 logts	CDC	390 892,00	333 103,73	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		3 739,06	6 810,91
NEOLIA	2010	P	Rues des Bêts, Gutenberg, de Brunstatt - PLUS acquis-amélior 27 logts	CDC	1 719 770,00	1 365 731,13	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		15 460,84	39 799,92
NEOLIA	2010	P	8 rue Schlumberger PLUS F acquis-amélior 5 logts	CDC	125 099,00	108 436,27	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		1 217,19	2 217,17
NEOLIA	2010	P	8 rue Schlumberger PLUS acquis-amélior 5 logts	CDC	375 295,00	306 085,26	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		3 465,06	8 919,88
NEOLIA	2010	P	3 av de Colmar PLUS F acquis-amélior 6 logts 2 comm	CDC	282 723,00	245 065,32	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		2 750,84	5 010,80
NEOLIA	2010	P	3 av de Colmar PLUS acquis-amélior 6 logts 2 comm	CDC	848 168,00	691 753,68	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		7 831,04	20 158,97
NEOLIA	2010	P	22 rue des Vergers PLUS F acquis-amélior 8 logts	CDC	287 161,00	248 912,21	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		794,02	5 089,46
NEOLIA	2010	P	22 rue des Vergers PLUS acquis-amélior 8 logts	CDC	861 482,00	702 612,41	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		7 953,97	20 475,41
NEOLIA	2010	P	9 Av. Schuman PLUS F Acquis-amél. 4 logts 2 bureaux	CDC	112 989,00	97 939,27	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR		1 099,36	2 002,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)				Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux				En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Construction 288 logements - Les Douves et les Berges	CDC	367 385,51	298 055,37	17,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,107	A-1	EUR		5 365,50	562,71
M2A HABITAT	2018	P	Construction 56 logements - Les Douves et les Berges	CDC	1 623 969,14	1 317 506,24	17,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,979	A-1	EUR		23 717,32	630,23
M2A HABITAT	2018	P	Roxelane - rues Ours, Traineau et avenue A Briand	CDC	3 375 537,96	2 616 450,94	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,810	A-1	EUR		47 100,50	154 166,61
M2A HABITAT	2018	P		CDC	416 760,05	341 234,86	18,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,150	A-1	EUR		6 126,43	19 143,53
M2A HABITAT	2018	P	Construction 26 logements - rue Wolf	CDC	677 388,11	511 709,15	15,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,049	A-1	EUR		9 270,25	33 599,72
M2A HABITAT	2018	P		CDC	1 020 633,06	819 612,08	16,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,150	A-1	EUR		14 798,50	56 887,67
M2A HABITAT	2018	P	Construction 49 logements - rue Lavoisier	CDC	1 449 498,25	1 110 421,38	16,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,295	A-1	EUR		20 047,48	68 842,44
M2A HABITAT	2018	P		CDC	3 249 852,41	2 637 488,88	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,937	A-1	EUR		47 475,12	155 165,09
M2A HABITAT	2018	P	Construction rue Vauban	CDC	1 537 874,24	1 259 626,02	18,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,979	A-1	EUR		22 612,99	70 550,03
M2A HABITAT	2018	P	ZAC FONDERIE 93 logts tranche 2 - rue du Manège	CDC	712 940,51	564 228,51	19,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,052	A-1	EUR		10 105,99	30 241,77
M2A HABITAT	2018	P	Construction 48 logts - rue Neppert phase 3	CDC	1 971 906,68	1 560 587,37	19,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,052	A-1	EUR		27 951,95	83 645,06
M2A HABITAT	2018	P	Construction 12 logements - rue de l'Ile Napoléon	CDC	557 810,12	448 619,39	20,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,175	A-1	EUR		8 066,82	22 370,18
M2A HABITAT	2018	P	Résidentialisation 390 logts - Quartier Victor Hugo	CDC	437 950,01	320 336,95	9,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,419	A-1	EUR		3 855,34	30 148,19
M2A HABITAT	2018	P	Sécurisation halls entrées - quartier Coteaux	CDC	2 287 325,24	1 663 918,53	11,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,448	A-1	EUR		19 722,66	129 950,18
M2A HABITAT	2018	P	Amélioration 1 logement - 65 rue des Vergers à Mulhouse	CDC	209 000,00	192 370,62	35,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR		2 163,78	4 336,49
M2A HABITAT	2018	P	Amélioration 1 logement - 65 rue des Vergers à Mulhouse	CDC	77 300,00	72 694,86	45,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR		812,95	1 209,26
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim à Mulhouse	CDC	370 500,00	341 020,63	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR		3 835,79	7 687,42
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim à Mulhouse	CDC	115 200,00	108 336,95	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR		1 211,53	1 802,17
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim à Mulhouse	CDC	1 751 700,00	1 589 557,93	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,670	A-1	EUR		4 893,94	41 753,83
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim à Mulhouse	CDC	574 400,00	532 780,33	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,671	A-1	EUR		1 630,70	10 786,36

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 27 juin 2023

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité garantie – En capital
NEOLIA	2010	P	9 Av. Schuman PLUS F Acquis-amél. 4 logts 2 bureaux	CDC	338 965,00	276 455,03	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 129,63	8 056,40
NEOLIA	2009	P	Ilot A 3 - PLUS	CDC	341 498,00	279 250,82	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	3 138,74	6 089,23
NEOLIA	2011	P	7 rue Zierdt - PLAI	CDC	168 203,00	128 030,91	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,419	A-1	EUR	396,75	4 219,[illegible]
NEOLIA	2011	P	7 rue Zierdt - PLAI F	CDC	67 735,00	55 432,17	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,420	A-1	EUR	170,31	[illegible] 337,93
NEOLIA	2012	P	2,8 et 10 rue du Tunnel -PLUS	CDC	1 641 019,00	1 283 983,44	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	14 519,41	35 962,51
NEOLIA	2013	P	2,8 et 10 rue du Tunnel -PLUS	CDC	660 298,00	549 916,99	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	6 168,97	[illegible] 898,96
NEOLIA	2012	P	56-58 rue de Strasbourg - acquisition -amélioration 8 lgts - PLUS	CDC	615 096,00	497 350,42	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	5 624,09	[illegible] 930,06
NEOLIA	2012	P	56-58 rue de Strasbourg - acquisition -amélioration 8 lgts - PLUS F	CDC	224 273,00	193 022,49	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,386	A-1	EUR	2 165,33	3 825,53
NEOLIA	2015	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 9 PLAI	CDC	560 417,00	474 179,91	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	3 902,61	13 646,38
NEOLIA	2015	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 9 PLAI F	CDC	143 118,00	126 225,78	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 031,77	2 745,37
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwihr 14 logements - PLUS	CDC	1 422 020,00	1 223 472,52	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	20 065,43	30 616,60
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwihr 14 logements - PLUS F	CDC	380 041,00	340 512,02	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	5 546,88	6 167,99
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwihr 4 logements - PLAI	CDC	580 790,00	487 522,54	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	4 012,45	14 034,22
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwihr 4 logements - PLAI F	CDC	110 722,00	96 868,19	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	791,81	2 107,62
NEOLIA	2017	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 29 PLUS	CDC	2 469 557,00	2 167 673,85	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	24 544,86	63 677,37
NEOLIA	2017	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 29 PLUS	CDC	718 009,00	647 113,05	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	7 284,67	15 129,85
NEOLIA	2017	P		CDC	644 926,16	569 945,09	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,687	A-1	EUR	8 458,44	13 395,59
NEOLIA	2017	P		CDC	251 823,68	224 462,72	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,564	A-1	EUR	3 325,72	[illegible] 897,32
NEOLIA	2017	P		CDC	900 128,02	795 546,29	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,215	A-1	EUR	8 955,10	[illegible] 553,63
NEOLIA	2018	P		CDC	615 899,56	555 139,61	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.28	2,030	V	Livret A(Préfixé) + 1.28	2,231	A-1	EUR	10 164,68	[illegible] 910,04

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité garantie – En capital
NEOLIA	2018	P		CDC	468 830,73	418 256,84	25,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,733	A-1	EUR	6 255,67	13 168,5[illegible]
NEOLIA	2018	P		CDC	3 595 553,50	3 223 350,35	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,691	A-1	EUR	48 144,81	[illegible] 981,28
NEOLIA	2018	P		CDC	150 123,46	135 195,15	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,817	A-1	EUR	2 016,77	3 892,39
NEOLIA	2018	P		CDC	92 762,70	81 630,02	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,686	A-1	EUR	1 217,71	2 350,20
NEOLIA	2018	P		CDC	1 083 391,87	955 885,09	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,215	A-1	EUR	10 809,24	26 772,95
NEOLIA	2018	P		CDC	303 655,46	269 883,42	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,564	A-1	EUR	4 016,86	7 141,38
NEOLIA	2018	P		CDC	166,71	33,35	0,07	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	33,34
NEOLIA	2018	P		CDC	71 191,10	58 554,69	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,802	A-1	EUR	733,03	2 530,94
NEOLIA	2018	P		CDC	119 511,64	104 264,25	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,541	A-1	EUR	1 397,12	3 206,59
NEOLIA	2018	P		CDC	252 699,72	229 983,08	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,543	A-1	EUR	3 052,40	4 817,18
NEOLIA	2018	P		CDC	16 421,51	10 091,63	5,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,413	A-1	EUR	128,81	1 618,48
NEOLIA	2018	P		CDC	37 709,88	23 174,15	5,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,413	A-1	EUR	295,80	3 716,61
NEOLIA	2018	P		CDC	16 501,40	11 911,23	14,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,692	A-1	EUR	141,01	907,95
NEOLIA	2018	P		CDC	515 801,50	347 286,16	7,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,203	A-1	EUR	-974,33	42 444,54
NEOLIA	2018	P		CDC	3 481 660,09	2 344 181,46	7,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,203	A-1	EUR	-6 576,71	286 500,64
NEOLIA	2018	P		CDC	46 591,66	34 675,52	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,329	A-1	EUR	408,59	2 468,63
NEOLIA	2018	P	146 LGTS RUE DE BORDEAUX ET DE TOULON A MULHOUSE	CDC	217 000,00	133 514,42	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 704,20	21 412,73
NEOLIA	2018	P	146 LGTS RUE DE BORDEAUX ET DE TOULON A MULHOUSE	CDC	433 366,00	266 638,72	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 403,42	42 762,89
NEOLIA	2018	P		CDC	7 878 920,00	6 781 192,88	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	77 735,54	285 674,58
NEOLIA	2018	P		CDC	279 322,88	248 507,74	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,586	A-1	EUR	769,24	7 905,11

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité garantie – En capital
NEOLIA	2018	P		CDC	96 324,55	88 289,12	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,587	A-1	EUR	271,09	2 074,52
NEOLIA	2019	P		CDC	89 513,38	82 973,58	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,384	A-1	EUR	937,31	2 236,05
NEOLIA	2019	P		CDC	629 422,91	585 030,52	31,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,343	A-1	EUR	6 602,37	15 185,23
NEOLIA	2019	P		CDC	64 871,45	60 451,07	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,468	A-1	EUR	681,60	1 512,75
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	Rues Gendarmerie, Hombourg, Canal - 24 lgts - PLUS	CDC	1 340 000,00	1 128 100,50	32,33	A	V	Inflation INSEE hors tabac(Préfixé)	0,592	V	Inflation INSEE hors tabac(Préfixé)	1,163	A-1	EUR	13 477,98	36 309,51
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	Rues Gendarmerie, Hombourg, Canal - 16 lgts - PLAI	CDC	894 000,00	720 589,79	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	5 971,55	25 854,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	Rues Gendarmerie, Hombourg, Canal - 16 lgts - PLAI F	CDC	504 500,00	423 314,61	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	3 484,71	12 274,01
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	20-22 rue du Ventron - 12 lgts - PLS F	CDC	372 200,00	321 964,57	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,104	A-1	EUR	6 959,00	7 845,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	20-22 rue du Ventron - 12 lgts - PAM ECO PRÊT	CDC	162 000,00	114 254,16	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,748	A-1	EUR	908,35	6 858,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CDC	399 525,93	355 761,90	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,951	A-1	EUR	5 506,59	11 343,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CDC	308 563,93	274 178,87	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,852	A-1	EUR	3 963,03	8 894,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CDC	720 062,89	671 550,97	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,427	A-1	EUR	7 531,79	13 157,06
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy - PLS Foncier	Crédit Foncier	1 012 135,00	920 569,64	37,25	T	V	Livret A(Préfixé)	3,500	V	Livret A(Préfixé)	1,116	A-1	EUR	10 355,19	9 245,20
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy PLS	Crédit Foncier	853 341,00	622 815,00	17,25	T	V	Livret A(Préfixé)	3,546	V	Livret A(Préfixé)	1,119	A-1	EUR	7 138,67	23 275,83

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité garantie – En capital
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy - Bonifix euro	CE	436 000,00	290 017,17	15,15	T	F	Si Euribor 12M(Postfixé)<=5 alors 4.15 % sinon Euribor 12M(Postfixé)	4,278	F	Si Euribor 12M(Postfixé)<=6 alors 4.15 % sinon Euribor 12M(Postfixé)	4,196	B-1	EUR	12 549,19	13 119,07
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy - Bonifix USD	CE	436 000,00	285 756,81	15,15	T	F	Si Libor USD 12M(Postfixé)<=6.5 alors 3.945 % sinon Libor USD 12M(Postfixé)	4,063	F	Si Libor USD 12M(Postfixé)<=7.25 alors 3.945 % sinon Libor USD 12M(Postfixé)	3,989	B-4	EUR	11 762,42	13 264,81
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1992	P	Avenue A.Briand-Rue Rossberg	CDC	905 177,57	199 514,49	4,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	1,919	A-1	EUR	4 315,22	40 219,96
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1986	P	Le Brustlein - 1ère Tranche	CDC	997 798,64	38 334,40	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.1)	5,754	V	Livret A(Préfixé) + (-0.1)	0,604	A-1	EUR	310,65	39 327,11
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1986	P	Le Brustlein - 2ème Tranche	CDC	2 896 531,33	144 543,67	0,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,314	A-1	EUR	2 962,76	145 922,97
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1986	P	Rue du Soultz - Godde Bedin	CDC	457 347,05	22 822,69	0,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,314	A-1	EUR	467,80	23 040,47
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1987	P	Le Brustlein - 3ème Tranche	CDC	2 023 259,91	198 485,71	1,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,158	A-1	EUR	3 051,54	100 685,23
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1987	P	Le Brustlein - 4ème Tranche	CDC	1 308 493,54	126 796,24	1,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,097	A-1	EUR	1 949,38	64 319,53
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1997	P	5 Rue Vauban : 4 logements	CDC	53 815,67	16 348,51	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	243,22	2 360,63

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS F	CDC	415 023,07	340 904,91	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,665	A-1	EUR	4 524,59	7 140,53
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS	CDC	60 003,34	45 140,81	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,662	A-1	EUR	604,88	1 388,28
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition Théo Fischer & Daguerre	CDC	4 800 000,00	3 867 173,26	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,586	A-1	EUR	51 402,03	86 829,39
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition 152 Av. Aristide Briand	CDC	350 000,00	281 981,37	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,586	A-1	EUR	3 748,06	6 331,31
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition-amél. 38 Av.d'Altkirch (PLAI Foncier)	CDC	19 034,58	14 833,39	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,132	A-1	EUR	-30,45	390,35
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition-amél. 38 Av.d'Altkirch (PLAI)	CDC	190 345,79	136 688,64	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,131	A-1	EUR	-283,14	4 881,74
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acq-Amél.Rues Bonnes Gens-du Havre (PLUS F.)	CDC	360 000,00	289 335,51	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	3 254,44	6 522,31
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soultz- PLAI	CDC	600 017,17	430 267,73	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,286	A-1	EUR	-891,27	15 366,70
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soultz- PLAI Foncier	CDC	85 002,43	66 145,62	37,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,289	A-1	EUR	-135,77	1 740,67
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	94 rue d'Illzach PLUS F	CDC	563 474,60	483 189,74	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	5 423,76	9 879,69

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1997	P	1 RUE DE CHALAMPE : TRAVAUX	CDC	53 357,16	14 850,52	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,571	A-1	EUR	221,48	2 186,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1998	P	8 rue du Gaz	CDC	7 876,28	2 931,90	9,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,707	A-1	EUR	42,10	306,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	1999	P	76 rue Lefebvre	CDC	7 786,96	3 279,35	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,296	A-1	EUR	46,65	308,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2000	P	11 rue des Grains	CDC	16 107,97	6 620,21	10,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,410	A-1	EUR	94,17	623,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secteur 3	CDC	277 480,09	222 389,65	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	3 865,54	4 995,34
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secteur 2	CDC	408 211,29	327 165,77	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	5 686,75	7 348,82
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secteur 5	CDC	301 075,67	241 300,63	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	4 194,25	5 420,11
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secteur 4	CDC	310 197,35	248 611,32	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	4 321,33	584,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secteur 1	CDC	257 557,18	206 422,25	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,943	A-1	EUR	3 588,00	636,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Mulh.-Bourtzwiller Acquis.-amél. 6 lgts collectifs	CDC	120 750,07	99 066,69	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,888	A-1	EUR	1 670,24	160,[illegible]

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	94 rue d'Illzach PLUS	CDC	60 372,28	48 220,09	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	545,88	1 405,22
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	74 à 78 Av.Kennedy/59 Rue du Sauvage PLUS F	CDC	1 458 996,73	1 251 116,21	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	14 043,67	25 581,33
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	74 à 78 Av.Kennedy/59 Rue du Sauvage PLUS	CDC	1 051 483,85	839 833,60	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	9 507,39	24 474,29
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	9 Rue de la Doller PLUS F	CDC	390 407,40	334 781,46	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	3 757,89	6 845,21
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	9 Rue de la Doller PLUS	CDC	352 171,62	281 283,98	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,470	A-1	EUR	3 184,29	8 197,13
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	4-6 R.des Merles/3 R.des Fabrique/13 Imm.diffus - PRU AS	CDC	459 885,00	177 524,27	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,087	A-1	EUR	1 516,02	24 611,09
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	27 pass Théatre - PLUS F	CDC	133 000,00	112 018,73	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,386	A-1	EUR	1 258,22	364,49
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS F	CDC	338 968,04	289 413,75	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,714	A-1	EUR	3 248,64	5 917,59
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	27 pass Théatre - PLUS	CDC	460 000,00	357 687,45	27,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	4 054,00	10 858,24
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS	CDC	76 115,58	60 523,93	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,711	A-1	EUR	685,16	1 763,78

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	4 Rue Colbert Acquisition-Amélioration 1 lgt	CDC	17 304,49	11 472,08	18,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,883	A-1	EUR	197,71	510,59
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	4 Rue Colbert Acquisition-Amélioration 1 lgt	CDC	18 042,52	14 802,62	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,888	A-1	EUR	249,57	322,77
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	19 Passage du Triangle-Acq.-Amélioration 1 logt	CDC	17 673,51	11 716,68	18,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,883	A-1	EUR	201,93	521,48
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	19 Passage du Triangle Acq.-Amélioration 1 logt	CDC	17 906,46	14 690,96	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,888	A-1	EUR	247,69	320,33
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue E.Noetzing Acq.Amélioration 1 logt	CDC	23 688,02	15 704,10	18,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,883	A-1	EUR	270,65	698,94
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue E.Noetling Acq.-Amélioration 1 logt	CDC	17 971,40	14 744,24	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,888	A-1	EUR	248,58	321,50
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Mulh.-Bourtz.- Acquisition-Amélioration 27 lgts	CDC	567 210,75	470 184,35	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	2,101	A-1	EUR	7 920,91	9 870,78
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2001	P	Ilôt MDPA P Foncier	CDC	1 417 775,86	1 059 305,68	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,695	A-1	EUR	18 485,67	28 086,54
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Mulh.-Bourtz.- Acquisition-Amél.13 R.Turckheim	CDC	19 032,04	15 831,42	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,869	A-1	EUR	242,42	329,92
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2006	P	Mulh.-Bourtz.- Acquisition-Amél.13 R.Turckheim	CDC	25 930,64	18 006,09	20,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,783	A-1	EUR	280,97	724,95

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Jardins Neppert - 51 logements locatifs - PLUS F	CDC	665 000,00	570 297,60	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,386	A-1	EUR	6 397,60	11 302,79
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Vallons - 72 lgts- PLS F	CDC	1 540 000,00	1 338 829,82	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	3,320	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	2,184	A-1	EUR	21 395,36	23 931,75
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Vallons - 72 lgts- PLS	CDC	1 610 000,00	1 316 511,21	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	3,320	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	2,181	A-1	EUR	21 205,51	34 158,45
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Vallons - 72 lgts- complément PLS	CDC	3 015 000,00	2 458 839,87	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,111	A-1	EUR	37 850,60	64 533,50
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P	37 rue Cerf	CDC	53 538,47	25 060,59	6,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	703,10	3 637,48
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P	15 rue J. HEILMANN	CDC	18 110,13	9 074,78	7,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	250,65	1 155,92
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P	RUE KOECHLIN : REHABILITATION	CDC	11 152,55	5 256,99	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	145,20	669,62
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P	5 RUE CERF	CDC	13 897,69	6 550,95	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	180,94	834,44
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P	22-24 rue Chanoine Cetty	CDC	108 864,06	43 702,52	5,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	1 251,53	7 380,42
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P	13 RUE DE LA FIDELITE	CDC	40 167,62	18 848,11	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,443	A-1	EUR	528,80	2 735,76

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS F	CDC	434 353,74	370 854,84	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,588	A-1	EUR	4 162,81	7 582,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS	CDC	191 322,48	152 131,65	28,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,585	A-1	EUR	1 722,22	433,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	15 rue de la Fidélité - PLAI Foncier	CDC	54 000,00	44 590,43	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,715	A-1	EUR	137,09	106,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS F	CDC	310 286,54	270 342,09	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 032,70	357,94
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS	CDC	1 451 340,25	1 187 676,25	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	13 430,35	33 265,09
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAI F	CDC	71 047,38	59 896,78	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	183,91	1 407,39
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAI	CDC	425 283,64	336 281,50	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	1 040,94	10 697,23
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	1ère tranche - 71 rue de Pfastatt - PTHEP	CDC	236 200,00	175 307,09	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,446	A-1	EUR	362,78	081,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS F	CDC	435 402,07	379 351,00	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 255,56	518,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS	CDC	1 801 663,76	1 474 356,71	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	16 672,16	294,[illegible]

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P	construction 8 lgts Angle rues Neppert / Buhler PLUS	CDC	840 000,00	722 716,24	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	11 852,83	18 085,50
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P	construction 8 lgts Angle rues Neppert / Buhler PLUS F	CDC	134 000,00	120 062,32	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	1 955,79	2 174,79
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	86t MDPA P Tvx	CDC	1 447 172,18	1 170 107,68	24,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,176	A-1	EUR	20 837,96	55 654,61
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cité Manifeste Secteur 3	CDC	528 573,04	477 964,03	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,941	A-1	EUR	8 350,56	13 245,38
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cité Manifeste Secteur 2	CDC	267 886,01	242 236,87	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,941	A-1	EUR	4 232,15	6 712,89
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cité Manifeste Secteur 5	CDC	526 578,28	476 160,27	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,941	A-1	EUR	8 319,05	13 195,39
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cité Manifeste Secteur 4	CDC	466 405,42	421 748,74	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,941	A-1	EUR	7 368,42	11 687,54
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cité Manifeste Secteur 1	CDC	391 278,47	353 814,94	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,941	A-1	EUR	6 181,54	9 804,95
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Mulh.-Bourtzwiller Acquis.-amél. 6 lgts Collectifs	CDC	57 960,94	51 475,63	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,886	A-1	EUR	872,05	1 375,71
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Mulh.-Bourtz - Acquisition-Amélioration 27 lgts	CDC	190 264,90	173 317,90	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	2,101	A-1	EUR	2 932,98	4 438,22

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAI F	CDC	87 058,06	73 394,66	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	225,36	724,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAI	CDC	408 272,29	322 830,22	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	999,30	10 269,34
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PTHEP	CDC	280 700,00	208 334,92	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,446	A-1	EUR	431,12	7 227,13
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	15 rue de la Fidélité ? PLAI	CDC	120 000,00	92 022,59	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,715	A-1	EUR	285,51	3 145,90
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	6-8 rue de la Prévoyance - Eco prêt	CDC	240 000,00	53 567,72	2,83	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,895	A-1	EUR	1 344,48	17 194,18
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Immeuble Ecran - 5 porte de Bâle - PLUS	CDC	1 972 547,45	1 586 135,20	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,338	A-1	EUR	17 936,17	44 425,34
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Immeuble Ecran - 5 porte de Bâle - PLUS F	CDC	889 302,08	761 295,73	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,340	A-1	EUR	8 540,22	15 088,20
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	5 rue Georges ZIERDT - PLAI F	CDC	67 607,00	56 136,20	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,672	A-1	EUR	172,37	1 319,02
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	5 rue Georges ZIERDT - PLAI	CDC	172 822,00	134 635,78	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,672	A-1	EUR	416,76	4 282,81
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Jardins Neppert - 51 logements locatifs - PLUS	CDC	5 600 000,00	4 512 732,00	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	51 030,40	126 395,07

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial		Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux		En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	6-8 rue de la Prévoyance - PAM	C2DC	52 023,96	38 716,38	12,83	A	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,329	A-1	EUR	456,22 / 759,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Les Clématites 12 à 16 rue Lorent -12 pavillons-	C2DC	249 613,35	221 352,65	25,42	A	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,383	A-1	EUR	2 515,40 / 3 316,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	9-9-11-00 A VENUE ARISTIDE BRIAND	C2DC	149 261,87	107 053,81	12,92	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,903	A-1	EUR	965,11 / 540,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	4 rue de Stalingrad	C2DC	79 796,12	66 609,23	17,17	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	2,103	A-1	EUR	1 190,67 / 430,00
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	LE SQUARE - 4-6 LOGEMENTS	C2DC	1 090 557,04	855 014,69	18,58	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	2,297	A-1	EUR	15 349,39 / 47 890,60
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	LE SQUARE: 2E TRANCHE40 LOGTS	C2DC	816 881,22	640 448,33	18,58	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	2,297	A-1	EUR	11 497,45 / 35 872,44
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	résidence le Lude rue de la Passerelle 11 lgts	C2DC	326 551,68	256 021,91	18,83	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,930	A-1	EUR	4 596,16 / 14 340,15
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Avenue A. Briand-Rue Schwitgue	C2DC	598 872,84	469 411,28	14,08	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	2,149	A-1	EUR	8 536,40 / 23 [illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	RUE DE LA LOI	C2DC	437 681,04	346 741,96	15,67	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	2,170	A-1	EUR	6 263,54 / 701,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	15 rue J. HEILMANN	C2DC	83 968,80	67 455,08	16,08	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	2,150	A-1	EUR	1 217,93 / 188,[illegible]

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial		Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux		En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	92 Avenue Ar. Briand	C2DC	471 593,75	373 221,29	19,92	A	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pré6vé) + 1,2	1,811	A-1	EUR	6 684,94 / 00,[illegible]
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	65 67 69 rue de Pfastatt -38 lgts - PAM	C2DC	164 719,46	142 64,30	21,25	A	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,467	A-1	EUR	631,79 / 703,47
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Réhabilitation 157 lgts Le Fonmation 4 à 20 et 5 à 9 Grand'Rue PAM	C2DC	1 443 500,00	1 309 283,30	30,00	A	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pré6vé) + 0,6	1,097	A-1	EUR	14 790,24 / 35 283,88
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P		C2DC	1 596 500,00	1 318 716,32	20,00	A	V	Livret A(Pré6vé) + (-0,25)	0,500	V	Livret A(Pré6vé) + (-0,25)	0,249	A-1	EUR	4 49,51 / 3 61 087,77
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2017	P	Réhabilitation 30 logements - 38 à 42 rue de la Passerelle	C2DC	270 000,00	203 505,06	14,25	A	V	Livret A(Pré6vé) + (-0,45)	0,300	V	Livret A(Pré6vé) + (-0,45)	0,417	A-1	EUR	108,51 / 13 512,83
TOTAL GENERAL					**5 18 9 76 409,06**	**381 111 345,95**											**5 370 257,88** / **16 648 165,77**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Préciser M pour mensuelle, T pour trimestrielle, S semestrielle, A annuelle, B bimestrielle, X autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F fixe, V variable simple, C composé (cela s'dre un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois...)
(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	**B1.2**

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	2 940 988,87
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	25 021 516,43
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**27 962 505,30**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**178 696 074,51**
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**15,65**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.
(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	**B1.5**

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**6 900 000,00**	**3 184 617,00**	**530 769,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**6 900 000,00**	**3 184 617,00**	**530 769,00**
2016	Indemnité de remboursement anicipée d'un emprunt CAFFIL indexée sur le cours de change EUR/CHF	CAFFIL	13	A	6 900 000,00	3 184 617,00	530 769,00
TOTAL					**6 900 000,00**	**3 184 617,00**	**530 769,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8028 Autres engagements reçus					**8 947 660,00**	**4 129 689,24**	**688 281,54**
A l'exception de ceux reçus des entreprises					**8 947 660,00**	**4 129 689,24**	**688 281,54**
2016	Aide fonds de soutien des emprunts à risque au remboursement de l'emprunt CAFFIL	Agence de Services et de Paiement	13	A	8 947 660,00	4 129 689,24	688 281,54
Engagements reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**8 947 660,00**	**4 129 689,24**	**688 281,54**

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
A C S PEUGEOT JUDO MULHOUSE	30 000,00	
A S C M CANOE KAYAK	39 500,00	
A S M SECTION BOXE	12 500,00	
A.S.P.T.T. HALTÉROPHILIE	0,00	Locaux
A.S.P.T.T. MULHOUSE TRIATHLON	0,00	Locaux
A.S.P.T.T.MULHOUSE - RIXHEIM HAND-BALL	0,00	Locaux
AB DANSE	0,00	Matériel
ABADA CAPOEIRA ALSACE ANTENNE MULHOUSE	0,00	Locaux
ACCELERATEUR DE PARTICULES	5 000,00	
ACCES	72 134,00	
ACCORDÉON CLUB VIEUX MULHOUSE	0,00	Locaux
ACCUEIL D'ENFANTS LES PETIT SOLEILS	0,00	Matériel/Personnel
ACIDES	0,00	Locaux
ACL ST FRIDOLIN	5 000,00	
ACMISA	0,00	Locaux
ACS PEUGEOT MULHOUSE ESCALADE	0,00	Locaux
ACS PEUGEOT-CITROËN MULHOUSE JUDO	0,00	Locaux
ACT2	9 000,00	
ACTION BASKET CAMPS	3 000,00	
ACTION COMPETENCE MATERIEL TECHNIQUE ORTHOPEDIE	200,00	
ADAGE STUDIO 37	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ADOMA	147 000,00	
AERA IMMOBILIER	1 640,00	
AFSCO	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE SOCIALE LES COTEAUX	724 832,00	
AGENCE URBANISME REGION MULHOUSIENNE	55 000,00	
AIDES	2 000,00	
AIGLES MULHOUSE FLOORBALL CLUB	0,00	Locaux
AIKIDO TRADITIONNEL	0,00	Locaux
AIMER SERVIR PARTAGER	500,00	
ALEOS	0,00	
ALPES	42 196,00	
ALSA	0,00	Locaux
ALSACE ACTIVE	29 895,00	
ALSACE CARDIO	0,00	Locaux
ALSACE CARDIO FAMILLES ET MALADES OPERES	500,00	
CARDIOVASCULAIRES		
AMICALE BOULISTES MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
AMICALE CENTRE INTERVENTION SAPEURS POMPIERS MUL HOUSE	2 285,00	
AMICALE DES ANTILLAIS	0,00	Locaux
AMICALE PERSONNEL VILLE DE MULHOUSE	594 945,00	
AMIS DES JARDINS FAMILIAUX	0,00	Locaux
ANTENNE DE POLICE JUDICIAIRE	0,00	Locaux
APALIB	214 700,00	
APAMAD	51 800,00	
APF FRANCE HANDICAP	0,00	Matériel/Personnel
APF FRANCE HANDICAP	5 000,00	
APPUIS	12 310,00	
APSRM - ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ	0,00	Locaux
APTC MULHOUSE KARATÉ	0,00	Locaux
ARER 68	2 500,00	
ARMÉE DU SALUT	0,00	Matériel
ARSEA - IMP JULES VERNE	0,00	Locaux
ARSEA FOYER RENÉ CAYET	0,00	Locaux
ART POPULAIRE ET RÉJOUISSEMENT	0,00	Matériel/Personnel
ARTS ET TRADITIONS DE L'ASIE	0,00	Locaux
ARTS MARTIAUX BOURTZWILLER 1912	0,00	Locaux
AS ANATOLIE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
AS ANTILLAIS	0,00	Matériel/Personnel
AS COTEAUX HANDBALL	9 925,00	
AS COTEAUX SECTION BASKET FAUTEUIL	1 125,00	
AS RED STAR MULHOUSE FOOTBALL	6 100,00	
ASCMR CANÖE-KAYAK	0,00	Matériel
ASCMR VOLLEY-BALL	0,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASCO FOOTBALL	0,00	Matériel/Locaux
ASCO HANDBALL	0,00	Matériel/Locaux
ASDS SOURDS MULHOUSE	0,00	Matériel
ASM BOXE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ASM PLONGEE	1 500,00	
ASPTM - ASSOCIAITON SPORT POUR TOUS	0,00	Locaux
ASPTT MULHOUSE	2 000,00	
ASPTT MULHOUSE	3 730,00	
ASPTT MULHOUSE SECT ATHLETISME	13 000,00	
ASPTT SECTION CYCLISME	4 550,00	
ASPTT SECTION HANDBALL MASCULIN MULHOUSE RIXHEIM	2 000,00	
ASPTT SECTION TENNIS	1 500,00	
ASPTT SECTION TRIATHLON	30 637,50	
ASPTT SECTION VOLLEY BALL	487 180,00	
ASPTT TRIATHLON	0,00	Matériel
ASSISTANCE AIDE AUX ANIMAUX DÉLEGATION ALSACE	3 600,00	
ASSOC OZ ARTS CITOYENS	3 500,00	
ASSOCATION LE FAUBOURG	1 500,00	
ASSOCIATION 185 LES SAISONS RUSSES	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ASSOCIATION ACCÈS	0,00	Matériel
ASSOCIATION ALISTER	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION APPUIS	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION ART DE HAUTE ALSACE	0,00	Locaux
ASSOCIATION BANDES DE BRUTES	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION BASS COUTURE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION BEL-AIR	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ASSOCIATION BOURTZWILLER 2000	0,00	Locaux
ASSOCIATION CARNAVALESQUE GUGGA RATSCHA	700,00	
ASSOCIATION CENTRE CULTUREL TURC	0,00	Locaux
ASSOCIATION CHORALES D'ALSACE	2 300,00	
ASSOCIATION CITHARISTES DE MULHOUSE	500,00	
ASSOCIATION CLAIRE JOIE	42 500,00	
ASSOCIATION CLÉMENCE	0,00	Locaux
ASSOCIATION COMPAGNIE THÉÂTRALE DE LA TUILERIE	0,00	Locaux
ASSOCIATION COTRAL	0,00	Locaux
ASSOCIATION COUAC	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION CSA	0,00	Locaux
ASSOCIATION CULTURE BERBÈRE 68	0,00	Locaux
ASSOCIATION CULTURELLLE ET LOISIRS LES BELOTEURS MULHOUSIENS (ACLLBM)	0,00	Locaux
ASSOCIATION CŒUR SOLIDARITÉ ACTION	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION D'ANIMATIONS ET D'ACTIVITÉS DROUOT	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION DE CULTURE BERBERE 68	2 500,00	
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT HOCKEY MULHOUSE	30 000,00	
ASSOCIATION DE GESTION DU CENTRE SOCIOCULTUREL WAGNER	0,00	Locaux
ASSOCIATION DE GESTION PAROISSE STE THERESE	22 700,00	
ASSOCIATION DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE MULHOUSIENNE APSM	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-TURQUES	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DU MARCHÉ DE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION DES JOURNÉES D'OCTOBRE (ACHAT CAMPAGNE AFFICHAGE)	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION DES MALENTENDANTS ET DEVENUS SOURDS	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES MUSULMANS EN ALSACE (AMAL)	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION E-NOV CAMPUS	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION EN AVANT LES AMAZONES	0,00	Locaux
ASSOCIATION FOYER 420	0,00	Locaux
ASSOCIATION FRANCE UKRAINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION FRANCO-ALGÉRIENNE	0,00	Locaux
ASSOCIATION FSN	9 000,00	
ASSOCIATION GEEK UNCHAINED	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION GENERALE DES FAMILLES	10 000,00	
ASSOCIATION GESTION RESTAURANT INCLUSIF PTIT TRUC EN PLUS	2 800,00	
ASSOCIATION GROUPE RODOLPHE	0,00	Matériel
ASSOCIATION HORIZONS ALSACE CHIMIE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION ISTIKBAL	0,00	Locaux
ASSOCIATION J'AIME DAGUERRE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION JAIM	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION JAZZ À MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION JEUNÉSE CITÉ	0,00	Locaux
ASSOCIATION JOIE ET VIE	1 523,00	
ASSOCIATION JUMEAUX ET PLUS 68	0,00	Locaux
ASSOCIATION L'ABRI	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ASSOCIATION LA BRECHE	10 000,00	
ASSOCIATION LA BRÈCHE	0,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION LE GANG DES TRICOTEUSES	0,00	Locaux
ASSOCIATION LE MUR	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION LE PRINTEMPS DU TANGO	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION LES AMIS DES SCIENCES DE LA TERRE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION LES ATELIERS DE LA PISTE ZAVATTA	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION LES MULHOUSIENNES	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION LES'ARTS	0,00	Locaux
ASSOCIATION LGBTQI	0,00	Locaux
ASSOCIATION MALENTENDANTS D ALSACE	400,00	
ASSOCIATION MULHOUSIENNE DE GYMNASTIQUE MODERNE	0,00	Locaux
ASSOCIATION MULHOUSIENNE PLONGEE	1 000,00	
ASSOCIATION MULHOUSIENNE POUR L'EDUCATION	0,00	Locaux
ASSOCIATION NATIONALE DES VISITEURS DE PRISON	500,00	
ASSOCIATION OBJECTIF PHOTOS	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION OLD SCHOOL	12 000,00	
ASSOCIATION PLANNING FAMILIAL 68	0,00	Locaux
ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES SANS ABRIS	100 000,00	
ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE MULHOUSIENNE	6 790,00	
ASSOCIATION RESI	0,00	Locaux
ASSOCIATION RÉSEAU DÉDALE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION SCRABBLE CLUB DE MULHOUSE	0,00	Locaux
ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE BERBÈRE FOUS DEG FOUS	0,00	Locaux
ASSOCIATION SPORT FAUTEUIL MULHOUSE	4 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE COTEAUX FOOTBALL	10 150,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE PATINAGE ARTISTIQUE	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE L'ENTREPRISE POUR TRAVAILLEURS HANDICAPES	1 500,00	
ASSOCIATION SYNDICALE FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES	10 000,00	
ASSOCIATION TAMBOUR BATTANT	0,00	Locaux
ASSOCIATION TAMBOUR BATTANT	0,00	Locaux
ASSOCIATION TEAM COM	0,00	Matériel/Personnel
ASSOCIATION THÉÂTRE EN ANGLAIS	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ASSOCIATION VESPA CLUB	0,00	Locaux
ATC S	200,00	
ATD QUART MONDE	1 500,00	
ATELIER DU SWING	0,00	Locaux
ATELIER MONDIAL	20 000,00	
ATELIERS DE LA PISTE ACHILLE ZAVATTA	0,00	Matériel/Personnel
AURORA UNION DE TOURISME ET LOISIRS	0,00	Locaux
AVANT-GARDE DU RHIN	0,00	Locaux
BADMINTON CLUB MULHOUSE	0,00	Locaux
BADMINTON CLUB MULHOUSE	2 850,00	
BANQUE ALIMENTAIRE	0,00	Matériel/Personnel
BANQUE ALIMENTAIRE HAUT RHIN	25 000,00	
BZ MON BLED	0,00	Locaux
BZ MON BLED	2 000,00	
CA Y DANSE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CADRES MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
CALIMA	0,00	Locaux
CARITAS	107 000,00	
CARITAS ALSACE EQUIPE SOCIALE	0,00	Locaux
CARITAS EPICERIE SOCIALE	0,00	Locaux
CARITAS EPICERIE SOLIDAIRE	0,00	Locaux
CARITAS SECOURS CATHOLIQUE 25 RUE DE BORDEAUX	0,00	Locaux
CARNAVAL	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CARNAVAL DE MULHOUSE GROUPEMENT DES SOCIETES	82 500,00	
CASI	0,00	Locaux
CDAFAL + ASSOCIATION AJC68	0,00	Locaux
CENTRE CULTUREL BEL AIR	90 000,00	
CENTRE CULTUREL FRANCAIS	500,00	
CENTRE CULTUREL TURC	0,00	Locaux
CENTRE DE CREATION AUDIOVISUELLE	2 750,00	
CENTRE DE PRÉVENTION BIEN VIEILLIR ALSACE	0,00	Locaux
CENTRE DIOCESAIN DE DOCUMENTATION CATECHETIQUE	4 574,00	
CENTRE INFORMATION DROITS DE LA FEMME	25 700,00	
CENTRE LOISIRS JEUNES DE LA POLICE NATIONALE	2 000,00	
CENTRE SOCIO-CULTUREL BEL-AIR	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CENTRE SOCIO-CULTUREL DROUOT	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CENTRE SOCIO-CULTUREL LAVOISIER-BRUSTLEIN	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CENTRE SOCIO-CULTUREL PAPIN	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CENTRE SOCIO-CULTUREL PAX	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CENTRE SOCIO-CULTUREL PORTE DU MIROIR	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
CENTRE SOCIO-CULTUREL WAGNER	0,00	Matériel/Personnel/Locaux

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CERCLE D'ECHECS PHILIDOR	0,00	Matériel
CERCLE DE VOILE DE MULHOUSE	4 500,00	
CERCLE ECHECS PHILIDOR	49 625,00	
CERCLE THÉÂTRAL ALSACIEN	0,00	Locaux
CHEIKHS DE BROSSOLETTE	3 550,00	
CHEIKS DE BROSSOLETTE	0,00	Locaux
CHOEUR DE GARCONS DE MULHOUSE	1 600,00	
CHORALE ALLIANCE MULHOUSE	2 000,00	
CHORALE LA SALTARELLE	1 600,00	
CHORALE POLONAISE KRAYOBRAGE	0,00	Locaux
CHORALE SZAMOTUL ET GROUPE FOLK POLONIA	750,00	
CHW	9 601,00	
CIDFF	0,00	Locaux
CIE ARCHERS DU BOLLWERK	3 500,00	
CINÉMA BEL-AIR	0,00	Matériel/Personnel
CIRQUE ARLETTE GRUSS	0,00	Matériel/Personnel
CLUB ALPIN	0,00	Locaux
CLUB ALPIN FRANCAIS MULHOUSE	1 900,00	
CLUB D'ORIENTATION MULHOUSE	0,00	Locaux
CLUB DE TIR ST ETIENNE MULHOUSE	500,00	
CLUB GRAND FOND MULHOUSE	3 000,00	
CLUB GRAND FOND MULHOUSE	0,00	Locaux
CLUB MULTICOLLECTIONS CHASSEURS D'IMAGES	1 000,00	
CLUB ORIENTATION MULHOUSE	2 000,00	
CLUB SPORTIF BOURTZWILLER	14 300,00	
CLUB SPORTIF BOURTZWILLER FOOTBALL	0,00	Locaux
CLUB VOSGIEN	0,00	Locaux
CLUB VOSGIEN MULHOUSE CRETES	760,00	
COLLECTIF DU 1ER MAI	0,00	Matériel/Personnel
COLLECTIF ODL	5 000,00	
COLLECTIF RANDOM - LES PASSEURS	0,00	Matériel/Personnel
COLLEGE WOLF	200,00	
COLLEGIUM MUSICUM MULHOUSE STUSSI DAMARIS	2 000,00	
COMITÉ CENTRAL CORPORATIF DU HAUT-RHIN BASKET-BALL	0,00	Locaux
COMITÉ DE GESTION	0,00	Locaux
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU HAUT-RHIN DE PÉTANQUE	0,00	Matériel/Personnel
COMITÉ RÉGIONAL OLYMPIQUE ET SPORT	0,00	Matériel/Personnel
COMITÉ SOCIAL ET ECONOMIQUE	0,00	Matériel/Personnel
COMMERCANTS MARCHE CANAL COUVERT MULHOUSE	62 000,00	
COMMUNAUTE ISRAELITE DE MULHOUS JARDIN D ENFANTS	9 000,00	
COMMUNAUTE SOLIDAIRE CAMPUS DE LA FONDERIE FSESJ	3 000,00	
COMMUNAUTÉ ISRAÉLITE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
COMMUNAUTÉ ISRAÉLITE DE MULHOUSE (BASKET)	0,00	Locaux
COMPAGNIE DES ARCHERS DU BOLLWERK	0,00	Matériel/Locaux
COMPAGNIE EL PASO	2 500,00	
COMPAGNIE ESTRO	0,00	Locaux
COMPAGNIE KALISTO	0,00	Matériel/Personnel
COMPAGNIE LE CHAT PITRE	10 000,00	
COMPAGNIE SANS NOM	2 000,00	
COMPAGNIE SANS NOM	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	3 000,00	
COMPAGNIE THÉÂTRALE DE TUILERIE	0,00	Locaux
COMPAGNIE THÉÂTRALE DES AUTRES	0,00	Matériel
COMPAGNONS ACCORDÉON	0,00	Locaux
CONSEIL CONSULTATIF DU PATRIMOINE MULHOUSIEN	0,00	Locaux
CONSEIL CONSULTATIF DU PATRIMOINE MULHOUSIEN	5 000,00	
CONSEIL DE FABRIQUE EGLISE SAINTE MARIE	1 000,00	
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU HAUT RHIN	12 000,00	
CONSEIL PARTICIPATIF MANUFACTURES	0,00	Matériel/Personnel
CONSULAT DE TUNISIE	0,00	Matériel/Personnel
CONVENIENCE	1 305,00	
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE CHARPENTIERS DE LOISY	600,00	
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE HENRI REBER	1 340,00	
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE JACQUES PREVERT	821,30	
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE PORTE MIROIR	800,00	
COPROPRIETE LES VERGERS	1 192,00	
COPROPRIETE RUE HOMBOURG	6 387,00	
COSMOSPORT	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
COSMOSPORT	9 000,00	
COUAC ETC	800,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE	10 000,00	
CSC BEL AIR	326 633,00	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CSC JEAN WAGNER	401 345,00	
CSC LAVOISIER BRUSTLEIN	463 510,00	
CSC PAPIN	384 960,00	
CSC PAX	436 872,00	
CSC PORTE DU MIROIR	337 500,00	
CSP MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
CURLING OLYMPIC	500,00	
CÉZAM	0,00	Locaux
DANTE ALIGHIERI	200,00	
DELICE MUSICAL	1 000,00	
DELTA REVIE HAUT RHIN	6 250,00	
DISTRICT ALSACE DE FOOTBALL	0,00	Locaux
DORLISS ET COMPAGNIE	1 500,00	
DROUOT MULTI ACCUEIL BAB'ILL	78 350,00	
ECO'VRAC	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE DE DANSE FABRICI	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ECOLE DE LA 2E CHANCE	0,00	Locaux
ECOLE SUPÉRIEURE DE PRAXIS SOCIALE	0,00	Locaux
EDUCATION CANINE MULHOUSE BRUNSTATT	500,00	
ELAN SPORTIF	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ENSEMBLE DE MANDOLINES ET GUITARES	1 000,00	
ENSEMBLE VOCAL LE MOTET	1 000,00	
ENSEMBLE VOCAL LE ROUGE ET NOIR	900,00	
ENTENTE GRAND MULHOUSE ATHLE	13 900,00	
ENTENTE GRAND MULHOUSE ATHLÉTISME	0,00	Matériel/Personnel
ENTENTE MULHOUSIENNE	9 450,00	
ENTENTE MULHOUSIENNE - HANDBALL	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ENTR'AIDE SOCIALE	0,00	Locaux
ESCRIME LOISIRS MULHOUSE	0,00	Locaux
ESPACE DE PROJETS D'INSERTION EPICES	2 000,00	
ESPRIT MONTAGNE 68	0,00	Locaux
ESPÉRANCE MULHOUSE 1893 GYMNASTIQUE	0,00	Locaux
ESPÉRANCE MULHOUSE 1893 JUDO	0,00	Locaux
ESPÉRANCE MULHOUSE 1893 KARATÉ	0,00	Locaux
ESTRO	15 000,00	
ETOILE MULHOUSE	2 500,00	
ETOILE MULHOUSE (FOOTBALL)	0,00	Locaux
ETUDE PLUS MULHOUSE	0,00	Locaux
ETUDE PLUS MULHOUSE	4 000,00	
F.C.M BASKET MASCULIN	0,00	Locaux
F.C.M ESCRIME	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
F.N.D.I.R.P	0,00	Locaux
FANFARE MULHOUSE 1951	1 000,00	
FASILA DANSER	10 000,00	
FC MULHOUSE SECTION BASEBALL	3 500,00	
FCM 1893 ATHLETISME	19 000,00	
FCM 1893 SECTION TENNIS	30 250,00	
FCM ESCRIME	12 000,00	
FCM SECTION BILLARD	4 500,00	
FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME	15 000,00	
FEDERATION FRANCAISE JUDO JUJJITSU KENDO	20 000,00	
FEDERATION HIERO NOUMATROUFF	240 000,00	
FESTICHANT ASCA	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
FESTIVAL DES MUSIQUES SACREES	2 500,00	
FF GYMNASTIQUE	0,00	Locaux
FF JUDO	0,00	Matériel/Personnel
FIL À LIER	0,00	Matériel/Personnel
FOLOGAR FURLAN	0,00	Locaux
FONDATION ARMEE DU SALUT	10 000,00	
FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	5 000,00	
FOOTBALL CLUB MULHOUSE	153 750,00	
FOOTBALL CLUB MULHOUSE 1893	149 500,00	
FOOTBALL CLUB MULHOUSE 1893 ALSACE	0,00	Locaux
FOYER SAINTE GENEVIÈVE	0,00	Locaux
FOYER ST JOSEPH MCP CITE	16 150,00	
FRANCE REIN HAUT RHIN	600,00	
FUDOKAN MULHOUSE	500,00	
FUDOKAN MULHOUSE (KARATÉ)	0,00	Locaux
FÉDÉRATION DE TENNIS	0,00	Matériel/Personnel
FÉDÉRATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELÈVES FCPE	0,00	Locaux
FÉDÉRATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELÈVES FCPE	0,00	Locaux
FÉDÉRATION DU BTP DU HAUT-RHIN	0,00	Matériel/Personnel
FÉDÉRATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL	0,00	Locaux
GESCOO	281 600,00	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GESTION DE LA MAB	0,00	Locaux
GROUPE CULTUREL ET FOLKLORIQUE PORTUGAIS	1 500,00	
GROUPE DES APHASIQUES DE MULHOUSE ET ENVIRONS	500,00	
GROUPEMENT DE GESTION DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS	0,00	Locaux
GROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE BOURTZWILLER	1 200,00	
GROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE BOURTZWILLER	0,00	Locaux
GROUPEMENT DES SOCIÉTÉS CARNAVAL MULHOUSE (DÉPLIANTS-AFFICHES-IMPRESSIONS)	0,00	Matériel/Personnel
GYM MULHOUSE	0,00	Locaux
GYM MULHOUSE	20 000,00	
GYMAVIE	0,00	Locaux
GYMAVIE	1 000,00	
GYMNASTIQUE ESPERANCE 1893	1 800,00	
HOPENDOG	13 500,00	
I LOVE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
IL ETAIT PLUSIEURS FOIS	1 500,00	
ILLMATTA PARLA GROUPE DANSE FOLKLORIQUE	1 060,00	
INFINI JIU JITSU MULHOUSE	0,00	Locaux
INSTITUT DE RECHERCHE EN HÉMATOLOGIE - IRHT	0,00	Matériel/Personnel
INSTITUT DES ARTS ET TRADITIONS	500,00	
INSTITUT DU DROIT LOCAL ALSACIEN	800,00	
INSTITUT SUPÉRIEUR DE TEXTILE D'ALSACE	0,00	Matériel/Personnel
INSTITUTION JEANNE D'ARC	0,00	Matériel/Personnel
INTEGRATION SOLIDARITE DVLP	4 050,00	
ISTIKBAL	0,00	Locaux
JARDINS FAMILIAUX	19 600,00	
JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO	160 000,00	
JEUNESSE POLICE NATIONALE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
JEUX ARTS INDUSTRIE MULHOUSE	75 000,00	
JUSQU'À LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE	1 800,00	
KALISTO	62 500,00	
KARATÉ CLUB ME FUNAKOSHI	0,00	Locaux
KM0 CAMPUS	2 000,00	
KRAV MAGA 68	0,00	Locaux
KULTUR VIBRATION EVENT	0,00	Matériel/Personnel
L'ACADÉMY	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
L'AGRANDISSEUR	15 000,00	
L'ELAN SPORTIF	57 800,00	
L'ENTREPÔT	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
L'ERMITAGE ACCORDAGES	0,00	Matériel/Personnel
L'ILL AUX ROSEAUX	500,00	
L'OUTIL EN MAIN	1 200,00	
LA COMPAGNIE DES AUTRES	4 000,00	
LA COMPAGNIE DES AUTRES	0,00	Locaux
LA FILATURE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
LA FILATURE	3 024 213,00	
LA GRANDE ROUE	1 500,00	
LA MAISON DE L'AUTISME	5 000,00	
LA MANUFACTURE DES SONGES	3 000,00	
LA MEF	0,00	Matériel/Personnel
LA MEF	0,00	Matériel/Personnel
LA NAVETTE GPE ENTRAIDE MUTUELLE	5 000,00	
LA PETITE OURSE	24 000,00	
LA PLUME	0,00	Locaux
LA RONDE DES FÊTES	0,00	Locaux
LA TABLE DE LA FONDERIE	1 500,00	
LAST TRAIN PRODUCTIONS	20 000,00	
LB BOXING	0,00	Locaux
LE CAP	3 000,00	
LE CERCLE THEATRAL ALSACIEN MAISON DES ASSOCIATIONS	4 000,00	
LE DROIT DE VIVRE	6 600,00	
LE MOULIN NATURE	0,00	Matériel/Personnel
LE MOULIN NATURE CINE LUTTERBACH	99 000,00	
LE PRINTEMPS DU TANGO	8 000,00	
LE REZO	26 850,00	
LE REZO BOURTZWILLER	0,00	Locaux
LE SECHOIR	12 000,00	
LE SQU'ART	4 000,00	
LES AILES DE L'ESPOIR	5 000,00	
LES AMIS DE LA CHAPELLE RHENANE	1 500,00	
LES ATELIERS DE LA PISTE ZAVATTA	18 000,00	
LES CHASSEURS D'IMAGES	0,00	Matériel/Personnel
LES COMMERCANTS DU COEUR DE MULHOUSE	10 000,00	
LES DOCKERS	40 000,00	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES FEMMES CHEFS D ENTREPRIS CCI FRANCE	2 500,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST	8 000,00	
LES TROMPETTES DE MULHOUSE	1 000,00	
LES VITRINES DE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
LES VITRINES DE MULHOUSE	52 000,00	
LIONS CLUB MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
LOVE&PAIN	0,00	Locaux
LYNX MULHOUSE HANDBALL	0,00	Matériel/Locaux
LYNX MULHOUSE HANDBALL	65 600,00	
M.J.C UNGERSHEIM	0,00	Matériel/Personnel
MACADAM BASKET	0,00	Matériel/Locaux
MAISON DE L'ETUDIANT	0,00	Matériel/Personnel
MAISON DE LA CITOYENNETE	1 500,00	
MAISON DE RETRAITE DE L'ARC	0,00	Matériel/Personnel
MAISON DES ASSOCIATIONS	0,00	Locaux
MAISON DES ASSOCIATIONS BOURTZWILLER	0,00	Locaux
MAISON DES ENSEMBLES DAL	0,00	Locaux
MAISON DES FAMILLES	22 000,00	
MAISON DES JEUNES WITTENHEIM	0,00	Matériel
MAISON DU PROTESTANTISME	47 525,00	
MAISON DU SUNDGAU	1 000,00	
MAISON EUROPEENNE DE L'ARCHITECTURE	4 250,00	
MALANDRO CAPOEIRA MULHOUSE	0,00	Locaux
MALJ - SÉCURITÉ ROUTIÈRE	0,00	Matériel/Personnel
MATHEMATIQUES SANS FRONTIERES	1 000,00	
MENSE EPISCOPALE ARCHEVECHE	147 240,00	
MICROSIPHON	0,00	Matériel/Personnel
MICROSIPHON	2 000,00	
MINÉRALOGIQUE ET PALÉONTOLOGIQUE	0,00	Locaux
MOULOUDIA CLUB DE FOOT	0,00	Locaux
MOULOUDIA CLUB MULHOUSE	10 400,00	
MOUV 68 PLANNING FAMILIAL	6 700,00	
MOUVEMENT DU NID	3 500,00	
MOUVEMENT VIE LIBRE	0,00	Locaux
MOUVEMENT VIE LIBRE	2 000,00	
MULHOUSE 1875 GYM	1 500,00	
MULHOUSE ART CONTEMPORAIN	15 000,00	
MULHOUSE ARTISTIQUE DANSE - MAD	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
MULHOUSE AVIRON	5 500,00	
MULHOUSE AZZURRI	0,00	Matériel
MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION	320 000,00	
MULHOUSE BOXE FRANÇAISE	0,00	Locaux
MULHOUSE FOOT REUNIS ASPTT	22 600,00	
MULHOUSE FUTSAL 420	0,00	Locaux
MULHOUSE LOISIRS SPORTIFS	0,00	Locaux
MULHOUSE LOISIRS SPORTIFS	1 800,00	
MULHOUSE MUAY THAÏ	0,00	Locaux
MULHOUSE NORDIC SPORTS UNION	1 500,00	
MULHOUSE OLYMPIC NATATION	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
MULHOUSE PFASTATT BASKET	41 600,00	
MULHOUSE PFASTATT BASKET ASSOCIATION	0,00	Locaux
MULHOUSE SQUASH CLUB	20 300,00	
MULHOUSE TENNIS DE TABLE	39 000,00	
MULHOUSE TENNIS DE TABLE	0,00	Locaux
MULHOUSE WATER POLO	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
MULHOUSE WATER POLO	101 837,50	
MUNSTRUM	0,00	Locaux
MUNSTRUM THEATRE	21 000,00	
MUR DE MULHOUSE EPISTOPHE	7 700,00	
MUSEE DE L'IMPRESSION ETOFFE	50 000,00	
MUSEION ASSOCIATION MUSEOLOGIE UHA	1 500,00	
MUSIQUE AVENIR	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
MUSIQUE ET ACCORDEON AMA	1 000,00	
MUSIQUE SAINT-BARTHÉLÉMY	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE	10 000,00	
MUSÉE DE L'AUTOMOBILE	0,00	Matériel/Personnel
MUSÉES MULHOUSE SUD ALSACE	0,00	Matériel/Personnel
MÉDIACYCLES	0,00	Locaux
NAT' SYNCHRO MULHOUSE	0,00	Locaux
NAT'CONNECT	2 400,00	
NATATION SYNCHRONISEE MULHOUSE	3 500,00	
NEF DES SCIENCES	2 300,00	
NEW CLUB	750,00	
NOUMATROUFF - FÉDÉRATION HIÉRO	0,00	Matériel/Personnel

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
O.M.S.P.A.C	0,00	Locaux
OCCE 68 MATERNELLE VICTOR HUGO	1 400,00	
OEUVRES HOSPITALIERES ORDRE DE MALTE	2 000,00	
OFFICE DU TOURISME	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
OFFICE MULHOUSIEN DES ARTS POPULAIRES	6 000,00	
OFFICE MULHOUSIEN JEUNESSE	11 179,00	
OFFICE PATRIOTIQUE ANCIENS COMBATTANTS	4 000,00	
OFFICE POUR LA LANGUE ET LA CULTURE D'ALSACE	5 000,00	
OLIVIER ARNOLD ART'SOC	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
OLYMPE SPORTIVE MULHOUSE (FOOTBALL)	0,00	Locaux
OMJ	0,00	Locaux
OPENFAB	12 750,00	
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	4 370,00	
ORCHESTRE HARMONIE DE MULHOUSE	0,00	Locaux
ORPHEON MUNICIPAL MULHOUSE	9 940,00	
ORPHÉON MUNICIPAL	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
ORTHOPHONIE ET PREVENTION	1 000,00	
OUTIL EN MAIN	0,00	Locaux
PANTHERES MULHOUSE BASKET ALSACE	60 500,00	
PANTHÈRES MULHOUSE BASKET ALSACE	0,00	Matériel/Locaux
PARC EXPO	0,00	Matériel/Personnel
PAROISSE JEANNE D'ARC	6 060,00	
PAROISSE SAINT JOSEPH	273,00	
PAROISSE SAINTE-THÉRÈSE	0,00	Matériel/Personnel
POLONIA	0,00	Locaux
PORTE OUVERTE CHRÉTIENNE	0,00	Matériel
PROD, LITTLE BLUE GIRL	0,00	Matériel
PRODUCTEUR MUSIC FOR EVER	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
PRODUCTEURS INDÉPENDANTS DE PIÈCES DE BOULEVARD	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
PROFESSION SPORT ET LOISIRS	2 000,00	
PÉTANQUE CLUB MULHOUSE	0,00	Locaux
QUILLES CLUB TOUS LES NEUF	0,00	Locaux
RACING CLUB MULHOUSE 1931	7 200,00	
RACING CLUB MULHOUSE 1931	0,00	Locaux
RAIL MINIATURE CLUB SUD ALSACE (RAMCAS)	0,00	Matériel/Personnel
RECIT MAISON DE L'IMAGE	4 000,00	
RED STAR MULHOUSE BADMINTON	0,00	Locaux
RED STAR MULHOUSE BADMINTON	40 600,00	
RESEAU DEDALE	4 000,00	
RESIDENCE LE CONCORDE	11 323,00	
RESIDENCE MARIGNY	10 000,00	
RESIDENCE PLEIN CIEL	13 875,00	
RESTAURANTS DU CŒUR	25 000,00	
REUNIS TOUS TALENTS	5 500,00	
ROWING CLUB MULHOUSE	2 250,00	
RUGBY CLUB DE MULHOUSE	0,00	Locaux
RUGBY CLUB MULHOUSE	32 650,00	
RUGBY TOP 14	0,00	Matériel/Personnel
RÉAL ASPTT C.F.	0,00	Locaux
RÉGIE DE BOURTZWILLER	0,00	Matériel/Personnel
RÉGIE DE L'ILL (QUARTIER DROUOT)	0,00	Matériel
RÉGIMENT MARCHE DU TCHAD	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
RÉSEAU ODE BOURTZWILLER	0,00	Locaux
SAIMIRI PARKOUR	0,00	Locaux
SAISION INTERNATIONALE DE MUSIQUE SACREE ET D'ORGUE	3 000,00	
SAKURA DOJO KENDO	0,00	Locaux
SCHWEISSDISSI CONFRERIE	500,00	
SCHWEISSDISSI CONFRÉRIE MILHÜSA	0,00	Matériel/Personnel
SCIENTICLUB	5 000,00	
SCORPIONS DE MULHOUSE 1997	300 000,00	
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	1 000,00	
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	1 950,00	
SCOUTS GUIDES MULHOUSE SEME	800,00	
SCOUTS MUSULMANS	0,00	Locaux
SDC COPRO 14 RUE DES GYMNASTES	2 880,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DU HAUT RHIN	5 000,00	
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	0,00	Matériel/Personnel
SEMAINE PHOTO RIEDISHEIM	0,00	Matériel
SEPIA	3 000,00	
SERVICE D'URGENCE SOCIALE	45 000,00	
SILONE	40 000,00	
SITE DMC BÂTIMENTS 44 ET 44A	0,00	Locaux
SKI CLUB SPORTIF DE MULHOUSE	0,00	Locaux
SNUIPP-FSU 68	0,00	Matériel/Personnel

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOC GYM ESPERANCE 1893 JUDO	18 000,00	
SOCIETE CHORALE HARMONIE	1 000,00	
SOCIETE D'HISTOIRE MULHOUSE ET DE GEOGRAPHIE DE MULHOUSE	6 650,00	
SOCIETE DE MUSIQUE AVENIR	3 370,00	
SOCIETE DE TIR A L ARC DE MULHOUSE	650,00	
SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	700,00	
SOCIETE GYMNASTIQUE ESPERANCE 1893	1 500,00	
SOCIETE HIPPIQUE DE MULHOUSE	10 000,00	
SOCIETE INDUSTRIELLE DE MULHOUSE	2 000,00	
SOCIÉTÉ D'ARBORICULTURE DE BOURTZWILLER	0,00	Locaux
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE DE MULHOUSE	0,00	Locaux
SOCIÉTÉ DE GYMNASTIQUE LA MULHOUSE 1875	0,00	Locaux
SOCIÉTÉ DE TIR À L'ARC DE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX	0,00	Matériel/Personnel
SOLHIMAL (AIDE AU TIBET)	0,00	Matériel/Personnel
SOLÉA FUTSAL	0,00	Locaux
SOS AMITIE HAUT RHIN	500,00	
SOS HEPATITES ALSACE	1 500,00	
SOURDS DU HAUT RHIN	1 500,00	
SOUVENIR FRANÇAIS	700,00	
SPA MULHOUSE HAUTE ALSACE	3 600,00	
SPIRIT OF TIGER DANNEMARIE	0,00	Locaux
STUDIO CHARLINE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
SYNDIC BENEVOLE COPRO 12 RUE GUTENBERG	4 363,00	
SYNDIC DE COPROPRIETAIRES 19 RUE DE BELFORT	11 595,00	
SYNDIC DE COPROPRIETE 5 RUE DE THANN	4 612,00	
SYNDIC DES COPROPRIETAIRES RUE DAGUERRE	5 486,00	
SYNDICAT DE COPROPRIETE BEL AIR	18 513,00	
SYNDICAT DE COPROPRIETE SALVATOR	6 327,00	
SÉMAPHORE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
TAEKWON DO APJES MULHOUSE	0,00	Locaux
TAMBOUR BATTANT	3 000,00	
TECHNISTUB	0,00	Matériel/Personnel
TENNIS CLUB DE L'ILLBERG	30 000,00	
TERRE DES HOMMES FRANCE	1 500,00	
TERRE NOUVELLE	0,00	Matériel/Personnel
TERRESSTRE	1 000,00	
THEATRE DE POCHE RUELLE	45 000,00	
THEATRE ST FRIDOLIN	5 000,00	
THÉÂTRE DE POCHE-RUELLE	0,00	Locaux
TIR A L'ARC MULHOUSE	2 775,00	
TIR SPORTIF MULHOUSIEN	1 000,00	
TOP TEAM 68	0,00	Locaux
TOURING CLUB MULHOUSE	0,00	Matériel
TOURING PLONGEE MULHOUSE	3 500,00	
TOURING PLONGÉE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
TOUS UNIS INTER ARMÉES	0,00	Matériel/Personnel
TRETEAUX DE HAUTE ALSACE	56 000,00	
TRÉTEAUX DE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
TUBA MULHOUSE	15 000,00	
UCKARAAGAC KOYU	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
UNAFAM DELEGATION 68	600,00	
UNION BOULISTE MULHOUSIENNE	0,00	Locaux
UNION DES CORPORTATIONS ARTISANALES	0,00	Matériel/Personnel
UNION FRANCAISE SANTE BUCCO DENTAIRE	4 000,00	
UNION SPORTIVE AZZURI MULHOUSE	0,00	Locaux
UNION SPORTIVE MULHOUSIENNE VOLLEY	0,00	Locaux
UNION SPORTIVE OUVRIERE DE MULHOUSE	500,00	
UNIS CITE ALSACE	20 466,00	
UNIS CITÉ	0,00	Locaux
UNIVERSITE POPULAIRE DU RHIN	21 500,00	
UNIVERSITÉ HAUTE ALSACE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
UNIVERSITÉ POPULAIRE	0,00	Locaux
US AZZURRI MULHOUSE	21 700,00	
USM VOLLEY BALL	27 075,00	
VIE ETUDIANTE DU CLOUS DE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
VITA RUE	5 000,00	
VIVE LA TOUR DE L'EUROPE	1 000,00	
VOLLEY MULHOUSE ALSACE	0,00	Matériel/Locaux
VOSGES TROTTERS MULHOUSE	0,00	Locaux
VOSGES TROTTERS MULHOUSE	5 700,00	
WAKAMOUN PROJETS SOLIDAIRES	500,00	
Entreprises		

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
2 M M SARL	17 170,00	
AJASSOCIES	18 057,68	
AURORE FABRO PSYCHOLOGUE	0,00	Locaux
BATIGÈRE	0,00	Matériel
BIORHIN	0,00	Matériel/Personnel
BOUCHERIE ORION	0,00	Matériel/Personnel
BOULANGEIRE FINE FLURY	7 887,00	
BOUTIQUE PREMIÈRE LIGNE	0,00	Matériel/Personnel
CABINET SCHOEPF DESAULLES	10 000,00	
CITIVIA SPL	725 000,00	
CITYA ETIGE LOGEMENT	3 305,00	
CLM IMMO	10 000,00	
ELEA INVESTISSEMENTS	5 286,00	
FILMS GRAND HUIT	0,00	Matériel/Personnel
FONCIA ALSACE	54 808,00	
FONCIA ALSACE	6 336,00	
FONCIA ALSACE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	2 162,00	
IMPACT	0,00	Matériel/Personnel
L'IMMOBILIERE BUECHER SARL	6 300,00	
LABORATOIRE DE DORNACH	0,00	Matériel/Personnel
LCM BELFORT MULHOUSE	200,00	
LOGEOS BATIMENTS	100,00	
MOTOCO ET CO	30 000,00	
NEXITY LAMY	740,00	
NS INVEST	2 368,00	
RADIO FLOR FM	0,00	Matériel/Personnel
SASIK	1 399,00	
SCI CHEVALLIERS	2 923,00	
SCI CYRCE	5 250,00	
SCI DELABATIESCHATZ	2 463,00	
SCI FRANCE IN'VEST	4 961,00	
SCI JUMOZAA	20 968,00	
SCI KARELL	5 459,00	
SCI MAGNOLIA	26 945,00	
SCI PL JM	1 923,00	
SCI Y2M	4 165,00	
SOCIETE IMMOBILIERE YC SONDE	2 985,00	
SOCIÉTÉ IDÉACTIF	0,00	Matériel/Personnel
SOLEA	0,00	Matériel
WEIBLEN IMMEUBLES	3 043,00	
Personnes physiques		
ACKER BERNARD	2 752,00	
ANDRES LARA	2 000,00	
ARNOLD GILLES	3 556,00	
ARNOLD OLIVIER	2 500,00	
AVDYLAJ BEKIM	705,00	
BASLER KUNSTVEREIN	2 000,00	
BOILLOT EDOUARD ALEXANDRE	2 251,00	
BOUAZIZ MONCEF	200,00	
BOUKAFRI KARIM	3 055,00	
CANDOGAN MEDINE	1 396,00	
CASTA ELISABETH	1 135,00	
CLARA JEAN	884,00	
DA LOTTI DAGAN GINETTE	598,00	
DAAS SAID	356,00	
DAHMANE MALIKA	150,00	
DE BALTHASAR ALAIN	3 008,00	
DEDICI	2 400,00	
DELFIN SIMON	8 276,00	
FAVRAT SARAH	5 656,00	
FERRY JOANNE	979,00	
FIJULIANIN NERMIN	613,00	
FISCHESSER ANNETTE	5 826,00	
FRITSCH JOSEPH	6 500,00	
FUCHS THOMAS	6 853,00	
GANE FREDERIQUE	3 651,00	
GEORGENTHUM PAUL	3 000,00	
GERARD THUET	7 671,00	
GHEMIT FADILA	1 187,00	
GICQUEL TOM	6 500,00	
GRIGORYAN EDGARD	5 000,00	
GROSJEAN LIONEL	2 839,00	
GRUMBACH RAPHAEL	6 521,00	
GUGGENBUHL MICHAEL	612,00	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GUILLOSSON LOUIS	7 547,00	
HARTMANN ROMIN	23 157,00	
HENNER GABRIELLE	381,00	
HESLING THIERRY	3 167,00	
HOEGER MICHAEL	672,00	
JACQUE BERNARD	5 428,00	
KALMES MARC	4 590,00	
KAYSER RACHIDA SYNDIC BENEVOLE	13 066,00	
KELLER GUILLAUME	6 000,00	
LAANAYA EL BARKAOUI HICHAM	754,00	
LAMBERT MARGOT	2 000,00	
LAMY CLEMENT	2 000,00	
LARANJEIRA OLIVIER	529,00	
LEIBE SEBASTIEN	10 000,00	
LOUCHENE AYA	800,00	
LUTHRINGER OLIVIER	1 788,00	
MAC DOUNE WAN NIY	2 000,00	
MANDRAY JULIEN	5 070,00	
MAROTTE MAXIME	4 500,00	
MEDJADJI MOHAMMED	1 790,00	
MEIRA LOPES MARIA CANDIDA	856,00	
MEISTER DOMINIQUE	4 311,00	
MERKLE ARNAUD	6 500,00	
MESSAOUDI KAMEL	1 625,00	
MISLIN CLOE	4 000,00	
NABI SARA	1 500,00	
NAUMANN NICOLAS	10 000,00	
NTIAMOAH BRIGITTE	7 500,00	
OLINGA ANDELA LEANDRA	1 000,00	
OUCHENANE AMAR	290,00	
OUSPENSKI ALEXEI	1 931,00	
PAIN STEPHANIE	2 769,00	
PECQUET GENEVIEVE	3 900,00	
PENARANDA JEAN PHLIPPE	1 647,00	
PEREZ FRANCOIS	573,00	
PLEE ROSELYNE	150,00	
QUAILE JOHAN	2 000,00	
RADOSAVLJEVIC CAMILLE	2 000,00	
RAPP DOMINIQUE	15 000,00	
REIGNIER NICOLAS	2 260,00	
REVELANT ELISABETH	1 601,00	
REZMONT	10 000,00	
ROSENBLATT VINCENT	1 286,00	
ROTTNER YVES	2 120,00	
SCHAAL HUGUETTE	5 021,00	
SCHAERER GILBERT	2 138,00	
SCHULLER PAULETTE	2 500,00	
SEYLLER JULIEN	9 291,00	
SOEHNLEN CHRISTOPHE	2 685,00	
SOUICI EDDY	1 048,00	
STRECKER VINCENT	2 000,00	
STUCKERT MARIE	3 936,00	
STUDER MARIE JEANNE	582,00	
TAHTE ASLAHE SUZANNE	100,00	
TARDIEU GAELLE	1 733,00	
URING JEAN CAMILLE	5 402,00	
VEDRINE BRUNO	3 212,00	
VERON AUDREY	1 007,00	
WALTER MICHELE	957,00	
WEILL SEBASTIEN	2 850,00	
ZAJAC LAURENCE	2 236,00	
Autres		
CGT VILLE	420,00	
SYNDICAT AUTONOME FAFPT (SYNDICAT VILLE) 23 RUE LOUIS PASTEUR	0,00	Matériel/Personnel
SYNDICAT FORCE OUVRIÈRE (SYNDICAT VILLE) 42 RUE ROGER SALENGRO	0,00	Matériel/Personnel
Personnes de droit public		
Etat		
ANTENNE DE POLICE JUDICIAIRE	0,00	Locaux
CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES	19 855,00	
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE - CNRS	0,00	Matériel/Personnel
COMPAGNIE RÉPUBLICAINE DE SÉCURITÉ	0,00	Matériel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG - EFS	0,00	Matériel/Personnel
GENDARMERIE	0,00	Matériel/Personnel
INSPECTION EDUCATION NATIONALE MULHOUSE 2	0,00	Locaux
TRIBUNAL JUDICIAIRE	0,00	Matériel/Personnel
Régions		
Départements		
Communes		
VILLE D'ILLZACH	0,00	Matériel
VILLE D'UNGERSHEIM	0,00	Matériel/Personnel
VILLE DE BERRWILLER	0,00	Matériel
VILLE DE FLAXLANDEN	0,00	Matériel
VILLE DE HEIMSBRUNN	0,00	Matériel/Personnel
VILLE DE MORSCHWILLER-LE-BAS	0,00	Matériel
VILLE DE PFASTATT	0,00	Matériel/Personnel
VILLE DE STAFFELFELDEN	0,00	Matériel
VILLE DE ZILLISHEIM	0,00	Matériel
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
AGENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	68 530,00	
BALLET DU RHIN	0,00	Matériel/Personnel
CCIT ALSACE EUROMETROPOLE	7 420,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	1 525 000,00	
CSC DROUOT BARBANEGRE	204 000,00	
GIP ACMISA	5 000,00	
GIP MAISON DES ADOLESCENTS	9 500,00	
HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN	59 500,00	
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	442 039,00	
OPÉRA NATIONAL DU RHIN	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
REGIE REUSSITE EDUCATIVE	10 000,00	
Autres		
AMBASSADE DU SÉNÉGAL	0,00	Matériel/Personnel
APPEL JEAN XXIII	0,00	Matériel/Personnel
CENTRE DE RÉADAPTATION DE MULHOUSE	0,00	Matériel/Personnel
CENTRE HOSPITALIER DE MULHOUSE	0,00	Matériel
CENTRE HOSPITALIER DE ROUFFACH	0,00	Locaux
COLLEGE FRANCOIS VILLON	1 404,00	
COLLÈGE DE BOURTZWILLER	0,00	Locaux
COLLÈGE FRANÇOIS VILLON	0,00	Locaux
COLLÈGE JEAN MACÉ	0,00	Locaux
COLLÈGE JEAN XXIII	0,00	Matériel/Personnel
COLLÈGE JEANNE D'ARC	0,00	Locaux
COLLÈGE KENNEDY	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
COLLÈGE ST EXUPÉRY	0,00	Locaux
COLLÈGE UNSS	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE CHRISTIAN ZUBER	419,63	
ECOLE ELEMENTAIRE COUR DE LORRAINE	800,00	
ECOLE ELEMENTAIRE KOECHLIN	800,00	
ECOLE ELÉMENTAIRE BROSSOLETTE	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE CÉLESTIN FREINET	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE DROUOT	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE FRANKLIN	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE ILLBERG	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE LA FONTAINE	0,00	Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE MATISSE	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE NORDFELD	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE PERGAUD	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE PIERREFONTAINE	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE STINTZI	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE ELÉMENTAIRE THÉRÈSE	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE ALBERT CAMUS	1 400,00	
ECOLE MATERNELLE DIEPPE	891,00	
ECOLE MATERNELLE FILOZOF	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE FRANCOISE FREY	500,00	
ECOLE MATERNELLE FREY	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE FURSTENBERGER	1 400,00	
ECOLE MATERNELLE HAUT-POIRIER	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE JULES VERNE	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE MONTAIGNE	600,00	
ECOLE MATERNELLE MÉTAIRIE	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE NORDFELD	600,00	
ECOLE MATERNELLE PERGAUD	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE PLEIN CIEL	800,00	
ECOLE MATERNELLE SAINT EXUPERY	402,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ECOLE MATERNELLE SÉBASTIAN BOURTZ	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE MATERNELLE ZUBER	0,00	Matériel/Personnel
ECOLE PRIMAIRE DROUOT	1 050,00	
ECOLE PRIMAIRE ILLBERG	600,00	
ECOLE SEBASTIEN BOURTZ	600,00	
GROUPE SCOLAIRE DORNACH	0,00	Matériel/Personnel
GROUPE SCOLAIRE DORNACH	600,00	
GROUPE SCOLAIRE HENRI SELLIER	800,00	
GROUPE SCOLAIRE JEAN DE LA FONTAINE	800,00	
GROUPE SCOLAIRE JEAN WAGNER	2 275,00	
GROUPE SCOLAIRE PIERRE BROSSOLLETTE	2 000,00	
GROUPE SCOLAIRE PIERREFONTAINE	190,00	
GROUPE SCOLAIRE PIERREFONTAINE	0,00	Matériel/Personnel
LYCEE ET CFA ROOSEVELT	765,00	
LYCÉE DU REBBERG	0,00	Matériel/Personnel
LYCÉE LAMBERT	0,00	Matériel/Personnel
LYCÉE LAVOISIER	0,00	Locaux
LYCÉE MONTAIGNE	0,00	Matériel/Personnel/Locaux
LYCÉE SCHWEITZER	0,00	Matériel/Personnel
LYCÉE STOESSEL	0,00	Locaux
SCNF RESEAU	25 397,20	
SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MULHOUSE - OPERATIONS PATRIMONIALES	1 007 243,02	
SNCF	0,00	Matériel/Personnel
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	1 500,00	
TOTAL GENERAL	**17 593 610,83**	

IV – ANNEXES | IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
F001 Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	47 848 497,25	-1 590 200,72	46 258 296,53	8 753 353,87	5 628 540,00	4 363 163,13	33 141 779,53
F002 Rénovation et mise aux normes du patrimoine	6 755 596,56	769 996,48	7 525 593,04	981 571,55	1 331 333,49	701 274,40	5 842 747,09
F003 Mulhouse Diagonales	4 037 878,00	399 997,33	4 437 875,33	979 071,01	1 999 603,32	1 830 816,30	1 627 988,02
F004 Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	78 251 992,04	-3 725 004,03	74 526 988,01	5 359 464,91	9 877 089,10	6 607 431,28	62 560 091,82
F005 Bien-être et mobilités douces	10 670 061,64	-1 018 000,43	9 652 061,21	925 759,21	1 007 977,00	326 521,16	8 399 780,84
F006 Plan écoles	37 340 687,27	559 994,01	37 900 681,28	5 165 439,60	4 961 367,68	3 819 551,17	28 915 690,51
F007 Nature en ville et biodiversité	3 848 231,51	-0,57	3 848 230,94	1 725 025,76	666 805,18	323 394,73	1 799 810,45
F008 Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	26 928 413,98	3 519 989,40	30 448 403,38	6 931 421,74	4 116 848,64	2 661 299,65	20 855 681,99
F009 Aménagement des équipements culturels et cultuels	11 228 683,79	1 328 498,37	12 557 182,16	3 311 489,43	1 940 954,73	1 288 789,26	7 956 903,47
F010 Aménagement des équipements sportifs	7 203 242,94	0,00	7 203 242,94	438 346,49	613 111,45	335 697,66	6 429 198,79
F011 Amélioration de l'habitat	3 841 967,00	-0,92	3 841 966,08	783 493,90	930 957,18	804 364,85	2 254 107,33
F012 Projets d'aménagement et de développement	33 498 043,44	6 690 056,04	40 188 099,48	4 016 646,80	2 979 989,68	904 678,79	35 266 773,89
F013 Ville intelligente	3 030 800,73	-1,07	3 030 799,66	533 504,31	671 960,35	584 711,18	1 912 584,17
F014 Mulhouse Grand Centre	10 047 813,25	-1 585 606,05	8 462 207,20	1 347 899,04	734 858,16	253 204,23	6 861 103,93
F015 Opérations à solder - PPI précédente	1 073 642,64	-5,54	1 073 637,10	823 362,63	88 384,47	22 353,62	227 920,85
TOTAL	285 605 552,04	5 349 712,30	290 955 264,34	42 075 850,25	37 549 780,43	24 827 251,41	224 052 162,68

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES | IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N | C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**325,00**	**8,00**	**333,00**	**207,00**	**79,00**	**286,00**
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	157,00	8,00	165,00	117,00	15,00	132,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	3,00	0,00	3,00	4,00	1,00	5,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	93,00	0,00	93,00	43,00	39,00	82,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
DIRECTEUR GNRL ADJOINT DES SERVICES	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	67,00	0,00	67,00	42,00	23,00	65,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**600,00**	**112,00**	**712,00**	**671,00**	**82,00**	**753,00**
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	432,00	111,00	543,00	539,00	55,00	594,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	79,00	1,00	80,00	78,00	6,00	84,00
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	3,00	0,00	3,00	5,00	0,00	5,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	19,00	0,00	19,00	16,00	5,00	21,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	67,00	0,00	67,00	33,00	16,00	49,00
FILIERE SOCIALE (d)		**31,00**	**190,00**	**221,00**	**100,00**	**22,00**	**122,00**
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	0,00	181,00	181,00	85,00	4,00	89,00
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	22,00	0,00	22,00	6,00	14,00	20,00
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	6,00	9,00	15,00	8,00	3,00	11,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
MEDECINS TERRITORIAUX	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**8,00**	**2,00**	**10,00**
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	5,00	0,00	5,00	3,00	2,00	5,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**187,00**	**26,00**	**213,00**	**112,00**	**80,00**	**192,00**
1ER VIOLON SOLO	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	33,00	0,00	33,00	27,00	8,00	35,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	29,00	0,00	29,00	18,00	7,00	25,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	20,00	20,00	40,00	24,00	11,00	35,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
CONSERVATEURS TERR. DE BIBLIOTHEQUE	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
DIRECTEUR ETABLISSEMENT ENSEIGNEMENT	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
DIRECTEUR ORCHESTRE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
MUSICIEN	A	56,00	0,00	56,00	0,00	0,00	0,00
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	20,00
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	12,00	12,00
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	17,00	17,00
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	31,00	6,00	37,00	31,00	2,00	33,00
FILIERE ANIMATION (i)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**6,00**	**3,00**	**9,00**
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	4,00	0,00	4,00	4,00	2,00	6,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		**75,00**	**0,00**	**75,00**	**73,00**	**0,00**	**73,00**
AGENTS DE POLICE MUNICIPALE	C	67,00	0,00	67,00	67,00	0,00	67,00
CHEFS DE SERVICE DE POLICE MUNIC	B	7,00	0,00	7,00	5,00	0,00	5,00
DIRECTEURS DE POLICE MUNICIPALE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**1 234,00**	**336,00**	**1 570,00**	**1 179,00**	**268,00**	**1 447,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
(2) Catégories : A, B ou C.
(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).
(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**7 275 116,40**		
1ER VIOLON SOLO	A	CULT	1070	62 274,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	354	20 602,80	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	21 126,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	380	22 116,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	354	20 602,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	821	47 782,20	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	385	22 407,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	385	22 407,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	355	20 661,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	394	22 930,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	370	21 534,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	354	20 602,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	436	25 375,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	381	22 174,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	356	20 719,20	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	465	27 063,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	508	29 565,60	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	569	33 115,80	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	508	29 565,60	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	441	25 666,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	363	21 126,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	436	25 375,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	452	26 306,40	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	379	22 057,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	462	26 888,40	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	38	CDD CONTRAT 1AN TRAVAILLEURS HANDI
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	390	22 698,00	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	404	23 512,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	415	24 153,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	CULT	673	39 168,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° HORS CE
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	CULT	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	768	44 697,60	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	806	46 909,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	640	37 248,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	821	47 782,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	690	40 158,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	821	47 782,20	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	768	44 697,60	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	824	47 956,80	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	821	47 782,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	38	CDD CONTRAT 1AN TRAVAILLEURS HANDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	575	33 465,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	S	505	29 391,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
DIRECTEUR GNRL ADJOINT DES SERVICES	A	ADM	890	51 798,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	3-1	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	426	24 793,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	415	24 153,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	390	22 698,00	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	685	39 867,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	637	37 073,40	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	540	31 428,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	478	27 819,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	41 438,40	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	43 999,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	43 999,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	41 438,40	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	43 999,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	41 438,40	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	41 438,40	3-3-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	734	42 718,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	734	42 718,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	43 999,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	41 438,40	3-3-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	734	42 718,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	43 999,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	40 740,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	40 740,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	40 740,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	40 740,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	40 740,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	676	39 343,20	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	676	39 343,20	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	689	40 099,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	711	41 380,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	689	40 099,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	655	38 121,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	655	38 121,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	643	37 422,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	643	37 422,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	643	37 422,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	643	37 422,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	36 724,20	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	36 724,20	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	36 724,20	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	672	39 110,40	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	36 549,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	650	37 830,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	36 549,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	650	37 830,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	650	37 830,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	36 549,60	3-3-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	650	37 830,00	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	35 851,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	36 549,60	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	35 851,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	35 851,20	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	604	35 152,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	604	35 152,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	604	35 152,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	604	35 152,80	3-3-1°	CDI CDI ART 3-3 1° MUSICIEN
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	598	34 803,60	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	590	34 338,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	673	39 168,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	396	23 047,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	356	20 719,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	25 666,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	359	20 893,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	569	33 115,80	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	452	26 306,40	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	415	24 153,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	452	26 306,40	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	504	29 332,80	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	381	22 174,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	396	23 047,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**335 290,20**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	A	CDD CONTRAT DE PROJET
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	392	22 814,40	110-1	CDD COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	404	23 512,80	110-1	CDD COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	360	20 952,00	110-1	CDD COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	A	CDD CONTRAT DE PROJET
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	1013	58 956,60	110	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	390	22 698,00	A	CDD CONTRAT DE PROJET
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	390	22 698,00	A	CDD CONTRAT DE PROJET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	A	CDD CONTRAT DE PROJET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	110	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	110	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	A	CDD CONTRAT DE PROJET
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	A	CDD CONTRAT DE PROJET
TOTAL GENERAL				**7 610 406,60**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité ...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV

C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
BONI DA SILVA Claudine	PROXIMIA Partenaire	1 760,00	24/11/2022 Mairie Mulhouse	Media Training
BOULLE Jean-Philippe	PROXIMIA Partenaire	513,33	18/03/2022 Mairie Mulhouse	Optimiser son conseil municipal
COLOMI Florian	PROXIMIA Partenaire	1 760,00	24/11/2022 Mairie Mulhouse	Media Training
CORNELLE Marie	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
COUCHOT Alain	PROXIMIA Partenaire	513,33	18/03/2022 Mairie Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
GOETZ Anne-Catherine	PROXIMIA Partenaire	1 760,00	24/11/2022 Mairie Mulhouse	Media Training non conseil municipal
GOETZ Anne-Catherine	PROXIMIA Partenaire	513,35	25/11/2022 Mairie de Mulhouse	Optimiser son conseil municipal
GOETZ Anne-Catherine	PROXIMIA Partenaire	1 500,00	31/08/2022 au 02/11/2022 Mairie de Mulhouse	Améliorer ses prises de parole en public
HOTTINGER Marie	PROXIMIA Partenaire	513,34	18/03/2022 Mairie Mulhouse	Optimiser son conseil municipal
HOTTINGER Marie	PROXIMIA Partenaire	1 080,00	20/04/2022 Mairie de Mulhouse	Faire appel au mécénat pour financer vos projets
JUNG Alfred	PROXIMIA Partenaire	513,34	18/03/2022 Mairie Mulhouse	Optimiser son conseil municipal
JUNG Alfred	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
LUTZ Michèle	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
MOTTE Nathalie	PROXIMIA Partenaire	513,35	25/11/2022 Mairie de Mulhouse	Optimiser son conseil municipal
MOTTE Nathalie	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
NICOLAS Thierry	EFE - Département formation	800,00	31/05/2022 Paris	Réforme des CCAG : quels enseignements et retours d'expériences
OBERLIN Alfred	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
RITZ Christelle	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
SOHNN Cécile	PROXIMIA Partenaire	513,34	18/03/2022 Mairie Mulhouse	Optimiser son conseil municipal
SOHNN Cécile	PROXIMIA Partenaire	1 080,00	20/04/2022 Mairie de Mulhouse	Faire appel au mécénat pour financer vos projets
SOHNN Cécile	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
ZAGAOUI Saadia	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation
ZANETTE Fabienne	Ministère de l'Intérieur	0,00	27/09/2022 CSRA Mulhouse	Sensibilisation à la prévention et détection de la radicalisation

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Concession pour le service public de la distribution de gaz	Gaz Réseau Distribution France		Société Anonyme	0,00
- Exploitation de la fourrière automobile	GIE DEPANN 68		Groupement d'Intérêt Economique	0,00
- Exploitation de parkings	CITIVIA		Société Publique Locale	0,00
- Exploitation de parkings	INDIGO		Société Anonyme	0,00
Détention d'une part du capital				
- DCM du 19/11/1984 et du 08/04/1991	Société Fermière de l'Alsace à Paris		SAEM	579,31
- DCM du 11/03/1996 et du 25/09/2019	SAEML Du Parc des Expositions		SAEML	969 384,11
- DCM 02/04/1990, 23/11/1992, 21/09/2009, 22/06/2017, 23/07/2017, 18/10/2018, 17/07/2020	CITIVIA		SPL	1 023 245,19
- DCM du 17/04/2014 et du 25/09/2019	CITIVIA SEM		SEM	350 221,92
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie d'emprunt	FONDATION JEAN DOLLFUS		Maison de retraite (privée)	266 887,70
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	4 009 715,37
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ESPOIR		Association	47 245,01
- Garantie d'emprunt	FABRIQUE ST BARTHELEMY MULHOUSE		Association	235 774,92
- Garantie d'emprunt	DIACONAT BETHESDA		Maison de retraite (privée)	132 599,30
- Garantie d'emprunt	ASSOC POUR LE LOGEMENT DES SANS-ABRI		Association	123 840,05
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION LE LERCH		Association	282 929,86
- Garantie d'emprunt	LE BEAU REGARD		Maison de retraite (privée)	1 876 633,39
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	49 867 303,27
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	7 229 470,92
- Garantie d'emprunt	BATIGERE NORD-EST		SA HLM	74 416 337,18
- Garantie d'emprunt	RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL		SA HLM	2 119 158,62
- Garantie d'emprunt	ICF NORD-EST		SA HLM	2 695 533,53
- Garantie d'emprunt	ASS Groupe Saint Sauveur		Ets Médico-Soc Priv	1 141 558,64
- Garantie d'emprunt	CDC HABITAT SOCIAL SA HLM		SA HLM	11 494 140,08
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	116 491 244,87
- Garantie d'emprunt	DOMIAL		SA HLM	13 463 559,77
- Garantie d'emprunt	ADOMA		SA HLM	5 269 891,25
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	898 270,58
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	13 686 224,18
- Garantie d'emprunt	SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES		SA HLM	42 143 651,69
- Garantie d'emprunt	CITIVIA-SPL		Autres Struct Priv	1 981 409,21
- Garantie d'emprunt	ALISTER		Association	57 969,60
- Garantie d'emprunt	M2A		Autres Struct Pub	11 200 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Délibération du Conseil Municipal	ASPTT SECTION VOLLEY BALL		Association	487 180,00
- Délibération du Conseil Municipal	AMICALE PERSONNEL VILLE MULH		Association	594 945,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC PORTE MIROIR		Association	337 500,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC LAVOISIER BRUSTLEIN		Association	463 510,00
- Délibération du Conseil Municipal	CARNAVAL DE MULHOUSE		Association	82 500,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC PAX		Association	436 872,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC BEL AIR		Association	326 633,00
- Délibération du Conseil Municipal	JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO		Association	160 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	MULHOUSE WATER POLO		Association	101 837,50
- Délibération du Conseil Municipal	GESCOD		Association	416 100,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC JEAN WAGNER		Association	401 345,00
- Délibération du Conseil Municipal	LA FILATURE		Association	3 024 213,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC PAPIN		Association	384 960,00
- Délibération du Conseil Municipal	FEDERATION HIERO NOUMATROUFF		Association	240 000,00

- Délibération du Conseil Municipal	MULTI ACCUEIL BAB'ILL		Association	78 350,00
- Délibération du Conseil Municipal	CENTRE CULTUREL BEL AIR		Association	90 000,00
- Conventions publiques d'aménagement	CITIVIA SPL SERM		SPL	725 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE SOCIALE LES COTEAUX		Association	724 832,00
- Délibération du Conseil Municipal	COMMERCANTS MARCHE CANAL COUVERT MULHOUSE		Association	79 500,00
- Délibération du Conseil Municipal	M2A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION		EPCI	442 039,00
- Délibération du Conseil Municipal	CARITAS		Association	107 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	FOOTBALL CLUB MULHOUSE FCM		Association	153 750,00
- Délibération du Conseil Municipal	LE MOULIN NATURE CINE LUTTERBACH		Association	103 800,00
- Délibération du Conseil Municipal	ASSOC POUR LE LOGEMENT SANS ABRIS		Association	100 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	SCORPIONS DE MULHOUSE 1997		Association	300 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	CSC DROUOT BARBANEGRE		Régie personnalisée	204 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION		Association	320 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	JAIM JEUX ARTS INDUSTRIE MULHOUSE		Association	75 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	CCAS MULHOUSE		Régie personnalisée	1 525 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	FOOTBALL CLUB MULHOUSE 1893		Association	149 500,00
Autres				
- DCM 1965/1997/1998/1999/2000	Caisse Régionale Crédit Agricole du Haut-Rhin		SA	2 962,70
- DCM 23/10/2000	Caisse d'Epargne d'Alsace		SA	45 716,00
- DCM 1965	Air France		SA	38,42
- DCM 18/12/1967 et 26/10/1970	Société d'Etude du Golf du Rhin		SA	2 439,18
- DCM 25/04/1977	Société civile de l'Ensitm		SA	304,90
- DCM 05/04/1993	Crédit Immobilier d'Alsace		SA	2 408,69

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat Intercommunal Forestier de L'Agglomération Mulhousienne		En fonction de la surface de forêt soumise au régime forestier dans chaque commune	0,00
Syndicat Intercommunal pour le Développement Touristique de Blotzheim, Mulhouse, Saint-Louis		En fonction de la population	0,00
Syndicat Intercommunal "Opéra National du Rhin"		En fonction de la population et du nombre de représentations dans chaque ville	0,00
Syndicat Intercommunal à vocation Unique du collège de Brunstatt		Au prorata des effectifs de chaque collectivité	0,00
Rivières de Haute Alsace		En fonction de la longueur de riveraineté	0,00
Territoire d'énergie Alsace			0,00
Syndicat Mixte du barrage de Michelbach		En fonction des m3 d'eau prélevés	0,00
Syndicat Mixte d'aménagement du bassin de la Doller		Fonction des intérêts pour les membres des opérations effectuées + prorata des consommations d'eau	0,00
Mulhouse Alsace Agglomération	04/01/2010	Fiscalité professionnelle unique	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie personnalisée	Réussite Educative	12/12/2005	1800 - 12/12/2005	SPA	Non
Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC)	Haute Ecole des Arts du Rhin	01/01/2011	951 - 13/12/2010	SPA	Non
Régie personnalisée	Agence de Participation Citoyenne	29/06/2015	446 - 29/06/2015	SPA	Non
Régie personnalisée	CSC Drouot Barbanègre	01/01/2019	1581 - 12/12/2018	SPA	Non
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	01/01/2022	453 - 09/12/2021	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie municipale	Budget annexe de l'eau	01/01/1993	-	21680224900872	SPIC	Oui
Régie municipale	Budget annexe des pompes funèbres	01/01/1998	833 -	21680224900906	SPIC	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Régie simple	Déplacements et circulation		-	SPA
Régie simple	Gestion foncière et immobilière locative		-	SPA
Régie simple	Développement culturel - Filature		-	SPA
Régie simple	Théatre municipal de la Sinne		-	SPA
Régie simple	Attractivité commerciale- droits de place		-	SPA
Régie simple	Equipements et sports municipaux		-	SPA
Régie simple	Urbanisme réglementaire et affichage		-	SPA
Régie simple	Orchestre symphonique		-	SPA
Régie simple	Gestion foncière et immobilière		-	SPA
Régie simple	Systèmes d'information et télécom.		-	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	163 800 242,00	130 374 545,14	10 151 082,60	23 274 614,26
RECETTES	163 800 242,00	115 356 015,13	1 353 968,41	47 090 258,46
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	200 434 140,00	166 630 895,73	0,00	33 803 244,27
RECETTES	200 434 140,00	203 347 716,34	0,00	-2 913 576,34

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : EAU MULHOUSE / N°SIRET : 21680224900872				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 642 000,00	7 018 923,07	0,00	5 623 076,93
RECETTES	12 640 000,00	5 583 742,48	0,00	7 056 257,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	50 174 000,00	39 234 911,48	0,00	10 939 088,52
RECETTES	50 174 000,00	46 769 998,83	0,00	3 404 001,17

BUDGET : POMPES FUNEBRES MULHOUSE / N°SIRET : 21680224900906				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 517 000,00	386 855,92	302 797,36	827 346,72
RECETTES	1 517 000,00	474 676,31	0,00	1 042 323,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	4 207 000,00	1 168 417,51	0,00	3 038 582,49
RECETTES	4 207 000,00	4 154 189,74	0,00	52 810,26

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	177 959 242,00	137 780 324,13	10 453 879,96	29 725 037,91
RECETTES	177 957 242,00	121 414 433,92	1 353 968,41	55 188 839,67
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	254 815 140,00	207 034 224,72	0,00	47 780 915,28
RECETTES	254 815 140,00	254 271 904,91	0,00	543 235,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	432 774 382,00	344 814 548,85	10 453 879,96	77 505 953,19
TOTAL GENERAL DES RECETTES	432 772 382,00	375 686 338,83	1 353 968,41	55 732 074,76

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	177 959 242,00	137 780 324,13	10 453 879,96	29 725 037,91
RECETTES	177 957 242,00	121 414 433,92	1 353 968,41	55 188 839,67
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	254 815 140,00	207 034 224,72	0,00	47 780 915,28
RECETTES	254 815 140,00	254 271 904,91	0,00	543 235,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	432 774 382,00	344 814 548,85	10 453 879,96	77 505 953,19
TOTAL GENERAL DES RECETTES	432 772 382,00	375 686 338,83	1 353 968,41	55 732 074,76

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	117 919 761,00	3,47	41,01	0,00	59 547 017,00	3,56
TFPNB	308 774,00	3,62	112,61	0,00	347 710,00	3,62
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**61 612 762,00**	**3,12**

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2022

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 55
Nombre de membres présents : 46+6
Nombre de suffrages exprimés : 42+5
VOTES :
Pour : 34+5
Contre : 8
Abstentions : 4+1

Date de convocation : 15/06/2023

Présenté par (1) le Président ~~temporaire~~, N. Couchot
A Mulhouse, le 22/06/2023
le Président temporaire

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du 22 juin 2023.
A Mulhouse, le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

BALL Bruno	
BEYAZ Beytullah	
BILA Ayoub	
BINICI Hasan	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DURRWELL Rose-Marie	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FLECK Jason	
GOETZ Anne-Catherine	
HIMER Aya	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2022

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
HOUIN Laure	
JENN Fatima	
JUNG Alfred	
LOISEL Corinne	
LUTZ Michèle	
MAHZOUL Hakim	
METZGER Henri	
MINERY Loïc	
MIQUÉE Peggy	
MOTTE Nathalie	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SASSI Anouar	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHNEIDER Agnès	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul André	

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2022

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

SUAREZ Emmanuelle	
TISSERANT Oana	
TRIMAILLE Philippe	
ZAGAOUI Saaida	
ZANETTE Fabienne	

Certifié exécutoire par (1) le Président ~~temporaire,~~ compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme
(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil municipal de Mulhouse.

MAIRIE DE MULHOUSE

BUDGET ANNEXE EAU

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21680224900872	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT VILLE MULHOUSE

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : EAU MULHOUSE (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales
Modalités de vote du budget 4
II - Présentation générale du compte administratif
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10
III - Vote du compte administratif
A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18
IV - Annexes
A - Eléments du bilan
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées 28
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 29
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 31
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 34
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie 35
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 37
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 38

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 39 234 911,48	G 39 828 237,92	G-A 593 326,44
	Section d'investissement	B 7 018 923,07	H 4 750 204,90	H-B -2 268 718,17
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 6 941 760,91 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 833 537,58 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 46 253 834,55	Q= G+H+I+J 52 353 741,31	=Q-P 6 099 906,76

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 39 234 911,48	= G+I+K 46 769 998,83	7 535 087,35
	Section d'investissement	= B+D+F 7 018 923,07	= H+J+L 5 583 742,48	-1 435 180,59
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 46 253 834,55	= G+H+I+J+K+L 52 353 741,31	6 099 906,76

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
4581000021	Opération pour compte de tiers n° 000021 - BRANCHEMENT COMMUNES 2021 (3)	0,00	0,00
4581000022	Opération pour compte de tiers n° 000022 - BRANCHEMENT COMMUNES 2022 (3)	0,00	0,00
4582000021	Opération pour compte de tiers n° 000021 - BRANCHEMENT COMMUNES 2021 (3)	0,00	0,00
4582000022	Opération pour compte de tiers n° 000022 - BRANCHEMENT COMMUNES 2022 (3)	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	27 937 335,00	19 705 824,77	4 659 145,19	0,00	3 572 365,04
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 450 000,00	4 977 451,91	0,00	0,00	1 472 548,09
014	Atténuations de produits	7 150 000,00	4 012 471,00	1 413 000,00	0,00	1 724 529,00
65	Autres charges de gestion courante	580 000,00	141 805,67	0,00	0,00	438 194,33
Total des dépenses de gestion courante		**42 117 335,00**	**28 837 553,35**	**6 072 145,19**	**0,00**	**7 207 636,46**
66	Charges financières	71 000,00	61 080,73	8 380,42	0,00	1 538,85
67	Charges exceptionnelles	1 112 665,00	494 278,07	182 877,00	0,00	435 509,93
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**43 301 000,00**	**29 392 912,15**	**6 263 402,61**	**0,00**	**7 644 685,24**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*3 043 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 830 000,00*	*3 578 596,72*			*251 403,28*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 873 000,00***	***3 578 596,72***			***3 294 403,28***
TOTAL		**50 174 000,00**	**32 971 508,87**	**6 263 402,61**	**0,00**	**10 939 088,52**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	948 000,00	934 851,23	0,00	0,00	13 148,77
70	Ventes produits fabriqués, prestations	40 356 789,09	32 894 679,78	4 373 151,35	0,00	3 088 957,96
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	428 700,00	-100 791,16	143 771,81	0,00	385 719,35
75	Autres produits de gestion courante	76 750,00	56 398,79	0,00	0,00	20 351,21
Total des recettes de gestion courante		**41 810 239,09**	**33 785 138,64**	**4 516 923,16**	**0,00**	**3 508 177,29**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	210 000,00	127 097,33	190 575,95	0,00	-107 673,28
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**42 020 239,09**	**33 912 235,97**	**4 707 499,11**	**0,00**	**3 400 504,01**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 212 000,00*	1 208 502,84			3 497,16
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 212 000,00***	***1 208 502,84***			***3 497,16***
TOTAL		**43 232 239,09**	**35 120 738,81**	**4 707 499,11**	**0,00**	**3 404 001,17**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**6 941 760,91**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	662 254,48	292 417,70	0,00	369 836,78
21	Immobilisations corporelles	2 423 010,86	966 632,12	0,00	1 456 378,74
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 903 316,07	3 644 004,82	0,00	3 259 311,25
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**9 988 581,41**	**4 903 054,64**	**0,00**	**5 085 526,77**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	184 107,88	182 831,68	0,00	1 276,20
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**194 107,88**	**182 831,68**	**0,00**	**11 276,20**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**1 207 310,71**	**724 533,91**	**0,00**	**482 776,80**
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 390 000,00**	**5 810 420,23**	**0,00**	**5 579 579,77**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 212 000,00*	*1 208 502,84*		*3 497,16*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 252 000,00***	***1 208 502,84***		***43 497,16***
TOTAL		**12 642 000,00**	**7 018 923,07**	**0,00**	**5 623 076,93**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	1 930 443,59	467 566,05	0,00	1 462 877,54
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**3 930 443,59**	**467 566,05**	**0,00**	**3 462 877,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	17 892,12	17 020,00	0,00	872,12
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**17 892,12**	**17 020,00**	**0,00**	**872,12**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**947 126,71**	**687 022,13**	**0,00**	**260 104,58**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 895 462,42**	**1 171 608,18**	**0,00**	**3 723 854,24**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*3 043 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*3 830 000,00*	*3 578 596,72*		*251 403,28*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 913 000,00***	***3 578 596,72***		***3 334 403,28***
TOTAL		**11 808 462,42**	**4 750 204,90**	**0,00**	**7 058 257,52**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**833 537,58**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	24 364 969,96		24 364 969,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	4 977 451,91		4 977 451,91
014	Atténuations de produits	5 425 471,00		5 425 471,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	141 805,67		141 805,67
66	Charges financières	69 461,15	*0,00*	69 461,15
67	Charges exceptionnelles	677 155,07	*37 511,78*	714 666,85
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*3 541 084,94*	3 541 084,94
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**35 656 314,76**	***3 578 596,72***	**39 234 911,48**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**39 234 911,48**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*201 114,11*	201 114,11
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	182 831,68	*0,00*	182 831,68
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	292 417,70	0,00	292 417,70
21	Immobilisations corporelles (6)	966 632,12	607 388,73	1 574 020,85
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 644 004,82	0,00	3 644 004,82
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	724 533,91	*0,00*	724 533,91
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*400 000,00*	400 000,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**5 810 420,23**	***1 208 502,84***	**7 018 923,07**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**7 018 923,07**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	934 851,23		934 851,23
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	37 267 831,13		37 267 831,13
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*607 388,73*	607 388,73
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	42 980,65		42 980,65
75	Autres produits de gestion courante	56 398,79		56 398,79
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	317 673,28	*201 114,11*	518 787,39
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*400 000,00*	*400 000,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**38 619 735,08**	***1 208 502,84***	**39 828 237,92**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**6 941 760,91**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**46 769 998,83**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	467 566,05	0,00	467 566,05
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	17 020,00	0,00	17 020,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*3 314 117,46*	*3 314 117,46*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	687 022,13	37 511,78	724 533,91
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*226 967,48*	*226 967,48*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 171 608,18**	***3 578 596,72***	**4 750 204,90**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**833 537,58**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 583 742,48**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**27 937 335,00**	**19 705 824,77**	**4 659 145,19**	**0,00**	**3 572 365,04**
60227	Pièces de rechange	307 000,00	274 897,68	0,00	0,00	32 102,32
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	631 992,69	0,00	0,00	8 007,31
604	Achats d'études, prestations de services	932 067,00	871 065,77	0,00	0,00	61 001,23
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	625 000,00	406 237,06	76 145,99	0,00	142 616,95
6062	Produits de traitement	50 000,00	35 613,46	0,00	0,00	14 386,54
6063	Fournitures entretien et petit équipt	673 369,00	94 838,07	0,00	0,00	578 530,93
6064	Fournitures administratives	11 000,00	5 053,70	0,00	0,00	5 946,30
6066	Carburants	106 900,00	81 336,30	11 732,75	0,00	13 830,95
6068	Autres matières et fournitures	33 737,00	10 433,46	13 396,57	0,00	9 906,97
611	Sous-traitance générale	189 075,00	47 809,25	47 754,00	0,00	93 511,75
6132	Locations immobilières	3 000,00	1 633,50	0,00	0,00	1 366,50
6135	Locations mobilières	16 600,00	10 947,76	0,00	0,00	5 652,24
6137	Redevances, droits de passage, servitude	3 000,00	120,00	0,00	0,00	2 880,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	63 283,00	54 480,41	0,00	0,00	8 802,59
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	590 000,00	582 449,93	0,00	0,00	7 550,07
61551	Entretien matériel roulant	137 950,00	76 125,32	25 228,29	0,00	36 596,39
61558	Entretien autres biens mobiliers	20 000,00	8 765,42	0,00	0,00	11 234,58
6156	Maintenance	1 132 317,00	1 020 853,58	28 973,48	0,00	82 489,94
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	10 242,00	10 241,02	0,00	0,00	0,98
6168	Autres	33 600,00	33 329,69	0,00	0,00	270,31
617	Etudes et recherches	170 175,00	-26 928,36	49 702,26	0,00	147 401,10
618	Divers	232 110,00	152 142,67	0,00	0,00	79 967,33
6226	Honoraires	26 000,00	4 850,14	0,00	0,00	21 149,86
6228	Divers	213 000,00	67 611,35	0,00	0,00	145 388,65
6231	Annonces et insertions	3 000,00	267,08	0,00	0,00	2 732,92
6238	Divers	68 500,00	25 392,24	0,00	0,00	43 107,76
6241	Transports sur achats	2 400,00	2 075,33	0,00	0,00	324,67
6251	Voyages et déplacements	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6257	Réceptions	13 000,00	9 949,52	0,00	0,00	3 050,48
6261	Frais d'affranchissement	31 000,00	7 747,37	0,00	0,00	23 252,63
6262	Frais de télécommunications	63 000,00	49 866,77	0,00	0,00	13 133,23
627	Services bancaires et assimilés	4 260,00	4 125,82	0,00	0,00	134,18
6281	Concours divers (cotisations)	80 000,00	73 819,90	0,00	0,00	6 180,10
6283	Frais de nettoyage des locaux	36 600,00	31 650,43	0,00	0,00	4 949,57
6288	Autres	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	156 600,00	82 023,00	0,00	0,00	74 577,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 050,00	0,00	0,00	0,00	2 050,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	797 000,00	-18,00	663 412,36	0,00	133 605,64
6378	Autres taxes et redevances	19 750 000,00	14 263 025,44	3 742 799,49	0,00	1 744 175,07
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 450 000,00**	**4 977 451,91**	**0,00**	**0,00**	**1 472 548,09**
6411	Salaires, appointements, commissions	6 450 000,00	4 977 451,91	0,00	0,00	1 472 548,09
014	**Atténuations de produits (4)**	**7 150 000,00**	**4 012 471,00**	**1 413 000,00**	**0,00**	**1 724 529,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	4 750 000,00	2 406 323,00	846 000,00	0,00	1 497 677,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	2 400 000,00	1 606 148,00	567 000,00	0,00	226 852,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**580 000,00**	**141 805,67**	**0,00**	**0,00**	**438 194,33**
6541	Créances admises en non-valeur	155 207,00	96 846,11	0,00	0,00	58 360,89
6542	Créances éteintes	424 793,00	44 959,56	0,00	0,00	379 833,44
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**42 117 335,00**	**28 837 553,35**	**6 072 145,19**	**0,00**	**7 207 636,46**
66	**Charges financières (b) (5)**	**71 000,00**	**61 080,73**	**8 380,42**	**0,00**	**1 538,85**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	71 000,00	70 201,03	0,00	0,00	798,97
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-9 120,30	8 380,42	0,00	739,88
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 112 665,00**	**494 278,07**	**182 877,00**	**0,00**	**435 509,93**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	292 090,00	283 107,68	0,00	0,00	8 982,32
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	871,87	0,00	0,00	4 128,13
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	400 000,00	136 160,50	182 877,00	0,00	80 962,50
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	200 000,00	10 000,00	0,00	0,00	190 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	215 575,00	64 138,02	0,00	0,00	151 436,98
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**43 301 000,00**	**29 392 912,15**	**6 263 402,61**	**0,00**	**7 644 685,24**

Ville de Mulhouse Procès-verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 043 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)*	*3 830 000,00*	*3 578 596,72*			*251 403,28*
6742	*Subventions exceptionnelles d'équipement*	*255 000,00*	*37 511,78*			*217 488,22*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 330 000,00*	*3 314 117,46*			*15 882,54*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*245 000,00*	*226 967,48*			*18 032,52*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***6 873 000,00***	***3 578 596,72***			***3 294 403,28***
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***6 873 000,00***	***3 578 596,72***			***3 294 403,28***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**50 174 000,00**	**32 971 508,87**	**6 263 402,61**	**0,00**	**10 939 088,52**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	8 380,42
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	9 120,30
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-739,88

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	**A2**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**948 000,00**	**934 851,23**	**0,00**	**0,00**	**13 148,77**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	625 405,23	0,00	0,00	14 594,77
64198	Autres remboursements	308 000,00	309 446,00	0,00	0,00	-1 446,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***40 356 789,09***	***32 894 679,78***	***4 373 151,35***	***0,00***	***3 088 957,96***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*11 920 239,09*	*8 065 080,32*	*3 250 000,00*	*0,00*	*605 158,77*
701241	Redevance pollution d'origine domestique	*3 500 000,00*	*3 092 045,60*	*0,00*	*0,00*	*407 954,40*
70128	Autres taxes et redevances	*4 178 000,00*	*3 357 564,35*	*538 000,00*	*0,00*	*282 435,65*
703	Ventes de produits résiduels	*7 550,00*	*4 829,42*	*0,00*	*0,00*	*2 720,58*
704	Travaux	*55 000,00*	*41 649,37*	*0,00*	*0,00*	*13 350,63*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*16 300 000,00*	*14 819 682,05*	*0,00*	*0,00*	*1 480 317,95*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*2 400 000,00*	*2 053 103,08*	*0,00*	*0,00*	*346 896,92*
7064	Locations de compteurs	*1 921 000,00*	*1 437 855,24*	*546 000,00*	*0,00*	*-62 855,24*
7068	Autres prestations de services	*75 000,00*	*22 870,35*	*39 151,35*	*0,00*	*12 978,30*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**428 700,00**	**-100 791,16**	**143 771,81**	**0,00**	**385 719,35**
747	Subv. et participat° collectivités	170 600,00	-6 445,23	6 445,23	0,00	170 600,00
748	Autres subventions d'exploitation	258 100,00	-94 345,93	137 326,58	0,00	215 119,35
75	**Autres produits de gestion courante**	**76 750,00**	**56 398,79**	**0,00**	**0,00**	**20 351,21**
7588	Autres	76 750,00	56 398,79	0,00	0,00	20 351,21
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**41 810 239,09**	**33 785 138,64**	**4 516 923,16**	**0,00**	**3 508 177,29**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**210 000,00**	**127 097,33**	**190 575,95**	**0,00**	**-107 673,28**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	25 000,00	27 783,24	0,00	0,00	-2 783,24
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	630,57	0,00	0,00	-630,57
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	160 000,00	91 081,06	0,00	0,00	68 918,94
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	50,00	0,00	0,00	-50,00
778	Autres produits exceptionnels	25 000,00	7 552,46	190 575,95	0,00	-173 128,41
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**42 020 239,09**	**33 912 235,97**	**4 707 499,11**	**0,00**	**3 400 504,01**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***1 212 000,00***	***1 208 502,84***			***3 497,16***
722	*Immobilisations corporelles*	*610 000,00*	*607 388,73*			*2 611,27*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*202 000,00*	*201 114,11*			*885,89*
791	*Transferts de charges d'exploitation*	*400 000,00*	*400 000,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 212 000,00***	***1 208 502,84***			***3 497,16***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**43 232 239,09**	**35 120 738,81**	**4 707 499,11**	**0,00**	**3 404 001,17**
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**6 941 760,91**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043*.
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	**B1**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**662 254,48**	**292 417,70**	**0,00**	**369 836,78**
2031	Frais d'études	116 909,27	98 700,00	0,00	18 209,27
2033	Frais d'insertion	3 000,00	1 208,35	0,00	1 791,65
2051	Concessions et droits assimilés	542 345,21	192 509,35	0,00	349 835,86
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 423 010,86**	**966 632,12**	**0,00**	**1 456 378,74**
2111	Terrains nus	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
2154	Matériel industriel	696 293,21	356 242,94	0,00	340 050,27
2155	Outillage industriel	23 000,00	2 178,13	0,00	20 821,87
21561	Service de distribution d'eau	1 245 047,40	512 071,35	0,00	732 976,05
2182	Matériel de transport	282 005,70	20 605,94	0,00	261 399,76
2183	Matériel de bureau et informatique	66 541,80	58 838,07	0,00	7 703,73
2184	Mobilier	72 347,55	10 974,59	0,00	61 372,96
2188	Autres immobilisations corporelles	7 775,20	5 721,10	0,00	2 054,10
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**6 903 316,07**	**3 644 004,82**	**0,00**	**3 259 311,25**
2312	Terrains	1 820 047,20	840 920,37	0,00	979 126,83
2313	Constructions	742 287,23	219 806,15	0,00	522 481,08
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 330 981,64	2 583 278,30	0,00	1 747 703,34
238	Avances commandes immo. incorp.	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**9 988 581,41**	**4 903 054,64**	**0,00**	**5 085 526,77**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
1318	Autres subventions d'équipement	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**184 107,88**	**182 831,68**	**0,00**	**1 276,20**
1641	Emprunts en euros	167 000,00	166 666,68	0,00	333,32
165	Dépôts et cautionnements reçus	17 107,88	16 165,00	0,00	942,88
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**194 107,88**	**182 831,68**	**0,00**	**11 276,20**
4581000021	BRANCHEMENT COMMUNES 2021 (4)	182 310,71	154 753,17	0,00	27 557,54
4581000022	BRANCHEMENT COMMUNES 2022 (4)	1 025 000,00	569 780,74	0,00	455 219,26
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 207 310,71**	**724 533,91**	**0,00**	**482 776,80**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**11 390 000,00**	**5 810 420,23**	**0,00**	**5 579 579,77**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***1 212 000,00***	***1 208 502,84***		***3 497,16***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***202 000,00***	***201 114,11***		***885,89***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*35 500,00*	*35 475,11*		*24,89*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*18 100,00*	*17 723,00*		*377,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*1 300,00*	*1 202,00*		*98,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*600,00*	*560,00*		*40,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*2 000,00*	*1 956,00*		*44,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*28 900,00*	*28 881,00*		*19,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*115 600,00*	*115 317,00*		*283,00*
	Charges transférées	***1 010 000,00***	***1 007 388,73***		***2 611,27***
21311	*Bâtiments d'exploitation*	*51 000,00*	*50 254,57*		*745,43*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*509 000,00*	*507 916,03*		*1 083,97*
2154	*Matériel industriel*	*50 000,00*	*49 218,13*		*781,87*
4818	*Charges à étaler*	*400 000,00*	*400 000,00*		*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***40 000,00***	***0,00***		***40 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 252 000,00***	***1 208 502,84***		***43 497,16***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**12 642 000,00**	**7 018 923,07**	**0,00**	**5 623 076,93**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

MULHOUSE - EAU MULHOUSE - CA - 2022

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**1 930 443,59**	**467 566,05**	**0,00**	**1 462 877,54**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 634 340,50	285 786,00	0,00	1 348 554,50
1318	Autres subventions d'équipement	296 103,09	181 780,05	0,00	114 323,04
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
1641	Emprunts en euros	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 930 443,59**	**467 566,05**	**0,00**	**3 462 877,54**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**17 892,12**	**17 020,00**	**0,00**	**872,12**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**17 892,12**	**17 020,00**	**0,00**	**872,12**
4582000021	BRANCHEMENT COMMUNES 2021 (3)	177 126,71	144 360,77	0,00	32 765,94
4582000022	BRANCHEMENT COMMUNES 2022 (3)	770 000,00	542 661,36	0,00	227 338,64
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**947 126,71**	**687 022,13**	**0,00**	**260 104,58**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**4 895 462,42**	**1 171 608,18**	**0,00**	**3 723 854,24**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***3 043 000,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***3 830 000,00***	***3 578 596,72***		***251 403,28***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 600,00*		*-1 600,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*45 600,00*	*49 000,62*		*-3 400,62*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*510,00*	*424,00*		*86,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*24 400,00*	*24 364,41*		*35,59*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*231 418,81*		*-231 418,81*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*192 400,00*	*0,00*		*192 400,00*
281315	*Bâtiments administratifs*	*39 000,00*	*0,00*		*39 000,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*190 052,29*		*-190 052,29*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*196 000,00*	*0,00*		*196 000,00*
281355	*Aménagement Bâtiments administratifs*	*890,00*	*0,00*		*890,00*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*0,00*	*2 170,97*		*-2 170,97*
281411	*Bâtiments exploitation sur sol d'autrui*	*2 200,00*	*0,00*		*2 200,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*0,00*	*1 857,00*		*-1 857,00*
281451	*Aménagt Bât.d'exploitation sol d'autrui*	*1 900,00*	*0,00*		*1 900,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*100 000,00*	*1 957 091,00*		*-1 857 091,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*1 947 000,00*	*0,00*		*1 947 000,00*
28154	*Matériel industriel*	*115 800,00*	*147 150,85*		*-31 350,85*
28155	*Outillage industriel*	*21 200,00*	*21 270,87*		*-70,87*
281561	*Service de distribution d'eau*	*521 000,00*	*556 148,99*		*-35 148,99*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 400,00*	*21 353,00*		*47,00*
28182	*Matériel de transport*	*66 000,00*	*70 978,18*		*-4 978,18*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*20 000,00*	*24 123,42*		*-4 123,42*
28184	*Mobilier*	*10 000,00*	*9 947,00*		*53,00*
28188	*Autres*	*4 700,00*	*5 166,05*		*-466,05*
4818	*Charges à étaler*	*245 000,00*	*226 967,48*		*18 032,52*
4582000021	*BRANCHEMENT COMMUNES 2021*	*0,00*	*10 392,40*		*-10 392,40*
4582000022	*BRANCHEMENT COMMUNES 2022*	*255 000,00*	*27 119,38*		*227 880,62*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***6 873 000,00***	***3 578 596,72***		***3 294 403,28***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***40 000,00***	***0,00***		***40 000,00***
2033	*Frais d'insertion*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***6 913 000,00***	***3 578 596,72***		***3 334 403,28***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**11 808 462,42**	**4 750 204,90**	**0,00**	**7 058 257,52**

MULHOUSE - EAU MULHOUSE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**833 537,58**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15, 2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

MULHOUSE - EAU MULHOUSE - CA - 2022

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

MULHOUSE - EAU MULHOUSE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Emprunts et dettes à l'origine du contrat: Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux initial	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**										
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**4 500 000,00**										
1641 Emprunts en euros (total)					4 500 000,00										
8231 - EAU	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	31/12/2003	31/03/2004	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,31 %	4,310		4,380	EUR	T	C	O	A-1
83011 - EAU	SFIL CAFFIL	12/12/2003	12/12/2003	01/04/2004	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,20 %	4,200		4,328	EUR	T	C	O	A-1
8802 EAU Consolidation	SFIL CAFFIL	03/12/2019	01/11/2020	01/01/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0,85 %	0,850		0,692	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00										
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00										
166 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**										
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**										
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00										
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00										
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**										
1681 Autres emprunts (total)					0,00										
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00										
1687 Autres dettes (total)					0,00										

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**4 500 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 908 332,86**					**166 666,68**	**70 201,03**	**0,00**	**0,00**
164 1 Emprunts en euros (total)		0,00		1 908 332,86					166 666,68	70 201,03	0,00	0,00
8291 - EAU	N	0,00	A-1	733 333,08	0,00	F	Taux fixe à 4.31 %	4,299	66 666,68	33 402,49	0,00	0,00
8301 - EAU	N	0,00	A-1	749 999,75	0,00	F	Taux fixe à 4.26 %	3,230	66 666,68	33 725,00	0,00	0,00
8922-EAU Consolidation	N	0,00	A-1	425 000,03	0,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,578	33 333,32	3 073,54	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 908 332,86**					**166 666,68**	**70 201,03**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 908 332,86	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Aménagement terrains nus	20	17/01/2005
L	Aménagement terrains bâtis	20	17/01/2005
L	Install. Générales bat exploitation	20	17/01/2005
L	Install. Générales bat administratif	20	17/01/2005
L	Contrôle d'accès	10	17/01/2005
L	Install. Générales bat exploitation sol autrui	40	17/01/2005
L	Conduites	40	17/01/2005
L	Matériel industriel	10	17/01/2005
L	Outillage industriel	20	17/01/2005
L	Compteurs	10	17/01/2005
L	Agencement et aménagement matériel	20	17/01/2005
L	Matériel de transport	8	17/01/2005
L	Matériel informatique	5	17/01/2005
L	Etudes	20	17/01/2005
L	Mobilier	15	17/01/2005
L	Autre	5	17/01/2005
L	Fonds de concours	15	17/01/2005
L	Subventions d'équipement versées à des tiers	5	17/01/2005
L	Concesssions	2	16/12/2013
L	Concessions télérelève	5	16/12/2013
L	Bat. Exploitation Réservoirs	100	12/12/2018
L	Bat. exploitation sol autrui	60	12/12/2018
L	Bat. Exploitation Stations	60	12/12/2018
L	Bat. Administratifs	50	12/12/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**369 000,00**	I **367 780,79**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**167 000,00**	**166 666,68**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	167 000,00	166 666,68
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**202 000,00**	**201 114,11**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*202 000,00*	*201 114,11*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**367 780,79**	**0,00**	**0,00**	**367 780,79**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 618 000,00**	**III 3 541 084,94**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**6 618 000,00**	**3 541 084,94**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 600,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*45 600,00*	*49 000,62*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*510,00*	*424,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*24 400,00*	*24 364,41*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*231 418,81*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*192 400,00*	*0,00*
281315	*Bâtiments administratifs*	*39 000,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*190 052,29*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*196 000,00*	*0,00*
281355	*Aménagement Bâtiments administratifs*	*890,00*	*0,00*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*0,00*	*2 170,97*
281411	*Bâtiments exploitation sur sol d'autrui*	*2 200,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*0,00*	*1 857,00*
281451	*Aménagt Bât.d'exploitation sol d'autrui*	*1 900,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*100 000,00*	*1 957 091,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*1 947 000,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*115 800,00*	*147 150,85*
28155	*Outillage industriel*	*21 200,00*	*21 270,87*
281561	*Service de distribution d'eau*	*521 000,00*	*556 148,99*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 400,00*	*21 353,00*
28182	*Matériel de transport*	*66 000,00*	*70 978,18*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*20 000,00*	*24 123,42*
28184	*Mobilier*	*10 000,00*	*9 947,00*
28188	*Autres*	*4 700,00*	*5 166,05*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*245 000,00*	*226 967,48*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 043 000,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**3 541 084,94**	**0,00**	**833 537,58**	**0,00**	**4 374 622,52**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**367 780,79**
Ressources propres disponibles	IV	**4 374 622,52**

Solde	V = IV – II (3)	**4 006 841,73**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				3 524 511,94	1 442 358,46	218 967,48	1 863 186,00
2007	Aménagement zone haute du Moenchsberg - Brunstatt	15		120 000,00	120 000,00	0,00	0,00
2008	Aménagement zone haute du Moenchsberg - Brunstatt	15		240 000,00	224 000,00	16 000,00	0,00
2009	Aménagement zone haute du Moenchsberg - Brunstatt	15		103 169,38	89 413,48	6 877,96	6 877,94
2010	Renouvellement branchements des communes 2010	15		15 658,28	12 526,68	1 043,89	2 087,71
2011	Renouvellement branchements des communes 2011	15		67 865,88	49 768,29	4 524,39	13 573,20
2012	Renouvellement branchements des communes 2012	15		299 728,05	199 818,70	19 981,87	79 927,48
2013	Renouvellement branchements des communes 2013	15		105 203,54	63 122,13	7 013,57	35 067,84
2014	Renouvellement branchements des communes 2014	15		107 087,86	57 113,52	7 139,19	42 835,15
2014	Subvention d'équipement renouvellement SIG 2014	15		30 685,00	16 365,36	2 045,67	12 273,97
2015	Renouvellement branchements des communes 2015	15		535 475,24	249 888,45	35 698,35	249 888,44
2015	Subvention d'équipement renouvellement SIG 2015	15		30 685,00	14 319,69	2 045,67	14 319,64
2016	Renouvellement branchements des communes 2016	15		221 737,98	88 695,18	14 782,53	118 260,27
2017	Renouvellement branchements des communes 2017	15		192 609,38	64 203,15	12 840,63	115 565,60
2018	Renouvellement branchements des communes 2018	15		163 346,09	43 558,96	10 889,74	108 897,39
2019	Renouvellement branchements des communes 2019	15		630 264,02	126 052,80	42 017,60	462 193,62
2020	Renouvellement branchements des communes 2020	15		91 684,84	12 224,64	6 112,32	73 347,88
2021	Renouvellement branchements des communes 2021	15		169 311,40	11 287,43	11 287,43	146 736,54
2022	Renouvellement branchements des communes 2022	15		400 000,00	0,00	18 666,67	381 333,33

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 000021 — Intitulé de l'opération : BRANCHEMENT COMMUNES 2021 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**440 644,30**	**182 310,71**	**154 753,17**	**0,00**	**27 557,54**	**595 397,47**
4581900021 (2)	440 644,30	182 310,71	154 753,17	0,00	27 557,54	595 397,47
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**440 644,30**	**182 310,71**	**154 753,17**	**0,00**	**27 557,54**	**595 397,47**
RECETTES (b)	**440 644,30**	**177 126,71**	**154 753,17**	**0,00**	**22 373,54**	**1 190 794,94**
4582000021 Financement par le tiers (4)	386 253,60	177 126,71	144 360,77	0,00	32 765,94	595 397,47
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	54 390,70	0,00	10 392,40	0,00	-10 392,40	595 397,47
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**440 644,30**	**177 126,71**	**154 753,17**	**0,00**	**22 373,54**	**1 190 794,94**

N° opération : 000022 — Intitulé de l'opération : BRANCHEMENT COMMUNES 2022 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**0,00**	**1 025 000,00**	**569 780,74**	**0,00**	**455 219,26**	**569 780,74**
4581000022 (2)	0,00	1 025 000,00	569 780,74	0,00	455 219,26	569 780,74
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**1 025 000,00**	**569 780,74**	**0,00**	**455 219,26**	**569 780,74**
RECETTES (b)	**0,00**	**1 025 000,00**	**569 780,74**	**0,00**	**455 219,26**	**1 139 561,48**
4582000022 Financement par le tiers (4)	0,00	770 000,00	542 661,36	0,00	227 338,64	569 780,74
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	255 000,00	27 119,38	0,00	227 880,62	569 780,74
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 000022 — Intitulé de l'opération : BRANCHEMENT COMMUNES 2022 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 025 000,00**	**569 780,74**	**0,00**	**455 219,26**	**1 139 561,48**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	ETUDE DE VULNERABILITE BACTERIOLOGIQUE	8 620,00	0,00	5
	JV - ETUDE PUITS REININGUE 03/2022	2 640,00	0,00	5
	SCHEMA DIRECTEUR ALIMENTATION EAU POTABLE	29 650,00	0,00	5
	SCHEMA DIRECTEUR ALIMENTATION EAU POTABLE	57 790,00	0,00	5
	MF-ANNONCE TRAVAUX AMELIORAT° DE LA PROTECTI° DES C. HIRTZBA	363,48	0,00	5
	TS-CONSULT MARCHE TRVX AEP LOT1 2 MULHOUSE	321,39	0,00	5
	ANNONCE MARCHE TVX RENVT CONDUITES	256,40	0,00	5
	ANNONCE MARCHE SCHEMA DIRECTEUR	267,08	0,00	5
	ASSISTANCE GESTION TIERS	507,50	0,00	2
	TRAVAUX SUR FLUX ET LA RECUPERATION DE DONNEES E EGEE ET OND	4 675,00	0,00	2
	FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE SO WAVE	29 750,00	0,00	2
	FOURN. ET MISE EN SERVICE DE SOWAVE 18 AU 20/5/2022	16 675,00	0,00	2
	LICENCE ZWCAD	1 087,75	0,00	2
	LOGICIEL ZWCAD 2023 VERSION PRO	1 859,00	0,00	2
	PROTECTION MISE A JOUR AMELIORATION TELESERVICES	9 550,00	0,00	2
	MAINT. ANNUELLE ASSIST. COMPTE EAUPLA	6 000,00	0,00	2
	DROITS ACCES COMPTEUR PFASTATT	34 644,96	0,00	5
	PRESTA. INFO FIL INFO_ MODULE ALERTE-	5 902,50	0,00	2
	LB-PRESTA. INFO FIL INFO_ MODULE ALERTE	9 837,50	0,00	2
	LICENCE SQL SERVER OFFICE STANDARD-MAPA INTRANET V22236	6 132,85	0,00	2
	DP - DROITS ACCES COMPTEURS MORSCHWILLER	17 970,60	0,00	5
	DROITS ACCES COMPTEURS REININGUE TOURNEES 731 732 733	10 605,60	0,00	5
	DROITS ACCES COMPTEURS BRUNSTATT-DIDENHEIM-TOURNEES 201A206	37 311,09	0,00	5
	FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE SO WAVE	0,00	0,00	1
	ETAT TIR 2022	50 254,57	0,00	60
	172 - DIV TX BATIMENTS 2021	23 765,68	0,00	20
	4325 - TX BATIMENTS HIRTZBACH 2021	12 456,70	0,00	20
	9496 - RENVLT EQUIPT ELECTROMECA 2021	119 023,64	0,00	20
	11581 - DIV TX LOGT DE SERVICE 2021	4 208,00	0,00	20
	172 - DIV TRAVAUX BATIMENTS 2022	71 476,85	0,00	20
	4325 - TRAVAUX BATIMENTS HIRTZBACH 2022	25 245,79	0,00	20
	8496 - RENVLT EQUIP ELECTROMECANIQUE 2022	121 485,51	0,00	20
	18727 - REHABILITATION CHATEAU EAU DE LUTTERBACH 2022	1 598,00	0,00	20
	8427 - RENVLT CD MAITRESSE 2021	505 868,13	0,00	40
	9514 - RENVLT EXT CONDUITES 2021	1 076 165,58	0,00	40
	9515 - DIVERS TX SUR LE RESEAU 2021	24 195,22	0,00	40
	9519- MODIF BRCHTS MULHOUSE 2021	21 857,65	0,00	40
	9520 - BRCHTS NEUFS MULHOUSE 2021	94 262,43	0,00	40
	17704 - TX SUR FONTAINES PUBLIQUES 2021	2 840,00	0,00	40
	19738-RENVLT POTEAU INCENDIE MULHOUSE 2021	60 880,16	0,00	40
	8427 - RENOUVELLEMENT CONDUITE MAITRESSE 2022	787 993,41	0,00	40
	9514 RENOUVELLEMENT EXTENSION CONDUIT 2022	1 671 465,14	0,00	40
	9515 DIVERS TRAVAUX SUR LE RESEAU 2022	14 775,99	0,00	40
	19738 INSTALLATION RENOUVELLEMENT PI MULHOUSE 2022	34 640,24	0,00	40
	9520 BRANCHEMENTS NEUFS MULHOUSE 2022	70 416,52	0,00	40
	17704 TRAVAUX SUR FONTAINES PUBLIQUES 2022	3 987,00	0,00	40
	ETAT TIR 2022	507 916,03	0,00	40

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	PERFORATEUR MEULEUSE ET BATTERIES	3 032,78	0,00	10
	ASPIRATEUR EAU POUSSIERE	2 554,98	0,00	10
	MATERIEL ANALYSE D'EAU REACTIFS	2 035,75	0,00	10
	DENDRIDIAG CONSOMMABLES			
	ESCABEAU EN ALU POUR RESERVOIR	1 481,00	0,00	10
	ACHAT 2 COMPRESSEURS PR DEPOTAGES	640,00	0,00	10
	REFRIGERATEUR THOMSON CONGEL PROLINE	466,66	0,00	10
	FONTAINE AQUADEO	6 124,53	0,00	10
	FOURNITURE ET POSE PRELOCALISATEUR	38 000,00	0,00	10
	ACOUSTIQUE FUITES			
	FOURNITURE ET POSE PRELOCALISATEUR	38 000,00	0,00	10
	ACOUSTIQUE FUITES			
	DETECTEUR ACCOUSTIQUE POUR FUITES	1 299,00	0,00	10
	REMISE EN SERVICE DESHIVERNAGE KIOSQUE	1 100,00	0,00	10
	ZONE 1			
	VERIFICATION CONFORMITE BF BERGE ILL	350,00	0,00	10
	PATINOIRE			
	VERIFICATION KIOSQUE FONTAINE BERGE ILL	350,00	0,00	10
	PATINOIRE			
	CHANGEMENT BOUTONS DISTRIBUTION	1 168,00	0,00	10
	FONTAINE BERGES DE L'ILL			
	JMC-COMPRESSEUR PR INSTALLATION DIOXYDE	1 121,40	0,00	10
	J-M C/ DESHUMIFICATEUR MOBILE PR RESEAU	2 199,66	0,00	10
	LB-REMPLACMT EXTINCTEURS DIVERS BAT SDE	485,91	0,00	10
	LB-REMPL EXTINCTEURS DIVERS PUITS RESERV	739,10	0,00	10
	LB- REMPL.EXTINCTEURS BAT SDE	1 069,05	0,00	10
	POMPE TYPE SERPILLERE TSURUMI SONDE	3 150,00	0,00	10
	POMPE DE RELEVAGE-POME A EAU NOUVELLE	714,00	0,00	10
	GENERATION			
	CAFETIERE DELONGHI CLASSIQUE ESAM 4000 B	341,66	0,00	10
	BROYEUR CAFE			
	J-MC/ACHAT DE DEBIMETRE PORTATIFS RESEAU	12 538,60	0,00	10
	BORNE FONTAINE N°3 A BOUTON-MAPA INTRANET	4 385,56	0,00	10
	V22193			
	REALISATION 2 PIECES LECTEUR BADGE PORTES	409,00	0,00	10
	LG - ACHAT POTEAU INCENDIE MARCHE LOT 5	4 421,30	0,00	10
	DP - FOURN POSE PRELOCALISATEUR FUITE	147 600,00	0,00	10
	FOURN POSE PRELOCALISATEUR FUITE-LOGGER	57 400,00	0,00	10
	ZONESCAN AVEC ANTENN			
	MF-FONTAINES A EAU PARVIS PARC SALVATOR	23 065,00	0,00	10
	ETAT TIR 2022	49 218,13	0,00	10
	DEBOULONNEUSE CHOC	1 498,26	0,00	20
	PONCEUSE DELTA BOSCH MOYENS GENERAUX	54,92	0,00	1
	PERFO-BURINEUR ET MEULEUSE D'ANGLE	408,72	0,00	20
	LP-ELECTRO VANNES PR FONTAINES	216,23	0,00	20
	EX22 - COMPTEURS	89 699,54	0,00	10
	DEBIMETRE RUE TACHARD A MORSCHWILLER	1 315,00	0,00	10
	EX22 - ECHANGE COMPTEUR	421 056,81	0,00	10
	CHAUFFAGE JUMPER BV-485-FJ	2 474,62	0,00	8
	AMENAGT KANGOO ELECTRIQUE GC-337-ZG	613,81	0,00	8
	HABILLAGE BERLINGO IMMAT GD-093-FV	604,74	0,00	8
	BENNE TRAVAUX PUBLIC 6M3	5 150,00	0,00	8
	FOURGONNETTE 2 PLACES IMMAT GD-093-FV	11 256,77	0,00	8
	INV.2022.V.BA.X03.VU			
	LB-ATTELAGE MARCHE PIED BOXER FD 557 ND	506,00	0,00	8
	MATERIEL TELERELEVE	3 316,00	0,00	5
	CISAILLE DE BUREAU PROFES	351,00	0,00	5
	RACHAT MATERIEL INFORMATIQUE	3 267,80	0,00	5
	ACHAT BARRE VIDEO/AUDIO SALLE REUNION	1 769,00	0,00	5
	TOUR ECRAN REALITE VIRTUELLE	1 597,00	0,00	5
	ACHAT MATERIEL INFORMATIQUE	4 635,00	0,00	5
	ACHAT MATERIEL INFORMATIQUE	665,00	0,00	5
	ACHAT MATERIEL INFORMATIQUE	730,00	0,00	5
	TOUR ECRAN REALITE VIRTUELLE	420,00	0,00	5
	STCK GESTION VEHICULES SERVICE SUPPORT	100,00	0,00	1
	P/VOITURE P/TABLETTE			
	LP-CONTROLE MAESTRO PRODUCTION	1 345,15	0,00	5
	IMPRIMANTE MULTI FONCTIONS HP LJ PRO	519,64	0,00	5
	M428FDW			
	MODEM VOCAL ANALOGIQUE SUPERVISION	2 520,00	0,00	5
	CONTROLE MAESTRO			

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	PC PORTABLES DELL LATITUDE 3520 BATTERIE	1 896,00	0,00	5
	EXTERNE SACOCHE			
	TOUR PRECISION 3660 ECRAN-MAPA INTRANET	17 500,00	0,00	5
	V22238			
	MATERIEL INFORMATIQUE PC OPTIPLEX 3000	8 340,00	0,00	5
	TOUR ECRAN DELL 24			
	TABLETTES DELL LATITUDE 7220 RUGGED	1 852,00	0,00	5
	BANDOULIERE			
	LP-SERVEUR DE STOCKAGE RESEAU BCC	3 188,48	0,00	5
	PC PORTABLE DELL VOSTRO 3525 15.6 SACOCHE	1 086,00	0,00	5
	LP-TABLETTES DELL	246,00	0,00	5
	LB/ ACHAT BORNE ITRON RELEVEURS	3 400,00	0,00	5
	LP-PC PORTABLE DELL SACOCHE	94,00	0,00	1
	TROIS PORTES MANTEAUX	347,55	0,00	15
	ARMOIRES DE BUREAU	755,32	0,00	15
	FAUTEUILS DE BUREAU	0,00	0,00	15
	FAUTEUILS DE BUREAU	1 028,00	0,00	15
	AMENAGEMENT BUREAU RECHERCHE FUITE	2 364,72	0,00	15
	VIDEO PROJECTEUR CLICKSHARE SELECT FIL	6 479,00	0,00	15
	SALLE REUNION DOLLER			
	TELEPHONES PORTABLES	240,00	0,00	5
	TELEPHONES PORTABLES	535,20	0,00	5
	AUTORADIOS BLUETOOTH VEHICULES	487,25	0,00	5
	AMPLI SALLE REUNION NIVEAU BAT SDE	480,00	0,00	5
	LP-SAMSUNG GALAXY TAB ACTIVE 3 COQUE ADA	2 981,05	0,00	5
	LP-TELEPHONES PORTABLES	719,80	0,00	5
	LP-TELEPHONES PORTABLES	0,00	0,00	5
	LP-TELEPHONES PORTABLES	277,80	0,00	5
	5369 AMENAGT TERRAIN SITE HIRTZBACH 2022	31 191,30	0,00	20
	967 AMENAGT TERRAINS 2022	236 221,54	0,00	20
	21783 AMELIORATION PROTECTION CAPTAGES	573 507,53	0,00	20
	2022			
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**7 455 966,56**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES**	**A8.2**

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
	RENAULT KANGOO 6403 ZF 68	9 698,40	8	9 698,40	0,00	50,00	50,00
	SIGNALISATION KANGOO 6403 ZF 68	490,00	8	490,00	0,00	0,00	0,00
	AMENAGT KANGOO 6403ZF68	1 299,72	8	1 299,72	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**11 488,12**					**50,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)**	**A10**

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	
72	***Travaux en régie***		***607 388,73***
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*607 388,73*
	TOTAL GENERAL	**0,00**	**607 388,73**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***607 388,73***
21311	*BATIMENTS D'EXPLOITATION*	*50 254,57*
21531	*RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU*	*507 916,03*
2154	*MATERIEL INDUSTRIEL*	*49 218,13*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
	TOTAL GENERAL	**607 388,73**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	607 388,73
Recettes réelles d'exploitation	38 619 735,08
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	1,57 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6742	Subvention exceptionnelle investissement	Prise en charge partie privative branchements	Commune de Brunstatt-Didenheim	Commune	38 170,50
6742	Subvention exceptionnelle investissement	Prise en charge partie privative branchements	Commune de Morschwiller le Bas	Commune	56 487,00
6742	Subvention exceptionnelle investissement	Prise en charge partie privative branchements	Commune Illzach	Commune	45 174,00
6742	Subvention exceptionnelle investissement	Prise en charge partie privative branchements	SIAEP du canton de Habsheim	Etablissement de droit public	182 878,00
6743	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	Projet assainissement à Mahajanga (Madagascar)	GESCOD	Association	10 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 55
Nombre de membres présents : 46+6
Nombre de suffrages exprimés : 42+5
VOTES :
Pour : 34+5
Contre : 8
Abstentions : 4+1

Date de convocation : 15/06/2023

Présenté par (1) le Président temporaire, N. Coulot
A Mulhouse le 22/06/2023
(1) le Président temporaire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du 22 juin 2023
A Mulhouse, le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

BALL Bruno	
BEYAZ Beytullah	
BILA Ayoub	
BINICI Hasan	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DURRWELL Rose-Marie	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FLECK Jason	
GOETZ Anne-Catherine	
HIMER Aya	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
HOUIN Laure	
JENN Fatima	
JUNG Alfred	
LOISEL Corinne	
LUTZ Michèle	
MAHZOUL Hakim	
METZGER Henri	
MINERY Loïc	
MIQUÉE Peggy	
MOTTE Nathalie	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SASSI Annouar	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHNEIDER Agnès	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul André	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

SUAREZ Emmanuelle	
TISSERANT Oana	
TRIMAILLE Philippe	
ZAGAOUI Saaida	
ZANETTE Fabienne	

Certifié exécutoire par (1) le Président ~~temporaire,~~ compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A Mulhouse,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,
(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil municipal de Mulhouse.

MAIRIE DE MULHOUSE 68 Haut-Rhin

BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21680224900906	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT VILLE MULHOUSE

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : POMPES FUNEBRES MULHOUSE (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales
Modalités de vote du budget 4
II - Présentation générale du compte administratif
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10
III - Vote du compte administratif
A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16
IV - Annexes
A - Eléments du bilan
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 21
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 22
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 23
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 24
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 25
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 26
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures
D - Arrêté et signatures 27

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

			DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	1 168 417,51	G	1 281 308,52	G-A	112 891,01
	Section d'investissement	B	386 855,92	H	235 280,79	H-B	-151 575,13
			+		+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 872 881,22 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	239 395,52 (si excédent)		
			=		=		
			DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	1 555 273,43	Q= G+H+I+J	4 628 866,05	=Q-P	3 073 592,62

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	302 797,36	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	302 797,36	= K+L	0,00

			DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	1 168 417,51	= G+I+K	4 154 189,74	2 985 772,23
	Section d'investissement	= B+D+F	689 653,28	= H+J+L	474 676,31	-214 976,97
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 858 070,79	= G+H+I+J+K+L	4 628 866,05	2 770 795,26

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 302 797,36	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	2 100,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	251 219,69	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	49 477,67	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 223 600,00	420 668,04	49 753,76	0,00	753 178,20
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 193 000,00	488 403,15	0,00	0,00	704 596,85
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	700 650,00	1,13	0,00	0,00	700 648,87
Total des dépenses de gestion courante		**3 117 250,00**	**909 072,32**	**49 753,76**	**0,00**	**2 158 423,92**
66	Charges financières	35 000,00	12 418,83	1 076,00	0,00	21 505,17
67	Charges exceptionnelles	316 329,71	0,00	0,00	0,00	316 329,71
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 468 579,71**	**921 491,15**	**50 829,76**	**0,00**	**2 496 258,80**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*515 900,29*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*222 520,00*	*196 096,60*			*26 423,40*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***738 420,29***	***196 096,60***			***542 323,69***
TOTAL		**4 207 000,00**	**1 117 587,75**	**50 829,76**	**0,00**	**3 038 582,49**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 330 908,78	1 274 170,33	0,00	0,00	56 738,45
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**1 330 908,78**	**1 274 170,33**	**0,00**	**0,00**	**56 738,45**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	3 000,00	6 937,19	0,00	0,00	-3 937,19
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 333 908,78**	**1 281 107,52**	**0,00**	**0,00**	**52 801,26**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*210,00*	201,00			9,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***210,00***	***201,00***			***9,00***
TOTAL		**1 334 118,78**	**1 281 308,52**	**0,00**	**0,00**	**52 810,26**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 872 881,22**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	56 520,29	2 100,00	2 100,00	52 320,29
21	Immobilisations corporelles	599 353,71	340 754,91	251 219,69	7 379,11
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	820 626,00	3 800,00	49 477,67	767 348,33
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**1 476 500,00**	**346 654,91**	**302 797,36**	**827 047,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	40 290,00	40 000,01	0,00	289,99
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**40 290,00**	**40 000,01**	**0,00**	**289,99**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 516 790,00**	**386 654,92**	**302 797,36**	**827 337,72**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*210,00*	*201,00*		*9,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***210,00***	***201,00***		***9,00***
TOTAL		**1 517 000,00**	**386 855,92**	**302 797,36**	**827 346,72**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	39 184,19	39 184,19	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**39 184,19**	**39 184,19**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**539 184,19**	**39 184,19**	**0,00**	**500 000,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*515 900,29*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*222 520,00*	*196 096,60*		*26 423,40*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***738 420,29***	***196 096,60***		***542 323,69***
TOTAL		**1 277 604,48**	**235 280,79**	**0,00**	**1 042 323,69**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**239 395,52**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	470 421,80		470 421,80
012	Charges de personnel, frais assimilés	488 403,15		488 403,15
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,13		1,13
66	Charges financières	13 494,83	*0,00*	13 494,83
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*196 096,60*	196 096,60
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**972 320,91**	***196 096,60***	**1 168 417,51**
				+
	D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**1 168 417,51**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*201,00*	201,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	40 000,01	*0,00*	40 000,01
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	2 100,00	0,00	2 100,00
21	Immobilisations corporelles (6)	340 754,91	0,00	340 754,91
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 800,00	0,00	3 800,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**386 654,92**	***201,00***	**386 855,92**
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE			**386 855,92**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 274 170,33		1 274 170,33
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	6 937,19	*201,00*	7 138,19
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**1 281 107,52**	***201,00***	**1 281 308,52**
				+
	R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1			**2 872 881,22**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES			**4 154 189,74**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*196 096,60*	*196 096,60*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***196 096,60***	**196 096,60**
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1			**239 395,52**
				+
	AFFECTATION AUX COMPTES 106			**39 184,19**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**474 676,31**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**1 223 600,00**	**420 668,04**	**49 753,76**	**0,00**	**753 178,20**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	802 000,00	96 905,15	0,00	0,00	705 094,85
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 600,00	85,12	0,00	0,00	1 514,88
6064	Fournitures administratives	700,00	129,46	0,00	0,00	570,54
6066	Carburants	3 200,00	2 569,69	0,00	0,00	630,31
6068	Autres matières et fournitures	19 600,00	11 346,43	0,00	0,00	8 253,57
611	Sous-traitance générale	8 900,00	3 063,23	4 698,93	0,00	1 137,84
6135	Locations mobilières	3 272,00	2 946,50	0,00	0,00	325,50
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	16 178,00	14 621,78	0,00	0,00	1 556,22
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	17 400,00	12 085,38	5 314,62	0,00	0,00
6156	Maintenance	103 000,00	66 322,95	36 607,01	0,00	70,04
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	2 500,00	1 352,19	0,00	0,00	1 147,81
6168	Autres	4 000,00	3 991,69	0,00	0,00	8,31
6231	Annonces et insertions	15 700,00	11 476,80	3 133,20	0,00	1 090,00
6251	Voyages et déplacements	4 500,00	1 431,92	0,00	0,00	3 068,08
6257	Réceptions	2 100,00	1 174,88	0,00	0,00	925,12
6261	Frais d'affranchissement	500,00	482,88	0,00	0,00	17,12
6262	Frais de télécommunications	2 000,00	790,64	0,00	0,00	1 209,36
6281	Concours divers (cotisations)	1 000,00	970,00	0,00	0,00	30,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	28 850,00	28 821,38	0,00	0,00	28,62
6288	Autres	185 000,00	160 099,97	0,00	0,00	24 900,03
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 193 000,00**	**488 403,15**	**0,00**	**0,00**	**704 596,85**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	487 030,00	487 022,45	0,00	0,00	7,55
6411	Salaires, appointements, commissions	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
648	Autres charges de personnel	5 970,00	1 380,70	0,00	0,00	4 589,30
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**700 650,00**	**1,13**	**0,00**	**0,00**	**700 648,87**
6541	Créances admises en non-valeur	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
658	Charges diverses de gestion courante	700 050,00	1,13	0,00	0,00	700 048,87
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**3 117 250,00**	**909 072,32**	**49 753,76**	**0,00**	**2 158 423,92**
66	**Charges financières (b) (5)**	**35 000,00**	**12 418,83**	**1 076,00**	**0,00**	**21 505,17**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	15 000,00	13 584,50	0,00	0,00	1 415,50
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	20 000,00	-1 165,67	1 076,00	0,00	20 089,67
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**316 329,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**316 329,71**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	316 329,71	0,00	0,00	0,00	316 329,71
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**3 468 579,71**	**921 491,15**	**50 829,76**	**0,00**	**2 496 258,80**
023	***Virement à la section d'investissement***	***515 900,29***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***222 520,00***	***196 096,60***			***26 423,40***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*222 520,00*	*196 096,60*			*26 423,40*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***738 420,29***	***196 096,60***			***542 323,69***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***738 420,29***	***196 096,60***			***542 323,69***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 207 000,00**	**1 117 587,75**	**50 829,76**	**0,00**	**3 038 582,49**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	1 076,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 165,67

	Différences ICNE N – ICNE N-1		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***1 330 908,78***	***1 274 170,33***	***0,00***	***0,00***	***56 738,45***
703	Ventes de produits résiduels	*100 000,00*	*67 761,04*	*0,00*	*0,00*	*32 238,96*
704	Travaux	*18 000,00*	*22 091,04*	*0,00*	*0,00*	*-4 091,04*
706	Prestations de services	*1 064 718,78*	*965 404,50*	*0,00*	*0,00*	*99 314,28*
707	Ventes de marchandises	*3 000,00*	*3 741,50*	*0,00*	*0,00*	*-741,50*
7083	Locations diverses	*145 000,00*	*215 120,25*	*0,00*	*0,00*	*-70 120,25*
7084	Mise à disposition de personnel facturée	*190,00*	*52,00*	*0,00*	*0,00*	*138,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**1 330 908,78**	**1 274 170,33**	**0,00**	**0,00**	**56 738,45**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**3 000,00**	**6 937,19**	**0,00**	**0,00**	**-3 937,19**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	67,68	0,00	0,00	-67,68
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,01	0,00	0,00	-0,01
778	Autres produits exceptionnels	3 000,00	6 869,50	0,00	0,00	-3 869,50
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**1 333 908,78**	**1 281 107,52**	**0,00**	**0,00**	**52 801,26**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***210,00***	***201,00***			***9,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*210,00*	*201,00*			*9,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***210,00***	***201,00***			***9,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 334 118,78**	**1 281 308,52**	**0,00**	**0,00**	**52 810,26**
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**2 872 881,22**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**56 520,29**	**2 100,00**	**2 100,00**	**52 320,29**
2031	Frais d'études	56 520,29	2 100,00	2 100,00	52 320,29
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**599 353,71**	**340 754,91**	**251 219,69**	**7 379,11**
2131	Bâtiments	555 053,71	303 796,92	247 588,46	3 668,33
2154	Matériel industriel	41 300,00	35 589,33	3 631,23	2 079,44
2183	Matériel de bureau et informatique	923,00	0,00	0,00	923,00
2184	Mobilier	1 000,00	291,66	0,00	708,34
2188	Autres immobilisations corporelles	1 077,00	1 077,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**820 626,00**	**3 800,00**	**49 477,67**	**767 348,33**
2313	Constructions	820 626,00	3 800,00	49 477,67	767 348,33
	Total des dépenses d'équipement	**1 476 500,00**	**346 654,91**	**302 797,36**	**827 047,73**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**40 290,00**	**40 000,01**	**0,00**	**289,99**
1641	Emprunts en euros	40 290,00	40 000,01	0,00	289,99
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**40 290,00**	**40 000,01**	**0,00**	**289,99**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 516 790,00**	**386 654,92**	**302 797,36**	**827 337,72**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***210,00***	***201,00***		***9,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***210,00***	***201,00***		***9,00***
13918	*Autres subventions d'équipement*	*210,00*	*201,00*		*9,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***210,00***	***201,00***		***9,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 517 000,00**	**386 855,92**	**302 797,36**	**827 346,72**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**
1641	Emprunts en euros	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**39 184,19**	**39 184,19**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	39 184,19	39 184,19	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**39 184,19**	**39 184,19**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**539 184,19**	**39 184,19**	**0,00**	**500 000,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***515 900,29***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***222 520,00***	***196 096,60***		***26 423,40***
28131	*Bâtiments*	*151 700,00*	*148 406,88*		*3 293,12*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*4 000,00*	*3 908,00*		*92,00*
28154	*Matériel industriel*	*59 400,00*	*36 808,54*		*22 591,46*
28182	*Matériel de transport*	*2 200,00*	*2 154,01*		*45,99*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*280,00*	*0,00*		*280,00*
28184	*Mobilier*	*4 450,00*	*4 330,17*		*119,83*
28188	*Autres*	*490,00*	*489,00*		*1,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***738 420,29***	***196 096,60***		***542 323,69***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***738 420,29***	***196 096,60***		***542 323,69***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 277 604,48**	**235 280,79**	**0,00**	**1 042 323,69**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**239 395,52**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					800 000,00									
8702 PF	CAISSE D'EPARGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	800 000,00	F	Taux fixe à 2,69 %	2,690	2,717	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**800 000,00**									

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**480 000,00**					**40 000,00**	**13 584,50**	**0,00**	**1 076,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		480 000,00					40 000,00	13 584,50	0,00	1 076,00
8702 PF	N	0,00	A-1	480 000,00	11,91	F	Taux fixe à 2,69 %	2,683	40 000,00	13 584,50	0,00	1 076,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**480 000,00**					**40 000,00**	**13 584,50**	**0,00**	**1 076,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Cet état ne contient pas d'information.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	17/09/2007
L	cpte 2031 - frais d'études, élaboration, modification et révision des doc. d'urbanisme	10	17/09/2007
L	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - réussite du projet	5	17/09/2007
L	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - échec du projet	1	17/09/2007
L	cpte 2051 - Concessions et droits similaires (1)	2	17/09/2007
L	cpte 208 - Autres immobilisations corporelles	2	17/09/2007
L	cpte 2131 - Bâtiment d'exploitation	25	17/09/2007
L	Four à crémation	10	17/09/2007
L	Bâtiment d'exploitation	15	17/09/2007
L	Fours à crémation	10	17/09/2007
L	cpte 2138 - autres constructions amortissables sauf :	25	17/09/2007
L	Bâtiments légers, abris	15	17/09/2007
L	cpte 2154 - Matériel industriel	8	17/09/2007
L	cpte 2155 - Outillage industriel	8	17/09/2007
L	cpte 2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	8	17/09/2007
L	cpte 2182 - Matériel de transport	8	17/09/2007
L	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	17/09/2007
L	cpte 2184 - Mobilier	8	17/09/2007
L	cpte 2188 - Autres immobilisations corporelles	8	17/09/2007
L	Fonds de concours	15	17/09/2007
L	Subventions d'équipement versées à des tiers	5	17/09/2007

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**40 500,00**	I **40 201,01**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**40 290,00**	**40 000,01**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	40 290,00	40 000,01
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**210,00**	**201,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*210,00*	*201,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**40 201,01**	**302 797,36**	**0,00**	**342 998,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**738 420,29**	**III**	**196 096,60**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**738 420,29**		**196 096,60**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*151 700,00*		*148 406,88*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*4 000,00*		*3 908,00*
28154	*Matériel industriel*	*59 400,00*		*36 808,54*
28182	*Matériel de transport*	*2 200,00*		*2 154,01*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*280,00*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*4 450,00*		*4 330,17*
28188	*Autres*	*490,00*		*489,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*515 900,29*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**196 096,60**	**0,00**	**239 395,52**	**39 184,19**	**474 676,31**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**342 998,37**
Ressources propres disponibles	IV	**474 676,31**
Solde	V = IV – II (3)	**131 677,94**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	ETUDE 22 FAISABILITE PHOTOVOLTAIQUE TOIT CF	2 100,00	0,00	0
	EX 22 CENTRE FUNERAIRE	303 796,92	0,00	10
	ENFONCE PIEUX	1 645,00	0,00	8
	9 CELLULES REFRIGEREES	33 659,51	0,00	8
	EXTINCTEURS	284,82	0,00	8
	REFRIGERATEUR CONGELATEUR	291,66	0,00	8
	LECTEUR USB ET TV PHILIPS LED FULL HD	1 077,00	0,00	8
	TVX22 CONSTRUCTION BATIMENT CONVIVIALITE	3 800,00	0,00	25
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**346 654,91**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
	ETUDE 15 PARKING CENTRE FUNERAIRE	1 017,60	5	1 017,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**1 017,60**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 55
Nombre de membres présents : 46+6
Nombre de suffrages exprimés : 42+5
VOTES :
Pour : 34+5
Contre : 8
Abstentions : 4+1

Date de convocation : 15/06/2023

Présenté par (1) le Président temporaire, N. Coudot
A Mulhouse le 22/06/2023
(1) le Président temporaire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du 22 juin 2023
A Mulhouse, le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

BALL Bruno	
BEYAZ Beytullah	
BILA Ayoub	
BINICI Hasan	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DURRWELL Rose-Marie	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FLECK Jason	
GOETZ Anne-Catherine	
HIMER Aya	

MULHOUSE - POMPES FUNEBRES MULHOUSE - CA (projet de budget) - 2022

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
HOUIN Laure	
JENN Fatima	
JUNG Alfred	
LOISEL Corinne	
LUTZ Michèle	
MAHZOUL Hakim	
METZGER Henri	
MINERY Loïc	
MIQUÉE Peggy	
MOTTE Nathalie	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SASSI Annouar	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHNEIDER Agnès	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul André	

MULHOUSE - POMPES FUNEBRES MULHOUSE - CA (projet de budget) - 2022

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

SUAREZ Emmanuelle	
TISSERANT Oana	
TRIMAILLE Philippe	
ZAGAOUI Saaida	
ZANETTE Fabienne	

Certifié exécutoire par (1) le Président temporaire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A Mulhouse,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil municipal de Mulhouse.

MAIRIE DE MULHOUSE 68 Haut-Rhin

Mme le Maire : Merci. En ce qui concerne le compte administratif, avant de mettre la délibération au vote, et comme l'exige l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales, nous devons procéder à l'élection d'un président de séance temporaire le temps du vote de cette délibération. Durant mon absence, je propose que ce soit mon 1er adjoint, Alain COUCHOT, qui soit candidat pour cette désignation. Y a -t-il d'autres candidatures ? Qui est-ce qui est pour Alain COUCHOT comme président temporaire ? Il convient de voter. Merci beaucoup.

Pour : 47 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

M.COUCHOT est élu Président de séance à l'unanimité des suffrages exprimés

Mme le Maire : je vais laisser la place à Alain COUCHOT. Je m'abstiens évidemment et je reviendrai tout à l'heure *(Mme le Maire sort de la salle).*

M. COUCHOT : Mme le Maire ayant quitté la salle, je mets aux voix le compte administratif 2022. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Je vous remercie.

Pour : 34 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Non-inscrite dans un groupe : Mme ZANETTE

Contre : 8
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Non-inscrite dans un groupe : Mme RITZ
Groupe M Mulhouse : Mme JENN

Abstentions : 4+1
Non-inscrits dans un groupe : 2+1
Mme SCHWEITZER, M. CAUSER et M. PAUVERT (représenté par M. CAUSER).
Groupe M Mulhouse : M. SASSI et M. STRIFFLER

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

5° BUDGET PRINCIPAL : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 (312/7.1.5/889)

L'approbation du Compte Administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération, ainsi que le prévoient les textes.

Les résultats peuvent être décrits dans le tableau synoptique ci-dessous :

Libellé	Investissement	Fonctionnement
Résultat des sections	-15 018 530,01 €	36 716 820,61 €
Solde des restes à réaliser	- 8 797 114,19 €	
Résultat	-23 815 644,20 €	36 716 820,61 €

L'excédent de fonctionnement à répartir est de 36 716 820,61 €.

Selon l'instruction comptable M14, il doit venir en priorité financer le besoin de financement de la section d'investissement qui s'établit à : -15 018 530,01 €, corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement : - 8 797 114,19 €, soit : -23 815 644,20 €.

Après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, il subsiste un solde de 12 901 176,41 € que nous vous proposons d'affecter en section de fonctionnement.

La répartition du résultat dégagé en 2022 serait la suivante :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 15 018 530,01 € en section d'investissement ;
- émission d'un titre de recette au compte 1068 « réserve » pour la somme de 23 815 644,20 € ;
- affectation du solde en excédent de fonctionnement au compte 002 « excédents capitalisés de fonctionnement » : 12 901 176,41 €.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL approuve l'affectation des résultats 2022 proposée pour le budget principal de la Ville.

M. COUCHOT : On vote maintenant l'affectation du résultat du compte administratif (délibération 889). Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 40 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Non-inscrite dans un groupe : Mme ZANETTE
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Abstentions : 6+1
Non-inscrits dans un groupe : 3+1
Groupe M Mulhouse : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

6° BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 (312/7.1.5/890)

Suivant l'Instruction M4, le résultat excédentaire de l'exercice, correspondant à la différence entre les produits et les charges d'exploitation de l'exercice, doit être affecté par délibération du Conseil Municipal.

Ce solde est affecté en priorité :

- au compte « report à nouveau » dans la limite du solde débiteur,
- au financement des mesures d'investissement pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actif,
- pour le surplus, au financement des charges d'exploitation, au financement d'investissements, en report à nouveau, ou au reversement à la collectivité de rattachement (pour les régies dotées de la seule autonomie financière).

L'exercice 2022 du budget annexe des Pompes Funèbres dégage en section d'exploitation un résultat excédentaire de 2 985 772,23 €, obtenu comme suit :

Reprise de l'excédent de clôture	+2 872 881,22 €
Total des titres de recettes émis	+1 281 308,52 €
Total des mandats émis	-1 168 417,51 €

Résultat de clôture de la section d'exploitation	+2 985 772,23 €

Par ailleurs, le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à 214 976,97 €, soit :

Reprise de l'excédent de clôture	+239 395,52 €
Total des titres de recettes émis	+235 280,79 €
Total des mandats émis	-386 855,92 €
Restes à réaliser en dépenses	-302 797,36 €

Résultat de clôture de la section d'investissement	-214 976,97 €

Pour permettre l'affectation de ces résultats, il est proposé d'effectuer les écritures suivantes :

- émission d'un titre de recette au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 87 820,39 € en section d'investissement ;

- émission d'un titre de recette au compte 1068 « autres réserves » pour la somme de 214 976,97 € en section d'investissement ;

- émission d'un titre de recette en section d'exploitation sur le compte 002 « excédents antérieurs reportés » pour un montant de 2 770 795,26 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte les propositions d'affectation du résultat de l'exercice 2022 du budget annexe des Pompes Funèbres.

M. COUCHOT : Je mets au vote le budget annexe des Pompes funèbres. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 40 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Non-inscrite dans un groupe : Mme ZANETTE
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Abstentions : 6+1
Non-inscrits dans un groupe : 3+1
Groupe M Mulhouse : 3

7° BUDGET ANNEXE EAU : REPRISE DES RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 PAR LE BUDGET PRINCIPAL (312/7.10.5/891)

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération. Pour la Ville de Mulhouse, cela se traduit notamment par la dissolution du budget annexe de l'eau au 31 décembre 2022, actée par la délibération n°711 du 14 décembre 2022.

A la date de sa dissolution, ce dernier présente en section d'exploitation un résultat excédentaire de 7 535 087,35 €, obtenu comme suit :

Reprise de l'excédent de clôture	+6 941 760,91 €
Total des titres de recettes émis	+39 828 237,92 €
Total des mandats émis	-39 234 911,48 €

Résultat de clôture de la section d'exploitation	+7 535 087,35 €

Par ailleurs, la section d'investissement présente un besoin de financement qui s'établit à 1 435 180,59 €, soit :

Reprise de l'excédent de clôture	+833 537,58 €
Total des titres de recettes émis	+4 750 204,90 €
Total des mandats émis	-7 018 923,07 €

Résultat de clôture de la section d'investissement	-1 435 180,59 €

Le résultat de clôture cumulé ressort ainsi à 6 099 906,76 € à fin 2022.

Conformément à l'article R2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les résultats de cette régie doivent être repris par la commune par délibération budgétaire. Aussi, il est proposé de comptabiliser les écritures suivantes au budget principal :

- émission d'un titre de recette en section d'exploitation sur le compte 002 « excédents capitalisés de fonctionnement » pour un montant de 7 535 087,35 € ;

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 1 435 180,59 € en section d'investissement.

Conformément aux modalités prévues par la charte de gouvernance pour le transfert de la compétence eau, la Ville de Mulhouse procédera au transfert de 50% du résultat de clôture cumulé au budget annexe eau communautaire. Les 50% restants seront répartis entre les 13 communes desservies par le Service des Eaux au prorata du nombre de m3 distribués dans chaque commune en 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte les modalités de reprise du résultat de clôture du budget annexe de l'Eau et les écritures comptables qui en découlent.

M. COUCHOT : Je vous remercie. On a passé l'ensemble des délibérations ? Je vous remercie. On a passé l'ensemble des délibérations. Rappelez Mme le Maire, je vous remercie.

Pour : 40 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 5 procurations
Non-inscrite dans un groupe : Mme ZANETTE
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Abstentions : 6+1
Non-inscrits dans un groupe : 3+1
Groupe M Mulhouse : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

8° BUDGET ANNEXE DE L'EAU – TRANSFERT DU RESULTAT DE CLÔTURE 2022 AUX 12 COMMUNES DESSERVIES PAR LE SERVICE DES EAUX DE LA VILLE DE MULHOUSE ET A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (31/7.5.8/892)

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2020.

Dans le cadre prévu par la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, m2A a adopté le principe d'une délégation intégrale de la compétence eau aux syndicats et communes pour une durée de deux ans.

A l'issue de cette période de deux ans, la Ville de Mulhouse a souhaité adhérer à la régie eau de m2A à compter du 1er janvier 2023. Ce transfert a entraîné la dissolution du budget annexe M49 existant au 31/12/2022 par délibération en date du 14/12/2022.

Les budgets des services Eau Potable sont soumis au principe de l'équilibre financier posé par les articles L2224-1 et L2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives à ce service dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

Conformément à ce principe et aux dispositions de l'instruction comptable M49, le transfert de la compétence eau potable nécessite :

- la mise à disposition par les communes des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de la compétence à la date du transfert à m2A ;
- le transfert des emprunts à m2A ;
- le transfert des subventions à m2A.

Ces opérations comptables consécutives à la clôture donneront lieu à des opérations non-budgétaires réalisées par le Service de Gestion Comptable sur la base d'un procès-verbal approuvé conjointement par la commune et m2A.

Les modalités financières de transfert validées dans la Charte de Gouvernance de m2A pour le transfert de la compétence eau concernant le budget annexe eau de la Ville de Mulhouse sont les suivantes :

- 50% du résultat de clôture cumulé sont reversés au budget annexe eau communautaire pour financer les charges des services transférés,
- 50% du résultat de clôture cumulé sont répartis entre les 13 communes desservies par le Service Eau de la Ville de Mulhouse en fonction d'une clé de répartition composée du nombre de m³ distribués dans chaque commune en 2022, et calculée de la manière suivante : (nombre de m³ distribués par commune / nombre de m³ distribués au total),
- en cas de déficit, le résultat de clôture cumulé est intégralement transféré à m2A.

Ce transfert de résultat doit donner lieu à délibérations concordantes de M2A et des communes concernées, ainsi qu'à des opérations réelles budgétaires.

Les résultats de l'exécution 2022 du budget eau potable de la Ville de Mulhouse par le Comptable Public font apparaître un résultat de clôture cumulé 2022 excédentaire de 6 099 906,76 € répartis conformément aux modalités décrites ci-dessus et synthétisées dans le tableau suivant :

Communes	Année 2022 m³ distribués	quote-part	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2022	RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2022	RESULTAT DE CLÔTURE 2022
Quote-part conservée par Mulhouse	5 795 869	29,62%	2 231 892,87 €	-425 100,48 €	1 806 792,39 €
Quote-part transférée à Brunstatt-Didenheim	380 464	1,94%	146 180,69 €	-27 842,50 €	118 338,19 €
Quote-part transférée à Illzach	735 866	3,76%	283 319,28 €	-53 962,79 €	229 356,49 €
Quote-part transférée à Lutterbach	319 704	1,63%	122 821,92 €	-23 393,44 €	99 428,48 €
Quote-part transférée à Morschwiller	182 456	0,93%	70 076,31 €	-13 347,18 €	56 729,13 €
Quote-part transférée à Pfastatt	451 414	2,31%	174 060,52 €	-33 152,67 €	140 907,85 €
Quote-part transférée à Reiningue	71 259	0,37%	27 879,82 €	-5 310,17 €	22 569,66 €
Quote-part transférée à Riedisheim	571 883	2,93%	220 778,06 €	-42 050,79 €	178 727,27 €
Quote-part transférée à Sausheim	301 205	1,54%	116 040,35 €	-22 101,78 €	93 938,56 €
Quote-part transférée à Eschentzwiller	65 408	0,33%	24 865,79 €	-4 736,10 €	20 129,69 €
Quote-part transférée à Habsheim	216 131	1,10%	82 885,96 €	-15 786,99 €	67 098,97 €

Communes	Année 2022 m³ distribués	quote-part	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2022	RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2022	RESULTAT DE CLÔTURE 2022
Quote-part transférée à Rixheim	639 687	3,27%	246 397,36 €	-46 930,41 €	199 466,95 €
Quote-part transférée à Zimmersheim	52 104	0,27%	20 344,74 €	-3 874,99 €	16 469,75 €
sous-total communes hors Mulhouse		**20,38%**	**1 535 650,80 €**	**-292 489,81 €**	**1 243 160,99 €**
sous-total communes		**50,00%**	**3 767 543,67 €**	**-717 590,29 €**	**3 049 953,38 €**
Quote-part transférée à m2A		50,00%	3 767 543,68 €	-717 590,30 €	3 049 953,38 €
TOTAL GENERAL	**9 783 450**	**100,00%**	**7 535 087,35 €**	**-1 435 180,59 €**	**6 099 906,76 €**

	MANDATS AU COMPTE 65888	TITRES AU COMPTE 1068	TOTAL
OPERATIONS COMPTABLES	**5 303 194,48 €**	**-1 010 080,11 €**	**4 293 114,37 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le transfert de 1 243 160,99 € répartis entre les 12 autres communes desservies par le service des eaux de la Ville de Mulhouse ;

- approuve le transfert de 3 049 953,38 € à Mulhouse Alsace Agglomération pour permettre à m2A d'exercer la compétence ;

- approuve la conservation par la Ville de Mulhouse de 1 806 792,39 € sur le résultat de clôture ;

- décide que le transfert de l'excédent de fonctionnement s'effectue par l'émission de mandats imputés au compte 65888 pour un total de 5 303 194,48 € ;

- décide que le transfert du déficit de la section d'investissement s'effectue par l'émission de titres imputés au compte 1068 pour un montant de 1 010 080,11 € ;

- autorise Madame le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens, subventions et emprunts, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Mme le Maire : concernant le budget annexe de l'eau, enfin, le transfert du résultat aux douze communes desservies par le service des eaux de la ville de Mulhouse. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 40 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Non-inscrite dans un groupe : Mme ZANETTE
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Abstentions : 6+1
Non-inscrits dans un groupe : 3+1
Groupe M Mulhouse : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Merci M. le 1er adjoint, merci à tous. Avant de passer à la prochaine délibération, je tenais vraiment à remercier évidemment mon adjoint en charge des finances, Florian COLOM. Je tenais à remercier également l'équipe qui est à la manœuvre, et ils sont là derrière nous. Merci à vous, je ne vais pas tous les nommer mais messieurs vous vous êtes reconnus. M. HUMBERT je vous remercie aussi, puisque c'est important une équipe à la manœuvre pour les finances. En tout cas je tenais vraiment à dire que cet exercice a été un exercice de qualité, rigoureux, parce qu'effectivement il faut de la rigueur, mais aussi un exercice ambitieux, malgré les crises et encore une fois merci à toutes les parties prenantes de ce budget.

9° BUDGET PRINCIPAL : ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (312/7.10.1/893)

L'article L.2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet aux communes de décider et de voter des projets d'investissements sous forme d'Autorisations de Programme (AP).

Ces Autorisations de Programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à des immobilisations ou à des subventions d'équipement versées à des tiers. Elles constituent la limite supérieure des dépenses d'investissement pouvant être engagées, et sont révisées chaque année pour tenir compte de l'évolution des projets.

Cette dérogation au principe de l'annualité budgétaire est encadrée par les Crédits de Paiement (CP), qui constituent la limite des dépenses pouvant être mandatées au cours d'un exercice.

Conformément à l'article R.2311-9 du CGCT, les autorisations de programmes sont votées par le Conseil Municipal dans une délibération distincte du vote du budget primitif, et chaque Autorisation de Programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des Crédits de Paiement correspondants.

Le document en annexe fait état du Programme Pluriannuel des Investissements en Autorisations de Programme et la prévision des Crédits de Paiement sur la période 2020-2027. Il fait l'objet d'une actualisation par rapport au programme précédent, tenant compte du degré d'avancement des projets y figurant.

Les 15 Autorisations de Programme proposées s'élèvent à 313 M€ sur la période 2020-2027, pour réaliser les investissements qui visent à développer la place de la nature en Ville et des mobilités douces, le renouvellement urbain des quartiers, l'attractivité résidentielle et commerciale de la Ville, le programme culturel, éducatif et sportif, et permettront la maintenance et la modernisation du patrimoine municipal dans un cadre durable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme décliné en annexe.

PJ : autorisations de programme et crédits de paiement : programmation 2020 – 2027

ANNEXE
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020 - 2027

N° ou	Désignation	Montant des AP			Montant des CP			
		Pour mémoire AP votée y compris ajustements	Révision au 22/06/2023	Montant AP 2020-2027	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2022) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2023 (2)	Restes à financer de l'exercice 2024	Restes à financer (exercices au-delà de 2024)
F001	Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	51 473 408	-191 736	51 281 671	13 116 517	9 134 660	7 722 640	21 307 854
F002	Rénovation et mise aux normes du patrimoine	8 655 868	-4 907	8 650 961	1 682 846	1 386 535	1 851 792	3 729 788
F003	Mulhouse Diagonales	4 723 284	-4	4 723 280	2 809 887	298 844	369 770	1 244 779
F004	Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	88 029 292	1 469 000	89 498 292	11 966 896	22 397 771	21 922 080	33 211 545
F005	Bien-être et mobilités douces	11 453 596	103 499	11 557 095	1 252 280	1 128 119	2 808 141	6 368 555
F006	Plan écoles	38 930 840	-13 613	38 917 227	8 984 991	7 969 758	6 965 903	14 996 575
F007	Nature en ville et biodiversité	4 069 831	-421	4 069 410	2 048 420	558 197	390 500	1 072 293
F008	Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	30 021 998	2 306 144	32 328 143	9 592 721	5 982 669	5 981 324	10 771 428
F009	Aménagement des équipements culturels et cultuels	13 086 277	496 200	13 582 477	4 600 279	1 995 581	3 058 696	3 927 922
F010	Aménagement des équipements sportifs	7 030 743	0	7 030 743	774 044	1 546 435	1 714 979	2 995 285
F011	Amélioration de l'habitat	4 340 014	-29 014	4 311 000	1 587 859	942 303	501 998	1 278 840
F012	Projets d'aménagement et de développement	37 200 098	-4 400 000	32 800 098	4 921 326	7 048 100	7 468 278	13 362 395
F013	Ville intelligente	3 675 465	-38 837	3 636 628	1 118 215	542 412	494 000	1 482 000
F014	Mulhouse Grand Centre	9 735 757	-103 382	9 632 376	1 601 103	3 242 108	2 390 164	2 399 000
F015	Opérations à solder - PPI précédente	1 050 073	-8 637	1 041 436	845 716	184 977	10 744	0
	TOTAL :	**313 476 545**	**-415 708**	**313 060 837**	**66 903 102**	**64 358 469**	**63 651 008**	**118 148 258**

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions

Mme le Maire : On va passer à la délibération. Il s'agit donc de le 893, si je ne m'abuse, l'actualisation des autorisations de programmes. Le groupe Mulhouse cause commune a souhaité intervenir sur cette délibération, et je vous laisse la parole. M. MINERY a la parole.

M. MINERY : Oui c'était pour préciser que nous ne souhaitions pas forcément intervenir sur ce point mais juste revenir sur ce qui a été évoqué tout à l'heure. Sur la question de la subvention à la CGT nous faisions simplement le constat que l'on peut faire, que vous pouvez faire également, que dans beaucoup de municipalités d'extrême droite cette subvention à la CGT a été supprimée. Voilà on vous informe, cela ne veut pas dire que vous partagez et les intentions et les schémas de penser de cette famille politique. D'accord, que ce soit clair. Merci.

Mme le Maire : On passe cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Laissez la main levée s'il vous plaît pour que Marie ait le temps de noter les personnes. C'est bon pour vous. Merci à vous.

Pour : 41 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 5 procurations
Non-inscrite dans un groupe : Mme ZANETTE
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Abstentions : 6 +1
Non-inscrits dans un groupe : 3+1
Groupe M Mulhouse : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

10° DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE (DPV) : AFFECTATION POUR 2023 (314/7.5.8/884)

La Ville de Mulhouse est à nouveau éligible à la Dotation Politique de la Ville (DPV) en 2023.

Issue de l'article 107 de la loi de finances pour 2015, cette dotation se substitue à l'ancienne Dotation de Développement Urbain (DDU). Elle s'élève pour cette année à un montant de 2 877 641€, contre 3 013 225€ en 2022. Comme pour les exercices antérieurs, elle est réservée aux nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Les critères d'éligibilité retenus restent également inchangés : la DPV devra contribuer au financement de projets répondant aux objectifs, aux axes stratégiques et au programme d'actions définis et inscrits dans le contrat de ville.

L'Etat souhaite soutenir le financement des projets qui renforcent la résilience des quartiers prioritaires de la ville (QPV) face au changement climatique et qui contribuent à l'atteinte des engagements de la France, notamment à l'objectif de la neutralité carbone à horizon 2050. Les projets de rénovation énergétique des bâtiments publics, de recyclage et d'optimisation du foncier disponible,

d'aménagements urbains améliorant la qualité du cadre de vie devront être priorisés. Les priorités porteront également sur le financement des équipements scolaires et des opérations d'investissement visant à garantir le dédoublement des classes de grande section des écoles situées en zone REP et REP+.

A l'initiative de la Ville de Mulhouse, cette dotation d'Etat sera prioritairement affectée à la mise en œuvre du plan école.

Il est proposé d'affecter un montant global de 2 877 641€ de DPV aux opérations suivantes :

Opérations	Coût global HT	Subvention sollicitée	%
Travaux annexes à la construction des 3 Groupes Scolaires Camus, Peupliers et Matisse	977 161,97€	781 729,58€	80%
Opérations	**Coût global HT**	**Subvention sollicitée**	**%**
Travaux pour le groupe scolaire des Coteaux 2 – Camus	7 713 768,74€	2 095 911,42€	27%
TOTAL	**8 690 931€**	**2 877 641€**	**33%**

Les crédits sont prévus sur les Autorisations de Programme suivantes et sur les lignes de crédit suivantes :

AP F004 « NPNRU » :
- ligne de crédit 31045 « GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 2»
- ligne de crédit 34937 « GROUPE SCOLAIRE COTEAUX – TRAVAUX ANNEXES»

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- approuve le projet de convention de la Dotation Politique de la Ville,
- autorise Madame le Maire à signer la convention de la Dotation Politique de la Ville avec Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à introduire les demandes de subventions et à signer les actes nécessaires à leurs formalisations.

P.J. projet de convention.

Préfecture du Haut-Rhin
7 rue Bruat – BP 10489 – 68020 Colmar cedex
Tél. : 03 89 29 20 00
www.haut-rhin.gouv.fr

PRÉFET
DU HAUT-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES FINANCES LOCALES ET DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE

L'État, représenté par le préfet du Haut-Rhin, M. Louis LAUGIER,

d'une part,

ET

La commune de Mulhouse, représentée par son maire, Mme Michèle LUTZ,

Adresse : mairie, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 3089 – 68 062 MULHOUSE CEDEX

Dénommée ci-après « le bénéficiaire »

d'autre part ;

VU les articles L.2334-40, L.2334-41, R.2334-36 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire NOR IOMB2301521J du 13 février 2023, relative à la dotation politique de la ville pour 2023 ;

VU la liste des objectifs prioritaires fixés par le contrat de ville pour l'utilisation des crédits de la dotation politique de la ville pour l'année 2023 ;

VU les dossiers présentés par la commune de Mulhouse

VU la notification de l'enveloppe départementale pour 2023 d'un montant de **2 877 641 €** ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'État s'engage à subventionner les projets présentés par le bénéficiaire au titre de la dotation politique de la ville en 2023.

Article 2 : Descriptif des projets subventionnés et des objectifs poursuivis

Le bénéficiaire s'engage à réaliser **les projets** suivants :

►Travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Camus, Peupliers et Matisse.

► Travaux de réhabilitation et d'extension pour le groupe scolaire des Coteaux 2 – Albert Camus (hors périscolaire)

Ces projets répondent aux objectifs, aux axes stratégiques et au programme d'actions définis et inscrits dans le contrat de ville.

Ils sont situés aux Coteaux, quartier prioritaire de la ville, bénéficiaire d'une cité éducative et d'un important programme de rénovation urbaine dans le cadre du NPNRU.

Ils s'inscrivent dans le cadre d'un programme plus vaste de reconstitution de l'ensemble des équipements scolaires du quartier

Le 1er projet inclut des travaux de voirie, de dévoiement du réseau de chaleur et de démolition. Il s'agit des travaux préalables à un projet de plus grande ampleur de construction de trois groupes scolaires.

Le 2ème projet concerne le nouveau groupe scolaire Albert Camus. Il s'agit de la réhabilitation du bâtiment actuellement occupé par l'association ARSEA, le centre médico-scolaire et l'école de la 2ème chance, complété par une extension. Le bâtiment abritera les écoles passerelle, maternelle et élémentaire, une bibliothèque, des salles de motricité et d'activités pédagogiques ainsi que le pôle administratif.

Ce projet est favorable à l'environnement et participe à la transition écologique des territoires

Le calendrier prévisionnel de réalisation de ces projets est le suivant :

❶ Travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Camus, Peupliers et Matisse.

Date prévue de commencement de réalisation du projet : 2ème trimestre 2022.

Date prévue d'achèvement de réalisation du projet : 3ème trimestre 2023.

❷ Travaux de réhabilitation et d'extension pour le groupe scolaire des Coteaux 2- Albert Camus

Date prévue de commencement de réalisation du projet : novembre 2022.

Date prévue d'achèvement de réalisation du projet : juillet 2024.

Le bénéficiaire est tenu d'informer le préfet de département du commencement d'exécution de l'opération.

Article 3 : Dispositions financières

1. L'État s'engage, au titre de l'année 2023, à subventionner le projet **« Travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Camus, Peupliers et Matisse »** à hauteur de **80 %.**

Le montant prévisionnel du projet étant fixé à **977 161, 97 € (HT)**, le montant total que l'Etat versera au bénéficiaire, maître d'ouvrage du projet, au titre de la dotation politique de la ville sera égal à **781 729,58 €.**

2. L'État s'engage, au titre de l'année 2023, à subventionner le projet **« Travaux de réhabilitation et d'extension pour le groupe scolaire des Coteaux 2- Albert Camus »**à hauteur de **27 %.**

Le montant prévisionnel du projet étant fixé à **7 713 768,74 € (HT)**, le montant total que l'État versera au bénéficiaire, maître d'ouvrage du projet, au titre de la dotation politique de la ville sera égal à **2 095 911,42 €**

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le montant de la subvention sera versé au bénéficiaire, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur et le cadencement suivant :

– 30 % de la subvention sera versé à titre d'avance lors du commencement de réalisation du projet ;

– 80 % de la subvention sera versée à titre d'acomptes en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués par la commune ;

– le solde de la subvention sera versé après transmission des pièces justificatives de l'ensemble des paiements effectués par la commune.

Article 5 : Durée de la convention.

La présente convention est établie jusqu'à la date d'achèvement de la réalisation des projets présentés à l'article 2 de la présente convention.

Article 6 : Engagements de la commune.

L'emploi de la subvention est soumis au contrôle de l'État. Le bénéficiaire de la subvention doit l'utiliser conformément aux modalités décrites à l'article 2 et répondre à toute demande d'information qui lui sera exprimée à cette fin par l'administration.

Article 7 : Clause de reversement

En cas de non-exécution des actions décrites à l'article 2, le bénéficiaire sera amené à reverser à l'Etat la totalité de la subvention perçue. En cas d'exécution partielle ou imparfaite du projet, le reversement sera dû proportionnellement à la part non exécutée.

En cas de modification sans autorisation de l'affectation de l'investissement prévu à l'article 2, avant l'expiration

des délais fixés dans la présente convention, la subvention devra être reversée par le bénéficiaire.

Article 8 : Publicité

Le bénéficiaire de la subvention fera apparaître la participation de « l'État » sur l'ensemble des panneaux et documents d'information, tout au long de la réalisation de l'opération et à son issue, par une plaque ou un panneau permanent sur lequel figure le logotype de l'État, téléchargeable sur le site internet de la préfecture.

Fait à Colmar, le

Pour l'État,	Pour la commune,
Le préfet du Haut-Rhin,	La Maire,
Louis LAUGIER	Michèle LUTZ

Voies et délais de recours : La présente convention *peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site :* www.telerecours.fr

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 884. Il s'agit de la dotation politique de la ville pour 2023. La ville de Mulhouse est éligible à ce que l'on appelle la DPV 2023 pour un montant maximum de 2 877 641 €. Comme nous en avons pris l'habitude, en lien avec les services de l'Etat, depuis plusieurs années, cette dotation sera à nouveau réservée aux nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville, et plus particulièrement affectée en priorité à la mise en œuvre du plan écoles. Je laisse immédiatement la parole à Cécile SORNIN.

Mme SORNIN : Merci Mme le Maire. Bonsoir à tous. Mme le Maire, l'a dit, cette délibération porte sur la dotation politique de la ville, enveloppe d'investissement de l'Etat à laquelle nous sommes éligible. Nous sommes la seule ville du Haut-Rhin à être éligible sur cette enveloppe. Cette année, l'Etat souhaite soutenir en priorité le financement des projets qui permettent de lutter contre le réchauffement climatique. Le courrier reçu par le maire précisait de porter une attention particulière aux écoles situées en REP et en REP+. Nous avons donc fait le choix, que nous vous proposons ce soir, d'affecter ces sommes au plan écoles dans le cadre du renouvellement urbain aux Coteaux. Je souhaite souligner en présentant cette délibération deux points : le premier c'est le fort soutien, quoi qu'en disent certains, de l'Etat à travers de nombreuses enveloppes, de nombreux dispositifs, renouvellement urbain, PRE, DSU, politique de la ville, cohésion sociale, quartiers d'été, colos apprenantes, et je pourrais en citer d'autres. Ce soutien est incontestable et nous pouvons collectivement remercier l'Etat et se féliciter de cette forte implication à nos côtés. Le deuxième point, c'est la façon dont on travaille côté ville, où nous mobilisons des moyens financiers également très significatifs mais aussi des ressources humaines. L'organisation de ces ressources humaines nous permet de répondre aux besoins et aux envies des habitants et autres acteurs des quartiers prioritaires. Elle favorise les liens, la connaissance des quartiers, la synergie des ressources et renforce indubitablement notre impact en termes de politiques publiques. Ce travail qui coordonne quartier par quartier, et tout au long de l'année les associations, les institutionnels, les habitants, tous ceux qui oeuvrent dans les quartiers apportent cohérence et efficience au bénéfice des habitants. Mulhouse se transforme, c'est une réalité pour tous les Mulhousiens. Que toutes les personnes qui y contribuent soient sincèrement remerciées, et vous chers collègues nous vous demandons d'approuver cette proposition d'affectation de la DPV. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci Cécile pour cette présentation. Y a-t-il des demandes de parole ? Je n'en ai pas. Je propose de passer cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ? Mme EL HAJJAJI n'a pas répondu, merci.

Pour : 47+ 6 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : bravo Cécile, à l'unanimité.

11° FONDS VERT : DEMANDE DE SUBVENTION RELATIVE A LA DEPOLLUTION DU SITE CIMITEM DANS LE QUARTIER DE DMC (314/7.5.8/904)

Le fonds d'accélération de la transition écologique des territoires, dit « Fonds Vert », a été mis en place par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et par le Ministère de la Transition énergétique en 2023 pour aider les territoires à renforcer leurs performances environnementales, à s'adapter au changement climatique et à améliorer le cadre de vie des citoyens.

Depuis 2005, le site dénommé DMC Cimitem a fait l'objet de plusieurs études pour des projets immobiliers qui finalement n'ont pas abouti, en raison de la pollution des sols. La Ville a souhaité acquérir ce foncier en 2017.

Par ailleurs, après échanges et en accord avec la CeA, ce site a été retenu afin de recueillir le 8ème collège de Mulhouse. La faisabilité de construction de cet établissement scolaire sur d'autres terrains a été étudiée au préalable. Cependant les besoins en surface disponible, critère prépondérant, ont conduit à retenir ce foncier.

Des diagnostics complémentaires ont été réalisés par la CeA et la Ville de Mulhouse entre 2019 et 2022, afin de mieux caractériser l'état des sols. Une zone de pollution importante (zone source, au sens de la méthodologie Sites et Sols Pollués) a été identifiée au centre du terrain. Le Plan de Gestion de cette zone a étudié différents scénarios de traitement. Le scénario à envisager, compte tenu notamment de l'usage futur d'établissement scolaire, comporte deux parties :

- un traitement par désorption thermique sur site des matériaux excavés entre 0 et 3 m de profondeur,
- un traitement par désorption thermique in situ des matériaux entre 3 à 9 m, ces matériaux restant en place.

Les travaux sont estimés à 3 000 000 € HT (soit 3 600 000 € TTC). Toutefois, le dimensionnement de ce traitement doit être encore approfondi par la réalisation d'un Plan de Conception des Travaux (dernière étape de la méthodologie nationale Sites et Sols Pollués) qui doit débuter en juin. Le montant des travaux sera ajusté en conséquence.

S'agissant d'une opération de dépollution d'une ancienne friche industrielle, ces travaux sont susceptibles d'être éligibles au Fonds Vert - axe 3 - Recyclage foncier.

Ainsi, le plan de financement s'établit comme suit :

Opération	Montant HT en €	ETAT – Fonds Vert	%	Région – Fonds Friches	%	Ville	%
Dépollution site DMC CIMITEM	3 000 000	1 000 000	33,3	1 000 000	33,3	1 000 000	33,4

Les crédits sont prévus en crédits de paiement 2023 et 2024, dans le Programme Pluriannuel des Investissements, sur l'Autorisation de Programme 012 – Projets d'aménagement et de développement

Ligne de crédits n° : 34812 – DMC Dépollution CIMITEM
Chapitre : 23
Fonction : 518
Compte : 2312

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette opération,
- approuve le plan de financement prévisionnel exposé,
- précise qu'en cas de diminution de recettes attendues, la Ville augmentera d'autant sa participation,
- autorise le Maire ou son adjoint à solliciter la demande de subvention et à signer les actes nécessaires à sa formalisation.

Mme le Maire : On passe à la délibération 904, il s'agit du Fonds vert, la demande de subvention relative à la dépollution du site CIMITEM dans le quartier DMC. Le Fonds vert a été mis en place pour aider les territoires à s'adapter au changement climatique et améliorer les cadres de vie des citoyens. Le site CIMITEM, situé en entrée du quartier DMC, qui appartient à la ville depuis 2017 a été retenu pour accueillir le 8ème collège de Mulhouse, opération portée par la collectivité européenne d'Alsace. Comme nous en avons hélas l'habitude avec nos friches industrielles, des opérations préalables de dépollution doivent être menées notamment lorsqu'il s'agit d'accueillir des activités éducatives. S'agissant d'une opération de dépollution d'une friche, ces travaux sont susceptibles d'être éligibles au Fonds vert. Je passe la parole à Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci Mme le Maire, chers collègues. Cette délibération est pour moi l'occasion de faire le point avec vous sur le projet de 8ème collège que vient d'évoquer le maire. Nous travaillons avec ma collègue Catherine RAPP, les services de la Collectivité européenne d'Alsace et nos services sur ce projet depuis maintenant plusieurs années. Plusieurs sites, tous marqués par l'histoire industrielle de la ville de Mulhouse avaient été analysés : la friche dite Lavoisier, le site de la gare du Nord et le site DMC qui a finalement été retenu. Ces sites devaient satisfaire à des critères assez exigeants notamment la capacité d'avoir

un foncier vierge de toute construction d'au moins 1,3 hectares dans la partie centre ouest de la ville. Ce collège, en projet, de 500 places dont les études démarreront à la fin de cette année sera susceptible d'être ouvert en 2027 ou 2028. Le site qui n'est pas tout à fait celui de la photo abrite la halle au coton que nous avons eu à cœur avec Catherine de préserver, la halle au coton qui accueillera le site sportif de ce collège. Comme l'a dit le maire, l'installation d'un site d'enseignement sur un terrain qui, comme la plupart des terrains de notre ville, a été pollué, et nécessite des autorisations spéciales notamment celles de l'agence régionale de santé. Le dossier qui a été présenté est celui d'une rénovation exemplaire puisque nous descendrons jusqu'à neuf mètres de profondeur pour traiter l'ensemble des terres polluées. Une partie sera remise sur site, une partie sera remplacée. Ce dossier a donc convaincu l'Agence régionale de santé qui a donné son feu vert à la construction d'un collège sur ce site, qui amène donc le projet de dépollution qui vous est présenté ce soir. Ce projet d'un montant de 3 M€ sera financé, pour 1 M€ par le Fonds vert qui a été évoqué et qui est l'objet de cette délibération pour 1 M€ par la Région et pour 1M€ pour la ville de Mulhouse. Nous nous réjouissons que d'ici quelques années nous puissions offrir un site supplémentaire à nos petits Mulhousiens pour leur éducation compte tenu de la démographie scolaire que nous connaissons tous. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation Alain. J'ai une demande de parole de la part de M. FLECK.

M. FLECK : Nous avions une interrogation mais elle a été devancée par M. COUCHOT. C'était effectivement le nombre de places dans ce nouveau collège car on sait que nous avons, à Mulhouse, un des collèges les plus peuplés de toute la région Alsace, juste à côté le collège François Villon qui atteint 740 à 840 élèves selon les années. Nous espérons le voir soulagé justement par l'arrivée de ce nouvel établissement qui a besoin d'être à taille humaine. J'espère que vous veillerez à ce que les 500 places prévues dans ce collège ne soient pas non plus dépassées. Il y a de grands besoins en collèges, en Alsace. Veillez à ce que ça ne dépasse pas 500 places parce que c'est compliqué. Nous avons uniquement des collèges REP+ à Mulhouse à part le collège privé. C'est très compliqué, un collège comme François Villon c'est trois conseillers principaux d'éducation. L'arrivée de ce nouveau collège elle est bienvenue mais faisons des collèges à taille humaine. Cela s'adresse bien sûr particulièrement aux élus de la CeA, de la majorité, à vous s'il vous plaît de veiller à ce que nos collèges restent à taille humaine.

Mme le Maire : Mme JENN, attendez que le voyant s'allume pour avoir la parole.

Mme JENN : Je pense que mes collègues le savent déjà, personnellement je vais m'abstenir. Je l'avais dit, il n'y a pas longtemps, à Catherine RAPP, ce n'est pas parce que je ne veux pas d'un huitième collège à Mulhouse, bien au contraire, je le souhaite de toutes mes forces mais j'ai quelques interrogations que je ne vais pas poser ici. Ce n'est pas le lieu. C'est un débat qui va se faire au niveau de la Collectivité européenne d'Alsace, mes collègues savent mon attachement à la mixité sociale et connaissent ma délégation en tant que vice-présidente des solidarités et de la lutte contre la pauvreté, et que la mixité sociale est très importante pour lutter et prévenir la pauvreté. Voilà, ce débat je

ne vais pas l'ouvrir ici, ce n'est pas le lieu et je ne veux pas vous mettre en difficulté et notamment mes collègues, en tout cas je m'abstiens le temps que ce sujet soit réglé d'abord au niveau de la Collectivité européenne d'Alsace. Merci.

Mme le Maire : Je n'ai plus de demande de parole. Je laisse Alain COUCHOT répondre.

M. COUCHOT : M. FLECK, vous le savez, nous partageons votre préoccupation avec Catherine RAPP et avec l'ensemble de nos collègues élus mulhousiens à la CeA, quelle que soit leur appartenance sur la situation des collèges. C'est une situation où l'on avait accumulé beaucoup de retard. Nous nous sommes tous impliqués, que ce soit, chère Fatima JENN, pour le collège Kennedy qui maintenant est rénové, que ce soit pour le collège Saint- Exupéry et sur un sujet qui vous est cher, le collège François VILLON pour lequel un très beau projet est en cours de déploiement. L'ensemble des élus mulhousiens et de l'agglomération a été à la manœuvre pour arriver à rattraper le retard qui avait été accumulé. On est attentif et c'est un des éléments de réponse, je ne désespère pas de vous en convaincre à cette mixité sociale, il ne s'agira pas simplement d'adresser le quartier à proximité du futur collège mais bien de réécrire la carte scolaire, notamment par le recours à une spécialisation de ce collège qui sera à proximité du Pôle des Arts de DMC, de tout ce qui se construit à DMC. Nous avons une volonté partagée, nous avons les mêmes objectifs de mixité et de construire un collège à taille humaine, tout en préservant notre passé historique, contraintes qui ne sont pas faciles à résoudre mais on est sur le point d'aboutir.

Mme le Maire : Qui est-ce qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ? Merci à vous.

Pour : 44 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention : 1
Groupe M Mulhouse : Mme JENN

Ne prennent pas part au vote : M. NICOLAS et Mme RITZ.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

12° ASSOCIATIONS SPORTIVES MULHOUSIENNES : ALLOCATION DE SOUTIENS FINANCIERS EXCEPTIONNELS AU TITRE DE L'EVENEMENTIEL SPORTIF ET DE L'ANIMATION DE LA VILLE (243/7.5.6/921)

Dans le cadre de sa politique générale de soutien à l'évènementiel sportif, la Ville a identifié la pertinence de projets d'animation évènementielle portés par les associations FCM 1893 ALSACE, MULHOUSE SQUASH CLUB et RUGBY CLUB MULHOUSE, qui ont fait ainsi l'objet d'une inscription au calendrier évènementiel municipal.

Les manifestations concernées, détaillées ci-après, sont tournées vers les disciplines de chaque club pour en assurer ainsi la promotion générale. Elles s'adressent aussi bien au grand public mulhousien qu'aux amateurs, de par les actions diverses et variées mises en place par les organisateurs.

FCM 1893 ALSACE : évènementiel « match des légendes » / 130ème anniversaire du club mulhousien au Stade de l'ILL. Temps forts principaux (10 juin) :

- grande fête populaire ouverte à toutes et tous incluant de multiples animations et points de restauration avec invitation de jeunes footballeurs issus des quartiers et des clubs mulhousiens,
- billetterie hybride (gratuité / tarification modique),
- conférence / table ronde avec les personnalités (sur invitation),
- match de gala opposant des sportifs emblématiques du FCM Mulhouse à ceux ayant évolué en équipe de France (personnalités : ex. Franck Leboeuf, Emmanuel Petit…),
- séances dédicaces prévues,
- rayonnement de Mulhouse grâce à cet évènementiel d'exception.

MULHOUSE SQUASH CLUB : « Open féminin des Bretzels 2023 » (du 3 au 6 mai) – site de l'Espace squash 3 000 (rue de Belfort) :

- accueil d'une étape du circuit international « Squash-PSA Challenger Tour » dénommée « Open des Bretzels »,
- participation de plusieurs joueuses du club mulhousien à cette rencontre avec l'élite mondiale,
- 9 nations présentes : Allemagne, Suisse, Angleterre, Espagne, Japon, France, Danemark, Egypte et Portugal,
- rayonnement médiatique de l'évènement (et de Mulhouse) assuré par Alsace 20, France 3, France 3 Alsace, journaux l'ALSACE et DNA, diffusion en streaming et « Youtube »,
- mise en lumière de cette discipline sportive et de sa déclinaison compétitive au féminin.

RUGBY CLUB MULHOUSE : « journée Rugby » (17 juin) – place de la réunion :

En amont de la Coupe du Monde de Rugby (du 8 septembre au 28 octobre 2023) et du jour de la finale du championnat de Top 14, le Rugby Club Mulhouse, association centenaire de Mulhouse, organise à ses frais et en partenariat avec le CSC Papin, un village rugby, place de la réunion à Mulhouse.

Cet évènementiel sportif grand public, propose à partir de 10 heures, un programme d'animations toute la journée autour du rugby pour tous les âges (ex. structures gonflables, aire de jeu, stands, quizz Coupe du Monde, tombola…) avec des points de restauration ainsi que la diffusion de la finale du TOP 14 en soirée.

Il permet ainsi de mettre cette discipline sportive en lumière et le club mulhousien tout en favorisant à travers cette fête populaire, la mixité des publics (cœurs de cible prioritaires : familles, jeunes fans de sport en général et de rugby en particulier…).

En considération des informations précitées, il est proposé d'accorder à titre exceptionnel les subventions suivantes, au titre du soutien financier à l'organisation des évènementiels sportifs précités :

Associations sportives	**Montants subventions « évènementielles »**
FCM 1893 Alsace	10 000,00
Mulhouse Squash Club	1 000,00
Rugby Club Mulhouse	2 500,00
Totaux subventions	13 500,00 €

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2023.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante
Compte 65748 : Subvention de fonctionnement aux autres associations de droit privé
Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs
Enveloppe 3682 : Subvention de fonctionnement aux associations sportives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 921, il s'agit des allocations de soutien financier exceptionnel au titre de l'évènement sportif et de l'animation de la ville. La présente délibération concerne divers soutiens financiers pour des évènements sportifs. Ces évènements ont été de vrais moments de rassemblement populaire. Nous avons participé récemment avec plusieurs collègues élus aux festivités organisées à l'occasion des 130 ans du FCM, et ce week- end encore aux animations rugby. Je trouvais cela absolument formidable et il y avait une belle liesse avec toutes les personnes Place de la Réunion. Les familles, les petits, les grands ont largement répondu présents. Nous sommes nombreux à avoir constaté cette effervescence, cette adhésion populaire au sens

noble du terme, et je pense que ça il faut aussi le souligner. Il y aura une deuxième délibération mais Christophe, je te propose de présenter celle-là qui n'a rien à voir avec la suivante.

M. STEGER : Merci Mme le Maire. Chers collègues, effectivement, de très beaux évènements, une très belle délibération qui concerne le vote de subventions à trois associations. On a évoqué à l'instant le rugby qui, samedi, place de la Réunion, a fait un très bel évènement et beaucoup de jeunes qui étaient présents. Il y a quelques jours maintenant le FCM qui a fêté ses 130 ans, le FCM Football, dans une très belle ambiance aussi, ça faisait plaisir de retrouver un public très familial pour 5 000 personnes présentes au stade de l'Ill, et le club le Squash qui a organisé, il y a quelques semaines, un tournoi de niveau européen. Je profite de cette délibération pour dire quelques mots en réponse, et je le ferai de manière plus complexe sur la suivante certainement à M. SASSI. Vous évoquez le fait que les évènements nous passent sous le nez. Je crois que ce qui nous passe sous le nez, personnellement, c'est votre présence. Je vous vois très rarement à un évènement sportif. A titre de rappel, simplement, ces derniers mois il y a eu, à Mulhouse, un championnat de France d'athlétisme, un championnat d'Europe de judo, un championnat de France de gymnastique rythmique et sportive, un championnat de France de lutte, tout cela ces derniers mois. Les évènements qui nous passent sous le nez ce sont des choix politiques. Organiser un match de niveau international au Palais des Sports que ce soit en basket, en volley, en handball, c'est minimum 40 000 €, et nous préférons réserver cet argent aux clubs de quartier. Beaucoup d'évènements qui se font pour des coûts qui en règle générale sont extrêmement modiques, et Mulhouse, comme mon collègue Florian COLOM l'a souligné à juste titre, tout à l'heure, est la seconde ville de France en termes d'équipements Terre de Jeux, et donc on voit que tout cela est reconnu au niveau national et international.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Mme JENN.

Mme JENN : Brièvement, et ce n'est pas pour accabler personne d'ailleurs, Annouar tout à l'heure a fait sa présentation. Bien sûr, il était long, il était sincère, nous en tout cas, aujourd'hui, par notre place dans l'opposition, on n'a pas vraiment de visibilité par rapport à la politique sportive de la ville. Ce n'est pas une critique, peut-être qu'il faut faire un effort une fois pour nous expliquer un peu la place du sport amateur, le sport professionnel, qu'est-ce que vous en faites ? Est-ce que vous soutenez l'un ou l'autre ? Pourquoi est-ce que vous le soutenez ? Comme cela nous on peut aussi comprendre et peut-être même faire des propositions. Mais là, aujourd'hui, on a du mal à voir clairement quelle est la politique sportive de la ville. Parce que, tantôt, vous êtes pour le sport professionnel, tantôt pas, des fois c'est l'amateur, en tout cas aujourd'hui nous on n'a pas de visibilité. Merci.

Mme le Maire : avant que Christophe réponde, Mme JENN, vous savez qu'il existe une commission sport qui se réunit régulièrement. Si vous le souhaitez, vous pouvez vous rapprocher de Christophe STEGER qui vous donnera les dates de réunion de cette commission où on pourra vous présenter la stratégie sportive de notre ville, n'est -ce pas cher Christophe ?

M. STEGER : C'est ce que j'allais dire. L'ensemble des élus reçoit les invitations à cette commission sport, et j'invite Mme JENN à y participer. Je ne l'ai jamais vue à ces réunions. De la même façon, il y a de manière régulière des rendez-vous du sport. Je salue la présence régulière de M. MINERY qui vient et on échange sur le sport. A l'inverse, ni M. SASSI, ni vous-même, depuis 2020, n'avez été présent, c'est dommage. La dernière a eu lieu, il y a deux, trois mois, en présence de plus de cent clubs, dans une excellente ambiance positive. Je vous invite vraiment à venir y participer, vous comprendrez mieux ce qui vous échappe aujourd'hui. Je terminerai en disant que la politique sportive a été votée à l'unanimité, au mois de décembre 2018. Elle définit très clairement les priorités de la ville de Mulhouse. Celles-ci sont ajustées au fil du temps en fonction de différents paramètres, et c'est justement ce que nous expliquons aussi bien lors des commissions du sport que Mme le Maire évoquaient, à l'instant, que lors des rendez-vous du sport auxquels malheureusement vous n'avez pas été présente, mais je vous invite vivement à participer aux suivantes.
Mme le Maire : M. SASSI, je vous demanderai d'intervenir rapidement puisque la parole a déjà été prise par une personne de votre groupe. Je vous demande d'être succinct ou vous attendez la présentation de la prochaine délibération.

M. SASSI : Qu'est-ce que vous me suggérez Mme le Maire ?

Mme le Maire : Je livre cela à votre sagacité, M. SASSI. Vous avez la possibilité d'intervenir maintenant mais rapidement parce qu'il y a déjà quelqu'un de votre groupe qui est intervenu ou alors d'attendre la prochaine délibération et d'arriver à poser une question.

M. SASSI : Je comptais sur votre expérience et votre sagesse mais ce que je vais faire c'est attendre la prochaine délibération, et je prendrai la parole à ce moment-là.

Mme le Maire : C'est une décision de sagesse, j'approuve M. SASSI.

M. SASSI : Sur le sport, on est d'accord.

Mme le Maire : Nous allons mettre cette délibération 921 au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 46 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

Mme BONI DA SILVA ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

13° ASSOCIATION MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION : ALLOCATION D'UN SOUTIEN FINANCIER EXCEPTIONNEL EN FAVEUR DE LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT STRUCTUREL DU CLUB – SAISON SPORTIVE 2022/2023 (243/7.5.6/947)

L'association Mulhouse Basket Agglomération (MBA), dont l'équipe évolue en NM1, a offert au public mulhousien tout au long de la saison sportive 2022/2023, un programme et des résultats sportifs remarquables clôturés par une participation aux play-offs.

Parallèlement, un projet associatif s'est construit ces dernières années autour de la volonté de développer les axes suivants :

- la structuration du club,
- le développement du basket auprès des jeunes,
- la réalisation d'actions d'éco responsabilités.

Dans ce cadre, le recrutement d'un manager général par le club a permis d'œuvrer dans les domaines suivants :

- l'amélioration des relations avec les instances fédérales de la discipline (objectif : visée sportive à moyen terme de la montée en Pro B),
- la coordination de la logistique et de l'intendance liée à la participation aux compétitions sportives,
- l'amplification des capacités d'autofinancement et de diversification des ressources (recherche active de sponsors…) amorcées dans le cadre du club d'entreprise créé en octobre 2021 « Mulhouse Business Club »,
- l'organisation, aux côtés des dirigeants actuels, de tout type d'actions associatives à mener en lien notamment avec la Ville (ex. encadrement du challenge Batigère, de la journée basket 3x3 au profit des centres sociaux mulhousiens…).

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de soutenir cette démarche prometteuse de structuration du MBA et de lui attribuer une subvention exceptionnelle de 70 000 euros. Cette aide fera l'objet d'un contrat pluriannuel de développement et de progrès jusqu'en 2025.

Les crédits nécessaires sont disponibles au Budget 2023 :

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante
Compte 65748 : Subvention de fonctionnement et autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs
Enveloppe 3682 : Subventions de fonctionnement aux associations sportives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : projet d'avenant au contrat pluriannuel de développement et de progrès.

2 - POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Animation, évènementiel et vie sportive

AVENANT N°3 - 2022/2023 AU CONTRAT PLURIANNUEL DE DEVELOPPEMENT ET DE PROGRES

(Saisons sportives 2022/2023 ⇨ 2024/2025)

Famille CLUBS PERFORMANCE +

entre

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22/06/2023 et désignée sous le terme « la Ville », dans le présent avenant

d'une part,

et

MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION – MBA, association inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume 97, folio 53) dont le siège social est situé au 33 rue de l'Illberg- 68200 MULHOUSE, représentée par son Président en exercice dûment habilité, M. Bertrand TACZANOWSKI. L'association est désignée sous les termes « MBA », ou de manière plus générique, « le club » dans le présent avenant

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, la Ville a conclu en mai 2022 un contrat pluriannuel de développement et de progrès portant sur les saisons sportives 2022/2023 à 2024/2025 avec le MBA, club performance +.

En juin 2023, l'appréciation du bilan global associatif de la saison sportive 2022/2023 du MBA laisse apparaitre la conformité des actions menées par ce dernier avec celles définies par voie contractuelle. Elle met en exergue également la nécessité de continuer à soutenir financièrement le club dans sa démarche de développement structurel.

Conformément à l'article 17 du contrat, les modifications des conditions ou modalités de son exécution doivent faire l'objet d'un avenant.

Article 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant au contrat pluriannuel de développement et de progrès a pour objet d'exécuter la décision financière prise en juin 2023 par le Conseil Municipal en faveur du MBA.

Article 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION COMPLEMENTAIRE 2022/2023

En exécution de la décision du Conseil Municipal en date du 22/06/2023, une subvention de fonctionnement complémentaire d'un montant de 70 000 € (soixante-dix mille euros) est allouée en faveur de MBA.

En conséquence, le montant total de l'accompagnement financier de la Ville vers ce club en termes de subvention de fonctionnement, s'élève à 390 000 € (trois cent quatre-vingt dix-mille euros) pour la réalisation de l'ensemble de ses objectifs de la saison sportive 2022/2023 et en soutien de son développement structurel.

Article 3 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du contrat pluriannuel de développement et de progrès restent en vigueur.

Article 4 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les dispositions du présent avenant sont applicables dès la signature des parties.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le 2023.

Pour la VILLE DE MULHOUSE, l'Adjoint délégué à la politique sportive	Pour le club MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION, le Président
#signature#	
Christophe STEGER	Bertrand TACZANOWSKI

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 947, il s'agit de Mulhouse Basket Agglomération, l'allocation d'un soutien financier exceptionnel en faveur de la poursuite du développement structurel du club pour la saison sportive 2022-2023. Le groupe Mulhouse Cause commune a souhaité mettre cette délibération au débat. Je laisse la parole à M. MINERY et M. STEGER lui répondra. M. MINERY vous avez la parole.

M. MINERY : Merci Mme le Maire. Ça commence à tacler ce soir ! Je voulais juste peut-être rebondir sur ce point 13, alors pas tellement sur la subvention au MBA à travers son association puisque nous partageons totalement le soutien apporté à ce club. On est sans conteste, faut-il le rappeler une terre de basket, cela ne fait aucun doute. Le club, c'est vrai, est très structuré. On a quand même une équipe dirigeante, un staff qui est largement à la hauteur, qui est de grande qualité, de grande valeur, cela n'est nullement remis en doute. Mais vous vous en doutez quand même que si je m'exprime ce soir c'est pour revenir sur l'épisode qui a vu le handball renoncer à son accession en pro-ligue c'est-à-dire la deuxième division. Vos explications dans la presse notamment ont paru relativement peu convaincantes, et en commission sport également parce que d'après nous un principe de base a manqué, c'est la base de tout : l'égalité de traitement. Si on peut toujours en effet déplorer, on est d'accord là-dessus, en l'absence d'autres financeurs publics, laissant à la ville la plus grosse charge du financement des clubs de haut niveau, on rappellera aussi que Mulhouse quand même bénéficie à plein de la concentration d'équipements sportifs. Certes et ça été dit tout à l'heure, ils ne sont pas tous au top niveau en termes d'entretien et de forme, si j'ose dire, mais on bénéficie également des évènements, on bénéficie par ricochet des retombées, des nuitées, la fréquentation des commerces en bénéficie également. On peut comprendre aisément que des choix soient faits en matière de sport et singulièrement de sport de haut niveau que des priorités doivent être dégagées, mais nous le rappelons, ici, cela ne peut se faire que sur la base d'une transparence totale vis-à-vis des clubs, et à partir de critères qui soient redéfinis. Sur la base des critères actuels, sauf si on nous a caché quelque chose et que des critères avaient été entre temps redéfinis, mais à ma connaissance ce n'est pas le cas, sur la base des critères actuels donc d'attribution des subventions, l'ASPTT Mulhouse Rixheim handball était en droit de bénéficier d'au moins 200 000 € de subventions. Alors je sais ce que vous allez nous redire, nous répéter, ce club est rixheimois pas Mulhousien, c'est quand même, excusez-moi, un raccourci un peu facile dans la mesure où l'équipe fanion a joué à la Doller, à Bourtzwiller, que ce club a des partenariats avec l'ensemble des quartiers mulhousiens, avec l'ensemble des clubs mulhousiens surtout de handball. Les actions sont donc menées dans les quartiers politique de la ville, le club appartient au groupement de l'ASPTT Mulhouse ominisports. Bref ce qui a manqué ici c'est finalement un traitement équitable. A l'inverse, c'est plutôt un traitement particulier qui a, depuis plusieurs années, été réservé à ce club, et ce largement en sa défaveur. Si les choses avaient été anticipées dans un sens ou dans un autre, nous n'en serions pas là. Il faut être clair, soit on subventionne potentiellement tous les clubs accédant ou étant au haut niveau en fonction et en fléchant évidemment équitablement les ressources disponibles, soit on assume de ne soutenir que deux sports et donc deux clubs professionnels en salle, et dans ce cas tout le monde est informé, on le dit, ça va mieux en le disant, pour la transparence et la clarté. Allez-vous clairement redéfinir vos priorités ou allons nous continuer à traiter certains dossiers, si j'ose dire, à la

tête du client. Arrêtons aussi peut-être de nous lamenter en disant morceau choisi, même si je partage en partie : « m2A ne nous aide pas ou ne nous aide pas assez », « la culture a été historiquement une priorité et ça coûte cher », « le club a évolué plus vite que prévu », sans blague on aimerait que des fois vous évoluiez aussi un peu plus vite dans le temps. En espérant finalement, si je résume mon propos, que dans cette affaire ce soit le dernier électrochoc pour enfin prendre conscience de la nécessité d'avoir davantage de lisibilité, de transparence, et pourquoi pas d'ambition en matière de politique sportive et singulièrement, encore une fois, de sport de haut niveau. Merci.

Mme le Maire : On va prendre la question de M. SASSI, c'est promis.

M. SASSI : Chose promise, chose due.

Mme le Maire : Je vois que vous avez de la patience, c'est une belle qualité.

M. SASSI : La patience et même encore plus que ça, je développe la sagesse, je prends conseille auprès de vous avant d'agir. Vous voyez, comme quoi tout peut arriver. M. STEGER, monsieur l'adjoint en charge du sport à Mulhouse, je me donne une règle de base, c'est de ne jamais en faire une affaire personnelle, de ne jamais attaquer les personnes en tant qu'individu. Mais je suis sportif et je ne refuse jamais la confrontation, donc si vous en faite une affaire personnelle, vous me retrouverez droit sur mes appuis, d'accord ! Tous les évènements que vous avez cités et pour lesquels vous me reprochez d'avoir été absent, vous êtes juste mal tombé, j'étais présent. Vous êtes juste mal tombé. Que je ne sois pas venu vous saluer, je peux comprendre que cela touche votre ego mais le sujet n'est pas là. M. STEGER, le vrai sujet, c'est quoi ? Ce n'est pas vous, c'est moi parce que si ce n'était que ça, ce serait facile. Le vrai sujet c'est : quelle politique sportive pour Mulhouse ? D'accord ! Aujourd'hui les clubs amateurs se sentent abandonnés. Si vous faisiez un sondage anonyme, vous verriez que beaucoup d'entre eux reprochent à la municipalité que vous incarnez sur le volet sportif l'impossibilité de vous rencontrer en semaine. C'est moins grave que de ne pas me croiser lors d'une compétition sportive. Je vous pose une question, M. STEGER, très claire, et je ne veux pas qu'on tourne autour du pot. Je veux une réponse claire. Quelle est votre ambition pour le sport professionnel à Mulhouse ? Dans dix ans, probablement, ni vous ni moi ne seront ici. Où sera le football professionnel à Mulhouse ? Où sera le basket professionnel à Mulhouse ? Où sera le handball professionnel à Mulhouse ?

Mme le Maire : M. SASSI, on a dit qu'on baissait un peu le ton.

M. SASSI : Ce n'est pas un souci. Quelle action allez-vous mettre en place ? Quelles mesures allez-vous déployer ? Quels éléments structurels et infrastructurels allez-vous mettre en place pour pouvoir y arriver ? On vous écoute, Mulhouse vous écoute.

Mme le Maire : M. SASSI, quelle énergie, le sport ça donne de l'énergie ! Je pense que je vais me mettre sérieusement au sport. Je laisse Christophe STEGER répondre.

M STEGER : Merci Mme le Maire. Une réponse en deux temps. D'abord M. MINERY, merci de me citer, je vous ai aussi écouté avec attention. J'ai lu le tract d'ailleurs en arrivant de vos confrères d'extrême gauche, j'ai lu aussi vos déclarations dans l'Alsace, il y a quelques jours, et en fait il y a un point commun c'est que vous ne proposez rien. Vous dites en conclusion de l'article : «des enseignements doivent être tirés pour l'avenir du sport de haut niveau ». La question c'est lesquels ? La différence entre vous et nous c'est que nous avons pris une décision claire que nous assumons. Nous avons eu le courage de trancher, il aurait été plus simple de continuer à saupoudrer, sur le sport de haut niveau nous avons tranché. Vous parlez du handball, du basket, je sens bien derrière les allusions, fines ou moins fines. Pour votre information, sur le mandat précédent 2014-2020, nous avions fait le choix de privilégier le handball par rapport au basket, le club de handball MHSA à l'époque touchait une subvention qui était supérieure à 400 000 € et celle du basket avait été diminuée volontairement à 80 000 €. Malheureusement cela n'avait pas fonctionné, le club de handball avait disparu quand même, peu après mais sachez que des choix ont été faits à l'époque, ils sont faits aujourd'hui et nous souhaitons clairement aller vers une fin du saupoudrage sur le sport de haut niveau, comme cela a été préconisé par un audit qu'a mené, il y a quelques temps, à Mulhouse, SPORT VALUE qui disait que par rapport au contexte mulhousien, par rapport aux finances de la ville de Mulhouse, par rapport à l'environnement socio-économique de Mulhouse, par rapport à l'absence de financement de l'agglomération, la ville de Mulhouse n'avait pas les moyens de tout faire. Au quotidien, nous faisons tous des choix. Certains d'entres vous dans leur activité professionnelle sont amenés à faire des choix, à trancher, nous le faisons tous au quotidien dans la gestion de nos budgets personnels, on ne peut pas tout faire. Aujourd'hui la ville de Mulhouse n'a pas les moyens, n'a pas les équipements sportifs pour accueillir les clubs de haut niveau dans tous les sports, c'est ainsi. On peut le regretter. J'aurais préféré disposer de deux salles comme le Palais des Sports, d'avoir un million en plus de budget, et pouvoir tout faire mais ce n'est pas le cas. Pour votre information, pour ceux qui ne suivent pas le sport de manière précise, des villes autour de nous, comme Epinal, Strasbourg, Besançon, voient tous les deux, trois ans un club disparaître pour des problèmes financiers. A Strasbourg le Racing Club de Strasbourg s'est arrêté, il y a une dizaine d'années, à Colmar les SR Colmar sont repartis de zéro il y a cinq ans, un club de handball a été liquidé par vos amis, M. MINERY, à Strasbourg, il y a quelques semaines. On ne peut pas tout faire, nous tirons les leçons de ce qui se passe dans le monde professionnel du sport, de ce qui se passe autour de nous, des ressources dont la ville de Mulhouse dispose, et par rapport à cela nous faisons le choix que nous assumons de ne pouvoir tout soutenir en même temps. Concernant le handball, d'abord je m'inscris en faux sur les propos très positifs de M. MINERY, il y a des choses qui sont faites, que nous connaissons, c'est la raison pour laquelle nous souhaitions subventionner le club à hauteur de 35 000 €, et non pas de ne rien donner comme ça été dit. Une subvention était prévue et a été communiquée au club à deux reprises, le lundi, il y a quinze jours, au président et au vice-président même si après des choses inverses ont été dites. Je profite de l'occasion pour rétablir une vérité par rapport à ce tract où il est mentionné que nous aurions versé 40 000 €, en juin aux Scorpions, ce qui est inexact. Mme le Maire, Michèle LUTZ, a évoqué en pleine négociation avec d'autres collectivités locales le fait qu'elle serait prête à mettre 40 000 €, c'était pour inciter à la tenue d'une table ronde pour essayer de sauver les Scorpions, mais à aucun moment

un seul euro n'a été versé. La ville de Mulhouse n'est pas là pour éponger les dettes des clubs sportifs de haut niveau, elle n'est pas là pour boucher les trous. Nous avons su l'an passé, M. SASSI, en semaine, le week-end, nous occuper et sauver le FCM, et croyez bien que les dirigeants actuels nous en sont gré, sans verser un seul euro d'argent public, et c'est ce qui nous guide aujourd'hui sur une politique sportive qui est claire sur le haut niveau, c'est de faire moins mais mieux et ne pas accorder un seul euro pour boucher les trous qui sont occasionnés malheureusement de manière récurrente dans les clubs sportifs à Mulhouse et ailleurs, mon exemple l'a montré. Voilà ce que je souhaitais vous dire, M. MINERY, en réponse.

Mme le Maire : Peut-être nous parler des clubs dans les quartiers, c'est un volet important.

M. STEGER : Tout à fait. M. SASSI c'est pour répondre à votre intervention. Je ne suis pas surpris de votre intervention, vous avez l'habitude de vous filmer lors du conseil municipal, de passer cela sur Facebook, ce qui m'intéresse ce sont les faits. Sur les faits, votre méthode et je vais y revenir, vous nous reprochez des choses que mon collègue COLOM a qualifié tout à l'heure de contradictoires, et c'est le cas. D'abord les réunions que l'on évoquait tout à l'heure, commissions sport, rendez-vous du sport, je vous invite vraiment à y participer, vous verrez que c'est intéressant. Vous étiez la derrière fois en ligne, c'est une bonne chose, même si on ne vous voyait pas. Mais je vous invite vraiment à être présent physiquement, à échanger avec les clubs, vous aurez un autre écho. Concernant les subventions, vous parliez tout à l'heure de saupoudrage, je ne sais plus quel terme exact vous avez évoqué pour les clubs amateurs que nous saupoudrions de manière excessive, je ne sais pas quel était le terme précis mais peu importe, simplement vous avez voté treize subventions depuis le début de ce mandat 2020, treize délibérations concernant des subventions. Vous avez voté treize fois pour, et aujourd'hui vous nous reprochez un saupoudrage. Pourquoi ne l'avez-vous pas dit à treize reprises ? Vous êtes toujours favorable, absent quasi systématiquement à toutes les réunions qui concernent le sport, et ensuite vous venez aujourd'hui nous donner des leçons. Je suis assez étonné. Concernant Emmanuel PETIT, le stade de l'Ill, bien sûr j'ai échangé avec PETIT sur le sujet. Il a raison, Emmanuel PETIT s'est offusqué sur l'état du stade, non pas du sport mulhousien mais du stade en disant que c'est un stade qui ressemble à celui des années soviétiques en 70. Sachez que le stade est de compétence m2A et pas de la ville de Mulhouse. Laissez-moi parler, je vous écouterai ensuite. C'est la compétence m2A, le stade de l'Ill, la patinoire, les piscines, le palais des sports sont compétence m2A depuis 2010. M2A a pris ces équipements parfois en bon état, parfois en moins bon état. Vous l'avez dit, sur un point je partage votre opinion, depuis trente quarante ans certains équipements à Mulhouse ont été un peut délaissés. C'est ainsi, il y a eu d'autres priorités, c'est ainsi, d'autres salles qui ont été construites dans d'autres domaines, le sport a été un peu délaissé sur les équipements. La ville de Mulhouse n'a pas compétence légalement pour intervenir au stade de l'Ill. Je le regrette mais c'est ainsi, et je vous invite fortement, nous avons lundi une réunion, un conseil d'administration m2A, je vous invite fortement à évoquer le sujet, nous verrons de quelle façon vous le ferez et avec quel aplomb. Vous critiquez la mutualisation forcée des clubs, mais un de vos collègues le fera, Mme JENN est toujours présente au CA, elle pourra le faire pour vous. Vous évoquez la mutualisation forcée des clubs. Il n'y a eu,

depuis 2020 ou même avant, aucune fusion imposée de quelque club que ce soit. Si vous étiez présent aux réunions, vous sauriez que lorsque j'évoque la mutualisation je parle des ressources humaines et de la mutualisation des ressources. Certains clubs ont des minibus qu'ils peuvent prêter à d'autres, dont les bénévoles etc, les temps sont durs, moins de bénévoles, moins de ressources financières et donc j'invite les clubs à travailler ensemble, et ces rendez-vous du sport sont des moments pour eux d'échanger des bonnes pratiques, de se connaître et de travailler ensemble, mais il n'y a eu aucune mutualisation forcée. Vous parlez d'un exemple concernant les jeunes filles, et c'est là que je suis un peu déçu de votre attitude. Vous colportez de fausses informations en évoquant les équipements sportifs de la ville de Mulhouse, ce n'est pas de la compétence de la ville. Vous parlez d'un exemple précis sur les jeunes filles qui n'auraient pas pu se changer et vous dites, dès le premier jour, il y a une équipe de jeunes filles, il faut un investissement spécifique. Je n'ai pas de lampe d'Aladin, on ne peut pas, du jour au lendemain, créer un vestiaire par un claquement de doigts. Ce que nous allons faire et ça concerne certainement le stade des Coteaux, votre exemple, je pense, ou un autre stade je ne sais pas. En tous les cas nous sommes présents auprès de ces clubs, nous cherchons des solutions, nous mettons des solutions en place, mais lorsqu'un club masculin décide sans même qu'on le sache, ou par hasard, de créer une équipe féminine parce que d'un coup il y a une dizaine de jeunes filles qui se présentent chez eux, on ne peut pas du jour au lendemain encore investir de plus. Tout cela se prévoit dans la durée et nous y travaillons avec le service et je profite d'ailleurs pour les remercier parce qu'ils font un travail remarquable, face à des demandes toujours plus nombreuses. Ce qui est un bon signe, ça montre la richesse du sport mulhousien. Pour terminer et ça été dit aussi par le collègue COLOM, nouveaux stades, nouvelles salles, etc. tout cela est très bien, bien sûr on le souhaite tous, il faut juste trouver les financements, et là aussi se mettre autour d'une table avec m2A et réfléchir à l'avenir du sport sur l'agglomération parce qu'on ne peut penser que la ville de Mulhouse continuera à financer seule l'ensemble du sport que ce soient les clubs ou parfois même les équipements. Concernant les gymnases, sachez simplement que nous avons rénové Mittelwihr, Montaigne c'est la délibération suivante, le gymnase Albert Camus à la ZUP va être rénové dans les prochains mois, Victor Hugo sort de terre prochainement à Bourtzwiller, c'est un nouveau gymnase entièrement conçu par la ville à proximité de l'école maternelle, me semble-t-il, Victor Hugo ou élémentaire, et deux autres sortiront en début de mandat 2026-2028. Nous aurons donc trois nouveaux gymnases à Mulhouse, en plus des rénovations que j'avais évoquées. Concernant le saupoudrage, d'un côté vous nous reprochez le saupoudrage auprès des clubs amateurs, de l'autre côté au niveau des pros. Il aurait fallu dire oui à tout le monde, sauver les Scorpions, etc, le handball. Alors le saupoudrage, vous êtes pour ou vous êtes contre ? Vous êtes pour quand c'est pour les clubs pros, vous êtes contre pour les amateurs. Ce que nous faisons c'est l'inverse, et nous l'assumons. Moins de clubs professionnels mais mieux soutenus, mieux structurés, et je me félicite que M. MINERY approuve la délibération dont nous parlons à l'instant. Concernant les amateurs, à l'inverse, et Mme le Maire en parlait à l'instant, avec le sport des quartiers nous sommes favorables à soutenir l'ensemble des initiatives dans les quartiers pour les jeunes Mulhousiens que ce soient des clubs structurés ou des clubs naissants. Pour terminer, sachez qu'il n'y a jamais eu autant d'animations en accès libre, ces dernières années, à Mulhouse. C'est là notamment où je souhaite remercier le service parce qu'il a

fallu changer des habitudes qui étaient, par exemple, que les gymnases étaient fermés systématiquement l'été. Tout cela on l'a changé, dès qu'un club structuré, dès qu'un centre social fait une demande pour des activités estivales sportives, l'accord est obtenu. La meilleure preuve encore aussi c'est le centre-ville. Le rugby la semaine passée, la journée olympique la semaine prochaine, et le cahier distribué lors de ce conseil sur l'ensemble de ce qui se passera durant cet été à Mulhouse. Pour terminer, vous évoquez le transfert des clubs de haut niveau à l'agglomération. C'est bien de le souhaiter de manière subite. Une question M. SASSI. Est-ce que vous savez comment se passerait ce transfert ? Est-ce que vous avez une notion. J'ai la réponse, mais est-ce que vous savez comment ça se passe ? Je vais vous l'expliquer. Si nous transférons le sport de haut niveau à l'agglomération, c'est extrêmement simple, nous transférons ce qu'on appelle la charge et nous transférons les recettes qui vont avec, et l'agglomération sera chargée de donner les subventions de la ville de Mulhouse en quelque sorte qui deviendront les subventions de m2A avec l'argent de la ville de Mulhouse vers les clubs de haut niveau. Ce transfert n'a de sens que si m2A met la main à la poche. Ce qu'on attend aujourd'hui très clairement et je l'ai dit récemment à Fabian JORDAN, lors du match de volley-ball, il y a quelques semaines, il serait souhaitable que l'agglomération mette de l'argent pour le sport mulhousien. Nous ne pouvons, seuls, tout soutenir, et nous sommes aujourd'hui à la limite de l'exercice où nous devons tout faire. Nous sommes extrêmement actifs sur le sport dans les quartiers, et c'est souhaitable. Nous sommes extrêmement actifs, et merci à Jean-Claude CHAPATTE, sur le sport- santé, merci à Beytullah, Philippe D'ORELLI, omniprésents dans les quartiers et partout, et nous sommes présents aussi sur les clubs qui veulent aller vers le haut niveau, pourquoi pas un niveau de pratique nationale. Mais tout faire en même temps et toujours plus, ce n'est plus possible et je pense que chacun le comprendra. Je vous invite à assister aux réunions ou à venir boire un café ensemble à la mairie, on en reparlera. Ce n'est pas le moment de faire un inventaire exhaustif.

Mme le Maire : M. SASSI, je me permets de vous demander de vous rapprocher - par rapport à ce que vient de dire Christophe – voyez l'adjoint au sport qui vous expliquera plus en détail tout ce que vous voulez savoir. La commission sport fonctionne également, mais je pense qu'on ne va pas passer trois heures sur ces questions de sport d'autant plus qu'elles sont limpides. Mme JENN, non, on vous l'a dit, il y a une commission sport, vous avez parlé de la politique, on est prêt à vous la montrer mais je pense qu'il faut arrêter, et nous en avions convenu il n'y a pas très longtemps, M. SASSI, si je me souviens, d'une certaine conversation que nous avons eue, je vous invite à vous rapprocher de l'adjoint en charge des sports, même tout à l'heure, si vous le souhaitez, afin de rentrer dans le détail. Je rappelle qu'on revient quand même à notre délibération de départ. Il s'agit de l'association Mulhouse Basket Agglomération et l'allocation d'un soutien financier. Si vous vous rapprochez de Christophe STEGER, il vous donnera tous les détails que vous voudrez avoir, la commission sport fonctionne très bien et je vous incite vraiment à le faire. Il y a deux personnes du même groupe, une fois de plus, donc vous choisissez laquelle intervient. Pour moi le débat est abouti, parce que sinon on peut y passer encore 5 heures Mme JENN. Vous choisissez si c'est Mme JENN ou M. SASSI. M. MINERY a demandé la parole également, c'est cela. Je vous accorde deux minutes à chacun. Mme JENN ce n'est pas à vous de définir les règles dans cette assemblée, c'est à moi. Mme JENN je m'adresse à vous.

Mme JENN : D'accord merci. Je voulais juste quand même attirer l'attention de monsieur l'adjoint sur le fait que ce n'est pas que ma petite personne qui a envie d'avoir ces informations. Tous les Mulhousiens ont envie d'avoir ces informations, ce n'est pas que la commission sport. Il faut absolument, en tout cas par rapport à cette question du sport qui intéresse énormément de clubs de personnes etc, et il était temps, aujourd'hui c'est l'occasion peut-être de lui consacrer un peu plus de temps afin que l'on puisse lui poser les questions. Ne me répétez pas la commission sport parce que ça ne concerne pas que moi. Je veux dire qu'il y a beaucoup plus de monde qui pose la même question que moi ou Annouar, ça c'est important.

Mme le Maire : Mme JENN nous allons avoir un évènement exceptionnel au mois de septembre. N'est-ce pas chère Cécile ? Si tu peux nous en parler trente secondes puisqu'il faut en parler et puisque je n'ai pas le droit de parler de la commission sport. M. MINERY je ne vous ai pas oublié. Cécile va nous parler juste factuellement de l'organisation d'un évènement au mois de septembre qui réunira le monde sportif, le monde associatif, et tout le monde pourra participer à cet évènement.

Mme SORNIN : Alors en un mot, en fait le 10 septembre on organise « Explor'assos 2 ». L'année dernière ça a vraiment eu un franc succès, c'était une première fois, c'était à l'UHA, cette année ça se passera au parc expo, donc on aura beaucoup plus de place pour accueillir toutes les associations. On a déjà 118 associations qui se sont engagées et on travaille en transversalité sur cet évènement avec les services de la ville, et notamment le service des sports qui sera présent avec de nombreuses associations sportives. Puisqu'on parle sport, une proposition, Mme JENN, on organise régulièrement des rendez-vous citoyens sur toutes les thématiques et on peut très bien organiser un rendez-vous, je pense que Christophe STEGER ne s'y opposera pas, un rendez-vous citoyen sur la politique sportive. On est dans une volonté de transparence, je sais que parfois ce sont des mots qu'on ne comprend pas, ici, mais dans une volonté de transparence on ira jusqu'au bout de notre démarche.

Mme le Maire : Notez bien la date. M. MINERY, vous avez deux minutes.

M. MINERY : Merci, il a fallu effectivement attendre l'intervention de notre collègue, Mme SORNIN, pour avoir une proposition concrète et fort intéressante d'ailleurs. Je déplore, M. STEGER, cher Christophe, quand même que le début de votre réponse ait été aussi affligeante, sans nom même, sur la CGT je laisserai peut-être mes collègues aussi répondre tout à l'heure mais j'espère que ce soir vous ne vous contenterez pas de cette réponse, sinon c'est proprement inadmissible. Concernant les 40 000 €, je suis aussi heureux d'apprendre que ça n'a finalement pas été dépensé. Dans ce cas, il faut faire des démentis puisque nous on lit les choses dans la presse. Vous vous vantiez effectivement d'avoir dépensé ces 40 000 €, juste avant l'audience, donc ce serait bien aussi de clarifier les choses pour la bonne connaissance et l'information des Mulhousiens. Merci.

Mme le Maire : Je vous rassure, la mandataire avait l'information à l'instant T, c'était la chose la plus importante puisque nous étions contraints par les trois

minutes, comme vous l'avez dit, avant la séance. On passe au vote de cette délibération. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 47 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

14° FONDS VERT ET AGENCE NATIONALE DU SPORT : DEMANDE DE SUBVENTION RELATIVE A LA RENOVATION DU GYMNASE MONTAIGNE (245/7.5.8/908)

Le fonds d'accélération de la transition écologique des territoires, dit « fonds vert », a été mis en place par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et par le Ministère de la Transition énergétique en 2023 pour aider les territoires à renforcer leurs performances environnementales, à s'adapter au changement climatique et à améliorer le cadre de vie des citoyens.

D'autre part, l'Agence nationale du Sport, par son action pour le développement des équipements sportifs structurants, contribue à la correction des inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux pratiques sportives. Elle poursuit son action vers les territoires les plus carencés et les publics les plus éloignés de l'activité sportive.

Le gymnase Montaigne mis en service en 1977 est dédié à la pratique du sport scolaire (lycée Montaigne) mais est également le lieu historique d'entraînement et de compétition des équipes du Volley Mulhouse Alsace qui évoluent à haut niveau.

Les travaux estimés à 2 170 000 € HT (soit 2 604 000 € TTC), consistent notamment :

- au remplacement des menuiseries extérieures,
- à la réfection de l'étanchéité au-dessus de la zone d'entrée,
- au renforcement de l'isolation de la toiture,
- au remplacement de la CTA et des aérothermes,
- à l'isolation des façades par l'extérieur (bardage bois),
- au remplacement de l'éclairage par un éclairage Led adapté à la pratique du sport,
- à la mise en accessibilité PMR de l'établissement,
- au raccordement sur la gestion technique centralisé.

D'une part, dans le cadre de la performance environnementale et plus particulièrement du dispositif « Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux », ces travaux de rénovation sont susceptibles d'être éligible au fonds vert.
D'autre part, s'agissant d'une structure située dans le quartier prioritaire « Péricentre » et participant au développement et au rayonnement de la pratique sportive mulhousienne, les travaux de rénovation sont également susceptibles d'être éligible au dispositif « équipement structurant » de l'Agence Nationale du Sport.

Ainsi, le plan de financement s'établit comme suit :

Opération	Montant HT en €	ETAT - DSIL	%	ETAT – Fonds vert	%	Région	%	ANS	%	Ville	%
Rénovation du gymnase Montaigne	2 170 000	520 800	24	520 800	24	250 000	12	434 000	20	434 000	20

Les crédits sont prévus dans le Programme Pluriannuel des Investissements, sur l'Autorisation de Programme F010 « AMENAGEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS » :

Ligne de crédits n°29739 : « Rénovation Montaigne »
Chapitre : 21
Compte : 21318

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette opération,
- approuve le plan de financement prévisionnel exposé,
- précise qu'en cas de diminution de recettes attendues, la Ville augmentera d'autant sa participation,
- autorise le Maire ou son adjoint à solliciter la demande de subvention et de signer les actes nécessaires à sa formalisation.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération du fonds vert et de l'Agence nationale du sport, la demande de subvention relative à la rénovation du gymnase Montaigne. Mais on a déjà commencé à évoquer ce sujet, Christophe si tu veux nous en dire un peu plus.

M. STEGER : Oui en quelques mots, le gymnase Montaigne est un gymnase emblématique, à Mulhouse, situé en plein centre-ville, qui a été le berceau de l'ASPTT volley devenu aujourd'hui le VMA qui a très longtemps joué là-bas. Les sections jeunes y jouent encore ainsi que les lycéens ou les écoliers du secteur. Il date des années 70, il sera entièrement rénové et c'est une rénovation qui est très complexe puisque le bâtiment est complètement enfermé dans un ensemble immobilier. Les travaux sont importants : plus de 2 M€ et ils sont éligibles au fonds vert dans la mesure où l'ensemble des travaux concerne des mesures énergétiques d'isolation, de nouvelles mesures extérieures, l'éclairage, et en plus l'accessibilité PMR.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Je n'ai pas de demande d'intervention. On va passer au vote. Qui est-ce qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci.

Pour : 45 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Ne prennent pas part au vote : Mme RITZ et M. NICOLAS.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

15° MISE A DISPOSITION, INSTALLATION ET EXPLOITATION / MAINTENANCE D'UN SERVICE DE VELOS EN LIBRE SERVICE : LANCEMENT D'UN ACCORD CADRE DE FOURNITURES ET SERVICES ET PROJET DE CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE OUVERT (426/1.1.3/940)

La Ville de Mulhouse mène une politique de déplacements qui vise à établir un nouvel équilibre de l'espace public au bénéfice des transports collectifs et des modes de déplacement « doux », au titre desquels le vélo.

Afin de développer la pratique du vélo et de promouvoir auprès d'un large public l'usage de ce mode de transport, la Ville de Mulhouse s'est dotée depuis 2007 d'un dispositif de location de vélos en libre-service, rencontrant un véritable succès.

Cette offre de service désormais forte de 40 stations implantées sur le ban communal, est conçue essentiellement pour l'utilisation du vélo sur les trajets courts, complémentaire du « plan vélo » porté par la Ville qui vise à créer 15 kilomètres de voies cyclables supplémentaires à horizon 2027.

Le service VéloCité, est adossé à un contrat global de mobilier urbain, notifié le 8 juin 2007 à la société JC Decaux Mobilier Urbain, s'inscrivant dans le cadre d'un groupement de commandes avec le Syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne (SITRAM), ainsi que les villes de Kingersheim et d'Illzach.

Ce contrat arrivant prochainement à échéance, il est proposé de renouveler et étendre le dispositif de vélos en libre-service existant via un accord-cadre spécifique de fournitures et services, dissocié du contrat de mobilier urbain.

Le besoin minimum consiste en la mise à disposition, installation et exploitation/maintenance de 40 stations et 300 vélos en libre services sur le périmètre existant de la Ville de Mulhouse.

Considérant les investissements nécessaires au déploiement du service, le contrat sera conclu pour une durée de 6 à 12 ans, justifiée par la nécessité de corréler la durée du marché à la durée d'amortissement des stations/vélos en lien avec l'extension du service actuel.

Outre le projet d'extension du dispositif Mulhousien intramuros, il est proposé d'ouvrir cette offre de service de mobilité douce à Mulhouse Alsace Agglomération et/ou aux communes intéressées dans le périmètre de l'agglomération, particulièrement celles limitrophes à la Ville de Mulhouse, comme cela a d'ores et déjà été fait avec la Ville de Riedisheim, sur le ban communal de laquelle, une station VéloCité a été implantée en 2017.

Aussi, un projet de convention de groupement de commandes ouvert, annexé à la présente, est établi en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique. Il a pour objet de déterminer les modalités de fonctionnement du groupement, dont la Ville de Mulhouse assurera la coordination et pour lequel sa Commission d'appel offres permanente sera compétente pour attribuer l'accord cadre.

Dans une démarche concertée et collaborative visant à accompagner l'ensemble des membres dans le projet d'extension du maillage mulhousien, la convention sera complétée par des protocoles additionnels permettant de préciser les conditions de concertation prévues dans le cadre de la consultation ainsi que de refinancements éventuels entre membres dans le cadre de l'exécution impliquant financièrement deux membres au moins.

L'accord cadre donnera lieu le cas échéant à la conclusion d'actes d'engagement distincts par membre du groupement permettant la mise à disposition, l'installation et l'exploitation/maintenance d'un service de vélos en libre-service sur le territoire de chacun des membres du groupement à mesure de la survenance des besoins.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire ou son représentant à conclure une convention de groupement de commande avec les entités de l'agglomération intéressées, dont la ville sera coordonnateur et pour lequel sa Commission d'appel d'offres permanente, compétente ;
- autorise Madame le Maire ou son représentant à lancer la consultation nécessaire à la passation de l'accord-cadre susmentionné ;
- autorise Madame le Maire à solliciter tout financement possible et à signer les conventions de financement ;
- charge Madame le Maire ou son représentant, de signer l'accord-cadre avec le titulaire retenu à l'issu de la procédure requise et toutes les pièces nécessaires à la réalisation des prestations, dans la limite des crédits affectés ;
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer la convention constitutive de groupement ainsi que les protocoles additionnels qui y sont visés (articles 5.3, 5.6 et 7), y compris ceux impliquant une participation financière envers d'autres membres, inférieure ou égale à 50% de la somme qui aurait été engagée isolément par la ville de Mulhouse à prestation équivalente.

PJ : Projet de convention de groupement de commande

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES « OUVERT » POUR LA MISE A DISPOSITION, L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'UN SERVICE DE VELOS EN LIBRE SERVICE »

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de la commande publique

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Ville de Mulhouse mène une politique de déplacements qui vise à établir un nouvel équilibre de l'espace public au bénéfice des transports collectifs et des modes de déplacement « doux », au titre desquels le vélo.

Afin de développer la pratique du vélo et de promouvoir auprès d'un large public l'usage de ce mode de transport, la Ville de Mulhouse s'est dotée depuis 2007 d'un dispositif de location de vélos en libre-service, rencontrant un véritable succès.

Cette offre de service désormais forte de 40 stations implantées sur le ban communal, conçue essentiellement pour l'utilisation du vélo sur les trajets courts, complémentaire du « plan vélo » porté par la Ville qui vise à créer 15 kilomètres de voies cyclables supplémentaires à horizon 2027.

Le service VéloCité, est adossé à un contrat global de mobilier urbain, notifié le 8 juin 2007 à la société JCDecaux Mobilier Urbain, s'inscrivant dans le cadre d'un groupement de commandes avec le Syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne (SITRAM), ainsi que les villes de Kingersheim et d'Illzach.

Dans le cadre du renouvellement du dispositif de vélos en libre-service, il apparait opportun d'étendre l'offre de service de mobilité douce aux communes intéressées dans le périmètre de l'agglomération, particulièrement celles limitrophes à la Ville de Mulhouse, comme cela a d'ores et déjà été fait avec la Ville de Riedisheim, sur le ban communal de laquelle, une station VéloCité a été implantée en 2017.

Aussi, il est proposé de constituer un groupement de commandes ouvert dans ce cadre, afin de cohérence des équipements et services proposés en ce sens sur le bassin de vie mulhousien.

À cet effet, il est décidé de conclure la présente convention constitutive de groupement, en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique.

Article 1 : Composition du groupement de commandes

Sous réserve des délibérations concordantes des différentes entités intéressées, le présent groupement est principalement ouvert :

- A Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), portant le schéma directeur cyclable de l'agglomération.
- Aux communes limitrophes.

L'entrée éventuelle d'autres communes dans le périmètre de l'agglomération, intéressées par l'achat mutualisé, objet de la présente, pourra avoir lieu dans les conditions prévues à l'article 6.

La Ville de Mulhouse assurera la coordination du groupement du commande.

La liste des communes adhérentes au groupement sera précisée en annexe 2 à la présente, amendée à mesure de l'adhésion de nouveaux membres.

Article 2 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes (ci-après dénommé « le groupement ») entre la Ville de Mulhouse et tout ou partie des entités visées à l'article 1 en vue de la passation d'un accord-cadre portant sur l'objet visé à l'article 3 ci-dessous, de déterminer les modalités de fonctionnement du groupement et de régler les conditions dans lesquelles les contrats résultant de la consultation seront conclus et exécutés avec le titulaire retenu.

Article 3 : Objet l'accord-cadre

Il a pour objet, pour chaque membre du groupement de commandes, la conclusion d'un contrat individuel permettant la mise à disposition, l'installation et l'exploitation/maintenance d'un service de vélos en libre-service sur son territoire à mesure de la survenance des besoins dans la limite maximum en quantité fixée par membre en concertation avec le coordonnateur du groupement. Limite s'inscrivant elle-même dans un maximum en quantité arrêté ci-après pour l'ensemble des membres du groupement.

Les besoins des membres du groupement sont fixés comme suit pour la durée du contrat :

- **Minimum en quantité :**
  - Mise à disposition, installation et exploitation de **40 stations** de vélos en libre services (correspondant au volume du parc existant),
  - Mise à disposition et exploitation de **300 vélos** en libre services
- **Maximum en quantité :**
  - Mise à disposition, installation et exploitation de **100 stations** de vélos en libre services d'une capacité de 8 à 50 vélos chacune ;

- Mise à disposition et exploitation de **1300 vélos** en libre services

Article 4 : Fonctionnement du groupement

4.1 Durée

Le groupement de commandes est valable et entrera en vigueur à compter de la signature de la présente convention par au moins deux entités et après transmission attestée au contrôle de légalité. Il entrera en vigueur une fois certifié exécutoire et ce jusqu'à l'échéance de l'accord-cadre conclu pour une durée 6 à 12 ans.

Cette durée dérogatoire au 1° de l'article L2125-1 du code de la commande publique est justifiée par les investissements nécessitant la prestation, amortissables sur une durée supérieure à quatre ans.

NB : nécessaire corrélation de la durée du marché à la durée d'amortissement des stations/vélos en lien avec le déploiement du service. Les derniers achats de stations/vélos sous forme de bons de commande pourraient être réalisés au plus tard 4 ans après la notification de l'accord cadre pour que l'opérateur ait le temps de les amortir, il est nécessaire de porter la durée du marché à 6 ans a minima.

4.2 Coordonnateur du groupement et pouvoir adjudicateur

Le coordonnateur du groupement désigné et ayant la qualité de pouvoir adjudicateur soumis aux dispositions du Code de la commande publique est la Ville de Mulhouse.

4.3 Missions du coordonnateur

Il incombe au coordonnateur, pour le compte du groupement :

- Recenser et centraliser les besoins des membres,
- D'élaborer l'ensemble du dossier de consultation en fonction des besoins,
- De procéder à l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant dans le respect des règles posées par le Code de la commande publique,
- D'associer le ou les autres membres du groupement aux choix opérés lors des opérations de sélection,
- De signer et notifier l'accord cadre ainsi que ses modifications nécessaires à la satisfaction des besoins de l'ensemble du groupement en cours d'exécution,
- De transmettre l'accord cadre aux autorités de contrôle,
- De transmettre aux membres du groupement les documents et informations nécessaires à la signature et à l'exécution du contrat qui les concernent,
- De régler les éventuels litiges précontentieux et contentieux afférents à la passation de l'accord-cadre,
- D'apprécier la possibilité d'intégrer ou non de membres en cours de contrat, en fonction des limites fixées à l'article 3 de la présente.
- De mettre en place un comité de pilotage réunissant l'ensemble des membres pour assurer le suivi de l'exécution de l'accord cadre (appréciation du bilan annuel fourni par le titulaire,…), se réunissant au moins une fois par an et autant que nécessaire.

4.4 Rôle des membres

Les membres du groupement sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur leurs besoins en vue de la passation de l'accord-cadre,
- De signer et notifier le contrat résultant de l'accord cadre les concernant,
- De transmettre le contrat résultant de l'accord cadre les concernant aux autorités de contrôle,
- D'assurer la bonne exécution du contrat résultant de l'accord cadre les concernant,
- D'informer le coordonnateur de tout litige né de l'exécution de l'accord-cadre.

4.5 Frais de fonctionnement

La Ville de Mulhouse, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel et des avis d'attribution
- les frais de reproduction de dossiers
- les frais d'envoi des dossiers.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

Article 5 : Déroulement de la procédure de consultation

5.1 Établissement du dossier de consultation

En tant que coordonnateur, la Ville de Mulhouse est chargée de la rédaction du dossier de consultation.

Les autres membres du groupement transmettent le cas échéant au coordonnateur toutes les informations nécessaires pour la préparation du dossier de consultation.

5.2 Procédure choisie

La consultation pour la conclusion de l'accord-cadre de fournitures courantes et de services au sens des articles L.2125-1 et R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique sera lancée par voie de procédure avec négociations, en application des articles L.2124-3 et R.2161-12 et suivant du code susvisé.

5.3 Concertation

Les membres seront associés au déroulement de la procédure. Ce point pourra être précisé par un protocole additionnel au présent contrat.

5.4 Commission d'appel d'offres

La Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur, à savoir la CAO permanente de la Ville de Mulhouse.

Projet

5.5 Conclusion de l'accord-cadre

La consultation donnera lieu à un accord-cadre, scindé en autant d'actes d'engagement que le groupement comporte de membre. Chacun des membres du groupement étant en charge de signer le contrat le concernant après désignation de l'attributaire, de le transmettre au contrôle de légalité puis de le notifier au titulaire.

5.6 Émission et exécution des bons de commandes/marchés subséquents

Sous réserve du respect des limites visées à l'article 3 du présent, chaque membre du groupement peut émettre des bons de commande à compter de la notification de l'accord cadre et jusqu'au terme de la 4 années d'exécution sur l'intégralité des prestations prévues, afin de permettre au titulaire d'absorber les amortissements induits par l'installation et exploitation des équipements sur la durée du contrat.

Au-delà, les prestations d'acquisition et exploitation seront sollicitées auprès du titulaire via des marchés subséquents. Des bons de commande pourront toujours être émis s'agissant des prestations portant sur l'évolution du service, selon les stipulations du contrat cadre.

Afin de conserver une cohérence d'ensemble dans le développement du service, le coordinateur et chaque membre sont tenus de s'informer mutuellement en amont du ou des bons de commandes et/ou marchés subséquents qu'ils souhaitent émettre avant leur transmission au titulaire de l'accord-cadre.

Chaque membre reste toutefois libre de la réalisation de la prestation pour son compte.

Chaque membre du groupement s'assure, pour la partie qui le concerne, de la bonne exécution de contrat et des bons de commandes et/ou marchés subséquents le concernant.

Les modalités de refinancement éventuelles seront précisées par protocole additionnel de mise en œuvre de l'annexe financière à la convention.

Article 6 : Adhésion au groupement de commandes

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment, y compris après le lancement de la consultation.

L'adhésion est réservée aux communes dans le périmètre de l'agglomération.

L'adhésion est actée par un avenant à la présente convention signé par le nouveau membre et par la Ville de Mulhouse, en tant que coordonnateur du groupement, délégué à cet effet par les autres membres du groupement.

Chaque membre adhère au groupement par une décision adoptée selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur, accompagnée le cas échéant, du descriptif des besoins du nouveau membre, apprécié au regard des limites fixées à l'article 3 de la présente. Un contrat sera établi entre le membre adhérent et le titulaire de l'accord cadre, selon les termes de ce dernier.

Article 7 : Retrait du groupement de commandes

Si l'un membre souhaite se retirer du groupement, une délibération en ce sens sera notifiée au coordonnateur mais ne pourra être effective qu'avec l'accord du coordonnateur. Cette procédure de sortie pourra donner lieu à la signature d'un protocole additionnel afin de mettre en œuvre les principes suivants, à savoir, le membre sortant :

- assume entièrement la part du contrat n'engageant pas les autres membres du groupement ;
- reste engagé financièrement jusqu'à la liquidation intégrale de toutes les dépenses à sa charge, y compris pour toute procédure engagée avant la notification de sa demande.
- supporte les frais générés par son départ auprès des autres membres.

Article 8 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Article 9 : Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 10 : Représentation en justice

Les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation et l'exécution de l'accord-cadre.

Les litiges susceptibles d'apparaître entre le cocontractant et un ou plusieurs des membres du groupement lors de l'exécution de l'accord-cadre n'engageront que les parties concernées.

Article 11 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention est établie en un exemplaire original conservé par le coordonnateur du groupement, la Ville de Mulhouse.

Chaque membre du groupement étant destinataire d'une copie.

Fait à Mulhouse, le

[signatures]

Annexe 1 – Modalités d'exécution financière de l'accord cadre

L'accord-cadre faisant l'objet de la présente convention de groupement de commandes comprend plusieurs types de prestations exécutées via bons de commande et/ou marchés subséquents selon les stipulations du contrat :

Prestations de base (selon prix forfaitisés de l'accord cadre) :

Acquisitions :

- Forfait de renouvellement (mise à disposition, livraison, assemblage, contrôle et mise en service) du parc de stations existantes (40 stations a minima) sur le ban communal de la Ville de Mulhouse avec maintien du maillage actuel, repositionnements des stations, voir extension vers d'autres communes prévue initialement dans le contrat le cas échéant ;
- Forfait de renouvellement (mise à disposition, livraison, assemblage, contrôle et mise en service) du parc de vélos en libre-service existant, porté de 300 à 450 unités selon l'offre retenue.

Exploitation :

- Forfait d'entretien / maintenance de l'intégralité du dispositif de VLS (Stations et vélos) acquis en prestation de base ;
- Forfait d'équilibrage de l'intégralité du dispositif de VLS (Stations et vélos) acquis en prestation de base ;
- Forfait de dépose de l'ensemble du dispositif de VLS (Stations et vélos) acquis en prestations de base et remise en état de l'espace public.

Extensions du dispositif (selon prix unitaires de l'accord cadre) :

Acquisitions :

- Mise à disposition, livraison, assemblage, contrôle et mise en service de stations supplémentaires ;
- Supplément de capacité pour les stations supplémentaires ;
- Mise à disposition, livraison, assemblage, contrôle et mise en service de vélos supplémentaires ;
- Toutes acquisitions supplémentaires prévues à l'accord cadre.

Exploitation :

- Entretien / maintenance supplémentaire (Stations et vélos) ;
- Equilibrage du dispositif de VLS supplémentaire (Stations et vélos) ;
- Exploitation d'une station « légère » ;
- Toutes prestations d'exploitation supplémentaires prévues à l'accord cadre.

Evolutions du service :

- Extension de capacité d'accueil d'une station en service ;
- Déplacement de stations ou points de stationnement ;
- Dépose d'une station et remise en état de l'espace public ;
- Création/extension et mise en service d'une station légère ;
- Toutes évolutions supplémentaires prévues à l'accord cadre

Projet

Les membres du groupement s'accordent sur les modalités de prise en charge financière suivantes :

	Périmètres	Prises en charge financière précisée dans le cadre de conventions financières ultérieures	
		Prestations de base (Concerne l'Acquisition et Exploitation)	Extensions du dispositif (Concerne l'Acquisition, Exploitation et les évolutions)
Initiative ville de Mulhouse	Maillage retenu au terme de la consultation dit « dispositif initial »	Forfaits **100 %** acquittés par la Ville de Mulhouse auprès du titulaire*	
	Continuité du dispositif initial n'impliquant pas d'interaction(s) entre 2 membres au moins pour l'assurer		**100 %** acquittés par la Ville de Mulhouse auprès du titulaire
	Continuité du dispositif initial impliquant une ou plusieurs interaction(s) avec un membre au moins pour l'assurer		**100 %** acquittés par la Ville de Mulhouse auprès du titulaire + **Participation de sa part induite** aux frais inhérents à l'action engagée par le membre du groupement impliqué En cas de déplacement d'une station d'un ban communal à un autre, une participation au coût du déplacement sera supportée par chacun des membres du groupement concerné (d'origine et de destination).
Initiative autre membre du groupement	Maillage retenu au terme de la consultation dit « dispositif initial »	***Participation au prorata du nombre d'équipements prévus** pour le compte du membre demandeur dans le dispositif initial	
	Continuité du dispositif initial n'impliquant pas d'interaction(s) entre 2 membres au moins pour l'assurer		**100 %** acquittés auprès du titulaire par le membre du groupement à l'origine de la demande
	Continuité du dispositif initial impliquant une ou plusieurs interaction(s) entre 2 membres au moins pour assurer l'assurer		**100 %** acquittés auprès du titulaire par le membre du groupement à l'origine de la demande + **Participation de sa part induite** aux frais inhérents à l'action engagée par le membre du groupement impliqué En cas de déplacement d'une station d'un ban communal à un autre, une participation au coût du déplacement sera supportée par chacun des membres du groupement concerné (d'origine et de destination).

Les recettes d'exploitations accessoires seront perçues par le prestataire sans rétrocession aux membres du groupement, amenés à les apprécier via le bilan d'activité annuel, communiqué dans le cadre du contrat cadre.

Annexe 2 – Liste des entités adhérentes au groupement de commandes

- Ville de Mulhouse

Projet

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 940. Il s'agit de la mise à disposition, de l'installation et de l'exploitation -maintenance d'un service de vélos en libre- service. Je vais laisser rapidement la parole à Claudine BONI DA SILVA pour nous présenter cette délibération.

Mme BONI DA SILVA : Mme le Maire, chers collègues, vous le savez, le développement des mobilités douces est un enjeu majeur pour notre ville. La mise à disposition des vélos en libre-service est un réel service apporté à la population. Nous disposons actuellement de 40 stations et de 300 vélos. Ce contrat avait été élaboré en 2007 et adossé au mobilier urbain. Il sera reconduit pour une année, afin d'avoir le temps de dissocier les deux contrats et de lancer un appel d'offres distinct pour un nouveau marché de vélos en libre-service qui, nous l'espérons, sera de nouvelle génération. Le contrat du mobilier urbain sera porté par l'agglomération puisqu'il s'agit entre autres des arrêts de bus sur l'ensemble de l'agglomération et le contrat de vélo en libre-service sera porté par la ville puisque ce sont les communes qui ont la compétence de la voirie et non l'agglomération. La prolongation de ce contrat nous permettra à la fois d'assurer la continuité du service mais surtout de nous laisser le temps de la consultation au niveau des entreprises pour avoir une offre adaptée à notre temps, en lien avec les communes de l'agglomération. L'objectif est bien de déployer une centaine de stations pour plus de 1 000 vélos, tant sur la ville-centre mais également sur les communes périphériques qui se sont d'ores et déjà manifestées et qui pourront adosser leur propre contrat, celui de la ville de Mulhouse. Pour rappel, les Mulhousiens peuvent actuellement, pour 1,50 € par mois, utiliser 30 mn gratuitement un vélo en libre-service, et en 30 mn on arrive quand même à faire de belles distances dans le centre-ville. Pour rappel également les recettes encaissées pour ce service s'élèvent à 30 000 € et la ville paie au prestataire un complément de 190 000 € par an. C'est donc un véritable service offert par la ville, et on l'oublie un peu trop souvent. A cela nous allons déployer, au 1er juillet, une offre de stationnement vélo sécurisé. Cette offre dans un premier temps sera uniquement ouverte aux abonnements et disponible place du rattachement, rue Lambert et place des Cordiers. L'abonnement sera possible par mois pour 5 euros et il pourra être souscrit auprès de Médiacycles qui en assurera la gestion et l'entretien. Nous avons souhaité adosser un service supplémentaire à ce stationnement sécurisé, qui est celui du gravage. Le gravage des vélos sera entièrement pris en charge par la ville. Le déploiement du stationnement sécurisé ouvert aux visiteurs horaires sera déployé dans la foulée, mais nous avons à l'heure actuelle un certain nombre de contraintes liées à l'implantation dans un périmètre regroupant des bâtiments classés qui doivent encore être levés. Vous le voyez, chers collègues, ce sont de véritables services que nous proposons aux Mulhousiens avec des tarifs plus que modestes et qui permettront également aux Mulhousiens de se déplacer pour une contribution d'1 euro cinquante par mois, le reste étant finalement pris en charge par la collectivité. C'est également une contribution à la crise que subissent nos concitoyens et à laquelle nous participons aisément.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation Claudine. J'ai deux demandes de parole. Paul-André STRIFFLER et après M. MINERY.

M. STRIFFLER : Merci Mme le Maire, merci Claudine pour cette présentation. Je vais bien évidemment soutenir cette délibération parce qu'elle permet de continuer ce beau défi du vélo en libre-service. Les débuts ont été difficiles, certains s'en rappellent mais il faut aussi dire que nous étions, à l'époque, précurseurs puisque peu de villes de la dimension de Mulhouse avaient fait ce choix. Grâce à de nombreuses adaptations, les chiffres ont monté et petit à petit nous avons prouvé que le service répondait à un besoin. Je relève également avec plaisir que la ville de Mulhouse lance un appel aux communes limitrophes pour participer au développement de ce service, hors du ban communal. Il est effectivement incohérent de s'arrêter à la limite du ban communal, et je conclus en disant que bien évidemment je voterai dès demain pour cette délibération.

Mme le Maire : Merci. M. MINERY.

M. MINERY : Merci Mme le Maire, merci Mme l'adjointe. En prélude à mon propos relatif à l'offre de vélos en libre-service, j'aimerais juste revenir quand même sur votre ambition en matière de mobilité active. Dans la presse, récemment à nouveau, vous vous vantiez d'avoir réalisé douze itinéraires cyclables, c'est écrit noir sur blanc. Bel exemple, excusez-moi mais de réalité virtuelle car on ressence au mieux, actuellement, trois linéaires cyclables de réalisés, la plupart du temps de quelques centaines de mètres, sans qu'on puisse, aucunement, parler à ce jour d'itinéraires cyclables. Les axes choisis, je cite : quai de l'Alma, boulevard des Alliés, rue du Manège, sont intéressants mais n'ont pas forcément été identifiés par les usagers comme prioritaires ou comme source de grandes complications pour leurs déplacements quotidiens, à l'inverse de noeuds ou d'artères perçus comme anxiogènes ou accidentogènes. De même, vous nous avez présenté récemment vos ambitions dans plusieurs secteurs de la ville, que dis-je, vos grandes ambitions dans plusieurs secteurs de la ville, et là encore la volonté et le calendrier initial semblent déjà bien compromis pour diverses raisons. Au-delà des 300 mètres du boulevard Roosevelt, la crainte d'une année blanche en 2023 est bien réelle, et tout au mieux verrons-nous peut-être quelques bandelettes, pour citer Mme l'adjointe, apparaître on ne sait trop où. Surtout cette attente interminable d'axes structurants, qui ne date pas de ce mandat, en site propre, bien entretenus et indiqués sur plusieurs kilomètres, se double d'une situation insensée où par souci d'économie la ville assume actuellement de ne pas procéder à l'entretien des marquages au sol pour pouvoir financer plus tard ces investissements. Si bien que des conflits d'usages apparaissent, faute de visibilité suffisante pour savoir à quels usagers sont réservés les aménagements. Cette situation ne saurait perdurer pour d'évidentes raisons de sécurité et de cohabitation entre usagers de la voirie. Nous vous demandons de rapidement procéder à l'entretien des pistes cyclables et autres voies vertes et même de renforcer sensiblement les marquages pour plus de visibilité et de compréhension. Pendant que les grands aménagements sont attendus, la municipalité non plus ne progresse pas sur la question des déviations cyclables, lors de travaux, à la dangerosité de la déviation de l'Eurovélo 6 dans sa traversée du pont de la Fonderie, le pont avec les haubans. Je ne parle pas évidemment du pont célèbre que d'aucuns nomment de la même façon. On pourrait rajouter d'autres exemples, comme la rue de la Hardt où les vélos sont envoyés manu militari dans la circulation automobile, alors qu'on

aurait pu délimiter et protéger un linéaire de déviation jusqu'au droit du chantier, comme cela se fait ailleurs. Un autre exemple, rue Pasteur où il y a régulièrement des travaux en bout de cheminement cyclable et où on est obligé de traverser la route à l'arrache, pardonnez moi l'expression. Dernièrement une personne m'évoquait le fait que circuler à vélo avec des enfants à Mulhouse supposait une grande prise de risque au regard de la circulation automobile. Ce type de témoignage ne devrait plus exister en 2023. Bref tout ceci pour dire que c'est très bien de voir la ville en grand, de voir les pistes cyclables et les trottoirs en grand, de voir un réseau de vélos en libre-service en grand - et on applaudit des deux mains - mais si l'existant n'est ni entretenu, ni amélioré, le sentiment de stagnation restera d'actualité. Dans ce projet d'extension des stations de vélos en libre-service, Bourtzwiller, alors ça été cité avec la place du Rattachement mais au-delà, Bourtzwiller pourrait à l'évidence être mieux service. Mais tant que le pont de Bourtzwiller restera aussi complexe à franchir ou tant que la rue Brossolette n'aura pas été un minimum entretenue, ces efforts resteront quasiment vains. Merci.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autre demande d'intervention. Je laisse l'adjointe en charge de la thématique répondre.

Mme BONI DA SILVA : Merci Paul-André pour l'ensemble des remarques constructives sur le déploiement des stations de vélos libre-service et notre capacité à travailler avec l'ensemble des communes périphériques sur ce sujet. Je rappelle quand même qu'aujourd'hui nous finançons plus que largement la station qui est implantée sur Riedisheim, puisque nous ne leur demandons qu'une redevance de 2 000 € par an, alors qu'on sait très bien qu'elle coûte beaucoup plus. A ce sujet, pour votre gouverne, M. MINERY, quand nous sommes rentrés en 2020 en responsabilité, et en tout cas sur cette fonction, j'ai personnellement demandé à ce qu'une station vélo -service soit déployée place du rattachement. Elle y est restée plusieurs mois. Force était de constater qu'une seule personne par jour l'utilisait. C'est un fait, cela ne nous empêche pas aujourd'hui de considérer la place du rattachement comme un hub multimodal, et c'est pour cela que nous y installons un abris vélo sécurisé. Je vous trouve d'une extrême mauvaise foi, M. MINERY, d'une extrême mauvaise foi, et je n'exagère absolument pas. Je vous ai présenté l'ensemble du projet la semaine dernière, en détail, suite à votre demande, ainsi qu'à Paul-André STRIFFLER, vous n'étiez d'ailleurs tous les deux pas d'accord sur un certain nombre de choses. Vous pouvez peut-être trouver de l'argent sous le sabot d'un cheval pour faire du marquage et dilapider les fonds publics, comme vous le voulez, en tout cas, nous nous ne le faisons pas et je vous ai dis que le marquage sera fait à partir de la fin de l'année avec la nouvelle charte graphique, et je vous ai également dit aussi que nous allons les entretenir. Pour votre gouverne, nous avons traité sur l'année 2022 4,99 kilomètres d'aménagements cyclables, tout confondu, où nous avons amélioré l'existant. Nous avons créé 6,85 kilomètres, le pont des Cigognes, le quai de l'Alma, la rue de la Navigation, Agen, Alliés, Manège, le quai des Pêcheurs, tout cela y compris avec les nouveaux aménagements des terrasses de musées avec la jonction avec l'Eurovéloroute ainsi que le pont de Coubertin. Nous avons mis en place plus de 2,34 km de double sens cyclable, entre 2021 et 2022. Aujourd'hui, comme je vous l'ai présenté, l'objectif de ces douze lignes et itinéraires est, justement, à partir de l'année prochaine, de rentrer dans le réaménagement et je vous l'ai expliqué de

l'axe Nord-Sud ; Est-Ouest concert qui nous permet justement de faire la jonction et de poser ces douze itinéraires cyclables continus et sécurisés. J'ai pris en compte vos propositions extrêmement intéressantes, je dois vous le dire, sur la déviation de l'Eurovéloroute 6, cet été, je partage, je l'ai testé moi-même. Je partage qu'elle était un peu alambiquée, je peux vous dire que dans tous les travaux que la ville de Mulhouse mène sur le ban communal, nous avons une attention extrêmement particulière à faire des déviations cyclables. Cela n'est pas encore forcément le cas pour nos concessionnaires quand ils interviennent, et vous avez parlé de la rue de la Hardt, vous avez parlé de la rue Ile Napoléon, où nous ne faisons pas en régie les travaux mais où se sont des concessionnaires qui interviennent, et effectivement nous sommes derrière pour les inciter à mettre des déviations cyclables en bonne et due forme. Tout n'est pas parfait M. MINERY, vous êtes juste de mauvaise foi parce que j'ai pris énormément de temps à vous l'expliquer, j'étais même prête à vous présenter les plans, seulement vous ne voulez entendre que ce que vous voulez entendre. Je tiens à votre disposition l'ensemble des chiffres, l'ensemble des plans. A un moment donné, la mauvaise foi ça s'arrête.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autre demande de parole. Je passe cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ? Merci.

Pour : 46 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

16° BUDGET PARTICIPATIF MOBILITÉS DOUCES : REGLEMENT DU DISPOSITIF (943/9.1/1321)

L'Agence de la participation citoyenne est chargée de la mise en œuvre du programme de démocratie participative de la Ville de Mulhouse. A cet effet, elle pilote et développe le budget participatif qui constitue un des dispositifs les plus emblématiques des dynamiques citoyennes que la Ville porte depuis plusieurs années.

Le budget participatif est un dispositif qui permet aux habitants et aux usagers de Mulhouse de décider de l'affectation d'un budget d'investissement identifié au sein du budget de la Ville de Mulhouse, à des projets qui auront été proposés par des citoyens (individuellement, en collectif ou en association) sans condition d'âge, ni de nationalité.

Déjà expérimenté sous le précédent mandat et sur la base des leçons tirées de l'évaluation de la première édition du budget participatif, cette nouvelle campagne s'inscrit dans une volonté forte de consolidation des acquis et illustre

une ambitieux réitérée de doter le nouveau budget participatif d'une enveloppe de 1 million d'euros à engager au cours de ce mandat.

En dégageant des moyens significatifs, le budget participatif permet ainsi et de façon la plus visible possible, la réalisation de projets citoyens, destinés à améliorer le cadre de vie et à favoriser le vivre ensemble et le développement durable. Ces projets, préalablement étudiés et instruits par les services de la Ville, devront ensuite remporter une large adhésion lors d'un vote ouvert à toutes et à tous pour être mis en œuvre.

Après une première édition dédiée au projet d'aménagement d'ampleur *« Mulhouse Diagonales »*, la Ville de Mulhouse s'engage dans une nouvelle édition du budget participatif autour de la thématique des « Mobilités douces ».

Cette thématique des « Mobilités douces » a été plébiscitée par les Mulhousiens à l'occasion de temps de concertation proposés par l'Agence de la Participation Citoyenne en 2021 et 2022. En effet, elles permettent d'éviter le recours massif à la voiture individuelle et aux énergies fossiles qui sont sources de pollution, de congestion du trafic, de bruit et de stress. La promotion des « Mobilités douces » tels que la marche ou le vélo sont également de nature à améliorer l'état de santé de nos concitoyens.

Pour répondre à ces enjeux, le projet de développement des « Mobilités douces » porté par la Ville de Mulhouse s'appuie notamment sur la mise en place d'un plan de circulation à vélo structuré qui a vocation à faire coexister de façon complémentaire tous les modes de déplacements (vélo, marche, transports en commun, voiture). Ce projet va modifier profondément le paysage mulhousien ainsi que les pratiques de mobilité de ses habitants.

Le budget participatif dédié aux « Mobilités douces » va ainsi enrichir la dynamique du projet municipal en faisant appel à l'inventivité des habitants et des usagers et en favorisant l'innovation citoyenne grâce à l'implication de tous les Mulhousiens.

Dans le cadre du déploiement du dispositif de budget participatif dédié aux « Mobilités douces », la Ville de Mulhouse s'engage à :

- participer à toutes les phases du dispositif, en partageant des règles claires, accessibles et compréhensibles par tous,
- permettre la participation et l'inclusion du plus grand nombre de citoyens à la démarche,
- réaliser les projets lauréats votés par les citoyens sous réserve de leur caractère réalisable techniquement

Le dispositif se déclinera en plusieurs phases :

Phase	Calendrier
1. Dépôt des projets par les citoyens	Du 19 juin au 30 novembre 2023
2. Instruction technique des projets par les services de la Ville	Du 1er décembre 2023 au 15 mai 2024
3. Les citoyens dont les projets sont éligibles font campagne pour leur	Du 16 au 31 mai 2024

projet	
4. Le vote des projets	du 1er au 18 juin 2024
5. Réalisation ou accompagnement à la réalisation des projets citoyens lauréats par les services techniques	En fonction des projets

Il est proposé d'approuver le projet de règlement du budget participatif ci-joint.

Les crédits nécessaires sont prévus au Programme Pluriannuel des Investissements :

- autorisation de Programme F005 « Bien-être et mobilités douces »
- chapitre 21 -article 2152 -fonction 518
- service gestionnaire et utilisateur 132
- ligne de Crédit 36111 « Budget participatif ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le règlement du budget participatif « Mobilités douces »
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : règlement du budget participatif « Mobilités douces »

1 - Pôle
13 - Pôle cohésion sociale et territoriale
132 – Agence de la Participation Citoyenne
1321 – Démocratie Participative

REGLEMENT DU BUDGET PARTICIPATIF : MOBILITES DOUCES

Préambule

Le budget participatif est un dispositif qui permet aux habitants et aux usagers de Mulhouse de décider de l'affectation d'un budget d'investissement dédié par la Ville de Mulhouse à des projets qui auront été proposés par des citoyens (individuellement, en collectif ou en association) sans condition d'âge, ni de nationalité.

Le budget participatif permet la réalisation de projets citoyens, destinés à améliorer le cadre de vie et à favoriser le vivre ensemble et le développement durable. Ces projets devront remporter une large adhésion lors d'un vote ouvert à toutes et à tous pour être mis en œuvre.

Après une première édition dédiée au projet d'aménagement d'ampleur « *Mulhouse Diagonales* », la Ville de Mulhouse s'engage dans une nouvelle édition du budget participatif autour de la thématique des ***« Mobilités douces ».***

Les ***« Mobilités douces »*** sont fortement encouragées par la Ville de Mulhouse et ont été plébiscitées par les Mulhousiens à l'occasion de temps de concertation proposés par l'Agence de la Participation Citoyenne. En effet, elles permettent d'éviter le recours massif à la voiture individuelle et aux énergies fossiles qui sont sources de pollution, de congestion du trafic, de bruit et de stress.

Pour répondre à ces enjeux, la Ville de Mulhouse a lancé un projet de développement des « ***Mobilités douces »***. Il va modifier profondément le paysage mulhousien. Ces transformations permettront, tel un accélérateur de développement durable, d'introduire plus de nature en ville, d'avoir des îlots de fraîcheur supplémentaires et un cadre de vie plus agréable et convivial.

Le **budget participatif** dédié aux « ***Mobilités douces »*** va ainsi enrichir la dynamique du projet municipal en faisant appel à l'inventivité des habitants et des usagers et en favorisant l'innovation citoyenne grâce à l'implication de tous les Mulhousiens.

Les engagements de la Ville de Mulhouse :
Dans le cadre du dispositif du budget participatif, la Ville de Mulhouse s'engage à :
- être transparente à toutes les phases du dispositif, en partageant des règles claires, accessibles et compréhensibles par tous,
- permettre la participation et l'inclusion du plus grand nombre de citoyens à la démarche,
- réaliser les projets lauréats votés par les citoyens.

- **Article 1 – Organisation de la participation au budget participatif**

La Ville de Mulhouse, collectivité territoriale dont le siège est situé à MAIRIE, 2 RUE PIERRE ET MARIE CURIE, BP 10020, 68948 MULHOUSE Cedex 9, organise un appel à projets pour financer la réalisation de projets citoyens sur la thématique des « Mobilités douces » par le budget participatif en 2023 et 2024.

Le présent règlement définit les règles applicables à cet appel à projets.
L'appel à projets et le présent règlement sont soumis à la loi française.

La Ville de Mulhouse se réserve la possibilité de modifier, écourter ou annuler l'appel à projets. Les participants ne pourront prétendre à aucune indemnité.

- **Article 2 – Le montant du budget participatif**

Pour cette deuxième édition du budget participatif, la Ville de Mulhouse consacre une enveloppe budgétaire de 500 000 euros autour des *« Mobilités douces »* :
- 400 000 euros pour la réalisation des projets d'habitants et d'usagers de Mulhouse
- 100 000 euros pour l'ingénierie externe et la communication

- **Article 3 – Qui peut déposer un projet ?**

Toutes les personnes, habitants ou usagers de la Ville de Mulhouse, peuvent déposer un ou plusieurs projets.
Elles peuvent le faire à titre individuel ou collectif (collectifs d'habitants, associations, conseils participatifs, conseil des jeunes…)
Il n'y a pas de condition d'âge ou de nationalité.

- **Article 4 – L'échelle du budget participatif**

Les projets du budget participatif concernent **tous les quartiers de la Ville de Mulhouse.**

- **Article 5 – Le calendrier**

Le budget participatif se découpe en plusieurs phases : *(dates prévisionnelles)*
Phase 1 :
« Je propose un ou plusieurs projets »
du 19 juin au 30 novembre 2023 *(cf. article 7)*
Phase 2 :
« La Ville étudie mes projets »
du 1er décembre 2023 au 15 mai 2024 *(cf. article 8 et 9)*
Phase 3 :
« Ma Campagne de vote »
du 16 au 31 mai 2024 *(cf. article 10)*
Phase 4 :
« Je vote pour mes projets préférés »
du 1er au 18 juin 2024 *(cf. article 11)*
Phase 5 :
« La Ville réalise les projets lauréats », les services de la Ville de Mulhouse se chargent de réaliser ou d'accompagner la réalisation des projets citoyens lauréats.

- **Article 6 – La communication, l'information et la mobilisation des habitants**

Lors des forums du Maire en juin 2023, une première campagne d'information et de sensibilisation sera organisée par quartier pour présenter le budget participatif, les orientations envisagées autour de la thématique des « mobilités douces » à l'échelle de la Ville, incluant la présentation des projets en cours ou à venir.
Il s'agira de faire connaître aux Mulhousien-ne-s, par les moyens de communication les plus accessibles et les mieux adaptés, le dispositif pour qu'ils soient en meilleure capacité de proposer et voter des projets citoyens.

Pour ce faire, une campagne de communication durant les différentes phases du budget participatif accompagnera le dispositif dans tous les quartiers de la Ville. L'outil Budget Participatif sera relayé par différents services de la Ville de Mulhouse en contact avec le territoire : Politique de la Ville, Action Sociale, les bibliothèques, le Carré des Associations…

À l'occasion de chaque rencontre ou d'événements organisés autour du budget participatif (rdv citoyens, rdv du carré…), les Mulhousiens sont invités à identifier à partir de leur expertise d'usagers et leur vision citoyenne, les besoins pour leur quartier et pour la Ville et les moyens d'y répondre à travers le dispositif.

Un suivi sera assuré par l'Agence de la Participation Citoyenne sur la plateforme citoyenne www.mulhousecestvous.fr tout au long du processus, y compris pour la réalisation des projets.

- **Article 7 – Le dépôt des projets**

Le dépôt des projets se fait sur la plateforme numérique www.mulhousecestvous.fr du 19 juin 2023 à 8h00 au 30 novembre 2023 à 23h59.

Pour déposer un ou plusieurs projets, il est nécessaire de s'inscrire sur la plateforme numérique www.mulhousecestvous.fr . Les comptes créés lors de la précédente édition du Budget Participatif sont toujours valides.

Il sera possible pour les habitants et les usagers de la Ville de télécharger un formulaire papier et de déposer des projets sur la plateforme depuis différents points-relais du budget participatif où un accompagnement est prévu, notamment le mercredi après-midi à l'Agence de la Participation Citoyenne, 33a avenue de Colmar à Mulhouse – station de tram Grand Rex.
Des ateliers d'idéation, de co-construction et de rédaction de projets seront proposés régulièrement pendant toute la durée de dépôt.

Les projets proposés doivent être suffisamment précis notamment dans leurs objectifs.
Les propositions pourront être accompagnées de cartes, schémas, photos ou tout élément qui pourra en faciliter la compréhension. Toutefois ces éléments visuels restent illustratifs et ne constituent pas la forme définitive du projet dans le cas où il serait élu.
Au fur et à mesure de leur dépôt, les projets pourront être consultés sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr par l'ensemble des habitants et les services de la Ville de Mulhouse.
Le cas échéant, des mises en contact seront menées entre les porteurs pour les inviter à fusionner des projets similaires. Un accompagnement de ces fusions sera apporté par l'équipe de l'Agence de la Participation Citoyenne.
Les porteurs de projet pourront également être contactés par l'Agence de la Participation Citoyenne qui pourra les aider à préciser le contenu ou les objectifs de leurs projets.
Jusqu'à la date de clôture du dépôt, les porteurs auront la possibilité de modifier les projets en apportant des précisions ou des annexes sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr .

Seuls les projets déposés durant la période de dépôt telle que définie par le calendrier du budget participatif seront pris en compte.

- **Article 8 – Étude de recevabilité des projets**

L'instruction débutera par l'examen de la recevabilité de l'ensemble des projets déposés sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr .

Pour être recevable et pour qu'il soit transmis aux services de la Ville de Mulhouse pour analyse de faisabilité, un projet citoyen devra :
- être déposé sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr par un habitant ou usager de la Ville de Mulhouse (vit ou travaille ou étudie ou adhère à

une association mulhousienne) ou par un collectif (instances participatives ou associations)
- être localisé dans la Ville de Mulhouse
- être de la compétence de la Ville *(Espace vert, aménagement et mobilier urbains, culture et loisirs, éducation (écoles maternelles et primaires), jeunesse, bâtiments municipaux et équipements de proximité qui relèvent de la ville, mobilité, circulation, sports, économie, urbanisme, numérique, solidarité, santé.)*
- s'inscrire dans la thématique des mobilités douces
- être un projet d'intérêt général, qui bénéficie au plus grand nombre
- être une dépense d'investissement
- être rédigé en langue française

Si un projet ne répond pas aux critères de recevabilité, les porteurs de projet en seront informés par mail. Leur projet apparaîtra sur la plateforme avec les explications concernant leur non-recevabilité mais ne sera pas transmis aux services de la Ville de Mulhouse pour analyse de faisabilité, et donc ne sera pas proposé aux votes des Mulhousiens.

- **Article 9 – Étude de faisabilité des projets**

Les projets recevables seront instruits et analysés par les services de la Ville de Mulhouse du 1er décembre 2023 au 15 mai 2024 pour déterminer s'ils sont réalisables ou non.

Un projet est déterminé réalisable :
- si son coût de réalisation ne dépasse pas les 50 000 €
- s'il ne vient pas défaire un projet et est compatible avec les projets d'aménagement en cours ou à venir
- s'il est techniquement réalisable par ou sous la responsabilité des services de la Ville de Mulhouse, ou sa réalisation est assurée par un collectif ou une association, accompagnée par les services de la Ville de Mulhouse.
- si le projet induit le versement d'une subvention d'investissement à une association pour sa réalisation, sa validation pour faisabilité sera examinée à l'aune de la capacité du porteur associatif à mener le projet ainsi que de son expérience et de ses compétences dans le domaine concerné.
- si il propose un investissement vertueux, ou engendrant des coûts d'entretien ou de fonctionnement limités.

Pendant la phase d'instruction, les porteurs de projets peuvent être contactés par les services de la Ville de Mulhouse pour clarifier ensemble le projet et ainsi faciliter son analyse. En cas d'absence de réponse d'un porteur de projet à des demandes de précisions répétées, le projet ne pourra être retenu.

Les porteurs de projet considérés comme non éligibles en seront informés par mail présentant les arguments motivant leur non-faisabilité.

S'il est réalisable, le projet sera alors proposé au vote des Mulhousiens. La liste des projets soumis au vote sera publiée via différents supports et sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr

- **Article 10 – Campagne de vote**

Une réunion d'information sera organisée pour :
- présenter les projets soumis au vote
- expliciter les motifs de non éligibilité des autres projets
- communiquer les dates, les modalités et les différents canaux de vote

Lors de ce temps participatif, les porteurs de projets soumis au vote présenteront leur(s) projet(s) et répondront aux questions des citoyens. Ils pourront pour cela demander le soutien des services de la Ville de Mulhouse et de l'Agence de la Participation Citoyenne.

Les porteurs mèneront campagne du 16 au 31 mai 2024 pour promouvoir et faire connaître leur(s) projet(s) auprès des Mulhousien-ne-s. Pour ce faire, une aide ainsi que des outils de communication leur seront mis à disposition.

En parallèle, une communication spécifique sur les réseaux sociaux et une campagne d'affichage seront mises en place par la Ville.

- **Article 11 – Le vote des projets**

Le vote se déroulera du 1er juin 2024 à 08h00 au 18 juin 2024 à 23h59.
Les votes sont ouverts à toute personne sans condition d'âge, ni de nationalité, et en capacité de comprendre l'objet du vote.

Les votants peuvent opter selon **3 modalités de vote au choix .**
Seule condition : s'engager à ne voter qu'une seule fois via l'une des modalités proposées.

- Modalité de vote n°1 - **le vote numérique** :
une inscription est nécessaire pour accéder au vote sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr. **Les citoyens ont la possibilité de voter pour leurs 3 projets préférés au maximum**. Chaque votant numérique pourra modifier ses choix pendant toute la durée du vote. Ses votes seront automatiquement validés à la clôture de la période de vote.

OU

- Modalité de vote n°2 - **le vote papier** :
des urnes seront déposées dans différents lieux ou équipements et un vote itinérant sera organisé dans plusieurs endroits dans la Ville. **Les citoyens ont la possibilité de voter pour leurs 3 projets préférés au maximum**.

OU

- Modalité de vote n°3 - **le vote par SMS** :
Un numéro de centre SMS est dédié pour le vote du budget participatif « Mobilités douces ».
L'envoi de SMS est gratuit pour les votants. Ils ne peuvent participer qu'une seule fois à partir de leur téléphone.

Les citoyens ont la possibilité de voter pour 1 seul projet (1 vote = 1 voix) : « Booste ton projet préféré ! »
Pour ce faire, il leur suffit d'envoyer par SMS le numéro du projet qu'ils souhaitent « booster » précédé du mot-clé VOTE. (ex : VOTE 32)
Un SMS de validation sera émis en retour pour leur confirmer la prise en compte de leur vote.

- **Article 12 – Le résultat des votes**

Le total des voix pour chaque projet est établi par addition des voix numériques, des voix papier et des voix SMS. Les projets qui obtiennent le plus de voix sont désignés comme lauréats jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire totale allouée aux projets, soit 400 000 €.

Si le dernier projet ayant recueilli le plus de voix fait dépasser le plafond de l'enveloppe budgétaire allouée, il n'est pas retenu.

Dans le cas où les derniers projets obtiendraient le même nombre de voix et feraient dépasser le plafond de l'enveloppe budgétaire allouée, c'est la prise en compte de la date de dépôt de ces projets qui déterminerait le lauréat.

Les résultats du vote seront diffusés via les médias de la Ville, notamment sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr . Un procès verbal recensant le décompte des votes sera établi et présenté en conseil municipal pour approbation.

Les porteurs des projets lauréats en seront informés personnellement par l'Agence de la Participation Citoyenne.

- **Article 13 – La réalisation des projets lauréats**

Les études de faisabilité des projets retenus seront retravaillées et donneront lieu à des descriptifs chiffrés qui seront communiqués aux porteurs de projets.

Les projets lauréats seront réalisés par les services de la Ville de Mulhouse ou par les partenaires proposés ou par les associations porteuses du projet, en lien avec les porteurs de projets et dans les meilleurs délais.

Les porteurs de projets seront tenus informés des éléments de réalisation et l'avancée des réalisations sera renseignée sur la plateforme www.mulhousecestvous.fr .

Les réalisations peuvent faire l'objet d'actions de communication en lien avec la Ville :
Inaugurations, présentation dans les médias, vidéos et informations sur la plateforme MulhouseC'estVous !

Une signalétique est apposée sur les réalisations pour informer de leur mise en œuvre dans le cadre du Budget participatif.

- **Article 14 - Financement participatif**

Un dispositif de financement participatif pourra être mis en œuvre selon la nature des projets lauréats sous réserve de la validation de la collectivité.

- **Article 15 - Responsabilité**

La Ville de Mulhouse ne saurait être tenue responsable, sans que cette liste soit limitative de toute défaillance technique, matérielle ou logicielle de quelque nature que ce soit et de l'absence de protection de certaines données contre des détournements éventuels.
La Ville de Mulhouse et l'Agence de la Participation Citoyenne déclinent toute responsabilité quant aux conséquences de la connexion des participants sur leurs sites internet.
La Ville de Mulhouse ne saurait être responsable des dommages causés par la réalisation des projets effectuée directement par les associations : ces dernières sont responsables des dommages causés à la Ville de Mulhouse et aux tiers du fait de leur réalisation.

- **Article 16 – Propriété intellectuelle**

Les informations présentées sur le site internet de la Ville de Mulhouse et la plateforme citoyenne, y compris la présentation des projets, sont publiques, mais elles ne peuvent être utilisées à des fins commerciales ou publicitaires. La reproduction des pages de ces sites est possible à condition de respecter l'intégrité des documents reproduits (pas de modification ni altération d'aucune sorte).

- **Article 17 – Données personnelles**

Dans le cadre du dispositif de l'appel à projets « Budget participatif : Mobilités douces », la Ville de Mulhouse et l'Agence de la Participation Citoyenne sont amenées à recueillir et traiter des données personnelles. Ces données permettent notamment de gérer la participation au dispositif, d'assurer l'analyse quantitative et qualitative des contributions et d'organiser les opérations de vote sur les projets retenus à l'issue de la phase de recevabilité. Ces données permettent également à la Ville de Mulhouse et à l'Agence d'échanger avec les porteurs de projets et le cas échéant avec les citoyens amenés à contribuer par leurs commentaires ou leur vote au dispositif.

Les données recueillies sont conservées pendant toute la durée de mise en œuvre du dispositif. Les données d'identification des porteurs de projets ainsi que les contributions postés en ligne volontairement par les citoyens pourront être publiées sur le site internet de Ville de Mulhouse https://www.mulhouse.fr/ et/ou sur la plateforme citoyenne www.mulhousecestvous.fr et/ou sur tous autres supports de communication de Ville de Mulhouse et l'Agence de la

Participation Citoyenne ainsi qu'à l'occasion de toute campagne publicitaire ou promotionnelle liée au budget participatif.

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 26 janvier 1978 modifiée, la personne concernée dispose des droits suivants sur ses données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. La personne concernée peut également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données à caractère personnel après son décès.

Une notice d'information plus complète sur la gestion des données personnelles dans le cadre du dispositif « Budget participatif : Mobilités douces », sera publiée sur la plateforme « Mulhouse c'est Vous ».

Pour obtenir plus d'informations sur la gestion de ses données personnelles et l'exercice de ses droits, la personne concernée peut contacter le délégué à la protection des données personnelles de la Ville de Mulhouse par courriel à donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr ou par voie postale à :

Ville de Mulhouse
Management du Risque Numérique
2 rue Pierre et Marie Curie,
BP 10020, 68948 Mulhouse Cedex 9

Si, après avoir contacté la Ville de Mulhouse, la personne concernée estime que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, , elle peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

- **Article 18 – Acceptation du règlement**

La participation à l'appel à projets pour le budget participatif « Mobilités douces » implique pour tout participant l'acceptation entière et sans réserve du présent règlement. Le non-respect dudit règlement entraîne l'annulation automatique de la participation.

- **Article 19 - Réclamation**

Les réclamations éventuelles doivent être adressées par email à l'adresse budgetparticipatif@mulhouse-alsace.fr . Il ne sera répondu à aucune demande par courrier, orale ou téléphonique concernant l'interprétation ou l'application du présent règlement. Toutes difficultés pratiques d'interprétation ou d'application du présent règlement seront tranchées souverainement par la Ville de Mulhouse. Si une ou plusieurs dispositions de ce règlement venaient à être déclarées nulles ou inapplicables, les autres dispositions conserveraient leur force et leur portée.

- **Article 20 – Dépôt du règlement**

Ce règlement peut être consulté pendant toute la durée de l'appel à projets sur la plateforme citoyenne www.mulhousecestvous.fr .

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 943. Il s'agit du budget participatif concernant les mobilités douces avec le règlement du dispositif. Je passe la parole sans attendre à Cécile SORNIN.

Mme SORNIN : Merci Mme le Maire. Une précision, puisque j'ai oublié de le dire tout à l'heure, à l'attention de Joseph. Il n'y a pas eu de coup de rabot, Joseph, sur l'ensemble de ces centres socio-culturels, il y a un coup de rabot sur l'AFSCO et LAVOISIER, deux centres qui étaient les mieux dotés et avec les structures financières les plus solides. Deux centres sur lesquels il y a pour les Coteaux une cité éducative de 400 000 € par an. Je pense que là on pourrait arrêter ce discours. Tout l'argent, toute l'enveloppe a été maintenue et pour le coup il y a eu des bonus ou des boni, vous direz comme vous le souhaitez au PACS et à Bel Air. Je passe maintenant à un sujet qui me semble beaucoup plus consensuel, le budget participatif et je suis vraiment très heureuse de vous présenter cette délibération. Pourquoi ? Parce qu'un budget participatif c'est vraiment un dispositif très complet en termes de participation citoyenne, tout le monde peut y trouver sa place. Un budget participatif c'est une enveloppe d'investissement consacrée par la ville de Mulhouse à des projets imaginés et votés par les Mulhousiennes et les Mulhousiens, par les associations, par tous les usagers de la ville. Après notre premier budget qui était consacré à Mulhouse Diagonales et qui était d'un montant de 300 000 €, nous avons fait le choix de dédier le second au développement des mobilités douces, et d'augmenter l'enveloppe puisque nous l'avons portée à 500 000 €. Je pense que ce n'est pas la peine que je le dise, Claudine l'a assez démontré, c'est un programme emblématique de notre programme municipal, c'est un enjeu pour le futur. Le budget participatif vient là renforcer les dimensions citoyennes, faire levier sur ce projet qui va profondément modifier le paysage mulhousien, et nous y travaillons et nous l'espérons, modifier en profondeur nos comportements et ceux de nos enfants. Concrètement vous avez un fascicule de communication sur votre bureau, sur table, qui détaille le calendrier, donc je ne vais pas le faire. La mise en place, étape par étape, en ligne, sur notre plateforme « mulhousec'estvous ». Quant à l'implication des équipes de l'agence, elle est déjà totale puisqu'on a prévu de nombreux rendez-vous publics sur l'espace public, cet été, et au-delà. D'ailleurs j'en profite pour vous signaler le rendez-vous citoyen qui est dédié au budget participatif, semaine prochaine, le 27, au Carré des associations à 18h. Deux innovations sur ce budget participatif, la possibilité de voter par sms bien sûr pour aller chercher plus de participation puisqu'il y a des budgets participatifs dans certaines villes où il y a des gros montants mais il y a très peu de votants, donc cela n'intéresse pas beaucoup. L'idée, c'est que vraiment ça intéresse et de faciliter la participation de tous. Autre innovation : des projets pourront, si c'est pertinent, faire l'objet de financements complémentaires dans le cadre de dispositifs de financements participatifs, c'est une première. J'en profite pour remercier les équipes de l'Agence de la participation citoyenne, je l'ai déjà dit, elles sont très mobilisées sur ce sujet et sur d'autres. Les équipes techniques qui seront sollicitées au fur et à mesure des étapes, et enfin le service communication pour la création très peps, je trouve que c'est le mot qui convient, voilà et j'ose le dire, peps comme l'est notre citoyenneté à Mulhouse. Pour réussir ce deuxième budget participatif, pour garantir le bon déroulement de ce process complexe, il nous faut des règles partagées. Nous vous demandons ce soir d'approuver le projet de règlement joint. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci Cécile. J'ai une demande de parole de Paul-André STRIFFLER.

M. STRIFFLER : Merci à vous. Evidemment, je trouve le principe de ce projet intéressant. En revanche, j'ai quelques questions. La première c'est que je relève que 20 % du budget concerne la communication, ce qui me semble quand même important. Autre remarque, le mieux étant parfois l'ennemi du bien, je pose la question suivante : que feriez-vous si le projet lauréat était manifestement de nature à ne pas répondre à l'intérêt collectif ? Je prends l'exemple d'un aménagement cyclable qui serait sécurisé, d'accord, mais très peu efficace pour les cyclistes, par exemple avec un nombre de feux qui serait trop important. Autre exemple, si au contraire le projet lauréat se trouvait présenter des dangers pour les usagers, est-ce que vous prendriez la responsabilité de valider un projet qui serait de ce fait-là pas parfait ? Je propose du coup que vous rajoutiez un point explicite qui dirait que c'est vous, équipe aux affaires, qui prendrez la responsabilité des projets. Vous devrez dans ce cas assumer les projets que vous mettrez en œuvre, sans pouvoir vous retrancher derrière le fait que ces projets ont été plébiscités par les votants.

Mme le Maire : Merci. Je n'ai pas d'autre prise de parole. M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Je n'avais pas prévu d'intervenir mais puisque Cécile SORNIN m'a invité à le faire, juste un mot pour dire qu'elle a confirmé qu'il y avait bien eu des coups de rabot. J'ajoute, pour aller au fond, que par rapport à l'augmentation des prix de l'énergie qu'on eu à subir les CSC, par rapport à l'inflation, la dotation était aussi de façon globale, de manière relative mais ceci est un détail. Ensuite sur le fond du dispositif mis en place, on en a parlé lors du dernier conseil d'administration, c'est un dispositif qui n'est pas neuf puisqu'il a déjà été expérimenté l'année dernière sur un autre sujet. Ce qui est intéressant c'est la vision de plusieurs projets. J'ajoute, et c'est indiqué aussi dans le petit document qui a été remis qu'un lauréat, un projet ne pourrait avoir que 50 000 € au plus haut, c'est-à-dire en fait que ça va être distribué à différents et qu'en l'occurrence toutes les craintes qu'évoque Paul-André STRIFFLER sont à relativiser. Il va de soi que ce qu'on a envisagé aussi lors du conseil d'administration, oui il y a cette participation, 100 000 € pour la communication, 400 000 € pour répondre aux appels à projets avec la mise d'un jury etc. Tout ceci, dans le cadre d'un calendrier qui est indiqué. Cela renvoyait en fait à un besoin réel puisqu'il y a aussi un souci d'information. Peut-être que la somme pourrait être réduite au profit des porteurs de projets. Cela, à mon avis, mérite discussion. Je vous remercie.

Mme SORNIN : Merci à tous les deux pour vos interventions. Je reviendrai sur la communication puisque c'est un sujet commun à vos deux interventions. Sur l'intérêt général, de toutes façons la collectivité porte la responsabilité de la réalisation des projets, il n'y a aucune ambiguïté, on ne s'abritera nullement derrière l'argument « c'est citoyen » pour faire quelque chose qui ne serait pas même dans l'intérêt général compatible avec les normes de sécurité et autre. C'est pour cela d'ailleurs, dans le précédent budget participatif on était parti de trois cents idées pour arriver à 89 projets, et ce sont ces projets -là qui avaient fait l'étude de faisabilité par les services techniques, et on avait pu soumettre au

vote 27 projets. Il est donc évident qu'il n'y a aucune prise de risque sur des projets qui pourraient être dits d'intérêt général mais qui se révèleraient dangereux pour le cycliste ou pour l'usager de la ville. On protège aussi la responsabilité de notre maire. Quant à rajouter un point, je ne crois pas que ce soit nécessaire mais je veux bien soumettre la proposition au service juridique de la ville, et si c'est faisable on le fera sans difficulté. Les 50 000 € qui renvoient finalement aussi à la question des 20 % sur la communication. En fait sur la précédente enveloppe de 300 000 €, on avait décidé de mettre 30 000 € maximum puisque 10 % l'idée c'était de ne pas avoir de trop gros projets qui consomment l'enveloppe, et donc de permettre à plus de projets de s'exprimer. Voilà pour les 50 000 €. On a gardé cette règle des 10 % et on est passé de 30 à 50 parce qu'il est vrai qu'on avait certains projets qui étaient au-delà de 30 000€ et qui auraient été intéressants. Je le signale parce que c'est quand même le dernier projet qui a été voté et pour lequel, sur le précédent budget, l'enveloppe était insuffisante a été largement renforcée sur ce mandat, et c'est le skatepark qui est en train de se dessiner, d'être réalisé près de la gare, du moins au sortir de la gare. C'était un projet à 30 000 €, on en avait 14 encore disponibles sur l'enveloppe puisque c'était le dernier projet, et aujourd'hui on est à un projet à plus de 200 000 € sur un vrai skatepark mais construit dans l'état d'esprit dans lequel on travaille pour le budget participatif. Sur les 20 % de communication, il y a deux enveloppes qu'on a mentionnées, qu'on a réservées dans l'esprit. Il y a une enveloppe pour aider les services techniques sur la maîtrise d'œuvre. Un budget participatif c'est très chronophage pour nos équipes techniques, elles sont déjà très sollicitées. On voulait pouvoir les aider et on considère que cela fait partie de l'investissement pour les projets qu'on va réaliser. La deuxième chose c'était en effet la communication. Un budget participatif, encore une fois, ça peut être de l'argent et deux habitants motivés, et trois projets, point barre. Ce qu'on souhaite, nous, c'est toucher le maximum de gens. Je n'en ai pas parlé mais j'ai la liste, Joseph était en effet au conseil d'administration de l'Agence, il y a deux jours. Voilà la liste, les forums du maire, les conseils côté véranda, la fête du vélo, le rendez-vous citoyen, le petit déjeuner inspirant, le barbecue du Carré, le festival pop-up, les jeudis du parc et toutes les activités quartiers d'été. Ça c'est pour l'été, il y aura des stands autour du budget participatif. C'est donc un investissement en temps, colossal, mais on le fait parce qu'on considère que tout le monde doit être informé, tout le monde doit trouver sa place dans ce but. Ce n'est pas de la com juste pour faire plus de leaflet comme celui que vous avez, c'est vraiment de l'investissement et du temps pour partager avec tous les habitants, et on sait que compte tenu de la sociologie de Mulhouse, il nous faut du temps, et du temps c'est des ressources humaines et c'est de l'argent. Ce sont bien sûr des budgets maximums, et si on ne les dépense pas dans la mise en œuvre, on profitera des sommes économisées pour les réaffecter aux projets des habitants. Voilà.

Mme le Maire : Je vous remercie pour cette explication. Je mets cette délibération au vote. Les administrateurs vont s'abstenir sur le budget participatif ? On va vérifier ce point. Qui est-ce qui est pour cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est contre ? Vous me confirmez que les administrateurs… D'accord, on n'a pas besoin, me dit-on, de s'abstenir quand on est administrateur. On recommence. Qui est-ce qui est pour cette délibération ? Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 46 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

17° SOUTIEN AU DYNAMISME COMMERCIAL DE LA VILLE DE MULHOUSE : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE COMMERCANTS (04/7.5.6/942)

Particulièrement investies, les associations de commerçants de la Ville de Mulhouse concourent chaque année à l'attractivité commerciale au travers d'opérations d'animation, qu'elles soient propres ou fédératives à l'image de la journée de solidarité à venir qui aura lieu le 11 novembre.

Le contenu de leurs programmes d'animation souligne leur mobilisation : des grands rendez-vous commerciaux développant une ambiance animée en centre-ville (Pâques, braderie, Noël, …) en passant par des actions ciblées à destination de la clientèle (opérations chèques cadeaux, sac réutilisable, ticket Happy Parking…).

Les associations sont par ailleurs de véritables interlocuteurs et partenaires de la Ville, s'inscrivant dans les temps d'élaboration et de concertation autour des projets de mutation de la Ville. La co-construction est un facteur déterminant de la réussite de ces évolutions, dont l'attractivité commerciale constitue une composante essentielle.

La répartition des subventions proposée pour l'année 2023 tient compte du caractère attractif du programme d'animation, des moyens mobilisables par les associations, ainsi que ceux nécessaires à leur réalisation.

La CCI-SAM (Chambre de Commerce et d'Industrie - Sud Alsace Mulhouse) procédant par appels à projets, la répartition proposée dans cette délibération concerne uniquement l'enveloppe allouée par la Ville de Mulhouse.

Le montant de la subvention allouée par la Ville de Mulhouse s'élève cette année à 124.640 € (versement global en 2022 : 124.000 €).

A ce titre, il est proposé de répartir la subvention comme suit :

a) 640 € pour l'action de communication proposée par l'association des commerçants Franklin (association nouvellement reconstituée) ;

b) 10.000 € pour les actions communes de la Fédération des commerçants dont le compte est géré par les Vitrines de Mulhouse (10.000 € en 2022) ;

c) 10.000 € pour les animations proposées par l'association du Cœur de Mulhouse (10.000 € en 2022) ;

d) 42.000 € pour les animations proposées par l'association les Vitrines de Mulhouse (42.000 € en 2022) ;

e) 62.000 € pour les animations proposées par l'association des Commerçants du Marché du Canal Couvert (62.000 € en 2022).

Les crédits nécessaires (a,b,c,d) sont prévus au budget 2023 : nature 65748 – fonction 632 – ligne de crédit 6098.
Les crédits nécessaires (e) sont prévus au budget 2023 : nature 65748 – fonction 632 – ligne de crédit 3702.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le versement des subventions selon la répartition proposée ci-dessus

- charge Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué d'établir et de signer toutes les pièces nécessaires et notamment les conventions ci-annexées.

PJ : 2 Conventions

CONVENTION

La Ville de Mulhouse, représentée par Monsieur Philippe TRIMAILLE, Adjoint au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 22 juin 2023, et désigné sous le terme « la Ville »,

d'une part, et

l'Association des Commerçants du Marché du Canal Couvert de Mulhouse (A.C.M.C.C.M) ayant son siège social 26 Quai de la Cloche à MULHOUSE – 68200, représentée par sa Présidente, Madame Christine QUESNOT, et désignée sous le terme l'Association

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association a pour but de gérer la promotion et les activités publicitaires du marché du Canal Couvert de Mulhouse, de formuler des propositions contribuant à son bon fonctionnement, ainsi que de défendre les intérêts communs des commerçants. Elle sollicite, à ce titre, une subvention de la Ville pour effectuer l'ensemble de ses missions.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à réaliser les actions suivantes conformes à son objet social.

- Achat d'espaces publicitaires
- Animation du marché et achat de fournitures
- Opérations de découverte du marché

Pour sa part, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces dépenses à hauteur des sommes prévues.

Article 2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention s'élève à 62.000,00 € au titre de l'année 2023.

Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement sur présentation du budget prévisionnel et du bilan financier de l'année précédente, et après signature de la convention et vote du budget de la Ville.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte n° 00020071345 (code banque 10278 code guichet 03008 – clé RIB 26) ouvert auprès du CCM Mulhouse Saint Joseph.

Toutefois, le calendrier du versement des fonds pourra être modifié d'un commun accord dans l'hypothèse où les actions menées par l'Association exigeraient un autre rythme d'appel des fonds.

Article 4 : Engagement de l'Association

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention.
- Fournir à la Ville un compte-rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant l'exercice 2023.
- Fournir un compte-rendu financier des actions conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, accompagné des factures dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2021.
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- Déposer, le cas échéant, à la Sous-Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes-rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérés aux articles 1 et 2, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit aux articles 1 et 2, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits aux articles 1 et 2.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : Règlement des litiges

La Ville et l'Association s'engagent à privilégier le règlement amiable de tout litige pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.
A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

Pour l'Association La Présidente	Pour le Maire L'Adjoint Délégué
Christine QUESNOT	Philippe TRIMAILLE

Convention de Subvention

La Ville de Mulhouse représentée par son Adjoint au Maire délégué au Commerce, Monsieur Philippe TRIMAILLE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désigné sous le terme « la Ville »,

La Fédération des associations de commerçants de Mulhouse représentée par Madame Patricia VEST, Présidente, désignée ci-dessous sous la dénomination « Fédération »,

Les Vitrines de Mulhouse, association régie par les articles L. 2131-1 et suivants du Code du Travail et par les articles 21 et 79 IV du Code Civil Local, SIRET n° 778 953 471 000 19 dont le siège social est situé 12 rue du 17 novembre à 68100 MULHOUSE, représentée par son Président Monsieur Hervé BARTHELMEBS, désignée sous le terme « Les Vitrines »,

Le Cœur de Mulhouse, association régie par les articles L. 2131-1 et suivants du Code du Travail et par les articles 21 et 79 IV du Code Civil Local, dont le siège social est situé rue Henriette à 68100 MULHOUSE, représentée par sa Présidente Madame Patricia VEST, désignée sous le terme « Cœur »,

L'association des commerçants et professionnels Franklin-Mulhouse, association régie par les articles L. 2131-1 et suivants du Code du Travail et par les articles 21 et 79 IV du Code Civil Local, dont le siège social est situé 20 rue Engel Dollfus à 68100 MULHOUSE, représentée par son Président Monsieur BAECHLER, désignée sous le terme « Association Franklin ».

conviennent ce qui suit :

Préambule

Le dynamisme commercial, l'attractivité d'un territoire, la qualité des animations sont des ressorts essentiels au développement économique et social.
L'action concertée, partagée et mutualisée de l'ensemble des partenaires est un élément déterminant de la réussite de toute action de développement.

La Ville de Mulhouse a inscrit au budget 2023 des subventions à verser à la Fédération et aux associations de commerçants pour accompagner leurs actions d'**animation commerciale et de promotion**.

C'est dans ce contexte qu'intervient la présente convention.

1 – Objet :

Par la présente convention, la Fédération et les associations s'engagent, à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations de politique publique, le programme d'actions :

- d'animation commerciale
- de promotion et de communication

La maîtrise d'ouvrage des différentes actions est réalisée par la Fédération ou les associations.

2 – Attribution et conditions de versement des subventions

Les demandes de subventions liées à la présente convention ont été accompagnées d'un dossier présentant les diverses actions. Un programme d'actions et un budget prévisionnel ont été présentés préalablement à la Ville pour approbation.

Le versement de la subvention sera effectué après signature de la convention. Le versement des fonds sera crédité au compte des associations selon les procédures et délais comptables en vigueur.

La Ville verse, en 2023, une subvention au titre exclusif des dépenses engagées pour les actions définies aux articles 1 et 2 de la présente convention.

L'affectation des subventions Ville est de 62.640,00 € et sera répartie comme suit :

a) 640,00 € pour l'association Franklin ;

b) 10.000,00 € pour les actions communes de la Fédération des commerçants dont le compte est géré par les Vitrines de Mulhouse ;

c) 10.000,00 € pour l'association Cœur de Mulhouse ;

b) 42.000,00 € pour l'association les Vitrines de Mulhouse, dont 2.500,00 € attribués pour la poursuite de l'opération « Happy Parking » menée en partenariat avec la Ville et Vinci et 5.000 € fléchés au titre de nouvelles opérations.

3 – Engagements de l'association

Chaque association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention ;

- fournir une copie de son budget pour l'année en cours et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité ;
- fournir un compte rendu financier des actions conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, accompagné des factures.
- appliquer, le cas échéant, si le total des subventions atteint plus de 50% du budget ou si l'association est dirigée ou contrôlée à plus de 50% par des personnes publiques, les règles de l'achat public ;
- faire état en annexe à ses comptes annuels, des conventions passées entre l'association et l'un de ses membres dirigeants ;
- informer la Ville de toute difficulté rencontrée pour la réalisation des actions
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

En cas de non-exécution de l'objet décrit aux articles 1 et 2 sans l'accord écrit de la collectivité, chaque Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des engagements prévus dans le présent article.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, chaque Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour la modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

4 – Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de la période faisant l'objet de la subvention un contact régulier et suivi avec l'association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

5 – Contrôle

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées aux articles 1 et 2, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou tout autre document dont la production serait jugée utile.

6 – Assurances

L'association souscrit toutes les assurances nécessaires aux fins de garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et cotisations d'assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier, chaque fois que cela est demandé, de l'existence des contrats d'assurances et du système de primes correspondant.

7 – Responsabilité

L'aide financière accordée par la Ville aux actions ne peut entraîner leur responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'association ou aux tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

8 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.

9 - Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

10 – Résiliation

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention par l'une des parties, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par chacune des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

11 – Litiges

La Ville, la Fédération et les associations s'engagent à privilégier le règlement amiable de tout litige pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

En cas de litige entre la Fédération et les associations membres la Ville interviendra en tant qu'instance de médiation.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en quatre exemplaires originaux

Pour la Ville de Mulhouse	Pour les Vitrines de Mulhouse
L'Adjoint au Maire	Le Président
Philippe TRIMAILLE	Hervé BARTHELMEBS
Pour le Cœur de Mulhouse	Pour l'association Franklin
La Présidente	Le Président
Patricia VEST	Jean-Frédéric BAECHLER

Mme le Maire : On passe à la délibération 942. Il s'agit du soutien au dynamisme commercial de la ville de Mulhouse : l'attribution de subventions aux associations de commerçants. Tout le monde connaît mon attachement au commerce, en général, et aux commerces de proximité, en particulier. Ils font pleinement partis des forces vives de notre territoire, et il est impératif de tout mettre en œuvre pour les préserver. Je ne vais pas continuer sur la présentation, tout le monde sait de quoi je parle. Le groupe Mulhouse cause commune a souhaité intervenir sur cette délibération, et je vous donne la parole. C'est Mme SCHNEIDER qui intervient pour le groupe Mulhouse Cause commune. Allez-y !

Mme SCHNEIDER : Merci Mme le Maire. Suite aux travaux en cours dans le secteur des rues de l'Arsenal et des Tanneurs, et aussi du quartier Drouot, des commerçants m'ont fait part de la baisse catastrophique de leur chiffre d'affaires. Ils craignent que cela perdure jusqu'à la fin des travaux, ce qui obligerait certains commerçants à fermer leur commerce. C'est déjà le cas pour l'un d'entre eux. Cette situation s'ajoute effectivement à une réalité économique déjà fragile pour les petits commerces et les indépendants. Le contexte d'inflation et de crise impacte déjà fortement ce secteur et son économie. Dans cette situation, une compensation financière proportionnelle pourrait être versée aux commerces dont le chiffre d'affaires est impacté pendant cette période de travaux, à l'instar des villes de Metz et de Nancy. Cela leur permettrait de faire face aux difficultés et aux dysfonctionnements auxquels ils sont confrontés, ceci bien avant la fin des travaux qui sont prévus normalement, en novembre 2023, pour ce qui concerne les rues du centre-ville. Je ne sais pas, les commerçants du Drouot m'ont dit que les travaux devaient être terminés assez rapidement mais apparemment ça n'a pas l'air d'être le cas. Je vous remercie.

Mme le Maire : Une demande de parole de Mme RITZ. On va prendre toutes les questions et Philippe TRIMAILLE répondra.

Mme RITZ : Merci Mme le Maire. J'aimerais rebondir sur cette délibération pour revenir sur votre politique en matière de commerces. Mais avant tout, M. COLOM, à l'avenir quand vous n'avez pas de réponse à m'apporter, évitez de m'attaquer personnellement parce que vous n'en sortez pas grandi. Cependant j'acquiesce une de vos citations : « mieux vaut être seul que mal accompagné », et certains faits me donnent d'ailleurs raison quant à la dissolution de mon groupe que vous avez tourné en dérision. Je trouve assez étrange que vous vous empressiez de défendre M. PAUVERT. Quant à Mme ZANETTE, merci de l'avoir citée, cela la fera peut-être un peu exister au sein de cette assemblée. Un dernier conseil, monsieur 5%, au lieu de proférer des attaques personnelles à l'encontre d'une élue qui représente, ne vous en déplaise, des électeurs, des Mulhousiens, attaquez-vous à son bilan, à son travail, et surtout osez vous présenter devant les électeurs, et essayez d'égaler mon score 45%, et essayez également d'égaler mes années d'engagement politique : 30 années M. COLOM. Alors rendez-vous dans trente ans, et faites en autant ! J'en reviens à la politique en matière de commerces. Lors du dernier conseil municipal du mois d'avril, je vous interpellais quant aux objectifs annoncés de l'extension du plateau piétonnier, du secteur Arsenal, Tanneurs et Bons Enfants. Dans le rapport qui nous était alors présenté vous annonciez une adhésion majoritaire des riverains, usagers du centre-ville et des commerçants. Alors que je faisais état des échos qui remontaient du terrain concernant les commerçants, il m'a été répondu, ici

même, que je ne devais pas avoir les mêmes interlocuteurs et une satisfaction globale des commerçants m'était une nouvelle fois assurée. Qu'elle fut donc ma surprise d'entendre et de lire nos amis journaliste, ici présents, au lendemain de l'atelier du commerce du 6 juin dernier : ils faisaient état d'un mécontentement général réel quant aux travaux qui ont pris du retard. Les commerçants du centre-ville étouffent et vous ne pouvez continuer à nier leurs difficultés et ce n'est pas l'arrivée du géant Primark qui va redynamiser le commerce mulhousien, comme aime l'affirmer notre manager du commerce et M. TRIMAILLE. Les commerçants du centre -ville ne sont d'ailleurs pas les seuls à rencontrer des difficultés. Où sont passées vos préoccupations de la ville du quart d'heure ? Nos commerces de proximité dans les quartiers sont délaissés. Le centre-ville de Dornach commence à ressembler, à ne s'y m'éprendre, à ressembler l'avenue Aristide Briand avec des commerces ouverts les dimanches, les jours fériés et qui font fi de toutes règles municipales et commerciales. Le stationnement est plus que problématique dans la rue de Belfort, principal axe commercial avec la présence trop nombreuse de voitures tampons malgré l'obligation de poser un disque de stationnement. Autant de problématiques qui auront été soulevées ce jour, lors de l'opération Prox quartiers. J'ai pu rencontrer et échanger avec nos excellents ambassadeurs de proximité, ce jour, à Dornach, et je tenais à saluer cette initiative en matière de prise en compte de la parole de nos concitoyens. Une fois le diagnostic posé, sachons mener les bonnes réflexions pour apporter des réponses concrètes aux demandes des Mulhousiens qui ne sont pas dénués de sens, mais qui reposent sur le constat de leurs expériences quotidiennes. Merci.

Mme le Maire : Je laisse la parole à Philippe TRIMAILLE.

M. TRIMAILLE : Merci Mme le Maire. Ce que vous avez dit, Mme SCHNEIDER, me semble relever d'une analyse réductrice de la situation. La ville de Mulhouse effectue des travaux pour améliorer l'espace public, la qualité de vie à Mulhouse et l'attractivité de notre ville, et les commerçant sont les premiers à en profiter, et on sait que ça marche. Je vous rappelle le précédent qu'a été l'opération « Mulhouse Grand centre » où on a investi sur une faible durée 35 M€ pour requalifier l'espace public, et il s'en est suivi un regain d'attractivité de notre ville au point qu'aujourd'hui la ville de Mulhouse et du point de vue de son dynamisme commercial est reconnue comme un modèle dont certaines autres villes parfois de l'étranger viennent s'inspirer. Pour ce qui est des travaux de piétonnisation sur le secteur que vous avez indiqué, c'est la même chose. C'est-à-dire que nous sommes en train d'améliorer cet espace public et les commerçants vont pouvoir en profiter ensuite, et vont avoir un dynamisme accru du fait justement de cette amélioration de l'espace public et de la fréquentation que cela va générer, d'autant plus que nous sommes sur un axe qui est très commerçant, et avec des commerces de grande qualité. Bien entendu je suis d'accord, les travaux sont un moment pénalisant, cela est évident, on ne peut pas le nier. Mais vous voyez, on ne peut pas dire, voilà il faudrait indemniser parce qu'il y a une baisse de chiffre d'affaires. Parce que si l'on suivait ce raisonnement, on se dirait : « mais après les travaux, avec le gain d'attractivité en admettant que le chiffre d'affaires augmente, il faudrait taxer alors les commerçants ». Non ça ne marche pas comme cela. Ce qu'il convient de faire et c'est ce que nous faisons de notre mieux, c'est accompagner les commerçants qui sont impactés par les effets des travaux, de sorte qu'ils arrivent à passer le

moins mal possible cette phase qui est nécessaire. C'est ce que nous faisons, nous avons mis en place un comité de suivi des travaux avec en partenariat la CCI, les commerçants de cet axe, pour discuter ensemble de ce que l'on peut faire pour améliorer certaines situations au-delà de l'écoute qu'il y a au quotidien sur le terrain, notamment par les médiateurs qui étaient dédié à cela. Nous sommes en train de travailler à une réunion qui va bientôt avoir lieu pour avec les commerçants, chercher à voir comment on va pouvoir donner une meilleure visibilité à leurs activités pendant la période estivale, pendant les travaux. Parce que ce n'est pas parce qu'il y a des travaux, que les commerces sont fermés, c'est quelque chose qu'il faut faire savoir mais il faut aussi que les commerçants soient en mesure de proposer quelque chose qui les démarquent, de sorte qu'il y ait une visibilité pendant cette période de travaux. C'est ce qu'on essaie de travailler avec eux, et avec la CCI d'ailleurs on est prête à mettre des moyens pour les accompagner également dans cette démarche. C'est je pense la meilleure manière d'accompagner les commerçants pendant une phase qui est effectivement contraignante, mais en vue d'une amélioration dont tout le monde pourra bénéficier. Quant aux compensations financières, il faut qu'elles rentrent dans un certain cadre règlementaire qui n'est pas réuni dans ce cas, parce que cela implique une certaine durée de travaux, on est en -deçà de cette durée, ça implique une fermeture nécessaire évidemment des commerces. Dans ce cas évidemment une indemnisation est légitime, mais cela n'est pas le cas puisqu'on fait en sorte que les commerces restent accessibles, évidemment pour qu'ils puissent continuer l'activité même pendant cette période. Voilà la réponse que je pouvais vous faire. Il ne faut pas être démagogue sur ces questions-là, il faut être modeste, il faut faire de son mieux et être aux côtés des acteurs, et je pense qu'ils apprécient lorsqu'on est à leurs côtés. Pour finir, Mme RITZ, je suis désolé, je ne veux pas entrer dans votre jeu, parce que vous faites du mal à Mulhouse, vous faites du mal aux commerçants de Mulhouse. Ce que vous avez décrit, j'imagine quelqu'un d'extérieur à Mulhouse qui vous écoute, et bien c'est quelqu'un qui se dit : « et bien je n'ai pas envie d'aller à Mulhouse, moi ». Et bien non, nous nous ne sommes pas dans cette optique-là, nous, nous sommes pour promouvoir Mulhouse, nous sommes là pour améliorer Mulhouse, pour rendre notre ville plus attractive. Les commerçants eux-mêmes et la qualité de l'offre qu'ils nous proposent y contribuent grandement. Les subventions dont on parle dans la délibération et dont il s'agit leur donnent des moyens également de prendre des initiatives, et ils prennent de très belles initiatives qui font venir du monde à Mulhouse, en partenariat avec la ville. Nous sommes dans cet esprit positif, par contre la critique simplement pour se faire valoir au détriment de la ville et de son attractivité, moi personnellement, franchement, ça ne m'intéresse pas.

Mme le Maire : Je laisse la parole à Florian COLOM.

M. COLOM : Mme RITZ, je voulais vous rassurer, il n'y avait, en ce qui me concerne, aucunement une critique personnelle mais simplement un constat politique, qui peut-être vous dérange mais s'impose à vous. Vous êtes une présidente de groupe, je suis également président d'un groupe, je constate que votre groupe a été dans un total délitement. Je fais simplement ce constat politique de votre groupe. Vous avez été présidente de groupe, justement parce que votre groupe n'existe plus, mais je vous rassure, je n'entends pas suivre vos conseils et projections en ce qui me concernerait, vous qui avez eu l'habileté de

passer du MODEM à l'Extrême droite au niveau du Rassemblement National. Si pour vous, faire 45 % dans un second tour en pleine vague bleue marine, alors que vous n'avez dans le même temps aucun député du RN, est une source de fierté, c'est que vous avez finalement une ambition assez modeste. Vous qui finalement vous présentez depuis tant d'années à toutes les élections, sans pour autant avoir le succès, je me permettrai de vous livrer un petit slogan de campagne que vous pourrez utiliser aussi bien aux municipales qu'aux départements, qu'aux régionales, qu'aux législatives : « Christelle RITZ, toujours placée, jamais gagnante ».

Mme le Maire : Nous allons passer cette délibération au vote. Je mets cette délibération au vote. Mme RITZ, on continue avec notre délibération. Qui est-ce qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 46 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

18° PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN – AMPLIFICATION DU PROJET AFFERANT AU QUARTIER DES COTEAUX : CONCESSION D'AMENAGEMENT AVEC CITIVIA SPL (536/121/939)

Le projet de renouvellement urbain pour le quartier des Coteaux a été acté dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain signée en décembre 2020. Initialement limité à la frange Est du quartier, le projet s'orientait autour de la construction de trois nouveaux groupes scolaires, le traitement des voiries en impasse côté ouest, la démolition de logements sociaux et le recyclage de la copropriété Peupliers-Nations.

Le 3 octobre 2022, la Ville de Mulhouse ainsi que les collectivités signataires de la convention ont sollicité l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) lors d'un Comité d'Engagement (CE) pour la révision et l'amplification de leur projet.

Cette amplification est motivée par le nécessaire recyclage (acquisition puis démolition) des copropriétés Plein Ciel 1&2 qui conduit à une modification substantielle du projet initial. La création du « village urbain » va imposer une restructuration complète de la partie Est du quartier, à laquelle vient s'ajouter l'opération de construction d'un grand équipement social et culturel près de l'arrêt tramway « Nations ».

Pour compléter la partie des opérations contractualisées en 2020 et déjà engagée – notamment les acquisitions foncières de la copropriété Peupliers-Nations, la construction des trois groupes scolaires, le relogement des tours Dumas et de la barre Verne, propriétés du bailleur m2A Habitat – et vu l'importance de l'opération validée par l'ANRU par retour écrit le 18 janvier 2023 il est proposé que la Ville de Mulhouse retienne une maîtrise d'ouvrage externe.

Compte tenu de ses compétences dans le domaine, une concession d'aménagement en « quasi-régie » avec CITIVIA SPL est proposée, cette dernière comporte trois composantes :

- l'aménagement des espaces publics du secteur ouest des Coteaux, se concentrant principalement sur la suppression des impasses existantes et la création d'une voirie rue Henri Matisse pour la desserte du troisième groupe scolaire ainsi que la connexion de l'ensemble à l'espace commercial Kientzler au nord du quartier ;

- l'aménagement du secteur Est des Coteaux qui vise une restructuration complète du secteur, vraisemblablement via la mise en place d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC). Cette dernière permettra la création d'un nouveau maillage viaire supprimant également les impasses existantes et desservant les futurs équipements publics et les parcelles à bâtir issues du nouveau découpage foncier ;

- le recyclage de la copropriété Peupliers Nations pour laisser notamment place au futur Grand Equipement Public à vocation sociale et culturelle en entrée de quartier. Cette opération intègre l'acquisition, la gestion et la démolition de l'ensemble de la copropriété et sa dalle de stationnement.

L'objectif de cette concession d'aménagement est donc de concrétiser le projet de renouvellement du quartier en menant le cas échéant une opération de ZAC à vocation d'habitat sur la partie Est à l'horizon 2030. Cette concession se fera en coordination avec les opérations de construction d'équipements publics menées sur le quartier et inscrites quant à elles sous maîtrise d'ouvrage directe de la Ville de Mulhouse (trois groupes scolaires en mandat confié à CITIVIA et également un Grand Equipement Public à vocation sociale et culturelle).

Le montant total d'opération hors taxes proposé par CITIVIA SPL est de 52,2 M€. La participation totale de l'ANRU suite au retour du CE s'élève à hauteur de 25,5 M€ et Mulhouse Alsace Agglomération participe à hauteur de 1,7 M€ à l'opération de recyclage de la copropriété Peupliers-Nations.

En déduisant les participations des autres financeurs, le reste à charge pour la Ville de Mulhouse s'élève à 23,62 M€ H.T. sur la base des éléments de bilan suivants :

Recettes	Montant en k€ H.T.
Cessions	600
Subventions ANRU	25 514
Subvention m2A	1 700
Subvention autres	792
Participations d'équilibre (Ville de Mulhouse)	15 033
Participations d'équipements publics* (Ville de Mulhouse)	8 590
TOTAL	**52 229**

*taxable TVA

Charges	Montant en k€ H.T.
Etudes	4 263
Acquisitions	7 728
Frais d'acquisition/relogement/portage/sécurisation	4 071
Travaux	
- Démolitions/mise en état des sols	14 710
- Espaces publics	12 832
Rémunération du concessionnaire	3 101
Frais financiers	3 152
Frais divers	2 367
TOTAL	**52 224**

La concession affiche sur ces bases un bilan équilibré (+5 k€).
La ventilation des versements des subventions ANRU permet de faire débuter l'échéancier de versements Ville de Mulhouse à partir de 2026 sur la base des montants suivants (les versements des années 2026 et 2027 sont déjà inscrits dans la PPI actuelle) :

Année	Montant H.T.	Montant T.T.C.
2026	1,54 M€	1,54 M€
2027	1,54 M€	1,54 M€
2028	6,90 M€	7,00 M€
2029	7,04 M€	7,87 M€
2030	6,60 M€	7,39 M€
Total	23,62 M€	25,34 M€

Le concessionnaire rendra compte de l'avancée des travaux dans le cadre d'un Comité de Pilotage politique organisé de manière semestrielle dès la signature de la concession d'aménagement et ce pour toute la durée de cette dernière. Ce Comité de Pilotage sera sous présidence du Maire de Mulhouse ou de l'adjoint délégué au renouvellement urbain.

CITIVIA SPL devra également, sous pilotage des services et élus de la Ville, répondre aux objectifs d'information et de concertation avec les habitants requis

tant par l'ANRU, les textes afférents à l'aménagement que par la volonté de co-construction de la municipalité.

Les modalités de concertation des habitants sur l'ensemble du périmètre d'intervention du projet de contrat de concession seront définies dans une délibération dédiée ultérieure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet de renouvellement urbain du quartier des Coteaux composé de :
    - 1. la construction de trois groupes scolaires
    - 2. la construction d'un grand équipement public à vocation sociale et culturelle
    - 3. le recyclage des copropriétés Plein Ciel 1&2
    - 4. le recyclage de la copropriété Peupliers-Nations
    - 5. l'aménagement d'ensemble du quartier des Coteaux
- approuve le recours à une concession d'aménagement en « quasi régie » avec CITIVIA SPL pour la réalisation des opérations 4. et 5. ci-dessus,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer la concession d'aménagement et tous les documents relatifs à la mise en œuvre du contrat.

PJ :

- Annexe 1 : projet de contrat de concession d'aménagement en quasi-régie entre CITIVIA SPL et la Ville de Mulhouse
- Annexe 2 : programme de concession d'aménagement
- Annexe 3 : plan guide du projet de renouvellement urbain pour le quartier des Coteaux
- Annexe 4 : bilan financier synthétique

ANNEXE 1.

Juin 2023

Concession d'aménagement

QUARTIER DES COTEAUX - MULHOUSE

PROJET

Entre

La **Ville de Mulhouse,** représentée par son maire ; Madame Michèle Lutz, agissant en vertu d'une délibération en date du 22 juin 2023,

ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société CITIVIA SPL au capital de 3 507 153,97 euros, dont le siège social est situé 24 rue Carl Hack 68100 Mulhouse, inscrite au Registre du Commerce de Mulhouse sous le numéro B 378 749 972,

Représentée par sa Directrice Générale, Agnès PEREZ, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 21 octobre 2021,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire» ou « la Société» ou « l'Aménageur »

D'autre part.

PROJET

SOMMAIRE

QUARTIER DES COTEAUX - MULHOUSE....1
SOMMAIRE....3
PARTIE I : 6
MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....6
ARTICLE 1. OBJET DE L'OPERATION....6
ARTICLE 2. GOUVERNANCE....6
ARTICLE 3. MISSION DU CONCESSIONNAIRE....7
ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DU CONCEDANT....8
ARTICLE 5. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....9
ARTICLE 6. PROPRIETE DES DOCUMENTS....9
ARTICLE 7. ASSURANCES....9
PARTIE II : 10
MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....10
ARTICLE 8. MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES 10
8.1. Acquisitions amiables....10
8.2. Droit de préemption....10
8.3. Mise en demeure d'acquérir dans le cadre du droit de délaissement des propriétaires de terrains situés dans le périmètre de la concession (après création de la ZAC)....10
8.4. Déclaration d'utilité publique - Acquisition des biens par expropriation....10
8.5. Suivi et contrôle des acquisitions foncières....11
8.6. Relogement des occupants....11
ARTICLE 9. PRESENTATION DES AVANT-PROJETS ET PROJETS....11
ARTICLE 10. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES PAR LE CONCESSIONNAIRE....11
ARTICLE 11. EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPERATION....12
ARTICLE 12. INDEMNITES AUX TIERS....12
ARTICLE 13. MODALITES DE CESSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES....12
ARTICLE 14. CONVENTIONS D'ASSOCIATION....13
ARTICLE 15. REMISE DES OUVRAGES....13
ARTICLE 16. ENTRETIEN DES OUVRAGES....15
PARTIE III : 16

MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....16
ARTICLE 17. FINANCEMENT DES OPERATIONS....16
ARTICLE 18. COMPTABILITE – COMPTES-RENDUS ANNUELS....18
ARTICLE 19. PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES....19
ARTICLE 20. GARANTIE DES EMPRUNTS [OPTION]....20
ARTICLE 21. REMUNERATION DE L'AMENAGEUR....20
PARTIE IV : 22
MODALITES D'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT....22
ARTICLE 22. EXPIRATION DE LA CONCESSION A SON TERME CONTRACTUEL....22
ARTICLE 23. RACHAT – RESILIATION – DECHEANCE – RESOLUTION....22
23.1. Résiliation amiable....22
23.2. Rachat – résiliation pour motif d'intérêt général....22
23.3. Résiliation pour faute - déchéance....22
23.4. Résolution et ou résiliation du contrat en cas de redressement ou liquidiation judiciaire de l'Aménageur....22
23.5. Résiliation de plein droit....23
ARTICLE 24. CONSEQUENCES JURIDIQUES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION 23
ARTICLE 25. CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION 24
25.1. Opérations de liquidation et imputation correspondante....24
25.2. Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement....24
25.3. Indemnités pour cessation anticipée de la concession d'aménagement....25
25.4. Modalités de règlement....26
25.5. Sort du « boni d'opération »....26
PARTIE V : EXECUTION DU CONTRAT....27
ARTICLE 26. EXECUTION DU CONTRAT - EVOLUTION....27
ARTICLE 27. INTERETS MORATOIRES....27
ARTICLE 28. PENALITES....27
ARTICLE 29. PROPRIETE DES DOCUMENTS....27
ARTICLE 30. CESSION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....28
PARTIE VI : DISPOSITIONS DIVERSES....29
ARTICLE 31. DOMICILIATION....29
ARTICLE 32. INTERPRETATION....29
ARTICLE 33. DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONCEDANT....30
ARTICLE 34. REGLEMENT DES LITIGES....30
PIECES ANNEXEES....30

PROJET

Il A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

1. LA VILLE DE MULHOUSE AYANT POUR OBJECTIFS :

de mettre en œuvre un ambitieux projet urbain sur le secteur prioritaire de la politique de la ville des Coteaux. Ce projet se développe sur la période 2023-2030 correspondant au calendrier défini avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) sur le quartier des Coteaux. Il doit permettre d'aboutir à la création d'un « village urbain ».

a décidé :

- par délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023, de désigner CITIVIA SPL en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation d'une opération d'aménagement dont le périmètre est défini ci-après dans le cadre d'une concession d'aménagement.

2. LE PROGRAMME GLOBAL PREVISIONNEL DES EQUIPEMENTS ET CONSTRUCTIONS PROJETES A METTRE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT EST PRECISE A L'ARTICLE 1 DE LA PRESENTE CONCESSION D'AMENAGEMENT ET DETAILLE EN ANNEXE 2.

La mission et la nature des tâches à réaliser par l'Aménageur pour la réalisation de ces programmes sont précisées à l'article 3 du présent contrat.

La présente concession d'aménagement est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'Aménageur réalisera ses missions, sous le contrôle de la Collectivité en tant que concédante. Les conditions générales du contrôle exercé par les collectivités actionnaires de CITIVIA sur celle-ci, de manière analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, sont définies par ailleurs dans les documents qui régissent le fonctionnement structurel de la société (notamment le règlement intérieur) et ne sont pas reprises dans la présente concession.

Il est ici précisé que l'aménageur s'engage, au titre du présent contrat, dans les conditions économiques et réglementaires existant à la date de signature de la présente concession.

La présente concession est menée aux risques du Concédant, dans les limites et conditions définies au présent contrat.

Le contenu et les conditions de financement de l'opération sont susceptibles d'évoluer à la demande du Concédant ou sur proposition de l'Aménageur dans le cadre d'un avenant au présent contrat.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PARTIE I :

MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE L'OPÉRATION

1) En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme ainsi que des articles L. 1523-1 à L. 1523-4 du code général des collectivités territoriales, et dans les conditions déterminées par la présente concession d'aménagement, la Collectivité transfère à l'Aménageur qui accepte, la réalisation d'une partie de l'opération de renouvellement urbain dite « du quartier des Coteaux » dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023.

2) Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en Annexe 1 au présent document.

Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions comprenant 19 992 m² de surface de plancher de logements et 500 logements environ.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour libérer le site de son occupation actuelle, puis répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la concession.

Le programme global de travaux de l'opération est détaillé en Annexes 2 (programme global du projet Coteaux) et 3 (programme de la présente concession) de la présente concession ; il sera notamment précisé en fonction du programme des équipements publics qui sera approuvé lors du dossier de réalisation de ZAC à mettre en oeuvre sur le secteur Est. Il déterminera notamment la personne publique ou privée destinataire de l'ouvrage qu'il s'agisse de la Collectivité concédante, d'autres collectivités ou groupements de collectivités, ou de concessionnaires de service public ou d'associations syndicales ou foncières. Y figure l'accord de ces collectivités, groupements de collectivités ainsi que celui des concessionnaires de service public sur le principe de la réalisation de ces équipements, sur les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement qui se fera dans les formes prévues au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et à l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales.

Si le programme des travaux ou ses conditions de financement tels que décrits en annexe 2, 3 et 5 venaient à être remis en cause du fait de la collectivité concédante ou des autres personnes publiques ou privées destinataires des ouvrages ou pour toute autre raison, un avenant interviendrait pour prendre acte de ces modifications et de leurs conséquences notamment sur le bilan financier prévisionnel.

ARTICLE 2. GOUVERNANCE

Le concessionnaire devra rendre compte de l'avancée des opérations dont il a la charge dans le cadre d'un comité de pilotage organisé de manière semestrielle dès la signature de la concession d'aménagement et ce pour toute sa durée.

Ce comité de pilotage sera présidé par le Maire de Mulhouse ou par l'adjoint délégué au renouvellement urbain.

Il est organisé par le concédant.

Dans le but :

- de préparer les décisions afférentes à la conduite de projet,
- de coordonner les actions techniques de la maîtrise d'ouvrage urbaine,

Un comité technique, préalable à ces comités de pilotages, sera également organisé par le concédant. Participeront à ce comité technique : la Ville de Mulhouse, CITIVIA, les autres maîtrises d'ouvrages (m2A habitat, concessionnaire, Action Logement, etc.).

Le concessionnaire s'engage également à participer aux comités techniques dédiés au projet de renouvellement urbain ayant lieu sur le périmètre de la présente concession et organisés de manière mensuelle par la Ville de Mulhouse.

Le concessionnaire s'engage enfin à participer aux instances de suivi de projet NPNRU organisées notamment par les services de la Préfecture du Haut-Rhin, délégataire territoriale de l'ANRU.

ARTICLE 3. MISSION DU CONCESSIONNAIRE

En vue de la réalisation de sa mission, l'Aménageur respectera la charte d'écoconditionalité (annexe 7) et prendra en charge les tâches suivantes :

1) **Tâches préparatoires à la signature de la concession** : tâches de consultation et suivi du travail des écologues (rédaction cahier des charges, consultation et analyse, commmande), préparation des matrices bilancielles, participations aux premières réunions (dévoiement réseau de chaleur, avenant ANRU, Cotech..) et de rédaction de la concession menées en 2022 et 2023.

2) **Acquérir** la propriété, à l'amiable ou par voie de préemption ou d'expropriation, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération ;

Gérer les biens acquis et, le cas échéant, assurer le relogement des occupants de bonne foi, indemniser ou réinstaller les commerçants, artisans ou autres bénéficiaires de droits, les informer sur les différentes aides dont ils peuvent bénéficier ;

3) **Procéder à toutes études opérationnelles** nécessaires à la réalisation du projet, et notamment :

- Le suivi et l'actualisation du plan d'organisation spatiale de l'opération,
- Les études pré-opérationnelles et opérationnelles nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement (y/c dossiers et procédures liées à l'obtention d'une DUP et à la création d'une Zone d'Aménagement Concertée), de modification/adaptation du réseau de chauffage urbain et de construction,
- Toutes études qui permettront, en cours d'opération, de proposer toutes modifications de programme qui s'avèreraient opportunes, assorties des documents financiers prévisionnels correspondants,
- Par ailleurs, l'Aménageur pourra en tant que de besoin être associé aux études relatives à l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme qui pourraient avoir à être menées par la Collectivité compétente pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, et si nécessaire, pourra procéder à des études spécifiques pour lui apporter des éléments utiles concernant le programme de l'opération sur le périmètre défini.

4) **Démolir** les bâtiments existants dont la démolition est nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;

5) **Mettre en état et aménager** les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité, ou aux autres collectivités publiques ou groupement de collectivités intéressés, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ;

6) De façon générale, **réaliser** tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération précisé en annexe 3 de la présente convention, en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5 ;

7) **Céder** les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs agréés par la Collectivité aux clauses et conditions du projet de cahier des charges de cession, de location ou de concession de terrain prévu à l'article L. 311-6 du code de l'urbanisme ; mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles ; organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs potentiels ; préparer et signer tous les actes nécessaires ;

8) **Négocier** les éventuelles conventions de participation qui seront conclues entre la Ville et les constructeurs n'ayant pas acquis leur terrain de l'Aménageur en application de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme, ainsi que les conventions d'association prévues par l'article L. 311-5 du même Code ;

9) **Procéder au suivi, au reporting et à la perception** des subventions (notamment celles de l'ANRU) et aides financières des collectivités.

10) **Communiquer et promouvoir** le projet et ses composantes auprès des opérateurs/promoteurs potentiels;

11) **Assister la collectivité lors de la concertation publique,** fournir les éléments techniques et urbains nécessaires à cette concertation. Cette mission porte uniquement sur la concertation nécessaire à la constitution de la ZAC.

Concernant la concertation, la communication ou l'information des habitants ou toutes actions que la ville souhaiterait mener vis-à-vis de la population, des habitants et des associations, le rôle de l'aménageur se cantonnera à la fourniture d'éléments techniques, architecturaux, urbains ou paysager issus des études pré-opérationnelles et opérationnelles. Il n'est pas prévu de productions spécifiques de la part de l'aménageur sur ce volet et notamment l'aménageur ne sera pas amené :

- à participer aux instances de concertation citoyenne, au groupe de suivi habitant mis en place dans le cadre du projet NPNRU, aux éventuelles visites et manifestations publiques organisées pour le projet des Coteaux,
- à installer des moyens de communications sur le site (panneaux, bâches de chantier…)
- à participer, étudier ou réaliser des aménagements transitoires.

12) **Recueillir les orientations et rendre compte au concédant** de l'avancée des opérations objets de la présente concession ;

13) **Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération**, et notamment :

- assurer la coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme de l'opération,
- assurer le suivi et la coordination de la réalisation des aménagements et équipements mis à la charge des bénéficiaires de cessions, locations, ou concessions d'usage des terrains aménagés,
- tenir constamment à jour, outre les documents comptables, des documents de gestion faisant apparaître les éventuelles difficultés et la situation de trésorerie ; négocier et contracter les moyens de financement les plus appropriés,
- d'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensable pour la bonne fin de l'opération, et assurer en tout temps une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération,

Ces tâches pourront être modifiées et complétées par avenant au présent contrat pour tenir compte des évolutions apportées à l'opération d'aménagement.

ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DU CONCÉDANT

La Collectivité concédante s'engage, pour sa part, à :

1) recueillir l'accord des collectivités ou groupements de collectivités ainsi que celui ainsi des concessionnaires de service public, destinataires des équipements publics visés au programme joint en Annexe 3 sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine telles que définies à l'article 15 ci-après et, le cas échéant, sur leur participation au financement ;

2) s'assurer de l'obtention des autorisations administratives et des délibérations nécessaires à la réalisation de l'opération ;

3) soumettre à l'approbation les dossiers relatifs aux procédures d'urbanisme et procédures diverses, nécessaires à la réalisation de l'opération ;

PROJET

4) céder à l'Aménageur les terrains dont elle est propriétaire et qui sont nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement ;

5) réaliser ou faire réaliser les équipements spécifiques à l'opération mentionnés à l'annexe 4, qui ne sont pas confiés à l'Aménageur dans le cadre de la présente concession d'aménagement. L'aménageur pourra demander à la collectivité concédante d'être consulté sur les avants projets avant leur approbation par les autorités compétentes, ainsi que sur les délais de réalisation prévisionnels ;

6) en tant que de besoin, mettre en place les moyens nécessaires pour que soient versées à l'Aménageur les subventions attribuées par les partenaires publics de l'opération (Etat, Région, Département, etc.) affectées spécifiquement à des actions réalisées par l'Aménageur dans le cadre de la présente concession, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et aux deux derniers alinéas de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales ;

7) prononcer la clôture de l'opération dans l'année suivant l'achèvement de la mission de l'Aménageur.

ARTICLE 5. DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

La concession d'aménagement est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La Collectivité concédante la notifiera à l'Aménageur en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat la rendant exécutoire. Elle prendra effet à compter de la date de la réception par le concessionnaire de cette notification.

La concession prendra fin le 31 décembre 2030. Elle pourra être prorogée par les parties en cas d'inachèvement de l'opération par avenant exécutoire dans les conditions ci-dessus.

La concession d'aménagement expirera également à la date de constatation de l'achèvement de l'opération si celui-ci intervient avant le terme ci-dessus. Un avenant constatera cet achèvement.

La présente concession d'aménagement ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application de la présente concession, et indispensables à la poursuite de l'opération d'aménagement, deviennent la propriété de la Collectivité concédante, ou s'il y a lieu, de la collectivité, du groupement de collectivités, de l'établissement public ou du concessionnaire de service public intéressés, qui peuvent les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

L'Aménageur s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants des personnes ci-dessus désignées, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

ARTICLE 7. ASSURANCES

L'Aménageur doit souscrire les assurances couvrant ses diverses responsabilités.

L'Aménageur communiquera une copie des polices d'assurance souscrites à première réquisition de la Collectivité.

PARTIE II :

MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 8. MODALITÉS D'ACQUISITION ET DE LIBÉRATION DES IMMEUBLES

Dès que la concession d'aménagement est exécutoire, l'Aménageur peut procéder soit à l'amiable, soit par voie de préemption ou d'expropriation, à l'acquisition ou à la prise à bail des terrains et immeubles bâtis, conformément à l'article 3 (point 1) de la présente concession d'aménagement.

8.1. Acquisitions amiables

L'Aménageur procède aux négociations foncières, préalables aux acquisitions portant sur les terrains bâtis ou non bâtis situés dans le périmètre de l'opération.

Les prix des acquisitions ou des prises à bail, ainsi que les montants des indemnités doivent être fixés après demande d'avis auprès du directeur des services fiscaux conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réforme à caractère économique et financier, et après accord du Concédant.

En cas d'acquisition amiable des terrains situés en dehors du périmètre de l'opération mais indispensables à sa réalisation, l'Aménageur doit en outre recueillir l'accord formel de la Collectivité.

8.2. Droit de préemption

Dans le cadre des articles L. 213-3 et R. 213-1 à R. 213-3 du code de l'urbanisme, la Collectivité sollicitera la délégation à l'Aménageur de l'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération tel que délimité au plan joint en Annexe 1, hors secteur occupé par les copropriétés Plein Ciel 1&2 ainsi que la dalle de garage afférente. L'Aménageur exerce ce droit dans des conditions fixées par le titre 1er du Livre II du code de l'urbanisme, dès que la présente concession d'aménagement est exécutoire et le transfert du DPU effectif, et en vue de la réalisation des missions qui lui sont confiées par le présent contrat.

Les terrains et les immeubles bâtis acquis antérieurement par la Collectivité concédante en vertu du droit de préemption sont, le cas échéant, cédés de gré à gré à l'Aménageur, le prix de cession étant au moins égal au prix d'achat majoré des frais exposés par la Collectivité concédante.

8.3. Mise en demeure d'acquérir dans le cadre du droit de délaissement des propriétaires de terrains situés dans le périmètre de la concession (après création de la ZAC)

En cas d'accord amiable, la Collectivité concédante s'engage à prévoir dans le contrat de cession une clause de substitution au profit de l'Aménageur, après accord de ce dernier sur les modalités de la cession, notamment sur le prix et les modalités de paiement.

En l'absence d'accord amiable entre le propriétaire et la Collectivité ayant fait l'objet de la mise en demeure, l'Aménageur s'engage à acquérir auprès de la Collectivité concédante les immeubles acquis par cette dernière à ce titre, au coût d'achat majoré des frais exposés par la Collectivité concédante.

8.4. Déclaration d'utilité publique - Acquisition des biens par expropriation

Le Concédant s'engage à solliciter la déclaration d'utilité publique de l'opération au bénéfice de l'Aménageur.

L'Aménageur établit, aux frais de l'opération, tous les documents nécessaires à l'intervention de l'acte déclaratif d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité.

En tant que de besoin, lorsque l'expropriation est prononcée au nom du Concédant, le Concédant s'engage à faire prononcer dans les moindres délais, à la demande de l'Aménageur, l'expropriation des immeubles que l'Aménageur ne parviendrait pas à acquérir à l'amiable.

La présente concession vaut cahier des charges au sens des articles L. 411-1 et L 411-2 du code de l'expropriation, compte tenu notamment de l'article 13 ci-après. En conséquence, les immeubles expropriés par le Concédant, ou acquis à l'amiable sous DUP, seront cédés de gré à gré à l'Aménageur.

8.5. Suivi et contrôle des acquisitions foncières

- Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du code général des collectivités territoriales, l'Aménageur présente chaque année à la Collectivité un rapport spécial sur les conditions de l'exercice de ses droits de préemption et d'expropriation. Le concessionnaire adresse ce rapport spécial au représentant de l'Etat dans le Département.
- De façon générale et ainsi qu'il est dit à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'Aménageur dresse chaque année un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice qu'il présente à la Collectivité.
- Dans l'hypothèse où les conditions d'acquisition ou de libération des immeubles se révéleraient sensiblement différentes de celles prévues au bilan prévisionnel joint en annexe à la présente concession (Annexe n° 5), l'Aménageur en informera le Concédant afin le cas échéant d'examiner la nécessité de modifier d'un commun accord les conditions financières de l'opération.

8.6. Relogement des occupants

Lorsque, pour réaliser sa mission, l'Aménageur acquiert des immeubles bâtis, il assure en liaison avec la Collectivité et les administrations intéressées, et dans les meilleures conditions de rapidité, le relogement définitif de leurs éventuels occupants et, au préalable, pourvoit s'il y a lieu, à leur relogement provisoire.

Il empêche par tous les moyens à sa disposition la réoccupation de ces immeubles dans la période pouvant s'étendre entre le début de leur libération et leur démolition effective, sauf s'ils sont susceptibles de recevoir, à la demande de la Collectivité concédante, une utilisation provisoire. Dans ce cas, les terrains ou immeubles ne peuvent faire l'objet que de conventions d'occupation précaires.

L'Aménageur doit démolir ou rendre inutilisables les parties libérées dès que l'opération est techniquement et juridiquement possible.

La gestion des immeubles acquis incombe au concessionnaire et son coût est imputé au bilan de l'opération.

ARTICLE 9. PRÉSENTATION DES AVANT-PROJETS ET PROJETS

1) Les équipements prévus à l'article 3 ci-dessus font l'objet d'un ou plusieurs avant-projet(s) sommaire(s) établi(s) en accord avec la Collectivité concédante et, le cas échéant, les services des collectivités, groupements de collectivités, établissements publics ou des concessionnaires de services publics intéressés. Ce ou ces avant-projet(s) sont soumis pour accord à la Collectivité concédante.

Chacun de ces avant-projets doit être présenté selon un échéancier établi en accord avec la Collectivité concédante et le cas échéant les autres personnes destinataires des ouvrages. Un planning prévisionnel sera établi annuellement.

2) Les projets d'exécution approuvés par la Collectivité concédante doivent être conformes aux avant-projets.

3) Les avant-projets sont réputés acceptés si le représentant de la Collectivité et le cas échéant des autres personnes intéressées ne formulent pas d'observation dans un délai de 1 mois à compter de leur réception.

4) Dans l'hypothèse où le Concédant imposerait des prescriptions de nature à affecter sensiblement l'équilibre financier du projet contrat, le Concédant et le Concessionnaire s'engagent à analyser de concert cette situation, afin le cas échéant de modifier les conditions financières du contrat.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS PAR LE CONCESSIONNAIRE

Pour la réalisation de l'opération d'aménagement, l'Aménageur doit passer les contrats dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment du code de la Commande Publique, et de la charte de la commande publique en vigueur.

Le Concédant sera représenté au sein de la commission des marchés de l'Aménageur appelés à intervenir dans la procédure de passation, conformément aux statuts de l'aménageur.

ARTICLE 11. EXÉCUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPÉRATION

1) L'Aménageur assure la maîtrise d'ouvrage des travaux et s'assure de leur parfait achèvement dans les délais prévus. Il assure à ce titre une mission de coordination administrative générale.

Il lui appartient d'établir ou de faire établir, sous son contrôle, quelles que soient les méthodes de planification retenues, le calendrier d'exécution des divers ouvrages dont il a la charge en qualité d'aménageur et de s'assurer que ce calendrier est respecté.

La Collectivité concédante et ses services compétents et le cas échéant les collectivités ou groupements de collectivités destinataires des ouvrages et leurs services compétents pourront avoir communication de toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont ; ils sont autorisés à suivre les chantiers et peuvent y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'à l'Aménageur et non directement aux entrepreneurs ou maîtres d'œuvre.

Lorsque les ouvrages sont achevés, ils font l'objet d'une réception à laquelle est invitée la Collectivité concédante et la collectivité ou groupement de collectivités, ou l'association syndicale ou foncière destinataire auquel les ouvrages doivent être remis.

2) L'Aménageur est investi, pour l'exécution des ouvrages faisant l'objet de la présente concession d'aménagement, de tous les droits que les lois et règlements confèrent aux collectivités publiques en matière de travaux publics. Il demeure, en même temps, soumis à toutes les obligations qui en découlent.

3) Le Concédant autorise par ailleurs l'Aménageur à intervenir sur son domaine public pour la réalisation du programme des équipements figurant en Annexe 3.

ARTICLE 12. INDEMNITÉS AUX TIERS

L'Aménageur suit les contentieux liés à l'opération objet du présent contrat.

Toute indemnité due à des tiers par le fait de l'Aménageur dans l'exécution de la concession d'aménagement est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de l'opération objet de la convention. Après l'expiration de la concession d'aménagement, ce principe est appliqué conformément aux dispositions de l'article 25.4 ci-après.

ARTICLE 13. MODALITÉS DE CESSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES

1) Les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, acquis ou pris à bail par l'Aménageur, font l'objet de cessions, de concessions d'usage, de locations ou de remises au profit soit des utilisateurs, soit de collectivités publiques, d'établissements publics groupant plusieurs collectivités, des concessionnaires de services publics ou des associations syndicales ou foncières intéressées. Chaque année, l'Aménageur informe la Collectivité des cessions effectuées pendant l'exercice écoulé en application des dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme.

2) L'Aménageur notifie à la Collectivité concédante, en vue de recueillir son accord, les noms et qualités des attributaires éventuels, ainsi que le prix et les modalités de paiement. Cet accord est valablement donné par la personne désignée à l'article 33 ci-après.

Si le Concédant impose un prix de cession inférieur à celui résultant du bilan ci annexé, la participation du Concédant prévue à l'article 17 ci-après sera augmentée de la différence entre le montant tel qu'il aurait dû résulter de ce calcul et du prix effectivement payé par l'acquéreur.

PROJET

Il en va de même si les conditions de paiement imposées par le Concédant entraînent pour le Concessionnaire une charge financière supplémentaire par rapport à celle résultant du bilan prévisionnel annexé à la présente concession.

Tout refus du Concédant d'agréer un acquéreur dont le projet de construction répond aux objectifs de l'opération d'aménagement ouvrira droit pour l'Aménageur à compensation des conséquences financières qui en résultent.

3) Les modalités de cession, de location ou de concession d'usage des terrains et immeubles bâtis aux utilisateurs sont définies par un cahier des charges indiquant obligatoirement le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Ce cahier des charges de cession ou de concession de terrains est établi par l'Aménageur et comprend deux titres (trois le cas échéant) :

- Le titre Ier détermine les prescriptions imposées aux utilisateurs des terrains dans le but de veiller au respect de l'utilité publique lorsque l'acquisition des immeubles bâtis ou non à aménager a été déclarée d'utilité publique ; il précise notamment le but de la cession, les conditions dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des charges ; si l'opération d'aménagement a été déclarée d'utilité publique, il doit être conforme aux clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application de l'article L. 411-2 du code de l'expropriation.
- Le titre II définit les droits et obligations de l'Aménageur et des utilisateurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments. Il peut fixer notamment les prescriptions techniques, urbanistiques, environnementales et architecturales imposées aux utilisateurs et à leurs entreprises et maîtres d'œuvre.

Si les terrains à bâtir sont cédés avant l'achèvement des équipements prévus, une date prévisionnelle d'achèvement des équipements par le concessionnaire devra être précisée. Les équipements existants devront permettre toutefois l'accès aux chantiers et la poursuite des travaux par les utilisateurs.

- Le titre III fixe le cas échéant les règles et servitudes de droit privé imposées aux bénéficiaires des cessions et des concessions d'usage et à leurs ayants-droit ou ayants-cause à quelque titre que ce soit. Il détermine notamment les modalités de la gestion des équipements d'intérêt collectif et précise, le cas échéant, les modalités de création et de fonctionnement d'une ou plusieurs associations syndicales d'utilisateurs.

Ce cahier des charges devra le cas échéant, préalablement aux cessions ou concessions d'usages de terrains à l'intérieur de la ZAC, être approuvé par le Maire de la Ville de Mulhouse ou son représentant, conformément à l'article L. 311-6 2° alinéa du code de l'urbanisme.

4) A l'expiration de la concession d'aménagement, les terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de l'opération, qui n'auraient pas pu être revendus constituent des biens de reprise revenant automatiquement à la Collectivité ainsi qu'il est dit à l'article 24 ci-après.

Si à l'occasion des acquisitions nécessaires à la réalisation de la zone, l'Aménageur a acquis des parcelles situées à l'extérieur du périmètre de la concession d'aménagement, ces terrains sont obligatoirement cédés à la Collectivité, sauf accord exprès de sa part pour qu'ils soient cédés à un tiers.

ARTICLE 14. CONVENTIONS D'ASSOCIATION

S'il y a lieu d'établir des conventions d'association, conformément à l'article L. 311-5 du Code de l'urbanisme avec les propriétaires n'ayant pas acquis leur terrain de l'aménageur et désirant construire dans le périmètre de la future ZAC, ces conventions seront établies par l'Aménageur en accord avec le Concédant, comme il est prévu à l'article 3 (point 8).

Ces conventions d'association devront comprendre les dispositions du cahier des charges de cession de terrain visé à l'article 13 ci-dessus, à l'exception de son Titre I.

ARTICLE 15. REMISE DES OUVRAGES

1) Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à être incorporés dans le patrimoine de la Collectivité concédante et notamment les

voiries, les espaces libres et les réseaux, appartiennent à la Collectivité concédante au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent de plein droit dès que les travaux sont réceptionnés.

Dès réception des travaux des équipements, l'Aménageur doit inviter la Collectivité concédante à participer aux opérations de remise desdits ouvrages. Les opérations constateront ce retour sans cependant l'opérer. La Collectivité ne peut refuser la remise d'un ouvrage propre à sa destination mais peut, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter l'Aménageur à remédier aux défauts constatés. Ces réserves, ainsi que le délai dans lesquels l'aménageur est appelé à les lever, seront reportés dans le document visé au § 6) ci-après.

L'aménageur s'engage à lever les réserves dans les délais prescrits. La levée des réserves sera constatée par la collectivité dans les mêmes formes que les opérations de remise d'ouvrage. Dès la dernière réserve levée, l'équipement sera considéré comme achevé.

En cas de refus de la Collectivité de participer aux opérations de remise, celle-ci sera considérée comme accomplie de fait.

Les concessionnaires de service public, et les associations syndicales ou foncières intéressés par les ouvrages réalisés, seront invités aux opérations de remise. La Collectivité concédante, propriétaire de ces biens de retour, leur remettra les ouvrages en présence de l'Aménageur.

2) Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à entrer dans le patrimoine d'autres collectivités que la Collectivité concédante ou de groupement de collectivités, seront remis dès la réception des travaux à leur destinataire par la Collectivité concédante.

Dans ce cas, ces collectivités sont invitées aux opérations de remise : la Collectivité concédante leur remet les ouvrages en présence du Concessionnaire d'aménagement.

3) Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à entrer dans le patrimoine d'associations syndicales ou foncières leur reviennent de plein droit dès la réception des travaux. A cet effet, les représentants des associations sont invités à participer aux opérations de réception des ouvrages, conjointement avec ceux de la collectivité concédante, comme prévu à l'article 11. La remise aux associations intervient selon les modalités définies par leurs statuts. L'aménageur veillera à ce que ceux-ci organisent la prise en charge des ouvrages par les associations dès la réception des travaux, que des réserves aient été ou non émises, et la régularisation rapide du transfert de propriété.

4) L'aménageur a l'obligation de faire préparer et présenter à la signature de la Collectivité concédante ou, le cas échéant, des personnes autres intéressées, un acte authentique réitérant le transfert de propriété des terrains d'assiette des voies, espaces plantés ou non plantés, réseaux divers ou autres équipements.

5) La réception des travaux est réputé réalisé, au sens du présent article, au plus tard, pour les voies, les équipements publics de superstructures et les espaces libres, dès leur ouverture au public, et pour les réseaux dès leur mise en exploitation, que des réserves aient été ou non émises.

Le classement des voies à l'intérieur de la zone dans la voirie publique est, s'il y a lieu, opéré par l'autorité compétente et selon les règles en vigueur.

A la mise en service des ouvrages et au plus tard à leur remise, l'Aménageur fournit à la personne à laquelle l'ouvrage est remis une collection complète des dessins et plans des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, ainsi que tous les documents nécessaires à leur exploitation rationnelle.

6) A la remise des ouvrages au Concédant, l'Aménageur établira une « fiche d'ouvrage », précisant les éléments nécessaires à l'intégration de l'équipement dans le patrimoine de la Collectivité compétente :

- Identification de l'ouvrage
- Coût complet hors taxe de l'ouvrage incluant :
  - coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions, déterminés directement ou par ratio,
  - coût de mise en état des sols (démolition, dépollution…) rapportés à l'emprise de l'ouvrage remis,
  - coût des travaux, mis en œuvre pour la réalisation de l'ouvrage, et des honoraires techniques liés à ces travaux (maîtrise d'œuvre, SPS, bureau de contrôle…),

  - autres charges indirectes : honoraires des tiers (études, expertises diverses), rémunération de l'Aménageur, frais financiers… L'affectation des charges indirectes se fera selon des clefs de répartition objectives.
- Participation due par la collectivité concédante selon les dispositions prévues à l'article 17 (point 4) ci-après, majorée de la TVA.
- Le cas échéant : réserves à lever et délais de levée desdites réserves.

ARTICLE 16. ENTRETIEN DES OUVRAGES

Jusqu'à la remise des ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement, ceux-ci sont maintenus en bon état par l'Aménageur. Les dépenses correspondantes seront prises en compte au bilan de l'opération.

Postérieurement à la date de remise et conformément aux modalités de remise des ouvrages prévus à l'article 15 ci-avant, la Collectivité, ou les autres personnes compétentes, exercent pleinement leurs obligations de propriétaires de l'ouvrage, en assurent notamment la garde, le fonctionnement et l'entretien. Elles ont dès lors seules qualité pour engager toute action en responsabilité sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

PARTIE III :

MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 17. FINANCEMENT DES OPÉRATIONS

1) Les charges supportées par l'Aménageur pour la réalisation de l'opération sont couvertes en premier lieu par les produits à provenir des subventions et des participation et éventuellement des cessions, des concessions d'usage et des locations de terrains ou d'immeubles bâtis.

2) L'Aménageur peut recevoir des constructeurs d'immeubles situés dans le périmètre de la ZAC, des participations telles que prévues à l'article L. 311-4 dernier alinéa du code de l'urbanisme. Les modalités de calcul et de versement de ces participations seront expressément arrêtées par la convention à conclure entre la Commune de Mulhouse et le constructeur sur proposition de l'Aménageur. Cette convention sera soumise à l'avis préalable de l'Aménageur.

Le montant de la participation exigée des constructeurs, déterminée dans le respect du principe d'égalité des constructeurs devant les charges publiques, sera calculé dans les conditions prévues par le dossier de réalisation de la ZAC.

En application de l'article 3 (point 8) du présent contrat, l'Aménageur sera chargé d'établir les projets de convention de participation.

La Collectivité s'engage à préciser dans la convention de participation du constructeur le principe du versement direct de cette participation à l'Aménageur pour le compte de la Collectivité.

Si la Collectivité réduit le montant de la participation des constructeurs par rapport à celui résultant du bilan ci annexé, la participation provenant du budget de la collectivité au coût de l'opération prévue à l'article 17 (point 4) ci-après sera augmentée de la différence entre le montant tel qu'il aurait dû résulter de ce calcul et de la participation effectivement payée par le constructeur.

3) L'Aménageur peut solliciter, en vue de la réalisation de l'opération, l'attribution de toute aide financière directe ou indirecte auprès de toute structure.

Sous réserve de l'accord préalable de la Collectivité concédante, l'Aménageur pourra notamment bénéficier dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et de l'avant dernier alinéa de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales des subventions versées par d'autres collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales en vue de financer des actions qu'elle aura à mener en application de la présente concession d'aménagement. Une convention signée par l'Aménageur, la Collectivité concédante et la collectivité ou le groupement de collectivités qui octroie la subvention fixera notamment l'affectation éventuelle de cette subvention à la contrepartie de la remise d'ouvrage à la collectivité ou le groupement financeurs, ainsi que les conditions dans lesquelles l'Aménageur rendra compte de son attribution, de son échéancier, de son encaissement effectif et de son utilisation.

4) Participation de la Collectivité au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant, hors apport de terrains et de biens immobliers, est fixé à 23 623 332 €, dont 8 590 000 €HT (TVA en sus à la charge du concédant au taux en vigueur) au titre de la remise des ouvrages destinés à entrer dans le patrimoine du concédant et 15 033 332 € au titre d'une participation d'équilibre à l'opération.

Les modalités de cette participation sont les suivantes :

- Apport à titre gracieux par la Collectivité des terrains et biens immobiliers dont elle est propriétaire :
  - Terrains d'une superficie totale de 113 863 m², figurant au cadastre de la Collectivité, évalués par les services des domaines à une valeur de 6 400 000,00 € et détaillés de la manière suivante :
    - Foncier libéré par les démolitions des équipements existants (voir point 3. ci-après)

PROJET

- Ecole Pergaud : IA/169 d'une surface de 204a12,
- Espace Pierre Loti : HZ/466 (21a29) et IA/171 (18a93)
- Espace Matisse : ID/150 (4a89) et IA/164 (9a50)
- Espace Matisse : ID/150 (4a89) et IA/164 (9a50)
- Bibliothèque médiathèque : HZ/468 d'une surface de 10a38
- Epicerie solidaire : IA/137 d'une surface de 5a76
- ASCO : local démoli par la Ville, d'une surface de 7a62
- Club des mamans : IA/153 d'une surface de 3a62
- Salle du Dojo : IA/132 d'une surface de 5a90

▪ Foncier formant l'espace public (voiries, parc, aires de jeu).

- Parcelle IB149
- Parcelle IA152
- Parcelle IA155
- Parcelle IA157
- Parcelle IA162
- Parcelle IA165
- Parcelle IA166
- Parcelle IA173
- Parcelle IA193
- Parcelle IA194
- Parcelle HZ661
- Parcelle HZ719
- Parcelle HZ631
- Parcelle ID143
- Parcelle ID245
- Parcelle IC96

o 205 stationnement de la copropriété Peupliers-Nations

o 11 logements de la copropriété Peupliers Nations

- 23 623 332 euros (TVA en sus pour la quote-part de participation aux équipements publics) seront versés par le biais d'une participation financière ; cette participation en numéraire fera l'objet de versements par tranche annuelle conformément au plan de trésorerie prévisionnel (voir annexe 5).

L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

o **Affectation des participations**

15 033 332 € sont affectés a l'équilibre de l'opération, conformément au bilan prévisionnel annexé à la présente convention.

8 590 000 €HT (TVA en sus au taux en viguer) sont affectés à la contrepartie de la remise des ouvrages issus de l'opération d'aménagement du quartier destinés à rester définitivement dans le patrimoine du concédant conformément à l'article 15 (point 1) ci-dessus.

La participation affectable aux ouvrages publics pourra être appelée auprès de la collectivité, en fonction du niveau d'avancement de la réalisation des ouvrages, successivement en la forme :

- *de participations sur les ouvrages à réaliser, enregistrées comme une créance de la collectivité sur le Concessionnaire*
- *et de solde définitif de cette créance dès lors que les ouvrages seront remis à la collectivité, sur la base des fiches d'ouvrage prévues à l'article 15 (point 1).*

o Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante, conformément à l'article L. 300-5 II du code de l'urbanisme.

5) Lorsque les prévisions budgétaires actualisées feront apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'Aménageur pourra solliciter le versement par la Collectivité concédante d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L. 1523-2 4° du code général des collectivités territoriales.

6) L'Aménageur contracte tous emprunts et avances nécessaires au financement provisoire de l'opération.

7) L'Aménageur gère distinctement la trésorerie de l'opération au mieux de l'intérêt de l'opération en effectuant les mouvements de trésorerie nécessaires à titre onéreux entre les différentes opérations de l'Aménageur, ou avec les comptes propres de l'Aménageur ou avec un établissement financier. L'Aménageur impute à l'opération, en fonction de la situation de trésorerie réelle de l'opération, les intérêts débiteurs au taux réel pratiqué par les établissements financiers auprès desquels il sollicite des découverts et des produits financiers au taux moyen des placements pratiqués sur l'exercice.

En cas de financement sur ses fonds propres pour la mise en place de ces relais, il est autorisé à percevoir des intérêts calculés sur le taux de découvert accordé à l'aménageur par ses banques.

ARTICLE 18. COMPTABILITÉ – COMPTES-RENDUS ANNUELS

Pour permettre à la Collectivité concédante d'exercer son droit à contrôle comptable et financier en application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales, l'Aménageur doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération objet de la présente concession.

1) Ainsi qu'il est dit aux articles L. 300-5 du code de l'urbanisme et L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 31 mai, pour examen avant approbation, une version du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- le « bilan » prévisionnel global actualisé défini à l'article 19 ci-après,
- le plan global de trésorerie actualisé de l'opération défini à l'article 19 ci-après,
- un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé aux articles 8.5 (point 1) et 13 (point 1) ci-avant,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 17 (point 5),
- le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques en application de l'article 17 (point 3), de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Le compte-rendu est soumis à l'organe délibérant qui se prononce par un vote.

2) La Collectivité a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

3) A l'occasion de l'examen du compte-rendu annuel établi par l'Aménageur, la Collectivité concédante peut demander une modification du programme, laquelle s'effectuera selon la procédure prévue par la réglementation en vigueur, ainsi que l'établissement du bilan financier prévisionnel correspondant. Les frais supportés par l'Aménageur pour cette modification sont imputés au compte de l'opération.

Le contrôle de la collectivité s'exerce par ailleurs en conformité avec les dispositions du règlement intérieur de CITIVIA SPL.

ARTICLE 19. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES

L'Aménageur établit un état prévisionnel actualisé pour l'année à venir, des dépenses et des recettes de l'opération, objet de la présente concession d'aménagement, ainsi que le programme correspondant des acquisitions immobilières, des cessions de terrains ou volumes grevés de droits à construire et des travaux, ainsi que le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels de l'année à venir.

1) Le bilan prévisionnel global (courant sur l'ensemble de la durée de la présente concession) et l'état prévisionnel annuel comportent notamment :

o en dépenses, les acquisitions de terrains, le coût des travaux d'équipement à la charge de l'Aménageur visés en annexe 3 des présentes, les frais résultant de l'intervention des prestataires d'étude et de contrôle et des personnes prévues à l'article 11, les indemnités prévues à l'article 12, les frais financiers et l'imputation forfaitaire par le Concessionnaire de ses frais de fonctionnement, dite « rémunération annuelle » définie à l'article 21 (point 4) ci-après.

o en recettes, les prix des cessions, concessions d'usage ou locations à encaisser, les participations versées par les propriétaires et constructeurs, les produits financiers, les produits de gestion, les subventions et financements des autres collectivités ou groupements de collectivités affectés aux actions d'aménagement réalisées dans le cadre de l'opération à verser à l'Aménageur et les participations dues par la Collectivité concédante ; l'état prévisionnel annuel précise notamment les participations, subventions et financements à verser à l'Aménageur au cours de l'exercice suivant par la Collectivité concédante et les autres collectivités ou groupements de collectivités dans les conditions indiquées à l'article 17 (point 3 et 4) ci-avant.

2) Le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels font ressortir les excédents ou les déficits de trésorerie, le montant des emprunts (annuités à rembourser ou encaissements), des avances reçues de la Collectivité et, le cas échéant, le montant de l'avance due par la Collectivité concédante dans les conditions prévues à l'article 17 (point 5) ci-avant.

L'état prévisionnel des dépenses et recettes, le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnel de l'opération ont été établis selon l'annexe 5 (bilan prévisonnel global) et par la suite avant le 31 octobre de chaque année s'ils font état pour l'année suivante d'un versement de participation ou d'avance par la Collectivité concédante ainsi que d'une possible mise en jeu de la garantie d'emprunt.

ARTICLE 20. GARANTIE DES EMPRUNTS [OPTION]

A la demande des organismes prêteurs et compte tenu du montant des emprunts tels qu'ils résultent du plan global de trésorerie défini à l'article 19, la Collectivité accorde sa garantie au service des intérêts et tous frais y afférents, ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par l'Aménageur pour la réalisation de l'opération, dans la limite édictée par les textes en vigueur.

La collectivité garante peut exercer son contrôle financier prévu à l'article 18.

Lorsqu'il résulte de l'état prévisionnel défini à l'article 19 que l'Aménageur n'est pas en mesure de faire face aux charges de la quote-part des emprunts garantis en application du présent article, la Collectivité concédante et les autres collectivités garantes inscrivent à leur budget primitif de l'année à venir les crédits nécessaires pour remplir ses leurs obligations vis-à-vis des organismes prêteurs.

Les sommes ainsi versées par les Collectivités aux organismes prêteurs ont un caractère d'avances de trésorerie recouvrables que le Concessionnaire doit rembourser.

ARTICLE 21. REMUNERATION DE L'AMÉNAGEUR

1) L'Aménageur n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de la concession d'aménagement mais seulement à imputer forfaitairement des charges en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement. Ces imputations forfaitaires destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur sont dites "rémunérations" au sens de l'article L.1523-2 du code général des collectivités territoriales.

2) Pour les différentes tâches prévues à l'article 3 de la présente concession d'aménagement, l'Aménageur pourra imputer ses charges calculées comme suit :

- Pour les tâches de consultation et suivi du travail des écologues (rédaction cahier des charges, consultation et analyse, commmande), préparation des matrices bilancielles, participations aux premières réunions (dévoiement réseau de chaleur, avenant ANRU, Cotech..) et de rédaction de la concession menées en 2022 et 2023, préalablement à la signature de la concession, prévues à l'article 3 (point 1), un montant forfaitaire de 50 000 euros. Cette rémunération sera imputée au bilan de l'opération dès la signature de la convention ;
- Pour les tâches de pilotage des études pré-opérationnelles, des études et tâches administratives prévues à l'article 3 (point 3) y compris le montage et le suivi de la procédure de ZAC, un montant forfaitaire global de 300 000 €. Le versement de ce forfait s'effectuera par tranche annuelle de 100 000 €/an sur les trois premières années de la concession. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat ;
- Pour les tâches d'acquisition prévues à l'article 3 (point 2), 2,4 % des dépenses d'acquisitions en ce compris les frais ;
- Pour les tâches de suivi technique relatives à la réalisation des travaux d'aménagement, de mise en état des sols, de désamiantage et de démolition, prévues à l'article 3 (Points 4 à 6), 2,4 % des dépenses HT d'études, de frais généraux, divers et de travaux ;
- Pour les tâches de prospection, de promotion du projet auprès des opérateurs/promoteurs potentiels et programmation et de définition des produits immobilers à commercialiser, prévues à l'article 3 (point 3 et 10), un montant forfaitaire annuel de 27 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
- Pour les tâches de commercialisation prévues à l'article 3 (points 7 et 8), outre l'imputation à l'opération des dépenses payées aux tiers, 4 % des montants HT fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs, les loyers des baux emphytéotiques ou à construction étant pris pour leur valeur capitalisée à la signature du bail.
- Pour les tâches d'assistance à la concertation prévue à l'article 3 (point 11), un montant forfaitaire annuel de 11 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.

PROJET

- Pour les tâches de reporting, de suivi et de perception des subventions ANRU prévues à l'article 3 (point 9) et aux tâches de suivi et tenue des documents financiers et comptable, de négociation et contractualisation des moyens de financement prives à l'article 3 (point 13), un montant forfaitaire annuel de 67 500 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
- Pour les tâches de recueil des orientations et de reporting au concédant prévues à l'article 3 (points 12 et 13) et aux tâches de coordination des différents opérateurs, de gestion générale et des études générales prévues à l'article 3 (point 13), un forfait annuel de 100 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
- Pour la tâche de liquidation, après l'expiration du présent contrat, un montant forfaitaire de 84 000 €. Ce montant ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat. Cette rémunération sera imputée au bilan de l'opération l'année de la clôture de l'opération.

3) Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de l'Aménageur pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 5 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 18 (point 3) ci-dessus.

4) Les imputations annuelles de l'Aménageur sont calculées en appliquant les règles définies au point 2 ci-dessus du présent paragraphe à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.

Elles seront imputées mensuellement par l'Aménageur au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront calculés par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 19.

PARTIE IV :

MODALITES D'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE 22. EXPIRATION DE LA CONCESSION À SON TERME CONTRACTUEL

A l'expiration contractuelle de la concession d'aménagement, telle que définie à l'article 5, l'Aménageur demandera à la Collectivité de constater cette expiration et de lui donner quitus de sa mission.

A cet effet, le bilan de clôture est arrêté par l'Aménageur et approuvé par la Collectivité concédante. Ce bilan prend en compte le montant définitif de la participation de la Collectivité concédante au coût de l'opération. Le montant définitif de cette participation est celui figurant à l'article 17 (point 4) de la présente convention, éventuellement modifié par voie d'avenant.

Le Concédant s'engage à cet effet à augmenter le montant de sa participation pour compenser les dépenses de l'opération d'aménagement qui ne seraient pas couvertes par des produits.

ARTICLE 23. RACHAT – RESILIATION – DECHEANCE – RESOLUTION

23.1. Résiliation amiable

La concession d'aménagement peut être résiliée d'un commun accord, notamment dans le cas où les parties n'auraient pu parvenir à une solution permettant de maintenir le présent contrat. Un avenant précisera les conditions et conséquences de cette résiliation amiable.

23.2. Rachat – résiliation pour motif d'intérêt général

Moyennant le respect d'un préavis de douze mois, le Concédant pourra notifier à l'Aménageur, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résilier la concession d'aménagement pour motif d'intérêt général.

23.3. Résiliation pour faute - déchéance

Le Concédant ne peut prononcer de plein droit la résiliation pour faute de l'Aménageur.

En cas de manquement grave de l'une ou l'autre partie dans l'exécution du présent contrat, chacune d'elle peut demander au juge de prononcer la résiliation pour faute de la concession d'aménagement aux torts et griefs de l'autre, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de trois mois.

23.4. Résolution et ou résiliation du contrat en cas de redressement ou liquidiation judiciaire de l'Aménageur.

Si l'Aménageur est placé en redressement judiciaire, le contrat ne pourra être résolu, conformément à l'article L 622-13 du Code de commerce, que sur renonciation expresse ou tacite par l'administrateur judiciaire à la poursuite du contrat.

En revanche, le contrat sera résilié de plein droit en cas de mise en liquidation judiciaire de l'Aménageur conformément aux dispositions de l'article L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales ou en cas de liquidation amiable régulièrement décidée par son assemblée générale. Dans ce cas, il sera fait retour gratuit à la Collectivité concédante des biens apportés par cette dernière au patrimoine de la concession d'aménagement. Les conditions d'indemnisation de la partie non amortie des biens acquis par l'Aménageur ou réalisés par cette dernière sont définies à l'article 25 ci-après.

23.5. Résiliation de plein droit

Le contrat pourra être résilié de plein droit, à l'initiative de la partie la plus diligente, en cas de saisine du Tribunal Administratif par le Préfet en application de l'article L. 2131-6 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 24. CONSÉQUENCES JURIDIQUES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION

Dans tous les cas d'expiration de la concession d'aménagement, pour quelque motif que ce soit, à terme ou avant terme, la Collectivité est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, selon les modalités ci-après définies.

1) Les équipements et ouvrages publics qui, du fait de leur inachèvement, n'auraient pas été préalablement remis à la Collectivité concédante ou à la personne publique compétente dans l'hypothèse où celle-ci serait différente de la Collectivité concédante seront dès l'expiration de la concession d'aménagement remis dans leur état d'avancement à la Collectivité concédante selon les modalités prévues à l'article 15 ci-avant, moyennant le cas échéant le versement des participations prévues et affectées à la réalisation de ces équipements tel que prévu à l'article 17 (point 4) ci-avant. La Collectivité concédante en poursuivra la réalisation.

2) En cas d'expiration de la concession d'aménagement au terme prévu à l'article 5 ci-dessus, la Collectivité deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, ainsi que des biens qui, en raison de leur configuration, leur surface, leur situation dans la zone ou des règles d'urbanisme applicables doivent être considérés comme impropres à la commercialisation. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.

A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à la valeur vénale, en référence notamment aux éléments du dernier compte-rendu annuel approuvé. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le juge.

3) En cas d'expiration anticipée de la concession d'aménagement, la Collectivité deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.

A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à la valeur vénale, en référence notamment aux éléments du dernier compte-rendu annuel approuvé. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le juge.

4) Dans tous les cas d'expiration, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité concédante sera tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission et sera tenue, le cas échéant, de garantir l'Aménageur des condamnations qui seraient prononcées contre lui postérieurement à l'expiration de la concession sur des actions contractuelles.

La Collectivité sera de la même façon tenue de garantir l'Aménageur de toute condamnation qui serait prononcée contre ce dernier après l'expiration de la concession sur des actions non contractuelles, du fait de son activité d'aménageur, sauf faute lourde de sa part.

Par suite, la Collectivité sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration de la concession et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette date.

L'Aménageur fera obligation à chacune des personnes liées à lui par des contrats afférents à l'opération d'aménagement objet des présentes, à l'exclusion de ses salariés, de s'engager à continuer son contrat avec la Collectivité concédante après expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit, si ce contrat n'est pas soldé lors de cette expiration.

Toutefois, au cas où un cocontractant de l'Aménageur refuserait un tel transfert de son contrat, la Collectivité serait tenue de mettre à la disposition de l'Aménageur, à bonne date, les fonds éventuellement nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations contractuelles, les

mouvements résultant de l'exécution de ce contrat étant alors pris en compte pour l'arrêté des comptes de la concession d'aménagement.

La Collectivité devra se substituer à l'Aménageur, qui n'aura plus qualité pour agir en justice, ni pour suivre les litiges en cours, sauf dans le cas où sa responsabilité professionnelle se trouve engagée.

Toutefois, sur demande expresse de la Collectivité et pour une durée limitée, l'Aménageur pourra effectuer des paiements exigibles postérieurement à la date d'expiration de la concession d'aménagement, pour le compte de la Collectivité, dans la limite de la trésorerie disponible, ces opérations devant faire l'objet d'une reddition de compte distincte.

5) En cas de liquidation judiciaire de l'Aménageur, les biens acquis ou réalisés par l'Aménageur et figurant dans le patrimoine de l'opération à la date de la mise en liquidation judiciaire seront remis à la Collectivité concédante à l'exception de ceux destinés à être remis à des collectivités ou groupements de collectivités tiers comme indiqué au programme figurant en annexe 3 des présentes.

En contrepartie de la remise de ces biens par l'Aménageur à la Collectivité concédante, celle-ci versera au concessionnaire une indemnité calculée comme il est dit à l'article 25.3 ci-après.

Les équipements destinés à revenir à d'autres collectivités ou groupements de collectivités leur seront remis dans les conditions définies à l'article 15 ci-avant.

ARTICLE 25. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION

A l'expiration de la concession, il sera procédé aux opérations et règlements définis ci-après.

25.1. Opérations de liquidation et imputation correspondante

A l'expiration du présent contrat, l'Aménageur a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif et arrêté des comptes. Toutefois, en cas de mise en redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'Aménageur, ces tâches seront assurées sous le contrôle ou par l'administrateur judiciaire ou, en cas de liquidation amiable, par ou sous le contrôle de son liquidateur.

L'imputation des charges de l'Aménageur pour cette tâche particulière accomplie au terme normal du contrat est prévue à l'article 21 (point 2) ci-dessus.

Toutefois, en cas de résiliation, compte tenu de la charge supplémentaire du transfert en cours de contrat, il est dû à l'Aménageur une indemnité spéciale de liquidation égale à 30 % de la rémunération de liquidation prévue ci-dessus en sus de ladite rémunération de liquidation.

Par ailleurs, en cas de résiliation pour mise en redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou liquidation amiable de l'Aménageur, compte tenu de la nécessité de mettre l'administrateur judiciaire ou le liquidateur en mesure d'effectuer les opérations de liquidation, il sera dû à l'Aménageur par le Concédant une indemnité égale au coût réel justifié de ces opérations, plus TVA, cette indemnité devant être versée à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur au fur et à mesure des besoins et être exclusivement affectée par eux à la mise en œuvre de ces opérations. Cette indemnité se substituera à la rémunération de liquidation prévue à l'article 21 (point 2) ci-dessus.

25.2. Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement

A l'expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit et l'opération d'aménagement étant ou non achevée, l'Aménageur établira un arrêté des comptes de l'opération d'aménagement permettant aux parties de prendre acte de la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement et d'arrêter le solde d'exploitation et le solde des financements.

Toutes sommes liées à l'exécution de la mission de l'Aménageur jusqu'à l'expiration de la concession d'aménagement, dont l'Aménageur pourrait être personnellement redevable vis-à-vis des tiers ou de l'Administration fiscale, et dont le montant n'est pas déterminé à la date de l'arrêté des comptes, doivent être inscrites en provision dans cet arrêté des comptes, sauf cas visé par l'article 28 sur les pénalités.

PROJET

25.2.1 Solde d'exploitation

Le solde d'exploitation sera établi de la façon suivante :

EN PLUS :

- L'ensemble des produits, hors TVA, perçus avant l'expiration de la concession d'aménagement, inclus les subventions et les participations telles que fixées au contrat à la date d'expiration, les produits financiers perçus jusqu'au règlement final, ainsi que les créances hors taxes exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement (à l'exception de celles qui ne seraient pas recouvrées à l'arrêté des comptes et qui seront alors cédées à la Collectivité dans les conditions prévues par les articles 1689 et suivants du Code Civil).

EN MOINS :

- L'ensemble des charges, hors TVA déductible, exposées par le concessionnaire du fait de l'exécution de sa mission, payées ou exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement, inclus notamment les frais financiers courus jusqu'au complet règlement par la Collectivité des sommes qu'elle s'est engagée à verser et les imputations de l'Aménageur exigibles contractuellement.
- La TVA dont est éventuellement redevable le Concessionnaire au titre de l'opération.

25.2.2 Solde des financements

Le solde de financement sera établi de la façon suivante :

EN RESSOURCES :

- Le capital perçu, à la date d'expiration de la concession d'aménagement, sur tous les emprunts.
- Les avances consenties par la Collectivité concédante, notamment en exécution de sa garantie ou dans le cadre des dispositions de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales.

EN EMPLOIS :

- Les remboursements en capital effectués par l'Aménageur sur les emprunts et les avances consentis par la Collectivité.
- Si le solde des financements est positif, l'Aménageur doit à la Collectivité le remboursement de ses avances et le montant du capital non amorti des emprunts repris par la Collectivité.

25.3. Indemnités pour cessation anticipée de la concession d'aménagement

25.3.1 En cas de résiliation de la concession d'aménagement pour une autre cause que la liquidation judiciaire de l'Aménageur

La Collectivité devra en outre indemniser parfaitement et intégralement l'Aménageur du préjudice subi du fait de la cessation anticipée du contrat. L'indemnisation portera à la fois :

- sur les dépenses utiles à l'opération exposées par l'Aménageur à la date de la résiliation et n'ayant pu être amorties en raison de la cessation anticipée du contrat ;
- sur le manque à gagner subi par l'aménageur en raison de cette cessation anticipée.

Cette partie de l'indemnité sera égale à 30 % des sommes prévues à l'article 21 (point 2) dont le Concessionnaire se trouve privé du fait de la cessation anticipée du contrat, calculée sur la base des dépenses et des recettes attendues d'après le dernier bilan prévisionnel approuvé. Cette somme n'est pas due dans le cas de déchéance énoncé à l'article 23.3.

25.3.2 En cas de résiliation pour liquidation judiciaire de l'Aménageur

L'indemnité due par la Collectivité concédante à l'Aménageur en cas de résiliation anticipée du présent contrat au motif de la mise en liquidation judiciaire de l'Aménageur correspondra à la valeur des biens acquis ou réalisés par le Concessionnaire figurant dans le patrimoine de l'opération et remis à la Collectivité, telle qu'elle résultera du dernier bilan prévisionnel présenté par l'Aménageur et approuvé par la Collectivité en vertu de l'article 18 ci-avant, déduction faite, le cas échéant, des participations financières de la Collectivité pour la partie non utilisée de celles-ci et des paiements correspondant à l'exécution d'une garantie accordée pour le financement de l'opération.

25.3.3 En cas de résiliation pour faute prévue à l'article 23 (point 3)

L'Aménageur n'aura pas le droit à l'indemnité spéciale de liquidation prévue à l'article 25.3.1 ci-dessus.

Il n'y aura lieu qu'à arrêté des comptes comme indiqué à l'article 25.2 ci-dessus.

25.4. Modalités de règlement

L'ensemble des sommes et indemnités dues doit être intégralement versé par l'Aménageur à la Collectivité ou par la Collectivité à l'Aménageur, dans les trois mois de la présentation des comptes de liquidation, étant rappelé que les frais financiers et produits financiers seront pris en compte jusqu'au complet règlement.

Toutefois, avant cette date, et dès l'expiration de la concession d'aménagement, l'Aménageur aura le droit en cas d'insuffisance de trésorerie de l'opération et de sommes dues par la collectivité, à une avance suffisante pour couvrir cette insuffisance de trésorerie, et notamment pour lui permettre d'assurer le paiement des dépenses exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement, le remboursement des avances dont bénéficie l'opération ainsi que le paiement des frais financiers courus.

25.5. Sort du « boni d'opération »

Si le solde d'exploitation établi comme il est dit à l'article 25.2.1 est positif, déduction faite des provisions constituées pour tenir compte des charges à exécuter en contrepartie des produits comptabilisés et des imputations de l'Aménageur prévues à l'article 25.3 ci-dessus, ce solde constituant le boni de l'opération sera reversé au Concédant, de sorte que le solde comptable d'exploitation final soit nul.

A l'inverse, si le solde d'exploitation calculé ainsi qu'il est dit à l'alinéa précédent est négatif, le Concédant s'engage à verser à l'Aménageur une participation destinée à parvenir à un solde comptable d'exploitation final nul.

PARTIE V : EXECUTION DU CONTRAT

ARTICLE 26. EXÉCUTION DU CONTRAT - ÉVOLUTION

1) Les parties s'engagent à exécuter le contrat de bonne foi, dans le respect du principe de loyauté dans les relations contractuelles, en mettant en œuvre les dispositifs humains, matériels et techniques adaptés à la réalisation des objectifs poursuivis, dans le respect des conditions économiques qui ont présidé à sa passation, telles qu'elles résultent du programme prévisionnel global de l'opération (Annexe n°2), du programme de la concession (annexe n°3) et du bilan financier prévisionnel joint en annexe (Annexe n° 5).

A cet effet, les parties s'engagent à examiner chaque année les conditions de réalisation du présent contrat afin d'adapter le programme de l'opération, son planning, les modalités de réalisation ainsi que les conditions financières, au regard des évolutions constatées depuis le début de l'opération, et notamment celles constatées au cours de l'année précédente telles qu'elles résultent du compte-rendu annuel à la collectivité locale. Ces adaptations feront l'objet d'avenants au contrat.

2) Le montant de la participation prévue à l'article 17 (point 4) ci-dessus est défini en fonction du programme de l'opération tel qu'il est défini à l'article 1 ci-dessus, ainsi que des éléments juridiques et financiers connus au jour de la signature du présent contrat.

Le Concédant s'engage à modifier le montant de cette participation pour tenir compte des évolutions qui affecteraient l'un de ces éléments et ayant des incidences sur les conditions de l'équilibre économique du contrat, que ces évolutions aient leur origine dans une demande spécifique du Concédant ou résultent d'une évolution des conditions économiques extérieures aux parties.

ARTICLE 27. INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due par le Concédant à l'Aménageur, comme toute somme due par l'Aménageur au Concédant, notamment en cas de mise en jeu des clauses relatives aux indemnités dues en cas d'expiration avant terme du contrat, qui ne serait pas réglée à l'échéance, portera automatiquement intérêts au taux d'intérêt légal majoré de deux points

ARTICLE 28. PÉNALITÉS

Lorsque l'Aménageur ne produit pas, dans le délai imparti, le document visé à l'article 17 qui lui incombe après une mise en demeure restée sans résultat pendant un mois, et en l'absence de cas de force majeure, la commune pourra appliquer la pénalité suivante : 100 €/jour de retard.

Par ailleurs, l'aménageur supportera personnellement les dommages et intérêts qui pourraient être dus à des tiers, résultant d'une faute lourde dans l'exécution de sa mission.

En cas de faute lourde commise par l'Aménageur ou de mauvaise exécution du contrat de son fait, le Concédant pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif. L'Aménageur supportera personnellement les dommages-intérêts qui pourraient être dus à des tiers pour faute lourde dans l'exécution de sa mission.

ARTICLE 29. PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat deviennent la propriété du Concédant ou, s'il y a lieu, de la collectivité ou des concessionnaires de services publics intéressés, qui peut les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

L'Aménageur s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de l'Administration, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

ARTICLE 30. CESSION DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

Toute cession totale ou partielle de la concession d'aménagement, tout changement d'aménageur, doivent faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

Faute par l'Aménageur de se conformer aux dispositions de l'alinéa précédent, il encourt la résiliation pour faute.

PROJET

PARTIE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 31. DOMICILIATION

Les sommes à régler par le Concédant à l'Aménageur en application du présent contrat seront versées au compte de l'aménageur CITIVIA SPL

Etablissement bancaire : Caise des Dépôts RF Mulhouse 45 R Engel Dollfus BP 324745 – 68053 Mulhouse Cedex 1.

N° de compte : 0000064736P

Clef RIB : 69

Code banque : 40031

Code guichet : 00001

ARTICLE 32. INTERPRÉTATION

Toutes les créances et les dettes nées du présent contrat forment les articles d'un seul et même compte et se compensent réciproquement.

En cas de nullité d'une clause des présentes, sauf application des dispositions d'ordre public figurant à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, ou si l'anéantissement de ladite clause ruinait l'équilibre voulu par les parties, la nullité n'aura pas d'effet sur le surplus du contrat.

PROJET

ARTICLE 33. DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DU CONCÉDANT

Pour l'exécution de la présente convention, le Concédant désigne son Maire, avec faculté de déléguer toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour la représenter et notamment pour donner l'accord du Concédant sur les acquisitions, sur les avant-projets et sur les remises d'ouvrage qui la concernent et pour donner son accord sur les attributaires des terrains. Le Concédant pourra, à tout moment, modifier cette désignation.

ARTICLE 34. RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né entre la Collectivité et le Concessionnaire au titre de l'exécution de la présente concession d'aménagement est de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse

Le

En quatre exemplaires originaux

Pour CITIVIA SPL	Pour la Ville de Mulhouse
Représentée par	Représentée par
Agnès PEREZ.....	Michèle LUTZ
Directrice Générale.....	Son Maire

Pieces annexées

Annexe 1 : Périmètre de l'opération

Annexe 2 : Programme global prévisionnel des équipements et constructions

Annexe 3 : Programme des équipements à la charge du concessionnaire

Annexe 4 : Programme d'équipements à la charge du concédant

Annexe 5 : Bilan financier prévisionnel et plan de trésorerie prévisionnel

Annexe 6 : Modalités d'élaboration du bilan

Annexe 7 : Charte d'écoconditionnalité

PROJET

ANNEXE 1 – PERIMETRE DE LA CONCESSION

Le périmètre de la concession inclus l'intégralité du quartier des Coteaux (traits bleus sur le plan ci-dessous).

Il comprend deux secteurs (Est et Ouest) et est bordé par les voies suivantes (à la limite des trottoirs, les voies n'étant pas concernées) :

- Au nord : la rue Mathias Grunewald
- A l'est : le boulevard des Nations, le rond-point Marie Talvas et la rue Albert Camus
- Au sud : la rue Jules Verne
- A l'ouest : la rue Paul Cézanne

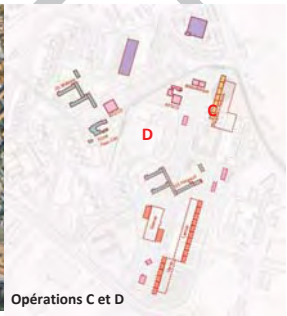
NB : L'emprise actuelle des copropriétés Plein Ciel 1 et 2 est inclue dans le périmètre de la concession. Néanmoins le programme de la présente concession n'intègre pas l'acquisition et la démolition des tours Plein ciel. Le programme de la présente concession intègre uniquement l'acquisition du terrain nu, postérieurement à la démolition des copropriétés Plein Ciel 1 et 2, et l'aménagement des espaces publics.

ANNEXE 2 – PROGRAMME GLOBAL DE L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Le projet de renouvellement urbain du quartier des Coteaux regroupe les opérations suivantes :

A. Une opération d'aménagement des espaces publics du secteur est du quartier
B. Une opération d'aménagement de voiries du secteur ouest du quartier
C. Une opération de recyclage immobilier d'une copropriété - Peupliers-Nations 9 à 21 boulevard des Nations - à conduire avant 2030
D. Une opération de recyclage immobilier des copropriétés Plein Ciel 1 et 2
E. La construction de trois groupes scolaires :
   - Groupe scolaire 1 (GS1) : Peupliers
   - Groupe scolaire 2 (GS2) : Camus
   - Groupe scolaire 3 (GS3) : Matisse
F. La construction d'un Grand Equipement Social et Culturel sur le secteur Est du quartier
G. Une opération de résidentialisation sur l'ensemble des dalles de parking attenantes aux immeubles propriété du bailleur 3F Grand Est (22, 24 et 26, 28, 30, 32 rue Matisse ; 9, 11, 13, 15 et 8, 1à rue Delacroix).

Opérations A et B



Opérations C et D

Le projet de gymnase figurant au plan guide (cf. illustration ci-contre) ne verra pas le jour sur le temps de la présente concession (post-2030)

Opérations E et F

PROJET

Annexe 3 - PROGRAMME DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE

La présente concession d'aménagement porte sur les opérations :

- **A.** Une opération d'aménagement des espaces publics du secteur est du quartier à réaliser en Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)
- **B.** Une opération d'aménagement de voiries du secteur ouest du quartier
- **C.** Une opération de recyclage immobilier d'une copropriété - Peupliers-Nations 9 à 21 boulevard des Nations - à conduire avant 2030

OPERATION A : L'aménagement du secteur Est est constitué au niveau viaire par deux axes Nord/Sud et Est/Ouest desservant le futur village urbain. Ils seront réalisés de façon prioritaire, pour permettre une desserte des parcelles créées, qu'elles soient en gestion d'attente ou non :

- 1. Un axe Nord-Sud dont la voie nouvelle fait le lien entre la desserte de l'actuelle copropriété Peupliers-Nations, longe sur sa limite Ouest le futur groupe scolaire 1 (et par la même occasion assure la desserte du parking public attenant), et rejoint la rue Jules Verne, dans sa desserte de l'immeuble de m2A Habitat situé du 2 au 12 rue Jules Verne.
- 2. Un axe Est-Ouest qui relie l'actuelle rue Eugène Delacroix et la rue Alexandre Dumas.
- 3. La voie de desserte du parking public pour le futur Grand Equipement Public, reliant l'axe Nord Sud au boulevard des Nations.
- 4. La voie reliant le futur axe Nord-sud à la rue Albert Camus
- 5. La voie interne à l'îlot 5

Au-delà des opérations viaires, la grande majorité des aménagements paysagers du quartier se situent dans le secteur Est et seront à réaliser par le concessionnaire. Un axe paysager dédié aux sports est prévu et doit relier la rue Jules Verne au boulevard des Nations.

Ci-dessus, axe paysager, naturel et sportif à aménager au cœur du projet. Ces éléments figurent dans un plan guide, l'aménagement final du quartier reste à définir au cours du projet.

Opération B : l'aménagement du secteur ouest intègre plusieurs voies, actuellement en impasse et dont le maillage doit permettre d'améliorer la desserte viaire du quartier des Coteaux, sur la base du plan-guide du projet urbain.
Ces modifications de voies doivent encore être précisées dans leur géométrie et faire l'objet d'une concertation avec les habitants ; elles sont donc susceptibles d'être en partie amendées.

- 1. le raccordement de la rue François Millet avec la rue Henri Matisse, à proximité immédiate du patrimoine de 3F Grand Est,
- 2. une nouvelle voie doit permettre de rejoindre la rue Paul Cézanne depuis la rue François Millet, à l'arrière du Collège Jean Macé et du gymnase Schoenacker,
- 3. une nouvelle rue longeant le parc et permettant l'accès à l'entrée du futur Groupe Scolaire Henri Matisse, à la suite de l'opération de démolition-reconstruction. Ce tronçon devra être construit impérativement avant la livraison du futur Groupe Scolaire à la rentrée 2026. Un équipement sportif (city-stade) propriété de la Ville de Mulhouse occupe actuellement le tracé de la liaison et devra être déplacé en coordination avec le service des sports de m2A.

Opération C : le recyclage de la copropriété Les Peupliers Nations, (175 logements) : recyclage en démolition en vue de libérer le foncier pour la construction d'un équipement public financé au NPNRU, en remplacement des équipements existants vieillissants, à proximité immédiate du tramway. Avec une démolition prévue à l'horizon 2027, le portage couvre l'intégralité des lots de copropriété et nécessitera donc la mise en œuvre d'une expropriation (DUP).
Pour permettre une montée en puissance opérationnelle rapide, une convention dite « d'urgence » a été signée entre la Ville de Mulhouse et CDC Habitat Social le 10 décembre 2019, pour un portage de 30 logements répartis sur les différentes copropriétés visées dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés avec une priorisation des acquisitions sur la résidence Peupliers-Nations.

Les lots déjà acquis par CDC Habitat Social dans le cadre de cette convention seront transférés au concessionnaire dans les 8 mois suivants la signature de la présente concession, sous réserve que l'avenant ANRU soit signé, afin de mener à bien cette opération de recyclage.

ANNEXE 4 - PROGRAMME D'EQUIPEMENTS ET DE CONSTRUCTIONS HORS CONCESSION

Les programmes d'équipements et de construction à la charge de concédant sont les suivants :

- **D.** Une opération de recyclage immobilier des copropriétés Plein Ciel 1 et 2
- **E.** La construction de trois groupes scolaires :
  1. Groupe scolaire 1 (GS1) : Peupliers
  2. Groupe scolaire 2 (GS2) : Camus
  3. Groupe scolaire 3 (GS3) : Matisse
- **F.** La construction d'un Grand Equipement Social et Culturel sur le secteur Est du quartier
- **G.** Une opération de résidentialisation sur l'ensemble des dalles de parking attenantes aux immeubles propriétés du bailleur 3F Grand Est (22, 24 et 26, 28, 30, 32 rue Matisse ; 9, 11, 13, 15 et 8, 1à rue Delacroix).

PROJET

ANNEXE 5 - BILAN FINANCIER PREVISIONNEL ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL

			Bilan	Engagements	2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030		
Ligne	Intitulé	TVA	Approuvé	Engagé	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Nouveau
	Produits	0,00			2 813	2 813	3 696	6 509	2 933	9 442	5 275	14 717	5 375	20 092	7 692	27 784	7 040	34 824	17 406	52 229	52 229
1	CESSIONS	0,00																	600	600	600
10	Cession collectifs	20,00																	600	600	600
11	Cession individuelles	20,00																			
12	Cession activité	20,00																			
13	Cession autre	20,00																			
2	SUBVENTIONS	0,00			2 813	2 813	3 696	6 509	2 933	9 442	3 733	13 175	3 833	17 008	792	17 800		17 800	10 206	28 006	28 006
20	Subventions	0,00			2 813	2 813	3 696	6 509	2 933	9 442	3 733	13 175	3 833	17 008	792	17 800		17 800	10 206	28 006	28 006
3	PARTICIPATIONS	0,00									1 542	1 542	1 542	3 083	6 900	9 983	7 040	17 023	6 600	23 623	23 623
30	Participation d'Equilibre	0,00									1 542	1 542	1 542	3 083	6 400	9 483	2 900	12 383	2 650	15 033	15 033
31	Participations autres	20,00																			
32	Participations Equip.publics	20,00													500	500	4 140	4 640	3 950	8 590	8 590
33	Participations complément de prix	20,00																			
4	PRODUITS DE GESTION	0,00																			
40	Produits financiers à court terme	0,00																			
41	Produits financiers autres	0,00																			
42	Locations autres	20,00																			
43	Produits autres	20,00																			
5	TVA	0,00																			
50	TVA sur dépenses	0,00																			
	Charges	0,00			3 699	3 699	3 631	7 330	6 822	14 151	10 159	24 310	6 642	30 952	6 968	37 920	7 236	45 156	7 068	52 223	52 223
1	ETUDES	0,00			100	100	515	615	796	1 411	947	2 358	808	3 166	510	3 676	359	4 035	228	4 263	4 263
10	Etudes préalables	20,00					10	10		10	10	20		20		20		20		20	20
11	Etudes pré-opérationnelles	20,00			75	75	130	205	187	392	158	550	118	668	15	683	10	693	0	693	693
12	Etudes opérationnelles	20,00			25	25	375	400	609	1 009	779	1 788	690	2 478	495	2 973	349	3 322	228	3 549	3 549
13	Etudes révisions	20,00																			
2	MAITRISE DES SOLS	0,00			3 260	3 260	2 146	5 406	4 601	10 007	1 257	11 264	120	11 384	31	11 415	0	11 415	0	11 415	11 415
20	Acquisition / Indemnité rémunérable	20,00			3 020	3 020	1 050	4 070	3 339	7 409	263	7 672	0	7 672	0	7 672	0	7 672	0	7 672	7 672
22	Frais liés à l'acquisition	20,00			240	240	1 096	1 336	1 262	2 598	994	3 592	120	3 712	31	3 743	0	3 743	0	3 743	3 743
3	TRAVAUX	0,00					50	50	228	278	6 539	6 816	4 324	11 140	5 252	16 393	5 711	22 104	5 822	27 926	27 926
30	Mise en état des sols	20,00									4 636	4 636	3 372	8 008	1 885	9 893	2 170	12 063	607	12 670	12 670
31	Ouvrage de viabilité	20,00									404	404	403	807	1 716	2 523	2 509	5 032	3 681	8 713	8 713
32	Ouvrage de viabilité autres	20,00													700	700	600	1 300	700	2 000	2 000
33	Ouvrage de bâtiments	20,00																			
34	Ouvrage de bâtiments autres	20,00					50	50	210	260	124	384		384		384		384		384	384
35	Entretien des ouvrages	20,00							18	18	36	54	49	103	52	155	52	207	110	316	316
36	Travaux révisions	20,00									1 339	1 339	500	1 839	899	2 738	380	3 118	724	3 843	3 843
39	Pénalités	20,00																			
4	HONORAIRES AUX TIERS	0,00																			
40	Honoraires sur cession	20,00																			
41	Honoraires autres	20,00																			
5	REMUNERATION	0,00			285	285	380	664	451	1 115	476	1 591	342	1 933	349	2 282	356	2 638	463	3 101	3 101
50	Avances sur rémunération opérateur	0,00																			
51	Rémunération forfaitaire	0,00			203	203	306	508	306	814	256	1 069	206	1 275	206	1 480	206	1 686	206	1 891	1 891
52	Rémunération de conduite opérationnelle	0,00			82	82	74	156	146	302	220	522	136	658	144	802	150	952	149	1 102	1 102
53	Rémunération de commercialisation	0,00																	24	24	24
54	Rémunération financière	0,00																			
55	Rémunération de liquidation	0,00																	84	84	84
6	FRAIS FINANCIERS	0,00			4	4	157	161	295	456	492	948	619	1 568	618	2 185	609	2 795	357	3 152	3 152
60	Frais financiers sur court terme	0,00			4	4	61	65	195	260	382	642	509	1 152	513	1 664	499	2 164	252	2 416	2 416
61	Frais financiers sur emprunts	0,00																			
62	Frais financiers divers	0,00					96	96	100	196	110	306	110	416	105	521	110	631	105	736	736
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	0,00			50	50	383	433	451	884	448	1 332	429	1 761	208	1 968	201	2 169	198	2 368	2 368
70	Frais de gestion locative	20,00																			
71	Frais de gestion	20,00			25	25	45	70	74	144	55	199	50	249	51	300	44	344	55	399	399
72	Impôts et taxes	0,00					260	260	280	540	300	840	275	1 115	80	1 195	84	1 279	83	1 363	1 363
73	Frais d'information et de communication	20,00			25	25	75	100	91	191	85	276	94	370	65	435	58	494	40	534	534
74	TVA perdue sur prorata	0,00																			
75	Frais techniques opération autres	20,00					3	3	6	9	8	17	9	26	12	38	14	52	20	72	72
80	TVA sur recettes	0,00																			
	RESULTAT D'EXPLOITATION	0,00			-886	-886	65	-821	-3 889	-4 709	-4 884	-9 593	-1 267	-10 860	724	-10 136	-196	-10 332	10 338	6	6

ANNEXE 6 - MODALITES D'ELABORATION DU BILAN

Postes Charges	Hypothèses
Sous-bilan Peupliers Nations	
Etudes	Diagnostics : 5 % du coût des travaux de démolition Maîtrise d'ouvre : 12 % des coûtrs de travaux
Acquisitions des logements (175 logements)	114 logements en acquisition directe à 35 K€/logement 50 logements acquis auprès de CDC Habitat à 60 K€/logement 11 logements acquis auprès de la Ville de Mulhouse à 19 K€ en tout
Relogement	5 K€/logement pour 114 logements
Charge de copropriété	2,5 K€/logement pendant 3 ans (données Ville de Mulhouse)
Mission de portage des logements	Mission d'une société tiers estimée à 230 K€/an sur 3 ans
Travaux de désamiantage et démolition	Estimation par des BE, des entreprises ou au ratio avec 10 % d'aléas. Enveloppe de 100 K€ pour coupure et dévoiement réseaux existants + 550 K€ pour vidage logement et installation chantier
Actualisation/révision coûts travaux	10 % entre 2022 et 2023 puis 1,5 % : an soit 16 % en tout
Frais gestion / Divers	Intègre 1 K€/logement/an d'impot foncier (données Ville de Mulhouse)
Frais financier	estimés sur la base d'un taux de 5 % des découverts de trésorerie suivant plan de trésorerie (annexe 5)
Sous-bilan secteur Ouest	
Etudes	Etude sgéotechniques : 20 K€HT Géomètre/études divers : 2 % du coût des travaux de démolition Maîtrise d'ouvre : 12 % des coûtrs de travaux
Travaux de VRD-espaces verts	Estimations issues du document Ville de Mulhouse/Ruelle, avec 10 % d'aléas
Actualisation/révision coûts travaux	10 % entre 2022 et 2023 puis 1,5 % : an soit 19 % en tout
Frais gestion / Divers	Intègre 54 K€HT d'entretien des ouvrages avant remise.
Frais financier	estimés sur la base d'un taux de 5 % des découverts de trésorerie suivant plan de trésorerie (annexe 5)
Sous-bilan secteur Est	
Etudes	Etudes pré-opérationnelles (EI, dossires création-réalisation, DLE, géotechnique, ESSP, études faune flore) : 350 K€HT Moe : 12 % du coût des travaux
Acquisition stationnement/Box	Cession gratuite de la ville de Mulhouse
Acquisition/valorisation Verne	Seule le secteur Verne est valorisé à 4 382 x 60 = 263 K€HT (valorisation ANRU)
Charges copropriété	100 €/an/box pdt 3 ans
Travaux de démoliton	Au ratio avec 10 % d'aléas
Travaux de VRD-espaces verts	VRD et espaces verts : Estimation EGIS de mai 2022 avec 10 % d'aléas. Axe des sports : version 2030 avec démolition des espaces existants, aménagement simplifié et quelques équipements sportifs ainsi qu'un éclairage Réseau de chaleur : enveloppe de 2 000K€HT pour effectuer les dévoiements du Réseau de Chaleur imposés par le projet urbain Mise en état des sols après démolitions : 60 €/m² (bâtiments m2A Habitat et Plein Ciel)
Actualisation/révision coûts travaux	10 % entre 2022 et 2023 puis 1,5 % / an soit 17,5 % en tout
Frais gestion / Divers	Intègre 90 €/an impots fonciers sur 205 boxs
Frais financier	estimés sur la base d'un taux de 5 % des découverts de trésorerie suivant plan de trésorerie (annexe 5)

TABLEAU DE SYNTHESE DES HYPOTHESES DE CHARGES

La version de bilan présentée est une version de bilan à l'horizon 2030 prenant en compte les travaux réalisables dans le « temps de l'ANRU » avant fin 2030.

Les hypothèses retenues sont :

Programmation

Espaces Publics

- Adaptation du réseau de chaleur
- Axe des Sports constitués de terrain de sport reliés par des cheminements de type parcours sportifs. Dans la version 2030, un aménagement de type espace d'attente est prévu prenant en compte la démolition des surfaces existantes, un aménagement simplifié et quelques équipements sportifs ainsi qu'un éclairage.
- Aménagements Paysagers
- Mobilier d'agrément, éclairage public
- Voiries en conformité avec le plan guide et les profils des voiries indiquées (sous réserve de modification).

Equipements Publics

Les constructions d'équipements publics (Grand Equipement Socioculturel) ne sont pas intégrées au bilan de l'opération. Les viabilisations nécessaires à ces équipements ainsi que les aménagements paysagers autour des sites sont prévus.

Logements Construits

Sur le secteur construit, le plan guide prévoit la réalisation d'une mixité d'habitat : logements intermédiaires, maisons bandes, collectifs. Les surfaces développées sont issues du plan guide d'Atelier Ruelle.

Le bilan ne prend pas en compte :

- la démolition des tours Plein Ciel et de ses dalles parkings et la mise en état pour la gestion d'attente
- la rénovation du gymnase Camus
- la construction du Grand Equipement Socioculturel
- l'aménagement du Boulevard Camus et de la rue Jules Verne
- La construction de logements sur Plein Ciel (éventuellement)

Réseaux / Viabilisations

L'opération nécessitera la reconfiguration des réseaux existants et les viabilisations des constructions à venir (logements, équipements publics). Les réseaux électriques, gaz, télécoms, éclairage public sont intégrés.

Les déconnexions des réseaux des immeubles démolis dans le cadre de la concession sont intégrées dans les budgets de démolition des bâtiments.

Le site des Coteaux est alimenté par un réseau de chaleur urbain. Des opérations de dévoiement et de couturage du réseau seront réalisées.

Dans le cadre des opérations de démolitions des tours Dumas et de la Barre Verne, les opérations de dévoiement du réseau de chaleur et de la sous-station CAMUS seront financées par le bailleur social. Le dévoiement du réseau de chaleur nécessaire à l'édification du groupe scolaire 1 peupliers a été réalisé et pris en charge par l'opération de construction.

Toutes les autres interventions nécessaires au projet d'aménagement seront intégrées à la présente opération. Un budget de 2 000 K€ est provisionné. Ce montant reste à affiner au vu des contraintes hydrologiques liées au réseau.

Le montant retenu dans le présent bilan permettrait la réfection, l'adaptation voir la création d'environ 800 ml (prix estimatif du ml en € HT fourni par le RCU en date de février 2023 - 2 500€HT/ml).

Les acquisitions

Les acquisitions des bâtiments « Ville » ne sont pas valorisées dans les bilans. Ces bâtiments sont réputés remis à l'euro symbolique à l'opération.

Le rachat des logements Peupliers Nations à CDC habitat et la ville de Mulhouse s'effectuera aux montants indiqués dans le tableau synthétique page 37.

Les autres logements seront acquis par voie d'expropriation (prix prévisionnel d'acquisition indiqué dans le tableau page 37).

Les coûts de portage (charges copropriétés, impôts fonciers…) sont identifiés dans le tableau synthétique page 37.

Les 205 garages de la copropriété Peupliers Nations seront cédés gracieusement par la Ville de Mulhouse.

Les Frais d'études

Les frais d'études comprennent :

- Les études préalables : Etudes Faunes Flores / Evaluation Environnementale / Etude de Sécurité Publique / etc.
- Les études diverses : Loi eau / études de sol / DIAG Amiante avant démolition / études déchets etc.
- Dossiers de ZAC
- Accompagnement procédure de DUP et d'études parcellaires
- Mise en conformité PLU
- Géomètre
- AMO Environnementale dans le cadre d'une recherche de labellisation « Ecoquartier » (80 K€)
- AMO Amiante
- Etudes et Maitrise d'œuvre des démolitions des programmes immobiliers (Nations) (12% du coût des travaux de démolitions)
- Urbaniste et Maitrise d'œuvre des espaces publics (12% du coût travaux) + Réseau chaleur urbain

La Maitrise des Sols

Le budget « Maitrise des Sols » intègrent l'acquisition de la copropriété Nations (hypothèses dans le tableau synthétique page 37).

La barre Verne sera démolie par M2A Habitat. L'emprise foncière générant en partie des produits, une valorisation pour M2A Habitat est envisagée, se retrouvant en maitrise des sols dans ce sous bilan.

Pour mémoire, les valorisations ANRU sont de 180 €/m² si les terrains sont destinés à être cédés pour des opérations privés et 60 €/m² si les terrains sont destinés à recevoir un équipement public.

Ainsi le budget de valorisation porte uniquement sur la Barre Verne suivant le calcul :
Verne : 4 382 m² X 60 € = 262 920 €

NB : seule la valorisation de la barre Verne est intégrée au bilan.

Les Travaux

Estimation Secteur ouest non vérifiée - données fournies par le Concédant
Nota prix secteur Est - valeur Mai 2022

PROJET
PROJET

Le budget travaux intègre :

- ***Démolition***

Les coûts des démolitions de la barre Nation ont été estimés par des BE et entreprises. Les montants associés intègrent une part de désamiantage. Les diagnostics amiante avant démolition permettront d'affiner les bilans.
Pour les autres démolitions, un estimatif de 140€/m² SdP a été pris en compte.

- ***Mise en état des terrains***

Un budget de 60€/m² est estimé pour la remise en état des terrains après démolitions des bâtiments M2A Habitat et du site Nation. Dans le bilan de l'opération, une hypothèse de récupération des terrains **après démolition des fondations** est prise en compte.

- ***Travaux d'Aménagement :***

Le budget travaux d'aménagement prend en compte :

- Les démolitions des espaces existants (voirie et espace vert)
- Les terrassements
- Les voiries selon les plans guides
- Les réseaux publics
- Les viabilisations des terrains à construire (y compris équipements publics)
- Les aménagements paysagers – parc, axe sport
- Les zones de stationnement
- Les mobiliers publics
- Les espaces publics autour des équipements publics (parvis, espaces verts, etc.)
- Les aménagements des espaces en gestion d'attente (aménagement classique)

Axe des Sports

Cet aménagement correspond aux espaces publics du plan guide.
Ce secteur intègre un aménagement paysager et un espace « actif » composé de terrains de sport extérieurs, des cheminements, des équipements de type agrès. Le reste de la zone est composé d'un parc paysager.
Dans la version 2030, un traitement simplifié permettant une gestion d'attente des espaces est prévu.
Le bilan ne prévoit pas de valorisations foncières sur ce secteur.

Les aménagements spécifiques des espaces en gestion d'attente (agriculture urbaine ou autres) seront organisés et coordonnés par le concédant au moyen d'appels à projets ou de l'ANRU. Ces aménagements ne sont pris en charge dans le cadre du bilan.

Les principales hypothèses prisent en compte pour le bilan sont :

- Démolitions des voiries (20€/m²) et espaces verts (15€/m²)
- Voirie, trottoir, stationnement entre 90 et 110 €/m²
- Branchements des lots construits : 6 000 €/m²
- Réseaux entre 80 €/ml – Télécom - et 280 €/ml – Assainissement
- Mobiliers traités au forfait
- Espaces publics type parvis : 190 €/m² et espaces publics parcs : 100 €/m²
- Plantations sur voiries : 65 €/m²

Au regard de l'historique du site, il n'est pas envisagé de budget de dépollution.

Des aléas de 10% liés aux réseaux existants et à la qualité des sols sont intégrés.

Une actualisation des coûts des travaux est intégrée au bilan (valeurs indiquées dans le tableau synthétique page 37)

Les cessions prévisibles

A l'horizon 2030, il est prévu la cession de fonciers pour un montant de 600 K€HT (Action logement).

Les Frais financiers

Les frais financiers sont intégrés suivant les hypothèses indiquées dans le tableau page 37. L'opération nécessitera un portage important.

Le montant des frais financiers pourra être amené à être réévalué en fonction des rythmes de versement des participations et des subventions (ANRU, Région et m2A).

Produits de la concession

Les hypothèses de perception des subventions, participations et charges foncières sont celles figurant dans le plan de trésorerie prévisionnel de l'annexe 5.

ANNEXE 7 – REFERENTIEL D'ECOCONDITIONNALITE

Référentiel d'eco-conditionalité des projets, Ville de Mulhouse

Eléments types pour les cahiers des charges – MAJ sept.22

Chaque aménagement devra s'inscrire dans une démarche ambitieuse d'optimisation vis-à-vis d'objectifs environnementaux en lien avec les priorités politiques du mandat.

Les orientations d'aménagement devront prendre en compte leurs impacts positifs ou négatifs sur les axes suivants : l'adaptation aux changements climatiques (dont la lutte contre les ilots de chaleur urbains), le respect et développement du patrimoine végétal, le développement des mobilités douces et la préservation des ressources.

La désimperméabilisation des sols et l'infiltration des eaux pluviales, un enjeu particulièrement majeur, se retrouve en filigrane sur plusieurs des axes.

La collectivité a déterminé une liste de critères permettant d'analyser les différents projets proposés au regard des objectifs fixés. Il sera demandé aux candidats de transmettre les éléments nécessaires, détaillés dans les paragraphes suivants, pour renseigner une grille d'analyse permettant de noter le projet au regard des enjeux.

Les projets s'inscrivent dans des cadres et des contextes différents, si chaque critère doit être analysé et pris en compte, le degré d'intégration sera modulé par l'analyse de l'existant et les enjeux spécifiques de chaque opération.

Prise en compte dans les orientations d'aménagement

1. Adaptation aux changements climatiques et lutte contre les ilots de chaleur :

L'aménagement cherchera à optimiser le coefficient de végétalisation (rapport minéral/végétal) de l'emprise, mais également l'indice de canopée (prise en compte des arbres et grands arbustes) et de favoriser une alimentation en eau de la végétation par une eau non potable.

Le choix des matériaux, notamment leur albedo pourra constituer un plus, ainsi que l'accès ou la présence d'eau.

Les critères liés :

- Coefficient de végétalisation : Les candidats indiqueront la surface de l'ensemble des espaces verts/natures crées.
- Indice de Canopée : les candidats transmettront le nombre prévisionnel d'arbres et de grands arbustes qui seront plantés dans le cadre de l'aménagement. Le calcul de l'indice de canopée se fera à partir de ces données par les équipes de la Ville.
- Alimentation en eau de la végétation : les choix d'alimentation en eau de la végétation, élément essentiel pour l'effet climatiseur de ceux-ci sera détaillé autant que possible. Un schéma de principe de l'écoulement des eaux pluviales sera produit, avec le pourcentage des espaces verts crées alimentés par une infiltration des eaux pluviales. Le stockage d'eau de pluie constituera un plus.
- Choix des matériaux : dans la mesure du possible les typologies de matériaux seront données par le candidat, ainsi que, s'ils sont connus, les albedos.
- Présence d'eau : la valorisation ou la création d'un point d'eau ainsi que son accessibilité par les usagers sera mis en avant dans le dossier.
- Aléas climatiques : inondations, vent et neige (résistance des végétaux)

2. Patrimoine végétal et naturel

Le végétal permet un apport de fraicheur mais il constitue également le refuge pour une biodiversité souvent contrainte dans les milieux urbains.

Aussi une attention particulière sera apportée dans la recherche d'une diversité des milieux, les continuités avec l'existant (trame verte et bleue), mais également la plantation d'arbres, élément majeur de biodiversité en ville.

Les aléas climatiques remettent en cause de plus en plus la pérennité du patrimoine végétal : les mesures d'adaptation seront valorisées.

Les critères liés :

- Plantation d'arbres et d'arbustes : les candidats transmettront le nombre prévisionnel d'arbres et de grands arbustes qui seront plantés dans le cadre de l'aménagement.
- Diversité des milieux : les types de milieux seront donnés par les candidats, ainsi que les indications sur les étagements de végétation.
- Pérennité du patrimoine végétal : un focus sera fait sur les typologies végétales recherchées et leur résistance aux aléas climatiques (essences « plastiques »). Un exemple de volume d'une fosse d'arbre (avec indication de l'espèce cible) sera donné ou si c'est le cas l'objectif de constitution d'une trame brune.

Tout autre élément permettant une meilleure pérennité des végétaux sera mis en avant dans le dossier (complémentarité des végétaux, implantation et prise en compte des contraintes du site, association symbiotique,…).

- Qualité des sols : le traitement des sols (dépollution si nécessaire, enrichissement du sol,…) sera décrit succinctement.

3. Mobilités douces

La Ville de Mulhouse souhaite donner plus d'espace aux mobilités douces et un meilleur partage de l'espace entre les différentes mobilités.

L'aménagement des espaces publics devra prendre en compte les déplacements cyclables et piétons ainsi que la continuité de ceux-ci aux limites du périmètre d'aménagement.

Les propositions d'aménagements connexes favorables à la pratique du vélo ou des déplacements piétons constitueront également un plus (stationnement vélo, station vélocité, mobilier d'assise, sanitaires,…).

L'accessibilité de l'aménagement par les TC mais également l'impact de l'aménagement sur la vitesse commerciale seront également pris en compte dans l'analyse.

Les critères liés :

- Réseau cyclable : le candidat détaillera les propositions d'aménagement cyclable ainsi que leurs typologies (bande, voie verte, piste cyclable,…). Un focus sera fait sur les continuités existantes ou à prévoir en dehors du périmètre et sur les aménagements favorisant la pratique du vélo (stationnement ou autre).
- Réseau piéton : les aménagements en faveur des déplacements piétons seront décrits ainsi que les équipements connexes (mobilier de repos, sanitaire, point d'eau potable,…)
- Réseau TC : le candidat indiquera si l'aménagement envisagé est susceptible d'impacter la vitesse commerciale.

PROJET

4. Préservation des ressources

L'aménagement devra également prendre en compte la préservation des ressources pour diminuer l'impact écologique de l'aménagement.

Les propositions rechercheront donc l'infiltration des eaux pluviales, mais également l'économie d'énergie y compris pour le choix des matériaux (durabilité, origine,...).

Les critères liés :

- Préservation de la ressource en eau : les candidats détailleront les principes de gestion des eaux pluviales du site en recherchant au maximum l'infiltration dans le milieu naturel.
- Economie d'énergie et de ressources : les candidats indiqueront les pistes d'économie d'énergies fossiles explorées (éclairage, utilisation d'énergie renouvelable,...), ainsi que les autres pistes d'économie des ressources (eau, matériaux,....)
- Matériaux : une notice des matériaux envisagés sera remise avec le dossier.

La grille d'analyse des critères environnementaux sera fournie par les services du Concédant.

Unité Nature en ville AB-CP

PROJET

ANNEXE 2

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

Concession d'aménagement

QPV Coteaux – Mulhouse

Programme d'intervention

Table des matières

1. Objet ... 3
2. Périmètre d'intervention ... 5
3. Durée ... 8
4. Gouvernance ... 8
5. Concertation ... 9
6. Acquisitions ... 9
   6.1 Foncier m2A Habitat ... 9
   6.2 Foncier préalable à la démolition des copropriétés privées : ... 9
   6.3 Foncier issu de la démolition des copropriétés privées : ... 10
   6.4 Foncier propriété de la Ville de Mulhouse : ... 10
7. Démolitions ... 10
8. Les voiries ... 11
   8.1 les voiries principales ... 11
   8.2 les voiries secondaires ... 12
9. Les espaces publics ... 12
   9.1 Eco-conditionnalité des projets ... 12
   9.1.1 Adaptation aux changements climatiques et lutte contre les ilots de chaleur : ... 12
   9.1.2 Patrimoine végétal et naturel ... 13
   9.1.3 Mobilités douces ... 13
   9.1.4 Préservantion des ressources ... 14
   9.2 Sites à aménager ... 14
10. Les équipements publics (hors concession) ... 16
11. Les autres données techniques de la concession d'aménagement ... 16
   11.1 le réseau de chaleur. ... 16
   11.2 l'impact sur l'environnement des travaux d'aménagement ... 17
12. Le volet financier ... 19
   12.1 Restructuration des voiries – secteur Ouest : ... 19
   12.2 Recyclage de la copropriété Peupliers Nations : ... 19
   12.3 Aménagement du secteur Est ... 20
   12.4 Récapitulatif ... 20

Le programme ci-après décrit l'ensemble des travaux d'aménagement à réaliser dans le cadre d'une concession d'aménagement sur le secteur du quartier prioritaire de la politique de la ville des Coteaux. Ces travaux se déploient sur la période 2022-2030 qui correspond au calendrier de l'ANRU.

La concession d'aménagement doit permettre d'aboutir à la création d'un « village urbain » au sein du quartier du Coteaux, dont la réalisation sera effective au-delà du calendrier de l'ANRU. Cette perspective doit néanmoins conditionner l'ensemble des actions décrites dans le présent programme.

Trois sous-bilans seront établis au terme de cette concession :
- Un sous-bilan de l'aménagement du secteur est du quartier
- Un sous-bilan de l'aménagement des voiries du secteur ouest
- Un sous-bilan de l'opération de recyclage de la copropriété Peupliers-Nations

1. Objet

Le projet de renouvellement urbain du quartier des Coteaux regroupes les opérations suivantes :

A. 1 opération d'aménagement des espaces publics du secteur est du quartier
B. 1 opération d'aménagement de voiries du secteur ouest du quartier
C. 1 opération de recyclage immobilier d'une copropriété - Peupliers-Nations 9 à 21 boulevard des Nations - à conduire avant 2030

Plusieurs opérations complémentaires en dehors de la présente concession vont néanmoins intéragir avec cette dernière :

- 1 opération d'aménagement en lien avec le recyclage des copropriétés Plein Ciel 1 et 2 qui interagira néanmoins fortement avec le programme d'intervention :
  - Gestion transitoire des réseaux,
  - Accès au chantier,
  - Restitution du foncier à l'issue du recyclage

- 1 opération d'aménagement en lien avec la construction des trois nouveaux groupes scolaires inscrits au NPNRU du quartier des Coteaux et leurs voiries attenantes :
  - Groupe scolaire 1 - Peupliers
  - Groupe scolaire 2 - Camus
  - Groupe scolaire 3 - Matisse

- 1 opération de construction d'un Grand Equipement Social et Culturel sur le secteur est du quartier

- 1 opération de résidentialisation sur l'ensemble des dalles de parking attenantes aux immeubles propriété du bailleur 3F Grand Est (22,24 et 26,28,30,32 rue Matisse ; 9,11,13,15 et 8,10 rue Delacroix).

La concession objet du présent programme porte sur les trois opérations A. B. et C.

Les missions confiées au concessionnaire comprennent le pilotage des études et travaux afférents. Ces missions comprennent :
- Préparation et conduite de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) de type aménagement permettant de finaliser l'acquisition des lots de copropriété de la barre Peupliers Nations,
- Toute étude notamment d'ordre environnemental, une étude d'impact est rendue nécessaire du fait de l'emprise des travaux à réaliser (emprise supérieure à 20 hectares),
- Les mises en concurrence pour la désignation des entreprises qui réaliseront les travaux ou les prestations décrits dans le présent programme,
- La coordination d'ensemble de la concession, incluant la participation à et l'organisation de réunions, comités de pilotage, comités techniques, réunions d'information du public, réunions de concertation avec les habitants et acteurs du quartier,
- La proposition du dispositif d'urbanisme opérationnel le plus adapté, une zone d'aménagement concerté (ZAC) le cas échéant.

2. Périmètre d'intervention

Voir plan ci-dessous, le périmètre de la concession inclus l'intégralité du quartier des Coteaux, formé par les voies suivantes (à la limite des trottoir, les voies n'étant pas concernées) :

- Au nord : la rue Mathias Grunewald
- A l'est : le boulevard des Nations, le rond point Marie Talvas et la rue Albert Camus
- Au sud : la rue Jules Verne
- A l'ouest : la rue Paul Cézanne

L'emprise actuelle des copropriétés Plein Ciel 1 et 2 n'est pas inclue dans le périmètre de la concession et n'intégrera le programme du concessionnaire qu'après acquisition du foncier.

A. L'aménagement du secteur Est est constitué au niveau viaire par deux axes Nord/Sud et Est/Ouest desservant le futur village urbain. Ils seront réalisés de façon prioritaire, pour permettre une desserte des parcelles créées, qu'elles soient en gestion d'attente ou non :

- 1. un axe Nord-Sud dont la voie nouvelle fait le lien entre la desserte de l'actuelle copropriété Peupliers-Nations, longe sur sa limite Ouest le futur groupe scolaire 1 (et par la même occasion assure la desserte du parking public attenant), et rejoint la rue Jules Verne, dans sa desserte de l'immeuble de m2A Habitat situé du 2 au 12 rue Jules Verne.
- 2. un axe Est-Ouest qui relie l'actuelle rue Eugène Delacroix et la rue Alexandre Dumas.
- 3. la voie de desserte du parking public pour le futur Grand Equipement Public, reliant l'axe Nord Sud au boulevard des Nations.
- 4. la voie reliant le futur axe Nord-sud à la rue Albert Camus
- 5. La voie interne à l'ilôt 5

Au-delà des opérations viaires, la grande majorité des aménagements paysagers du quartiers se situent dans le secteur est et seront à réaliser par le concessionnaire. Un axe paysager dédié aux sports est prévu et doit relier la rue Jules Verne au boulevard des Nations.

Ci-dessus, axe paysager, naturel et sportif à aménager au cœur du projet. Ces éléments figurent dans un plan guide, l'aménagement final du quartier reste à définir au cours du projet.

B. L'aménagement du secteur ouest intègre plusieurs voies, actuellement en impasse et dont le maillage doit permettre d'améliorer la desserte viaire du quartier des Coteaux, sur la base du plan-guide du projet urbain.
Ces modifications de voies doivent encore être précisées dans leur géométrie et faire l'objet d'une concertation avec les habitants : elles sont donc susceptibles d'être en partie amendées.

- 1. le raccordement de la rue François Millet avec la rue Henri Matisse, à proximité immédiate du patrimoine de 3F Grand Est,
- 2. une nouvelle voie doit permettre de rejoindre la rue Paul Cézanne depuis la rue François Millet, à l'arrière du Collège Jean Macé et du gymnase Schoenacker,
- 3. une nouvelle rue longeant le parc et permettant l'accès à l'entrée du futur Groupe Scolaire Henri Matisse, à la suite de l'opération de démolition-reconstruction. Ce tronçon devra être construit impérativement avant la livraison du futur Groupe Scolaire à la rentrée 2026. Un équipement sportif (city-stade) propriété de la Ville de Mulhouse occupe actuellement le tracé de la liaison et devra être déplacé en coordination avec le service des sports de m2A.

C. Le recyclage de la copropriété Les Peupliers Nations, (175 logements) : recyclage en démolition en vue de libérer le foncier pour la construction d'un équipement public financé au NPNRU, en remplacement des équipements existants vieillissants, à proximité immédiate du tramway. Avec une démolition prévue à l'horizon 2027, le portage couvre l'intégralité des lots de copropriété et nécessiterait donc la mise en oeuvre d'une expropriation.
Pour permettre une montée en puissance opérationnelle rapide, une convention dite « d'urgence » a été signée entre la Ville de Mulhouse et CDC Habitat Social le 10 décembre

2019, pour un portage de 30 logements répartis sur les différentes copropriétés visées dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés (disponible en annexe), avec une priorisation des acquisitions sur la résidence Peupliers-Nations.

Les lots déjà acquis par CDC Habitat Social dands le cadre de cette convention seront transférés au concessionnaire à la signature de la présente concession afin de mener à bien cette opération de recyclage.

Les travaux à réaliser dans le cadre de ces trois opérations d'aménagement sont décrits dans la convention NPNRU de Mulhouse Alsace Agglomération au point 4.2 (disponible en annexe).

Des éléments de chiffrage concernant ces opérations ainsi que leur localisation détaillées figurent en annexe à ce document.

3. Durée

La concession objet du présent programme se déroulera sur la période 2023-2030, concomitamment au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain de Mulhouse Alsace Agglomération.

Elle sera complétée le cas échéant par une nouvelle concession allant au-delà de la temporalité du NPNRU (à partir du 1er janvier 2031).

4. Gouvernance

Le concessionnaire devra rendre compte de l'avancée des opérations dont il a la charge dans le cadre d'un comité de pilotage organisé de manière semestrielle dès la signature de la concession d'aménagement et ce pour toute sa durée.

Ce comité de pilotage sera présidé par le Maire de Mulhouse ou par l'adjoint délégué au renouvellement urbain.

Il est organisé par le concédant.

Dans le but :

- de préparer les décisions prises en comité de pilotage,
- de coordonner les actions techniques de la maîtrise d'ouvrage urbaine,

Un comité technique, préalable à ces comités pilotages, sera organisé par le concédant. Participeront à ce comité technique : la Ville de Mulhouse, CITIVIA, les autres maîtrise d'ouvrages (m2A habitat, concessionnaire, Action Logement, etc.).

Le concessionnaire s'engage également à participer aux comités techniques dédiés au projet de renouvellement urbain ayant lieu sur le périmètre de la présente concession et organisés de manière mensuelle par la Ville de Mulhouse.

Le concessionnaire s'engage également à participer aux instances de suivi de projet NPNRU organisées par les services de la Préfecture du Haut-Rhin, délégataire territoriale de l'ANRU.

5. Concertation

La concertation est un élément primordial des opérations en quartier dans le cadre du NPNRU. Elle sera pilotée par la Ville de Mulhouse et associera notamment :

- L'Agence de la Participation Citoyenne (APC),
- Le service de la Politique de la Ville,
- Le service du Renouvellement urbain,
- Le service Communication de la Ville.

Toute opération fera l'objet d'une concertation avec les habitants, tant dans la phase d'études que dans le déroulement du chantier. La participation active du concessionnaire à des réunions publiques d'information - pendant toute la durée de la présente concession – sera mise en œuvre.

Le travail de concertation prend plusieurs formes :

- Un travail de valorisation de la mémoire avec les habitants dont les bâtiments sont destinés à la démolition,
- Des temps d'échange avec les habitants pour la définition du programme d'intervention sur les espaces publics via par exemple l'utilisation du dispositif de participation « Croque ta ville » proposé par l'APC,
- La diffusion physique et numérique de supports pour le suivi de l'actualité de la concession et l'avancement des études/travaux,
- Etc…

Le concessionnaire s'engage à participer au différentes phases de concertations mises en place par le pilote.

6. Acquisitions

Le programme comporte un volet « acquisitions » pour les biens suivants :

6.1 Foncier m2A Habitat

Le foncier libéré par les démolitions des bâtiments (immeubles et parkings) situés :

- 1 et 3 rue Alexandre Dumas, (dites « tours Dumas ») ainsi que la dalle de parkings attenante
- 2 à 12 rue Jules Verne, (dite « barre Verne ») ainsi que la dalle de parking attenante,
- 48 à 66 rue Albert Camus, (dite « barre Camus ») ainsi que la dalle de parking attenante,

Le foncier libre, au-delà du strict périmètre des bâtiments à démolir, dont les numéros de parcelles sont les suivants :

- IA/136 d'une surface de 26a98
- IA/135 d'une surface de 5a91
- IA/134 d'une surface de 2a50
- IB/123 d'une surface de 27a80

6.2 Foncier préalable à la démolition des copropriétés privées :

Copropriété Peupliers Nations, à l'issue de l'opération de recyclage :

- 175 logements et parkings de la copropriété (9 à 21 boulevard des Nations)
- Parcelle IA/217 d'une surface de 67a38 actuellement occupée par une dalle de parking,

- Les parcelles IA/115, 116, 117 et 118 occupées actuellement par l'immeuble de logements en copropriété (Peupliers Nations)

6.3 Foncier issu de la démolition des copropriétés privées :

Copropriétés Plein Ciel 1 et 2

Parcelles libres de toute occupation :

- IA/125 d'une surface de 10a30,

Parcelles à acquérir à la suite des démolitions préalables conduites dans le cadre de l'action D. de la présente concession :

- IA/124 d'une surface de 59a51, en partie libre et en partie occupée par la dalle de parkings,
- IA/126 d'une surface de 8a13 occupée par le 7 rue Pierre Loti,
- IA/127 d'une surface de 8a13 occupée par le 9 rue Pierre Loti,

6.4 Foncier propriété de la Ville de Mulhouse :

- Foncier libéré par les démolitions des équipements existants (voir point 3. ci-après)
  - Ecole Pergaud : IA/169 d'une surface de 204a12,
  - Espace Pierre Loti : HZ/466 (21a29) et IA/171 (18a93)
  - Espace Matisse : ID/150 (4a89) et IA/164 (9a50)
  - Bibliothèque médiathèque : HZ/468 d'une surface de 10a38
  - Epicerie solidaire : IA/137 d'une surface de 5a76
  - ASCO : local démoli par la Ville, d'une surface de 7a62
  - Club des mamans : IA/153 d'une surface de 3a62
  - Salle du Dojo : IA/132 d'une surface de 5a90

- Foncier formant l'espace public (voiries, parc, aires de jeu).

7. Démolitions

L'ensemble des bâtiments listés ci-dessus est à démolir, certains d'entre-eux pourraient être préservé après diagnostic. Les locaux concernés par ce diagnostic sont les suivants :

- Bibliothèque médiathèque (parcelle HZ468) : le bâtiment a fait l'objet d'un suivi d'entretien régulier, visiblement en bon état. Il pourrait faire l'objet d'une réaffectation après la livraison du Grand Equipement Public.
- Ecole maternelle Plein Ciel (parcelle IA160) : bâtiment en moins bon état mais disposant d'une salle polyvalente,

A l'échéance de la concession, les questions des maintiens respectifs de la salle du dojo (parcelle IA132) et du bâtiment accueillant le club des mamans (parcelle IA/153) devront être tranchées.

Actions de démolition à conduire :

- Démolition complète des bâtiments, incluant les massifs de fondations,
- Les travaux comprendront un dévoiement des réseaux existants : une attention particulière sera portée sur le réseau de chaleur dont la continuité de service doit être assurée en permanence (voir point 10.1 ci-après).
- Les gravats et concassés issus de la démolition pourront être stockés sur place (lieu et contexte d'ensemble à définir) dans une optique de réemploi pour les structures des futures voies de desserte du quartier reconstruit.

- Les arbres situés sur la parcelle concernée devront être préservés au maximum : il feront l'objet d'un diagnostic végétal préalable – les sujets remarquables seront obligatoirement identifiés et préservés.
- Les parcelles ainsi libérées de toute occupation seront rendues végétalisables dans une optique de réemploi temporaire pour des projets d'agriculture urbaine (voir point 9. concernant la gestion d'attente).
- Le remblai sera réalisé avec des matériaux sains et proposera des niveaux de portance adéquats pour les secteurs amenés à supporter de la voirie ou du bâti.

8. Les voiries

8.1 les voiries principales

Les voiries à aménager par le concessionnaire sont les suivantes

Elles constituent deux axes Nord/Sud et Est/Ouest du futur village urbain. Elles sont réalisées de façon prioritaire, pour permettre une desserte des parcelles créées, qu'elles soient en gestion d'attente ou non :

- **Axe Nord-Sud :** la voie nouvelle fait le lien entre la desserte de l'actuelle copropriété Peupliers Nations, longe sur sa limite Ouest le futur groupe scolaire 1 (et par la même occasion assure la desserte du parking public attenant), et rejoint la rue Jules Verne, dans sa desserte de l'immeuble de m2A Habitat situé 2 à 12 rue Jules Verne.
- **Axe Est-Ouest :** il relie l'actuelle rue Eugène Delacroix et la rue Alexandre Dumas.

Les futures voies, de statut public devront respecter le cahier des charges de la Ville de Mulhouse, pour l'ensemble des équipements à réaliser (voirie, trottoirs, éclairage public, mobilier urbain, eau, assainaissement, électricité, fibre alimentation par le réseau de chaleur, réseaux divers). Elles prendront en compte les questions d'infiltration des eaux pluviales et d'accessibilité dans chaque opération.

La réalisation de ces axes pourra se faire au fur et à mesure de l'avancement des démolitions. Ainsi, la livraison du groupe scolaire 1 intervenant dès la rentrée 2024, la desserte de cet équipement devra être impérativement assurée pour cette date (axe Nord Sud), à minima de manière provisoire. Par ailleurs la jonction entre les rues Delacroix et Dumas ne pourra intervenir qu'après la démolition du groupe scolaire Pergaud et des tours Dumas.

Le secteur ouest intègre plusieurs voies, actuellement en impasse et dont le maillage doit permettre d'améliorer la desserte viaire du quartier des Coteaux, sur la base du plan-guide du projet urbain.
Ces modifications de voies doivent encore être précisées dans leur géométrie et faire l'objet d'une concertation avec les habitants : elles sont donc susceptibles d'être en partie amendées.

- le raccordement de la rue François Millet avec la rue Henri Matisse, à proximité immédiate du patrimoine de 3F Grand Est,
- une nouvelle voie doit permettre de rejoindre la rue Paul Cézanne depuis la rue François Millet, à l'arrière du Collège Jean Macé et du gymnase Schoenacker,
- une nouvelle rue longeant le parc et permettant l'accès à l'entrée du futur Groupe Scolaire Henri Matisse, à la suite de l'opération de démolition-reconstruction. Ce tronçon devra être construit impérativement avant la livraison du futur Groupe Scolaire à la rentrée 2026. Un

équipement sportif (city-stade) propriété de la Ville de Mulhouse occupe actuellement le tracé de la liaison et devra être déplacé.
- Le bouclage des rues desservant le patrimoine de m2A Habitat adressé rue Mathias Grünewald (du 15 au 39) : ce dernier point doit être précisé, le plan-guide intégrant la démolition d'une dalle de garage, non acquise à ce jour.

Le concessionnaire a la charge de la désserte fine du réseau de chaleur urbain ainsi que le dévoiement de dernier lorsqu'il est nécessaire à la réalisation d'opérations identifées au plan guide. Une coordination avec Mulhouse Alsace Agglomération, gestionnaire du réseau de chaleur, sera à mettre en place.

8.2 les voiries secondaires

- la voie de desserte du parking public pour le futur Grand Equipement Public, reliant l'axe Nord Sud au boulevard des Nations.
- La voie interne à l'ilôt 5 (dans plan Ruelle) (A TROUVER AU NIVEAU DE PC)

9. Les espaces publics

9.1 Eco-conditionnalité des projets

Chaque aménagement devra s'inscrire dans une démarche ambitieuse d'optimisation vis-à-vis d'objectifs environnementaux en lien avec les priorités politiques du mandat.

Les orientations d'aménagement prennent en compte leurs impacts positifs ou négatifs sur les axes suivants : l'adaptation aux changements climatiques (dont la lutte contre les ilots de chaleur urbains), le respect et développement du patrimoine végétal, le développement des mobilités douces et la préservation des ressources.

La désimperméabilisation des sols et l'infiltration des eaux pluviales, un enjeu particulièrement majeur, se retrouve en filigrane sur plusieurs des axes.

La Ville de Mulhouse a déterminé une liste de critères permettant d'analyser les différents projets proposés au regard des objectifs fixés. Il sera demandé aux maîtres d'oeuvres de transmettre les éléments nécessaires, détaillés dans les paragraphes suivants, pour renseigner une grille d'analyse permettant de noter le projet au regard des enjeux.

9.1.1 Adaptation aux changements climatiques et lutte contre les ilots de chaleur :

L'aménagement cherchera à optimiser le coefficient de végétalisation (rapport minéral/végétal) de l'emprise, mais également l'indice de canopée (prise en compte des arbres et grands arbustes) et de favoriser une alimentation en eau de la végétation par une eau non potable.

Le choix des matériaux, notamment leur albedo pourra constituer un plus, ainsi que l'accès ou la présence d'eau.

Les critères liés :

- Coefficient de végétalisation : Les candidats indiqueront la surface de l'ensemble des espaces verts/natures crées.
- Indice de Canopée : les candidats transmettront le nombre prévisionnel d'arbres et de grands arbustes qui seront plantés dans le cadre de l'aménagement. Le calcul de l'indice de canopée se fera à partir de ces données par les équipes de la Ville.

- Alimentation en eau de la végétation : les choix d'alimentation en eau de la végétation, élément essentiel pour l'effet climatiseur de ceux-ci sera détaillé autant que possible. Un schéma de principe de l'écoulement des eaux pluviales sera produit, avec le pourcentage des espaces verts crées alimentés par une infiltration des eaux pluviales. Le stockage d'eau de pluie constituera un plus.
- Choix des matériaux : dans la mesure du possible les typologies de matériaux seront données par le candidat, ainsi que, s'ils sont connus, les albedos.
- Présence d'eau : la valorisation ou la création d'un point d'eau ainsi que son accessibilité par les usagers sera mis en avant dans le dossier.
- Aléas climatiques : inondations, vent et neige (résistance des végétaux)

9.1.2 Patrimoine végétal et naturel

Le végétal permet un apport de fraicheur mais il constitue également le refuge pour une biodiversité souvent contrainte dans les milieux urbains.

Aussi une attention particulière sera apportée dans la recherche d'une diversité des milieux, les continuités avec l'existant (trame verte et bleue), mais également la plantation d'arbres, élément majeur de biodiversité en ville.

Les aléas climatiques remettent en cause de plus en plus la pérennité du patrimoine végétal : les mesures d'adaptation seront valorisées.

Les critères liés :

- Plantation d'arbres et d'arbustes : les candidats transmettront le nombre prévisionnel d'arbres et de grands arbustes qui seront plantés dans le cadre de l'aménagement.
- Diversité des milieux : les types de milieux seront donnés par les candidats, ainsi que les indications sur les étagements de végétation.
- Pérennité du patrimoine végétal : un focus sera fait sur les typologies végétales recherchées et leur résistance aux aléas climatiques (essences « plastiques »). Un exemple de volume d'une fosse d'arbre (avec indication de l'espèce cible) sera donné ou si c'est le cas l'objectif de constitution d'une trame brune.
  Tout autre élément permettant une meilleure pérennité des végétaux sera mis en avant dans le dossier (complémentarité des végétaux, implantation et prise en compte des contraintes du site, association symbiotique,…).
- Qualité des sols : le traitement des sols (dépollution si nécessaire, enrichissement du sol,…) sera décrit succinctement.

9.1.3 Mobilités douces

La Ville souhaite donner plus d'espace aux mobilités douces et un meilleur partage de l'espace entre les différentes mobilités.

L'aménagement des espaces publics devra prendre en compte les déplacements cyclables et piétons ainsi que la continuité de ceux-ci aux limites du périmètre d'aménagement.

Les propositions d'aménagements connexes favorables à la pratique du vélo ou des déplacements piétons constitueront également un plus (stationnement vélo, station vélocité, mobilier d'assise, sanitaires,…).

L'accessibilité de l'aménagement par les TC mais également l'impact de l'aménagement sur la vitesse commerciale seront également pris en compte dans l'analyse.

Les critères liés :

- Réseau cyclable : le candidat détaillera les propositions d'aménagement cyclable ainsi que leurs typologies (bande, voie verte, piste cyclable,…). Un focus sera fait sur les continuités existantes ou à prévoir en dehors du périmètre et sur les aménagements favorisant la pratique du vélo (stationnement ou autre).
- Réseau piéton : les aménagements en faveur des déplacements piétons seront décrits ainsi que les équipements connexes (mobilier de repos, sanitaire, point d'eau potable,…)
- Réseau TC : le candidat indiquera si l'aménagement envisagé est susceptible d'impacter la vitesse commerciale.

9.1.4 Préservantion des ressources

L'aménagement devra également prendre en compte la préservation des ressources pour diminuer l'impact écologique de l'aménagement.

Les propositions rechercheront donc l'infiltration des eaux pluviales, mais également l'économie d'énergie y compris pour le choix des matériaux (durabilité, origine,…).

Les critères liés :

- Préservation de la ressource en eau : les candidats détailleront les principes de gestion des eaux pluviales du site en recherchant au maximum l'infiltration dans le milieu naturel.
- Economie d'énergie et de ressources : les candidats indiqueront les pistes d'économie d'énergies fossiles explorées (éclairage, utilisation d'énergie renouvelable,…), ainsi que les autres pistes d'economie des ressources (eau, matériaux,….)
- Matériaux : une notice des matériaux envisagés sera remise avec le dossier.

9.2 Sites à aménager

En complément du référentiel d'éco-conditionnalité des projets, une attention particulière devra être apportée au paysage ainsi qu'aux solutions basées sur la nature.

En effet, la réponse aux enjeux climatiques et environnementaux oblige à prendre le paysage non plus comme matière de remplissage mais bien comme élément structurant et fédérateur du projet à l'échelle du quartier.

Cette orientation forte se traduit dans les éléments de programme par de nombreux parcs structurants mais aussi des espaces verts et de nature de poximité (part du végétal dans tous les aménagements).

A ce titre, la stratégie végétale à developper sur l'ensemble du quartier veillera à :

- **Composer avec l'existant :** préservation du patrimoine existant et connexion avec les corridors écologiques existants (« doigts verts » du parc des Collines par exemple) – Cohérence avec le SCRCE et le SCoT de m2A.
- **Structurer le paysage :** aide à l'orientation et la lisibilité des espaces
- **Diversifier les étages** de végétation

- **Garantir un indice de canopée couvrant** (25-30%) (ombre et effet climatiseur urbain des arbres)
- **Diversifier les typologies végétales** pour plus de biodiversité et diversité d'usages : prairies, bosquets vergers, haies champêtres, …
- **Rendre la ville comestible :** favoriser la glâne urbaine et cultiver avec les habitants
- **Choisir des végétaux adaptés aux changements climatiques** : diversité et essences plastiques
- **Etaler des floraisons et autres intérêts du végétal** sur l'ensemble de l'année

Une attention particulière sera également donnée à la préservation de la biodiversité du sol : trame brune à préserver ou à constituer.

Plus précisément, d'un point de vue fonctionnel :

- **Aménagement de deux parcs**, un dit « Nord-Sud » de la rue Jules Verne au boulevard des Nations incluant à la fois des équipements définitifs et des parcelles en gestion d'attente à animer dans la chronologie du projet. Un second dit « Est-Ouest » de la rue Henri Matisse aux cellules commerciales de la rue Alphonse Kienzler.
  Ces espaces paysagers majeurs devront répondre à plusieurs fonctions :
  - Offrir aux habitants et usagers du quartier un espace paysager qualitatif et inclusif propice à la promenade et aux mobilités douces.
  - Renforcer la biodiversité et la lutte contre les ilots de chaleur
  - Favoriser la pratique des sports en extérieur
  - Créer une interface attractive entre le futur quartier, les équipements et les logements existants du secteur ouest
  - Intégrer des espaces pérennes dédiés à l'agriculture urbaine, ouverts aux habitants et en lien avec les futurs groupes scolaires.

- **Aménagement d'un parc paysager sur le secteur est du quartier.** Cet espace devra faire l'objet d'une concertation avec les habitants et acteurs du quartier portée par l'Agence de la Participation Citoyenne et en lien avec le projet Mulhouse Diagonales porté par la Ville de Mulhouse ainsi que son service Nature et Espaces Verts. La gestion à terme de ces espaces devra être envisagée avant la mise en chantier.

- **Aménagement d'un « axe des sports » au sein du parc paysager** : à l'instar du parc, une concertation devra être menée avec les habitants et les acteurs du quartier - en particulier l'Association Sportive des Coteaux, particulièrement active sur le quartier et occupant les équipements sportifs au sud pour la pratique du football et du handball – en lien avec l'Agence de la Participation Citoyenne, le service Politique de la Ville et la direction Sports et Jeunesse de la Ville de Mulhouse.

- **Aménagement d'un espace public sur les emprises libérées par la démolition de l'espace Loti**. Le foncier à aménager est bordé par la voie du tram et la rue Pierre Loti. Il comprendra des équipements permettant la pratique du sport en extérieur, sans encadrement particulier. (budget précis à ajouter)

- **Mise à disposition de surfaces destinées à un projet d'agriculture urbaine** : idem ci-dessus pour ce qui concerne les caractéristiques des sols et des surfaces à y consacrer, dans le cadre de la gestion d'attente.
  Ces surfaces sont situées au sud du quartier, en lieu et place des démolitions du patrimoine de m2A Habitat ainsi que sur une parcelle au nord du future Groupe scolaire 3.

- **Aménagement d'espaces publics sur les terrains en gestion d'attente** : il est envisagé la réalisation d'un terrain de football provisoire, permettant de proposer un terrain de substitution à celui supprimé par la construction du Groupe scolaire 1. Ce terrain sera situé sur l'emprise des anciennes tours Dumas et aura vocation à devenir pérenne.

- **Aménagement des espaces publics sur la partie ouest du quartier :** ces aménagements sont plus modestes que sur le secteur ouest et constitueront principalement les abords du futur Groupe scolaire 3 et ceux de la rue Henri Matisse attenante.

- **Pour le secteur du Groupe scolaire 2** : la reconstitution d'un desserte des accès arrière du nouveau groupe scolaire, la desserte de l'actuelle école maternelle Camus qui sera restructurée par l'ARSEA dans le cadre d'un projet d'ensemble (hors concession, réalisé sous maitrise d'ouvrage de l'ARSEA). Ces aménagements seront approfondis dans la concession.

10. Les équipements publics (hors concession)

En plus des trois groupes scolaires, il est prévu de réaliser dans le temps de la convention, un Grand Equipement Public à vocation sociale et culturelle qui regroupera :

- Les locaux et activités de l'AFSCO des sites Matisse et Pierre Loti,
- La bibliothèque médiathèque,
- Un multi accueil petite enfance,
- Une salle de spectacle.

Cet équipement sera construit sur l'emprise foncière de la copropriété Peupliers Nations. La réalisation de l'opération est hors contrat de concession. Toutefois, l'aménagement de la parcelle destinée à accueillir cet équipement ainsi que sa desserte en fluides font partie intégrante de la concession, de même que la réalisation d'un parking de statut public, ce dernier servant aussi aux besoins du Groupe scolaire 1.

11. Les autres données techniques de la concession d'aménagement

11.1 le réseau de chaleur.

Le quartier des Coteaux est alimenté dans son ensemble par un réseau de chaleur urbain depuis la chaufferie de l'Illberg. Ce réseau doit être maintenu en fonctionnement pendant toute la durée de la concession d'aménagement.

m2A, qui gère le réseau de chaleur, souhaite néanmoins le moderniser et doit notamment faire évoluer le réseau vers une distribution en « eau chaude » - l'eau étant actuellement distribuée sous forme « surchauffée ». Ce volet de la concession d'aménagement est essentiel : autant le dévoiement ponctuel d'un réseau de chaleur pour permettre une démolition (le patrimoine de m2A Habitat, les copropriétés concernées par un recyclage) doit-il être réalisé par l'opérateur en charge de ces travaux. La déinition du futur réseau devra être réalisée dans le cadre de la présente convention.

La restructuration du réseau sera à la charge de m2A, le dévoiement à charge de l'opérateur concerné et la desserte fine sera réalisée par le concessionnaire.

11.2 l'impact sur l'environnement des travaux d'aménagement

Cette donnée est essentielle. Une attention particulière sera portée sur les aspects environnementaux suivants – la liste n'étant pas exhaustive. Une exemplarité est attendu de la part du concessionnaire :

- le tri des matériaux issus des phases de démolition,
- la valorisation des gravats issus de ces mêmes démolitions,
- la préservation de la biodiversité, dès les phases de gestion d'attente,
- la préservation des arbres remarquables du quartier,
- les propositions d'aménagement des espaces publics, favorisant la nature en ville et les îlots de fraicheur – une attention particulière étant attendue sur la réalisation des aires de stationnement,
- la prise en compte de l'infiltration des eaux et des enjeux de désimperméabilisation des sols dans le cadre des opérations de stationnement
- la qualité de l'éclairage public, présentant obligatoirement un bilan énergétique optimisé, entre intensité d'éclairage et consommation électrique. Des solutions innovantes peuvent être proposées.

11.3 Les contreparties foncières à destination du groupe Action Logement

Au titre des contreparties foncières transférées à Action Logement, une réserve foncière de 3 750m² a été proposée et acceptée par Action Logement sur le secteur des Coteaux. Cette surface sera à intégrer dans la concession d'aménagement pour le secteur Est des Coteaux.

11.4 Le traitement des eaux de ruisselement, des eaux pluviales

En accord avec le règlement du service public de l'assainissement collectif proposé par le SIVOM de la région mulhousienne, le concessionnaire s'engage à respecter les dispositions précisées dans l'article 38 du règlement de juillet 2022 disponible en annexe. Celui rappelle les dispositions suivantes :

Tout projet d'aménagement doit favoriser l'infiltration surfacique et ouverte de l'eau pluviale et privilégier les solutions basées sur la nature (noues végétalisées, bassin d'infiltration végétalisés, etc..) qui permettent de bénéficier de bienfaits environnementaux (cf. « Note de Doctrine sur la gestion des eaux pluviales en région Grand-Est », février 2020).

Il appartient à tout porteur public ou privé de projets, de gérer les eaux pluviales à la parcelle au sein même du projet et de procéder à l'infiltration systématique des eaux pluviales, en privilégiant dans cet ordre :

1. L'infiltration en surface par des solutions basées sur la nature
2. L'infiltration en surface par solution de revêtements perméables
3. L'infiltration dans le sous-sol par tranchées d'infiltration
4. L'infiltration dans le sous-sol par puits d'infiltration

En cas d'impossibilité de procéder à l'infiltration des eaux pluviales, le porteur de projet pourrait exceptionnellement les rejeter vers un autre exutoire, sous réserve d'accord des services compétents, en privilégiant dans cet ordre :

5. Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel

6. Le raccordement à un réseau pluvial existant
7. En dernier recours le rejet vers un réseau unitaire

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant n'est autorisé qu'en dernier ressort dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Le porteur de projet devra également prendre en compte et indiquer le chemin préférentiel des eaux pluviales de ruissellement, en cas d'évènement exceptionnel, afin de protéger les personnes et les biens des inondations.

12. Le volet financier

Le programme décrit ci-avant est financé par l'ANRU dans le cadre de la convention de renouvellement urbain. Trois opérations bénéficient de subventions de l'ANRU :

- L'aménagement des voiries du secteur Ouest des Coteaux,
- Le recyclage de la copropriété Peupliers Nations,
- L'aménagement du secteur est.

Les opérations d'aménagement Est et Ouest ont été réunies sous une seule opération suite au retour du Comité d'Engagement. Le détail des montants financés est le suivant pour chaque opération :

12.1 Restructuration des voiries – secteur Ouest :

Désignation	***Montant HT***
Etudes	399 000.00
Travaux d'aménagement	2 765 000.00
Rémunération de la conduite d'opération	389 000.00
Frais financiers et frais de gestion	258 000,00
TOTAL HT	**3 811 000.00**

Ressources	***Montant HT***
Valorisation foncière	0.00

Subventions ANRU	***Montant retenu***
Assiette subventionnable	Assiette regroupée avec assiette secteur Est
Subvention ANRU 50%	Cf secteur Est

12.2 Recyclage de la copropriété Peupliers Nations :

Désignation	***Montant HT***
Etudes	1 167 000.00
Acquisition des terrains et immeubles	7 409 000.00
Frais d'acquisition/relogement/portage/sécurisation	3 507 000.00
Coût des travaux de démolition	7 251 000.00

Rémunération de la conduite d'opération	971 000.00
Frais financiers et divers	3 612 000 .00
TOTAL HT	**23 917 000.00**

Subventions ANRU	***Montant retenu***
Assiette subventionnable	17 580 243.00
Subvention ANRU 80%	14 064 194.40

Subvention m2A	***Montant H.T.***
Subvention	1 700 000.00

12.3 Aménagement du secteur Est

Désignation	***Montant HT***
Analyse du site, études et prestations nécessaires à l'opération	2 696 000.00
Acquisition des terrains et immeubles	499 000.00
Démolitions – mise en état des sols	6 675 000.00
Espaces publics/réseaux	11 235 000.00
Rémunération de la conduite d'opération	1 742 000.00
Frais financiers	649 000.00
Frais divers	1 000 000.00
TOTAL HT	**24 496 000.00**

Ressources	***Montant HT***
Valorisation foncière :	600 000.00

Subventions ANRU	***Montant retenu***
Assiette subventionnable retenue par l'ANRU (Est + Ouest)	22 899 154.00
Subvention ANRU 50%	11 449 577.00

12.4 Récapitulatif

Désignation	***Montant HT***
Montant des dépenses subventionnables	39 963 541.88
Subventions ANRU mobilisées	25 513 771.00

atelierruelle

ATELIER DE PARIS - 5 RUE D'ALSACE - 75010 PARIS
TÉL : 01 55 04 89 99 - FAX : 01 55 04 89 69
E-MAIL : ATELIERPARIS@ATELIER-RUELLE.FR

MANDATAIRE
ATELIER RUELLE

CO-TRAITANT
GERAU CONSEIL
ITG CONSULTANTS

MULHOUSE (68)

QUARTIER DES COTEAUX

VILLE DE MULHOUSE

CÔTEAUX 2035
AJUSTEMENT DU PLAN GUIDE

Juin 2023

PLAN GUIDE AJUSTÉ

Sont indiqués en gras les programmes inscrits dans le NPNRU

La trame des espaces publics

- Espaces paysagers existants
- Parc Nord prolongé
- Axe des sports
- Terrains de sport / Jeux
- Agriculture urbaine / Vergers /Potagers - à définir
- **Voie**
- **Parvis devant équipement ou commerce**
- Nouveaux Pk

Démolitions

- **Logements / Dalles Pk / Équipements et préfabriqués**

Programmes

- **Nouveaux GS**
- Équipement public (AFSCO+Bibliothèque+PE) : 7780m²
- **Terrain de football**
- **Multi-accueil / petite enfance**
- **Locaux associatifs**
  Bâtiment de l'école Verne restructuré
- **RdC actifs**

Diversification envisagée

- Cité artisanale env. 40 lots, opportunité site de l'IUT ?
- Maison de santé

Logements

- Parcelles de logement

Prospective

- Site mutable
- Prolongement du tramway
- Liens à consolider avec le grand territoire

0 50 100 200 m

PLAN GUIDE AJUSTÉ

LES PROGRAMMES, LES PARCELLES, LES POSSIBLES

Une offre de logements différenciée

ILOT 1

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		1590	18
Intermédiaire		750	10
Maisons		0	0
TOTAL ILOT 1	**3619**	**2340**	**28**

ILOT 2

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		4555	68
Intermédiaire		900	12
Maisons		0	0
TOTAL ILOT 2	**7549**	**5455**	**80**

ILOT 4

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		5227	65
Intermédiaire		0	0
Maisons		0	0
TOTAL ILOT 4	**6354**	**5227**	**65**

ILOT 5

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		4240	63
Intermédiaire		2100	28
Maisons		630	7
TOTAL ILOT 5	**11425**	**6970**	**98**

MODE DE CALCUL DE LA SDP

Ratios

Collectif : 67m² / logement
Intermédiaire : 75m² / logement
Maisons de ville : 90m² / logement

La constructibilité est évaluée selon la topographie et la présence des arbres.

- Collectif R+2/R+3
- Intermédiaire R+3
- Maisons de ville
- Rez-de-chaussée actif
- Arbres existants
- Arbres nouveaux pour marquer les continuités paysagères

PLAN GUIDE AJUSTÉ

LES PROGRAMMES, LES PARCELLES, LES POSSIBLES

Une offre de logements différenciée

ILOT 3

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		1652	25
Intermédiaire		2250	30
Maisons		1080	12
TOTAL ILOT 3	**13475**	**4982**	**67**

ILOT 6

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		0	0
Intermédiaire		2250	30
Maisons		180	2
TOTAL ILOT 6	**6292**	**2430**	**32**

ILOT 7

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		4009	60
Intermédiaire		2550	34
Maisons		0	0
TOTAL ILOT 7		**6559**	**94**

ILOT 8

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements
Collectif		0	0
Intermédiaire		2250	30
Maisons		810	9
TOTAL ILOT 8		**3060**	**39**

MODE DE CALCUL DE LA SDP

Ratios

Collectif : 67m² / logement
Intermédiaire : 75m² / logement
Maisons de ville : 90m² / logement

La constructibilité est évaluée selon la topographie et la présence des arbres.

- Collectif R+2/R+3
- Intermédiaire R+3
- Maisons de ville
- Rez-de-chaussée actif
- Arbres existants
- Arbres nouveaux pour marquer les continuités paysagères

ILOT 1

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		1590	18				
Intermédiaire		750	10				
Maisons		0	0				
TOTAL ILOT 1	**3619**	**2340**	**28**	**1672**	**852**	**28**	**46 %**

ILOT 2

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		4555	68				
Intermédiaire		900	12				
Maisons		0	0				
TOTAL ILOT 2	**7549**	**5455**	**80**		**2399**	**80**	

ILOT 3

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		1652	25				
Intermédiaire		2250	30				
Maisons		1080	12				
TOTAL ILOT 3	**13475**	**4982**	**67**		**1999**	**67**	

ILOT 4

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		5227	65				
Intermédiaire		0	0				
Maisons		0	0				
TOTAL ILOT 4	**6354**	**5227**	**65**	**2469**	**1949**	**65**	**39 %**

ILOT 5

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		4240	63				
Intermédiaire		2100	28				
Maisons		630	7				
TOTAL ILOT 5	**11425**	**6970**	**98**		**2949**	**98**	

ILOT 6

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		0	0				
Intermédiaire		2250	30				
Maisons		180	2				
TOTAL ILOT 6	**6292**	**2430**	**32**		**960**	**32**	

ILOT 7

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		4009	60				
Intermédiaire		2550	34				
Maisons		0	0				
TOTAL ILOT 7		**6559**	**94**		**0**	**94**	

ILOT 8

	Surface parcelles	SDP	Nombre de logements	Emprise au sol (hors pk)	Emprise calculée parking (collectif) Intermédiaire/Maisons > à la parcelle	Nombre de place 30 m2 /place	CES
Collectif		0	0				
Intermédiaire		2250	30				
Maisons		810	9				
TOTAL ILOT 8		**3060**	**39**	**0**	**0**	**0**	

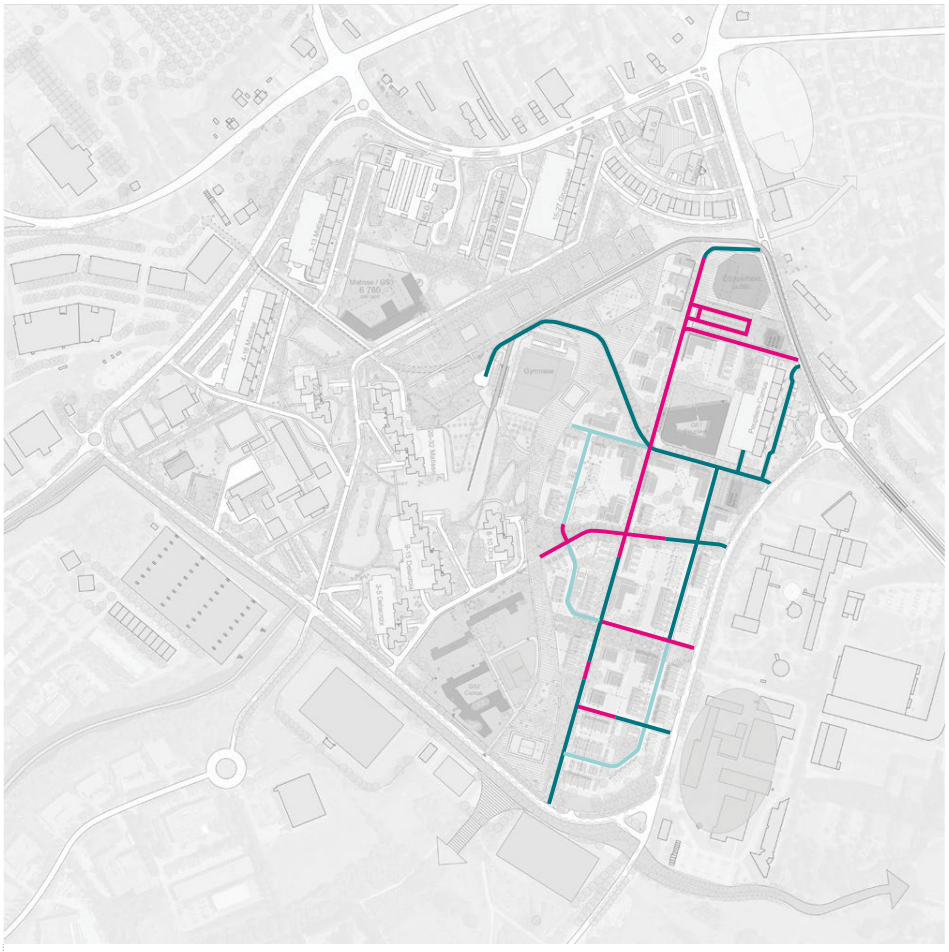
Collectif	**299**
Intermédiaire	**174**
Maisons	**30**
	503

TOTAL avec RDC Actifs	**27403**	**503**
RDC Actifs	**1231**	

ANNEXES

ANNEXES

VOIES CRÉÉES OU REQUALIFIÉES



Voie créée

Voie créée privée

Voie existante requalifiée

ANNEXES

ESPACE PUBLIC

4 mails paysagers

îlot privé

CITIVIA

/// Bilan financier synthétique

Opérations	Recycla. Nations	Secteur Est	Secteur Ouest	TOTAL
PRODUITS (€HT)				
Subventions ANRU	14 064 194	9 043 545	2 406 031	25 513 770
Subvention autres		792 000		792 000
Subvention m2A	1 700 000			1 700 000
Participations d'équilibre Ville	8 155 000	6 878 332	0	15 033 332
Participations aux équipements publics (Ville) / Participation taxbale à la TVA		7 190 000	1 400 000	8 590 000
Charges foncières		600 000		600 000
TOTAL PRODUITS	**23 919 194**	**24 503 877**	**3 806 031**	**52 229 102**
CHARGES (€HT)				
Etudes (1)	1 167 390	2 695 931	399 444	4 262 765
Maîtrise foncière	11 300 246	498 670	0	11 798 916
Acquisition	7 464 810	262 920	0	7 727 730
Frais acquisitions/ relogement/Portage/sécurisation	3 835 436	235 750	0	4 071 186
Travaux(1)	6 867 000	17 910 645	2 764 522	27 542 167
Démolitions - Mise en état	6 867 000	7 842 890	0	14 709 890
Espaces publics - Réseaux		10 067 755	2 764 522	12 832 277
Frais divers	1 207 208	999 622	160 841	2 367 671
Frais financiers	2 405 314	649 325	97 074	3 151 713
Rémunération CITIVIA	970 504	1 741 603	388 708	3 100 815
TOTAL CHARGES	**23 917 662**	**24 495 796**	**3 810 589**	**52 224 047**
RESULTAT	**1 532**	**8 081**	**-4 558**	**5 055**

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 939, il s'agit du programme de renouvellement urbain, l'amplification du projet afférent au quartier des Coteaux – la concession d'aménagement avec CITIVIA SPL, et je laisse la parole à Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci Mme le Maire, chers collègues. Le 3 octobre 2022, nous étions en compagnie du maire, de Cécile SORNIN et des représentants de l'agglomération pour solliciter l'Agence de rénovation urbaine lors d'un comité d'engagement pour la révision et l'amplification du projet. Cet avenant a été validé par l'ANRU. Il est motivé par la nécessaire acquisition et démolition des copropriétés Plein Ciel sur lesquelles nous reviendront dans la délibération suivante qui ont conduit à une modification substantielle du projet initial. Une première délégation avait été confiée à CITIVIA pour la construction et la rénovation de trois écoles et groupes scolaires qui ont débuté, qui sont la première traduction visible du renouvellement urbain aux Coteaux, et c'est heureux d'aussi bien d'un point de vue symbolique que pratique. La création d'un village urbain va imposer la restructuration complète de la partie Est du quartier, à laquelle vient s'ajouter l'opération de construction d'un grand équipement à vocation sociale et culturelle qui réunira les deux sites de l'AFSCO, la médiathèque et les sites de Petite Enfance qui sont déjà prévus dans le cadre du renouvellement urbain. La ville de Mulhouse retient une maîtrise d'ouvrage externe dans le cadre d'une concession d'aménagement en quasi régie avec CITIVIA SPL. Cette concession comporte trois composantes, l'aménagement des espaces publics du secteur Ouest des Coteaux qui se concentre principalement sur la suppression des impasses, la création d'une voie rue Henri Matisse pour la desserte du troisième groupe scolaire qui sera construit dans un second temps, ainsi que la connexion de l'ensemble de l'espace commercial à l'entrée du quartier Kientzler, au nord de ce quartier. L'aménagement du secteur Est des Coteaux qui vise une restructuration complète du secteur. Celle-ci permettra la construction d'un nouveau maillage des rues qui supprimera également des impasses et qui desservira les futurs équipements publics et les parcelles à bâtir. Enfin la démolition de la copropriété Peupliers-Nations pour laisser notamment place aux futurs grands équipements publics en entrée de quartier. Le montant total d'opérations hors taxes de cette cession proposée par CITIVIA SPL est de 52,2 M€. La participation totale de l'Agence de renouvellement urbain s'élève à 25,5 M€. Mulhouse Alsace Agglomération concourt à hauteur de 1,7 M€ à l'opération de recyclage de la copropriété Peupliers-Nations. Il reste 23,6 M€ à charge de la ville. Je donne la parole à Mme PAUGAM.

Mme PAUGAM : M. le premier adjoint, chers collègues, comme nous avons déjà pu l'exprimer plusieurs fois, la stratégie de renouvellement urbain du quartier des Coteaux doit selon nous permettre de donner un maximum de possibilité aux habitants actuels des Coteaux qui disposent aujourd'hui d'une situation financière personnelle saine et qui souhaitent rester dans le quartier de pouvoir le faire. Nous devons en particulier permettre aux habitants qui doivent être relogés de retrouver un état matériel semblable, donc pour les propriétaires de pouvoir acquérir un nouveau bien immobilier équivalent à celui qu'ils perdent. Cet enjeu prend effectivement d'autant plus d'importance avec la nouvelle donne de la situation des tours Plein Ciel, qui augmente significativement le nombre de personnes dans ce cas. Nous saluons donc la décision d'intégrer 500 nouveaux logements dans la nouvelle version du projet intégrant le recyclage en démolition

des tours Plein Ciel. Cependant en l'état des contours et orientations stratégiques définis par la ville dans le dossier, celui-ci ne donne pas de garanties concrètes pour que ces logements soient en priorité rendus accessibles à l'achat par les propriétaires occupants actuels du quartier. Au regard du planning prévu, certes le délai de mise à disposition des logements neufs sera difficilement compatible avec une entrée dans les lieux directement après la sortie des logements qui vont devoir être démolis. Mais cela ne doit pas être bloquant et des dispositions de relogements intermédiaires en location doivent être mis en place. Cette possibilité devrait pourvoir être proposée aux personnes à reloger, ce qui n'est visiblement pas le cas car, apparemment, les personnes concernées n'ont pas connaissance véritablement de ce projet de construction de logements dans le quartier. Vous nous aviez indiqué en commissions réunies, de février dernier, qu'une réflexion devait être engagée pour définir justement le type de logements à construire et à qui ils s'adresseront. Nous comprenons que cette réflexion, finalement, rentre dans le cadre des concertations qui seront définies ultérieurement donc après le transfert de maîtrise d'ouvrage à CITIVIA. CITIVIA forcément de par sa structure qui aura par ailleurs comme objectif la rentabilité financière globale de sa concession avec très certainement des intentions plus lucratives sur la stratégie de logements à construire, que de peut-être les rendre compatibles avec des capacités financières moyennes des propriétaires actuels sur les Coteaux. Ce cadrage est une donnée d'entrée du dossier de transfert à CITIVIA et non un livrable, et donc en l'état nous préférons nous abstenir sur cette délibération. Effectivement l'avenir des tours Plein Ciel nous rappelle qu'il est impératif de maintenir la diversité sociale par la cession à la propriété dans le quartier des Coteaux, conformément aux objectifs initiaux du PICO, et donc dans le cadre du nouveau plan national de rénovation urbaine il faut rester dans cet esprit. A Plein Ciel, tout habitant vous le dira, chaque tour est un village tout comme le fut la cité des 420 pour Bourtzwiller qui fut parmi les pionnières à vivre le bouleversement d'une démolition. Leurs habitants font société dans leur quartier, ils veulent être acteurs de leur devenir, à nous donc élus car c'est notre responsabilité de leur donner les moyens de pérenniser ce lien essentiel à la cohésion de notre cité, et du coup forcément à la vie en général. A nous de nous inscrire honorablement dans l'histoire du nouvel habitat populaire, si particulier à Mulhouse. Je vous remercie.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autre demande parole, je propose à Alain COUCHOT de répondre.

M. COUCHOT : Merci Madame Paugam. Une nouvelle fois, je vous rejoins sur les objectifs et je partage l'essentiel de ce que vous venez de dire. Malheureusement notre plus grand ennemi est le plus gros obstacle, c'est le temps. Concernant le relogement des habitants dans le parc social qui constitue la très grande majorité des logements qui vont être amenés à être démolis, ce relogement est largement engagé, il est même quasiment terminé pour les tours Dumas et les barres Vernes, et à leur demande 60 % environ des habitants de ces bâtiments ont été relogés sur les Coteaux, ce qui témoigne, vous avez raison, de l'attachement à ce quartier. S'agissant des propriétés privées, il va être très compliqué de proposer à des habitants de louer pendant une durée qui va être proche de dix ans, avant que les immeubles soient construits. Je vous explique, au milieu du futur village urbain que nous souhaitons construire, il y a aujourd'hui une barre

qui s'appelle Camus, une barre d'habitation HLM qui appartient à m2A Habitat, pour laquelle nous sommes en discussion avec le bailleur social pour définir la temporalité et les modalités de sa démolition. Les premiers relogements, dans l'état actuel des choses, n'interviendront pas avant 2026. Tant que l'on a cette barre au milieu du futur quartier, on peut très difficilement imaginer expliquer à des investisseurs que, certes il y a un grand immeuble au milieu, mais que tout cela va bouger. Ce qui veut dire que la commercialisation des parcelles, et c'est bien des parcelles que CITIVIA va commercialiser, ne se déroulera pas avant le début 2026-2027. On est donc sur un temps très long entre le moment où l'on va commercialiser les parcelles, le moment où l'on va déposer des permis de construire, et le moment où les bâtiments vont sortir de terre. Donc proposer à des habitants de louer pendant ce temps indéterminé en disant : « ensuite vous allez pouvoir revenir aux Coteaux », c'est une possibilité qui existera mais il ne me semble pas convenable de leur dire : « attendez, vous allez voir ce que vous allez voir », et puis après ça va être différent. Ces bâtiments seront, comme l'ensemble des bâtiments, soumis à un permis de construire, et CITIVIA n'en assure que la commercialisation des parcelles. Nous serons attentifs à la qualité du logement qui sera mis en place. Nous serons attentifs que ce soient de petits ensembles puisque cela fait partie des engagements qui sont pris vis-à-vis de l'ANRU, et malheureusement la temporalité de ces étapes avec une gestion d'attente sur laquelle nous travaillons avec Cécile SORNIN parce qu'il va s'agir d'utiliser de façon intelligente ces parcelles libérées. On travaille sur de l'agriculture urbaine dans le cadre du projet sur lequel nous avons été retenus, on travaille sur la réutilisation des matériaux de construction sur site. Tous ces projets avancent à leur rythme mais la construction proprement dite du village urbain se situe dans un horizon qui est trop long pour que l'on puisse aujourd'hui le proposer une location de façon convenable aux habitants, essentiellement des tours Plein Ciel puisque c'est essentiellement de ces tours qui sont concernées.

Mme le Maire : Merci pour ces précisions. On va mettre cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Gardez bien votre main levée pour que Marie puisse noter. Merci à vous.

Pour : 33 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 26 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4+1 procuration

Abstentions : 5
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Ne prennent pas part au vote : Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI et M. NICOLAS.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Ce que j'ai oublié de dire, je ne sais pas si tu en as parlé pendant que j'étais sortie, la visite de la présidente de l'ANRU. Nous avons le plaisir d'avoir la visite aussi de la présidente de l'ANRU, vendredi dernier, Catherine VAUTRIN, qui est venue constater effectivement la façon dont tout cela s'articule, et au-delà des engagements que nous nous prenons, bien évidemment vous vous doutez bien que l'ANRU, une fois que cette structure met à disposition autant de moyens, on est contraint également dans un calendrier, et je peux vous dire que ce calendrier fait l'objet vraiment d'un montage très précis. Nous avons régulièrement, autour du Préfet aussi, des réunions de concertation, puisque je rappelle que le Préfet également représente l'ANRU au niveau territorial. Vous voyez qu'on est vraiment contraint, c'est-à-dire j'oserai peut-être utiliser une expression triviale, on est vraiment tenu à la culotte. Voilà. Tout cela pour dire que tout cela doit répondre à des règles, à un calendrier et à un planning.

19° PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN – QUARTIER DES COTEAUX - RECYCLAGE DES COPROPRIETES PLEIN CIEL 1&2 – FINANCEMENT DES FRAIS DE DEMENAGEMENT LIES AUX RELOGEMENTS (536/121/875)

Les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 (141 logements par tour) figurent parmi les plus hautes d'Alsace. Elles ont été classées tardivement « Immeuble de Grande Hauteur » (IGH) en 2017. La Sous-commission Départementale de Sécurité a émis un avis défavorable quant à leur occupation après une visite des lieux le 11 décembre 2020. Le rapport souligne notamment que les immeubles sont dangereux. Cet avis défavorable a été renouvelé le 27 octobre 2021.

Compte-tenu du montant à la charge des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité (estimés avant prescriptions complémentaires à 44 M€) ainsi que la mise en place d'un service de sécurité incendie permanent, le choix d'une démolition après constatation de la carence par le Tribunal judiciaire a été retenu comme seule solution envisageable.

Dans ce contexte, les collectivités ont sollicité l'appui de l'ANRU lors du Comité d'Engagement du 3 octobre 2022. Un soutien financier a été attribué par cette dernière pour une opération de recyclage comportant la démolition des deux copropriétés ainsi que leur dalle de stationnement commune.

En décembre 2022, une convention de portage d'urgence a été mise en place avec l'opérateur CDC Habitat Social en attendant la désignation d'un maître d'ouvrage pour l'opération de recyclage via une concession d'aménagement.

Les premières acquisitions étant en cours, la question des frais de relogement des ménages (propriétaires ou locataires) et leur prise en charge se pose.

Ainsi, suite à l'autorisation d'engagement des dépenses par l'ANRU et l'intégration du projet de recyclage dans le programme de renouvellement urbain, il est proposé :

- de subventionner les frais de relogement en attribuant une subvention de fonctionnement aux ménages contraints de déménager, définie de la manière suivante : frais de relogement plafonnés à 5 000 € (ce plafond de 5000 € correspond au forfait ANRU existant en la matière) ;
- les montants préfinancés par la ville viendront en minoration de la participation d'équilibre dûe au titre de la future concession ;
- le versement de cette subvention sera conditionné à la présentation de l'acte de vente du logement, ainsi que l'intégralité des factures sur présentation unique à la Ville de Mulhouse. Les frais pouvant être subventionnés portent sur les frais de déménagement, le démontage d'équipements en place dans le logement cédé et leur réinstallation dans le logement de substitution ;
- sont éligibles à cette subvention les propriétaires occupants ou les locataires devant déménager suite à la vente d'un bien sis dans les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 dans le cadre de la convention de portage d'urgence. Le versement de cette subvention concerne l'ensemble des dépenses liées à des relogements postérieurs au 1er janvier 2023. Cette subvention sera versée par la Ville jusqu'à la signature de la concession d'aménagement conduisant à la démolition des copropriétés.

Chaque versement sera précédé d'une décision attributive de subvention.

Les crédits sont inscrits au budget 2023 sur la ligne suivante

Dépenses de fonctionnement
Chapitre 65 / Article 65748 / Fonction 518
Service gestionnaire et utilisateur 535
LC 32546 « SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le versement d'une subvention visant à financer le relogement des ménages des copropriétés Plein Ciel 1&2 selon les conditions précisées ci-dessus ;
- charge Madame le Maire ou son Adjoint délégué d'attribuer les aides dans les limites des crédits inscrits au Budget et dans le respect des conditions d'éligibilité ;
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à la mise en œuvre du dispositif d'aide.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 875, il s'agit toujours du programme de renouvellement urbain, le quartier des Coteaux, le recyclage des copropriétés Plein Ciel 1 et 2. Je laisse Alain COUCHOT nous développer cette délibération.

M. COUCHOT : Je ne ferai pas au conseil le rappel historique de la situation des tours Plein Ciel, on a eu largement l'occasion de l'évoquer dans différentes

séances. Je profite de cette délibération pour vous faire un point d'avancement de la phase dans laquelle nous sommes. Nous sommes actuellement en phase de négociation amiable de notre partenaire CDC Habitat avec les propriétaires sur la base des montants qui ont été fixés par le service du domaine pour la valorisation des appartements. 135 offres ont été faites *à* date, 58 ont d'autres et déjà été acceptées, 50 sont d'ailleurs en phase de contractualisation chez le notaire. Il y a, à date, 11 refus sur les 135 offres. C'est parce que les premiers relogements vont d'ores et déjà commencer cet été qu'il est proposé au conseil, en anticipation de la prise en charge qui sera ensuite celle de CITIVIA dans le cadre de sa concession, de prendre en charge, comme nous nous y étions engagés auprès des propriétaires qui déménagent, leur déménagement sur production de justificatifs à hauteur de 5 000 €, qui est le montant prévu par l'Agence de renouvellement urbain. J'en profite également pour informer le conseil que la procédure de carence qui est menée, conformément à sa compétence, par m2A Habitat, qui est une procédure judiciaire qui a été déposée. La première audience a lieu le 27 juin, elle se déroulera sur six mois qui seront vraisemblablement prolongés de six mois, donc dans l'année qui vient on reste dans la phase amiable que nous connaissons actuellement, et avant les conclusions d'une éventuelle déclaration d'utilité publique qui interviendront, au mieux, d'ici un an. Je vous remercie.

Mme le Maire : Mme PAUGAM a demandé la parole.

Mme PAUGAM : Effectivement on va enchaîner, et puis finalement il y a quand même, sur certains points, un lien direct avec ce que l'on s'est dit tout à l'heure. Nous serons, je pense, tous d'accord sur la nécessité d'indemniser les habitants des tours Plein Ciel de leurs frais de déménagement imposé, et comme vous l'avez dit, si l'étape actuelle des accords amiables doit laisser ensuite la place à des procédures d'expropriation, de toute façon cela va devenir obligatoire. Mais, pour nous, les modalités d'indemnisation que vous proposez témoignent de l'absence de prise en compte de la spécificité de la situation de ces tours, et c'est pourtant pour nous le cœur de ce dossier. Vous connaissez désormais notre manière de travailler et vous vous doutez bien que nous sommes allez prendre connaissance de la réalité de la situation rue Pierre Loti. Concrètement, déménager un canapé qui ne rentre pas dans l'ascenseur n'a pas le même coût quand on habite entre le 1er et 10ème étage ou entre le 11ème et le 22ème étage. En effet les méthodes et outillages à mettre en œuvre par les déménageurs ne sont alors plus les mêmes. Certains habitants vont donc se retrouver avec des factures de déménagement pouvant aller probablement jusqu'à plus du double du seuil maximum de 5 000 € que vous proposez, sans parler forcément aussi de celles et ceux qui ont assumé ces coûts pour leur emménagement, il y a parfois moins d'un an, et ne peuvent pas concevoir de devoir à nouveau recommencer. L'équité d'indemnisation préjudice ne semble ici clairement pas respectée. Malheureusement, il n'y a pas que ce seul point des déménagements qui pose question. A propos de la justesse de l'accompagnement apporté aux habitants, nous avions déjà alerté, dès le mois de novembre dernier, sur la nécessité de faire tout particulièrement preuve de transparence et de cohérence auprès des habitants des tours Plein Ciel avec une communication la plus claire possible. Force est de constater, après avoir passé un peu de temps dans ces deux tours, que cette ambiance de flou règne toujours et même, je dirais, de plus en plus parmi les habitants. Nous pourrions allonger la liste des interrogations qui nous

ont été remontées mais deux situations doivent être en priorité, je pense, urgemment, éclaircies. La première chose c'est la fourchette de prix de rachat, initialement indiquée entre 42 000 et 65 000 €, qui ne semble pas forcément respectée, celle-ci ayant été communiquée lors de la réunion de septembre dernier auprès de tous les propriétaires et rappelée explicitement dans un article du magazine M+, et aussi relayée dans la presse. Visiblement certains prix de proposition de rachat entendus peuvent s'écarter de cette fourchette, du simple au double, pour les plus bas comme les plus hauts tarifs, et ceci d'après les personnes directement concernées, sans explication claire et circonstanciée des critères d'estimation faites par CDC Habitat auprès des concernés. Certes, c'est un moindre mal pour les plus avantagés même si en l'état de l'offre actuelle cela ne leur permettra pas de racheter un logement équivalent, confer notre discussion de tout à l'heure, mais qu'en est-il pour les plus lésés ? Le fait qu'il n'y ait visiblement pas de garantie ferme de prix minimums décents, cela n'est pas acceptable. Dans un contexte psychologique déjà très compliqué, ceci alimente l'incompréhension des propriétaires et parfois même un certain sentiment d'humiliation quand au final, pour eux, l'estimation financière de leur chez eux résonne un peu comme un jugement, à charge de leurs goûts et de leur mode de vie. Le deuxième point très préoccupant qui concernant autant pour ce coup-ci les propriétaires que les locataires de ces tours, nous avons appris que suite à l'arrêté de mise en sécurité, la CAF a informé les locataires par courrier de la suspension de l'obligation de paiement des loyers et par voie de conséquence des APL. Ceci apparemment sans information préalable auprès des propriétaires qui, dans le meilleur des cas, semblent avoir découvert pour la plupart la situation par leurs locataires quand les relations se passent bien. Certes, ce type de dispositif est sensé être là pour protéger les locataires des marchands de sommeil. Il y a bien des situations où cette formalisation peut être salvatrice à Mulhouse, mais ici elle semble se faire en dépit du bon sens. Il semblerait, en plus, que cette situation ne soit que temporaire le temps de la mise en place du PC sécurité qui devrait arriver début juillet. Je vous le demande : qu'en est-il exactement ? Est-ce que vous pouvez préciser les choses parce que ce sont vraiment des interrogations importantes qui mettent beaucoup de tension en ce moment dans les immeubles ? Et dans le cadre des relations de proximité que vous entretenez avec la CAF, dans ce contexte particulier, pourquoi ne vous êtes-vous pas assurés en fait qu'une communication claire sur les conséquences légales soient faite de manière anticipée auprès de l'ensemble des concernés, propriétaires comme locataires ? On aurait évité ainsi beaucoup de stress et d'incompréhension, et finalement dans l'état cette situation ne fait un peu que rajouter du chaos là où il y en a déjà beaucoup. D'avance merci beaucoup pour les explications claires que vous nous apporterez sur ces deux points qui préoccupent vraiment les habitants, et vous comprendrez que dans ce contexte, sur cette délibération aussi, nous nous abstiendrons. Je vous remercie.

M. COUCHOT : Je vais répondre sur la question des déménagements. J'entends votre souci d'équité mais entendre un montant de déménagement de l'ordre de 10 000 € me laisse sceptique. Quoi qu'il en soit sur ces dispositifs-là nous sommes encadrés par le règlement ANRU. Le règlement ANRU prévoit des plafonds en matière de déménagement. Les premiers déménagements, ce n'était pas nous qui avions décidé de ce montant de 5 000 €, il s'agit bien du règlement ANRU auquel nous sommes soumis dans le cadre de la convention que nous avons signée. Les premiers échanges que j'ai eus avec les premiers

copropriétaires, qui sont effectivement en train de déménager et qui n'ont pas des devis potentiels mais des devis réels qui faisaient état d'une couverture assez large de ce montant par le devis réel. Il peut toujours y avoir des cas particuliers. En ce qui concerne la question de l'information, je m'inscris totalement en faux dans ce que vous avez dit. Nous avons tenu pendant plusieurs semaines une permanence, chaque semaine, à destination des copropriétaires et des locataires qui pouvaient poser toutes les questions qu'ils souhaitaient, et cela a duré jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne qui vienne à cette permanence. Nous avons rencontré et proposé à chaque habitant qu'il soit locataire ou copropriétaire de le rencontrer individuellement, à domicile, à des horaires adaptés, tout cela a été fait par voie d'affichage et par courrier pour étudier avec chaque propriétaire, chaque locataire, des solutions de relogement adaptées, avec des prestataires qui ont été formés sur le sujet et quand ils n'avaient pas la réponse à des questions, comme c'est arrivé au début, ils remontaient les questions et nous avions les réponses à toutes les questions. J'entends le sentiment difficile qui est celui des propriétaires, et je sais que cela reste un point douloureux, et sur la question de la formation, honnêtement, nous avons fait le job. Sur la question de la fourchette, le chiffre que j'ai cité au moment de la réunion publique n'était pas celui de la fourchette de rachat et je sais bien que ça été entendu comme ça, mais j'ai pris soin de préciser qu'il s'agissait des prix extrêmes qui avaient été observés sur les cinq dernières années. Nous n'avons pas en tant que collectivité le pouvoir de fixer le prix des logements, le service des domaines a travaillé de façon extrêmement étroite avec CDC Habitat qui agit de manière extrêmement rigoureuse, extrêmement précise, extrêmement humaine dans l'estimation des biens qui ont été faits, ce qui explique qu'un certain nombre d'appartements en très bon état, de la part de l'appréciation même du service du domaine, aient pu aller largement au-delà de ces propositions, et si ces propositions avaient été aussi inconvenantes que vous semblez le dire, on aurait pas aujourd'hui alors qu'on est au début de cette phase de relogement près de la moitié des offres qui sont d'ores et déjà acceptées. Aujourd'hui cette estimation elle est faite avec rigueur, avec doigté, avec humanité par les gens qui s'en occupent, et je salue ici le travail qui est fait par les équipes de CDC Habitat, en liaison avec le Domaine. Nous n'avons pas la capacité d'appréciation, au-delà des critères qui ont été définis, et tous les appartements ont été visités. J'entends le ressenti que peuvent avoir certains copropriétaires mais c'est un travail qui est fait avec beaucoup de sérieux. Sur la question de la suspension des loyers, c'est effectivement une information qui nous a été communiquée assez tardivement par les services de l'ANAH. C'est une obligation légale à laquelle la Caisse d'allocation familiale n'a pas la capacité de se soustraire dans la mesure où le maire a émis un arrêté de police du maire qui permet la prise en charge à 100 % de l'équipe de sécurité par l'ANAH. La contrepartie de cette prise en charge, je rappelle qu'elle était estimée à 500 000€ annuels, c'est une exigence du service de secours, elle était estimée à 500 000 € annuels par copropriété. Cette somme sera intégralement prise en charge par la ville et financée par l'ANAH. La contrepartie c'est qu'entre le moment où l'arrêté a été émis et le moment où l'équipe de sécurité est en place, ce qui interviendra, je vous le confirme dans le courant du mois de juillet, puisque l'appel d'offres a été rendu, il n'y a pas de possibilité de s'affranchir de la suspension de la CAF qui est une disposition légale qui s'impose à elle. Nous avons prévenu l'ensemble des propriétaires bailleurs, parce qu'il s'agit bien des propriétaires bailleurs, de ce dispositif par l'intermédiaire de leur syndic de

copropriété parce que nous n'avons pas pour chacun d'entre eux leur adresse, c'est le syndic de copropriété qui a transmis cette information. Voilà les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Mme le Maire : Merci pour toutes ces précisions. Nous allons mettre cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ? Merci à vous.

Pour : 40 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4+1 procuration

Abstentions :
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

20° CITE EDUCATIVE – QUARTIER DE BOURTZWILLER (2022-2024) : APPROBATION DE LA CONVENTION-CADRE (131/7.5.6/927)

Les « Cités Educatives » constituent un dispositif innovant qui vise à intensifier les prises en charge éducatives des enfants de la naissance à l'insertion professionnelle dans toutes les dimensions de leur vie (avant, pendant, autour du cadre scolaire).

Elles se fondent sur une alliance éducative des acteurs travaillant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : services de l'Etat, des collectivités, associations, habitants.

A l'occasion du comité interministériel des villes des 29 janvier et 29 juin 2022, le gouvernement a annoncé une extension de programme de labellisation à 74 nouveaux territoires, dont celui de Bourtzwiller à Mulhouse. Cette nouvelle cité éducative rejoint celle des Coteaux, déjà labellisée.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif, il est prévu la mobilisation de moyens importants alloués par l'Etat :

- un budget de 400.000 euros par an de 2022 à 2024, géré par le ministère de la ville
- dont un fonds de 30.000 euros, alloué pour partie par l'Education Nationale et pour partie par l'Etat, au collège chef de file, labellisé afin de financer des actions partenariales.

Ce label de Cité éducative implique un pilotage resserré et des actions renforcées dans 3 directions :

- conforter le rôle de l'école (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements…) ;

- promouvoir la continuité éducative (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté…) ;

- ouvrir le champ des possibles (insertion professionnelle, mobilité, ouverture culturelle, numérique, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations…)

La cité Educative de Bourtzwiller comprend, entre autres, les écoles suivantes :

- Groupe scolaire Pierre Brossolette

- Groupe scolaire Victor Hugo

- Ecole élémentaire Paul Stintzi

- Ecole maternelle Sébastien Bourtz

- Ecole maternelle Quimper

- Ecole maternelle Charles Perrault

- Ecole maternelle Dieppe

Le chef de file est le Collège de Bourtzwiller – rue de Toulon à Mulhouse.

Dans le cadre d'un travail qui a eu lieu avec les services de la Ville de Mulhouse, l'Education Nationale et les services de l'Etat, un projet a été coconstruit permettant de définir les objectifs principaux de la Cité Educative de Bourtzwiller au plus près des enjeux locaux.

Une enveloppe a été réservée par les services de l'Etat à la cité éducative de Bourtzwiller au titre des exercices 2022 à 2024, d'un montant 400.000 euros.

La convention, objet de la présente délibération, fixe les orientations stratégiques et le plan d'action de la Cité Educative Bourztwiller, ainsi que ses modalités de financement, d'organisation et d'évaluation.

Cette Cité Educative propose un plan d'action répondant aux objectifs suivants :

- égalité filles/garçons,

- accompagnement à la parentalité,

- éducation à la mobilité et à l'altérité

- mobilisation des jeunes autour du sport ou de la culture

- mise en œuvre de parcours citoyens inclusifs permettant notamment l'insertion professionnelle des jeunes.

Ces objectifs seront à travailler à la lumière de valeurs socles transversales qui sont l'ambition, le bien-être des jeunes, la logique de parcours et la cohésion d'un large réseau d'acteurs du quartier.

Une équipe en charge de la mise en œuvre opérationnelle des projets est créée et composée :

- d'un chef de projet opérationnel (recruté par la Ville et rattaché au service Politique de la ville),

- du délégué du Préfet,

- du Principal de l'établissement chef de file,
- du chef du service Politique de la ville (Ville),
- du chargé de communication de la Cité éducative,
- de toute personne dont la présence est rendue nécessaire par l'ordre du jour.

La Ville de Mulhouse veillera à promouvoir la cohérence entre le besoin réel et l'offre proposée dans cette ambition éducative qui doit être gage de l'ambition de tous. Le pilotage de cette Cité Educative Bourztwiller s'inscrit en cohérence et de façon pertinente dans le cadre plus général de la gouvernance du plan Ambitions Mulhouse.

Pour l'ensemble des partenaires du secteur, l'objectif sera d'impulser une dynamique locale en mettant en synergie les actions de chacun afin d'agir sur la persévérance scolaire et de favoriser ainsi la réussite des enfants et des jeunes du quartier.

Tout au long du déploiement de ce programme, les partenaires s'engagent à participer à son évaluation pour en tirer tous les enseignements locaux et nationaux afin notamment de structurer davantage le levier éducatif, en lien avec le comité national d'orientation et d'évaluation des Cités Educatives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention-cadre relative à la Cité Educative de Bourtzwiller,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée de signer cette convention-cadre et tous les actes nécessaires à la mise en place de cette Cité Educative.

PJ : convention-cadre triennale de labellisation de la Cité Educative de Bourtzwiller

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Mulhouse

LES Cité's éducatives

CONVENTION CADRE TRIENNALE
de la Cité éducative de

BOURTZWILLER

CONVENTION CADRE TRIENNALE DE LA CITE EDUCATIVE DU QUARTIER DE BOURTZWILLER

VU le Code de l'éducation, et notamment les articles L.111-1, L.211-1 et L.421-10

VU la Loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU La Loi de finances initiale pour 2022 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances,

VU La Loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

VU la Charte de la laïcité à l'Ecole annexée à la circulaire n°2013-144 du 6 septembre 2013 relative à la charte de la laïcité à l'Ecole,

VU la Circulaire n°6057-SG du Premier ministre du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers,

VU la circulaire de rentrée 2021 du 23 juin 2021 du ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports,

VU le cahier des charges relatif à l'appel à manifestation d'intérêt du 28 juin 2021

VU le vade-mecum des cités éducatives d'octobre 2020,

VU la délibération du conseil municipal du 22 juin 2023, qui engage la commune dans le programme des cités éducatives,

VU le contrat de ville de l'agglomération mulhousienne,

ENTRE L'ETAT
Le ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, le ministre délégué chargé du logement et de la ville, représentés par le recteur de l'académie de Strasbourg et le préfet du Haut-Rhin,

ET
La ville de Mulhouse représentée par Madame Michèle LUTZ, maire de Mulhouse.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

Préambule :

Le projet des Cités éducatives participe de la *Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers*. Il s'agit d'un programme gouvernemental, avec un pilotage et des moyens attribués par le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports et par le ministère chargé du logement et de la Ville.

Il consiste à déployer, de manière coordonnée, des moyens humains et financiers publics supplémentaires dans des grands quartiers à faible mixité sociale. Ces quartiers cumulent de nombreuses difficultés socio-éducatives et des risques avérés de décrochage global de certains élèves. Les Cités éducatives s'ajoutent aux politiques publiques mises en œuvre par ailleurs dans les quartiers concernés (renouvellement urbain, solidarités et stratégie pauvreté, emploi-formation professionnelle, sécurité…).

Le levier éducatif fera l'objet d'une mobilisation particulière des pouvoirs publics et du corps social. Le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports a déployé des moyens importants en faveur de l'égalité des chances (instruction obligatoire dès l'âge de trois ans, dédoublements des classes de GS, CP et CE1 en éducation prioritaire, dispositif *Devoirs faits*, *Plan mercredi*, renforcement des *Cordées de la réussite,* Internats d'excellence, développement de la mixité sociale…), qui doivent être relayés et amplifiés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Seule une stratégie globale, coordonnée entre l'Etat et les collectivités territoriales, ainsi que l'ensemble des acteurs éducatifs (enfance/éducation/jeunesse) autour de l'Ecole, peut créer le *continuum* nécessaire à la prévention du décrochage scolaire et au renforcement de la réussite éducative, en lien avec les parents.

Les Cités éducatives visent à encourager un pilotage resserré et des actions renforcées dans trois directions :
- ***Conforter le rôle de l'école*** : structurer les réseaux éducatifs ; assurer une prise en charge précoce ; développer l'innovation pédagogique ; renforcer l'attractivité des établissements…
- ***Promouvoir la continuité éducative*** : implication des parents ; prises en charge éducatives prolongées et coordonnées ; prévention santé ; lutte contre le décrochage scolaire ; développement de la citoyenneté…
- ***Ouvrir le champ des possibles*** : insertion professionnelle en entreprises ; mobilité ; ouverture culturelle ; accès au numérique ; lutte contre les discriminations…

Trois enjeux transversaux devant faire l'objet d'une mobilisation particulière ont également été identifiés :
- *La relation des parents avec l'école et les institutions* ;
- *Le vivre ensemble et les valeurs de la République*, dont la laïcité et l'égalité entre les sexes ;
- *La poursuite d'études et l'insertion professionnelle*, à travers l'orientation, la découverte du monde du travail, l'emploi des jeunes sortis précocement du système scolaire et la formation, avec une attention accrue pour les 16-18 ans.

A l'occasion du comité interministériel des villes du 29 janvier 2022, le gouvernement a annoncé une extension du programme de labellisation à 74 nouveaux territoires, dont celui de Bourtzwiller à Mulhouse qui, comme les 126 premières cités labellisées, cumulent des difficultés d'ordre scolaire, social et urbain et où les acteurs du territoire auront élaboré une stratégie partagée ambitieuse pour améliorer les conditions de réussite des enfants et des élèves.

Tout au long du déploiement de ce programme, les partenaires s'engagent à participer à son évaluation, pour en tirer tous les enseignements locaux et nationaux, afin notamment de structurer davantage le levier éducatif dans les sites en contrat de ville, en lien avec le comité national d'orientation et d'évaluation (CNOE) des Cités éducatives.

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les orientations stratégiques et le plan d'actions de la Cité éducative déployée à Bourtzwiller, ainsi que ses modalités d'organisation, de financement et d'évaluation.

Article 2 : Périmètre de la Cité éducative

Nom et numéro du QPV : Bourtzwiller n° QP068004
- Nom et numéro UAI des collèges membres de la cité éducative :
- Collège de Bourtzwiller (0681127F)

Nom du collège chef de file : Collège de Bourtzwiller (0681127F)

Nom des écoles membres de la cité éducative :
- Groupe scolaire Pierre Brossolette (0680986C)
- Groupe scolaire Victor Hugo (0681829U)
- Ecole élémentaire Stintzi (0681762W)
- Ecole maternelle Sébastien Bourtz (0681023T)
- Ecole maternelle Quimper (0681524M)
- Ecole maternelle Dieppe (0681145A)
- Ecole maternelle Charles Perrault (0681041M)

Article 3 : Objectifs stratégiques de la Cité éducative

La Cité éducative s'inscrit en cohérence avec le déploiement du programme Ambitions Mulhouse Ville Éducative, conduit conjointement par la ville de Mulhouse et l'Education nationale. Elle participe notamment de ses objectifs de lutte contre le décrochage scolaire, de mieux vivre ensemble et de prise en charge des élèves au comportement hautement perturbateur.
Les deux dispositifs concourent à nourrir les ambitions de tous les élèves et de ceux qui les accompagnent pour leur réussite scolaire.
De la qualité de la relation nourrie entre les partenaires naît celle du service rendu à la population. En ce sens la Cité éducative doit avoir un véritable effet levier sur le développement du partenariat entre les membres de la troïka et avec le réseau associatif local pour créer un environnement propice aux apprentissages des élèves, ouvrir l'école aux parents, faciliter la découverte pour les parents et les enfants des ressources locales (entreprises, services, …). Le CSC Pax, par son ancrage territorial est un acteur incontournable de cette Cité éducative et joue un rôle essentiel dans l'accompagnement des familles du quartier vers l'autonomie.

1/ Un soutien à la parentalité élargi et renforcé

L'engagement des parents dans l'éducation de leur enfant est conditionnel de leur réussite et de leur bonne intégration dans la société de demain. Pour cela, ils ont besoin d'être accompagnés par tous les acteurs de la Cité éducative. Le Centre social et Culturel PAX, acteur incontournable du quartier, s'engage aux côtés de la Ville, de l'Etat et de l'Education nationale, dans le cadre de la Cité éducative, à veiller au soutien et à la consolidation de ces liens-parents enfants dans la mise en œuvre des actions proposées.
En termes de soutien à la parentalité, la ville propose déjà des formations gratuites ainsi qu'un accueil particulier, avec notamment le Programme de réussite éducative, mais aussi un possible accompagnement par des éducateurs et médiateurs (médiateurs de quartier, éducateurs de l'association APSM).

L'Education nationale en lien avec la ville, dans le cadre de la Cité éducative, pourrait proposer le développement d'actions de co-éducation pour atteindre le plus grand nombre de familles possibles dans la lutte contre « l'illectronisme » notamment (Exemples : journées décloisonnées ouvertes aux parents, journées portes ouvertes des établissements scolaires, ouvrir l'Ecole aux parents, lieux d'accueil aménagés dans les écoles et les collèges, cafés des parents). Ce travail a déjà été entamé avec la création et l'animation d'un groupe de travail numérique dont le collège est un membre pro-actif. Ce groupe de travail a déjà permis de monter des actions de sensibilisation aux écrans, d'accompagnement à la prise en main de Mon bureau numérique pour les parents afin de mieux envisager l'accompagnement de la scolarité de leurs enfants.
Cette démarche visera à installer ou conforter la confiance entre les familles et les partenaires, dont l'objectif sera de soutenir la réussite des enfants et leur autonomie (créer des espaces collaboratifs pour partager un projet éducatif par exemple). Elle pourra permettre également d'offrir une place accrue des familles dans les instances des établissements scolaires et structures périscolaires, telles que le Centre socioculturel. Cette coopération avec les parents, grâce au soutien à la parentalité, permettrait par la même occasion d'encourager l'ambition scolaire, notamment envers les jeunes filles.

La ville de Mulhouse accueille plus de 130 nationalités. Cette richesse culturelle et linguistique demande à être prise en considération notamment dans la relation des parents avec l'institution scolaire et tous les partenaires institutionnels ou associatifs du quartier de Bourtzwiller.
De ce point de vue, la qualité de la relation, et donc du travail, entre les différents acteurs qui interviennent en accompagnement de la parentalité est un élément très important de la qualité du service rendu et de son efficacité.

2/ Une attention portée au traitement et à la prévention du décrochage scolaire

La lutte contre le décrochage scolaire est un objectif premier. Elle passe à la fois par des actions spécifiques de mobilisation des élèves qui se sont éloignés des lieux d'apprentissage mais également par des initiatives de prévention. L'enseignement des compétences psychosociales, dès le plus jeune âge, les initiatives qui favorisent le climat scolaire en école et au collège, les accompagnements au travail personnel de l'élève et à la scolarité sont autant d'exemples réputés concourir au bien-être des élèves à l'école et dans leur vie quotidienne. Ces objectifs sont naturellement liés au soutien que la Cité éducative pourra apporter à la parentalité.

3/ Une éducation appliquée à l'égalité homme-femme dès le milieu scolaire

La Cité éducative a particulièrement vocation à promouvoir des valeurs éducatives collectives comme l'égalité filles-garçons pour soutenir l'ambition des jeunes filles en les accompagnant vers l'excellence et en leur permettant d'exprimer leurs potentiels dans toutes les voies d'orientation.
Les actions éducatives mises en œuvre dans les écoles et les établissements soutiendront explicitement cette ambition dans et hors du temps scolaire. Elles mobiliseront les partenaires institutionnels et associatifs. L'émancipation par la pratique sportive peut également être valorisée pour atteindre cet objectif.

4/ La construction de parcours citoyens inclusifs (scolarité, insertion professionnelle, vie citoyenne et lutte contre la fracture numérique et le décrochage scolaire)

Le parcours éducatif citoyen est un levier incontournable dont la Cité éducative serait un facilitateur.
Promouvoir les valeurs de la République et la formation du citoyen est un élément essentiel pour la quiétude des quartiers dits défavorisés. Chaque enfant de la maternelle à la fin du lycée doit être formé à la citoyenneté et s'approprier les valeurs de la République. Ses compétences sociales et civiques doivent se construire dans une entente parfaite de co-éducation en impliquant tous les acteurs : écoles, parents, associations de soutien à la parentalité, ville, associations de quartiers avec notamment un grand rôle du CSC Pax. Parents et enfants doivent en être les principaux acteurs, guidés par des principes de respect de soi, de l'autre, des biens communs, de lutte contre toutes les discriminations, l'égalité filles-garçons, etc…

Si des actions répondent déjà à ces objectifs ambitieux (conseil municipal des enfants, conseils de vie collégienne et lycéenne, éco-délégués), la Cité éducative permettrait d'intensifier les actions en créant par exemple des « classes de ville » offrant la possibilité aux enfants de cycle 3 de sortir du quartier pour la découverte de la ville de Mulhouse. Ainsi, la Cité éducative pourra permettre une meilleure participation des enfants (et familles) à la vie locale et dans la conception et la mise en œuvre des actions.

5/ Une ambition culturelle et sportive renforcée

L'accès aux équipements sportifs et culturels est un facteur facilitant la socialisation et les apprentissages des jeunes.
L'importance des vertus de la pratique sportive et de son apport éducatif est moins à démontrer qu'à construire. La Cité éducative de Bourtzwiller offre à tous les partenaires une opportunité de déploiement de dispositifs éducatifs et sportifs notamment dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire et de développement des compétences du vivre ensemble.
L'excellence sportive et la valorisation des potentiels peuvent également constituer des objectifs de réalisation de soi pour la jeunesse de la cité éducative.
Trop souvent, les habitants du quartier ne se sentent pas autorisés à profiter d'une offre culturelle et sportive pourtant riche sur Mulhouse. Un des objectifs de la Cité éducative serait de mieux accompagner les jeunes et leur famille à la découverte des lieux de culture du quartier et de la ville. Cette démarche est nécessairement partenariale et mobilise tous les acteurs de la culture à Mulhouse (associations, structures et institutions culturelles) ainsi que les ressources et moyens individuels et collectifs du Pass Culture.

6/ Une éducation à la mobilité et à l'altérité

La projection des jeunes du quartier de Bourtzwiller vers leur avenir professionnel peut apparaître partiellement entravée par l'appréhension à quitter le périmètre résidentiel dans lequel ils ont grandi.

Ainsi, dans le cadre de la préparation à l'orientation, certaines filières scolaires ou certains débouchés professionnels, même au sein du périmètre strictement mulhousien, peuvent ne pas être sollicités pour des raisons d'éloignement géographique.

L'objectif de la Cité éducative serait ici de promouvoir une orientation permettant l'accès aux différentes formations en amenant chaque jeune à se projeter dans son avenir professionnel en déverrouillant les appréhensions liées à la mobilité.
Sur le versant de la parentalité, il s'agirait également de rendre plus lisibles les parcours et les procédures d'orientation par un dialogue resserré avec les familles. La mise en place de la Cité éducative permettra de mobiliser tous les acteurs de la communauté éducative (parents, partenaires culturels et associatifs, collectivité, le monde de l'entreprise) autour de l'avenir professionnel de la jeunesse du quartier : animation de café des parents dans les écoles et le collège, présentation des différentes filières post-collège, appui sur les différents partenaires, accompagnement à trouver des stages de 3ème ou des jobs d'été…

L'éducation à l'altérité relève un point d'attention partagé, au service d'une approche éducative émancipatrice. La dynamique engagée autour du plan national de formation de tous les personnels de l'éducation nationale à la laïcité et aux valeurs de la République (Plan laïcité) pourra ici être pensée au service de l'éducation à l'altérité, en mobilisant tous les partenaires locaux (associations, collectivités).

Article 4 : Pilotage et gouvernance

Le pilotage et la gouvernance de la Cité éducative s'inscrivent dans le cadre plus général de la gouvernance du plan « Ambitions Mulhouse ».

- **Le comité stratégique décide des orientations stratégiques du programme de la Cité éducative en lien avec le plan Ambitions Mulhouse. Il se réunit deux fois par an et associe** :
  - Monsieur le préfet du Haut-Rhin
  - Monsieur le directeur académique de l'éducation nationale
  - Madame la maire de la ville de Mulhouse

- **Le comité technique conseille les acteurs de la Cité éducative dans la construction de leur dispositif terrain se réunissant une fois par trimestre et associe** :
  - La sous-préfecture de Mulhouse
  - L'éducation nationale
  - La ville de Mulhouse
  - Le chef de file de la Cité éducative
  - Le chef de projet opérationnel
  - La CAF du Haut-Rhin
  - La CEA (Collectivité Européenne d'Alsace)
  - Tout membre pouvant éclairer les échanges (associations de parents d'élèves, ou habitants, centre social et culturel…).

Ce comité technique réunit les membres du comité de direction, le chef de file de la cité éducative, le chef de projet opérationnel et un représentant de tous les partenaires participant au financement des actions- i.e. la région Grand-Est, la CEA, CAF, DDETSPP, DRAC, ARS Grand-Est-. Il définit les actions qui répondent le mieux aux priorités et vérifie la complémentarité de ces actions.

- **Le comité territorial analyse les problématiques du territoire et propose à l'équipe projet des actions y répondant. Il se réunit quatre fois dans l'année scolaire et associe** :
  - La sous-préfecture de Mulhouse
  - L'éducation nationale
  - La ville de Mulhouse
  - Le chef de file de la Cité éducative
  - Le chef de projet opérationnel
  - La chargée de communication
  - Tous les partenaires du territoire utile à la résolution des problématiques de la cité éducative

- **L'équipe projet se réunit autant de fois que nécessaire et associe** :
  - La sous-préfecture de Mulhouse
  - L'éducation nationale
  - La ville de Mulhouse
  - Le chef de file de la Cité éducative
  - Le chef de projet opérationnel
  - La chargée de communication
  - Toute personne nécessaire selon l'ordre du jour : les chefs de service de l'enseignement et de la politique de la Ville, la coordinatrice du PRE, les IA IPR référents des établissements concernés, les principaux des collèges de ressort, les proviseurs des lycées, les directeurs d'écoles, les directrices de crèches, les acteurs associatifs, le CSC Pax…

Elle propose au comité de direction un plan d'actions organisé, cohérent, harmonisé, répondant aux priorités définies par le comité stratégique.
Elle organise les éventuels groupes de travail thématiques impliquant les porteurs des actions, les associations, le centre socio-culturel, le cas échéant les entreprises ou club d'entreprises, le conseil des jeunes.
Elle mobilise les bénéficiaires, jeunes, et structures associatives de quartier. La mobilisation des acteurs se fait également par le biais d'une communication active pour faire connaître le travail en cours.
Enfin, l'équipe projet facilite la mise en œuvre des actions, et assure le suivi et l'évaluation des actions au fur et à mesure de leur mise en œuvre.

Article 5 : Durée de la convention et articulation avec le contrat de ville

La présente convention est conclue pour une durée maximale de trois ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024.

La convention est annexée au contrat de ville susvisé, les Cités éducatives constituant une des interventions rattachées au pilier « cohésion sociale » des contrats de ville rénovés et prolongés jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 6 : Contribution de la commune

La commune s'engage à participer au cofinancement dans le cadre du déploiement et l'enrichissement du plan d'actions triennal transmis, en mobilisant les moyens humains et financiers nécessaires et sous réserve du vote de son budget annuel.

La Ville de Mulhouse s'engage à contribuer financièrement aux actions, par une contribution directe dans le cadre des subventions aux porteurs de projets et par la mobilisation des moyens généraux et des services internes de la Ville aux actions.

De plus, la Ville de Mulhouse s'engage à prendre en charge à hauteur de 12,5 % le financement du poste du chef de projet opérationnel de la Cité éducative, dans le cadre d'un recrutement externe.

Article 7 : Contribution du ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports

Le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports s'engage dans le déploiement des Cités éducatives. Il porte une attention particulière aux ressources humaines indispensables pour conforter le rôle de l'école et organiser le pilotage des Cités éducatives, avec la désignation d'un principal de collège chef de file pour l'ensemble des établissements et des écoles de la Cité éducative.

En outre, un fonds de la Cité éducative est créé auprès du collège chef de file et sera abondé en partie par des crédits éducatifs inscrits au budget académique.

Le Rectorat met à disposition des moyens humains au service de la Cité éducative, notamment le chef de file basé au collège de Bourtzwiller. Il s'engage également à répondre aux grands objectifs visés par la Cité éducative en inscrivant les écoles, les collèges et les lycées concernés dans la mobilisation d'actions concrètes répondant à ces dits objectifs, notamment de l'aide aux devoirs (heure de soutien et d'approfondissement en classe de 6e, PACTE, Devoirs Faits en collège, modules d'accompagnement personnalisé, aide aux devoirs, Dispositif d'Accueil Personnalisé).

Article 8 : Contribution du ministère délégué à la Ville via le programme 147 « politique de la ville » :

Après instruction par la coordination nationale et sur décision des ministres, **sous réserve du vote des crédits en loi de finances**, une enveloppe est réservée à la Cité éducative de 1 200 000 euros, au titre des exercices 2022 à 2024. Le versement de l'enveloppe 2024 sera soumis à la présentation préalable d'un bilan qualitatif et financier sur les deux premières années.

Cette enveloppe s'élève à :

1 200 000 euros

Répartis comme suit :

	Enveloppe spécifique programme 147
2022	400 000,00 €
2023	400 000,00 €
2024	400 000,00 €
Total	**1 200 000,00 €**

Les dotations spécifiques annuelles abonderont l'enveloppe départementale du programme 147, dont le préfet est ordonnateur, consacrée au contrat de ville, selon les mêmes procédures de délégation et d'attribution.

Article 9 : Conditions de délégation aux préfets des enveloppes spécifiques Cités éducatives du programme 147

Le versement de l'enveloppe prévisionnelle 2023 interviendra suite :
- à la transmission de la présente convention signée par l'ensemble des parties ;

Pour l'année 2024, sur présentation préalable d'un bilan qualitatif et financier sur les deux premières années.

Article 10 : Exécution financière

Les modalités de délégation des crédits spécifiques aux Cités éducatives du P147 font l'objet chaque année d'une présentation dans une note d'exécution financière spécifique.

Article 11 : Le Fonds de la Cité éducative (fonds du collège chef de file pour l'Education Nationale)

Un fonds est créé auprès du collège chef de file de la Cité éducative.

Ce fonds a pour but de financer des actions de nature socio-éducatives au bénéfice des élèves de l'ensemble de la Cité éducative et de leurs familles. Il est abondé paritairement chaque année par le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports (P230) et le ministère délégué à la ville (P147) à hauteur de 15 000 euros respectivement, soit un montant total annuel de 30 000 euros. Les collectivités territoriales et d'autres partenaires de la cité éducative peuvent également abonder ce fonds. Les crédits issus du P147 abondant le fonds du collège chef de file sont à prélever sur l'enveloppe globale annuelle de la Cité éducative visée à l'article 8 de la présente convention.

Le principal du collège « chef de file » de la Cité éducative est l'ordonnateur des dépenses et des recettes. Il est secondé dans ses fonctions par l'adjoint gestionnaire de son établissement. Le fonds permet, sur le fondement de l'article L. 421-10 nouveau du code de l'Education de mutualiser des dépenses au bénéfice de tous les élèves de la Cité éducative, du premier comme du second degré.

Les actions financées par le fonds sont engagées par le principal du collège sur la base d'une décision de la troïka.

Chaque année, l'ordonnateur du fonds du collège chef de file adresse au comité de pilotage le bilan d'exécution du fonds.

Article 12 : Cofinancements et dépenses éligibles aux crédits de la Cité éducative

Pour rappel, les crédits de la politique de la ville, destinés à promouvoir l'innovation, la transversalité et le partenariat, n'ont pas vocation à se substituer à des crédits de droit commun de l'Etat ou des collectivités territoriales, ni à financer des actions relevant de leur seule responsabilité.

Il est donc prescrit la recherche du partenariat le plus équilibré, autour de 50% de cofinancement entre l'État, les collectivités (commune, intercommunalité, département ou région) et les éventuels fonds propres des porteurs de projets. Ces cofinancements s'entendent de tous apports en numéraires, de l'obtention d'autres subventions (CAF, Etat, UE…) et de la valorisation de dépenses qui concourent au projet et qui illustrent ainsi la mobilisation des moyens préexistants et leur mise en cohérence.

Au-delà du cas particulier des équipes projet mutualisées, qui peuvent faire l'objet d'un cofinancement de l'Etat tendant vers 50%, une attention particulière sera apportée aux dépenses de personnel, afin de ne pas venir en substitution de

politiques de l'emploi tendant à alourdir la masse salariale des collectivités au-delà de la période de soutien financier de 3 ans.

Article 13 : Respect des valeurs de la République

Les bénéficiaires de l'aide de l'Etat dans le cadre de la présente convention s'engagent à promouvoir et à faire respecter toutes les valeurs de la République. Ils s'engagent également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe. Tout manquement à ces principes conduirait à la dénonciation de la subvention et à son reversement au Trésor public.

Article 14 : Revue annuelle de projet

Chaque année, et sur la base du plan prévisionnel d'actions figurant en annexe à la présente convention, le préfet de département organise avec les services de l'Education nationale et de la collectivité territoriale une revue de projet, dont il transmet les documents de synthèse à la coordination nationale des Cités éducatives avant le 1er décembre de l'année concernée.

Cette revue annuelle de projet a pour objectif de mesurer l'avancée réelle du projet, au regard des priorités identifiées par les partenaires et des engagements pris par chacun des financeurs. Elle vise à garantir les bonnes conditions de mise en œuvre des objectifs et de déploiement des actions, mais aussi à déceler les freins et difficultés à résoudre, afin de définir en commun des actions correctives nécessaires. Il s'agit donc avant tout d'un bilan d'étape, mais également d'un rendez-vous d'anticipation de la suite du projet pour en accélérer la mise en œuvre et en maximiser les résultats.

Concrètement, le préfet de département transmettra à la coordination nationale les documents de synthèse de la revue annuelle de projet, permettant de valider, avec les services de l'Education nationale, le bilan financier, le suivi opérationnel des actions et les éléments d'évaluation de résultat.

La revue annuelle de projet sera établie en lien avec :
- Les autorités académiques (pilotage et gouvernance du projet, rôle du collège chef de file, participation des personnels enseignants, innovation pédagogique, bilan des formations, lien avec le projet académique, impacts sur les résultats des élèves, …) ;
- Les services de l'Etat en région en charge de l'animation et du pilotage de la politique de la ville : pilotage, animation et mobilisation interministérielle (SGAR, DREETS)
- Les services de l'Etat associés en raison de leurs compétences respectives (DRAC, DRAJES, ARS, DDPJJ, …) ;
- La municipalité (pilotage et gouvernance du projet) ;
- Ainsi que de toutes les parties prenantes impliquées dans le pilotage du projet (intercommunalité, département, région, CAF, associations, conseil citoyen, associations de parents, etc.).

Le cas échéant, les partenaires pourront s'appuyer sur le réseau Canopé et les centres de ressources de la politique de la ville pour relever les actions d'animation, de formation ou d'évaluation entreprises, éventuellement dans un cadre mutualisé entre plusieurs Cités éducatives.

En cas d'absence de revue de projet ou d'écart injustifié entre le compte-rendu financier et l'enveloppe versée, le montant de l'enveloppe annuelle pourra être révisé.

Article 15 : Suivi et évaluation

La Cité éducative établira, au plus tard pour le 30 septembre 2023, un protocole de suivi et d'évaluation, précisant la gouvernance prévue (observatoire de la réussite éducative par exemple), les objectifs et le public ciblé (tranche d'âge et cotation genrée, cadre scolaire et/ou périscolaire), le calendrier prévisionnel de déploiement des actions, et l'effet-levier prévu, ainsi que les indicateurs de suivi et de résultat, voire d'impact.

Ce protocole constituera une annexe à la présente convention.

La mise en œuvre de cette évaluation est menée par une équipe indépendante et spécialisée. Le Laboratoire interuniversitaire des Sciences de l'Éducation de l'Université de Haute Alsace est susceptible d'être sollicité à cette fin.

L'évaluation porte sur les résultats et l'impact de la démarche et des actions par rapport aux objectifs.

L'ensemble des productions relatives à cette évaluation (rapports, analyses, …) sera transmis à la coordination nationale afin de nourrir les rapports de cette dernière et du CNOE.

La coordination nationale, en lien avec la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) et l'observatoire national de la politique de la ville (ONPV), fournira chaque année une fiche d'identité actualisée comportant les données-clés de la Cité éducative, dans le cadre du travail d'évaluation nationale du programme, en lien avec le Comité national d'orientation et d'évaluation (CNOE).

Le CNOE pourra solliciter les responsables de la Cité éducative pour disposer d'informations relatives aux thèmes abordés dans son programme de travail, et dans le cadre de l'élaboration de son rapport annuel.

Tout au long de la durée de conventionnement, les signataires de la présente convention s'engagent par ailleurs à participer aux différents chantiers évaluatifs nationaux (suivi de cohorte, évaluation qualitative,) initiés par la coordination nationale des Cités éducatives, assurée conjointement par l'ANCT et la DGESCO.

Les travaux de suivi et d'évaluation de la cité éducative pourront alimentés autant que de besoin ceux du programme Ambitions Mulhouse.

Article 16 : Partage d'expériences et communication

o Plateforme numérique

En vue de mobiliser largement et de fédérer les acteurs, une plateforme numérique valorisera le programme et facilitera la coopération au plan local, entre Cités éducatives et avec la coordination nationale ou les partenaires du projet.

Un espace spécifique sera mis à disposition de chaque Cité éducative en vue de fédérer les acteurs, de partager les expériences et de diffuser les informations essentielles concernant la Cité, notamment les indicateurs de situation et de suivi. L'Etat et la commune désignent conjointement un responsable de publication et un webmaster.

o Logo et communication

Le logo, symbolisant l'ambition d'un territoire à « haute qualité éducative », peut être librement utilisé par les partenaires de la Cité éducative pour labelliser les lieux d'excellence participant au projet (écoles, autres lieux éducatifs publics ou associatifs). Il pourra également être utilisé par les partenaires pour labelliser les membres impliqués de l'« alliance éducative locale » qui partagent les valeurs éducatives et républicaines du projet, éventuellement regroupés dans une charte d'engagement.

La démarche des Cités éducatives dans laquelle s'engage la collectivité et les financements spécifiques accordés doivent faire l'objet d'une communication en direction des habitants du territoire en Cité éducative. Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype du ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des sports, du ministère chargé de la Ville et des acteurs financeurs du projet (affiches, flyers, programmes, site internet...) et la mention "avec le soutien de l'ANCT" pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels et multimédia.

Article 17 : Contrôle de l'administration

La collectivité territoriale et les signataires s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'Etat ou par l'Agence nationale de la cohésion des territoires de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 18 : Avenant

Toute modification sensible du programme ou du plan d'actions tels qu'ils ont été définis dans la présente convention nécessite l'accord préalable du préfet de département et devra faire l'objet d'une transmission à la coordination nationale.

Article 19 : Révision - Résiliation - Règlement des conflits

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention (enveloppes réservées, cofinancements de la collectivité et d'autres partenaires indiqués dans le plan d'actions) ou de ses avenants, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Le reversement au Trésor public de tout ou partie des sommes déjà versées sur le programme 147 pourra être exigé.

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Fait en trois exemplaires originaux, le à

Pour la ville bénéficiaire Le maire de Mulhouse, Madame Michèle LUTZ	Le préfet du Haut-Rhin, Monsieur Louis LAUGIER	Le recteur de l'académie, Monsieur Olivier FARON

Mme le Maire : Nous passons à la Cité éducative, il s'agit du quartier de Bourtzwiller sur la séquence 2022-2024,de l'approbation de la convention-cadre. La présente délibération vise à approuver cette fameuse convention-cadre relative à la Cité éducative de Bourtzwiller qui, je le rappelle, est également un quartier de reconquête républicaine. Cette dernière s'est donnée pour ambition de travailler notamment autour de l'égalité filles-garçons, de l'accompagnement à la parentalité, de l'éducation à la mobilité et de l'insertion des jeunes. Elle pourra s'appuyer sur un budget annuel de 400 000 €. Le groupe Mulhouse Cause Commune nous a indiqué son souhait de poser une question sur cette délibération. Je vous laisse la parole. M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci Mme le Maire, chers collègues. La première remarque c'est que cette convention-cadre arrive sans qu'il y ait eu, au préalable, concertation sérieuse avec les élus, même si nous avons eu l'occasion de manière elliptique d'évoquer le sujet. Par conséquent vous nous demandez ce soir de nous prononcer, alors que pour beaucoup c'est une découverte, sur une convention qui porterait sur trois ans. J'aimerais quand même qu'on revienne sur : de quoi s'agit-il ? Ma première question. Il s'agit en fait d'un choix effectué dans le cadre de la politique de la ville. Je crois que c'est important de le dire, vous l'évoquiez tout à l'heure, Mme SORNIN, ce n'est pas directement une politique éducative stricto sensu, j'aurais l'occasion d'y revenir. Il s'agit donc de 1,2 M€ sur trois ans, 400 000 € qui sont destinés à un réseau, avec un chef de file, le collège de Bourtzwiller, plus sept écoles, de telle sorte que ça vient recouvrir les réseaux REP+ qui existent déjà. Ensuite, quelle gouvernance pour quels objectifs ? Vous venez d'en rappeler quelque-uns et évidemment dans ce que vous rappelez vous indiquez rapidement la parentalité, l'égalité filles et garçons etc. Sans que là aussi on distingue nettement quels sont les objectifs par rapport à comment l'école intervient dans ce domaine et en la matière. Ensuite, ce qu'on peut observer à la lecture de la convention, c'est que à la différence de ce qui existe dans les REP+, la tutelle change de nature, on sort d'un cadre qui est un cadre d'Education Nationale à un cadre qui est désormais placé, je cite encore la convention, sous l'autorité d'une Troïka, je cite, ce n'est pas moi qui l'invente, d'une Troïka, c'est répété trois ou quatre fois. En l'occurrence la collectivité, Mme le Maire, en l'occurrence le représentant le l'Etat donc le Préfet, politique de la ville oblige, et en dernier ressort le directeur académique des services de l'Education Nationale, le DASEN comme on dit de façon un peu courante. Autre question : comment l'argent va-t-il être distribué ? Il va être distribué d'une manière simple, à partir toujours de fameux appels à projets. Appels à projets qui seront ouverts sur l'ensemble du quartier, en l'occurrence le quartier de reconquête républicaine de Bourtzwiller en s'appuyant sur le tissu, je cite toujours, associatif local, en particulier le centre social culturel du PAX avec comme missions, outre celles que vous avez citées, Mme le Maire, des missions également qui vont s'intéresser à l'insertion professionnelle des jeunes, l'orientation y compris avec le concours de représentants du monde de l'entreprise donc du patronat, etc. Evidemment cela fait toujours du bien en temps de crise de voir arriver 1 200 000 € soit, pour trois ans, 400 000 €. Ceci dit et l'idée en soit de Cité éducative ne me gène pas, ne nous gène pas, à condition évidemment qu'elle vienne se greffer sur un effort identique de la part de l'Education Nationale, première condition. Deuxième condition, qu'elle ne vienne pas s'ajouter comme un dispositif supplémentaire de telle sorte qu'aujourd'hui la ville ressemble à un archipel, archipel avec le développement

des inégalités. Tous les enfants de Mulhouse, aujourd'hui, ne sont pas placés dans la même situation. A qui est en Cité éducative, à qui, et j'y reviendrai tout à l'heure, doit faire l'école ensemble ? Sur l'aspect l'Education Nationale où est-elle ? L'Education Nationale continue de supprimer des postes dans le premier et dans le second degré, c'est cela la réalité. Tout ce qui concerne le recours à des personnels en supplément formés, aucune mention. Tout ce qui recourt à l'évocation de la revendication dans ces classes, on va mettre une ATSEM par classe, ça n'existe pas, etc. Quid des infirmières scolaires ? des assistantes sociales, des médecins scolaires et compagnie. Quelque part le dispositif que vous nous demandez de signer, faute de pouvoir marcher sur deux jambes c'est-à-dire d'accompagner cette distribution d'argent public en direction d'un périmètre, en finalement aboutissant à créer un cycle qui n'est pas vertueux mais qui est vicieux, qui va maintenir les gosses dans le quartier y compris pour l'insertion. Comment est-ce que l'on peut faire fonctionner cela de manière positive pour l'ensemble des jeunes, y compris avec une ambition scolaire, si à côté il n'y a pas l'Education Nationale qui vient ? Et la seule référence pour les enseignants c'est de dire que les enseignants qui seront porteurs de projets seront rétribués dans le cadre du PACTE. Je cite encore, c'est quoi le PACTE ? C'est la dernière mesure à la mode mise en place par M. Pap Ndiaye sur la base du volontariat. On va distribuer des briques. Je termine pour dire qu'avoir des moyens supplémentaires dans ce cadre-là ne va pas régler le problème qui est au cœur de la ville de Mulhouse en matière scolaire, c'est-à-dire le besoin d'égalité. Cela va ajouter avec la territorialisation des politiques publiques un dispositif de plus, alors qu'on en a déjà beaucoup. Pour toutes ces raisons, nous nous abstiendrons. On ne peut pas cautionner cette proposition qui boite.

Mme le Maire : Je vois que vous avez les mêmes références que moi. Vous avez dû écouter le Ministre ce matin. Il y a eu des annonces du Ministre ce matin.

M. SIMEONI : Je n'écoute pas toujours le Ministre même si je l'entends parfois, parce que d'abord il ne parle pas assez fort et il chante souvent une musique que je n'apprécie pas.

Mme le Maire : Stop on va peut-être s'arrêter là au conseil municipal. Je donne la parole à Cécile SORNIN pour nous donner des précisions sur cette délibération.

Mme SORNIN : Merci Mme le Maire. On ne va pas faire le procès de l'Education Nationale, il y a des choses à dire, on en convient. Deux points. Convention sans négociation pour une raison assez simple, comme Bourtzwiller est un quartier de reconquête républicaine, la Cité éducative va de facto avec la chance d'une Cité éducative, Joseph, à mon sens, ce n'est pas tant le temps scolaire sur lequel il y a en effet des dispositifs et de l'argent, c'est la volonté justement sur la Troïka de travailler tous les temps scolaires, et avec Chantal RISSER ma collègue à l'Education, on travaille main dans la main. Je considère que c'est une chance que deux ministères, celui de la ville et celui de l'Education Nationale aient décidé de s'associer pour travailler les temps de l'enfant 24h/24h, 365 jours par an. Parce que le temps scolaire, j'ai été enseignante, 24h par semaine les semaines d'école, cela ne fait pas beaucoup de temps l'école, donc c'est aussi précieux de pouvoir travailler avec les parents, de travailler avec l'écosystème. Personnellement je ne considère pas une seconde que la Cité éducative est un dispositif supplémentaire, je trouve que c'est un dispositif qui – allez je vais le

dire comme je le pense- qui permet pour ne pas dire qui oblige l'Education Nationale à ouvrir ses portes, à penser au-delà des heures scolaires, parce qu'on en a besoin. Cela ne va pas régler le besoin d'égalité mais ça va grandement y contribuer, c'est l'objectif, et c'est la façon dont on travaille, je l'ai dit tout à l'heure sur la présentation de la DPV, c'est justement que ces dispositifs qui pourraient être des dispositifs de plus puissent être des dispositifs qui sont coordonnés et qui permettent aux acteurs de programmer, de projeter des opérations concertées. C'est cela. Aujourd'hui pourquoi dans ces quartiers ça bouge ? Parce que les acteurs qui travaillent pour les habitants se connaissent, ils ont développé des relations de confiance, on ne peut pas le nier et la Cité éducative y contribue. Donc vraiment moi je suis pour voter cette délibération sans aucune retenue, merci.

Mme le Maire : Merci Cécile. Je vais mettre cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 40 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4+1 procuration

Abstentions :
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

21° NOTRE ECOLE FAISONS-LA ENSEMBLE : CONVENTIONS DE FINANCEMENT (2212/8.1/907)

Portée par le Conseil national de la refondation (CNR) et le ministère de l'Éducation nationale, la démarche « Notre école, faisons-la ensemble » a pour volonté de permettre aux écoles et établissements scolaires volontaires d'impulser une approche participative afin de faire émerger des projets innovants destinés à améliorer le bien-être, réduire les inégalités et développer l'excellence dans les apprentissages.

Dans ce cadre, une concertation est ouverte depuis le mois d'octobre 2022 au plan national associant les équipes pédagogiques et éducatives dans les écoles volontaires. Les écoles qui le souhaitent peuvent aller au-delà de cette concertation et élaborer ou adapter un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école.

Les écoles pour lesquelles un tel projet nécessite un soutien financier peuvent bénéficier d'un accompagnement dédié dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique (FIP) doté de 500 millions d'euros. Le soutien du FIP peut être sollicité par les écoles à tout moment et peut être ponctuel ou pluriannuel en fonction de la nature du projet. Une commission d'examen, présidée par le

recteur, se réunit pour examiner les projets au fur et à mesure de leur présentation et décide du soutien financier accordé.

Considérant que l'Etat est gestionnaire du FIP et que la collectivité a la charge des dépenses afférentes aux projets pédagogiques, il convient, par le recours à une convention, d'organiser les modalités de gestion du soutien financier afin de clarifier entre autres les éventuelles problématiques de propriété des matériels acquis dans ce cadre.

Aussi pour chacun des projets, une convention prévoit que la collectivité couvre les dépenses afférentes au projet avec le versement par l'Etat à la collectivité d'une avance de 30% du montant attribué au titre du FIP puis la prise en charge du reste à payer sur production de la preuve de la dépense.

La présente délibération concerne la signature des conventions de financement entre la Ville de Mulhouse et l'Etat pour les projets ayant obtenu le soutien du FIP lors des commissions des 16 janvier, 10 mars, 5 avril et 31 mai 2023, à savoir :

- Groupe scolaire Wagner : « Collaborons pour dépister et développer le langage »
  ➔ financement accordé à hauteur de 5 000 €

- Ecole maternelle Louis Pergaud : « Sentir, voir, toucher pour mieux parler avec coparentalité »
  ➔ financement accordé à hauteur de 9 400 €

- Ecole maternelle Wolf : « Le petit déjeuner : embarquement pour la journée »
  ➔ financement accordé à hauteur de 5 000 €

- Groupe scolaire Pierrefontaine : « Pierrefonthèque »
  ➔ financement accordé à hauteur de 25 000 €

- Groupe scolaire Dornach : « Réalisation d'une salle sensorielle pour les élèves à besoins particuliers »
  ➔ financement accordé à hauteur de 9 000 €

- Ecole maternelle Camus : « La nature comme terrain d'apprentissage »
  ➔ financement à hauteur de 24 200 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les conventions entre la Ville de Mulhouse et l'Etat ;
- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée d'établir et de signer les actes nécessaires.

PJ : 6 conventions de financement entre la Ville de Mulhouse et l'Etat

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Projet pédagogique « *Pierrefonthèque* »

Entre
L'Etat,
Représenté par le recteur d'académie de Strasbourg
Ci-après dénommé « Etat »

Et

La collectivité Commune de Mulhouse
Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école EP Pierrefontaine relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal du ……/……/…… approuvant la présente convention,

*****

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe se définit comme suit :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **25000** € pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

- La collectivité s'engage à financer le projet pédagogique à hauteur de **_____** €.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de **7500** €, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique Pierrefonthèque, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire				Données de comptabilité générale				Autre
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire		Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est le recteur de l'académie de Strasbourg
Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques du Bas-Rhin.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 3 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours
Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Académie de Strasbourg Commune de Mulhouse

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Projet pédagogique « *La nature comme terrain d'apprentissage* »

Entre
L'Etat,
Représenté par le recteur d'académie de Strasbourg
Ci-après dénommé « Etat »

Et

La collectivité Commune de Mulhouse
Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école EM Albert Camus relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal du ……/……/…… approuvant la présente convention,

*****

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe se définit comme suit :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **24200** € pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

- La collectivité s'engage à financer le projet pédagogique à hauteur de _____ €.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de **7260** €, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique La nature comme terrain d'apprentissage, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire				Données de comptabilité générale				Autre
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire		Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est le recteur de l'académie de Strasbourg
Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques du Bas-Rhin.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 3 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours
Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Académie de Strasbourg Commune de Mulhouse

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Projet pédagogique « *Sentir, voir, toucher pour mieux parler avec co-parentalité* »

Entre
L'Etat,
Représenté par le recteur d'académie de Strasbourg
Ci-après dénommé « Etat »

Et

La collectivité Commune de Mulhouse
Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école EM Louis Pergaud relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal du ……/……/…… approuvant la présente convention,

*****

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe se définit comme suit :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **9400** € pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de **2820** €, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique Sentir, voir, toucher pour mieux parler avec co-parentalité, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire				Données de comptabilité générale				Autre
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire		Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est le recteur de l'académie de Strasbourg
Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques du Bas-Rhin.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 3 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours
Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Académie de Strasbourg Commune de Mulhouse

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Projet pédagogique « *Le petit déjeuner : embarquement pour la journée* »

Entre
L'Etat,
Représenté par le recteur d'académie de Strasbourg
Ci-après dénommé « Etat »

Et

La collectivité Commune de Mulhouse
Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école EM Wolf relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal du ...../...../..... approuvant la présente convention,

*****

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe se définit comme suit :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **5000 €** pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de **1500 €**, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique Le petit déjeuner : embarquement pour la journée, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire				Données de comptabilité générale				Autre
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire		Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est le recteur de l'académie de Strasbourg
Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques du Bas-Rhin.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 3 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours
Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Académie de Strasbourg Commune de Mulhouse

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Projet pédagogique « *Réalisation d'une salle sensorielle pour les élèves à besoins particuliers* »

Entre
L'Etat,
Représenté par le recteur d'académie de Strasbourg
Ci-après dénommé « Etat »

Et

La collectivité Commune de Mulhouse
Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école Groupe scolaire Dornach relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal du ……/……/…… approuvant la présente convention,

*****

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe se définit comme suit :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **9000** € pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

- La collectivité s'engage à financer le projet pédagogique à hauteur de _____ €.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de **2700** €, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique Réalisation d'une salle sensorielle pour les élèves à besoins particuliers, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire				Données de comptabilité générale				Autre
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire		Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est le recteur de l'académie de Strasbourg
Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques du Bas-Rhin.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 3 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours
Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Académie de Strasbourg Commune de Mulhouse

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Projet pédagogique « *Collaborons pour dépister et développer le langage* »

Entre
L'Etat,
Représenté par le recteur d'académie de Strasbourg
Ci-après dénommé « Etat »

Et

La collectivité Commune de Mulhouse
Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école Groupe scolaire Wagner relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal du ……/……/…… approuvant la présente convention,

*****

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe se définit comme suit :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **5000 €** pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de **1500** €, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique Collaborons pour dépister et développer le langage, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire				Données de comptabilité générale				Autre
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire		Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est le recteur de l'académie de Strasbourg
Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques du Bas-Rhin.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 3 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours
Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Académie de Strasbourg Commune de Mulhouse

Mme le Maire : Nous passons à la délibération qui a un très joli titre : « Notre école faisons-là ensemble ». Il s'agit d'une convention de financement. Je laisse tout de suite la parole au groupe Mulhouse Cause Commune qui a souhaité débattre de la question. Je présume que c'est M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Evidemment à l'heure qu'il est, je ne vais pas développer outre mesure, mais si tout à l'heure vous disiez que sans doute j'avais écouté le ministre, ce qui n'est pas le cas…

Mme le Maire : Dommage, il a parlé ce matin.

M. SIMEONI : dans le titre utilisé par la délibération vous prenez un élément de langage du Président MACRON. Effectivement c'est ce qu'il a lancé l'année dernière, à l'automne, à Marseille, à l'occasion de la création - là aussi il faut savoir de quoi on parle- de la création du fonds d'innovation pédagogique ? C'est cela ? doté de 500 M€ pour l'ensemble de la France et pour une durée de 5 ans, ce qui fait grosso modo 1,4M€, un peu plus, ce qui réduit un peu le volume. En l'occurrence, ici ça concerne six écoles de Mulhouse, vous me dites si je me trompe mais j'ai bien lu la délibération, là aussi c'est la même chose c'est à partir du volontariat, et donc on va dans le sens de la culture du projet, et il se trouve que six écoles vont au total recevoir quelque chose qui équivaut à 75 000 €, je ne fais pas le détail, il se trouve dans la délibération. Alors on peut s'en réjouir, on peut se réjouir pour ces six écoles de Mulhouse qui vont recevoir ces subventions, qui sont des subventions d'Etat. Là aussi on pourrait se dire, voilà l'Etat, mais moi je pense à toutes les écoles qui sont en situation difficile, qui ont des difficultés de tous ordres et qui ne les auront pas, et c'est la majorité. Ce qui me semble important d'avoir à l'esprit, c'est qu'évidemment on sent tous l'idée qui est prôné par le Président, depuis Marseille, où il y avait une situation catastrophique, l'idée c'est de dire : « ben écoutez, dépatouillez-vous, nous on met à votre disposition un fonds d'innovation pédagogique, et puis faites des projets, que les meilleurs gagnent, mais pas tous ». On ne fait pas l'école ensemble comme ça, les uns contre les autres, une école contre une autre, des collègues contre des collègues. D'autant plus que sur le fond, Mme le Maire, les questions latentes qui sont les suppressions massives de postes, encore cette année pour les professeurs des écoles 1 364 postes qui ne sont pas pourvus, je vous laisse imaginer ce que cela veut dire au niveau de la crise que traversent ces métiers. Deuxième chose, c'est tout ce qui concerne aussi les restrictions par rapport aux collectivités et le fait que l'on est toujours dans l'attente d'avoir une ATSEM par classe. Enfin sur la sécurité de nos écoles, il y a des écoles dans Mulhouse - ça vient d'être épinglé dans un rapport récent au sujet de l'amiante, la Porte du Miroir, la Wanne, Jean XXIII, vous voyez je ne fais as de séparatisme scolaire - qui sont épinglées. Notre école mulhousienne a besoin de réponses sur la base de l'égalité pour que ça puisse aller vers tous les enfants, qu'il n'y ait pas de différences, et que les parents puissent envoyer en toute sécurité leurs enfants dans les écoles de notre ville. Merci, on s'abstiendra donc là aussi.

Mme le Maire : Chantal RISSER.

Mme RISSER : Merci Mme le Maire. On a abordé un certain nombre de points déjà ensemble notamment lors de la commission Education. Vous abordez plusieurs sujets, des sujets qui ne nous concernent pas et qui sont de la

responsabilité de l'Education notamment sur la suppression de postes. Je tiens quand même à dire, ce soir, même si ce n'est pas de notre responsabilité que je pense pouvoir dire que sur Mulhouse on a vraiment une oreille attentive de la part du DASEN et de ses équipes, et qu'aujourd'hui j'étais encore en réunion cet après-midi avec mes équipes, on tient informé l'Education Nationale de l'évolution des effectifs, et à ce jour on a aucune fermeture de classe qui n'est pas justifiée sur Mulhouse. Je ne parle que sur Mulhouse, on a aucune fermeture de classe qui n'est pas justifiée, on a des ouvertures de classes et on a des ouvertures potentielles à la rentrée en fonction du nombre d'effectifs. On sait très bien que sur Mulhouse on a des familles qui arrivent tout l'été, et que ça fluctue pas mal. Par rapport à cela on n'est pas forcément mal loti sur Mulhouse. Concernant la sécurité dans les écoles, on fait des travaux chaque année. Vous parlez encore des travaux d'amiante, on en fera cet été dans certaines écoles. On a vraiment un œil très vigilant sur tout ce qui touche à la sécurité des enfants, que ce soit au niveau de l'amiante mais aussi de la sécurité par rapport aux barrières autour des écoles, etc. Concernant «Notre école faisons-là ensemble », je pense que c'est un dispositif qui a du mérite dans la mesure où, vous parliez d'équité tout à l'heure, il y a une équité sur le territoire, il fait sens dans la mesure et il oblige les équipes à travailler ensemble et à monter des projets d'écoles. Certes aujourd'hui on en est à six. On sait qu'il y a une commission qui va se réunir, encore fin du mois de juin, dans laquelle il y aura de nouveaux projets mulhousiens. Moi je peux vous dire pour être en contact quasi quotidien avec les directeurs d'écoles qu'il y encore de très nombreux projets qui vont arriver. Là on en a six pour l'instant, on en aura peut-être dix après la commission et on en aura peut-être vingt, trente autres à la rentrée. Il y a une équité sur le territoire, je crois qu'il y a vraiment des équipes qui sont mobilisées, et nous serons à leurs côtés pour leur permettre de mener à bien ces projets, notamment parfois par l'aménagement de salles de classes, par des travaux dans les écoles voire même du financement sur certaines projets pour les accompagner. On va voter cette délibération. M. CAUSER.

M. CAUSER : Bonsoir Mme le Maire, bonsoir chers collègues. Je suis pour les expérimentations étant moi-même un produit d'expérimentations pédagogiques du lycée expérimental de St Nazaire. Je ne peux pas être contre, par contre ce que je pense intéressant c'est de réfléchir sur les bilans, sur les évaluations. On a par exemple loué, on a encensé l'Ecole 42, il y a deux trois ans, mais il n'y a pas d'évaluation qui a été faite. J'ai des échos qui ne sont toujours très positifs venant de cette école. Je pense qu'à un moment donné ce ne serait pas mal de réfléchir sur ce que l'on fait, on a l'impression autrement d'être des petits hamsters dans une cage. Effectivement on tourne, on tourne mais on ne s'arrête jamais, pour regarder un peu ce qui est fait concrètement. En tout cas je voterai pour cette expérimentation, c'est clair, mais avec le souci de dire que ce serait bien quand même qu'à chaque fois on fasse un peu des bilans pour progresser parce que tout restera perfectible de toutes façons, et la question de la sécurité est beaucoup plus globale que simplement l'enceinte de l'école, ce sont des enfants qui vont être dans une école, qui pourraient y aller tout seuls sans problème, en toute tranquillité, de façon beaucoup plus sereine qu'aujourd'hui. C'est tout cela la sécurité. Ce n'est pas en dix minutes que l'on va débattre du bien-fondé de ce type d'expérimentation comme vecteur de lutte contre les inégalités. Merci de m'avoir écouté.

Mme le Maire : juste une précision pour l'Ecole 42. M. CAUSER, vous savez que la première année nous avons financé ce qu'on appelle « la piscine », et je regarde Cécile. Sans entrer dans les détails, ce financement s'est fait parce qu'on l'avait voté, et nous avons demandé, en même temps, quelques évaluations avant de nous engager dans un nouveau financement. Ce sont chaque fois des financements annuels de piscines. Nous avions un certain nombre d'exigences puisqu'on s'est rendu compte que lors de la première immersion, est–ce que c'était le fait du hasard par rapport au nombre de candidatures, par rapport aux candidats qui ont postulé, je ne sais pas, je n'oserai pas l'affirmer, et je ne suppute rien du tout, en tout cas nous avons eu une exigence forte pour la deuxième piscine, c'est de pouvoir effectivement avoir la certitude que ce sont surtout des jeunes des quartiers qui seront visés et qui seront pris en compte. Si vous voulez plus de détails, on peut en discuter plus tard, M. CAUSER. Vous parliez d'évaluation ; quand on entre dans ce genre de financement, je parle de l'Ecole 42, une fois de plus, l'école de l'Education c'est différent, on a des exigences et on demande aussi des évaluations par rapport au nombre de gens qui sont pris en charge. On met cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 40 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4+1 procuration

Abstentions :
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° ASSOCIATIONS CULTURELLES : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT ET BOURSES AUX PROJETS CULTURELS 2023 (218/7.5.6/909)

La ville a une longue tradition de soutien des acteurs culturels, sur les filières :
- arts vivants (danse, musique, théâtre, opéra, cirque …),
- arts visuels (art contemporain, photographie, cinéma …),
- patrimoine,
- livre / édition,
- enseignement artistique.

Elle accompagne non seulement les structures importantes telles que la scène nationale - la Filature et le Noumatrouff, mais aussi des associations professionnelles et de pratiques amateurs de dimension moindre. L'ensemble de ces acteurs constitue un écosystème particulièrement riche sur le territoire.

Aujourd'hui, afin de ne pas mettre en difficultés les acteurs culturels intervenant dans cet écosystème dynamique, les modalités d'attribution des subventions se

font sur la base des demandes des associations en privilégiant le principe de reconduction. Elles seront amenées à évoluer ultérieurement, dans le cadre de la démarche de construction d'une nouvelle feuille de route stratégique culture en cours actuellement. Compte tenu de l'attachement des mulhousiens aux enjeux de la politique culturelle de la Ville de Mulhouse, les évolutions à venir s'appuieront sur les logiques de participation citoyenne et de co-construction.

Pour cette année, après consultation de la « Commission Culture » réunie le jeudi 11 mai 2023, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer les aides financières suivantes.

TOTAL DES MONTANTS A VOTER : 2 356 593 € (2 136 593 € en fonctionnement et 160 000 € en investissement et 60 000 € de subvention exceptionnelle énergie pour la Filature).

1. Subventions d'investissement aux associations culturelles :

ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	MONTANT PROPOSE
FEDERATION HIERO/ NOUMATROUFF	23 000 €
JAZZ A MULHOUSE / FESTIVAL METEO	15 000 €
CONSEIL PRESBYTERAL DE L'EGLISE REFORMEE DE MULHOUSE	6 000 €
KALISTO	7 000 €
LE SQU'ART	10 000 €
FOYER St JOSEPH/ MCP Cité	5 000 €
MUSIQUE SAINT BARTHELEMY	5 000 €
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	3 500 €
MUSIQUE AVENIR	700 €
ORPHEON MUNICIPAL DE MULHOUSE	1 000 €
MEMOIRE MULHOUSIENNE	5 000€

ASSOCIATION COUAC ETC	1 800 €
ASSOCIATION DU MUSEE DES FAMILLES DOLLFUS, MIEG ET KOECHLIN	4 000 €
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	3 000 €
OFFICE MULHOUSIEN DES ARTS POPULAIRES (O.M.A.P)	6 000 €
LES DOCKERS	4 000 €

- Chapitre 204 / Article 20422 / Fonction 311 / enveloppe 22253

LA FILATURE	60 000 €

- Chapitre 204 / Article 20421 / Fonction 316 / enveloppe 13520

Le total proposé en investissement s'élève à 160 000 €

2. Subventions de fonctionnement :

a) Subventions de fonctionnement aux associations culturelles :

ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	MONTANT 2022	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2023
ACL SAINT FRIDOLIN	0	5 000 €	5 000 €
ACT2	9 000 €	9 000 €	9 000 €
ASS CARNAVALESQUE GUGGA RATSCHA	700 €	600 €	600 €
ASSOCIATION CULTURELLE DANTE ALIGHIERI	200 €	200 €	200 €
ASSOCIATION DE CULTURE BERBERE 68	2 500 €	2 000 €	2 000 €
ASSOCIATION DES CITHARISTES DE MULHOUSE	500 €	500 €	500 €
ASSOCIATION CHORALES D'ALSACE	2 300 €	2 300 €	2 300 €

ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	MONTANT 2022	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2023
ASSOCIATION FEDERATION HIERO NOUMATROUFF	240 000 €	120 000 € (acompte de 120 000 voté en décembre 2022)	240 000 €
ASSOCIATION Festival SANS NOM (F.S.N)	9 000 €	9 000 €	9 000 €
ASSOCIATION LA BRECHE	10 000 €	10 000 €	10 000 €
ASSOCIATION OLD SCHOOL	4 000 €	4 000 €	4 000 €
BASLER KUNSTVEREIN	2 000 €	2 000 €	2 000 €
CCPM CONSEIL CONSULTATIF DU PATRIMOINE MULHOUSIEN	5 000 €	5 000 €	5 000 €
CENTRE CULTUREL FRANCAIS FREIBURG	500 €	500 €	500 €
CENTRE DE CREATION AUDIOVISUELLE (C.C.A)	2 750 €	2 750 €	2 750 €
CHOEUR DE GARCONS DE MULHOUSE	1 600 €	1 600 €	1 600 €
CHORALE ALLIANCE MULHOUSE	2 000 €	2 000 €	2 000 €
CHORALE LA SALTARELLE MULHOUSE	1 600 €	1 600 €	1 600 €
CHORALE SZAMOTUL ET GROUPE FOLK POLONIA	750 €	750 €	750 €
CINEMA BEL AIR	78 000 €	39 000 € (acompte de 39 000 voté en décembre 2022)	78 000 €
COLLECTIF ODL	5 000 €	5 000 €	5 000 €
COLLEGIUM MUSICUM STIHLE	2 000 €	2 000 €	2 000 €
COMPAGNIE EL PASO	2 500 €	2 500 €	2 500 €

ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	MONTANT 2022	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2023
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	3 000 €	3 000 €	3 000 €
DORLISS ET COMPAGNIE	1 500 €	1 500 €	1 500 €
ENSEMBLE DE MANDOLINES ET GUITARES	1 000 €	1 000 €	1 000 €
ENSEMBLE VOCAL LE MOTET	1 000 €	1 000 €	1 000 €
ENSEMBLE VOCAL MOSAIQUES	0	900 €	900 €
ENSEMBLE VOCAL LE ROUGE ET NOIR	900 €	900 €	900 €
ESTRO	7 000 €	7 000 €	7 000 €
FA SI LA DANSER/ M.A.D	0	3 500 €	3 500 €
GROUPE CULTUREL FOLK PORTUGAIS	1500 €	1 500 €	1 500 €
INSTITUT DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES	500 €	500 €	500 €
JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO	145 000 €	62 500 € (acompte de 72 500 € voté en décembre 2022)	135 000 €
KALISTO	13 000 €	13 000 €	13 000 €
L'AGRANDISSEUR	15 000 €	9 000 € (acompte de 6 000 € voté en décembre 2022)	15 000 €
L'ILL AUX ROSEAUX	500 €	500 €	500 €
LA COMPAGNIE DES AUTRES	4 000 €	4 000 €	4 000 €
LA GRANDE ROUE	1 500 €	1 500 €	1 500 €

ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	MONTANT 2022	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2023
LE CERCLE THEATRAL ALSACIEN	4 000 €	4 000 €	4 000 €
LE CHAT PITRE COMPAGNIE	10 000 €	10 000 €	10 000 €
LE PRINTEMPS DU TANGO	8 000 €	10 000 €	10 000 €
LE SECHOIR	12 000 €	12 000 €	12 000 €
LES DOCKERS	30 000 €	27 000 €	27 000 €
LES TROMPETTES DE MULHOUSE 1898	1 000 €	1 000 €	1 000 €
MAISON DU SUNDGAU OLTINGUE	1 000 €	1 000 €	1 000 €
MICROSIPHON	2 000 €	2 000 €	2 000 €
MULHOUSE ART CONTEMPORAIN	15 000 €	15 000 €	15 000 €
MUNSTRUM THEATRE	15 000 €	15 000 €	15 000 €
MUSIQUE ET ACCORDEON AMA	1 000 €	1 000 €	1 000 €
MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE MUSIQUE	10 000 €	10 000 €	10 000 €
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	3 370 €	1 770 € (acompte de 1 600 € voté en décembre 2022)	3 370 €
ORPHEON MUNICIPAL DE MULHOUSE	8 940 €	8 940 €	8 940 €
RTT REUNIS TOUS TALENTS	5 500 €	2750 € (acompte de 2 750 € voté en décembre 2022)	5 500 €
Le RECIT	4 000 €	4 000 €	4 000 €

ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	MONTANT 2022	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2023
Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée	3 000 €	6 000 €	6 000 €
SCHWEISSDISSI CONFRERIE	500 €	500 €	500 €
SOCIETE CHORALE HARMONIE	1 000 €	1 000 €	1 000 €
SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE MULHOUSE	6 650 €	6 650 €	6 650 €
SOCIETE DE MUSIQUE AVENIR	3 370 €	3 370 €	3 370 €
THEATRE DE POCHE RUELLE MULHOUSE	45 000 €	20 000 € (acompte de 20 000 € voté en décembre 2022)	40 000 €
THEATRE ST FRIDOLIN	5 000 €	5 000 €	5 000 €
THEATRE D'OCHISOR	0	3 000 €	3 000 €
TRETEAUX DE HAUTE ALSACE	56 000 €	56 000 €	56 000 €
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	5 500 €	5 500 €	5 500 €
UNIVERSITE POPULAIRE DU RHIN	21 500 €	15 000 €	15 000 €
PLAN D'EST	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Office pour la Langue et les Cultures d'Alsace et de Moselle (O.L.C.A)		5 000 €	5 000 €

- Chapitre 65 / Article 65748 / Fonction 30 / enveloppe 3697

Le total du montant proposé pour les subventions de fonctionnement s'élève à 590 580 €.

- Autres imputations pour les subventions de fonctionnement aux associations :

BENEFICIAIRE	MONTANT 2022	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2023	IMPUTATION BUDGETAIRE
LA FILATURE*	2 964 213 €	1 464 213 € (acompte de 1 500 000 € voté en décembre 2022)	2 964 213 €	CHAP.65 ART.65748 ENV.3698
AFSCO	55 000 €	55 000 €	55 000 €	CHAP.65 ART.65748 ENV.12 207
FOYER St JOSEPH/ MCP Cité	15 000 €	15 000 €	15 000 €	CHAP.65 ART.65748 ENV.19475

* Le solde de la subvention de fonctionnement de l'association « La Filature » sera versée selon le détail suivant :

1. juillet 2023 : 500 000 €
2. août 2023 : 964 213 €

Dont 15 000 € sont affectés au programme / Classe Prépa du TNS – Grandes Ecoles

b) Bourses aux projets culturels :

BENEFICIAIRES	MONTANT PROPOSE
ART SOC	3 000 €
ASSOCIATION VIVE LA TOUR DE L'EUROPE	2 000 €
Rose EKWE	2 000 €
FONDATION PARTENARIALE HAUTE ALSACE	2 000 €
MEMOIRE MULHOUSIENNE	800 €
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	1 000 €
MUSIQUE SAINT BARTHELEMY	1 000 €

- Chapitre 65 / Article 65748 / Fonction 30 / enveloppe 3697

Le total du montant pour les bourses aux projets culturels s'élève à 11 800 €.

Les projets soutenus sont présentés en synthèse ci-dessous :

- « **ART SOC** » : Soutien pour un projet de création et de médiation artistique prolongée avec l'accompagnement de 5 jeunes en situation sociale difficile (mineurs décrocheurs, délinquants, jeunes en situation de précarité etc.) de 16 à 25 ans sur un parcours personnalisé de création artistique avec l'artiste Jérémy LEDDA et pendant un an.
- « **Association Vive la Tour de l'Europe** » : Soutien pour l'organisation d'une série d'actions et de manifestations culturelles pour célébrer le cinquantenaire de la Tour de l'Europe.
- « **Rose EKWE** » : Artiste Designer textile et tisserande diplômée de la HEAR : soutien pour un projet de rechercher artistique : création d'une nouvelle technique de filage innovante et écologique pour remplacer l'usage de fibres synthétiques dans la création textile.
- « **Fondation Partenariale Haute Alsace** » : Soutien à l'édition d'un livre « L'Ingénieuse » dans le cadre des 200 ans de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse.
- « **Mémoire Mulhousienne** » : Edition Bilingue (Français/ Alsacien) d'un ouvrage paru en 2021 : Un guide des Sépultures remarquable du Cimetière de Mulhouse.
- « **Compagnie Théâtrale de la Tuilerie** » : Soutien pour la création du 10ème spectacle de la Compagnie : Cie Théâtrale de la Tuilerie qui souhaite favoriser la création de liens entres les habitants du quartier de Bourtzwiller, plus globalement avec l'ensemble des habitants de Mulhouse notamment autour de la mémoire ouvrière.
- « **Musique Saint-Barthélemy** » : Soutien pour la création d'une œuvre électro-acoustique pour Orchestres d'Harmonie (œuvre présentée et jouée au Théâtre de la Sinne en janvier 2023).

Les crédits nécessaires au versement des subventions citées sont inscrits au BP 2023.

3. Subventions de fonctionnement exceptionnelles Energie

La Ville de Mulhouse accompagne les structures culturelles lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés extérieures. Après la crise de la pandémie en 2020 et 2021, plusieurs équipements subissent depuis 2022 une hausse significative des coûts de l'énergie. Ainsi, certains équipements culturels municipaux, gérés par des associations, connaissent des difficultés budgétaires accrues.

La Filature Scène Nationale de Mulhouse, est concernée, du fait notamment qu'elle prend en charge directement des coûts liés à l'énergie pour des bâtiments appartenant à la Ville de Mulhouse.

Afin d'assurer la continuité de son activité, il est proposé au Conseil Municipal de lui attribuer une subvention exceptionnelle de fonctionnement :

Associations	**Subvention exceptionnelle versée en 2023**	**Imputation Budgétaire**
Association la Filature, Scène nationale	60 000 €	Ligne de crédit : 3698 Article : 65748 Fonction 316 Chapitre 65

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des aides financières proposées
- charge Madame Le Maire ou son Adjointe Déléguée d'établir et de signer les documents nécessaires.

PJ : 3 conventions / 5 avenants.

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

AVENANT N° 1

A la Convention du 14 décembre 2022.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « Jazz à Mulhouse / Météo » , ayant son siège social au
BP 1335 – 68056 MULHOUSE cedex, représentée par son président,
M. Jean-François HURTH, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est modifiée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville de Mulhouse verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2023 d'un montant de 62 500 € ainsi qu'une subvention d'investissement de 15 000 €, approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 juin 2023.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03008 - Numéro de compte 00020652301
Clé RIB : 54 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse St Joseph.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association « Jazz à Mulhouse » Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Jean-François HURTH

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

AVENANT N° 1

A la Convention du 14 décembre 2022.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « Fédération Hiéro-Noumatrouff », ayant son siège social au
57 rue de la Mertzau 68200 Mulhouse, représentée par son président,
M. Mathieu STAHL, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu que :

2) la rédaction de l'article 2 de la convention est complètée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La subvention allouée englobe le fonctionnement propre de l'Association , l'organisation de ses projets dont la sélection du Printemps de Bourges.

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2023 d'un montant de 120 000 €, approuvé par le Conseil Municipal, dans sa séance du 22 juin 2023, soit un montant total en 2022 de 240 000 €, ainsi qu'une subvention d'investissement 2023 d'un montant de 23 000 €.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 – Code guichet 03900 – Numéro de compte 00066191845
– Clé Rib 11 – Raison sociale de la banque CME 68 Mulhouse.
2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association « Fédération Hiéro-Noumatrouff » Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Mathieu STAHL

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

AVENANT N°1

A la Convention du 14 décembre 2022.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « Cinéma Bel-Air de Mulhouse », ayant son siège social au
31 rue Fénélon 68200 Mulhouse, représentée par son président,
M. Mohamed DENDANE, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu que :

3) la rédaction de l'article 2 de la convention est modifiée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2023 d'un montant de 39 000 €, approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 juin 2023.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 – Code guichet 03028 – Numéro de compte 00010942145
- Clé Rib 55 – Raison sociale de la banque CCM Mulhouse Université Illberg.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association « Cinéma Bel-Air de Mulhouse » Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Mohamed DENDANE

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

AVENANT N° 1

A la convention du 14 décembre 2022.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ , Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sour le terme « la Ville »

d'une part,

Et :

L'Association « Théâtre de Poche», ayant son siège social au
18 rue du Ballon, représentée par son président,
M. Michel ERHART, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

4) la rédaction de l'article 2 de la convention est modifiée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2022 d'un montant de 20 000 €, approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 juin 2023.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278- Code guichet 03000 - Numéro de compte : 00020730440
Clé RIB : 12 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.
2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture,	Pourl'Association«Théâtre Poche/Ruelle» Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Michel ERHART

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « les Dockers », dont le siège social est situé au 50 rue du Nordfeld , 68100 Mulhouse, représentée par son président, M. Dominique SIEDLACZEK et désignée sous le terme «l'Association »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet de gérer la salle de l'Entrepôt qui constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle.
Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville verse à l'Association une subvention de fonctionnement pour l'année 2023 d'un montant de 27 000 € , ainsi qu'une subvention d'investissement de 4 000 € approuvée par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 juin 2023.

Elle est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03123- Numéro de compte : 00020880601
Clé RIB : 92 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM de la Porte d'Alsace.

L'attribution et le versement des subventions sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association « les Dockers » Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Dominique SIEDLACZEK

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association familiale et sociale Les Côteaux (AFSCO), ayant son siège social au
10 rue Pierre Loti 68200 Mulhouse, représentée par son président,
M. Christian COLLIN, et désigné sous le terme « l'association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association gère une salle de spectacle qui constitue un lieu de promotion et d'expression à vocation culturelle.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'association.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Une subvention de fonctionnement de 55 000 € est accordée au titre de l'année 2023 , approuvée par le Conseil Municipal du 22 juin 2023.

Elle est virée au compte de l'Association :

Code banque : 14707- code guichet : 50820 – compte : 22198385828 – clé 86 – Société Générale Mulhouse.

L'attribution et le versement des subventions sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association AFSCO Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Christian COLLIN

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « Tréteaux de Haute-Alsace », ayant son siège social au 39 rue de la Sinne 68100 Mulhouse, représentée par son président, M. André LEROY, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet de gérer les Tréteaux de Haute-Alsace qui constituent un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle. Dans le cadre de cette mission, elle est en résidence dans les locaux du Théâtre de la Sinne.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville verse à l'Association une subvention de fonctionnement 2023 d'un montant de 56 000 €, approuvé par une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023.

Cette subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278- Code guichet 03901 - Numéro de compte : 00030523540
Clé RIB : 40 - Raison sociale, adresse de la banque : CME COLMAR

L'attribution et le versement des subventions sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.
En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association « Tréteaux de Haute-Alsace » Le Président
Anne-Catherine GOETZ	André LEROY

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

AVENANT N° 1

A la convention du 14 décembre 2022.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « La Filature » Scène Nationale, ayant son siège social au 20 Allée Nathan Katz 68200 Mulhouse, représentée par son président, M. Bertrand JACOBERGER, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

5) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2023 d'un montant de 1 464 213 €, ainsi que la subvention d'investissement 2023 d'un montant de 60 000 € et une subvention de fonctionnnement exeptionnelles Energie de 60 000 € approuvés par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 juin 2023.
La subvention de fonctionnement globale alloué en 2023 comprend 15 000 € affectés au programme / Classe Prépa du TNS.
Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 15135- Code guichet 09017 - Numéro de compte : 08772280680
Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : Caisse d'Epargne Grand Est Europe

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse L'Adjointe déléguée à la Culture	Pour l'Association « La Filature » Le Président
Anne-Catherine GOETZ	Bertrand JACOBERGER

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 909. Il s'agit d'associations culturelles, de subventions de fonctionnement et d'investissement, bourses aux projets culturels. Notre service de développement culturel assure le suivi des structures et associations culturelles mulhousiennes pour le montage de projets, l'ingénierie culturelle mais aussi pour d'éventuels soutiens financiers avec le versement de subventions de fonctionnement et/ou d'investissement. Après le passage et la présentation de ces éléments à la commission culture du 11 mai 2023, cette délibération présente les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement pour une centaine d'associations culturelles mulhousiennes. Je laisse Anne-Catherine GOETZ nous présenter cette délibération.

Mme GOETZ : Merci Mme le Maire, chers collègues. C'est une délibération qui revient effectivement chaque année. Comme vous l'avez précisé, Mme le Maire, elle a fait l'objet d'une présentation mais aussi d'échanges en commission culture, au mois de mai. Pour l'année 2023, il a été décidé un maintien de l'enveloppe globale qui est dédiée aux subventions versées aux acteurs culturels du territoire avec quelques ajustements sur l'une ou l'autre association, mais c'est globalement un principe de reconduction qui a été adopté pour ces attributions. L'enveloppe globale s'élève à 2 356 593 €. Elle se compose, c'est précisé dans la délibération, en fonctionnement de 2 136 593 € et de 160 000 € en investissement, une subvention exceptionnelle également de 60 000 € pour la Filature dans le cadre de la facture énergétique. C'est un montant évidemment considérable qui illustre bien le rôle central que joue la culture dans les politiques publiques à Mulhouse. Ce choix politique montre aussi l'intention particulière que nous portons aux acteurs culturels qui sont de véritables facteurs d'attractivité et de rayonnement de notre ville. Ce sont aussi les acteurs culturels des créateurs de liens entre les habitants, entre les différents quartiers de la ville mais aussi entre les générations. Comme vous le savez, le maire de Mulhouse a souhaité que la politique culturelle fasse l'objet d'une réflexion en profondeur et en concertation. Nous avons une offre culturelle remarquable qui s'incarne dans les nombreux équipements et labels, signe de l'excellence et de la qualité artistique que l'on trouve à Mulhouse. C'est évidemment le fruit de l'histoire de la ville, et nous devons nous en réjouir. Il s'agit maintenant pour nous de créer les conditions d'une prise de conscience, d'une mise en valeur et d'une appropriation de cette richesse culturelle par tous les Mulhousiens et Mulhousiennes. Pour cela il nous faut, à travers la démarche de concertation et d'échanges que nous menons, dégager les grandes orientations de la politique de demain, les champs de réflexion qui commencent à s'ouvrir s'articulent autour du territoire et de sa transformation, mais aussi de la place et du rôle que peut jouer la culture dans la vie des habitants. Les questions qui émergent dans ce cadre sont de différents ordres. Je peux les partager avec vous dans cette instance : d'abord comment conduire une politique culturelle qui porte les transformations de la ville et de son attractivité ? Comment réfléchir à la place des habitants et encourager et développer leur capacité à créer ? Enfin, comment susciter et animer l'implication accrue des habitants dans la politique culturelle avec ce que cela implique, d'aborder différemment les dispositifs et les manières de faire. Il s'agit donc de rendre les habitants acteurs de la politique culturelle, ce qui constitue notre plus grand défi. La démarche est en cours de finalisation, nous ferons un retour aux Mulhousiens à la rentrée. Evidemment, je reste mobilisée sur ces chantiers enthousiasmants et je suis convaincue que nous sommes sur le bon chemin. Je

voulais profiter de cette délibération, Mme le Maire, pour faire un point sur la démarche en cours autour de la politique culturelle. Merci.

Mme le Maire : Je n'ai pas de demande de parole à cet instant. Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Mme la Maire, chers collègues, nous soutenons l'aide financière apportée aux associations culturelles. La culture est un poste de dépenses clé de notre ville, et il est essentiel de le maintenir, de le consolider pour que la cuture vive et rayonne à Mulhouse. Le festival de Scènes de rues dans sa formule initiale va manquer au programme culturel et estival de Mulhouse. Il va manquer aux habitants, aux spectateurs de Mulhouse et d'ailleurs qui ont l'habitude de venir mais qui cette année vont découvrir une ville bien vide de culture à cette date. Dommage ! La proposition de Pop-up est dédiée à un public plus ciblé et à une autre date et sur un créneau réduit. C'est votre choix. 2024 est attendu pour le retour de Scènes de rues, du moins nous l'espérons, d'après vos dires parus dans la presse locale et répétés ici car la possibilité d'un dialogue plus élargi lors d'une réunion publique et d'un échange citoyen n'ont pas pu se faire. Là encore sans dialogue, ni transparence, vous pouvez comprendre qu'une certaine crispation et un sentiment de rupture de confiance s'installent avec les citoyens. C'est dommage. Cet été 2023 nous retrouverons avec plaisir les jeudis du parc, du 20 juillet au 17 août, au parc Salvator. Tant pis et aurevoir les dates de juin et de début juillet que nous avons pu apprécier les années précédentes. Tant pis et aurevoir les programmations proposées et programmées dans les quartiers hors du centre-ville. Une offre culturelle se programme, se vit, se partage sur un territoire avec des publics. Elle ne sert pas simplement à faire passer l'été ou faire passer le temps. Pour Mulhouse Cause Commune le crédo est qu'ensemble on fasse Mulhouse en commun, la culture est au cœur.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autre demande de parole. Anne-Catherine GOETZ pour la réponse.

Mme GOETZ : Merci Mme le Maire. Ecoutez, je pense qu'il serait intéressant quand même pour nous tous de se focaliser sur ce qu'il y aura cet été, je crois qu'il faut laisser sa chance aussi à ce programme. Les services, notamment du développement culturel, ont travaillé d'arrache-pied sur le programme Pop-up, les choses ont été expliquées, je ne souhaitais pas qu'il y ait une réunion publique avec des gens très en colère. On peut comprendre la colère mais pas l'agressivité. J'avais proposé plusieurs fois de les recevoir dans mon bureau, propositions qui ont été rejetées. Je veux dire la concertation et l'ouverture elle a toujours été du côté de la culture, de mon côté en particulier et de notre équipe en général. Je crois qu'on ne peut pas nous faire le procès de cette non transparence et de tout ce que vous avez indiqué. Là, évidemment, je ne suis pas d'accord avec votre analyse et je crois qu'il faut vraiment prendre le temps de regarder ce programme qui n'est pas qu'animatoire. C'est faire offense à tous ceux qui font des propositions entre le festival météo, les jeudis du parc qui ont une vraie proposition artistique, et toutes les propositions d'ailleurs ont été réfléchies et ne sont pas que de l'animation. Je crois qu'il faut regarder les choses avec plus d'objectivité et il y aura des propositions pour tous les publics. Pop-up c'est en partie pour le jeune public, mais il y aura des propositions, des

formats grand public, si vous avez pris le soin de regarder le programme. C'est finalement un programme d'été qui s'est enrichi avec les années. Chaque jour, à Mulhouse, cet été, on pourra aller à la rencontre soit des artistes, soit d'une œuvre d'art ou d'un concert, ou d'une exposition dans nos musées, à la maison du patrimoine ou à la Kunsthalle. Tous les acteurs sont mobilisés pour nous offrir un été artistique et culturel, et pas simplement des animations.

Mme le Maire : Avant de donner la parole à Florian COLOM, sachez que tous les intervenants, que ce soit pour la technique, l'encadrement et tout le reste qui intervenaient les autres années, tous les emplois ont été maintenus. Je tenais à le dire parce qu'il y a une petite musique qui court aussi, sans mauvais jeux de mots avec la culture. Tous les intervenants du spectacle qui assistaient les autres années à la programmation, tous les emplois sont maintenus. Florian.

M. COLOM : Merci Mme le Maire. Mme EL HAJJAJI, je vous inviterai à ne pas réduire la politique culturelle de la ville de Mulhouse à cet arbitrage qui a été rendu sur Scènes de rue. La culture à Mulhouse c'est le premier budget de la ville. La culture à Mulhouse, ce sont des équipements de grande qualité que bon nombre de villes n'ont pas et que bon nombre de villes nous envient. C'est une Filature, c'est un Orchestre symphonique, c'est un théâtre municipal, c'est une Haute école des arts du Rhin, c'est l'Opéra national du Rhin, c'est tout un écosystème culturel qu'il y a à Mulhouse avec MOTOCO, avec toutes ces infrastructures que bon nombre de villes nous envient. La politique culturelle a Mulhouse s'est une programmation dense durant toute la période estivale, et même j'ai envie de dire durant toute l'année. La politique n'est pas réduite à cet arbitrage-là et je voudrais simplement prendre ce temps pour vous inviter à décrocher un peu du sujet pour prendre un peu plus de hauteur de vue sur le sujet de la culture à Mulhouse.

Mme le Maire : Merci, nous allons passer la délibération au vote. Deux minutes Mme PAUGAM, il y a déjà eu une prise de parole de votre groupe. On ne discute pas Mme PAUGAM, tout à l'heure il y avait deux minutes. On se détend, tout va bien. On attend votre question, vous avez deux minutes, Mme PAUGAM, il suffit d'appuyer et d'attendre.

Mme PAUGAM : Merci elle va être très rapide ma question. Vous avez dit qu'effectivement l'ensemble des contrats était maintenu. L'ensemble des contrats, d'accord, mais est-ce qu'en volume d'heures, c'est le même volume ? Vous pouvez nous le confirmer ?

Mme le Maire : On peut vous faire le détail des heures d'intervenants et de vacataires. Nous nous ferons un plaisir de vous faire parvenir le montage. Vous voyez qu'il y a une petite musique qui court. J'avais raison !

Mme PAUGAM : Et pour cause parce qu'effectivement ce n'est pas l'information qu'on a eue en commission culture. C'est pour cela que je vous pose la question.

Mme le Maire : Je parle des vacataires qui sont toujours intervenus sur l'ensemble des spectacles sur Scène de rues, tous ces emplois de vacations sont maintenus cet été.

Mme PAUGAM : Très bien, je vous remercie.

Mme le Maire : Je crois que c'était important de le dire. Nous allons mettre cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ? Merci.

Pour : 43 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

M.BALL ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

23° TEMPLE SAINT-ETIENNE : CONVENTION DE FONCTIONNEMENT AVEC LE CONSEIL PRESBYTERAL DE l'EGLISE REFORMEE DE MULHOUSE (218/8.9/910)

Situé Place de la Réunion, le temple Saint-Etienne est un édifice central et emblématique de la Cité, il s'inscrit à ce titre, dans une dynamique plus globale pour l'attractivité et le rayonnement de la Ville de Mulhouse.

Le temple St Etienne actuel, de style néogothique date de 1866.

Il est l'œuvre de l'architecte municipal Jean-Baptiste SCHACRE (également et notamment architecte de l'Eglise Saint-Etienne Catholique et du cimetière central de Mulhouse). Le temple a été classé au titre des Monuments Historiques par arrêté du 27 juillet 1995

Si la Ville de Mulhouse est propriétaire du temple Saint-Etienne, il résulte de l'article 1-4 du décret du 26 mars 1852 portant réorganisation des cultes protestants que « le Conseil Presbytéral administre les biens de la paroisse et veille à l'entretien des édifices religieux », et qu'il est, à ce titre, affectataire de droit du temple Saint Etienne.

D'importants travaux de restauration ont été engagés, échelonnées entre 2009 et 2023 portant sur un coût total de 8,6 M € :

- 2009-2012 : restauration du clocher nord
- 2014-2016 : travaux de mise en accessibilité PMR
- 2015-2018 : restauration de la façade sud
- 2017-2019 : restauration de la tourelle sud-ouest
- 2019-2023 : travaux de restauration intérieure

Les récents travaux de restauration intérieure particulièrement importants ont porté sur le changement de système de chauffage, l'alarme incendie, l'installation d'une scène modulable, l'installation d'éclairages de scène, la

rénovation des tribunes, la création de pupitres de présentation du Temple et des vitraux, la mise en place de cimaises d'exposition, enfin la mise en place d'un meuble d'arrière scène. La collectivité, en tant que maître d'ouvrage a été contrainte de fermer au public l'édifice pendant près de 4 ans. Cette campagne de travaux s'est achevée à la fin du premier trimestre 2023. Une réouverture est programmée courant juin 2023 (après l'avis de la commission de sécurité).

Dans le cadre de cette réouverture, une convention est proposée afin de définir et de clarifier le fonctionnement du temple entre la Ville de Mulhouse et le Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse.

Afin de pérenniser les activités proposées dans le temple Saint-Etienne nouvellement rénové et équipé, les parties conviennent de conclure une convention afin de définir notamment les usages du lieu.

Deux usages du site sont identifiés :

Un usage cultuel : le temple Saint-Etienne a été depuis sa fondation le lieu de rassemblement et de culte principal pour les protestants de la Ville et plus largement du Consistoire Réformé de Mulhouse. Le Conseil Presbytéral souhaite maintenir cette vocation du lieu pour les principaux cultes de l'année.

Aussi, par son caractère central et ouvert sur la cité, le temple pourra accueillir et favoriser les rencontres œcuméniques et interreligieuses, comme citoyennes à la lisière entre le culte et la culture.

Des usages culturels : de façon à valoriser un patrimoine remarquable, le Conseil presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse veillera à favoriser l'animation et l'ouverture du temple au plus grand nombre. Dans cette perspective, le Conseil presbytéral s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et logistiques nécessaires.

Par ailleurs, un accès pour des visites spécifiques et encadrées relatives au volet patrimonial et historique (organisation de visites programmées par l'Office de Tourisme de Mulhouse ou encore par la Maison du Patrimoine, etc.) sera préservé.

Enfin, le temple accueillera des manifestations culturelles, portées par la Ville de Mulhouse, ou par le tissu associatif et culturel local.

La convention précise en outre les conditions d'utilisation des locaux, selon un premier schéma d'intention provisoire, qui sera révisable après une période d'expérimentation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet de convention entre la Ville de Mulhouse et le Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

P.J. : 1 Projet de convention

Projet de convention de fonctionnement du temple Saint-Etienne

Entre

La Ville de Mulhouse représentée par Michèle Lutz, Maire de la Ville de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 22 juin 2023, et désigné sous le terme « la Ville » ou « le Propriétaire »

et

Le Conseil Presbytéral de l'Eglise réformée de Mulhouse représenté par son Président, Jean-Mathieu Thallinger, dûment habilité et désigné sous le terme « l'Affectataire »

Avant-propos

La Ville de Mulhouse, propriétaire du Temple Saint-Etienne, Place de la Réunion à Mulhouse et le Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse, affectataire du Temple St Etienne, ont l'ambition partagée de mettre en valeur le Temple Saint-Etienne afin notamment d'y maintenir une activité cultuelle, mais aussi d'y déployer un projet culturel reposant sur une dynamique de programmation ouverte sur l'écosystème culturel local.

Des projets périodiques de concerts, d'expositions, de conférences seront ainsi programmés par Le Conseil Presbytéral en lien avec la Ville de Mulhouse,

Le Temple St Etienne comme édifice central et emblématique de la Cité participe ainsi d'une dynamique plus globale pour l'attractivité et le rayonnement du centre-ville de Mulhouse.

Ainsi, afin de pérenniser les activités du temple St Etienne nouvellement rénové et équipé, les parties indiquées ont expressément convenu de conclure une convention, définissant les conditions dans lesquelles l'affectataire gère le site.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'usage et de fonctionnement du Temple Saint-Etienne entre le Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse et la Ville de Mulhouse.

1.1 Sur l'affectation du temple Saint-Etienne

Le Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Mulhouse, affectataire des biens, gère le Temple Saint-Etienne en application de l'article 1-4 du décret du 26 mars 1852 portant réorganisation des cultes protestants, selon les plans ci-annexés.

Le bâtiment établi sur plusieurs niveaux, comprend :

- **Sous-sol avec la chaufferie,**
- **Rez-de-chaussée bas avec :**
  - **L'accès aux personnes à mobilité réduite**
  - **Le local TGBT et local source**

- **Rez-de-chaussée haut :**
  - **La nef et les bas-côtés**
  - **Les sanitaires**
  - **La salle des épitaphes**
- **Etage 1 :**
  - **Tribunes sud, est et ouest**
  - **Tribune de l'orgue**
  - **L'ancienne bibliothèque transformé temporairement en local de stockage des tuyaux de l'orgue**
  - **1 cuisine et son local de rangement**
  - **La salle Jean Calvin**
  - **1 local technique de la soufflerie de l'orgue**
- **Etage 2 :**
  - **1 local technique de l'ascenseur**
  - **1 local technique de ventilation**
  - **1 local de rangement**
  - **1 local de stockage des tuyaux de l'orgue**
- **Combles 1 :**
  - **2 combles au-dessus des tribunes est et ouest**
- **Comble 2 :**
  - **1 comble au-dessus de la nef**
  - **2 combles latéraux de part et d'autre du clocher**
- **Clocher :**
  - **Niveau inférieur d'accès au clocher**
  - **Niveau l'horloge**
  - **Niveau des cloches**
  - **Niveau de la vigie**
  - **Niveau supérieur de la vigie**
  - **Niveau sous flèche**

1.2 Sur les usages du Temple Saint-Etienne

Deux usages du site sont définis :

1/ Un usage cultuel

Le temple Saint-Etienne a été depuis sa fondation le lieu de rassemblement et de culte principal pour les protestants de la ville et plus largement du Consistoire Réformé de Mulhouse. Le Conseil Presbytéral souhaite maintenir cette vocation du lieu et envisage d'inviter les paroisses locales à s'y rassembler pour les principaux cultes de l'année (Vendredi-Saint, Pâques, Noël...) ainsi que pour

d'autres grands événements marquant la vie des Églises. Aussi, par son caractère central et ouvert sur la cité, le temple pourra accueillir et favoriser les rencontres œcuméniques et interreligieuses, comme citoyennes à la lisière entre le culte et la culture.

2/ Des usages culturels :

-Un usage d'accès au grand public assuré par le Conseil Presbytéral de Mulhouse dont il conviendra de définir les jours et heures d'ouvertures ainsi que les permanences d'un personnel dédié.

-Un usage d'accès pour des visites spécifiques et encadrées relatives au volet patrimonial et historique : organisation de visites programmées par l'Office de Tourisme de Mulhouse, par la Maison du patrimoine etc.

-L'accueil de programmations culturelles : à l'initiative du Conseil Presbytéral, des associations culturelles et structures culturelles ou de la Ville de Mulhouse pour l'organisation de certains de ses programmes. Avec des accès pareillement assurés par les équipes du Conseil Presbytéral.

A cet effet, un comité de suivi (Ville de Mulhouse/Conseil Presbytéral) se réunira périodiquement afin d'arrêter des programmations d'un commun accord.

Par ailleurs, il est rappelé à l'article L2124-31 du code général des propriétés des personnes publiques, que toute utilisation d'édifices affectés au culte pour des activités compatibles avec l'affectation cultuelle nécessite l'accord préalable de l'affectataire. L'accord précise les conditions et les modalités de cet accès ou de cette utilisation.

Article 2 : Destination

L'affectataire occupera les locaux pour y exercer ses activités conformément à ses statuts, tels qu'ils existent, le jour de la signature de la présente convention.

Le Conseil presbytéral s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et logistiques nécessaires à ces activités.

Toute autre activité est à soumettre préalablement à la Ville de Mulhouse pour autorisation. Les locaux ne servent en aucun cas à l'organisation de projets autres que ceux étant en lien avec les statuts de l'affectataire ou en lien avec les usages préalablement définis des locaux (article 1 de la convention), sous réserve de respecter les consignes de sécurité telles qu'elles ont été définies par la Commission de Sécurité sous peine d'engager la responsabilité de l'affectataire.

L'affectataire ne peut ni sous-louer en tout ou partie, ni concéder la jouissance des locaux concernés à qui que ce soit sans le consentement écrit et préalable de la Ville de Mulhouse, à l'exception de manifestations ponctuelles.

Les tolérances de la Ville de Mulhouse, quelles qu'en soient la durée et la fréquence ne peuvent être considérées comme l'acceptation d'une modification aux conditions de la présente convention. Le présent contrat n'est pas soumis à la réglementation relative aux baux commerciaux.

Les conditions d'utilisation des locaux :

Modalités de gestion :

Schéma d'intention provisoire révisable au 1Er décembre 2023.

Les parties se rapprocheront pour établir un bilan du fonctionnement et adapter le cas échéant les modalités de gestion. Leur accord fera l'objet d'un échange de courriers recommandés avec accusé de réception.

1) Tarif plein

Principalement à destination des structures professionnelles.

Si chauffage :

1200 euros / jour

600 euros / soirée

Sans chauffage :

800 euros / jour

400 euros / soirée

2) Risques partagés

1/3 de la recette pour Saint Etienne et 2/3 pour l'intervenant.

3) Frais réels

Fluides effectifs, et pourcentage complémentaire (20%, personnel et nettoyage).

Éventuellement, partage des recettes au-delà d'un certain seuil, à fixer.

4) Droit de tirage et autre recette

Pour la municipalité : 12 jours par an, en frais réels sans supplément.
Selon les circonstances, éventuellement plateau au bénéfice du Conseil presbytéral.

5) Soutien spécifique

La gratuité totale doit rester exceptionnelle, dans le cadre notamment d'un soutien du Conseil Presbytéral à une cause.

6) Conventions particulières et partenariats

Par exemple, la mise à disposition pour des auditions du Conservatoire de Mulhouse pourra faire l'objet d'une convention spécifique.

7) Expositions

A vocation non commerciale : Gratuité sur les heures d'ouverture normales du temple.

A vocation commerciale : Pourcentage sur les recettes à convenir avec les exposants.

Toute manifestation fait l'objet d'une convention.

La Ville de Mulhouse a par ailleurs soutenu un programme pluriannuel d'investissement en 2021, 2022 et 2023 pour l'acquisition par l'association Saint Etienne Réunion puis le Conseil Presbytéral de l'Eglise réformée de Mulhouse de matériels techniques et scéniques qui accompagne la rénovation du Temple et au profit des usages et activités ultérieures notamment de programmations.

Ces matériels pourront être mobilisés, en tant que de besoin, pour les événements et manifestations ayant lieu dans le temple.

Article 3 : Durée

La présente convention est consentie pour une durée de 3 ans à compter de sa signature.

A l'issue de cette période et à chaque échéance ultérieure, elle se renouvellera par tacite reconduction, pour la même durée, à moins que l'une des parties ne la résilie selon les modalités prévues à l'article 11 de la présente convention.

Article 4 : Charges, Impôts et taxes

L'affectataire supporte les charges, taxes et impôts susceptibles de grever l'immeuble. Il acquitte tous les frais découlant de l'utilisation des locaux, et notamment ceux d'éclairage, de chauffage, d'eau, d'entretien et de sécurité.

A ce titre, l'affectataire souscrit tous les abonnements pouvant être pris à son nom, tels que, l'eau, l'électricité, le gaz, etc...

Article 5 : Travaux et aménagement des locaux

Il appartient à l'affectataire d'assurer notamment l'entretien, les réparations, les grosses réparations et la reconstruction du Temple, en application de l'article 37 du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises applicable par analogie au culte protestant.

La Ville peut y contribuer si les ressources sont insuffisantes.

Elle peut également décider d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux dans les conditions définies par ce décret.

Les principales obligations à la charge de l'affectataire sans être exhaustives sont précisées au présent article.

L'affectataire, prend, en permanence, toutes les mesures utiles à la bonne conservation des lieux.

Il doit entretenir constamment en bon état de réparations les locaux mis à sa disposition et les accessoires tels que portes, vitres, etc...., y compris les grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil sauf si le propriétaire des locaux décide d'en assurer la maîtrise d'ouvrage.

Il effectue si nécessaire les réparations locatives. Si celles-ci étaient assurées par la Ville, sur sa demande, elles lui seraient facturées.

Il s'engage à assurer en cas de gel la protection des conduites et installations sanitaires. Il assurera le déneigement et le déglaçage des accès lors de sa présence dans les lieux.

L'affectataire procède au nettoyage et à l'entretien de ses locaux.

Il se charge également du gardiennage et de la police des lieux. Il veillera à ce que la tranquillité et la bonne tenue de l'immeuble ne soient troublées en aucune manière.

L'affectataire ne peut modifier les locaux loués ou en changer l'aménagement qu'avec le consentement écrit de la Ville qui n'est tenue de donner aucun motif de sa décision.

Pour les travaux réalisés par le propriétaire, la Ville ne doit, quelle que soit leur durée, aucune indemnité pour perte de jouissance à l'affectataire qui est tenu d'enlever, à ses frais, tous aménagements et meubles gênants. L'affectataire doit aviser immédiatement par écrit la Ville de tous évènements pouvant nécessiter des précautions pour la conservation de l'immeuble.

Tous embellissements, améliorations et installations apportés à l'immeuble ou constituant des immeubles par destination, faits par l'affectataire dans les lieux resteront la propriété de la Ville sans indemnité de sa part.

Cependant, les équipements, matériels et installations non fixés à demeure resteront la propriété de l'affectataire et devront être enlevés par lui lors de son départ.

En outre, le Temple St Etienne sera assujetti à des contrôles du service Architecture, de l'ABF et des Services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) considérant la valeur patrimoniale et historique de l'Edifice nouvellement rénové. A ce titre, il est rappelé qu'aucune fixation par quelque moyen que ce soit ne pourra être réalisé dans la pierre de l'édifice à l'intérieur comme à l'extérieur ou dans tout élément de mobilier classé (orgue), sans en avoir expressément fait la demande au service architecture qui le cas échéant demandera conseil à la DRAC.

Par ailleurs, le service architecture de la Ville de Mulhouse réalisera tous travaux nécessaires concernant la partie immeuble de l'édifice tels que le clos et couvert, l'électricité, le chauffage ou tout autres fluides (eau, gaz, ...) nécessaires à la parfaite conservation du bâtiment. Il en sera de même pour tous travaux affectant le mobilier classé au titre des monuments historiques du Temple.

Article 6 : Jouissance

L'affectataire devra jouir paisiblement des lieux conformément aux articles 1728 et 1729 du code civil et plus généralement respecter les textes et la réglementation en vigueur.

Il fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux mis à disposition pour l'activité considérée.

L'affectataire devra se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur ainsi qu'aux prescriptions des règlements propres à son activité.

L'affectataire devra s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire au voisinage, de son fait, ou de celui de ses membres et, en assurer le bon ordre, la propreté et l'hygiène.

Article 7 : Sécurité / vérifications périodiques

A/ Sécurité

Le stockage et l'utilisation de produits inflammables ou dangereux sont interdits.

Il est strictement interdit de gêner l'accès aux issues de secours.

L'affectataire s'engage à se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur, notamment aux prescriptions correspondant à la classification ERP de l'édifice.

L'affectataire prend sur demande de la commission de sécurité toutes les mesures de sécurité contre les incendies et met en place les moyens de secours nécessaires.

L'affectataire assure la tenue et la mise à jour du registre de sécurité.

L'affectataire supporte les dommages résultant de l'inobservation des prescriptions d'usage et d'entretien.

Pour des raisons de sécurité d'accès le Conseil presbytéral aura un accès partiel à l'édifice suivant un organigramme des clés réalisé par la Ville de Mulhouse. L'ensemble des combles, des toitures et du clocher ne lui sera pas accessible ainsi que les locaux de stockage des tuyaux de l'orgue.

B/ Vérifications périodiques

L'affectataire assurera l'entretien annuel des extincteurs mis à sa disposition par la souscription d'un contrat et procédera à ses contrôles. Il assurera également la maintenance de l'alarme incendie et de l'ascenseur par un organisme agréé de son choix, dont il adressera une copie à la Ville. Le rapport devra être annexé au registre de sécurité. Les contrôles périodiques réglementaires seront réalisés par la Ville de Mulhouse.

En outre, l'affectataire respecte les scénarii d'usage du bâtiment référencés dans la convention à l'article 1 en fonction des typologies des manifestations, des réglementations ERP en vigueur conformément aux usages définis dans la notice de sécurité et validés par la commission de sécurité.

Article 8 : Assurance

L'affectataire s'assure à ses frais et auprès d'un assureur de son choix pour les risques locatifs.

Il répond des dommages occasionnés aux biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition. Il est seul responsable des accidents et dommages causés aux usagers ou aux tiers du fait de l'utilisation des lieux.

L'affectataire contracte des garanties couvrant ses risques personnels, sa responsabilité civile ainsi que le risque incendie, et les risques bris de glace des vitres et portes des locaux, dégâts des eaux, vandalisme, vol.

L'affectataire remet à la Ville copie des polices d'assurance et justifie du paiement des primes.

Toute modification des polices souscrites devra être communiquée à la Ville, qui se réserve le droit de demander le retour à la situation antérieure. Sans notification d'une telle demande dans un délai de 2 mois à réception de l'avis de modification, l'avis de la Ville est réputé favorable.

Article 9 : Responsabilité et recours

Chaque partie est responsable vis-à-vis de l'autre partie et des tiers des obligations lui incombant en application de la réglementation et de la présente convention.

L'affectataire garantit la Ville de Mulhouse de tout recours d'un tiers fondé sur un manquement aux obligations incombant à l'affectataire.

La responsabilité de la Ville n'est pas engagée en cas de trouble apporté à la jouissance de l'affectataire ou de dommage causé par les tiers, en cas de vol ou de cambriolage, en cas d'interruption dans les services de l'immeuble et notamment en cas d'interruption du service des eaux, de l'électricité ou tous autres services, soit du fait de l'administration, soit de travaux, réparations, gelées ou force majeure.

En cas d'incendie total ou partiel, l'affectataire ne pourra exiger ni reconstruction, ni remise en état, ni indemnité.

Toutefois, si les locaux étaient rendus inexploitables pour quelque raison que ce soit, la présente convention pourrait être résiliée de plein droit par la Ville sans indemnité.

Article 10 : Visites

La Ville est à tout moment autorisée à faire visiter les lieux par ses agents pour des raisons de sécurité et d'hygiène. L'affectataire, à l'avance, s'engage à tenir compte des observations qui pourraient lui être faites par les représentants de la Ville.

Article 11 : Résiliation anticipée

- **Par la Ville**

La Ville se réserve le droit de résilier prématurément avec un préavis de 3 (trois) mois :

- en cas de non-respect par l'affectataire de l'une des clauses de la présente convention, après mise en demeure restée infructueuse, par courrier recommandé avec accusé de réception et sans qu'il soit besoin de la demander en justice,
- en cas de force majeure.

- **Par l'affectataire**

L'affectataire se réserve le droit de résilier la convention par courrier recommandé avec accusé de réception, pour quelque motif que ce soit, sous réserve de respecter un préavis de 3 (trois) mois.

Article 12 : Extinction de la convention

A la fin de la convention ou en cas de rupture, les dispositions légales s'appliquent de plein droit dans les relations entre le propriétaire et l'affectataire.

Article 13 : Jugement des contestations

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels relatifs à l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 14 : Election de domicile

Les parties font élection de domicile :

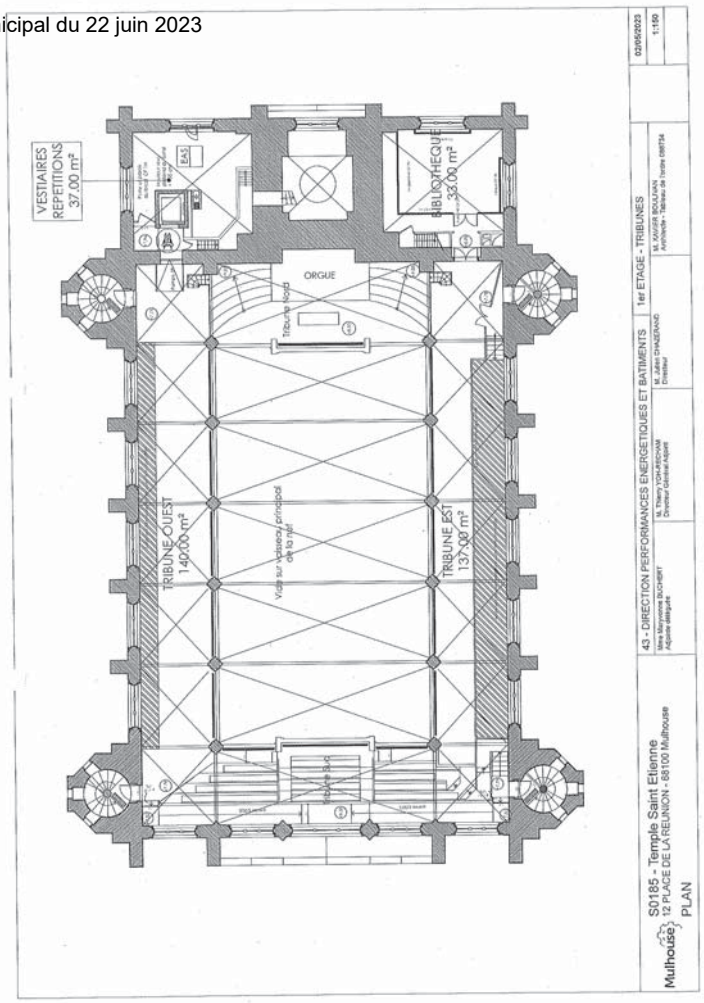
- pour la Ville, à la Mairie, 2 rue Pierre & Marie Curie à Mulhouse.
- pour l'affectataire, en son siège, 12 rue de la Synagogue à Mulhouse 8

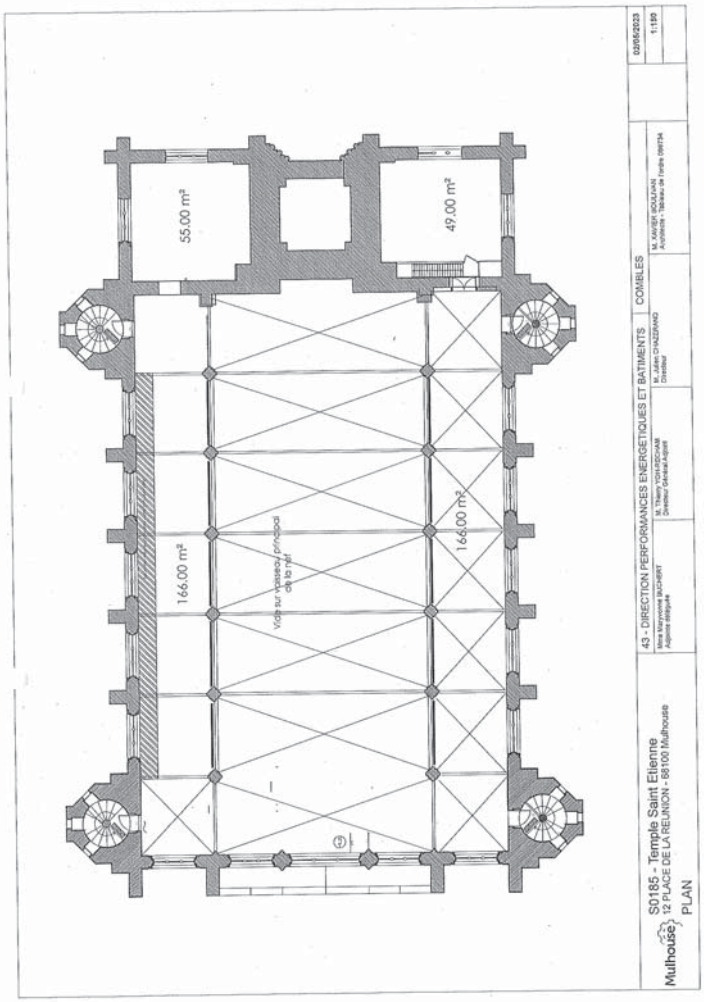
RECAPITULATIF DES ANNEXES

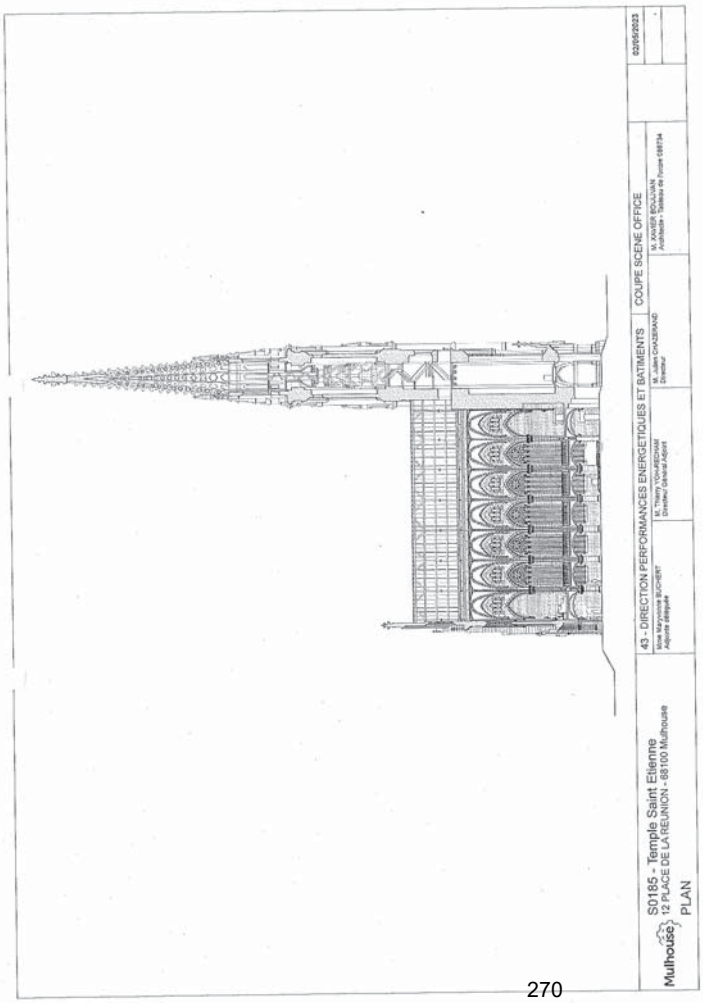
ANNEXES
1. Plan des locaux 2. Organigramme des clés 3. Classement mobilier et immobilier de l'édifice au titre des monuments historiques 4. Historique du Temple

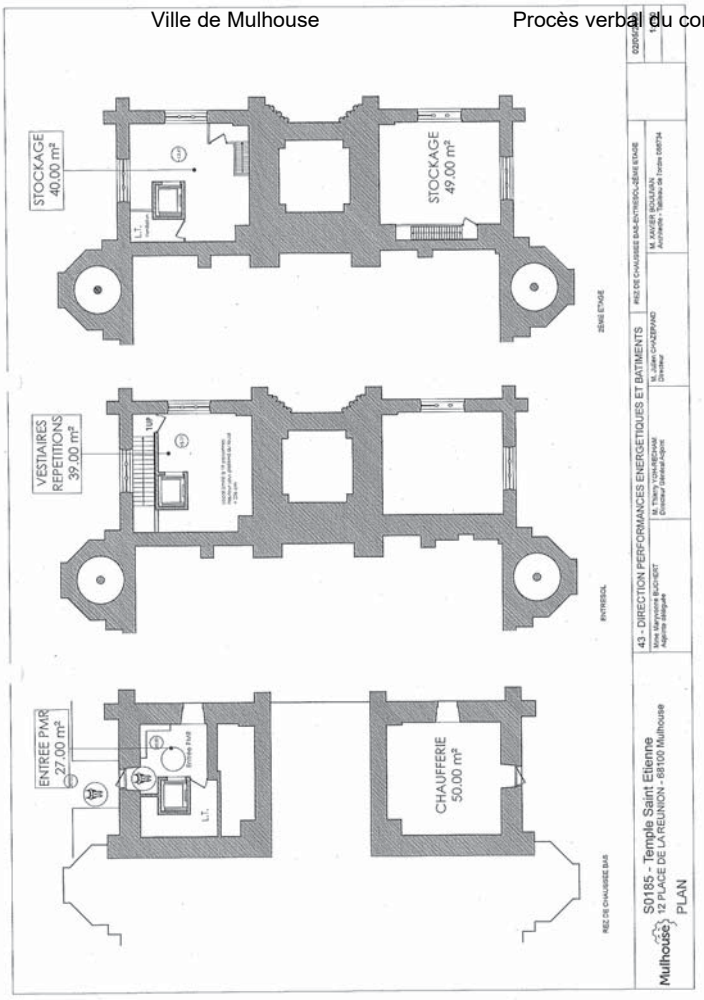
Fait à Mulhouse en deux exemplaires, le XXX

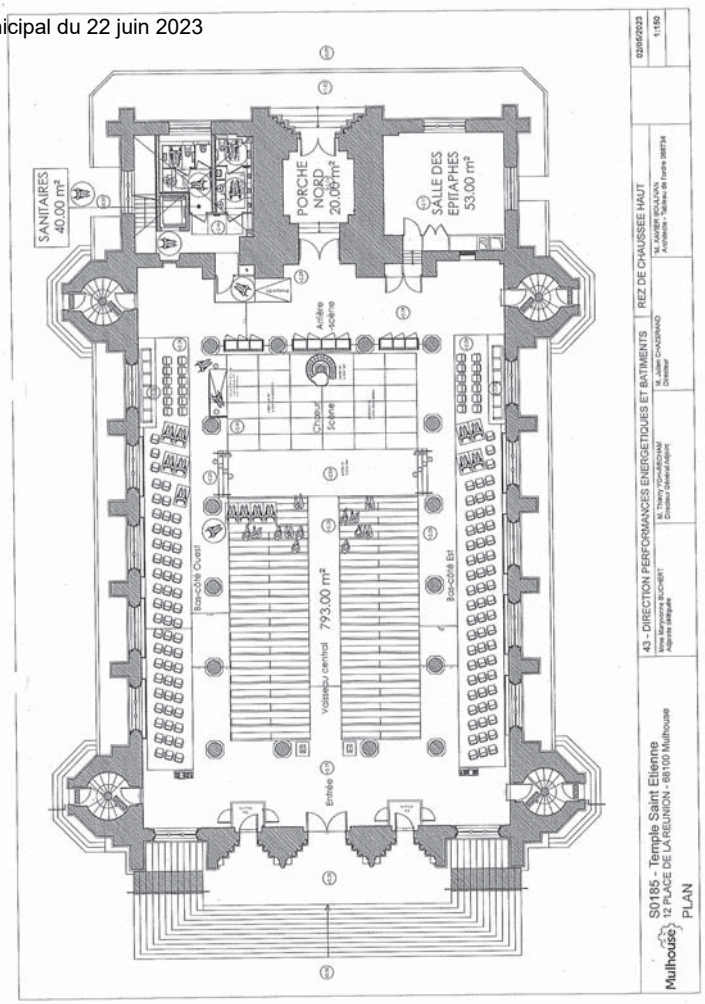
Pour la Ville de Mulhouse	Pour le Conseil Presbytéral de l'Eglise réformée de Mulhouse
Le Maire	Le Président











PLAN DE PASSE

Client	Ville de Mulhouse
Localisation	Temple Saint Etienne
Fournisseur cylindres	
Interlocuteur	Service architecture: Ville de Mulhouse / Curir Stéphane

version du 8/03/2023

Portes d'accès	Rep. Portes	n° cyl.	Variure	dimensions	Passe général AMCHI-VDM	Conseil presbytéral	Chant Sacré	Utilisateurs techniques	Utilisateurs base	TSE		
				Type clé	PG	PP1	PP2	PP3	PP4	PP5	PP6
				Qté	5	5	5	5	5	1		
tourelle S0: vers l'extérieur	A				■	■	■	■	■			
tourelle N0: vers l'extérieur	B				■	■	■	■	■			
tourelle NE: vers l'extérieur	C				■	■	■	■	■			
tourelle SE: vers l'extérieur	D				■	■	■	■	■			
tourelle S0: vers niveau 1	E				■	■	■	■	■			
tourelle N0: vers niveau 1	F				■	■	■	■	■			
tourelle NE: vers niveau 1	G				■	■	■	■	■			
tourelle SE: vers niveau 1	H				■	■	■	■	■			
tourelle S0: vers niveau 2	I				■	■	■	■	■			
tourelle N0: vers niveau 2	J				■	■	■	■	■			
tourelle NE: vers niveau 2	K				■	■	■	■	■			
tourelle SE: vers niveau 2	L				■	■	■	■	■			
tourelle S0: vers niveau 3 (combles)	M				■							
tourelle N0: vers niveau 3 (combles)	N				■							
tourelle NE: vers niveau 3 (combles)	O				■							
tourelle SE: vers niveau 3 (combles)	P				■							
chaufferie par accès extérieur	Q				■			■				
Porte PMR-> place Lambert (bouton intérieur)	R				■	■	■	■	■	■		
Local TGBT (bouton intérieur)	S				■							
WC H/F/PMR niveau 1 (bouton intérieur)	T				■							
Salle J. Calvin (bouton intérieur)	U				■	■	■					
cuisine niveau tribune (bouton	V				■							
réduit niveau tribune	W				■	■	■	■				
stockage niveau 4 (accès ascenseur) **3 serrures!**	X				■			■				
stockage pièces orgue: 2 **serrures!**	Y				■							
Clocher balcon	Z				■							
Armoire arrière scène A (partitions chant)	1				■		■					
Armoire arrière scène B (association)	2				■	■						
Armoire arrière scène B+C (Gestion chauffage + Gradateurs sons)	3				■	■		■				
				PG								
				PP1								
				PP2								
				PP3								
				PP4								
				PP5								
				PP6								

A21-010855 28/05/2021
CASTER_21STRRT

RECO + AR

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
Liberté
Égalité
Fraternité

VILLE DE MULHOUSE
28 MAI 2021
Service pilote
Autres destinataires 21
ACG

Direction régionale des affaires culturelles

Affaire suivie par :
Louis-Napoléon Panel
Pôle / Service : Pôle Patrimoines/CRMH :
Tél : 03.88.13.56.72
Courriel : louis-napoleon.panel@culture.gouv.fr
Réf : CRMH/LNP/LN/2021/ AU 1

Courrier recommandé avec A.R
1A 163 0u2 25339

Strasbourg, le 26 MAI 2021

Madame la Maire,

J'ai l'honneur de vous informer que l'orgue Walcker ainsi qu'un ensemble de mobilier conservés dans le Temple Saint-Etienne de Mulhouse, dont vous êtes propriétaire, ont été inscrits au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral n° 2021/230 en date du 10 MAI 2021

Je vous adresse sous ce pli, l'ampliation de l'arrêté préfectoral d'inscription et vous serais obligé de bien vouloir en accuser réception.

Je vous prie d'agréer, Madame la Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Préfète de la région Grand Est,
et par délégation,
La Directrice régionale des affaires culturelles,
Et par subdélégation,
Le Chef de la mission protection du patrimoine

Nicolas DEJARDIN-HAYART

Madame Michèle LUTZ
Maire de Mulhouse
Hôtel de Ville
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 MULHOUSE cedex 9
Copie :
- M. le Préfet du Haut-Rhin, Diocèse de Strasbourg, Archives Départementales 68, UDAP 68, CAOA 68

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – site de Metz
6 place de Chambre – 57045 Metz cedex 01 – Tél. 03 87 56 41 00
www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est

PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale des Affaires Culturelles

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021 / 230

portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Mulhouse (Haut-Rhin)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES

VU le code du patrimoine livre VI, titres I et II, et notamment ses articles R622-32 à R622-38 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 26 novembre 2020.

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que la conservation des objets mobiliers désignés ci-après présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

ARRÊTE:

ARTICLE 1er : Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants :

- Orgue Walker (dont le buffet), 1866, bois, ivoire, peau, étain, plomb, zinc ;

- Chaire à prêcher, 36 bancs de fidèles, avant 1866, bancs : longueur 500 cm, bois, menuiserie, sculpture ;

conservés dans le Temple Saint-Etienne de Mulhouse (Haut-Rhin) et appartenant à la commune.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au dépositaire.

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est
Palais du Rhin – 2 place de la République – 67082 Strasbourg cedex – Tél 03 88 15 57 00
www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est

ARTICLE 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes et la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le 10 MAI 2021

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Annexe 4 : **Historique du Temple Saint-Etienne**:

(Référence Mérimée IA00096481)

Le Temple St Etienne actuel, de style néogothique date de 1866.
Il est l'œuvre de l'architecte municipal Jean-Baptiste SCHACRE (également et notamment architecte de l'Eglise Saint-Etienne Catholique et du cimetière central de Mulhouse).

Sur son emplacement s'élevait une église du XIIème siècle, à laquelle on avait adjoint, au cours de la 1ère moitié du XIVème siècle un chevet gothique ainsi que des verrières (dont la plupart sont visibles dans l'Eglise actuelle).

D'après Marcel MOEDER qui a étudié les origines, puis le développement de la ville aux XII et XIII ième siècles, la première église paroissiale se serait trouvé à l'emplacement de la Chapelle St Jean, ancienne commanderie de l'ordre des Hospitaliers de Jérusalem, car c'est dans cette partie haute de la ville que se trouve le noyau originel ; de plus la chapelle St Jean renferme un puits , ancienne piscine baptismale, qui révèle une origine très ancienne, précédant de beaucoup l'installation des hospitaliers à Mulhouse à la fin du XIIIème siècle (1269).
Comme précédemment abordé et toujours d'après MOEDER, il n'y aurait pas eu de sanctuaire place de la Réunion avant le XIIème siècle.

Le premier édifice
L'abbaye St Etienne de Strasbourg semble avoir possédé à Mulhouse en 1003 des propriétés acquises dès le VIIIème siècle. On peut penser qu'il existait à Mulhouse, sous la domination de l'abbaye St Etienne de Strasbourg, un lieu de culte avec une organisation paroissiale. Les fouilles récentes viennent corroborer ces suppositions.

L'Empereur Frédéric 1er Barberousse était également propriétaire d'alleux à Mulhouse (partie basse de la Ville) et avait également en fief de l'évêque de Strasbourg certains biens. Il fit deux séjours à Mulhouse en 1153 et 1186, attestés par des chartes.

En 1187, une certain maître Daniel, chapelain de Frédéric BARBEROUSSE, était curé de Mulhouse avec l'hypothèse d'une Eglise consacrée en 1186.
Il existait donc à Mulhouse une paroisse et une église paroissiale, qui avait été construite entre 1175 et 1200 et qui subsista jusqu'en 1851.

L'Empereur aurait favorisé la construction de l'église en la dotant assez richement pour qu'un personnage aussi important que son chapelain en soit bénéficiaire et permis la création d'un marché sur la place nouvellement créée de la ville basse, qui sera la partie commerçante et artisanale de la ville.
(L'Eglise est citée pour la première fois dans un document en 1236, sans vocable ; elle est citée en tant qu'Eglise Saint Etienne en 1298).

Le deuxième Edifice
La reconstruction de l'église au XIVème siècle est aussi mal connu que sa première construction.
D'après MOEDER, le chœur de l'église fut reconstruit dans la première moitié du XIVème siècle ; en fait les murs du chœur roman furent conservés mais surélevés, prolongés vers l'est et l'abside fut reconstruite.
Des vitraux furent réalisés pour orner les baies en arc brisé de l'abside et les 2 baies des murs du chœur.
Le chœur était couvert de voûtes d'ogives aux clés sculptées : 2 sont conservées au musée de la Chapelle Saint-Jean, l'une sculptée de rosaces, l'autre des quatre symboles des Evangélistes.
De plus pour confirmer la datation du chœur à cette période, plusieurs autels furent consacrés au milieu du 14ème siècle et une cloche fut fondue en 1334.
Divers remaniements et restaurations :
1629 : Construction d'une tribune à l'ouest, surmontée d'un deuxième niveau en 1678, reposant sur deux colonnes en chêne également datées de 1678
1643 : Construction d'un bâtiment annexe contre le mur sud du clocher, pour abriter la Bibliothèque de la Ville, qui fut finalement installée à l'hôtel de ville. Ce bâtiment fût donné au conseil presbytéral pour y tenir ses réunions au rez-de-chaussée ; la bibliothèque du conseil presbytéral occupa le 1er étage.
1645 : Plafond en bois à caissons peu saillants refait, porté par sept reposant sur des corbeaux en chêne.
1658 : Première boutique construite contre la sacristie sud par le Bourgmestre LIEBACH
1695 : Nouvelle horloge (remplacée en 1828 par SCHWILGUE)
1707 : reconstruction et rehaussement du sommet du clocher : niveau supérieur
1766 : démolition du jubé en pierre, séparant le chœur de la nef

Construction du nouveau Temple Saint-Etienne :

Après avoir envisagé durant les années 1840 de conserver et de restaurer ou de reconstruire partiellement l'ancienne église, la ville de Mulhouse décida de la démolir et d'en reconstruire une nouvelle vers 1850/1851.
Plusieurs avant-projets sont alors réalisés par Jean-Baptiste SCHACRE, architecte de la ville de 1853 à 1860.
Dès 1851 on décide que le nouveau temple sera placé perpendiculairement à l'ancien, en détruisant les maisons à l'arrière du temple entre la rue de la Lanterne et la Place Lambert, pour donner plus d'ampleur à la place de la Réunion.
Le projet définitif approuvé par le Préfet du Haut-Rhin le 24 juillet 1857 subira encore de nombreuses transformations importantes (élévations extérieures et intérieures, flèches du clocher et des tourelles d'escalier en pierre à la place du bois, etc.).

Adjudication des travaux le 24 novembre 1858 à RENAUT, COURTOISIER et CORNOT de Belfort
Pose de la première pierre le 15 août 1859,
Commencement des travaux en mars 1859 (en mars 1862, la mise sous toit n'est pas encore commencée).
A l'origine, les points d'appui des voûtes de la nef devaient être réalisés en fonte, qui sera remplacée en 1862 par de la pierre.
Inauguration du nouveau Temple le 1er novembre 1866.
En 1870 SCHACRE réalise les relevés définitifs de l'édifice.

Classement de l'édifice et de mobilier au titre des monuments historiques :
Connu pour abriter une série importante de verrières du XIVe siècle (cl. MH le 23 mars 1921), le Temple Saint-Étienne de style gothique a de par sa précocité, l'originalité de son plan et sa qualité architecturale motivé sa protection par classement au titre des Monuments Historiques : arrêté du 27 juillet 1995.
Les stalles, propriétés de la Ville de Mulhouse ont été classé au titre des monuments historiques en 1995. Les objets mobiliers appartenant à la commune que sont l'orgue (dont le buffet), la chaire à prêcher et les 36 bancs de fidèles ont été classés au titre des monuments historiques en 2021.

Campagne de travaux et de restauration :
Depuis sa construction le bâtiment a toujours été propriété de la Ville de Mulhouse qui réalise les opérations de maintenance, de travaux et de restauration. Depuis les années 2000, un programme pluriannuel ambitieux a été instauré par la Ville de Mulhouse au regard de l'état sanitaire préoccupant de ce monument emblématique de la vie des mulhousiens.

Ainsi des campagnes successives de restauration et de remise en état ont été menées :
- 2009-2012 : restauration du clocher nord
- 2014-2016 : travaux de mise en accessibilité PMR
- 2015-2018 : restauration de la façade sud
- 2017-2019 : restauration de la tourelle sud-ouest
- 2014-2023 : travaux de restauration intérieure

Mme le Maire : On passe au Temple Saint-Etienne avec la convention de fonctionnement avec le conseil presbytéral de l'église réformée de Mulhouse. Je ne vais pas vous donner le détail de cette délibération qui est dans votre dossier mais en tout cas, souvenons-nous aussi au premier chef du pasteur HOFFET, et je l'ai déjà évoqué dans les propos liminaires puisque c'était quand même quelqu'un qui a joué un rôle important dans cette installation. Il y aura une intervention à deux voix de Paul QUIN et d'Anne-Catherine GOETZ. C'est Anne-Catherine qui commence. Je vous laisse présenter cette délibération.

Mme GOETZ : Merci Mme le Maire. Effectivement la réouverture tant attendue du temple Saint-Etienne a enfin eu lieu, ça s'est passé le week-end dernier avec deux concerts donnés par l'Orchestre symphonique de Mulhouse et le Cœur de Haute-Alsace avec un public très nombreux qui attendait cette réouverture avec impatience. La réouverture au public en journée avec les visites en journée a eu lieu hier, le 21 juin, et il convient de rappeler comme vous l'avez dit, Mme le Maire, que cette délibération était nécessaire pour poser un cadre de fonctionnement bien défini entre le gestionnaire des lieux, le conseil presbytéral et la ville qui est propriétaire du lieu. C'est pourquoi nous souhaitons présenter cette délibération avec la convention qui est attachée. La convention permet notamment de rappeler qu'il y aura un usage cultuel et culturel du temple. Le temple, vous le savez tous, est un haut lieu de la culture mulhousienne. Il accueillera comme tout lieu culturel une programmation de divers évènements dans le cadre d'un projet culturel qui est actuellement en cours de construction avec le groupe culture mandaté par le conseil presbytéral, accompagné par les services du développement culturel de la ville. Le projet culturel se veut ouvert sur la ville, ouvert à tous, aussi bien aux artistes, aux associations qu'à tout autre porteur de projet professionnel ou amateur, et une première exposition de la programmation qui est établie pour les prochains mois, une première exposition aura lieu, était ouverte hier et il y aura le vernissage la semaine prochaine, c'est une exposition d'artistes syriens qui est organisée par la Passerelle des talents, une association qui accompagne des artistes en exil. Le Temple Saint-Etienne reste aussi un lieu patrimonial, un des plus visités de notre ville. Il y a une installation d'une signalétique patrimoniale qui a été réalisée dans le cadre du label « Ville d'art et d'histoire ». La signalétique se compose de plusieurs modules au rez-de-chaussée et à l'étage. Evidemment les modules évoquent l'histoire du temple, depuis le passage de Mulhouse à la réforme en 1523, et évoque également son processus de construction entre 1859 et 1866. Des modules décrivent également les vitraux ainsi que le mobilier qui pour la plupart, on le sait, est classé. Les textes sont traduits en Anglais et en Allemand à destination des touristes. Il y a également un résumé en alsacien qui prend place en-dessous du texte en français, dans le cadre de la promotion de la langue et la culture régionale. Les travaux réalisés ont permis de donner un nouveau souffle à ce lieu, fleuron de notre ville et de son rayonnement culturel et touristique. Je donne, si vous me le permettez, Mme le Maire, la parole à Paul QUIN pour les travaux qui ont été réalisés.

M. QUIN : Merci Mme le Maire, chers collègues. En fait puisque l'on parle de réouverture, c'est tout simplement qu'il y a eu une fermeture, et cette fermeture s'explique de la manière suivante. C'était fermé pendant quatre ans, c'était très long. Mais il y a à cela plusieurs explications, notamment lorsqu'avait été fait le constat au départ de la nécessité de faire un certain nombre de travaux

concernant le temple pour pouvoir permettre aux groupes instrumentaux de venir y jouer de manière tout à fait correcte avec des instruments qui ne souffriraient plus des fluctuations de températures. On s'est donc attaché à ce qui devait être fait. Il fallait effectivement réorganiser tout le système de chauffage du temple. Ceci voulait dire aussi qu'il fallait refaire tout le système électrique du temple, etc, et de fil en aiguille, il y a eu énormément de travaux qui ont été faits pour un montant d'ailleurs assez conséquent. La rénovation intérieure en elle-même a coûté plus de 2,4 M€. Je tiens d'ailleurs aussi au passage à remercier, et je le ferai par l'intermédiaire de mes collègues de la CeA, remercier la CeA qui a aussi participé pour une part à la rénovation du temple Saint-Etienne. Je le disais à l'instant, ma collègue l'a signalé, c'était la rénovation des tribunes, la création de pupitres aussi, après avoir aussi fait des toilettes parce qu'il faut aussi songer aux choses terre à terre mais il fallait les faire, les créer à l'intérieur du temple , derrière la scène. Comme ça a fait un certain nombre de travaux, une scène modulable aussi, ma collègue je ne sais pas si elle l'a précisé, qui était extrêmement difficile à mettre en œuvre, et c'est d'ailleurs cela qui nous a valu un retard dans la livraison du chantier puisque rien que cette scène-là nous a coûté six mois de retard de chantier. Ceci a pu aussi causer un certain émoi parmi nos concitoyens, mais enfin nous sommes arrivés au bout, Mme le Maire, et nous ne pouvons que nous en féliciter. Et les échos que j'ai pu recueillir, ici ou là, montrent que finalement la patience paie et que maintenant nous avons, comment dirais-je, un temple de centre-ville dont je rappelle d'ailleurs qu'il est apparemment le temple le plus haut de France. Non seulement il est le plus haut de France, non seulement nous avons fait une superbe rénovation extérieure avec le clocher, la façade sud, la tourelle sud-ouest, la restauration intérieure qui vient d'être accomplie, mais ça n'est pas fini puisqu'il y aura encore de la restauration mais extérieure cette fois. Et puis un jour sans doute, il nous faudra continuer puisque nous avons aussi un ensemble de vitraux absolument remarquables dans cet édifice, et il faudra que l'on puisse les mettre en valeur. J'en ai terminé pour ma part Mme le Maire.

Mme le Maire : Merci Paul, je sens cet enthousiasme et tu as raison parce qu'il y a eu un magnifique concert la semaine dernière avec notre orchestre pour une des premières. Je n'ai pas de demande de parole. Je vais mettre cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

24° CULTES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (1201/7.5.6/903)

La Ville alloue annuellement une aide à l'équipement aux cultes qui œuvrent dans les domaines cultuel et culturel. Cette subvention a vocation à les aider financièrement dans les travaux entrepris pour l'entretien du bâtiment dont ils ont la gestion.

Pour 2023, il est proposé de leur attribuer les subventions suivantes :

BENEFICIAIRES	OBJET	COÛT TTC	MONTANT DE LA SUBVENTION
Sainte Jeanne d'Arc	Travaux rénovation des toilettes – salle blanche	12 533.95 €	6 300 €
Saints Pierre et Paul	Restauration Maître-autel	2 150 €	2 150 €
Saint Etienne	Rénovation retable	8 700 €	6 000 €
Total des subventions :			**14 450 €**

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2023 :
- chapitre 204 – article 20422 - Fonction 024
- service gestionnaire et utilisateur : 1201
- ligne de crédit 22266 "Subventions d'Equipement cultes"

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve l'attribution des subventions aux bénéficiaires.

Mme le Maire : Nous passons à la nouvelle délibération qui est la 909, il s'agit des cultes, l'attribution de subventions d'équipement. Le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité intervenir sur cette délibération. M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci Mme le Maire, chers collègues, j'ai apprécié également la verve de M. QUIN sur le sujet du temple, et vous avez tous pu vous apercevoir que nous avons voté pour. C'est dire par principe notre défense du patrimoine et de le maintenir. Ici nous rentrons sous la rubrique « cultes » et l'attribution de cette subvention et une question effectivement qui a déjà été posée ici sur les exigences que nous avons sur l'utilisation des fonds publics, pas pour mettre en cause leur légalité, il n'est pas question de cela mais leur légitimité. Ce qui nous semble dommageable, c'est que dans cette délibération qui porte sur une somme relative 14 500 €, il ne figure pas de manière précise la définition, les justifications pour que l'on puisse savoir comment va être opéré ce « retable » etc. Par définition, nous n'avons par principe aucune opposition à la restauration d'un retable, et nous sommes par principe aussi favorables à la valorisation du patrimoine mulhousien dans toutes ses composantes y compris celle parfois, Mme le Maire, je l'ai dit, il m'arrive de faire de l'histoire, la mémoire ouvrière de cette ville, il ne faut pas attendre trop longtemps que meurent les derniers salariés de la SACM. Il y a sans doute là une richesse peut-être aussi à mettre en évidence, parce que la ville ne s'est pas faite uniquement à cause des grands capitaines d'industries mais aussi par le travail de tous ceux qui y ont contribué.

Ce que je voudrais dire c'est que par principe nous sommes également respectueux du devoir de transparence, celui ce dont a fait preuve M. QUIN pour expliquer toute la nature des dépenses, puis sur quoi a porté cet engagement massif. Par conséquent, ce devoir de transparence s'impose et faute d'avoir des justificatifs précis, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

Mme le Maire : J'en prends bien note. Je mets cette délibération au vote ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 38 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration

Abstentions :
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

25° ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION : SUBVENTIONS 2023 – PHASE 1 (1100/7.5.6/917)

La Ville de Mulhouse conduit une politique active de lutte contre les exclusions en partenariat avec les associations et institutions engagées à ses côtés pour l'aide alimentaire, l'hébergement d'urgence et l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus démunies.

Marquées par la crise sanitaire et sociale, depuis 2020, les années passées ont été des années singulières dont les conséquences sociales sont encore agissantes en 2023. Avec une augmentation de 15% en moyenne du coût des produits de première nécessité, la hausse de l'inflation est venue renforcer la précarité des ménages titulaires des minimas sociaux.

La collaboration entre acteurs du territoire a démontré que la solidarité est une force et qu'elle permet de faire face aux difficultés collectivement. Aussi, pour marquer cette volonté de la Ville de soutenir la lutte contre toutes les exclusions, des subventions sont proposées au titre de 2023 au profit des associations et institutions engagées sur notre territoire.

A. Subventions de fonctionnement aux associations qui contribuent à la lutte contre les exclusions

1. Soutien aux associations qui participent à la lutte contre la précarité alimentaire

Dans le cadre de l'aide alimentaire aux plus démunis, la Ville est maillée de nombreux acteurs dont l'action coordonnée permet de toucher le plus grand nombre des ménages en situation de précarité alimentaire. L'inflation alimentaire

actuelle impacte le budget alimentaire de l'ensemble des ménages. Le chariot type de 38 produits a augmenté de 18,45% de janvier 2021 à janvier 2023 (passant de 102,33€ à 121,21€) et impacte plus fortement les ménages les plus démunis. Au-delà du soutien d'urgence, l'aide alimentaire permet de rétablir le lien social, de renforcer le pouvoir d'agir et constitue pour les ménages accompagnés une porte d'entrée vers des dispositifs d'insertion. Aussi, la Ville entend favoriser cette dynamique profitable aux Mulhousiens en difficulté socio budgétaire.

Association humanitaire d'entraide et d'action sociale, **AIMER, SERVIR, PARTAGER** contribue au réseau d'aide alimentaire du territoire en proposant la délivrance de colis alimentaire à titre gratuit. Il est proposé de verser une subvention de 500 € à l'association**.**

En fournissant 68 associations caritatives et 27 CCAS dont 16 épiceries solidaires, la **BANQUE ALIMENTAIRE DU HAUT-RHIN** est le maillon central de l'aide alimentaire aux plus démunis sur l'ensemble du Département du Haut-Rhin. En 2022, les denrées collectées ont représenté 2605 tonnes, la distribution 2745 tonnes. Ce sont 122 185 personnes qui ont pu être soutenues. L'engagement des 7 salariés et des 150 bénévoles qui donnent de leur temps est essentiel pour mener à bien les missions de la Banque Alimentaire. Ces engagements, individuels et collectifs, font vivre la solidarité à grande échelle. Son objectif principal est le développement de points de distribution au plus près des besoins. Il est proposé une subvention de 25 000 € destinée à permettre la continuité de son action.

L'engagement de la **CROIX-ROUGE** est multisectoriel. L'aide alimentaire est un des axes majeurs de ses actions. Afin de soutenir le développement de l'épicerie sociale, il est proposé une subvention de 10 000 €.

Pour faciliter la poursuite de l'aide alimentaire et d'hygiène mais aussi le développement de l'accès aux vacances, à la culture, au sport et à la mobilité (équipement en vélos, aides aux déplacements…), il est proposé l'octroi d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € au **SECOURS POPULAIRE,** association populaire créée pour faire vivre la solidarité en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen.

2. Soutien aux associations qui permettent l'accès et/ou le maintien au logement des plus fragiles

La Maison du Pont, hôtel d'hébergement d'urgence sociale de 19 places et de 4 appartements, accueille un public sans abri extrêmement fragilisé, en majorité des hommes sans logement entre 30 et 50 ans, abimés par des parcours de vie chaotiques. La Maison du Pont constitue un refuge ponctuel et sécure. L'accompagnement social global mis en place vise au rétablissement physique et psychique des personnes, le rétablissement des droits sociaux, avec pour objectif d'accéder à un logement. Il est proposé une subvention de 62 000 € à l**'association ACCÈS**.

Emanation française d'un des plus anciens organismes caritatifs, **l'ORDRE DE MALTE FRANCE** est animé au quotidien par une volonté constante de charité en s'appuyant sur ses 12 000 bénévoles et plus de 2 000 salariés en France et dans le Monde. Leurs objectifs sont de venir en aide à toutes personnes victimes d'exclusion de quelque nature que ce soit, d'aller vers les personnes en situation de précarité qu'elles soient à la rue ou en logement et de permettre à chacun de

trouver du réconfort. A Mulhouse, depuis 2018, l'Ordre de Malte intervient auprès des plus fragiles : maraude une fois par semaine, distributions d'aide alimentaire en partenariat avec le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)/115, livraison de colis alimentaires au profit de femmes victimes de violences accompagnées entre autres. Il est proposé d'allouer à l'Ordre de Malte une subvention de 2 000 €.

Créée en 2007, l'association **SILONE** a pour but d'insérer des ménages avec ou sans enfants par l'accès au logement. Pour ce faire, elle gère et entretient 62 logements sur Mulhouse et y a hébergé 198 personnes au cours de l'année 2022. Le partenariat avec la Ville de Mulhouse a été mis en place avec succès dès sa création et contribue à l'orientation en logement des publics rencontrés par le CCAS de Mulhouse mais également par l'ensemble des acteurs de l'hébergement et du logement adapté sur le territoire. Il est proposé une subvention de 40 000 €.

Une convention cadre existe entre la Ville de Mulhouse, la Collectivité européenne d'Alsace, l'Etat (DDETSPP) et **l'association SURSO,** créée en 1995 afin de soutenir les actions mises en œuvre dans le cadre de l'accueil de jour (boutique de solidarité), de l'hébergement d'urgence, de l'accompagnement vers et dans le logement (AVDL) et de l'intermédiation locative au profit du public jeune 18/25 ans (Logi'Jeunes). Cette convention s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'hébergement des Personnes défavorisées (PDALHPD) sur la période 2018 – 2023 qui vise à définir la politique départementale d'accès et de maintien dans le logement des publics défavorisés, de l'hébergement et du logement accompagné en faveur des personnes sans abri, mal logées ou inaptes à occuper un logement autonome. Il est proposé une subvention de 44 896 €.

3. Soutien aux associations qui contribuent à l'accès aux aides de première nécessité

L'association **TERRE DES HOMMES France** gère sur Mulhouse un local de vente de vêtements et de linge de maison depuis plusieurs décennies. La vente à bas prix voire la gratuité, sur orientation de services sociaux et médico-sociaux constitue un soutien indispensable à de nombreuses familles. Il est proposé une subvention de 1 500 €.

4. Soutien aux associations qui contribuent au renforcement du lien social et à l'insertion socio-professionnelle

ATD Quart Monde intervient de longue date sur le territoire mulhousien, et, plus particulièrement au sein du quartier du Drouot dans le cadre d'une action de bibliothèque de rue qui consiste à partager aux pieds des immeubles des temps de lecture avec les enfants et leurs parents. Il est proposé une subvention de 500 €.

Créée en 2008, l'antenne départementale de **CULTURES DU COEUR** œuvre à l'accès à la culture au profit de personnes en situation de fragilité sociale et économique éloignées du monde de la culture. Pour toucher les personnes les plus démunies, l'antenne anime un réseau d'une quarantaine de structures sociales et médico-sociales adhérentes et plus de trente partenaires culturels, sportifs et de loisirs autour de son action d'insertion par la culture. L'association défend le principe de la gratuité avec un accompagnement spécifique à chaque

groupe et la médiation sociale et culturelle est toujours au cœur de ses actions. Il est proposé une subvention de 1500 €.

Les écoutants de **SOS Amitié Haut-Rhin** sont présents de jour comme de nuit 365 jours par an. Tous bénévoles, les 45 écoutants répondent de manière anonyme, empathique et non-directive aux 17 700 appels annuels (chiffre de l'année 2022), afin d'apporter un apaisement et de contribuer ainsi au mieux-être des personnes. Afin de témoigner de sa pratique et de former les bénévoles, l'antenne locale contribuera cette année du 12 au 14 mai 2023 au congrès national triennal sur le thème de « La force de l'écoute ». Il est proposé une subvention de 500 €.

Synthèse des subventions proposées :

Fonctionnement :

BENEFICIAIRES	MONTANT 2023 proposé
AIMER SERVIR PARTAGER	500 €
BANQUE ALIMENTAIRE	25 000 €
CROIX-ROUGE	10 000 €
SECOURS POPULAIRE	10 000 €
ACCES	62 000 €
ORDRE DE MALTE	2 000 €
SILONE	40 000 €
SURSO	44 896 €
TERRE DES HOMMES	1 500 €
ATD QUART MONDE	500 €
LE REZO	2 500 €
CULTURE DU CŒUR	1 500 €
SOS AMITIES	500 €
TOTAUX	200 896 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 424

Service gestionnaire et utilisateur 112 – Action Sociale

Ligne de Crédit n° 3674 « Subventions de fonctionnement aux associations de lutte contre l'exclusion ».

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits

dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement qui figurent dans les tableaux ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 3

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse représentée par Madame Marie CORNEILLE, Adjointe au Maire déléguée à la Solidarité et à la Lutte contre la Pauvreté, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023, et désignée sous le terme « la Ville »

d'une part,

et

l'Association SILONE, ayant son siège social, 8 rue du Vignoble à MORSCHWILLER-le-BAS, représentée par sa Présidente, Mme Arlette TROCHE, et désignée sous le terme "SILONE"

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'association a pour but d'insérer des ménages avec ou sans enfants par l'accès au logement. Pour ce faire, elle gère et entretient 64 logements sur Mulhouse pour y héberger environ 350 personnes dans le cadre du dispositif « Allocation Logement Temporaire » selon les termes de l'article L 851-1 du code de la Sécurité Sociale.

Elle sollicite une subvention de la Ville.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, SILONE s'engage à poursuivre l'objectif suivant :

« Accueil et hébergement des ménages avec ou sans enfants, sans domicile, ne pouvant accéder à une location directe, qui acceptent d'adhérer aux modalités de fonctionnement fixées par l'association à travers son règlement intérieur »

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

Article 2 : Montant de la subvention

La Ville accorde en 2023 à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 €.

La subvention attribuée par la Ville à SILONE fera l'objet d'un versement unique, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après vote du budget primitif de la Ville, décision d'attribution et signature de la convention.

Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Elle sera créditée au compte de SILONE selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

CC
Code banque :
Code
N° de compte :

Article 4 : Engagement de l'association

SILONE s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention.
- Fournir à la Ville un compte rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023
- Fournir un compte rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- Déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2023 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

En cas de non exécution de l'objet social décrit au préambule et des actions mentionnées à l'article 1er de la présente convention, SILONE reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville de Mulhouse la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'utilisation de la subvention pour des actions non conformes à son objet social ou d'autres actions que celles mentionnées à l'article 1er de la présente convention, SILONE devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour ces actions.

Article 6 : Contrôle de la Ville

SILONE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.
Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

SILONE souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, SILONE reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, SILONE devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par SILONE.

La collectivité en informe SILONE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par SILONE dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par SILONE des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1er.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation-litiges

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige relatif à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, le litige sera soumis, à défaut de règlement amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Mulhouse, le

Etablie en deux exemplaires originaux

Pour l'Association, la Présidente	Pour la Ville, l'Adjointe déléguée aux Solidarités
Arlette TROCHE	**Marie CORNEILLE**

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse représentée par Madame Marie CORNEILLE, Adjointe au Maire déléguée aux Solidarités, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023, et désignée sous le terme "la Ville"

d'une part,

et

L'Association Banque Alimentaire, ayant son siège social, 9 Allée Gluck 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, Monsieur Pierre-Bernard FORISSIER, et désignée sous le terme "l'Association"

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les Banques Alimentaires représentent aujourd'hui le plus important réseau de lutte contre la faim, la précarité et le gaspillage alimentaire avec pour mot d'ordre « Ensemble, aidons l'Homme à se restaurer ».

Par conséquent, la Banque Alimentaire du Haut-Rhin, crée en 1985, est une association clés dans le champ de l'aide alimentaire à Mulhouse.

Conformément à ses statuts, l'association distribue aux structures caritatives partenaires du territoire des denrées alimentaires récoltées dans les grandes surfaces, les producteurs locaux et/ou octroyée par l'Union Européenne.

Article 1 : Objet

La présente convention encadre les obligations réciproques des parties et a pour pour objet de déterminer les modalités du soutien apporté par la Ville à la Banque Alimentaire au profit de :

- Son activité de ramasse des denrées alimentaires dans les magasins pour les distribuer aux associations caritatives habilitées à la distribution de l'aide alimentaire œuvrant sur le territoire mulhousien,
- Son développement d'actions destinées à améliorer l'accès à une aide alimentaire de qualité,

- Sa contribution à la coordination locale (pilotage : CCAS de Mulhouse) et départementale (pilotage : DDETSPP 68) des actions des acteurs de l'aide alimentaire.

Article 2 : Montant de la subvention

Le versement d'une subvention à la Banque Alimentaire.

La Ville souhaite attribuer à l'association une subvention de fonctionnement de **25 000 €**

Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Le versement sera effectué sur le compte suivant :

Code banque :
Code guichet :
N° de compte :

Article 4 : Engagement de l'association

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention
- Fournir à la Ville un compte rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023
- Fournir un compte rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023 Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- Déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'association.

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse représentée par Madame Marie CORNEILLE, Adjointe au Maire déléguée à la Solidarité et à la Lutte contre la Pauvreté en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023, et désignée sous le terme « la Ville »
D'une part

et

L'Association ACCES, Association Chrétienne de Coordination, d'Entraide et de Solidarité, ayant son siège social au 9 rue des Chaudronniers – 68100 MULHOUSE, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc BELLEFLEUR, désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Ville de Mulhouse mène une action pour lutter contre la pauvreté et accompagner les personnes en situation de difficultés sociales.

L'association ACCES, Association Chrétienne de Coordination, d'Entraide et de Solidarité, entend donner aux personnes sous le choc d'une difficulté de vie, une écoute attentive, un conseil, une assistance pour rebâtir leur foyer ou leur vie, et, lorsqu'elles sont à la rue, « accès » à un toit, à un logement décent et aux droits fondamentaux (démarches administratives et soutien juridique).

Entre autres activités, conformément à son objet social, l'association gère « La Maison du Pont » 5 rue de Soultz à Mulhouse ; hôtel social sous forme de collectif de 19 places et de 4 appartements en diffus qui permettent d'assurer un hébergement d'urgence au profit de personnes sans aucun hébergement, en situation d'extrême précarité, voire en danger, souvent exclues d'autres structures et exclusivement orientées par le 115 (SIAO).

L'Association sollicite une subvention de la Ville.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du soutien apporté par la Ville à ACCES pour les activités de la Maison du Pont. Elle encadre les obligations réciproques des parties à la présente convention

Article 2 : Montant de la subvention

La Ville accorde en 2023 à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 62 000 €.

La subvention attribuée par la Ville à ACCES fera l'objet d'un versement unique, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après vote du budget primitif de la Ville, décision d'attribution et signature de la convention.

Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Elle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte de l'Association :

Association ACCES
9 rue des Chaudronniers
68100 MULHOUSE CEDEX

Domiciliation : CCM MULHOUSE ST PAUL

Code banque : 10278
Code guichet : 03007
N° de compte : 00069108902
Clé : 92

Article 4 : Engagements de l'association

Spécifiquement pour l'action précitée, l'association ACCES s'engage à communiquer au plus tard dans les 6 premiers mois de l'année suivante, le compte rendu détaillé et quantifié des actions liées à l'accueil des usagers de la Maison du Pont.

L'association s'engage à :

- Faire bénéficier des services de la « Maison du Pont » les ménages Mulhousiens sans hébergement et en situation de détresse sociale
- Examiner les demandes d'accueil émanant des publics rencontrés par le Service Solidarité, Secours et Insertion du CCAS de Mulhouse
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention
- Fournir à la Ville un compte rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023

- Fournir un compte rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- Déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville/m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 6 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 7 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1er.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Mulhouse, le

Etablie en deux exemplaires originaux

Pour l'Association, le Président	Pour la Ville, l'Adjointe déléguée aux Solidarités
Fernand CLAUSS	**Marie CORNEILLE**

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 9 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.
En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.
Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4.

Article 11 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 13 : Litige

En cas de litige relatif à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, le litige sera soumis, à défaut de règlement amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Mulhouse, le

Etablie en deux exemplaires originaux

Pour l'association ACCES
Le Président,

Jean-Marc BELLEFLEUR

Pour la Ville,
L'Adjointe déléguée
Aux Solidarités,

Marie CORNEILLE

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 917. Il s'agit d'associations de lutte contre l'exclusion – les subventions 2023 – première phase. Pour cette délibération Mulhouse Cause Commune a souhaité poser une question. Je vous laisse immédiatement la parole, M. FLECK.

M. FLECK : Oui merci. Cette délibération octroie une subvention de fonctionnement de 10 000 € au Secours populaire. Nous rappelons que les années précédentes le Secours populaire demandait 8 000 € par an, refusés jusqu'alors et abaissés à 5 000 €. Nous vous avions sollicités à plusieurs reprises à ce sujet, et nous saluons donc cette amélioration notable. Les moyens doivent correspondre aux besoins identifiés, le Secours populaire est engagé et présent auprès de nos citoyens les plus démunis, son soutien financier est essentiel. Pour ces raisons nous espérons que cette somme soit pérennisée afin de leur permettre de poursuivre leurs actions dans les meilleures conditions possibles. Merci.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autre demande de parole. Je laisse Marie CORNEILLE répondre.

Mme CORNEILLE : Merci Mme le Maire. Effectivement je profite de votre question pour faire un tour d'horizon global et pour répondre aussi plus précisément aux Mulhousiens sur ce que nous faisons en termes d'actions de solidarité, et pas simplement s'arrêter uniquement sur le champ de l'association que vous avez nommé, le Secours populaire. La délibération que vous avez sur la table c'est surtout des subventions qui sont proposées et attribuées ce soir par la ville de Mulhouse pour pouvoir, plus que jamais, accompagner au plus près les différentes associations qui luttent contre l'exclusion. Je tiens à préciser qu'au-delà d'un investissement financier et d'un accompagnement financier que l'on fait également avec les différentes associations, c'est aussi tout un travail tout au long de l'année en partenariat avec les associations. Je crois que c'est important de le souligner parce que c'est véritablement un enjeu de cohésion sociale. C'est véritablement un enjeu d'unité lorsqu'on veut faire front aux difficultés des familles, des ménages les plus démunis sur le territoire mulhousien. J'en profite pour remercier toutes les associations qui œuvrent sur ce champ-là et avec qui ont développe des projets, des actions, des axes de progrès afin de pouvoir aller toujours plus loin. Le Secours populaire, vous l'avez évoqué, je l'ai reçu pas plus tard que hier, pour pouvoir justement parler de toutes les actions sur lesquelles il se professionnalise de plus en plus, sur lesquelles aussi ils ont une vision qui devient de plus en plus innovante et sur lesquelles on se rejoint de façon très étroite avec la ville de Mulhouse. Je tiens à saluer Amandine GRIENEISEN par rapport à tous les échanges que l'on a pu avoir hier. J'en profite également pour vous parler de la démarche Mulhouse solidaire, démarche je le rappelle itérative, démarche inédite, démarche enthousiasmante, une émulation collective, les groupes de travail actuellement se réunissent sur les différentes thématiques chapeaux qui ont été présentées lors de la présentation du plan stratégique. C'est aussi encore une fois le témoignage que j'ai envie de vous donner de tous les acteurs associatifs, de tous les acteurs institutionnels qui se mettent autour de la table, et nous sommes véritablement de front pour pouvoir mener et détailler, je dirais, tous les axes opérationnels afin de permettre de donner une nouvelle impulsion en termes de solidarité à Mulhouse. Evidemment une fois que j'ai dit cela, je n'oublie pas le CCAS. CCAS où je tiens à préciser que depuis le 1er

juin nous avons décidé une augmentation de 15 % de tous les premiers secours afin de pouvoir se caler le plus juste à l'inflation. C'est aussi être en temps réel et de façon constante au plus près des ménages, encore une fois, les plus démunis. Lors du dernier CA du CCAS, nous avons également présenté le rapport d'activités 2022 du CCAS. Ce ne sont pas moins de 780 personnes domiciliées au CCAS, 6 296 Mulhousiens qui ont bénéficié d'une aide financière, 22 680 ménages accueillis au service solidarité secours insertion, et cela ne concerne que le service solidarité, secours insertion. Je pourrais aller beaucoup plus loin en vous évoquant l'investissement et l'engagement sans faille des 61 collaborateurs qui sont investis sur le champ de l'action sociale, sur la santé, sur la parentalité, sur les personnes âgées et à qui j'adresse mes plus vifs remerciements parce que ce sont eux qui sont au front tous les jours de situations qui ne sont pas faciles. Evidemment, je finis avec du coup lorsqu'on parle du CCAS dans sa globalité avec les plus de 55 000 personnes qui ont pu bénéficier d'une aide au CCAS. Tout cela pour vous dire que les subventions du services secours solidarité insertion sont aujourd'hui uniquement fléchés pour les associations en aide directe avec les populations les plus démunies et qui interviennent sur des besoins primaires : se loger, se nourrir, se vêtir. La délibération qui vous est proposée ce soir reflète cela, et pour vous donner un exemple c'est aussi mieux de les accompagner, ces partenaires qui sont absolument essentiels, vous l'avez souligné tout à l'heure, le Secours populaire qui ce soir voit sa subvention doublée, c'est ce qu'il vous est proposé et mon collègue Florian COLOM l'avait évoqué tout à l'heure 2 410 000 € qui sont fléchés sur l'action sociale, la santé et la famille. Voilà comment on voit les choses à Mulhouse. Je sais M. SIMEONI, souvent vous le dites, mettre de l'argent, il faut mettre de l'argent, et bien cet argent public, oui nous le mettons et oui cet argent public va être directement et est directement fléché aux Mulhousiens les plus démunis, aux acteurs associatifs qui oeuvrent chaque jour pour les plus démunis sur des besoins de première nécessité. Vous allez peut-être me faire, et vous l'avez évoqué à plusieurs reprises, le procès de donner la priorité aux plus démunis, mais c'est un choix avant d'être un choix c'est une nécessité et c'est une évidence, la ville de Mulhouse ne subventionne, et je fais un aparté, ne subventionne plus aucune organisation syndicale externe depuis 2018 et cela pose très clairement le problème du traitement inégalitaire de la ville sur les organisations syndicales externes. Mais visiblement l'égalité de traitement c'est souvent comme ça vous arrange. Enfin j'ai reçu les représentants, et vous le savez M. SIMEONI et Mme SCHNEIDER, de la CGT, je les ai reçus très longuement, on a échangé longuement, je vous ai reçu également, ce qui est tout à fait normal, et je vous ai donné les éléments d'explications possibles. Nous avons aujourd'hui, au vu de la loi du travail, aucune obligation sur le financement de ces organisations syndicales externes. Evidemment nous sommes tout à fait au clair au niveau de la loi sur les organisations syndicales internes, et j'entends que cela peut déplaire, j'entends que cela déplait à la CGT, simplement je fais le choix, nous faisons le choix des plus démunis avec l'argent public. C'est toujours plus facile de donner des leçons sur l'argent public dont on n'a pas la responsabilité. Personnellement voilà le choix où il s'oriente aujourd'hui. Enfin pour finir, j'aimerais simplement déplorer l'accueil de la CGT ce soir qui s'est opposée physiquement à mon entrée au conseil municipal. Avant d'être une élue de la République, je suis avant tout une femme, et on n'intimide pas une femme de cette façon. Je trouve que ce n'est pas un bon exemple pour une organisation oeuvrant pour des services rendus aux Mulhousiens. Je tiens quand même à le

souligner et je ne doute pas que vous allez être d'accord avec ceci étant donné votre mobilisation sur les violences faites aux femmes. Je finirai mes propos simplement avec une précision, ne pourront pas prendre part au vote par rapport à cette délibération, Mme Claudine BONI DA SILVA par rapport à l'association ACCES, Mme Maëlle PAUGAM par rapport à Cultures du cœur, et également tous les élus administrateurs du CA et du CCAS étant donné que le CA du CCAS est adhérent à l'association Cultures du cœur. Je vous remercie Mme le Maire.

Mme le Maire : M. SIMEONI

M. SIMEONI : Je suis désolé Mme le Maire mais je suis obligé de répondre aux sollicitations de notre adjointe à la solidarité pour lui dire deux choses. La première, s'agissant de l'argent je trouve que le budget solidarité effectivement n'est pas suffisant. Comment on se débrouille, c'est une affaire aussi de lutte et de choix puisque le budget n'est qu'un choix de tuyaux. Je ne développe pas parce que ça prendrait du temps. Ensuite s'agissant de la CGT et de sa décision et sa liberté de manifester contre une décision qui lui semble, et je le partage, injustifiée, injustifiable et politique avant tout aussi compte tenu aussi de la somme dont on parle, on parle de 4 600 €. Alors dans une manifestation vous ne me verrez jamais m'opposer physiquement ainsi que les membres de mon groupe à quelques opposants que ce soit, sauf si on vient me chercher c'est sûr que je réponds tout le temps. Mais autant que je puisse le faire évidemment compte tenu de mes faibles moyens, mais tout le monde a la capacité de se défendre. Tout ceci pour dire que nous allons voter évidemment ce que vous nous proposez. Ensuite je pense qu'il est encore temps, je vois Mme le Maire en face de moi, je vois M. COLOM le grand trésorier, 4 600 €, tout cela pour ça, franchement je trouve cela tout petit. C'est-à-dire ces 4 600 €, je ne reviens pas, ils existent depuis très longtemps, je ne vais pas faire encore l'argumentaire. Ensuite si vous décidez mordicus de rester sur une position de dire, niet rien pour la CGT, écoutez-moi j'en prends acte, les gens de la CGT en prendrons acte, le monde du travail à Mulhouse en prendra acte et puis la vie continue, mais la vie continue dans des conditions nouvelles aussi par rapport à une situation qui prévalait depuis au moins le début des années 80, de l'ancien siècle, j'étais jeune à cette époque. Je vous remercie.

Mme le Maire : Nous allons passer cette délibération au vote avec les restrictions qui ont été énoncées par Marie CORNEILLE sur les administrateurs du CCAS. Qui est-ce qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 37 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration

Ne prennent pas part au vote :
Mme BONI DA SILVA M. METZGER (représenté par M. COUCHOT), M. COUCHOT, M. OBERLIN, Mme SORNIN, Mme LUTZ, Mme PAUGAM et Mme CORNEILLE.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

26° CESSION DE L'IMMEUBLE 17 RUE DES MERLES A MULHOUSE (534/3.2.1/836)

La Ville est propriétaire depuis le 13 juin 2018 d'un immeuble situé au 17, rue des Merles à MULHOUSE. Celui-ci était occupé par des locataires provoquant d'importantes nuisances dans le quartier, ayant nécessité l'intervention des services sociaux. Ils ont été expulsés au cours de l'année 2017. La Ville s'est porté acquéreur de ce bien non occupé depuis, bien devant faire l'objet d'une rénovation globale, lourde et onéreuse.

La société « FUCHS CONSEIL & INVESTISSEMENT » souhaite aujourd'hui acquérir cet immeuble pour y effectuer des travaux de réhabilitation et de mise en conformité estimés à 380.000 € (soit 1.324 €/m^2), comprenant notamment la réfection de la toiture, des planchers, de la façade, des conduits de cheminées ainsi que la rénovation énergétique.

Des travaux d'embellissement, d'ameublement, le montage des cuisines équipées et de mise en place de meubles seront également réalisés et ceux-ci en collaboration avec la structure d'insertion APPUIS PRO à hauteur de 5 à 10% de l'ensemble des travaux. Ils seront encadrés par les collaborateurs de la société effectuant l'acquisition.

Une fois rénové, l'immeuble à usage d'habitation sera composé au total de neuf logements, dont quatre studios meublés, trois T1, deux T2 et un bureau destiné au régisseur.

Le portage se fera ensuite avec une structure financière dénommée Capital Initiative, dont l'objectif est de créer des chantiers école et favoriser l'emploi et/ou le retour à l'emploi.

Une fois rénovés, la location de ces appartements sera assurée par une Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) et à destination des publics accueillis dans les différents dispositifs de l'association APPUIS.
Ces appartements rénovés en répondant notamment aux normes d'isolation thermique permettront aux locataires d'APPUIS l'accès à des logements rénovés, de qualité avec un gestionnaire sur place pour assurer le bon maintien et la tranquillité des lieux.

Compte tenu de l'intérêt général de ce projet de rénovation à vocation sociale, il vous est proposé de consentir à cette cession au prix de 100.000 €, légèrement inférieur à la fourchette basse estimée par France domaines dans son avis du 2 mars 2023 (valeur médiane de 119.000 € assortie d'une marge de 10%).

Pour avoir la garantie de la réalisation de ces travaux et de la bonne gestion de l'immeuble, il est proposé d'intégrer une condition résolutoire en ce sens (nécessité de mise en location via une AIVS et présence d'un gestionnaire sur site) dans l'acte de vente (pour une durée de 6 ans).

En cas d'accord, la transaction portera sur l'immeuble, ci-après désigné :

Territoire de Mulhouse

Section	Parcelle	Lieudit	Contenance
MK	80	17 RUE DES MERLES	02a 56ca

Cette opération nécessite les écritures comptables suivantes :

En recettes réelles de fonctionnement
Chapitre 77/Compte 775 / fonction 824
Service gestionnaire et utilisateur : 534
LC 2906 : Vente de bâtiment 100.000,00 €

En dépenses d'ordre de fonctionnement
Chapitre 042 / Compte 675 / fonction 01
Service gestionnaire et utilisateur : 534
LC 2905 : sortie bâtiment de l'actif 121.278,22 €

En recettes d'ordre de fonctionnement
Chapitre 042 / Compte 7761 / fonction 01
Service gestionnaire et utilisateur : 534
LC 13560 : moins-value vente de bâtiments 21.278,22 €

En recette d'ordre d'investissement
Chapitre 040 / Compte 2138 / fonction 01
Service gestionnaire et utilisateur : 534
LC 6016 : vente autres constructions 121.278,22 €

En dépenses d'ordre d'investissement
Chapitre 040 / Compte 192 / fonction 01
Service gestionnaire et utilisateur : 534
LC 31097 : moins-value 21.278,22 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la cession de l'immeuble, aux conditions susvisées au profit de la société FUCHS CONSEIL & INVESTISSEMENT ou toute autre personne morale qui s'y substituera ;

- décide d'accompagner cette cession d'une condition résolutoire de mise en location des biens via une AIVS et de la présence d'un gestionnaire sur site ;

- donne mandat à Madame le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) de faire tout ce qui est utile et nécessaire en vue de réaliser cette transaction immobilière et notamment signer tout avant-contrat et acte de transfert de propriété.

PJ : 1 plan

Département :
HAUT RHIN

Commune :
MULHOUSE

Section : MK
Feuille : 000 MK 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 11/05/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

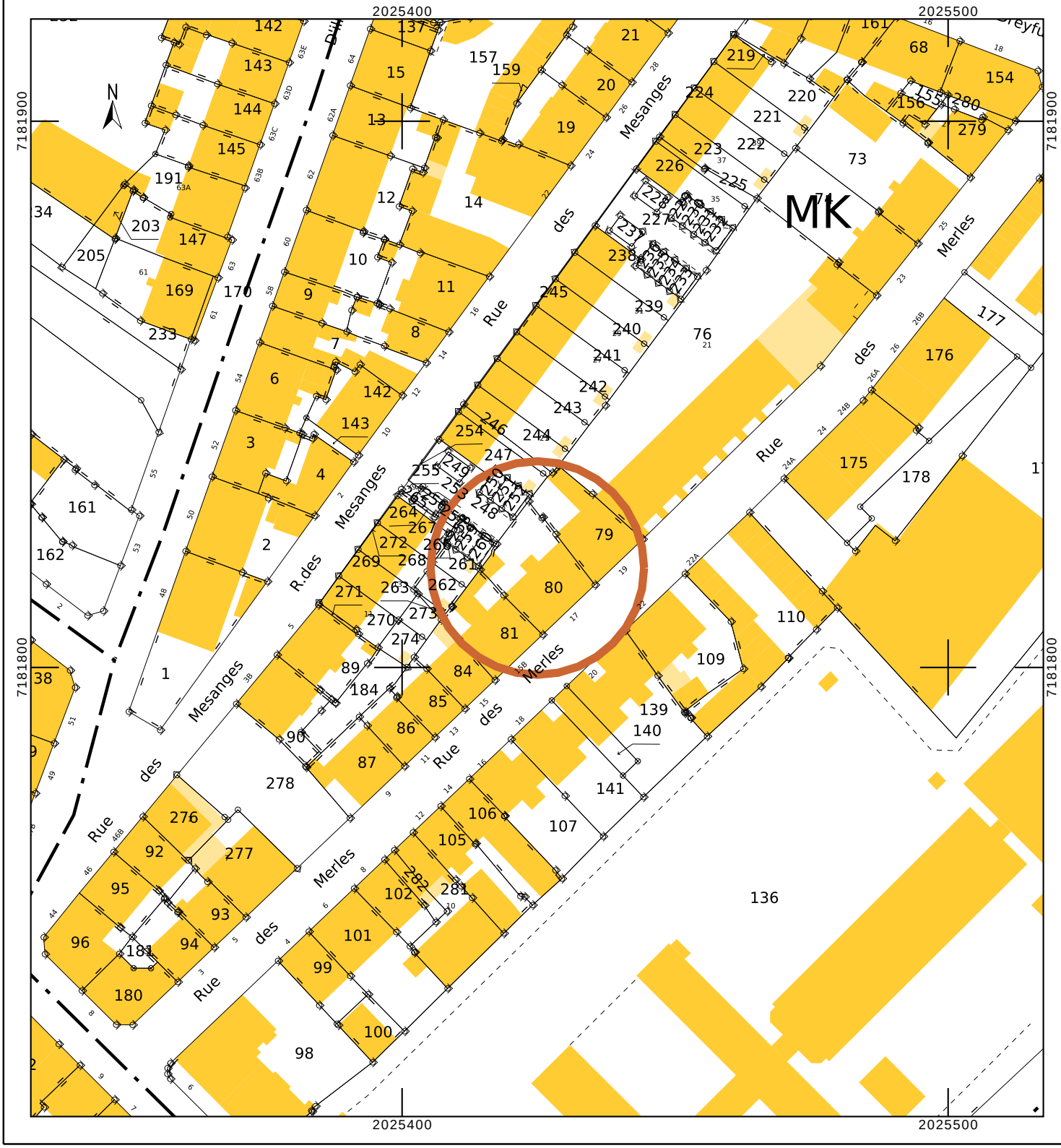
PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SERVICE DEPARTEMENTAL DES IMPOTS
FONCIER - ANTENNE DE MULHOUSE
CITE ADMINISTRATIVE BAT. C 68085
68085 MULHOUSE CEDEX
tél. 03 89 33 32 06 -fax

sdif.68mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Mme le Maire : Nous allons passer à la délibération 836. Il s'agit de la cession de l'immeuble 17 rue des Merles à Mulhouse. Le groupe Mulhouse Cause Commune a indiqué son souhait de poser une question sur cette délibération. C'est qui ? M. MINERY.

M. MINERY : Oui lui-même Mme la Maire.

Mme le Maire : Très bien M. MINERY

M. MINERY : Nous ne souhaitons pas présenter ce point finalement mais j'en profite pour dire qu'effectivement suite aux informations données par Mme CORNEILLE que si, effectivement, elle a été empêchée de rentrer dans le Parc Expo nous condamnons de la manière la plus ferme possible, et nous trouvons cela inadmissible. Nous tenons à le dire au nom du groupe et je m'en fais le relai.

Mme le Maire : Merci pour cette précision. On va mettre cette délibération au vote même si elle n'est pas discutée. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci. Mme SCHNEIDER, j'ai vu un doute vous vous abstenez sur la délibération ? Je recommence. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

27° MISE A JOUR DE L'ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS, CREATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES AU 1er JUILLET 2023 (324/411/864)

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil municipal le 14 décembre 2022 ;

Considérant que les besoins de la collectivité sur la base de la nécessité de créer ou supprimer des emplois pour répondre à la l'évolution et l'adaptation des missions et tenir compte de la réorganisation des services entre la Ville de

Mulhouse et l'agglomération mulhousienne nécessitent la révision de l'état des emplois comme suit :

- **Créations de postes :**

  - 2 sans incidences financières (postes refacturés, postes cofinancés, pérennisation d'agents vacataires, régularisations état des emplois)
  - 78 liées à la réorganisation des services mutualisés avec la Ville de Mulhouse dont l'équivalent de 57 postes étaient déjà portés budgétairement par la Ville de Mulhouse via la refacturation des charges mutualisées. Au plan budgétaire, l'impact des créations s'élève ainsi à 21 postes
  - 15 liées renforcement des effectifs du domaine scolaire
  - 11 liées au renforcement dans divers autres services et l'évolution des missions

- **Suppressions de postes :**

  - 11 sans incidences financières (régularisations état des emplois)
  - 4 liées à la réorganisation des services mutualisés avec la Ville de Mulhouse
  - 27 postes d'agent d'entretien transférés à m2A dans le cadre de la réorganisation de l'ancienne direction Education et périscolaire qui ne sera effective qu'au 01/09/2023
  - 8 liées à la sortie du CSC Drouot de nos effectifs

- **Transformations de postes :**

  Elles résultent de l'évolution des fonctions, des métiers et de la carrière des agents et portant notamment sur les changements de grade dans chacune des filières de la fonction publique territoriale.

  - 34 Transformations de postes sont dénombrées,

Ces changements interviendront à compter du 1er juillet 2023.

Le Comité Social Territorial a été saisi de l'ensemble des modifications proposées.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Crée au tableau des effectifs les emplois permanents précités
- Modifie en conséquence le tableau des effectifs dont la nouvelle composition figure en annexe

P.J : 1 annexe

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS NOUVEL ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS AU 01/07/2023 *Ville de Mulhouse*	C1

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL
Collaborateur de cabinet	A	5	0	5
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général	A	1	0	1
Directeur Général Adjoint	A	4	0	4
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Cadre d'emploi des administrateurs territoriaux Administrateur général Administrateur hors classe Administrateur	A	4	0	4
Cadre d'emplois des attachés territoriaux Attaché hors classe Directeur (en voie d'extinction) Attaché principal Attaché	A	142	0	142
Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	B	87	0	87
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux Adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif	C	152	7	159
TOTAL		**385**	**7**	**392**
FILIERE TECHNIQUE				
Cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux Ingénieur général Ingénieur en chef hors classe Ingénieur en chef	A	3	0	3
Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux Ingénieur hors classe Ingénieur principal Ingénieur	A	21	0	21
Cadre d'emplois des techniciens territoriaux Technicien principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe Technicien	B	64	0	64
Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	80	1	81
Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique	C	435 au 01/09/2023 408	106	541 au 01/09/23 517
TOTAL AU 01/07/2023		**603**	**107**	**710**
TOTAL AU 01/09/2023		**575**	**109**	**685**

FILIERE MEDICO-SOCIALE Cadre d'emplois des médecins territoriaux Médecin hors classe Médecin 1ère classe Médecin 2ème classe	A	1	0	1
TOTAL		**1**	**0**	**1**
FILIERE SOCIALE Cadre d'emploi des conseillers territoriaux socio-éducatifs Conseilleur hors-classe socio-éducatif Conseiller supérieur socio-éducatif Conseiller socio-éducatif	A	3	0	3
Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif	A	25	1	26
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants	A	7	7	14
Cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux Agent social principal de 1ère classe Agent social principal de 2ème classe Agent social	C	6	0	6
Cadre d'emplois des agents spécialisés des écoles maternelles Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1ère classe Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe	C	0	193	193
TOTAL		**41**	**201**	**242**
FILIERE CULTURELLE Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèque Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
Cadre d'emplois des attachés de conservation Attaché principal de conservation du patrimoine Attaché de conservation du patrimoine	A	3	0	3
Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux Bibliothécaire principal Bibliothécaire	A	5	0	5
Cadre d'emplois des directeurs d'établissement territoriaux d'enseignement artistique Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie	A	1	0	1
Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique Professeur d'enseignement artistique hors classe Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	31	3	34
Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques Assistant de conservation principal de 1ère classe Assistant de conservation principal de 2ème classe Assistant de conservation	B	31	0	31
Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe Assistant d'enseignement artistique	B	21	18	39

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe Adjoint du patrimoine	C	34	0	34
TOTAL		**132**	**21**	**153**
FILIERE SPORTIVE				
Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	2	0	2
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives Educateur des APS principal de 1ère classe Educateur des APS principal de 2ème classe Educateur des APS	B	6	0	6
TOTAL		**8**	**0**	**8**
FILIERE ANIMATION				
Cadre d'emploi des animateurs territoriaux Animateur principal de 1ère classe Animateur principal de 2ème classe Animateur	B	2	0	2
Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation Adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint d'animation principal de 2ème classe Adjoint d'animation	C	4	0	4
TOTAL		**6**	**0**	**6**
FILIERE POLICE MUNICIPALE				
Cadre d'emploi des directeurs de police municipale Directeur de police municipale	A	1	0	1
Cadre d'emploi des chefs de service de police municipale Chef de service de police municipale principal de 1ère classe Chef de service de police municipale principal de 2ème classe Chef de service de police municipale	B	7	0	7
Cadre d'emploi des gardiens de police municipale Brigadier chef principal de police municipale Gardien-brigadier de police municipale	C	67	0	67
TOTAL		**75**	**0**	**75**
EMPLOIS HORS FILIERES				
Directeur d'orchestre	A	1	0	1
Musicien	A	56	0	56
TOTAL		**57**	**0**	**57**
TOTAL GENERAL AU 01/07/2023		**1318**	**336**	**1654**
TOTAL GENERAL AU 01/09/2023		**1288**	**339**	**1627**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;
(2) Catégories : A, B ou C.

Mme le Maire : Nous passons aux délibérations 864 et 838 que je vous présenterai en même temps, nous reviendrons après sur le vote. Ces délibérations ont pour objet, pour ce qui concerne la 864, la mise à jour de l'état des emplois permanents de la collectivité, l'assemblée délibérante étant compétente pour créer, supprimer ou modifier des emplois municipaux.
La délibération 938, quant à elle, qui découle de la précédente, permet de formaliser l'occupation des emplois permanents par des agents listés dans l'annexe de cette délibération selon l'ordre indiqué dans la délibération. Pardon mais c'est technique. Je rappelle que la loi impose que les emplois civils permanents des collectivités territoriales soient occupés par des fonctionnaires. Néanmoins s'il n'y a pas de candidat titulaire répondant au profil du poste à pourvoir, les collectivités locales ont la possibilité de recruter des agents contractuels, n'est-ce pas M. MINERY ? Ces agents sont susceptibles d'être recrutés en CDD d'une durée maximale de trois ans ou en CDI à l'issue d'une durée de six ans. Cette fois ci, ce sont 48 postes qui sont concernés en lien notamment avec la réorganisation des services sur laquelle nous travaillons avec le président de l'agglomération. Les collectivités locales n'échappent pas à la tendance nationale où de nombreux secteurs ont du mal à recruter. Cela a déjà été dit dans cette assemblée ce soir. Aussi cette ouverture à des contractuels rend les offres d'emplois plus attractives pour les candidats potentiels, que cela soit à la ville ou à l'agglomération, le taux de vacance atteint un niveau non négligeable et un certain nombre de mesures vont être prises dans les semaines à venir pour palier cela. Le groupe Mulhouse Cause Commune a demandé à intervenir sur ce point. C'est M. MINERY, je l'ai deviné.

M. SIMEONI : M. SIMEONI….

Mme le Maire : Pardon vous me redites ça, je n'ai pas le bon accent…

M. SIMEONI : M. SIMEONI… C'est moi..

Mme le Maire : Très bien, je prends note mais pour une alsacienne c'est un peu difficile !

M. SIMEONI : Vous pouvez dire M. SIMEONI c'est pareil. Sur le sujet précisément qui nous occupe, les deux délibérations. La première fait l'état de nos effectifs, catégorie par catégorie et nous permet aussi de mesurer quelque chose qui s'appelle l'impact de la démutualisation ou si je cite les termes exacts de la délibération de la « réorganisation » des services mutualisés. La langue française a beaucoup de subtilités pour appeler un chat un chat. On se rend compte au regard de cette évolution, que cette réorganisation des services mutualisés vient en réalité quand on écoute les agents - et ils ont été nombreux à se manifester auprès de nous - pour dire que ça vient casser des collectifs de travail, des collectifs de travail dans tous les secteurs. Puisqu'il s'agit de la première vague, M. COUCHOT qui mène avec M. SCHILDKNECHT, m2A et Mulhouse ensemble qui mènent cette réorganisation, et on nous a confirmé qu'elle serait suivie d'une deuxième vague qui toucherait à peu près tous les secteurs quasiment tous, je crois qu'il y en a un ou deux qui échappent mais ce sont tous les secteurs. Cela vient remettre en cause des collectifs de travail qui travaillaient en synergie pour reprendre des mots qui sont à la mode, qui travaillaient ensemble depuis longtemps, qui avaient une pratique et des

habitudes et ces collectifs pour beaucoup, que ça concerne la catégorie A, B et aussi beaucoup la catégorie C sans doute parce qu'ils sont plus nombreux. Cela n'est pas neutre parce que cela a également des conséquences sur la souffrance de nos agents, j'entends parler de remerciements des agents etc. Ils nous disent aussi que cette réorganisation n'est pas toujours accompagnée d'un suivi, de propositions alternatives, du respect également de ce qu'ils souhaitent mener. Il y a des collectifs quand même qui vont exploser. Il faut ajouter également que cette situation a été parachevée par la décision contre laquelle nous nous sommes élevés, nous avons voté contre, d'implanter une maison du territoire à Sausheim. Quelle idée ! Il n'y avait pas assez de friches à Mulhouse s'il fallait construire quelque chose. Je rappelle que si nous nous sommes opposés Mulhouse Cause Commune, pour l'essentiel la majorité municipale, je ne sais pas sonder les reins et les coeurs mais quand même en termes de vote, a voté pour cette option avec toute ses conséquences y compris dans l'organisation du travail futur qui seront obligés d'aller travailler au siège. Cela est une réalité. Alors qu'est ce que l'on constate dans ce cadre-là ? Il ne faut jamais le perdre de vue, il faut écouter ce que disent les agents aussi lorsqu'ils viennent nous parler à nous parce qu'ils n'osent pas dirent ce qu'ils ressentent. Qu'est-ce que l'on constate ? On constate que sur les 48 emplois qu'on nous propose d'ouvrir à des contractuels, je n'y reviens pas mais je vais quand dire un mot là-dessus, 32 sont l'impact direct de la réorganisation des services mutualisés. Que ce soit la maison du territoire, les déplacements, la rénovation thermique qu'il a fallu faire, tout cela apparaît comme une démarche dispendieuse et au total peu efficace, et qui se heurte à la réalité avec comme conséquence une fragilisation du service public, une fragilisation de la vie de nos agents, des agents qui ont été obligés de partir en burn-out ou autre chose. Il faut mesurer aussi cette dimension. Dans ce contexte-là, pour notre part, nous pensons qu'il y a un effort important à faire dans cette direction. Vous avez dit, Mme le Maire, et vous avez raison, je partage cette idée aujourd'hui, qui est-ce qui va aller bosser en catégorie C ou en catégorie B pour les salaires qui sont offerts par la fonction publique territoriale. La décision que devrait prendre nos gouvernants d'augmenter les salaires de manière convenable, de donner aux collectivités les dotations dont elles ont besoin, tout cela c'est tellement vrai que lors des Assises des finances, les dernières, ni l'association des maires de France, ni des départements qui ne sont pas présidés par des gens de gauche, n'ont daigné aller entendre monsieur Le Maire - pas vous madame - annoncer de prochaines restrictions de l'ordre de 10 à 15 milliards d'économies à réaliser sur nos collectivités quand on sait que depuis 10 ans l'ensemble des recettes fiscales de l'ensemble des collectivités de France a baissé de 40 milliards. Vous comprendrez que dans cette situation on s'abstiendra, pas sur le point qui fait l'état de services mais sur le point qui concerne l'ouverture d'emplois permanents on votera en abstention. Je vous remercie.

M. COUCHOT : M. SIMEONI, à vous entendre on a l'impression que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, dans le cadre des services mutualisés, que nous sommes en train une nouvelle fois de casser quelque chose qui fonctionnait pour le remplacer qui va entrainer de la souffrance au travail. Vous comprendrez qu'on n'a pas la même perception du sujet. Comme vous l'avez indiqué, le maire et le président nous ont chargés avec mon collègue Jean-Luc SCHILDKNECHT, et nos DGA respectifs, on ne travaille pas seul, de passer en revue l'ensemble des services mutualisés de la ville et de celui de l'agglo. Il s'agit

bien de passer en revue l'ensemble des services mutualisés de la ville et de l'agglo, avec des objectifs qui sont un peu différents de ce que vous avez cru percevoir. Il s'agit de clarifier les missions des directions et des services, notamment au regard de la mise en œuvre du projet de territoire de la ville de Mulhouse et celui de l'agglomération. Il s'agit également de prendre en compte l'évolution de la gouvernance et des compétences de l'agglomération et de la ville de Mulhouse, de modes de travail et de localisation, vous l'avez souligné, différents avec l'ouverture de la maison du territoire qui a été démocratiquement votée par le conseil d'agglomération. Il s'agit de prendre en compte la charge de travail et les difficultés d'organisation qui ont été posées par la complexité et l'importance des projets engagés, dans le cadre de deux lignes hiérarchiques. Il s'agit enfin de retrouver la qualité et la sérénité des conditions de travail que nous souhaitons les uns et les autres pour nos collaborateurs. Il s'agira donc de déterminer la meilleure organisation avec les responsables de service concernés pour chacun d'entre eux. Il s'agit de déterminer la collectivité de rattachement des services qui resteront mutualisés, l'objectif n'est pas de tout séparer, et les services qui resteront mutualisés vont être rattachés à la ville ou à l'agglomération. Dans une première étape, vous l'avez noté, nous avions travaillé sur l'organisation des services Finances, RH, pilotage de la performance, communication interne, juridique et commande publique. C'est la traduction de cette organisation qu'il vous est proposée dans la délibération d'aujourd'hui. Nous poursuivons nos séances de travail avec l'ensemble des services mutualisés dans un bon esprit de collaboration avec nos collègues de l'agglomération.

Mme le Maire : Merci pour ces précisions. Il nous appartient de mettre deux délibérations au vote, la 864 la mise à jour de l'état des emplois permanents – créations et suppressions de postes. Qui est-ce qui est pour ? Qui est -ce qui est contre ? Y a-t-il des abstentions ?

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

28° OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS A DES AGENTS CONTRACTUELS (322/421/938)

Selon l'article L 311-1 du code général de la Fonction publique, les emplois civils permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas énumérés dans l'article L 332-8 du code général de la Fonction publique.

Ces recrutements par exception étaient déjà possibles pour les emplois de catégorie A depuis la loi du 12 mars 2012 et cette possibilité a été élargie aux emplois de catégories B et C par la loi du 6 août 2019 dite loi de Transformation

de la Fonction Publique. Cette évolution règlementaire permet ainsi aux agents contractuels de catégorie B et C, sous certaines conditions, de bénéficier également d'un CDI.

Pour chaque emploi ouvert au recrutement d'un agent contractuel, une délibération doit être prise en précisant le motif invoqué, le grade correspondant à l'emploi et auquel se réfèrent le niveau de rémunération, la quotité de temps de travail, la nature des fonctions et le niveau de recrutement.

Dès lors que la délibération précise ces éléments, l'emploi peut être pourvu soit par un fonctionnaire, soit par un agent contractuel.

Dans le cas du recrutement d'un agent contractuel, le contrat établi avec la collectivité sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale totale de six ans. A l'issue de cette durée, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de :

- pourvoir les 48 emplois permanents listés dans l'**Annexe 1**, chacun par le recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L 332-8 2° du code général de la Fonction publique, dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté. Etant précisé que 32 de ces postes sont consécutifs à la réorganisation des services entre la Ville et l'Agglomération et étaient déjà portés budgétairement par la Ville par l'intermédiaire de la convention de mutualisation avec m2A.

- fixer les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

  Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1 annexe

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
1	Chargé(e) de mission Outils de pilotage et DATA	07 DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT INTERCOMMUNAL Direction déléguée à la Direction générale	Attaché territorial	Temps complet	Pilotage et suivi des projets de la collectivité Participation à l'établissement d'une gouvernance de la donnée et construire une feuille de route adaptées aux futurs usages de la donnée Participation à la coordination "Ville des intelligences"	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
2	Chef(fe) de service Participation citoyenne	132 COHESION SOCIALE ET VIE DES QUARTIERS Participation citoyenne	Attaché territorial	Temps complet	Elaboration et mise en œuvre d'une politique municipale innovante et ambitieuse en matière de démocratie participative et de soutien à la vie associative, notamment par la recherche et l'expérimentation de nouveaux outils et de nouvelles pratiques pour toucher le plus grand nombre d'habitants Mise à disposition pour la direction de l'Agence de la Participation Citoyenne Supervision de l'unité de soutien à la vie associative en tandem avec le responsable d'unité	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
3	Coordinateur(trice) Education Artistique et Culturelle	213 CULTURE Conservatoire de musique	Attaché territorial	Temps complet	Accompagnement des services de la Ville de Mulhouse impliqués dans l'organisation du dispositif DEMOSD (deux orchestres) Suivi administratif, budgétaire et logistique des activités et des plannings des cours instrumentaux et pratiques collectives Développement et mise en œuvre opérationnelle des missions éducatives, artistiques et culturelles Coordination de l'action des coordinateurs pédagogiques	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
4	Agent du service technique	2223 EDUCATION Logistique entretien	Adjoint Technique territorial	Temps non complet	Nettoyage des salles de classe, des couloirs, des préaux, des gymnases, etc Nettoyage des sanitaires, mobilier, murs, sols, surfaces vitrées, etc Désinfection, nettoyage et entretien du matériel d'entretien Organisation du travail en fonction du planning et du secteur Répartition des différents déchets dans les conteneurs adaptés	Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
5	Agent du service technique	2223 EDUCATION Logistique entretien	Adjoint Technique territorial	Temps non complet	Nettoyage des salles de classe, des couloirs, des préaux, des gymnases, etc Nettoyage des sanitaires, mobilier, murs, sols, surfaces vitrées, etc Désinfection, nettoyage et entretien du matériel d'entretien Organisation du travail en fonction du planning et du secteur Répartition des différents déchets dans les conteneurs adaptés	Expérience dans un poste similaire
6	Agent du service technique	2223 EDUCATION Logistique entretien	Adjoint Technique territorial	Temps non complet	Nettoyage des salles de classe, des couloirs, des préaux, des gymnases, etc Nettoyage des sanitaires, mobilier, murs, sols, surfaces vitrées, etc Désinfection, nettoyage et entretien du matériel d'entretien Organisation du travail en fonction du planning et du secteur Répartition des différents déchets dans les conteneurs adaptés	Expérience dans un poste similaire
7	Gestionnaire budgétaire et comptable	311 FINANCES Gestion du budget et des inventaires	Adjoint Administratif	Temps complet	Administration fonctionnelle du logiciel de gestion financière Préparation des étapes budgétaires Réaliser des opérations budgétaires et comptables Participation aux études dans le domaine des finances et diverses missions	Expérience dans un poste similaire
8	Responsable Gestion du budget et des inventaires	311 FINANCES Gestion du budget et des inventaires	Attaché territorial	Temps complet	Gestion du budget Ville et du budget annexe Pompes funèbres Gestion de l'actif comptable Administration fonctionnelle des logiciels métier Participation aux études dans le domaine des finances	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
9	Chargé(e) de projet guichet unique subventions	312 FINANCES Gestion de la dette, de la trésorerie et de la fiscalité	Rédacteur	Temps complet	Administration fonctionnelle du guichet unique des subventions et aides versées par la Ville de Mulhouse Conseil, assistance et formation des utilisateurs Accompagnement à l'administration des logiciels de la direction des finances Participation aux études dans le domaine des finances et diverses missions	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire
10	Responsable Dette et fiscalité	312 FINANCES Gestion de la dette, de la trésorerie et de la fiscalité	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Gestion de la fiscalité et des dotations Gestion de la dette et de la trésorerie Participation à la préparation et au suivi budgétaire Participation aux études dans le domaine des finances	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
11	Responsable financements extérieurs	313 FINANCES Partenariats et financements extérieurs	Attaché territorial	Temps complet	Recherche et suivi de partenariats extérieurs Elaboration et suivi des programmations pluriannuelles de financement Animation et entretien d'un réseau professionnel actif en matière de financements de projets Management et encadrement de l'équipe financements extérieurs	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
12	Adjoint(e) au responsable de service - Gestionnaire comptable	314 FINANCES Contrôle, comptabilité centrale, qualité comptable	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Assurer le contrôle des éléments comptables en supervision des mandats de dépenses et titres de recettes réalisés par les services de la collectivité Contrôler le suivi financier des marchés publics Piloter la délibération tarifaire de la collectivité Suppléer le chef de service en cas d'absence en exerçant les missions d'encadrement	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
13	Gestionnaire comptable - contrôle comptabilité	314 FINANCES Contrôle, comptabilité centrale, qualité comptable	Adjoint Administratif	Temps complet	Assurer le contrôle des éléments comptables en supervision des mandats de dépenses et titres de recettes réalisés par les services de la collectivité Contrôler le suivi financier des marchés publics Piloter la délibération tarifaire de la collectivité	Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
14	Gestionnaire comptable - factures	314 FINANCES Contrôle, comptabilité centrale, qualité comptable	Adjoint Administratif	Temps complet	Injecter les factures réceptionnées en point d'entrée unique dans le logiciel de gestion financière Lancer des traitements comptables informatiques dématérialisés Créer, contrôler et actualiser les fichiers de clients et fournisseurs Assurer un rôle de facilitateur pour les directions opérationnelles	Expérience dans un poste similaire
15	Responsable Comptabilité Centrale	314 FINANCES Contrôle, comptabilité centrale, qualité comptable	Attaché principal	Temps complet	Piloter la chaîne d'exécution comptable Piloter le cadrage et le suivi des régies dans un objectif de maîtrise des risques Superviser les opérations de TVA en lien avec les services gestionnaires et le Trésor Public Participation aux études dans le domaine des finances	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
16	Responsable adjoint(e) audit interne et externe	315 FINANCES Audit financier externe	Attaché territorial	Temps complet	Développement de la culture du suivi budgétaire dans la collectivité, favoriser l'appropriation dans les Directions de ces problématiques et outils Mise en place et suivi d'outils de suivi budgétaire et d'aide à la décision Accompagnements ponctuels des directions et services sur le volet financier d'une opération ou d'une activité.	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
17	Responsable d'audit externe et interne	315 FINANCES Audit financier externe	Attaché territorial	Temps complet	Réalisation de tableaux de bord Réalisation de fiches financières individuelles et détaillées Analyses financières et accompagnement des Directions ou Services lors de la passation d'une DSP ou d'un avenant Réalisation des audits et accompagnement des directions lors des contrôles des CRACL Participation aux études dans le domaine des finances	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
18	Chargé(e) de mission Organisationnel et projets RH	32 RESSOURCES HUMAINES	Attaché principal	Temps complet	Gestion et organisation de projets transversaux RH Gestion et organisation interne DRH Animation du réseau des Responsables et Référents RH de la collectivité (3RH) Chargé de mission Télétravail et pilote du dossier absentéisme	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
19	Assistant(e) recrutement	321 RESSOURCES HUMAINES Recrutement-mobilité-attractivité	Adjoint Administratif	Temps complet	Suivi des réunions Emploi Gestion des annonces de recrutement et des candidatures Constitution du dossier personnel des agents recrutés Gestion administrative des stages et des saisonniers Gestion des jobs d'été en binôme avec un chargé de recrutement	Expérience dans un poste similaire
20	Chargé(e) de mission Paie-Carrières	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Attaché territorial	Temps complet	Assurer le suivi et la mise à jour du régime indemnitaire Instruire les demandes de revalorisation salariale Collaborer en transversalité à l'activité de Gestion des carrières Assurer les relations avec les partenaires internes Collaborer en transversalité à l'activité GPEC	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
21	Gestionnaire Carrière	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Suivi de la carrière des agents Superviser la gestion statutaire des agents de la collectivité Participer au fonctionnement transversal au sein de la DRH	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
22	Gestionnaire Carrière	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Suivi de la carrière des agents Superviser la gestion statutaire des agents de la collectivité Participer au fonctionnement transversal au sein de la DRH	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
23	Gestionnaire Carrière	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Suivi de la carrière des agents Superviser la gestion statutaire des agents de la collectivité Participer au fonctionnement transversal au sein de la DRH	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
24	Gestionnaire Santé invalidité reclassement	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Suivi administratif des dossiers transmis aux instances médicales Assurer des missions de conseil et de communication Participation aux réunions de coordination Gestion du portefeuilles d'agents	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
25	Juriste Chargé(e) des procédures disciplinaires	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Attaché territorial	Temps complet	Suivi des dossiers disciplinaires Participation aux dossiers transversaux Référent en matière de cumul d'emploi Veille juridique et questions des OS	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
26	Responsable adjoint(e) Gestion des carrières	322-323 RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel	Attaché territorial	Temps complet	Manager les gestionnaires de l'équipe Gestion des carrières Superviser la gestion statutaire des agents des collectivités Participer au fonctionnement transversal au sein de la DRH Animer le réseau des partenaires internes et externes Accompagnement managérial des services	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
27	Chef(fe) de service Finances RH et SIRH	324 RESSOURCES HUMAINES Finances RH et SIRH	Attaché territorial	Temps complet	Management d'une équipe de collaborateurs Suivi budgétaire de la masse salariale Pilotage des évolutions techniques du SIRH Dossiers transversaux/études spécifiques	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
28	Gestionnaire conditions de travail et relations sociales	325 RESSOURCES HUMAINES Relations sociales et conditions de travail	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Instruction des demandes de médailles du travail et anniversaires de service Suivi du droit syndical Gestion des autorisations d'absence Préparation et participation au CST ORCHESTRE Assistance à la Direction	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
29	Gestionnaire temps de travail et formation spécialisée	325 RESSOURCES HUMAINES Relations sociales et conditions de travail	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Gestion fonctionnelle de l'application du temps de travail "Chronotime" Suivi du Temps de travail et des Comptes Epargne Temps Formation Spécialisée Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FSSSCT) Assistance à la direction	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
30	Gestionnaire assurances et sinistres	3511 Affaires juridiques et commande publique Affaires juridiques	Rédacteur	Temps complet	Suivi des sinistres en responsabilité civile et dommage aux biens, en lien, le cas échéant, avec les assureurs Suivi des marchés d'assurance et des règlements des primes Conseil aux services en matière d'assurance et de responsabilité	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire
31	Juriste	3511 Affaires juridiques et commande publique Affaires juridiques	Attaché territorial	Temps complet	Conseil des services Participation à l'animation du réseau des référents juridiques Gestion des dossiers contentieux Représentation de la collectivité aux audiences Gestion des atteintes aux agents et au patrimoine	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
32	Juriste Contrats publics	3512 Affaires juridiques et commande publique Commande publique	Attaché territorial	Temps complet	Conseil, appui et expertise dans le domaine des contrats publics Gestion des procédures de passation des contrats publics Assistance au suivi de l'exécution des contrats publics Veille juridique en matière de commande publique et la diffuser aux services	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
33	Juriste Contrats publics	3512 Affaires juridiques et commande publique Commande publique	Attaché territorial	Temps complet	Conseil, appui et expertise dans le domaine des contrats publics Gestion des procédures de passation des contrats publics Assistance au suivi de l'exécution des contrats publics Veille juridique en matière de commande publique et la diffuser aux services	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
34	Responsable Commande publique	3512 Affaires juridiques et commande publique Commande publique	Attaché principal	Temps complet	Piloter le service commande publique / achats Planifier la stratégie achats Garantir la sécurité juridique des contrats publics Accompagner les directions dans la décision et la mise en oeuvre d'une démarche achat	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
35	Responsable Documentation et juriste	3513 Affaires juridiques et commande publique Documentation	Attaché territorial	Temps complet	Pilotage des activités de l'Unité Documentation Accompagnement des services dans la préparation du cahier des charges des mises en concurrence Expertise juridique auprès des services et de la hiérarchie Gestion documentaire	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
36	Directeur(trice) délégué(e) auprès du DGA du Pôle Espace public et patrimoine	4 ESPACE PUBLIC ET PATRIMOINE	Attaché hors classe	Temps complet	Pilotage aux côtés du DGA de la structuration des fonctions supports en coordination avec les directions et services fonctionnels Suivi de l'activité de la DGA et mise en place d'outils de pilotage, indicateurs et tableaux de bord Accompagnement et conseil aux directions et services du pôle	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
37	Gestionnaire comptabilité	4100 ENVIRONNEMENT ET SERVICES URBAINS Administration de Direction	Rédacteur principal 2e classe	Temps complet	Supervision de la comptabilité des dépenses des services Comptabilité des opérations d'investissement des services : élaboration des certificats de paiement, contrôle de l'application des clauses du contrat Collaboration à la gestion des ventes d'eau Comptabilité du Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach : exécution des dépenses et recettes, de l'engagement au mandatement	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
38	Responsable des collections botaniques	4131 ENVIRONNEMENT ET SERVICES URBAINS Conservation et valorisation du patrimoine	Agent de maîtrise	Temps complet	Réalisation d'inventaires et suivi de l'évolution des collections Participation à la conception de nouveaux aménagements Production et entretien de plantes menacées sur la base des listes rouges d'espèces menacées Gestion de deux espaces de présentation des plantes d'Alsace au Parc zoologique et botanique Participation aux animations, manifestations et expositions	Diplôme de niveau V Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
39	Responsable stationnement	421 VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE Déplacements et circulation	Ingénieur	Temps complet	Etudes et projets pour l'évolution de la politique de stationnement Création et modification de l'offre de stationnement dans le cadre de travaux de voirie Gestion des contrats de délégation de service public régissant l'exploitation des parkings Participation à la définition des objectifs de fonctionnement et d'évolution du stationnement payant sur voiriex Proposition des évolutions tarifaires annuelles	Diplôme de niveau Bac + 5 scientifique Expérience dans un poste similaire
40	Surveillant(e) de travaux et gestionnaire d'un secteur du Domaine Public	422 VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE Domaine public routier	Agent de maîtrise	Temps complet	Instruction et suivi des demandes d'intervention sur le Domaine Public Surveillance des chantiers des concessionnaires sur le Domaine Public afin de garantir l'intégrité du patrimoine Rédaction des Arrêtes de Circulation et des Autorisations d'Occupation de la Voie Publique Facturation des Occupations du Domaine Public et des mises en demeure	Diplôme de niveau V Expérience dans un poste similaire
41	Architecte Responsable travaux neufs et maintenance du patrimoine scolaire	431 PERFORMANCES ENERGETIQUES ET BATIMENTS Architecture	Ingénieur	Temps complet	Etudes, suivi et réception de projets en collaboration avec les techniciens de son équipe Gestion et coordination du programme de maintenance, d'entretien et travaux neufs des bâtiments communaux et communautaires Programmation budgétaire, planification et gestion Gestion d'une équipe de travail composée de techniciens et d'un dessinateur	Diplôme de niveau Bac + 5 scientifique Expérience dans un poste similaire
42	Directeur(trice) délégué(e) auprès du DGA Aménagement et développement urbain	5 ATTRACTIVITE ET AMENAGEMENT	Administrateur	Temps complet	Pilotage aux côtés du DGA de la structuration des fonctions supports en coordination avec les directions et services fonctionnels Suivi de l'activité de la DGA et mise en place d'outils de pilotage, indicateurs et tableaux de bord Accompagnement et conseil aux directions et services du pôle	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
43	Directeur(trice) de projet GPU DMC	5 ATTRACTIVITE ET AMENAGEMENT	Attaché territorial Attaché principal Attaché hors classe	Temps complet	Appui et force de proposition auprès du Directeur UAH, du DGA référent du projet DMC et de l'élu pilote du projet, tant sur la définition de la programmation que sur la mise en œuvre Pilotage et suivi de l'AMI DVD France 2030 Pilotage juridique, administratif et financier du projet Définition d'une stratégie marketing et de communication qui en découle	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
44	Chargé(e) de mission engagement citoyen	C1132 SOLIDARITE ET POPULATION RSA	Assistant socio-éducatif	Temps complet	Accompagnement de l'insertion sociale et socio professionnelle des bénéficiaires du rSa en utilisant l'engagement citoyen et associatif comme vecteur d'insertion Suivi administratif des bénéficiaires du rSa Établissement du Contrat d'Engagement Réciproque Montage de projets collectifs de promotion de l'engagement citoyen et participation à l'animation d'actions collectives	Diplôme d'Etat de niveau II Expérience dans un poste similaire
45	Référent(e) RSA	C1132 SOLIDARITE ET POPULATION RSA	Assistant socio-éducatif	Temps complet	Accompagnement social global et personnalisé de la personne dans son insertion sociale et/ou professionnelle Suivi administratif des bénéficiaires du rSa Mise en place d'un travail de réseau avec les différents partenaires du territoire Montage et/ou participation à l'animation d'actions collectives Actions de formation	Diplôme d'Etat de niveau II Expérience dans un poste similaire
46	Référent(e) RSA	C1132 SOLIDARITE ET POPULATION RSA	Assistant socio-éducatif	Temps non complet	Accompagnement social global et personnalisé de la personne dans son insertion sociale et/ou professionnelle Suivi administratif des bénéficiaires du rSa Mise en place d'un travail de réseau avec les différents partenaires du territoire Montage et/ou participation à l'animation d'actions collectives Actions de formation	Diplôme d'Etat de niveau II Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
47	Educateur(trice) de secteur	C1142 SOLIDARITE ET POPULATION Prévention Collège	Assistant socio-éducatif	Temps complet	Accompagnement des jeunes en difficulté et de leurs parents par des entretiens et suivis individualisés Permanences hebdomadaires dans un collège du secteur Travail de contact et de réseau avec les intervenants du collège Tâches administratives afférentes aux suivis des situations individuelles Suivi et entretiens individuels à la demande de jeunes ou de structures du secteur pour des situations repérées Participation à la vie du CCAS	Diplôme d'Etat de niveau II Expérience dans un poste similaire
48	Educateur(trice) de secteur	C1142 SOLIDARITE ET POPULATION Prévention Collège	Rédacteur	Temps complet	Accompagnement des jeunes en difficulté et de leurs parents par des entretiens et suivis individualisés Permanences hebdomadaires dans un collège du secteur Travail de contact et de réseau avec les intervenants du collège Participation à la vie du CCAS	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire

Mme le Maire : La deuxième délibération concerne l'ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels. Qui est-ce qui est contre ? Coucou M. SIMEONI… Je redis le nom de la délibération, il s'agit de l'ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels. Qui est ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? C'est bien noté. Merci à vous.

Pour : 38 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration

Abstentions :
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

29° MISSION DE REFERENT DEONTOLOGUE POUR LES ELUS : ADHESION AU CENTRE DE GESTION (341/5.6.2/886)

Dans la continuité du déploiement du dispositif du référent déontologue pour les agents en 2016, le législateur a décidé d'instaurer un dispositif similaire pour les élus.

Le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local prévoit l'entrée en vigueur du dispositif le 1er juin 2023 sur le fondement d'une délibération de l'assemblée délibérante désignant cette nouvelle autorité.

Afin de répondre à cette obligation, il est possible d'adhérer au collège de référents déontologues mis en place par le Centre de Gestion du Haut Rhin pour les agents.

Ce collège, composé de trois magistrats administratifs et judiciaires, traite les demandes d'avis.

Il pourra conseiller tout élu local sur les questions suivantes :
- l'impartialité, la diligence, la dignité, la probité et l'intégrité,
- la primauté du seul intérêt général dans l'exercice de son mandat (excluant donc un intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier),
- la prévention de tout conflit d'intérêts,
- l'utilisation strictement limitée des ressources et moyens mis à sa disposition à l'exercice de son mandat,
- la prévention de la prise de mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions,

- la participation assidue aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné,
- les questions liées à sa responsabilité devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Le demandeur présentera sa question par courriel (deontologue@cdg68.fr)et se verra proposer en retour une réponse sous forme d'avis qui sera publié sur le site internet du référent déontologue (http://www.deontologue-alsace-belfort.fr) de façon anonymisée.

Un arrêté du 6 décembre 2022 fixe les tarifs réglementaires à 300 euros pour le président du collège lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par un collège et à 200 euros maximum pour la participation effective à une séance du collège d'une demi-journée. Ces tarifs sont englobés dans les frais de gestion de service fixés par le Centre de gestion selon les modalités suivantes, en application de sa délibération du 21 mars 2023 :

- Coût / jour 800 euros
- Coût / 1 demi-journée 400 euros
- Coût horaire 125 euros

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- désigne le collège des référents déontologues du Centre de Gestion du Haut - Rhin comme référent déontologue des élus,
- charge le Maire, ou son représentant, de signer tous les documents et conventions y afférant ainsi que les avenants de mise à jour qui pourraient être proposés ultérieurement,
- approuve les tarifs de saisine du référent déontologue des élus
- adopte la charte d'engagement déontologique et éthique des élus figurant en annexe de la présente délibération et la convention d'adhésion signée avec le Centre de gestion.

PJ : convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le Centre de Gestion du Haut-Rhin dans le cadre du référent déontologue des élus et charte d'engagement déontologique et éthique des élus.

Convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le Centre de gestion du Haut-Rhin dans le cadre du référent déontologue des élus

Entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin, ci-après dénommé
« Centre de gestion », représenté par son Président, Monsieur Lucien MULLER d'une part,
et ……
ci-après dénommé « Collectivité », représenté par
…… Maire/Président(e)
agissant en cette qualité conformément à la délibération en date du……d'autre part.

VU
- le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 452-30 et L. 452-40,
- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1-1 et R. 1111-1-A à R. 1111-1 D,
- l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
- la délibération du Centre de gestion du Haut-Rhin du 25 septembre 2017 portant création du référent déontologue
- la délibération du Centre de Gestion du Haut-Rhin du 21 mars 2023 portant sur la mise en place du déontologue des élus

Article 1 : Missions du référent déontologue

Tout élu local de la collectivité peut consulter le référent déontologue du Centre de gestion qui est chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques suivants :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Les motifs de saisine sont circonscrits à la charte de l'élu local régie par l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales et devront se situer dans ce champ au risque d'être frappés d'irrecevabilité.

Les motifs et principes déontologiques de saisine du référent déontologue du Centre de gestion figurent dans la charte de l'engagement déontologique et éthique des élus figurant en annexe de la délibération d'adhésion et de la présente convention.

Les conseils rendus par le référent déontologue ne font pas grief et ne sont pas susceptibles de recours, ils n'ont pas de caractère obligatoire pour leurs destinataires et en sens inverse ne leur confèrent aucun droit.
Le référent déontologue peut rédiger des guides, chartes ou recommandations permettant d'informer les élus locaux sur les principes déontologiques qui s'appliquent dans le cadre de leurs fonctions.

Le référent déontologue rédige un rapport annuel d'activités, assorti de propositions et de préconisations.

Article 2 : Modalités de fonctionnement du référent déontologue

Les missions de référent déontologue sont exercées par une ou plusieurs personnes désignée(s) par le président du centre de gestion en raison de son/leur expérience et de ses/leurs compétences.

Ces référents statuent :
- soit en référent unique ;
- soit lorsque les saisines le requièrent, en formation collégiale réunissant plusieurs référents déontologues dont l'organisation et le fonctionnement sont précisés par un règlement intérieur qu'ils adoptent.

Le référent déontologue est assisté d'un juriste des référents déontologues qui reçoit les saisines et délivre les avis en liaison avec le référent déontologue ou avec la collégialité des référents déontologues.

Le référent déontologue est soumis à l'obligation de secret professionnel et fait preuve de discrétion et assure de manière indépendante et impartiale le traitement des saisines. Toutes les questions et réponses apportées, ainsi que les différents échanges avec l'élus, sont confidentiels.

Article 3 : Saisine du référent déontologue

L'élu de la collectivité pourra saisir le référent déontologue par le biais d'un formulaire mis à sa disposition, dans la stricte limite des principes intégrés dans la charte de l'élu local.

Le référent déontologue, ou le personnel qui l'assiste, doit accuser réception de cette demande dans un délai maximum de deux semaines.

Article 4 : Conditions financières

La collectivité s'engage à verser au centre de gestion une contribution déterminée sur la base d'un tarif par saisine les montants suivants :

- Coût / jour 800 euros
- Coût / 1 demi-journée 400 euros
- Coût horaire 125 euros

Lorsque la saisine est jugée non recevable, aucune facturation n'est appliquée.

Ces contributions font l'objet de titres de recettes établis par le Centre de gestion accompagnés d'un état détaillant le nombre de saisines traitées par le Centre de gestion et facturées à la collectivité, établissant le service fait au vu des saisines effectuées par les élus de la collectivité.
Ces conditions financières sont susceptibles d'être actualisées annuellement par le conseil d'administration du Centre de gestion, pour application à partir du 1er janvier de l'exercice suivant.

Cette actualisation fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 5 : Protection des données à caractère personnel

Les données personnelles collectées sont utilisées pour recueillir les saisines des élus et leur apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques.

Le dispositif est mis en œuvre pour répondre aux exigences du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1-1 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D
Le traitement est confidentiel, à destination du collège de référents déontologue et de son assistant juriste.
Les données transmises sont strictement proportionnées à la poursuite des finalités de la saisine.
Elles ne sont pas conservées au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date de réponse apportée. Au terme de ce délai, les éléments tant en termes de questionnement que de réponse après anonymisation pourront être utilisés à des fins statistiques sans qu'il soit possible d'en identifier la personne à l'origine.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) les personnes concernées disposent de différents droits (accès, rectification, effacement, etc) sur vos données.

Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin, à l'attention du délégué à la protection des données, 1475 Bd Sébastien Brant, Parc d'innovation, CS 40066 – 67402 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN CEDEX

Si l'élu estime, après avoir contacté le Centre de gestion, que ses droits concernant ses données personnelles ne sont pas respectés, il peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) :
- Sur le site de la CNIL : https://www.cnil.fr/fr/plaintes
- Par voie postale : CNIL- 3 Place de Fontenoy -TSA 80715 -75334 PARIS CEDEX 07

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 01/06/2023 pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

Article 7 : Condition de résiliation de la convention

7.1 Par le Centre de gestion

La présente convention peut être résiliée de droit par le Centre de gestion dans les situations suivantes :

1. Inexécution par la collectivité de ses obligations prévues, notamment par le non-paiement des contributions dues au centre de gestion,

2. Suppression de la mission couverte par la présente convention par le conseil d'administration du centre de gestion.

Dans ces situations, le Centre de gestion devra, par lettre recommandée avec accusé de réception, aviser la collectivité de l'usage de cette clause.

Dans les cas visés au 1º, la résiliation ne sera effective qu'après mise en demeure restée sans effet pendant un mois.
Dans les cas visés au 2º, le Centre de gestion s'engage à aviser la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant la date d'échéance de la convention. La résiliation sera effective après ladite échéance.

Dans l'hypothèse d'une suppression d'une ou plusieurs missions découlant d'une modification législative et réglementaire, la résiliation sera effective à la date d'application des nouvelles dispositions et dès réception de la lettre recommandée du centre de gestion informant la collectivité de cette modification.
Les résiliations ne donneront lieu à aucune indemnisation du Centre de gestion au profit de la collectivité.

7.2. Par la collectivité

L'adhésion ne peut être résiliée par la collectivité qu'après respect d'un préavis de six mois avant la date de son échéance.
La collectivité devra avertir le Centre de gestion de son intention de mettre en œuvre cette clause par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les missions ne peuvent être interrompues par la collectivité en cours de réalisation et feront l'objet des contributions prévues initialement en application de l'article 4 de la présente convention.

Article 8 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent mutuellement à se rencontrer dans le cadre d'une procédure de conciliation préalable en cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention.

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires originaux

Fait À COLMAR, le 3 mai 2023

Pour le CDG 68,
Le Président,
Lucien MULLER

Fait à……,

le……

Collectivité :……
……
……

Qualité/Prénom/NOM
……
……

Cachet et signature

Annexe à la délibération et à la convention d'adhésion à la mission relative au déontologue des élus proposée par le Centre de gestion du Haut-Rhin

Charte de l'élu local

(engagement déontologique et éthique des élus)

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par le présent engagement déontologique et éthique, ainsi que conformément aux principes définis à l'article L1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales.
Soucieux de l'intérêt général, et porteur des valeurs de la démocratie, les élus de la collectivité entendent s'engager sur les valeurs afin de venir parfaire et compléter le corpus de texte déontologiques nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.
L'esprit du présent texte est d'une part, d'assumer pleinement les responsabilités qui découlent d'un mandat électif, et d'assurer un engagement plein et entier au service de l'intérêt général et du citoyen, dans le strict respect de la loi. D'autre part, de retrouver la confiance des citoyens en faisant évoluer les pratiques politiques vers un profond sens éthique ainsi qu'une intégrité irréprochable.

I. Des principes déontologiques applicables par les élus locaux

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

1.1 Impartialité

L'impartialité de l'élu local implique nécessairement pour lui de ne pas se servir de sa position pour avantager ou léser indûment, ni un individu ni une quelconque catégorie de personnes physiques ou morales.
Le respect de ce principe implique, en outre, d'observer scrupuleusement l'obligation de déport présente à l'article L2131-11 CGCT, en ce qui concerne ses intérêts propres, ou des intérêts familiaux ou professionnels liés à une quelconque affaire.
L'élu local exerce son mandat en l'absence de tout préjugé. Il veille à éviter toute situation de dépendance à l'égard de personnes physiques ou morales, qui aurait pour conséquences de le soumettre à des contraintes autres que celle de la loi et des règlements.

1.2 Diligence

La diligence, s'entend, pour l'élu local dont la collectivité adhère au présent engagement, comme une obligation morale, quelles que soient ses fonctions, de participer aux réunions et aux travaux des organes dont il fait partie, ainsi que d'une obligation de célérité dans les tâches qui lui sont confiées.
Les élus de la majorité s'engagent à respecter la part des travaux et participations des élus de l'opposition, et ce dans un impératif de bon fonctionnement démocratique.

1.3 Dignité

Les élus locaux sont tenus d'avoir une attitude qui évite de porter le discrédit sur les institutions démocratiques et l'administration et qui ne compromette pas sa réputation, ni ne porte atteinte à son image ou à l'honneur de la fonction élective.
Plus largement, les relations qu'ils entretiennent avec les citoyens, les autres élus, les agents de leurs administrations ainsi que les différents partenaires des institutions doivent être courtoises, modérées, et rester dignes en tout temps. Les élus se doivent également d'être à l'écoute de leurs interlocuteurs.

1.4 Probité et Intégrité

L'élu local fait preuve d'une honnêteté scrupuleuse dans l'exercice de son mandat électoral. Il l'exerce donc de manière désintéressée, et n'utilise pas les moyens de l'administration à des fins détournées et personnelles. Les moyens en personnel et en matériel, le cas échéant, mis à leur disposition, sont exclusivement réservés à l'accomplissement des tâches relatives à l'exercice de leurs fonctions électives.
Il en va ainsi pour les moyens matériels, tels que les outils informatiques et de communication, les fournitures administratives, l'affranchissement, la reprographie, de même que pour les moyens plus spécifiques tels que les bureaux ou les véhicules.
Ils veillent, en outre, à faire une utilisation loyale et raisonnée des deniers publics.

II. De la prévention des conflits d'intérêts.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

2.1 Conflit d'intérêts

Constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.
Dans l'exercice de leurs mandats, les élus doivent cesser, ou faire cesser, et faire en sorte de prévenir, les situations de conflits d'intérêts dans lesquelles ils pourraient se trouver ou se trouvent déjà.

2.2 Déport

Le déport est l'action de se désister d'un dossier susceptible d'entrainer un conflit d'intérêt réel ou supposé.
Les situations suivantes constituent un intérêt impliquant le déport de l'élu concernant un

dossier qu'il est supposé traiter directement, ou indirectement ou sur lequel il est supposé avoir un pouvoir de décision, seul ou en assemblée :

- Lien de parenté, directe ou indirecte,
- Relation professionnelle directe, hiérarchique ou non,
- L'appartenance à un même organisme, public ou privé, qu'un tiers en cause,
- L'appartenance ancienne, réelle ou supposée, à un organisme en cause,

Cette liste n'est pas limitative et chaque élu prend en compte, pour évaluer si la situation nécessite ou non un déport, l'intensité de l'intérêt, sa nature, ses effets au regard du dossier, de la mission, et des valeurs de l'institution à laquelle il appartient.
En cas de déport, l'élu doit s'abstenir de traiter ou d'influencer le traitement d'affaires pour lesquelles il pense se trouver dans une situation de conflit d'intérêts.

2.3 Prévention

Il est, en outre, possible pour l'élu de s'inspirer de la liste des mesures prévues à l'article L122-1 du code général de la fonction publique, lorsqu'il estime se trouver dans les situations sus évoquées.
De même, l'élu reconnait avoir pris connaissance de l'article 432-12 du Code pénal, qui précise notamment que « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction ».

III. Obligation de transparence et devoir de responsabilité de l'élu

3.1 Transparence

L'élu s'engage à remplir, conformément à la loi sur la transparence de la vie publique du 11 octobre 2013, une déclaration d'intérêt renseignant :

- Ses activités professionnelles ayant donné lieu à rémunération ou gratification, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses activités de consultant, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses participations aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses participations financières dans le capital d'une société à la date de l'élection ou de la nomination,
- Les activités professionnelles exercées à la date de l'élection ou de la nomination par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin,
- Ses fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts,
- Ses fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection ou de la nomination.

De même, dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

3.2 Responsabilité

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

IV. Du référent déontologue

4.1. Il est procédé à la nomination d'un ou plusieurs référents déontologues qui ont pour mission de veiller au respect des présents engagements, et d'examiner les conflits d'intérêts.

Le référent déontologue est une personnalité qualifiée siégeant dans le collège des référents déontologues désigné par arrêté par le Président du Centre de gestion du Haut-Rhin. Il est compétent pour répondre aux saisines des élus des collectivités ayant adopté par délibération les présents engagements, sur toute question relative à l'application des principes déontologiques et éthiques qui y sont contenus, sur la question des conflits d'intérêts.
Dans le cadre de sa mission, le référent déontologue du Centre de gestion est assisté par un agent qualifié du Centre de gestion, qualifié d'assistant déontologue. Il transmet sans délai toutes saisines au référent déontologue, et instruit les dossiers.

4.2. De la saisine du référent déontologue

Le référent déontologue du Centre de gestion du Haut-Rhin peut être saisi par tout élu d'une collectivité ayant choisi d'adhérer par délibération, au présent dispositif.
La saisine se fait via le formulaire de saisine sur le site du Centre de gestion du Haut-Rhin (www.deontologue-alsace-belfort.fr).
Le référent déontologue apprécie si la demande relève de son champ de compétence, sinon il renvoie ladite demande à l'administration, pour un traitement par le service compétent.
Il peut être saisi par tout élu qui souhaite, pour son cas personnel, le consulter sur le respect des principes énoncés dans les présents engagements. Les saisines sont, en tout état de cause, confidentielles et ne peuvent être rendues publiques que par l'élu concerné.
Lorsqu'il constate un manquement aux principes ici énoncés, le référent en informe l'auteur de la saisine, et lui fait part de toutes préconisations nécessaires pour se conformer à ses devoirs.
En cas de fait pénal, le référent déontologue est contraint d'informer le Procureur de la République.

VOTE Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3+1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 886. Il s'agit de la mission de référent déontologue pour les élus : l'adhésion au Centre de gestion. Un décret promulgué en 2022 prévoit qu'à compter du 1er juin 2023 tout élu local d'une collectivité peut consulter un référent déontologue qui est chargé de lui apporter des conseils utiles au respect des principes déontologiques issus de la charte de l'élu local adoptée par notre conseil en début de mandat. C'est pourquoi, il est proposé d'adhérer au même collège de référents déontologues que celui des agents mis en place par le centre de gestion du Haut-Rhin depuis fin 2019. Les avis rendus par le collège seront publiés sur le site internet du référent déontologue de façon anonymisée. Le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité intervenir sur ce point. Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Merci. Juste avant je fais une petite incartade sur l'intervention de Marie CORNEILLE quand vous avez demandé de condamner, Loïc MINERY l'a fait pour notre groupe. Ce qui est regrettable, c'est que vous demandez systématiquement de condamner etc, mais c'est vraiment à géométrie variable parce que quand il s'agit de votre groupe, il n'y a jamais de condamnation. Je rappelle quand même que pour ma part j'ai vécu un raid numérique d'une extrême violence impulsé par Mme RITZ. A quel moment vous l'avez condamnée, sachant que ça été évoqué à deux reprises par M. MINERY dans ce conseil municipal et vous n'avez jamais eu aucune réaction alors que c'était d'une extrême violence ? Je note que les condamnations sont à géométrie variable. Ceci dit, sur la question de la délibération, nous nous réjouissons bien sûr de cette démarche car nous l'avons déjà réclamée lors d'autres conseils municipaux. Celle-ci vise à promouvoir l'impartialité, la diligence, la dignité, la probité, l'intégrité des élus locaux dans l'exercice de leur mandat. Ceci dit, il est essentiel de mettre en place des mécanismes accessibles pour permettre aux élus de soumettre leurs questions aux référents déontologues. Outre le courrier électronique, il serait bénéfique d'envisager d'autres canaux de communication telle qu'une ligne téléphonique dédiée ou des permanences physiques pour garantir que les élus puissent facilement accéder aux services de référents déontologue et obtenir des conseils nécessaires. Cependant force est de constater que la question de l'éthique a été oubliée dans ce dispositif alors qu'elle est de toute évidence nécessaire, d'autant que certaines dérives sont notables. Quand on voit aujourd'hui qu'il est normalisé, à la tête de la municipalité, de pointer du doigt des citoyens qui interrogent, qui questionnent sur la politique municipale menée, on se souvient du dernier conseil municipal où à deux reprises Mme la Maire s'est vanté d'avoir identifié précisément des citoyens, on a tous retenu notre souffle en espérant que des noms ne soient pas cités en pleine

assemblée, ouf on est passé à côté d'une catastrophe. Des méthodes qui interrogent. Que se passe-t-il après identification des personnes qui questionnent ou pire qui ne sont pas d'accord avec vous ? Nous sommes curieux, n'oublions pas non plus les attaques ad hominem, le mépris et petite nouveauté de Mme la Maire, lors du dernier conseil municipal, qui se lance dans l'imitation et la caricature lorsque celle-ci est contrariée et ce en pleine assemblée. Tout cela pour éviter le débat de fond. Visiblement le départ de Jean ROTTNER de cette assemblée a fait plus de dégâts qu'on ne pouvait l'imaginer. Les questions de l'éthique et du respect des citoyens sont fondamentales. Combien de projets ont été décidés, entamés ou même sabrés sans échanger avec les citoyens, sans réunions publiques, avec un manque de transparence normalisé, le respect de la démocratie est aussi vital. L'éthique occupe une place primordiale dans notre responsabilité en tant qu'élu et ne devrait pas être considérée comme une contrainte mais comme une valeur qui guide nos actions et renforce la confiance du public dans nos institutions.

Mme le Maire : Nous revenons au cours de notre séance. Je propose de mettre cette délibération au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est-ce qui est pour ?

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Le principe du vote en bloc des délibérations est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Vote en bloc des délibérations

Avant de passer au vœu qui va nous être expliqué par le groupe Mulhouse Cause Commune, je propose de passer au vote en bloc du reste des délibérations qui n'ont pas été discutées. Je mets ces délibérations au vote. Qui est-ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Merci à vous

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Le principe du vote en bloc des délibérations est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

30° CREANCES IRRECOUVRABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (315/7.10.5/899)

Le Service de Gestion Comptable demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent essentiellement de surendettement et décisions effacement de dette, de combinaisons infructueuses d'actes, de décès, de poursuites sans effet et de montants inférieurs au seuil. Elles concernent des locations immobilières et occupations du domaine public.

Etant précisé qu'au titre des exercices indiqués dans le tableau ci-après, des créances ont déjà été admises en non-valeur par des délibérations précédentes.

POUR LE BUDGET PRINCIPAL VILLE	
2018	118.50
2019	14 974.30
2020	10 210.00
2021	10 530.80
2022	7 836.40
2023	654.29
TOTAL	**44 324.29**

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Service de Gestion Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

- sur le budget principal :

Chapitre 65/compte 6541/rubrique 020/Service gestionnaire et utilisateur 310
Ligne de crédit 608 « Mises en non-valeur » **26 104.40 €**

Chapitre 65/compte 6542/rubrique 020/Service gestionnaire et utilisateur 310
Ligne de crédit 26269 « Créances éteintes » **18 219.89 €**

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal :

- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ainsi que leurs imputations,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

31° PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE CITIVIA-SPL (331/7.9/934)

CITIVIA a élaboré un Plan d'Evolution Stratégique par l'actionnariat de CITIVIA SPL, engagé à l'automne 2020 et validé au Conseil d'Administration du 21 octobre 2021, porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.
Un plan d'affaires pour la période 2021-2026 a également été construit avec les actionnaires mettant en évidence des perspectives de développement pour le groupe.

Concernant plus précisément le programme de développement de CITIVIA SPL des prochaines années, il comprend notamment, aux côtés de la Ville de Mulhouse et de m2A, les actions visant à :

- Assurer la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain avec d'une part la transformation du quartier de la Fonderie et d'autre part la mutation complète du secteur Est du quartier des Coteaux. Dans les deux cas les opérations portées par Citivia pour le compte de la Ville comportent un volet Habitat (Réhabilitation pour la Fonderie et Recyclage pour les Coteaux) et un volet Aménagement (connexions au Centre Ville pour le premier et maillage viaire complet pour le second) ;
- Achever les opérations d'aménagement engagées précédemment sur le Nouveau Bassin mais aussi sur le secteur gare avec la ZAC qui comporte en particulier d'importants espaces publics portés par la Ville (square du général de Gaulle, skate parc …) ;
- Compléter les actions d'aménagement par la gestion d'équipements structurants de stationnement en dotant le quartier Fonderie à sa périphérie d'un parking en silo de 400 places pour faciliter les parcours de mobilité douce entre les différents lieux d'activité et de vie ;
- Doter le pôle d'échange et le quartier Gare de Mulhouse d'un dispositif de stationnement et de services pour répondre au défi du multimodal et comprenant 550 places de stationnement supplémentaires ;
- Favoriser le rayonnement des activités sportives par l'agrandissement du centre d'escalade sur le site DMC afin d'accueillir les athlètes de haut niveau pour les entrainements aux prochains JO 2024.

Aussi, après évaluation en Comité d'engagement de CITIVIA SPL puis présentations et débats lors de Conseils d'Administration tenus en 2022, le Conseil d'Administration a convenu que l'ensemble de ces projets vont nécessiter la mobilisation de nouveaux fonds fixés à 4,3 M€ dont :

- 2 M€ en capitaux propres de CITIVIA SPL
- 2,3 M€ en avance de trésorerie pour les opérations de construction et d'exploitation des nouveaux parkings des quartiers Gare et Fonderie par la Ville de Mulhouse et m2A.

De plus, au cours de ces séances en 2022, l'examen des comptes de la société a conduit le Comité d'engagement à proposer au Conseil d'Administration de

réaliser un apurement des pertes passées avant d'opérer à une nouvelle augmentation de capital pour ajuster les équilibres bilantiels.

L'opération de réduction de capital ne change pas le montant des capitaux propres mais seulement sa proportion comparativement au capital social.
La valeur d'une entreprise s'apprécie sur le montant de ses capitaux propres et de son portefeuille d'activités qui reste inchangé dans cette opération de réduction du capital social.

Les crédits nécessaires pour 2023 sont prévus au budget : chapitre 26- article 261 – fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur : 310
Ligne de crédit 28526 « augmentation de capital CITIVIA SPL »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- donne un avis favorable à l'opération de réduction du capital social de CITIVIA SPL motivée par des pertes antérieures d'un montant de 1 688 027 € par voie de diminution de 224,56 € de la valeur nominale de chaque action qui passerait de 466,56 euros à 242 € ;

- donne un avis favorable à l'augmentation du capital social de CITIVIA SPL par l'émission de 8 266 actions nouvelles à la valeur nominale de 242 €, à libérer en numéraire et au profit des actionnaires qui se porteront bénéficiaires souscripteurs ;

- autorise ses représentants à voter en faveur de toute décision qui sera prise par les différentes instances décisionnelles de la société CITIVIA SPL dans le cadre de l'exécution de cette opération, y compris les modifications statutaires qui en découleront entrainant une nouvelle composition du capital social de 15 783 actions pour une valeur globale de 3 819 486 € ;

- autorise le Maire à signer tout document relatif à l'augmentation de capital projetée ;

- participe à l'augmentation de capital de CITIVIA SPL, en souscrivant un maximum de 3 692 actions au prix unitaire de 242 € de valeur nominale chacune, à libérer en numéraire, soit un montant total de 893 464 € ;

- procède à la libération de cette augmentation au fur et à mesure des appels de fonds effectués par la société CITIVIA SPL ;

- charge le Maire ou son Adjoint Délégué, d'établir et de signer les actes nécessaires.

Pour : 36 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 26 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Ne prennent pas part au vote :
Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI et M. NICOLAS

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

32° TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (312/7.1.2/894)

Pour permettre aux services municipaux de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants :

A/ BUDGET PRINCIPAL

Dépenses de fonctionnement

Chapitre 011 / compte 6228 / fonction 313 / ligne de crédit 33793 Service gestionnaire et utilisateur 212 "Prestations artistiques"	2 000,00 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**2 000,00 €**

Recettes de fonctionnement

Chapitre 75 / compte 75888 / fonction 313 / ligne de crédit 13627 Service gestionnaire et utilisateur 212 "Produits exceptionnels des bibliothèques''	2 000,00 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**2 000,00 €**

Dépenses d'investissement

Chapitre 21 / compte 2128 / fonction 325 / ligne de crédit 9651 Service gestionnaire et utilisateur 243 "Aménagement des terrains''	-8 220,00 €
Chapitre 20 / compte 2051 / fonction 338 / ligne de crédit 31101 Service gestionnaire et utilisateur 244 "Inscriptions en ligne aux dispositifs sports et jeunesse''	8 220,00 €

Chapitre 21 / compte 2152 / fonction 847 / ligne de crédit 33658 Service gestionnaire et utilisateur 531 "Espaces publics parvis Salvator / Square de la Bourse''	-107 273,00 €
Chapitre 23 / compte 2315 / fonction 518 / ligne de crédit 34919 Service gestionnaire 425 / service utilisateur 426 "DMD - Roosevelt Nord - Terrasses du Musée''	-520 000,00 €
Chapitre 23 / compte 2315 / fonction 518 / ligne de crédit 36092 Service gestionnaire 422 / service utilisateur 413 "Piétonisation berges - Mulhouse Diagonales''	-100 000,00 €
Chapitre 23 / compte 2315 / fonction 845 / ligne de crédit 29744 Service gestionnaire 413 / service utilisateur 426 "Mulhouse Diagonales - Berges de l'Ill rive droite''	-400 000,00 €
Chapitre 21 / compte 21318 / fonction 511 / ligne de crédit 33578 Service gestionnaire 413 / service utilisateur 425 "Mulhouse Diagonales - Aménagements Terrasses du Musée''	1 020 000,00 €
Chapitre 21 / compte 2152 / fonction 845 / ligne de crédit 13750 Service gestionnaire et utilisateur 422 "Maintenance voirie''	-415 000,00 €
Chapitre 458100110 / compte 4581 / fonction 843 / ligne de crédit 36269 Service gestionnaire et utilisateur 422 "CeA - Rue du jardin zoologique''	249 295,00 €
Chapitre 21 / compte 2152 / fonction 518 / ligne de crédit 28514 Service gestionnaire 425 / service utilisateur 426 "Meurthe / Bastion / Justice''	24 000,00 €
Chapitre 204 / compte 2041582 / fonction 01 / ligne de crédit 31036 Service gestionnaire et utilisateur 531 "Concession Nouveau Bassin''	-26 000,00 €
Chapitre 21 / compte 2138 / fonction 510 / ligne de crédit 26251 Service gestionnaire et utilisateur 531 "Cheminées urbaines''	26 000,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**-248 978,00 €**

Recettes d'investissement

Chapitre 13 / compte 1323 / fonction 843 / ligne de crédit 36081 Service gestionnaire et utilisateur 422 "Subvention CeA - Rue du jardin zoologique''	-125 000,00 €
Chapitre 13 / compte 1323 / fonction 843 / ligne de crédit 36080 Service gestionnaire et utilisateur 422 "Subvention CeA - Ile Napoléon''	-290 000,00 €
Chapitre 458200110 / compte 4582 / fonction 843 / ligne de crédit 36270 Service gestionnaire et utilisateur 422 "CeA - Rue du jardin zoologique''	249 295,00 €
Chapitre 16 / compte 1641 / fonction 01 / ligne de crédit 7756 Service gestionnaire et utilisateur 310 "Emprunts''	-83 273,00 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**-248 978,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les transferts et créations de crédits proposés.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

33° DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL 2023 : ACTUALISATION DES OPERATIONS (314/7.5.8/885)

La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), régie par l'article L 2334-42 du Code Général des Collectivités Locales, a été prolongée en 2023 pour accompagner les investissements structurants des communes et des établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

Dans ce cadre, une délibération a été approuvée par le conseil municipal, le 2 février 2023, actant des opérations et de leur plan de financement.

Certaines opérations ont subi une évolution de leur coût financier ce qui implique une actualisation de leur plan de financement.

Sur la thématique « Développement écologique des territoires, la qualité du cadre de vie, la rénovation énergétique et le développement des énergies renouvelables » de la DSIL 2023, l'opération suivante est concernée par une évolution financière :

- rénovation et raccordement au réseau de chauffage urbain de l'Illberg du groupe scolaire Haut-Poirier : cette opération permettra de relier ce groupe scolaire au réseau de chaleur de l'Illberg. Le montant du projet, initialement estimé à 24 230 € HT est, à ce jour, évalué à 47 619,35 € HT (soit 57 143,22 € TTC).

Ainsi, le plan de financement prévisionnel de la réalisation s'établit comme suit :

Opération	Montant HT en €	Etat - DSIL	%	CEA	%	Ville de Mulhouse	%
Chaufferie Groupe Scolaire Haut-Poirier	47 619,35€	19 047,74€	40	0€	0	28 571,61€	60

Sur la thématique « Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements » de la DSIL 2023, les opérations suivantes sont concernées par une évolution financière :

- réalisation d'aménagements cyclables de la Rue d'Agen et du Boulevard des Alliés : il est prévu de réaménager cet axe afin de favoriser les mobilités douces en réduisant la circulation automobile et de créer deux voies cyclables. Le montant du projet, initialement estimé à 304 700 € HT est, à ce jour, évalué à 440 000 € HT (soit 528 000 € TTC).

- piétonnisation Mulhouse Grand Centre 2023 - rues Arsenal - Tanneurs - Bons Enfants : cette opération de transformation s'inscrit dans le cadre de Mulhouse Grand Centre et vise à faciliter les mobilités douces en réduisant la place de l'automobile. Le montant du projet, initialement estimé à 2 022 000 € HT est, à ce jour, évalué à 2 450 000 € HT (soit 2 940 000 € TTC).

Ainsi, le plan de financement prévisionnel des réalisations s'établit comme suit :

Opération	Montant HT en €	ETAT - DSIL	%	CEA	%	VILLE DE MULHOUSE	%
Aménagement cyclable – Rue Agen – Boulevard Alliés	440 000€	176 000€	40	176 000€	40	88 000€	20

Piétonnisation Mulhouse Grand Centre 2023 : Arsenal Tanneurs Bons enfants	2 450 000€	735 000€	30	735 000€	40	490 000€	20
TOTAL	**2 890 000€**	**911 000€**	**31**	**911 000€**	**31**	**578 000€**	**20**

Les crédits sont prévus sur les Autorisations de Programme suivantes et sur les lignes de crédit suivantes :

AP F001 :
- ligne de crédit 27367 : « CHAUFFERIES ECOLES DIVERS TRAVAUX »

AP F008 :
- ligne de crédit 31269 : « PLAN VELO »

AP F014 :
- ligne de crédit 34946 : « PIETONNISATION SECTEUR ARSENAL »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les plans de financement prévisionnel actualisés exposés,
- précise qu'en cas de diminution de recettes attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,
- autorise le Maire ou son Adjoint délégué à introduire les demandes de subventions et à signer les actes nécessaires à leurs formalisations.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

34° REGIE PERSONNALISEE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DROUOT BARBANEGRE : REPRISE DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 PAR LE BUDGET PRINCIPAL VILLE DE MULHOUSE (312/7.10.5/897)

La régie personnalisée Centre Social et Culturel Drouot Barbanègre a été créée par une délibération de la Ville de Mulhouse du 12 décembre 2018 pour pallier l'absence d'équipement socio-culturel de proximité dans le quartier Drouot. Les conditions étant réunies pour une reprise de ce centre social et culturel en gestion associative, il a été décidé de mettre fin à cette régie personnalisée au 31 décembre 2022, par délibération n°667 du 29 septembre 2022.

A la date de sa dissolution, la régie présente en section d'exploitation un résultat excédentaire de 42 232,43 €, obtenu comme suit :

Reprise de l'excédent de clôture	+53 901,20 €
Total des titres de recettes émis	+579 941,52 €
Total des mandats émis	-591 610,29 €

Résultat de clôture de la section d'exploitation	+42 232,43 €

Conformément à l'article R2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'actif, le passif et les résultats de cette régie doivent être repris par la commune. Aussi, il est proposé de comptabiliser l'écriture suivante au budget principal :

- émission d'un titre de recette en section d'exploitation sur le compte 002 « excédents capitalisés de fonctionnement » pour un montant de 42 232,43 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accepte les modalités de reprise du résultat de clôture du budget de la régie personnalisée Centre Social et Culturel Drouot-Barbanègre et l'écriture comptable qui en découle ;

- accepte de réintégrer l'actif et le passif de la régie personnalisée Centre Social et Culture Drouot-Barbanègre au budget principal de la Ville de Mulhouse.

Pour : 39 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 30 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 1
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Ne prennent pas part au vote : Mme SORNIN, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, M. BILA, Mme SCHNEIDER et M. SASSI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

35° ACTION SOCIALE EN FAVEUR DU PERSONNEL ACTIF DE LA VILLE DE MULHOUSE : APPROBATION DU DISPOSITIF DE DELEGATION (324/7.5.6/915)

L'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 modifié définit l'action sociale de la manière suivante : « L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. ».

En outre, l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 prévoit la possibilité, pour les collectivités locales, de confier tout ou partie de leur action sociale à un organisme à but non lucratif ou à une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

La Ville de Mulhouse a pour ambition de développer l'action sociale envers ses agents par le biais d'un partenariat renouvelé avec l'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse.

Ce partenariat est renouvelé pour une période d'un an et devra permettre à l'association de dresser un état des lieux détaillé des prestations sociales en faveur des personnels actifs de la Ville de Mulhouse et de proposer des évolutions en accord avec les enjeux d'attractivité et de fidélisation de la collectivité.

Ces propositions seront présentées à la Ville de Mulhouse avant mise en œuvre effective dans le cadre d'une nouvelle convention.

Par ailleurs, la Ville de Mulhouse subventionne chaque année l'Amicale du personnel pour lui permettre de supporter l'ensemble des prestations qu'elle propose aux agents.

Les modalités de mise en œuvre de la délégation de l'action sociale, les règles de constitution de l'épargne « chèques vacances » ainsi que la gestion du foyer-restaurant sont établis dans les trois conventions produites en annexes.

La présente délibération a pour but d'autoriser la signature de ces nouvelles conventions.

Les crédits nécessaires sont disponibles dans le cadre du budget 2023
Chapitre 65-article 65748-fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 320
Ligne de crédit n° 3658

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires

PJ : 1) convention cadre
2) 2 annexes
3) convention épargne « chèques vacances »
4) convention gestion du foyer restaurant

Mulhouse

PÔLE RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

32 - SH

CONVENTION CADRE

Entre :

La Ville de Mulhouse représenté par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilitée par la délibération du Conseil Municipal du JJ/MM/AAAA d'une part,

Et

L'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A représentée par son Président, Monsieur Laurent JANIVEL d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la Ville de Mulhouse et de m2A délègue à l'Amicale du personnel, une partie de l'action sociale en faveur du personnel actif de la collectivité. Par ailleurs, cette convention détaille également les modalités de financement de l'association.

Article 2 : Délégation de l'action sociale
L'intervention de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A permet aux agents actifs de bénéficier de certains avantages financiers et de participer à des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Les prestations et gratifications en direction des agents de la collectivité se déclinent de la manière suivante :

- Gratifications particulières lors de certains évènements importants ayant trait aussi bien à la vie professionnelle que personnelle de l'agent ;
- Mise à disposition de logements de vacances à tarif préférentiel ;
- Accès à un restaurant réservé au personnel de la Ville de Mulhouse. La tarification des déjeuners au restaurant de l'amicale devra tenir compte d'une participation financière prise en charge par l'association ;
- La constitution de plusieurs sections sportives et culturelles proposant diverses activités à l'ensemble du personnel de la Ville de Mulhouse ;
- La possibilité pour les agents de bénéficier de chèques vacances comprenant une part financée par la collectivité ;
- Une billetterie à des tarifs préférentiels en faveur des agents actifs.

L'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A s'engage par ailleurs à développer son offre de prestations en tenant compte de la demande du personnel.

Le détail des prestations et gratifications est annexé à la présente convention (annexe 1).

Article 3 : élaboration d'un état des lieux global du dispositif d'action sociale
La convention de délégation de l'action sociale est renouvelée pour un période d'un an et devra permettre à la collectivité de disposer d'une analyse complète sur les différents dispositifs et prestations proposés par l'association de l'amicale du personnel.

Cet état des lieux est à la charge de l'association de l'amicale du personnel et sera réalisé avant le 31/10/2023 ; elle comprendra les éléments détaillés suivants :

- Typologie de tous les avantages et prestations servis par l'association de l'amicale du personnel ;
- Analyse des bénéficiaires accédant à chacun de ces avantages et prestations (nombre, catégories d'emplois, catégories sociales…)
- Coût annuel de l'ensemble des mesures d'actions sociales en faveur du personnel actif (billetterie, prestations, primes, logements, sections culturelles et sportives, autres avantages et prestations).

Ce diagnostic devra faire l'objet d'une présentation aux responsables de l'administration de la collectivité, qui devra être programmée la première quinzaine du mois de novembre 2023.

Lors de cette présentation, les responsables de l'amicale du personnel proposeront une nouvelle stratégie en matière d'action sociale en faveur du personnel actif dans un objectif d'attractivité et de fidélisation des personnels de la collectivité.

Les évolutions proposées devront permettre de toucher le plus grand nombre de collaborateurs tout en veillant à l'optimisation des coûts engendrés par les nouvelles mesures.

Par ailleurs, les critères sociaux tels que la composition familiale, le niveau de rémunération devront être intégrés dans les modalités d'octroi des avantages et prestations sociaux.

Article 4 : Financement de l'action sociale
L'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A est financée via des ressources propres mais également par le versement d'une subvention de fonctionnement par la Ville de Mulhouse au titre de la délégation de gestion de l'action sociale en faveur du personnel actif de la Ville de Mulhouse.

Le montant de la subvention est arrêté chaque année et adopté par le Conseil Municipal lors du vote du budget primitif.

Article 5 : Fixation du montant de la subvention
La subvention annuelle 2023 attribuée à l'Amicale du personnel est fixée à 594 945 € et correspond au même niveau que celui voté au budget primitif 2022.

Un avenant à la présente convention déterminera le montant de la subvention 2024.

Article 6 : Versement de la subvention
La subvention de fonctionnement est versée par virement sur le compte de l'Amicale du personnel en trois parties :

- la participation aux « chèques vacances » est versée sur un compte spécifique après le vote du budget primitif ;
- la première tranche de la subvention générale est versée après le vote du budget primitif ;
- le solde de la subvention générale est versé au début du second semestre.

La Ville de Mulhouse se réserve le droit d'imputer au montant de la subvention tout redressement à l'encontre de l'amicale du personnel émanant d'un organisme de l'Etat.

Article 7 : Agents mis à disposition de l'amicale
M2A met à disposition de l'amicale 5 postes d'adjoint administratif et 6 postes d'adjoint technique.

Ces onze postes sont mutualisés avec la Ville de Mulhouse selon les règles formalisées dans la convention de mutualisation liant les deux collectivités.

Une estimation annuelle du coût de ces postes est annexée à la présente convention (Annexe 2).

Article 8 : Modalités de décharge d'activité des agents actifs élus dans les instances de l'amicale

Article 8.1 : L'organisation administrative de l'amicale
Les statuts de l'amicale prévoient une administration reposant sur un comité directeur et un comité exécutif.

L'élection des membres du comité directeur se fait par un scrutin de liste à un ou deux tours selon les modalités prévues dans les statuts de l'amicale.

Seules les organisations syndicales participant aux élections professionnelles de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomérations peuvent présenter des listes au 1er tour du scrutin.

Les listes présentées par les organisations syndicales comprennent entre 15 et 30 membres actifs ou retraités de l'amicale du personnel.

Le comité exécutif est chargé de l'exécution des décisions votées par le comité directeur. Il est composé de membres actifs ou retraités élus par et parmi les membres du comité directeur.

Le comité directeur élit parmi ses membres :

- Le Président ;
- Le Vice-président ;
- Le secrétaire général ;
- Le secrétaire général adjoint
- Le trésorier général ;
- Le trésorier général adjoint ;
- 2 assesseurs ;
- Le président des sections culturelles ;
- Le président des sections sportives ;
- Le responsable du patrimoine ;
- Tout autre mandat du comité exécutif prévu par les statuts de l'amicale.

8.2 : Les décharges d'activité et autorisations d'absence

8.2.1 : Les décharges d'activité accordées dans le cadre des mandats électifs du comité exécutif
La Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération permettent aux agents actifs, chargés d'un mandat électif au sein du comité exécutif de l'amicale, de bénéficier d'une décharge d'activité, que le Président de l'association attribuera à certaines missions du comité exécutif, afin de mener leur mandat dans les meilleures conditions.

Les décharges d'activité sont accordées sur la base d'une demande formelle du Président de l'amicale.

8.2.2 : Les missions spécifiques et autorisations d'absence

8.2.2.1 : Les missions spécifiques et réunions du comité directeur
Les agents actifs titulaires d'un mandat électif peuvent être chargés de représenter l'amicale dans différentes instances (ex. réunion de syndic de copropriété) ou d'assurer des missions spécifiques (ex. réunion de chantier lors d'une rénovation d'appartement). Ces missions spécifiques, effectuées en dehors du temps de travail, sont récupérables dans la limite de 5 jours par an sur la base d'un justificatif.

Les agents actifs siégeant au comité directeur et/ou au comité exécutif de l'amicale bénéficient, sur la base d'un justificatif, d'une autorisation d'absence leur permettant de se rendre aux différentes réunions.

8.2.2.2 Manifestations et dossiers ponctuels
Les agents actifs et membres de l'amicale peuvent s'absenter de leur service pour participer à des manifestations organisées par l'amicale ou pour intervenir sur des dossiers ponctuels à la demande des responsables de l'amicale. Ces autorisations d'absence sont exceptionnelles et font l'objet d'une demande spécifique du Président de l'amicale à la DRH sur la base d'un justificatif (cf. circulaire sur le temps de travail).

Article 9 : Intégration des agents suite à la fusion de m2A

Les agents ayant intégré les effectifs de la Ville de Mulhouse suite à la création de m2A en 2010 et la fusion entre m2A et la Communauté de Communes Porte de France Rhin-Sud (CCPFRS) au 01/01/2017, bénéficient d'une reprise de l'ancienneté acquise dans leur collectivité ou EPCI d'origine.

Par conséquent, l'attribution de l'ensemble des gratifications et avantages accordés par l'Amicale du personnel et soumis à des conditions d'ancienneté au sein de m2A (prime de départ à la retraite, anniversaire de service…) devra tenir compte de cette reprise d'ancienneté. Les montants annuels des prestations accordées à ces agents seront intégrés dans le calcul de la subvention de l'année suivante.

Les collectivités territoriales et EPCI ayant transférés des agents lors de la création de m2A en 2010 sont les suivants :

- La Communauté de Communes de l'Île Napoléon (CCIN) ;
- La Communauté de Communes des Collines (COCOCO) ;
- La Ville de Brunstatt ;
- La Ville d'Illzach ;
- La Ville de Riedisheim ;
- Le Syndicat Intercommunal des Transports de l'Agglomération Mulhousienne (SITRAM).

Les agents issus de la fusion entre m2A et un EPCI au 01/01/2017 :

- Communauté de Communes Porte de France Rhin-Sud (CCPFRS).

La liste de ces personnels fera l'objet d'une mise à jour régulière et d'une communication semestrielle auprès de l'association de l'amicale du personnel.

Article 10 : Modalités de calcul des anniversaires de services
Une gratification est accordée aux membres de l'amicale à l'occasion des 20ème, 25ème, 30ème, 35ème et 38ème anniversaires de service.
Seuls les services effectifs sont pris en compte, c'est-à-dire que sont exclues du décompte les périodes de disponibilité, de congé parental, de service militaire. Les périodes de maladie, de longue maladie, de mi-temps thérapeutique sont comptabilisées à temps plein.

Cas particuliers :

- Les services accomplis dans d'autres collectivités territoriales sont retenus si les cinq dernières années ont été effectuées sans interruption à la Ville de Mulhouse ou à la Communauté d'Agglomération.

  Pour un agent venant du secteur privé ou d'une autre collectivité publique mais ayant déjà accompli précédemment des services à la Ville de Mulhouse ou à la Communauté d'Agglomération, tous les services effectués précédemment restent comptabilisés.

- Pour les agents à temps partiel, il n'y a pas de proratisation sur le nombre d'années mais sur le montant de la gratification

Temps de présence moyen sur la période	Décote sur la gratification
Supérieur ou égal à 80%	Aucune
Supérieur ou égal à 60% et inférieur à 80 %	- 25%
Inférieur à 60%	- 50%

Il n'est cependant pas tenu compte du temps partiel si un agent a accompli 20 années à temps complet au cours de sa carrière.

Article 11 : Obligations de l'Amicale
L'association s'engage à :

- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes et les conventions passées avec les autorités administratives
- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention
- fournir à la Ville de Mulhouse une présentation annuelle reprenant l'ensemble des actions mises en œuvre durant l'année écoulée dans les trois mois suivant la fin de l'exercice. Ce rapport devra distinguer les actions ainsi que les bénéficiaires pour lesquels la collectivité a participé financièrement via la subvention annuelle de fonctionnement ;
- fournir une photocopie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents établissant les résultats de son activité.

Article 12 : Contrôle de la Ville de Mulhouse
L'Amicale du personnel s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Ville de Mulhouse de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 13 : Assurances
L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville de Mulhouse puisse être mise en cause. Elle doit justifier, à chaque demande, de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 14 : Responsabilité
L'aide financière apportée par la Ville de Mulhouse aux actions mises en œuvre par l'Amicale du personnel ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'association ou à un tiers pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 15 : Modification de la convention
Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 16 : Durée de la convention
La présente convention est conclue pour une période allant du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024.

Fait en double exemplaire, à Mulhouse le

Pour la Ville de Mulhouse,	Pour l'Amicale du personnel,
Le Maire	Le Président
Michèle LUTZ	Laurent JANIVEL

ANNEXE 1 : détail des prestations de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse

Prestations en faveur des agents actifs subventionnées par la collectivité :

- Prime de mariage/PACS ;
- Prime de naissance ;
- Prime de départ à la retraite ;
- Prime 20ème anniversaire de service ;
- Prime 25ème anniversaire de service ;
- Prime 30ème anniversaire de service ;
- Prime 35ème anniversaire de service ;
- Prime 38ème anniversaire de service ;
- Noël Illicado ;
- Allocation rentrée scolaire ;
- Location logements de vacances à des tarifs préférentiels :
  - Logements appartenant à l'Amicale du personnel
  - Logements mis à disposition par des prestataires extérieurs
- Billetterie à des tarifs avantageux ;
- Sorties et évènements organisés pour les agents actifs ;
- Organisation des sections sportives et culturelles en faveur des agents actifs ;
- Tickets Carte repas pour les agents actifs « restaurant administratif » ;
- Chèques vacances.

Prestations en faveur des conjoints, enfants d'agents actifs ainsi et agents retraités non subventionnées par la collectivité :

- Sorties et évènements de l'Amicale ;
- Location logements de vacances à des tarifs préférentiels ;
- Billetterie à des tarifs avantageux ;
- Adhésions aux sections sportives et culturelles ;
- Carte repas restaurant administratif ;
- Anniversaire « Marquant ».

ANNEXE 2 : estimation du coût des postes mis à disposition de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A

Estimation du coût du personnel mis à disposition de l'Amicale du personnel

Grades	TOTAL ANNUEL
5 adjoints administratifs	204 000 €
6 adjoints techniques	226 000 €
TOTAL	430 000 €

Mulhouse

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

PÔLE RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

32 - SH

CONVENTION FINANCIERE : EPARGNE « CHEQUES VACANCES »

Entre :

La Ville de Mulhouse, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par son Maire Madame Michèle LUTZ, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal du XX/XX/XXXX

Et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par le Président Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du XX/XX/XXXX

Et

Le Service de Gestion Comptable de Mulhouse, 45 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE, représenté par le Trésorier Principal Madame Marie-Line BERNAUER-BUSSIER,

Et

L'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A, au 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE, représentée par son Président Monsieur Laurent JANIVEL d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule :
La Ville de Mulhouse et Mulhouse Agglomération ont confié une partie de leur action sociale en faveur de leur personnel actif à l'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et m2A. La convention-cadre fixant les modalités de la délégation de gestion de l'action sociale prévoit la possibilité pour les agents actifs de constituer une épargne destinée à l'acquisition d'un certain nombre de chèques vacances. Le Président de l'Amicale du personnel a par ailleurs signé une convention de prestations avec l'Association Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV) en date du 19 septembre 2008.

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de déterminer les modalités financières de la constitution de l'épargne « chèques vacances » proposée par l'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A aux agents actifs de ces deux collectivités.

Article 2 : Modalités de capitalisation
La constitution de cette épargne est effectuée d'août à mai, soit dix mois. Elle est composée d'une part versée par les agents actifs et d'une participation de la collectivité modulable en fonction du niveau de rémunération des agents concernés.

En ce qui concerne la part salariale, l'Amicale du personnel distingue cinq tranches de revenu et pour chaque tranche, elle propose deux montants différents de capitalisation.

Le niveau de participation de la collectivité varie uniquement en fonction de la tranche de revenu dans laquelle se trouve l'agent. Elle est versée à l'Amicale du personnel une fois par an via la subvention de fonctionnement attribuée à l'association lors du vote du budget primitif (cf. convention cadre). Le règlement intérieur régissant l'attribution des chèques vacances est tenu à disposition par l'Amicale du personnel.

Article 3 : Versement de la part salariale à l'Amicale du personnel
L'Amicale du personnel transmet un formulaire d'adhésion à chaque agent pouvant bénéficier de cette prestation.

L'Amicale du personnel centralise toutes les adhésions et transmet une liste des agents adhérents avec le montant de la part salariale à prélever.

Ces prélèvements se font directement sur la paie des agents adhérant au programme « chèque vacances » par l'intermédiaire d'un système de précompte réalisé par Mulhouse Alsace Agglomération et La Ville de Mulhouse en fonction de la collectivité de rattachement de l'agent.

Le total des prélèvements est reversé mensuellement sur le compte bancaire principal de l'association l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A. La domiciliation bancaire est la suivante :

Caisse d'Epargne CE Grand Est Europe
7 bld du Président Roosevelt
68200 MULHOUSE

Relevé d'Identité Bancaire
15135 09017 08771558537 28

IBAN
FR76 1513 5090 1708 7715 5853 728

BIC
CEPAFRPP67

Article 4 : Achat et remise des « chèques vacances »
L'Amicale du personnel devra suivre nominativement l'ensemble des versements des agents adhérant à ce dispositif. L'épargne constituée par agent sera abondée du montant de la participation de la collectivité en fonction de la tranche de revenu dans laquelle situe l'agent.

L'Amicale organise l'achat des « chèques vacances » auprès de l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) et convoque les agents adhérents une fois par an et leur remet les chèques vacances pour lesquels ils ont épargné une partie de leur rémunération.

Article 5 : Modification
Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 6 : Durée
La présente convention est conclue pour une période allant du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024.

Fait en quadruple exemplaire, à Mulhouse le XX/XX/XXXX

Pour la Ville de Mulhouse Le Maire Michèle LUTZ	Pour m2A, Le Président Fabian JORDAN
Pour le Service de Gestion Comptable de Mulhouse Le Trésorier Principal Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	Pour l'Amicale du personnel, Le Président Laurent JANIVEL

PÔLE RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

32 – SH

CONVENTION GESTION FOYER-RESTAURANT

Entre :

La Ville de Mulhouse, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal du XX/XX/XXXX

Et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du XX/XX/XXXX

Et

L'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A, au 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE, représenté par son Président, Monsieur Laurent JANIVEL

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule :
La Ville de Mulhouse et Mulhouse Agglomération ont confié une partie de leur action sociale en faveur de leur personnel actif à l'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et m2A. La convention-cadre fixant les modalités de la délégation de gestion de l'action sociale prévoit en outre l'accès du personnel communal et communautaire à un restaurant administratif.

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de fonctionnement du Foyer-restaurant ainsi que l'organisation de l'offre de restauration assurée par l'Amicale du personnel sur le site suivant :

- 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE

Article 2 : Bénéficiaires de l'offre de restauration
L'accès au restaurant administratif est réservé principalement aux agents actifs de la Ville de Mulhouse et de m2A pendant la pause méridienne. Toutefois, le site est également ouverts aux :

- Conjoints et enfants du personnel actif ;
- Retraités de la Ville de Mulhouse et de m2A ;
- Les personnes invitées par des agents actifs et retraités ;
- Les intervenants dans le cadre de formations dispensées aux agents actifs ;
- Personnel de la Sous-Préfecture, de la Trésorerie Municipale de Mulhouse, la Poste et de la DREAL.

La tarification des tickets « restaurant de l'Amicale » proposée aux agents tient compte d'une participation de la Ville de Mulhouse et de m2A incluse dans la subvention de fonctionnement définie dans la convention cadre portant sur la délégation d'une partie de l'action sociale à l'Amicale du personnel.

La tarification « extérieurs » proposée lors de l'achat de tickets cantine pour les conjoints, enfants et retraités n'inclut aucune participation financière de la collectivité.

Article 3 : Organisation du service de restauration
L'Amicale du personnel aura pour mission :

- d'établir les menus ;
- d'assurer les approvisionnements ;
- d'assurer la préparation et la confection des repas ;
- de rechercher le meilleur rapport qualité/prix ;
- d'effectuer le conditionnement nécessaire à la livraison par liaison froide
- d'assurer le contrôle de la qualité des repas servis conformément aux dispositions en vigueur, sur les plats cuisinés à l'avance, et de proposer des moyens de vérification et de contrôle en matière d'origine et de traçabilité des produits ;
- de prendre en compte les critères d'hygiène nutritionnelle ;
- de garantir l'entretien et la propreté des locaux mis à disposition.

L'ensemble de ces missions pourra être délégué via un contrat de prestations à un sous-traitant.

Le restaurant administratif fonctionne du lundi au vendredi, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année avec une fermeture comprise entre deux et cinq semaines par an.

Article 4 : Composition des menus
4.1 Menu
Le menu avec 5 composants :

- une entrée ou un potage ;
- un plat de viande ou protidique ;
- un plat de légumes et de féculents ;
- un fromage ou un dessert ;
- le pain.

Le restaurant administratif est situé au 38 rue Engel Dollfus 68200 MULHOUSE. La restauration est proposée sous forme de self et doit comporter les cinq composants du menu détaillé ci-dessus.

4.2 Grammages
Les grammages correspondent au G.E.M.R.C.N (version du mois de juillet 2015). Toute disposition nouvelle du G.E.M. /D.A. est applicable dès sa publication.

Article 5 : Recours à un sous-traitant
Si l'Amicale du personnel a recours à un sous-traitant, l'association devra s'assurer que les procédures mises en place par le sous-traitant permettent d'atteindre les objectifs détaillés aux articles 3 et 4 de la présente convention.

Article 6 : Obligations de l'association de l'Amicale du personnel
L'Amicale du personnel s'engage à respecter les règles de confection suivantes conformément à la « Recommandation relative à la nutrition de juillet 2015 du Groupe d'Etude des Marchés de la Restauration Collective et de Nutrition ».

- le respect des règles relatives aux obligations en matière d'hygiène, de sécurité et d'équilibre alimentaire ;
- la même qualité, du premier au dernier jour de l'année ;
- des menus équilibrés sur la journée et la semaine ;
- la qualité gustative des produits ;
- la prise en compte du principe de traçabilité pour tous les aliments et les temps de conservation ;
- l'interdiction de toute utilisation de produits aux organismes génétiquement modifiés (OGM).

Article 7 : Qualité et contrôle des produits alimentaires
La qualité des repas devra être conforme aux règlements sanitaires en vigueur.
L'Amicale du personnel s'engage à prendre en charge financièrement, les analyses bactériologiques et les visites d'hygiène.
La Ville de Mulhouse et m2A seront destinataires d'une copie des conclusions établies par les services sanitaires compétents.

Article 8 : Responsabilité et assurance
L'Amicale du personnel s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'elle peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion et\ou du fait de l'exécution de la présente convention et garantissant les tiers en cas d'accidents et notamment ceux résultant d'une intoxication alimentaire.
L'Amicale du personnel s'engage à justifier de sa situation, à toute demande de la Ville de Mulhouse et/ou m2A, par la présentation des attestations correspondantes.

Article 9 : Durée
La présente convention est conclue pour une période allant du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024.

Article 10 : Modification
Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 11 : Litiges
La logique de partenariat dans laquelle cette convention s'inscrit implique que toute difficulté, avérée ou supposée, dans le fonctionnement des restaurants administratifs, fasse l'objet d'un échange de vues informel avant toute autre disposition.

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Fait en triple exemplaire, à Mulhouse le XX/XX/XXXX

Pour la Ville de Mulhouse		Pour l'Amicale du personnel,
Le Maire		Le Président
Michèle LUTZ		Laurent JANIVEL
	Pour m2A,	
	Le Président	
	Fabian JORDAN	

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

36° INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE (341/5.2.3/919)

Afin de faciliter le fonctionnement de l'administration et d'accélérer le règlement des affaires, le Conseil Municipal a délégué en date du 17 juillet 2020 une partie de ses attributions au Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L 2122-23 du même code, cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation de rendre compte au Conseil municipal des décisions prises par le Maire, par un Adjoint, ou par un conseiller municipal par subdélégation.

Les décisions suivantes ont été prises en application de ces dispositions :

Marchés publics

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date de notification	Montant du marché (HT)	Nature
V2023062	4332	CEGELEC 1 rue des Vosges 68350 DIDENHEIM	Remplacement de l'éclairage de la halle du Marché	27/04/2023	107 819,46 €	Travaux
V2023059	4200	NCC-INFO 13 rue de Frahier 70400 ECHAVANNE	Fourniture de modems 4G - licence, configuration et formation des équipes	18/04/2023	15 700,00 €	Fournitures
V2023058	4200	EGIS RAIL 168-170 avenue Thiers 69455 LYON CEDEX 06	Accompagnement pour l'établissement de l'accord-cadre de la mission opérateur qualifié agrée en insertion urbaine.	17/04/2023	4 700,00 €	Services
V2023057	431	R3S PARIS ILE DE France 32 rue du Chenet ZA Le bois du Chenet 91490 MILLY-LA-FORET	Rénovation de la verrière et réparation de la charpente bois du COSEC de Bourtzwiller	17/04/2023	193 623,60 €	Travaux
V2023056	433	LABEAUNE 5 rue des Artisans 68280 SUNDHOFFEN	Rénovation de la chaufferie de l'école maternelle Lefebvre	14/04/2023	80 663,80 €	Travaux
Z23/011	112	ORTHOMETALS BV Eskhorstweg 32 7942 KC MEPPEL PAYS-BAS	Collecte et valorisation des résidus métalliques issus de la crémation	06/04/2023	80 000,00 €	Services
V2023052	4200	UGAP 3 rue Victor Sellier 25043 BESANCON CEDEX	Fourniture et pose d'abris à vélos sécurisés	27/03/2023	22 152,61 €	Fournitures
V2023050	4200	SCHMERBER	Fourniture de machines-outils	23/03/2023	5 289,34 €	Fournitures

		25 rue Jean-Martin 68058 MULHOUSE Cedex				
V2023039	431	MAMBRE Avenue du 8ème Régiment des Hussards 68130 ALTKIRCH	Réhabilitation de la Rotonde - Terrasses du Musée Lot n°4 : isolation extérieure	23/03/2023	47 971,76 €	Travaux
V2023066	413	GISSINGER 122 rue du 4ème RSM 68250 ROUFFACH	Fourniture de plantes	20/03/2023	5 106,00 €	Fournitures
V2023049	413	SDMO QUINIOU 53 Grand Rue 67502 HAGUENEAU	Acquisition d'un appareil électronique de mesure de la résistance au perçage	16/03/2023	6 692,00 €	Fournitures
V2023040	431	TECHNIC ECHAF 15 rue du Périgord 68270 WITTENHEIM	Réhabilitation de la Rotonde - Terrasses du Musée Lot n° 5 : échafaudage	16/03/2023	2 998,94 €	Travaux
V2023038	431	GOSTOVIC 10 rue de l'Ile Napoléon 68390 SAUSHEIM	Réhabilitation de la Rotonde - Terrasses du Musée Lot n° 3 : menuiserie extérieure	16/03/2023	24 821,97 €	Travaux
V2023037	431	NICOLAS R. COUVERTURE 28 rue Edouard Branly 68000 COLMAR	Réhabilitation de la Rotonde - Terrasses du Musée Lot n° 2 : charpente - couverture	16/03/2023	55 151,67 €	Travaux
V2023036	431	AS STN BTP 26 rue des Gaulois 68390 SAUSHEIM	Réhabilitation de la Rotonde - Terrasses du Musée Lot n° 1 : gros-œuvre	16/03/2023	27 165,00 €	Travaux
V2023041	413	PEPINIERES JEAN GISSINGER SARL 122 rue du 4ème Spahis marocains 68250 ROUFFACH	Achat de plantations	07/03/2023	8 696,00 €	Fournitures
V2023032	4332	GOSTOVIC 10 rue de l'Ile Napoléon 68390 SAUSHEIM	Rénovation du bâtiment 127 et finitions du bâtiment 140 du site KMX-MANURHIN Lot n° 8 : menuiseries extérieures - portes de garage - serrurerie	02/03/2023	24 619,57 €	Travaux
V2023031	431	LIEBERMANN ZA rue des Alpes 68127 NIEDERHERGHEIM	Rénovation du bâtiment 127 et finitions du bâtiment 140 du site KMX-MANURHIN Lot n° 4 : sanitaire - chauffage	02/03/2023	24 900,39 €	Travaux
V2023028	414	ETABLISSEMNTS ANDRE BALTHAZARD ET FILS 107 rue Charles de Gaulle 68370 ORBEY	Fourniture d'un porte-outil agricole pour travail sur terrain en pente	24/02/2023	120 000,00 €	Fournitures
V2023029	5301	EFFICACITY Cité DESCARTES Bâtiment BIENVENUE 14 boulevard Newton 77420 CHAMP SUR MARNE	Recherche et développement de simulations prospectives en matière énergétique	17/02/2023	145 350,00 €	Services
V2023021	414	HANTSCH SAS ZI rue de l'Europe 67520 MARLENHEIM	Fourniture d'un engin porte-outils équipé d'un bras hydraulique et d'une benne déposable	17/02/2023	205 000,00 €	Fournitures

Assurances-Juridique

- intervention volontaire du 24 février 2023 en vue de la réserve des droits de la Ville pour les faits de violences volontaires commis sur des agents municipaux

- intervention volontaire du 3 mars 2023 pour les faits de violences volontaires sur des agents municipaux

- constitution de partie civile du 3 mars 2023 pour les faits de dégradation de véhicules de la police municipale

- mémoire en défense du 8 mars 2023 suite à un recours contre un arrêté de non opposition à une déclaration préalable de division foncière en vue de construire

- indemnisation du 8 mars 2023 versée à l'assureur du tiers lésé suite à l'endommagement d'une clôture et d'un cabanon par la chute d'une branche d'arbre

- intervention volontaire du 29 mars 2023 en vue de la réserve des droits de la Ville pour les faits de violences volontaires commis sur des agents municipaux

- mémoire en défense du 31 mars 2023 suite à un recours contre une décision portant admission à la retraite pour invalidité

- indemnisation du 12 avril 2023 versée à un tiers suite à l'endommagement d'un pneu par un nid de poule

- intervention volontaire du 26 avril 2023 pour les faits de violences volontaires commis sur des agents municipaux

Finances

- décision n°2023/621 du 30 mars 2023 : remboursement anticipé de l'emprunt 8432 auprès de la Caisse Française de Financement Local (SFIL).

  Il a été décidé de procéder au remboursement anticipé définitif de l'emprunt 8432 d'une durée résiduelle de 5 ans pour un capital restant dû s'élevant à 1 775 000 euros. L'emprunt avait été réalisé en juin 2008 pour un montant initial de 7 100 000 € sur 20 ans au taux fixe de 3,59% à barrière 6,50% sur Libor USD 12 mois postfixé (marge de 0,02%).

- modification et création de tarifs de deux ouvrages de la Kunsthalle (arrêté n°A500/2023 du 13.03.2023)

- création de tarifs de deux ouvrages des musées municipaux (arrêté n°A726/2023 du 18.04.2023)

- ajout du terme « Sport Santé » dans l'objet de la régie d'avance « Sport et jeunesse », modification des modes de règlements et ajout d'un compte bancaire DFT (arrêté n°A381/2023 du 23.02.2023)

- ajout d'un fonds de caisse d'un montant de 200€ dans la régie de recettes « stationnement » (arrêté n°A592/2023 du 24/03/202 »)

- ajout, dans la régie d'avances du théâtre de la Sinne, du remboursement des billets suite à annulation ou report d'un spectacle (arrêté n°A593/2023 du 15/03/2023)

- ajout de dépenses éligibles dans l'objet de la régie d'avances « pôle culture » (arrêté n°A613/2023 du 28/03/2023)

Urbanisme et gestion du domaine

- décision d'exercer le Droit de préemption en date du 01/03/2023, pour l'acquisition de l'immeuble situé au 6B, rue des Fabriques à MULHOUSE, au prix 227.700€, dans le cadre des objectifs fixés par le NPNRU.

- décision de signer la convention portant sur les modalités de mise à disposition et de délivrance des prestations associées dans les domaines informatiques, télécommunications et photocopies, imprimerie et reprographie entre la Ville de Mulhouse et le centre social et culturel du Drouot Barbanègre « le BOAT ». La convention de mise à disposition est conclue du 1er mai au 31 décembre 2023.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises par délégation de pouvoir.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Le conseil municipal a pris acte des décisions prises par délégation de pouvoir.

37° PRESTATION DE NETTOYAGE DES LOCAUX : LANCEMENT D'UNE CONSULATION ET PASSATION DE MARCHES PUBLICS POUR DIFFERENTS BÂTIMENTS (361/1.1.3/867)

Aujourd'hui les Moyens Généraux, la Direction Education, l'Attractivité Commerciale et la Direction des Sports lancent leurs marchés de nettoyage au fil des échéances des contrats.
Pour des raisons de coûts des frais de publication mais aussi d'optimisation et de gain de temps, il est proposé de lancer une consultation commune relative à l'ensemble des prestations de nettoyage pour la Ville de Mulhouse.
Cette mise en commun de tous les marchés de nettoyage pourra être lancée au 1er mars 2026.
En attendant, il s'agit de renouveler, pour la période restante, les marchés qui arrivent à échéance avant cette date.

C'est ainsi que l'accord-cadre de prestation de services de nettoyage à bons de commande réservé aux structures employant des personnes en insertion sociale et professionnelle, précédemment conclu par Mulhouse Alsace Agglomération et refacturé à la Ville pour les sites lui appartenant vient à échéance au 31 décembre 2023. Le titulaire actuel est l'association Mulhousienne d'Aide aux Chômeurs (AMAC).
Pour répondre aux besoins de la collectivité, il convient que la Ville de Mulhouse gère maintenant directement ce contrat. C'est ainsi qu'il est proposé que la Ville de Mulhouse lance ce marché pour une durée de 26 mois soit du 1er janvier 2024 au 1er mars 2026, en attendant le regroupement des marchés des services de la Ville. Les montants correspondant aux besoins sont estimés à 155 000 €HT au minimum et à 800 000 €HT maximum. Les commandes seront passées dans la limite des crédits inscrits au budget de chaque année.

Les contrats de nettoyage des sites des musées et de l'Hôtel de Ville dont le titulaire actuel est Paul Tierin, des 3 dépôts des espaces verts dont le titulaire actuel est ONET, et le contrat du dépôt de la rue de Hirsingue détenu par la Régie de Bourtzwiller, arrivent tous les 3 à échéance le 2 janvier 2024.
Pour répondre aux besoins de ces 3 sites, il convient de les renouveler en lançant une nouvelle consultation pour une durée de 26 mois soit du 3 janvier 2024 au 1er mars 2026. Les montants correspondant aux besoins sont estimés, sur la durée du marché, respectivement :

- pour les musées Historiques et des Beaux-Arts à 124 800 €HT,
- pour l'Hôtel de Ville à 13 000 €HT
- pour les 3 dépôts des Espaces Verts à 44 200 €HT,
- pour le dépôt de la rue de Hirsingue à 31 200 €HT.

Il est proposé de lancer, par la procédure d'un appel d'offre ouvert, un seul marché avec des lots spécifiques à chaque bâtiment et un lot à bons de commande réservé aux structures employant des personnes en insertion sociale et professionnelle.

Les crédits nécessaires seront sollicités annuellement dans les budgets primitifs de la Ville de Mulhouse :

Chapitre 011- article 6283

Service de chaque utilisateur

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la proposition de regrouper les marchés de nettoyage en un seul marché à lots,
- autorise Madame Le Maire ou son Représentant à lancer la procédure de consultation requise,
- autorise Madame Le Maire ou son Représentant à passer et signer les contrats sus mentionnés avec les titulaires retenus à l'issue de la consultation et toutes les pièces contractuelles nécessaires à l'exécution des marchés.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

38° PLAN ECOLE : CONSTRUCTION DE TROIS GROUPES SCOLAIRES AUX COTEAUX : TRAVAUX ANNEXES ET ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE (222/1.3.5/879)

Par délibération du 19 novembre 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse a décidé de l'engagement d'études et de travaux nécessaires à la construction des 3 nouveaux groupes scolaires dans le quartier des Coteaux (Peupliers, Camus et Matisse). Pour mener à bien ces opérations, la Ville de Mulhouse a donné mandat à CITIVIA SPL dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 29 décembre 2020.

L'évolution des études au stade avant-projet sommaire (APS) pour les 2 premiers groupes scolaires Peupliers et Camus avait confirmé la nécessité d'anticiper un certain nombre de travaux annexes d'aménagement prévus initialement dans le cadre de la restructuration globale du projet urbain, afin de permettre leur mise en œuvre pour un démarrage des travaux en octobre 2022 et une livraison en septembre 2024.

A cette fin, par délibération du conseil Municipal du 7 avril 2022, il a été confié à CITIVIA SPL la prise en charge de travaux annexes dans le cadre d'un avenant n°1 à son mandat en cours.

La poursuite des études et consultations effectuées ont eu pour impact de modifier le programme et le budget prévisionnel des travaux annexes. Par

conséquent, ces modifications ont été prises en compte dans le cadre d'un avenant n°2 au mandat, par délibération du conseil municipal en date du 13 avril 2023.

Les consultations pour les marchés de travaux des Groupes Scolaires 1 (site Peupliers) et 2 (Camus) étant quasi achevées, les budgets ont dû être réévalués depuis l'APD (Avant-Projet Définitif). De même sur le Groupe Scolaire 3 (site Matisse), le marché de maîtrise d'œuvre ayant été notifié suite à la procédure de concours, le budget travaux a été actualisé.

En synthèse, les actualisations sont les suivantes :

Pour le Groupe scolaire 1 Peupliers :
Le coût global prévisionnel de l'opération, honoraires compris, augmente de 3 591 336,31 € et évolue donc à 13 504 972.31 €HT, soit 16 205 966.78 €TTC, dont 6 736 413,37 € de subventions (DPV 2022, ANRU).
L'augmentation du budget s'explique par :

- augmentation forte (au-delà des indices BT) du coût des matériaux,
- terrassements et fondations spéciales supplémentaires,
- augmentation des lots serrureries (garde-corps, escalier).

Pour le Groupe scolaire 2 Camus :
Le coût global prévisionnel de l'opération, honoraires compris, augmente de 3 084 341,63 € et évolue donc à 11 928 163.10 €HT, soit 14 313 795.72 €TTC, dont 6 095 356,42 € prévisionnels de subventions (DPV 2023, ANRU).

L'augmentation du budget s'explique par :

- augmentation forte (au-delà des indices BT) du coût des matériaux,
- impact de l'étude de sol (fondations et infiltrations) et du diagnostic amiante avant travaux,
- modifications de programme : Augmentation des besoins en eau chaude du programme et création d'une surface complémentaire de cour maternelle,
- augmentation des lots serrureries (garde-corps, escalier).

Pour le Groupe scolaire 3 Matisse :
Le coût global prévisionnel de l'opération, honoraires compris, augmente de 3 072 356,71 € et évolue donc à 13 382 182.34 €HT, soit 16 058 618.81 €TTC, hors subventions à solliciter.

L'augmentation du budget s'explique par :

- actualisation de l'estimatif du budget travaux du fait de l'augmentation forte (au-delà des indices BT) du coût des matériaux dans l'estimatif du coût des travaux.

Pour les Travaux annexes :
Le coût global prévisionnel des travaux annexes, honoraires compris, reste inchangé et estimé à 1 321 076,15 €HT, soit 1 585 291,38€ TTC.

Une subvention DPV 2023, d'un montant prévisionnel de 781 729, 58 €, va être sollicitée, pour contribuer au financement des travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Peupliers, Camus et Matisse.

Le coût prévisionnel de l'ensemble des travaux pour les trois groupes scolaires, évolue provisoirement de 30 388 359,15 € HT à 40 136 393.91 € HT, soit une augmentation de 9 748 034 € HT.

Le présent avenant n°3 au contrat de mandat a donc pour objet d'actualiser en conséquence les budgets des opérations des trois groupes scolaires.

Les crédits nécessaires à l'actualisation du coût prévisionnel sont identifiés spécifiquement dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements 2020-2027 :
Autorisation de Programme F004 : NPNRU
Chapitre 23 – Article 238 – Fonction 201
Service gestionnaire et utilisateur : 221
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 1 – LC 31044
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 2 – LC 31045
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 3 – LC 34939
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX TRAVAUX ANNEXES – LC 34937

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,

- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer l'avenant n°3 au mandat ainsi que tous les actes nécessaires.

PJ :
- Projet d'avenant n°3 au contrat de mandat public
- Avenant n°2 au contrat de mandat public

AVENANT N° 3 AU MANDAT PUBLIC
Mulhouse Coteaux
Réalisation de trois groupes scolaires et périscolaires

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Ville de Mulhouse
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 MULHOUSE Cedex 9
SIRET : SIRET : 216 802 249 00013

Signataire du mandat : Mme le Maire de la Ville de Mulhouse par délibération du conseil municipal du 19 novembre 2020

B - Identification du titulaire du mandat.

SOCIETE
CITIVIA SPL
24, rue Carl Hack - 68100 MULHOUSE

C - Objet du mandat.

Mandat à CITIVIA SPL dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 29 décembre 2020.

D - Objet de l'avenant.

Par délibération du 19 novembre 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse a décidé de l'engagement des études et de travaux nécessaires à la construction des 3 nouveaux groupes scolaires dans le quartier des Coteaux (Peupliers, Camus et Matisse). Pour mener à bien ces opérations, la ville de Mulhouse, sur la base d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Mulhouse et m2A, a donné mandat à CITIVIA SPL dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 29 décembre 2020.

L'évolution des études au stade avant-projet sommaire (APS) pour les 2 premiers groupes scolaires Peupliers et Camus avait confirmé la nécessité d'anticiper un certain nombre de travaux annexes d'aménagement prévus initialement dans le cadre de la restructuration globale du projet urbain, afin de permettre leur mise en œuvre pour permettre le démarrage des travaux en octobre 2022 et une livraison en septembre 2024.

L'avenant n°1 avait pour objet de modifier les clauses du contrat de mandat en intégrant des travaux annexes.

La poursuite des études et consultations effectuées ont pour impact de modifier le programme et le budget prévisionnel des travaux annexes.
L'avenant n°2 avait pour objet de prendre en compte les modifications financières et programmatiques pour les travaux annexes.

Les consultations pour les marchés de travaux des Groupes Scolaires 1 (site Peupliers) et 2 (Camus) étant quasi achevées, les budgets ont dû être réévalués depuis l'APD (Avant-Projet Définitif). De même sur le Groupe Scolaire 3 (site Matisse), le marché de maîtrise d'œuvre ayant été notifié suite à la procédure de concours, le budget travaux a été actualisé.

Le présent avenant n°3 au contrat de mandat a donc pour but de prendre en compte les modifications financières pour les trois Groupes Scolaires présentées le 2 mars 2022 (présentation dossiers APD des GS 1 et 2) et les dernières modifications suite aux consultations.

Pour rappel, les contrats passés en quasi-régie en application des articles L2511-1, L2511-2 et L2511-3 du Code de la commande publique ne sont pas soumis aux autres dispositions dudit Code en dehors de celles du Titre II auxquelles les articles précités renvoient explicitement. Les articles relatifs à la modification des marchés relevant du chapitre IV du Titre IX, les fondements juridiques qu'ils évoquent ne trouvent donc pas à s'appliquer dans le cadre du présent avenant.

- **ARTICLE 1 : Budget des Groupes Scolaires**

Les budgets des opérations sont modifiés comme suit selon annexe :

- Groupe scolaire 1 Peupliers :

Le coût global prévisionnel de l'opération, honoraires compris, est de 13 504 972.31 €HT, soit 16 205 966.78 €TTC K€HT.
L'augmentation du budget s'explique par :
- Augmentation forte (au-delà des indices BT) du coût des matériaux.
- Terrassements et fondations spéciales supplémentaires
- Augmentation des lots serrureries (garde-corps, escalier)

- Groupe scolaire 2 Camus :

Le coût global prévisionnel de l'opération, honoraires compris, est de 11 928 163.10 €HT, soit 14 313 795.72 €TTC K€HT.
L'augmentation du budget s'explique par :
- Augmentation forte (au-delà des indices BT) du coût des matériaux.
- Impact de l'étude de sol (fondations et infiltrations) et du diagnostic amiante avant travaux
- Modifications de programme : Augmentation des besoins en eau chaude du programme et création d'une surface complémentaire de cour maternelle
- Augmentation des lots serrureries (garde-corps, escalier)

- Groupe scolaire 3 Matisse :

Le coût global prévisionnel de l'opération, honoraires compris, est de 13 382 182.34 €HT, soit 16 058 618.81 €TTC K€HT.
L'augmentation du budget s'explique par :
- Actualisation de l'estimatif du budget travaux du fait de l'augmentation forte (au-delà des indices BT) du coût des matériaux dans l'estimatif du coût des travaux

- Travaux annexes :

Le coût global prévisionnel des travaux annexes, honoraires compris, reste inchangé et estimé à 1 585.29 K€TTC, soit 1 321.08 K€HT.

- **ARTICLE 2 : Durée**

La durée reste inchangée.

- **ARTICLE 3 : Nouvelle enveloppe financière de l'opération**

Le 1er alinéa de l'article 13 de la convention initiale est modifié comme suit :

Ville de Mulhouse
Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour le compte du Mandant est provisoirement évalué à 40 136 393.91 € hors taxes ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire pour la réalisation de l'ouvrage.

Ce montant est décomposé comme suit :
- Budget Groupes scolaires : 38 815 317.76€ HT
- Budget travaux annexes : 1 321 076.15 € HT

- **ARTICLE 4 : Rémunération du mandataire**

L'article 14.1 de la convention initiale est inchangé.

Toutes les autres dispositions du contrat non contredites par le présent avenant demeurent inchangées.

- **ARTICLE 5 : Incidence de l'avenant la durée du marché et/ou délais d'exécution**

5.1 Incidence de l'avenant sur la durée du marché

Le présent avenant a une incidence sur la durée du marché :

☒ NON ☐ OUI

5.2 Incidence de l'avenant sur les délais d'exécution

Le présent avenant a une incidence sur les délais d'exécution :

☒ NON ☐ OUI

- **ARTICLE 6 – Incidence financière de l'avenant**

Le présent avenant a une incidence financière :

☒ NON ☐ OUI

- **ARTICLE 7 – Dispositions particulières**

Les parties renoncent à tout recours contentieux ou précontentieux et à toute demande indemnitaire concernant l'objet du présent avenant. Les parties renoncent à toute réserve, réclamation ou demande d'indemnités dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Les clauses du marché non visées par le présent avenant demeurent inchangées.

POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS Direction Education	Avenant n°3	PLAN ECOLE – CONSTRUCTION DE TROIS GROUPES SCOLAIRES AUX COTEAUX – ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature & cachet
Madame Agnès PEREZ **Directrice générale**	**A ……,** **Le ……**	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Mulhouse, le ……

Le Maire,

Michèle LUTZ

POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS Direction Education	Avenant n°3	PLAN ECOLE – CONSTRUCTION DE TROIS GROUPES SCOLAIRES AUX COTEAUX – ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché.

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
Direction Education

Avenant n°3

PLAN ECOLE – CONSTRUCTION DE TROIS GROUPES SCOLAIRES AUX COTEAUX – ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

ANNEXE : Budgets 3 Groupes Scolaires

	DEPENSES HT	GS1 - Peupliers Bilan Mandat initial Euros HT	GS1 - Peupliers Bilan AO fév 23 € HT	GS2 - Camus Bilan Mandat initial Euros HT	GS2 - Camus Bilan AO fév 23 € HT	GS3 - Matisse Bilan Mandat initial Euros HT	GS3 - Matisse Bilan actualisé fév 23 € HT	TOTAL mandat initial €HT	TOTAL bilan AO fév 23 €HT
	SDP Neuf								
	SDP Réhabilitée								
	Espaces extérieurs								
	SDP à démolir								
1	HONORAIRES								
	Programmiste	11 586,00	11 586,00	11 586,00	11 586,00	11 586,00	11 586,00	34 758,00	34 758,00
	Concours indemnisation	75 133,00	50 000,00	65 983,95	44 000,00	78 139,70	52 000,00	219 256,65	146 000,00
	Maitrise d'œuvre bâtiment cis EXE/SSI	901 601,00	1 227 369,73	791 807,40	979 080,00	937 676,40	1 409 253,09	2 631 084,80	3 615 702,82
	OPC	75 133,00	65 000,00	65 983,95	63 189,00	78 139,70	90 000,00	219 256,65	218 189,00
	Contrôle technique	52 593,00	29 380,00	46 188,77	29 380,00	54 697,79	29 240,00	153 479,56	88 000,00
	Contrôle sécurité	52 593,00	12 375,00	46 188,77	12 735,00	54 697,79	14 085,00	153 479,56	39 195,00
	Divers etudes et expertises	37 567,00	53 074,05	32 991,98	45 000,00	39 069,85	56 675,00	109 628,83	154 749,05
	Révisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL HONORAIRES	**1 206 206,00**	**1 448 784,78**	**1 060 730,82**	**1 184 970,00**	**1 254 007,23**	**1 662 839,09**	**3 520 944,05**	**4 296 593,87**
3	TRAVAUX								
31	**Branchements**	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	75 000,00	75 000,00
33	**Travaux**	**7 488 344,00**	**10 614 809,49**	**6 573 395,00**	**9 372 234,27**	**7 788 970,00**	**10 000 000,00**	**21 850 709,00**	29 987 043,76
	Travaux de bâtiment	7 093 344,00	10 309 838,49	6 178 395,00	9 072 576,27	7 393 970,00	9 610 000,00	20 665 709,00	28 992 414,76
	Installation chantier	206 602,00	0,00	179 953,00			0,00	386 555,00	0,00
	Curage - démolition - désamiantage	0,00	0,00	80 500,00	0,00	291 870,00	0,00	372 370,00	0,00
	Travaux neufs	6 629 742,00	9 643 506,36	4 656 342,00	8 449 936,89	6 629 742,00	9 352 999,00	17 915 826,00	27 446 442,25
	Travaux de réhabilitation	0,00	0,00	991 600,00	0,00	0,00	0,00	991 600,00	0,00
	Aménagements extérieurs	257 000,00	666 332,13	270 000,00	622 639,38	257 000,00	257 001,00	784 000,00	1 545 972,51
	Travaux autres (préau, ascenseur, ITE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements	395 000,00	304 971,00	395 000,00	299 658,00	395 000,00	390 000,00	1 185 000,00	994 629,00
	Mobilier	255 000,00	267 383,00	255 000,00	271 500,00	255 000,00	250 000,00	765 000,00	788 883,00
	Equipements office	60 000,00	37 588,00	60 000,00	28 158,00	60 000,00	60 000,00	180 000,00	125 746,00
	Jeux extérieurs, sols souples	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00	240 000,00	80 000,00
	actualisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	divers	0,00	0,00	0,00	0,00	312 558,80	0,00	312 558,80	0,00
	marge de tolérance Moe (4%)	300 534,00	220 000,00	395 904,00	190 000,00	0,00	400 000,00	696 438,00	810 000,00
									0,00
	TOTAL TRAVAUX	**7 813 878,00**	**10 859 809,49**	**6 994 299,00**	**9 587 234,27**	**8 126 528,80**	**10 425 000,00**	**22 934 705,80**	**30 872 043,76**
5	REMUNERATION								
57	Honoraires de mandat	292 483,00	292 483,00	260 920,00	260 920,00	304 172,00	304 172,00	857 575,00	857 575,00
	révisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL REMUNERATION	**292 483,00**	**292 483,00**	**260 920,00**	**260 920,00**	**304 172,00**	**304 172,00**	**857 575,00**	**857 575,00**
7	CHARGES DE GESTION								
71	Assurances (DO, TRC, CNR)	75 133,00	93 671,11	65 984,00	89 647,93	78 139,70	95 000,00	219 256,70	278 319,04
71	Divers (tirages, pub , ...)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Frais techniques opérations autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	aléas (3% GS1 et GS3 / 4% GS2)	375 668,00	318 444,28	329 919,75	374 889,37	390 698,50	300 000,00	1 096 286,25	993 333,66
	aléas révisions (4%)	150 268,00	491 779,65	131 967,90	430 501,53	156 279,40	595 171,25	438 515,30	1 517 452,44
	TOTAL CHARGES DE GESTION	**601 069,00**	**903 895,05**	**527 871,65**	**895 038,83**	**625 117,60**	**990 171,25**	**1 754 058,25**	**2 789 105,13**
	TOTAL DEPENSES HT	**9 913 636,00**	**13 504 972,31**	**8 843 821,47**	**11 928 163,10**	**10 309 825,63**	**13 382 182,34**	**29 067 283,10**	**38 815 317,76**
	TVA 20% (sur assiette hors assurances)	**1 982 727,20**	**2 700 994,46**	**1 768 764,29**	**2 385 632,62**	**2 061 965,13**	**2 676 436,47**	**5 813 456,62**	**7 763 063,55**
	TOTAL TTC	**11 896 363,20**	**16 205 966,78**	**10 612 585,76**	**14 313 795,72**	**12 371 790,76**	**16 058 618,81**	**34 880 739,72**	**46 578 381,31**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-216802249-20230413-877DELIB2023-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/04/2023
Publication : 18/04/2023
CERTIFIE CONFORME acte exécutoire le 18-04-2023

Extrait des délibérations du Conseil Municipal
Séance du 13 avril 2023
33 conseillers présents (48 en exercice / 16 procurations)

PLAN ECOLE – CONSTRUCTION DE TROIS GROUPES SCOLAIRES AUX COTEAUX – TRAVAUX ANNEXES : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE (222/1.3.5/877)

Par délibération du conseil Municipal du 07 avril 2022, il a été confié à CITIVIA SPL la prise en charge de travaux annexes dans le cadre d'un avenant n°1 à son mandat en cours de maitrise d'ouvrage déléguée pour la construction des 3 nouveaux groupes scolaires dans le quartier des Coteaux.

L'anticipation de ces travaux annexes d'aménagement, prévus initialement dans le cadre du projet urbain, a été rendue nécessaire pour permettre le fonctionnement des établissements scolaires dans l'intervalle de la réalisation du projet urbain.

Cela concerne :

- pour le Groupe scolaire 1 (site Peupliers) : le dévoiement du réseau de chaleur traversant la parcelle et la création d'une voirie d'accès arrière,
- pour le Groupe scolaire 2 (site Camus) : la démolition du bâtiment logement existant empiétant sur l'emprise de la parcelle et la création d'une desserte technique d'accès arrière,
- pour le Groupe scolaire 3 (site Matisse) : la création d'une voirie nouvelle de desserte.

L'ensemble de ces travaux était estimé initialement à 900 K€ TTC

Les deux premières phases de travaux, (dévoiement du réseau de chaleur et démolition du bâtiment logement) ont été réalisées.

Le coût du dévoiement du réseau de chaleur sur le site du groupe scolaire 1, estimé à 600 K€ a été de 945 K€.
Le coût de la démolition du bâtiment logement sur le site du groupe scolaire 2, estimé à 150 K€ a été de 139 K€.

Par ailleurs, l'instruction du Permis de construire du Groupe scolaire 2 Camus, a été assujetti de deux prescriptions non prévues :

- réalisation d'un accès complémentaire permettant de relier le site à la rue Jules Verne afin de faciliter la desserte des engins de secours et de propreté,

En conséquence, le montant préalablement estimé de 40 K€ pour la création d'une desserte technique arrière sur le site Camus est porté à 135 K€

- travaux de protection du réseau existant GRT GAZ rue Jules Verne sur une longueur de 45 ml en face du futur groupe scolaire 2 pour un coût estimé à 287,5 K€

La création d'une voirie d'accès arrière sur le site du groupe scolaire 1 reste estimée à 40 K€

La voirie provisoire de desserte pour le groupe scolaire 3 site Matisse, estimé à 70 K€ est actualisée à 38,8 K€

Les éléments décrits ont pour impact de modifier le programme et le budget prévisionnel des travaux annexes.
Le présent avenant n°2 au contrat de mandat a donc pour but de prendre en compte ces modifications.

Afin d'assurer la cohérence des travaux et d'efficience dans la conduite de ces travaux annexes, il est proposé de donner mandat à CITIVIA SPL le soin de faire réaliser ces ouvrages au nom et pour le compte de la Ville de Mulhouse et de lui conférer le pouvoir de représenter la Ville de Mulhouse pour l'accomplissement des actes juridiques relevant du Maitre d'ouvrage, dans le cadre d'un avenant n°2 au mandat en cours.

Le coût prévisionnel de l'ensemble des travaux annexes, honoraires compris, est estimé à 1,585 M€ TTC, dont 0,864 M€ ont été réalisés en 2022.

Les crédits nécessaires à finaliser l'exécution de ces travaux annexes, soit 0,721 M€, sont identifiés spécifiquement dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements et seront proposés aux budgets primitifs des exercices 2023 à 2025.
Chapitre 23 – Article 238 – Fonction 201
Service gestionnaire et utilisateur : 221
Ligne de crédit 34937 : GROUPES SCOLAIRES COTEAUX - TRAVAUX ANNEXES

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer l'avenant n°2 au mandat ainsi que tous les actes nécessaires.

PJ : Projet d'avenant n°2 au contrat de mandat public

Ne prennent pas part au vote : Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE et Mme EL HAJJAJI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le secrétaire de séance — Mme le Maire

Jean-Luc HUMBERT — Michèle LUTZ

AVENANT N° 2 AU MANDAT PUBLIC
Mulhouse Coteaux
Réalisation de trois groupes scolaires et périscolaires

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Ville de Mulhouse
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 MULHOUSE Cedex 9
SIRET : SIRET : 216 802 249 00013

Signataire du mandat : Mme le Maire de la Ville de Mulhouse par délibération du conseil municipal du 19 novembre 2020

B - Identification du titulaire du mandat.

SOCIETE
CITIVIA SPL
24, rue Carl Hack - 68100 MULHOUSE

C - Objet du mandat.

Mandat à CITIVIA SPL dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 29 décembre 2020.

D - Objet de l'avenant.

Par délibération du 19 novembre 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse a décidé de l'engagement des études et de travaux nécessaires à la construction des 3 nouveaux groupes scolaires dans le quartier des Coteaux (Peupliers, Camus et Matisse). Pour mener à bien ces opérations, la ville de Mulhouse, sur la base d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Mulhouse et m2A, a donné mandat à CITIVIA SPL dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 29 décembre 2020.

L'évolution des études au stade avant-projet sommaire (APS) pour les 2 premiers groupes scolaires Peupliers et Camus avait confirmé la nécessité d'anticiper un certain nombre de travaux annexes d'aménagement prévus initialement dans le cadre de la restructuration globale du projet urbain, afin de permettre leur mise en œuvre pour permettre le démarrage des travaux en octobre 2022 et une livraison en septembre 2024.

Le précédent avenant n°1 avait pour objet de modifier les clauses du contrat de mandat en intégrant des travaux annexes.

La poursuite des études et consultations effectuées ont pour impact de modifier le programme et le budget prévisionnel des travaux annexes.

Le présent avenant n°2 au contrat de mandat a donc pour but de prendre en compte les modifications financières et programmatiques pour les travaux annexes.

Pour rappel, les contrats passés en quasi-régie en application des articles L2511-1, L2511-2 et L2511-3 du Code de la commande publique ne sont pas soumis aux autres dispositions dudit Code en dehors de celles du Titre II

auxquelles les articles précités renvoient explicitement. Les articles relatifs à la modification des marchés relevant du chapitre IV du Titre IX, les fondements juridiques qu'ils évoquent ne trouvent donc pas à s'appliquer dans le cadre du présent avenant.

- **ARTICLE 1 : Programme des travaux annexes**

Le programme des travaux annexes présentés dans l'avenant 1 est modifié comme suit :

- Groupe scolaire 1 Peupliers :
  - Dévoiement du réseau de chaleur traversant la parcelle, coût estimé : 945.03 K€TTC / 787.53 K€HT
    Mise en œuvre effective pour octobre 2022
  - Création d'une voirie d'accès arrière, coût estimé : 40 K€TTC / 33.33 K€HT
    Mise en œuvre effective pour février 2024

- Groupe scolaire 2 Camus :
  - Démolition du bâtiment logement existant empiétant sur l'emprise de la parcelle scolaire définie dans le projet urbain et dévoiement de réseaux, coût estimé : 138.95 K€TTC / 115.79 K€HT
    Mise en œuvre effective pour décembre 2022
  - Création d'une desserte technique d'accès arrière, coût estimé : 135.02 K€TTC / 112.51 K€HT
    Mise en œuvre effective pour décembre 2023
  - Protection du réseau GRTGaz (dalles Pehd), coût estimé : 287.52 K€TTC / 239.60 K€HT
    Mise en œuvre effective pour juillet 2024

- Groupe scolaire 3 Matisse :
  - Voirie provisoire de desserte : 38.78 K€TTC / 32.31 K€HT
    Mise en œuvre effective pour septembre 2026

Le coût global prévisionnel de ces travaux annexes, honoraires compris, est estimé à 1 585.29 K€TTC, soit 1 321.08 K€HT.

- **ARTICLE 2 : Durée**

Le 4ème alinéa de l'article 3.2 de la convention initiale est modifié comme suit :

Pour l'appréciation de ce terme, il est précisé que la réception des travaux est prévue :
- au 3ème trimestre 2024 pour l'école des Peupliers
- au 3ème trimestre 2024 pour l'école Albert CAMUS
- au 3ème trimestre 2026 pour l'école Henri MATISSE
- Selon échéancier suivant pour les travaux annexes :
- ✓ Groupe scolaire 1 Peupliers :
  - Dévoiement du réseau de chaleur traversant la parcelle : mise en œuvre effective pour octobre 2022
  - Création d'une voirie d'accès arrière : mise en œuvre effective pour février 2024
- ✓ Groupe scolaire 2 Camus :
  - Démolition du bâtiment logement existant empiétant sur l'emprise de la parcelle scolaire définie dans le projet urbain et dévoiement des réseaux : mise en œuvre effective pour décembre 2022
  - Création d'une desserte technique d'accès arrière : mise en œuvre effective pour décembre 2023
  - Protection du réseau GRTGaz (dalles Pehd) : Mise en œuvre effective pour juillet 2024
- ✓ Groupe scolaire 3 Matisse :
  - Voirie nouvelle de desserte : mise en œuvre effective pour septembre 2026

sans que le Mandataire puisse être tenu responsable des retards qui n'auraient pas pour cause sa faute personnelle et caractérisée.

Après l'expiration de sa mission, le Mandataire aura encore qualité pour, le cas échéant :
- liquider les marchés et notifier les DGD,
- faire signer à la Collectivité l'avenant de transfert de la police dommage ouvrage, ce à quoi celle-ci s'oblige

Il remettra à la fin de ses missions l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

- **ARTICLE 3 : Nouvelle enveloppe financière de l'opération**

Le 1er alinéa de l'article 13 de la convention initiale est modifié comme suit :

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour le compte du Mandant est provisoirement évalué à 30 388 359.15 € hors taxes ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire pour la réalisation de l'ouvrage.

Ce montant est décomposé comme suit :
- Budget Groupes scolaires : 29 067 283.00 € HT
- Budget travaux annexes : 1 321 076.15 € HT

- **ARTICLE 4 : Rémunération du mandataire**

L'article 14.1 de la convention initiale est modifié comme suit :

Sur la base d'un taux de 3,04% du cout d'opération, le montant de la rémunération forfaitaire totale pour les 3 écoles telle qu'elle résulte de la décomposition de l'état des prix forfaitaires est de :
Montant HT : 857 575 €
TVA au taux de 20 % Montant : 171 515 €
Montant TTC : 1 029 090 €

Cette rémunération fait l'objet d'acomptes majorés de la TVA aux échéances indiquées dans le planning des opérations joint en annexe 4.

La rémunération pour les travaux annexes fait l'objet de la rémunération forfaitaire supplémentaire actualisée suivante :
Montant HT : 37 695.28 €
TVA au taux de 20 % Montant : 7 539.06 €
Montant TTC : 45 234.34 €

Cette rémunération supplémentaire actualisée sur travaux annexes sera décomposée et fera l'objet d'un paiement total à réception de chaque phase de travaux selon échéancier joint en annexe suivant TVA en sus.

L'avenant n°2 a donc pour objet d'augmenter la rémunération du mandataire d'un montant de 8 000 €HT supplémentaire à celle établie dans l'avenant n°1, pour une nouvelle rémunération forfaitaire supplémentaire établie à 37 695,28 € HT, soit 45 234,34 € TTC.

Toutes les autres dispositions du contrat non contredites par le présent avenant demeurent inchangées.

- **ARTICLE 5 : Incidence de l'avenant la durée du marché et/ou délais d'exécution**

5.1 Incidence de l'avenant sur la durée du marché

Le présent avenant a une incidence sur la durée du marché :

☒ NON ☐ OUI

5.2 Incidence de l'avenant sur les délais d'exécution

Le présent avenant a une incidence sur les délais d'exécution :

☐ NON ☒ OUI

(Tel que précisé ci-dessus, en surlignage grisé)

- **ARTICLE 6 – Incidence financière de l'avenant**

Le présent avenant a une incidence financière :

☐ NON ☒ OUI

Si Oui,

■ Récapitulatif

Nature de l'acte	Date de l'acte	Montant €HT
Marché initial	29/12/2020	857 575.00 €
Avenant 1	09/06/2022	29 695.28 €
Avenant 2	Présent acte	8 000.00 €
Montant total des avenants		**37 695.28 € HT**
Nouveau montant total du marché		**895 270.28 € HT**
Soit une incidence financière		**4.40 %**

- **ARTICLE 7 – Dispositions particulières**

Les parties renoncent à tout recours contentieux ou précontentieux et à toute demande indemnitaire concernant l'objet du présent avenant. Les parties renoncent à toute réserve, réclamation ou demande d'indemnités dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Les clauses du marché non visées par le présent avenant demeurent inchangées.

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature & cachet
Madame Agnès PEREZ **Directrice générale**	**A** ……, **Le** ……	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Mulhouse, le ……

Le Maire,

Michèle LUTZ

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché.

■ **En cas de remise contre récépissé :**
Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ……, le ……

Signature du titulaire,

Ville de Mulhouse

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

GROUPES SCOLAIRES QUARTIER DES COTEAUX
TRAVAUX ANNEXES

	2022				2023				2024				2025				2026			
	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4
TRAVAUX ANNEXES																				
Groupe Scolaire 1 - Peupliers																				
Dévoiement reseau chaleur																				
voirie accès arrière																				
Groupe Scolaire 2 - Camus																				
Démolition bâtiment logement																				
Création desserte accès arrière																				
Protection réseau GRTGaz																				
Groupe Scolaire 3 - Matisse																				
Voirie de desserte																				
Ressources ETP (%)																				
Direction de projet																				
Responsable d'opération	20	20	20	20	21	21	21	21	1	1	8	4	8	4	4	7	6	3	4	4
Assistante opérationnelle																				
Responsable juridique																				
Assistante juridique																				
Gestion financière, contrôle financier																				
	2 275,50	6 826,50	7 167,83	7 167,83	113,78	1 479,08	1 820,40	1 862,27	1 365,30	2 047,95	562,73	-	910,20	455,10	910,20	455,10	910,20	455,10	910,20	-
Jours	3,08	9,23	9,69	9,69	0,15	2,00	2,46	2,52	1,85	2,77	0,76	-	1,23	0,62	1,23	0,62	1,23	0,62	1,23	-
Prix total 37 695,28			23 437,65				5 275,51				3 976,02				2 730,60				2 275,50	
TVA 20% 7 539,06																				
Prix total TTC 45 234,35																				

Pour : 36+ 7 procurations
Groupe majoritaire : 26+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Ne prennent pas part au vote :
Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI et M. NICOLAS

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

39° CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE « PEUPLIERS » DANS LE QUARTIER DES COTEAUX A MULHOUSE : TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ET MISE A JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT (22/1.3.2/913)

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Coteaux « Coteaux 2035 » de la Ville de Mulhouse, validé lors du Comité d'engagement de l'ANRU du 17 juillet 2019, la deuxième phase du Plan Ecole prévoit la construction de trois nouveaux groupes scolaires et périscolaires :

- site « Peupliers », au nord de l'actuelle école Pergaud,
- site « Camus », sur le site de l'ancienne école Camus, avec le principe d'une réhabilitation de l'un des anciens bâtiments de l'école élémentaire,
- site « Matisse », sur l'emprise de l'école actuelle Matisse, qui sera préalablement démolie.

Par une délibération du Conseil municipal en date du 19 novembre 2020, la Ville de Mulhouse a approuvé ces opérations et leur plan de financement, ainsi que le transfert de la maitrise d'ouvrage des périscolaires à la Ville de Mulhouse.

Le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage initial regroupait les 3 sites sans distinguer les montants ni leur répartition. S'agissant d'une opération tiroir, les niveaux d'avancement des projets sont différents et chaque site nécessite d'avoir une convention qui lui est propre. Par ailleurs, le montant prévisionnel de la participation de m2A est à préciser et mettre à jour par projet.

Pour le site de « Peupliers » :

- le montant global de l'opération (valeur mars 2023) est de 13 504 972 € HT,
- la participation de m2A est estimée à 2 795 708 € net.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération mis à jour est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions à percevoir par la Ville	
					Dédiées à la Ville	À déduire de la participation m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Peupliers	13 504 972	16 205 967	2 795 708	10 709 264	**DPV : 2 857 835,70** **ANRU : 3 878 578,00**	**ANRU : 1 012 522,45** **CEA : 419 356,20** **DSIL : 783 973**

Une subvention DPV 2023, d'un montant prévisionnel de 781 729, 58 €, va également être sollicitée, pour contribuer au financement des travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Peupliers, Camus et Matisse.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des surfaces réelles, des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Les subventions de la CEA, de l'Etat (DSIL) et de l'ANRU perçues directement par la Ville et relatives au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

Les crédits nécessaires sont identifiés spécifiquement dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements 2020-2027 :
Autorisation de Programme F004 : NPNRU
Chapitre 23 – Article 238 – Fonction 201
Service gestionnaire et utilisateur : 221
Ligne de crédit 31044 : GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 1

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le plan de financement mis à jour,
- approuve le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage et toute pièce nécessaire à son exécution.

PJ : projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage

Pôle Ressources Education et Sports
Direction Education
Direction Enfance et Famille
234 - EP

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE – SITE PEUPLIERS - MULHOUSE

Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par Michèle LUTZ en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023
Ci-après dénommée « La Ville »

d'une part,

et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par Josiane MEHLEN, Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, dûment habilitée par délibération du Bureau du 3 juillet 2023
Ci-après dénommée « m2A »

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Coteaux « Coteaux 2035 » de la Ville de Mulhouse, validé lors du Comité d'engagement de l'ANRU du 17 juillet 2019, la deuxième phase du plan Ecole prévoit la construction de trois nouveaux groupes scolaires.

Cette recomposition complète du paysage scolaire sur le quartier va permettre d'améliorer les conditions et capacités d'accueil du secteur et de répondre aux attentes des équipes éducatives et des parents d'élèves exprimées depuis plusieurs années.

L'offre scolaire du quartier Coteaux actuel se décline sur 3 écoles maternelles et 2 écoles élémentaires dont le patrimoine bâti présente un état de vétusté avancé et une inadaptation fonctionnelle figée sur une conception obsolète au regard des pédagogies actuelles.

Le projet propose :
- une meilleure répartition géographique de l'offre scolaire et périscolaire sur le quartier dans des structures adaptées,
- une meilleure répartition des effectifs avec un dimensionnement plus réduit,
- une structuration en groupes scolaires afin d'assurer une continuité éducative de la maternelle à la fin du cycle primaire.

L'opération comprend la réalisation de trois périscolaires dans 3 groupes scolaires :
- Site « Peupliers » (au nord de l'actuelle école Pergaud),
- Site « Camus », sur le site de l'ancienne école Camus, avec le principe d'une réhabilitation de l'un des anciens bâtiments de l'école élémentaire,
- Site « Matisse », sur l'emprise de l'école actuelle Matisse, qui sera préalablement démolie.

Il est envisagé un taux de prix en charge périscolaire minimal de 30% des effectifs scolaires.
Pour chaque structure périscolaire, le programme est le suivant :
- Espace de restauration pour 50 maternels et 84 élémentaires en deux services (160 m² environ) et 5 salles d'activités de 40 m²
- Espaces sanitaires, accueil, bureau, vestiaires, office, vestiaires personnel, local déchet et locaux d'entretien
- Equipement de l'office.

En termes de phasage, il s'agit d'une opération « tiroir » pour laquelle plusieurs points de vigilance sont à prendre en compte pour tenir le planning opérationnel avec une livraison des groupes scolaires 1 et 2 en septembre 2024 et une livraison du groupe scolaire 3 en septembre 2026.

La présente convention a pour objet la réalisation de la troisième phase du dispositif :
Création d'un groupe scolaire et périscolaire – site Peupliers – à Mulhouse

Aussi, en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique, les parties ont décidé de conclure une convention de co-maîtrise d'ouvrage.
Cette dernière a pour objet de désigner la Ville de Mulhouse comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération. La présente convention précise en outre les modalités et conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixe les termes.

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage de l'opération relative à la construction d'un groupe scolaire et périscolaire – site Peupliers – à Mulhouse.

Ainsi, la présente convention définit :

- la nature et des conditions de réalisation des aménagements sur lesquels portera l'opération,
- les attributions des parties en matière de maîtrises d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre,
- les modalités de financement de l'opération,
- la remise de l'ouvrage en fin d'opération,
- la gestion ultérieure des aménagements réalisés.

En application des dispositions de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, les parties conviennent de confier la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération à la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 2- PROGRAMME ET SUIVI DE L'OPERATION

Le projet a pour objet la construction d'un bâtiment sur un terrain appartenant à la ville de Mulhouse. Les nouveaux locaux seront composés :

- D'une partie périscolaire pour un taux de prise en charge de 30% des élèves fréquentant le groupe scolaire et comprenant :
  - Espace de restauration pour 50 maternels et 84 élémentaires en deux services (160 m² environ) et 5 salles d'activités de 40 m²
  - Espaces sanitaires, accueil, bureau, vestiaires, office, vestiaires personnel, local déchet et locaux d'entretien
  - Equipement de l'office.

Surface utile périscolaire : 555 m² soit 765 m² de surface dans œuvre correspondant à 21,57% de la surface totale

- D'une partie scolaire, constituée :
  Programme type / Groupe scolaire pour un effectif de 160 maternels et 270 élémentaires
  - 8 classes maternels + 1 classe passerelle
  - 14 classes élémentaires dont 8 à 12 élèves
  - Espaces sanitaires, accueil, bureaux, espace parents, salle de motricité, salles de sieste, BCD, classe RASED, locaux techniques et d'entretien.

Surface utile totale scolaire : 2 395 m² soit 2 781 m² de surface dans œuvre.

En cas de nécessaire décision pouvant entraîner la modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage unique en informera au préalable m2A.
De même le maître d'ouvrage unique alertera m2A au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient modifier le programme de l'opération ainsi que les prévisions financières faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière pourrait être proposée à m2A notamment aux stades suivants :
- approbation des avant-projets,
- signature des marchés après consultation,
- les avenants éventuels aux marchés.

ARTICLE 3 – MISSIONS DES PARTIES

3-1 Les missions de la Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse, en tant que maître d'ouvrage unique, s'engage à :

- inscrire le budget de l'ensemble de l'opération en dépense et en recettes, en particuliers frais de maîtrise d'ouvrage, frais de maîtrise d'œuvre, de fonctionnement et de travaux, frais pour compte de tiers,
- solliciter toute étude complémentaire nécessaire à l'ensemble de l'opération

- solliciter toute autorisation administrative, notamment dépôt du permis de construire, nécessaires à la réalisation du projet,
- procéder aux consultations d'opérateurs économiques pour l'opération en vue de désigner les entreprises de travaux et l'ensemble des prestataires nécessaires à l'accomplissement des études et des travaux,
- procéder aux consultations ou avoir recours aux accords cadres de la ville pour désigner un coordonnateur de sécurité et un contrôleur technique,
- associer les services de m2A aux commissions techniques ainsi qu'aux réunions techniques au fur et à mesure de l'avancement du projet, en particulier lors de la validation de l'avant projet sommaire (APS) et de l'avant projet définitif (APD) remis par le maître d'œuvre,
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'opération,
- s'assurer de la bonne exécution des marchés, conclure et signer les avenants éventuels aux marchés et procéder au paiement des entrepreneurs,
- assurer le suivi des travaux,
- procéder à la réception de l'ouvrage,
- procéder à la remise des ouvrages à m2A dans les conditions de l'article 8 de la présente convention,
- mettre en œuvre les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale,
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maître d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération conformément aux conditions énoncées à l'article 9 de la présente convention,
- et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Commission d'appel d'offres compétente est celle de la ville de Mulhouse.

En cas de modification substantielle du projet, la Ville de Mulhouse s'engage à soumettre ces modifications à l'accord préalable de m2A.

En cas d'avis défavorable, les parties se réuniront afin de parvenir à un accord.

m2A sera tenue informée par la Ville de Mulhouse du déroulement des travaux. A ce titre, la Ville de Mulhouse lui communique l'ensemble des comptes-rendus de chantier. Les représentants de m2A pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment dans le respect des conditions d'accès au chantier et du PGCSPS, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au maître d'ouvrage unique et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

3-2 Les missions de Mulhouse Alsace Agglomération

m2A s'engage à :
- inscrire les budgets correspondants à sa participation financière telle que définies à l'article 5 de la présente convention,
- Verser sa participation financière à la Ville sur la base des modalités de répartition précisées à l'article 5.3,
- Autoriser la Ville à assurer la conduite d'opération depuis l'identification du besoin jusqu'à la réception des ouvrages, ou à mandater la société publique locale CITIVIA,
- Etre en appui sur les domaines de compétence de m2A tout au long du processus,
- Participer aux étapes de sélection des entreprises.

ARTICLE 4 – DROIT DES PARTIES SUR LES LOCAUX PERISCOLAIRES

La Ville de Mulhouse sera propriétaire de l'ensemble de l'ouvrage objet de l'opération.

A l'issue de la réalisation des ouvrages, les locaux nécessaires aux activités périscolaires seront mis à disposition de m2A afin d'assurer les activités relevant de sa compétence.
Ainsi, m2A est titulaire d'un droit d'usage sur cette structure qui lui sera mise à disposition, à titre gratuit, dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Coût prévisionnel de l'opération

La Ville assurera la liquidation des dépenses de cette opération.

Elle ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage unique prévues à la présente convention.

L'enveloppe financière de l'opération globale prévisionnelle est de 13 504 972 € HT, soit 16 205 967 € TTC.

Cette enveloppe comprend notamment :
- les études techniques,
- le coût des travaux de construction et d'aménagement de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux, fournitures et prestations intellectuelles,
- les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération,
- le coût des assurances-construction, et toutes les polices donc le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité de la Ville,
- les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que la Ville aurait supportées et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde,
- l'aménagement en équipements techniques et mobiliers des locaux périscolaires, pour un montant estimé à 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

5.2 Financement de l'opération

La Ville de Mulhouse en qualité de Maitre d'ouvrage désigné assure le règlement des marchés conclus pour la construction des locaux périscolaires destinés aux enfants du groupe scolaire Peupliers.

La participation de m2A est calculée au prorata de la surface dans œuvre (SdO) affectée au périscolaire. Elle ne comprend pas les éventuels espaces communs type locaux techniques, cours, etc, qui ne sont pas consubstantiels à la réalisation d'un site périscolaire.

m2A versera à la Ville une somme s'élevant jusqu'à 2 795 708 HT, correspondant à la part de l'opération correspondant aux travaux liés aux locaux périscolaires, selon le détail joint en annexe à la présente convention.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des surfaces réelles, des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Subventions

La réalisation de ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention de la CAF de 300 000 €. La demande de subvention auprès de la CAF sera déposée et directement perçue par m2A.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera également d'un financement par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) et par l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et de l'ANRU. Les montants au titre des travaux périscolaires sont précisés dans le plan de financement ci-dessous.

Le plan prévisionnel de financement de l'opération est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions à percevoir par la Ville	
					Dédiées à la Ville	À déduire de la participation m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Peupliers	13 504 972	16 205 967	2 795 708	10 709 264	**DPV : 2 857 835,70 ANRU : 3 878 578,00**	**ANRU : 1 012 522,45 CEA : 419 356,20 DSIL : 783 973**

Soit un montant total de subventions périscolaires estimé à 2 515 851,65 €.

5.3 Modalités de versement

Les versements de m2A à la Ville de Mulhouse seront effectués, conformément aux règles de la comptabilité publique, sur demande écrite de la Ville, en fonction de l'avancement des travaux selon l'échéancier suivant :

- un premier versement de 30% à la notification des marchés de travaux,
- un second versement de 50%, à la réception de l'ouvrage (selon subventions obtenues),
- le solde lors de l'établissement du décompte de l'opération, lequel tenant compte du réajustement lié aux surfaces effectives, au coût réel des travaux et aux subventions relatifs à la création des locaux.

Le montant des versements pourra être révisé en fonction des subventions notifiées et perçues par la Ville de Mulhouse qui se déduiront de la participation m2A. La part des subventions de la CEA, de l'Etat et de l'ANRU perçues directement par la ville et relative au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

A noter, si le montant des versements effectués à la Ville de Mulhouse excède à terme le montant relatif à la participation de m2A déduction faite des subventions associées, un titre sera émis auprès de la Ville pour récupérer la somme en excédent.
La Ville assortira sa demande en vue du versement du solde d'un état des comptes de l'opération dûment certifié.
Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération.

La Ville préfinance la totalité de la TVA et récupère seule cette dernière par le biais du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

La Ville est seule responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation de l'opération.
Elle garantit m2A de tout recours lié à cette réalisation.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

La Ville fera mention du financement de m2A sur le chantier et dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

ARTICLE 8 - REMISE DES OUVRAGES ET EXPLOITATION

A la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage, ce dernier fera l'objet d'une réception et sera propriété du Maitre d'ouvrage désigné :

- la réception des ouvrages permet la mise à disposition à m2A des ouvrages réalisés. Un état des lieux sera établi et signé contradictoirement,

- à la fin de l'opération, la Ville remettra à m2A un bilan général avec notamment les décomptes généraux des marchés visés exacts par son comptable, ainsi que le dossier des ouvrages exécutés,

- m2A et la Ville peuvent solliciter à tout moment les justificatifs pour effectuer les contrôles administratifs et techniques qu'elle estime nécessaire au suivi de la réalisation de l'opération,

- en ce qui concerne l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage désigné :
  . la mission de la Ville prend fin par le *quitus* délivré par m2A ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées ci-dessous,
  . le *quitus* sera délivré à la demande de la Ville après l'exécution complète de ses missions et notamment la réception de l'ouvrage, la levée des réserves de réception, la transmission du bilan général, et après expiration des délais de garantie contractuels,
  . m2A doit notifier sa décision à la Ville dans le délai de trente jours suivant la réception de la demande, faute de quoi le *quitus* sera réputé délivré.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la Ville et certains de ses cocontractants, ou des tiers, au titre de l'opération, la Ville est tenue de remettre à m2A pour les travaux relevant de sa maitrise d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour qu'elle puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

En ce qui concerne les charges liées à l'exploitation de l'ouvrage, la Ville en assure le préfinancement. Une convention entre la Ville et m2A fixera les modalités de remboursement des charges liées au fonctionnement de l'accueil périscolaire par m2A à la Ville.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à l'issue des missions réalisées par la Ville dans le cadre de la présente convention soit :

- à l'expiration du délai de parfait achèvement,
- à la conclusion des litiges éventuels.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, cette partie peut être mise en demeure par l'autre partie d'exécuter l'obligation en cause par un courrier dûment notifié.
A défaut d'exécution de cette obligation dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier, les parties devront se concerter pour tenter de trouver une solution amiable mutuellement acceptable pour achever tout ou partie des travaux prévus dans le cadre de la présente convention. A défaut d'une telle solution sous un délai de deux mois après réception de la mise en demeure initiale, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, le financement de m2A sera limité aux travaux déjà réalisés et strictement nécessaires à la réalisation de l'accueil périscolaire, après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux déjà réalisés.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

ANNEXE :

- Bilan de l'opération phase DCE

Fait à Mulhouse, le …….. Fait en double exemplaire,

Pour la Ville
Le Maire

Michèle LUTZ

Pour m2A
La Vice-Présidente

Josiane MEHLEN

VILLE DE MULHOUSE
22 - DIRECTION EDUCATION
222 - MAITRISE D'OUVRAGE
CRA

PROJET COTEAUX
CONSTRUCTION DE 3 GROUPES SCOLAIRES

MAJ 18.04.23

BILAN OPERATION PHASE DCE

MAJ CT TX NEGO MOE GS3 01/02/23
MAJ BILAN AO 06.02.23
MAJ CONSULT BCT ET SPS GS3 20.03.23
MAJ TABLEAU DE SURFACES / BILAN CITIVIA 29.03.23

Calcul part m2A :
- % surface pour ct travaux + honoraires (hors ct tx VRD et aménagements extérieurs)
- 60 000 € mobilier périscolaire / GS
- 100% équipements office

	GS1 Site PEUPLIERS	PART M2A GS1	GS2 Site CAMUS	PART M2A GS2	GS3 Site MATISSE	PART M2A GS3	COMMENTAIRES	TOTAL3 GS	PART M2A 3GS
Maitrise d'œuvre	MADEC (phase DCE)		DWPA (phase DCE)		MOON SAFARI (phase concours)				
Surfaces dans oeuvre m² (SDO)									
Ecole	2 781		3 134		3 172			9 087	
Périscolaire	765		735		736			2 236	
TOTAL	**3 546**		**3 869**		**3 908**			**11 323**	
% Part m2a		*21,57*		*19,00*		*18,83*		*moyenne % Part m2a*	*20*
Branchements	25 000	*0*	25 000	*0*	25 000	*0*	*provision*	***75 000***	***0***
Travaux									
Travaux bâtiment	9 643 506	*2 080 104*	8 449 937	*1 605 488*	8 839 000	*1 664 384*		***26 932 443***	***5 349 976***
Aménagements ext.-VRD	666 332	*0*	622 639	*0*	851 000	*0*		***2 139 972***	***0***
Equipements									
Mobilier	267 383	*60 000*	271 500	*60 000*	250 000	*60 000*		***788 883***	***180 000***
Equipements office	37 588	*37 588*	28 158	*28 158*	60 000	*60 000*		***125 746***	***125 746***
Jeux extérieurs	0	*0*	0	*0*	0	*0*	*Intégrés lot aménagements extérieurs*	***0***	***0***
S/total travaux + équipements MOE	***10 614 809***	***2 177 692***	***9 372 234***	***1 693 646***	***10 000 000***	***1 784 384***	*hors provision branchements*	***29 987 044***	***5 655 722***
Tolérance MOE sur ct travaux	220 000	*47 454*	190 000	*36 100*	400 000	*75 320*	*4% tx GS1+GS3 - 6% tx GS2 sur ct tx phase esquisse*	***810 000***	***158 874***
S/Total	**10 859 809**	***2 225 146***	**9 587 234**	***1 729 746***	**10 425 000**	***1 859 704***	*branchements + travaux+équipements+tolérance MOE*	***30 872 044***	***5 814 596***
€HT/m² SDO	*3 063*	*2 909*	*2 478*	*2 353*	*2 668*	*2 527*		*2 726*	*2 600*
Honoraires									
Programmiste	11 586	*2 499*	11 586	*2 201*	11 586	*2 182*		***34 758***	***6 882***
Indemnisation concours	50 000	*10 785*	44 000	*8 360*	52 000	*9 792*	*1% tx*	***146 000***	***28 937***
MOE (Base+EXE+SSI+MOB+CEM+STD+ACV+ACO+MIS)	1 227 370	*264 744*	979 080	*186 025*	1 409 253	*265 362*	*GS1 15,14 % tx - GS2 14,03 % - GS3 14,09 %*	***3 615 703***	***716 131***
OPC	65 000	*14 021*	63 189	*12 006*	90 000	*16 947*	*OPC GS3 estim 0,9%*	***218 189***	***42 973***
BCT	29 380	*6 337*	29 380	*5 582*	29 240	*5 506*		***88 000***	***17 425***
SPS	12 375	*2 669*	12 735	*2 420*	14 085	*2 652*		***39 195***	***7 741***
Etudes et expertises (amiante, sol, relevés, huissier,etc…)	53 074	*11 448*	45 000	*8 550*	56 675	*10 672*	*0,5% tx*	***154 749***	***30 670***
S/Total honoraires	**1 448 785**	***312 503***	**1 184 970**	***225 144***	**1 662 839**	***313 113***		***4 296 594***	***850 760***
Honos M. Ouvrage déléguée €HT	**292 483**	***63 089***	**260 920**	***49 575***	**304 172**	***57 793***	*3,04% ct op*	***857 575***	***170 456***
Aléas révisions mandat	0	0	0	0	0	0	*4% honos*	**0**	***0***
Gestion + aléas									
Assurances (DO, CNR, TRC)	93 671	*20 205*	89 648	*17 033*	95 000	*17 889*	*0,95% tx*	***278 319***	***55 126***
Aléas	318 444	*68 688*	374 889	*71 229*	300 000	*56 490*	*3% GS1 et GS3 - 4% GS2*	***993 334***	***196 407***
Aléas révisions	491 780	*106 077*	430 502	*81 795*	595 171	*112 071*	*4% tx+honos GS1+GS2 - 5% GS3*	***1 517 452***	***299 943***
S/Total provisions+aléas	**903 895**	***194 970***	**895 039**	***170 057***	**990 171**	***186 449***		***2 789 105***	***551 477***
TOTAL CT OPERATION €HT	**13 504 972**	***2 795 708***	**11 928 163**	***2 174 522***	**13 382 182**	***2 417 058***		***38 815 318***	***7 387 289***
TOTAL CT OPERATION €TTC	**16 205 967**	***3 354 850***	**14 313 796**	***2 609 427***	**16 058 619**	***2 900 470***		***46 578 381***	***8 864 746***
€HT/m² SDO	*3 809*	*3 655*	*3 083*	*2 959*	*3 424*	*3 284*		*3 428*	*3 304*
€TTC/m² SDO	*4 570*	*4 385*	*3 700*	*3 550*	*4 109*	*3 941*		*4 114*	*3 965*

PPI VDM 2020-2027 du 02.01.22 ***€TTC***
GS1 16 018 866
GS2 14 844 590
GS3 8 916 608
TOTAL : 39 780 064

DELTA €TTC -6 798 317

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 31+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Ne prennent pas part au vote : M. COUCHOT et Mme RAPP.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

40° CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE « CAMUS » DANS LE QUARTIER DES COTEAUX A MULHOUSE : TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ET MISE A JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT (22/1.3.2/914)

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Coteaux « Coteaux 2035 » de la Ville de Mulhouse, validé lors du Comité d'engagement de l'ANRU du 17 juillet 2019, la deuxième phase du Plan Ecole prévoit la construction de trois nouveaux groupes scolaires et périscolaires :

- site « Peupliers », au nord de l'actuelle école Pergaud,
- site « Camus », sur le site de l'ancienne école Camus, avec le principe d'une réhabilitation de l'un des anciens bâtiments de l'école élémentaire,
- site « Matisse », sur l'emprise de l'école actuelle Matisse, qui sera préalablement démolie.

Par une délibération du Conseil municipal en date du 19 novembre 2020, la Ville de Mulhouse a approuvé ces opérations et leur plan de financement, ainsi que le transfert de la maitrise d'ouvrage des périscolaires à la Ville de Mulhouse.

Le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage initial regroupait les 3 sites sans distinguer les montants ni leur répartition. S'agissant d'une opération tiroir, les niveaux d'avancement des projets sont différents et chaque site nécessite d'avoir une convention qui lui est propre. Par ailleurs, le montant prévisionnel de la participation de m2A est à préciser et mettre à jour par projet.

Pour le site de « Camus » :

- le montant global de l'opération (valeur mars 2023) est de 11 928 163 € HT,
- la participation de m2A est estimée à 2 174 522 € net.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération mis à jour est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions à percevoir par la Ville	
					Dédiées à la Ville	À déduire de la participation m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Camus	11 928 163	14 313 795,72	2 174 522	9 753 641	**DPV : 2 095 911,42** **ANRU : 3 999 445,00**	**ANRU : 891 655,06** **CEA : 326 178,30** **DSIL : 505 949,00**

Une subvention DPV 2023, d'un montant prévisionnel de 781 729, 58 €, va également être sollicitée, pour contribuer au financement des travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Peupliers, Camus et Matisse.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des surfaces réelles, des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Les subventions de la CEA, de l'Etat et de l'ANRU perçues directement par la Ville et relatives au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

Les crédits nécessaires sont identifiés spécifiquement dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements 2020-2027 :
Autorisation de Programme F004 : NPNRU
Chapitre 23 – Article 238 – Fonction 201
Service gestionnaire et utilisateur : 221
Ligne de crédit 31045 : GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 2

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le plan de financement mis à jour,
- approuve le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage et toute pièce nécessaire à son exécution.

PJ : projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage

Pôle Ressources Education et Sports
Direction Education
Direction Enfance et Famille
234 - EP

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE – SITE CAMUS - MULHOUSE

Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par Michèle LUTZ en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023
Ci-après dénommée « La Ville »

d'une part,

et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par Josiane MEHLEN, Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, dûment habilitée par délibération du Bureau du 3 juillet 2023
Ci-après dénommée « m2A »

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Coteaux « Coteaux 2035 » de la Ville de Mulhouse, validé lors du Comité d'engagement de l'ANRU du 17 juillet 2019, la deuxième phase du plan Ecole prévoit la construction de trois nouveaux groupes scolaires.

Cette recomposition complète du paysage scolaire sur le quartier va permettre d'améliorer les conditions et capacités d'accueil du secteur et de répondre aux attentes des équipes éducatives et des parents d'élèves exprimées depuis plusieurs années.

L'offre scolaire du quartier Coteaux actuel se décline sur 3 écoles maternelles et 2 écoles élémentaires dont le patrimoine bâti présente un état de vétusté avancé et une inadaptation fonctionnelle figée sur une conception obsolète au regard des pédagogies actuelles.

Le projet propose :
- une meilleure répartition géographique de l'offre scolaire et périscolaire sur le quartier dans des structures adaptées,
- une meilleure répartition des effectifs avec un dimensionnement plus réduit,
- une structuration en groupes scolaires afin d'assurer une continuité éducative de la maternelle à la fin du cycle primaire.

L'opération comprend la réalisation de trois périscolaires dans 3 groupes scolaires :
- Site « Peupliers » (au nord de l'actuelle école Pergaud),
- Site « Camus », sur le site de l'ancienne école Camus, avec le principe d'une réhabilitation de l'un des anciens bâtiments de l'école élémentaire,
- Site « Matisse », sur l'emprise de l'école actuelle Matisse, qui sera préalablement démolie.

Il est envisagé un taux de prix en charge périscolaire minimal de 30% des effectifs scolaires.
Pour chaque structure périscolaire, le programme est le suivant :
- Espace de restauration pour 50 maternels et 84 élémentaires en deux services (200 m² environ) et 5 salles d'activités de 40 m²
- Espaces sanitaires, accueil, bureau, vestiaires, office, vestiaires personnel, local déchet et locaux d'entretien
- Equipement de l'office.

En termes de phasage, il s'agit d'une opération « tiroir » pour laquelle plusieurs points de vigilance sont à prendre en compte pour tenir le planning opérationnel avec une livraison des groupes scolaires 1 et 2 en septembre 2024 et une livraison du groupe scolaire 3 en septembre 2026.

La présente convention a pour objet la réalisation de la troisième phase du dispositif :
Création d'un groupe scolaire et périscolaire – site Camus – à Mulhouse

Aussi, en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique, les parties ont décidé de conclure une convention de co-maîtrise d'ouvrage.
Cette dernière a pour objet de désigner la Ville de Mulhouse comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération. La présente convention précise en outre les modalités et conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixe les termes.

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage de l'opération relative à la construction d'un groupe scolaire et périscolaire – site Camus – à Mulhouse.

Ainsi, la présente convention définit :

- la nature et des conditions de réalisation des aménagements sur lesquels portera l'opération,
- les attributions des parties en matière de maîtrises d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre,
- les modalités de financement de l'opération,
- la remise de l'ouvrage en fin d'opération,
- la gestion ultérieure des aménagements réalisés.

En application des dispositions de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, les parties conviennent de confier la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération à la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 2- PROGRAMME ET SUIVI DE L'OPERATION

Le projet a pour objet la construction d'un bâtiment sur un terrain appartenant à la ville de Mulhouse. Les nouveaux locaux seront composés :

- D'une partie périscolaire pour un taux de prise en charge de 30% des élèves fréquentant le groupe scolaire et comprenant :
  - Espace de restauration pour 50 maternels et 84 élémentaires en deux services (200 m² environ) et 5 salles d'activités de 40 m²
  - Espaces sanitaires, accueil, bureau, vestiaires, office, vestiaires personnel, local déchet et locaux d'entretien
  - Equipement de l'office.

Surface utile périscolaire : 540 m² soit 735 m² surface dans œuvre correspondant à 19 % de la surface totale

- D'une partie scolaire, constituée :
  Programme type / Groupe scolaire pour un effectif de 160 maternels et 270 élémentaires
  - 8 classes maternels + 1 classe passerelle
  - 14 classes élémentaires dont 8 à 12 élèves
  - Espaces sanitaires, accueil, bureaux, espace parents, salle de motricité, salles de sieste, BCD, classe RASED, locaux techniques et d'entretien.

Surface utile totale scolaire : 2531 m² soit 3134 m² de surface dans œuvre.

En cas de nécessaire décision pouvant entraîner la modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage unique en informera au préalable m2A.
De même le maître d'ouvrage unique alertera m2A au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient modifier le programme de l'opération ainsi que les prévisions financières faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière pourrait être proposée à m2A notamment aux stades suivants :
- approbation des avant-projets,
- signature des marchés après consultation,
- les avenants éventuels aux marchés.

ARTICLE 3 – MISSIONS DES PARTIES

3-1 Les missions de la Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse, en tant que maître d'ouvrage unique, s'engage à :

- inscrire le budget de l'ensemble de l'opération en dépense et en recettes, en particuliers frais de maîtrise d'ouvrage, frais de maîtrise d'œuvre, de fonctionnement et de travaux, frais pour compte de tiers,

- solliciter toute étude complémentaire nécessaire à l'ensemble de l'opération,
- solliciter toute autorisation administrative, notamment dépôt du permis de construire, nécessaires à la réalisation du projet,
- procéder aux consultations d'opérateurs économiques pour l'opération en vue de désigner les entreprises de travaux et l'ensemble des prestataires nécessaires à l'accomplissement des études et des travaux,
- procéder aux consultations ou avoir recours aux accords cadres de la ville pour désigner un coordonnateur de sécurité et un contrôleur technique,
- associer les services de m2A aux commissions techniques ainsi qu'aux réunions techniques au fur et à mesure de l'avancement du projet, en particulier lors de la validation de l'avant projet sommaire (APS) et de l'avant projet définitif (APD) remis par le maître d'œuvre,
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'opération
- s'assurer de la bonne exécution des marchés, conclure et signer les avenants éventuels aux marchés et procéder au paiement des entrepreneurs,
- assurer le suivi des travaux,
- procéder à la réception de l'ouvrage,
- procéder à la remise des ouvrages à m2A dans les conditions de l'article 8 de la présente convention,
- mettre en œuvre les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale,
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maître d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération conformément aux conditions énoncées à l'article 9 de la présente convention,
- et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Commission d'appel d'offres compétente est celle de la ville de Mulhouse.

En cas de modification substantielle du projet, la Ville de Mulhouse s'engage à soumettre ces modifications à l'accord préalable de m2A.

En cas d'avis défavorable, les parties se réuniront afin de parvenir à un accord.

M2A sera tenue informée par la Ville de Mulhouse du déroulement des travaux. A ce titre, la Ville de Mulhouse lui communique l'ensemble des comptes-rendus de chantier. Les représentants de m2A pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment dans le respect des conditions d'accès au chantier et du PGCSPS, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au maître d'ouvrage unique et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

3-2 Les missions de Mulhouse Alsace Agglomération

m2A s'engage à :
- inscrire les budgets correspondants à sa participation financière telle que définies à l'article 5 de la présente convention,
- verser sa participation financière à la Ville sur la base des modalités de répartition précisées à l'article 5.3,
- autoriser la Ville à assurer la conduite d'opération depuis l'identification du besoin jusqu'à la réception des ouvrages, ou à mandater la société publique locale CITIVIA,
- être en appui sur les domaines de compétence de m2A tout au long du processus,
- participer aux étapes de sélection des entreprises.

ARTICLE 4 – DROIT DES PARTIES SUR LES LOCAUX PERISCOLAIRES

La Ville de Mulhouse sera propriétaire de l'ensemble de l'ouvrage objet de l'opération.
A l'issue de la réalisation des ouvrages, les locaux nécessaires aux activités périscolaires seront mis à disposition de m2A afin d'assurer les activités relevant de sa compétence.
Ainsi, m2A est titulaire d'un droit d'usage sur cette structure qui lui sera mise à disposition, à titre gratuit, dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Coût prévisionnel de l'opération

La Ville assurera la liquidation des dépenses de cette opération.

Elle ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage unique prévues à la présente convention.

L'enveloppe financière de l'opération globale prévisionnelle est de 11 928 163 € HT, soit 14 313 795,72 € TTC (valeur mars 2023)

Cette enveloppe comprend notamment :
- les études techniques,
- le coût des travaux de construction et d'aménagement de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux, fournitures et prestations intellectuelles,
- les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération,
- le coût des assurances-construction, et toutes les polices donc le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité de la Ville,
- les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que la Ville aurait supportées et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.
- l'aménagement en équipements techniques et mobiliers des locaux périscolaires, pour un montant estimé à 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

5.2 Financement de l'opération

La Ville de Mulhouse en qualité de Maitre d'ouvrage désigné assure le règlement des marchés conclus pour la construction des locaux périscolaires destinés aux enfants du groupe scolaire Camus.

La participation de m2A est calculée au prorata de la surface dans œuvre (SdO) affectée au périscolaire. Elle ne comprend pas les éventuels espaces communs type locaux techniques, cours, etc, qui ne sont pas consubstantiels à la réalisation d'un site périscolaire.

M2A versera à la Ville une somme s'élevant jusqu'à 2 174 522 HT, correspondant à la part de l'opération correspondant aux travaux liés aux locaux périscolaires, selon le détail joint en annexe à la présente convention.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Subventions

La réalisation de ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention de la CAF de 300 000 €. La demande de subvention auprès de la CAF sera déposée et directement perçue par m2A.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera également d'un financement par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) et par l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et l'ANRU. Les montants au titre des travaux périscolaires sont précisés dans le plan de financement ci-dessous.

Le plan prévisionnel de financement de l'opération est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions à percevoir par la Ville	
					Dédiées à la Ville	À déduire de la participation m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Camus	11 928 163	14 313 795,72	2 174 522	9 753 641	**DPV : 2 095 911,42 ANRU : 3 999 445,00**	**ANRU : 891 655,06 CEA : 326 178,30 DSIL : 505 949,00**

Soit un montant total de subventions périscolaires estimé à 2 023 782,36 €.

5.3 Modalités de versement

Les versements de m2A à la Ville de Mulhouse seront effectués, conformément aux règles de la comptabilité publique, sur demande écrite de la Ville, en fonction de l'avancement des travaux selon l'échéancier suivant :

- un premier versement de 30% à la notification des marchés de travaux,
- un second versement de 50%, à la réception de l'ouvrage (selon subventions obtenues),
- le solde lors de l'établissement du décompte de l'opération, lequel tenant compte du réajustement lié aux surfaces effectives, au coût réel des travaux et aux subventions relatifs à la création des locaux.

Le montant des versements pourra être révisé en fonction des subventions notifiées et perçues par la Ville de Mulhouse qui se déduiront de la participation m2A. La part des subventions de la CEA, de l'Etat et de l'ANRU perçues directement par la ville et relative au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

A noter, si le montant des versements effectués à la Ville de Mulhouse excède à terme le montant relatif à la participation de m2A déduction faite des subventions associées, un titre sera émis auprès de la Ville pour récupérer la somme en excédent.
La Ville assortira sa demande en vue du versement du solde d'un état des comptes de l'opération dûment certifié.
Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération.

La Ville préfinance la totalité de la TVA et récupère seule cette dernière par le biais du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

La Ville est seule responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation de l'opération.
Elle garantit m2A de tout recours lié à cette réalisation.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

La Ville fera mention du financement de m2A sur le chantier et dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

ARTICLE 8 - REMISE DES OUVRAGES ET EXPLOITATION

A la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage, ce dernier fera l'objet d'une réception et sera propriété du Maitre d'ouvrage désigné :

- la réception des ouvrages permet la mise à disposition à m2A des ouvrages réalisés. Un état des lieux sera établi et signé contradictoirement,

- à la fin de l'opération, la Ville remettra à m2A un bilan général avec notamment les décomptes généraux des marchés visés exacts par son comptable, ainsi que le dossier des ouvrages exécutés,

- m2A et la Ville peuvent solliciter à tout moment les justificatifs pour effectuer les contrôles administratifs et techniques qu'elle estime nécessaire au suivi de la réalisation de l'opération,

- en ce qui concerne l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage désigné :
  . la mission de la Ville prend fin par le *quitus* délivré par m2A ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées ci-dessous,
  . le *quitus* sera délivré à la demande de la Ville après l'exécution complète de ses missions et notamment la réception de l'ouvrage, la levée des réserves de réception, la transmission du bilan général, et après expiration des délais de garantie contractuels,
  . m2A doit notifier sa décision à la Ville dans le délai de trente jours suivant la réception de la demande, faute de quoi le *quitus* sera réputé délivré.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la Ville et certains de ses cocontractants, ou des tiers, au titre de l'opération, la Ville est tenue de remettre à m2A pour les travaux relevant de sa maitrise d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour qu'elle puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

En ce qui concerne les charges liées à l'exploitation de l'ouvrage, la Ville en assure le préfinancement. Une convention entre la Ville et m2A fixera les modalités de remboursement des charges liées au fonctionnement de l'accueil périscolaire par m2A à la Ville.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à l'issue des missions réalisées par la Ville dans le cadre de la présente convention soit :

- à l'expiration du délai de parfait achèvement,
- à la conclusion des litiges éventuels.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, cette partie peut être mise en demeure par l'autre partie d'exécuter l'obligation en cause par un courrier dûment notifié.
A défaut d'exécution de cette obligation dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier, les parties devront se concerter pour tenter de trouver une solution amiable mutuellement acceptable pour achever tout ou partie des travaux prévus dans le cadre de la présente convention. A défaut d'une telle solution sous un délai de deux mois après réception de la mise en demeure initiale, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, le financement de m2A sera limité aux travaux déjà réalisés et strictement nécessaires à la réalisation de l'accueil périscolaire, après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux déjà réalisés.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

ANNEXE :

- Bilan opération phase DCE

Fait à Mulhouse, le …….. Fait en double exemplaire,

Pour la Ville
Le Maire

Michèle LUTZ

Pour m2A
La Vice-Présidente

Josiane MEHLEN

VILLE DE MULHOUSE
22 - DIRECTION EDUCATION
222 - MAITRISE D'OUVRAGE
CRA

PROJET COTEAUX
CONSTRUCTION DE 3 GROUPES SCOLAIRES

MAJ 18.04.23

BILAN OPERATION PHASE DCE

MAJ CT TX NEGO MOE GS3 01/02/23
MAJ BILAN AO 06.02.23
MAJ CONSULT BCT ET SPS GS3 20.03.23
MAJ TABLEAU DE SURFACES / BILAN CITIVIA 29.03.23

Calcul part m2A :
- % surface pour ct travaux + honoraires (hors ct tx VRD et aménagements extérieurs)
- 60 000 € mobilier périscolaire / GS
- 100% équipements office

	GS1 Site PEUPLIERS	PART M2A GS1	GS2 Site CAMUS	PART M2A GS2	GS3 Site MATISSE	PART M2A GS3	COMMENTAIRES	TOTAL3 GS	PART M2A 3GS
Maitrise d'œuvre	MADEC (phase DCE)		DWPA (phase DCE)		MOON SAFARI (phase concours)				
Surfaces dans oeuvre m² (SDO)									
Ecole	2 781		3 134		3 172			9 087	
Périscolaire	765		735		736			2 236	
TOTAL	**3 546**		**3 869**		**3 908**			**11 323**	
% Part m2a		*21,57*		*19,00*		*18,83*		*moyenne % Part m2a*	*20*
Branchements	25 000	*0*	25 000	*0*	25 000	*0*	*provision*	***75 000***	***0***
Travaux									
Travaux bâtiment	9 643 506	*2 080 104*	8 449 937	*1 605 488*	8 839 000	*1 664 384*		***26 932 443***	***5 349 976***
Aménagements ext.-VRD	666 332	*0*	622 639	*0*	851 000	*0*		***2 139 972***	***0***
Equipements									
Mobilier	267 383	*60 000*	271 500	*60 000*	250 000	*60 000*		***788 883***	***180 000***
Equipements office	37 588	*37 588*	28 158	*28 158*	60 000	*60 000*		***125 746***	***125 746***
Jeux extérieurs	0	*0*	0	*0*	0	*0*	*Intégrés lot aménagements extérieurs*	***0***	***0***
S/total travaux + équipements MOE	***10 614 809***	***2 177 692***	***9 372 234***	***1 693 646***	***10 000 000***	***1 784 384***	*hors provision branchements*	***29 987 044***	***5 655 722***
Tolérance MOE sur ct travaux	220 000	*47 454*	190 000	*36 100*	400 000	*75 320*	*4% tx GS1+GS3 - 6% tx GS2 sur ct tx phase esquisse*	***810 000***	***158 874***
S/Total	**10 859 809**	***2 225 146***	**9 587 234**	***1 729 746***	**10 425 000**	***1 859 704***	*branchements + travaux+équipements+tolérance MOE*	***30 872 044***	***5 814 596***
€HT/m² SDO	*3 063*	*2 909*	*2 478*	*2 353*	*2 668*	*2 527*		*2 726*	*2 600*
Honoraires									
Programmiste	11 586	*2 499*	11 586	*2 201*	11 586	*2 182*		***34 758***	***6 882***
Indemnisation concours	50 000	*10 785*	44 000	*8 360*	52 000	*9 792*	*1% tx*	***146 000***	***28 937***
MOE (Base+EXE+SSI+MOB+CEM+STD+ACV+ACO+MIS)	1 227 370	*264 744*	979 080	*186 025*	1 409 253	*265 362*	*GS1 15,14 % tx - GS2 14,03 % - GS3 14,09 %*	***3 615 703***	***716 131***
OPC	65 000	*14 021*	63 189	*12 006*	90 000	*16 947*	*OPC GS3 estim 0,9%*	***218 189***	***42 973***
BCT	29 380	*6 337*	29 380	*5 582*	29 240	*5 506*		***88 000***	***17 425***
SPS	12 375	*2 669*	12 735	*2 420*	14 085	*2 652*		***39 195***	***7 741***
Etudes et expertises (amiante, sol, relevés, huissier,etc…)	53 074	*11 448*	45 000	*8 550*	56 675	*10 672*	*0,5% tx*	***154 749***	***30 670***
S/Total honoraires	**1 448 785**	***312 503***	**1 184 970**	***225 144***	**1 662 839**	***313 113***		***4 296 594***	***850 760***
Honos M. Ouvrage déléguée €HT	**292 483**	***63 089***	**260 920**	***49 575***	**304 172**	***57 793***	*3,04% ct op*	***857 575***	***170 456***
Aléas révisions mandat	0	0	0	0	0	0	*4% honos*	**0**	***0***
Gestion + aléas									
Assurances (DO, CNR, TRC)	93 671	*20 205*	89 648	*17 033*	95 000	*17 889*	*0,95% tx*	***278 319***	***55 126***
Aléas	318 444	*68 688*	374 889	*71 229*	300 000	*56 490*	*3% GS1 et GS3 - 4% GS2*	***993 334***	***196 407***
Aléas révisions	491 780	*106 077*	430 502	*81 795*	595 171	*112 071*	*4% tx+honos GS1+GS2 - 5% GS3*	***1 517 452***	***299 943***
S/Total provisions+aléas	**903 895**	***194 970***	**895 039**	***170 057***	**990 171**	***186 449***		***2 789 105***	***551 477***
TOTAL CT OPERATION €HT	**13 504 972**	***2 795 708***	**11 928 163**	***2 174 522***	**13 382 182**	***2 417 058***		***38 815 318***	***7 387 289***
TOTAL CT OPERATION €TTC	**16 205 967**	***3 354 850***	**14 313 796**	***2 609 427***	**16 058 619**	***2 900 470***		***46 578 381***	***8 864 746***
€HT/m² SDO	*3 809*	*3 655*	*3 083*	*2 959*	*3 424*	*3 284*		*3 428*	*3 304*
€TTC/m² SDO	*4 570*	*4 385*	*3 700*	*3 550*	*4 109*	*3 941*		*4 114*	*3 965*

PPI VDM 2020-2027 du 02.01.22 ***€TTC***
GS1 16 018 866
GS2 14 844 590
GS3 8 916 608
TOTAL : 39 780 064

DELTA €TTC -6 798 317

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 31+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Ne prennent pas part au vote : M. COUCHOT et Mme RAPP.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

41° CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE « MATISSE » DANS LE QUARTIER DES COTEAUX A MULHOUSE : TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ET MISE A JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT (22/1.3.2/931)

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Coteaux « Coteaux 2035 » de la Ville de Mulhouse, validé lors du Comité d'engagement de l'ANRU du 17 juillet 2019, la deuxième phase du Plan Ecole prévoit la construction de trois nouveaux groupes scolaires et périscolaires :

- site « Peupliers », au nord de l'actuelle école Pergaud,
- site « Camus », sur le site de l'ancienne école Camus, avec le principe d'une réhabilitation de l'un des anciens bâtiments de l'école élémentaire,
- Site « Matisse », sur l'emprise de l'école actuelle Matisse, qui sera préalablement démolie.

Par une délibération du Conseil municipal en date du 19 novembre 2020, la Ville de Mulhouse a approuvé ces opérations et leur plan de financement, ainsi que le transfert de la maitrise d'ouvrage des périscolaires à la Ville de Mulhouse.

Le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage initial regroupait les 3 sites sans distinguer les montants ni leur répartition. S'agissant d'une opération tiroir, les niveaux d'avancement des projets sont différents et chaque site nécessite d'avoir une convention qui lui est propre. Par ailleurs, le montant prévisionnel de la participation de m2A est à préciser et mettre à jour par projet.

Pour le site de « Matisse » :

- Le montant global de l'opération (valeur mars 2023) est de 13 382 182 € HT,
- La participation de m2A est estimée à 2 417 058 € net.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération mis à jour est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions à percevoir par la Ville	
					Dédiées à la Ville	À déduire de la participation m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Matisse	13 382 182	16 058 181	2 417 058	10 965 124	**DPV : à solliciter ANRU : à solliciter**	**ANRU : 883 418,89 CEA : 483 411,60 DSIL : 566 815,34**

Une subvention DPV 2023, d'un montant prévisionnel de 781 729, 58 €, va également être sollicitée, pour contribuer au financement des travaux annexes à la construction des 3 groupes scolaires Peupliers, Camus et Matisse.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des surfaces réelles, des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Les subventions de la CEA, de l'Etat (DSIL) et de l'ANRU perçues directement par la Ville et relatives au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

Les crédits nécessaires sont identifiés spécifiquement dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements 2020-2027 :
Autorisation de Programme F004 : NPNRU
Chapitre 23 – Article 238 – Fonction 201
Service gestionnaire et utilisateur : 221
Ligne de crédit 34937 : GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 3

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le plan de financement mis à jour,
- approuve le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage et toute pièce nécessaire à son exécution.

Pièce jointe : projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage

Pôle Développement éducatif, sportif et culturel
Direction Education
Direction Enfance et Famille
234 - EP

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE
GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE – SITE MATISSE - A MULHOUSE

Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par Michèle LUTZ en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023
Ci-après dénommée « La Ville »

d'une part,

et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par Josiane MEHLEN, Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, dûment habilitée par délibération du Bureau du 3 juillet 2023
Ci-après dénommée « m2A »

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Coteaux « Coteaux 2035 » de la Ville de Mulhouse, validé lors du Comité d'engagement de l'ANRU du 17 juillet 2019, la deuxième phase du plan Ecole prévoit la construction de trois nouveaux groupes scolaires.

Cette recomposition complète du paysage scolaire sur le quartier va permettre d'améliorer les conditions et capacités d'accueil du secteur et de répondre aux attentes des équipes éducatives et des parents d'élèves exprimées depuis plusieurs années.

L'offre scolaire du quartier Coteaux actuel se décline sur 3 écoles maternelles et 2 écoles élémentaires dont le patrimoine bâti présente un état de vétusté avancé et une inadaptation fonctionnelle figée sur une conception obsolète au regard des pédagogies actuelles.

Le projet propose :
- une meilleure répartition géographique de l'offre scolaire et périscolaire sur le quartier dans des structures adaptées,
- une meilleure répartition des effectifs avec un dimensionnement plus réduit,
- une structuration en groupes scolaires afin d'assurer une continuité éducative de la maternelle à la fin du cycle primaire.

L'opération comprend la réalisation de trois périscolaires dans 3 groupes scolaires :
- Site « Peupliers » (au nord de l'actuelle école Pergaud),
- Site « Camus », sur le site de l'ancienne école Camus, avec le principe d'une réhabilitation de l'un des anciens bâtiments de l'école élémentaire,
- Site « Matisse », sur l'emprise de l'école actuelle Matisse, qui sera préalablement démolie.

Il est envisagé un taux de prix en charge périscolaire minimal de 30% des effectifs scolaires.
Pour chaque structure périscolaire, le programme est le suivant :
- Espace de restauration pour 50 maternels et 84 élémentaires en deux services (200 m² environ) et 5 salles d'activités de 40 m²
- Espaces sanitaires, accueil, bureau, vestiaires, office, vestiaires personnel, local déchet et locaux d'entretien
- Equipement de l'office.

En termes de phasage, il s'agit d'une opération « tiroir » pour laquelle plusieurs points de vigilance sont à prendre en compte pour tenir le planning opérationnel avec une livraison des groupes scolaires 1 et 2 en septembre 2024 et une livraison du groupe scolaire 3 en septembre 2026.

La présente convention a pour objet la réalisation de la troisième phase du dispositif :

Création d'un groupe scolaire et périscolaire – site Matisse – à Mulhouse

Aussi, en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique, les parties ont décidé de conclure une convention de co-maîtrise d'ouvrage.
Cette dernière a pour objet de désigner la Ville de Mulhouse comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération. La présente convention précise en outre les modalités et conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixe les termes.

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage de l'opération relative à la construction d'un groupe scolaire et périscolaire – site Matisse – à Mulhouse.

Ainsi, la présente convention définit :

- la nature et des conditions de réalisation des aménagements sur lesquels portera l'opération,
- les attributions des parties en matière de maîtrises d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre,
- les modalités de financement de l'opération,
- la remise de l'ouvrage en fin d'opération,
- la gestion ultérieure des aménagements réalisés.

En application des dispositions de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, les parties conviennent de confier la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération à la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 2- PROGRAMME ET SUIVI DE L'OPERATION

Le projet a pour objet la construction d'un bâtiment sur un terrain appartenant à la ville de Mulhouse. Les nouveaux locaux seront composés :

- D'une partie périscolaire pour un taux de prise en charge de 30% des élèves fréquentant le groupe scolaire et comprenant :
  - Espace de restauration pour 50 maternels et 84 élémentaires en deux services (200 m² environ) et 5 salles d'activités de 40 m²
  - Espaces sanitaires, accueil, bureau, vestiaires, office, vestiaires personnel, local déchet et locaux d'entretien
  - Equipement de l'office.

Surface utile périscolaire : 575 m² soit 736 m² surface dans œuvre correspondant à 18,83 % de la surface totale

- D'une partie scolaire, constituée :
  Programme type / Groupe scolaire pour un effectif de 160 maternels et 270 élémentaires
  - 8 classes maternels + 1 classe passerelle
  - 14 classes élémentaires dont 8 à 12 élèves
  - Espaces sanitaires, accueil, bureaux, espace parents, salle de motricité, salles de sieste, BCD, classe RASED, locaux techniques et d'entretien.

Surface utile totale scolaire : 2479 m² soit 3172 m² de surface dans œuvre.

En cas de nécessaire décision pouvant entraîner la modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage unique en informera au préalable m2A.
De même le maître d'ouvrage unique alertera m2A au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient modifier le programme de l'opération ainsi que les prévisions financières faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière pourrait être proposée à m2A notamment aux stades suivants :
- approbation des avant-projets,
- signature des marchés après consultation,
- les avenants éventuels aux marchés.

ARTICLE 3 – MISSIONS DES PARTIES

3-1 Les missions de la Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse, en tant que maître d'ouvrage unique, s'engage à :

- Inscrire le budget de l'ensemble de l'opération en dépense et en recettes, en particuliers frais de maîtrise d'ouvrage, frais de maîtrise d'œuvre, de fonctionnement et de travaux, frais pour compte de tiers
- Solliciter toute étude complémentaire nécessaire à l'ensemble de l'opération

- Solliciter toute autorisation administrative, notamment dépôt du permis de construire, nécessaires à la réalisation du projet
- Procéder aux consultations d'opérateurs économiques pour l'opération en vue de désigner les entreprises de travaux et l'ensemble des prestataires nécessaires à l'accomplissement des études et des travaux
- Procéder aux consultations ou avoir recours aux accords cadres de la ville pour désigner un coordonnateur de sécurité et un contrôleur technique
- Associer les services de m2A aux commissions techniques ainsi qu'aux réunions techniques au fur et à mesure de l'avancement du projet, en particulier lors de la validation de l'avant projet sommaire (APS) et de l'avant projet définitif (APD) remis par le maître d'œuvre
- Conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'opération
- S'assurer de la bonne exécution des marchés, conclure et signer les avenants éventuels aux marchés et procéder au paiement des entrepreneurs
- Assurer le suivi des travaux
- Procéder à la réception de l'ouvrage
- Procéder à la remise des ouvrages à m2A dans les conditions de l'article 8 de la présente convention
- Mettre en œuvre les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maître d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération conformément aux conditions énoncées à l'article 9 de la présente convention
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Commission d'appel d'offres compétente est celle de la ville de Mulhouse.

En cas de modification substantielle du projet, la Ville de Mulhouse s'engage à soumettre ces modifications à l'accord préalable de m2A.

En cas d'avis défavorable, les parties se réuniront afin de parvenir à un accord.

m2A sera tenue informée par la Ville de Mulhouse du déroulement des travaux. A ce titre, la Ville de Mulhouse lui communique l'ensemble des comptes-rendus de chantier. Les représentants de m2A pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment dans le respect des conditions d'accès au chantier et du PGCSPS, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au maître d'ouvrage unique et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

3-2 Les missions de Mulhouse Alsace Agglomération

m2A s'engage à :
- inscrire les budgets correspondants à sa participation financière telle que définies à l'article 5 de la présente convention
- Verser sa participation financière à la Ville sur la base des modalités de répartition précisées à l'article 5.3
- Autoriser la Ville à assurer la conduite d'opération depuis l'identification du besoin jusqu'à la réception des ouvrages, ou à mandater la société publique locale CITIVIA
- Etre en appui sur les domaines de compétence de m2A tout au long du processus
- Participer aux étapes de sélection des entreprises

ARTICLE 4 – DROIT DES PARTIES SUR LES LOCAUX PERISCOLAIRES

La Ville de Mulhouse sera propriétaire de l'ensemble de l'ouvrage objet de l'opération.
A l'issue de la réalisation des ouvrages, les locaux nécessaires aux activités périscolaires seront mis à disposition de m2A afin d'assurer les activités relevant de sa compétence.
Ainsi, m2A est titulaire d'un droit d'usage sur cette structure qui lui sera mise à disposition, à titre gratuit, dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Coût prévisionnel de l'opération

La Ville assurera la liquidation des dépenses de cette opération.

Elle ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage unique prévues à la présente convention.

L'enveloppe financière de l'opération globale prévisionnelle est de 13 382 182 € HT, soit 16 058 618,40 € TTC (valeur mars 2023)

Cette enveloppe comprend notamment :
- Les études techniques,
- Le coût des travaux de construction et d'aménagement de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux, fournitures et prestations intellectuelles,
- Les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération,
- Le coût des assurances-construction, et toutes les polices donc le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité de la Ville,
- Les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que la Ville aurait supportées et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.
- l'aménagement en équipements techniques et mobiliers des locaux périscolaires, pour un montant estimé à 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

5.2 Financement de l'opération

La Ville de Mulhouse en qualité de Maitre d'ouvrage désigné assure le règlement des marchés conclus pour la construction des locaux périscolaires destinés aux enfants du groupe scolaire Matisse.

La participation de m2A est calculée au prorata de la surface dans œuvre (SdO) affectée au périscolaire. Elle ne comprend pas les éventuels espaces communs type locaux techniques, cours, etc, qui ne sont pas consubstantiels à la réalisation d'un site périscolaire.

m2A versera à la Ville une somme s'élevant jusqu'à 2 417 058 HT, correspondant à la part de l'opération correspondant aux travaux liés aux locaux périscolaires, selon le détail joint en annexe à la présente convention.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des surfaces réelles, des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Subventions

La réalisation de ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention de la CAF de 140 000 €, ainsi que 21 000 € au titre du mobilier (35%). La demande de subvention auprès de la CAF sera déposée et directement perçue par m2A.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera également d'un financement par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) et par l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et de l'ANRU. Les montants au titre des travaux périscolaires sont précisés dans le plan de financement ci-dessous.

Le plan prévisionnel de financement de l'opération est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions à percevoir par la Ville	
					Dédiées à la Ville	À déduire de la participation m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Matisse	13 382 182	16 058 181	2 417 058	10 965 124	**DPV : à solliciter ANRU : à solliciter**	**ANRU : 883 418,89 CEA : 483 411,60 DSIL : 566 815,34**

Soit un montant total de subventions périscolaires estimé à 2 094 645,83 €.

5.3 Modalités de versement

Les versements de m2A à la Ville de Mulhouse seront effectués, conformément aux règles de la comptabilité publique, sur demande écrite de la Ville, en fonction de l'avancement des travaux selon l'échéancier suivant :

- un premier versement de 30% à la notification des marchés de travaux,
- un second versement de 50%, à la réception de l'ouvrage (selon subventions obtenues),
- le solde lors de l'établissement du décompte de l'opération, lequel tenant compte du réajustement lié aux surfaces effectives, au coût réel des travaux et aux subventions relatifs à la création des locaux.

Le montant des versements pourra être révisé en fonction des subventions notifiées et perçues par la Ville de Mulhouse qui se déduiront de la participation m2A. La part des subventions de la CEA, de l'Etat et de l'ANRU perçues directement par la ville et relative au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

A noter, si le montant des versements effectués à la Ville de Mulhouse excède à terme le montant relatif à la participation de m2A déduction faite des subventions associées, un titre sera émis auprès de la Ville pour récupérer la somme en excédent.
La Ville assortira sa demande en vue du versement du solde d'un état des comptes de l'opération dûment certifié.
Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération.

La Ville préfinance la totalité de la TVA et récupère seule cette dernière par le biais du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

La Ville est seule responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation de l'opération.
Elle garantit m2A de tout recours lié à cette réalisation.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

La Ville fera mention du financement de m2A sur le chantier et dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

ARTICLE 8 - REMISE DES OUVRAGES ET EXPLOITATION

A la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage, ce dernier fera l'objet d'une réception et sera propriété du Maitre d'ouvrage désigné :

- la réception des ouvrages permet la mise à disposition à m2A des ouvrages réalisés. Un état des lieux sera établi et signé contradictoirement,

- à la fin de l'opération, la Ville remettra à m2A un bilan général avec notamment les décomptes généraux des marchés visés exacts par son comptable, ainsi que le dossier des ouvrages exécutés,

- m2A et la Ville peuvent solliciter à tout moment les justificatifs pour effectuer les contrôles administratifs et techniques qu'elle estime nécessaire au suivi de la réalisation de l'opération,

- en ce qui concerne l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage désigné :
  . la mission de la Ville prend fin par le *quitus* délivré par m2A ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées ci-dessous,
  . le *quitus* sera délivré à la demande de la Ville après l'exécution complète de ses missions et notamment la réception de l'ouvrage, la levée des réserves de réception, la transmission du bilan général, et après expiration des délais de garantie contractuels,
  . m2A doit notifier sa décision à la Ville dans le délai de trente jours suivant la réception de la demande, faute de quoi le *quitus* sera réputé délivré.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la Ville et certains de ses cocontractants, ou des tiers, au titre de l'opération, la Ville est tenue de remettre à m2A pour les travaux relevant de sa maitrise d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour qu'elle puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

En ce qui concerne les charges liées à l'exploitation de l'ouvrage, la Ville en assure le préfinancement. Une convention entre la Ville et m2A fixera les modalités de remboursement des charges liées au fonctionnement de l'accueil périscolaire par m2A à la Ville.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à l'issue des missions réalisées par la Ville dans le cadre de la présente convention soit :

- à l'expiration du délai de parfait achèvement,
- à la conclusion des litiges éventuels.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, cette partie peut être mise en demeure par l'autre partie d'exécuter l'obligation en cause par un courrier dûment notifié.
A défaut d'exécution de cette obligation dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier, les parties devront se concerter pour tenter de trouver une solution amiable mutuellement acceptable pour achever tout ou partie des travaux prévus dans le cadre de la présente convention. A défaut d'une telle solution sous un délai de deux mois après réception de la mise en demeure initiale, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, le financement de m2A sera limité aux travaux déjà réalisés et strictement nécessaires à la réalisation de l'accueil périscolaire, après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux déjà réalisés.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

ANNEXE :

- Bilan de l'opération phase DCE

Fait à Mulhouse, le ……. Fait en double exemplaire,

Pour la Ville
Le Maire

Michèle LUTZ

Pour m2A
La Vice-Présidente

Josiane MEHLEN

VILLE DE MULHOUSE
22 - DIRECTION EDUCATION
222 - MAITRISE D'OUVRAGE
CRA

PROJET COTEAUX
CONSTRUCTION DE 3 GROUPES SCOLAIRES

MAJ 18.04.23

BILAN OPERATION PHASE DCE

MAJ CT TX NEGO MOE GS3 01/02/23
MAJ BILAN AO 06.02.23
MAJ CONSULT BCT ET SPS GS3 20.03.23
MAJ TABLEAU DE SURFACES / BILAN CITIVIA 29.03.23

Calcul part m2A :
- % surface pour ct travaux + honoraires (hors ct tx VRD et aménagements extérieurs)
- 60 000 € mobilier périscolaire / GS
- 100% équipements office

Maitrise d'œuvre	GS1 Site PEUPLIERS MADEC (phase DCE)	PART M2A GS1	GS2 Site CAMUS DWPA (phase DCE)	PART M2A GS2	GS3 Site MATISSE MOON SAFARI (phase concours)	PART M2A GS3	COMMENTAIRES	TOTAL3 GS	PART M2A 3GS
Surfaces dans oeuvre m² (SDO)									
Ecole	2 781		3 134		3 172			9 087	
Périscolaire	765		735		736			2 236	
TOTAL	**3 546**		**3 869**		**3 908**			**11 323**	
% Part m2a		*21,57*		*19,00*		*18,83*		*moyenne % Part m2a*	*20*
Branchements	25 000	*0*	25 000	*0*	25 000	*0*	*provision*	***75 000***	***0***
Travaux									
Travaux bâtiment	9 643 506	*2 080 104*	8 449 937	*1 605 488*	8 839 000	*1 664 384*		***26 932 443***	***5 349 976***
Aménagements ext.-VRD	666 332	*0*	622 639	*0*	851 000	*0*		***2 139 972***	***0***
Equipements									
Mobilier	267 383	*60 000*	271 500	*60 000*	250 000	*60 000*		***788 883***	***180 000***
Equipements office	37 588	*37 588*	28 158	*28 158*	60 000	*60 000*		***125 746***	***125 746***
Jeux extérieurs	0	*0*	0	*0*	0	*0*	*Intégrés lot aménagements extérieurs*	***0***	***0***
S/total travaux + équipements MOE	***10 614 809***	***2 177 692***	***9 372 234***	***1 693 646***	***10 000 000***	***1 784 384***	*hors provision branchements*	***29 987 044***	***5 655 722***
Tolérance MOE sur ct travaux	220 000	*47 454*	190 000	*36 100*	400 000	*75 320*	*4% tx GS1+GS3 - 6% tx GS2 sur ct tx phase esquisse*	***810 000***	***158 874***
S/Total	**10 859 809**	***2 225 146***	**9 587 234**	***1 729 746***	**10 425 000**	***1 859 704***	*branchements + travaux+équipements+tolérance MOE*	***30 872 044***	***5 814 596***
€HT/m² SDO	*3 063*	*2 909*	*2 478*	*2 353*	*2 668*	*2 527*		*2 726*	*2 600*
Honoraires									
Programmiste	11 586	*2 499*	11 586	*2 201*	11 586	*2 182*		***34 758***	***6 882***
Indemnisation concours	50 000	*10 785*	44 000	*8 360*	52 000	*9 792*	*1% tx*	***146 000***	***28 937***
MOE (Base+EXE+SSI+MOB+CEM+STD+ACV+ACO+MIS)	1 227 370	*264 744*	979 080	*186 025*	1 409 253	*265 362*	*GS1 15,14 % tx - GS2 14,03 % - GS3 14,09 %*	***3 615 703***	***716 131***
OPC	65 000	*14 021*	63 189	*12 006*	90 000	*16 947*	*OPC GS3 estim 0,9%*	***218 189***	***42 973***
BCT	29 380	*6 337*	29 380	*5 582*	29 240	*5 506*		***88 000***	***17 425***
SPS	12 375	*2 669*	12 735	*2 420*	14 085	*2 652*		***39 195***	***7 741***
Etudes et expertises (amiante, sol, relevés, huissier,etc…)	53 074	*11 448*	45 000	*8 550*	56 675	*10 672*	*0,5% tx*	***154 749***	***30 670***
S/Total honoraires	**1 448 785**	***312 503***	**1 184 970**	***225 144***	**1 662 839**	***313 113***		***4 296 594***	***850 760***
Honos M. Ouvrage déléguée €HT	**292 483**	***63 089***	**260 920**	***49 575***	**304 172**	***57 793***	*3,04% ct op*	***857 575***	***170 456***
Aléas révisions mandat	0	0	0	0	0	0	*4% honos*	**0**	***0***
Gestion + aléas									
Assurances (DO, CNR, TRC)	93 671	*20 205*	89 648	*17 033*	95 000	*17 889*	*0,95% tx*	***278 319***	***55 126***
Aléas	318 444	*68 688*	374 889	*71 229*	300 000	*56 490*	*3% GS1 et GS3 - 4% GS2*	***993 334***	***196 407***
Aléas révisions	491 780	*106 077*	430 502	*81 795*	595 171	*112 071*	*4% tx+honos GS1+GS2 - 5% GS3*	***1 517 452***	***299 943***
S/Total provisions+aléas	**903 895**	***194 970***	**895 039**	***170 057***	**990 171**	***186 449***		***2 789 105***	***551 477***
TOTAL CT OPERATION €HT	**13 504 972**	***2 795 708***	**11 928 163**	***2 174 522***	**13 382 182**	***2 417 058***		***38 815 318***	***7 387 289***
TOTAL CT OPERATION €TTC	**16 205 967**	***3 354 850***	**14 313 796**	***2 609 427***	**16 058 619**	***2 900 470***		***46 578 381***	***8 864 746***
€HT/m² SDO	*3 809*	*3 655*	*3 083*	*2 959*	*3 424*	*3 284*		*3 428*	*3 304*
€TTC/m² SDO	*4 570*	*4 385*	*3 700*	*3 550*	*4 109*	*3 941*		*4 114*	*3 965*

PPI VDM 2020-2027 du 02.01.22 ***€TTC***
GS1 16 018 866
GS2 14 844 590
GS3 8 916 608
TOTAL : 39 780 064

DELTA €TTC -6 798 317

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 31+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Ne prennent pas part au vote : M. COUCHOT et Mme RAPP.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

42° SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF LOCAL : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES (243/7.5.6/920)

Dans le cadre de sa politique générale de soutien au mouvement sportif local, la Ville met à la disposition des clubs mulhousiens, des cadres sportifs statutaires ou vacataires au profit du développement des disciplines sportives.

Cette action permet la réalisation de missions diverses et variées (préparation à la formation de jeunes entraîneurs, encadrement de sections sportives ou de groupes élites espoirs dans le cadre du parcours d'excellence sportive, du développement du sport féminin, de l'élaboration de projets, de l'accompagnement personnalisé des athlètes ou du temps éducatif).

A ce titre, la mise à disposition en 2022/2023 de 3 éducateurs territoriaux de la Ville de Mulhouse a fait l'objet d'une formalisation par convention avec les 5 associations bénéficiaires.

Durant le temps représenté par ces renforts pédagogiques, la Ville assure le versement de la totalité des traitements aux agents concernés.

En contrepartie, les associations concernées remboursent annuellement à la collectivité, les rémunérations et les primes, conformément aux dispositions du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Il est proposé de compléter ce dispositif en attribuant les subventions de compensation suivantes, correspondant aux remboursements des sommes dues par les clubs et limitées aux agents statutaires.

De manière complémentaire et d'un commun accord avec la Ville, m2A met des moyens humains à disposition des associations mulhousiennes suivantes, au titre de la promotion et de l'encadrement des disciplines :
- 1 agent (A.S.P.T.T. TRIATHLON),
- 3 agents (club MULHOUSE WATER-POLO).

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer également à ces dernières, qui s'acquittent dans les mêmes conditions de remboursement annuel des rémunérations et des primes à m2A, une subvention de compensation.

Au total, ces mesures d'accompagnement et de développement des pratiques représentent une valorisation de 2 288 heures annuelles.

Ces soutiens s'inscrivent pleinement dans l'affichage d'une politique sportive fortement ancrée aux côtés des associations, de par sa contribution en termes de moyens humains déployés pour la réalisation de missions d'intérêt général.

Associations sportives	Volume horaire hebdomadaire de mise à disposition des éducateurs territoriaux	Volume horaire annuel d'intervention	Subventions proposées (correspondant au coût brut)
A.S.P.T.T. Triathlon	12 h x 41 semaines	492 h	6 150,00
Les Cheikhs de Brossolette	4 h x 41 semaines	164 h	2 050,00
Mulh. Pfastatt Basket Assoc.	12 h x 41 semaines	492 h	6 150,00
Mulhouse Water-polo	14 h x 41 semaines	574 h	7 175,00
Philidor Mulhouse	10 h x 41 semaines	410 h	5 125,00
U.S.M. Volley-ball	6 h x 13 semaines	78 h	975,00
Volley Mulhouse Alsace	6 h x 13 semaines	78 h	975,00
	Totaux :	2 288 h	28 600,00 €

Les crédits nécessaires, soit 28 600,00 €, sont disponibles au budget 2023.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Compte 65748 : Subvention de fonctionnement et autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Enveloppe 19462 : Subventions animation

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve les attributions de subventions tel que proposées dans la présente délibération.

Pour : 41 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 30 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

43° ASSOCIATIONS SPORTIVES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 2023 (243/7.5.6/922)

Certaines associations sportives mulhousiennes sollicitent un accompagnement financier de leur projet d'équipement ou en raison de sujétions particulières résultant de l'exercice de leurs activités.

Après examen attentif des demandes présentées, il est proposé de les soutenir, en leur attribuant les dotations suivantes :

Associations sportives	Montants subventions d'équipement 2023
Au pied du mur	4 000,00
Club sportif Bourtzwiller football	2 000,00
Curling Olympic Mulhouse	500,00
FC Anatolie	5 000,00
Totaux subventions	11 500,00 €

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 11 500,00 €, sont disponibles au budget 2023.

Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées

Compte 20421 : Subvention d'équipement aux personnes de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Ligne de crédit n°13531 : Subventions d'équipement sport.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les attributions de subvention d'équipement tel que proposé dans la présente délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

44° ATHLETE DE HAUT NIVEAU MULHOUSIENNE CLOE MISLIN : ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE AU TITRE DU DISPOSITIF TEAM OLYMPIQUE PARALYMPIQUE MULHOUSE ALSACE (TOPMA) – ANNEE CIVILE 2023 (243/7.5/923)

Considérant l'image positive véhiculée médiatiquement par certains athlètes de haut niveau identifiés (palmarès, persévérance, goût de l'effort…) issus de clubs sportifs mulhousiens auprès de la jeunesse, la Ville de Mulhouse a conclu avec ces derniers en avril et dans le cadre de leur responsabilisation, des partenariats formalisés incluant notamment :

- l'accomplissement de mission d'intérêt général de leur part au profit du développement global de la discipline et du rayonnement extérieur de Mulhouse,
- le versement de soutiens financiers individualisés au titre des actions réalisées.

Parmi ces athlètes, figure Madame Cloé MISLIN, cavalière en équipe de France de para-dressage (équitation handisport), inscrite sur liste ministérielle espoirs et licenciée à la Société Hippique de Mulhouse.

Conformément au calendrier compétitif de sa discipline, Madame MISLIN est amenée à cette période de l'année à participer régulièrement à des Concours de Para-Equestre de Dressage International (CPEDI) en France et à l'étranger. Notamment dans le cadre de son actualité sportive récente, elle était en lice pour les CPEDI de Deauville, de Waregem en avril, de Stadl-Paura (Autriche) et de Kronenberg en juin.

Ces concours et les autres épreuves sportives à venir lui occasionnant de nombreux frais en rapport (transport et soins du cheval, engagement sportif, coaching, hébergement…), il est proposé d'avancer, à la demande de l'intéressée, l'allocation du solde de l'aide financière 2023 figurant dans le tableau ci-dessous.

Athlète identifiée / discipline sportive	Club mulhousien de rattachement	Montant total de l'aide financière 2022	Aide financière déjà versée 2023	Aide complé-mentaire	Total aide financière 2023
Cloé MISLIN (handisport)	Sté Hippique de Mulhouse	4 000 €	1 600 €	2 400 €	4 000 €

Les crédits nécessaires, soit 2 400 €, sont disponibles au Budget 2023.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante
Compte 65748 : Subvention de fonctionnement et autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs
Enveloppe 3682 : Subventions de fonctionnement aux associations sportives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la proposition d'accompagnement présentée au titre de cette délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : Projet d'avenant à la convention partenariale.

2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Animation, évènementiel et vie sportive
246 – CSRA / PES

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

TEAM OLYMPIQUE PARALYMPIQUE MULHOUSE ALSACE

Année civile 2023

entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023, et désignée sous le terme « la Ville », dans le présent avenant,

d'une part,

et

Mme Cloé MISLIN, athlète de nationalité française, née le 18 septembre 1985 à MULHOUSE, désignée par ses nom(s) et prénom(s) ou « la sportive » dans le présent avenant, domiciliée 1 rue des Pèlerins 68790 MORSCHWILLER-LE-BAS.

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, la Ville a souhaité soutenir Mme Cloé MISLIN, athlète de la section SOCIETE HIPPIQUE DE MULHOUSE et sportive emblématique, qui est régulièrement qualifiée de par ses performances à des compétitions de niveau national et international en 2023.

Considérant l'image positive véhiculée médiatiquement (palmarès, persévérance, goût de l'effort…) et auprès des jeunes mulhousiens par cette sportive, la Ville a conclu avec cette dernière au titre de l'année civile en cours, un partenariat global de soutien incluant pour Mme Cloé MISLIN, l'accomplissement de missions d'intérêt général.

Dans ce cadre, au titre des engagements contractuels de la Ville, un soutien financier de 1 600 € (mille six cents euros) lui a été accordé (acompte) au titre des actions déjà effectuées.

Suite à la demande expresse de l'intéressée et au vu des frais conséquents engagés au titre de sa participation effective aux différentes compétitions nationales et internationales, il a été proposé d'avancer en juin 2023, le montant du soutien financier complémentaire (solde) prévu contractuellement.

Article 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal, d'allouer à destination de Mme Cloé MISLIN, un soutien financier complémentaire (solde) au titre de l'année 2023, conformément aux engagements pris par la Ville.

Article 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION COMPLEMENTAIRE

Le suivi attentif de Mme Cloé MISLIN et sa rencontre à échéances régulières, permettent d'ores et déjà à la Ville, en lien étroit avec le Conseil Local de l'Excellence Sportive, de disposer d'une appréciation objective et qualitative sur son degré d'implication à l'heure de ce bilan partiel 2023 et d'allouer en conséquence en faveur de cette dernière, une subvention complémentaire de 2 400 € (deux mille quatre cents euros).

Article 3 – MODALITES DE VERSEMENT

Le complément de subvention, défini à l'article 2 du présent avenant, fera l'objet d'un versement unique, sur le compte bancaire ou postal de Mme Cloé MISLIN selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve de la transmission de toutes pièces justificatives qui viendraient à être sollicitées à travers la notification d'attribution de la subvention.

Article 4 – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la convention de partenariat conclue au titre de l'année civile 2023 restent en vigueur.

Article 5 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les dispositions du présent avenant sont applicables dès la signature des parties.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le 2023.

Pour la VILLE DE MULHOUSE, L'Adjoint délégué à la politique sportive	La sportive,
M. Christophe STEGER	Mme Cloé MISLIN

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

45° DISPOSITIF « COLOS APPRENANTES » : CANDIDATURE DE LA VILLE DE MULHOUSE (244/8.5/945)

Le dispositif « colos apprenantes », qui s'inscrit dans le programme Vacances apprenantes, est un dispositif d'Etat initié en 2020, reconduit pour l'année 2023 dans le cadre d'une instruction ministérielle du 14 mars 2023.

Pour cette année, le dispositif se fixe un objectif de mixité sociale, économique, territoriale et culturelle, garante de la qualité des échanges et des rencontres entre mineurs, des possibilités de découverte, de l'apprentissage de la vie en collectivité et de l'adaptation collective à de nouveaux environnements et à de nouvelles activités.

Le dispositif permet à des mineurs éligibles identifiés de bénéficier d'un séjour de vacances, défini par le code de l'action sociale et des familles, dont la prise en charge est assurée financièrement par les services de l'Etat.
Les « colos apprenantes » ont pour objectif d'accueillir des mineurs de 3 à 17 ans, prioritairement ceux domiciliés en quartier prioritaire de la politique de la Ville ou issus de familles en situation socio-économique fragile ou isolées.

Les séjours de vacances se dérouleront pendant les vacances scolaires d'été et d'automne pour une durée minimale de 4 nuits / 5 jours sur le territoire national et auront fait l'objet d'une labellisation « colos apprenantes » garantissant un objectif social, éducatif et culturel.

Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse souhaite s'inscrire dans le dispositif en répondant à l'appel à candidature lancé par l'Etat et qui donnera lieu à un conventionnement.

Ainsi, la collectivité prescriptrice joue un rôle d'intermédiation entre les organisateurs de séjours de vacances et les mineurs qu'elle accompagne en avançant les frais d'inscription des séjours et en obtenant le remboursement desdits frais au retour des mineurs.

Pour chaque mineur éligible, l'aide de l'Etat est plafonnée :

- pour les séjours de moins de 6 nuitées : 83 € par nuitée ;
- pour les séjours de 6 nuitées : 500 € ;
- pour les séjours de plus de 6 nuitées : 500 € + 83 € par nuitée au-delà de la sixième.

La prise en charge des sommes par l'Etat sera effectuée en deux temps ; une prise en charge à hauteur de 25% du montant total estimé à la signature de la convention et le solde, à l'issue de la participation des mineurs.

Les publics éligibles ciblés par la Ville sont essentiellement issus du programme de réussite éducative.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2023:
- Chapitre 011 / compte 6042 / fonction 338
Ligne de crédits 1209 « achats de prestations »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition,
- autorise le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

46° ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES (4100/1.7.2/935)

Un marché d'assurance « Flotte Automobile » a été conclu avec SMACL Assurances, dans le cadre d'un groupement de commandes entre Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025.

Par courrier du 15 mars 2023, la SMACL informe Mulhouse Alsace Agglomération, coordonnateur du groupement de commandes, d'une majoration de la cotisation annuelle pour 2024, de plus de 100%, soit une prime annuelle de 776 859,47 € HT pour les deux collectivités, contre 370 988,36 € HT pour 2023, au motif d'une dégradation de la sinistralité.

Une telle augmentation est disproportionnée au regard de l'aggravation de la sinistralité, qui représente environ 30% de surcout de prime.

Par conséquent, d'un commun accord entre les deux collectivités, il est proposé de résilier le marché d'assurance flotte automobile avec effet au 1er janvier 2024 et d'engager une procédure d'appel d'offres ouvert, afin de conclure un nouveau marché pour une durée de quatre ans.

Ainsi, il est nécessaire de constituer un nouveau groupement de commandes entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération.
Les modalités de fonctionnement de ce groupement et les conditions de passation de ce marché sont définies dans une convention constitutive du groupement dont le projet est ci-après annexé.

Il est proposé que Mulhouse Alsace Agglomération assure la fonction de coordonnateur du groupement. A cette fin, la Ville de Mulhouse lui donne mandat pour gérer la procédure de consultation, signer, notifier et exécuter le marché en son nom et pour son compte.

Pour la Ville de Mulhouse, le montant cumulé prévisionnel de la dépense est estimé à 1 300 000 € HT pour 4 ans.

Les crédits nécessaires seront demandés au budget primitif de chaque exercice :
Enveloppe n° 808 « Primes d'assurance »
Chapitre 011, nature 6161, fonction 020
Service gestionnaire 414

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise Madame le Maire ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution

P.J. : Projet de convention de groupement de commande

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHE PUBLIC D'ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE (articles L.2124-2 ; R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique)

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du 18 juillet 2020

et

la Ville de Mulhouse, représentée par son Adjoint Délégué, M. Thierry NICOLAS, en vertu d'une délibération du 22 juin 2023

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le marché d'assurance « Flotte Automobile » souscrit auprès de la SMACL dans le cadre d'un groupement de commandes conclu entre Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse sera résilié à compter du 1er janvier 2024, en raison d'une demande de majoration de la prime 2024, disproportionnée par rapport à l'aggravation de la sinistralité. Par conséquent, il convient de conclure un nouveau marché.

La Ville Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération souhaitent poursuivre ce groupement et de ce fait, constituer un nouveau groupement de commandes.

A cet effet, la présente convention constitutive du groupement de commandes est conclue.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de :
- créer un groupement de commandes entre Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse, en vue de la passation d'un marché d'assurance « Flotte Automobile » pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2024,
- déterminer les modalités de fonctionnement du groupement,
- régler les conditions dans lesquelles ce marché va être conclu.

Article 2 : Objet du marché

Le marché sera passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique et a pour objet l'assurance des véhicules à moteur et la prévention du risque routier.

Les caractéristiques principales du marché public sont les suivantes :
- Garanties : responsabilité civile, protection juridique, incendie, vol, vandalisme, attentat, force de la nature, catastrophes naturelles, dommages corporels, assistance, contenu du véhicule, bris de glace avec franchise, dommages tous accidents avec franchise.
- Prévention : suivi post-sinitres, formation, plan de prévention.

Article 3 : Fonctionnement du groupement

3.1 Durée

Le groupement de commandes est constitué à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, jusqu'à la fin de l'exécution du marché pour lequel il est constitué, soit le 31 décembre 2027.

3.2 Coordonnateur du groupement – Mandat

Mulhouse Alsace Agglomération est désignée coordonnateur du groupement. A ce titre, il lui incombe de gérer la procédure de consultation.
Le coordonnateur est mandaté pour signer, notifier et exécuter le marché au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes.

3.3 Le Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur est Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président ou son Vice-Président délégué.

3.4 Frais de fonctionnement du groupement

Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel d'offres et des avis d'attribution
- les frais de gestion administrative et financière des marchés

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de mandataire.

Article 4 : Déroulement de la procédure de consultation

4.1 Etablissement du dossier de consultation

En tant que coordonnateur, Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de la rédaction du dossier de consultation.

La Ville de Mulhouse transmet au coordonnateur toutes les informations nécessaires pour la préparation du dossier de consultation.

4.2 Procédure choisie

La consultation est lancée sur le fondement d'une procédure d'appel d'offres ouvert (articles L.2124-2 ; R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique).

4.3 Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres compétente est celle de Mulhouse Alsace Agglomération.

4.4 Conclusion du marché

Il incombe à Mulhouse Alsace Agglomération de signer le marché au nom du groupement et de le transmettre au contrôle de légalité.

Une copie du marché signé sera adressée à la Ville de Mulhouse.

4.5 Exécution du marché

Il incombe à Mulhouse Alsace Agglomération d'exécuter le marché au nom du groupement.

Chaque membre du groupement s'engage à informer immédiatement le coordonnateur mandataire de la survenance de tout sinistre.

4.6 Règlement du marché

En tant que coordonnateur mandataire, Mulhouse Alsace Agglomération règle l'intégralité des prestations objet du marché à l'assureur retenu.

La Ville de Mulhouse remboursera à Mulhouse Alsace Agglomération :
- La prime d'assurance, sur la base du taux retenu dans le marché, appliqué au nombre et aux catégories de véhicules dont la commune est propriétaire ou dont elle a l'usage. Pour les années 2025 à 2027, la prime due fera en outre l'objet d'une indexation et le cas échéant, d'un ajustement tarifaire en fonction de la sinistralité,
- Les dépenses liées aux actions de prévention.

Les indemnités versées dans le cadre du règlement des sinistres seront encaissées par le coordonnateur.
Concernant les cessions de véhicules à l'assureur, suite à sinistres, les indemnités seront perçues par la collectivité propriétaire du véhicule.

Article 5 : Reddition des comptes

Le coordonnateur est tenu de rendre compte de sa gestion à la Ville de Mulhouse.

A cette fin, il s'engage à leur remettre une copie de l'ensemble des pièces transmises au contrôle de légalité et un état des sinistres annuels.

Article 6 : Evolution du groupement de commandes

Aucun des membres ne pourra se retirer du groupement de commandes et aucun nouveau membre ne pourra intégrer le groupement.

Article 7 : Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 8 : Représentation en justice

La Ville de Mulhouse donne mandat au coordonnateur pour les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation ou de l'exécution du marché.

Article 9 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux

A Mulhouse, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération	Pour la Ville de Mulhouse
Le Président M. Fabian JORDAN	L'Adjoint Délégué M. Thierry NICOLAS

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

47° COLLECTE DU NUMERO D'IMMATRICULATION DE VEHICULES : DEROGATION AU DROIT D'OPPOSITION DES USAGERS DU STATIONNEMENT (421/8.3/906)

A Mulhouse, le paiement du stationnement sur voirie s'effectue depuis un horodateur ou depuis une application mobile. Dans les deux cas, le numéro de la plaque d'immatriculation est à renseigner par l'usager.

Le numéro de plaque d'immatriculation est une donnée à caractère personnel puisqu'il permet d'identifier indirectement une personne physique. Son traitement est donc soumis à la réglementation sur la protection des données personnelles.

Conformément à cette règlementation, toute personne dispose d'un droit d'opposition au traitement de ses données personnelles. Ainsi, tout usager serait en droit de s'opposer à la collecte du numéro d'immatriculation de son véhicule.

Toutefois, ce droit peut être écarté par la Collectivité pour un motif d'intérêt général, lorsque les données collectées sont nécessaires à l'accomplissement de l'objectif poursuivi par le traitement. En matière de paiement du stationnement sur voirie à Mulhouse, les données collectées sont nécessaires :

- pour assurer la mise en œuvre et le respect des règles de tarification du stationnement posées par la Collectivité qui permettent de favoriser la fluidité de la circulation, la rotation du stationnement sur voirie et l'utilisation de moyens de transports collectifs ;
- pour assurer un meilleur recouvrement des recettes publiques en réduisant les erreurs de calcul du forfait post-stationnement (FPS) ;
- pour mieux garantir l'effectivité des recours, l'usager pouvant sans équivoque démontrer avoir payé le montant de la redevance de stationnement dès lors que son justificatif de paiement comporte le numéro d'immatriculation de son véhicule.

Par ailleurs, la collecte et le traitement du numéro de plaque d'immatriculation par la Ville font l'objet de mesures de sécurité adéquates encadrées contractuellement, qui permettent de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, la limitation d'accès aux seules personnes autorisées et le signalement de toute violation de ces règles auprès de la Ville et de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Les modalités de traitement des données personnelles dans le cadre de la bonne gestion et du contrôle du stationnement payant sur la voie publique sont détaillées en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'écarter le droit d'opposition des usagers du stationnement à la collecte du numéro d'immatriculation pour motif d'intérêt général.

PJ : Fiche de traitement des données personnelles – Stationnement payant sur voirie

REGISTRE DES TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE PAR LA VILLE DE MULHOUSE Gestion du stationnement payant sur voirie	
Responsable du traitement de données à caractère personnel	Ville de Mulhouse
Coordonnées	Ville de Mulhouse 2, rue Pierre et Marie Curie B.P. 10020 68948 Mulhouse Cedex 9 Tel : 03 89 32 58 58
Coordonnées du délégué à la protection des données (DPO)	Management du Risque Numérique 2, rue Pierre et Marie Curie 68948 Mulhouse Cedex 9 donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr

Finalités du traitement :	Gestion du stationnement payant sur voirie
	- Gestion des droits de stationnement
	  ○ Gestion des abonnements au stationnement sur voirie à tarif préférentiel
	  ○ Paiement des droits de stationnement à distance
	- Contrôle et verbalisation du stationnement payant sur voirie
	- Gestion des FPS (Forfait Post Stationnement)
	- Gestion du contentieux en lien avec l'ANTAI (Agence Nationale des Traitements Automatisés des Infractions) et la CCSP (Commission du Contentieux du Stationnement Payant)
	- Statistiques sur l'usage du stationnement

Base juridique du traitement	Règlement européen 2016/679 (règlement général sur la protection des données - RGPD) Article 6 (1) a – Consentement de la personne concernée Article 6 (1) b – Nécessaire à l'exécution d'un contrat Article 6 (1) e – Exécution d'une mission d'intérêt public
Catégories de personnes concernées	Usagers du stationnement sur voirie

Catégories de données traitées	Données relatives au demandeur d'un droit de stationnement :
	- Qualité
	- Adresse postale
	- Civilité
	- Nom
	- Prénom
	- Téléphone
	- E-mail
	
	Données relatives au droit de stationnement :
	- Secteur de stationnement
	- Véhicule concerné
	  ○ Immatriculation
	  ○ Marque
	  ○ Modèle
	- Date de démarrage du droit

	- Durée de validité du droit Pièces justificatives : - Certificat d'immatriculation - Attestation employeur (particulier) - Taxe d'habitation (particulier) - Justificatif du code APE (pro) - Extrait K-Bis (pro) - Carte d'étudiant (étudiant) - Convention de stage (étudiant) Données relatives au paiement à distance : *Le paiement à distance du stationnement sur voirie à Mulhouse peut s'effectuer depuis 3 applications mobiles différentes (ou par téléphone/via un site internet)* - Zone de stationnement et tarif applicable - Date de démarrage du droit de stationnement - Durée du stationnement - Numéro d'immatriculation du véhicule - Montant acquitté Données relatives à la gestion des FPS - Nom, prénom - Adresse postale - E-mail - Numéro de téléphone - Numéro d'immatriculation du véhicule - Numéro de FPS - Adresse du stationnement Données relatives à une procédure contentieuse : - Données communiquées par l'usager dans le cadre d'un recours administratif préalable - Données utiles liées au stationnement, objet de la contestation
Source des données	Usagers du stationnement sur voirie
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données et conséquences en cas de non-fourniture des données	Les données facultatives sont indiquées comme telles.
Catégories de destinataires des données	Dans la limite de leurs besoins respectifs, sont destinataires de tout ou partie des données : - Le service voirie de la Ville de Mulhouse ; - Les agents de la police municipale de Mulhouse en charge de la surveillance des voies publiques ; - L'ANTAI pour la transmission des avis de paiements de FPS ; - La CCSP pour la gestion des recours contentieux ; - La société IER fournisseur de l'outil de concentrateur des tickets et la société Numesia fournisseur de la plateforme de téléservices ; Les sociétés EasyPark, Flowbird, PayByPhone et les tiers de paiement qui fournissent les services supports des prestations

Catégories de destinataires des données	dématérialisées (paiement du stationnement via mobile) peuvent ressortir comme "responsables de traitement" conjoints avec la ville, au sens du règlement (UE) 2016/679 ("Règlement général sur la protection des données" ou RGPD) lorsqu'elles mettent en œuvre leurs propres traitements sur vos données. Dès lors, chaque utilisateur de ces services doit lire et accepter leurs CGU (Conditions Générales d'Utilisation) ainsi que leur Politique de confidentialité et de cookies, avant de consentir à l'utilisation des services.
Transferts de données vers un pays tiers à l'Union européenne ou vers une organisation internationale	Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée.
Durée de conservation des données	La Ville de Mulhouse conserve les données liées à un droit de stationnement pour la durée de validité du droit de stationnement considéré, augmentée de 6 mois ; elles sont ensuite détruites. Les durées relatives aux abonnés sur voirie (résidents/étudiants/professionnels), bénéficiant d'un tarif privilégié sont conservées pendant 2 ans (pendant toute cette durée, l'abonné peut faire valoir son droit à l'effacement de ses données). Ces durées peuvent être prolongées en cas de contentieux ou pour répondre à des obligations légales et réglementaires.
Mesures de sécurité techniques / organisationnelles (description générale)	Des mesures organisationnelles et techniques sont mises en œuvre pour garantir la sécurité des données traitées. En particulier sont notamment mises en œuvre les mesures suivantes : - Les numéros de plaques d'immatriculation font l'objet d'un chiffrement (hachage) dans le concentrateur de tickets ; - Mécanismes d'authentification fiables des personnes habilitées à accéder aux données ; - Gestion stricte des habilitations ; - Encadrement contractuel des opérations confiées à des sous-traitants ou mises en œuvre par des co-responsables de traitement, incluant la fixation d'objectifs de sécurité.
Droits des personnes concernées	Accès, rectification, opposition, effacement (droit à l'oubli), limitation : cf. https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits Le droit d'opposition est écarté concernant la collecte du numéro d'immatriculation pour des motifs d'intérêt public Pour exercer vos droits : contactez le délégué à la protection des données de la Ville de Mulhouse donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr

Droit d'introduire une réclamation (plainte) auprès de la CNIL	- Pour contacter la CNIL: https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil - Pour adresser une réclamation (plainte) à la CNIL : https://www.cnil.fr/fr/plaintes
Rédacteur(s)de la fiche	*Déléguée à la protection des données de la Ville de Mulhouse*
Date de dernière mise à jour	*31/03/2023*

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

48° MOBILIER URBAIN : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDE DE MISE A DISPOSITION, INSTALLATION, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET EXPLOITATION DE MOBILIER URBAIN, COORDONNE PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (4200/1.7.2/941)

La Ville de Mulhouse s'inscrit depuis 2006 dans un groupement de commande portant sur la mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains et d'abris voyageurs, avec les communes de Kingersheim et Illzach, coordonnée en son temps par le Syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne (SITRAM), puis par Mulhouse Alsace Agglomération aujourd'hui.

Le contrat portant sur le mobilier urbain destiné à améliorer l'information publique, à travers l'affichage publicitaire et municipale a été notifié à la société JCDecaux Mobilier Urbain le 8 juin 2007.

Ce contrat arrive prochainement à échéance.
Dans l'optique de massifier l'achat et les redevances perçues au titre du droit d'implanter, d'exploiter commercialement pour partie le mobilier urbain sur le domaine public, il est proposé d'adhérer au projet de groupement de commande que souhaite coordonner Mulhouse Alsace Agglomération avec d'autres communes membres de l'agglomération, en vue de la passation de contrats de concession de service de mobilier urbain.

Chaque membre du groupement sera associé à la préparation de la consultation dans le cadre de préparation du cahier des charges, à l'analyse des offres, ainsi qu'aux négociations et délibèrera pour autoriser la signature avec le concessionnaire proposé à la fin de la procédure de passation.

La commission compétente, présidée par le représentant du coordonnateur, conformément à l'article L1411-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales sera composée d'un représentant par membre du groupement, dont Madame Claudine BONI DA SILVA est désignée pour le compte de la Ville de Mulhouse, supplée le cas échéant par Monsieur Jean Philippe BOUILLE.

L'exécution du contrat, signé par chaque membre, sera assurée par chacun en son nom et pour son propre compte.

Une évaluation quantitative et qualitative propre aux besoins de la Ville de Mulhouse, considérant les contraintes du Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), sera communiquée à Mulhouse Alsace Agglomération en vue de la passation de la concession.
Le besoin en terme d'informations municipales consiste à minima en l'affichage d'une face dédiée à cet effet sur le mobilier urbain type Sénior (8m²) ou MUPI (2m²) et à 50% du temps sur l'affichage digital.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer une convention constitutive de groupement de commande avec Mulhouse Alsace Agglomération et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution ;
- désigne Madame Claudine BONI DA SILVA en qualité de représentante à la Commission compétente du groupement, supplée le cas échéant par Monsieur Jean Philippe BOUILLE.

PJ : Projet de convention de groupement de commande

Direction Mobilités et Transports
541 -Transports

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES

Objet du groupement :
Concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation de mobiliers urbains

Entre les soussignées :

Mulhouse Alsace Agglomération, désigné m2A,
d'une part
et
la Commune de Mulhouse, Kingersheim, Illzach, Wittenheim, Pfastatt et Morschwiller-le-Bas d'autre part ;

Préambule

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération installe des abris voyageurs aux arrêts de bus et aux stations de tramways. Le marché actuel pour la fourniture, la pose et l'entretien des abribus publicitaires a été conclu en 2007 et arrive à échéance.

La conclusion de ce marché s'était inscrite dans un groupement de commandes avec les communes de Mulhouse, d'Illzach et de Kingersheim qui ont chacune passé un marché portant sur le mobilier urbain d'information. Après concertation avec toutes les communes disposant de ce type de mobilier et compte tenu de l'analogie d'objets des marchés, Mulhouse Alsace Agglomération, et les communes de Mulhouse, Kingersheim, Illzach, Wittenheim, Pfastatt et Morschwiller-le-Bas souhaitent constituer un nouveau groupement de commandes pour la fourniture, la pose et l'entretien de mobilier urbain.

C'est l'objet de cette convention conformément à l'article L3112-1 du Code de la Commande Publique.

Article 1 – Objet et membres du groupement

Un groupement d'autorités concédantes est constitué entre Mulhouse Alsace Agglomération et les communes de Mulhouse, Kingersheim, Illzach, Wittenheim, Pfastatt et Morschwiller-le-Bas conformément aux dispositions des articles L. 3112-1 à L. 3112-4 du Code de la Commande Publique.

Ce groupement a pour objet de coordonner la procédure de passation de contrats de concession de service de mobilier urbain pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation de mobiliers urbains.

Les concédants sont solidairement responsables des seules opérations de passation du contrat de concession.

Un contrat par collectivité membre du groupement sur le périmètre de prestation qui revient à chacune desdites collectivités sera signé avec l'attributaire au terme de la procédure de passation menée par le groupement.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa notification au dernier des représentants des collectivités signataires.

Elle perdure jusqu'à la notification du dernier contrat de concession de service de mobilier urbain.

A son terme, les collectivités pourront convenir d'une prorogation pour une nouvelle période dont elles détermineront la durée.

Article 3 – Désignation du coordonnateur du groupement

Le coordonnateur du groupement est Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, en sa qualité de représentant légal de la collectivité, ou son délégué.

Article 4 – Rôle du coordonnateur du groupement

Le coordonnateur du groupement a pour mission de procéder à l'ensemble des opérations de passation des contrats de concession de service de mobilier urbain dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

Une commission compétente dédiée est créée dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention en application de l'article L.1411-5-1 du Code général des collectivités territoriales dont le champ d'application s'étend à tout groupement d'autorités concédantes par renvoi explicite à L. 3112-1 du Code de la commande publique.

Chaque collectivité membre du groupement signera, après autorisation de son assemblée délibérante, le contrat portant sur les prestations qui relèvent de son périmètre.

En outre, le coordonnateur sera chargé de procéder aux opérations d'envoi des courriers de rejet du contrat de concession de service de mobilier urbain. Il appartient également au coordonnateur de transmettre au représentant de l'Etat les documents contractuels nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité.

L'exécution du contrat de concession sera assurée par chacun de ses membres du groupement en son nom et pour son compte.

Article 5 – Commission compétente

En application de l'article L. 1411-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission de délégation de la concession sera composée des membres suivants :
1° Un représentant, élu parmi les membres ayant voix délibérative au sein de la commission prévue au même article L. 1411-5, de chaque membre du groupement qui dispose d'une telle commission ;
2° Un représentant pour chacun des autres membres du groupement, désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

Le comptable de m2A et un représentant du ministre chargé de la concurrence seront invités à participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission par le président de la commission.

Article 6 – Modalités de fonctionnement du groupement

Mulhouse Alsace Agglomération sera coordonnateur et prendra en charge toutes les formalités de passation de la concession dans le respect des dispositions du code de la commande publique, notamment en matière de publicité et de seuils.

Le Coordonnateur du groupement de commandes est investi des missions suivantes :

- Coordonner la préparation des marchés publics
- Réaliser la passation de la concession de service
- Conduire les actions en justice relatives à procédure de passation

Le coordonnateur veillera à prendre en considération les besoins et les objectifs de chaque membre qui sera associé à l'analyse des offres, aux négociations et au choix du futur titulaire. Un protocole additionnel sur les bonnes relations de ce groupement sera rédigé conjointement.

Chaque membre du groupement délibèrera sur le choix du concessionnaire à la fin de la procédure de passation et procédera l cas échéant à la signature du contrat relevant de son périmètre

Article 7 – Modalités de gestion

Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de la bonne exécution du contrat de concession en fonction des engagements pris dans le cadre de la procédure.

Chaque membre du groupement s'engage à inscrire à son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses réelles à sa charge, le cas échéant.

De même, il s'engage à inscrire aux budgets de l'exercice final les crédits nécessaires au solde de tout engagement de dépenses non liquidées ou rattachées, le cas échéant.

Chaque membre du groupement fera valoir lui-même ses droits en matière de compensation ou de récupération de la taxe à la valeur ajoutée, le cas échéant.

Article 8 – Répartition des recettes

Les recettes liées à l'objet du groupement et obtenues directement par un de ses membres profitent exclusivement à celui-ci conformément à chaque contrat de concession.

Les recettes résultant d'une procédure (exemple : pénalités de retard) sont directement mises en recouvrement par chaque membre du groupement.

Article 9 – Rémunération du coordonnateur

Les fonctions de coordonnateur sont exclusives de toute rémunération.

Article 10 – Modalités d'adhésion et de sortie du groupement

Si l'une des collectivités signataires souhaite quitter le groupement, une simple délibération notifiée au coordonnateur suffit pour mettre en œuvre la procédure de sortie du groupement, mais elle ne peut être effective qu'avec l'accord de l'autre membre.

En cas d'acceptation, la collectivité sortante se trouve engagée financièrement jusqu'à la liquidation intégrale de toutes les dépenses à sa charge, y compris pour toute procédure engagée avant la notification de sa demande.

Dans le cas où le groupement s'est engagé envers un cocontractant sous la forme d'un contrat pluriannuel, la collectivité sortante supporte les frais éventuels entraînés par son départ.

Par ailleurs, le groupement pourra être dissout, avec l'accord de tous ses membres, à la fin de chaque exercice, chacun d'entre eux s'obligeant toutefois à assumer la liquidation des dépenses qui lui incombent de par la présente convention.

En tout état de cause, les effets de la présente convention restent valables pour chaque collectivité jusqu'à l'apurement complet des comptes, que la liquidation soit partielle ou globale et quelle que soit la durée de mise en application des clauses qu'elle contient.

Article 11 – Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera du tribunal administratif de Strasbourg.

Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie - BP 90019 - 68948 MULHOUSE Cedex 9
Tél. : **03 89 33 79 79** - Fax : 03 89 32 69 02 **mulhouse-alsace.fr**

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

49° TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN TRAVERSE D'AGGLOMERATION SUR LA RD 56 A MULHOUSE : CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE (422/1.3.2/916)

La Ville souhaite réaliser des travaux d'aménagement sur la route départementale n°56, propriété de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), en vue de l'aménagement de la rue du Jardin zoologique, entre Boulevard Gambetta et la rue de la Forêt.

Ces travaux relèvent à la fois de la CeA et de la Commune. La CeA a la charge de la structure de la chaussée s'agissant d'une route départementale et la Ville a la charge de la couche de roulement et de la reprise des trottoirs. Dans l'intérêt commun des deux collectivités et afin d'optimiser les moyens (techniques, financiers, humains...), il est proposé que la Ville soit désignée maître d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération.

La Ville, en tant que maître d'ouvrage désigné, réalisera l'ensemble des travaux, y compris ceux relevant de la compétence de la CeA, et assurera son financement. Puis la CeA remboursera le coût réel toutes taxes comprises des travaux lui incombant.

Le coût total de l'opération est estimé à 472 056 € HT (566 467 TTC) dont 249 295 € TTC (44%) à la charge de la CeA. La Ville pourra solliciter une avance de 30% du coût prévisionnel à la charge de la CeA (75 K€) avant le démarrage de l'opération, prévue pour courant juillet 2023 jusqu'à fin août 2023.

Afin d'organiser les modalités du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'aménagement de la rue du Jardin zoologique, et les modalités de financement et de remboursement, il est nécessaire d'établir une convention entre la CeA et la Ville.

Les crédits nécessaires au financement de l'opération de la Ville sont inscrits au budget prévisionnel 2023 :
Ligne de crédit : 13750 « Maintenance voirie »
Chapitre 21 – article 2152
Fonction 845

Les crédits nécessaires au préfinancement des travaux réalisés par la Ville, pour le compte de la CeA, sont proposés en décision modificative :

En dépenses :

Chapitre 458100110 – Nature 4581 – Fonction 843
Service gestionnaire et utilisateur : 422
Ligne de crédit 36269 « CEA - RUE DU JARDIN ZOOLOGIQUE »

En recettes :

Chapitre 458200110 – Nature 4582 – Fonction 843
Service gestionnaire et utilisateur : 422
Ligne de crédit 36270 « CEA - RUE DU JARDIN ZOOLOGIQUE »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,

- autorise Madame le Maire ou sa représentante à signer la convention jointe ainsi que toutes les pièces nécessaires.

PJ : 1 projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage + annexes

Ville de Mulhouse

CONVENTION N° 68-2023-007

Convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'aménagement en traverse d'agglomération

RD n° 56 à MULHOUSE

Vu l'article L 2422-12 du Code de la Commande publique ;

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2022-2-7-1 en date du 28 mars 2022 relative au budget primitif 2022 pour la politique des routes, infrastructures et mobilités ;

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-5-1-2 en date du 31 mai 2021 approuvant la politique d'aménagement des traverses d'agglomérations ;

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-8-7-1 en date du 6 décembre 2021 approuvant la convention-type de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et son avenant-type aux termes desquels la Collectivité européenne d'Alsace confie la maîtrise d'ouvrage aux Communes, aux Communautés de Communes et aux Communautés d'Agglomération pour des opérations de travaux en traverse d'agglomération ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de MULHOUSE en date du 22 juin 2023 ;

ENTRE

La Collectivité européenne d'Alsace, dont le siège est sis place du Quartier Blanc - 67964 Strasbourg Cedex, représentée par son Président, dûment habilité aux fins des présentes par les délibérations susvisées,

Ci-après désignée par « **la Collectivité européenne d'Alsace** »

D'une part,

ET

La Ville de MULHOUSE, dont le siège est sis 2 Rue Pierre et Marie Curie – BP 3089 – 68062 MULHOUSE, représentée par son Maire en exercice,

Ci-après désignée par « **le maître d'ouvrage désigné** »

D'autre part,

Les co-signataires pouvant par ailleurs être désignés par les **parties**.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

En vue de la poursuite des politiques d'accompagnement des Communes et intercommunalités compétentes dans leurs projets d'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération, la Collectivité européenne d'Alsace a adopté par délibération n° CD-2021-5-1-2 en date du 31 mai 2021, une politique renouvelée sur cette thématique d'accompagnement communal et intercommunal, pour l'ensemble des Communes alsaciennes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui disposent d'une compétence en matière de voirie.

Ainsi, les Communes et EPCI qui portent un projet d'aménagement d'un tronçon de voirie départementale situé en agglomération peuvent bénéficier d'une assistance technique et administrative dans le cadre de la définition de leur projet.

Elles peuvent également, sous certaines conditions, bénéficier d'une participation financière de la Collectivité européenne d'Alsace, laquelle continue à assurer, dans la majorité des cas, la maîtrise d'ouvrage de la réfection de la chaussée.

Toutefois, de manière exceptionnelle, lorsque la reprise complète de la structure de chaussée se justifie par son état et que la Collectivité européenne d'Alsace en décide ainsi, ou lorsque la Commune ou l'EPCI compétent souhaite modifier en profondeur le profil en long ou le profil en travers de la route au-delà de ce qui est nécessaire pour son entretien, la Collectivité européenne d'Alsace peut transférer à chaque Commune ou EPCI intéressé, de façon temporaire, la maitrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'aménagement des routes départementales situées en traverse d'agglomération.

Tel est le cas en l'espèce puisque la Ville de MULHOUSE souhaite réaliser des travaux d'aménagement sur la route départementale n° 56, propriété de la Collectivité européenne d'Alsace et classée dans son domaine public routier, en vue de l'aménagement de la Rue du jardin zoologique, entre le Boulevard Gambetta et la Rue de la Forêt.

Ces travaux relèvent à la fois de la Collectivité européenne d'Alsace, en sa qualité de propriétaire de la route chargé de l'entretien de la chaussée, et de la Commune au titre des pouvoirs de police de son Maire, et présentent donc un intérêt commun pour ces deux collectivités.

Dans ces conditions, la présente convention vient ainsi encadrer le transfert à la Ville de MULHOUSE de la maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'aménagement de la Rue du jardin zoologique (RD 56), entre le Boulevard Gambetta et la Rue de la Forêt, et préciser les modalités financières qui s'y rattachent.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'aménagement en traverse d'agglomération.

- Aménagement de la Rue du jardin zoologique (RD 56), entre le Boulevard Gambetta et la Rue de la Forêt.

Afin d'optimiser les moyens techniques, financiers et humains, les **parties** ont souhaité recourir aux modalités du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en application des dispositions de l'article L 2422-12 du code de la commande publique.

Les **parties** décident de désigner la **Ville de MULHOUSE** comme maître d'ouvrage pour la réalisation de l'ensemble des travaux définis à l'article 2. Le **maître d'ouvrage désigné** déclare par la présente accepter cette mission à titre gratuit dans les conditions définies par la présente convention.

En conséquence de quoi, le **maître d'ouvrage désigné** est seul compétent, dans les conditions mentionnées aux articles ci-dessous, pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération (passation et exécution des marchés de travaux) et aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux concernés.

Article 2 – Programme des travaux, enveloppe financière prévisionnelle et délais de réalisation des travaux

Le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle sont définis par le **maître d'ouvrage désigné** et la **Collectivité européenne d'Alsace**, et figurent aux *annexes n° 2 et n° 3* de la présente convention.

Dans le cas où, au cours de la mission, il serait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant de les mettre en œuvre.

Le **maître d'ouvrage désigné** s'engage à démarrer les travaux dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, c'est-à-dire à compter de la date de sa signature par la dernière **partie**, la **Collectivité européenne d'Alsace**.

La date de démarrage des travaux s'entend comme la date de notification du premier ordre de service de démarrage des travaux.

Article 3 – Missions du maître d'ouvrage désigné et validations de la Collectivité européenne d'Alsace

Le **maître d'ouvrage désigné** assurera l'ensemble des missions de maîtrise d'ouvrage définies dans les articles L 2421-1 à L 2421-5 et L 2422-1 à L 2422-13 du code de la commande publique.

Pour l'exécution de l'ensemble de ses missions, le **maître d'ouvrage désigné** sera représenté par son représentant légal qui sera seul habilité à engager la responsabilité du **maître d'ouvrage désigné** pour l'exécution de la présente convention.

L'accord préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace** est nécessaire aux différentes étapes de lancement et d'avancement des travaux selon les modalités ci-dessous :

Article 3.1 – Approbation de l'avant–projet et du projet

Pour la partie des ouvrages situés dans l'emprise de la voirie relevant de la **Collectivité européenne d'Alsace**, le **maître d'ouvrage désigné** est tenu de solliciter l'accord préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace** sur le dossier d'avant-projet et de projet. A cet effet, le dossier correspondant sera adressé à la **Collectivité européenne d'Alsace** par le **maître d'ouvrage désigné**.

La **Collectivité européenne d'Alsace** devra notifier son accord au **maître d'ouvrage désigné** ou faire ses observations dans un délai de 60 jours suivant la réception du dossier. Le **maître d'ouvrage désigné** devra se conformer aux observations exprimées par la **Collectivité européenne d'Alsace**. A défaut de réponse dans le délai indiqué, l'accord de la **Collectivité européenne d'Alsace** sera réputé obtenu.

Article 3.2 – Approbation du dossier de consultation des entreprises et d'un plan de contrôles

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) en ce qui concerne la partie « chaussées » devra faire l'objet d'un accord préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace**. Le DCE devra parvenir à la **Collectivité européenne d'Alsace** au moins 1 mois avant le lancement de la consultation. La **Collectivité européenne d'Alsace** devra notifier son accord au **maître d'ouvrage désigné** ou faire ses observations dans un délai de 1 mois suivant la réception du dossier. Le **maître d'ouvrage désigné** devra se conformer aux observations exprimées par la **Collectivité européenne d'Alsace**. A défaut de réponse dans le délai indiqué, l'accord de la **Collectivité européenne d'Alsace** sera réputé obtenu.

Avant le début des travaux, le **maître d'ouvrage désigné** devra présenter à la **Collectivité européenne d'Alsace,** pour validation dans les conditions précitées, un plan de contrôles des ouvrages. Si, après appel d'offres, des variantes sont demandées au niveau de la structure de chaussée, ce plan de contrôles sera adapté en conséquence.

Article 3.3 - Approbation des éventuelles modifications des marchés de travaux

Toute modification d'un marché de travaux impactant le domaine public routier départemental donnant lieu à la conclusion d'un avenant, devra faire l'objet d'un accord préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace** dans les conditions de délai précisées à l'article 3.2.

Article 3.4 – Approbation des modalités d'exploitation sous chantier

Les travaux devront faire l'objet d'un dossier d'exploitation sous chantier soumis à la validation de la **Collectivité européenne d'Alsace**, dont l'un des objectifs majeurs est de vérifier que la sécurité est assurée durant toutes les phases de chantier. A cet effet, le **maître d'ouvrage désigné** devra transmettre le dossier précité à la **Collectivité européenne d'Alsace**, au moins 45 jours avant le début des travaux.

Article 3.5 – Contrôle du maître d'ouvrage désigné

La **Collectivité européenne d'Alsace** et ses représentants pourront demander à tout moment au **maître d'ouvrage désigné** la communication de toutes les pièces et contrats concernant la partie de l'opération relevant de la compétence de la **Collectivité européenne d'Alsace**.

Au cours de l'opération, tous les mois, le **maître d'ouvrage désigné** adressera à la **Collectivité européenne d'Alsace** un compte-rendu de l'avancement des travaux ainsi qu'un calendrier prévisionnel du déroulement du reste de l'opération. Il indiquera les événements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour d'éventuelles décisions à prendre par la **Collectivité européenne d'Alsace** afin de permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

La **Collectivité européenne d'Alsace** devra faire connaître son accord ou ses observations dans le délai maximum de 15 jours à réception des pièces sus-indiquées.

La **Collectivité européenne d'Alsace** se réserve la faculté d'effectuer à tout moment d'autres contrôles administratifs et techniques qu'elle estime nécessaires. Le **maître d'ouvrage désigné** devra ainsi laisser libre accès, à la **Collectivité européenne d'Alsace** et à ses agents, à tous les dossiers concernant la partie de l'opération relevant de la compétence de celle-ci, ainsi qu'aux chantiers.

Article 4 – Financement

Le **maître d'ouvrage désigné** assurera le préfinancement de la totalité de l'opération, tel que défini dans le cadre de l'enveloppe financière prévisionnelle figurant en *annexe n° 3* de la présente convention.

Dans les limites fixées par la politique de la **Collectivité européenne d'Alsace** en matière de soutien aux aménagements des routes départementales en traverse d'agglomération, le remboursement des dépenses relevant de la compétence de la **Collectivité européenne d'Alsace** s'effectuera selon le coût réel des travaux, en toutes taxes comprises dans la mesure où le **maître d'ouvrage désigné** effectue des travaux "pour le compte de tiers".

Dans l'hypothèse d'un coût réel des travaux supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle, les décomptes devront être conformes à celle-ci préalablement modifiée par avenant en application de l'article 2. A défaut d'avenant proposé par le **maître d'ouvrage désigné** et faute d'accord entre **les parties**, seul le montant initialement fixé sera mandaté par la **Collectivité européenne d'Alsace.**

Article 4.1 - Avance

Sur demande du **maître d'ouvrage désigné**, la **Collectivité européenne d'Alsace** versera une avance dès la notification de l'ordre de service du démarrage des travaux. Le montant de l'avance est fixé à 30 % du coût prévisionnel des travaux à la charge de la **Collectivité européenne d'Alsace** prévus à l'article 2 et figurant à l'*annexe n° 3*.

Article 4.2 - Règlement intermédiaire

Sur présentation du procès-verbal de réception des travaux et d'un projet de décompte par le **maître d'ouvrage désigné,** la **Collectivité européenne d'Alsace** procèdera à un versement correspondant à 90 % du montant du projet de décompte final correspondant à la part de la **Collectivité européenne d'Alsace**, avance de 30 % déduite.

Article 4.3 – Solde

A réception du décompte général définitif (DGD) du marché de travaux et des factures relatives aux frais annexes recensés dans l'*annexe n° 3* à la présente convention, transmis par le **maître d'ouvrage désigné** à l'appui de sa demande de paiement établie conformément à l'*annexe 4*, ainsi que, le cas échéant, la mise en conformité avec les observations préalables de la **Collectivité européenne d'Alsace** dans le cadre de l'inspection préalable de mise en service (IPMS), **la Collectivité européenne d'Alsace** procédera au versement du solde qui correspondra à la différence entre :

- le montant du DGD du marché de travaux correspondant à la part de la **Collectivité européenne d'Alsace**, additionné de la somme des factures des frais annexes,
- et les éventuels versements antérieurs (avance ou règlement intermédiaire),

dans la limite de l'enveloppe financière contractualisée.

Article 4.4 – Modalités de versement

Le versement des sommes dues au titre de la présente convention se fait dans les conditions suivantes :

- Le **maître d'ouvrage désigné** et le maître d'œuvre établissent et signent le tableau de « demande d'avance, d'acompte ou solde » (selon le modèle de l'annexe n° 4), puis l'adresse à la **Collectivité européenne d'Alsace** (au Service Routier désigné à l'article 15 de la présente convention) avec :
    - une copie de la notification de l'ordre de service du démarrage des travaux pour le versement de l'avance ;
    - une copie de la notification du procès-verbal de réception des travaux (et du projet de décompte final) pour le versement du règlement intermédiaire ;
    - une copie du décompte général définitif du marché de travaux et des factures relatives aux frais annexes recensés dans l'annexe n° 3, pour le versement du solde ;
- Après réception du tableau de « demande d'avance, d'acompte ou solde » signé en retour par la **Collectivité européenne d'Alsace**, le **maître d'ouvrage désigné** établit un titre de recette pour le montant de l'avance/règlement intermédiaire/solde (selon les cas) figurant sur le tableau de « demande d'avance, d'acompte ou solde » signé par la **Collectivité européenne d'Alsace**.
- La **Collectivité européenne d'Alsace** procède au mandatement de l'avance/règlement intermédiaire/solde (selon les cas) après réception de l'avis des sommes à payer.

Article 4.5 – Récupération de la TVA

Le **maître d'ouvrage désigné**, susceptible de bénéficier du fond de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses d'investissement afférentes aux travaux dont il a assuré la maîtrise d'ouvrage, tels que définis à l'*annexe n° 3* (colonne a) de la présente convention, se charge d'établir le dossier y afférent, et de solliciter l'attribution du fonds de compensation auprès des services de l'Etat.

Le montant toutes taxes comprises remboursé par la **Collectivité européenne d'Alsace** au titre de la chaussée, tel qu'il est défini à l'*annexe n° 3* (colonne b) n'est pas pris en compte pour le calcul de l'attribution du FCTVA au **maître d'ouvrage désigné**.

La **Collectivité européenne d'Alsace** sollicite l'attribution du FCTVA auprès des services de l'Etat pour le montant remboursé au **maître d'ouvrage désigné** au titre de la chaussée (*annexe n° 3* ; colonne b), qui correspond à des dépenses réelles d'investissement qu'elle réalise sur son propre domaine public routier.

Article 4.6 – Clôture comptable

Si les demandes de versement (solde déduction faite des éventuelles avance et règlement intermédiaire – *annexe n° 4*) du **maître d'ouvrage désigné** ne sont pas parvenues à la **Collectivité européenne d'Alsace** dans un délai de six mois à compter de **la réception des travaux**, la **Collectivité européenne d'Alsace** peut mettre en demeure le **maître d'ouvrage désigné** de faire valoir ses demandes de versements qui pourraient demeurer pendantes. Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans un délai de 1 mois, le **maître d'ouvrage désigné** est réputé renoncer au versement du solde de la part de la **Collectivité européenne d'Alsace**.

Une prolongation du délai de six mois, renouvelable deux fois sans pouvoir excéder un délai de 2 ans à compter de la réception des travaux, pourrait être exceptionnellement sollicitée sur demande écrite du **maître d'ouvrage désigné** dûment justifiée et acceptée par le Président de la **Collectivité européenne d'Alsace**.

Article 5 – Modalités de réception des ouvrages

Le **maître d'ouvrage désigné** sera tenu d'obtenir l'accord préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace** avant de prendre la décision de réception de la partie de l'ouvrage relevant de la compétence de celle-ci.

A la fin des travaux et avant les opérations préalables à la réception prévues à l'article 41.2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les représentants des entreprises, du **maître d'ouvrage désigné** et de la **Collectivité européenne d'Alsace**. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprendra les observations éventuellement émises par le **maître d'ouvrage désigné**, la **Collectivité européenne d'Alsace** et le maître d'œuvre. Ces observations seront a minima reprises dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception. Le cas échéant, le **maître d'ouvrage désigné** prendra toutes dispositions pour permettre à la **Collectivité européenne Alsace** de réaliser l'inspection préalable de mise en service (IPMS).

Le **maître d'ouvrage désigné** transmettra à la **Collectivité européenne d'Alsace** les copies de tous les documents préalables à la réception des travaux (procès-verbal des opérations préalables à la réception, propositions du maître d'œuvre au **maître d'ouvrage désigné**, etc.).

En ce qui concerne la décision de réception des ouvrages, le **maître d'ouvrage désigné** transmettra ses propositions à la **Collectivité européenne d'Alsace**. Celle-ci fera connaître sa décision au **maître d'ouvrage désigné** dans les 20 jours suivant la réception des propositions de ce dernier. L'absence de réponse de la **Collectivité européenne d'Alsace** dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du **maître d'ouvrage désigné**.

Le **maître d'ouvrage désigné** établira ensuite la décision de réception ou de refus et la notifiera à l'entreprise. Le **maître d'ouvrage désigné** devra s'assurer de la levée des réserves. Une copie de cette décision sera notifiée à la **Collectivité européenne d'Alsace**.

Article 6 – Remise des ouvrages

Le **maître d'ouvrage désigné** remettra à la **Collectivité européenne d'Alsace** les ouvrages relevant de la compétence de celle-ci après réception des travaux et notification aux entreprises. Un procès-verbal de remise de ces ouvrages sera établi et signé contradictoirement. La décision de mise en service incombe ensuite à la **Collectivité européenne d'Alsace**.

Le **maître d'ouvrage désigné** remettra à la **Collectivité européenne d'Alsace** le plan de récolement des ouvrages réalisés.

Article 7 - Occupation du domaine public routier départemental

Pour la réalisation des travaux d'aménagements qui font l'objet de la présente convention et, jusqu'à l'expiration de celle-ci pour quelque cause que ce soit, ou révocation de l'autorisation d'occupation par la **Collectivité européenne d'Alsace**, le **maître d'ouvrage désigné** est autorisé à occuper le domaine public départemental afin de procéder aux travaux décrits dans la présente convention. Cette autorisation n'est valable que si la **Collectivité européenne d'Alsace** a donné son accord préalable aux étapes détaillées aux articles 3.1 à 3.4.

Les travaux devront être réalisés conformément au règlement de la voirie départementale en vigueur au moment de leur réalisation.

Le **maître d'ouvrage désigné** a la charge de la signalisation du chantier, de jour comme de nuit, dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il est responsable de tous les dommages et accidents liés à l'exécution des travaux.

Tout au long des travaux, le **maître d'ouvrage désigné** est tenu de procéder à l'enlèvement de tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, objets divers.

La **Collectivité européenne d'Alsace** peut modifier ou révoquer à tout moment l'autorisation d'occupation de son domaine public routier en cas de non-respect de ses obligations contractuelles par le **maître d'ouvrage désigné** ou, dès lors qu'elle le juge utile pour les besoins de la voirie ou dans un but d'intérêt général.

L'occupation est consentie à titre gratuit.

Article 8 – Domanialité – Gestion ultérieure

Les ouvrages réalisés sur l'emprise départementale seront intégrés dans le domaine public routier départemental après leur remise.

Toutefois, la gestion et l'entretien des ouvrages visés ci-après demeureront à la charge de la **Ville de MULHOUSE** :

- Les tranchées drainantes.

A cette fin, la **Ville de MULHOUSE** conclut avec la **Collectivité européenne d'Alsace** une convention relative à la gestion ultérieure et à l'entretien de ces ouvrages.

Dans l'hypothèse où la **Ville de MULHOUSE** a déjà signé une convention d'entretien des Routes départementales en agglomération avec la **Collectivité européenne d'Alsace**, le ou les aménagements réalisés dans le cadre de la présente convention seront soumis aux dispositions de cette convention, signée le 10/05/2022, et seront donc régis par les principes de répartition des charges et des responsabilités tels que définis dans cette convention.

En l'absence de conclusion des conventions visée aux paragraphes précédents, ou en cas de résiliation de ces dernières, la **Collectivité européenne d'Alsace** pourra solliciter de la **Ville** la remise en état de son domaine public routier et l'enlèvement des ouvrages et aménagements mentionnés au 2ème paragraphe du présent article, ainsi que le remboursement de tout ou partie de sa participation financière.

Jusqu'à l'intervention d'une convention dans les conditions précisées aux paragraphes précédents ou à défaut jusqu'à la remise en état du domaine public routier de la **Collectivité européenne d'Alsace** prononcée dans les conditions précitées, la gestion et l'entretien du ou des aménagements réalisés mentionnés au 2ème paragraphe du présent article incomberont à la **Ville.**

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les **parties** et restera valable pendant toute la durée des obligations liées à son exécution.

S'agissant du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, cette mission d'achèvera à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement de tous les lots et complet versement des participations financières par les **parties** ou à l'issue du délai de deux années à compter de la signature de la présente convention visé à l'article 2.

Dans l'hypothèse d'un recours, le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage s'achèvera à l'issue de ce dernier.

Article 10 – Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 11 – Assurance

Chaque **partie** doit être titulaire d'une police d'assurance en responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels, subis par des tiers, usagers ou participants, pendant la période de construction et après l'achèvement des travaux et ce, jusqu'à la fin de sa mission.

Article 12 – Résiliation

La convention pourra être résiliée par l'une des **parties** par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux mois, dans les cas suivants :

- Non commencement des travaux de l'opération dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la présente convention ;
- Manquement par le **maître d'ouvrage désigné** à ses obligations, après mise en demeure infructueuse. Il sera alors procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations et des travaux réalisés. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que le **maître d'ouvrage désigné** devra prendre pour assurer la conservation et la sécurité des travaux effectués. Il indiquera enfin le délai dans lequel le **maître d'ouvrage désigné** devra remettre l'ensemble des dossiers à la **Collectivité européenne d'Alsace** ;
- Survenance d'un cas de force majeure empêchant la réalisation des travaux ;
- Disproportion avec les prix figurant aux marchés différents alors qu'il se rapportent à des prestations identiques ;
- Pour tout motif d'intérêt général.

Dans l'hypothèse d'une résiliation et si une partie des travaux a été réalisée, la participation financière de la **Collectivité européenne d'Alsace** sera calculée au prorata de l'état d'avancement des travaux sur production d'un décompte établi et validé par les deux **parties**. Le cas échéant, la **Collectivité européenne d'Alsace** pourra émettre un titre de recettes pour la récupération du trop-perçu par le **maître d'ouvrage désigné**.

Article 13 – Capacité d'ester en justice

La **Collectivité européenne d'Alsace** conserve la capacité initiale d'ester en justice, à l'occasion des litiges concernant la partie des ouvrages relevant de sa responsabilité. Le **maître d'ouvrage désigné** devra informer la **Collectivité européenne d'Alsace** de tout litige à naître ou naissant porté à sa connaissance concernant l'ensemble de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus. Le **maître d'ouvrage désigné** apportera assistance à la **Collectivité européenne d'Alsace** dans ses démarches par la transmission des données essentielles à la résolution du litige.

Article 14 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieur à 3 mois.

Article 15 – Transmission de documents – Service interlocuteur

Tous documents (dossiers techniques, correspondances, demandes d'approbations, dossiers comptables, etc.) visés dans la présente convention devront être adressés au service routier de Mulhouse à l'adresse : 6 Rue du 6 février – 68190 ENSISHEIM, interlocuteur privilégié du **maître d'ouvrage désigné** pour les opérations de travaux et l'exécution financière de la présente convention.

Annexes :

- Annexe 1 : Plan de situation
- Annexe 2 : Programme des travaux
- Annexe 3 : Enveloppe financière prévisionnelle
- Annexe 4 : Tableau de demande d'acompte ou récapitulatif et solde.

Fait en autant d'exemplaire que de **parties**.

A COLMAR, le …… A MULHOUSE, le …….

Pour le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace Le Président	**Le maître d'ouvrage désigné** La Ville de MULHOUSE Pour le Maire, l'Adjointe déléguée
Frédéric BIERRY	Claudine BONI DA SILVA

ANNEXES N° 1 et N° 2

à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 68-2023-007
entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de MULHOUSE
pour l'aménagement de la Rue du jardin zoologique (RD 56)
entre le Boulevard Gambetta et la Rue de la Forêt

-

Plan de situation

Plan projet et plan de situation en pièce jointe

Programme des travaux

Programme portant sur la chaussée départementale :

RD 56

La structure retenue est la suivante :

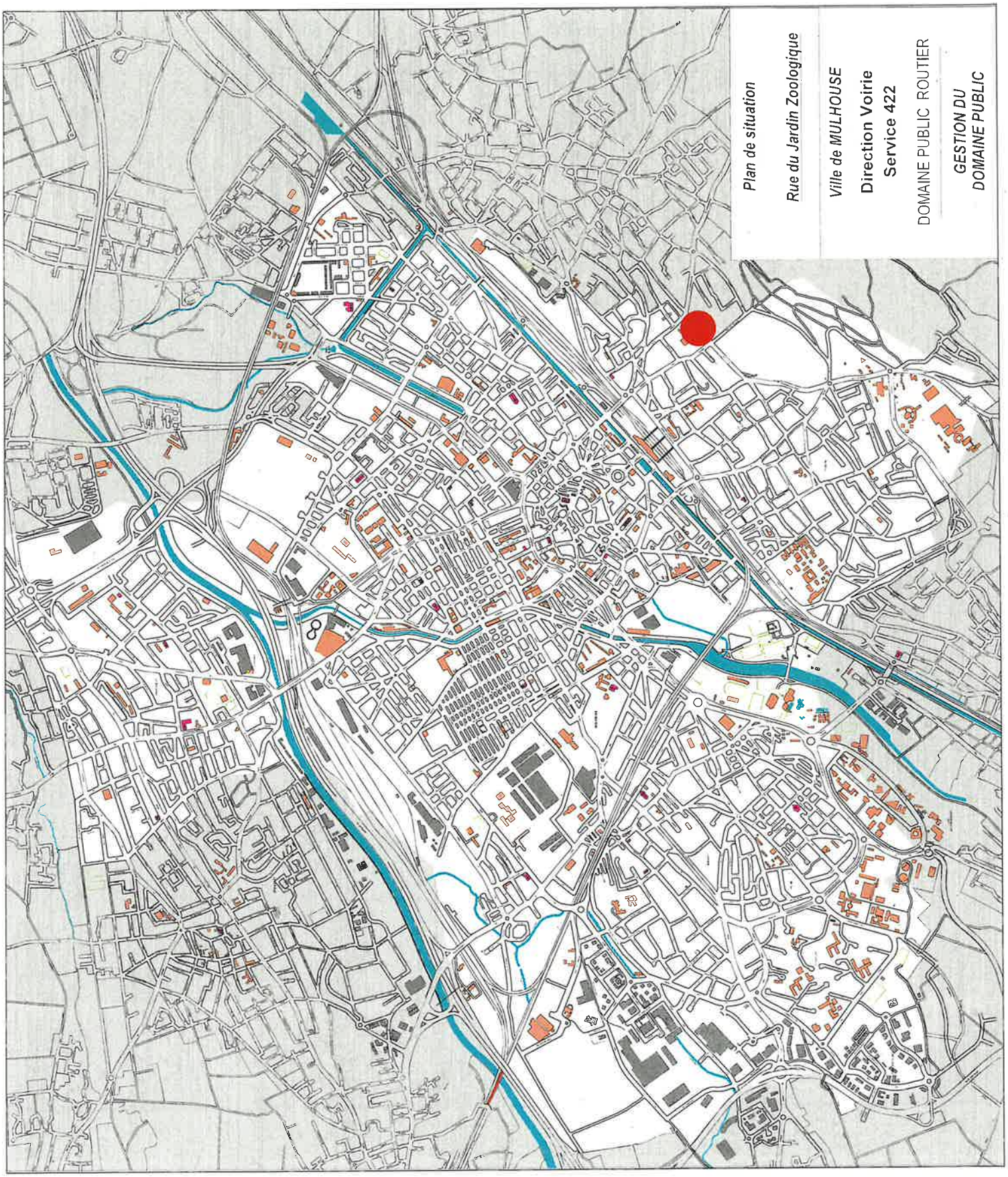
- 60 cm GNT
- 14 cm GB4
- 6 cm BBSG /010

Programme portant sur les ouvrages autres que la chaussée :

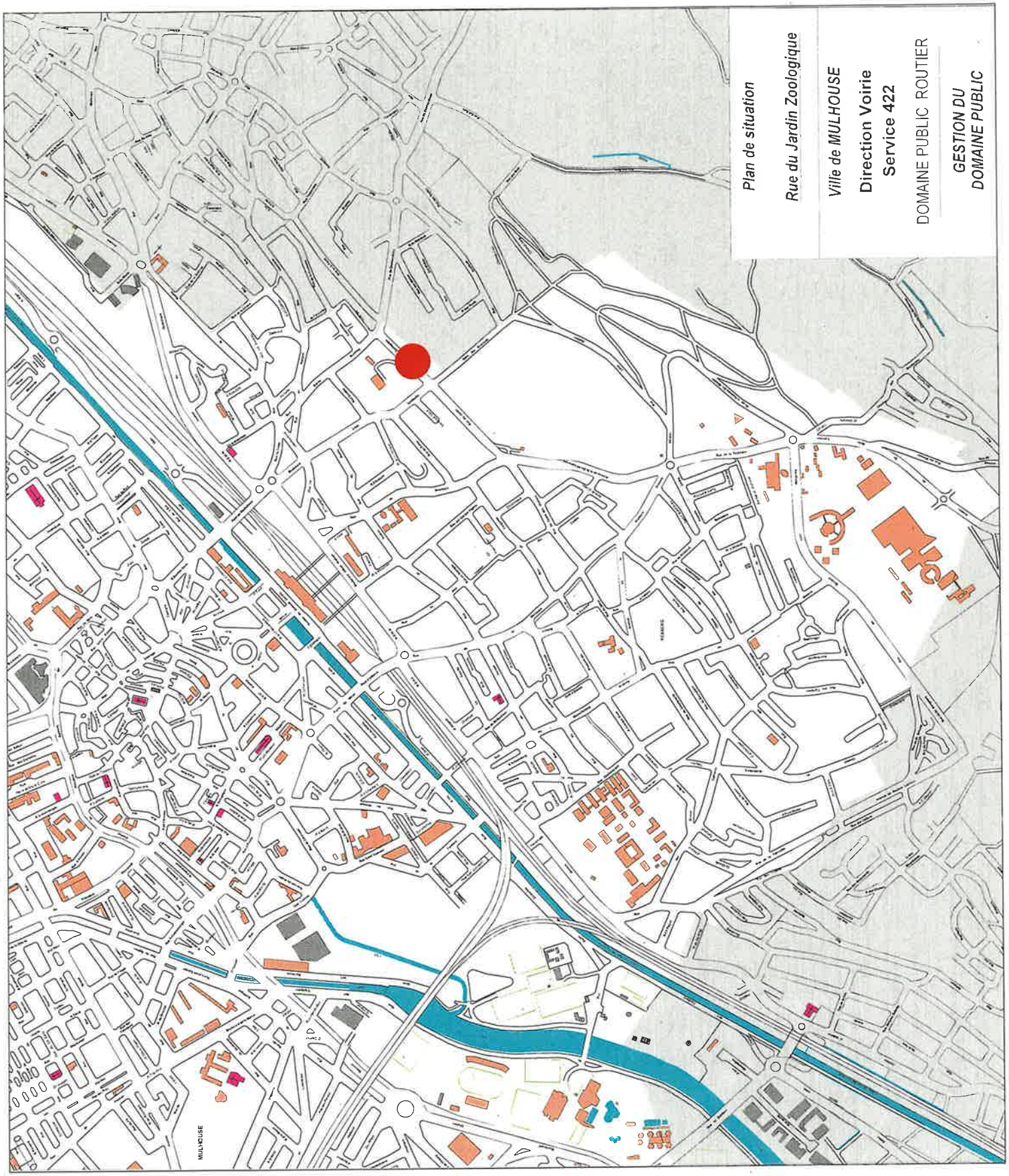
- Réfection de chaussée (largeur maintenu comme l'existant).
- Tranchées drainantes sous banquette plantée, zone entre les arbres sous trottoir.
- Reprise des enrobés de trottoir et reprise partielle des bordures.
- Mise aux normes de 2 quais de bus.

Calendrier prévisionnel :

- Eté 2023


Plan de situation
Rue du Jardin Zoologique
Ville de MULHOUSE
Direction Voirie
Service 422
DOMAINE PUBLIC ROUTIER
GESTION DU
DOMAINE PUBLIC

COUPE TYPE
Légende
Prairie fleurie
Mise en accessibilité arrêt de bus
Création d'un passage piétons
VILLE DE MULHOUSE
DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE
422 - Domaine Public Routier
PRO
Rue du Jardin Zoologique
REFECTION DE LA CHAUSSEE
Indice A
Echelle
1/300ème


Plan de situation
Rue du Jardin Zoologique
Ville de MULHOUSE
Direction Voirie
Service 422
DOMAINE PUBLIC ROUTIER
GESTION DU
DOMAINE PUBLIC
MULHOUSE

ANNEXE N° 3
à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage
n° 68-2023-007
entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de MULHOUSE
pour l'aménagement de la Rue du jardin zoologique (RD 56)
entre le Boulevard Gambetta et la Rue de la Forêt

-

Enveloppe financière prévisionnelle

Prestations		Montants Estimés	Dont à la charge	
			De la Ville	De la CeA
		a + b	a	b
TRAVAUX DE VOIRIE		459 000,00 €	257 000,00 €	202 000,00 €
Répartition des frais de voirie		100,00%	55,99%	44,01%
FRAIS ANNEXES (répartis au prorata des travaux de voirie)	Frais de duplication	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de publication	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais d'insertion	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Coordonnateur SPS	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de Géomètre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de maîtrise d'œuvre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais de contrôle extérieur de la chaussée		3 800,00 €	2 127,67	1 672,33
TOTAL DE L'OPÉRATION (HT)		**462 800,00 €**	**259 127,67 €**	**203 672,33 €**
TVA (20 %)		**92 560,00 €**	**51 825,53 €**	**40 734,47 €**
TOTAL DE L'OPÉRATION (TTC)		**555 360,00 €**	**310 953,20 €**	**244 406,80 €**
TOTAL TTC Incluant 2 % pour révision des prix		**566 467,20 €**	**317 172,27 €**	**249 294,93 €**

ANNEXE N°4 : TABLEAU DE DEMANDE D'AVANCE, D'ACOMPTE ou DE SOLDE *

* Barrer ou supprimer la mention inutile

COMMUNE/ COMMUNAUTE DE COMMUNES/ D'AGGLOMERATION de ..... – RD n° .....

Convention n° ..... - Montant attribué par délibération (CP/CD) : .....

PRESTATIONS		TOTAL *Montants Réels en € TTC (a + b)*	Part Communale *Montants Réels en € TTC (b)*	dont Part de la Collectivité européenne d'Alsace *Montants Réels en € TTC (a)*
TRAVAUX DE VOIRIE		0,00 €		
		100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!
FRAIS ANNEXES (répartis au prorata des travaux de voirie)	• Frais de duplication		#DIV/0!	#DIV/0!
	• Frais d'insertion/Publication		#DIV/0!	#DIV/0!
	• Coordonnateur SPS		#DIV/0!	#DIV/0!
	• Frais de Géomètre		#DIV/0!	#DIV/0!
	• Frais de maîtrise d'œuvre		#DIV/0!	#DIV/0!
• Frais de contrôle extérieur de la chaussée, à la charge de la Collectivité européenne d'Alsace			#DIV/0!	#DIV/0!
TOTAL DE L'OPÉRATION		**0,00 €**	**#DIV/0!**	**#DIV/0!**

Rappel de la part de la Collectivité déjà versée à la Commune (avance ou règlement intermédiaire) :	
Titre de recette à émettre** :	#DIV/0!

Etabli par le maître d'œuvre pour certification des dépenses

A ....., le .....

Le Maître d'œuvre

La Commune atteste du mandatement des montants totaux réels en € TTC qui figurent dans ce tableau.

A ....., le .....

Le Maire

Validé et garanti l'exactitude de la répartition des montants entre la part communale (b) et la part de la Collectivité (a) par le Service Routier de .....

A ....., le .....

Le Représentant de la Collectivité européenne d'Alsace

: Champs à renseigner

** En cas de demande de versement de l'avance : le montant du titre de recette à émettre correspond à 30% du coût prévisionnel des travaux à la charge de la CeA

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 31 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Ne prennent pas part au vote : M. COUCHOT et Mme RAPP.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

50° OPERATION DE DEVELOPPEMENT DES MOBILITES DOUCES (DMD)– AVENANT A L'ACCORD CADRE DE MAITRISE D'OEUVRE ET AUTORISATION DE PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX (426/1.6.1/925)

Par décision du Conseil municipal du 11 février 2021, la Ville de Mulhouse a approuvé le projet de réalisation d'un réseau central structurant des mobilités douces et le lancement des marchés nécessaires à la réalisation des études de maîtrise d'œuvre afférentes.

Les objectifs principaux de l'opération de Développement des Mobilités Douces (DMD) sont d'apaiser la ville, favoriser les mobilités douces à travers la création d'axes cyclables de 6 kms environ, de supprimer les flux de transit tout en préservant la desserte locale ainsi que de développer la nature et lutter contre les ilots de chaleur urbains à travers notamment la plantation de 350 arbres au minimum, la création de 40 000m² de surfaces perméables, au titre desquelles 5000m² d'espaces verts.

La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée au groupement SORTONS DU BOIS, EGIS VILLES ET TRANSPORTS, INTEGRAL DESIGNERS et l'ACTE LUMIERE, sous la forme d'un accord cadre à marchés subséquents et à bons de commande, notifié le 26 juillet 2022 dans le même temps que le marché subséquent n°1 consacré à la mission d'Avant-Projet (AVP), portant sur l'ensemble du périmètre du programme, dont l'enveloppe prévisionnelle est de 10 201 238,00 € HT et se décline en 2 phases ;

- Phase 1 : axe dit « Croix marché » : Roosevelt, Briand, Franklin et sur l'axe : Bonne Gens, Porte de Bale et Tassigny et l'axe passage d'Anvers.
- Phase 2 : axes Kennedy, Europe, Colmar, Pasteur, Metz.

Le projet présenté au terme du délai de rendu de l'AVP le 26 janvier 2023 présente des évolutions du programme en matière d'aménagements, tant extensifs que qualitatifs.

Evolution du programme résultant de l'AVP

Aménagements « extensifs »

- Traitement du mail de part et d'autre du monument aux morts et d'une surface d'espaces verts façades sud de la rue Roosevelt ;

- Traitement des trottoirs sud en sus des trottoirs nord de la rue Aristide Briand, présentant des enjeux de requalification urbaine ;
- Traitement des espaces verts côté sud de la rue des Bonnes Gens et accroche de l'avenue du Général Leclerc ;
- Traitement de la partie privative sous les arcades de la Porte de Bâle ;
- Traitement de l'Impasse Schumann sur un linéaire plus important pour y intégrer l'abris bus existant.

Aménagements « qualitatifs »

- Substitution des surfaces d'enrobé prévu initialement par des pavés bétons rues Briand, Franklin et Roosevelt centre ;
- Aménagement qualitatif de la Porte de Bale (augmentation des surfaces minérales, pavés à joints gazon, amélioration de sa conception en termes d'aménagement (assises, murets…)
- Extension générale des surfaces (+ 4300 m²) de pavés engazonnés afin de favoriser l'infiltration ;
- Mise en œuvre de matériaux plus qualitatifs que l'enrobé sur 20 % des pistes cyclables traversant des lieux singuliers.
- Plantation des arbres en Tree-Parker privilégiée sur certains espaces présentant des contraintes d'aménagement et protection nécessaire de certains réseaux par ailleurs (membranes anti-racinaire, coquilles, bétonnage) ;
- Mise en place de structures réservoirs afin de déconnecter les eaux pluviales du réseau et favoriser l'infiltration ;
- Mise en place de sondes tensiométriques afin d'optimiser l'entretien des arbres ;
- Adaptation des espaces publics pour déconnecter les eaux pluviales du réseau (inversion des pentes…) ;
- Mise en place de divers mobiliers urbains supplémentaires (banquètes béton, containers enterrés…) ;
- Valorisation lumineuses (balisage des croisements intermodaux).

Par ailleurs il est proposé de revoir le phasage ainsi :

- La phase 1, intégrant la Porte de Bale est étendue au tronçon de la rue Pasteur, entre la porte de Bâle et le Passage Central, initialement projeté en phase 2, afin de ne pas créer de discontinuité cyclable dans cette partie d'aménagement au terme de la phase 1 ;

- La phase 2 intègre le tronçon de la rue Franklin, section Orphelins-Colmar, déduit de la phase 1, dans un souci d'aménagement d'un tenant de la circulation avec l'Avenue de Colmar, dont il ne peut être isolé techniquement.

Coût et planning prévisionnel des travaux

Le cout prévisionnel définitif des travaux résultant de l'A
VP s'élève ainsi à 13 894 619,00 € HT (valeur novembre 2022), dont

- 8 393 343,00 € H.T. estimé pour la phase 1 ;
- 5 501 276,00 € H.T. estimé pour la phase 2.

La Ville a sollicité ou sollicitera prochainement les financeurs susceptibles d'accorder une aide via leur différent dispositif pour la réalisation de cette opération: appel à projet « Aménagement Cyclable » de l'Etat, Fonds Vert de l'Etat, Région Grand Est, Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Collectivité Européenne d'Alsace, ANRU (pour Briand Franklin) etc.

Les aménagements relatifs à la phase 1 seront réalisés de début 2024 à fin 2025.

Forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre

A degré de complexité inchangé, l'évolution du coût prévisionnel des travaux, conduit à une renégociation à la baisse du taux de rémunération du maître d'œuvre.

Ce taux est ramené de 7,21% à 7,11 %, portant le montant de sa rémunération au titre des missions témoins à 988 407,32 € HT, dont 244 545,29 € au titre de l'AVP.

S'ajoutent à ce montant les prestations suivantes, initialement prévues :

- Un forfait de missions complémentaires (Géotechnique, Comptage, ACI) : 74 165,00 HT ;
- Prestations supplémentaires éventuelles (ACI et réunions diverses) : 30 000,00 HT estimatif.

Aussi, un avenant n°1 est nécessaire afin d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, dont le marché est porté à 1 092 572,32 € € HT, soit une augmentation de 30,06 %.

Cette modification s'inscrit dans le cadre de la clause de réexamen initialement prévue au contrat et l'évolution du programme exposée, sur le fondement des articles L2421-5 et R2194-1 du Code de la Commande Publique.

Additionné au coût prévisionnel des travaux, le montant de l'opération (hors missions de prestations intellectuelles annexes à la maîtrise d'œuvre) s'élève ainsi à 14 987 191,32 € HT, soit 17 984 629,584 € TTC.

Les crédits sont prévus au Programme Pluriannuel des Investissements :
AP F004 (NPNRU), F005 Bien être et mobilités douces, F014 (Mulhouse grand centre).

Les crédits pour la mission de maitrise d'œuvre sont prévus à l'AP F005, LC 34917 DMD études MOE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire à solliciter tout financement possible et à signer les conventions de financement ;
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre ;
- autorise Madame le Maire ou son représentant à lancer le ou les consultation(s) relative(s) aux marchés de travaux et de prestations connexes nécessaires à la réalisation l'opération, selon les procédures requises ;
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer les marchés afférents à l'opération ainsi que toutes les pièces nécessaires à la réalisation des travaux et prestations connexes, dans la limite des crédits affectés.

PJ :
- Projet d'avenant n°1
- Illustration du périmètre du projet

AVENANT N° 1 A L'ACCORD CADRE N° Z22-101

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Ville de Mulhouse
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 MULHOUSE Cedex 9
SIRET: 216 802 249 00013

B - Identification du titulaire du marché.

SORTONS DU BOIS
50 rue Pierre et Marie Curie
68700 CERNAY
Tel : 09 66 80 29 58
SIRET : 823 331 608 00021

C - Objet du marché.

Maîtrise d'S uvre pour l'opération de Développement des Mobilités douces

- Date de la notification : 26 juillet 2022

- Durée initiale de l'accord cadre : 4 ans à compter de la notification du contrat

- Délais d'exécution maximum des marchés subséquents :

  - Marché subséquent n°1 (MS1) « Mission d'Avant-Projet » : 4 mois ;
  - Marché subséquent n°2 (MS2) « Phase 1 » : 37 mois ;
  - Marché subséquent n°3 (MS3) « Phase 2 » : inconnu à ce stade.

Le délai de rendu de l'AVP (MS1) a été prolongé de 2 mois sur le fondement de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

- Montant initiaux du marché :

1 3 MISSIONS TEMOINS - CALCUL DE LA RÉMUNÉRATION

ENVELOPPE TRAVAUX (Co) :	**10 201 238,00**	**€ HT**
TAUX DE REMUNERATION (t) :	7,21383	**%**
FORFAIT PROVISOIRE (Co x t) : = TOTAL 1 3 MISSION TEMOINS	735 900,00	**€ HT**

2 3 MISSIONS COMPLEMENTAIRES - FORFAIT

MONTANT = TOTAL 2 - MISSIONS COMPLEMENTAIRES	74 165,00	**€ HT**

3 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES 3 PRIX UNITAIRES

Aide à la communication et à l'information du public (ACI)		
MINIMUM en quantité :	Sans objet	
MAXIMUM en quantité :	**200**	**Demi-journées**
Par ½ journée supplémentaire en HT	500,00	**€ HT**

Réunions diverses		
MINIMUM en quantité :	Sans objet	
MAXIMUM en quantité :	**200**	**Demi-journées**
Par journée supplémentaire en HT	500,00	**€ HT**

MONTANT ESTIMATIF = TOTAL 3 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	30 000,00	**€ HT**

D - Objet de l'avenant.

Le présent avenant n°1 à l'accord cadre, mettant en S uvre la clause de réexamen prévue au contrat a pour objet d'arrêter le programme et d'approuver les études AVP rendues dans le cadre de l'exécution du MS1, l'engagement sur le coût prévisionnel des travaux en résultant ainsi que de fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'S uvre, sur le fondement des articles L2421-5 et R2194-1 du Code de la Commande Publique.

Il vise par ailleurs à prendre acte du changement de siège social du titulaire.

■ Article 1 3 Evolution du programme résultant de l'AVP

Des aménagements à la fois « extensifs » et « qualitatifs », sont ajoutés au programme au titre desquels :

Aménagements « extensifs » :

- Traitement du mail de part et d'autre du monument aux morts et d'une surface d'espaces verts façades sud de la rue Roosevelt ;
- Traitement des trottoirs sud en sus des trottoirs nord de la rue Aristide Briand, présentant des enjeux de requalification urbaine ;
- Traitement des espaces verts côté sud de la rue des Bonnes Gens et accroche de l'avenue du Général Leclerc ;
- Traitement de la partie privative sous les arcades de la Porte de Bâle ;
- Traitement de l'Impasse Schumann sur un linéaire plus important pour y intégrer l'abris bus existant.

Aménagements « qualitatifs » :

- Substitution des surfaces d'enrobé prévu initialement par des pavés bétons rues Briand, Franklin et Roosevelt centre ;
- Aménagement qualitatif de la Porte de Bale (augmentation des surfaces minérales, pavés à joints gazon, amélioration de sa conception en termes d'aménagement (assises, murets…)
- Extension générale des surfaces (+ 4300 m²) de pavés engazonnés afin de favoriser l'infiltration ;
- Mise en S uvre de matériaux plus qualitatifs que l'enrobé sur 20 % des pistes cyclables traversant des lieux singuliers.
- Plantation des arbres en Tree-Parker privilégiée sur certains espaces présentant des contraintes d'aménagement et protection nécessaire de certains réseaux par ailleurs (membranes anti-racinaire, coquilles, bétonnage) ;
- Mise en place de structures réservoirs afin de déconnecter les eaux pluviales du réseau et favoriser l'infiltration ;
- Mise en place de sondes tensiométriques afin d'optimiser l'entretien des arbres ;

- Adaptation des espaces publics pour déconnecter les eaux pluviales du réseau (inversion des pentes…) ;
- Mise en place de divers mobiliers urbains supplémentaires (banquètes béton, containers enterrés…) ;
- Valorisation lumineuses (balisage des croisements intermodaux).

Par ailleurs le phasage indicatif présenté dans le programme est amendé comme suit :

- La phase 1, intégrant la Porte de Bale est étendue au tronçon de la rue Pasteur, entre la porte de Bâle et le Passage Central, initialement projeté en phase 2, afin de ne pas créer de discontinuité cyclable dans cette partie d'aménagement au terme de la phase 1 ;

- La phase 2, intègre le tronçon de la rue Franklin, section Orphelins-Colmar, déduit de la phase 1, dans un souci d'aménagement d'un tenant de la circulation avec l'Avenue de Colmar, dont il ne peut être isolé techniquement.

L'ensemble de ces propositions résultant de l'AVP, présenté par le maître d'S uvre le 26 janvier 2023, est approuvé par le maître d'ouvrage par le présent avenant n°1.

■ Article 2 3 Incidence sur la durée de l'accord cadre et/ou délais d'exécution

2.1 Incidence de l'avenant sur la durée de l'accord cadre

Le présent avenant a une incidence sur la durée de l'accord cadre :

☒ NON ☐ OUI

2.2 Incidence de l'avenant sur les délais d'exécution

Le présent avenant a une incidence sur les délais d'exécution :

☒ NON ☐ OUI

■ Article 3 3 Incidence financière de l'avenant

Le présent avenant a une incidence financière :

☐ NON ☒ OUI

3a - Cout prévisionnel des travaux :

Le **coût prévisionnel définitif des travaux approuvés** dans le cadre des études d'AVP s'établit ainsi :

Cout prévisionnel définitif des travaux :	**13 894 619,00**	**€ HT**

Etabli sur la base de l'indice TP01 connu lors de la remise de l'AVP, correspondant au mois M0 des études de maîtrise d'S uvre visé au CCAP de l'accord cadre, soit un mois M0 à **novembre 2022** (127,3) publié au J.O. du 14 janvier 2023.
Ce coût prévisionnel définitif des travaux sera ventilé entre phase 1 et 2, que les marchés subséquents (MS2 et MS3) viendront préciser.

A titre indicatif, la ventilation entre MS2 et MS3 s'établirait telle que dans le cadre de réponse financière de l'accord cadre actualisé post-AVP, annexé au présent.

Il est précisé dans le cadre de l'appréciation des conditions de bonification/malus sur le forfait de rémunération, qu'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP01 pris respectivement au mois M0 des offres travaux et au mois M0 des études du contrat de maîtrise d'S uvre sera appliqué.

3b - Forfait de rémunération global :

Le **forfait définitif de rémunération du maître d'S uvre dans le cadre de cadre des missions témoins, résultant du taux négocié** suite à l'évolution du coût prévisionnel des travaux s'établit ainsi :

TAUX DE REMUNERATION GLOBAL :	7,11360	**%**
FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF DES MISSIONS TEMOINS :	988 407,31	**€ HT**

Les montants des missions complémentaires et des prestations supplémentaires restent inchangés.

Le forfait de rémunération définitif du maître d'S uvre sera ventilé entre l'ensemble des marchés subséquents composants l'accord cadre (MS1 à MS3).

A titre indicatif, la ventilation entre MS2 et MS3 s'établirait telle que dans le cadre de réponse financière de l'accord cadre actualisé post-AVP, annexé au présent.

3c - Forfait de rémunération de l'AVP :

S'agissant du MS1, le **forfait définitif de rémunération de l'AVP, dans le cadre de la mission témoin, résultant du taux négocié** suite à l'évolution du coût prévisionnel des travaux s'établit ainsi :

TAUX DE REMUNERATION AVP :	1,76000	**%**
FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF AVP :	244 545,29	**€ HT**

Les montants des missions complémentaires et des prestations supplémentaires de l'AVP restent inchangés.

■ **Article 4 3 Sort de la bonification « phase AVP »**

Considérant les montants prévisionnels définitifs des travaux résultant de l'AVP pour chacun des périmètres, supérieurs aux coûts prévisionnels des travaux affectés par le maître de l'ouvrage dans le cadre du programme initial, les conditions de la bonification prévues à l'article 5.1 du CCAP ne sont pas remplies.

Aussi, aucun intéressement ne sera versé au maître d'S uvre dans le cadre de la phase AVP du marché.

■ Récapitulatif de l'évolution du forfait de rémunération global du maître d'oeuvre

Nature de l'acte	Date de l'acte	Base légale de l'acte (CCP)	Montant €HT
Marché initial	26 juillet 2022	R2124-3 3° du Code de la commande publique	Global : 840 065,00 €
			dont forfait missions témoins : 735 900,00 €
			dont forfait missions complémentaires : 74 165,00 €
			dont estimatif prestations supplémentaires : 30 000,00 €
Avenant 1	Présent acte	R2194-1 du Code de la Commande Publique	Global : 1 092 572,31 €
			dont forfait missions témoins : 988 407,31 €
			dont forfait missions complémentaires : 74 165,00 €
			dont estimatif prestations supplémentaires : 30 000,00 €

Impact financier de l'avenant	**252 506,52 € HT**
Nouveau montant total du marché	**1 092 572,31 € HT**
Soit une incidence financière sur le seul fondement de l'article R.2194-1 CCP	**30,06 %**

Article 5 3 Domiciliation du titulaire

Le siège social de la société SORTONS DU BOIS est transféré à l'adresse suivante depuis le 1er juin 2022 :

64 rue de la Bataille - 68 200 MULHOUSE
Tél : 03 89 48 02 65
N°SIRET : 823 331 608 00039
contact@sortonsdubois.fr

Cette modification non substantielle est intégrée au marché sur le fondement de l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique (extrait K-bis annexé)

Article 6 3 Dispositions particulières

Les parties renoncent à tout recours contentieux ou précontentieux et à toute demande indemnitaire concernant l'objet du présent avenant. Les parties renoncent à toute réserve, réclamation ou demande d'indemnités dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Les clauses du marché non visées par le présent avenant demeurent inchangées.

Annexe 1 : Cadre de réponse financière de l'accord cadre actualisé
Annexe 2 : Extrait K-bis en date du 21/03/2023

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature & cachet
Madame/Monsieur **Poste occupé**	**A ……,** **Le ……**	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Mulhouse, le ……

Pour le Maire,
L'adjoint(e) délégué(e)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché.

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification de l'avenant via le profil acheteur, la date figurant sur l'avis électronique de notification vaut date de notification de l'avenant.

CADRE DE REPONSE FINANCIERE DE L'ACCORD CADRE
Marché 21S2195

Objet : **Mission de Maîtrise d'Œuvre pour l'opération de Développement des Mobilités douces**

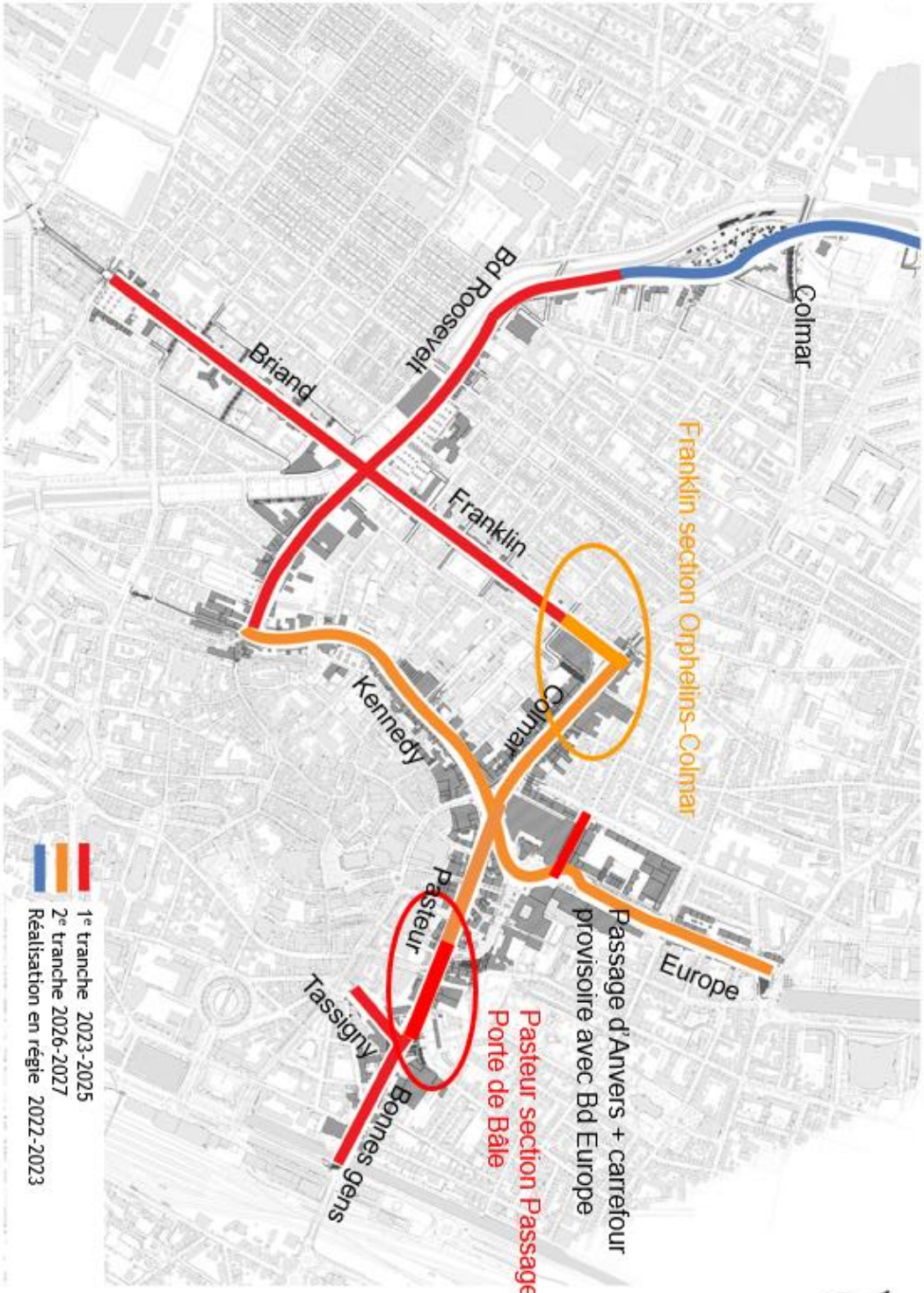
Maître d'Ouvrage : **Ville de Mulhouse**

	Désignation	Périmètre	Unité	Enveloppe travaux / Quantité	Taux / Prix Unitaire / Forfait (€ HT)	Prix total € HT
1	**MISSIONS TEMOINS**					
1.1	**AVP**		Forfait			
1.1.A	Avant-Projet	Ensemble du périmètre du projet opérationnel (MS1)	%	13 894 619 €	1,760%	244 545,29 €
				SOUS-TOTAL 1.1		**244 545,29 €**
1.2	**Phases Opérationnelles (Hors AVP)**		Forfait			
1.2.A	**Phase 1**	Périmètre prévisionnel du MS2 selon programme				
1.2.A1	Phase PRO		%	8 393 343 €	1,450%	121 703,47 €
1.2.A2	Phase ACT		%	8 393 343 €	0,710%	59 592,74 €
1.2.A3	Phase EXE		%	8 393 343 €	0,720%	60 432,07 €
1.2.A4	Phase DET		%	8 393 343 €	1,780%	149 401,51 €
1.2.A5	Phases OPC		%	8 393 343 €	0,160%	13 429,35 €
1.2.A6	Phase AOR/GPA		%	8 393 343 €	0,300%	25 180,03 €
				SOUS-TOTAL 1.2.A		**429 739,17 €**
1.2.B	**Phase 2**	Périmètre prévisionnel du MS3 selon programme				
1.2.B1	Phase PRO		%	5 501 276 €	1,800%	99 022,96 €
1.2.B2	Phase ACT		%	5 501 276 €	0,750%	41 259,57 €
1.2.B3	Phase EXE		%	5 501 276 €	0,750%	41 259,57 €
1.2.B4	Phase DET		%	5 501 276 €	1,980%	108 925,26 €
1.2.B5	Phases OPC		%	5 501 276 €	0,130%	7 151,66 €
1.2.B6	Phase AOR/GPA		%	5 501 276 €	0,300%	16 503,83 €
				SOUS-TOTAL 1.2.B		**314 122,85 €**
				TOTAL 1 - MISSIONS TEMOINS		**988 407,31 €**
				Soit un TAUX DE REMUNERATION (t)		**7,11360%**
2	**MISSIONS COMPLEMENTAIRES**					
2.1	Mission Géotechnique *art.2.4.1 du CCTP*	Ensemble du périmètre du projet opérationnel	F	1	17 965,00 €	17 965,00 €
2.2	Comptage *art.2.4.2 du CCTP*	Ensemble du périmètre du projet opérationnel	F	1	14 700,00 €	14 700,00 €
2.3	Aide à la Commucation et à l'information du Public (ACI) *art.2.4.3 du CCTP*	Ensemble du périmètre du projet	F	1	41 500,00 €	41 500,00 €
				TOTAL 2 - MISSIONS COMPLEMENTAIRES		**74 165,00 €**
3	**PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES**					
3.1	Aide à la Commucation et à l'information du Public (ACI)	/	1/2 journée	30	500,00 €	15 000,00 €
3.2	Réunion diverses - Préparation et restitution des études comprenant supports papier et visuels (présentation projetée) conçus pour la réunion	/	1/2 journée	30	500,00 €	15 000,00 €
				TOTAL 3 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES		**30 000,00 €**

	RECAPITULATIF :	
1	**Missions témoins**	**988 407,31 €**
2	**Missions complémentaires**	**74 165,00 €**
3	**Prestations supplémentaires**	**30 000,00 €**
	TOTAL OFFRE ESTIMATIVE : € HT	**1 092 572,31 €**

DMD : Plan de Phasage

Phasage retenu suite à la validation de l'AVP – mars 2023



Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 +1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

51° MISE A DISPOSITION, INSTALLATION, MAINTENANCE, NETTOYAGE DE MOBILIER URBAIN ET GESTION DE VELOS EN LIBRE SERVICE : AVENANT N°6 AU MARCHE N°2007-089 (4200/1.1.5/944)

Un groupement de commandes, pour la passation de marchés publics de mise à disposition, maintenance, nettoyage de mobilier urbain et gestion de vélos en libre-service, a été constitué entre le Syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne (aujourd'hui Mulhouse Alsace Agglomération), la Ville de Mulhouse ainsi que les villes de Kingersheim et Illzach, par convention signée le 5 juillet 2006, avec m2A en tant que coordonnateur du groupement.

La Ville de Mulhouse a signé et exécute son propre marché avec la société JC Decaux France, d'une durée totale de 16,5 ans arrivant à échéance le 7 décembre 2023.

Le contrat initial d'une durée de 15 ans ne prévoyait aucune rémunération de la part de la Ville, le titulaire du marché finançant l'ensemble des prestations par l'exploitation publicitaire du mobilier.

Concernant la gestion des vélos, aujourd'hui JC Decaux met à disposition de la Ville 240 vélos et 40 stations (initialement 200 vélos et 20 stations). Les 40 vélos et 20 stations supplémentaires qui sont venus complétés l'offre initiale (par voie d'avenants) sont quant à eux soumis à tarification. En 2022, le montant annuel à la charge de la Ville a été de 186 500 € TTC (155 400 € HT).

A l'approche de l'échéance du marché, la Ville a engagé une réflexion relative à la préparation et au lancement de nouvelles procédures de mise en concurrence en vue de l'attribution de deux contrats distincts : l'un sous la forme d'un contrat de concession pour le mobilier urbain, l'autre sous la forme de marché public de fournitures et services pour les vélos en libre-service, dont l'extension entamée en cours de contrat, justifie un traitement spécifique.

En raison des délais nécessaires à l'aboutissement des procédures de consultation avec la possibilité de création de deux groupements de commandes (un pour le mobilier, un pour les vélos en libre-service), la Ville ne sera pas en mesure d'attribuer les futurs contrats avant la date d'échéance du marché global en cours.

C'est dans ce contexte que la Ville a sollicité à titre exceptionnel auprès du titulaire actuel, la prolongation du marché afin d'assurer la continuité du service

de mobilités douces, visant à faire du vélo une alternative attractive à la voiture individuelle pour les déplacements de proximité.

Ce projet d'avenant au marché propose que le terme du marché soit porté au 30 juin 2024. Outre le délai inhérent aux procédures, ce délai a pour objectif de permettre à la Ville d'organiser la transition entre le ou les futures attributaires et JC Decaux, sans occasionner de rupture de service conséquente. Le titulaire devra faire parvenir à la Ville une méthode et un projet de calendrier de dépose, enlèvement et remise en état (mobilier, stations, vélos) avant le 30 septembre 2023.

Les crédits dédiés au financement des 40 vélos et 20 stations supplémentaires sont inscrits au budget prévisionnel 2023 :
Ligne de crédit : 17054 « Location maintenance des stations vélocité »
Chapitre 011 – article 61358
Fonction 820

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,

- autorise Madame le Maire ou sa représentante à signer l'avenant n°6 au marché ainsi que toutes les pièces nécessaires.

PJ : 1 projet d'avenant n°6 au marché

AVENANT N° 6 AU MARCHE n° 2007-089

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Ville de Mulhouse
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 MULHOUSE Cedex 9
SIRET : 216 802 249 00013

B - Identification du titulaire du marché.

JC DECAUX France
17 rue des Soyer
92200 NEUILLY SUR SEINE
SIRET : 622 044 501 00139

C - Objet du marché.

Mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains
Mise à disposition, installation, maintenance, nettoyage et gestion d'un parc à vélos et stations de vélos

- Date de la notification : 8 juin 2007
- Durée initiale du marché : 15 ans
- Montant initial du marché : Valeur équilibrée - L'exploitation commerciale compense

  - Le coût de la mise à disposition du mobilier, du parc et des stations de vélos ;
  - Le coût de l'installation, la maintenance et l'entretien de tous ces mobiliers ;
  - La pose des affiches municipales et des plans de ville sur le mobilier urbain.

Le marché n'entraine aucune rémunération pour le titulaire, hors prestations supplémentaires à celles prévues à l'article 1.1 de l'annexe n°1 de mise au point à l'acte d'engagement, de la Ville de Mulhouse. L'annexe 2 listant lesdites prestations supplémentaires dans un bordereau de prix unitaire au marché.

D - Objet de l'avenant.

Par marché public notifié le 8 juin 2007 (ci-après « le Marché »), le Syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne auquel s'est substitué m2A, dans le cadre d'un groupement de commandes formé avec les villes de Kingersheim, Illzach et Mulhouse, a confié à la Société JCDecaux Mobilier Urbain, devenue JCDecaux France (ci-après « le titulaire ») par simple changement de dénomination sociale :

(i) la mise à disposition, l'installation, la maintenance et le nettoyage de mobiliers urbains d'informations pour les villes de Mulhouse, Kingersheim et Illzach ainsi que d'abris voyageurs pour m2A ;
(ii) la mise à disposition, l'installation, la maintenance, le nettoyage et la gestion d'un parc à vélo et de stations de vélos à Mulhouse.

Conformément aux articles 4.4 et 4.5 de la convention de groupement de commande, la Ville de Mulhouse a signé et exécute son propre marché avec le titulaire. Aussi, il est précisé que le présent avenant ne concerne que le marché de la Ville de Mulhouse.

Ledit marché a été conclu pour une durée de quinze (15) ans à compter de sa notification.

Par avenant n°1, les parties sont convenues de l'installation, par la société, de stations et vélos supplémentaires, dans le cadre d'une extension simplifiée du dispositif, par rapport aux prestations à bons de commande prévues au marché, afin d'en réduire les coûts. L'avenant s'est traduit par l'introduction de prix supplémentaires minorés.

Par avenant n°2, les parties sont convenues de l'évolution et de l'extension du périmètre du service VéloCité ainsi que de la réalisation de campagnes de communication institutionnelle pour la mise en valeur dudit service. L'avenant s'est traduit par l'introduction de nouveaux prix supplémentaires.

Par avenant n°3, les parties sont convenues d'étendre l'implantation du service VéloCité Mulhouse au territoire de la commune de Riedisheim, selon les conditions du marché.

Par avenant n° 4, les parties sont convenues de l'évolution technologique des mobiliers urbains d'information 2m² mis à la disposition de la Ville, sans incidence financière sur l'équilibre financier du marché.

Par avenant n°5, les parties sont convenues de la prolongation du marché pour une durée de dix-huit (18) mois afin de permettre au titulaire de financer l'adaptation et la modernisation du système VéloCité sollicité par la Ville. Son échéance est ainsi fixée du 7 décembre 2023.

A l'approche de l'échéance du marché, la Ville de Mulhouse a engagé une réflexion relative à la préparation et au lancement de nouvelles procédures de mise en concurrence en vue de l'attribution, au lieu du contrat global existant, de deux contrats distincts pour le compte de la Ville :

- L'un sous la forme concessive dans laquelle doivent s'inscrire les contrats de mobiliers urbains en vertu de la jurisprudence du Conseil d'Etat (CE, 25 mai 2018, req. n° 416825 ; CE, 5 février 2018, req. n° 416581) ;
- Le second sous la forme de marché public de fournitures et services s'agissant du dispositif de vélos en libre-service, dont l'extension entamée en cours de contrat et projetée justifie un traitement spécifique.

En raison des délais nécessaires à l'aboutissement des procédures de consultation restreintes induites, le cas échéant via un ou plusieurs groupements de commandes, afin de massifier les commandes dans une logique d'économies d'échelle, la Ville de Mulhouse ne sera pas en mesure d'attribuer les futurs contrats avant la date d'échéance du Marché.

Par ailleurs, outre la complexité et le temps nécessaire pour une coordination entre les membres des groupements de commande à mettre en place et les modalités de pilotage de ces procédures, la définition du cahier des charges s'inscrit dans une période de grand changement dans le secteur des mobilités douces en libre-service (trottinettes électriques, free floating, part des flottes en vélos à assistance électrique etc.). Ce changement, dont l'ampleur ne pouvait pas être prévue et anticipée par la Ville de Mulhouse, implique un temps accru de travail sur le cahier des charges afin de mettre en place un service adapté aux demandes actuelles dans un contexte urbain en mutation.

C'est dans ce contexte qu'elle a sollicité à titre exceptionnel auprès du titulaire, la prolongation du marché afin d'assurer la continuité du service de mobilités douces, promu comme un des 3 objectifs du plan vélo de l'Etat 2023-2027, visant à faire du vélo une alternative attractive à la voiture individuelle pour les déplacements de proximité.

Au vu de ce qui précède, les parties sont convenues d'acter par voie d'avenant les évolutions souhaitées sur le fondement de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique.

Article 1er - Modifications introduites par le présent avenant

Le temps nécessaire à la préparation, au lancement et à l'aboutissement des procédures restreintes envisagées, impliquant des phases de négociations est tel qu'il ne permettra pas l'efficacité de la commande publique visée à l'article L3 du code de la commande publique ni la continuité du service actuellement proposé aux usagers, sans prolonger le marché de la Ville de deux cent six (206) jours calendaires. Aussi, **le terme du marché est porté au 30 juin 2024**.

En cas d'attribution des futurs contrats avant le terme reporté, la Ville pourra mettre fin au présent marché à tout moment, sous réserve d'un préavis d'un (1) mois.

Outre le délai inhérent aux procédures, ce délai supplémentaire a pour objectif de permettre à la Ville de Mulhouse d'organiser la transition entre le ou les futurs attributaires et le titulaire actuel, sans occasionner de rupture de service conséquente.

Dans cette optique, l'article 7 du CCP « Fin du marché - Remise en état des emplacements »

> « *A la fin du marché ou en cas de résiliation prévue par le CCAG, le titulaire du marché a l'obligation de démonter les mobiliers mis en place, de les enlever et de remettre en état les sols où étaient positionnés ces équipements à ses frais.*
>
> *Cette remise en état des sols s'entend comme la remise en parfait état des sols et à l'identique, conformément au règlement de voirie en vigueur :*
> - *en cas de retrait définitif de certains mobiliers pendant la durée d'exécution du marché ;*
> - *pour tous les mobiliers mis à disposition, lors de l'achèvement du marché.*
>
> *Deux mois avant de commencer cette opération, le titulaire devra faire parvenir à la Collectivité contractante son calendrier d'intervention (démontage et enlèvement).*
>
> *Il devra attendre l'accord écrit de la collectivité pour procéder à l'opération.* »

est ainsi modifié comme suit :

> « A la fin du marché ou en cas de résiliation prévue par le CCAG, le titulaire du marché a l'obligation de **démonter uniquement la superstructure des équipements mis en place (mobiliers d'affichage, stations vélos), d'enlever ladite superstructure ainsi que les vélos et de remettre en état les sols où étaient positionnés ces équipements à ses frais, sans déposer le système de fondation ni l'infrastructure réseaux, qui seront conservés**.
>
> Le titulaire devra faire parvenir au pouvoir adjudicateur une méthode et un projet de calendrier de dépose, enlèvement et remise en l'état selon les prescriptions supra, **impérativement avant le 30 septembre 2023**.
>
> Ce calendrier, notifié par ordre de service sans réserve, valant acceptation de la Ville de Mulhouse, sera pleinement applicable dans le cadre du contrat. En cas d'observation formulée par le pouvoir adjudicateur, le titulaire disposera de quinze (15) jours calendaires à compter de sa notification pour y satisfaire et fournir une nouvelle version.
>
> A défaut de respect des délais susvisés, les pénalités calendaires de retard prévues à l'article 6 du CCP seront appliquées. »

Article 2 – Incidence financière de l'avenant

La prolongation de la durée du marché a pour conséquence de faire perdurer les frais d'exploitation inhérents à l'extension du service de vélos en libre-service, qui seront réglés au prorata temporis, déduction faite du coût de dépose du système de fondation conservé, soit : **70 406,58 € HT** (montant correspondant au coût annuel du service VLS durant 206 jours) **– 31 500 € HT** (montant correspond au coût de dépose du système de fondation) = 38 906,58 € HT.

La Ville de Mulhouse versera donc au titulaire le montant de 38 906,58 € HT.

L'équilibre économique du contrat est ainsi préservé.

Récapitulatif

Nature de l'acte	Nature des modifications	Base légale de l'acte	Montant €HT
Marché initial	/	Art 26,33 et 57 à 59 du CMP	Prix d'équilibre
Avenant 1	Extension simplifiée du dispositif de vélos en libre-service	Art 20 CMP	Prix supplémentaires au BPU (124 750,00 € / an)
Avenant 2	Evolution et extension du périmètre du service de vélos en libre-service et réalisation de campagne de communication		
Avenant 3	Extension de l'implantation du service de vélos en libre-service, selon les conditions du marché	Art R2194-7 CCP	/
Avenant 4	Évolution technologique des mobiliers		
Avenant 5	Adaptation et modernisation du service de vélos en libre-service et prolongation de 10 % du délai initial du contrat	Art R2194-8 CCP	Frais d'exploitation inhérents à l'extension du service de vélos en libre-service, au prorata temporis
Avenant 6	Prolongation du marché exceptionnelle, le temps nécessaire au renouvellement des contrats.	Art R2194-7 CCP	

Article 3 – Dispositions particulières

Les parties renoncent à tout recours contentieux ou précontentieux et à toute demande indemnitaire concernant l'objet du présent avenant.

Les clauses du marché non visées par le présent avenant demeurent inchangées.

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature & cachet
Madame/Monsieur **Poste occupé**	**A ……,** **Le ……**	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Mulhouse, le ……

Pour le Maire,
L'adjoint(e) délégué(e)

Claudine Boni Da Silva

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

52° MAISON DE LA JUSTICE ET DU DROIT : CONVENTION VILLE DE MULHOUSE – MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION – TRAVAUX AMENAGEMENT ACCUEIL (43/7.5.5 /905)

La maison de la justice et du droit (MJD) assure une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit. Les mesures alternatives de traitement pénal et les actions tendant à la résolution amiable des conflits peuvent y prendre place.

A Mulhouse, la maison de la justice et du droit relève d'un triple partenariat unique entre :

- le ministère de la Justice qui met des professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, conciliateurs, délégués du Procureur, défenseurs des droits) à disposition gratuite des usagers sur rendez-vous,
- la Ville de Mulhouse qui met le bâtiment sis rue du 6ème Régiment de Tirailleurs Marocains à disposition de la Justice pour organiser ces rendez-vous,
- Mulhouse Alsace Agglomération qui met deux agents d'accueil à temps plein, à disposition de l'institution pour orienter les usagers qui souhaitent rencontrer ces professionnels.

Courant 2022, une visite menée conjointement avec le service architecture, la médecine préventive du travail et le conseiller en prévention, a mis en avant la nécessité d'apporter des améliorations acoustiques et ergonomiques aux conditions de travail des deux agents chargées de l'accueil de la maison de la justice et du droit de Mulhouse.

Les travaux ont été estimés à 30 000 € HT en août 2022.

Considérant que les deux agents assurant l'accueil de la Maison de la justice et du droit sont affectés à 100% à Mulhouse Alsace agglomération et sachant que le bâtiment appartient à la Ville de Mulhouse, il est proposé une maîtrise d'ouvrage par la Ville de Mulhouse et un financement total de l'opération par Mulhouse Alsace Agglomération sous forme du versement d'une subvention d'équipement établie sur la base des travaux affectés à l'aménagement des bureaux d'accueil.

La liste des travaux concernés ainsi que les conditions techniques, financières et juridiques de la participation financière de Mulhouse Alsace Agglomération à l'opération sont définies dans une convention dont le projet est joint en annexe.

Le financement de cette opération sera assuré dans le cadre d'une décision modificative du budget primitif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention de subvention entre la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération permettant la réalisation des travaux d'aménagement de l'accueil de la Maison de la Justice et du Droit de Mulhouse,

- autorise le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 1

- Convention Ville de Mulhouse - Mulhouse Alsace Agglomération – Travaux aménagement accueil de la Maison de la Justice et du Droit de Mulhouse

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

CONVENTION DE SUBVENTION
portant sur le financement de travaux de réaménagement de l'accueil à la maison de la justice et du droit de Mulhouse

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par le Président ou son Vice-Président délégué, agissant en vertu de la décision du Bureau du 22 mai 2023

d'une part,

et la Ville de Mulhouse, représentée par Maryvonne BUCHERT, adjointe au Maire de Mulhouse, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Les maisons de la justice et du droit (MJD) assurent une présence judiciaire de proximité et concourent à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit. Les mesures alternatives de traitement pénal et les actions tendant à la résolution amiable des conflits peuvent y prendre place.

A Mulhouse, la maison de la justice et du droit relève d'un triple partenariat unique entre :
- le ministère de la justice qui met des professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, conciliateurs, délégués du Procureur, défenseurs des droits) à disposition gratuite des usagers,
- la Ville de Mulhouse qui met le bâtiment sis rue du 6ème Régiment de Tirailleurs Marocains à disposition de la Justice pour organiser ces rendez-vous,
- Mulhouse Alsace Agglomération qui met deux agents d'accueil à disposition pour orienter les usagers qui souhaitent rencontrer ces professionnels.

ARTICLE 1 : Objet
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la participation financière de m2A aux travaux d'aménagement de l'accueil de la Maison de la justice et du droit, sise 14 rue du 6ème Régiment de Tirailleurs Marocains à

Mulhouse, le bâtiment étant propriété de la Ville de Mulhouse. Ces travaux seront réalisés courant 2023 et concourent à améliorer les conditions de travail des agents d'accueil employés par Mulhouse Alsace Agglomération (ergonomie des bureaux, isolation phonique, pose de vitrage de protection etc). La contribution financière de Mulhouse Alsace Agglomération, versée sous forme de subvention d'équipement, est établie sur la base des travaux affectés à l'aménagement des bureaux d'accueil.

ARTICLE 2 : Montant de la contribution financière

Considérant que les deux agents assurant l'accueil de la Maison de la justice et du droit sont affectés à 100% à Mulhouse Alsace agglomération et sachant que le bâtiment appartient à la Ville de Mulhouse, la contribution financière de Mulhouse Alsace Agglomération pour l'ensemble de ce projet, est estimée à un montant prévisionnel maximum de 30 000 € HT sur un montant total de l'opération estimé à 30 000 € HT. Le montant définitif de la contribution sera déterminé en fonction des travaux effectivement réalisés par la Ville de Mulhouse.

Après une visite sur place par le service Architecture, la médecine préventive du travail et le conseiller en prévention en présence des agents concernés, les améliorations acoustiques et ergonomiques à apporter sur le bureau d'accueil sont les suivantes :

- Sortir la photocopieuse dans le local « infirmerie » en face, ou dans le couloir,
- Doubler le mur du fond, pour condamner la porte qui donne sur la salle de réunion et traiter cette contre-cloison phoniquement.
- Création d'un comptoir d'accueil, d'un mur à l'autre, neuf un peu en recul de celui existant pour avoir 2 postes qui accueillent le public de face, avec création du comptoir plus bas, côté fenêtre pour les personnes à mobilité réduite.
- Pose d'un vitrage de protection sur le guichet.
- Pose d'une cloison acoustique sur le bureau entre les 2 postes pour limiter les bruits lorsque plusieurs personnes parlent en même temps
- Mise en place d'un faux-plafond acoustique au plafond
- En remplacement des stores californiens, pose de stores en tissus traités acoustiques. Ces stores participeront également à limiter la réverbération de la lumière.

ARTICLE 3 : Réalisation des travaux.

La Ville de Mulhouse, propriétaire du bâtiment, assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux visés ci-dessus. Elle passera les marchés nécessaires et en surveillera l'exécution selon les règles qui lui sont applicables.

ARTICLE 4 : Modalités de versement de la contribution financière

L'opération visée par la présente convention fera l'objet d'une demande distincte de contribution financière de m2A. Cette contribution sera déterminée à partir du montant réel des travaux et des différents décomptes généraux définitifs des entreprises, tous lots confondus arrêtant le montant global définitif des travaux. Mulhouse Alsace Agglomération s'acquittera des sommes dues selon les modalités et les délais prévus par les règles de la comptabilité publique sur présentation du relevé final des dépenses composé :

- de l'état récapitulatif des mandatements réalisés visé de l'ordonnateur et du comptable public,
- de la copie des factures mandatées.

Les règlements de m2A seront effectués auprès de la Ville de Mulhouse.
Trésorerie Mulhouse n° de compte (RIB) 30001 581 C6840000000.

ARTICLE 5 : Publicité et communication
La Ville de Mulhouse s'engage à mettre en valeur l'engagement financier de m2A pour la réalisation l'opération d'aménagement notamment :
- Au travers de ses supports de communication
- Dans ses relations avec la presse
- Par l'apposition du logo de m2A sur les panneaux du chantier.
- En fin d'opération un tirage photo illustrant la présence du logo de m2A sur le chantier et une copie des publications afférentes seront remises à m2A. La Ville de Mulhouse devra associer le Président de Mulhouse Alsace Agglomération à l'inauguration du projet auquel m2A aura participé.

ARTICLE 6 : Responsabilité
La Ville de Mulhouse est responsable de la réalisation des travaux. La contribution financière apportée par Mulhouse Alsace Agglomération à la réalisation du projet ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à la ville de Mulhouse ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

ARTICLE 7 : Durée
La présente convention prend effet à sa signature et prendra fin après versement de la totalité de la contribution financière de Mulhouse Alsace Agglomération et de l'exécution des travaux et des obligations mentionnées à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 8 : Résiliation
La convention pourra être résiliée, par lettre recommandée avec accusé de réception, par l'une des parties en cas de :
- Manquement à ses obligations par l'autre partie, après mise en demeure transmise par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet 4 dans le délai d'un mois. Il sera alors procédé immédiatement à un constat contradictoire des travaux mentionnés à l'article 1 effectués par la Ville de Mulhouse.
- Survenance d'un cas de force majeure empêchant la réalisation des travaux.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, la contribution financière de Mulhouse Alsace Agglomération sera limitée au coût des travaux d'aménagement réalisés et justifiés par la ville de Mulhouse après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux mandatés. Une convention règlera les conséquences financières de la résiliation.

Fait en double exemplaire
A MULHOUSE, le

Pour le Président	Pour la Ville de Mulhouse
Le Vice-Président délégué	L'adjointe délégué au Maire
Rémy NEUMANN	Maryvonne BUCHERT

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

53° ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE « AVUF » : ADHESION ET REPRESENTATION (5/8.8/924)

Créée en 1993, l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) regroupe actuellement 102 collectivités territoriales : 34 communes, 44 communautés d'agglomération, 3 communautés urbaines, 1 communauté de communes, 1 département, 1 pôle métropolitain et 18 métropoles.

Il s'agit de collectivités de toutes tailles et de toutes sensibilités politiques, dont les élus et services partagent un intérêt pour les sujets universitaires sources de dynamisme pour les villes et les territoires.

Présidée lors de sa création par Pierre Albertini, député-maire de Rouen, puis de 2008 à 2014 par Hélène Mandroux, maire de Montpellier, la Présidente actuellement est Catherine Vautrin, par ailleurs Présidente de la Communauté Urbaine du Grand Reims.

Lieu d'échanges de pratiques entre élus et techniciens en charge des questions d'enseignement supérieur, de recherche, et de vie étudiante, l'AVUF est aussi force de proposition auprès de l'État et des autres acteurs de l'enseignement supérieur en France et en Europe.

C'est aussi un centre de ressources pour ses adhérents et une plateforme d'événements mutualisés entre collectivités, sur les territoires et les campus (Nuits des étudiants du monde, Tour de France Agir ensemble par exemple).

Enfin, être adhérent, c'est être destinataire d'une veille permanente sur toutes les questions relatives à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche et ce en quoi, elles concernent les collectivités territoriales.

C'est pourquoi, dans le cadre de la réflexion engagée sur le développement Universitaire, il est proposé l'adhésion de la Ville de Mulhouse à l'AVUF.

L'adhésion est soumise à une cotisation annuelle, dont le montant s'élève à 1000€ (mille euros) pour l'année 2023.

Les crédits nécessaires seront proposés au budget supplémentaire 2023 :

- Chapitre 011/article 6281/fonction 23
- Service gestionnaire et utilisateur 341
- LC 36271 « Cotisation AVUF »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- approuve l'adhésion de la Ville de Mulhouse à l'AVUF
- charge Mme le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires à l'adhésion et à procéder au versement annuel de la cotisation.
- désigne Mme Nathalie MOTTE, Adjointe déléguée aux relations avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, pour représenter la collectivité au sein de l'Association.

Pour : 43 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 32 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Ne participe pas au vote : Mme MOTTE.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

54° CESSION D'UN TERRAIN A USAGE DE PARKING SIS 130 RUE DE LA MER ROUGE A MULHOUSE (534/321/932)

La société « ALSACE IMMOBILIER ET INVESTISSEMENTS », société par actions simplifiées unipersonnelle, avec siège social à LEYMEN (68220), 9 rue des Merles , se porte acquéreur de l'immeuble dit « La Fabrique » situé au 130 rue de la Mer Rouge à Mulhouse, et a signé avec CITIVIA SPL, en sa qualité de propriétaire dudit bâtiment, un compromis de vente en date du 6 décembre 2022.

Afin de compléter l'offre de bureaux par des emplacements de stationnement, l'acquéreur a manifesté son intérêt pour l'acquisition d'une emprise foncière d'une surface de 19,40 ares environ du parking, délimitée en rouge sur le plan annexé, propriété de la Ville, actuellement, et de tout temps, à usage privatif de parking exclusivement réservé aux locataires et usagers du bâtiment « La Fabrique », située 130 rue de la Mer Rouge à MULHOUSE, à détacher des parcelles cadastrées comme suit :

Territoire de MULHOUSE

Section	N°	Lieudit	Surface en are
IK	139/1	130 rue de la Mer Rouge	6,01
IK	141	Rue de la Mer Rouge	1,82
IK	142	Rue de la Mer Rouge	15,31
IK	138	Rue de la Mer Rouge	1,59
IK	140	Rue de la Mer Rouge	3,11
		TOTAL	27,84

Un accord est intervenu avec l'acquéreur sur un prix de 3000 euros l'are, soit 58.200 euros pour une surface de 19,40 ares ; le prix à l'are étant conforme à l'avis domanial sur la valeur vénale en date du 22 décembre 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette cession aux conditions sus-désignées au profit de la société « ALSACE IMMOBILIER ET INVESTISSEMENTS » ou de toute autre personne morale qui se substituera ;
- donne mandat à Madame le Maire ou à l'adjoint(e) délégué(e) de faire tout ce qui est utile et nécessaire en vue de réaliser cette transaction immobilière et notamment signer tout avant-contrat et l'acte de transfert de propriété.

P.J. : 1 plan

Parc d'activités de la Mer Rouge
parking rue Salomon Grumbach
552 m²
1940 m² environ
Centre de Formation
Centre de Formation
Rue Eugene Ducretet
Place Salomon Grumbach
Rue

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

55° ASSOCIATIONS D'AIDE AUX PERSONNES AGEES : SUBVENTIONS 2023 (1100/7.5.6/900)

La Ville de Mulhouse, engagée dans la démarche Ville Amie des Aînés depuis 2015, s'engage en faveur du bien vieillir de ses 22 567 citoyens de plus de 60 ans. La mise en œuvre de cette démarche se traduit par des actions concrètes dans de nombreux domaines tels que la mobilité, l'accès aux loisirs ou la prévention santé.

En complément des projets développés par la Ville de Mulhouse, elle soutient, chaque année, les associations œuvrant dans le champ de l'aide et de l'accompagnement des personnes âgées par l'octroi de subventions de fonctionnement.

Dans le cadre d'une première phase d'attribution de subventions, il est proposé que trois structures soient soutenues :

- Le Centre Socio-Culturel PAX qui, par le biais de leur projet « Veillons au bien-être de nos aînés dans le quartier de Bourtzwiller », souhaite inciter les personnes âgées à adopter des postures favorables pour un vieillissement en bonne santé. Les différentes actions proposées (temps de rencontre, ateliers, actions collectives,…) visent à lutter contre l'isolement social et prévenir certaines pathologies ou la perte d'autonomie.
- L'association « l'Outil en main » qui propose, par le biais de l'implication d'artisans à la retraite, des ateliers intergénérationnels d'initiation aux métiers manuels à destination d'enfants et adolescents.
- L'association « Le droit de vivre », structure d'aide et de maintien à domicile proposant différents services d'aide à la vie quotidienne (aide à la toilette, aide à l'entretien du logement, préparation des repas, entretien et repassage du linge, petite couture...), d'aide à la mobilité et de soutien et conseil à la personne âgée ou en situation de handicap.

Ces associations, contribuent notamment, aux côtés de la Ville, à lutter contre l'isolement des seniors.

BENEFICIAIRES	MONTANT 2022	MONTANT 2023
CSC PAX	-	**2 500 €**
L'Outil en main	1 200 €	**1 200 €**
Droit de vivre	6 600 €	**6 600 €**
TOTAL	7 800 €	**10 300 €**

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023

Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 4238

Service gestionnaire et utilisateur 114 – Santé Séniors et Handicap

Ligne de crédit n° 3675 « Subventions de Fonctionnement aux associations personnes âgées »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2023 qui figurent dans le tableau ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 41 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 30 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Ne prennent pas part au vote : Mme SORNIN, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK et M. OBERLIN.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

56° ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA SANTE : SUBVENTIONS 2023 (1100/7.5.6/918)

L'investissement de la Ville de Mulhouse pour la santé de ses habitants s'est toujours traduit par la volonté de s'inscrire dans un partenariat fort avec les acteurs locaux, de construire et développer des synergies, de s'appuyer sur les ressources et énergies du territoire.

C'est dans cet esprit que la ville alloue chaque année une aide à des associations contribuant à la mise en œuvre d'actions d'intérêt public dans le domaine de la santé.

Pour l'année 2023, il est proposé d'attribuer les premières subventions suivantes :

Bénéficiaires	**Montant 2023**
ARER 68	**2 500 €**
Le Rézo	**1 000 €**
UFSBD	**4 000 €**
SOS Hépatites	**1 500 €**
Mouvement Vie Libre	**1 500 €**
CSC PAX	**2 000 €**
TOTAL	**12 500 €**

Ces associations, contribuent, aux côtés de la Ville, à l'amélioration de l'état de santé des mulhousiens par diverses actions de promotion et d'éducation pour la santé qui s'intègrent pleinement dans le Contrat Local de Santé et la politique municipale de santé.

Celles-ci permettent par exemple d'informer, de soutenir et d'accompagner la population sur des thématiques telles que :
- la promotion du bien manger et de l'activité physique (CSC PAX)
- la santé sexuelle (SOS Hépatites)
- la prévention des conduites addictives (Vie Libre)
- la prévention bucco-dentaire (UFSBD)

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023
Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 410
Service gestionnaire et utilisateur 114 – Santé Séniors et Handicap
Ligne de crédit n° 26108 « Subventions de Fonctionnement Santé »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2023 figurant dans le tableau ci-dessus,

- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 44 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 5 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

57° ASSOCIATIONS D'AIDE AUX FAMILLES : SUBVENTIONS 2023 – PHASE 1 (1100/7.5.6/901)

Dans le cadre de sa politique en direction des familles, la Ville de Mulhouse alloue chaque année des subventions de fonctionnement aux associations dont l'action contribue à aider les familles mulhousiennes en situation de fragilité.

Membre de l'Union Départementale des Familles (UDAF), le « Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques » (CDAFAL) est une association d'éducation populaire. Parmi les actions proposées, on trouve des permanences tenues par un écrivain public dans ses locaux ou des distributions de denrées alimentaires pour leurs membres les plus précaires. Le CDAFAL aide également les foyers en difficultés à accéder à des vacances, à des sorties et loisirs en organisant des visites culturelles, des courts séjours en famille etc. Il est proposé de reconduire la subvention à hauteur de 2 000 €.

L'association « Jusqu'à la mort accompagner la vie » (JALMALV) accompagne les personnes en fin de vie ainsi que les familles endeuillées. De plus en plus sollicitée par les maisons de retraites et les Etablissements Hébergeant des Personnes Agées et Dépendantes (EHPAD), l'intervention de JALMALV est aussi délicate que nécessaire. Il est proposé de lui attribuer une subvention de 1 850€.

« La Petite Ourse » est une association qui met en place des rencontres médiatisées et régulières entre un ou des enfants et le parent chez lequel il ne réside pas habituellement, ou avec toutes autres personnes ayant un droit de visite sur prescriptions du Ministère de la Justice. Il s'agit notamment de situations de violences intrafamiliales, de problèmes psychiatriques de l'un des parents etc. La majorité de l'activité de « la Petite Ourse » concerne des foyers mulhousiens. Pour ces familles en crise, il s'agit d'un lieu neutre et essentiel

dans le maintien ou la restauration du lien parental qui, lorsque c'est possible, est essentiel à l'équilibre de l'enfant. Il est proposé d'attribuer à la Petite Ourse une subvention à hauteur de 20 000 € en fonctionnement.

L' « Association Générale des Familles » (AGF), propose aux familles mulhousiennes différentes aides. La plus utilisée est le vestiaire social en direction duquel les acteurs sociaux orientent de nombreuses familles en difficulté. Un écrivain public reçoit les familles chaque mercredi matin et un accès aux loisirs et à la culture est permis grâce à la mise en place d'un système de billetteries et de réductions auprès de commerçants. Le projet associatif de l'AGF est en cours de redéfinition actuellement. Une subvention complémentaire pourra éventuellement être attribuée en complément lors de la seconde phase d'étude des subventions à l'automne après sa prise en compte. Il est proposé d'attribuer pour l'année 2023 une première subvention de 5 000 €.

A Mulhouse, l' « Association Syndicales des Familles Monoparentales et Recomposées » (ASFMR) intervient sur 3 axes différents :

- Soutien à la Parentalité, accès aux droits, aux loisirs et à la culture.
- Service d'Accompagnement des personnes victimes de violences intrafamiliales (SAVVI).
- Médiation familiale.

Une permanence est proposée pour les familles mulhousiennes rencontrant des difficultés intra-familiales. Le soutien à la parentalité se traduit également par des actions collectives du type « groupes de paroles » sur des thématiques variées comme par exemple, prochainement, sur la question du deuil en sein de la famille. La médiation est spontanée ou sur injonction d'un juge, et s'inscrit dans la majorité des cas dans un contexte de séparation ou de divorce. Il est proposé d'attribuer, comme en 2023, une subvention de 10 000 € à l'ASFMR.

Le « Centre d'Informations sur le droit des femmes et des familles » (CIDFF) sollicite un soutien financier auprès de la Ville de Mulhouse au titre de la permanence d'accès aux droits pour les familles qu'il assure sur différents sites mulhousiens. Près de 30 % des 7 541 personnes accompagnées par le CIDFF viennent de Mulhouse. Il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 2 000 € pour l'année 2023.

BENEFICIAIRES	**Montant 2023**
Conseil Départemental Associations Familiales Laïques (CDAFAL)	**2 000 €**
Association JALMALV : accompagnement des personnes en fin de vie et soutien aux familles endeuillées	**1 850 €**
Association La Petite Ourse : permettre le maintien ou la restauration des liens entre le (s) enfant(s) et toute(s) personne(s) ayant un droit de visite, lorsque le contexte familial est dégradé.	**20 000 €**

Association Générale des Familles (AGF) : vestiaire social, écrivain public, accès aux droits, accès aux loisirs pour les familles.	**5 000 €**
Association Syndicale des Familles Monoparentales et Recomposées (ASFMR) : centre de médiation sociale	**10 000 €**
Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) : permanences d'accès aux droits pour les familles.	**2 000 €**
TOTAL	**40 850 €**

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2023
Chapitre 65 - article 65748 - fonction 4212
Service gestionnaire et utilisateur 113 – Familles et Parentalité
Ligne de Crédit n°4589 « Subvention de fonctionnement associations aide à la famille »

En matière d'investissement, dans le cadre de l'amélioration de l'accueil fait aux familles, « la Petite Ourse » aménage une pièce dédiée à l'accueil des 0 – 3 ans et de leurs parents ainsi que son espace extérieur. L'association souhaite acquérir des meubles adaptés aux plus petits, des jouets. De même, elle doit s'équiper de fauteuils de bureau adaptés pour des salariés en situation de handicap. Il est proposé de soutenir ces dépenses de la Petite Ourse à hauteur de 3 000 € en investissement.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2023
Chapitre 204 - article 20421 - fonction 4212
Service gestionnaire et utilisateur 113 – Familles et Parentalité
Ligne de Crédit n°13509 « Subventions d'équipement aide à la famille mobilier et matériel »

Portée par une association née de la volonté conjointe de Caritas Alsace et de la Fondation Apprentis d'Auteuil, la « Maison des Familles » s'inscrit dans trois objectifs principaux : répondre aux besoins des familles, aider les mulhousiens en difficulté et leur permettre de participer à la vie de la cité.

Lieu de partage entre parents, professionnels et bénévoles pour accompagner les familles dans leur rôle, ce type de structures parie sur la capacité des familles à rechercher collectivement des solutions à leurs problèmes. Les familles accueillies au sein des Maisons des Familles sont parties prenantes de la mise en œuvre des missions et des activités proposées : activités de loisirs, rencontre – échanges, accompagnements personnalisés, ateliers parents-enfants autour du jeu, de l'alimentation, de la scolarité, repas partagés, sorties en extérieur, participation au fonctionnement de la maison. Il est proposé d'attribuer pour l'année 2023 une subvention de 20 000 €, montant identique à l'année 2022.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2023
Chapitre 65 - article 65748 - fonction 4212
Service gestionnaire et utilisateur 1100 – Administration de Direction

Ligne de Crédit n°27393 « Subvention Maison des Familles »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions d'attribution de subventions de fonctionnement et d'équipement qui figurent dans les tableaux ci-dessus
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 32 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2 + 1procuration

Ne prennent pas part au vote : M. OBERLIN et M. CAUSER

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

58° CARRE DES ASSOCIATIONS : MODIFICATIONS DU REGLEMENT INTERIEUR (1322/9.1/880)

Né en 2014, le Carré des associations de la Ville de Mulhouse, service public municipal destiné aux associations, est aujourd'hui un lieu d'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation. Les porteurs de projets et les responsables d'associations peuvent y trouver une aide, un soutien et un accompagnement individualisé pour mettre en œuvre des projets collectifs ou gérer leur activité au quotidien. Il répond aux questions ponctuelles que peuvent poser des associations dans les domaines de l'organisation, de l'administration et de la gestion. Il les oriente vers les structures et les personnes ressources si cela est nécessaire.

Le Carré des associations est aussi une plateforme de services qui se caractérise par l'originalité des prestations qu'il propose dans un espace mutualisé accessible 7j/7j.

Entre 2014 et 2016, le Carré des associations s'est fait connaitre plus particulièrement auprès des petites associations du monde socio-culturel et s'est créé une identité forte.

Après une période d'installation dans le paysage associatif mulhousien, le Carré des Associations est monté en puissance tant dans sa capacité d'accompagnement de la vie associative que dans l'élargissement de son public : désormais de nombreuses associations sportives, humanitaires, militantes, de loisirs, socio-culturelles bénéficient de son offre de services.

Ainsi, à partir de 2017, le Carré des associations a étoffé et structuré sa politique d'accompagnement et de promotion de la Vie associative :

- en développant des temps de formations, d'informations, de rencontres collectifs et en maintenant des temps d'écoute et d'orientation individualisé
- en consolidant les partenariats existants (Alsace Mouvement associatif/ réseau National des Maisons des associations/ Fondation de France/FONDA/CDOS/TUBA etc.).
- en recherchant de nouveaux partenariats comme avec l'Ordre des Experts-Comptables, la Fondation MACIF, Archimène, la MAIF, Fondation EDF etc.
- en réalisant un observatoire local de la vie associative en partenariat avec le RNMA
- en coordonnant de grands évènements de la Vie associative : Rencontre Nationale des Maisons des Associations en 2018, Duck Race en 2019, Heure Civique en 2020, Explor'assos depuis 2022 etc.

En 2022, le Carré des associations, c'est :

- 150 associations adhérentes
- Plus de 500 personnes accompagnées en 2022
- Une équipe de 5 personnes

Cette plateforme de service est régie par un règlement intérieur qui doit être modifié pour s'adapter à l'évolution des services et des usages du Carré des Associations.

En effet, le Carré des associations va intégrer dans son offre de services la mise à disposition gratuite auprès des associations adhérentes, de la Maisonnette du Marché, située sur la dalle fruits/légumes du marché du canal couvert, afin de donner de la visibilité à leurs initiatives et à leurs actions. Cet équipement sera disponible tous les mardis, jeudis et samedis (durant les jours de marché). Le prêt de cet espace sera soumis à conditions et à la signature d'une convention.

Par ailleurs, le Carré des associations va mettre en place une astreinte en soirée et le week-end en cas de dysfonctionnement du badge permettant l'accès au Carré des associations dans le cadre d'une réservation validée et dans le respect des horaires de cette réservation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la modification du règlement intérieur du Carré des associations.

- autorise le Maire ou son Adjointe Déléguée, à établir et signer le règlement intérieur modifié du Carré des associations ainsi tout document nécessaire à sa mise en œuvre..

PJ : Règlement intérieur du Carré des associations

1 - Pôle
13 - Pôle cohésion sociale et territoriale
132 – Agence de la Participation Citoyenne
1322 - Soutien à la vie associative

REGLEMENT INTERIEUR
DU CARRE DES ASSOCIATIONS
100, avenue de Colmar (MULHOUSE)

Le Carré des associations est un lieu ressource offrant un accompagnement à la vie associative et mettant à disposition des facilités pratiques pour la gestion et l'administration des associations mulhousiennes.

Article 1 : Adhérents-Publics bénéficiaires

Le Carré des associations est un service public municipal destiné aux associations dont le siège est à Mulhouse ou qui ont une activité significative sur le territoire mulhousien. Ces associations sont soumises au droit local (loi de 1908 du code civil local) pour celles dont le siège social est sur le ban de Mulhouse, ou à la loi de 1901 pour celles dont les activités sont centrées sur la commune, mais qui ont leur siège social hors d'Alsace Moselle.

Article 2 : Responsable gestionnaire

L'organisation et le fonctionnement du Carré des associations sont assurés par le service en charge de la Promotion de la vie associative de la Ville de Mulhouse. Ce service assure la gestion des plannings d'occupation et des moyens matériels affectés à l'équipement, il veille à l'application et au respect des dispositions du présent règlement intérieur.

Article 3 : Conditions d'adhésion

Ne peuvent bénéficier des prestations et des services du Carré des associations : les syndicats d'employeurs ou de salariés, les partis politiques, les associations à vocation exclusivement cultuelle, les associations dont les statuts ne respectent pas la loi.

Le Carré est un lieu destiné à la gestion, à l'administration des associations et de leurs membres et n'est pas voué aux activités de loisirs ou festives bruyantes.

Pour adhérer (année civile) et bénéficier des services et des prestations du Carré des associations, l'association doit remplir une fiche de demande d'adhésion, s'acquitter de la cotisation annuelle et fournir les justificatifs suivants :

- Les statuts de l'association
- Le récépissé de la déclaration au tribunal judiciaire (Extrait)
- L'attestation d'assurance responsabilité civile – défense des risques d'occupant – recours des voisins et des tiers, ainsi que les risques liés à l'organisation de réunions, dommages corporels, dommages matériels et immatériels, consécutifs et non consécutifs
- Le procès-verbal de la dernière assemblée générale de l'association

Chaque année, les associations renouvellent leur adhésion en remplissant la fiche de ré-adhésion, s'acquittent de la cotisation annuelle, fournissent une attestation d'assurance responsabilité civile pour l'année en cours, le dernier procès-verbal de leur assemblée générale. Et en cas de changement, les statuts ainsi que l'Extrait du tribunal judiciaire. Un rendez-vous peut être sollicité par le responsable du Carré auprès du Président de l'association.

Article 4 : Gestion des demandes et des refus d'adhésions - Exclusions

Chaque adhésion est validée par l'Adjoint au Maire chargé de la Promotion de la Vie associative. Pour les cas litigieux et les demandes d'exclusion, l'Adjoint au Maire, sur avis de la direction du Pôle en charge de la Promotion de la vie associative et l'agent responsable du Carré des associations statueront.
Seront systématiquement exclues les associations qui ne respecteraient pas le règlement intérieur du Carré des associations, ne paieraient pas leur facture ou auraient des comportements irrespectueux ou contraires à la loi.

Article 5 : Prestations, services : Tarifs

Les services et leurs tarifs sont revus annuellement et remis lors de l'adhésion ou de son renouvellement.

Article 6 : Modalités de mise à disposition des services

Le site est accessible 7 jours sur 7 avec un badge électronique. Un accueil téléphonique est assuré en semaine pour répondre aux questions administratives et pratiques des usagers.
La mise à disposition d'équipement à une association n'a de caractère ni exclusif, ni permanent. Les associations veilleront à réparer ou remplacer tout équipement ou matériel dégradé. La Ville de Mulhouse ne peut être tenue pour responsable des objets ou biens appartenant aux associations ou à ses membres qui seraient détruits, dégradés ou volés dans l'enceinte de l'immeuble et sur le parking.

Réservation des salles du Carré des associations

L'attribution est réalisée sur la base d'un planning de réservation dont la tenue est assurée par le service en charge de la Promotion de la Vie Associative.
La location est réservée en priorité aux associations, mais peut être accordée exceptionnellement à d'autres organismes, sous réserve de l'accord de l'élu en charge de la Promotion de la Vie Associative.
Les demandes de réservation sont traitées dans l'ordre d'arrivée. En cas d'annulation, celle-ci doit être faite au moins 48 heures avant la date prévue de la réunion. À défaut, la mise à disposition sera facturée.

Utilisation :
L'utilisateur peut disposer de tables et de chaises à sa convenance, à condition de remettre la salle dans son état initiale avant son départ.
L'utilisateur devra veiller à l'extinction des lumières, à la propreté et à la fermeture de la salle, des portes d'entrée (côté parking et 100 avenue de Colmar) ainsi qu'à celles de la terrasse lors de son départ.

Salle Plénière :
Chaque association adhérente à la garantie de bénéficier de la salle plénière, dont un créneau de 4 heures gratuit. Au-delà, la réservation de la salle plénière est soumise à accord et facturation.

Salles de réunion :
Les salles situées au rez-de-chaussée sont mises à disposition gratuitement aux associations adhérentes pour les réunions propres au fonctionnement de leur structure et à la réception de leurs membres. Cette gratuité se limite à deux créneaux par mois, au-delà, toute réservation sera facturée.

Bureaux :
Leur attribution se fait annuellement et ponctuellement sur demande.

Autres services :

Boîtes aux lettres et armoires de stockage :
Les associations qui le souhaitent peuvent bénéficier, selon les disponibilités, d'un placard fermant à clé et/ou d'une boîte aux lettres.
En cas de perte des clés de l'armoire de stockage, de la boite aux lettres ou du badge d'accès au site, leur remplacement est facturé.

Reprographie et outils bureautiques/internet :
- Une photocopieuse est mise à disposition des associations. Elle fonctionne avec un code d'accès. La facturation des tirages est établi chaque semestre, voire l'année suivante si le montant de 15€ n'est pas atteint.
- Les associations peuvent disposer gracieusement de matériel informatique et audiovisuel en le réservant auprès de l'accueil, 48h avant la date d'utilisation prévue.
- Un accès à Internet est disponible gracieusement.

Affichage et documents de communication :
L'information par voie d'affichage et la diffusion de documents sont autorisées, mais exclusivement gérées par le personnel du Carré.

Astreinte :

Horaires :
- Du lundi au vendredi de 17h30 à 21h00
- Du samedi au dimanche de 8h30 à 21h00

Motif de déplacement :
Le personnel d'astreinte se déplacera uniquement en cas de disfonctionnement du badge permettant l'accès au Carré des associations dans le cadre d'une réservation validée et dans le respect des horaires de cette réservation.
Pour tout autre motif, le déplacement vous sera facturé 50 €.

Article 7 : La Maisonnette « Mulhouse C'est Vous ! » (MMCV)

La Ville de Mulhouse met à disposition gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général, dans la limite de sa disponibilité, la Maisonnette, située sur la dalle fruits/légumes du marché du canal couvert.

La MMCV est un lieu de promotion des associations mulhousiennes et adhérentes au Carré, ainsi que des collectifs citoyens et des projets portés par la Collectivité.

La MMCV se situe à l'une des entrées du marché, elle sera disponible tous les mardis, jeudis et samedis (durant les jours de marché). Il est demandé une présence minimum de 9h30 à 12h.

Pour disposer de l'extérieur de la MMCV, la réservation doit être effectuée auprès du Carré des associations.

L'emplacement extérieur utilisable est délimité au sol par des marquages blancs (un passage central restera libre pour les piétons et les commerçants) :

L'utilisateur devra proposer une animation pour être attractif. Il veillera aux principes de limitation des déchets et d'économies d'énergie.

Les ventes alimentaires et de boissons ne sont pas autorisées, sauf cas exceptionnels. Les associations ayant un lien avec l'alimentaire devront faire une demande écrite, un mois avant la date d'intervention, qui sera soumise à l'élu(e) référent(e), au service Attractivité Commerciale de la Ville de Mulhouse et l'Association des commerçants du Marché.
Les ventes d'alcool sont interdites.

L'utilisateur sera en autonomie :

- Pour l'ouverture de son stand (les clefs seront à récupérer au Carré des associations durant les heures d'ouverture),
- Pour l'installation et le rangement de son stand (du matériel est disponible et sous sa responsabilité à l'intérieur de la Maisonnette → Attention à l'utilisation des tonnelles en cas de vent),
- Pour la fermeture des fenêtres, volets et de la porte,
- Pour l'extinction des lumières et du chauffage.

Les clefs seront à déposer, dans la boîte aux lettres du Carré des associations, au 100 avenue de Colmar, au plus tard à 18h le jour-même de l'animation.

Il est demandé de fermer la Maisonnette pendant leur animation et recommandé d'y placer ses effets personnels.

Si ces consignes ne sont pas respectées, l'utilisateur pourra se voir refuser toute demande ultérieure de mise à disposition de la Maisonnette.

Enfin, en cas de dégradation, destruction, perte du matériel ou des clés, le remplacement ou la réparation sera facturé à l'utilisateur.

Article 8 : Responsabilités des usagers

Le Carré des associations est un bâtiment de la Ville de Mulhouse mis à disposition de ses adhérents. Il est géré dans un esprit d'autogestion où chacun doit veiller à la bonne marche et à l'entretien de ce lieu de vie associatif.
La Ville de Mulhouse prend à sa charge l'entretien général des locaux et veille à l'application des dispositifs réglementaires pour la sécurité.
L'utilisateur respecte et fait respecter les dispositions légales et règlementaires spécifiées dans les modes d'emploi disposés dans chaque salle du Carré et à la Maisonnette. Il veille au respect des bonnes mœurs et de l'ordre public et s'engage à respecter la tranquillité des personnes fréquentant les locaux mis à disposition et celle des riverains. En cas de plaintes, il sera tenu pour responsable.

Il est demandé à tous les usagers de respecter la propreté des lieux, l'intégrité des murs et des sols et de remettre les salles du Carré et le matériel de la Maisonnette, en ordre après leur utilisation.

Chaque utilisateur veille à respecter les heures de réservation et de présence dans les lieux.
Il doit aussi veiller à la fermeture des bâtiments mis à disposition. L'utilisateur est personnellement responsable des dégradations et vols survenus pendant son occupation. Si les bâtiments mis à disposition restent ouverts après le départ de

l'association ayant réservé le dernier créneau de la journée et qu'une effraction est commise par la suite, elle devra assumer les frais de remise en état des dégâts occasionnés.
Le bâtiment du Carré des associations étant sous télésurveillance en soirée, il est impératif de respecter les horaires de réservation. Tout déclenchement d'alarme sera facturé à l'utilisateur ayant réservé le dernier créneau de la journée.

Article 9 : Application du présent règlement

Le directeur général des services de la Ville de Mulhouse est chargé de l'application du présent règlement intérieur qui sera publié sur le site internet de la Ville de Mulhouse et peut être consulté à la Mairie de Mulhouse

Le présent règlement a été adopté par une délibération du Conseil Municipal en date du 22/06/2023, ce qui lui confère le caractère d'un acte administratif opposable aux utilisateurs.

Le respect de ce règlement permettra à ce lieu de rester ouvert à tous.

Fait à Mulhouse, le ...../..../.....

Pour le Maire,
L'Adjoint au Maire

Cécile SORNIN

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

59° CENTRES SOCIO-CULTURELS MULHOUSIENS : ATTRIBUTION DU SECOND ACOMPTE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2023 (133/7.5.6/896)

Les centres sociaux mulhousiens constituent des pivots de l'animation de la vie sociale sur leurs territoires d'intervention. Leurs offres d'équipements, de services collectifs et d'animations socio-culturelles participent ainsi étroitement à la politique menée par la collectivité dans les champs de la parentalité, l'enfance, la jeunesse, le soutien aux personnes vulnérables et la participation citoyenne.

Pour rappel, en 2022, une matrice de critères reprenant les orientations politiques de la Ville a été mise en œuvre afin d'objectiver la relation que la Ville a développée avec les CSC et d'évaluer de façon partagée l'activité proposée par ces structures.

Dans ce cadre, il a été acté :

- La mise en place d'un dialogue de gestion annuel pour permettre une juste adaptation des financements à l'activité dans une logique d'équité entre les CSC.
- Le principe d'un versement en trois temps (acompte de 50% en janvier, 40% en juin et solde en novembre après la dernière phase du dialogue de gestion).

Concernant le financement 2023, la Ville a déjà engagé, par la délibération du 14 décembre 2022, le versement d'un acompte pour l'année 2023, représentant 50% de la subvention de fonctionnement de l'année 2022, pour un montant total de 1 572 685,50 €.

Conformément aux modalités issues de la démarche de *critérisation*, il est ainsi proposé :

- d'attribuer aux centres sociaux le second acompte de 40% de la subvention de fonctionnement 2023 pour s'assurer de la continuité de leurs actions, selon la répartition inscrite au tableau ci-après, pour un montant total de 1 258 148,40 €.

Bénéficiaires	Montant cible pour la subvention 2023	Acompte 2023 (50% de la subvention N-1)	Second Acompte (40% de la subvention N-1)
Centre social AFSCO	599 850 €	299 925 €	239 940 €
Centre social Bel Air	300 965 €	150 482,50 €	120 386 €
Centre social Lavoisier-Brustlein	515 332 €	257 666 €	206 132,80 €
Centre social Papin	347 055 €	173 527,50 €	138 822 €
Centre social Pax	369 554 €	184 777 €	147 821,60 €
Centre social Porte du Miroir	296 500 €	148 250 €	118 600 €
Centre social Wagner	466 089 €	233 044,50 €	186 435,60 €
Centre social Le Boat	250 026 €	125 013 €	100 010,40 €
SOUS-TOTAL	**3 145 371 €**	**1 572 685,50 €**	**1 258 148,40 €**

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023 :

Ligne de crédit n°20785 – Subventions aux CSC
Service gestionnaire 133
Chapitre 65 – article 65748 – fonction 338.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution d'un second acompte de la subvention de fonctionnement pour les montants sus-indiqués au titre de l'année 2023,
- approuve la signature d'avenants aux conventions bipartites annuelles pour 2023 avec les huit structures de gestion des centres socio-culturels mulhousiens,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 8 Avenants 2023 Ville-CSC.

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association Familiale et sociale des Coteaux ayant son siège social au 10 rue Pierre Loti - 68200 Mulhouse, représentée par son Président M. Christian COLLIN et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 20 folio 10 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC AFSCO – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association Familiale et Sociale des Coteaux, pour le versement du 1er acompte de 299 925 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 239 940 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du centre social l'AFSCO, le Président	Pour la Ville, Madame le Maire
Christian COLLIN	Michèle LUTZ

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social BEL AIR ayant son siège social au 31 rue Fénelon - 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente Mme Maria SPIESSER et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 16 folio 36 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC BEL AIR – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 le CSC BEL AIR, pour le versement du 1er acompte de 150 482,50 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 120 386 €.

Article 3 : modification de l'article 3 « conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : modification de l'article 4 « engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre social Bel Air, la Présidente	Pour la Ville, Madame le Maire
Maria SPIESSER	Michèle LUTZ

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social LAVOISIER-BRUSTLEIN ayant son siège social au 59 Allée Gluck – CS 22151 - 68060 MULHOUSE, représentée par son Président M. Diego CALABRO et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 21 folio 43 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC Lavoisier- Brustlein – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association Lavoisier- Brustlein, pour le versement du 1er acompte de 257 666 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 206 132,80 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'association de gestion du Centre social Le Boat ayant son siège social au 67 rue de Sausheim - 68100 Mulhouse, représentée par son Président M. Farid Riad MENDI,

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 99 folio 171 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par la Régie Personnalisée et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC Le Boat – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association Le Boat, pour le versement du 1er acompte de 125 013 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec la régie personnalisée en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'Association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 100 010,40 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de la régie personnalisée »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre social Lavoisier-Brustlein, le Président,	Pour la Ville, Madame le Maire
Diego CALABRO	Michèle LUTZ

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association Le Boat, le Président	Pour la Ville, Madame le Maire
Farid Riad MENDI	Michèle LUTZ

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social PAPIN ayant son siège social au 4 rue du Gaz - 68100 Mulhouse, représentée par sa Présidente Mme Sirine MERROUCHE et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 1 folio 68 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC PAPIN– Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association PAPIN, pour le versement du 1er acompte de 173 527,50 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 138 822 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre social Papin, la Présidente	Pour la Ville, Madame le Maire
Sirine MERROUCHE	Michèle LUTZ

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social PAX ayant son siège social au 54 rue de Soultz - 68200 Mulhouse, représentée par son Président M. Alain AKIR et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 20 folio 9 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC PAX – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association PAX, pour le versement du 1er acompte de 184 777 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 147 821,60 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre social Pax, le Président	Pour la Ville, Madame le Maire
Alain AKIR	Michèle LUTZ

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social PORTE du MIROIR ayant son siège social au 3 rue Saint-Michel - 68100 Mulhouse, représentée par son Président M Xavier COLOMBET et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 1 folio 135 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC PORTE DU MIROIR – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association PORTE DU MIROIR, pour le versement du 1er acompte de 148 250 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 118 600 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

AVENANT n° 1 à la convention du 20 décembre 2022

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 22 juin 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social Jean WAGNER ayant son siège social au 43 rue d'Agen - 68100 Mulhouse, représentée par son Président M. Bernard FELDMANN et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'Association, inscrite au registre des associations volume 18 folio 47 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour consolider les projets portés par l'Association et renforcer sa pérennité économique, une convention tripartite CSC JEAN WAGNER – Ville de Mulhouse – CAF du Haut-Rhin a été signée le 15/12/2021 pour la période 2021/ 2024.

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2023 a été conclue le 20 décembre 2022 avec l'Association JEAN WAGNER, pour le versement du 1er acompte de 233 044,50 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

L'Association sollicite le versement du 2ème acompte pour l'année 2023.

Conformément à l'article 12 "Avenant" de la convention du 20 décembre 2022, il est nécessaire de compléter les articles "2" "3" et "4" de la convention du 20 décembre 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités d'attribution de la subvention pour 2023 et d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal en sa séance du 22/06/2023, d'allouer en faveur de l'Association, un deuxième acompte sur subvention, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville.

Depuis 2022, le nouveau calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présente sous la forme de deux acomptes (un en janvier et un en juin) et d'un solde en fin d'année. Le montant définitif de la subvention pour 2023 sera déterminé par une délibération ultérieure du Conseil Municipal, précédée d'un dialogue de gestion avec l'Association en septembre 2023.

Article 2 : Modification de l'article 2 « Montant de la subvention »

L'article 2 est complété comme suit :

Par la délibération du 22 juin 2023, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association un second acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 correspondant à 40% du montant de la subvention de fonctionnement N-1 pour les dépenses du secteur socio-culturel : 186 435,60 €.

Article 3 : Modification de l'article 3 « Conditions de paiement »

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, ce second acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement.

Article 4 : Modification de l'article 4 « Engagements de l'association »

L'article 4 est complété comme suit :

-Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion avant les dates suivantes de l'année N :

- 30 avril de l'année N: le compte de résultat analytique
- 15 juin de l'année N : le compte de résultat 2022 des 4 axes
- 13 juillet de l'année N : les données quantitatives

Article 5 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre social Jean Wagner, le Président	Pour la Ville, Madame le Maire
Bernard FELDMANN	Michèle LUTZ

Article 6 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le 11 juillet 2023.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre social Porte du Miroir, le Président	Pour la Ville, Madame le Maire
Xavier COLOMBET	Michèle LUTZ

Pour : 38 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 28+ 5 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2 + 1
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Ne prennent pas part au vote : Mme SORNIN, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme LUTZ, Mme RAPP M. COUCHOT, et M. CAUSER

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

60° CONTRAT DE VILLE (2ème PHASE) ET CITE EDUCATIVE DES COTEAUX : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (131/7.5.6/926)

Dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2023, un engagement a déjà été validé en 2023 à hauteur de 295 250 € pour un coût de projets de 1 970 089 € au titre de la 1ère phase de programmation (CM du 13 avril 2023).

Les soutiens proposés par la présente délibération relèvent de la 2ème phase de programmation. Ils concernent des projets mis en œuvre par les Centres socio-culturels, les habitants ou les associations dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Pour rappel, 2023 est une année de transition en étant la dernière année du Contrat de Ville en vigueur et l'année d'élaboration du prochain contrat associant des habitants, des associations et des partenaires institutionnels afin d'être signé début 2024. De plus, les subventions attribuées pour les « Ateliers Sociolinguistiques » (ASL) ont été versées en deux temps, d'abord en phase 1, puis après réception des éléments de bilan complémentaire, en phase 2.

Au total, il est proposé d'engager 82 950 € de subventions de la Ville pour un coût total de projets de 998 560 €.

Deux projets relèvent plus particulièrement de la Cité éducative des Coteaux, dispositif initié par l'Etat pour certains quartiers prioritaires de la Politique de la ville et qui a vocation **à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes,** de la naissance à l'insertion professionnelle dans toutes les dimensions de leur vie (avant, pendant, autour du cadre scolaire).

Pour ce début d'année 2023, en complément des financements apportés par l'Etat, il est proposé de soutenir deux actions dont l'une bénéficie d'un financement spécifique « Cité éducative ».

1- Subventions de fonctionnement financées par la Ville de Mulhouse au titre de la cohésion sociale et de la vie des quartiers

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2023
AFSCO			
Parcours d'intégration linguistique	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	68 387 €	3 500 €
CDAFAL			
Atelier sociolinguistique	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	71 765 €	2 500 €
CITE SOLIDAIRE			
Valorisation de l'expérience du restaurant solidaire pour une sécurité sociale de l'alimentation saine	Organisation de rencontres et d'animations pédagogiques périodiques auprès de jeunes sur le thème de l'accès à une alimentation saine en privilégiant des animations de rue (soirées palabres, ateliers nutritionnels).	17 500 €	2 000 €
COSMOSPORT (Cité éducative des Coteaux)			
100 % filles - fun - sport	Action socio-sportive à destination du public féminin consistant à créer une nouvelle équipe féminine de « futsal loisir » de 12 à 15 ans et des actions de sensibilisation autour de la santé.	21 900 €	5 000 €
COUAC ETC			
Festival inter-associatif de luttes contre les discriminations	Trois jours de concerts, spectacles, expositions, stands aux associations qui se mobilisent contre les discriminations envers les femmes et la communauté LGBT-Q favorisant la rencontre festive entre membres engagés sur le territoire et les habitants des quartiers sur les berges de l'Ill.	13 887 €	1 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2023
CSC LAVOISIER BRUSTLEIN			
Atelier sociolinguistique	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	66 907 €	2 500 €
Fête de quartier	Organisation d'un événement pour favoriser le lien avec les habitants du quartier autour d'une animation globale du territoire.	12 471 €	2000 €
De la crèche aux musées : une invitation dans nos quartiers	Mise en place d'ateliers et d'un parcours pour consolider le lien parents-enfants au travers de l'éveil culturel chez l'enfant tout en permettant aux familles de découvrir de nouveaux musées et l'organisation d'un mini festival culturel fin juin 2023.	15 370 €	2000 €
CSC LE BOAT			
Atelier sociolinguistique	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	21 120 €	3 000 €
CSC PAPIN			
Atelier sociolinguistique	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	87 376 €	6 500 €
La nature fait le MUR à Neppert !	Projet de fresque avec trois artistes mulhousiens et des habitants du quartier en juillet, après la réalisation d'ateliers préparatoires en mai et juin.	28 744 €	5 000 €
Street Art à Franklin-Fridolin : Art partout, Arts pour tous ! Episode III	Requalification de l'image du quartier par le Street Art, pour à terme l'identifier comme le spot de l'art urbain à Mulhouse.	30 300 €	5 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2023
CSC PAX			
ASL Pax-Pôle Emploi, à visée professionnelle	Atelier sociolinguistique d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	23 418 €	1 000 €
CSC PORTE DU MIROIR			
Français Langue d'intégration	Atelier sociolinguistique d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	12 294 €	1 750 €
42 MULHOUSE			
Orientation, Formation, Insertion vers les métiers du numérique	Actions et ateliers visant à aider les collégiens et les lycéens des quartiers à mieux appréhender les métiers du numérique, démystifier l'accès aux études informatiques et favoriser l'orientation vers des formations et métiers technologiques.	34 083 €	17 000 €
OPENFAB-LA PETITE MANCHESTER			
De fil en aiguille – la suite	Formation intensive "couture" de 100 heures à destination de 6 personnes repérées lors des parcours de découverte des savoir-faire des métiers du textile.	10 800 €	3 800 €
Lancement des "parcours d'insertion Briand"	SAS de remobilisation à destination de 40 personnes du quartier Briand à partir d'ateliers modulables et personnalisables autour du « faire » et du « savoir-être » en lien avec Synergie Family et Newance.	54 000 €	7 000 €
PLANNING FAMILIAL			
Promotion de la santé	Prévention des risques liés à la sexualité auprès de groupes d'âge scolaire, de parents, d'adultes en apprentissage de la langue française et du grand public.	67 321 €	1 400 €
La sexualité et ses risques	Actions de prévention auprès des jeunes.	17 216 €	2 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2023
UNIS-CITE			
Le Service Civique, tremplin vers l'insertion sociale et professionnelle	Accompagnement renforcé de 50 jeunes de 16-25 ans issus des QPV mobilisés dans le cadre du dispositif « Service civique »	323 701 €	9 000 €
TOTAL		**998560€**	**82 950 €**

2- Subventions de fonctionnement financées par la Ville de Mulhouse au titre des temps éducatifs

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2023
PASS AUX JEUX (Cité éducative des Coteaux)			
Jouer pour développer de nouvelles compétences	Ce projet concerne 8 classes des écoles primaires Matisse et Pergaud. Chaque classe bénéficiera de 7 séances d'animations « jeux ».	6 224 €	1 500 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 sur les lignes de crédit suivantes :

- Chapitre 65 / article 65748 / fonction 518
- Service gestionnaire et utilisateur 131
- Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé » soit 87 950 €

Et

- Chapitre 65 / article 65748 / fonction 201
- Service gestionnaire et utilisateur 22
- Ligne de crédits 33524 « Subventions Cité éducative » soit 1 500 €

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des subventions pour les actions présentées ;
- charge Madame le Maire ou son Adjoint délégué, d'établir et de signer les conventions nécessaires à leur mise en œuvre.

Pour : 40+ 6 procurations
Groupe majoritaire : 29+ 5 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Ne prennent pas part au vote :: Mme SORNIN, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme RAPP et M. COUCHOT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

61° STRATEGIE TERRITORIALE DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION 2022 – 2026 : APPROBATION (122/9.1/898)

La prévention de la délinquance se situe au carrefour des politiques de sécurité, des compétences judiciaires, des politiques sociales, de la ville, du logement, du champ scolaire et de la protection des mineurs. C'est pourquoi le partenariat entre tous les acteurs locaux est essentiel à la mise en œuvre de ces politiques et est inhérent à la réussite des réponses opérationnelles et des projets communs.

La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) de Mulhouse Alsace Agglomération permet de mobiliser de manière coordonnée l'ensemble des acteurs locaux œuvrant pour la sécurité et la prévention de la délinquance, autour d'une vision stratégique commune.

Depuis de nombreuses années, la ville de Mulhouse est fortement mobilisée sur cette politique publique et ses enjeux. Plusieurs actions et dispositifs humains et matériels ont ainsi été mis en œuvre sur le territoire communal pour prévenir la délinquance et lutter contre l'insécurité (renforcement de la police municipale, extension du réseau de vidéoprotection urbaine, mise en œuvre des rappels à l'ordre par le maire, développement du service de médiation et de tranquillité publique, etc…), aux côtés notamment des partenaires institutionnels.

Ces outils de prévention et de sécurité mis en œuvre par la ville-centre constituent une large part des dispositifs développés au sein de la STSPD.

Les actions prioritaires à mener dans cette nouvelle STSPD s'inscrivent dans la continuité de la précédente, arrivée à échéance en décembre 2020. Elles s'articulent autour des quatre axes définis par la Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance (SNPD) adoptée pour la période 2020-2024 :

- La prévention de la délinquance des plus jeunes avant l'âge de 12 ans : agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention
- Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger
- Une implication plus forte de la population et de la société civile dans la prévention de la délinquance et la production de tranquillité publique : la population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
- Une gouvernance rénovée et efficace par une adaptation à chaque territoire et une coordination entre les différents acteurs : préfets, autorité judiciaire, maires et présidents d'intercommunalités.

L'élaboration du plan d'action a tenu compte des propositions émises et des problématiques soulignées par l'ensemble des élus, des partenaires institutionnels et des acteurs associatifs à l'occasion des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) restreints et pléniers qui ont eu lieu précédemment. Le nouveau plan d'action prend aussi en compte les nouveaux défis qui accompagnent l'évolution de la société et la modification des phénomènes de délinquance (tels que les crises politiques aux frontières, le développement des problèmes de santé mentale, le développement et l'essor des réseaux sociaux) pour tenter d'enrayer les troubles à l'ordre public, les incivilités et les phénomènes d'insécurité.
Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le plan d'action de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2022-2026 de Mulhouse Alsace Agglomération est décliné en 4 axes stratégiques, conformes aux préconisations de la stratégie nationale de prévention de la délinquance (SNPD) et qui tiennent compte des particularités locales :

- Axe 1 : Protéger les jeunes et prévenir la délinquance ;
- Axe 2 : Prévenir les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes, et aller vers les publics vulnérables ;
- Axe 3 : Veiller à la sécurité et à la tranquillité publique par un partenariat fort et en associant la population ;
- Axe 4 : Renforcer la sécurité routière sur le territoire.

Ce plan d'action est évolutif et de nouvelles actions pourront s'y greffer selon les nécessités du terrain et/ou les initiatives de chacun.

Validée par le Conseil d'Agglomération en date du 27 mars 2023, la nouvelle stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance sera signée à l'occasion du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance plénier qui se tiendra le 30 juin 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance pour la période 2022 à 2026,
- charge Mme la Maire ou son adjoint(e) délégué(e) de signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et notamment de signer la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.

PJ : 1

- Document portant stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance

STRATÉGIE TERRITORIALE DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE 2022 - 2026

SOMMAIRE

PRÉAMBULE 7

1. CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE m2A 9

1-1. Les zones de compétence de sécurité publique et judiciaires **9**

1-2. Géographie d'intervention prioritaire **10**

1-2-1. Un quartier de reconquête républicaine : Bourtzwiller à Mulhouse 10
1-2-2. Six quartiers prioritaires de la politique de la ville de m2A 11
1-2-3. Les secteurs de l'agglomération particulièrement exposés 12

2. LE DIAGNOSTIC PARTAGÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE 14

2-1. L'évolution des phénomènes de délinquance sur le territoire m2A entre 2017 et 2021 ..... **15**

2-1-1. Quelques évènements marquants sur la période 2017 – 2021 15
2-1-2. Diagnostic chiffré de la délinquance sur m2A avant la crise sanitaire de la COVID-19 17
2-1-3. L'effet de la crise sanitaire sur les phénomènes de délinquance 18
2-1-4. L'évolution des incidents dans les transports en commun et des actes de vandalisme au sein des logements sociaux 21

2-2. L'évolution de l'activité du tribunal judiciaire de Mulhouse 2019 – 2021 ..... **27**

2-3. L'accueil des gens du voyage sur le territoire m2A : un bilan perfectible **29**

3. ÉTAT DES LIEUX ET BILAN DES ACTIONS ET DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ AU SEIN DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION SUR LA PÉRIODE 2017-2021 31

3-1. Évolution de la délinquance des mineurs et bilan des actions 2017-2021 ..... **32**

3-1-1. La prise en charge des mineurs par la protection judiciaire de la jeunesse 32
3-1-2. Une entrée dans la délinquance des mineurs de plus en plus précoce 33
3-1-3. Bilan des actions à l'attention des jeunes sur le territoire de m2A 34

3-2. Améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aide aux victimes **42**

3-3. Lutter contre le sentiment d'insécurité et les incivilités **46**

3-4. Partage des outils, importance du partenariat et participation citoyenne **59**

3-4-1. Les polices de complémentarité 60
3-4-2. Les instances partenariales 62
3-4-3. Les actions citoyennes 64

3-5. La prévention de la radicalisation **65**

4. PLAN D'ACTION 2022 – 2026 69

Axe 1 : Protéger les jeunes et prévenir la délinquance **71**

1. Protéger la santé mentale des jeunes et prévenir les conduites addictives 72
2. Développer des actions de remobilisation en direction de jeunes dans l'incivilité manifeste ou en difficulté sociale et scolaire 74
3. Lutter contre l'entrée dans la délinquance et favoriser les actions de prévention de la récidive 76

Axe 2 : Prévenir les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes et aller vers les publics vulnérables **81**

1. Sensibiliser aux violences faites aux femmes pour les rendre visibles et inacceptables de tous 82
2. Garantir l'accueil et l'accompagnement des victimes et encourager les actions de prise en charge des auteurs de violences 84
3. Aller vers les publics vulnérables 88

Axe 3 : Veiller à la sécurité et à la tranquillité publiques par un partenariat fort et en associant la population **91**

1. Conforter et coordonner les interventions de proximité par un partenariat fort et efficace 92
2. Renforcer et développer les moyens d'action pour assurer la tranquillité publique 98
3. Encourager la participation citoyenne pour veiller au respect de l'espace public et des espaces communs 106

Axe 4 : Renforcer la sécurité routière sur le territoire **111**

1. Développer la prévention auprès des jeunes 112
2. Agir sur les comportements des usagers de la route 116

ANNEXES 121

PRÉAMBULE

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) regroupe 39 communes urbaines, périurbaines et rurales, pour près de 280 000 habitants. Elle est la première intercommunalité du Haut-Rhin avec plus du tiers de la population départementale. Troisième agglomération de la région Grand Est après l'Eurométropole de Strasbourg et le Grand Reims, elle est aussi la 20e communauté d'agglomération française. Compte tenu du poids démographique et du nombre de communes membres, les enjeux en termes de tranquillité et de sécurité publiques sont majeurs et les actions portées par l'agglomération se doivent de répondre aux préoccupations des habitants comme des élus de m2A en améliorant la qualité du vivre-ensemble, en réduisant le sentiment d'insécurité des populations, en contribuant à leur protection et en garantissant leurs libertés.

La prévention de la délinquance se situe au carrefour des politiques de sécurité, des compétences judiciaires, des politiques sociales, de la ville, du logement, du champ scolaire et de la protection des mineurs. C'est pourquoi le partenariat entre tous les acteurs locaux est essentiel à la mise en œuvre de ces politiques et est inhérent à la réussite des réponses opérationnelles et des projets communs.

Aussi, la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) permet de mobiliser de manière coordonnée l'ensemble des acteurs concernés par les enjeux de sécurité et de prévention de la délinquance, au service d'une efficacité renforcée. La connaissance du territoire par l'élaboration d'un diagnostic de sécurité contribue à identifier les problématiques puis à agir sur les facteurs de risque en mettant en œuvre des actions adéquates et concertées entre tous les acteurs du territoire.

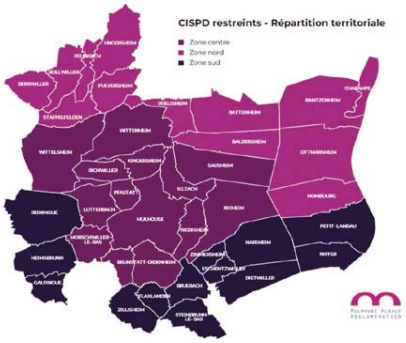
La promotion et l'animation de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de ses priorités auprès de l'ensemble des partenaires locaux se fait dans le cadre des Conseils Intercommunaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD), instance de concertation intercommunale. Sur l'actuelle mandature, le contexte sanitaire lié à la pandémie de COVID 19 n'avait pas permis au conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance de Mulhouse Alsace Agglomération de se réunir de manière plénière en 2020 et de faire le bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance qui avait été conclue pour la période 2017 – 2020. Le conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance de juin 2021 a été l'occasion d'annoncer un nouveau mode de gouvernance de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance justifié par la réorganisation des compétences entre l'Agglomération et la Ville de Mulhouse, avec la volonté d'impulser davantage de proximité, de coopération et d'échanges de bonnes pratiques entre les acteurs locaux afin d'affiner les diagnostics de sécurité et d'aborder les problématiques de chaque commune. Ce mode de gouvernance s'inscrit pleinement dans l'ambition portée par la nouvelle Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance (SNPD) 2020 - 2024. Ainsi, dès 2022, préalablement au conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance plénier annuel qui s'est réuni en mai, trois conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance restreints, calqués sur le découpage géographique des conférences territoriales des maires (13 par secteur), se

sont tenus au cours du premier trimestre sous l'égide des maires qui assurent la présidence de chaque secteur.

Les actions prioritaires à mener dans cette nouvelle stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance s'inscrivent dans la continuité de la précédente qui s'est achevée le 31 décembre 2020. Aussi, elles s'articulent autour des quatre axes définis par la nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance :

1. la prévention de la délinquance des plus jeunes avant l'âge de 12 ans : agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention,
2. aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger,
3. une implication plus forte de la population et de la société civile dans la prévention de la délinquance et la production de tranquillité publique : la population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
4. et une gouvernance rénovée et efficace par une adaptation à chaque territoire et une coordination entre les différents acteurs : préfets, autorité judiciaire, maires et présidents d'intercommunalités.

La déclinaison de ces quatre objectifs en plan d'actions et mesures doit s'adapter aux particularités et problématiques du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération préalablement repérées dans le diagnostic de sécurité. Une large place à l'initiative et au droit à l'expérimentation doit demeurer. En outre, la sécurité routière est aussi une préoccupation majeure des élus de Mulhouse Alsace Agglomération, c'est la raison pour laquelle elle constituera aussi un axe prioritaire.



1. CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE m2A

Depuis le 1er janvier 2017, la fusion de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et de la Communauté de Communes Porte de France – Rhin Sud (CCPFRS) porte le nombre de communes membres à 39.

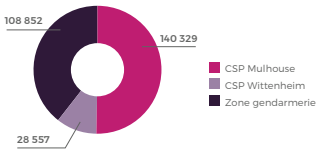
Mulhouse Alsace Agglomération regroupe 277 738 habitants au 1er janvier 2023[1].
Parmi les 39 communes, huit d'entre elles comptabilisent plus de 10 000 habitants : **Pfastatt** (10 185 habitants), **Wittelsheim** (10 500 habitants), **Riedisheim** (12 562 habitants), **Kingersheim** (13 391 habitants), **Rixheim** (14 245 habitants), **Illzach** (14 585 habitants), **Wittenheim** (15 166 habitants) et **Mulhouse** (109 285 habitants).
La Ville de Mulhouse marque l'écart avec ses voisines car elle représente à elle seule près de 40 % de la population de l'agglomération.
Dans la ville-centre, on observe depuis plusieurs années que le nombre d'habitants est en baisse alors que la population rajeunit.

1-1. LES ZONES DE COMPÉTENCE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET JUDICIAIRES

La majorité des communes de Mulhouse Alsace Agglomération se situe en zone rurale ce qui a des conséquences en termes de répartition des compétences des forces publiques de sécurité, à savoir la Police nationale et la Gendarmerie nationale.
En effet, la sécurité des biens et des personnes au sein de l'agglomération est en partie assurée par deux Circonscriptions de Sécurité Publique (CSP) relevant des commissariats de Mulhouse et de Wittenheim. Ainsi, la zone de police de Mulhouse est compétente pour les villes de **Mulhouse**, **Pfastatt**, **Riedisheim** et **Brunstatt-Didenheim** (soit une population de 140 329 habitants). La zone de police de Wittenheim a compétence pour les villes de **Wittenheim** et **Kingersheim** (28 557 habitants). Ainsi le territoire comprend deux « zones police ».
Pour les 33 autres communes (108 852 habitants), situées en zone rurale ou périurbaine, c'est la gendarmerie qui assure les missions de sécurité et tranquillité publiques. Les communes en zone rurale sont plus faiblement impactées par les phénomènes de délinquance contrairement à celles situées en zone urbaine qui concentrent l'essentiel de l'activité délinquante de l'agglomération.

1. Population totale légale en vigueur en 2023 (millésimée 2020).
Source : Insee, Recensement de la population 2020 (géographie au 01/01/2022)

Nombre d'habitants par zones de sécurité



Mulhouse Alsace Agglomération se situe aux portes de la Suisse et de l'Allemagne. Si elle présente bien des avantages, cette proximité a aussi un impact en matière de sécurité et de délinquance : des facilités pour les trafics de stupéfiants, la traite d'êtres humains, les contrefaçons, etc.
Au niveau judiciaire, Mulhouse Alsace Agglomération dépend du ressort de deux tribunaux judiciaires. Ainsi les communes de **Feldkirch**, **Berrwiller**, **Bollwiller**, **Pulversheim** et **Ungersheim** relèvent de la compétence du tribunal judiciaire de Colmar. Les 34 autres communes de l'agglomération dépendent quant à elles du tribunal judiciaire de Mulhouse.

1-2. GÉOGRAPHIE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

La géographie d'intervention prioritaire est l'identification et la délimitation des quartiers les plus fragiles dont la définition est faite sur la base de deux éléments déterminants :

- les secteurs où la vulnérabilité économique et sociale des habitants renforce le sentiment d'insécurité et peut favoriser l'émergence d'un risque,
- les secteurs où la délinquance quotidienne est significative.

Davantage d'actions sont concentrées sur ces quartiers.

1-2-1. Un quartier de reconquête républicaine : Bourtzwiller à Mulhouse

En matière de sécurité, d'importantes réformes structurelles ont été menées au niveau national depuis 2017 comme la mise en place de 47 Quartiers de Reconquête Républicaine (QRR) dans les territoires les plus exposés à la délinquance et dont l'objectif affiché est celui d'une police de sécurité du quotidien, adaptée à chaque territoire et à la délinquance qui le caractérise.
Pour réaliser cet objectif ambitieux, des effectifs de policiers ou de gendarmes supplémentaires ont été affectés au sein des quartiers où il y en avait le plus besoin afin de lutter contre les incivilités, les violences, les trafics, la radicalisation, etc.
Ces quartiers désignés ont disposé d'effectifs supplémentaires des forces de sécurité intérieure pour mettre en place des stratégies locales de sécurité, renforcer le dialogue avec la population, multiplier les partenariats avec les acteurs locaux du monde associatif, les bailleurs sociaux et les élus territoriaux.

Dans le Haut-Rhin et au sein de Mulhouse Alsace Agglomération, le quartier de Bourtzwiller à Mulhouse, a été installé comme quartier de reconquête républicaine. Ainsi, en juin 2019, 10 policiers ont renforcé les effectifs du commissariat de quartier et 10 autres policiers supplémentaires y ont été affectés en septembre 2019. Deux enjeux spécifiques avaient été identifiés pour ce quartier : lutter contre la délinquance d'appropriation (les vols et les cambriolages) et les violences urbaines (incendies de véhicules) par le renforcement de la présence policière sur la voie publique, notamment par des interventions coordonnées dans les transports en commun, et en réalisant un rapprochement police-population par la fidélisation d'un fonctionnaire « délégué à la cohésion police-population ».

1-2-2. Six quartiers prioritaires de la politique de la ville de m2A

Le contrat de ville de Mulhouse Alsace Agglomération a été signé le 30 juin 2015 pour la période 2015 – 2022, prorogé jusqu'en 2023. Il s'articule autour des principes structurants[2] suivants :

- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique ;
- un contrat piloté à l'échelle intercommunale et mobilisant l'ensemble des partenaires concernés ;
- un contrat mobilisant prioritairement le droit commun de l'État et des collectivités territoriales
- et un contrat s'inscrivant dans un processus de co-construction avec les habitants.

Au titre de la nouvelle géographie prioritaire, l'État[3] a retenu, selon un critère unique de taux de pauvreté, 6 Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) sur le territoire de m2A répartis sur 3 communes :

- les quartiers **Bourtzwiller**, **les Coteaux**, **Péricentre** et **Brustlein à Mulhouse** ;
- le quartier **Drouot-Jonquilles à Mulhouse et Illzach** ;
- le quartier **Markstein-La Forêt à Wittenheim**.

La pandémie et le confinement en 2020 ont renforcé les inégalités sociales fragilisant un peu plus les quartiers prioritaires.

Concernant le niveau de vie de ces quartiers, l'année 2016 est considérée comme une année de reprise économique. Sur la période 2016 – 2019, les quartiers ont vu leur situation s'améliorer comme le reste du territoire. Ce fut tout particulièrement le cas des quartiers de Bourtzwiller, de Markstein-la Forêt et dans une moindre mesure du quartier Péricentre. Si la période de 2016 à 2019 est une période de reprise économique, à compter de 2020 les impacts de la crise sanitaire se sont fait sentir. À noter que la part des jeunes de 16-25 ans non scolarisés et sans emploi a reculé dans tous les quartiers entre 2019 et 2021.

2. Circulaire du premier Ministre du 30 juillet 2014, relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération et circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville
3. Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains

1-2-3. Les secteurs de l'agglomération particulièrement exposés

Certains territoires ont spécifiquement été évoqués par les partenaires soit à l'occasion des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance, soit dans le cadre des entretiens réalisés pour l'élaboration de la présente stratégie.

Mulhouse, ville-centre de l'agglomération, concentre la très grande majorité des faits de délinquance et d'incivilités. Ainsi, s'agissant des atteintes volontaires à l'intégrité physique, en 2019, 80% de la délinquance du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération était concentrée sur la circonscription de sécurité de Mulhouse (76,4% en 2018 et 78,4% en 2020). De même concernant les atteintes aux biens, en 2019, 70,6% des infractions entrant dans cette catégorie étaient commises sur la zone de police de Mulhouse (74,8% en 2020 contre 70,5% en 2018).

Sur **Mulhouse**, trois quartiers et plusieurs rues sont identifiés par les autorités comme étant des secteurs particulièrement sensibles en termes de délinquance :

- Bourtzwiller ;
- Coteaux ;
- Drouot ;
- avenue de Colmar, rue des Abeilles, rue du Manège, avenue Robert Schuman, rue du Sauvage, boulevard de l'Europe, place Franklin, rue de Toulouse,
- et les alentours de la gare centrale SNCF : dégradations, cambriolages, vols simples, vols à la roulotte.

Les phénomènes de délinquance sur ces quartiers sont variés et les problématiques diverses. Ces quartiers sont identifiés comme repères pour les trafics de stupéfiants, les regroupements de jeunes dans les espaces publics et collectifs et les marginaux qui s'alcoolisent (place Franklin et quartier Péricentre).

En dehors de la Ville de Mulhouse, **Rixheim** a connu quelques soucis en 2018-2019 dans le quartier de l'Ile Napoléon et ce malgré la présence de deux animateurs de rue. Aussi, le quartier de la Rotonde est connu pour être le théâtre de trafics de stupéfiants. Un plan d'action de réappropriation territoriale en partenariat entre la Police municipale de Rixheim et la Gendarmerie a été lancé. La situation est désormais calme et sous contrôle, notamment grâce à une importante opération antistupéfiants réalisée en 2021 et qui a permis la saisie de plus de 40 kg de résine de cannabis.

Présence de gendarmes au Plan d'eau de Reiningue

À **Kingersheim,** les phénomènes de regroupement de jeunes, de dégradations du mobilier urbain, de violences en réunion se concentrent particulièrement au niveau du secteur Gounod (à proximité de la Plaine de Foot et du gymnase). Des regroupements au niveau du parc des Gravières ont quelques temps été source de nuisances nocturnes, mais ces phénomènes sont traités depuis 2021 avec la mise en œuvre d'un arrêté municipal.
En outre, parmi les quartiers sensibles de la circonscription de la compagnie de gendarmerie de Mulhouse, celui des Tuileries à **Sausheim**, le quartier des Jonquilles et dans une moindre mesure le quartier de la Doller à **Illzach** et le quartier de la Thur à **Wittelsheim**.

En 2021, des sites, comme le **plan d'eau de Reiningue**, ont été identifiés comme théâtres potentiels de débordements les jours de forte affluence nécessitant la mise en œuvre d'un dispositif spécifique. Ainsi dans une logique de coopération avec la gendarmerie, un dispositif de sécurisation complémentaire du plan d'eau durant les week-ends et les jours fériés des mois de juillet et août 2021 et 2022 a été mis en œuvre au moyen d'une convention. En complément des agents de médiation de l'agglomération, 3 réservistes opérationnels de la gendarmerie ont été mobilisés les après-midis sur des jours préalablement identifiés.

La zone commerciale située à cheval sur les communes de **Wittenheim** et **Kingersheim** engendre un nombre d'infractions conséquent lié à la présence de nombreux commerces (vols à l'étalage, vols simples, dégradations, etc.).

FOCUS

Les Coordinations Territoriales de Prévention et de Sécurité (CTPS) de Mulhouse œuvrant pour la tranquillité publique

Quatre coordinations territoriales de prévention et de sécurité agissent pour la tranquillité publique des Mulhousiens. Elles sont réparties sur 4 secteurs :

1. Bourtzwiller
2. Quartiers anciens
3. Coteaux
4. Centre-Drouot

Coordinations territoriales prévention et sécurité de Mulhouse

Ces coordinations poursuivent un double objectif :
- prévenir la délinquance
- lutter contre l'insécurité, et ainsi concourir au « mieux-vivre ensemble ».

Tout Mulhousien (habitants, associations de quartier, institutions…) concerné par un problème d'insécurité, d'incivilité ou de faits portant atteinte à la tranquillité publique peut solliciter les coordinations territoriales.
Les demandes peuvent concerner une diversité de faits : des regroupements causant des nuisances, les dégradations, les difficultés aux abords des établissements scolaires, etc.
Selon les besoins, le coordonnateur mobilise les partenaires concernés (bailleurs sociaux, Police nationale, Police municipale, médiateur, justice, Éducation nationale, État…), actionne les leviers possibles et tente de trouver des solutions aux problématiques posées. Il assure également le suivi du dossier et informe le demandeur des retours d'informations suite à leur requête.
De plus, les coordinations territoriales de prévention et de sécurité sont désormais amenées à faire de la prévention situationnelle c'est-à-dire à mettre en œuvre des actions visant à dissuader les potentiels auteurs d'actes de malveillance de passer à l'acte en intervenant sur l'environnement le plus en amont possible. Un chargé de mission de prévention situationnelle est opérationnel depuis 2006. Ses missions visent à établir des préconisations pour la réalisation d'aménagements physiques ayant pour but de dissuader le passage à l'acte délinquant (éclairage, vidéoprotection urbaine, etc.).
L'équipe des coordinations territoriales de prévention et de sécurité coanime avec la Police nationale les groupes de partenariat opérationnel[4].

2. LE DIAGNOSTIC PARTAGÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

La précédente stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance portait sur la période 2017 – 2020. Le contexte sanitaire engendré par la crise COVID 19 dès 2020 conjugué à la réorganisation des missions entre m2A et la Ville de Mulhouse, n'ont pas permis de procéder au bilan de la précédente stratégie et à la rédaction de la nouvelle. C'est la raison pour laquelle le diagnostic partagé en matière de sécurité et de prévention de la délinquance inclus également l'année 2021.
En outre, le recrutement d'un coordinateur des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance pour m2A, interlocuteur de proximité des élus, des services de l'État, de l'autorité judiciaire, des partenaires associatifs a tardé à être effectif et la prise de fonction de la chargée de mission dédiée n'a eu lieu qu'au 1er septembre 2022. C'est pourquoi, bien que la nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance couvre la période 2020 – 2024, la présente stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de m2A couvrira la période 2022 – 2026.
Le diagnostic de sécurité consiste à détailler les évolutions des phénomènes de délinquance et des troubles à la tranquillité publique dans les communes de l'agglomération afin de définir les futures priorités d'actions de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance. Ainsi ressortiront nécessairement des publics ou territoires cibles où les besoins seront accentués sans pour autant délaisser les autres secteurs ou stigmatiser les premiers.
Outre le rendu de l'évolution de la délinquance, ce diagnostic de sécurité partagé a pour ambition de valoriser les dispositifs et actions mis en œuvre par les communes de Mulhouse Alsace Agglomération. Les actions et dispositifs portés ou financés dans le cadre de la stratégie doivent faire l'objet d'une évaluation annuelle concertée entre les porteurs de projets et les partenaires participants. À cet effet, un certain nombre d'élus et de partenaires ont pu être rencontrés pour échanger, présenter leurs actions et leur bilan. D'autres ont pu communiquer leurs indicateurs. Malheureusement, il n'a pas été possible dans le temps imparti à l'élaboration du document de rencontrer de manière exhaustive l'ensemble des acteurs territoriaux impliqués dans la stratégie.

4. page 62

2-1. L'ÉVOLUTION DES PHÉNOMÈNES DE DÉLINQUANCE SUR LE TERRITOIRE m2A ENTRE 2017 ET 2021

Cette évolution repose sur les indicateurs transmis par l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs, impliqués directement dans les phénomènes de délinquance.

Notons que l'année 2020 est exceptionnelle et a bouleversé l'ensemble des données rapportées du fait de la crise sanitaire. Les statistiques relatives à cette année extraordinaire sont à interpréter avec précaution. En effet, à partir de mars 2020, l'ensemble du territoire national a connu une série de confinements et des limitations de déplacements engendrant une modification des comportements et de fait, une augmentation des infractions liées à la sphère privé ou aux violations des mesures de restrictions de déplacement. À l'inverse, on a pu observer une diminution de la délinquance de voie publique et des cambriolages, effet direct du confinement (population contrainte de rester à son domicile et/ou de télétravailler).

Mulhouse, ville-centre de l'agglomération, concentre la majorité des problématiques constatées sur le territoire de l'agglomération. Les villes périphériques de Mulhouse, situées en zone police, connaissent les mêmes phénomènes de délinquance dans des proportions moindres.
Plusieurs évènements ont marqué le territoire sur la période étudiée.

2-1-1. Quelques évènements marquants sur la période 2017 – 2021

• L'impact de la délinquance issue des pays de l'Est : un phénomène récurrent

En 2018, plusieurs équipes d'individus originaires de la communauté albanaise ont été interpellées et écrouées pour des cambriolages (40 à 60 faits) et des vols à la roulote.
Ce démantèlement est le fruit d'un travail conjoint entre la Police et la Gendarmerie nationales.
En parallèle, un travail de coordination avec la police allemande a permis de stopper

les agissements d'un groupe de ressortissants albanais spécialisé dans la refonte d'or à Müllheim. Cet élément rappelle que la coopération est de rigueur pour des résolutions d'affaires outre-Rhin. En 2022, la brigade de recherche de Mulhouse a démantelé une équipe qui œuvrait sur la commune de Mulhouse et qui rayonnait sur l'ensemble du département et les limitrophes. Au total, plus de 45 faits lui sont reprochés.

• 2019 : la gendarmerie de Mulhouse cible d'attaques

Fin novembre 2019, les onze casernes qui dépendent de la compagnie de gendarmerie de Mulhouse ont dû être été placées sous protection renforcée suite à des tirs de mortier d'artifice et des jets de pierre effectués par une dizaine de personnes, visages dissimulés, visant le bâtiment administratif de la compagnie de la gendarmerie de Mulhouse, ainsi que ceux abritant les logements des militaires et de leurs familles. Ces tirs faisaient suite à la mort d'un jeune homme qui avait essayé d'éviter un contrôle de gendarmes à Lutterbach. Dans sa fuite, le jeune avait percuté un poteau et malgré les premiers gestes de secours prodigués par les militaires et l'arrivée des pompiers et du Smur, il n'avait pu être ranimé. Seule la caserne de Mulhouse avait été visée, néanmoins, par mesure de sécurité, les dix autres casernes de la région mulhousienne avaient également été placées sous surveillance renforcée.

• Novembre 2021 : fermeture de la maison d'arrêt de Mulhouse et ouverture du centre pénitentiaire de Mulhouse – Lutterbach

Le centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach a ouvert ses portes le 10 novembre 2021. D'une capacité de 520 places (néanmoins fin 2022, près de 700 personnes y étaient incarcérées), il comprend 22 bâtiments sur 30 hectares, intégrant 7 quartiers de détention :
- 2 quartiers maison d'arrêt ;
- 1 quartier centre de détention hommes ;
- 1 quartier confiance ;
- 1 quartier femmes ;
- 1 quartier mineurs
- et 1 quartier d'accueil et d'évaluation.

Les maisons d'arrêt de Colmar et de Mulhouse, établissements surpeuplés et vieillissants, ont été fermées en parallèle à la mise en service du nouveau centre pénitentiaire.

Ainsi, dans la nuit du 9 au 10 novembre, le transfert d'environ 350 détenus depuis la maison d'arrêt de Mulhouse a été assuré avec succès par les personnels pénitentiaires et l'ensemble des forces de sécurité de la circonscription fortement mobilisées autour de cette opération d'envergure.
L'ouverture du centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach a un fort impact sur l'activité de la gendarmerie. Celle-ci est particulièrement mobilisée sur les enquêtes liées à cet établissement et notamment celles en lien avec des survols de drones (plus de 25 survols ont déjà été constatés depuis son ouverture). Les présentations de personnes détenues devant les juridictions et les transferts interétablissements sont majoritairement réalisés par l'administration pénitentiaire. Quelques demandes de renforts sont faites auprès de la gendarmerie en cas d'impossibilité de l'administration pénitentiaire de les assurer ou selon les profils des personnes transférées. En revanche toutes les procédures d'éloignement à la libération des personnes détenues de nationalité étrangère et en situation irrégulière incombent à la Gendarmerie. La Police nationale est aussi impactée par ce nouvel établissement en ce qu'elle assure les gardes statiques des personnes détenues hospitalisées…

2-1-2. Diagnostic chiffré de la délinquance sur m2A avant la crise sanitaire de la COVID-19

Des atteintes aux biens qui fluctuent

Sur la zone gendarmerie comme sur les zones police de Mulhouse et Wittenheim, en 2018, on a observé une baisse des atteintes aux biens de -1,8 % pour la zone de police de Mulhouse (4 587 faits contre 4 875 en 2017), -19,2 % pour la zone de police de Wittenheim (459 faits en 2018 contre 568 en 2017), -12,4 % pour la zone gendarmerie (2 506 faits en 2018 contre 2 859 en 2017). Le premier trimestre 2019 a en revanche été marqué par une augmentation de 12,9 % (1 074 faits enregistrés contre 951 en 2018) en zone gendarmerie.

Les atteintes volontaires à l'intégrité physique en augmentation constante sur la zone de police de Mulhouse et en zone gendarmerie

Les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont augmenté de 2,7 % sur la zone de police de Mulhouse (2 203 faits en 2018 contre 2 243 en 2017) et elles ont fait un bond de 19,8 % sur la zone gendarmerie (687 faits en 2018 contre 573 en 2017). Il s'agit principalement de violences intrafamiliales et de rixes entre automobilistes.
En revanche une baisse de 5,6 % a été enregistrée sur la zone de police de Wittenheim (202 en 2018 contre 214 en 2017).

Un phénomène en expansion sur l'ensemble du territoire depuis 2018 : la cyberdélinquance qui engendre une hausse des escroqueries

A l'instar des statistiques nationales, le nombre de victimes d'infractions numériques est également en augmentation sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Aussi la délinquance numérique touche tant les particuliers, que les entreprises et les collectivités territoriales. Ainsi, une hausse de 23,9 % des escroqueries économiques et financières principalement liées à l'insécurité numérique et aux cyberattaques (phénomène d'hameçonnage, arnaques sur internet, etc.) a été observée sur la zone de police de Mulhouse (721 faits en 2018 contre 582 en 2017). Dans une proportion moindre, la zone de police de Wittenheim a quant à elle enregistré 143 faits en 2018 contre 115 en 2017.
En zone gendarmerie les escroqueries et les infractions économiques et financières ont également enregistré une augmentation de 5 % (532 faits en 2018 contre 507 en 2017).

Pour lutter contre les escroqueries et le démarchage à domicile, un document de communication a été réalisé par Mulhouse Alsace Agglomération, puis transmis aux communes membres afin de donner des conseils pratiques et de prudence aux habitants.
Au sein de la collectivité, le service du développement du management numérique est particulièrement attentif à la cybersécurité et il sensibilise régulièrement les agents de m2A aux différents risques numériques, en dispensant des conseils de vigilance et en proposant des actions de sensibilisation (ex : sécuriser les mots de passe, prévenir les tentatives d'hameçonnage, savoir détecter les différentes arnaques, etc.).

Les violences urbaines : le passage à la nouvelle année 2019 particulièrement agité

Bien que la fréquence des violences urbaines ait été modérée, une augmentation de 6 % sur la zone de police de Mulhouse (519 faits en 2018 contre 485 en 2017) a été constatée en 2018. Parmi ces faits, une hausse de 31,8 % des feux de véhicules : beaucoup d'incendiaires, d'auteurs de jets de projectiles et autres incivilités ont été interpellés. Les auteurs sont de plus en plus jeunes (13 ans en moyenne) sachant qu'il n'y a pas d'élément permettant de

déterminer le motif d'augmentation des violences sur certains quartiers. Des escroqueries à l'assurance peuvent être à l'origine des feux.
En zone gendarmerie, la Saint-Sylvestre 2018 a été particulièrement agitée, notamment sur la commune d'Illzach : les feux de véhicules ont fait un bond significatif (4 faits en 2017 contre 23 faits en 2018). Les prises à partie pendant les interventions ont pratiquement doublé (10 faits en 2017 contre 18 en 2018).

2-1-3. L'effet de la crise sanitaire sur les phénomènes de délinquance

Sur les deux dernières années, l'impact de la crise sanitaire est à prendre en considération. La population est restée davantage à son domicile, ce qui impacte fortement certaines données comme les cambriolages, les atteintes aux personnes dans des lieux publics, mais aussi les violences intra-familiales.

Des atteintes aux biens en baisse pendant le confinement

En 2020, avec la crise sanitaire, les atteintes aux biens sont en forte baisse (-22,5 % pour la zone de police de Mulhouse avec 4 060 faits contre 5 032 en 2019), -37,5 % pour la zone de police de Wittenheim (308 faits en 2020 contre 512 en 2019) et une baisse de 31,1 % en zone gendarmerie (1 150 faits en 2020 contre 1 670 en 2019). S'agissant spécifiquement des cambriolages, infraction la plus marquée en milieu rural, la diminution est significative avec 197 faits en 2020 contre 352 en 2019 soit une baisse de 44 %, les périodes de confinement ayant empêché les individus malveillants de pouvoir opérer.
Néanmoins, en 2021, les atteintes aux biens sont reparties à la hausse, les statistiques sont mêmes supérieures en zone police qu'en 2019, avant la crise sanitaire. Le taux d'élucidation pour ces infractions est de 21 %.
En zone gendarmerie, 1 148 faits d'atteinte aux biens ont été relevés et le taux de résolution est de 25 %. Les cambriolages recensés sont au nombre de 222, soit 10 % de plus qu'en 2020.
Les infractions économiques et financières sont en hausse de 19 % (485 faits).
Les dégradations et destructions sont en légère hausse en 2021 (138 faits en 2021 contre 128 en 2020).

L'augmentation constante des atteintes à l'intégrité physique et notamment des violences intrafamiliales et des violences sexistes et sexuelles

S'agissant des atteintes volontaires à l'intégrité physique, en 2020, une hausse est constatée pour la zone police de Mulhouse (+3,5 % en 2020 soit 2 868 faits contre 2 772 en 2019) et une augmentation de 19,1 % pour la zone police de Wittenheim (231 faits en 2020 contre 194 en 2019).
En zone gendarmerie, une très légère hausse est également observée (557 faits en 2020 contre 499 en 2019). Les violences intrafamiliales sont en nette augmentation par rapport à 2019 (153 en 2020 contre 110 en 2019), soit une hausse de 39,1 % notamment du fait de la promiscuité des familles liée au confinement.

En 2021, le taux d'élucidation des atteintes à l'intégrité physique est de 81 % sur les communes de la zone police, ce qui s'explique par le fait que, souvent, l'auteur et la victime se connaissent. Cette même année, le niveau des violences intrafamiliales est resté stable. Il est à noter que des enquêteurs sont dédiés à cette thématique.

En zone gendarmerie, 847 faits d'atteintes volontaires à l'intégrité physique ont été relevés en 2021 soit une hausse de 25,7 % par rapport à 2020. Le taux de résolution est de 80 %.
Parmi ces atteintes volontaires à l'intégrité physique, 82 faits constituant des violences sexuelles ont été relevés ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à 2020.
Aussi, 190 dossiers relatifs aux violences intrafamiliales ont été traités (+31 %) par rapport à 2020 et 214 infractions ont été constatées (+36 %) par rapport à 2020. Les communes les plus impactées en zone périurbaine par les violences intrafamiliales sont celles de **Rixheim**, **Illzach** et **Wittelsheim**.

Une baisse des violences urbaines significative malgré l'impact des réseaux sociaux

En 2020, les violences urbaines sont en diminution de 19,8 % sur la zone police de Mulhouse (424 faits en 2020 contre 529 en 2019) et de 60,1 % sur la zone police de Wittenheim (57 en 2020 contre 143 en 2019). Les feux de véhicules diminuent également dans les deux circonscriptions : baisse de 21,4 % sur la zone police de Mulhouse et de 51,4 % sur la zone police de Wittenheim (18 feux en 2020 contre 37 en 2019).

En zone gendarmerie, la baisse du nombre de faits de violences urbaines est particulièrement marquée (57 faits en 2020 contre 153 en 2019) soit une diminution de 65 %. Il en est de même quant aux feux de véhicules : 26 feux en 2020 contre 59 en 2019 ; 19 incendies de poubelles en 2020 contre 67 en 2019 et 9 jets de projectiles en 2020 contre 25 en 2019.

La baisse des faits relatifs aux violences urbaines s'est poursuivie en 2021. Néanmoins, il convient de souligner que le nombre d'interpellations a été particulièrement important chez les mineurs âgés de 14 et 17 ans. À Mulhouse, une brigade des violences urbaines a été créée. Les violences urbaines se sont aussi développées suite à des appels collectifs sur les réseaux sociaux. En revanche, une hausse de 11 % des atteintes à la tranquillité publique (excès de vitesse et rodéos) a été observée en zone gendarmerie cette même année.
Un commandement de la gendarmerie dans le cyberespace[5] est en place depuis 2021. Il a pour mission de piloter, conduire et animer le dispositif de la Gendarmerie nationale dans la lutte contre les cybermenaces, celles-ci étant en forte hausse y compris sur l'agglomération (attaques de sites internet).

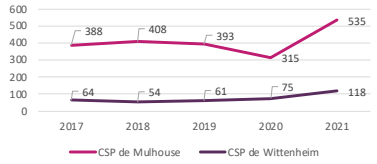
Poursuite de la lutte contre les points de trafics de stupéfiants

Sur la zone police de Mulhouse une diminution a pu être observée pour les usages (315 faits en 2020 contre 393 en 2019), les usages-reventes (63 en 2020 contre 68 en 2019) et les trafics (25 en 2020 contre 39 en 2019) tandis que les chiffres sont en hausse sur la zone police de Wittenheim (75 en 2020 contre 61 en 2019 pour les usages ; 17 en 2020 contre 4 en 2019 pour les usages-revente et 6 en 2020 contre 5 en 2019 pour les trafics).

En 2021, le nombre d'infractions relevées relatif à l'usage de stupéfiants a augmenté de 63,5 % sur la zone police de Mulhouse (535 en 2021 contre 315 en 2020) et de 57,3 % sur la zone de police de Wittenheim (118 infractions d'usage en 2021 contre 75 en 2020) ce qui s'explique par le nombre très important d'interventions menées par les forces de l'ordre en la matière.

5. Arrêté du 25 février 2021 portant création du commandement de la gendarmerie dans le cyberespace

Évolution des infractions liées à l'usage de stupéfiants sur les CSP de Mulhouse et Wittenheim de 2017 à 2021



La lutte contre les points de trafics de stupéfiants est affichée comme la priorité 2022 de la Police nationale. Le Groupe de lutte contre l'économie souterraine et les stupéfiants (Gless), opérationnel depuis octobre 2019, a ainsi permis d'élucider plusieurs affaires en lien avec la consommation et le trafic de stupéfiants parmi lesquelles la saisine de 935g d'héroïne pure dans le quartier Cité-Briand en novembre 2019 ou encore le démantèlement en juin 2020 d'un réseau de trafic de stupéfiants principalement établi sur les quartiers Coteaux et Drouot et qui avait donné lieu à l'interpellation d'une dizaine d'individus.
En zone gendarmerie, en 2021, une augmentation des trafics de 33 % est relevée (8 faits).

Les différends et troubles du voisinage en hausse

Les conflits de voisinage figurent parmi les problématiques de plus en plus présentes dans les communes. Ceux-ci se sont multipliés sous l'effet de la crise sanitaire qui a eu un réel impact sur le lien social. Les maires se sont retrouvés de plus en plus sollicités pour régler les conflits d'ordre privé de leurs administrés. Ainsi, sur la zone police de Mulhouse une hausse significative de 38,3 % des interventions des policiers pour des différends et troubles du voisinage a été observée en 2020 par rapport à 2019 (654 faits en 2020 contre 473 en 2019). Une importante augmentation a également été constatée sur la zone police de Wittenheim (152 en 2020 contre 87 en 2019, soit une hausse de 43,7 %). Cette intensification des conflits s'explique principalement par les épisodes de confinement.
En la matière il est important que les maires connaissent leurs droits, les méthodes appropriées pour agir et savoir vers quel partenaire se tourner lorsque les conflits dégénèrent. À cet effet, la gendarmerie avait proposé à l'ensemble des maires du Haut-Rhin, en juillet 2021 une formation sur la gestion des conflits. Par extension à ces conflits, les agressions des élus sont également en augmentation.
Par ailleurs, une expérimentation est mise en place sur le ressort du parquet de Mulhouse pour tenter de dénouer rapidement ces conflits. Ainsi, une adresse courriel spécifique est mise à disposition des élus, de la police et de la gendarmerie afin de signaler les conflits de voisinage. Ce dispositif expérimental s'inscrit dans le cadre de la justice de proximité.

2-1-4. L'évolution des incidents dans les transports en commun et des actes de vandalisme au sein des logements sociaux

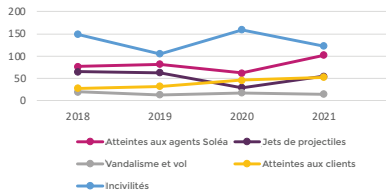
Dans le cadre de la politique nationale de lutte contre la délinquance et de lutte contre l'insécurité dans les transports en commun, le ministre de l'Intérieur a annoncé le 24 novembre 2022 la création de 77 unités de police et de gendarmerie sur l'ensemble du territoire national dédiées à la sécurisation dans les transports. Ces renforts seront progressivement mis en place jusqu'au printemps 2024. La Ville de Mulhouse devrait ainsi être dotée d'une Brigade de Sécurisation des Transports en Commun (BSTC). Entre 10 et 20 policiers pourraient constituer cette brigade qui assurera des missions de sécurisation de la gare, des stations et réseaux de transports en commun. Les patrouilles prendront notamment en compte les horaires où la délinquance est la plus forte et les pics d'affluence, pour rassurer et dissuader. Ces missions pourront être conjointes avec les effectifs de sécurité privée des autorités organisatrices de transports.

L'évolution de la délinquance dans les transports en commun Soléa

Contrairement au bilan plutôt positif du début de l'année 2019 notamment lié au travail opéré avec l'équipe de prévention sur Bourtzwiller, la tendance s'est inversée à la fin de l'année 2020 en matière d'incivilités.

S'agissant des relations entre usagers, les altercations à bord ont été quasiment stables avant la crise (32 atteintes aux clients en 2019 contre 28 en 2018) bien que les chiffres soient restés élevés. Une hausse des chahuts est constatée sur les lignes scolaires et perturbe l'exploitation. Les secteurs les plus exposés aux jets de projectiles, dont le nombre est resté relativement stable entre 2018 et 2019 (65 en 2018 contre 63 en 2019) et aux dégradations sont principalement concentrés sur **Kingersheim/Wittenheim** (quartiers Markstein, Flandres/Béarn) et **Mulhouse** (quartier Drouot/Jonquille). Ces faits, non anodins, ont un impact sur le coût d'exploitation et créent un climat d'insécurité pour les conducteurs. Les leviers d'actions de Soléa sont faibles en la matière.
Les faits se produisent principalement le soir. Si le chauffeur détecte d'où vient le projectile, l'information est relayée immédiatement aux autorités.

Évolution des incidents par type dans les transports Soléa 2018 à 2021



2020 : L'effet du confinement en matière de sécurité dans les transports

Les atteintes aux personnels étaient en diminution de 2018 à 2020. Une hausse est à nouveau observée depuis la fin des confinements de 2020 et elle s'est poursuivie malgré la suppression de l'obligation du port du masque dans les transports, en mai 2022. En revanche les incivilités qui étaient à nouveau en augmentation en 2020, poursuivent leur décroissance depuis. À noter que les chauffeurs sont davantage sensibilisés et mobilisés pour recenser l'ensemble des faits.
Encore une fois, les chiffres de 2020 sont à nuancer. Effectivement, la fréquentation habituelle est de 110 000 clients/jour. Lors du 1er confinement de mars à mi-mai 2020, ce taux était inférieur à 10 000 clients/jours.
Par ailleurs, du fait de la situation sanitaire liée à la COVID-19, les contrôles relatifs au respect du port du masque ont été mis en place dès le mois de juin engendrant un nombre de contraventions conséquent lié au non-respect de cette nouvelle consigne.
Lors du second confinement de 2020 (octobre), l'ensemble des véhicules du parc est resté en activité.

En 2021, bien que le niveau de fréquentation enregistré avant la crise sanitaire n'ait pas été retrouvé, on observe une augmentation des atteintes au personnel (102 en 2021 contre 62 en 2020) à mettre en relation avec les agressions et altercations liées à la contrainte du port du masque.
Néanmoins, la présence dans les véhicules d'équipes de prévention, de Médiacycles et des forces de l'ordre contribue à améliorer la sécurité à bord des passagers.
La signature d'une convention de justice de proximité avec le tribunal judiciaire de Mulhouse visant les multi-fraudeurs (au moins 6 procès-verbaux dans l'année pour défaut de titres de transports) est venue étoffer le système des lettres plaintes mis en place il y a plusieurs années. Les réponses pénales sont variables selon les faits enregistrés (outrages et dégradations mineures). En fonction de la personnalité des auteurs, la justice propose des réponses alternatives, dont certaines sont à vocation pédagogiques. S'agissant des fraudeurs, des mesures de réparation pénale ou des stages de citoyenneté sont prononcés, permettant de recouvrer une partie des sommes qui se sont accumulées (sous le contrôle des délégués du procureur).

Par ailleurs, des Rappels À l'Ordre (RAO)[6] pour lutter contre les incivilités sur le réseau Soléa sont également mis en œuvre par le maire de Mulhouse à l'encontre des usagers majeurs et mineurs.
Enfin, dès 2021, Soléa a décidé d'équiper ses vérificateurs de caméras mobiles ce qui a permis de constater un apaisement des tensions avec les usagers.

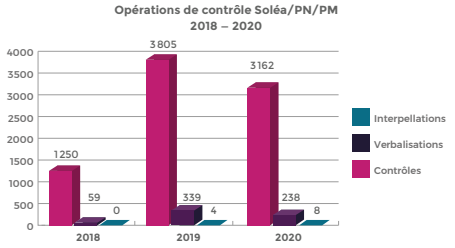
Le partenariat Soléa – SNCF, Polices nationale et municipale, Gendarmerie nationale

Des opérations de contrôles mixtes (Soléa, forces publiques de sécurité et Police municipale) dans les transports en commun s'inscrivent dans le plan anti-fraude mis en œuvre par Soléa dès 2014 visant à réduire de 50 % la fraude pour accéder aux véhicules.
Suite à une réorganisation interne de la Police nationale, un redéploiement des équipes a été opéré dès le 1er septembre 2020. L'accent a porté sur une présence policière plus accrue dans les transports et aux abords, ainsi qu'à une fréquence plus régulière des contrôles, notamment en soirée. Cette initiative a été bien perçue par les personnels (Soléa et SNCF) ainsi que par les usagers.

6. Voir page 46 sur le rappel à l'ordre

Ainsi, au total, entre 2018 et 2021, 621 opérations de contrôles mixtes ont été organisées entre Soléa, la Police nationale et la Police municipale de Mulhouse.

Ainsi, deux fois par semaine, les agents de Soléa bénéficient de l'assistance de la Police municipale ou nationale sur la ville de **Mulhouse** lors des contrôles des titres de transports. Cette opération est également menée sur la commune de **Lutterbach** en collaboration avec la Gendarmerie et la SNCF.
Le bilan sur ces opérations est globalement positif. Il est bien perçu par les personnels. Une réunion mensuelle pilotée par la Ville de Mulhouse permet de réajuster les actions et de rester efficient sur le terrain.



Les statistiques démontrent l'efficacité de ce dispositif partenarial. L'appui des forces de l'ordre lors de ces opérations est précieux, apprécié par les agents vérificateurs et les conducteurs de Soléa. Ces derniers sont rassurés par la présence des forces de l'ordre. De plus, l'impact sur les clients est très positif tant en matière de lutte contre la fraude que de sûreté à bord des véhicules.

L'évolution de la délinquance à la SNCF

En 2019, 425 faits ont été recensés à la gare de Mulhouse soit une hausse de 49 % (34 % des faits concernent les agents et 61 % les clients).
Les faits enregistrés se déroulent au sein de la gare centrale de Mulhouse (et gares annexes), sur le réseau ferroviaire et dans les trains. Les atteintes aux personnes constituent un item important des faits relevés et sont principalement commises par des personnes connues des services de police. Malgré la mise en place de patrouilles mixtes Police nationale/Police municipale et le groupe de sûreté ferroviaire en gare essentiellement composé de l'équipe de la Surveillance Générale (équipe « Suge[7] »), la situation reste inchangée et le nombre de faits poursuit sa hausse.

7. La sûreté ferroviaire - composée essentiellement de la surveillance générale (« Suge ») - est la police ferroviaire de la SNCF, dont la mission est de protéger, assister et sécuriser tant les voyageurs que le personnel et les biens sur l'ensemble du réseau SNCF.
Ce service est plus connu sous son appellation traditionnelle de police ferroviaire.

Parmi les catégories de faits enregistrés, les atteintes au confort du voyage et les vols restent stables. On enregistre une hausse de 44 % des atteintes aux biens.
À noter que les trafics de stupéfiants en sortie du hall de la gare (boulevard Wallach) ont nettement baissé.

En 2019, deux phénomènes circulent sur les réseaux sociaux : le « Train Surfing » (qui consiste à monter sur le toit d'une rame ou à rester accroché à l'extérieur du train alors qu'il roule) et la lacération des sièges. Les jets de projectiles restent également un point noir dans les faits de délinquance enregistrés par la SNCF.
Le contexte sanitaire a entraîné une baisse significative de la fréquentation sur l'année 2020. Néanmoins, comme pour Soléa, des conflits à bord pour non-respect du port du masque ont été à déplorer.
Des faits de mendicité, d'incivilités et d'usage des vélos et des trottinettes sont enregistrés mais ils restent isolés.
Des actions de sûreté ont été menées avec Soléa sur Lutterbach et le Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG) de Mulhouse, très présents sur le terrain.

Les contrôles de bagages en lien avec la menace terroriste restent une priorité.
Des patrouilles régulières et des contrôles aux abords de la gare sont régulièrement menés par la Police municipale de Mulhouse ce qui a contribué à réduire considérablement le nombre de regroupements avec des points de deal en gare et sur le parvis, comme c'était le cas avant la crise sanitaire.

En 2021, une hausse de 6 % des incidents est à noter parmi lesquels la moitié est liée au non-respect du port du masque. Les autres faits relèvent des états d'ivresse, des abandons d'objets et l'usage de vélos, trottinettes ou scooters en gare.
L'été 2021 a également marqué une recrudescence des vols simples et vols à la tire en gare.
La mauvaise fréquentation de la gare en soirée est aussi une réelle problématique pour les usagers.

Il convient de noter que lorsque des faits de violence sont commis à l'égard d'agents de transports (Soléa et SNCF) les services de police et de la justice sont très réactifs. Des comparutions immédiates ont lieu quasi systématiquement à l'encontre des auteurs.

Enfin, depuis fin 2021, les forces de sécurité sont particulièrement préoccupées par la recrudescence d'afflux de jeunes migrants (entre 16 et 30 ans) originaires d'Afghanistan, du Népal, du Bangladesh ou encore de Turquie, très présents en gare. Les opérations de police et de la Suge sont donc multipliées en gare de Mulhouse et de Bâle d'où arrivent les migrants qui empruntent les trains vers Mulhouse, ville identifiée comme point d'entrée sur le territoire français.

BON À SAVOIR

L'équipe « Suge » est composée de 12 personnes œuvrant sur l'ensemble du département. Elle couvre les lignes Strasbourg/Colmar, jusqu'a Munster, Saint-Louis et celles jusqu'au tram/train. Elle intervient sur plusieurs gares.

Les locaux de l'équipe se trouve en gare de Mulhouse, par conséquent la présence de l'équipe est plus marquée en gare de Mulhouse. Lorsqu'un appel est reçu, si l'équipe est présente sur les lieux, elle intervient en priorité. À défaut, c'est la Police nationale qui mène l'intervention.

Depuis 2021, ces agents sont équipés de caméras-piéton lors des contrôles.

Évolution des phénomènes de délinquance au sein des logements sociaux

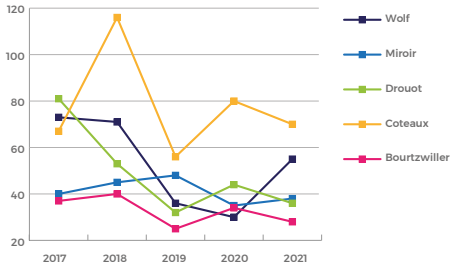
Trois principaux bailleurs sociaux couvrent le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération : la SOMCO, m2A Habitat et Habitats de Haute-Alsace (HHA). D'autres bailleurs sociaux sont présents sur le territoire : Batigère, CDC Habitat, Néolia, Domial, 3F Grand Est…

Bilan des actes de vandalisme au sein du parc de m2A Habitat

Le parc immobilier de m2A Habitat est composé de plus de 9 000 logements locatifs dont 20 résidences pour personnes âgées, pour personnes handicapées, pour étudiants, des locaux commerciaux et de services ainsi que des parkings. Les logements sont majoritairement situés sur la commune de Mulhouse et notamment au sein des quartiers prioritaires Politique de la ville.
Le bailleur dispose de 5 agences de proximité réparties par secteur : Bourtzwiller, Coteaux, Drouot, Miroir et Wolf.
Environ 1 500 logements sont situés sur 16 communes de l'agglomération (**Pulversheim, Feldkirch, Rixheim, Riedisheim, Habsheim, Staffelfelden, Bollwiller, Wittenheim, Pfastatt, Lutterbach, Richwiller, Kingersheim, Sausheim, Brunstatt-Didenheim, Morschwiller-le-Bas et Reiningue**). Il s'agit de petits programmes de logements sociaux.

Depuis la crise sanitaire, une plus grande vulnérabilité de la population est observée ainsi qu'une moindre acceptation de la frustration. La crise sanitaire a renforcé la société du « sur-mesure » et de l'immédiateté. Le seuil de tolérance des locataires s'est considérablement abaissé pendant cette période engendrant des tensions tant avec les agents des bailleurs qu'entre eux. Les conflits de voisinage ont augmenté tout comme l'agressivité des locataires pour exprimer leurs demandes ou formuler leurs besoins.
Des procédures internes pour gérer les conflits, réduire les troubles et assurer les réparations suite aux actes de vandalisme sont mises en place par le bailleur. Le bailleur a le souci d'établir une relation de proximité avec ses locataires d'autant que des difficultés à faire remonter les problèmes par écrit sont constatés (illettrisme, non connaissance de la langue française). Ainsi, dans cet objectif, une camionnette de proximité conduite par des agents effectuant une permanence mobile, a été mise en place pour faciliter les rencontres entre les correspondants et les locataires, fluidifier la communication et ainsi résoudre les difficultés.
Différentes procédures internes (médiation, commission troubles, etc.) permettent d'apaiser les tensions, trouver des solutions aux difficultés afin d'établir un climat apaisé. De plus, un médiateur social devrait être opérationnel en 2023.

Évolution des actes de vandalisme dans les logements m2A Habitat



L'agence des Coteaux (**Mulhouse sud-ouest, Brunstatt, Morschwiller-le-Bas, Reiningue, Zillisheim, Cernay, Altkirch et Heidwiller**) est celle qui enregistre le plus d'actes de vandalisme (portes défoncées, boîtes aux lettres arrachées, feux de poubelles, feux dans les sous-sols, etc.). Elle gère le quartier prioritaire des Coteaux mais aussi les parcs de logements de **Morschwiller-le-Bas** et de **Brunstatt-Didenheim**.

L'année 2018 est celle qui a été la plus impactée par les actes de vandalisme sur l'ensemble du parc (1 270 actes recensés sur l'ensemble de la période 2017 – 2021 dont 325 en 2018). Si une baisse du nombre total des actes a été observée en 2019, en revanche, une augmentation est constatée en 2020, année de la crise sanitaire. Excepté sur l'agence de proximité Wolf (elle a en charge des logements Mulhouse Centre) qui affiche une recrudescence des actes de vandalisme en 2021, toutes les autres agences enregistrent une baisse des actes de vandalisme en 2021. Notons que l'agence de Bourtzwiller est celle qui enregistre le moins d'actes. Elle gère les logements situés sur **Mulhouse** (Nord), **Pfastatt, Wittenheim, Kingersheim, Lutterbach, Feldkirch, Staffelfelden, Ensisheim, Richwiller, Wittenheim** et **Bollwiller**.
Les regroupements liés à des trafics de stupéfiants dans les halls d'immeubles sont constatés uniquement sur Mulhouse (Wolf, Drouot et Coteaux). Des incivilités en nombre sont aussi régulièrement constatées au sein du parc locatif des communes de **Wittenheim** et **Kingersheim**.

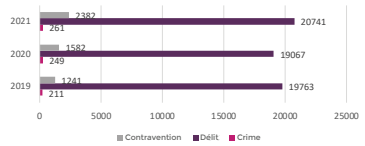
Évolution de la sécurité au sein du parc locatif de Habitats de Haute-Alsace

Plusieurs communes de Mulhouse Alsace Agglomération bénéficient de logements gérés par le bailleur Habitats de Haute-Alsace dont celles de **Bollwiller, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Mulhouse, Pfastatt, Pulversheim, Riedisheim, Rixheim, Staffelfelden, Wittelsheim, Wittenheim et Pfastatt**.
Les dégradations de biens et destructions de véhicules figurent parmi les actes de vandalisme les plus constatés. Sur l'ensemble de la période, de 2017 à 2021, 37 faits ont été enregistrés sur le parc couvrant Mulhouse Alsace Agglomération. L'année 2021 a été particulièrement marquée par ces faits et par des dégradations de bâtiments, 20 faits ont été comptabilisés, majoritairement à **Kingersheim**. Cette dernière commune figure aux côtés de **Wittenheim, Illzach** et **Lutterbach** en tête en terme d'enregistrement d'actes de vandalisme.

2-2. L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MULHOUSE [8] 2019 – 2021

Les statistiques fournies par le parquet du tribunal judiciaire de Mulhouse montrent une activité soutenue de celui-ci y compris pendant la période COVID-19. En effet, si on a pu observer une diminution des plaintes, dénonciations et procès-verbaux parvenus au parquet s'agissant des délits, en revanche s'agissant des crimes et des contraventions de 5e classe, l'augmentation s'est poursuivie. Elle a même quasiment doublé entre 2019 et 2021 s'agissant des contraventions (2 382 procédures relevées en 2021 contre 1 241 en 2019). Néanmoins, la part des délits reste largement majoritaire parmi les procédures enregistrées.

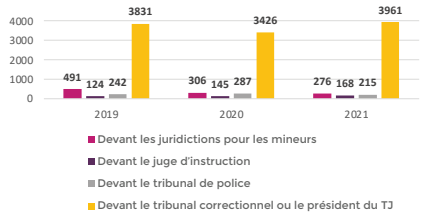
Distribution des plaintes, dénonciations et procès-verbaux enregistrés selon la nature de l'infraction sur la période 2019 – 2021



8. L'activité présentée l'est pour l'ensemble des communes du ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse et non uniquement les communes de m2A. Par ailleurs, nous ne disposons pas des chiffres du tribunal judiciaire de Colmar pour les 5 communes relevant de son ressort.

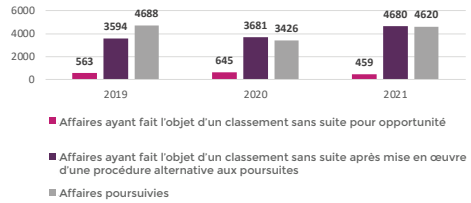
Par conséquent, les affaires ayant fait l'objet d'une orientation par le parquet (hors jonction et dessaisissement) n'ont cessé de progresser de 2019 à 2021 passant de 17 864 affaires en 2018 à 19 831 en 2021 soit une augmentation de 11 %.

Affaires poursuivies sur la période 2019 – 2021



Enfin, à noter, une augmentation des alternatives aux poursuites sur la période et notamment les orientations vers des stages de citoyenneté qui ont doublé entre 2019 (21 stages de citoyenneté mis en œuvre) et 2021 (44 stages). De même le nombre de rappels à la loi par le délégué du procureur a plus que triplé sur la période passant de 457 en 2019 à 1 478 en 2021. De manière générale, le taux de procédures alternatives a augmenté sur cette période passant de 43,36 % en 2019 à 46,87 % en 2021.

Affaires poursuivables par le parquet de Mulhouse de 2019 – 2021



En 2021, dans le ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse, le taux de réponse pénale s'élevait à 95,20 %.

2-3. L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE SUR LE TERRITOIRE m2A : UN BILAN PERFECTIBLE

La dernière décennie a été marquée, dans le département du Haut-Rhin et plus particulièrement au sein de m2A, par une augmentation de la circulation de la population des gens du voyage liée à la proximité avec la Suisse et l'Allemagne, pays par lesquels ils transitent de plus en plus.

Mulhouse Alsace Agglomération figure parmi les agglomérations du Haut-Rhin qui remplissent les conditions légales en matière d'aires d'accueil des gens du voyage. En effet, il y a eu un réel travail de concertation avec l'ensemble des partenaires concernés et un vade-mecum a été réalisé et transmis à l'ensemble des maires pour les guider dans cet accueil et harmoniser leurs pratiques en la matière. Les élus sont attentifs à cette population et vont au contact des groupes afin d'établir un dialogue préalablement à tout signalement aux forces de sécurité.

Pour accueillir ces populations, Mulhouse Alsace Agglomération dispose de **5 aires d'accueil permanentes : Mulhouse** (52 places), **Kingersheim** (28 places), **Wittenheim** (28 places), **Rixheim** (44 places) et **Riedisheim** (15 places), gérées par délégation de service public. Une aire non aménagée à **Wittelsheim** permet également d'accueillir certaines populations qui privilégient cet espace tout au long de l'année.

Par ailleurs, m2A s'est dotée d'une **aire d'accueil des grands passages** à **Rixheim**, la seule du département, qui permet d'accueillir durant la période estivale les grands groupes qui s'annoncent auprès de la Préfecture. La saison des grands passages a en effet lieu de mai à octobre, et les groupes doivent s'annoncer et demander officiellement la mise à disposition d'un terrain d'accueil.
Au sein du département du Haut-Rhin, un **médiateur des gens du voyage**, a été mis en place sur l'initiative de m2A. Il intervient annuellement à partir du 2 mai et jusqu'au 30 octobre, sur les lieux où sont stationnés les gens du voyage. Son rôle consiste à orienter les gens du voyage sur les aires d'accueil, traiter les demandes des voyageurs, aider à trouver des réponses adaptées pour tous, suivre les conditions d'accueil des gens du voyage, et enfin, prévenir les installations illicites.

À cet effet, la commune de **Berrwiller** met à disposition une **aire de délestage provisoire** (sur l'ancien carreau des mines, terrain propriété de la CeA) afin de couvrir les arrivées imprévues de gens du voyage dans tout le département. Le terrain est dépourvu d'équipement (pas de sanitaires, pas de compteur électrique, goutte à goutte), et est géré par la commune avec le soutien de m2A. Contrairement aux aires d'accueil permanentes, il n'y a pas de gardien présent sur le site pour identifier les occupants et permettre l'accès au terrain, ce qui entraîne des dégradations matérielles. Cette aire provisoire, soupape de sécurité, qui initialement avait vocation à dépanner, est occupée de manière quasi permanente toute l'année (de mars jusqu'à l'automne), générant des nuisances importantes pour la commune et ses administrés, des vols de fluides, des problèmes sécuritaires et sanitaires. Aussi, l'occupation permanente de cette aire engendre des conflits avec les agriculteurs, les chasseurs et les promeneurs dont les terres de travail ou de loisirs sont jonchées d'excréments et de déchets.
Ces **problématiques d'insalubrité et d'insécurité** sont malheureusement également rencontrées avec certains groupes au sein d'aires permanentes et à l'occasion d'installations illicites qui perdurent sur des terrains publics ou privés.

Malgré ces dispositifs et une politique volontariste, depuis 2018, Mulhouse Alsace Agglomération a subi bon nombre d'installations illicites. Ci-dessous sont répertoriés les grands passages (encadrés ou illicites) :

En 2018, la commune de **Rixheim** a accueilli 6 groupes sur l'aire officielle de grands passages ouverte du 1er mai au 30 septembre totalisant 117 jours d'occupation.
Sur la période du 15 avril au 10 juin 2018, la commune de **Berrwiller** (aire de délestage), a accueilli entre 30 et 50 caravanes, 150 caravanes en juillet et entre 30 et 40 caravanes pour la période d'août à octobre.
Néanmoins, 48 installations illicites avaient été répertoriées sur le territoire de m2A ce qui est en augmentation par rapport l'année 2017 où 37 installations illicites avaient été constatées.
De mars à octobre 2018, 683 jours d'occupation illicites ont été comptabilisés sur l'ensemble des communes m2A, dont 257 pour la seule commune d'**Illzach**, soit un total annuel de 1 207 caravanes. Cette occupation illicite sur **Illzach** est un regroupement des mêmes familles connues depuis 3 ans.
Au total en 2018, 13 communes de Mulhouse Alsace Agglomération ont été impactées par des occupations illicites. Les communes comptabilisant le nombre le plus important d'occupations illicites sont Illzach (largement en tête avec 250 jours et 304 caravanes), **Wittenheim** (211 jours et 39 caravanes), et **Sausheim** (102 jours et 82 caravanes). Toute occupation illicite engendre la mise en œuvre d'une procédure de mise en demeure de quitter les lieux. Néanmoins, la procédure relative à l'occupation illicite sur les terrains privés est plus longue et complexe à mettre en œuvre.

En 2019, 7 groupes ont été accueillis sur l'aire de grand passage de **Rixheim** ouverte du 1er mai au 29 septembre, soit 800 caravanes et 460 familles. Sur l'aire de **Berrwiller** ouverte de mars à fin octobre, une trentaine de caravane a été accueillie en permanence. Des difficultés de cohabitation avec les chasseurs et d'abandon de déchets ont été relevées.
S'agissant des installations illicites, l'année 2019 et notamment en sa période estivale a été relativement calme. 195 jours d'occupations illicites (contre 396 en 2018) avaient été comptabilisés au 30 septembre 2019. 9 communes de l'agglomération ont été impactées : **Rixheim, Illzach, Mulhouse, Kingersheim, Sausheim, Riedisheim, Wittenheim, Ottmarsheim et Ungersheim**.

L'année 2020, année du confinement, a été très calme en matière d'occupations illicites puisque les principaux auteurs de ces infractions se sont localisés dans le secteur des trois frontières.
Au cours de l'année 2021, la baisse des installations illicites s'est poursuivie, il y en a eu quelques-unes seulement et notamment l'installation d'un groupe important sur les terrains de football de la commune de **Bollwiller** pendant une dizaine de jours au mois de juillet.
Des installations illicites ont eu lieu à **Kingersheim**, **Staffelfelden** et **Illzach** en octobre 2021 mais elles ont été rapidement réglées grâce à la disponibilité des aires permanentes de m2A.
Les installations illicites sur le site de la friche Alinéa à **Wittenheim** ont été plus difficiles à résorber en octobre 2021, donnant lieu à de fortes tensions et dégradations.
En outre, les familles à l'origine des dégradations sont souvent connues. Néanmoins, il est toujours très difficile pour les enquêteurs d'identifier précisément les auteurs des faits.

Depuis 2020, la baisse des installations illicites sur le territoire se confirme, mais la commune de **Berrwiller** connaît toujours plus de désagréments. Le fait de finaliser le schéma directeur des gens du voyage sur l'ensemble du département pourrait permettre de résorber cette situation.

3. ÉTAT DES LIEUX ET BILAN DES ACTIONS ET DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ AU SEIN DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION SUR LA PÉRIODE 2017-2021

La précédente stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, conclue pour la période 2017 - 2020, poursuivait comme objectif principal partagé et commun à l'ensemble des maires et partenaires institutionnels et associatifs, la diminution de la délinquance enregistrée sur le territoire communautaire et la réduction du sentiment d'insécurité chez les habitants de l'agglomération. En outre, pour contribuer à la réalisation de cet objectif global, cinq enjeux prioritaires avaient été fixés par l'ensemble des acteurs de la prévention et de la sécurité de la collectivité :

- Poursuivre la baisse de la délinquance enregistrée sur l'ensemble du territoire de m2A en mettant l'accent sur la diminution des atteintes volontaires à l'intégrité physique des personnes (et plus particulièrement des vols avec violence) et sur la délinquance des mineurs ;
- Lutter contre le sentiment d'insécurité et les incivilités dans l'espace public et dans la sphère privée avec le traitement de problématiques spécifiques :
  - Les vols par effraction ;
  - Les regroupements d'individus dans et aux abords des immeubles d'habitation et commerces pouvant entraîner des nuisances sonores et infractions à la législation sur les stupéfiants ;
  - Les nuisances occasionnées par les cortèges de mariage.
- Contribuer au partage et à la valorisation des actions menées par chaque commune pour proposer aux maires une « boite à outils » des dispositifs utilisables et mener une démarche fédératrice au sein de l'agglomération ;
- Consolider le partenariat existant, en lien avec la population, dans une démarche de co-construction ;
- Et prévenir la radicalisation.

Ainsi plusieurs actions et dispositifs ont été mis en œuvre par les communes, les acteurs institutionnels et associatifs de Mulhouse Alsace Agglomération afin d'atteindre les objectifs initialement fixés par le Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance.
Ce plan d'action s'est articulé autour de quatre axes :

- réduire l'exposition à la délinquance, notamment celle des jeunes ;
- améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aide aux victimes ;
- améliorer la tranquillité publique ;
- sécurité routière et citoyenneté.

3-1. ÉVOLUTION DE LA DÉLINQUANCE DES MINEURS ET BILAN DES ACTIONS 2017-2021

L'évolution de la délinquance des mineurs s'est accompagnée d'une évolution législative. Ainsi, le code de la justice pénale des mineurs est entré en vigueur le 30 septembre 2021. Il codifie le droit pénal et la procédure pénale applicable aux mineurs et il remplace l'ordonnance relative à l'enfance délinquante qui date du 2 février 1945 et qui avait été modifiée près de 40 fois, la rendant illisible pour les professionnels de l'enfance, les mineurs et les familles. Cette réforme permet de raccourcir les délais de jugement, d'améliorer la prise en compte de la victime et de renforcer l'efficacité du travail éducatif avec le mineur. Le code de la justice pénale des mineurs a instauré une nouvelle mesure éducative unique et modulable. Elle peut comporter des modules de réparation de l'infraction commise, d'insertion (scolarisation et accueil de jour), de santé (prise en charge médicale), de placement (en foyer, en famille d'accueil...). La mesure éducative peut évoluer pendant toute la durée de la prise en charge du mineur, en fonction des difficultés rencontrées ou des évolutions positives. Elle peut se poursuivre jusqu'à ses 21 ans si nécessaire.

3-1-1. La prise en charge des mineurs par la protection judiciaire de la jeunesse

Sur l'agglomération mulhousienne, le Service Territorial Éducatif de Milieu Ouvert (STEMO) assure des missions de service public de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), et dispose de 3 Unités Éducatives en Milieu Ouvert (UEMO) : Mulhouse Nord, Mulhouse Sud et Mulhouse Centre. Au-delà du suivi socio-judiciaire et éducatif, le service est dynamique sur les actions de prévention en lien avec l'éducation nationale, notamment celles en lien avec les droits et devoirs portant sur la citoyenneté ou encore les réseaux sociaux.

Le STEMO de Mulhouse en 2021 en quelques chiffres :

- **1 070** mesures
- Près de **800** jeunes pris en charge
- **48** peines de TIG exécutées
- **404** mesures de réparation effectuées

Le service territorial éducatif en milieu ouvert a compétence pour mettre en œuvre les mandats judiciaires à l'égard des mineurs, âgés de 10 à 18 ans ainsi qu'à l'égard des jeunes majeurs, jusqu'à l'âge de 21 ans si la poursuite du suivi après la majorité le justifie et/ou sur décision judiciaire.

Il intervient majoritairement auprès d'adolescents délinquants, aux situations complexes, dont un nombre croissant présente des troubles de la personnalité. Bien qu'il n'y ait pas de données statistiques sur ce dernier point, les échanges des éducateurs sur les situations soulignent la fréquence des troubles de la personnalité, parfois graves, chez les jeunes confiés à la protection judiciaire de la jeunesse.
La plupart présente des symptômes d'addiction, de dépression avec parfois des idées suicidaires et des passages à l'acte, et des carences diverses, affectives, éducatives, sanitaires, etc. Ils sont souvent emprunts d'un environnement violent, y compris pour eux-mêmes. En effet, l'environnement familial et socio-économique d'une grande majorité de mineurs suivis par la protection judiciaire de la jeunesse est peu favorable : structure familiale éclatée, famille recomposée ou monoparentale, précarité financière, chômage de longue durée ou invalidité professionnelle des parents et difficulté d'insertion. Ces éléments de contexte sont souvent repérés dans les situations des mineurs pris en charge.

Par ailleurs, sur le plan éducatif et professionnel, la plupart des jeunes suivis désinvestissent l'école ou les lieux de formation professionnelle, ils n'ont pas de projet professionnel.

Globalement, les garçons représentent plus de 90 % des effectifs et la tranche d'âge la plus concernée est celle des 15-17 ans. Les jeunes filles sont moins représentées mais elles présentent parfois des problématiques prédisposées à l'errance voire à la prostitution.
La majorité des infractions commises par les mineurs sont des délits : vols, violences (physiques ou sexuelles), dégradations et trafic.

Un nouveau public, complexe à prendre en charge pour un service éducatif concerne les Mineurs Non Accompagnés (MNA) qui présentent des difficultés par rapport aux démarches administratives, d'insertion sociale, scolaire ou professionnelle. Par ailleurs, pour certains la réalité de leur minorité est questionnée.

À l'instar de ce qui est fait pour les majeurs, des stages de citoyenneté prononcés en mesure alternative ou sous forme de peine, sont également mis en place pour les mineurs. Aussi la mesure de travail d'intérêt général mineurs, acte qui répare et qui restaure, est particulièrement développée au sein des associations, mais en revanche très peu au sein des collectivités territoriales. Le développement des habilitations pour des places de travail d'intérêt général au profit des mineurs et la promotion de cette mesure figureront dans le prochain plan d'action de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.
Outre le suivi des mineurs dans le traitement de la délinquance, le service territorial éducatif en milieu ouvert participe à de nombreuses actions de prévention, notamment dans les collèges et lycées.

La prise en charge de la protection judiciaire de la jeunesse a connu une évolution forte et exponentielle depuis décembre 2018. En 2021, sur le secteur de m2A, le service territorial éducatif en milieu ouvert a pris en charge 1 070 mesures, soit environ 800 jeunes (un même jeune peut faire l'objet de plusieurs mesures ou peines à des temps différents) contre 644 prises en charge comptabilisées en 2019.

3-1-2. Une entrée dans la délinquance des mineurs de plus en plus précoce

En 2019, la gendarmerie constatait une augmentation de 40 % de la délinquance des mineurs s'agissant des vols simples, des violences urbaines et du trafic de stupéfiants.
Il y a nécessité à casser les réseaux dans les quartiers. Les opérations de démantèlement de trafics permettent de stopper l'emprise de ces réseaux sur les jeunes. Les problèmes de santé mentale de plus en plus fréquents et importants doivent aussi être pris en compte pour travailler sur les actions de prévention.

L'augmentation des chiffres en matière de délinquance juvénile entre 2018 et 2019 s'explique en partie par les manifestations lycéennes de décembre 2018 qui avaient engendré des interpellations et des comparutions immédiates. Par ailleurs, dans les quartiers, les violences urbaines sont essentiellement commises par des mineurs. Parallèlement, de nombreux signalements d'enfants en danger ont aussi été enregistrés.

Les faits commis par les jeunes sont de plus en plus graves et les mineurs auteurs de plus en plus jeunes, dès l'école primaire parfois. Dans le cadre des mouvements lycéens de décembre 2018, 24 interpellations sur 2 jours avec déférement immédiat avait été effectuées. Afin de trouver des solutions pénales adaptées aux faits commis, la protection judiciaire de la jeunesse avait mis en place des stages de citoyenneté particuliers sur les thématiques des revendications de ces jeunes : l'autorité, la citoyenneté et l'éducation nationale. Il s'agit à la fois de mesures de prévention et de réparation de l'image qu'ont ces jeunes disposant de moins en moins de repères, ceux dont la sphère familiale est de plus en plus absente. L'éducation nationale est associée à la mise en œuvre des stages d'éducation à la citoyenneté, conduits par la protection judiciaire de la jeunesse.
Il est important de donner des réponses rapides aux infractions commises par les jeunes. Par ailleurs, le règlement intérieur des établissements scolaires permet aussi de mettre en œuvre des sanctions disciplinaires.

Jusqu'en 2018 l'Association de Prévention Spécialisée Mulhousienne (APSM) intervenait sur la commune de **Rixheim**, mais elle a dû cesser ses activités pour des raisons budgétaires.

Au niveau de l'éducation nationale, en 2018, 289 conseils de discipline se sont tenus dans le département du Haut-Rhin parmi lesquels 213 ont débouché sur une exclusion définitive. Pour la seule commune de **Mulhouse**, 158 conseils de discipline se sont tenus débouchant sur 116 exclusions. Les motifs de ces sanctions disciplinaires étaient principalement des violences verbales ou physiques envers le personnel d'enseignement ou d'encadrement. Ce chiffre est en augmentation mais doit être pris avec prudence dans la mesure où les établissements font aussi plus de signalements. Ainsi, au 1er semestre 2019, 470 faits étaient signalés par les établissements contre 306 sur la même période en 2018.
Les jeunes bousculent les cadres et défient parfois les représentants de l'autorité. Le phénomène s'est même accentué, prenant des formes contestataires de plus en plus violentes, et doit être pris en compte dans la mise en œuvre des mesures de prévention à l'attention des jeunes.

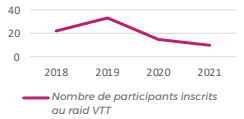
Les phénomènes de regroupement de jeunes dans le cadre du déconfinement a pu être constaté en 2021. Ainsi à **Riedisheim**, à l'issue du confinement, des situations de tensions ont pu être observées avec des violences exercées à l'encontre des citoyens qui intervenaient pour les calmer. Ces phénomènes ont engendré en milieu urbain et péri-urbain, une augmentation des incivilités diverses, des dégradations de mobilier et un accroissement des problèmes de violences. Des regroupements de jeunes accompagnés de phénomènes de violences ont été constatés également à **Kingersheim** dans la période post-confinement.

3-1-3 Bilan des actions à l'attention des jeunes sur le territoire de m2A

• Créer du lien entre les forces de sécurité et les jeunes des quartiers prioritaires : Le raid Mulhouse VTT

Depuis plusieurs années, les acteurs de terrain constatent un éloignement des jeunes des quartiers vis-à-vis des autorités institutionnelles (État, Ville, etc.) et un manque de dialogue entre jeunes et policiers. C'est pourquoi, depuis 2014, afin de rapprocher les forces de sécurité et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville, des sorties VTT associant jeunes de 11 à 17 ans issus de ces quartiers de la ville de Mulhouse et des policiers nationaux et municipaux, des éducateurs spécialisés et un coordinateur territorial prévention-sécurité, sont proposées. Entre 7 et 15 sorties ont lieu chaque année.

Le RAID VTT dans les QPV de Mulhouse 2018 – 2021



Conduit en lien avec la protection judiciaire de la jeunesse, le raid VTT est une action très appréciée des jeunes et qui leur permet de changer leurs représentations de la police.

• Prévenir les conduites addictives chez les jeunes : cocktail sans alcool

D'après la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives (MILDECA), aujourd'hui en France, l'alcool est responsable de 41 000 décès par an. Malgré quelques fragiles améliorations observées ces dernières années s'agissant des collégiens et lycéens, les niveaux de consommation d'alcool chez les jeunes restent très préoccupants. Outre la vulnérabilité qu'entraîne une consommation excessive d'alcool, la consommation régulière chez les jeunes accroît le risque de maladie à l'âge adulte et les Alcoolisations Ponctuelles Importantes (API) peuvent constituer une porte d'entrée vers une dépendance ultérieure. Les risques à court terme de l'abus d'alcool sont également très importants : coma éthylique, implication dans des violences comme victime et/ou auteur, rapports sexuels non consentis ou accidents de la route.
Ainsi, chez les jeunes de 17 ans[9], 85,7 % ont déjà expérimenté l'alcool ; 8,4 % ont une consommation régulière (au moins 10 fois dans le mois) ; 30 % des consommations d'alcool ont lieu en présence des parents et 44 % ont déclaré une alcoolisation ponctuelle importante dans le mois.
Par ailleurs, chez les élèves de 3e[10], sur le plan national des progrès sont à souligner : ainsi on observe une baisse des expérimentations d'alcool, de 75,3 % en 2018 à 64,1 % en 2021 ; 30,7 % ont consommé de l'alcool au cours du mois, en 2021 : c'est le plus bas niveau depuis 2018. Enfin, 1 élève sur 5 a connu une alcoolisation ponctuelle importante dans le mois.

9. Source : Enquête ESCAPAD 2017, observatoire national des drogues et des tendances addictives (OFDT)
10. Source : Enquête EnCLASS 2021, observatoire national des drogues et des tendances addictives (OFDT)

Ces chiffres et ces risques justifient la mise en œuvre d'actions de prévention sur les dangers liés à la consommation d'alcool chez les jeunes pour éviter les comportements déviants voire violents. L'action **cocktail sans alcool** animée par les associations le Cap, Vie libre et autrefois Accord 68 (dont l'activité a depuis été absorbée par APPUIS), comprend deux étapes : un temps d'échanges entre les jeunes et les associations au sein des établissements scolaires et des centres socio-culturels de l'agglomération suivie d'un concours consistant à réaliser des cocktails sans alcool. Les jeunes participants étaient guidés dans la création de leur cocktail par le groupe « Jet set », établissement de débit de boissons. Cette action a réuni chaque année en 2018 et 2019 près de 250 jeunes. Néanmoins, depuis la crise sanitaire, elle n'a pas été reconduite.

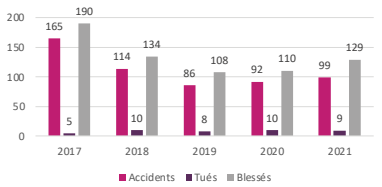
• Animations et organisations de sorties pédagogiques pour les jeunes durant les vacances scolaires

Tous les ans, à l'occasion des vacances scolaires, le service à la population de la commune de **Wittenheim** se mobilise pour proposer aux jeunes de 11 à 17 ans un panel d'activités de loisirs mais aussi d'actions pédagogiques et de sensibilisation et de prévention dans de multiples domaines :

- des actions en liens avec les risques liés aux réseaux sociaux ;
- des actions visant à l'amélioration du patrimoine et de l'environnement ;
- des ateliers débats ;
- la prévention du harcèlement ;
- des formations aux premiers secours ;
- des actions en liens avec la sécurité routière ;
- la découverte de la justice et des ateliers sur le thème des droits de l'enfant.

• La lutte contre l'insécurité routière

Bilan des accidents et victimes sur le territoire de m2A de 2017 à 2021[11]



11. D'après les données transmises par l'Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière (ONISR)

Le graphique montre que la tendance des accidents est à la baisse sur Mulhouse Alsace Agglomération attestant l'efficacité des actions mises en œuvre, combinées aux mesures de sécurité déployées par l'ensembles des acteurs de la sécurité routière : État, Collectivité européenne d'Alsace, Éducation nationale, associations de prévention routière, force de l'ordre, etc.

Néanmoins si on peut se satisfaire de la diminution des accidents et du nombre de blessés, une marge de progression demeure à la lecture du nombre de tués sur les routes qui reste relativement stable (moins d'une dizaine par an).

Afin de poursuivre les efforts et de réduire les chiffres de la mortalité routière, Mulhouse Alsace Agglomération souhaite poursuivre et développer ses actions.

Les actions m2A de sécurité routière

Différentes actions de prévention ont été menées ou soutenues par Mulhouse Alsace Agglomération sur la période 2017 – 2021 et les communes pour sensibiliser la population aux risques engendrés par les incivilités et les manquements aux obligations de sécurité sur l'espace routier. Si ces actions ont vocation à toucher tous les publics néanmoins elles ont essentiellement été organisées au profit des jeunes.

→ Les campagnes d'affichage

Tous les ans, Mulhouse Alsace Agglomération réalise deux campagnes d'affichage, l'une au mois d'octobre, l'autre en décembre, afin de sensibiliser la population de l'agglomération aux risques liés à l'utilisation des distracteurs (notamment les smartphones) au volant. L'affichage se fait sur le réseau de panneaux d'affichage du Tram (80 panneaux au format 1,20 m X 1,80 m), ainsi que dans les accueils des bâtiments des communes membres de l'agglomération.

→ Le crash-test pédagogique

Aussi, chaque année, dans le cadre du Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière (PDASR) pour le département du Haut-Rhin, l'État apporte son concours financier à Mulhouse Alsace Agglomération pour mener à bien un crash-test pédagogique visant à sensibiliser les collégiens des classes de 4e et 3e de son territoire aux dangers de la route et notamment à l'usage des deux-roues motorisés.
L'action commentée en continu par un pilote professionnel du risque routier se déroule au Musée National de l'Automobile – Collection Schumpf, elle dure 60 minutes et comprend quatre séquences : une démonstration de freinage, une collision entre un véhicule et un scooter impliquant un mannequin de type adolescent, une simulation de secours à la personne par le Service d'Incendie et de Secours (SIS) 68 et la Police municipale de Mulhouse, et enfin une collision entre deux véhicules impliquant un mannequin de type adulte ne portant pas de ceinture de sécurité.
L'objectif est d'attirer l'attention des jeunes sur les risques liés à l'absence de casque et au non port de la ceinture de sécurité mais aussi aux dangers de la vitesse.
L'action qui est renouvelée chaque année, réunit en moyenne 500 collégiens (hors 2020 et 2021, années marquées par la crise sanitaire avec des affectifs réduits respectivement à 380 et 471 élèves) issus des communes de m2A.

Opération de crash-test pédagogique scooter contre voiture

→ La simulation d'un freinage d'urgence d'une rame de tramway

Afin de sensibiliser les écoliers et les collégiens de m2A aux dangers de la circulation d'un tramway et notamment d'attirer leur attention sur les distances de freinage en cas de freinage d'urgence, l'agglomération en partenariat avec Soléa a organisé sur la période une action de simulation d'un freinage d'urgence d'une rame de tramway. Cette action a rassemblé chaque année entre 300 et 420 élèves. La Police municipale de Mulhouse et le service d'incendie et de secours 68 y étaient associés. Néanmoins, l'action n'a pas pu se tenir en 2020 et 2021 du fait de la crise sanitaire et suite à des problèmes d'effectifs au sein de l'entreprise Soléa. Pour autant, la reconduite de cette action figure dans le prochain plan d'action.

Actions des communes

→ La prévention routière en milieu scolaire

À **Kingersheim**, chaque année depuis 2015, un enseignement pédagogique sur la sécurité routière est dispensé par les moniteurs de prévention routière de la Police municipale aux élèves de CM1 et de CM2 en lien avec les enseignants. Il est associé à une représentation théâtrale faisant passer un message pédagogique et préventif. La séance théorique est assortie d'une épreuve technique de permis vélo qui s'effectue sur une piste de sécurité routière. Ainsi chaque année, près de 350 élèves scolarisés dans les établissements de Kingersheim participent à la séance éducative, et entre 137 et 141 élèves obtiennent leur permis vélo.

Depuis la rentrée 2022, une opération de sécurité routière est organisée par la Police municipale à l'école élémentaire d'**Ottmarsheim**, dans toutes les classes.

À **Habsheim**, depuis 2018, le policier municipal met en œuvre diverses actions de sécurité routière en milieu scolaire. Ainsi, quotidiennement, il assure la surveillance des entrées et sorties des établissements scolaires de la commune en faisant des rappels réguliers aux usagers de la route (parents et élèves) sur les différentes règles de sécurité routière.
Au collège, il procède à un contrôle de tous les vélos des collégiens (il est assisté pour cela des agents de la Brigade Verte) et il distribue des équipements de sécurité (catadioptres, lumières, sonnettes, etc.) dans la mesure de son stock disponible, récupéré auprès des revendeurs de vélos du secteur. Ce contrôle est effectué avant l'hiver, lorsque la luminosité devient faible. En moyenne, une cinquantaine de vélos sont contrôlés chaque année lors de cette opération. Si le vélo ne répond pas aux règles de sécurité, une fiche de remise en état du vélo est distribuée à l'élève mentionnant les points qu'il convient de (re)mettre en état.
À l'issue du contrôle, le policier municipal intervient dans toutes les classes de 6e en présence des enseignants (à raison de 50 minutes par classe, incluant un temps d'échanges) pour faire un rappel des règles de circulation et d'usage des voies de circulation en vélo. Chaque printemps, il prépare les élèves des classes de 5e et de 3e aux Attestations Scolaires de Sécurité Routière (ASSR 1 et ASSR 2). Divers thèmes sont abordés à cette occasion parmi lesquels le bon usage des vélos, l'environnement immédiat du collège (dépose minute, pistes cyclables), les nouveaux moyens de déplacements et leurs règles (EDPM : Engins de Déplacement Personnel Motorisés).
Dans les classes des écoles primaires, il fait une intervention au début de chaque année scolaire (intervention de 40 minutes par classe suivie d'un temps d'échange) sur des thèmes divers et variés comme par exemple l'importance d'être vu par les usagers de la route (distribution de chasubles haute visibilité financés par la commune), l'environnement immédiat de l'école (qu'est-ce qu'une zone de rencontre ?), la place qui doit être occupée dans la voiture et le rôle des équipements obligatoires (le rehausseur, la ceinture de sécurité, etc.), traverser une route en toute sécurité… Désormais, tous les élèves des écoles primaires possèdent un gilet haute visibilité. Le port du baudrier réfléchissant à l'arrivée et au départ de l'école est inscrit dans les règlements intérieurs.
L'ensemble de ses actions permet de toucher chaque année scolaire entre 450 et 500 élèves scolarisés dans les établissements scolaires de Habsheim.

À **Baldersheim**, en mai 2021, une opération de prévention relative au stationnement situé dans un périmètre de 150 mètres autour de l'école élémentaire, aux horaires de sortie des classes a été mise en place avec le soutien de la Brigade Verte. En parallèle, une campagne de sensibilisation a été organisée par le Conseil Municipal des Jeunes (CMJ), à l'aide d'affiches et de flyers à destination des parents d'élèves, afin de rappeler l'importance du respect de la vitesse et des règles de stationnement.

→ Les pistes pédagogiques de sécurité routière

À noter que plusieurs communes de m2A sont équipées d'une piste pédagogique de sécurité routière (ex : **Mulhouse, Kingersheim, Riedisheim**) permettant d'initier les jeunes aux règles élémentaires de la circulation routière, au respect des autres usagers, aux risques encourus en tant que conducteur d'un deux-roues ou d'un vélo mais aussi en tant que de piéton. Ces pistes permettent aussi de faire passer le permis vélo. Ainsi, par exemple sur l'année scolaire 2018-2019, la brigade dédiée à la prévention auprès de la Police municipale de **Mulhouse** a fait passer 725 permis vélos aux écoliers mulhousiens.

Piste pédagogique de Riedisheim

→ Les journées prévention-sécurité de Kingersheim

Face au constat de recrudescence des infractions routières et de l'accidentologie, **Kingersheim** a mis en place dès 2015, en lien avec plusieurs partenaires institutionnels et associatifs, une **journée prévention-sécurité** à l'attention des habitants. Si à son inauguration l'action était destinée aux collégiens, forte de son succès, elle a été étendue aux séniors. En lien avec les élus et les agents municipaux, les habitants ont œuvré à l'amélioration de la sécurité au sein des différents quartiers de la ville par la création d'un *Guide de la rue* distribué à tous les Kingersheimois. Avec le concours de différents partenaires (association de prévention routière, Croix-Rouge française, Police nationale, Direction départementale des territoires, etc.) les habitants de tous âges sont invités à tester leurs réflexes et vérifier leur connaissance en matière de code de la route. Ils apprennent également à utiliser un défibrillateur et à déclencher une alerte en cas de malaise. Les collégiens sont initiés à l'utilisation d'un simulateur de deux-roues.
Entre 2017 et 2020, cette action a attiré entre 100 et 130 habitants chaque année, et elle a permis de sensibiliser entre 230 et 250 élèves des classes de 3e des collèges Emile Zola de **Kingersheim** et Joliot Curie de **Wittenheim**.

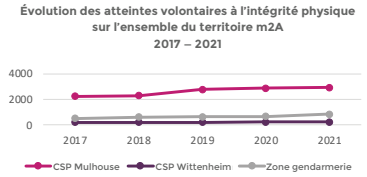
Journée prévention et sécurité à Kingersheim

• Enlèvement de tags et sensibilisation des jeunes au patrimoine

À **Wittenheim** comme dans d'autres communes, dès lors que l'apparition de tags est constatée sur les bâtiments publics, les services techniques interviennent systématiquement. Par ailleurs, afin d'associer les jeunes de la commune à la préservation du patrimoine, une action annuelle de réalisation de fresques est organisée par le service jeunesse de la mairie. Cette action a notamment donné lieu à la création de deux fresques au sein de la commune :

Deux fresques réalisées à Wittenheim

3-2. AMÉLIORER LA PRÉVENTION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, DES VIOLENCES INTRAFAMILIALES ET L'AIDE AUX VICTIMES



Hormis la zone de police de Wittenheim où les violences semblent contenues ou moins signalées, sur les deux autres zones de sécurité publique du territoire, les atteintes volontaires à l'intégrité physique sont en constante augmentation.
208 000 victimes de violences conjugales ont été recensées en 2021 par les services de police et de gendarmerie sur le territoire national. Des chiffres en hausse de 21 % par rapport à 2020[12].
Le nombre d'enregistrements de faits a pratiquement doublé depuis 2016, dans un contexte de libération de la parole et d'amélioration des conditions d'accueil des victimes par les services de police et de gendarmerie.
Face à l'augmentation du nombre de personnes victimes de violences intrafamiliales (dans le Haut-Rhin, augmentation de 84 % entre 2018 et 2021), plusieurs dispositifs et actions sont inscrits dans la politique de prévention et de sécurité des communes de m2A visant à lutter contre les violences faites aux femmes et intrafamiliales.

• L'aide aux victimes d'infractions pénales : le Dispositif d'Accompagnement d'Aide aux Victimes (DAVA) d'APPUIS, priorité de Mulhouse Alsace Agglomération

L'aide aux victimes d'infractions pénales est une priorité de Mulhouse Alsace Agglomération qui a la responsabilité, en sa qualité de collectivité territoriale, de mener une politique de lutte contre la délinquance et de prévoir des mesures de prévention. L'association APPUIS exerce une activité d'aide aux victimes sur le territoire de compétence du tribunal judiciaire de Mulhouse. Le dispositif d'accompagnement d'aide aux victimes est issu de la fusion en 2018 d'Accord 68[13] et de l'association APPUIS. Aussi, il participe au réseau partenarial de lutte contre les violences faites aux femmes du Haut-Rhin ainsi qu'à toutes les instances liées à son activité.

12. Données du service statistique du ministère de l'Intérieur au 15/12/2022.
13. Accord 68 né en 1985 a apporté avec elle son expertise en termes d'aide aux victimes et d'accompagnement d'auteurs d'infractions pénales.

Depuis plusieurs années, Mulhouse Alsace Agglomération souhaite rendre lisibles sur son territoire les actions d'aide aux victimes qu'elle soutient. À cette fin, l'association APPUIS s'engage à apporter une aide et un accompagnement aux victimes d'infractions pénales, à lutter contre la perception d'une insécurité et d'un sentiment d'impunité qui pourraient être ressentis par les victimes et leurs proches sur le territoire de m2A.
Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour ses habitants, m2A en facilite la réalisation en allouant des moyens financiers (qui s'élèvent pour 2021 à l'équivalent de 13 % du budget alloué au pôle d'Aide aux victimes de l'association) à l'association APPUIS et ce depuis plusieurs années.
Cette subvention annuelle versée à l'association et matérialisée à travers une convention annuelle, est accordée par m2A pour les actions suivantes :

- entretiens d'aide aux victimes d'infractions pénales, sur rendez-vous, à la Maison de la Justice et du Droit (MJD) de Mulhouse ;
- soutien psychologique pour les victimes les plus traumatisées ;
- service de médiation pénale ;
- bureau d'aide aux victimes au tribunal judiciaire de Mulhouse ;
- Dispositif Téléphone Grave Danger pour les victimes de violences conjugales du ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse ;
- participation, aux côtés de la Ville de Mulhouse, au financement des postes d'intervenantes sociales (1,5 ETP au 31/12/2021) au commissariat (ISC) central de Mulhouse et à celui de Bourtzwiller dont les missions s'adressent à l'ensemble des habitants de la circonscription de sécurité publique comprenant **Mulhouse, Pfastatt, Brunstatt-Didenheim et Riedisheim**. En 2021, 549 personnes ont été accueillies dans le cadre de ce dispositif dont 480 femmes victimes de violences.

La convention est conclue sur l'ensemble du territoire de m2A à savoir les 39 communes qui composent l'agglomération. En cas de sollicitations d'habitants résidants dans l'une des cinq communes du ressort du tribunal judiciaire de Colmar, ceux-ci sont réorientés vers l'association ESPOIR compétente sur le ressort du tribunal judiciaire de Colmar.

• Le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)

Le CIDFF du Haut-Rhin a fêté ses 40 ans en 2022 et emploie 27 professionnels formés (juristes, psychologues, travailleuses sociales, formatrices et conseillères linguistiques, conseillères emploi, agents d'accueil et médiatrice sociale). 3 974 personnes ont pu être accompagnées en 2021, dont plus de 75 % domiciliés dans l'agglomération de Mulhouse. Les locaux de l'association se situent à Mulhouse.
La principale mission du CIDFF est d'informer les femmes et les familles sur leurs droits dans une approche globale, de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes.
Les chiffres clés pour l'année 2021 montrent une augmentation conséquente de l'activité dans presque toutes les actions du centre au regard de l'année 2019. L'information juridique reste en tête avec 1 594 entretiens tous sites confondus (+6 %). L'accueil de jour départemental pour les femmes victimes de violences a accompagné 614 personnes (+38 %) en lien avec les différents lieux d'hébergement. Depuis cinq ans, les formations sur les violences ont concerné 1350 professionnels.
L'Intervention Sociale en Gendarmerie (ISG) passe de 149 personnes accompagnées en 2020 à 407 en 2021 soit, une augmentation de 173 %.

33 communes de Mulhouse Alsace Agglomération sont potentiellement concernées par l'intervention sociale en gendarmerie, c'est la raison pour laquelle l'agglomération poursuivra son engagement dans la lutte contre les violences intrafamiliales et concrétisera dans son prochain plan d'action, son soutien dans le développement et la pérennisation des postes d'intervenantes sociales en gendarmerie.

• L'engagement de la Ville de Mulhouse dans la lutte contre la prostitution, les violences faites aux femmes et la prévention du michetonnage[14]

Depuis plusieurs années, la Ville de Mulhouse est engagée en matière de lutte contre la prostitution et plus largement de lutte contre les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales.
L'Observatoire des Violences Intrafamiliales et Faites aux Femmes (OVIFF) a été créé en 2011. Piloté par la Ville de Mulhouse, il a trois missions socles :

- réunir l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs afin de créer de l'interconnaissance entre eux et de tisser du lien ;
- mettre en œuvre des actions de sensibilisation auprès du grand public
- et former les professionnels de la collectivité au repérage des victimes de violences intrafamiliales et à leur orientation.

En outre, l'Observatoire porte une attention spécifique à la prostitution sujet récurrent en matière de tranquillité publique. Depuis 2013, la Ville a mis en œuvre une campagne d'affichage dans les abribus à destination des clients des prostituées. Ainsi, en 2017, la Ville a signé une convention mettant en place un stage à destination des clients de prestations sexuelles. Cette action est permise aussi par le repérage des clients et des prostituées réalisé par la Police municipale de la Ville de Mulhouse, dont l'ensemble des agents a été formé dès 2015 – 2016 à la thématique prostitutionnelle.

Face au constat que le michetonnage prenait de l'ampleur à Mulhouse, la Ville a pris l'initiative de mettre en œuvre une action de prévention juvénile spécifique avec ses partenaires (Mouvement du Nid 68, Parquet, responsables de foyers éducatifs du territoire) à travers un film d'animation et de sensibilisation. À destination des jeunes, ce film d'une petite minute a été principalement diffusé sur les réseaux sociaux et dans des lieux ciblés (universités, centre socioculturels, cinémas, lycées, etc.). Le vocabulaire employé a été conçu spécifiquement pour les jeunes, à l'issue des rencontres avec des jeunes filles qui s'étaient trouvées en situation de prostitution. La Ville de Mulhouse a financé cette action dans son intégralité, grâce au budget spécifique alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes. Cette action innovante a valu à la Ville de Mulhouse le Prix Prévention de la délinquance 2019 du forum français pour la sécurité urbaine pour son action de lutte contre la prostitution juvénile.

Depuis la création du film d'animation, les partenaires institutionnels (Parquet, Collectivité européenne d'Alsace, Éducation nationale, Police nationale, foyers de jeunes, service en charge de la lutte contre les violences intrafamiliales de la Ville de Mulhouse) et associatifs (Aide aux victimes, Mouvement du Nid) se réunissent régulièrement au sein d'un groupe de travail dédié à la prévention et à la lutte contre la prostitution juvénile.

14. Article L 2212-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

En outre, chaque année, l'OVIFF met en œuvre des actions spécifiques lors de la journée internationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

• La Maison de protection des familles de Mulhouse

Engagée dans la lutte contre les violences intrafamiliales et face à la hausse des violences dans la sphère privée, la compagnie de gendarmerie départementale de Mulhouse, a inauguré un nouveau dispositif : la Maison de Protection des Familles (MPF). Elle a ouvert officiellement ses portes le jeudi 29 septembre 2022. Issue du Grenelle contre les violences conjugales de 2019, déjà déployée dans d'autres groupements de gendarmerie du territoire national (une quarantaine de maisons de protection des familles fonctionnent déjà en France), cette structure a vocation à sensibiliser et protéger les personnes vulnérables par des actions de prévention de la délinquance et, des actions de prévention des addictions. Opérationnelle à Mulhouse depuis le 1er septembre 2022, la Maison de protection des familles de Mulhouse s'appuie sur cinq militaires en activité et quatre réservistes.
Ainsi, les gendarmes de la Maison de protection des familles ont ajouté à leur mission de prévention celle de l'écoute et de la prise en charge des victimes, mineures ou majeures.

• Un Tableau Accueil Confidentialité (TAC) pour faciliter le dépôt de plainte des victimes en commissariat

Depuis août 2021, chaque commissariat de police du Haut-Rhin a installé un Tableau d'Accueil Confidentialité (TAC), nouvel outil pour faciliter l'accueil des victimes d'infractions nécessitant une certaine discrétion. Il est spécialement destiné aux victimes de violences intrafamiliales, conjugales ou de violences sexuelles. Ainsi, ce dispositif silencieux permet de garantir à la victime des conditions de discrétion optimales et d'établir un traitement prioritaire et une prise en charge personnalisée. Dès l'accueil au commissariat, le choix de la couleur se fait par la victime de l'infraction (orange pour une infraction nécessitant une confidentialité renforcée ou bleu pour toute autre infraction) et il permet de l'orienter visuellement vers une prise en charge adaptée.

3-3. LUTTER CONTRE LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ET LES INCIVILITÉS

• Le Rappel À l'Ordre (RAO) : outil et levier de prévention de la délinquance à disposition des maires

Créé par l'article 11 de la loi du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance[15], le rappel à l'ordre est un outil dont dispose le maire pour limiter les troubles au sein de sa commune en s'adressant directement aux auteurs de faits portant atteinte au bon ordre et à la tranquillité publique.

Ainsi, il lui permet d'apporter une réponse institutionnelle, simple et rapide, aux administrés qui ne respectent pas l'ordre et la tranquillité publics (ex : manquements à l'obligation scolaire, conflits de voisinage, présence de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives, incivilités, insultes et propos menaçants à l'encontre des agents de la collectivité…).

À noter que la mise en œuvre du rappel à l'ordre est totalement exclue s'agissant de faits susceptibles d'être qualifiés de crimes ou de délits, lorsqu'une plainte a été déposée ou lorsqu'une enquête judiciaire est en cours.
Il s'agit d'un moment solennel puisque cet entretien se déroule en mairie et en présence de l'élu et des acteurs représentant le service ou l'institution en lien avec les faits commis. Le rappel à l'ordre s'adresse aux personnes majeures et mineures. Dans cette seconde hypothèse, le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents ou de ses représentants légaux.

La mise en place de la procédure de rappel à l'ordre est relativement simple puisqu'elle nécessite uniquement la signature d'une convention entre le maire et le procureur de la république.

La procédure mobilise plusieurs partenaires : les parquets de Mulhouse et Colmar, la Police nationale, l'Éducation nationale, divers services m2A (famille et parentalité, action sociale, propreté urbaine, espaces verts, etc.), les services prévention et sécurité des communes et bien sûr, les élus.

Le rappel à l'ordre est un avertissement qui débouche sur des suites judiciaires en cas de récidive.

15. Article L 2212-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

LE RAPPEL À L'ORDRE À MULHOUSE : UN DISPOSITIF BIEN RODÉ DEPUIS 2015

La Ville de Mulhouse est pionnière en matière de rappel à l'ordre sur le territoire de m2A et déjà bien familiarisée avec cet outil qu'elle a développé depuis juillet 2015, au moyen d'une convention établie entre le maire de Mulhouse et le procureur de la République près du tribunal judiciaire de Mulhouse. Ainsi, il est convenu de la possibilité de recourir à cette procédure dans trois cas de figure :

- **Le non-respect de l'obligation de scolarité** à l'encontre des parents d'élèves d'écoles élémentaires ayant soustrait leur(s) enfant(s) au moins 10 jours francs avant les vacances d'été (départs anticipés), sans motif valable, ou dont les enfants n'étaient pas présents pour la reprise des cours en septembre (retours tardifs de vacances). Dans ce premier cas de figure, les rappels à l'ordre sont réalisés en lien avec la Direction Départementale des Services de l'Éducation Nationale (DSDEN) et plus particulièrement les inspecteurs de l'Éducation nationale des 3 circonscriptions de Mulhouse.
- Dans le cadre du **plan d'action contre les incivilités et de la lutte contre les incivilités au travail** pour tout comportement irrespectueux (agression verbale, insulte…) à l'encontre d'un agent de la collectivité dans l'exercice de ses fonctions. Le rappel à l'ordre dans ce cas de figure associe le chef de service de l'agent victime.
- La **lutte contre l'errance des mineurs de moins de 15 ans** livrés à eux-mêmes et susceptibles d'être entrainés à la commission d'actes répréhensibles sur l'espace public.
- Depuis 2020, un nouveau cas de figure peut être traité au moyen du rappel à l'ordre : celui des **incivilités à l'encontre d'agents verbalisateurs (agressions verbales) du réseau de transport en commun Soléa**. Ainsi deux situations ont été traitées en 2020, 1 cas en 2021.

LE RAPPEL À L'ORDRE À MULHOUSE EN QUELQUES CHIFFRES…

- **58** RAO visant à lutter contre l'errance des mineurs au total pour 2019, 2020 et 2021 ;
- **145 RAO** entre 2017 et 2021 pour non-respect de l'obligation de scolarité ;
- **17 RAO** entre 2018 et 2021 pour lutter contre les incivilités à l'encontre des agents de la Ville de Mulhouse/m2A.

La présentation du rappel à l'ordre et de la convention locale par les procureures de Colmar et Mulhouse lors des derniers conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance restreints de 2022 a incité d'autres communes de l'agglomération à s'emparer de cette procédure. Au 31 décembre 2022, huit communes de Mulhouse Alsace Agglomération ont d'ores et déjà conventionné avec les parquets (**Battenheim, Feldkirch, Bollwiller, Lutterbach, Kingersheim, Lutterbach, Mulhouse, Sausheim**) et trois autres conventions (**Chalampé, Wittelsheim, Wittenheim**) sont en cours de signature.

• Les stages de citoyenneté majeurs[16]

Le stage de citoyenneté consiste à rappeler les valeurs républicaines de tolérance et de respect de la dignité humaine sur lesquelles est fondée la société. De par la réflexion suscitée et la remise en question, le stage vise également à favoriser l'insertion sociale du mis en cause. Cette mesure peut être envisagée comme une peine, un aménagement de peine ou une mesure alternative aux poursuites à destination de personnes majeures, hommes ou femmes. Il s'adresse aux auteurs d'infractions telles les atteintes à l'autorité publique (outrages, rébellions), dégradations de biens publics, actes à caractère raciste, antisémite ou xénophobe, incivilités, violences, etc. Le contenu des stages est validé par les procureures du tribunal judiciaire de Mulhouse et de Colmar. Sur le ressort du tribunal judiciaire de Colmar, la conduite du stage est confiée à l'association ESPOIR et sur le ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse, à l'association APPUIS, de façon coordonnée et alternée avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), la police et la gendarmerie. Sauf dispense expresse du magistrat, le stage est aux frais du justiciable (excepté pour les mineurs). Organisés en sessions collectives (8 à 12 participants par session), continues ou discontinues, ces stages sont des lieux d'échanges et de débats qui visent à responsabiliser le participant dans son rôle de citoyen, prévenir le renouvellement des incivilités et des comportements délictueux et à favoriser l'insertion. Hors contraintes liées au contexte sanitaire, les stages sont planifiés sur 3 journées, avec différents intervenants (les pompiers, Soléa) et l'organisation de visites sur des sites particuliers (visite du Struthof). Ils se déroulent au sein de la Maison de la Justice et du Droit (MJD) de Mulhouse.

Si la crise sanitaire a obligé une réorganisation et une réduction du nombre de stagiaires par stage, pour autant le nombre de stages comme celui des stagiaires est en augmentation constante sur le ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse.

Pour la Ville de **Mulhouse**, en revanche, sur la période 2017 – 2019 (et donc avant la crise sanitaire), on observe à la fois une baisse du nombre de sessions et du nombre de stagiaires. Ainsi, 7 sessions ont été réalisées en 2019, contre 12 sessions en 2017. Mécaniquement, pour la même période, le nombre de participants a été réduit de moitié[17]. À noter que depuis 2020, la médiation de la Ville n'intervient plus durant les stages et par ailleurs, la formule du stage citoyenneté a été remodelée : les stages d'une journée (contravention) et de 3 jours (délits) ont été fusionnés avec un nouveau programme unique sur 2 journées. En conséquence, il n'existe plus qu'un seul stage quelle que soit l'infraction commise, avec un public réduit à 12 stagiaires. Néanmoins, si la durée du programme a été réduite, le contenu a également été modifié dans le sens d'une meilleure prise en compte des victimes et de la place de la femme dans la société. Par ailleurs, les thématiques de la laïcité et de la tolérance ont été rajoutées dans un format plus spécifique, afin de mieux travailler ces notions auprès des publics. Enfin, en termes de méthodologie, l'accent est porté sur la pédagogie et l'interactivité du stage, ce qui engendre des moments riches en échanges et la participation des stagiaires est globalement active et positive.

À noter, qu'en dehors des stages de citoyenneté, d'autres stages sont mis en œuvre par la justice avec des finalités différentes : lutter contre le harcèlement et les agressions sexuelles, stage de responsabilité parentale, prévenir et lutter contre les violences sexistes et au sein du couple, sensibiliser aux dangers de l'usage des produits stupéfiants, sensibiliser à la sécurité routière, lutter contre les dérives radicales.

16. Article 131-5-1 du code pénal
17. 2017 : 130 stagiaires ; 2018 : 71 stagiaires ; 2019 : 63 stagiaires.

QUELQUES CHIFFRES

Les stages de citoyenneté sur le ressort du TJ de Mulhouse

Une fréquence de session annuelle multipliée par plus de 6…
Entre 2019 et 2021, le nombre de stage de citoyenneté est passé de 4 sessions en 2019 à **26 sessions en 2021**.

Un nombre de stagiaires en constante augmentation…
247 stagiaires en 2021 contre **49** en 2019
8 à 12 participants par session.

Une majorité de stagiaires hommes…
En 2021, **77%** des stagiaires étaient des hommes, **33%** des femmes.

• Mulhouse Alsace Agglomération mobilisée pour la prévention de la récidive des majeurs : l'accueil de personnes majeures condamnées à des Travaux d'Intérêt Général (TIG)

En prononçant un travail d'intérêt général en peine principale ou complémentaire, le tribunal apporte une réponse à l'infraction commise, substituant aux courtes peines d'emprisonnement une sanction individualisée, resocialisante et efficace pour lutter contre la récidive. C'est la seule peine qui implique directement la société civile.
Cette peine peut être proposée à l'auteur de certaines infractions (contravention, délit) et plusieurs structures peuvent accueillir des personnes condamnées à un travail d'intérêt général dont les collectivités territoriales.

La personne condamnée à un travail d'intérêt général effectue un travail sans rémunération, dans l'intérêt collectif. Elle répare ainsi le tort commis à la communauté et restaure le lien de confiance. Le travail d'intérêt général est la seule peine pour laquelle la personne condamnée doit donner son accord.

Le référent du service pénitentiaire d'insertion et de probation évalue la personnalité et les compétences de la personne condamnée afin de déterminer le(s) poste(s) de travail d'intérêt général le(s) mieux adapté(s). Tout type de mission peut être confiée à un poste en travail d'intérêt général : accueil, administratif, entretien, maintenance, manutention, espaces verts, restauration, service à la personne ou solidarité. Le service pénitentiaire d'insertion et de probation contacte ensuite la structure pour obtenir son accord à l'accueil de cette personne sur ce poste de travail d'intérêt général. La structure accueille la personne en travail d'intérêt général, lui propose une mission et l'intègre dans une équipe. Elle choisit un tuteur qui l'encadre et la forme si nécessaire. Elle assure le suivi des heures réalisées et tient informé l'interlocuteur du service pénitentiaire d'insertion et de probation.

Pour répondre à la problématique de la surpopulation carcérale et à la nécessité de développer des peines qui favorisent l'insertion des personnes condamnées et la prévention de la récidive, le ministère de la Justice a créé en décembre 2018 l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (ATIGIP). Depuis cette création, le service pénitentiaire d'insertion et de probation du Haut-Rhin est doté d'une référente territoriale compétente sur l'ensemble du département, dédiée à temps plein au travail d'intérêt général.

Mulhouse Alsace Agglomération, les communes adhérentes et le service pénitentiaire d'insertion et de probation du Haut-Rhin ont engagé depuis plusieurs années un partenariat visant à améliorer l'accueil de personnes majeures condamnées à effectuer un travail d'intérêt général. Chaque collectivité territoriale a inscrit à minima l'accueil d'un poste de travail d'intérêt général. Parmi toutes celles qui sont habilitées, certaines n'ont pas été sollicitées depuis plusieurs mois.

Ainsi, plusieurs services de Mulhouse Alsace Agglomération sont habilités à accueillir des personnes condamnées à un travail d'intérêt général : les bains municipaux Pierre et Marie Curie, la piscine de Bourtzwiller, le Palais des sports, le stade de l'Ill, le complexe sportif de l'Illberg et jusqu'à l'été 2022, m2A Habitat. La Ville de Mulhouse compte également plusieurs services habilités dont les bibliothèques Salvator, Grand rue et la Filature.

Dix-neuf communes de l'agglomération disposent d'une habilitation pour accueillir des personnes devant accomplir une mesure de travail d'intérêt général : **Baldersheim, Bollwiller, Brunstatt-Didenheim, Dietwiller, Flaxlanden, Habsheim, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Ottmarsheim, Pfastatt, Pulversheim, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim et Wittelsheim**. Entre 2017 et 2021, la moitié de ces communes ont accueilli des personnes effectuant une mesure de travail d'intérêt général. Les communes de **Mulhouse** et **Rixheim** sont particulièrement impliquées.

Enfin le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de l'agglomération mulhousienne est également partie prenante de ce dispositif et il est particulièrement réactif. De plus, il propose des accueils de week-end. Ainsi, entre 2017 et 2021 (hors année 2020 marquée par la crise sanitaire) en moyenne, 82 TIG (toutes communes confondues) ont été réalisés par an au sein du SIVOM.

La méconnaissance de ce dispositif par les élus est un frein à son développement sur l'ensemble de l'agglomération, or le rôle des communes est important et nécessaire. Si une marge de progression existe dans l'accueil des personnes soumises à un travail d'intérêt général, notamment celui des mineurs et la dynamisation du réseau, les statistiques du service pénitentiaire d'insertion et de probation démontrent que Mulhouse Alsace Agglomération est un partenaire important de la Justice en matière de places d'accueil et de variété des postes proposés.

LE TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL SUR m2A ENTRE 2017 ET 2021 QUELQUES CHIFFRES...

- **19** communes habilitées
- **10** services m2A mobilisés
- **622** condamnés accueillis par les services et les communes de m2A

• Présence des Agents de Tranquillité Publique (ATP) dans les quartiers mulhousiens et à la sortie du collège Emile Zola de Kingersheim

Ce dispositif mis en place dans les communes de **Mulhouse** et de **Kingersheim** vise à lutter contre les incivilités et les dégradations, identifier les jeunes à l'origine des nuisances, créer du lien avec eux, mener des actions de sensibilisation en leur direction.

Créée en juillet 2013, l'unité de tranquillité publique de la Ville de Mulhouse est un dispositif qui s'inscrit entre les médiateurs et la police, dont elle vient compléter l'action et assurer une continuité du service, en soirée.

En 2017, 9 agents supplémentaires ont été engagés dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action contre les incivilités pour sensibiliser les riverains aux bons comportements à adopter et, à compter de 2018, pour verbaliser les infractions portant atteinte au cadre de vie des Mulhousiens (jet de déchets, miction sur la voie publique, etc.)

ENTRE 2017 ET 2021

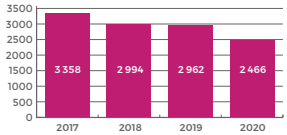
- **92** situations traitées par an en moyenne par les agents de tranquillité publique de Mulhouse

Les agents sont missionnés sur des rues montrant des atteintes à la tranquillité publique, après signalements des équipes de terrain (Police municipale, médiation, services de la ville) et/ou des appels des habitants en direction des coordinations territoriales, de la Police municipale et de la médiation. Ils interviennent en soirée, de 19h à 22h30 en hiver, de 19h à 00h30 en été.

La force de l'intervention des agents de tranquillité publique repose sur 3 points :

- **une action coordonnée** avec celle des services de police (pour le traitement de la délinquance) sans pour autant être visible, du bailleur (pour les réparations, améliorations du bâti et le lien avec les locataires) et des services socio-éducatifs (pour le traitement des situations individuelles) ;
- **une action qui s'inscrit dans la durée :** il ne s'agit pas d'un service d'urgence. Il faut passer par une identification de la problématique en amont de la saisine des agents de tranquillité publique, puis par un diagnostic de leur part, et enfin par des passages réguliers mais pas forcément systématiques (ils doivent rester en phase avec la réalité du terrain) ;
- **une relation de confiance** avec le public de sorte à permettre la poursuite du dialogue et du recueil d'information.

Nombre d'interventions réalisées par les agents de tranquillité publique à Mulhouse • 2017 – 2020



Les riverains et les bailleurs déclarent auprès de l'unité des agents de tranquillité publique être satisfaits de l'impact de leurs interventions.
Depuis 2017, les agents de tranquillité publique ont constaté un durcissement des problématiques rencontrées en lien avec le contexte de certains secteurs, et notamment ceux qui s'inscrivent dans une démarche de renouvellement urbain : Drouot/une partie des Coteaux. Ainsi, ils notent une complexification de la délinquance : le trafic de stupéfiants devient plus organisé impliquant davantage de drogues dures, les plus jeunes sont très régulièrement manipulés et font l'objet de pressions importantes de la part des plus âgés. Ils remarquent une défiance grandissante envers les institutions notamment favorisée par les médias (focus fait sur les violences policières, immédiateté de l'information diffusée sur les réseaux sociaux, phénomène de mode des jeunes qui attaquent les forces de l'ordre pour tourner des clips de rap, etc.).
Le fait d'intervenir à l'extérieur des immeubles mais aussi à l'intérieur de ceux-ci permet d'avoir une meilleure maîtrise des problématiques tout au long de l'année (quelle que soit la météo et/ou le lieu de regroupement des individus), même s'il reste difficile de mener des actions sur un domaine privé (c'est la raison pour laquelle l'action est presque exclusivement limitée au patrimoine des bailleurs sociaux).

À **Kingersheim**, la présence quotidienne l'après-midi de 4 agents de tranquillité publique à la sortie des classes du collège Emile Zola pour dialoguer avec les élèves avait été mise en œuvre suite à la découverte d'un certain nombre de dégradations de biens enregistrées aux abords du collège, situé en bordure du parc des Gravières. De plus, des tensions et des rixes entre collégiens avaient été signalées à de nombreuses reprises à la sortie de l'établissement. L'intervention des agents de tranquillité publique aux abords du collège a démontré son efficacité : ainsi entre 2017 et 2020, les situations conflictuelles (essentiellement les faits d'incivilités et bagarres entre collégiens) ont progressivement diminué. En effet, estimées à 9 en 2017, on n'en recensait que 3 en 2018, 4 en 2019 et aucune en 2020. L'absence de situations conflictuelles en 2020 est à nuancer du fait de la crise sanitaire et du confinement qui ont limité les interactions entre les collégiens.
Néanmoins même avant le confinement, une diminution des tensions était observée. De même, plus aucune dégradation, notamment des tags sur les infrastructures de la ville et aux abords du collège, n'a été constatée depuis 2019.

La mise en œuvre de ce dispositif a évolué puisque les quatre agents de tranquillité publique qui avaient été recrutés dans le cadre de contrats aidés ont vu leur statut se pérenniser. Trois d'entre eux ont désormais le statut d'Agent de Surveillance de la Voie Publique (ASVP). Ils viennent ainsi renforcer l'équipe des 5 agents de la Police municipale de Kingersheim. L'action perdure en 2022 et l'intervention des ASVP est privilégiée aux abords des écoles élémentaires et du collège Emile Zola, à l'entrée et à la sortie en classe des élèves.
Le travail de prévention auprès des jeunes doit être mené en partenariat avec l'Éducation nationale, la protection judiciaire de la jeunesse et le parquet.

• Le développement de la vidéoprotection urbaine : un outil de sécurité complémentaire et partenarial

La vidéoprotection consiste à placer des caméras dans un lieu public ou privé pour prévenir de tout acte de malveillance (vol, agression, dégradation, destruction, intrusion, violences, etc.). Le dispositif de vidéoprotection produit des images qui sont transmises en vue d'une exploitation en temps réel sur un écran ainsi que leur enregistrement, aussi appelé « stockage ». Le moyen de stockage permet une exploitation des images en différé.

Inscrite dans un plan de sécurité global et combinée à d'autres dispositifs, la vidéoprotection constitue un outil parfois pertinent pour la sécurité des concitoyens.
Ainsi, afin de lutter contre la délinquance et les incivilités enregistrées sur la voie publique, plusieurs communes de l'agglomération mulhousienne parmi lesquelles, **Lutterbach, Kingersheim, Wittenheim et Mulhouse** ont eu les capacités financières de développer la vidéoprotection sur leur territoire.

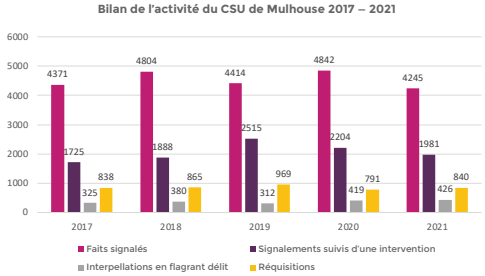
LE CSU DE MULHOUSE EN QUELQUES CHIFFRES EN 2021...

- **4 245** faits signalés par les opérateurs dont 1981 suivis d'une intervention
- **426** interpellations en flagrant délit
- **840** réquisitions pour extraction d'images

La Ville de **Mulhouse** dispose du plus important réseau de vidéoprotection urbaine du département du Haut-Rhin. C'est également le seul réseau de Mulhouse Alsace Agglomération à faire l'objet d'un pilotage des caméras en temps réel, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 par 16 opérateurs du Centre de Supervision Urbain (CSU). Les dispositifs de vidéoprotection installés dans les autres communes de l'agglomération permettent une exploitation des images en différé.

Le démarrage officiel du centre de supervision urbain de Mulhouse date du 1er avril 2004. À l'époque il était équipé de 20 caméras commandées par 10 opérateurs. Depuis, le système de vidéoprotection de la Ville de Mulhouse n'a cessé de se développer et l'acquisition de 50 caméras supplémentaires est programmée entre 2023 et 2026. En 2022, le réseau compte 263 caméras permettant un maillage serré de la surveillance en ville, en grande majorité des caméras fixes, mais également une dizaine de caméras mobiles pour évaluer la nécessité de leur implantation définitive sur certains secteurs jusque-là peu exposés aux phénomènes de délinquance.
En 2018, la vidéoprotection a été intégrée dans le tunnel routier de la voie Sud.
Depuis le 13 juin 2019, la Ville de Mulhouse a signé une convention permettant de raccorder les 54 caméras installées dans les stations Soléa au maillage de la vidéoprotection de la ville.
Le centre de supervision urbain dispose aussi d'une extension à la gare SNCF de Mulhouse.
À compter de décembre 2022, les images des caméras situées dans les halls de la gare, le couloir central et les deux passerelles seront désormais transmises vers le centre d'information et de commandement de la direction départementale de la sécurité publique basée à Mulhouse via le centre de supervision urbain par l'interconnexion de leur système respectif.

Le centre de supervision urbain joue ainsi un rôle d'appui lors des interventions de sécurité, dans le cadre des enquêtes judiciaires (réquisitions) ou pendant l'encadrement d'événements attirant beaucoup de population.



Par ailleurs, la vidéo verbalisation d'infractions au code de la route a été mise en œuvre sur Mulhouse à compter de 2017. Son but principal est de lutter contre le stationnement anarchique. Mais la verbalisation de certaines autres infractions aux règles de la circulation est également possible. Les principales infractions sanctionnées sont les suivantes : l'arrêt ou le stationnement en double file ; l'arrêt ou le stationnement sur les trottoirs ; l'arrêt ou le stationnement dangereux.
Les agents verbalisateurs utilisant la vidéo-verbalisation sont des agents assermentés de la Police municipale opérant depuis le centre de supervision urbain.

La commune de **Wittenheim** dispose actuellement de 31 caméras installées sur l'ensemble de la commune.

À **Kingersheim**, la vidéoprotection a été mise en place entre 1995 et 2014 mais elle a atteint ses limites compte tenu de l'obsolescence des appareils. Ainsi, sur 45 caméras installées, 21 sont réellement opérationnelles et seules 13 sont utilisées à des fins de prévention des atteintes à la sécurité des biens et des personnes. En effet, la vidéoprotection initiale était essentiellement centrée sur les accès aux bâtiments publics.
Un programme de renouvellement mis en œuvre sur trois années, prévoit sur le plan technologique la mise en place d'un nouveau système d'exploitation, avec l'installation de nouvelles caméras et la reprise de celles encore fonctionnelles, et un déploiement géographique repensé à l'aune des conjonctures nouvelles. Ce plan de renouvellement sera intégré dans le nouveau plan d'action de la stratégie.

À **Lutterbach**, le système de vidéoprotection est équipé d'environ 50 caméras, dont 18 adaptées à la lecture de plaques d'immatriculation. La commune coopère via cet outil avec la Gendarmerie et la Police municipale. Ce matériel peut les aider à avancer dans leurs enquêtes. Néanmoins, il y a des limites à cet outil : on peut très vite être dans l'illégalité s'il n'y a pas de réquisitions. Quand il n'est pas possible de verbaliser, le rappel à l'ordre, la convocation des propriétaires de véhicules, s'avèrent être des solutions citoyennes et pédagogiques efficaces.

Le dispositif de vidéoprotection a un coût et pour cette raison, il n'est pas accessible financièrement à toutes les communes de l'agglomération. Par ailleurs, il nécessite que les agents pouvant extraire ou regarder les images soient habilités.
Dans les communes qui ont pu la mettre en œuvre, la vidéoprotection a démontré son efficacité en matière de sécurité publique, par ses multiples fonctions (identification des auteurs, aide aux enquêtes, verbalisation, etc.) mais aussi sa dimension partenariale. En effet, la vidéoprotection est un outil de coopération et de soutien aux services d'enquêtes judiciaires et aux services de sécurité. Les communes disposant de cet équipement ont fait l'objet de nombreuses réquisitions d'images de la part de Police nationale et de la Gendarmerie nationale, permettant ainsi aux services d'avancer dans leurs investigations.

• La lutte contre les cortèges de mariage

Face à la multiplication des incidents générés (blocage de la circulation, mise en danger des usagers de la route, comportements provocateurs, etc.) par certains cortèges de mariages dans plusieurs communes de m2A issues de la première couronne, certaines d'entre elles, dont **Mulhouse** et **Wittenheim** ont mis en œuvre des dispositifs visant à réduire les incivilités et prévenir les infractions à la circulation et à la sécurité routière. Ces dispositifs associent les services civils de la mairie, la Police nationale et les services prévention et sécurité des communes.

Ainsi, la Ville de Mulhouse lutte contre ce phénomène depuis 2008 et applique un arrêté[18], toujours en vigueur qui dispose notamment de la non-célébration des mariages les samedis après-midi. Outre cette restriction, au moment où les futurs mariés se présentent au service de l'état civil pour procéder aux formalités administratives de l'union civile, ils sont invités à renseigner un formulaire dont les items (ex : famille déjà connue pour des faits de délinquance, nombre de voitures composant le cortège, circuit du cortège, etc.) visent à évaluer et prévenir l'apparition de potentiels débordements. Les futurs mariés sont également sensibilisés aux règles essentielles de sécurité, de civilité et de tranquillité publique à observer par eux et leurs invités durant le cortège. Ces règles sont contenues dans une charte de bonne conduite. Ces éléments sont ensuite transmis à la Police nationale qui, le cas échéant, prévoit un dispositif adapté à la célébration.

La commune de **Wittenheim** autorise les mariages le samedi après-midi mais elle a mis en place un dispositif similaire de recueil des informations, d'évaluation et de transmission au commissariat de Wittenheim.
Si des cortèges de mariage dangereux subsistent, néanmoins, il apparait que l'évaluation puis la coordination avec les forces de sécurité intérieure permet de limiter les débordements.

• Les dispositifs de prévention et de sécurité visant à lutter contre les troubles à l'ordre public au moment des fêtes de fin d'année

La période des fêtes de fin d'année, et notamment la soirée de la Saint-Sylvestre est toujours une période sensible au cours de laquelle, les violences urbaines, dégradations et détériorations des biens publics et privés, incendies de véhicules et d'objets, troubles à l'ordre public sont en forte recrudescence par rapport au reste de l'année. C'est la raison pour laquelle plusieurs communes de Mulhouse Alsace Agglomération telles **Kingersheim,**

18. Arrêté n° 2008/767 portant règlement du déroulement de la cérémonie civile du mariage

Wittenheim, Illzach et la Ville de **Mulhouse**, mobilisent l'ensemble de leurs partenaires afin de mettre en œuvre des mesures de prévention permettant de limiter ou réduire les débordements liés au passage à la nouvelle année.
Organisées sous différents formats selon l'objectif visé et le territoire concerné, les différentes actions à mettre en œuvre sont coordonnées à l'occasion de Groupes de Partenariat Opérationnel (GPO) spécifiques qui réunissent en amont de la période, les bailleurs sociaux, les commerçants, les transporteurs, les pompiers, la Brigade Verte, la Police nationale et municipale, le service prévention et sécurité de la ville, les coordinations territoriales de sécurité, etc.

Ainsi, constatant la forte implication des mineurs et jeunes majeurs en qualité d'auteurs de ces débordements, la Ville de **Mulhouse** a choisi d'associer ce public issu des quartiers prioritaires de la politique de la ville à cette action de prévention et de sécurité baptisée « Ensemble vers le nouvel an ». La direction prévention et sécurité mène en ce sens des actions de sensibilisation sur les bons comportements à adopter vis-à-vis des professionnels de la prévention et de la sécurité lors de la soirée du 31 décembre, actions qui visent aussi à créer du lien entre les jeunes et les policiers. Ces actions ont été organisées sur trois jours, juste avant les festivités sous forme d'ateliers sportifs et de prévention. De 2017 à 2020, 335 jeunes mulhousiens âgés de 11 à 17 ans ont participé à l'action. Jusqu'en 2019, cette action était organisée au Centre Sportif Régional d'Alsace (CSRA) sur 2-3 jours (selon les années), entre le 29 et le 31/12. En 2020 et 2021, les animations sportives et les ateliers prévention ont été remplacés par un « *escape game – sécurité routière et addictions* », co-organisé avec l'association G-Addiction au Carré des associations à Mulhouse. L'objectif était de sensibiliser par de nouveaux moyens (rôle d'enquêteurs pour les jeunes sur un accident de la route) et de réinventer les manières d'apprendre les bons comportements.
Par ailleurs, la direction prévention et sécurité coordonne, en lien avec le service politique de la ville et le pôle départemental politique de la ville de la sous-préfecture de Mulhouse, le soutien à la mise en œuvre d'actions de prévention et d'animation dans les quartiers mulhousiens lors de la Saint-Sylvestre par les structures associatives avec l'impulsion des centres sociaux.
Ces actions financées par la Ville et l'État répondent à un cahier des charges fixant les objectifs suivants :

- proposer des animations aux habitants des quartiers et plus particulièrement au jeune public (mineurs et jeunes majeurs) ;
- contribuer à prévenir les actes de délinquance ou d'incivilités par une présence marquée sur le terrain et une implication des acteurs de quartiers.

L'expérience a montré au cours des dernières années que ces actions avaient permis de contribuer à la baisse du nombre de faits de délinquance enregistrés sur la commune.

À **Wittenheim** et **Kingersheim**, sous le pilotage du commissariat de Wittenheim et en lien avec les services prévention et sécurité des deux communes, diverses actions très concrètes concertées par l'ensemble des partenaires réunis lors des groupes de partenariat opérationnel visent à réduire l'impact des débordements en prenant des mesures permettant de démunir et/ou déconcerter les auteurs d'infractions. Le dispositif tel que présenté aux bailleurs est en place depuis le 31 décembre 2011 à Wittenheim et il évolue chaque année avec la participation de différents partenaires et des nouvelles actions mises en place sur le territoire communal. Parmi les mesures phares, celles d'identifier et signaler les véhicules ventouses pour prévoir leur gestion par les services publics, nettoyer les abords des bâtiments et supprimer les dépôts sauvages, assurer la coordination entre les personnels d'astreinte des différents services, sensibiliser l'ensemble des partenaires.

La nuit de la Saint-Sylvestre 2018/2019 a été très impactée en matière de violences urbaines, feux de véhicules, attroupements hostiles, caillassages à Wittenheim contrairement à l'année 2020/2021, marquée par la crise sanitaire et le confinement.
La nuit de la Saint-Sylvestre de 2021/2022, s'est également déroulée sans aucun incident, en l'occurrence, sans incendies et sans violences urbaines. Néanmoins, depuis la mi-octobre 2022, un regain des violences et une forte augmentation des incidents par rapport à 2021 sur la même période sont constatés sur Wittenheim ce qui invite les partenaires à redoubler de vigilance dans l'anticipation des mesures à mettre en œuvre pour le passage à la nouvelle année 2023.

• Les personnes âgées : prévention de la délinquance à l'attention des séniors

Les séniors constituent une frange de la population souvent victime de faits de malveillance (vols par ruse, escroqueries) et d'autres actes de délinquance. Face à ce constat, plusieurs communes de Mulhouse Alsace Agglomération, à l'instar de Pfastatt ou Mulhouse ont mis en œuvre des réunions de sensibilisation pour prévenir ces publics des risques malveillants.

À **Mulhouse**, cinq actions ont été réalisées au sein de centres sociaux entre 2017 et 2019. Ces actions font intervenir plusieurs professionnels (STSPD et projets, Police municipale de Mulhouse, Police nationale, médiation et tranquillité publique, coordination territoriale prévention et sécurité, service Allo-proximité, association APPUIS etc.), et visent à sensibiliser les seniors sur les infractions dont ils peuvent être victimes (atteintes à l'intégrité physique, risques d'escroqueries liés à des démarchages à domicile, cambriolages, etc.), leur donner des conseils pratiques pour se prémunir contre ces infractions et leur expliquer l'importance d'un dépôt de plainte en cas de nécessité. En outre, les missions des différents services sont expliquées et des réponses sont apportées par les professionnels aux questions pratiques posées par les participants. Au total, 155 personnes ont participé à cette action de sensibilisation, ce qui constitue une bonne affluence pour ce type de projets sachant, en outre, que le public senior n'est pas toujours facilement mobilisable.

À **Pfastatt**, sur la période 2017 – 2021, une réunion d'information intitulée « *seniors, pour votre sécurité, ayez les bons réflexes* » concernait aussi bien les bons gestes pour se protéger des cambriolages, des vols de téléphone portable, sac à main, carte bancaire lors des retraits aux distributeurs de billets, que des recommandations aux piétons et aux automobilistes. Un rappel des gestes simples et des bons comportements à adopter à destination du public vulnérable que sont les personnes âgées. Près de 80 personnes ont assisté à cette intervention. L'intervention dont la communication est assurée par l'amicale de l'Age d'Or (association du troisième âge), est animée par deux personnels de la Police municipale.

Réunion « Séniors pour votre sécurité ayez les bons réflexes » – Pfastatt

• La gestion des véhicules ventouses

À **Wittenheim**, en partenariat avec la Police nationale et la Brigade Verte, chaque année plusieurs véhicules sont marqués et mis en fourrières. Le nombre de mises en fourrières est très variable suivant les années : de 5 à 25 véhicules. Les mises en fourrières sont systématiquement refacturées aux propriétaires par la Ville.
La Ville de **Mulhouse** mène également un gros travail en collaboration avec la Police nationale pour enlever les véhicules ventouses. Ainsi, en 2021, le service fourrières et immobilisations de la Police municipale a géré 1 272 opérations de fourrières (stationnements gênants) parmi lesquels 305 stationnements abusifs (véhicules abandonnés).

• La création de la justice de proximité : lutter contre la petite délinquance et les incivilités au quotidien

Mise en œuvre par une circulaire du Garde des Sceaux en date du 15 décembre 2020[19], la justice de proximité vise à ce que la petite délinquance, qui dégrade les conditions de vie des habitants, soit traitée avec la même efficacité que la grande délinquance. Ainsi, 350 infractions[20] (contraventions de la 1re à la 4e classe ainsi que certains délits) ont été répertoriées comme pouvant être traitées par le biais de la justice de proximité. Elles couvrent diverses thématiques : nuisances sonores, atteintes à la tranquillité publique, injures, dégradations, infractions dans les transports publics, etc.

Pour l'ensemble de ces infractions qui nourrissent le sentiment d'insécurité des citoyens, le législateur permet désormais aux parquets d'apporter une réponse pénale rapide en privilégiant des mesures alternatives tels le travail non rémunéré, la mesure de réparation, l'indemnisation et en développant les mesures de médiations pénales, les conciliations de justice ou encore le rappel à l'ordre[21] par le maire.

19. Circulaire relative à la mise en œuvre de la justice de proximité
20. Référentiel des infractions en annexe
21. Détail sur le rappel à l'ordre page 46

Les moyens alloués par les tribunaux pour renforcer les liens avec les communes ont augmenté. Outre les chargés de mission spécifiquement dédiés à la justice de proximité, sur le ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse, 7 délégués du procureur interviennent dans ce cadre à Mulhouse et 5 œuvrent sur le ressort du tribunal judiciaire de Colmar. Leur mission est de mettre en œuvre, à la demande et sous le contrôle du parquet, les mesures alternatives aux poursuites pénales décidées par le parquet pour les infractions de faible gravité : rappel à la loi, médiation pénale, mesure de réparation, composition pénale.

L'efficacité de la justice de proximité est renforcée par le dialogue institutionnel qui doit être établi entre les maires et les parquets. À cet effet, les tribunaux de Colmar et Mulhouse ont mis en place une adresse électronique structurelle, point de contact direct avec les procureures dans le cadre de la justice de proximité et notamment de la procédure du rappel à l'ordre. Des protocoles de signalement et de suivi des dossiers, et formalisant les relations entre les élus municipaux et les parquets devraient voir le jour en 2023 afin de favoriser entre eux les échanges d'information et de permettre aux élus d'avoir un accès facilité aux procureures ou à leurs divers services.

3-4. PARTAGE DES OUTILS, IMPORTANCE DU PARTENARIAT ET PARTICIPATION CITOYENNE

La bonne collaboration entre les services de police, gendarmerie et la Brigade Verte est primordiale et il convient encore de la développer car les maires ont grand besoin de liens de proximité. Il est nécessaire qu'ils aient un bon niveau d'information de la part des forces de l'ordre afin d'intervenir au mieux sur leur ban communal.
De même, la collaboration entre la justice et les forces de l'ordre permet de contenir la délinquance sur le territoire. Le parquet est présent aux côtés des maires afin de leur donner des outils pour apporter une réponse aux incivilités rencontrées.

• Des applications mobiles pour renforcer la proximité entre le citoyen, les élus et les forces de sécurité

De plus, afin de renforcer et fluidifier la communication entre les élus, les institutions et les citoyens, plusieurs applications ont été développées sur les téléphones portables à l'image de *« Panneau pocket »*. Par cette application, les institutions et communes :
- informent en temps réel les citoyens des informations de prévention qui les concernent ;
- sensibilisent la population sur les comportements à adopter en cas de situation d'urgence ;
- transmettent des alertes cambriolages et les cas de risques majeurs.

Cette solution est gratuite pour les habitants, sans récolte de données personnelles et sans publicité. La compagnie de gendarmerie de Mulhouse communique avec la population au moyen de cet outil tout comme les communes de **Ruelisheim, Bollwiller, Pulversheim, Wittelsheim, Pfastatt, Steinbrunn-le-Bas, Hombourg et Reiningue**.

Afin de faciliter les démarches des citoyens avec les commissariats et les gendarmeries locales, le ministère de l'Intérieur a lancé le 7 mars 2022 l'application *« ma sécurité »*. On y trouve notamment des services de pré-plainte et de signalement en ligne, un accès aux

plateformes de démarches administratives en ligne, l'ensemble des numéros d'urgence, les actualités et notifications locales de sécurité, la possibilité d'échanger en direct avec un gendarme ou un policier, des conseils de sécurité et de prévention suivant les thématiques intéressant l'usager, une cartographie des points d'accueil, des commissariats et des brigades de gendarmerie à proximité, ainsi que leurs coordonnées et horaires d'ouverture.

Enfin, pour renforcer la proximité et l'accompagnement des maires en zone gendarmerie, l'application *« Gend'Elu »* lancée au niveau national en décembre 2021 mais pas encore déployée sur l'ensemble du territoire, regroupe différents outils, à l'image d'une encyclopédie. Outre la possibilité d'échanger en direct avec la brigade numérique, il y a aussi un annuaire avec toutes les informations importantes, des fiches réflexes qui guident l'élu dans son rôle et aussi de la documentation officielle qui présente différents dispositifs gendarmerie ou ministériels.

3-4-1. Les polices de complémentarité

• La Police municipale : 3e force de sécurité en France

Troisième force de sécurité en France, les Polices municipales se sont développées dans les années 1980, avec les lois de décentralisation et l'émergence des politiques locales de sécurité. Le phénomène s'explique aussi par le sentiment d'insécurité grandissant, les élus de nombreuses villes répondent donc aux attentes des citoyens en créant leur propre police.

15
communes membres de m2A disposent des services d'une Police municipale

La Police municipale représente, pour les habitants des villes et des villages, une police du quotidien qui leur paraît plus accessible. Elle est plus adaptée aux besoins particuliers de chaque commune. Elle agit sous l'autorité du maire et dispose à la fois de pouvoir de police administrative[22] mais aussi de police judiciaire[23]. Elle a pour mission la prévention et la surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques. Son travail est orienté sur des actions de proximité pour lutter contre les incivilités au quotidien. Ainsi, malgré le coût de fonctionnement d'un tel service, la Police municipale est aujourd'hui en pleine expansion.

Au sein de Mulhouse Alsace Agglomération, 15 communes se sont dotées d'une police municipale en propre : **Brunstatt-Didenheim, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Mulhouse, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim et Wittelsheim** ou partagée avec d'autres communes : **Pfastatt/Lutterbach et Ottmarsheim/Ruelisheim/Battenheim**.
Parmi les missions confiées à la police municipale en matière de sécurité et de prévention de la délinquance, elle accompli notamment celles qui veillent à assurer :
- des patrouilles de jour comme de nuit, dans le cadre de la protection des personnes et des biens ;

22. Les missions de police administrative des policiers municipaux sont régies par l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales.
23. Les pouvoirs de police judiciaire attribués aux agents de la Police municipale sont prévus dans l'article L 511-1 al. 2 et suivants du Code de la sécurité intérieure.

- la sécurité aux abords des écoles, ainsi que des missions de police de la route, de surveillance du stationnement et des contrôles de vitesse et du bruit ;
- la sécurité lors des manifestations organisées dans la commune ;
- la prévention routière dans les écoles primaires ;
- la prévention de la délinquance en organisant des actions de sensibilisation ;
- le traitement des différends de voisinage ;
- et le service des objets trouvés.

Corollairement à la taille de la commune, la Police municipale de **Mulhouse** est le service de police municipale le plus important de l'agglomération. Alors que les autres polices municipales disposent en moyenne d'1 à 10 agents, la Police municipale de Mulhouse, service mixte, comptabilise 127 agents dont 75 policiers municipaux. 64 d'entre eux sont affectés à la voie publique. Le partenariat avec le commissariat de Mulhouse est fort, et la coopération exemplaire. Plusieurs dispositifs communs sont mis en œuvre : les contrôles des deux-roues, les dépistages d'alcoolémie, les contrôles Soléa, les contrôles de divers commerces et les opérations de prévention de l'errance des mineurs.

FOCUS SUR LA POLICE INTERCOMMUNALE DE LUTTERBACH-PFASTATT

À noter qu'en février 2019, les communes de **Lutterbach et Pfastatt** ont signé une convention de coordination concernant la Police municipale de Pfastatt permettant à la commune de Pfastatt de bénéficier non seulement de l'appui de la Gendarmerie mais aussi de renforts de la Police municipale de Lutterbach. Ce modèle présente l'avantage de mutualiser les moyens au service de la sécurité de tous. Il est à encourager et à développer.

Dans la continuité de cet exemple, depuis le 1er octobre 2022, la Police municipale de la commune d'**Ottmarsheim** forte de 3 agents, est devenue pluri-communale. Si son intervention reste prioritaire sur la commune d'Ottmarsheim, la police pluri-communale « Hardt Nord » intervient désormais quelques heures par semaine, sur les communes partenaires de **Battenheim** et **Ruelisheim** afin de délester la brigade de gendarmerie de Sausheim/Ottmarsheim des missions de sécurité routière et de prévention dans ce domaine (les incivilités, les problèmes de stationnement autour des écoles, les problèmes de voisinage, les excès de vitesse, le non-respect de la signalisation routière). Les gendarmes restent maîtres des enquêtes judiciaires. La police pluri-communale gère également les fourrières.
Les policiers municipaux viennent ainsi en appui du travail des gendarmes et de la Brigade Verte qui interviennent sur ces communes.

• La Brigade Verte : outil de prévention et de pédagogie en matière d'incivilités, soutien précieux aux élus des communes de m2A

Initiée par le Sénateur Goetschy à la fin des années 1980, la Brigade Verte du Haut-Rhin s'est rapidement structurée pour devenir un outil efficace au service des collectivités locales. La loi d'amélioration de la décentralisation du 5 janvier 1988 a validé le principe des gardes champêtres intercommunaux, agents qui composent la Brigade Verte, dont l'entité juridique correspond au nom de syndicat mixte des gardes champêtres intercommunaux. La direction

de la Brigade Verte est basée à Soultz. Le syndicat s'est développé et il totalise à ce jour un effectif d'environ 80 gardes champêtres au service de 380 communes adhérentes sur l'ensemble du territoire de la Collectivité européenne d'Alsace.

La Brigade Verte est financée à 60 % par les communes et 40 % par la Collectivité européenne d'Alsace. La contribution des communes est calculée sur les critères de superficie, du nombre d'habitants et du potentiel financier. Ce sont les maires des communes adhérentes qui donnent les directives aux gardes champêtres en fonction des besoins de la commune. En retour, ces derniers rendent compte de leur intervention.

Les missions de la Brigade Verte tournent essentiellement autour de la notion de prévention, en collaboration avec les principales institutions (Police municipale et nationale, gendarmerie, pompiers, office national des Forêts…) et les collectivités territoriales. Face au constat d'une infraction c'est l'approche pédagogique qui est favorisée néanmoins, le garde champêtre dispose du pouvoir de verbaliser. Ainsi la Brigade Verte intervient dans les domaines de la surveillance des forêts et voiries, l'application des règlements de police et de circulation, la police de la chasse et de la pêche, la gestion des animaux, la pollution, les feux, les bruits, les nuisances diverses, la construction sans permis et les infractions au plan local d'urbanisme.

33 communes de m2A sont adhérentes et relèvent des brigades d'**Eschentzwiller, Hirtzfelden, Soultz, Vieux-Thann et Walheim**.

En période estivale, la Brigade Verte assure ponctuellement la surveillance du plan d'eau Reiningue, en soutien à la gendarmerie.

3-4-2. Les instances partenariales

• Les Groupes de Partenariat Opérationnel (GPO) et les réunions de sécurité

La Sécurité du Quotidien (SQ) est une philosophie d'action visant à la résolution concrète des problèmes de sécurité de la population et à l'élaboration de réponses sur mesure.
Cette méthode d'action a également pour objectif de :

- renforcer les relations entre les forces de sécurité et la population
- et mettre en place un travail partenarial et transversal dans une logique de résolution de problèmes.

Nouvelle méthode d'action qui place le citoyen au cœur de la définition des stratégies de sécurité et de tranquillité publique, les groupes de partenariat opérationnel (en zone police) ou les réunions de sécurité (en zone gendarmerie) s'inscrivent dans une démarche globale mobilisant l'ensemble des acteurs d'un territoire intervenant dans ce domaine.

Des groupes de partenariat opérationnel et des réunions de sécurité se tiennent dans plusieurs communes de Mulhouse Alsace Agglomération généralement à une fréquence mensuelle. Il s'agit d'instances partenariales opérationnelles coanimées par la police ou la gendarmerie et les représentants des maires, qui de manière collégiale, recueillent les besoins en sécurité, élaborent des réponses transversales et procèdent à l'évaluation de ces dernières. Ces instances regroupent l'ensemble des partenaires, publics ou privés (ex : transporteurs, bailleurs) essentiels au continuum de sécurité dans chaque commune ou secteur (pour la Ville de Mulhouse).

Sur les circonscriptions de sécurité publique de Mulhouse et Wittenheim, des groupes de partenariat opérationnel se tiennent notamment dans les communes de **Brunstatt-Didenheim, Kingersheim, Mulhouse, Pfastatt, Riedisheim, Wittenheim**. Le territoire mulhousien est découpé en 4 secteurs regroupant un ou plusieurs quartiers de la ville et au sein desquels se tiennent mensuellement des groupes de partenariat opérationnel :

- Bourtzwiller ;
- Secteur Est : quartiers Drouot – Barbanègre, Europe-Bassin-Nordfeld, centre-historique, Fonderie et Rebberg ;
- Quartiers anciens : quartiers Brustlein, Cité-Briand, Daguerre, Doller, Franklin-Fridolin, Wolf-Wagner et Vauban-Neppert-Sellier-Waldner ;
- Secteur Ouest : quartiers Coteaux, Haut Poirier et Dornach.

Des réunions de sécurité semblables aux groupes de partenariat opérationnel ont été mises en place dans plusieurs communes dépendant de la zone gendarmerie et notamment celles où un besoin d'échanges sur des thématiques particulières a pu être identifié : **Lutterbach, Illzach et Sausheim**.

• Les groupes de travail thématiques à Mulhouse

Trois groupes de travail thématiques ont été mis en œuvre par la direction prévention et sécurité de la Ville de Mulhouse : un groupe « bailleurs sociaux », un groupe « commerces » et un groupe « transports ». En complément, des réunions hebdomadaires Police nationale / Ville de Mulhouse ont lieu pour échanger sur les dossiers, évoquer certaines situations et anticiper l'organisation de certains évènements ou manifestations de voie publique.
Des réunions de sécurité mensuelles Maire de Mulhouse / Préfet ont pour objectif d'aborder les dossiers stratégiques et les problématiques d'envergure.
Enfin, des réunions mensuelles Police nationale/Police municipale/Soléa sont tenues afin notamment d'organiser les opérations de contrôle à bord des trams.

Ces groupes réunissent plusieurs acteurs (Police nationale, Police municipale, services de la préfecture) et permettent de coordonner l'action des partenaires sur la thématique spécifique du groupe.
Des diagnostics réguliers sont établis, les problématiques du moment évoquées, des propositions d'actions sont recherchées et coordonnées. Le partage régulier d'information permet une prise en charge rapide des situations évoquées.
Sur la période 2017 – 2021, les réunions ont lieu une fois par semestre pour chacun des 3 groupes de travail excepté en 2020 et 2021 en raison du confinement et des restrictions liées à la crise sanitaire du Covid-19.
Les échanges entre les partenaires et les services de la direction prévention et sécurité permettent d'aborder les problématiques de manière concrète et d'apporter des informations utiles aux services de Police nationale et municipale pour le traitement de certaines situations. Par exemple, à l'occasion du groupe de travail « bailleurs » des adresses de points de trafics de drogue sont transmises par les bailleurs aux forces de l'ordre.
Compte tenu de l'efficience opérationnelle de ces groupes, ils seront poursuivis à fréquence semestrielle dans le prochain plan d'action.

3-4-3. Les actions citoyennes

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une démarche partenariale et solidaire.

• Associer les habitants à la protection de leur environnement quotidien : opération « participation citoyenne » ou « citoyens vigilants »

La sécurité des personnes et des biens est la mission prioritaire des forces de l'ordre. Pour autant, la prévention et la lutte contre les cambriolages sont l'affaire de tous.
Mise en place dans les secteurs touchés par des cambriolages et des incivilités, la participation citoyenne encourage la population à adopter une attitude solidaire et vigilante ainsi qu'à informer les forces de l'ordre de tout fait particulier de sorte à améliorer la rapidité de leur intervention.
Elle rassemble les citoyens désireux de créer un élan d'entraide, vise à rassurer la population, et à accroître, en lien étroit avec la gendarmerie ou la police, l'efficacité de la prévention de proximité.
Les communes qui souhaitent intégrer ce dispositif désignent des référents qui sont en relation directe avec la gendarmerie ou la police et relaient auprès de la population, l'information et la diffusion de conseils préventifs des cambriolages. Ces «citoyens vigilants» s'intéressent à la vie de leur quartier, se connaissent et sont attentifs les uns aux autres. Ce dispositif qui doit veiller à ne cependant pas verser dans un climat de suspicion permanente, a vocation à créer ou recréer du lien social et il est un engagement du maire dans le champ de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique.
Ce dispositif permet à la population de devenir « acteur de sa sécurité » et s'inscrit dans la police de sécurité du quotidien en développant des liens et un contact accru entre les forces de sécurité et la population.
Il s'agit d'un dispositif gratuit au cours duquel policiers ou gendarmes référents et municipalités sensibilisent la population :

- aux gestes élémentaires de prévention (ex : ramassage du courrier des vacanciers) ;
- aux postures de vigilance à adopter à l'égard des comportements ou d'événements suspects ;
- à l'acquisition de réflexes de signalement (ex : dégradations ou incivilités)
- et à l'acquisition de réflexes en cas de commission d'infraction (ex : composer le 17).

Le maire est chargé de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi du dispositif dont l'application se fait au moyen de la signature d'une convention entre la gendarmerie ou la police et la commune.

À ce jour, 10 communes de Mulhouse Alsace Agglomération ont signé une convention de participation citoyenne avec la police (1) ou la gendarmerie (9) parmi lesquelles : **Brunstatt-Didenheim, Morschwiller-le-Bas, Battenheim, Zillisheim, Baldersheim, Chalampé, Wittelsheim, Bantzenheim, Sausheim et Ottmarsheim**.

En 2018, 6 communes de la bande rhénane ont été particulièrement impactées par la délinquance routière. Grâce à ce dispositif, des interpellations de contrevenants au code de la route ont pu être effectuées par la gendarmerie grâce à l'implication et l'aide des habitants (communication de numéros de plaques d'immatriculation, photos du véhicule, etc.). Des réunions auprès des habitants sont nécessaires afin de les sensibiliser sur le rôle qu'ils peuvent jouer et qui peut s'avérer primordial.

3-5. LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

On entend par prévention de la radicalisation l'ensemble des actions à destination d'un public considéré comme vulnérable permettant d'éviter l'engagement dans un processus évoluant vers la radicalisation. La prévention de la radicalisation comprend un axe de sensibilisation, de formation des acteurs (professionnels et bénévoles), notamment en matière de détection et repérage des signaux faibles.

Depuis 2014, l'État veille avec la plus grande attention à penser, déployer et suivre un ensemble de politiques publiques qui concourent à prévenir la radicalisation.
Au cours des années 2016 et 2017, la radicalisation a continué à s'affirmer en France à l'instar d'autres pays européens et au-delà, comme une menace durable pour la sécurité et la cohésion sociale du pays. Face à cette menace, une politique publique de prévention de la radicalisation, qui articule logiques sociale et de sécurité, a été construite dès 2014, avec le plan de lutte anti-terroriste (PLAT) et le plan de lutte contre la radicalisation et le terrorisme (PART) de 2016. Ces deux plans, qui regroupaient à la fois des mesures pour contrer le terrorisme et la radicalisation, ont développé la politique publique de prévention autour de la détection, la formation des agents de l'État et des citoyens, la prise en charge et l'accompagnement en milieux ouvert et fermé, le développement de la recherche et le partenariat européen.

Depuis, la menace a évolué et est devenue plus endogène et plus diffuse. Cette reconfiguration de la menace a conduit le gouvernement à élaborer un nouveau plan, un premier plan consacré exclusivement à la prévention de la radicalisation : le Plan national de prévention de la radicalisation « Prévenir pour protéger » présenté le 23 février 2018. Ce plan est toujours celui actuellement en vigueur au niveau national.
Il vise principalement à :

- détecter et signaler, via notamment le numéro vert (0 800 005 696) du Centre National d'Assistance et de Prévention de la Radicalisation (CNAPR) ;
- former pour permettre à tous les acteurs travaillant sur la prévention d'évaluer les situations et d'agir avec des moyens adaptés (30 000 personnes depuis 2014) et sensibiliser le public pour prévenir les esprits contre la radicalisation ;
- prendre en charge les personnes radicalisées et accompagner les familles de ces personnes via les cellules préfectorales ;
- désengager les personnes radicalisées placées sous-main de justice et réinsérer les mineurs de retour de l'espace irako-syrien ;
- mobiliser et coordonner les acteurs de l'État, des collectivités territoriales et de la société civile, en tenant compte des expériences de terrain et des bonnes pratiques qui reviennent également de partenaires européens.

La cour d'appel de Colmar, en lien avec la Ville de Mulhouse, a initié dès la fin 2015 un programme inédit de prise en charge des personnes soumises à des dérives radicales. Initialement, il s'adressait à des personnes adhérant à l'islamisme radical, repérées après avoir commis une infraction ou dans le cadre d'une mesure d'assistance éducative. Porté à l'origine par l'association Accord 68, depuis absorbée par APPUIS, c'est cette dernière qui met en œuvre ce dispositif judiciaire. Son intervention pluridisciplinaire vise d'abord à agir sur le processus d'embrigadement sectaire.

Le programme vise en un accompagnement pluridisciplinaire et individualisé, d'une durée de 6 mois minimum. Un travail en partenariat avec le milieu associatif et les collectivités territoriales est mené.
L'équipe pluridisciplinaire se compose d'au moins quatre professionnels : une coordinatrice psychologue, deux éducateurs et un référent cultuel permettant ainsi des prises en charge efficientes. Cette équipe est soutenue, si nécessaire par un(e) psychiatre dans le cadre de l'évaluation et/ou la prise en charge. Ce professionnel oriente les personnes, selon les cas, vers un suivi psychiatrique approprié.
Entre 2017 et 2021, ce sont 49 personnes du département qui ont été suivies dans le cadre de ce programme. Le nombre de personnes accueillies par année n'est pas le nombre de personnes accompagnées car certaines personnes peuvent être accompagnées par le programme plusieurs années. La moyenne est d'une quinzaine de personnes accompagnées par an.
Les personnes qui ont été orientées dans le programme n'ont pas nécessairement été condamnées pour une infraction en lien avec le terrorisme ou la radicalisation. La majeure partie d'entre elles ont été repérées comme présentant des signes de radicalisation, condamnées pour des faits de droit commun (violences, outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, menaces de mort, détention non autorisée d'armes, etc.). Certaines d'entre elles, ont été poursuivies pour des faits d'apologie du terrorisme, d'autres pour avoir tenu des propos inquiétants et laissant penser à une possible radicalisation alors qu'elles étaient incarcérées ou suivies dans le cadre d'une mesure judiciaire.
Sur la période, 2 personnes originaires de l'agglomération ont été mises en cause dans des affaires de terrorisme.

Enfin, en 2021-2022, la Ville de **Mulhouse** a mis en œuvre en un plan de formation destiné aux agents des services municipaux et mutualisés ayant notamment pour objectif de leur donner des outils pour la compréhension du phénomène de radicalisation, ainsi que pour le repérage et le signalement de situations suspectes.
L'accent a été mis sur l'intérêt de signaler des personnes/situations à risque tout en évitant certains écueils (ex : confusion entre phénomène de radicalisation et communautarisme).
En outre, conformément à la mesure 22 du Plan national de prévention de la radicalisation du 23 février 2018, cette formation a été proposée en 2022 aux élus du conseil municipal de Mulhouse.
Au total, 307 agents et 7 élus ont suivi cette action de sensibilisation. Par ailleurs, la direction prévention et sécurité de la Ville de Mulhouse a élaboré un formulaire-type utilisable par les agents pour faire remonter les signalements d'individus présentant des signaux de radicalisation. Ces informations sont collectées par la direction prévention et sécurité et transmises à la direction départementale de la sécurité publique (service du renseignement territorial).

ÉVALUATION DE LA STSPD 2017 – 2020 : UN BILAN POSITIF MAIS CONTRARIÉ PAR LA CRISE SANITAIRE

La stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2017 – 2020 fut ambitieuse par les objectifs visés, le nombre d'actions menées mais surtout par le renforcement d'un partenariat opérationnel au sein du réseau des acteurs de la sécurité et de la prévention de la délinquance sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Il convient ici de souligner l'investissement de l'ensemble des collectivités, de leurs services et de l'ensemble des acteurs de la stratégie. Les efforts pour créer du lien avec les habitants de l'agglomération et pour les impliquer dans les initiatives liées à la tranquillité publique ont aussi démontré leur efficacité.
De nombreuses actions programmées ou initiées au fur et à mesure de l'émergence de certaines problématiques ont permis de poursuivre ou d'atteindre les objectifs qui avaient été fixés.
Les acteurs se sont rencontrés, ont appris à se connaître, ont conventionné. Tous se sont impliqués pour fluidifier la communication, mettre en œuvre des dispositifs communs pour une plus grande efficience des actions sur le terrain.
Le partage d'outils, la mutualisation des moyens et l'harmonisation des pratiques ont permis d'insuffler une politique unique, globale et de réduire les phénomènes pouvant provoquer de l'insécurité. Cette démarche qui a démontré son efficacité dans bien des domaines est à développer et à encourager.

Mais la période 2017 – 2021 a grandement été marquée par la crise sanitaire qui a eu un impact considérable sur les habitudes de vie de la population, sur l'évolution de la société et sur les phénomènes de délinquance. Aussi, elle n'a pas permis de mettre en œuvre certaines actions programmées, elle a imposé des contraintes limitant les rencontres pour échanger sur les dispositifs, faire des bilans et rectifier les dispositifs.

Ainsi, le confinement a eu pour effet d'augmenter de manière significative l'ensemble des infractions relevant de la sphère privée à l'inverse de celles causées sur la voie publique dont le nombre a baissé du fait de la limitation des déplacements et des interactions sociales. Si les atteintes aux biens comme les cambriolages ont diminué pendant cette période, à l'inverse les atteintes volontaires à l'intégrité physique, et notamment les violences intrafamiliales ou encore les conflits de voisinage ont explosé. De même, le phénomène des violences à l'encontre des personnes LGBT[24], a connu une augmentation spectaculaire à l'échelle nationale et invite à déployer des actions spécifiques et résolues par les acteurs locaux de la sécurité sur ce sujet. Le sentiment d'intolérance et de frustration dans la société s'est exacerbé, et il a rejailli dans les relations interpersonnelles, avec plus ou moins d'agressivité voire de violence. La perception de l'insécurité est en décalage avec les chiffres de la délinquance. Toutefois, l'ensemble des acteurs de la stratégie s'est appliqué à lutter contre ce sentiment et contre les incivilités sur l'espace public.

Un public a été particulièrement secoué par la crise : les jeunes. Si la part des jeunes victimes d'infractions a augmenté (ex : le harcèlement, etc.), l'entrée dans la délinquance est de plus en plus précoce et la violence se situe à un degré élevé démontrant un certain sentiment de toute puissance ou d'impunité dans une société en mal de repères sociaux, éducatifs et politiques.

24. LGBT est un sigle utilisé pour désigner l'ensemble des personnes non strictement hétérosexuelles et cisgenre, en regroupant les lesbiennes (d'où le L), les gays (G), les bisexuel·les (B) et les trans (T).

Enfin, les crises politiques à nos frontières, l'ampleur des troubles mentaux[25], le développement et l'exposition des réseaux sociaux sont autant de nouveaux défis qui accompagnent l'évolution de la société et la modification des phénomènes de délinquance. Ils devront pleinement être pris en compte dans le prochain plan d'action pour tenter d'enrayer les troubles à l'ordre public, les incivilités et les phénomènes de sécurité sur notre territoire.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA STSPD EN CHIFFRES DE 2018 à 2021

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	2018	2019	2020	2021
ACCORD 68	62 000	62 000		
APPUIS	/		62 000	62000
Dont les intervenantes sociales en commissariat (ISC)				4 000
LE CAP	3 895	3 895	3 895	3 895
TCMI	750	750	750	750
TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	66 645	66645	66 645	70645
APPELS A PROJETS sécurité routière, prévention de la délinquance, prévention de la radicalisation	8 850	6 400	12 600	9 000
ACTIONS FINANCEES PAR m2A				
CRASH TEST	4 848	5 068	5128	4 848
COCKTAIL SANS ALCOOL	4 000	4 000	4000	/
CAMPAGNE D'AFFICHAGE	1 919	2 340	2 383	2 388
TOTAL ACTIONS DIVERSES	10 767	11408	11511	7 236
DIVERS (réception, petits materiels, transport, etc.)	3 287,20	3 156	1 663,20	
TOTAL	89 549	87 609	92 419,20	86 881

NB : Dans le cadre de l'appel à projets annuel du Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière (PDASR), Mulhouse Alsace Agglomération a perçu, **une subvention de l'Etat de 4300€ tous les ans** pour financer le crash-test pédagogique et la campagne d'affichage.

25. En 2010, des Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM) ont été créés dans département sous l'impulsion de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et de l'Association des Maires du Haut-Rhin (AMHR). Ces instances pluridisciplinaires associent des professionnels de la santé, de la justice, du secteur associatif, autour d'élus. De manière coordonnée, les CLSM se préoccupent des questions de santé mentale sur le territoire afin de réfléchir et mettre en œuvre des actions et mesures visant à favoriser l'inclusion des personnes souffrant notamment d'isolement, de dépression, de désocialisation et troubles psychiques. Calqués sur la géographie des secteurs psychiatriques, il en existe une dizaine sur l'ensemble du département. Certaines communes de Mulhouse Alsace agglomération sont couvertes par un conseil. Pierre Salze, conseiller communautaire délégué de m2A est spécialement missionné par l'agglomération pour promouvoir l'animation et le développement de ces conseils sur le territoire.

4. PLAN D'ACTION 2022 – 2026

La mise en œuvre du plan d'action 2022 – 2026 devra s'articuler autour de quatre axes préalablement définis par la Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance (SNPD) élaborée pour la période 2020 – 2024 :
- Les jeunes : agir plus tôt et aller plus loin ;
- Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger (victimes de violences intrafamiliales, personnes âgées, etc.) ;
- La population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance : associer davantage la population à la production de la tranquillité publique, moderniser les outils et adapter les méthodes. La population doit être un acteur à part entière de la prévention de la délinquance ;
- Le territoire : vers une gouvernance rénovée et efficace : articuler le rôle du maire et du président de l'intercommunalité, soutenir la stratégie.

Compte tenu du diagnostic chiffré et du bilan des actions de la précédente stratégie, il est proposé d'articuler le plan d'action de la prochaine stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2022 – 2026 de m2A autour des 4 axes stratégiques. Les membres du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance s'engagent à contribuer au développement de ces axes en fonction de leurs champs de compétence respectifs et dans le cadre d'actions coordonnées.

- **Axe 1 : Protéger les jeunes et prévenir la délinquance ;**
- **Axe 2 : Prévenir les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes et aller vers les publics vulnérables ;**
- **Axe 3 : Veiller à la sécurité et à la tranquillité publique par un partenariat fort et en associant la population ;**
- **Axe 4 : Renforcer la sécurité routière sur le territoire.**

Ce plan d'action est évolutif et de nouvelles actions pourront être proposées par l'ensemble des partenaires tout au long de la période.
Chaque axe répertorie des objectifs opérationnels, précise ceux visés par les programmes d'actions à mettre en œuvre et définit les responsabilités des acteurs. Ainsi, le plan d'action est proposé de manière synthétique, sous forme de tableau en 6 colonnes déclinant :
- Les objectifs opérationnels,
- Les moyens/actions pour les atteindre,
- Le territoire et/ou le public cible,
- Le service pilote de l'action,
- Les partenaires associés à l'action,
- Les indicateurs et/ou la forme retenue pour procéder à l'évaluation.

Cette synthèse descriptive des actions aidera au pilotage du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance pour revoir et prioriser les objectifs, repérer les bonnes pratiques, adapter les méthodes et ajuster les moyens si nécessaire. Chaque axe stratégique pourra ainsi faire l'objet d'un suivi et d'un bilan annuel qui permettront d'adapter les outils/actions ou de développer de nouveaux objectifs opérationnels si ceux-ci s'avéraient plus pertinents dans un enjeu de réactivité face à l'évolution de certaines situations.

AXE 1 :

PROTÉGER LES JEUNES ET PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE

AXE 1

1. PROTÉGER LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES ET PRÉVENIR LES CONDUITES ADDICTIVES

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
A. Faire prendre conscience aux jeunes des risques liés à une consommation d'alcool	**1. Cocktail sans alcool** Interventions en établissements scolaires et centres socio-culturels par les associations spécialisées sur les dangers liés à une consommation régulière ou excessive d'alcool, suivies de réalisation de cocktails sans alcool	Collégiens et lycéens / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Associations APPUIS, le Cap et Vie Libre ; • Débit de boisson ; • Sémaphore.	Nombre de jeunes participants à l'action chaque année.
B. Lutter contre les conséquences négatives des réseaux sociaux	**1. Développer les actions de prévention pour lutter contre l'impact négatif des réseaux sociaux**	Écoliers et collégiens / Territoire de m2A	• Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance • Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	Éducation nationale	Nombre d'élèves touchés.

AXE 1

2. DÉVELOPPER DES ACTIONS DE REMOBILISATION EN DIRECTION DE JEUNES DANS L'INCIVILITÉ MANIFESTE OU EN DIFFICULTÉ SOCIALE ET SCOLAIRE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
C. Développer des actions favorisant le rapprochement police / population	**1. Raid Mulhouse VTT** Proposer des sorties aux jeunes des quartiers prioritaires de la ville de Mulhouse auxquelles participent les policiers nationaux, municipaux et éducateurs spécialisés.	Jeunes de 11 à 17 ans avec une priorité pour ceux résidants dans des quartiers prioritaires politique de la ville ou suivis par la protection judiciaire de la jeunesse / Ville de Mulhouse	Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Protection judiciaire de la jeunesse ; • Police nationale ; • État (FIPDR [26]) ; • Police municipale de Mulhouse ; • Educateurs spécialisés.	• Nombre de jeunes qui ont participé aux sorties par an ; • Retour des participants sur la qualité des échanges menés.
	2. Prévention nouvel an Proposer aux jeunes des quartiers prioritaires de la ville de Mulhouse des activités en les sensibilisant sur les bons comportements à adopter vis-à-vis de la population et des professionnels de la prévention et de la sécurité durant la nuit de la Saint-Sylvestre afin d'anticiper les éventuels débordements.	Jeunes des quartiers prioritaires politique de la ville / Ville de Mulhouse	• Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse • Politique de la ville (État et Ville de Mulhouse)	• Police nationale ; • Association de Prévention Spécialisée Mulhousienne (APSM) ; • Associations sportives mulhousiennes ; • Soléa ; • Centres socio-culturels de Mulhouse ; • Pôle sports et jeunesse de la Ville de Mulhouse.	• Nombre de jeunes participants à l'action ; • Retour des participants ; • Réunion bilan en début de chaque année.
D. Lutter contre les comportements de rupture, le décrochage ou l'absentéisme scolaires	**1. Le stage « Horizon »** Proposer aux jeunes mineurs scolarisés dans les collèges et lycées du territoire présentant des comportements problématiques ou concernés par une mesure d'exclusion scolaire un stage sur le temps scolaire, d'une durée maximale de 10 jours, permettant la mise en œuvre d'un projet personnalisé et d'un accompagnement d'ordre civique, technique et scolaire.	Collégiens et lycéens / Territoire de m2A	• Association THEMIS • Association Sahel Vert	Éducation nationale	• Comptes rendus des deux comités de pilotable annuel ; • Nombre de stages demandés par an ; • Nombre de stage réalisés par an ; • Nombre de collèges et lycées bénéficiaires.
	2. Le rappel à l'ordre en lien avec les problèmes liés à l'assiduité scolaire	Écoliers / Ville de Mulhouse	Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Éducation nationale ; • Parquet de Mulhouse ; • Police municipale de Mulhouse.	• Nombre de mineurs ayant fait l'objet d'un rappel à l'ordre ; • Nombre de mineurs et familles rappelés à l'ordre ayant réitéré.

26. FIPDR : Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation

AXE 1

3. LUTTER CONTRE L'ENTRÉE DANS LA DÉLINQUANCE ET FAVORISER LES ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA RÉCIDIVE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
E. Développer des actions visant à prévenir la récidive	**1. Le Travail d'Intérêt Général (TIG)** • Informer, sensibiliser et valoriser les communes sur l'accueil des TIG en créant un réseau ; • Développer des postes d'accueil de TIG pour les mineurs et les majeurs ; • Impliquer la société civile dans la justice pénale et contribuer à l'insertion sociale, voire socioprofessionnelle des jeunes.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Protection judiciaire de la jeunesse ; • Communes m2A ; • Services des communes m2A ; • SIVOM [27].	• Nombre de places d'accueil de TIG proposées par les services des communes de m2A et le SIVOM ; • Nombre de tigistes accueillis par les services des communes de m2A et le SIVOM par an.
	2. Les stages de citoyenneté mineurs et majeurs Faire prendre conscience à des primo-délinquants des répercussions d'une infraction sur les victimes et susciter une réflexion sur les valeurs qu'impliquent le lien social et la vie en collectivité.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Territoire de m2A	Parquets des tribunaux judiciaires de Mulhouse et Colmar	• Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Service territorial éducatif en milieu ouvert - Protection judiciaire de la jeunesse ; • Ville de Mulhouse ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Service d'incendie et de secours 68 ; • Soléa ; • Le Moulin nature ; • Association APPUIS ; • La LICRA ; • Les avocats de la jeunesse ; • Une philosophe (rattachée à Art Soc).	• Nombre de stages de citoyenneté organisés sur une année ; • Nombre de personnes ayant effectué un stage par année.
F. Prévenir la radicalisation : désengager et réinsérer	**1. Programme Judiciaire de Prévention des Dérives Radicales (PJPDR)** Prise en charge pluridisciplinaire des personnes placées sous-main de justice et présentant des signes préoccupants laissant à penser à une possible dérive radicale.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Territoire de m2A	• Parquets des tribunaux judiciaires de Colmar et Mulhouse ; • Association APPUIS.	• Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Protection judiciaire de la jeunesse ; • Services d'action éducative en milieu ouvert.	• Bilan annuel ; • Nombre de personnes accueillies par an dans le programme.

27. SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples

AXE 1

3. LUTTER CONTRE L'ENTRÉE DANS LA DÉLINQUANCE ET FAVORISER LES ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA RÉCIDIVE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
G. Réinvestir la prévention primaire dès le premier degré pour sensibiliser et prévenir les incivilités et les actes de délinquance	**1. Animations et organisation de sorties pédagogiques pour les jeunes durant les vacances scolaires** • Encadrer les jeunes sans activité pendant les vacances scolaires en proposant des activités variées afin de limiter la commission de nuisances pouvant porter atteinte à la tranquillité publique ; • Favoriser la découverte de thèmes et développer les connaissances des jeunes sans activité pendant les vacances scolaires sur divers thèmes dont la prévention de la délinquance.	Jeunes âgés de 11 à 18 ans / Commune de Wittenheim	Pôle jeunesse / Commune de Wittenheim	• Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) ; • Ludothèque de Wittenheim ; • Centre socio-culturel CoRéal de Wittenheim	• Nombre de jeunes participants aux activités.
	2. Le rappel à l'ordre des mineurs en errance présents sur la voie publique à des heures tardives	Mineurs / Ville de Mulhouse	Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Parquet de Mulhouse ; • Police nationale ; • Police municipale de Mulhouse.	• Nombre de mineurs ayant fait l'objet d'un rappel à l'ordre dans l'année ; • Nombre de mineurs et familles rappelés à l'ordre ayant réitéré leurs actes dans l'année.

AXE 2 :

PRÉVENIR LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES ET LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET ALLER VERS LES PUBLICS VULNÉRABLES

AXE 2

1. SENSIBILISER AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES POUR LES RENDRE VISIBLES ET INACCEPTABLES DE TOUS

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
H. Sensibiliser le grand public à toutes les formes de violences, former les professionnels, coordonner l'ensemble des acteurs de terrain concernés, développer les actions de prévention	**1. L'Observatoire des Violences Intrafamiliales et Faites aux Femmes (OVIFF)**	Intervenants dans le champ des violences intrafamiliales / Ville de Mulhouse	• Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse • Pôle prévention - sécurité - proximité / Commune de Wittenheim	• Collectivité européenne d'Alsace ; • Police nationale ; • Parquet de Mulhouse ; • Avocats ; • Éducation nationale ; • Hôpitaux de Mulhouse et de Rouffach ; • Associations : AGF, APPUIS, ACCES, CIDFF, Planning familial, Mouvement du Nid, Rue L ; Association soutien femmes battues, etc.	• Trois à quatre comités de pilotage organisés dans l'année ; • Nombre de groupes de travail mis en œuvre dans l'année.
	2. Campagne d'affichage sur les violences intrafamiliales L'objectif et la cible de la campagne sont définis par le groupe de travail partenarial issu de l'OVIFF. Le support de la campagne peut être varié : affiche sur les panneaux (réseaux des panneaux Decaux et tram de la ville), à travers des sacs de pharmacie, etc.	Grand public / Ville de Mulhouse			• Nombre de campagnes menées ; • Nombre d'affiches et/ou supports déployés sur la commune de Mulhouse.
	3. Mettre en œuvre des actions spécifiques à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (25 novembre)	Grand public / Ville de Mulhouse			Nombre de personnes présentes lors des actions.

AXE 2

2. GARANTIR L'ACCUEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES ET ENCOURAGER LES ACTIONS DE PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
I. Améliorer et développer la prise en charge des victimes de violences	**1. Pérenniser et développer les postes d'intervenants sociaux dans les commissariats (ISC) et en unité de gendarmerie (ISG).**	Victimes de violences intrafamiliales et faites aux femmes / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Ville de Mulhouse • Association APPUIS ; • CIDFF ; • Gendarmerie nationale ; • Police nationale ; • État (FIPDR) ; • Collectivité européenne d'Alsace.	• Nombre de personnes accueillies par les ISCG dont les femmes victimes de violences, par année ; • Nombre d'entretiens réalisés par année ; • Nombre d'enfants concernés ; • Nombre d'orientations réalisées par année.
	2. Former les professionnels afin d'améliorer le repérage, la prise en charge et l'accompagnement des victimes de violences. La formation est dispensée sur deux demi-journées et permet aux professionnels de disposer d'une connaissance commune sur les violences, leur ampleur, les mécanismes et leurs conséquences.	Professionnels ayant à connaître des situations de violences intrafamiliales et faites aux femmes / Ville de Mulhouse	Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Collectivité européenne d'Alsace ; • Police nationale ; • Parquet de Mulhouse ; • Avocats ; • Éducation nationale ; • Hôpitaux de Mulhouse et de Rouffach ; • Associations : AGF, APPUIS, ACCES, CIDFF, Planning familial, Mouvement du Nid, Rue L ; Association soutien femmes battues, etc.	• Nombre de professionnels formés chaque année.
J. Encourager les actions de prise en charge des auteurs d'infractions sexistes, à caractère sexuel et au sein du couple	**1. Stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ou sexistes** • Contribuer à la prévention de la récidive, à l'aggravation des actes à caractère sexuel ayant été exercés, et des comportements de domination qui les sous-tendent ; • Travailler sur la place de la victime et les conséquences des violences sexuelles ; • Rappeler les règles de droit et de vie en société, les sanctions encourues en cas de manquement grave.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Communes de m2A du ressort du tribunal judiciaire de Colmar	Parquet du tribunal judiciaire de Colmar	• Procureur/ Délégué du procureur ; • Association THEMIS ; • Protection judiciaire de la jeunesse ; • Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Association Espoir ; • La compagnie Arc en Ciel ; • Le planning familial.	• Nombre de stages effectués dans l'année ; • Nombre de personnes ayant participé aux stages par année.
	2. Stage de responsabilisation pour lutter contre le harcèlement et les agressions sexuelles • Rappeler le principe républicain d'égalité entre les hommes et les femmes ; • Travailler sur la gravité des violences et le respect mutuel qu'implique la vie de couple.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Communes de m2A du ressort du tribunal judiciaire de Colmar	Parquet du tribunal judiciaire de Colmar	• Procureur / Délégué du procureur ; • Association THEMIS ; • Protection judiciaire de la jeunesse ; • Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Association Espoir ; • La compagnie Arc en Ciel ; • Le planning familial.	• Nombre de stages effectués dans l'année ; • Nombre de personnes ayant participé à un stage.

AXE 2

2. GARANTIR L'ACCUEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES ET ENCOURAGER LES ACTIONS DE PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
J. Encourager les actions de prise en charge des auteurs d'infractions sexistes, à caractère sexuel et au sein du couple	**3. Stage de citoyenneté en lien avec les violences faites aux femmes** Aborder avec les mineurs et les majeurs les notions de victimes et de violences afin de permettre aux stagiaires d'appréhender une situation avec un regard différencié et de générer de l'empathie en ouvrant la réflexion sur l'impact d'une infraction sur une victime.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Communes de m2A du ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse	Parquet du tribunal judiciaire de Mulhouse	• Association APPUIS ; • Maison de la justice et du droit ; • Procureur/ délégué du procureur • Protection judiciaire de la jeunesse ; • Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale.	• Nombre de stages réalisés par an ; • Nombre de stagiaires accueillis par an.
	4. Stage de sensibilisation à la Lutte contre l'Achat d'Actes Sexuels (LAAS) • Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées ; • Rappeler aux auteurs les réalités de la prostitution et les conséquences de la marchandisation du corps.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Communes de m2A du ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse	Parquet du tribunal judiciaire de Mulhouse	• Association APPUIS ; • Maison de la justice et du droit ; • Mouvement du Nid 68.	• Nombre de stages réalisés par an ; • Nombre de stagiaires par an.
	5. Lieu d'Écoute Départemental pour les Auteurs de Violences (LEDAV) Apporter un soutien spécifique à la personne auteure de violences conjugales afin de lui permettre de faire émerger une demande de soutien et d'accompagnement autour de la problématique de la violence.	Mineurs et majeurs placés sous-main de justice / Communes de m2A du ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse	Association APPUIS	Service pénitentiaire d'insertion et de probation	• Nombre de personnes orientées par le service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Nombre de personnes orientées par d'autres partenaires ; • Nombre d'entretiens réalisés.

AXE 2

3. ALLER VERS LES PUBLICS VULNÉRABLES

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
K. Mener des actions de prévention à l'attention des séniors	**1. Prévention de la délinquance et sensibilisation aux risques d'escroqueries et de cambriolages à destination des personnes vulnérables** Une fois par an, une réunion publique est organisée avec pour objectifs de : • Sensibiliser les personnes âgées aux questions relatives aux démarchages à domicile, aux agressions et escroqueries en tout genre et à la cyberdélinquance (internet) ; • Encourager une prise de conscience des risques et adresser des conseils pratiques pour acquérir les réflexes préventifs.	• Grand public et notamment le public sénior / Commune de Kingersheim • Grand public et notamment le public sénior / Territoire de m2A	Service Solidarités / Kingersheim Communes de m2A	• Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Polices municipales ; • Service informatique.	• Nombre de personnes présentes à la réunion publique ; • Nombre de personnes ayant participé à l'atelier d'e-learning cyber ; • Statistiques de la Police nationale relatives aux cambriolages, escroqueries et vols par ruse enregistrés sur la commune au cours de l'année.
L. Développer les démarches de proximité dans un esprit d'« aller vers »	**1. Développer les permanences extérieures d'aide aux victimes** • Faire connaitre les dispositifs et les acteurs de proximité institutionnels et associatifs ; • Soutenir les dispositifs existants.	Toute personne victime / Territoire de m2A	• Dispositif d'Accompagnement des Victimes (DAVA) ; • Maison de la justice et du droit.	• Association APPUIS ; • CIDFF.	• Nombre de personnes reçues lors des permanences sur une année ; • Nombre d'appels téléphoniques reçus par an ; • Nombre de personnes orientées à l'année.

AXE 3 :

VEILLER À LA SÉCURITÉ ET À LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUES PAR UN PARTENARIAT FORT ET EN ASSOCIANT LA POPULATION

AXE 3

1. CONFORTER ET COORDONNER LES INTERVENTIONS DE PROXIMITÉ PAR UN PARTENARIAT FORT ET EFFICACE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
M. Consolider et développer les liens entre les acteurs du territoire et encourager les instances partenariales	**1. CISPD[4] plénier** Présidé par le Président de m2A, il est le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance dans les communes. Il réunit l'ensemble des acteurs locaux de la sécurité et de la prévention de la délinquance	Membres des CISPD[28] / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Communes m2A ; • Procureures de Colmar et Mulhouse ; • Sous-Préfet de l'arrondissement de Mulhouse ; • Gendarmerie nationale ; • Police nationale ; • Polices municipales ; • Service d'incendie et de secours 68 ; • Brigade Verte ; • Éducation nationale ; • Service pénitentiaire d'insertion et de probation ; • Protection judiciaire de la jeunesse ; • Association APPUIS ; • CIDFF ; • Association de prévention spécialisée mulhousienne ; • m2A Habitat ; • HHA ; • SOMCO ; • Soléa ; • Service territorial éducatif de milieu ouvert de Mulhouse ; • Direction de la communication m2A ; • Association APPUIS ; • CIDFF.	• Réunion du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance plénier et des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance restreints une fois par an ; • Taux de participation des élus par réunion ; • Taux de participation des services partenaires, par réunion.
	2. CISPD restreints Présidés par les maires de Bollwiller (Nord), Habsheim (Sud) et Mulhouse (Centre), ils réunissent les acteurs des territoires concernés afin d'aborder les thématiques spécialisées. Ils visent à favoriser les échanges entre l'ensemble des partenaires.				
	3. La STSPD[5] • Élaborer une stratégie territoriale au niveau intercommunal afin de coordonner les actions tout en veillant à articuler le niveau communal dans le cadre de la prise en charge des populations exposées à la délinquance et des victimes vulnérables ; • Compléter ou amender le schéma local de tranquillité publique en l'adaptant aux nouvelles orientations ; • Définir l'articulation entre le niveau communal et le niveau intercommunal, tout en conservant le rôle central du maire.				• Bilan annuel des actions de la STSPD[29] mises en œuvre afin de procéder à des réajustements ou donner de nouvelles orientations.

28. CISPD : Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
29. STSPD : Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance

AXE 3

1. CONFORTER ET COORDONNER LES INTERVENTIONS DE PROXIMITÉ PAR UN PARTENARIAT FORT ET EFFICACE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
M. Consolider et développer les liens entre les acteurs du territoire et encourager les instances partenariales	**4. Les Groupes de Partenariat Opérationnel (GPO) et les réunions de sécurité** Ils sont mis en œuvre dans le cadre de la police de sécurité du quotidien, en zone de compétence de la Police nationale pour les groupes de partenariat opérationnel et de gendarmerie pour les réunions de sécurité. • Réunir des acteurs de terrain autour d'un problème de sécurité dans tout ou partie d'un quartier ; • Mettre en place un travail partenarial et transversal dans une logique de résolution de problème ; • Renforcer les relations entre les forces de sécurité et la population.	Membres des CISPD / Territoire de m2A	• Police nationale ; • Gendarmerie nationale.	• Services prévention -sécurité – proximité des communes ; • Polices municipales ; • Brigade Verte ; • Service d'incendie et de secours 68 ; • Délégué du Procureur ; • Et tout autre acteur local ayant un intérêt à participer à la réunion.	• Liste des communes et quartiers mettant en place un groupe de partenariat opérationnel ou une réunion de sécurité ; • Fréquence annuelle de la tenue des réunions ; • Taux de participation des services conviés ; • Nombre de thématiques abordées au cours d'une réunion.
	5. Promouvoir l'échange d'informations confidentielles Mettre en œuvre des actions, protocoles, conventions de signalement et de suivi des dossiers visant à : • Renforcer les actions de la justice pénale de proximité ; • Favoriser l'échange d'informations entre les tribunaux judiciaires et les maires des communes ; • Permettre un accès facilité pour les élus municipaux aux Procureures de la République et ses divers services.	Maires et élus municipaux / Territoire de m2A	Procureures de Colmar et Mulhouse	Les 39 maires des communes du territoire de m2A	Toute action formalisant la facilitation des échanges et la circulation de l'information.
	6. Les groupes de travail thématiques Trois groupes de travail propres à la Ville de Mulhouse se réunissent en moyenne une fois par semestre : • Bailleurs sociaux ; • Transports ; • Commerçants.	Partenaires de la STSPD / Ville de Mulhouse	Pôle prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Sous-préfecture de Mulhouse ; • Procureure de Mulhouse ; • Bailleurs sociaux ; • Police nationale ; • Police municipale ; • Commerçants de Mulhouse ; • SNCF ; • Soléa ; • Service mobilité urbaine m2A ; • Médiation, tranquillité publique et CTPS.	• Nombre de réunions par an ; • Comptes-rendus des réunions.

AXE 3

1. CONFORTER ET COORDONNER LES INTERVENTIONS DE PROXIMITÉ PAR UN PARTENARIAT FORT ET EFFICACE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
N. Encourager la coopération et la mutualisation des moyens entre communes	**1. Créer des espaces de coopération visant à partager les expériences de mutualisation des moyens en matière de sécurité et de prévention de la délinquance ;** • Conventionner entre communes pour mutualiser les moyens ou les services ; • Faire coopérer les communes de taille ou de moyens moindres aux dispositifs animés par des communes plus importantes.	Ensemble des communes / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	Ensemble des acteurs locaux intéressés par les thématiques abordées	• Nombre de groupes de travail par an ; • Comptes rendus des réunions ; • Nombre de conventions de partenariat signées.

AXE 3

2. RENFORCER ET DÉVELOPPER LES MOYENS D'ACTION POUR ASSURER LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
O. Lutter contre les incivilités, les troubles à l'ordre public et veiller à réduire le sentiment d'insécurité	**1. Développer le rappel à l'ordre** Informer et encourager au développement des conventions de rappel à l'ordre entre les communes et les parquets.	Ensemble des communes / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Chargée de mission radicalisation du parquet de Mulhouse	Nombre de conventions de rappel à l'ordre signées.
	2. Mettre en œuvre le rappel à l'ordre • Lutter contre les incivilités et infractions mineures susceptibles de porter atteinte à la tranquillité des riverains et d'engendrer une hausse du sentiment d'insécurité ; • Sensibiliser les auteurs à l'importance du respect des dispositions légales et réglementaires qui forgent la vie en société ; • Prévenir le passage à l'acte délinquant pouvant découler de comportements incivils ; • Réaffirmer l'autorité des institutions dans un cadre solennel.	Communes ayant signé une convention de rappel à l'ordre / Territoire de m2A	• Services prévention et sécurité des communes ; • Les maires des communes du territoire de m2A.	Parquets de Colmar et Mulhouse ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Polices municipales ; • Responsables des services communaux.	Pourcentage de personnes présentes aux convocations du maire ; • Nombre de personnes ayant fait l'objet d'un rappel à l'ordre ; • Nombre de rappelés à l'ordre ayant, à posteriori, commis un ou plusieurs actes d'incivilité ou de délinquance.
	3. Dispositif de prévention et sécurité durant les fêtes de fin d'année • Informer l'ensemble des partenaires de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance des dispositifs de prévention et de sécurité mis en place lors de la Saint-Sylvestre ; • Coordonner les missions des acteurs de terrain de manière à anticiper et solutionner les problématiques pouvant être rencontrées ; • Assurer la sécurisation du ban communal lors du passage à la nouvelle année.	Habitants / Commune de Wittenheim	Pôle prévention – sécurité – proximité / Commune de Wittenheim	• Sous-préfecture ; • Bailleurs sociaux et gérants de copropriétés ; • Commerçants ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Brigade verte ; • SNCF ; • Soléa ; • Service d'incendie et de secours ; • Maires des communes et délégués à la sécurité ; • Agents de la commune services administratifs et techniques) ; • Enedis ; • GRDF.	• Nombre d'actes de délinquance constatés par les forces de l'ordre la nuit de la Saint-Sylvestre.
		Habitants / Commune de Kingersheim	Police municipale / Commune de Kingersheim		
		Habitants / Ville de Mulhouse	Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse		

AXE 3

2. RENFORCER ET DÉVELOPPER LES MOYENS D'ACTION POUR ASSURER LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
O. Lutter contre les incivilités, les troubles à l'ordre public et veiller à réduire le sentiment d'insécurité	**4. Plan d'Action de lutte Contre les Incivilités (PACI)** Ce plan se décline en 2 grands volets : • des actions et dispositifs mis en œuvre sur l'espace public : campagne de communication visant à sensibiliser le grand public au respect du cadre de vie, lutte contre les jets de mégots sur l'espace public ; lutte contre les dépôts sauvages d'encombrants sur l'espace public ; • un plan visant à lutter contre les incivilités subies au travail par les agents de la Ville de Mulhouse et de m2A dans l'exercice de leurs missions de service public.	Toute personne fréquentant l'espace public mulhousien / Ville de Mulhouse	Pôle prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Police municipale de Mulhouse ; • Service médiation et tranquillité publique (Ville de Mulhouse) ; • Service propreté et déneigement (m2A) ; • Brigadiers du tri ; • Allo-proximité / prox quartiers ; • Communication externe et interne Ville de Mulhouse ; • Ressources humaines ; • Parquet du tribunal judiciaire de Mulhouse.	• Nombre de verbalisations dressées par les policiers municipaux et les agents de tranquillité publique ; • Nombre de riverains sensibilisés par les enquêtes de voisinage (action de lutte contre les dépôts d'encombrants) ; • Evolution du tonnage d'encombrants ramassés par le service propreté et déneigement sur la voie publique ; • Nombre de signalements d'incivilités remontées par les services de la collectivité ; • Nombre d'agents sensibilisés aux procédures existant au sein de la collectivité.
	5. Conférences thématiques sur la prévention de la délinquance et la sensibilisation aux arnaques Animation de conférences thématiques à destination des habitants et notamment des séniors afin de les sensibiliser aux risques d'arnaques et d'escroqueries notamment via internet ; aux démarchages à domicile. L'action donne des outils pour le repérage et pour acquérir des réflexes préventifs.	Habitants / Commune de Wittenheim	Pôle prévention - sécurité - proximité / Commune de Wittenheim	• Police nationale ; • Intervenants extérieurs en fonction du thème abordé ; • Conseils de quartiers ; • Conseil des Sages ; • Associations.	• Nombre de personnes ayant assisté aux conférences ; • Retours qualitatifs des participants sur la conférence.

AXE 3

2. RENFORCER ET DÉVELOPPER LES MOYENS D'ACTION POUR ASSURER LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
P. Renforcer la présence sur le terrain	**1. Présence des Agents de Tranquillité Publique (ATP) et/ou Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP)** • Lutter contre les incivilités par une présence quotidienne sur des secteurs spécifiques ; • Compléter le travail des services de police en allant au contact régulièrement des auteurs et des plaignants ; • Développer des actions de sensibilisation ou de fermeté en cas de dégradation de la situation.	Habitants / Ville de Mulhouse	Pôle prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Police nationale ; • Bailleurs sociaux et principaux syndics de copropriété ; • Soléa ; • Associations.	• Nombre de situations traitées ; • Nombre de situations résolues ou en voie de résolution ; • Satisfaction des interventions des agents de tranquillité publique (habitants, partenaires).
		Élèves des écoles primaires et du collège Emile Zola / Commune de Kingersheim	Police municipale / Commune de Kingersheim	Éducation nationale	• Nombre de situations traitées/ conflits évités ; • Nombre de dégradations constatées aux abords des écoles et du collège.
	2. Opérations de contrôle Soléa / Police nationale / Police municipale • Lutter contre la fraude et les incivilités dans les trams et les bus ; • Diminuer le sentiment d'insécurité chez les usagers de Soléa en rendant plus visible la présence des forces de l'ordre.	Usagers des transports en communs Soléa / Territoire de m2A	Soléa	• Police nationale ; • Police municipale de Mulhouse.	• Nombre de procès-verbaux établis ; • Ressenti des usagers des transports Soléa.

AXE 3

2. RENFORCER ET DÉVELOPPER LES MOYENS D'ACTION POUR ASSURER LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
Q. Optimiser et renouveler la vidéoprotection	**1. La vidéoprotection** • Prévenir et constater les atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'infractions ; • Aider à la résolution d'enquêtes judiciaires en permettant l'identification d'auteurs d'infraction ; • Contribuer à la réduction du sentiment d'insécurité ; • Réguler les flux de transports ; • Protéger les bâtiments et installations publics et leurs abords.	Ensemble des communes / Territoire de m2A	DGS et services administratifs des communes m2A disposant d'un réseau de vidéoprotection.	• État ; • Justice ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Polices municipales.	• Nombre de faits signalés par les opérateurs ; • Nombre de réquisitions par les enquêteurs de justice, police et gendarmerie ; • Nombre d'interpellations en flagrant délit ; • Nombre de signalements suivis d'une intervention.
	2. Plan pluriannuel de mise à jour de la vidéoprotection à Kingersheim Plan à réaliser entre 2022 et 2024 visant à : • Améliorer la qualité des images enregistrées ; • Optimiser l'identification des auteurs de dégradations.	Espace public / Commune de Kingersheim	Service relations ville usagers / Commune de Kingersheim	• DGS ; • Police municipale ; • Service technique de la commune.	• Nombre de réquisitions ; • Nombre de faits commis (avec ou sans identification des auteurs).
	3. Plan pluriannuel de mise à jour de la vidéoprotection à Mulhouse Plan à réaliser entre 2022 et 2025 visant à : • Rénover, redimensionner et moderniser le réseau, les locaux techniques et le centre de supervision urbain (baies des serveurs, enregistreurs, augmentation des capacités du cœur de réseau) ; • Remplacer 25 caméras par an entre 2022 et 2025 ; • Étendre le réseau sur le territoire mulhousien : aquérir 50 caméras entre 2023 et 2025.	Espace public / Ville de Mulhouse	Direction prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Police municipale ; • Service techniques de Mulhouse (agence centrale de travaux de voirie).	• Nombre de caméras changées et installées par année ; • Nombre de dysfonctionnements constatés.

AXE 3

3. ENCOURAGER LA PARTICIPATION CITOYENNE POUR VEILLER AU RESPECT DE L'ESPACE PUBLIC ET DES ESPACES COMMUNS

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
R. Contribuer à réduire le sentiment d'insécurité en réhabilitant le cadre de vie	**1. Enlèvements des tags et embellissement** • Remettre en état les bâtiments et espaces publics dégradés par des tags et graffitis sauvages ; • Améliorer le cadre de vie et l'image de la commune ; • Valoriser le travail artistique des jeunes par la conduite d'un projet pédagogique.	Jeunes de 11 à 18 ans / Commune de Wittenheim	• Pôle jeunesse / Wittenheim, • Pôle prévention et sécurité / Wittenheim, • Service Patrimoine / Wittenheim.	• Bailleurs sociaux ; • Artistes peintres ; • État.	• Nombre d'interventions du service patrimoine ; • Nombre de signalements de tags ; • Nombre de projets artistiques réalisés ; • Absence de nouveaux tags sur les bâtiments ou espaces ayant été rénovés ; • Retour des jeunes participants à l'embellissement et à la rénovation des bâtiments.
	2. Traitement des dépôts sauvages Dès lors que l'auteur d'un dépôt a pu être identifié par la Brigade Verte, après verbalisation, le faire procéder au nettoyage des dépôts. Si l'auteur n'est pas identifié, un prestataire extérieur procède au nettoyage. Les frais sont alors pris en charge par la commune.	Auteurs de dépôts sauvage / Commune de Wittenheim	Pôle prévention - sécurité - proximité / Commune de Wittenheim	• Brigade Verte ; • Services techniques de la collectivité ; • Prestataire extérieur.	• Récurrence des faits et secteurs concernés ; • Nombre de dépôts constatés ; • Coût pour la collectivité.
	3. Enlèvements des véhicules épaves ou ventouses Enlever rapidement du domaine public les véhicules incendiés ou immobilisés depuis plusieurs semaines.	Habitants / Commune de Wittenheim	Pôle prévention - sécurité - proximité / Commune de Wittenheim	• Police nationale ; • Garagiste professionnel de Wittenheim.	• Nombre de véhicules épaves ou ventouses enlevés par an ; • Nombre de véhicules épaves ou ventouses signalés par an.
		Habitants / Ville de Mulhouse	Police municipale / Ville de Mulhouse		
	4. Projets de prévention du conseil municipal des enfants Créer des projets originaux pour sensibiliser l'ensemble des citoyens à la protection du lien social, de l'environnement et du bien vivre ensemble.	Habitants / Commune de Wittenheim	• Pôle jeunesse / Commune de Wittenheim • Pôle prévention - sécurité - proximité / Commune de Wittenheim	• Éducation nationale ; • Bailleurs sociaux ; • Associations ; • Conseils de quartier ; • Conseil des sages.	• Nombre de participants au conseil municipal des enfants ; • Taux de participation des membres du conseil ; • Nombre de projets proposés.

AXE 3

3. ENCOURAGER LA PARTICIPATION CITOYENNE POUR VEILLER AU RESPECT DE L'ESPACE PUBLIC ET DES ESPACES COMMUNS

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
S. Impliquer la population dans les actions de prévention et de citoyenneté et les associer à la protection de leur environnement	**1. Participation citoyenne / citoyens vigilants** • Etablir un lien régulier entre les habitants d'un quartier ou d'une commune, les élus et les représentants de la force publique ; • Accroître la réactivité des forces de sécurité contre la délinquance d'appropriation ; • Renforcer la tranquillité au cœur des foyers et générer des solidarités de voisinages.	Habitants / Communes de : • Bantzenheim, • Battenheim, • Brunstatt-Didenheim, • Chalampé, • Morschwiller-le-Bas, • Ottmarsheim, • Sausheim, • Wittelsheim, • Zillisheim.	Maires et DGS des communes adhérentes	• Gendarmerie nationale ; • Police nationale ; • Sous-préfecture de Mulhouse.	• Nombre d'appels reçus par les forces de sécurité ; • Nombre de cambriolages enregistrés par les communes ; • Nombre de situations traitées.
	2. Forum prévention citoyenne Animations et mise en œuvre d'actions de prévention (conférences, débats, ateliers ludiques et pédagogiques, distribution de documents d'information, etc.) sur les 3 thèmes directeurs touchant à la vie quotidienne pendant 2 jours.	Habitants / Commune de Wittenheim	Pôle prévention - sécurité - proximité/ Commune de Wittenheim	• Éducation nationale ; • Sapeurs-pompiers ; • Police nationale ; • Société Cardia-Pulse ; • Agence régionale de santé ; • Réseau APA (Aide Personnalisée à l'Autonomie) ; • Ville de Wittenheim ; • GRDF et l'entreprise Copraudit ; • ENEDIS et l'association des petits débrouillards ; • Ludothèque de Wittenheim ; • Cuisine XXL ; • La Croix Blanche de Wittenheim ; • La MAïF ; • La Macif Prévention ; • Association de prévention routière ; • Préfecture du Haut-Rhin ; • Association Bretz'selle ; • Auto-école Holder.	• Nombre de personnes sensibilisées ; • Nombre de personnes formées ; • Respect du cadre du projet (programme, budget, délai).
T. Sensibiliser et former les habitants sur les thématiques de la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques et le secourisme	**1. Actions de prévention dans les établissements scolaires** Contribuer à sensibiliser écoliers et collégiens aux 3 thèmes directeurs en complément des projets des écoles et collèges durant l'année.	Écoliers et collégiens / Commune de Wittenheim			

AXE 4 :

RENFORCER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR LE TERRITOIRE

AXE 4

1. DÉVELOPPER LA PRÉVENTION AUPRÈS DES JEUNES

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
U. Renforcer la prévention face à l'insécurité routière	**1. Lutter contre les rodéos des deux-roues motorisés** Mobiliser l'ensemble des moyens (vidéoprotection) et des acteurs de la sécurité publique, en renforçant les contrôles de police, en rédigeant un arrêté municipal visant à interdire les rassemblements de type tunings ainsi que les manœuvres de type drifts[30]. Cette action a un double objectif : • Mettre un terme au rendez-vous mensuel (chaque dernier vendredi du mois) fixé par les jeunes sur la zone commerciale du Pôle 430 de Wittenheim pour venir visualiser des démonstrations de drift, pratique extrêmement dangereuse par les risques qu'elle fait courir en cas de perte de contrôle du véhicule ; • Mettre un terme aux rodéos motorisés de manière générale.	Jeunes en deux-roues motorisés de 15 à 20 ans / Communes de Wittenheim Kingersheim	Pôle prévention -sécurité – proximité / Commune de Wittenheim	• Police nationale • Brigade Verte ; • Commune de Kingersheim ; • Police municipale de Kingersheim.	• Nombre de bénéficiaires : l'ensemble des usagers de la voie publique ; • Evolution de la problématique ; • Nombre de contrôles effectués par la Police nationale ; • Nombre de réquisitions.
	2. Crash test pédagogique Sensibiliser les collégiens aux dangers de la route et notamment à l'usage des deux -roues motorisés : distance de freinage, port du casque et utilisation des distracteurs.	Collégiens / Territoire de m2A	• Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance ; • Pôle prévention et sécurité / Ville de Mulhouse.	• État (PDASR) ; • Éducation nationale ; • Police municipale de Mulhouse ; • Service d'incendie et de secours 68 ; • Musée national de l'Automobile – Collection Schlumpf ; • DRAG AUTO PUB.	• Nombre de collèges participants ; • Nombre de collégiens participants ; • Questionnaire d'évaluation sur l'organisation et le contenu pédagogique de l'action remis aux personnels accompagnants.
	3. Simulation de freinage d'urgence d'une rame de tram Sensibiliser les écoliers et collégiens aux dangers liés à la circulation d'un tram, notamment concernant les distances de freinage importantes en cas de freinage d'urgences.	Écoliers et collégiens / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Soléa ; • Police municipale de Mulhouse ; • Service d'incendie et de secours 68 ; • Éducation nationale.	

30. Drift (de l'anglais drifting qui signifie « dérive ») : discipline de sport automobile dans laquelle le pilote contrôle le véhicule pour qu'il glisse d'un côté à l'autre de la piste bitumée. Les jeunes évaluent la trajectoire, la vitesse, l'angle d'attaque et le style.

AXE 4
1. DÉVELOPPER LA PRÉVENTION AUPRÈS DES JEUNES

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
V. Lutter contre les incivilités aux abords des écoles	**1. Dispositif « Papi mamie école »** • Sécuriser la traversée des écoliers aux heures d'entrées et de sorties de classes ; • Sensibiliser les automobilistes aux règles de sécurité aux abords des établissements scolaires ; • Contribuer à créer du lien générationnel entre personnes âgées et jeune public.	Écoliers / Ville de Mulhouse	Pôle prévention et sécurité / Ville de Mulhouse	• Police municipale ; • Pôle éducation et enfance / Ville de Mulhouse.	• Nombre d'écoles concernées par le dispositif ; • Nombre d'élèves (en moyenne) concernés ; • Incidents relevés.
	2. Actions de prévention à l'attention des parents d'élèves • Encourager et faciliter l'emploi des modes doux pour se rendre à l'école ; • Communiquer auprès des familles sur les parcours sécurisés ; • Renforcer la présence de la Police municipale aux heures d'ouverture et de fermeture des écoles et/ou faire appel à des bénévoles ; • Rappeler aux adultes les règles de prudence et de bonne conduite aux abords des écoles..	Parents des élèves / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Éducation nationale ; • Association de prévention routière ; • Direction Départementale des Territoires (DDT) 68 ; • Polices municipales ; • Etc.	• Nombre d'actions réalisées par an.
W. Développer les compétences des jeunes en matière de sécurité routière	**1. Prévention routière** • Initier les enfants aux règles de sécurité routière et les amener à adopter les bons comportements à pied, à vélo ou en voiture ; • Préparer les élèves à l'attestation de prévention à l'éducation routière ; • Faire passer le permis vélo.	• Élèves de CM1 et CM2 / Commune de Kingersheim • Élèves d'écoles élémentaires / Ville de Mulhouse	Police municipale	Éducation nationale	• Nombre d'élèves participant à l'activité pédagogique ; • Nombre de permis vélos attribués ; • Taux de réussite au permis vélo.
	2. Journée de prévention routière et actions de sensibilisation m2A • Développer et entretenir les connaissances des règles de sécurité routière à pied, en vélo, en trottinette, en deux-roues motorisés ; • Informer sur les équipements obligatoires de sécurité (port du casque, gilets réfléchissants, etc.) ; • Développer des outils de communication communs pour éduquer les jeunes au « savoir rouler » et les bons comportements à adopter en qualité d'usagers de la route ; • Généraliser le permis « savoir rouler à vélo » pour les classes de primaires (CM2).	Élèves des écoles primaires, collèges et lycées / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Éducation nationale ; • Service d'incendie et de secours 68 ; • Polices municipales ; • Direction de la communication m2A ; • Etc.	• Nombre d'élèves participants aux journées de prévention. • Nombre de permis « savoir rouler à vélo » passés et obtenus.

AXE 4
2. AGIR SUR LES COMPORTEMENTS DES USAGERS DE LA ROUTE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
X. Sensibiliser les usagers de la route aux différents risques	**1. Lutter contre les nuisances générées à l'occasion des cortèges de mariage** • Empêcher la commission de nuisances et d'infractions au sein des cortèges de mariages organisés dans l'agglomération ; • Anticiper les situations problématiques en assurant une bonne communication des informations entre collectivités (m2A/communes) et forces de l'ordre (Police nationale et Gendarmerie nationale) ; • Réaliser un vade-mecum m2A à l'attention des maires sur la thématique des cortèges de mariage.	Futurs mariés et convives des mariages / Territoire de m2A et notamment les communes de la couronne mulhousienne	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Sous-préfecture de Mulhouse ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Parquet de Mulhouse ; • Maires des communes m2A ; • Services État civil des communes m2A ; • Polices municipales.	• Nombre de signalements adressés par les communes aux forces de l'ordre ; • Nombre d'infractions constatées lors de cortège de mariage ; • Nombre de procès-verbaux dressés par les forces de sécurité.
		Futurs mariés et convives des mariages / Commune de Wittenheim	Pôle prévention - sécurité - proximité / Wittenheim		
		Futurs mariés et convives des mariages / Ville de Mulhouse	Pôle prévention et sécurité / Ville de Mulhouse		
		Futurs mariés et convives des mariages / Commune de Kingersheim	Police municipale / service État Civil – Population		
	2. Campagne de sensibilisation sécurité routière les dangers des distracteurs au volan Sensibiliser la population aux risques liés à l'utilisation du smartphone au volant par un affichage sur les panneaux JC DECAUX de m2A, à savoir sur le réseau tram (80 panneaux), ainsi que dans les accueils des communes membres de l'agglomération.	Usagers de la route / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• État (PDASR) ; • Direction de la communication m2A ; • réseau des référents communication des communes de m2A.	Nombre d'accidents constatés liés à l'usage de distracteurs au volant
	3. Journée Prévention – Sécurité • Sensibiliser les habitants aux dangers de la route ; • Modifier les comportements des usagers de la rue : piétons, cyclistes, deux-roues motorisés, automobilistes. • Cette action se déroule sur deux journées, trois demi-journées sont réservées aux élèves et une demi-journée accueille tous les habitants.	Habitants et collégiens / Commune de Kingersheim	Police municipale/ Kingersheim	• Association prévention Routière ; • Croix-Rouge Française - Antenne de Kingersheim ; • Unité de développement des premiers secours ; • Police nationale ; • Sapeurs-pompiers de Kingersheim ; • Assurances du Crédit Mutuel ; • Association Vie Libre ; • Direction départementale des territoires 68 ; • Bureau sécurité routière et coordination ; • Ligue contre le cancer.	• Nombre de personnes accueillies sur la demi-journée tout public ; • Nombre de collégien(ne)s accueillis.

AXE 4

2. AGIR SUR LES COMPORTEMENTS DES USAGERS DE LA ROUTE

Objectifs opérationnels	Moyens/Actions	Publics ciblés/Territoires	Services pilotes	Partenaires associés	Indicateurs de suivi/ Évaluations
X. Sensibiliser les usagers de la route aux différents risques	**4. Le risque routier professionnel** Mettre en œuvre une journée de prévention sécurité « risques routiers professionnels ».	Collaborateurs des collectivités territoriales / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Direction départementale des territoires 68 ; • Bureau sécurité routière et coordination ; • Ressources internes de m2A ; • Direction de la communication m2A.	• Nombre de participants à la journée de prévention.
	5. Les engins de déplacement personnels motorisés Communiquer sur la réglementation, l'équipement obligatoire et le cadre relatifs à l'usage des EDPM à l'attention des différents publics : - les mineurs de moins de 12 ans ; - les mineurs de plus de 12 ans ; - les commerces ; - auprès des collaborateurs m2A. Plusieurs outils de communication pourront être envisagés : bande dessinée, campagne d'affichage, journées de prévention, etc.	Habitants / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Éducation nationale ; • Direction de la communication m2A ; • Direction départementale des territoires 68 - Bureau sécurité routière et coordination ; • Acteurs départementaux de la sécurité routière ; • CeA.	• Nombre et type de campagnes de communication menées à l'année.
Y. Mutualiser les moyens au service de la sécurité routière pour lutter contre les conduites à risques	**1. Les différents dispositifs de lutte contre les conduites à risques** • Déployer et mutualiser les radars mobiles et autres dispositifs pouvant être partagés ; • Coordonner des actions régulières de contrôle de la vitesse de la gendarmerie/police ; • Créer, au sein de m2A, une cartographie des limitations de vitesse afin de les harmoniser au sein des communes ; • Solliciter la Brigade Verte pour renforcer les contrôles en l'absence de Police municipale et améliorer la cohabitation entre les différents usagers des voies de circulation terrestres ; • Organiser des actions pédagogiques à l'attention des personnes âgées afin de faire une mise à jour du code de la route, anticiper les intersections et mieux les utiliser (ronds-points, entrées d'autoroute, etc.).	Habitants / Territoire de m2A	Direction du développement intercommunal m2A – chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance	• Communes m2A ; • Brigade Verte ; • Polices municipales ; • Police nationale ; • Gendarmerie nationale ; • Direction de la communication m2A ; • Direction départementale des territoires 68 - Bureau sécurité routière et coordination ; • Etc.	• Nombre et qualité des actions réalisées ; • Nombre de personnes ayant participé aux actions pédagogiques.

ANNEXES

- Liste des partenaires rencontrés dans le cadre de l'élaboration du diagnostic de sécurité
- Charte déontologique pour l'échange d'informations dans le cadre des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance
- Circulaire du 15 décembre 2020 sur la mise en œuvre de la justice de proximité
- Référentiel des infractions justice de proximité

LISTE DES PARTENAIRES RENCONTRÉS DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DU DIAGNOSTIC DE SÉCURITÉ

Mulhouse Alsace Agglomération
Président de Mulhouse Alsace Agglomération
Vice-Président en charge de à la politique de la ville et stratégie prévention et sécurité
Présidents des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance Nord, Sud et Centre
Maison de la justice et du droit

Mairie de Mulhouse
Adjoint au maire, délégué à la sécurité
Pôle prévention et sécurité
Directeur du pôle prévention et sécurité
Chef de service STSPD et Projets
Chargé de mission STSPD et Projets
Directeur de la Police municipale, Centre de supervision urbain, stationnement
Responsable Lutte contre les Violences Intrafamiliales et Faites aux Femmes

Mairie de Wittenheim
Adjointe au maire, déléguée à la sécurité
Service prévention et sécurité
Service jeunesse

Sous-préfecture de Mulhouse
Secrétaire général

Police nationale
Directeur départementale de la sécurité publique du Haut-Rhin
Commandant du commissariat de Wittenheim
Adjointe du commandant du commissariat de Wittenheim

Gendarmerie nationale
Officier adjoint prévention partenariat
Commandant de la compagnie de gendarmerie départementale de Mulhouse
Référent sûreté
Référent sûreté en prévention situationnelle et vidéoprotection

Brigade Verte d'Alsace
Directrice et chefs de postes des communes m2A

Mairie de Kingersheim
Chef de service de la Police municipale
Référente Prévention-Sécurité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale
Chargée de mission prévention de la violence en milieu scolaire

Ministère de la Justice
Procureure de la république de Colmar
Chargé de mission justice de proximité du tribunal judiciaire de Colmar
Procureure de la république de Mulhouse
Chargée de mission justice de proximité du tribunal judiciaire de Mulhouse
Assistante spécialisée en matière de lutte contre le terrorisme et la radicalisation et chargée de mission prévention de la délinquance près du tribunal judiciaire de Mulhouse

Bailleurs sociaux
m2A HABITAT – Directrice de la proximité

Transports
SOLEA – Directeur d'exploitation

Association APPUIS
Président
Directrice
Coordinatrice du dispositif d'accompagnement des victimes et auteurs d'infractions pénales (DAVA)

Association Sahel Vert
Responsable du pôle recherche
Responsable du pôle éducation

Association THEMIS
Directrice
Éducatrice à la citoyenneté

CHARTE DÉONTOLOGIQUE POUR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DES CONSEILS LOCAUX ET INTERCOMMUNAUX DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

La loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance contient deux dispositions relatives à l'échange de l'information aux fins de prévention de la délinquance :

- l'article 1, qui concerne l'échange des faits et informations « à caractère confidentiel » entre les participants aux groupes de travail et d'échange d'informations à vocation territoriale ou thématique constitués au sein des C.L.S.P.D.
- l'article 8, qui concerne le partage des informations « à caractère secret », entre les professionnels de l'action sociale, et l'autorisation donnée à ces derniers, par dérogation explicite à l'article 226-13 du code pénal relatif au secret professionnel, de révéler au maire et au président du Conseil Général les « informations confidentielles » strictement nécessaires à l'exercice de leurs compétences.

La présente charte a pour objet de préciser les règles et le contenu des échanges dans le cadre de l'article 1 de la loi de prévention de la délinquance.

L'échange des faits et informations à caractère confidentiel dans le cadre des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance

Article 1 : cadre juridique

Aux termes de l'article 1 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (article L132-5 du code de la sécurité intérieure) : « Le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail et d'échange d'informations à vocation territoriale ou thématique ».

Selon l'article D 132-7 du code de la sécurité intérieure, « Il (le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) favorise l'échange d'informations entre les responsables des institutions et des organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques ».

L'échange d'informations effectué dans les groupes à vocation territoriale ou thématique s'inscrit dans le cadre des attributions du maire en matière de prévention de la délinquance prévue par les articles L 132-1 à L 132-4 du code de la sécurité intérieure et de celles du procureur de la République - qui aux termes de l'article 7 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (article 39-2 du C.P.P) veille à la prévention des infractions à la loi pénale et coordonne dans le ressort du T.G.I. la politique de prévention de la délinquance dans sa composante judiciaire.

Article 2 : Composition des groupes thématiques

Les groupes de travail sont constitués par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale ayant la compétence relative à la prévention de la délinquance en concertation avec les membres du C.L.S.P.D. ou du C.I.S.P.D. concernés.

La composition de chaque groupe de travail et d'échange d'information fait l'objet d'une liste nominative. Représentant son service ou son institution, chaque personne y figurant, avec son accord, doit disposer d'une légitimité pour évoquer des situations ainsi que d'une compétence pour apporter des propositions aux problèmes exposés. La charte est signée, pour adhésion, par les institutions représentées.

A titre exceptionnel, les membres des groupes thématiques ont la faculté de convier ponctuellement des personnes ou de solliciter la présence de personnes qualifiées dont l'audition est de nature à favoriser la compréhension d'une situation.

Les personnes ainsi entendues, avec leur accord, acceptent de se soumettre aux règles de confidentialité édictées par la charte. Elles apportent leur point de vue sur la situation examinée, mais ne sont pas partie prenante d'une éventuelle décision.

Article 3 : Nature des informations échangées et protection de la confidentialité

Les membres des groupes thématiques sont tenus par le secret professionnel, le devoir de réserve et/ou l'obligation de discrétion inhérents à leurs professions respectives.
En vertu de l'article 1 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (article L 132-5 du code de la sécurité intérieure), l'échange porte sur « les faits et informations à caractère confidentiel », à l'exclusion des informations à caractère secret au sens de l'article 226-13 du code pénal. Ces faits et informations à caractère confidentiel échangés dans le cadre des groupes de travail ou d'échange d'informations à vocation territoriale ou thématique ne peuvent être communiqués à des tiers.

Il appartient à chacun des membres des groupes de travail de déterminer en conscience, dans les conditions, les objectifs et les limites imposées par la loi, et au cas par cas, si l'information qu'il détient peut-être communiquée aux autres membres du groupe.

Il est du devoir des membres de veiller strictement à ne communiquer que des informations factuelles et sûres.

Concernant les informations afférentes à des situations personnelles ou familiales, seules sont communiquées, au cours des réunions des groupes de travail, celles qui sont strictement nécessaires à la réflexion collégiale sur la problématique, à l'évaluation de la situation et à la recherche de solutions.

Toute information non nécessaire à la compréhension ou à la résolution du problème évoqué ne doit pas être exposée.

Ces échanges peuvent porter sur des situations collectives ou individuelles, l'information confidentielle n'ayant en tout état de cause pas vocation à être diffusée en dehors du groupe.

En revanche, un partage d'informations plus précises sur une situation individuelle (éléments de l'histoire personnelle ou familiale, détails du travail social et éducatif en cours, éléments sur les éventuelles procédures judiciaires en cours mettant en cause l'intéressé, etc.) est exclu à ce niveau et ne peut s'envisager que dans le cadre de l'article 8 de la loi du 5 mars 2007 (art. L.121-6-2 du code d'action sociale et des familles) ou au sein d'autres dispositifs distincts

(notamment ceux du conseil général en matière de protection de l'enfance ou de l'autorité judiciaire en matière de suivi des mineurs multiréitérants).

Article 4 : Finalité de l'échange

Cet échange permet aux membres des groupes de signaler, dans le respect de l'article 3 ci-dessus, les situations difficiles, personnelles ou familiales au regard du risque de délinquance dont ils ont connaissance et de s'assurer qu'elles sont bien prises en compte par une des institutions concernées. Si tel n'est pas le cas, il convient de rechercher le ou les acteurs les mieux à même de traiter la situation identifiée.

Si l'un des acteurs déjà saisi estime que la situation évoquée concerne également un (ou plusieurs) autre(s) acteur(s), il veille à lui (leur) transmettre les informations nécessaires à son (leurs) intervention(s).

Les personnes intéressées sont informées de l'échange d'informations à caractère confidentiel les concernant.

Article 5 : Cadre de l'échange

L'échange des informations visées à l'article 3 est réalisé dans le cadre des réunions des groupes de travail à vocation territoriale ou thématique constitués au sein des C.L.S.P.D. ou des C.I.S.P.D.

Ces groupes de travail assurent le suivi et l'animation du plan local de prévention de la délinquance et, à cette fin, la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions locales de prévention de la délinquance.

L'échange d'informations confidentielles ne doit, en aucun cas, avoir lieu au cours des réunions plénières du C.L.S.P.D. ou du C.I.S.P.D.

Article 6 : Animation des travaux

Le maire ou le président de l'EPCI fait appel à un animateur pour les travaux des groupes de travail. Celui-ci est le garant du respect de la présente charte.

Il prépare les réunions et en fixe l'ordre du jour.

Les préconisations retenues par les différents partenaires peuvent faire l'objet d'un relevé de conclusions qui peut prendre la forme d'un tableau de bord.

L'animateur prend toutes les mesures de prudence et de sécurité qui s'imposent pour que les informations partagées en réunion soient inaccessibles à des tiers et soient traitées dans le cadre de l'article 9 de la présente charte.

Article 7 : Obligation des membres

Chacun des membres des groupes de travail des C.L.S.P.D. ou des C.I.S.P.D. a l'obligation de préserver la confidentialité des informations recueillies collectivement.

Article 8 : Manquements aux devoirs de la charte

Tout manquement au respect de la charte entraîne de facto une exclusion des travaux du groupe.

Article 9 : Constitution de traitements de données à caractère personnel

La constitution de traitements de données à caractère personnel, permettant le suivi des actions en direction des personnes ou des familles dans le cadre des groupes de travail, est soumise aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés » assurant une protection proportionnée de la vie privée et des libertés individuelles des personnes concernées au regard des finalités de ce suivi.

Ces traitements sont constitués sous la responsabilité du maire et gérés par une personne délégataire garante du respect des dispositions de la loi « Informatique et Libertés ».

A cet égard, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a adopté une délibération portant autorisation de la création de tels traitements. Cette autorisation précise les règles à suivre (données traitées, durée de conservation, etc.) auxquelles les collectivités devront se conformer si elles veulent mettre en œuvre de tels traitements (cf. délibération de la CNIL du 26 juin 2014).

Article 10 : Évaluation

Présenté de façon périodique en réunion plénière du C.L.S.P.D. ou du C.I.S.P.D., un bilan est dressé par un membre du groupe préalablement désigné. Un bilan annuel de l'application de la charte déontologique favorisant l'échange d'informations confidentielles est établi au niveau départemental et est exposé devant le Conseil départemental de prévention de la délinquance.

Les échanges d'information sont réalisés dans le respect du droit existant, de la réflexion éthique et des règles déontologiques propres à chaque profession, service ou institution, sous la responsabilité du Maire ou du président de l'EPCI compétent et sous le contrôle du procureur de la République.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté Égalité Fraternité

Le garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Paris, le 15 DEC. 2020

Le garde des sceaux, ministre de la justice

A

Pour attribution

Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel
Madame la procureure de la République près le tribunal supérieur d'appel
Mesdames et Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires

Pour information

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel
Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel
Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux judiciaires
Monsieur le membre national d'Eurojust pour la France

N° NOR : JUST2034764C

TITRE : Circulaire relative à la mise en œuvre de la justice de proximité

PJ : Tableau des infractions en lien avec la justice de proximité

Mots-clés : proximité, bonnes pratiques, tribunal de proximité, audience foraine, délégué du procureur, victimes, conseil de juridiction, interdiction de paraître, travail non rémunéré, officier du ministère public, maires, bailleurs sociaux.

Publication : Bulletin officiel et intranet justice

13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Tél : 01 44 77 60 60
www.justice.gouv.fr

L'État se doit d'être un acteur de proximité, qui réponde au mieux aux demandes de nos concitoyens, d'autant plus fortes dans le contexte de crise sanitaire, économique et sociale que traverse notre pays. Cette exigence prévaut particulièrement dans le domaine de la justice. A cette fin, il est indispensable de faire évoluer rapidement et profondément l'action publique et, s'agissant de l'autorité judiciaire, de renforcer ses moyens pour rendre la justice plus accessible, lisible et efficace.

Comme j'ai pu le rappeler dans la circulaire de politique pénale générale du 1er octobre dernier, nombre de territoires sont aujourd'hui marqués par la petite délinquance, qui altère la tranquillité publique, dégrade les conditions de vie et donne l'impression d'une impunité de leurs auteurs, faute d'une réponse judiciaire immédiatement visible. Les trafics, les rodéos urbains, les dégradations, les tags, les insultes sont autant d'infractions qui affectent le quotidien de nombreux français, faisant naître un sentiment de désespérance face à l'action de la justice, parfois perçue comme inactive voire impuissante.

Afin d'y remédier, je vous demande de promouvoir une justice de proximité déclinée dans une acception géographique, temporelle et institutionnelle, de nature à faciliter l'accès au service public de la justice et apporter une réponse pénale crédible, effective et rapide, qui prenne en compte la victime tout en assurant la réadaptation de l'auteur. Des moyens vous ont été attribués à cette fin à partir des projets en matière pénale puis civile que vous avez élaborés.

1. Une justice au plus proche du justiciable

1.1 Une plus grande proximité des lieux d'audiences

Un rapprochement entre l'institution judiciaire et les territoires est indispensable pour mieux répondre aux attentes des justiciables, en particulier des victimes. Il suppose une plus grande proximité géographique et un déploiement de l'activité judiciaire dans l'ensemble des lieux de justice, notamment les tribunaux de proximité.

Ces sites pourront abriter des audiences foraines permettant d'apporter une réponse aux délits et contraventions relevant de la justice de proximité, identifiés par la direction des affaires criminelles et des grâces dans la liste figurant en annexe.

Une réflexion approfondie sur le déploiement des moyens et des effectifs, en particulier les renforts en cours de mise en œuvre, pourra ainsi être menée dans le cadre des conseils de juridiction. Le recours aux magistrats à titre temporaire ou honoraires permettra de libérer les magistrats professionnels susceptibles de siéger dans ces audiences délocalisées.

La proximité s'impose particulièrement pour les alternatives aux poursuites pénales. Les délégués du procureur pourront être utilement mobilisés au service des territoires en se déplaçant plus fréquemment dans les lieux de justice qui s'y trouvent, ou en étant localisés dans des enceintes de proximité comme les maisons de justice et du droit, les antennes judiciaires et les tribunaux de proximité, tels que pratiqués notamment à Coutances[1]. Une évaluation doit être menée localement pour tenir compte des spécificités de chaque ressort, en concertation avec le barreau. Par ailleurs, les missions confiées aux délégués du procureur seront accrues et diversifiées.

1.2 Une amélioration du service rendu au justiciable

La réponse judiciaire de proximité doit s'accompagner d'un renforcement des mesures d'accueil, d'accompagnement et d'information des victimes tout au long de leur parcours judiciaire qui doit leur être facilité. Depuis quelques années, les juridictions se sont mobilisées pour mettre en place un continuum de prise en charge des victimes. Je pense notamment aux dispositifs de Bordeaux[2].

1 L'organisation territoriale des délégués du procureur sur le ressort du TJ de Coutances est accessible à l'adresse suivante: http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/art_pix/TJ%20de%20Coutances%20_Organisation%20territoriale%20des%20DPR.pdf.

2 Vous trouverez la présentation du centre d'accueil en urgence des victimes mis en place à Bordeaux, et les documents techniques disponibles à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/politique-penale-generale-1465/justice-de-proximite-17699/.

2/6

La protection des victimes commande en effet la mise en place d'un continuum de prise en charge, complet et pluridisciplinaire sur le plan médical, psychologique, social et juridique. A cet égard, si la refonte du schéma directeur de médecine légale ne peut être envisagée à brève échéance, les difficultés rencontrées par certains services sont identifiées de sorte qu'une réflexion sur l'allocation de moyens supplémentaires, sous forme de création ou d'extension d'unités médico-judiciaires de proximité, est d'ores et déjà engagée.

Plus globalement, il convient de rechercher pour le siège et le parquet les bonnes pratiques organisationnelles en lien direct avec les usagers du service public de la justice de façon à améliorer l'accueil et l'accès à l'information de tous les justiciables et réduire les délais, notamment de notification.

Ces bonnes pratiques relevées dans vos ressorts ou susceptibles d'y être instaurées, doivent avoir pour objet ou pour effet une amélioration concrète du service rendu au justiciable (organisation des audiences, exécution des décisions, suivi des échanges inter-services...). L'accueil doit s'adapter à tous les publics et notamment aux plus fragiles. Il peut être intéressant de transposer des initiatives mises en œuvre à d'autres niveaux de la chaîne pénale, à la manière de la convention-cadre conclue entre la gendarmerie nationale et l'UNAPEI pour le recueil des plaintes des personnes en situation de handicap[3]. Je reviendrai prochainement vers vous à ce sujet avec des outils intranet dédiés spécifiquement à la remontée et au partage des bonnes pratiques.

2. <u>Une justice au plus proche de l'infraction</u>

L'autorité judiciaire se doit d'être plus réactive face aux transgressions du quotidien. Sa célérité est un élément indissociable de la qualité de son action. Dans le prolongement de ma circulaire de politique pénale générale, je souhaite une plus grande maîtrise des délais de réponse pénale. L'orientation des procédures doit tenir compte de ce critère temporel. Je demande aux procureurs généraux de veiller à l'échelle du ressort de chaque cour d'appel à une appropriation de cette problématique car une réponse pénale de qualité ne peut pas intervenir à distance des faits.

A cet égard, l'organisation et la structuration[4], au sein des parquets d'une certaine importance, de filières dédiées au traitement des infractions du quotidien, sorte de traitement en temps réel de proximité, doit permettre de délivrer une réponse dans un temps proche de la commission des faits avec des présentations devant les délégués du procureur ou des convocations à très brefs délais devant eux ou les formations de jugement.

A une infraction de proximité doit correspondre une réponse inscrite dans la proximité. En ce qu'elle permet d'éloigner d'un quartier certains délinquants pour plusieurs mois, l'interdiction de paraître ordonnée par le procureur de la République à titre d'alternative aux poursuites est une mesure efficace et appropriée aux infractions pour lesquelles l'ancrage territorial constitue un élément favorisant le passage à l'acte délictueux. Cette efficacité sera renforcée par un dialogue institutionnel avec les maires qui pourront utilement être informés du prononcé de cette interdiction, notamment dans le cadre des groupes locaux de traitement de la délinquance, en application des articles 40-2 du code de procédure pénale ou L.132-3 du code de la sécurité intérieure.

Il en est de même des travaux non rémunérés prononcés notamment dans le cadre des compositions pénales. Cette mesure s'avère particulièrement adaptée pour répondre aux infractions de faible gravité en offrant une réparation à l'intérêt collectif lésé, y compris directement celui des communes victimes. Lors de mon déplacement à Toulouse, j'ai pu observer le circuit court mis en œuvre pour les compositions pénales ordonnées à la permanence aux fins de travail non rémunéré. La mesure est ainsi exécutée à brève échéance[5].

[3] La convention DGGN-UNAPEI est disponible à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/art_pix/Convention-cadre%20DGGN-UNAPEI%20%20V03.07.18%20(2).pdf.

[4] Les projets de service dédiés aux alternatives aux poursuites sont accessibles à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/politique-penale-generale-1465/delegue-du-procureur-17599/.

[5] Le dossier et son annexe sont consultables sur l'intranet à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/politique-penale-generale-1465/justice-de-proximite-17699/.

3/6

De façon générale, les alternatives aux poursuites dites « *à contenu* » s'agissant de ces infractions, si elles paraissent appropriées, devront être privilégiées par rapport à des dates de convocation devant le tribunal correctionnel trop éloignées des faits, étant précisé qu'elles peuvent également s'envisager sur déferement pour les faits les plus graves ou qui s'inscrivent dans le cadre d'une réitération.

3. <u>Une justice au plus proche des partenaires locaux</u>

La justice de proximité impose que les relations institutionnelles soient localement renforcées, à la fois pour gagner en efficacité et pour parfaire la connaissance de l'action de l'autorité judiciaire.

Devront être ainsi réaffirmés le développement et l'approfondissement des relations partenariales avec les collectivités locales, le tissu associatif et les acteurs de terrain.

Dans ce cadre, des échanges plus nourris avec les officiers du ministère public chargés du traitement des contraventions les moins graves doivent permettre de développer davantage le recours aux alternatives en la matière et d'opter pour des réponses plus pédagogiques.

Je vous sais particulièrement investis dans le dialogue institutionnel avec vos partenaires et notamment avec les collectivités locales et les maires. L'implication de ces derniers dans le traitement global des problématiques d'insécurité doit être renforcée. A l'instar des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance, les dispositifs partenariaux devront être encouragés, tout comme le recours par les maires aux prérogatives que la loi leur attribue (le rappel à l'ordre, la transaction, la création de conseils pour les droits et devoirs des familles). La réussite de cette collaboration repose sur l'organisation d'échanges réguliers et la bonne circulation des informations, dans le respect des dispositions légales. Ainsi, le procureur près le tribunal judiciaire de Valenciennes[6] a mis en place de façon opportune un groupe de travail ayant abouti à une institutionnalisation des échanges avec les élus.

Une meilleure articulation avec les forces de police municipale doit être encouragée dans le cadre des conventions de coordination, tout comme les accords locaux permettant de faciliter les investigations ou les saisies d'objets.

Les bonnes pratiques mises en œuvre à ce titre, tout comme celles qui pourraient être mises en place avec les officiers du ministère public pour un traitement mieux adapté des contraventions des quatre premières classes susceptibles d'affecter la vie de nos concitoyens, devront être diffusées et partagées. On peut à cet égard citer les stages de lutte contre l'outrage sexiste et les stages rappelant les valeurs républicaines pour lutter contre la dissimulation du visage dans l'espace public, tels que mis en place à Colmar[7] et Versailles[8].

Enfin, au regard de la forte attente de nos concitoyens quant au maintien d'un cadre de vie décent, je ne verrai qu'avantage à ce que des échanges soient instaurés avec les principaux bailleurs sociaux afin d'envisager l'habilitation des gardiens d'immeubles en qualité de gardes particuliers assermentés, leur permettant de constater par procès-verbaux les délits et contraventions portant atteinte aux parcs immobiliers dont ils assurent la surveillance. Une telle mesure, déjà mise en œuvre à Paris et Pontoise[9], est en effet de nature à favoriser la prévention et la répression des incivilités du quotidien (dégradations, vol, dépôt sauvage de déchets, tapage nocturne, divagation d'animal), tout en renforçant la protection de ces agents.

[6] Le dossier du procureur de Valenciennes est accessible à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/art_pix/Travail%20partenial%20avec%20les%20%E9lus.pdf.

[7] La convention et les documents techniques relatifs au stage de lutte contre l'outrage sexiste sont consultables à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/politique-penale-generale-1465/justice-de-proximite-17699/.

[8] Vous trouverez les documents relatifs au stage de citoyenneté rappelant les valeurs républicaines à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/politique-penale-generale-1465/justice-de-proximite-17699/.

[9] La convention de partenariat avec les bailleurs sociaux est accessible à l'adresse suivante : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacg/art_pix/convention%20de%20partenariat%20relative%20au%20renforcement%20de%20la%20s%E9curit%E9%20et%20de%20la%20tranquillit%E9%20des%20r%E9sidents%20du%20parc%20de%20logements%20sociaux%20dans%20le%20Val%20d'Oise.pdf.

4/6

4. <u>Des moyens dédiés à la mise en œuvre de la justice de proximité</u>

Afin d'atteindre cet objectif, je vous demande de mettre en œuvre au niveau de chaque arrondissement judiciaire de véritables projets locaux, déclinaisons de cette ambition nationale.

Ces projets s'appuient sur la création de 914 emplois de contractuels à recruter en 2020 et 2021, se répartissant entre 305 juristes assistants ou contractuels de catégorie A et 609 contractuels de catégorie B.

Le recours accru à des magistrats honoraires et des magistrats à titre temporaire permettant aux magistrats de siéger dans les audiences délocalisées sera rendu possible par un abondement de crédits à hauteur de 13 millions d'euros, ce qui correspond au financement de 300 vacations annuelles par magistrat. L'élargissement de la mobilisation des délégués du procureur de la République tant en nombre qu'en type de missions sera accompagné par un abondement de 28 millions d'euros.

5. <u>L'évaluation des mesures prises en vue de renforcer la justice de proximité</u>

Les mesures prises en vue d'une justice au plus proche du justiciable, doivent pouvoir être évaluées sur le plan quantitatif et qualitatif.

Le déploiement de la justice de la vie quotidienne figure au titre des priorités gouvernementales retenues par le Premier Ministre pour ce qui concerne le ministère de la justice[10]. La mise en œuvre de cette priorité doit pouvoir être évaluée au moyen de trois indicateurs trimestriels qui ont été fixés sur une maille départementale et qui ont vocation à être diffusés au plan national, pour que nos concitoyens soient informés de l'avancement de cette mesure.

- **Nombre de réponses judiciaires pénales traitées en proximité**, entendues comme traitées hors les murs du tribunal judiciaire ; cet indicateur additionnera l'ensemble des décisions juridictionnelles rendues lors des audiences pénales foraines prises dans les tribunaux de proximité et le nombre d'alternatives aux poursuites notifiées ou mises en œuvre dans les structures d'accès au droit et établissements judiciaires de proximité (chambres de proximité, maisons de justice et du droit, points-justice), et ce tant pour les majeurs que pour les mineurs ;

- **Nombre de recrutements opérés dans le cadre des moyens qui ont été débloqués ;**

- **Taux de mesures alternatives aux poursuites dites « réparatrices ».** Il s'agit ici d'observer l'évolution des alternatives aux poursuites comportant une dimension de réparation pour les victimes ou pour l'auteur (mesures de réparation, de médiation ou classement sous conditions, de stage et de composition pénale, mesures d'interdiction, rappels à la loi notifiés par délégué du procureur) qui sera ensuite comparé au nombre de rappels à la loi par officier de police judiciaire, tant pour les majeurs que pour les mineurs.

Il vous est ainsi demandé de collecter trimestriellement les données relatives au premier indicateur dès le 1er janvier 2021, de manière à pouvoir renseigner les informations à partir de cette date, au moyen d'un questionnaire SPHINX qui vous sera prochainement diffusé par la direction des services judiciaires. Le deuxième indicateur sera renseigné au moyen des tableaux de suivi mis en place par cette direction. Le troisième indicateur sera directement renseigné par le ministère.

Ce suivi sera opéré sans préjudice de l'évaluation plus globale de l'efficacité du dispositif de justice de proximité décliné localement.

Vous voudrez bien à cet égard me faire parvenir pour le 1er juin 2021 un bilan de la mise en œuvre de ces mesures sur vos ressorts. La direction des services judiciaires vous adressera une trame à cette fin.

[10] À ce titre, comme pour l'ensemble des réformes prioritaires retenues pour chaque ministère, elle donnera lieu à un suivi animé par le ministère de la transformation et de la fonction publiques.

5/6

Les dialogues de gestion qui se tiendront l'an prochain seront également le cadre d'échanges sur le déploiement de la justice de proximité.

***

La justice de proximité répond au véritable défi pour notre institution de réconcilier la justice du quotidien avec ses usagers. Je sais pouvoir compter sur toute la communauté judiciaire pour améliorer la proximité de la justice, spécialement au profit des gens qui souffrent au quotidien de la délinquance.

Vous voudrez bien, en conséquence, veiller à l'application de ces instructions et rendre compte de toute difficulté dans leur application à la direction des affaires criminelles et des grâces sous le timbre du <u>bureau de la politique pénale générale</u>, à la direction des services judiciaires <u>enquetes.dsj@justice.gouv.fr</u> selon les thématiques concernées en veillant à mettre en copie le secrétariat général, en charge de la coordination ministérielle de ce dossier, sous le timbre du <u>service de l'expertise et de la modernisation</u>.

Eric DUPOND-MORETTI

6/6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des affaires criminelles et des grâces

LISTE DES INFRACTIONS POUVANT ENTRER DANS LE CHAMP DE LA JUSTICE DE PROXIMITÉ

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
Interdiction de fumer ou vapoter	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE VAPOTER DANS UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF FERME	C2	ART.R.3515-7, ART.L.3513-6 2° C.SANTE.PUB. ART.R.2241-22 AL.1 C.TRANSPORTS.	32461	Aucun	150 €	Oui
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE FUMER DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF FERROVIAIRE OU GUIDE	C3	ART.R.2241-17 AL.1 C.TRANSPORTS. ART.R.3512-2 2°, ART.L.3512-8 C.SANTE.PUB.	4087	Aucun	450 €	Oui
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE FUMER DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C3	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1 C.TRANSPORTS. ART.R.2241-17 AL.1 C.TRANSPORTS. ART.R.3512-2 2°, ART.L.3512-8 C.SANTE.PUB.	6357	Aucun	450 €	Oui
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE FUMER DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT COLLECTIF MARITIME	C3	ART.R.3512-2 2°, ART.L.3512-8 C.SANTE.PUB.	24062	Aucun	450 €	Oui
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE FUMER DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT COLLECTIF FLUVIAL	C3	ART.R.3512-2 2°, ART.L.3512-8 C.SANTE.PUB.	24064	Aucun	450 €	Oui
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE FUMER DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT COLLECTIF AERIEN	C3	ART.R.3512-2 2°, ART.L.3512-8 C.SANTE.PUB.	24065	Aucun	450 €	Oui
Tapage et nuisances sonores	BRUIT OU TAPAGE NOCTURNE TROUBLANT LA TRANQUILLITE D'AUTRUI	C3	ART.R.623-2 AL.1 C.PENAL.	6068	Aucun	450 €	Oui
	BRUIT OU TAPAGE INJURIEUX TROUBLANT LA TRANQUILLITE D'AUTRUI	C3	ART.R.623-2 AL.1 C.PENAL.	6084	Aucun	450 €	Oui
	EMISSION DE BRUIT PORTANT ATTEINTE A LA TRANQUILLITE DU VOISINAGE OU A LA SANTE DE L'HOMME	C3	ART.R.1337-7, ART.R.1336-5, ART.R.1336-4 AL.1 C.SANTE.PUB.	13313	Aucun	450 €	Oui
	AIDE OU ASSISTANCE A L'EMISSION DE BRUIT PORTANT ATTEINTE A LA TRANQUILLITE DU VOISINAGE OU A LA SANTE DE L'HOMME	C3	ART.R.1337-9, ART.R.1337-7, ART.R.1336-5, ART.R.1336-4 AL.1 C.SANTE.PUB.	25877	Aucun	450 €	Oui
	AIDE OU ASSISTANCE A UNE PERSONNE FAISANT DU BRUIT OU TAPAGE INJURIEUX TROUBLANT LA TRANQUILLITE D'AUTRUI	C3	ART.R.623-2 AL.1, AL.3 C.PENAL.	20794	Aucun	450 €	Oui
	AIDE OU ASSISTANCE A UNE PERSONNE FAISANT DU BRUIT OU TAPAGE NOCTURNE TROUBLANT LA TRANQUILLITE D'AUTRUI	C3	ART.R.623-2 AL.1, AL.3 C.PENAL.	20795	Aucun	450 €	Oui
	TROUBLE A LA TRANQUILLITE D'AUTRUI PAR AGRESSIONS SONORES	Délit	ART.222-16 C.PENAL.	12031	1 an	15 000 €	Non
Transports publics	CIRCULATION IRREGULIERE AVEC UN VEHICULE DANS UNE COUR DE GARE DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE OUVERTE A LA CIRCULATION PUBLIQUE	C2	ART.R.2240-3 C.TRANSPORTS.	31661	Aucun	150 €	Oui
	CIRCULATION IRREGULIERE AVEC UN VEHICULE DANS L'EMPRISE D'UNE GARE DU SERVICE PUBLIC ROUTIER DE PERSONNES OUVERTE A LA CIRCULATION PUBLIQUE	C2	ART.R.3116-25, ART.R.3116-3 AL.1, ART.R.3116-1 C.TRANSPORTS.	32459	Aucun	150 €	Oui
	ENTRAVE A LA MISE EN MARCHE OU A LA CIRCULATION D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC ROUTIER DE PERSONNES DANS L'EMPRISE D'UN AMENAGEMENT DE PRISE EN CHARGE OU DE DEPOSE DES PASSAGERS	C2	ART.R.3116-27, ART.R.3116-6, ART.R.3116-1 C.TRANSPORTS.	32422	Aucun	150 €	Non
	DEPOT D'UN BAGAGE SANS IDENTIFICATION VISIBLE DU VOYAGEUR DANS UN EMPLACEMENT D'UN VEHICULE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS PREVU A CET EFFET	C3	ART.R.2241-20, ART.R.3116-9 C.TRANSPORTS.	31660	Aucun	450 €	Non
	PENETRATION SANS TITRE DE TRANSPORT VALABLE DANS UN ESPACE PUBLIC FERROVIAIRE D'ACCES NON LIBRE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4109	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6003	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE : TITRE ILLISIBLE OU DECHIRE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6005	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE : TITRE DEJA UTILISE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6007	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE : TITRE COMPOSE INCOMPLET	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6009	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE : TITRE SANS RAPPORT AVEC LA PRESTATION	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6011	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE : TITRE RESERVE A L'USAGE D'UN TIERS	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6015	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6017	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE: SURCLASSEMENT NON JUSTIFIE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6019	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE : TARIF REDUIT NON JUSTIFIE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6021	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE : ALLONGEMENT DE PARCOURS	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6023	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE : TITRE HORS PERIODE DE VALIDITE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6025	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE : ABSENCE DE VALIDATION OU DE COMPOSTAGE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6027	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE: ABSENCE DE MENTION OBLIGATOIRE	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6029	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE NON VALABLE : NON RESPECT DU TARIF ANIMAL	C3	ART.R.2241-8 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	6153	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6263	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER : TITRE ILLISIBLE OU DECHIRE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6264	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER : TITRE DEJA UTILISE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6265	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER : TITRE COMPOSE INCOMPLET	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6266	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER : TITRE SANS RAPPORT AVEC LA PRESTATION	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6267	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER : TITRE RESERVE A L'USAGE D'UN TIERS	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6269	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE OU NON COMPLETE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6270	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE : TARIF REDUIT NON JUSTIFIE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6271	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE : ALLONGEMENT DE PARCOURS	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6272	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE : TITRE HORS PERIODE DE VALIDITE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6273	Aucun	450 €	Non

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE : ABSENCE DE VALIDATION	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6274	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE : ABSENCE DE MENTION OBLIGATOIRE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6275	Aucun	450 €	Non
	VOYAGE AVEC UN TITRE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER NON VALABLE : TICKET DE DETAIL ACHETE HORS DU VEHICULE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6277	Aucun	450 €	Non
	PENETRATION SANS TITRE DE TRANSPORT VALABLE DANS UN ESPACE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER D'ACCES NON LIBRE	C3	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-8 AL.1 C.TRANSPORTS.	6262	Aucun	450 €	Non
	TROUBLE DE LA TRANQUILLITE DES VOYAGEURS PAR BRUIT OU TAPAGE DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-18 AL.1 C.TRANSPORTS.	6371	Aucun	750 €	Non
	INTRODUCTION IRREGULIERE D'ANIMAL DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.2 AL.1, ART.1 AL.1 DECRET 2016-541 DU 03/05/2016. ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4074	Aucun	750 €	Non
	ENTREE DANS UNE PARTIE DE GARE OU D'UNE DEPENDANCE DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE D'ACCES INTERDIT OU SOUMIS A CONDITION	C4	ART.2 AL.1, ART.1 AL.1 DECRET 2016-541 DU 03/05/2016. ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4079	Aucun	750 €	Non
	ENTRAVE A LA CIRCULATION DES VOYAGEURS DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.5 AL.1 3°, ART.1 AL.1 DECRET 2016-541 DU 03/05/2016. ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4085	Aucun	750 €	Non
	OCCUPATION D'UN EMPLACEMENT NON DESTINE AUX VOYAGEURS DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.5 AL.1 3°, ART.1 AL.1 DECRET 2016-541 DU 03/05/2016. ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4090	Aucun	750 €	Non
	INTRODUCTION DE MATIERE DANGEREUSE OU NUISIBLE A LA SALUBRITE DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4070	Aucun	750 €	Non
	TRAVERSEE DE VOIE FERREE HORS D'UN PASSAGE SPECIALEMENT AMENAGE	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4077	Aucun	750 €	Non
	EMPRUNT, DANS LE SENS INTERDIT, DE PASSAGE AFFECTE A LA CIRCULATION DES PERSONNES DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4080	Aucun	750 €	Non
	ENTRAVE A LA CIRCULATION DES PERSONNES DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4082	Aucun	750 €	Non
	STATIONNEMENT ABUSIF DE PERSONNE DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4083	Aucun	750 €	Non
	QUETE NON AUTORISEE DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4099	Aucun	750 €	Non
	MANIPULATION NON AUTORISEE DE PRODUIT TOXIQUE, EXPLOSIF OU INFLAMMABLE DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4140	Aucun	750 €	Non
	DEVERSEMENT DE LIQUIDE GRAS, CORROSIF, TOXIQUE OU INFLAMMABLE DANS UN ESPACE FERROVIAIRE ACCESSIBLE AU PUBLIC	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4141	Aucun	750 €	Non
	CONTRAVENTION A UN ARRETE PREFECTORAL SUR LA POLICE DES TRANSPORTS PUBLICS FERROVIAIRES	C4	ART.R.2240-3, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4143	Aucun	750 €	Non
	TRANSPORT IRREGULIER D'ANIMAL DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-10, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4075	Aucun	750 €	Non
	DETERIORATION OU ENLEVEMENT D'INSCRIPTION DU SERVICE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE	C4	ART.R.2241-12 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	33291	Aucun	750 €	Non
	DETERIORATION OU ENLEVEMENT DE PUBLICITE REGULIEREMENT APPOSEE DANS UNE ZONE D'AFFICHAGE DU SERVICE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE	C4	ART.R.2241-12 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	33292	Aucun	750 €	Non
	USAGE INJUSTIFIE D'UN DISPOSITIF D'ALARME OU D'ARRET MIS A LA DISPOSITION DES VOYAGEURS DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-13 1°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4064	Aucun	750 €	Non
	MODIFICATION OU OBSTACLE AU FONCTIONNEMENT NORMAL D'UN EQUIPEMENT INSTALLE DANS UN ESPACE OU VEHICULE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-13 2°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4068	Aucun	750 €	Non
	ABANDON OU DEPOT SANS SURVEILLANCE D'OBJET DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-13 3°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4066	Aucun	750 €	Non
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE CRACHER DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-14 1°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4088	Aucun	750 €	Non
	VIOLATION DE L'INTERDICTION D'URINER DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS HORS DES ESPACES DESTINES A CET EFFET	C4	ART.R.2241-14 2°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	31652	Aucun	750 €	Non
	DETERIORATION DE MATERIEL, DE VEHICULE OU D'ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE	C4	ART.R.2241-14 3°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	33290	Aucun	750 €	Non
	ENTREE OU SEJOUR EN ETAT D'IVRESSE MANIFESTE DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-15 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4097	Aucun	750 €	Non
	MENDICITE SUR LE DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE OU A BORD D'UN TRAIN	C4	ART.R.2241-16, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4098	Aucun	750 €	Non
	TROUBLE DE LA TRANQUILLITE DES VOYAGEURS PAR BRUIT OU TAPAGE DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-18 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4139	Aucun	750 €	Non
	USAGE D'INSTRUMENT SONORE DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-18 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4086	Aucun	750 €	Non
	OCCUPATION INDUE D'UNE PLACE RESERVEE DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-21 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4089	Aucun	750 €	Non
	ENTREE DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS AVEC UN OBJET DANGEREUX OU INCOMMODANT	C4	ART.R.2241-24 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4071	Aucun	750 €	Non
	ENTREE DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS AVEC UNE ARME A FEU CHARGEE (PORT LICITE)	C4	ART.R.2241-25 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4072	Aucun	750 €	Non
	OBSTACLE A LA FERMETURE OU OUVERTURE IRREGULIERE D'UNE PORTE DE VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-26 1°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4092	Aucun	750 €	Non
	MONTEE OU DESCENTE IRREGULIERE - VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-26 3°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4093	Aucun	750 €	Non
	PASSAGE IRREGULIER D'UNE VOITURE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS A UNE AUTRE	C4	ART.R.2241-26 4°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4094	Aucun	750 €	Non
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE SE PENCHER HORS D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-26 4°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4095	Aucun	750 €	Non
	STATION SUR LE MARCHEPIEDS D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS EN MARCHE	C4	ART.R.2241-26 4°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	4096	Aucun	750 €	Non

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	MAINTIEN DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS AU TERMINUS DE LA LIGNE	C4	ART.R.2241-26 6°, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	31654	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6002	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TITRE ILLISIBLE OU DECHIRE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6004	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TITRE DEJA UTILISE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6006	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TITRE COMPOSE INCOMPLET	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6008	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TITRE SANS RAPPORT AVEC LA PRESTATION	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6010	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TITRE RESERVE A L'USAGE D'UN TIERS	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6014	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : SURCLASSEMENT NON JUSTIFIE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6018	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TARIF REDUIT NON JUSTIFIE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6020	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : ALLONGEMENT DE PARCOURS	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6022	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : TITRE HORS PERIODE DE VALIDITE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6024	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : ABSENCE DE VALIDATION OU DE COMPOSTAGE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6026	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : ABSENCE DE MENTION OBLIGATOIRE	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6028	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : ABSENCE DE SUPPLEMENT	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6154	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE SANS TITRE DE TRANSPORT ADEQUAT DANS UN TRAIN SOUMIS A BILLET A DATE FIXE : ABSENCE DE RESERVATION	C4	ART.R.2241-27 AL.1 C.TRANSPORTS.	6155	Aucun	750 €	Non
	MANIPULATION D'OBJET OU DE PRODUIT DANGEREUX A BORD D'UN TRAIN TRANSPORTANT DES VEHICULES ROUTIERS ET DES PASSAGERS	C4	ART.R.2241-28 AL.1 3° C.TRANSPORTS.	13078	Aucun	750 €	Non
	MANIPULATION DE CHARGEMENT A BORD D'UN TRAIN TRANSPORTANT DES VEHICULES ROUTIERS ET DES PASSAGERS	C4	ART.R.2241-28 AL.1 3° C.TRANSPORTS.	13079	Aucun	750 €	Non
	VOYAGE HORS DES COMPARTIMENTS VOYAGEURS A BORD D'UN TRAIN TRANSPORTANT DES VEHICULES ROUTIERS	C4	ART.R.2241-28 AL.1 4° C.TRANSPORTS.	13080	Aucun	750 €	Non
	FRANCHISSEMENT DE VOIE FERREE TRAVERSEE A NIVEAU DANS UNE GARE A L'APPROCHE D'UN TRAIN OU D'UN VEHICULE CIRCULANT SUR LES RAILS	C4	ART.R.2241-29 C.TRANSPORTS.	31665	Aucun	750 €	Non
	UTILISATION COMME ENGIN DE REMORQUAGE D'UN VEHICULE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE DE VOYAGEURS	C4	ART.R.2241-30 AL.1, ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	31657	Aucun	750 €	Non
	REFUS D'OBTEMPERER AUX INJONCTIONS D'UN AGENT HABILITE A CONSTATER LES INFRACTIONS A LA POLICE DU TRANSPORT FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-32, ART.L.2000-1, ART.L.2241-1 §I C.TRANSPORTS.	4105	Aucun	750 €	Non
	CIRCULATION NON AUTORISEE SUR UN ENGIN DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC FERROVIAIRE OU GUIDE	C4	ART.R.2241-9 AL.1 C.TRANSPORTS. ART.L.2000-1 C.TRANSPORTS.	31655	Aucun	750 €	Non
	ENTRAVE A LA CIRCULATION DES PERSONNES DANS UN ESPACE ACCESSIBLE AU PUBLIC AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-28, ART.R.3116-3 AL.1 C.TRANSPORTS.	6354	Aucun	750 €	Non
	CONTRAVENTION A UN ARRETE PREFECTORAL SUR LA POLICE DES TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS DE PERSONNES	C4	ART.R.3116-26, ART.R.3116-3 AL.1 C.TRANSPORTS.	6379	Aucun	750 €	Non
	MENDICITE DANS L'EMPRISE D'UNE GARE ROUTIERE	C4	ART.R.3116-29, ART.R.3116-8 C.TRANSPORTS.	32424	Aucun	750 €	Non
	REFUS D'OBTEMPERER AUX INJONCTIONS D'UN AGENT HABILITE A CONSTATER LES INFRACTIONS A LA POLICE DU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-34, ART.R.3116-2, ART.R.3116-1, ART.L.2241-1 C.TRANSPORTS.	6369	Aucun	750 €	Non
	OCCUPATION INDUE D'UNE PLACE OU D'UN ESPACE DE RANGEMENT DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9 C.TRANSPORTS. ART.5 AL.1 2° DECRET 2016-541 DU 03/05/2016.	6359	Aucun	750 €	Non
	ENTRAVE A LA CIRCULATION DES VOYAGEURS DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9 C.TRANSPORTS. ART.5 AL.1 3° DECRET 2016-541 DU 03/05/2016.	6355	Aucun	750 €	Non
	OCCUPATION D'UN EMPLACEMENT NON DESTINE AUX VOYAGEURS D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9 C.TRANSPORTS. ART.5 AL.1 3° DECRET 2016-541 DU 03/05/2016.	6360	Aucun	750 €	Non
	TRANSPORT IRREGULIER D'ANIMAL DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-10 C.TRANSPORTS.	6351	Aucun	750 €	Non
	USAGE INJUSTIFIE D'UN DISPOSITIF D'ALARME OU D'ARRET MIS A LA DISPOSITION DES VOYAGEURS D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-13 1° C.TRANSPORTS.	6344	Aucun	750 €	Non
	ENTREE DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS AVEC UN OBJET DANGEREUX OU INCOMMODANT	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-24 AL.1 C.TRANSPORTS.	31659	Aucun	750 €	Non
	OBSTACLE A LA FERMETURE OU OUVERTURE IRREGULIERE D'UNE PORTE D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-26 1° C.TRANSPORTS.	6362	Aucun	750 €	Non
	MONTEE OU DESCENTE IRREGULIERE - VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-26 3° C.TRANSPORTS.	6363	Aucun	750 €	Non
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE SE PENCHER HORS D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-26 4° C.TRANSPORTS.	6364	Aucun	750 €	Non
	STATION SUR LE MARCHEPIEDS D'UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS EN MARCHE	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-26 4° C.TRANSPORTS.	6365	Aucun	750 €	Non
	MAINTIEN DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER AU TERMINUS DE LA LIGNE	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-26 6° C.TRANSPORTS.	6366	Aucun	750 €	Non
	UTILISATION COMME ENGIN DE REMORQUAGE D'UN VEHICULE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9, ART.R.2241-30 AL.1 C.TRANSPORTS.	31658	Aucun	750 €	Non
	DETERIORATION OU ENLEVEMENT D'INSCRIPTION DU SERVICE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-12 AL.1 C.TRANSPORTS.	33294	Aucun	750 €	Non
	VIOLATION DE L'INTERDICTION DE CRACHER DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-14 1° C.TRANSPORTS.	6358	Aucun	750 €	Non

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	VIOLATION DE L'INTERDICTION D'URINER DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER HORS DES ESPACES DESTINES A CET EFFET	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-14 2° C.TRANSPORTS.	31653	Aucun	750 €	Non
	DETERIORATION DE MATERIEL, DE VEHICULE OU D'ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-14 3° C.TRANSPORTS.	33293	Aucun	750 €	Non
	ENTREE OU SEJOUR EN ETAT D'IVRESSE MANIFESTE DANS UN VEHICULE OU UN ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-15 AL.1 C.TRANSPORTS.	6367	Aucun	750 €	Non
	USAGE D'INSTRUMENT SONORE DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER DE VOYAGEURS	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-19 AL.1 C.TRANSPORTS.	6356	Aucun	750 €	Non
	CIRCULATION NON AUTORISEE SUR UN ENGIN DANS UN VEHICULE OU ESPACE AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF ROUTIER	C4	ART.R.3116-9, ART.R.3116-1, ART.R.2241-9 AL.1 C.TRANSPORTS.	31656	Aucun	750 €	Non
	ENTRAVE A LA MISE EN MARCHE OU A LA CIRCULATION D'UN TRAIN	Délit	ART.L.2242-4 4° C.TRANSPORTS.	4063	6 mois	3 750 €	Non
	ENTRAVE A LA CIRCULATION DES VEHICULES SUR UNE VOIE PUBLIQUE	Délit	ART.L.412-1 AL.1 C.ROUTE.	2271	2 ans	4 500 €	Non
Réglementation sanitaire et lutte contre l'épidémie de covid-19	NON RESPECT D'UN REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL	C3	ART.7 DECRET 2003-462 DU 21/05/2003.	3671	Aucun	450 €	Non
	NON RESPECT D'UN ARRETE MUNICIPAL RELATIF A LA PROTECTION DE LA SANTE PUBLIQUE - REGLEMENT SANITAIRE	C3	ART.7 DECRET 2003-462 DU 21/05/2003.	3672	Aucun	450 €	Non
	NON PORT D'UN MASQUE DE PROTECTION DANS UN VEHICULE DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS - CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE EN ETAT D'URGENCE SANITAIRE OU DEVANT FAIRE FACE A L'EPIDEMIE DE COVID-19	C4	ART.L.3131-15 §I 1°, ART.L.3131-13 C.SANTE.PUB. ART.1 §I 1°,§II.§VII.§VIII, ART.2 LOI 2020-856 DU 09/07/2020. ART.8, ART.11 §IV, ART.15, ART.20, ART.21 §IV DECRET 2020-860 DU 10/07/2020.	33519	Aucun	750 €	Oui
	NON PORT D'UN MASQUE DE PROTECTION DANS UN ESPACE ACCESSIBLE AU PUBLIC AFFECTE AU TRANSPORT DE VOYAGEURS - CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE EN ETAT D'URGENCE SANITAIRE OU DEVANT FAIRE FACE A L'EPIDEMIE DE COVID-19	C4	ART.L.3131-15 §I 1°, ART.L.3131-13 C.SANTE.PUB. ART.1 §I 1°,§II.§VII.§VIII, ART.2 LOI 2020-856 DU 09/07/2020. ART.8, ART.11 §IV, ART.15 §I,§II DECRET 2020-860 DU 10/07/2020.	33520	Aucun	750 €	Oui
	NON PORT D'UN MASQUE DE PROTECTION DANS UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC - CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE EN ETAT D'URGENCE SANITAIRE OU DEVANT FAIRE FACE A L'EPIDEMIE DE COVID-19	C4	ART.L.3131-15 §I 5°,ART.L.3131-13,ART.L.3131-16 AL.2,ART.L.3131-17 §I C.SANTE.PUB. ART.1 §I 2°,§II.§VII.§VIII,ART.2 LOI 2020-856 DU 09/07/2020. ART.27 §III,ART.36,38 AL.1,ART.40 §III,ART.44 §II,ART.45 §V DECRET 2020-860 DU 10/07/2020.	33581	Aucun	750 €	Non
	VIOLATION D'UNE MESURE LOCALE IMPOSANT LE PORT D'UN MASQUE DE PROTECTION DANS UNE CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE EN ETAT D'URGENCE SANITAIRE OU DEVANT FAIRE FACE A L'EPIDEMIE DE COVID-19	C4	ART.L.3131-15 §I 6°, ART.L.3131-13, ART.L.3131-17 §I C.SANTE.PUB. ART.1 §I 3°,§II,§VII,§VIII, ART.2 LOI 2020-856 DU 09/07/2020. ART.1 §II DECRET 2020-860 DU 10/07/2020.	33598	Aucun	750 €	Non
Dépôt d'ordures	DEPOT D'ORDURES, DE DECHETS, DE MATERIAUX OU D'OBJET EN VUE DE LEUR ENLEVEMENT PAR LE SERVICE DE COLLECTE SANS RESPECTER LES CONDITIONS FIXEES PAR L'AUTORITE ADMINISTRATIVE	C2	ART.R.632-1 C.PENAL. ART.R.541-76 C.ENVIR.	26511	Aucun	150 €	Oui
	DEPOT OU ABANDON D'ORDURES, DE DECHETS, DE MATERIAUX OU D'OBJET HORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES	C3	ART.R.633-6 C.PENAL.	1086	Aucun	450 €	Oui
	ABANDON DE DEJECTION HORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES	C3	ART.R.633-6 C.PENAL. ART.R.541-76 C.ENVIR.	26512	Aucun	450 €	Oui
	DEVERSEMENT DE LIQUIDE INSALUBRE HORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES	C3	ART.R.633-6 C.PENAL. ART.R.541-76 C.ENVIR.	26513	Aucun	450 €	Oui
	EMBARRAS D'UNE VOIE PUBLIQUE PAR DEPOT OU ABANDON SANS NECESSITE D'OBJETS OU MATERIAUX ENTRAVANT LA LIBRE CIRCULATION	C4	ART.R.644-2 AL.1 C.PENAL.	6069	Aucun	750 €	Oui
	DEPOT SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER NON AUTORISE ET NON CONFORME A SA DESTINATION	C5	ART.R.116-2 3°, ART.L.111-1 C.VOIRIE.R.	7567	Aucun	1 500 €	Non
	JET OU DEVERSEMENT SUR UNE VOIE PUBLIQUE DE SUBSTANCE INCOMMODANTE OU NUISIBLE A LA SALUBRITE OU A LA SECURITE PUBLIQUE	C5	ART.R.116-2 4°, ART.L.111-1 C.VOIRIE.R.	7568	Aucun	1 500 €	Non
	DEPOT D'OBJET OU D'ORDURE TRANSPORTE A L'AIDE D'UN VEHICULE DANS UN LIEU NON AUTORISE	C5	ART.R.635-8 AL.1 C.PENAL. ART.L.121-2 C.ROUTE.	98	Aucun	1 500 €	Non
	DEVERSEMENT OU DEPOT, HORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES, DE DEJECTIONS OU LIQUIDE INSALUBRE TRANSPORTES A L'AIDE D'UN VEHICULE	C5	ART.R.635-8 AL.1 C.PENAL. ART.L.121-2 C.ROUTE.	26510	Aucun	1 500 €	Non
	ABANDON D'UNE EPAVE DE VEHICULE DANS UN LIEU NON AUTORISE	C5	ART.R.635-8 AL.1 C.PENAL. ART.R.543-156, ART.R.541-77 C.ENVIR. ART.L.121-2 C.ROUTE.	118	Aucun	1 500 €	Non
	RECIDIVE DE DEPOT D'OBJET OU D'ORDURE TRANSPORTE A L'AIDE D'UN VEHICULE DANS UN LIEU NON AUTORISE	C5	ART.R.635-8 AL.4,AL.1 C.PENAL.	9801	Aucun	3 000 €	Non
	RECIDIVE D'ABANDON D'UNE EPAVE DE VEHICULE DANS UN LIEU NON AUTORISE	C5	ART.R.635-8 AL.4,AL.1 C.PENAL. ART.R.543-156, ART.R.541-77 C.ENVIR.	9802	Aucun	3 000 €	Non
	ABANDON D'UN VEHICULE PRIVE DES ELEMENTS INDISPENSABLES A SON UTILISATION NORMALE ET INSUSCEPTIBLE DE REPARATION IMMEDIATE	Délit	ART.L.541-46 §I 15° C.ENVIR.	31144	2 ans	75 000 €	Non
Outrage sexiste	OUTRAGE SEXISTE : PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE PORTANT ATTEINTE A LA DIGNITE OU CREANT UNE SITUATION INTIMIDANTE, HOSTILE OU OFFENSANTE IMPOSE A UNE PERSONNE	C4	ART.621-1 §II, §II C.PENAL.	32820	Aucun	750 €	Oui
	OUTRAGE SEXISTE PAR UNE PERSONNE ABUSANT DE L'AUTORITE QUE LUI CONFERE SA FONCTION - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C4	ART.621-1 §III 1°, §I C.PENAL.	32821	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE D'UN MINEUR DE 15 ANS - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 2°, §I C.PENAL.	32822	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE D'UNE PERSONNE VULNERABLE - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 3°, §I C.PENAL.	32823	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE D'UNE PERSONNE EN SITUATION DE PRECARITE ECONOMIQUE OU SOCIALE - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 4°, §I C.PENAL.	32824	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE EN REUNION - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 5°, §I C.PENAL.	32825	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE DANS UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 6°, §I C.PENAL.	32826	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE DANS UN ACCES A UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 6°, §I C.PENAL.	32827	Aucun	1 500 €	Non
	OUTRAGE SEXISTE COMMIS EN RAISON DE L'ORIENTATION SEXUELLE DE LA VICTIME - PROPOS OU COMPORTEMENT A CONNOTATION SEXUELLE OU SEXISTE	C5	ART.621-1 §III 7°, §I C.PENAL.	32828	Aucun	1 500 €	Non
Tranquillité publique	VIOLATION D'UNE INTERDICTION OU MANQUEMENT A UNE OBLIGATION EDICTEE PAR DECRET OU ARRETE DE POLICE POUR ASSURER LA TRANQUILLITE, LA SECURITE OU LA SALUBRITE PUBLIQUE	C1	ART.R.610-5 C.PENAL.	6032	Aucun	38 €	Non
	OCCUPATION EN REUNION D'UN ESPACE COMMUN D'IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT L'ACCES OU LA CIRCULATION DES PERSONNES	Délit	ART.L.126-3 AL.1 C.CONSTRUCT.	23845	2 mois	3 750 €	Non

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	OCCUPATION EN REUNION D'UN ESPACE COMMUN D'IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT LE BON FONCTIONNEMENT DE DISPOSITIF DE SECURITE	Délit	ART.L.126-3 AL.1 C.CONSTRUCT.	23846	2 mois	3 750 €	Non
	OCCUPATION EN REUNION DU TOIT D'UN IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT L'ACCES DES PERSONNES OU LE BON FONCTIONNEMENT DE DISPOSITIF DE SECURITE	Délit	ART.L.126-3 AL.1 C.CONSTRUCT.	23861	2 mois	3 750 €	Non
	VOIES DE FAIT LORS DE L'OCCUPATION EN REUNION D'UN ESPACE COMMUN D'IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT LA CIRCULATION DES PERSONNES OU LE BON FONCTIONNEMENT DE DISPOSITIF DE SECURITE	Délit	ART.L.126-3 AL.2, AL.1 C.CONSTRUCT.	23842	6 mois	7 500 €	Non
	VOIES DE FAIT LORS DE L'OCCUPATION EN REUNION DU TOIT D'UN IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT L'ACCES DES PERSONNES OU LE BON FONCTIONNEMENT DE DISPOSITIF DE SECURITE	Délit	ART.L.126-3 AL.2, AL.1 C.CONSTRUCT.	23859	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE LORS DE L'OCCUPATION EN REUNION D'UN ESPACE COMMUN D'IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT LA CIRCULATION DES PERSONNES OU LE BON FONCTIONNEMENT DE DISPOSITIF DE SECURITE	Délit	ART.L.126-3 AL.2, AL.1 C.CONSTRUCT.	23844	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE LORS DE L'OCCUPATION EN REUNION DU TOIT D'UN IMMEUBLE COLLECTIF D'HABITATION EN EMPECHANT DELIBEREMENT L'ACCES DES PERSONNES OU LE BON FONCTIONNEMENT DE DISPOSITIF DE SECURITE	Délit	ART.L.126-3 AL.2, AL.1 C.CONSTRUCT.	23860	6 mois	7 500 €	Non
	INTRUSION NON AUTORISEE DANS L'ENCEINTE D'UN ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE DANS LE BUT DE TROUBLER LA TRANQUILLITE OU LE BON ORDRE DE L'ETABLISSEMENT	Délit	ART.431-22 C.PENAL.	27566	1 an	7 500 €	Non
Usage de stupéfiants	USAGE ILLICITE DE STUPEFIANTS	Délit	ART.L.3421-1 AL.1, ART.L.5132-7 C.SANTE.PUB. ART.1 ARR.MINIST DU 22/02/1990.	180	1 an	3 750 €	Oui
Mendicité agressive	SOLLICITATION DE FONDS SUR LA VOIE PUBLIQUE EN REUNION ET DE MANIERE AGRESSIVE	Délit	ART.312-12-1, ART.312-13 C.PENAL.	23873	6 mois	3 750 €	Non
	SOLLICITATION DE FONDS SUR LA VOIE PUBLIQUE SOUS LA MENACE D'UN ANIMAL DANGEREUX	Délit	ART.312-12-1 C.PENAL.	23874	6 mois	3 750 €	Non
Filouterie	FILOUTERIE D'ALIMENT OU DE BOISSON	Délit	ART.313-5 AL.1 1° C.PENAL.	78	6 mois	7 500 €	Non
	FILOUTERIE DE CHAMBRE A LOUER	Délit	ART.313-5 AL.1 2° C.PENAL.	76	6 mois	7 500 €	Non
	FILOUTERIE DE CARBURANT OU DE LUBRIFIANT	Délit	ART.313-5 AL.1 3° C.PENAL.	77	6 mois	7 500 €	Non
	FILOUTERIE DE TAXI OU DE VOITURE DE PLACE	Délit	ART.313-5 AL.1 4° C.PENAL.	79	6 mois	7 500 €	Non
Malveillance téléphonique ou en ligne	APPELS TELEPHONIQUES MALVEILLANTS REITERES	Délit	ART.222-16 C.PENAL.	12030	1 an	15 000 €	Non
	ENVOIS REITERES DE MESSAGES MALVEILLANTS EMIS PAR LA VOIE DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	Délit	ART.222-16 C.PENAL.	30568	1 an	15 000 €	Non
Usurpation d'identité	USURPATION DE L'IDENTITE D'UN TIERS OU USAGE DE DONNEES PERMETTANT DE L'IDENTIFIER EN VUE DE TROUBLER SA TRANQUILLITE OU CELLE D'AUTRUI OU DE PORTER ATTEINTE A SON HONNEUR OU A SA CONSIDERATION	Délit	ART.226-4-1 C.PENAL.	28139	1 an	15 000 €	Non
Injure	INJURE NON PUBLICUE	C1	ART.R.621-2 C.PENAL. ART.29 AL.2 LOI DU 29/07/1881.	6034	Aucun	38 €	Non
	INJURE NON PUBLICUE EN RAISON DE L'ORIGINE, L'ETHNIE, LA NATION, LA RACE OU LA RELIGION	C5	ART.R.625-8-1 AL.1 C.PENAL. ART.29 AL.2 LOI DU 29/07/1881.	12293	Aucun	1 500 €	Non
	INJURE NON PUBLICUE EN RAISON DU SEXE	C5	ART.R.625-8-1 AL.2 C.PENAL. ART.29 AL.2 LOI DU 29/07/1881.	26409	Aucun	1 500 €	Non
	INJURE NON PUBLICUE EN RAISON DE L'ORIENTATION SEXUELLE OU DE L'IDENTITE DE GENRE	C5	ART.R.625-8-1 AL.2 C.PENAL. ART.29 AL.2 LOI DU 29/07/1881.	26410	Aucun	1 500 €	Non
	INJURE NON PUBLICUE EN RAISON DU HANDICAP	C5	ART.R.625-8-1 AL.2 C.PENAL. ART.29 AL.2 LOI DU 29/07/1881.	26411	Aucun	1 500 €	Non
	INJURE PUBLICUE ENVERS UN PARTICULIER PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE	Délit	ART.33 AL.2, ART.23 AL.1, ART.29 AL.2, ART.42 LOI DU 29/07/1881. ART.93-3 LOI 82-652 DU 29/07/1982.	376	Aucun	12 000 €	Non
	INJURE PUBLICUE EN RAISON DE L'ORIGINE, L'ETHNIE, LA NATION, LA RACE OU LA RELIGION PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE	Délit	ART.33 AL.3, ART.23 AL.1, ART.29 AL.2, ART.42 LOI DU 29/07/1881. ART.93-3 LOI 82-652 DU 29/07/1982.	377	1 an	45 000 €	Non
	INJURE PUBLICUE EN RAISON DE L'ORIENTATION SEXUELLE OU DE L'IDENTITE DE GENRE PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE	Délit	ART.33 AL.4,AL.3, ART.23 AL.1, ART.29 AL.2, ART.42 LOI DU 29/07/1881. ART.93-3 LOI 82-652 DU 29/07/1982.	25691	1 an	45 000 €	Non
	INJURE PUBLICUE EN RAISON DU SEXE PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE	Délit	ART.33 AL.4,AL.3, ART.23 AL.1, ART.29 AL.2, ART.42 LOI DU 29/07/1881. ART.93-3 LOI 82-652 DU 29/07/1982.	25692	1 an	45 000 €	Non
	INJURE PUBLICUE EN RAISON DU HANDICAP PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE	Délit	ART.33 AL.4,AL.3, ART.23 AL.1, ART.29 AL.2, ART.42 LOI DU 29/07/1881. ART.93-3 LOI 82-652 DU 29/07/1982.	25693	1 an	45 000 €	Non
Dégradation, destruction	DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LEGER	C5	ART.R.635-1 AL.1 C.PENAL.	7905	Aucun	1 500 €	Non
	AIDE OU ASSISTANCE A DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LEGER	C5	ART.R.635-1 AL.9,AL.1 C.PENAL.	27187	Aucun	1 500 €	Non
	DEGRADATION D'UN EQUIPEMENT DE GARE ROUTIERE	C5	ART.R.3116-28, ART.R.3116-7 C.TRANSPORTS.	32423	Aucun	1 500 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION, SIGNE OU DESSIN	Délit	ART.322-1 AL.2 C.PENAL.	10000	Aucun	3 750 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION, SIGNE OU DESSIN, COMMISE EN REUNION	Délit	ART.322-3 1°, ART.322-1 AL.2 C.PENAL.	20778	Aucun	15 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION, SIGNE OU DESSIN, COMMISE PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE	Délit	ART.322-3 7°, ART.322-1 AL.2 C.PENAL.	27561	Aucun	15 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE PAR INSCRIPTION, SIGNE OU DESSIN	Délit	ART.322-3 8°, ART.322-1 AL.2 C.PENAL.	12310	Aucun	15 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI	Délit	ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	9833	2 ans	30 000 €	Non
	DESTRUCTION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI	Délit	ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	9492	2 ans	30 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION	Délit	ART.322-3 1°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11560	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION	Délit	ART.322-3 1°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11559	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UNE PERSONNE VULNERABLE	Délit	ART.322-3 2°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11562	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DU BIEN D'UNE PERSONNE VULNERABLE	Délit	ART.322-3 2°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11561	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR RUSE	Délit	ART.322-3 5°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11574	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR RUSE	Délit	ART.322-3 5°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11573	5 ans	75 000 €	Non

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION	Délit	ART.322-3 5°, ART.322-1 AL.1, ART.132-73 C.PENAL.	9835	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION	Délit	ART.322-3 5°, ART.322-1 AL.1, ART.132-73 C.PENAL.	9834	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR ESCALADE	Délit	ART.322-3 5°, ART.322-1 AL.1, ART.132-74 C.PENAL.	11576	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR ESCALADE	Délit	ART.322-3 5°, ART.322-1 AL.1, ART.132-74 C.PENAL.	11575	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE	Délit	ART.322-3 7°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	27560	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE	Délit	ART.322-3 7°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	27559	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE	Délit	ART.322-3 8°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	80	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE	Délit	ART.322-3 8°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	11545	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION DE MATERIEL DESTINE AUX SOINS DE PREMIERS SECOURS	Délit	ART.322-3 9°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	33563	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION DE MATERIEL DESTINE AUX SOINS DE PREMIERS SECOURS	Délit	ART.322-3 9°, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	33564	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE, EDUCATIF OU DE LOISIRS	Délit	ART.322-3 AL.11, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	23692	5 ans	75 000 €	Non
	DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN VEHICULE DE TRANSPORT D'ENFANTS	Délit	ART.322-3 AL.11, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	23693	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE, EDUCATIF OU DE LOISIRS	Délit	ART.322-3 AL.11, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	23689	5 ans	75 000 €	Non
	DESTRUCTION D'UN VEHICULE DE TRANSPORT D'ENFANTS	Délit	ART.322-3 AL.11, ART.322-1 AL.1 C.PENAL.	23690	5 ans	75 000 €	Non
Chiens dangereux	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN (chien dangereux de catégorie 1)	C2	ART.R.215-2 §I 1°, ART.L.211-16 §I, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22155	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE DANS UN LIEU PUBLIC OU UN LOCAL OUVERT AU PUBLIC (chien dangereux de catégorie 1)	C2	ART.R.215-2 §I 1°, ART.L.211-16 §I, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22156	Aucun	150 €	Oui
	STATIONNEMENT DE CHIEN D'ATTAQUE DANS LES PARTIES COMMUNES D'UN IMMEUBLE COLLECTIF (chien dangereux de catégorie 1)	C2	ART.R.215-2 §I 2°, ART.L.211-16 §I, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22157	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION SUR LA VOIE PUBLIQUE DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE NON MUSELE (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	C2	ART.R.215-2 §I 3°, ART.L.211-16 §II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22160	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION SUR LA VOIE PUBLIQUE DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE NON TENU EN LAISSE (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	C2	ART.R.215-2 §I 3°, ART.L.211-16 §II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22161	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN DE CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE NON MUSELE (chien dangereux de catégorie 2)	C2	ART.R.215-2 §I 3°, ART.L.211-16 §II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22162	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN DE CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE NON TENU EN LAISSE (chien dangereux de catégorie 2)	C2	ART.R.215-2 §I 3°, ART.L.211-16 §II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22163	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION DANS UN LIEU PUBLIC OU OUVERT AU PUBLIC DE CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE NON MUSELE (chien dangereux de catégorie 2)	C2	ART.R.215-2 §I 3°, ART.L.211-16 §II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22164	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION DANS UN LIEU PUBLIC OU OUVERT AU PUBLIC DE CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE NON TENU EN LAISSE (chien dangereux de catégorie 2)	C2	ART.R.215-2 §I 3°, ART.L.211-16 §II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22165	Aucun	150 €	Oui
	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE AGE DE PLUS DE 4 MOIS ET NON IDENTIFIE (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	C3	ART.R.215-2 §II 5°, ART.D.212-63, ART.L.212-10, ART.L.211-12 C.RURAL.	22166	Aucun	450 €	Oui
	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE SANS ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE POUR DOMMAGES CAUSES AUX TIERS PAR L'ANIMAL (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	C3	ART.R.215-2 §II 1°, ART.R.211-7, ART.L.211-14 §II,§III, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22153	Aucun	450 €	Oui
	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE NON VACCINE CONTRE LA RAGE (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	C3	ART.R.215-2 §II 2°, ART.L.211-12, ART.L.211-14 §II, §III, ART.L.223-14 1° C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22154	Aucun	450 €	Oui
	NON PRESENTATION DU PERMIS DE DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE (chien dangereux de catégorie 1)	C3	ART.R.215-2 §II 3°, ART.L.211-14 §I,§II AL.9, ART.L.211-12, ART.R.211-5, ART.D.211-5-2 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.1 ANX.I-BIS ARR.MINIST DU 29/12/1999.	22167	Aucun	450 €	Oui
	NON PRESENTATION DU PERMIS DE DETENTION DE CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE (chien dangereux de catégorie 2)	C3	ART.R.215-2 §II 3°, ART.L.211-14 §I,§II AL.9, ART.L.211-12, ART.R.211-5, ART.D.211-5-2 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.1 ANX.II-BIS ARR.MINIST DU 29/12/1999.	22168	Aucun	450 €	Oui
	NON PRESENTATION D'ATTESTATION D'ASSURANCE EN COURS DE VALIDITE PAR PROPRIETAIRE OU DETENTEUR DE CHIEN DANGEREUX DE CATEGORIE 1 OU 2	C3	ART.R.215-2 §II 3°, ART.L.211-14 §III,§II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22170	Aucun	450 €	Oui
	NON PRESENTATION DE CERTIFICAT DE VACCINATION ANTIRABIQUE VALIDE PAR PROPRIETAIRE OU DETENTEUR DE CHIEN D'ATTAQUE DE GARDE OU DE DEFENSE DE CATEGORIE 1 OU 2	C3	ART.R.215-2 §II 3°, ART.L.211-14 §III,§II, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.6, ART.7 ARR.MINIST DU 10/10/2008.	22169	Aucun	450 €	Oui
	NON PRESENTATION DU PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN D'ATTAQUE OU DE SA COPIE PAR SON DETENTEUR TEMPORAIRE (chien dangereux de catégorie 1)	C3	ART.R.215-2 §II 4°, ART.L.211-14 §V, §I,§II AL.9, ART.L.211-12, ART.R.211-5-1 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.1 ANX.I-BIS ARR.MINIST DU 29/12/1999.	27469	Aucun	450 €	Oui
	NON PRESENTATION DU PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE OU DE SA COPIE PAR SON DETENTEUR TEMPORAIRE (chien dangereux de catégorie 2)	C3	ART.R.215-2 §II 4°, ART.L.211-14 §V, §I,§II AL.9, ART.L.211-12, ART.R.211-5-1 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.1 ANX.II-BIS ARR.MINIST DU 29/12/1999.	27470	Aucun	450 €	Oui
	EXCITATION OU DEFAUT DE MAITRISE D'ANIMAL ATTAQUANT OU POURSUIVANT UN PASSANT	C3	ART.R.623-3 AL.1 C.PENAL.	12009	Aucun	450 €	Non
	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE SANS PERMIS DE DETENTION (chien dangereux de catégorie 1)	C4	ART.R.215-2 §III 1°, ART.L.211-14 §I,§II, ART.L.211-12, ART.R.211-5, ART.D.211-5-2 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.1 ANX.I ARR.MINIST DU 29/12/1999.	22158	Aucun	750 €	Oui
	DETENTION DE CHIEN DE GARDE OU DE DEFENSE SANS PERMIS DE DETENTION (chien dangereux de catégorie 2)	C4	ART.R.215-2 §III 1°, ART.L.211-14 §I,§II, ART.L.211-12, ART.R.211-5, ART.D.211-5-2 C.RURAL. ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999. ART.1 ANX.II ARR.MINIST DU 29/12/1999.	22159	Aucun	750 €	Oui
	NON SOUMISSION D'UN CHIEN A UNE EVALUATION COMPORTEMENTALE DEMANDEE PAR LE MAIRE POUR UN ANIMAL PRESENTANT UN DANGER POUR LES PERSONNES OU LES ANIMAUX DOMESTIQUES	C4	ART.R.215-2 §III 2°, ART.L.211-14-1, ART.L.211-11 C.RURAL.	27471	Aucun	750 €	Oui
	NON SOUMISSION D'UN CHIEN AYANT MORDU UNE PERSONNE A UNE EVALUATION COMPORTEMENTALE	C4	ART.R.215-2 §III 2°, ART.L.211-14-2, ART.L.211-14-1 C.RURAL.	27472	Aucun	750 €	Oui

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	DETENTION SANS PERMIS DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE MALGRE MISE EN DEMEURE (chien de catégorie 1 ou 2)	Délit	ART.L.215-2-1 AL.1, ART.L.211-14 §IV, §I,§II, ART.L.211-12, ART.D.211-5-2 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	26186	3 mois	3 750 €	Non
	DETENTION PAR MINEUR DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	Délit	ART.L.215-1 §I, ART.L.211-13, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22054	6 mois	7 500 €	Non
	DETENTION, MALGRE INCAPACITE, DE CHIEN D'ATTAQUE, DE GARDE OU DE DEFENSE (chien dangereux de catégorie 1 ou 2)	Délit	ART.L.215-1 §I, ART.L.211-13, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1, ART.2 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22055	6 mois	7 500 €	Non
	ACQUISITION DE CHIEN D'ATTAQUE (chien dangereux de catégorie 1)	Délit	ART.L.215-2 §I AL.1, ART.L.211-15 §I, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22056	6 mois	15 000 €	Non
	CESSION DE CHIEN D'ATTAQUE (chien dangereux de catégorie 1)	Délit	ART.L.215-2 §I AL.1, ART.L.211-15 §I, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22057	6 mois	15 000 €	Non
	DETENTION DE CHIEN D'ATTAQUE NON STERILISE (chien dangereux de catégorie 1)	Délit	ART.L.215-2 §I AL.2, ART.L.211-15 §II, ART.L.211-12, ART.R.211-6 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22059	6 mois	15 000 €	Non
	INTRODUCTION EN FRANCE OU IMPORTATION DE CHIEN D'ATTAQUE (chien dangereux de catégorie 1)	Délit	ART.L.215-2 §I AL.1, ART.L.211-15 §I, ART.L.211-12 C.RURAL. ART.1 ARR.MINIST DU 27/04/1999.	22058	6 mois	15 000 €	Non
Rodéo motorisé	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE DES USAGERS OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE (RODEO MOTORISE)	Délit	ART.L.236-1 §I C.ROUTE.	32805	1 an	15 000 €	Non
	ORGANISATION D'UN RASSEMBLEMENT DE CONDUCTEURS DE VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR DESTINE A PERMETTRE DES VIOLATIONS DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE COMPROMETTANT LA SECURITE DES USAGERS OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE	Délit	ART.L.236-2 §I 2°, ART.L.236-1 C.ROUTE.	32818	2 ans	30 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE DES USAGERS OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE EN REUNION (RODEOS MOTORISES)	Délit	ART.L.236-1 §I, §II C.ROUTE.	32806	2 ans	30 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR AYANT FAIT USAGE DE STUPEFIANTS	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 1° C.ROUTE.	32807	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE ET REFUS DES VERIFICATIONS SUR L'USAGE DE STUPEFIANTS	Délit	ART.L.236-1 §I,§III 1° C.ROUTE.	32808	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR SOUS L'EMPIRE D'UN ETAT ALCOOLIQUE	Délit	ART.L.236-1 §I,§III 2° C.ROUTE.	32809	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR REFUSANT LES VERIFICATIONS D'ETAT ALCOOLIQUE	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 2° C.ROUTE.	32810	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR NON TITULAIRE DU PERMIS DE CONDUIRE	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 3° C.ROUTE.	32811	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR DONT LE PERMIS DE CONDUIRE A ETE ANNULE	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 3° C.ROUTE.	32812	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR DONT LE PERMIS DE CONDUIRE A ETE SUSPENDU	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 3° C.ROUTE.	32813	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR DONT LE PERMIS DE CONDUIRE EST INVALIDE	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 3° C.ROUTE.	32814	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE PAR CONDUCTEUR DONT LE PERMIS DE CONDUIRE A ETE RETENU	Délit	ART.L.236-1 §I, §III 3° C.ROUTE.	32815	3 ans	45 000 €	Non
	CONDUITE D'UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR COMPROMETTANT LA SECURITE OU LA TRANQUILLITE PUBLIQUE : VIOLATIONS DELIBEREES DE LA REGLEMENTATION ROUTIERE AVEC AU MOINS DEUX CIRCONSTANCES AGGRAVANTES	Délit	ART.L.236-1 §I, §III, §IV C.ROUTE.	32816	5 ans	75 000 €	Non
Menace	MENACE REITEREE DE DESTRUCTION	C1	ART.R.631-1 AL.1 C.PENAL.	12294	Aucun	38 €	Non
	MENACE REITEREE DE DEGRADATION LEGERE	C1	ART.R.631-1 AL.1 C.PENAL.	12295	Aucun	38 €	Non
	MENACE DE DESTRUCTION MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	C1	ART.R.631-1 AL.1 C.PENAL.	12296	Aucun	38 €	Non
	MENACE DE DEGRADATION LEGERE MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	C1	ART.R.631-1 AL.1 C.PENAL.	12297	Aucun	38 €	Non
	MENACE REITEREE DE VIOLENCES	C3	ART.R.623-1 C.PENAL.	12001	Aucun	450 €	Non
	MENACE MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET DE VIOLENCES	C3	ART.R.623-1 C.PENAL.	12002	Aucun	450 €	Non
	MENACE REITEREE DE DESTRUCTION NE PRESENTANT PAS DE DANGER POUR LES PERSONNES	C4	ART.R.634-1 AL.1 C.PENAL.	12298	Aucun	750 €	Non
	MENACE REITEREE DE DEGRADATION NE PRESENTANT PAS DE DANGER POUR LES PERSONNES	C4	ART.R.634-1 AL.1 C.PENAL.	12299	Aucun	750 €	Non
	MENACE DE DESTRUCTION, SANS DANGER POUR LES PERSONNES, MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	C4	ART.R.634-1 AL.1 C.PENAL.	12300	Aucun	750 €	Non
	MENACE DE DEGRADATION,SANS DANGER POUR LES PERSONNES, PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	C4	ART.R.634-1 AL.1 C.PENAL.	12301	Aucun	750 €	Non
	MENACE REITEREE DE DELIT CONTRE LES PERSONNES DONT LA TENTATIVE EST PUNISSABLE	Délit	ART.222-17 AL.1 C.PENAL.	10187	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE MATERIALISEE DE DELIT CONTRE LES PERSONNES DONT LA TENTATIVE EST PUNISSABLE	Délit	ART.222-17 AL.1 C.PENAL.	10188	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE REITEREE DE CRIME CONTRE LES PERSONNES	Délit	ART.222-17 AL.1 C.PENAL.	10190	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE DE CRIME CONTRE LES PERSONNES MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	Délit	ART.222-17 AL.1 C.PENAL.	10191	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE REITEREE DE DEGRADATION OU DETERIORATION DANGEREUSE POUR LES PERSONNES	Délit	ART.322-12 C.PENAL.	10192	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE REITEREE DE DESTRUCTION DANGEREUSE POUR LES PERSONNES	Délit	ART.322-12 C.PENAL.	10193	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE DE DEGRADATION OU DETERIORATION DANGEREUSE POUR LES PERSONNES MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	Délit	ART.322-12 C.PENAL.	10194	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE DE DESTRUCTION DANGEREUSE POUR LES PERSONNES MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	Délit	ART.322-12 C.PENAL.	10195	6 mois	7 500 €	Non
	MENACE DE DEGRADATION OU DETERIORATION AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.322-13 AL.1 C.PENAL.	7898	1 an	15 000 €	Non

Thème	Qualification simplifiée	Nature	Texte définissant	NATINF	Quantum encouru		
					Emprisonnement	Amende	Forfaitaire
	MENACE DE DESTRUCTION AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.322-13 AL.1 C.PENAL.	7899	1 an	15 000 €	Non
	MENACE DE MORT MATERIALISEE PAR ECRIT, IMAGE OU AUTRE OBJET	Délit	ART.222-17 AL.2, AL.1 C.PENAL.	7173	3 ans	45 000 €	Non
	MENACE DE MORT REITEREE	Délit	ART.222-17 AL.2, AL.1 C.PENAL.	7900	3 ans	45 000 €	Non
	MENACE DE CRIME CONTRE LES PERSONNES AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.222-18 AL.1 C.PENAL.	7893	3 ans	45 000 €	Non
	MENACE DE DELIT CONTRE LES PERSONNES AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.222-18 AL.1 C.PENAL.	7894	3 ans	45 000 €	Non
	MENACE DE DESTRUCTION DANGEREUSE POUR LES PERSONNES AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.322-13 C.PENAL.	7895	3 ans	45 000 €	Non
	MENACE DE DEGRADATION OU DETERIORATION DANGEREUSE POUR LES PERSONNES AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.322-13 C.PENAL.	7897	3 ans	45 000 €	Non
	MENACE DE MORT AVEC ORDRE DE REMPLIR UNE CONDITION	Délit	ART.222-18 AL.2,AL.1 C.PENAL.	10189	5 ans	75 000 €	Non
Violence	VIOLENCE N'AYANT ENTRAINE AUCUNE INCAPACITE DE TRAVAIL	C4	ART.R.624-1 AL.1 C.PENAL.	227	Aucun	750 €	Non
	AIDE OU ASSISTANCE A VIOLENCE N'AYANT ENTRAINE AUCUNE INCAPACITE DE TRAVAIL	C4	ART.R.624-1 AL.8,AL.1 C.PENAL.	21193	Aucun	750 €	Non
	VIOLENCE AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE DE TRAVAIL N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	C5	ART.R.625-1 AL.1 C.PENAL.	23	Aucun	1 500 €	Non
	AIDE OU ASSISTANCE A VIOLENCE AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE DE TRAVAIL N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	C5	ART.R.625-1 AL.9,AL.1 C.PENAL.	21196	Aucun	1 500 €	Non
	VIOLENCE SUR UN GARDIEN OU AGENT DE SURVEILLANCE D'IMMEUBLES SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 4° C.PENAL.	23985	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE SUR UN GARDIEN OU AGENT DE SURVEILLANCE D'IMMEUBLES SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 4° C.PENAL.	23981	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE COMMISE EN REUNION SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 8° C.PENAL.	20731	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE COMMISE EN REUNION SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 8° C.PENAL.	10873	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN LOCAL ADMINISTRATIF OU AUX ABORDS LORS DE L'ENTREE OU LA SORTIE DU PUBLIC SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 11° C.PENAL.	26322	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN LOCAL ADMINISTRATIF OU AUX ABORDS LORS DE L'ENTREE OU LA SORTIE DU PUBLIC SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 11° C.PENAL.	26321	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT OU D'EDUCATION OU AUX ABORDS A L'OCCASION DE L'ENTREE OU LA SORTIE DES ELEVES SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 11° C.PENAL.	21711	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT OU D'EDUCATION OU AUX ABORDS A L'OCCASION DE L'ENTREE OU LA SORTIE DES ELEVES SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 11° C.PENAL.	21710	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 13° C.PENAL.	23896	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 13° C.PENAL.	23894	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN ACCES A UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 13° C.PENAL.	23897	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE DANS UN ACCES A UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 13° C.PENAL.	23895	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE PAR UNE PERSONNE EN ETAT D'IVRESSE MANIFESTE SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 14° C.PENAL.	26251	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE PAR UNE PERSONNE EN ETAT D'IVRESSE MANIFESTE SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 14° C.PENAL.	26250	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE PAR UNE PERSONNE AGISSANT SOUS L'EMPRISE MANIFESTE DE PRODUITS STUPEFIANTS SANS INCAPACITE	Délit	ART.222-13 AL.1 14° C.PENAL.	26325	3 ans	45 000 €	Non
	VIOLENCE PAR UNE PERSONNE AGISSANT SOUS L'EMPRISE MANIFESTE DE PRODUITS STUPEFIANTS SUIVIE D'INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS	Délit	ART.222-13 AL.1 14° C.PENAL.	26324	3 ans	45 000 €	Non
Vol	VOL COMMIS DANS UN VEHICULE AFFECTE AU TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS	Délit	ART.311-4 7°, ART.311-1 C.PENAL.	7869	5 ans	75 000 €	Non
	VOL COMMIS DANS LIEU DESTINE A L'ACCES A UN MOYEN DE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS	Délit	ART.311-4 7°, ART.311-1 C.PENAL.	7870	5 ans	75 000 €	Non

Fait à Mulhouse le.....**2023**

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération Président du CISPD Maire de Berrwiller	Le Préfet du Haut-Rhin	Le Sous-Préfet à la Sous-Préfecture de Mulhouse
Fabian JORDAN	**Louis LAUGIER**	**Alain CHARRIER**
Le Vice-Président à la Politique de la Ville et Stratégie de Prévention-Sécurité	Le Maire d'HABSHEIM Président du CISPD Sud	L'adjoint au Maire de Mulhouse Conseiller communautaire Président du CISPD Centre
Loïc MINERY	**Gilbert FUCHS**	**Paul QUIN**
Le Maire de BOLLWILLER Président du CISPD Nord	La Présidente du tribunal judiciaire de Colmar	Le Président du tribunal judiciaire de Mulhouse
Jean-Paul JULIEN	**Fanny DABILLY**	**Philippe BABO**

La Procureure de la République près du tribunal judiciaire de Colmar	La Procureure de la République près du tribunal judiciaire de Mulhouse	Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace
Catherine SORITA-MINARD	**Edwige ROUX-MORIZOT**	**Frédéric BIERRY**
Le Maire de Baldersheim	Le Maire de Bantzenheim	Le Maire de Battenheim
Pierre LOGEL	**Roland ONIMUS**	**Maurice GUTH**
Le Maire de Bruebach	Le Maire de Brunstatt-Didenheim	Le Maire de Chalampé
Gilles SCHILLINGER	**Antoine VIOLA**	**Hugues HARTMANN**
Le Maire de Dietwiller	Le Maire d'Eschentzwiller	Le Maire de Feldkirch
Christian FRANTZ	**Gilbert IFFRIG**	**Pierre SALZE**

La Maire de Flaxlanden	Le Maire de Galfingue	Le Maire d'Heimsbrunn
Francine AGUDO-PEREZ	**Christophe BITSCHENE**	**Jean-Paul MOR**
Le Maire d'Hombourg	Le Maire d'Illzach	Le Maire de Kingersheim
Thierry ENGASSER	**Jean-Luc SCHILDKNECHT**	**Laurent RICHE**
Le Maire de Lutterbach	La Maire de Morschwiller-le-Bas	La Maire de Mulhouse
Rémy NEUMANN	**Josiane MEHLEN**	**Michèle LUTZ**
La Maire de Niffer	Le Maire d'Ottmarsheim	La Maire de Petit-Landau
Véronique MEYER	**Jean-Marie BEHE**	**Carole TALLEUX**

Le Maire de Pfastatt	Le Maire de Pulversheim	Le Maire de Reiningue
Francis HILLMEYER	**Christophe TORANELLI**	**Alain LECONTE**
Le Maire de Richwiller	Le Maire de Riedisheim	La Maire de Rixheim
Vincent HAGENBACH	**Loïc RICHARD**	**Rachel BAECHTEL**
Le Maire de Ruelisheim	Le Maire de Sausheim	Le Maire de Staffelfelden
Francis DUSSOURD	**Guy OMEYER**	**Thierry BELLONI**
Le Maire de Steinbrunn-le-Bas	Le Maire d'Ungersheim	Le Maire de Wittelsheim
Daniel HASSLER	**Jean-Claude MENSCH**	**Yves GOEPFERT**

Le Maire de Wittenheim	Le Maire de Zillisheim	Le Maire de Zimmersheim
Antoine HOME	**Michel LAUGEL**	**Philippe STURCHLER**
Le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie du Haut-Rhin	Le Directeur départemental de la sécurité publique	Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin
Alexandre JEAUNAUX	**Gérard MORENA**	**Le Colonel Patrice GERBER**
Le Directeur académique des services de l'Éducation nationale du Haut-Rhin	La Directrice du syndicat de la Brigade Verte	La Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Alsace
Nicolas FELD-GROOTEN	**Sylviane PETER**	**Christine KUHN – KAPFER**
Le Directeur du service pénitentiaire d'insertion de probation du Haut-Rhin	La Directrice du service territorial éducatif en milieu ouvert du Haut-Rhin	La Directrice de la zone sureté Est SNCF
Mouad RAHMOUNI	**Christine MARSON**	**Roselyne HISTE – WOLFF**

Le Directeur général de Soléa	La Directrice de l'association APPUIS	Le Directeur de l'association de prévention spécialisée mulhousienne (APSM)
Alain MOUBARAK	**Véronique VOGEL**	**Hacène ABDELLAH**
La Directrice de l'association Le Cap	La Directrice du Centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF) du Haut-Rhin	La Directrice de l'association THEMIS
Véronique MEYER	**Élodie SCHMITT**	**Monia ZOGHLAMI**
Le Président de l'association Sahel Vert	Le Directeur général de m2A Habitat	Le Directeur de la SOMCO
Mahamadou Lamine CAMARA	**Éric PETER**	**André GIRONA**
Le Directeur Habitats de Haute-Alsace		
Guillaume COUTURIER		

475

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

39 COMMUNES · 280 000 HABITANTS

Baldersheim · Bantzenheim · Battenheim · Berrwiller · Bollwiller · Bruebach
Brunstatt-Didenheim · Chalampé · Dietwiller · Eschentzwiller · Feldkirch
Flaxlanden · Galfingue · Habsheim · Heimsbrunn · Hombourg · Illzach
Kingersheim · Lutterbach · Morschwiller-le-Bas · Mulhouse · Niffer
Ottmarsheim · Petit-Landau · Pfastatt · Pulversheim · Reiningue · Richwiller
Riedisheim · Rixheim · Ruelisheim · Sausheim · Staffelfelden · Steinbrunn-le-Bas
Ungersheim · Wittelsheim · Wittenheim · Zillisheim · Zimmersheim

m2A.fr

Ville de Mulhouse

Procès verbal du conseil municipal du 22 juin 2023

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

62° ENTRETIEN DES BATIMENTS CULTUELS : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE (1201/7.5.6/902)

Mulhouse compte 24 lieux de culte de confessions reconnues par le droit local, à l'entretien desquels la Ville participe chaque année, à savoir :

- 15 églises, temples et synagogues appartenant aux Conseils de Fabrique, Conseils presbytéraux et au Consistoire israélite.

- 9 églises et temples dont la Ville est propriétaire.

Depuis 1985 et suite à leur demande, un régime de solidarité a été institué entre les différents établissements mulhousiens pour une répartition des subventions plus équitable notamment pour les cultes les moins bien dotés.

Sur la base des dispositions financières prévues dans les conventions établies pour chacune des confessions, il est proposé, pour 2023, d'attribuer une subvention identique à celle versée en 2022 soit 191 240 €, répartis comme suit :

- 147 240 € au culte catholique
- 35 000 € au culte protestant
- 9 000 € au culte israélite

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice 2023 :

- Chapitre 204 / article 2041582 / Fonction 024
- Service gestionnaire et utilisateur : 1201
- Ligne de crédit n°22265 : subventions d'équipement édifices cultuels

Les responsables de ces édifices justifieront de l'utilisation de ces fonds fin 2023 en transmettant un tableau des travaux effectués ainsi qu'un compte-rendu de l'utilisation de la subvention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame Le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 2

CONVENTION

Entre

la Ville de Mulhouse, sise 2 rue Pierre et Marie Curie - BP. 10020 - à 68948 MULHOUSE Cedex 9, représentée par son Adjoint délégué aux cultes, Paul QUIN, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021, ci-après désignée « la Ville »

d'une part,

et

la zone pastorale de Mulhouse, sise 17 rue de la cigale – 68200 Mulhouse, représentée par son Responsable, M. Stanislas MENDY, Vicaire épiscopal, ci-après désignée « la zone pastorale »

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La zone pastorale est une division du diocèse. Elle est faite pour que la vie pastorale soit mieux ajustée aux besoins des diverses communautés qu'elle rassemble. C'est un pôle intermédiaire entre le diocèse et les diverses communautés paroissiales.

Dans ses missions, la zone pastorale veille à la mise en place d'une réelle solidarité en ressources humaines et matérielles.

Les travaux d'embellissement, d'entretien, de réparations, de grosses réparations et de reconstruction des édifices cultuels appartenant ou non à la collectivité incombent aux établissements cultuels publics du culte.

Toutefois si les ressources de ces établissements sont insuffisantes pour faire face à ces dépenses, les communes sont tenues, conformément à l'article L2543-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, de participer au financement des travaux dans le cadre d'une dépense obligatoire.

Les ressources du diocèse étant insuffisantes pour assurer l'entretien des édifices cultuels, il y a lieu de verser une subvention.

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement d'une subvention à la zone pastorale de Mulhouse.

La subvention de la Ville, objet de la présente convention, sera affectée à la l'entretien des édifices cultuels, en particulier pour les bâtiments non concordataires.

La zone pastorale organisera la répartition de la subvention, au regard des travaux présentés par les présidents des conseils de fabrique et des urgences. Un régime de solidarité est ainsi institué entre les différents établissements.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Pour l'année 2021, le montant de la subvention allouée par la Ville de Mulhouse est de 147 240 €.

Pour les années ultérieures, en cas de besoin, la somme sera définie par délibération du Conseil Municipal. La présente convention sera modifiée par avenant.

ARTICLE 3 : Modalités de versement

En 2021, le versement de cette subvention s'effectuera en une seule fois, dans un délai d'un mois à compter de la signature de la convention.

Les versements seront effectués selon les procédures comptables en vigueur sur le compte bancaire du bénéficiaire :

Organisme : **CCM MULHOUSE PORTE SUD**
Code Banque : **10278**
Code Guichet : **03003**
Numéro de compte : **00020008101 clé 04**

ARTICLE 4 : Utilisation de la subvention

Chaque année, la zone pastorale précise les critères qui ont guidé la répartition de la subvention de la ville de Mulhouse en précisant, conformément à la loi de subsidiarité, que la commune n'intervient que si le Conseil de fabrique n'a pas les moyens de faire face aux dépenses.

Les types de travaux pris en compte sont : sécurité, électricité, chauffage, toiture, peinture, sols, serrurerie, plâtrerie, isolation, maçonnerie, sanitaires, carrelage, menuiserie et auvent avec priorisation sécurité.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes, présentation des documents financiers

La zone pastorale s'engage à transmettre à la Ville à la fin de chaque année civile:

- le tableau des travaux effectués dans les paroisses catholiques de Mulhouse
- un compte-rendu de l'utilisation de la subvention établi, le cas échéant, en lien avec les responsables des édifices concernés

Les modalités de contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier de la Ville et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

Ainsi, la Ville se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

ARTICLE 6 – Communication, Publicité, Promotion du territoire

La zone pastorale mentionnera sur les supports de communication le concours financier de la Ville.

La Ville pourra elle-même communiquer dans le cadre de sa communication institutionnelle.

ARTICLE 7 - Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 - Durée

La présente convention est conclue pour les années 2021, 2022 et 2023.

ARTICLE 9 - Remboursement de la subvention

En cas d'utilisation de la subvention pour un autre objet que celui décrit aux articles 1er et 4 de la présence convention, la Ville pourra demander le remboursement, total ou partiel, de la subvention déjà versée.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par la zone pastorale et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe la zone pastorale par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par la zone pastorale dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

ARTICLE 10 - Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le 02/06/2021
En deux exemplaires originaux

Pour la Ville, L'Adjoint délégué aux cultes	Pour la Zone pastorale de Mulhouse,
Paul QUIN	Stanislas MENDY

CONVENTION

Entre

la Ville de Mulhouse, sise 2 rue Pierre et Marie Curie - BP. 10020 - à 68948 MULHOUSE Cedex 9, représentée par son Adjoint délégué aux cultes, Paul QUIN, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021, ci-après désignée « la Ville »

d'une part,

et

le conseil presbytéral de l'église réformée de Mulhouse, sise 12 rue de la synagogue - 68100 Mulhouse, représentée par son Responsable, Jean-Mathieu THALLINGER, Président, ci-après désignée « le conseil presbytéral »

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le conseil presbytéral est un établissement public du culte qui regroupe les paroisses réformées mulhousiennes.

Dans ses missions, le conseil presbytéral veille à la mise en place d'une réelle solidarité entre ces paroisses mais aussi avec la paroisse de l'Eglise Luthérienne et la paroisse de Dornach.

Les travaux d'embellissement, d'entretien, de réparations, de grosses réparations et de reconstruction des édifices cultuels appartenant ou non à la collectivité incombent aux établissements cultuels publics du culte.

Toutefois si les ressources de ces établissements sont insuffisantes pour faire face à ces dépenses, les communes sont tenues, conformément à l'article L2543-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, de participer au financement des travaux dans le cadre d'une dépense obligatoire.

Les ressources du conseil presbytéral étant insuffisantes pour assurer l'entretien des édifices cultuels, il y a lieu de verser une subvention.

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement d'une subvention au conseil presbytéral de Mulhouse.

La subvention de la Ville, objet de la présente convention, sera affectée à la l'entretien des édifices cultuels.

Le conseil presbytéral organisera la répartition de la subvention, au regard des travaux présentés par les conseils paroissiaux et des urgences. Un régime de solidarité est ainsi institué entre les différents établissements.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Pour l'année 2021, le montant de la subvention allouée par la Ville de Mulhouse est de 35 000 €.

Pour les années ultérieures, en cas de besoin, la somme sera définie par délibération du Conseil Municipal. La présente convention sera modifiée par avenant.

ARTICLE 3 : Modalités de versement

En 2021, le versement de cette subvention s'effectuera en une seule fois, dans un délai d'un mois à compter de la signature de la convention.

Les versements seront effectués selon les procédures comptables en vigueur sur le compte bancaire du bénéficiaire :

Organisme : **CCM MULHOUSE ST PAUL**
Code Banque : **10278**
Code Guichet : **03007**
Numéro de compte : **00061642540 clé 35**

ARTICLE 4 : Utilisation de la subvention

Chaque année, le conseil presbytéral précise les critères qui ont guidé la répartition de la subvention de la ville de Mulhouse en précisant, conformément à la loi de subsidiarité, que la commune n'intervient que si le Conseil presbytéral n'a pas les moyens de faire face aux dépenses.

Les types de travaux pris en compte sont : sécurité, électricité, chauffage, toiture, peinture, sols, serrurerie, plâtrerie, isolation, maçonnerie, sanitaires, carrelage, menuiserie et auvent avec priorisation sécurité.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes, présentation des documents financiers

Le conseil presbytéral s'engage à transmettre à la Ville à la fin de chaque année civile:

- le tableau des travaux effectués dans les paroisses protestantes de Mulhouse
- un compte-rendu de l'utilisation de la subvention établi, le cas échéant, en lien avec les responsables des édifices concernés

Les modalités de contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier de la Ville et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

Ainsi, la Ville se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

ARTICLE 6 – Communication, Publicité, Promotion du territoire

Le conseil presbytéral mentionnera sur les supports de communication le concours financier de la Ville.

La Ville pourra elle-même communiquer dans le cadre de sa communication institutionnelle.

ARTICLE 7 - Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 - Durée

La présente convention est conclue pour les années 2021, 2022 et 2023.

ARTICLE 9 - Remboursement de la subvention

En cas d'utilisation de la subvention pour un autre objet que celui décrit aux articles 1er et 4 de la présence convention, la Ville pourra demander le remboursement, total ou partiel, de la subvention déjà versée.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par le conseil presbytéral et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe le conseil presbytéral par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par le conseil presbytéral dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

ARTICLE 10 - Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le 02/06/2021
En deux exemplaires originaux

Pour la Ville, L'Adjoint délégué aux cultes	Pour le conseil presbytéral de Mulhouse,
Paul QUIN	Jean-Mathieu THALLINGER

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

63° HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR) : APPROBATION D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2022-2023 (218/8.9/855)

La Haute école des arts du Rhin (HEAR), établissement public de coopération culturelle (EPCC) créé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010, est un établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence. Elle dispense des enseignements en art, communication, design et musique. Elle accueille près de 750 étudiants qu'elle mène à des diplômes de niveau Bac+3 et Bac +5 et au certificat de plasticien intervenant. La HEAR possède une réputation de niveau international.

La HEAR est née en janvier 2011 de la fusion de l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg (ESADS) et de l'École supérieure d'art de Mulhouse (Le Quai) et des enseignements supérieurs de la musique du conservatoire de Strasbourg, en un seul et même établissement d'enseignement supérieur artistique.

La Ville de Mulhouse verse chaque année une contribution financière dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens. La précédente convention couvrait la période 2019-2021.

Compte tenu de la vacance du poste de Directeur (depuis le début 2022) et des délais de recrutement de son successeur, les membres de l'EPCC ont souhaité formaliser une convention financière *a minima*, sur une période de transition (2022-2023). Cette période doit permettre à la nouvelle direction de rédiger un nouveau projet culturel pour l'établissement.

Dans le cadre de cette période de transition, une analyse financière de la situation de la HEAR a été réalisée. Les conclusions des échanges entre l'école et les partenaires-membres attestent d'une santé financière tout à fait satisfaisante. C'est sur la base de cette solidité financière que les partenaires fondateurs– DRAC, Ville de Strasbourg et Ville de Mulhouse ont déterminé le niveau de leur contribution pour 2023.

Ainsi, pour 2023, et en accord avec ses partenaires, la Ville de Mulhouse propose le versement d'une subvention de fonctionnement de 1 660 196 € ainsi qu'une subvention d'investissement de 59 500 €.

La signature de la présente convention marque de fait :

- le souci de l'Etat de garantir un niveau élevé de formation supérieure artistique et musicale en Alsace répondant aux exigences nationales et européennes
- la volonté des Villes fondatrices (Strasbourg, Mulhouse), de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Collectivité européenne d'Alsace de placer

l'enseignement supérieur artistique et musical au cœur de leurs politiques respectives et communes de développement et d'aménagement du territoire.

En écho à ces attentes, la HEAR affirme :

- sa détermination à répondre aux exigences pédagogiques qui ont porté à sa création
- son engagement à contribuer, à l'aune des moyens qui lui sont alloués, au rayonnement, au dynamisme et à la cohésion sociale des collectivités territoriales contributrices, et à la professionnalisation des acteurs culturels, selon les modalités détaillées dans la convention jointe.

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2023 :

Ligne de crédit 21031 – chapitre 65 – nature 65568 – « Contribution à la HEAR » et ligne de crédit 22268 – chapitre 204 – nature 2041581 – « participation d'équipement à la HEAR »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens de l'établissement public de coopération culturelle (EPCC) de la Haute école des arts du Rhin entre l'Etat, la Ville de Mulhouse et la Ville de Strasbourg, pour la période 2022-2023.
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée de signer la convention et les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : projet de convention.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
Haute école des arts du Rhin / Membres fondateurs
(2022 – 2023)

SOMMAIRE

Préambule

Article 1 - Objet de la présente convention

Article 2 - Orientations générales et engagements de la HEAR
- **Sous-article 2.1 - Les engagements pédagogiques de la HEAR**
- **Sous-article 2.2 - Les engagements de la HEAR en aménagement et développement territorial**

Article 3 - Les engagements communs en matière de ressources
- **Sous-article 3.1 - Pour le site arts plastiques de Strasbourg (SAPS)**
- **Sous-article 3.2 - Pour le site arts plastiques de Mulhouse (SAPM)**
- **Sous-article 3.3 – Pour le site de l'Académie supérieure de musique (ASM) à la Cité de la Musique et de la Danse de Strasbourg**

Article 4 - Moyens mis à disposition de la HEAR
- **Sous-article 4.1 - Les moyens financiers**
- **Sous-article 4.2 - La mise à disposition des locaux**
- **Sous-article 4.3 – La mise à disposition de véhicules**
- **Sous-article 4.4 - La situation spécifique de l'Académie supérieure de musique (ASM)**

Article 5 - Modalités d'évaluation de la convention et de contrôle de sa mise en œuvre
- **Sous-article 5.1 - Evaluation financière**
- **Sous-article 5.2 - Evaluation quantitative et qualitative**
- **Sous-article 5.3 - Evaluation par l'Etat**

Article 6 - durée de la convention

Article 7 - modifications de la convention

Article 8 - modalités de résiliation de la convention

Article 9 - compétences juridictionnelles

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
Haute école des arts du Rhin / Membres fondateurs
(2022 – 2023)

Vu l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture ;
Vu l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;
Vu l'arrêté SGARE n°2010/160 du 23 décembre 2010 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts ;
Vu l'arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes ;
Vu l'arrêté du 31 octobre 2013 abrogeant l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;
Vu l'arrêté du 8 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes (DNA) ;
Vu la circulaire n°2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

Entre les soussignés,

- Le ministère de la Culture, représenté par Madame Josiane Chevalier, préfète de la Région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle Lutz, Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 13 avril 2023 ;
- La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne Barseghian, Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 04 juillet 2020 ;
- La Haute école des arts du Rhin représentée par Madame Anne Mistler, Présidente, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du 10 octobre 2020.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

La Haute école des arts du Rhin, établissement public de coopération culturelle (EPCC) créé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010, est un établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence. Elle dispense des enseignements en art, communication, design et musique. Elle accueille près de 750 étudiants qu'elle mène à des diplômes de niveau Bac+3 à Bac +8. L'établissement accueille et anime le Centre de Formation de Plasticien Intervenant et propose une offre de formation continue. La HEAR apporte également des ateliers de pratiques amateurs en arts plastiques.

Implantée sur trois sites à Mulhouse et Strasbourg, l'école s'inscrit au cœur de l'espace rhénan supérieur, concourt à la dynamique métropolitaine qui anime ce territoire, contribue à son rayonnement et renforce son attractivité.

Riche du passé des institutions qu'elle regroupe, des traditions et de l'identité si singulière de l'Alsace, elle est ouverte sur le monde et sur les mutations technologiques, économiques et sociales qui le traversent, mutations auxquelles elle aspire, à sa juste place, à contribuer et donner du sens.

La HEAR fonde son modèle pédagogique sur la porosité des disciplines artistiques qu'elle enseigne, cultive les passerelles entre les enseignements théoriques et la pratique, conjugue les approches individuelles et les démarches collectives. La HEAR forme des artistes, créateurs et interprètes engagés dans la société qui a besoin de se nourrir à des visions du monde alternatives.

A la fois établissement d'enseignement supérieur, actrice du développement local mais également partie prenante de l'animation culturelle du territoire, la HEAR entend inscrire dans un cadre pluriannuel son action et ses relations avec ses collectivités publiques fondatrices (Etat, Villes de Strasbourg et de Mulhouse, Eurométropole de Strasbourg).

Article 1 - Objet de la présente convention

L'article 5 des statuts de la Haute école des arts du Rhin dispose qu'un conventionnement soit établi entre l'établissement et ses membres fondateurs. Il a notamment pour objet :

- De définir les orientations des projets pédagogiques en arts plastiques et en musique de l'établissement ;
- De fixer le montant des participations des membres fondateurs ;
- De valoriser les prestations en nature ;
- De définir les modalités d'évaluation du conventionnement.

Au-delà de ces éléments fondamentaux qu'il importe de formaliser, la présente convention a également pour objet de régir, au sein d'un seul et même document, l'ensemble des relations en matière de patrimoine, d'équipement et de gestion des ressources humaines entre l'établissement et ses membres fondateurs.

Article 2 – Orientations générales et engagements de la HEAR

La signature de la présente convention marque :

- Le souci de l'Etat de garantir un niveau élevé de formation supérieure artistique et musicale en Alsace répondant aux exigences nationales et européennes ;
- La volonté des Villes fondatrices, de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Collectivité européenne d'Alsace, de placer l'enseignement supérieur artistique et musical au cœur de leurs politiques respectives et communes de développement et d'aménagement du territoire.

En écho à ces attentes, la HEAR affirme :

- Sa détermination à répondre aux exigences pédagogiques qui ont porté à sa création ;
- Son engagement à contribuer, à l'aune des moyens qui lui sont alloués, au rayonnement, au dynamisme et à la cohésion sociale des agglomérations, à la professionnalisation des acteurs culturels et à leur implantation sur le territoire alsacien dans les conditions ci-dessous exposées.

Sous-article 2.1 – Les engagements pédagogiques de la HEAR

Les propositions ci-dessous s'appuient sur le bilan du dernier contrat d'objectif et de moyens, présenté en Conseil d'administration le 9 novembre 2021, les résultats des enquêtes qualité menées auprès des étudiant.es/diplômé.es, des préconisations du rapport de la Cour des comptes sur l'enseignement artistique en France, enfin et principalement sur le projet d'établissement validé par le Conseil d'administration en février 2021.

2.1.1 - Axe 1 - les missions d'enseignement supérieur

Axe 1.a – Poursuivre la structuration des modalités d'admissions

- Finaliser la mise en œuvre de la réforme Parcours sup en arts plastiques / l'adapter à la spécificité des modalités de sélection en musique ;
- Réformer les modalités d'organisation de l'examen d'entrée en arts plastiques pour garantir l'égalité des candidats et l'adéquation des profils à la diversité des filières de formation post année 1 en conformité avec la nouvelle réglementation ;
- Innover dans la sélection (anonymisation des entretiens, mise en place de nouvelles voies d'accès, etc.) ;

Axe 1.b - Maintenir la diversité des parcours et de la haute qualité des cursus

- **La qualité des formations et le renforcement de leur diversité**

- Le respect scrupuleux des prescriptions réglementaires nationales et européennes liées à la délivrance des diplômes ;
- La construction des fondamentaux de l'enseignement en arts et en musique ;
- L'affirmation de la place prépondérante de la recherche dans les formations du premier et du deuxième cycle ;
- La conduite d'une auto-évaluation des formations dispensées et la préparation de la prochaine campagne d'accréditation de l'établissement ;
- La capacité d'énoncer et de formaliser les méthodes originales et les expérimentations pédagogiques mises en place (notamment dans le guide de l'étudiant et dans l'outil de scolarité « Taïga ») ;
- L'adaptation et l'objectivation des modalités d'évaluation (mixité des jurys/publicité des bilans/représentation étudiante) ;
- Le renforcement de la transversalité en premier et second cycle.

- **La préservation de la richesse et de l'originalité du modèle**

- Le maintien du nombre de mentions de diplômes proposées par l'établissement pour les arts plastiques ;
- La finalisation de la réforme de l'option communication (spécialisation de l'année 2/articulation entre le 1er et le deuxième cycle (internationalisation du DNSEP et ouverture d'un partenariat croisé avec l'Université de Strasbourg) ;
- La finalisation de la réforme de l'option art (SAPS) : renforcement de la lisibilité de l'offre de formation proposée par les groupes pédagogiques et du socle des fondamentaux du premier cycle ;
- La structuration de l'offre de formation sur le site de Mulhouse à l'aune de l'ouverture du parcours Nomade et de la réflexion sur l'évolution de l'option Design ;

- La mise en place d'enseignements croisés entre enseignant.es des différents sites, options et groupes pédagogiques ;
- L'adaptation régulière de l'offre de formation aux mutations écologiques économiques, sociales et culturelles (renforcement de l'intégration des questions liées à la transition écologique dans les enseignements) ;
- Le renforcement de l'articulation des enseignements dispensés par l'école avec les enseignements dispensés par d'autres établissements d'enseignement supérieur sur le campus de Mulhouse (ENSISA, Master ESS UHA, DNMADE, Lycée Louis Armand) ;
- Le développement de l'offre de formation supérieure musicale en lien avec l'Université : mise en place d'un master de pédagogie musicale avec l'INSPE ;
- L'ajustement de la maquette pédagogique du Diplôme d'Etat pour adapter les compétences développées aux mutations et renouvellements des pratiques artistiques et avec le souci d'assurer la meilleure employabilité des diplômé.es ;
- L'approfondissement de la porosité entre les enseignements en arts plastiques et en musique avec la mise en place :
  - ✓ D'une réflexion sur la convergence des calendriers scolaires ;
  - ✓ Construire des journées d'étude, colloques ou séminaires conjoints ;
  - ✓ Proposer des cours ou dispositifs communs à la musique et aux arts plastiques, notamment pour l'acquisition de compétences transversales (communication, gestion de projets, élocution, médiation, etc.) ou artistiques (chœur) ;
- L'adaptation du matériel pédagogique aux évolutions technologiques (et notamment aux évolutions numériques dans le domaine du numérique, de la vidéo et du design).

- **L'ouverture sur le monde**

- Structuration/optimisation des partenariats avec les établissements étrangers ;
- Fluidification des mobilités sortantes et entrantes des étudiant.es (mise en œuvre de la carte d'étudiant.es européennes/dématérialisation du dossier) ;
- Expérimentation des mobilités hybrides ;
- Encouragement des mobilités des enseignant.es et du personnel administratif par le biais de dispositifs incitatifs (projets internationaux, bourses de mobilité) ;
- Renforcement de la pratique des langues étrangères pour les étudiant.es (multiplication des cours en anglais dans la perspective de création de cursus internationaux, à l'instar de la mention communication graphique) et agents de l'établissement (cours d'anglais en interne) ;
- Renforcement de la qualité de l'accueil des étudiant.es étrangers et notamment des étudiants victimes de migrations subies (climatiques, économiques, politiques) : participation de la HEAR au programme PAUSE ;

- Densification des connexions avec les réseaux internationaux (ELIA, Cumulus, AEC) en exploitant les programmes de financement.
- L'entrée de la HEAR dès l'automne 2023 dans l'université européenne « EU4ART », permettra de rendre l'école attractive à l'échelle européenne. EU4ART est la première Université Européenne Erasmus+ en art. En devenant membre d'une alliance de six écoles supérieures d'art en Europe, avec Dresden, Budapest, Rome, Riga et Helsinki, la HEAR disposera d'un atout non négligeable pour attirer des étudiant.es du monde entier.

Axe 1.c – Renforcer les services aux étudiant.es et leur qualité de vie

- Poursuivre l'accompagnement individualisé tant sur le plan pédagogique que sur le plan de la mobilité internationale ou de l'insertion professionnelle ;
- Améliorer les modalités d'accueil des étudiant.es en situation de handicap (adaptation des contenus de cours/ des modalités d'évaluation/des cursus) ;
- Amplifier la participation des étudiant.es à la définition des orientations de l'établissement et à l'évaluation de leur formation (enquête annuelle /systématisation de leur association au séminaire d'inter semestre) ;
- Aménager les cursus pour ne pas surcharger les emplois du temps des étudiant.es en arts plastiques, en leur laissant ainsi la possibilité d'imaginer leur propre parcours ;
- Faciliter l'accès des ateliers techniques en diffusant les conditions *in situ* et dans le guide des études en pointant les nécessités d'anticipation et d'inscription dans un projet. Proposer des initiations dans ces ateliers tout au long de l'année ;
- Créer une plateforme numérique de partage des ressources (salles, matériel, emploi du temps, documents, etc.) ;
- Renforcer le partage des ressources des bibliothèques ;
- Améliorer les conditions de signalement et de traitement des situations de discriminations et de violences sexistes ou sexuelles : personnel référent ; étudiant.es relais, campagnes d'information ; stages de formation ;
- Améliorer les modalités d'accompagnement des victimes : permanences d'écoute par des psychologues, formation du personnel, conventionnement avec des structures professionnelles ;
- Employer l'écriture inclusive dans la communication générale de l'école ;
- Elargir l'offre de services pédagogiques : mise en place d'un magasin général, sur le site de la Manufacture.

2.1.2 - Axe 2 - l'acquisition de compétences professionnelles

Axe 2.a – Actions reconduites du précédent contrat :

La HEAR est d'ores et déjà investie dans le développement des compétences professionnelles de ses étudiant.es tout au long de leurs études et au-delà, au moyen de dispositifs variés qu'elle s'engage à maintenir :

- L'organisation au sein de l'établissement d'une permanence physique régulière assurée par un spécialiste des questions juridiques, sociales et fiscales liées aux activités de création ;
- L'inscription gratuite des étudiants de l'option communication qui le souhaitent à Central Vapeur ;
- La rencontre permanente avec des créateurs professionnels, enseignants et artistes invités (workshops, master classes, jurys d'évaluation et de diplômes) ;
- La transmission de compétences transversales (langue, gestion de projet, prise de parole, etc.) ;
- L'organisation de journées dédiées à la professionnalisation à l'attention des étudiant.es dans l'ensemble des disciplines ;
- L'accompagnement méthodologique et financier de projets hors les murs (aides à projet étudiants et diplômé.es, la préparation et l'accompagnement des étudiant.es à la participation à des concours ou à des commandes) ;
- La participation à des projets hors les murs en partenariat avec des institutions musicales, artistiques, scientifiques ou socio-économiques ;
- Les partenariats durables avec des entreprises partageant les valeurs de l'école ;
- Le suivi des diplômé.es au travers d'enquêtes d'insertion annuelle avec un volet particulier porté sur le genre et l'origine socio-économique ;
- Le recrutement de moniteurs et monitrices chargés d'accompagner les étudiant.es dans leurs projets et d'améliorer l'accessibilité des étudiant.es aux ateliers ;
- La mise en contact des acteurs économiques et culturels, nationaux et régionaux, avec nos diplômé.es, jusqu'à 5 années après leur sortie ;
- La multiplication des modalités de partenariats avec les entreprises de tous secteurs (commercial, industriel, ESS) pour donner l'occasion à de nombreux étudiant.es de comprendre la diversité du système marchand ;
- La mobilisation du week-end des diplômes et des journées Portes Ouvertes comme un moment de rencontres avec des professionnel.les.

Axe 2.b – Actions nouvelles

Enjeu essentiel pour l'ensemble des parties à la présente convention, le développement des compétences professionnelles sera amplifié durant les 2 années de la convention :

- La clarification de ce que l'on nomme la professionnalisation ;

- Le renforcement de l'accompagnement des étudiant.es diplômé.es pendant deux ans suivant l'obtention du diplôme ;
- L'intensification des cours professionnalisants dès le début de la formation et l'attribution de crédits aux enseignements de compétences professionnelles ;
- L'incitation des enseignant.es à présenter leurs parcours professionnels aux étudiant.es et à partager leurs expériences artistiques personnelles ;
- L'implication croissante des étudiant.es dans la définition des contenus et des formats du programme de professionnalisation ;
- Le renforcement de l'immersion des étudiant.es dans des environnements professionnels durant leurs études avec l'examen des possibilités de développer des formats d'alternance ;
- La gratuité de l'accès des étudiant.es de 5ème année et des diplômé.es de l'année précédente à la plateforme numérique de ressources et de conseil (plateforme présage) portée par le dispositif Plan d'Est ;
- L'optimisation de l'articulation du dispositif d'accompagnement des jeunes diplômé.es en design sur le site de Mulhouse et du dispositif d'incubation « Fluxus » piloté par la DRAC Grand Est ;
- Le développement d'un programme inter-sites de mentorat pour préparer les étudiant.es à la vie professionnelle (CV, portfolio, prise de parole, construction d'un budget, etc.).

2.1.3 - Axe 3 - La structuration de la recherche

- Conforter les deux unités de recherche existantes en élargissant leur périmètre ;
- Accompagner l'évolution du parcours Nomade vers la création d'une unité de recherche transversale art et design ;
- Accompagner le développement du Doctorat transfrontalier en Interprétation et Composition Musicale ;
- Clarifier la politique éditoriale de la HEAR et la place de la recherche dans cette politique ;
- Intégrer la dimension internationale dans tous les projets de recherche.

Sous-article 2.2 - Les engagements de la HEAR en aménagement et développement territorial

2.2.1 - Axe 1 - L'approfondissement de l'équilibre territorial

Axe 1.a - L'équilibre territorial du point de vue institutionnel et administratif

- Renouveler l'association de l'établissement au site alsacien de l'enseignement supérieur / renouveler la convention cadre de partenariat avec l'UHA ;

- Coordonner au dynamisme des réseaux spécialisés d'enseignement supérieur au plan local (Alsace tech et le réseau des écoles supérieures d'art du Grand Est) ;
- Concrétiser la mutualisation des ressources documentaires au sein d'une bibliothèque partagée avec l'EOST et l'ENGEES à la Manufacture des Tabacs ;
- Conforter l'unité de l'établissement, la juste répartition des moyens et la mutualisation des ressources humaines entre les différents sites ;
- Maintenir la circulation des agents entre les sites tout en mobilisant les potentialités des communications à distance (équipement de bureaux pour des réunions en visioconférence).

Axe 1.b - L'équilibre territorial du point de vue pédagogique

- Clarifier et bien afficher les possibilités de circulation intersites ouvertes aux étudiant.es ;
- Maintenir le workshop année 1 inter-sites et prévoir un temps sur chaque site ;
- Renforcer la cohérence de l'offre de formation avec celle des autres établissements d'enseignement supérieur et notamment les établissements intervenant dans le champ du design (DNMADE) ;
- Elargir les parcours croisés en musique (master pédagogie avec l'INSPE) et les échanges d'enseignements (Faculté des sciences économiques de l'UHA, faculté de médecine, faculté de chirurgie dentaire, faculté des sciences historiques, INSA, ENSISA…) ;
- Mobiliser les dispositifs financiers encourageant les rapprochements et croisements pédagogiques tel que le Pacte Compétences de la Région Grand Est ou les Initiatives d'Excellences ;
- Donner l'opportunité aux étudiant.es de travailler en petits groupes avec des étudiant.es d'autres écoles et des universités du site alsacien (Master économie sociale et solidaire de l'UHA), du réseau Alsace Tech mais aussi de l'association des écoles supérieures d'art du Grand Est (Metz-Epinal, Nancy, Reims).

2.2.2 - Axe 2 - La contribution au développement économique

Axe 2.a - Contribuer au maintien des compétences sur le territoire

- Accompagner l'installation des diplômés sur le territoire ;
- Mettre à disposition des jeunes diplômé.es des espaces leur permettant de démarrer leur activité professionnelle sur le territoire des Villes partenaire (participation aux écosystèmes créatifs tels que Motoco à Mulhouse ou la Manufacture et la Coop à Strasbourg) ;
- Etoffer le réseau d'entreprises et d'institutions amies susceptibles d'offrir des stages et des emplois aux étudiant.es et diplômé.es.

Axe 2.b - Contribuer à l'émergence de compétences humaines et techniques

nécessaires à la compétitivité des entreprises économiques et culturelles locales

- Multiplier les interventions d'experts et de professionnels pour former les étudiant.es aux enjeux de la transition industrielle sur les territoires ;
- Faciliter les transferts de compétences et d'expériences mis en œuvre au plan national ou international vers des partenaires locaux (pôle textile Alsace) ;
- Développer des projets valorisant le potentiel local (ressources/savoir-faire) et permettant de reconstituer ou de soutenir des filières locales vertueuses ;
- Multiplier les projets de création avec les ensembles instrumentaux et les scènes musicales régionales ;
- Adapter l'offre de formation continue aux besoins spécifiques des artistes auteurs et designers ;
- Engager le CFPI dans un réseau professionnel national et dans un contexte de recherche internationale.

Axe 2.c - Contribuer à la diffusion et à la démocratisation culturelle

- Encourager ses étudiant.es à s'investir dans des projets initiés ou soutenus par les Villes fondatrices, leurs agglomérations et plus largement l'ensemble du territoire alsacien : résidences d'artistes dans les établissements scolaires, participation de la HEAR à l'ingénierie d'un « parcours de formation culture » à l'attention des animateurs socio-culturels des Villes fondatrices ;
- Elargir le dispositif culture et diversité à d'autres lycées du territoire ;
- Maintenir et faire évoluer les classes à horaires aménagés en arts plastiques ;
- Sensibiliser et préparer les lycéens (élargir les initiatives visant à rapprocher l'école des publics et lycées éloignés des arts plastiques et de la musique) ;
- Élargir son offre d'ateliers de pratiques artistiques pour le public amateur et en renouveler les formats ;
- Consolider ses collaborations régulières avec les institutions culturelles et artistiques locales (Musées, bibliothèques, Opéra national du Rhin, CEAAC, Shadok) ainsi que sa contribution aux événements culturels réguliers (Biennale Mulhouse 00, Festival Musica, Rencontres de l'illustration, Strasbourg, Capitale mondiale du livre…).

Axe 2.d - Faire rayonner le territoire

- Mobiliser le prestige de l'école lié à son histoire, à son modèle original, à la qualité de ses enseignements et la richesse des parcours de ses anciens ;
- Maintenir un niveau élevé de recrutement des enseignant.es pour garantir la qualité et le rayonnement national et international des formations, en portant une attention particulière aux artistes du territoire ;

- Développer les partenariats avec des institutions (Conseil de l'Europe, ONU) et établissements internationaux prestigieux ;
- Activer son réseau d'artistes et de musiciens réputés au travers du choix de ses intervenants extérieurs.

Article 3 - Les engagements communs en matière de ressources

1. **Pour le site arts plastiques de Strasbourg (SAPS)**

- Concrétiser la requalification du jardin du SAPS ;
- Articuler l'agenda 2030 de la HEAR avec la politique immobilière de la Ville ;
- Poursuivre la mise en sécurité du bâtiment historique (centrale de détection/zones refuges/studio).

2. **Pour le site arts plastiques de Mulhouse (SAPM)**

- Achèvement de la phase 1 du programme de modernisation du site (local chimique/étude du système de ventilation) et enclencher la phase 2 (requalification des chambres/poursuite de la mise en sécurité/réfection de l'amphithéâtre/requalification des locaux de l'atelier photo/stockage des réserves de l'atelier volume) ;
- Déclassement de la catégorie de l'établissement au regard de la réglementation ERP (-de 200 personnes) ;
- Articuler l'agenda 2030 de la HEAR avec la politique immobilière de la Ville.

3. **Pour le site de l'Académie supérieure de musique (ASM) à la Cité de la Musique de Strasbourg :**

- Interconnexion des réseaux informatiques EMS et HEAR pour faciliter le partage d'informations entre les services de l'ASM et les deux autres sites ;
- Modalités de mise à disposition et de valorisation voire de facturation des locaux et équipements de la cité de la musique (en lien avec l'EMS).

Article 4 - Moyens mis à la disposition de la HEAR

Sous-article 4.1 - Les moyens financiers

4.1.1 - Les Villes fondatrices :

Pour accompagner la mise en œuvre du projet d'établissement, les membres fondateurs contribuent de la façon suivante pour l'exercice 2022 :

	Fonctionnement	Investissement	**Total**
Ville de Strasbourg	5 600 000 €	190 500 €	**5 790 500 €**
Ville de Mulhouse	1 877 125 €	59 500 €	**1 936 625 €**
Total	**7 477 125 €**	**250 000 €**	**7 727 125 €**

Pour l'exercice 2023, en section de fonctionnement, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leur budget :

- la Ville de Mulhouse verse en une seule fois une contribution de 1 660 196 € en 2023,
- la Ville de Strasbourg s'engage sur une contribution de 4 960 000 € versée en trois fois maximum au mois de janvier, avril et septembre.

Pour l'exercice 2023, en section d'investissement :

Les contributions des villes fondatrices restent identiques, à savoir :

- 190 500 € de subvention d'équipement de la part de la ville de Strasbourg ;
- 59 500 € de subvention d'équipement de la part de la ville de Mulhouse.

4.1.2 - L'État :

a. Pour l'année 2022, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) s'élèvent à un montant indicatif de 1 176 900 € ;

Participation Etat (DRAC)	
Arts plastiques	733 000 €
Musique	414 900 €
CFPI	29 000 €
Total	**1 176 900 €**

b. Pour l'année 2023, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) s'élèvent à un montant indicatif de 1 176 900 € ;

c. Ces montants prévisionnels de subventions de l'État n'excluent pas la possibilité pour la HEAR d'adresser des demandes de subventions spécifiques, liées à des projets nouveaux développés.

d. Les contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) mentionnées ci-dessus ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
   - L'inscription des crédits en AE et en CP en Loi de finances, la délégation des crédits correspondants et la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la LOLF ;
   - Le respect par la HEAR des obligations mentionnées dans de la présente convention ;
   - Le contrôle par l'État (DRAC Grand Est) en fin d'exercice que le montant

annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

Sous-article 4.2 – La mise à disposition des locaux

4.2.1 - Désignation des locaux et du matériel

a. La Ville de Mulhouse met gracieusement à disposition de la HEAR :

Des locaux d'une surface de 4 222 m² et un logement de fonction d'une surface de 140 m², situés 3, quai des Pêcheurs à Mulhouse (valeur locative de 192 000€).

b. La Ville de Strasbourg met gracieusement à disposition de la HEAR des locaux répartis sur plusieurs sites.

La valeur globale annuelle de ces mises à disposition s'élève à 664 000 €.

Les lieux mis à disposition sont désignés ci-dessous :

- Cité de la musique et de la danse, 1 place Dauphine
  - Des locaux à usage administratif d'une surface globale d'environ 105 m² (valeur locative annuelle de 14 000 €) ;
  - Des salles et locaux nécessaires à l'enseignement supérieur de la musique ou à son fonctionnement. Ces locaux sont par ailleurs utilisés par la Ville de Strasbourg pour les autres enseignements du Conservatoire relevant de sa compétence.
- Des locaux répartis dans quatre bâtiments correspondant à l'ancienne Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg, (valeur locative annuelle de 650.000€) à savoir :
  - L'école des Arts Décoratifs d'une surface de 7 361 m², située 1 rue de l'Académie, dénommé bâtiment historique ;
  - Un logement de 65 m² situé 1 rue de l'Académie ;
  - L'espace d'exposition « la Chaufferie » de 118 m² situé 5 rue de la Manufacture des tabacs ;
  - La Manufacture des tabacs, d'une surface de 4 235 m², intégrée dans un programme de redéploiement dans ces nouveaux locaux, sur une surface utile totale de 3679 m² et pour les fonctions suivantes :
    - Accueil et convivialité : 170 m²
    - Centre de Ressources Documentaires Arts-Sciences : 720 m²
    - Enseignement théorique : 415 m²
    - Ateliers transversaux : 867 m²
    - Art : 452 m²
    - Scénographie : 475 m²
    - Studios de musique de la HEAR-Académie supérieure de musique : 330 m²
    - Logistique générale : 250 m².

  - Une annexe d'une surface de 4 124 m², située 2 rue de l'Académie, dont l'usage se terminera au moment de l'installation complète de la HEAR prévu dans le cadre du programme de redéploiement à la Manufacture et dans le bâtiment historique.

L'ensemble des équipements, matériels et instruments, acquis sur la base des budgets d'investissement votés annuellement, sont propriétés de la HEAR.

L'exercice d'une activité différente de celle prévue par les statuts de la HEAR est interdit, sauf autorisation expresse et préalable des Villes. L'exercice d'une telle activité doit, en tout état de cause, présenter une complémentarité ou une relation avec l'objet statutaire de la HEAR.

4.2.2 - Conditions générales de la mise à disposition

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre précaire et révocable sous les conditions qui suivent, que la HEAR s'oblige à observer ou à subir, sans pouvoir réclamer des dommages et intérêts.

Elle vaut autorisation d'occupation du domaine public, consentie à la HEAR exclusivement pour l'exercice des missions découlant de son objet statutaire.

De plus, la présente convention ne saurait conférer de quelconques droits réels à la HEAR. Il ne s'opère aucun transfert de propriété.

4.2.3 - Conditions et obligations d'entretien et de maintenance

La HEAR s'engage à utiliser les locaux dans le respect des règles de gestion de la comptabilité publique et conformément à leur destination.

Les Villes réalisent les travaux de grosses réparations ainsi que les travaux de réhabilitation, de maintenance et d'entretien courant des locaux, équipements et matériels dans le respect de leurs moyens financiers. Elles en conservent les contrats et réalisent les contrôles dits réglementaires périodiques.

Les Villes s'engagent également à entretenir régulièrement les espaces verts situés dans l'enceinte de leurs propriétés.

La HEAR s'engage à prévenir les Villes de toutes dégradations, toutes détériorations qu'elle constaterait dans les lieux.

4.2.4 - Charges de fonctionnement

Pour les locaux des sites d'arts plastiques, la HEAR prend directement en charge les dépenses d'énergie, d'abonnements et de consommations (électricité, chauffage, gaz, eau…). Les autres charges locatives relatives à l'entretien et la maintenance des locaux, du matériel et des espaces verts seront prises en charge par la HEAR, selon le cas, soit directement, soit contre remboursement aux Villes, exception faite des dépenses d'entretien des espaces verts public du site d'arts plastiques de Strasbourg, dont l'entretien courant, pour ce motif, demeure pris en charge par la Ville de Strasbourg.

En ce qui concerne les locaux de la Cité de la musique et de la danse, la Ville de Strasbourg prendra directement en charge les dépenses d'énergie et autres charges locatives qui incombent à la HEAR et les valorisera au titre de la contribution de la Ville de Strasbourg au fonctionnement de l'enseignement supérieur de la musique.

4.2.5 - Investissements

Les investissements liés à l'immobilier sont effectués et pris en charge par les Villes pour les bâtiments et espaces verts dont elles sont propriétaires.

Les Villes sollicitent tout partenariat financier et perçoivent les cofinancements correspondants. Au plus tard au 1er juillet de l'année N–1, la HEAR propose aux Villes ses besoins en investissements immobiliers. Les Villes les approuvent, le cas échéant, lors du vote de leur budget primitif de l'année N.

Les Villes informent et associent les services de la HEAR à la programmation et au suivi des travaux concernant les bâtiments qu'elle occupe et les bâtiments qu'elle a vocation à occuper (Manufacture des tabacs) ainsi qu'aux opérations d'aménagement urbain susceptibles d'impacter l'établissement (diagonale verte et piétonnisation des quais à Mulhouse/ extension du réseau de chaleur à Strasbourg).

La HEAR prend en charge directement les investissements mobiliers, et notamment les investissements mobiliers liés à la requalification de la Manufacture des tabacs et sollicite les cofinancements correspondants.

4.2.6 - Mesures de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont applicables en fonction de la nature des locaux occupés.

La mise en œuvre de ces mesures relève de la compétence de la HEAR pour les locaux des deux sites d'arts plastiques pour les mesures liées à l'exploitation et l'utilisation des locaux. La mise en œuvre des mesures impliquant des

aménagements ou des travaux continuent de relever de la Ville propriétaire.

Concernant les mesures de sécurité et d'hygiène applicables dans les locaux de la Cité de la Musique et de la Danse, la HEAR s'engage à les respecter dans le cadre de la gestion globale du site.

La HEAR s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité. Il s'agit de se conformer à toutes les dispositions légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public. Elle s'engage à suivre les instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

Le Directeur de la HEAR devra désigner pour les locaux qui en sont dépourvus un responsable unique de sécurité, à défaut ce sera le directeur de la HEAR ou son administrateur en cas de vacances du poste de direction.

A l'issue de tout contrôle éventuellement réalisé par les autorités compétentes, il s'engage à communiquer aux Villes tout procès-verbal ou compte-rendu de visite.

Les Villes se réservent le droit de mandater toute personne afin d'examiner le niveau d'hygiène des locaux concernés.

En cas de dysfonctionnements liés à l'hygiène et la sécurité, la HEAR est tenue d'en informer les Villes dans les plus brefs délais.

4.2.7 - Travaux et améliorations

La HEAR s'engage à ne procéder à aucun aménagement ou modification des locaux mis à disposition sans en avoir préalablement sollicité l'autorisation écrite des Villes qui se réservent le droit de refuser.

La HEAR ne peut opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de « cloisonnement » percement d'ouverture sur les locaux mis à sa disposition sans le consentement préalable écrit des Villes qui valident techniquement les interventions envisagées de façon à garantir ses intérêts et la pérennité de ses biens meubles et immeubles dans le cadre du respect de l'œuvre architecturale.

La HEAR ne peut effectuer dans les locaux mis à disposition des travaux pouvant changer sa destination, ou nuire à sa solidité et, de même, il ne peut faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale sous peine d'être responsable de tous désordres ou accidents.

La HEAR supporte, sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux, qui deviendraient nécessaires tant aux abords des locaux mis à disposition qu'à l'intérieur, mis en œuvre à l'initiative des Villes, et ce sans pouvoir réclamer aucune indemnité. En pareil cas, un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à la HEAR dans un délai raisonnable.

4.2.8 - Assurances et responsabilité

Les locaux de la Cité de la musique et de la danse, du site d'arts plastiques de Strasbourg (bâtiment historique et Manufacture) et du site d'arts plastiques de Mulhouse, ainsi que les logements de fonction y afférant sont assurés en intégralité par les Villes en qualité de propriétaires.

Les Villes assurent la totalité de l'ensemble immobilier en valeur de construction à neuf contre les risques : incendie, explosion, tempête, ouragan, cyclone, dégâts des eaux, dommages électriques, tempête, grêle, neige, vol, vandalisme, attentat, bris de glaces, recours des voisins et des tiers.

La HEAR fait son affaire des risques locatifs lui incombant du fait de son occupation en qualité d'affectataire et de l'assurance de ses biens propres.

En matière de responsabilité civile, la HEAR s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile et doit garantir les activités pour des montants de garantie suffisants.

La HEAR est seule responsable pour les dommages vis-à-vis des tiers de tout accident, dégât, et dommage de quelle nature que ce soit causés par son activité.

4.2.9 - Cession et sous-occupation

Les locaux mis à disposition de la HEAR dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance sauf accord préalable des Villes. La HEAR se substitue de plein droit aux Villes dans le cadre des conventions d'occupation portant sur les locaux objets de la présente et liant les Villes à des tiers.

Sous-article 4.3 – Mise à disposition de véhicules

4.3.1 – Pour le site d'arts plastiques de Strasbourg :

A la demande de la HEAR, la Ville de Strasbourg met à disposition de façon ponctuelle, dans les limites de ses possibilités, des véhicules de son parc auto-mobile pour des besoins déterminés.

Ces mises à disposition sont effectuées à titre gratuit, et le retrait des véhicules s'effectue par l'intermédiaire d'une carte magnétique renouvelée annuellement.

4.3.2 Pour le site d'arts plastiques de Mulhouse :

Depuis le 1er janvier 2011, l'utilitaire Renault Kangoo, immatriculé 2391YE68 continue d'être affecté à l'école aux conditions initiales et dans l'attente d'un éventuel transfert.

Cette mise à disposition s'accompagne des répartitions suivantes :

- Frais de maintenance et d'essence à la charge de la HEAR ;
- Assurance du véhicule à la charge de la Ville.

Sous-article 4.4 - La situation spécifique de l'Académie supérieure de musique (ASM)

4.4.1 - Conditions d'intervention du personnel enseignant du Conservatoire à Rayonnement Régional de Strasbourg (CRR) dans les enseignements dispensés par l'ASM

Les personnels enseignants du CRR demeurent employés, gérés, rémunérés par l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).

Ces personnels interviennent au titre de l'enseignement supérieur dans le cadre de leur service ordinaire. En sont déduites ainsi, des modalités de remboursement ou de valorisation du coût de l'Académie supérieur de Musique suivantes :

1. **La modalité d'évaluation des heures réalisées pour l'enseignement des disciplines dominantes,** faisant annuellement l'objet d'un remboursement forfaitaire par la HEAR.
   Ce remboursement, réévalué en 2021 par le Conservatoire, comme prévu par le précédent contrat, est fixé pour 2023 à 413 000 €.

2. **La modalité d'évaluation des heures réalisées pour les unités d'enseignement complémentaire**, faisant annuellement l'objet d'une valorisation établie sur la base du coût horaire chargé de l'enseignant constaté lors de l'exercice précédent multiplié par le nombre d'heures dédiées à cet enseignement.
   Cette valorisation, réévalué en 2021 par le Conservatoire, comme prévu par le précédent contrat, est fixée pour 2023 à 270 000 €.
   Par ailleurs, les interventions des enseignant.es du CRR effectuées en dehors de leur service ordinaire font l'objet d'un engagement et d'une prise en charge directe par la HEAR, dans le respect des règles de cumul d'emploi.

4.4.2 - Modalités de valorisation de la mise à disposition des moyens généraux du Conservatoire

La mise à disposition des moyens généraux du Conservatoire (personnel administratif et technique, locaux, parc instrumental, matériel informatique) au bénéfice de l'Académie supérieure de musique fait l'objet d'une valorisation prenant en compte la part respective des deux missions d'enseignement (initial et supérieur) dispensés au sein du Conservatoire, au regard de leurs poids budgétaires respectifs.

Le calcul de cette valorisation, pour 2023, est évalué ainsi, au regard du compte administratif 2020 (dernier CA consolidé) :

- Montant du Compte administratif (CA) du CRR auquel sont retranchées

1. Les dépenses de fonctionnement ne concernant que le CRR ;
2. La masse salariale permanente ;
3. La masse salariale du personnel administratif et technique ;
4. Le tout formant un montant déduit.

- A ce montant déduit, est appliquée le taux de 14,9%, découlant du rapport entre

5. Le Coût Académie supérieure de musique (intégrant la valorisation des unités d'enseignement complémentaire) et
6. [Le Coût de l'Académie supérieure de musique + le CA du CRR]

Le montant de valorisation en découlant s'élève à 420 717 €.

Article 5 - Modalités d'évaluation de la convention et de contrôle de sa mise en œuvre

Sous-article 5.1 - Evaluation financière

La HEAR s'engage à fournir annuellement aux membres fondateurs un rapport financier accompagné du compte administratif du dernier exercice clôt, avec ses états annexes.

Les collectivités procèdent, conjointement avec la HEAR, à l'évaluation des conditions de réalisation de la présente convention d'objectifs et de moyens. Une rencontre annuelle, pourra être organisée entre chaque membre fondateur et la HEAR afin d'analyser les comptes et le budget prévisionnel.

Pour faciliter le suivi annuel de la convention, une projection financière est annexée à la présente convention. Cette projection servira de référentiel pour l'analyse de l'évolution des charges et des recettes de l'établissement.

En outre, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les collectivités fondatrices. La HEAR s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Sous-article 5.2 - Evaluation quantitative et qualitative

Pour permettre aux membres fondateurs d'évaluer les conditions de mise en œuvre des objectifs assignés à la HEAR, cette dernière remet 6 mois avant le terme de la présente convention un rapport d'auto-évaluation intégrant notamment les indicateurs suivants :

	Engagements de la HEAR	Indicateurs
Axe pédagogique	Pré-sélection des candidats Diversité des parcours Qualité de l'offre de formation Egalité des chances Attractivité	Intégration à Parcours Sup Nombre de diplômes et de mentions Prix obtenus Actualisation du Manifeste pour l'égalité, l'équité et le respect d'autrui et suivi des profils socio-économique des étudiant.es
	Ouverture sur le monde	Nombre de mobilités étudiantes et enseignantes (formations, stages) Nombre de conventions de partenariat Nombre d'étudiant.es étrangers accueillis Nombre d'enseignant.es étranger.es Expériences pédagogiques en langue étrangère Nombre de masterclass d'artistes
	Structure des effectifs / sélectivité / attractivité	Nombre d'étudiant.es par site/année/option Nombre d'inscrits à l'examen d'entrée / origine géographique
	Qualité du service étudiant	Taux d'encadrement Surface par étudiant.e
	Porosité des disciplines	Nombre de projets transdisciplinaires et de stages « hors limite » Nombre de cours partagés
Axe territorial	**Engagements de la HEAR**	**Indicateurs**
	Renforcement de l'équilibre territorial, inscription dans le processus de la réforme territoriale	Nombre et qualité d'expériences pédagogiques partagées Mise en place d'un agenda de rencontres régulières entre les directions, voire les équipes pédagogiques des établissements de la région Grand Est.
	Contribution à l'insertion professionnelle, à l'égalité des chances, au développement économique et à la transition écologique	Nombre d'aides à projets attribuées Motivation, origine et objectif des aides attribuées Nombre d'étudiant.es sélectionnés dans les académies (orchestre/composition) Nombre et qualité de partenariats avec des entreprises ou des réseaux d'entreprises Nombre d'anciens étudiants /enseignants implantés sur le territoire régional Taux d'insertion des anciens étudiants et des anciennes étudiantes En complément des indicateurs quantitatifs, la HEAR fournira 15 présentations qualitatives de

		parcours/profils de diplômés en arts plastiques issus des différentes options (+ 5 ans) et 5 présentations qualitatives de parcours/profils de diplômés en musique (+ 5 ans) ». Nombre de cours et séquences de professionnalisation Taux de recyclage des déchets Nombre d'actions menées en faveur de ces opérations de recyclage
	Animation culturelle / éducation artistique	Nombre de concerts programmés Nombre d'expositions/performances programmées Nombre de partenariats culturels soutenus Nombre de collégiens et lycéens sensibilisés Nombre de conférences ouvertes au public Nombre et typologie des participants inscrits (âge, bénéficiaires des tarifs réduits, nombre d'agents des Villes inscrits…) aux ateliers publics
	Rayonnement territorial	Nombre de partenariats régionaux, nationaux et internationaux conclus Nombre de mentions de la HEAR dans les médias locaux, nationaux et internationaux Nombre de prix et distinctions Nombre d'artistes en résidence

Sous-article 5.3 - Evaluation par l'Etat

Pour l'État, l'évaluation de la présente convention se compose :

- Du bilan dressé par le directeur en auto-évaluation sur la base des dispositions du sous-article 5.2 ;
- D'un rapport d'évaluation de fin de convention effectué par les services de l'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles, DRAC) ou/et par le Service de l'inspection de la Direction Générale de la Création Artistique.

Article 6 - durée de la convention

L'échéance de la présente convention est fixée au 31 décembre 2023. Elle ne saurait faire l'objet d'une reconduction tacite. Les parties conviennent d'un commun accord que la présente convention porte sur les exercices 2022 et 2023.

Article 7 - modifications de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui le régissent.

Article 8 - modalités de résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'il pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 - compétences juridictionnelles

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour L'Etat, La Préfète de la Région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin, Josiane Chevalier	Pour la Haute école des arts du Rhin, La Présidente, Anne Mistler
Pour la Ville de Strasbourg, La Maire, Jeanne Barseghian	Pour la Ville de Mulhouse, La Maire, Michèle Lutz

Pour : 40 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 30 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Ne prennent pas part vote : Mme GOETZ, Mme MIQUEE, Mme MOTTE, M. SIMEONI et M. PAUVERT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

64° MISE EN VALEUR DES ŒUVRES DANS L'ESPACE PUBLIC : SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES (218/8.9/911)

La Ville de Mulhouse met en œuvre depuis plusieurs années une politique volontariste en faveur des arts visuels. Celle-ci se traduit notamment par la mise en place d'œuvres d'art dans l'espace public (commandes publiques du tram et d'entrée de ville, aménagements pérennes avec l'installation d'œuvres le long de la promenade du Nouveau Bassin et dans le centre-ville, etc.)

Le Centre National des Arts Plastiques (CNAP) développe un projet d'application intitulé « pARTcours » pour la valorisation des œuvres d'art dans l'espace public et à destination des collectivités territoriales.

Les objectifs de l'application « pARTcours » sont les suivants :

- identifier et situer les œuvres présentes dans l'espace public

- enrichir la compréhension des œuvres grâce aux contenus additionnels et notamment auprès du grand public

- valoriser les Collectivités Territoriales à travers une rubrique dédiée

L'application fonctionne comme un guide culturel simple et ludique (une interface d'utilisation simplifiée, des parcours de proximité proposés via géolocalisation, une carte interactive pour proposer des parcours de découvertes).

Il s'agit d'une démarche partenariale entre le CNAP et la Ville de Mulhouse. A ce titre, le Centre National des Arts Plastiques s'engage à assurer :

- la gestion et le financement du développement de l'application décrite

- la coordination du projet

- l'assistance dans la promotion et la diffusion de l'application

Quant à elle, la Ville de Mulhouse s'engage à assurer :

- la collecte et l'éditorialisation des contenus

- le financement d'un budget prévisionnel pour la maintenance applicative et l'hébergement des données à raison de 1440 € / par an et sur 3 ans (2023, 2024, 2025)

-la promotion et la diffusion de l'application auprès des publics

Afin de valoriser et d'assurer auprès des publics, la promotion des œuvres d'art présentes dans l'espace public, la Ville de Mulhouse souhaite signer la convention décrite.

Le Centre National des Arts Plastiques (CNAP) apporte une contribution financière de 7470 € pour ce programme, la Ville de Mulhouse apporte une contribution financière de 4320 € (1440€ par an sur 3 ans).

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget primitif 2023 et seront proposés aux budgets 2024 et 2025 :

Chapitre 65 – Nature 65818 – Fonction 30
Service gestionnaire et utilisateur : 218
Ligne de crédit : 36274 « Projet pARTcours »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet de convention entre la Ville de Mulhouse et le Centre National des Arts Plastiques (CNAP),
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

P.J. : 1 (Projet de convention)

Convention de Partenariat

Ville de Mulhouse
Centre national des arts plastiques (Cnap)

Entre

Le Centre national des arts plastiques (CNAP)
Établissement public administratif dont le siège social est situé Tour Atlantique,
1 place de la Pyramide
92911 Paris la Défense,
N° Siret 18004605400193
Représenté par sa directrice Béatrice SALMON

Ci-après dénommé « Le Cnap »

Et

La Ville de Mulhouse

Représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, en sa qualité de d'Adjointe au Maire déléguée à la Culture
Mairie de Mulhouse - 2 rue Pierre et Marie Curie - BP 10020 68948 Mulhouse Cedex 9
Dûment habilité à cet effet par délibération en date du 22/06/2023
Ci-après dénommée « La collectivité »

Ensemble dénommées Les Parties.

Préambule

Le Cnap est un établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère de la culture. Il a notamment pour mission l'enrichissement et la conservation du Fonds national d'art contemporain, collection de l'État dont il a la garde, le soutien à la création, le développement des recherches dans les diverses disciplines des arts plastiques. Dans cette volonté de promouvoir l'art contemporain, le Cnap souhaite mettre en place, à titre d'expérimentation, un outil de médiation numérique prenant la forme d'une web-application à destination des collectivités territoriales pour que celles-ci puissent valoriser leur collection d'art public. A cet effet, le Cnap a contractualisé avec la société YUNOW, sur un engagement de trois années.

La Ville de Mulhouse - Collectivité territoriale

Le Cnap et La collectivité ont conçu le projet d'application, *pARTcours*, afin de proposer aux utilisateurs de découvrir les œuvres présentes sur le territoire de La collectivité au travers de parcours thématiques dans la ville et de contenus de médiations intégrés dans l'application.

A l'issu des trois ans couverts par la présente convention de partenariat, un bilan sera réalisé afin de déterminer avec la collectivité si cette valorisation de ses collections d'art public a atteint les objectifs fixés et, le cas échéant, si cela constitue une base solide pour pérenniser un tel projet.

Article 1er
Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et la mise en œuvre du partenariat entre La collectivité et Le Cnap, pour la gestion et l'administration de la section de l'application pARTcours dédiée à La collectivité, la production des contenus qui seront intégrés à l'application ainsi que les modalités de la promotion de l'application.
La section de l'application sera constituée différents parcours actuellement à l'étude

Article 2
Engagement du Cnap

Le Cnap s'engage à :

- À mettre en place au moins un comité de pilotage par an. Le comité de pilotage sera formé des personnes en charge de la médiation au Cnap ainsi que de la personne référente du projet d'application dans La collectivité.
- Coordonner et financer le développement de l'application avec le prestataire Yunow.
- Communiquer et valoriser l'application.

Article 3
Engagement de la collectivité

La collectivité s'engage à :

- Identifier une personne référente rattachée à la mise en œuvre et à la gestion de l'application pARTcours pour la durée de la présente convention.
- Participer au moins une fois par an aux comités de pilotage, ainsi qu'aux formations proposées par Yunow et/ou le Cnap.
- Dans la mesure de ses possibilités, assurer la participation au projet des services compétents de la ville, notamment mais pas seulement, les services des espaces verts, services informatiques, services de la voirie, etc.

- Transmettre les médias (images, vidéos, sons…) au format requis par le prestataire réalisant l'application, ainsi que prendre à sa charge la négociation des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'intégration de toutes les images présentes dans l'application, l'obtention des autorisations nécessaires des déposants des œuvres, des différents artistes ainsi que des photographes et, le cas échéant, toutes les sommes dues au titre de l'intégration de ces images dans l'application initiale, pour une durée de trois ans.
- Dans la mesure de ses possibilités, mettre en place une signalétique pour l'application, dans l'espace public et les offices de tourisme.
- Coordonner la réalisation des notices et des contenus à intégrer dans l'application, en s'assurant de la qualité de ces derniers notamment en faisant appel à des professionnels qualifiés et reconnus dont l'expertise a été validée par de précédentes publications, dont ils pourront justifier.
- A valoriser dans les contenus de l'application au moins une étude ou une œuvre appartenant à la collection du Cnap soit en tant que contenu principal, soit dans les contenus additionnels.
- Informer le Cnap de toutes modifications, ajout ou suppression quant au contenu de l'application *pARTcours*.

Article 4
Les parcours d'œuvres

Les œuvres valorisées sur l'application pARTcours par La collectivité devront majoritairement avoir été produites à partir de 1980. Néanmoins, il sera possible de voir au cas par cas la valorisation d'œuvres plus anciennes. De plus, les œuvres valorisables devront avoir été réalisées par des artistes dont la démarche s'inscrit dans un cadre professionnel et dont le travail doit avoir impérativement été validé soit par des expositions dans des lieux de diffusion de l'art contemporain soit en étant lauréat de commandes publiques.

Tout ajout ou retrait d'œuvre sera soumis à autorisation du Cnap.

Article 5
Financement du Projet

Le financement du projet est assuré conjointement par le Cnap et par La collectivité. Les financements apportés par Le Cnap et par La collectivité sont définis comme suit :

Pour Le Cnap :

- La prise en charge de la conception et du développement de l'application.

Pour La collectivité :

La collectivité prendra à sa charge l'abonnement annuel à la maintenance applicative, au backoffice et à l'hébergement d'un montant prévisionnel de 1440€ (TTC) par an.

L'Annexe 2 présente le budget sur trois années d'utilisation de l'application.

Article 6
Promotion de l'application et communication

Les Parties s'autorisent mutuellement à utiliser leurs noms et leurs marques (y compris leur logo) pour toute communication ou promotion réalisée autour de l'application.

Le Cnap s'engage à mettre en place et à réaliser un plan de communication autour de l'application notamment en relayant l'information via sa newsletter, son site Internet et ses réseaux sociaux.

La collectivité s'engage à réaliser également un plan de communications pour le lancement de l'application sur ses supports de communication et notamment sur son site internet, ses réseaux sociaux ou encore sa newsletter.
Toute promotion ou communication autour de l'application doit impérativement faire apparaître le nom des deux Parties.

La collectivité et le Cnap s'engagent à soumettre à l'autre partie pour "bon à tirer" les maquettes des différents supports de communication comportant la mention de l'événement organisé, ainsi que les documents de promotion et d'information qu'ils proposent de réaliser et de diffuser. Chaque partie doit répondre dans les 5 jours ouvrables suivant la date de réception des documents. En l'absence de réponse, passé ce délai, les documents envoyés seront considérés comme tacitement acceptés.

Article 7
Sobriété numérique

Le Cnap est engagé dans une démarche Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) visant à limiter l'empreinte carbone de ses actions. En ce sens, des exemples d'usages du numérique éco-responsable sont mis à disposition de La collectivité en Annexe 3.

Article 8
Garanties

La collectivité garantit qu'elle dispose pour la période de trois ans couverts par la présente convention, de l'ensemble des droits et des autorisations nécessaires sur les contenus qui seront intégrés dans l'application, en vertu des dispositions relatives à la protection du droit d'auteur (voir en particulier les sociétés de droits d'auteurs : ADAGP, SAIF, ou les artistes ou leurs ayant droits).

Le Cnap garantit également que pour cette même période, l'hébergement des contenus mis en ligne sur l'application sera maintenu et que les contenus seront récupérables par La collectivité à tout moment et ainsi qu'à l'arrêt de la maintenance applicative.

Article 9
Durée

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature par la dernière des Parties pour une durée de trois ans. Au terme de cette expérimentation, les parties conviendront des modalités d'une éventuelle poursuite de cette application.

Article 10
Avenant à la Convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention devront être définies d'un commun accord entre les Parties, et devront faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11
Résiliation de la Convention

La présente convention se trouverait résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. En cas de non-respect par l'une ou l'autre Partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée sur la foi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La résiliation de plein droit prendra effet sous 30 jours ouvrés à compter de la réception de ce courrier.

Article 12
Litiges et loi applicable

La présente convention est régie par la Loi française.

Les Parties s'engagent à chercher à résoudre à l'amiable tout différend ou litige portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention.
Dans l'éventualité d'un désaccord persistant, les Parties conviennent que tout différend ou litige portant sur l'application ou l'interprétation du présent contrat sera porté devant le tribunal territorialement compétent en vertu du droit français.

Article 13
Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent contrat :

- Annexe 1 : liste des œuvres comprises dans les parcours de l'application ;
- Annexe 2 : budget à la charge des collectivités sur 3 ans ;
- Annexe 3 : Préconisation pour un numérique éco-responsable ;

Fait à Paris La Défense, le

Pour La Ville de Mulhouse
L'adjointe au Maire Déléguée à la Culture

Pour le Cnap
La Directrice,

Annexe 1 : Budget du développement de l'application (prix en TTC).

Application pARTcours Collectivités territoriales					
Budget prévisionnel sur 3 ans (TTC)					
		Cnap	Collectivité territoriale		
Année de développement et lancement (année 0)	*développement de l'application collaborative*	5 880,00 €	- €		
	accès au backoffice (pour la création d'un parcours)	540,00 €	1 440,00 €		
	conception du kit communication et personnalisation par commune	1 050,00 €	240,00 €		
	Total année 0		*sans kit com*	*avec kit com*	
		7 470,00 €	*1 440,00 €*	1 680,00 €	
Année 1	*abonnement au backoffice, maintenance et hébergement*	- €	1 440,00 €	- €	
	Total année 1	- €	1 440,00 €	- €	
Année 2	*idem*	- €	1 440,00 €	- €	
Année 3	*idem*	- €	1 440,00 €	- €	
Total sur 3 ans			*sans kit com*	*avec kit com*	
		7 470,00 €	4 320,00 €	4 560,00 €	
Prestation supplémentaire					
*Traitement et intégration des contenus par le prestataire, gestion du projet d'application**		- €	780,00 €		* forfait par jour de travail nécessité
Stockage d'1 Go supplémentaire annuel (au-delà des 200 Mo déjà inclus)		- €	720,00 €		
Formation des équipes au backoffice (2h)		- €	600,00 €		

Annexe 2 : L'usage éco-responsable du numérique dans l'application pARTcours

Conscients qu'une plateforme numérique, dont le contenu est multimédia, a un poids environnemental important ; nous souhaitons réduire cet impact dans la mesure du possible en accord avec la solution attendue. Afin de vous aiguiller, voici à la fois les engagements pris par le développeur ainsi que des préconisations d'utilisation de l'application.

Les engagements du développeur :

- L'hébergement de l'application se fait via le serveur Ikoula, basé à Reims, alimentés en énergies vertes et renouvelables.
- Un design et une ergonomie sobres et épurés, adaptés aux différents écrans (ordinateur, tablette, smartphone).

Les préconisations d'utilisation :

- Importer des images compressées et des formats moins lourd (svg, webp, avif ou png) ;
- Mettre en ligne des contenus consommant moins de données : limiter les contenus animés, les redirections via des liens hypertextes, diminuer la longueur des vidéos et écoutes audio ;
- Optimiser le poids des fichiers audios en privilégiant les formats MP3 (MPEG-1 Audio Layer 3), AAC (Advanced Audio Coding) ou Vorbis ;
- Mettre en place une politique de suppression des contenus si ces derniers ne sont plus à jour (information journalistique, évènementielle, …) afin d'éviter l'affichage et le stockage d'information inutile ;

Pour plus d'information, consultez les référentiels existant sur **les impacts environnementaux et sociaux du numérique :**

- Le GR491, par l'Institut du Numérique Responsable (INR)
- Référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN) de la Direction interministérielle du numérique (DINUM)
- Le guide d'éco-conception des Designers Ethiques

Pour calculer l'empreinte carbone de votre web-application : https://www.websitecarbon.com/

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

65° BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUE : FINANCEMENT DU PROJET DES LIVRES A SOI (212/8.9/912)

En 2023-2024, la Ville de Mulhouse participe au projet « Des Livres à soi », programme national de médiation à la littérature jeunesse déployé par le Salon du livre et de la presse jeunesse de Seine-Saint-Denis et financé par la DRAC Grand Est.

Ce programme s'appuie sur le livre jeunesse pour soutenir et renforcer la parentalité. Une cohorte de jeunes parents, issus de quartiers urbains en difficultés, se familiarise et se forme grâce à des professionnels à l'usage du livre et de l'album jeunesse pour l'installer dans ses pratiques familiales et sa relation parent-enfants.

Les objectifs sont multiples :

- conforter les parents dans leur rôle d'accompagnement de leurs enfants vers l'écrit, en leur donnant une estime de soi, quelle que soit leur compétence lecture ;
- réduire les inégalités d'accès à la culture dans les quartiers politique de la ville et participer aux actions de prévention de l'illettrisme.

« Des Livres à soi » repose sur une méthode originale et éprouvée depuis 2014 auprès de 10 000 personnes en France :

• des formations conjointes des professionnels du livre, de l'enfance et du champ social ;

• des « ateliers parents » de découverte et de manipulation d'ouvrages qui permettent une appropriation rapide de la lecture ;

• des sorties en bibliothèque ou en librairie, dans des festivals de littérature avec les parents et les enfants pour acheter et emprunter des livres ;

• des bibliographies et différents guides adaptés aux professionnels et aux parents.

A Mulhouse, le programme est coordonné par une structure de lecture publique (la bibliothèque municipale de Mulhouse) et deux structures du champ socio-éducatif fréquentées par les parents (les centres socio-culturels Lavoisier-Brustlein et Wolf-Wagner). Les réalités sociodémographiques des territoires de rayonnement des deux centres socio-culturels coordinateurs confirment la pertinence de déployer un tel programme à Mulhouse.

Les crèches et multi-accueils des deux centres socio-culturels mulhousiens seront associés en qualité de structures opérationnelles.

Les professionnels de ces structures seront formés conjointement et coanimeront les ateliers avec les parents.

Le budget d'un tel dispositif qui pourrait se déployer à l'automne 2023 et se déployer sur l'année scolaire 2023-2024 est estimé à 8000€. Il peut bénéficier d'un soutien de la DRAC à hauteur de 50%.

La présente délibération est une pièce constitutive obligatoire du dossier de demande subvention à constituer pour obtenir un financement de la DRAC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 :

LC n° 28692 « Services extérieurs » : 4 000€
Chapitre 011 - article 611 - fonction 313

LC n° 26048 « Livres jeunesse » : 2 000€
Chapitre 011 - article 6065 - fonction 313

Masse salariale du personnel bibliothèque valorisée : 2 000€

Service gestionnaire : 212

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve la demande de subvention auprès de la DRAC Grand Est,
- approuve le financement du projet « Des Livres à soi »,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

P.J. : 2
- 1 budget prévisionnel du projet « Des Livres à soi »,
- 1 Cerfa

Budget global des dépenses et recettes escomptées

Collectivité : Ville de Mulhouse - Bibliothèque municipale classée
Date : 26 avril 2023
Projet : Des Livres à soi

Dépenses (euros HT)		**Recettes (euros HT)**		
Dépenses	**Montant (euros hors taxe)**	**Origine recettes**	**% financement**	**Montant (euros hors taxe)**
Ville de Mulhouse	**8 000,00 €** *dont 1 600€ de chèques-lire* *dont 2 000€ de livres jeunesse* *dont 1 500€ de prestation pour la fête de clotûre* *dont 400€ pour les frais de communication* *dont 500€ en alimentation, petite épicerie* *dont 2 000€ en masse salariale valorisée pour la coordination du projet (5% ETP d'un cadre A bibliothécaire)*	**Fonds propres**	**50%**	**4 000,00 €**
		DRAC Grand Est	**50%**	**4 000,00 €**
Total	**8 000,00 €**		**Total**	**8 000,00 €**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère Culture Communication

Collectivité

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Veuillez cocher la case correspondant à votre situation :
☐ **X première demande**
☐ **renouvellement d'une demande**
Vous trouverez dans ce dossier :
- **Des informations pratiques**
- **Une demande de subvention (fiches 1- 2- 3)**
- **Une attestation sur l'honneur (fiche 4)**
- **La liste des pièces à joindre au dossier (fiche 5)**

Veuillez envoyer ce dossier à l'une des administrations suivantes (cochez la case correspondante et donnez les précisions demandées):
☐ **Etat**
Ministère de la culture et de la communication
Direction DDAI
☐ **Région……**
Direction……
☐ **Département……...**
Direction……
☐ **X Commune** ……
Direction **Cohésion sociale et culture – Direction Culture - Bibliothèques**
☐ **Autre organisme public**
Direction……

Informations pratiques

Qu'est-ce que le dossier de demande de subvention ?

Le dossier de demande de subvention est un formulaire destiné **aux collectivités locales** désireuses d'obtenir une subvention de la part du Ministère de la culture - Direction Régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France. Il concerne les demandes de financement **d'une ou plusieurs action(s) spécifique(s)**.

Le dossier comporte de 4 fiches.

Fiche n° 1 : Présentation de la collectivité responsable du projet
Cette fiche facilitera vos relations avec la Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France.
Vous présenterez les éléments d'identification de la collectivité responsable du projet, ses activités habituelles ainsi que des renseignements d'ordre administratif et juridique.

Fiche n° 2 : Description de l'action spécifique
Cette fiche sert à décrire l'action (ou les actions) projetée(s) pour laquelle (ou lesquelles) vous demandez une subvention. Elle est très importante tant pour l'administration dont vous demandez l'aide que pour la réussite même de l'action que vous projetez, puisqu'elle doit vous permettre de souligner sa cohérence.

Fiche n° 3 : Budget prévisionnel de l'action projetée
Cette fiche retrace le budget prévisionnel de l'action projetée en présentant **un budget équilibré en charges et en produits** et en détaillant les postes de dépenses et recettes (précisez les subventions sollicitées auprès d'autres partenaires publics ou privés).

Fiche n° 4 : Attestation sur l'honneur
Cette fiche permet au représentant légal de la collectivité, ou à son mandataire, de signer la demande de subvention et d'en préciser le montant.
Votre demande ne pourra être prise en compte que si cette fiche est complétée et signée.

Fiche n° 5 : Pièces à joindre à votre dossier

Le présent formulaire dûment rempli (fiches 1,2,3,4)
La délibération de l'assemblée délibérante relative au projet concerné
Toute autre document que vous jugez utile de transmettre pour la bonne instruction de votre demande
Le relevé d'identité bancaire
Le compte rendu de l'utilisation des fonds reçus à transmettre dans les six mois suivants la réalisation de l'action, y compris dans le cas où le renouvellement de la subvention n'est pas demandé.

Présentation de votre collectivité – Fiche 1

Identification de votre collectivité :

Nom de votre collectivité : Ville de Mulhouse

Statut (commune, communauté de communes, conseil régional, conseil général, syndicat mixte…) : Commune

Adresse : 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020

Commune : Mulhouse Cedex 9

Code postal : 68948

Téléphone : 03 69 77 67 17 Télécopie :

Courrier électronique : manuela.mulon@mulhouse-alsace.fr

Numéro SIREN : 216 802 249

Adresse de correspondance, si différente : Bibliothèque de Mulhouse, BP1109

Code postal : 68052 Commune : Mulhouse Cedex

Identification du responsable de la structure et de la personne chargée du dossier

Le représentant légal :

Nom : GOETZ Prénom : Anne-Catherine

Qualité : Adjointe à la culture et au patrimoine

Courrier électronique : helene.ball@mulhouse-alsace.fr

La personne chargée du dossier

Nom : MULON Prénom : Manuela

Courrier électronique : manuela.mulon@mulhouse-alsace.fr

Identités et adresses des structures culturelles pour lesquelles la subvention est demandée

(un organigramme peut être joint pour décrire les relations)

Etablissement (s) :

Bibliothèque municipale de Mulhouse
BP 1109
68052 MULHOUSE Cedex

Description de l'action – Fiche 2

Vous ne devez remplir cette fiche que si la demande de subvention correspond à une action spécifique que vous souhaitez mettre en place.

Présentation de l'action : Des livres à Soi

Contenus et objectifs de l'action :

Objectifs :
Favoriser l'installation et l'usage du livre de jeunesse dans la relation parent/enfant ;
Former les parents et aider les enfants des familles éloignées du livre à se familiariser avec le langage, l'image, la narration, l'écrit et leurs supports ;
Développer une méthode de médiation à la littérature jeunesse souple, innovante, aisément appropriable pour que le projet s'adapte à la compétence lecture de chaque famille ; Décloisonner l'intervention des acteurs du social, de l'enfance et du livre pour déboucher sur un agenda commun et une démarche concertée.

Description :

Des livres à soi est un programme de médiation à la littérature jeunesse, de démocratisation de la lecture et de prévention de l'illettrisme, principalement déployé dans les QPV, qui recourt au livre de jeunesse comme vecteur d'inclusion sociale et de soutien à la parentalité. Ce dispositif s'organise avec les structures sociales de proximité que fréquentent les familles.

Six ateliers (à raison d'un par mois) permettent aux parents en difficulté de lecture de se familiariser et se former à l'usage du livre et de l'album jeunesse pour installer ce dernier dans leurs pratiques familiales et la relation à leurs enfants. En amont, les professionnels (le cas échéant les bénévoles) des structures sociales de proximité opératrices du projet sont accompagnés pour intégrer et développer la place du livre de jeunesse dans leurs structures et leurs pratiques professionnelles et suivent des cursus de formation à la médiation pour permettre aux parents, lors des ateliers sus-mentionnés, de découvrir et de s'approprier la littérature jeunesse.

Au plan opérationnel, l'action s'appuie sur les professionnels des structures sociales et de l'enfance, mieux à même de toucher les publics concernés, mais elle se réalise en étroite collaboration avec les acteurs du livre et de la lecture et décloisonne les cultures professionnelles et interventions considérées. Ainsi s'organisent, entre les ateliers, des sorties préparées des familles en bibliothèque, en librairie et/ou sur des événements littéraires locaux. Chaque famille bénéficie (en une ou plusieurs fois), au cours de l'action, de 80 € de chèque-lire et chaque structure de proximité opératrice, d'une dotation de 600 € pour installer ou enrichir en son sein un "espace lecture".

A Mulhouse, le projet Des Livres à soi sera mis en œuvre par la Bibliothèque Municipale de Mulhouse, accompagnée par deux structures coordinatrices :

- Le Centre socio-culturel Lavoisier-Brustlein
- Le Centre socio-culturel Wolf-Wagner

Les crèches et multiaccueils des deux centres socio-culturels mulhousiens seront associés en qualité de structures opérationnelles.

Territoires concernés:

Les territoires concernés sont ceux des périmètres des deux centres socio-culturels associés, à savoir les quartiers Lavoisier-Brustlein et Wolf-Wagner. Aucune bibliothèque du réseau mulhousien n'est implantée dans cette zone.

Un bref descriptif socio-démographique des deux territoires est détaillé ci-dessous (chiffres INSEE 2016).

1/ Quartier Lavoisier – Brustlein :
24081 habitants, dont 1200 habitants dans le QPV Brustlein
9083 élèves scolarisés en REP+, dans un parc d'équipements scolaires très dense (10 écoles maternelles, 6 écoles élémentaires, 2 collèges, 4 lycées)
22% de familles monoparentales
25% de familles étrangères
43% de sans diplôme
Aucun équipement culturel dans le quartier, à l'exception du CSC

2/ Quartier Wolf-Wagner/Vauban/Neppert/Sellier :
15 970 habitants, majoritairement
46% de familles en couple avec enfants
1766 enfants scolarisés en REP+ dans 5 écoles maternelles, 3 écoles élémentaires, 1 collège
25% de familles étrangères

Public (s) cible (s) :

- Parents en difficulté vis à vis de la lecture, éloignés des lieux institutionnels du livre et plus globalement de la culture, qui vivent dans des quartiers politique de la ville, en zones urbaines.
Sur la base des deux territoires (Lavoisier + Wagner) retenus pour déployer l'action, de l'ordre de 20 jeunes parents (très majoritairement des mamans âgées de 20 à 35 ans) seront inscrit dans le dispositif.
- 50 à 60 enfants de ces familles, âgés de 0 à 16 ans : plus de la moitié de ces enfants bénéficiaires aura 6 ans et moins, de l'ordre de 35 % aura de 6 à 10 ans et 10 % à 15 % de 10 à 16 ans.
- une dizaine d'animateurs sociaux et socioculturels, de l'enfance et de la petite enfance, jeunes pour la plupart et issus des quartiers des deux CSC, seront formés à la médiation à la littérature jeunesse et animeront les "ateliers-parents".
- Les familles bénéficiaires sont d'abord repérées par les deux centres socio-culturels. Ces derniers élaborent, sur la base de leurs connaissances des familles, des enfants et du quartier, les critères à partir desquels la proposition sera faite à une quarantaine de familles des deux territoires, de s'inscrire de manière volontaire dans le projet, sans aucune participation ou contrepartie financière.

Nombre approximatif de personnes bénéficiaires :

70

Lieu (x) de réalisation :

Centres sociaux culturels Lavoisier et Wolf-Wagner de Mulhouse et les crèches et mutltiaccueils qui leur sont rattachés.

Date de mise en œuvre prévue :

De septembre 2023 à juin 2024

Durée de l'action (précisez le nombre de mois ou d'années) :

10 mois, reconductibles une fois

Moyens mis en œuvre :

RH : 1 bibliothécaire coordinatrice et 2 responsables « famille » des deux CSC, 1 panel d'éducateurs ou animateurs des structures opératrices pour la co-animation des ateliers
Financier : 8 000€
Matériel : mise à disposition de locaux pour les formations et les ateliers

Méthode d'évaluation prévue pour l'action :

Évaluation quantitative et qualitative avec tableau d'indicateurs pour le suivi et le pilotage de l'action :

- Identification / validation des territoires retenus / nombre de quartiers
- Identification / nombre, type et dénomination des structures sociales de proximité opératrices de l'action
- Nombre de familles bénéficiaires inscrites dans le dispositif dans chaque quartier
- Assiduité des parents aux ateliers qui leurs sont proposés sur la durée
- Nombre et pyramide des âges des enfants directement bénéficiaires dans les familles
- Nombre des professionnels (et bénévoles) formés à la médiation à la littérature jeunesse
- Nombre de sorties en bibliothèque/médiathèque et librairie organisées entre les ateliers
- Nombre de nouvelles inscriptions à la bibliothèque/médiathèque du quartier/de la ville à l'issue de l'action
- Sous forme de "verbatim", relevé des commentaires et réflexions des parents au fil des ateliers et sorties
- Forme et nombre de participants à la fête de clôture du projet

Budget prévisionnel de l'action – Fiche 3

CHARGES	PRODUITS (1)
	1 - **Ressources propres**
	4000 €
Charges spécifiques à l'action	
Achats	
Chèques-lire 1600 € **Dotation en livres aux centres sociaux** 2000€	
Prestations de services Prestation artistique pour la fête de clôture 1 500€	
Matières et fournitures 500€ (goûters, petite épicerie)	2 - **Subventions demandées :** Etat : Ministère de la Culture DRAC Ile-de-France Montant **4000 €**
Services extérieurs Locations Entretien Assurances	Région Département Commune
Autres services extérieurs Honoraires Publicité Communication : 400€ Déplacements, missions	Bénévolat **CNASEA** (emplois aidés)
Charges de personnel Salaires et charges 2000€	Demande(s) de financement communautaire Ressources indirectes affectées
Frais généraux	
Coût total du projet	**Total des recettes**
Emplois des contributions volontaires en nature	Contributions volontaires en nature
Secours en nature	Bénévolat
Mise a disposition gratuite de biens et prestations	Prestations en nature Dons en nature
Personnel bénévole **TOTAL** 8 000€	**TOTAL** 8 000€

Au regard du coût total du projet, la Ville de Mulhouse sollicite une subvention de 4 000 €

(1) L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs Aucun document complémentaire ne sera susceptible d'être demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées

(2) Ne pas indiquer les centimes d'euros

Attestation sur l'honneur – Fiche 4

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes (initiale ou renouvellement) et quel que soit le montant de la subvention sollicitée.

Si le signataire n'est pas le représentant légal de la collectivité, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné (e), (nom et prénom) :

représentant (e) légal (e) de la Ville de Mulhouse, en vertu de la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020

Déclare être en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant.
Certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subvention introduites auprès d'autres financeurs publics.

Demande une subvention de : 4 000€

Précise que cette subvention, si elle est accordée devra être versée (1) :

Au Compte banque de France du payeur de la collectivité :

Nom du titulaire du compte :

Banque :
Domiciliation :
Code banque :
Code guichet :
N° de compte :
Clé :

Fait, le 25 avril 2023 à Mulhouse

Signature

(1) vous pouvez, si vous le souhaitez, joindre un RIB ou un RIP.

Pièces à joindre au dossier – Fiche 5

Le présent formulaire dûment rempli (fiches 1, 2, 3, 4)

La délibération de l'assemblée délibérante relative au projet concerné

Toute autre document que vous jugez utile de transmettre pour la bonne instruction de votre demande

+ Pour une première demande

- 1 Relevé d'identité bancaire
- Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire**
- le compte-rendu de la subvention (*)

+ Pour un renouvellement, quel que soit le montant demandé,

- le compte-rendu de la subvention dont vous demandez le renouvellement (*)
- 1 Relevé d'identité bancaire **s'il a changé**

(*) **IMPORTANT:** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 rend obligatoire la transmission d'un compte-rendu financier à l'administration qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée, y compris dans le cas où le renouvellement de la subvention n'est pas demandé.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

66° BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUE : MISE EN PLACE D'UNE RESIDENCE DE MEDIATION LITTERAIRE (212/8.9/937)

Le dispositif financé et porté conjointement par la Région Grand Est, le Centre National du livre (CNL) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Grand Est relatif à la mise en place de résidences de médiation littéraire constitue une opportunité pour la Ville de Mulhouse de mobiliser son réseau de bibliothèques municipales en collaboration avec l'auteur domicilié à Mulhouse Aiat Fayez.

La résidence de médiation littéraire propose une programmation culturelle basée sur le travail d'un auteur en recherchant l'instauration d'une relation avec le public de son territoire de vie. D'une durée de 2 à 8 mois, elle se déroule à proximité du domicile ou du lieu de travail de l'auteur.

Les objectifs de la résidence sont de :

- soutenir les actions qui permettent l'instauration d'une relation de longue durée (entre 2 et 8 mois) entre un auteur et des publics, au sein d'une structure culturelle, éducative ou sociale du Grand Est ;
- encourager la valorisation du travail et des œuvres publiées d'auteurs du Grand Est sur leur propre territoire ;
- valoriser les actions de transmission à destination de la jeunesse, voire d'actions d'éducation artistique et culturelle.

A Mulhouse, pour cette première édition, il est apparu pertinent de thématiser la résidence autour de la question des frontières (géographique, culturelle, linguistique). Ce thème faisant écho à l'œuvre d'Aiat Fayez (auteur de romans et pièces de théâtre sur l'exil et les migrations) et aux caractéristiques du territoire mulhousien (localisation transfrontalière, dynamique d'immigration), la mobilisation de cet auteur mulhousien sur cet exercice semble particulièrement adaptée. Par ailleurs, la résidence repose sur un partenariat entre la Ville de Mulhouse et le Festival Strasbourg-Méditerranée.

Deux axes géographiques structurent la résidence :

1. La frontière Est/Ouest, reflet de la position tri nationale et l'histoire migratoire de Mulhouse et incarnée par les actions suivantes :
    a. deux cycles d'ateliers d'écriture avec des lycéens mulhousiens et fribourgeois ;
    b. un cycle d'ateliers d'écriture tout public à Mulhouse sur les questions de frontières et de migrations ponctué par une production radiophonique ;

   c. trois rencontres tout public dans des lieux culturels mulhousiens ;
   d. une rencontre tout public dans un lieu culturel bâlois.

2. La frontière Nord/Sud, reflet des questions migratoires liées à l'accueil de migrants sur le territoire alsacien et incarnée par les actions suivantes :
   a. un cycle d'ateliers d'écriture avec des migrants fréquentant le tiers-lieu La T'rêve à Strasbourg, également sur les questions de frontières et de migrations ;
   b. un rencontre tout public à Strasbourg.

Le budget prévisionnel de ce projet de résidence de médiation littéraire s'élève à 16 113€ ventilés dans le tableau récapitulatif des dépenses en annexe de la présente délibération.

Afin d'obtenir un financement à hauteur de 60% du montant global HT du projet, la Ville de Mulhouse a la possibilité de déposer un dossier auprès de la Région Grand Est, le CNL (Centre national du livre) et la DRAC Grand Est pour solliciter une subvention. La présente délibération est une pièce constitutive obligatoire du dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 :

LC n°33793 « Divers prestations artistiques » : 16 113€

Chapitre 011 - article 6228 - fonction 313

Service gestionnaire : 212

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve la demande de subvention auprès de la Région Grand Est, le CNL (Centre national du livre) et la DRAC Grand Est
- approuve le financement du projet de résidence de médiation littéraire
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

P.J. : 1 budget prévisionnel du projet

Budget prévisionnel

Projet : résidence de médiation littéraire 2023/2024

Pilote : Bibliothèque municipale de Mulhouse

	Dépenses				Recettes		
			€ HT	**€ TTC**		**€ HT**	**€ TTC**
1. Axe Est/Ouest	Rémunération auteur	2 cycles d'ateliers d'écriture avec 2 lycées (Mul, Freiburg) avec 5 séances par cycle et 1 journée de restitution en commun	3 346 €	3 790 €	Subvention Région, DRAC Grand Est ou CNL	8 700 €	
		1 cycle d'atelier d'écriture tout public à Mulhouse (7 séances incluant la restitution)	2 009 €	2 275 €	Ville de Mulhouse	4 278 €	
		3 rencontres tout public dans des lieux culturels à Mulhouse et 1 rencontre tout public à Bâle (avec médiateur et dont 1 rencontre avec 1 autre intervenant)	2 435 €	2 625 €	Festival Strasbourg Méditerranée	1 522 €	
	Prestation pour la mise en voix des textes écrits par les lycéens	2 répétitions et 1 performance de restitution à Mulhouse	1 500 €	1 500 €			
	Prestation de production radiophonique	Coût de production, montage, diffusion (radio Pinode)	2 306 €	2 535 €			
2. Axe Nord/Sud	Rémunération auteur	1 cycle d'ateliers d'écriture avec des migrants, assorti d'une restitution (4 séances) et 1 rencontre tout public	1 435 €	1 625 €			
3. Frais transversaux	Communication	Frais d'impressions des supports de communication	644 €	773 €			
	Frais de déplacements auteur	Ateliers à Freiburg et Strasbourg, Rencontre à Bâle	495 €	594 €			
	Repas auteur	Ateliers à Freiburg et Strasbourg	330 €	396 €			
Total			**14 500 €**	**16 113 €**		**14 500 €**	**0 €**

66 € 396

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

67° DEMOS - CONSERVATOIRE : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CITE DE LA MUSIQUE-PHILHARMONIE DE PARIS (2101/8.9/928)

Le dispositif Démos est une structure orchestrale à vocation sociale et éducative mis en œuvre par la Philharmonie de Paris et soutenue par le Ministère de la Culture et de nombreuses collectivités territoriales dont la ville de Mulhouse. Il s'agit d'un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre. Dans une cohérence pédagogique et artistique globale, il propose un apprentissage de la musique classique à des enfants ne disposant pas d'un accès facile à cette pratique dans les conditions existantes. Les enfants sont encadrés pendant trois ans par des musiciens professionnels et des référents sociaux.

La Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Philharmonie de Paris, a créé son premier orchestre Démos en février 2017 pour une durée de 2 ans et demi. Cette première phase a concerné 121 enfants, du CE2 au CM2.

Après la première phase du projet qui s'est terminée en juin 2019, la Ville de Mulhouse a souhaité permettre à tous les enfants souhaitant poursuivre la musique, d'intégrer le Conservatoire, dans un cursus qui prendrait en compte le parcours de l'élève dans le projet spécifique dont il a bénéficié durant 2 ans et demi. 61 enfants ont profité de ce dispositif entre 2019 et 2022.

Suite à la deuxième cohorte Démos qui a concerné 112 enfants entre 2019 et 2022 pour une durée de 3 ans, la Ville de Mulhouse en partenariat avec la Philharmonie de Paris a souhaité réitérer l'expérience.

A partir de septembre 2022, 30 enfants en classe de 6e ont donc intégré le Conservatoire au sein d'un cursus passerelle intitulé « Démos Conservatoire », toujours en partenariat avec la Cité de la musique – Philharmonie de Paris. Ce cursus intègre une pratique orchestrale des enfants qui constituent ainsi un orchestre Démos avancé.

La présente délibération concerne la signature de la Convention Démos Conservatoire entre la Ville de Mulhouse et la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris.

L'objet de la présente convention est de préciser les modalités du partenariat pour le dispositif Démos Conservatoire, du 1er septembre 2022 au 30 septembre 2025.

Le projet « Démos Conservatoire » s'adresse aux élèves issus de la première cohorte Démos et scolarisés dans trois collèges partenaires du projet (Bel-Air, Saint-Exupéry et Wolf). Ces jeunes bénéficient d'un après-midi libéré afin de se rendre au Conservatoire de Mulhouse pour suivre des cours de pratiques

collectives (Ateliers rythme et voix, orchestres et pratiques d'ensembles, travail en partiels par pupitre) durant 2 heures 30. Les jeunes se rendent au Conservatoire un autre jour de la semaine afin de suivre un cours d'instrument par groupe de trois pendant 1 heure.

10 professeurs du Conservatoire sont impliqués dans le projet, coordonné par un coordinateur de projet et un chargé de développement social.

À Mulhouse, Démos Conservatoire s'appuie, comme Démos, sur un partenariat fort entre la Ville de Mulhouse et l'Éducation nationale.

Le projet bénéficie également du soutien de nombreux partenaires publics et privés dont le Ministère de la Culture, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Caisse d'allocations familiales (Caf) du Haut-Rhin.

Le budget prévisionnel Démos pour une année pleine s'élève à 150 430€. La part budgétée par la Ville de Mulhouse est de 54 030 € inscrits au budget en 2023 à laquelle s'ajoute une valorisation des coûts RH dédiés à ce projet.

La Philharmonie s'engage à contribuer à hauteur de 22 400€ par an, en plus des dépenses qu'elle prend en charge directement.

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ce projet sont disponibles au budget primitif 2023 et seront proposés au budget primitif 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention de partenariat entre la Ville de Mulhouse et la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris en annexe de la présente délibération.

- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée de signer la convention de partenariat et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. : 1 : Projet de convention

CONVENTION DE PARTENARIAT
DEMOS CONSERVATOIRE MULHOUSE
Orchestre avancé

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris,
Établissement public national à caractère industriel et commercial (EPIC)
Adresse : 221 avenue Jean Jaurès – 75 019 Paris
SIRET : 391 718 970 00026
APE : 9004Z
représentée par Olivier Mantei, en qualité de Directeur général

désignée ci-après par « La Cité de la musique – Philharmonie de Paris », d'une première part,

ET

La Ville de Mulhouse
Adresse : 2 rue Pierre et Marie Curie – BP 10020 - 68948 Mulhouse Cedex 9
SIRET : 216 802 249 00013
Représentée par son Maire, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal du 17 juillet 2020.

désignée ci-après par « La Ville de Mulhouse » ou « le porteur de projet », d'une deuxième part,

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

La Cité de la musique-Philharmonie de Paris contribue au développement de la vie et de la pratique musicale, ainsi qu'à la connaissance de la musique et de son patrimoine. Elle œuvre, par une offre plurielle de manifestations musicales, à l'élargissement du public et à son renouvellement. Elle soutient, dans leur diversité, les formations musicales qu'elle accueille. Elle concourt à l'information et à la formation musicale du public. Elle prend l'initiative d'échanges nationaux et internationaux dans le domaine de la musique, ou y participe, et contribue au développement de la vie musicale à travers quatre grands pôles ; par l'organisation de concerts (production, coproduction etc, exploitation des salles, résidence d'ensembles musicaux), en suscitant la création d'œuvres musicales et la recherche par l'accès à un fond documentaire, par la gestion et l'exploitation du musée national de la musique et en développant les activités culturelles et éducatives à l'attention du public afin de favoriser l'égal accès à toutes les formes de musiques (art. 2 du décret

n°2015-1178 du 24 septembre 2015 relatif à l'établissement public de la Cité de la musique-Philharmonie de Paris). À ce titre, elle développe en particulier des actions pédagogiques qui visent à offrir un meilleur accès à la musique à des publics qui en sont éloignés.
Le ministère de la Culture et de la Communication a chargé la Cité de la musique de porter le projet Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) et de conclure les partenariats qu'elle juge utile pour le mener à bien. Démos est un projet expérimental d'apprentissage intensif de la pratique orchestrale, en direction de jeunes habitants des quartiers relevant de la politique de la ville ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique musicale, ne disposant pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour découvrir et pratiquer la musique classique dans les institutions existantes.
Il est soutenu financièrement par le ministère de la Culture dans la cadre d'une convention de subventionnement pluriannuelle, l'ANCT, le ministère de l'Education nationale , par les collectivités territoriales partenaires et par des mécènes

La Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Philharmonie de Paris, a créé son premier orchestre Démos de 2017 à 2019.
Après cette première phase qui a concerné 121 élèves, du CE2 au CM2, la Ville de Mulhouse a proposé aux enfants souhaitant poursuivre la musique d'intégrer le Conservatoire au sein d'un projet orchestre avancé intitulé "Démos Conservatoire" de 2019 à 2022. 61 enfants ont participé de la 6ème à la 3ème, au sein de 4 collèges partenaires. Grâce à ce dispositif passerelle, 11 élèves ont pu poursuivre leur apprentissage au sein du Conservatoire, en cursus traditionnel en septembre 2022.

Riche de cette première expérience, la Ville de Mulhouse a souhaité réitérer le dispositif en proposant aux enfants issus de la deuxième cohorte Démos (2019-2022) d'intégrer un orchestre avancé "Démos Conservatoire", toujours en partenariat avec la Philharmonie de Paris. À partir de septembre 2022, 30 enfants ont intégré le Conservatoire dans ce nouveau cursus.

Article 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de constituer un orchestre avancé Démos à Mulhouse et de permettre ainsi à une trentaine de jeunes issus de la deuxième cohorte de l'orchestre Démos Mulhouse de bénéficier du dispositif.
La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** et **La Ville de Mulhouse** collaborent à la mise en œuvre de l'orchestre avancé Démos à Mulhouse à compter de septembre 2022 jusqu'au 30 septembre 2025.

Article 2 : OBJECTIFS ET ACTIONS

2.1 Les objectifs :

Poursuite des apprentissages musicaux pour les enfants, l'orchestre étant une source essentielle de motivation pour continuer de s'investir.
Rayonnement des pratiques collectives – en petit et grand ensemble - sur les territoires via les concerts publics
Renforcement de la participation de musiciens d'orchestres et de chef.fe.s expérimenté.e.s à des actions pédagogiques.

Renforcement des dynamiques partenariales entre orchestres professionnels et conservatoires
Liens structurels éventuels entre les orchestres avancés et les cursus des conservatoires des territoires.

2.2 Les actions :

- 30 enfants en 6ème à leur entrée dans le projet, tous issus de Démos et résidant prioritairement sur des territoires relevant de la Politique de la ville,
- la mise en place d'un cursus au sein du Conservatoire de Mulhouse pour les élèves ayant suivis un premier cycle Démos. 105 heures d'enseignement proposées à chaque enfant, 7 rassemblements en tutti de 2,5 heures par an encadrés par le chef d'orchestre de l'Orchestre Démos Conservatoire,
- des cours collectifs deux fois par semaine pour chacun des enfants (cours d'instrument à trois élèves pendant 1h, cours de formation musicale « Atelier rythme et voix », partiels par pupitre, orchestre ou ensemble,
- un travail en étroite collaboration avec l'Education nationale et notamment les professeurs d'éducation musicale et chant choral dans chacun des 3 collèges partenaires (Collèges Wolf, Bel Air et Saint-Exupéry)
- Une représentation publique finale par an à la Filature ou dans une autre salle du territoire (auditorium du Conservatoire, Théâtre de la Sinne …)

Article 3 : APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA CITE DE LA MUSIQUE – PHILHARMONIE DE PARIS

3.1 Équipe de coordination nationale

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris est responsable de la coordination nationale du projet. A ce titre, elle procède aux demandes de subventions nationales auprès des pouvoirs publics et aux recherches de mécénat pour le compte du projet. Elle gère le budget global de l'opération et procède aux ajustements nécessités par l'équilibre budgétaire de l'opération en accord avec ses partenaires.

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris affecte à la coordination nationale du projet une équipe nationale composée notamment d'un Directeur délégué au projet et d'un directeur adjoint, d'une responsable de la coordination territoriale et d'un coordinateur pédagogique, ci-après dénommée « l'équipe nationale ». En tant que de besoin après le démarrage du projet, la directrice déléguée aux relations institutionnelles et le directeur du mécénat peuvent être sollicités dans le cadre du projet (notamment pour les évènements officiels ou les démarches institutionnelles)
L'équipe nationale aura pour rôles principaux :

- L'accompagnement des équipes en région
- La transmission des outils de travail
- La transmission du matériel pédagogique
- La veille à la cohérence du projet sur les différents territoires

3.2 Matériel pédagogique

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris s'engage à fournir le matériel pédagogique (arrangements musicaux, guide pratique, documents audio et vidéo) nécessaire au bon déroulement des ateliers, des répétitions et présentations publiques. Le choix des arrangements musicaux se fera en concertation avec la Ville de Mulhouse.

3.3 Parc instrumental

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris a acquis le parc instrumental nécessaire lors de la constitution de l'orchestre Démos 2 en février 2019. A l'issue de cette phase les instruments ont été donnés aux enfants souhaitant poursuivre leur apprentissage musical.
Chaque enfant intégrant l'orchestre avancé Démos dispose donc de son instrument.
La maintenance des instruments est à la charge de **La Ville de Mulhouse**.

3.4 Frais de mission

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris prendra en charge les frais de transport de l'équipe projet Démos Nationale pour les déplacements entre Paris et Mulhouse ainsi que les frais d'hôtel et les défraiements.

Article 4 : APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MULHOUSE

4.1 Équipe projet

Les équipes permanentes de **La Ville de Mulhouse** collaborent au projet Démos sur le plan local. Elles sont l'interface des équipes Démos locales (musiciens intervenants, structures, partenaires) et nationales. Elles assureront notamment les différentes missions mentionnées aux articles 4.4, 4.5 et 4.6.

Le coordinateur projet de l'orchestre Démos du territoire aura en charge le suivi de l'orchestre avancé.
Un référent pédagogique a été nommé afin d'assurer la cohésion pédagogique du projet au sein du conservatoire et avec l'Education nationale.
Un chargé de développement social est recruté pour le projet, basé à la Direction cohésion sociale au sein du pôle Culture et cohésion sociale.

Par ailleurs un suivi régulier sera mené par le coordinateur de projet sous la forme de réunions, de comités de pilotage et de comités techniques en présence des acteurs concernés.
Les membres de cette équipe projet sont placés sous l'autorité de **La Ville de Mulhouse** en sa qualité d'employeur.

4.2 Intervenants artistiques et chef d'orchestre

La Ville de Mulhouse recrutera l'ensemble des professeurs impliqués dans le projet.
Le suivi administratif (planning, établissement des fiches de paye) se fera par l'équipe de **La Ville de Mulhouse.**
Il est entendu que le chef d'orchestre intervenant dans le projet Démos sera choisi d'un commun accord.

4.4 Parc instrumental

La Ville de Mulhouse s'engage à prendre en charge l'entretien du parc instrumental et l'achat du petit matériel, à hauteur maximum de 3 000 € par an.

4.5 Dynamique territoriale

Le porteur de projet s'engage à établir des liens avec les conservatoires et les écoles de musique, les centres de loisirs et les centres sociaux-culturels du territoire, en concertation avec **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris**, en vue de la pérennisation de la pratique des jeunes concernés.
En mobilisant côte à côte des acteurs du monde culturel et du champ social, ce projet contribuera à renforcer la cohésion sociale, à démocratiser l'accès à la culture et à lutter contre le décrochage scolaire.

4.6 Production des concerts

La Ville de Mulhouse prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation d'une représentation publique chaque année à la Filature ou toute autre salle du territoire, à savoir :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et rechargement, au montage et démontage, et au service de représentation et que sera prévu le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes éventuelles, et service de sécurité.
- assurer la logistique pour la mise en place des répétitions d'orchestre et des représentations publiques en lien avec l'équipe Démos
- réserver des places pour les présentations publiques dans la limite des disponibilités du lieu d'accueil.

4.7 Prise en charge

La Ville de Mulhouse prendra directement à sa charge les frais suivants, à savoir :

- Mise à disposition de bureaux permettant d'accueillir le coordinateur de projet et le chargé de développement social équipés du matériel informatique et des fournitures nécessaires à la réalisation de leurs missions, en dehors du budget prévisionnel
- Les frais de transport de l'équipe projet Démos de Mulhouse pour les déplacements entre Mulhouse et Paris ainsi que les défraiements à hauteur maximum du montant fixé au budget (annexe 2).

4.8 Production et gestion de données

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris conduit des travaux de recherche et d'évaluation sur la diversité des expériences et des projets Démos. Ces études, qui servent à l'évolution des orientations de Démos, se basent sur des données collectées par les orchestres Démos eux-mêmes, afin que les équipes de recherche puissent travailler sur leur interprétation.
La Ville de Mulhouse s'engage à collecter et à fournir à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris les données à jour nécessaires au recensement des orchestres Démos et de leurs modèles ainsi qu'à l'évaluation du projet, à savoir :

- Les tableaux du « classeur indicateurs » permettant de réaliser une « épidémiologie » des projets, des centres et des participants. Ces données devront être mises à jour tous les six mois sur la plateforme d'échange Sharepoint ;
- Les données issues de questionnaires bilan administrés aux participants à l'entrée du projet ainsi qu'en fin d'année pendant toute la durée du projet. Les données recueillies dans ces questionnaires devront être transmises électroniquement dans les tableaux de résultats prévus à cet effet, à l'issue de chaque phase de collecte. Les questionnaires ainsi que les tableaux de résultats vierges seront transmis par la

Cité de la musique – Philharmonie de Paris à **La Ville de Mulhouse** au minimum 7 jours avant leur utilisation.

Ces données doivent impérativement être transmises au moins une fois par an à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris. La non transmission de ces données entraînera une suspension des versements de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris à **La Ville de Mulhouse**.

La collecte, l'usage et l'exploitation de ces données devront être en conformité avec la RGPD. Chacune des parties s'engage à procéder aux démarches et déclaration nécessaires.

Article 5 : BUDGET PREVISIONNEL ET APPORTS FINANCIERS

Le budget prévisionnel du projet est évalué à **150 430 € TTC/an** (cf. budget en **annexe 1**).

Le financement de ces dépenses est réparti de la façon suivante :

- Etat : 43 700 €
- centralisé par **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** : 33 700 € (Ministère de la Culture et Ministère de la cohésion des territoires via l'ANCT)
- centralisé par la Ville de Mulhouse : 10 000 € (ANCT)

- Mécénat (centralisé par **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris**) : 37 700 € (mécénat, apports privés)

- Collectivités territoriales et autres structures (département, communes, région, Métropole, CAF, mécénat local) : 69 030 €

Les dépenses et recettes sont réparties selon le budget en **annexe 1** faisant partie intégrante de la présente convention.
Les deux parties s'engagent à rester dans le cadre du budget établi et dans les équilibres des contributions, sauf en cas de recettes nouvelles ou d'accord exprès et écrit des 2 parties.

A cet effet, des points budgétaires semestriels seront réalisés entre les deux parties. Ils concerneront autant le niveau des dépenses engagées que les financements obtenus et seront formalisés.

Ils pourront donner lieu sur accord express des 2 parties à des avenants budgétaires (dépenses et financements).

En plus de la prise en charge directe de certaines dépenses, **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** s'engage à contribuer au financement du projet via un versement annuel correspondant à 80% des coûts éligibles (salaires tutti et pratiques collectives) pris en charge par **la Ville de Mulhouse** (cf. annexe 1) dans une limite de 22 400 €.

Les versements de **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** à **la Ville de Mulhouse** seront effectués sur présentation des comptes et d'une facture, selon l'échéancier suivant :

- 6 720 € maximum à la signature de la convention

- 15 680 € maximum entre août et octobre 2023 sur présentation des comptes (septembre 2022 – juin 2023) signés par **La Ville de Mulhouse**

- 6 720 € maximum en octobre 2023

- 15 680 € maximum entre août et octobre 2024 sur présentation des comptes (septembre 2023 – juin 2024) signés par **La Ville de Mulhouse**

- 6 720 € maximum en octobre 2024

- 15 680 € maximum entre août et octobre 2025 sur présentation des comptes (septembre 2024 – juin 2025) signés par **La Ville de Mulhouse**

Article 6 : COMMUNICATION

Les parties conviennent des principes suivants concernant toutes les activités liées à l'orchestre Démos Conservatoire de Mulhouse.

6.1. Les **documents print** et **web** devront être chartés selon le kit de communication transmis au porteur de projet et mis à disposition sur le Sharepoint selon la charte mis en place par la Philharmonie de Paris :

- Pages Démos des brochures de saison du porteur de projet,
- Notes de programme des concerts,
- Affiches, Roll-up, Kakemono, flyers, etc,
- Dossiers de presse,
- Communiqués de Presse,
- Invitations diverses (concerts, conférence de presse, etc),
- Sites Internet des deux Parties.

L'ensemble des documents de communication réalisés par les 2 parties devront être soumis pour validation à l'autre partie dans les meilleurs délais.

Les personnes à contacter pour ces validations, et plus largement pour l'ensemble des questions relatives à la communication, sont :

- Pour la Philharmonie de Paris : Hélène Decourtis, responsable de communication de l'équipe Démos nationale (hdescourtis@cite-musique.fr) et Clara Wagner, directrice déléguée aux relations institutionnelles de la Philharmonie de Paris (cwagner@cite-musique.fr)

- Pour **La Ville de Mulhouse** : sandra.cathelin@mulhouse.fr

6.2. Le porteur de projet devra s'assurer de la présence à ses côtés, lors **des conférences de presse** qu'il sera amené à donner, d'un représentant de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

6.3. Le porteur de projet devra s'assurer de la bonne communication entre les **services de presse** de la Ville de Mulhouse et de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris et s'engage à tenir informées les équipes des différents sujets relatifs à Démos Conservatoire (sujets à venir, négociation en cours, etc).

6.4.1. Les **productions audiovisuelles** (captation de concert, vidéos teaser, interviews, etc) devront être chartées selon le kit de communication accessible via l'accès Sharepoint de l'orchestre.

6.4.2. Les **captations** devront mentionner à leur générique « la Cité de la musique – Philharmonie de Paris coordonne le projet Démos sur le territoire national ».

6.4.3. La réalisation de vidéos en présence des enfants et musiciens professionnels dans le cadre de Démos Conservatoire devra être précédée de la signature **d'autorisations de captation nominative** pour toute la durée du projet, pour chaque participant (par le représentant légal pour un mineur).
Ces autorisations sont la responsabilité du porteur de projet.

6.4.4. Le porteur de projet fait son affaire des droits de diffusion et d'utilisation des vidéos qu'il réalisera dans le cadre de Démos Conservatoire.

La Ville de Mulhouse et **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** s'engagent à se fournir mutuellement des photos et vidéos en précisant l'objet et la durée de leur utilisation, avec crédit du photographe, tout en veillant avec précaution au droit à l'image.

Article 7 : MECENAT / EVENEMENTS

Le mécénat a pour vocation de financer environ un tiers du coût global du projet Démos 4, les deux autres tiers ayant pour origine des fonds publics nationaux ou locaux. Il en découle que **La Ville de Mulhouse** ne pourra effectuer de démarches auprès d'éventuels autres mécènes (qu'il s'agisse d'entreprises, de fondations ou de donateurs individuels) qu'avec l'accord expresse de la Philharmonie et, dans cette hypothèse, de manière totalement concertée avec elle.

Dans cet esprit, pendant la durée de la convention, **La Ville de Mulhouse** informera au préalable la Philharmonie des démarches qu'elle souhaite engager auprès de potentiels mécènes ou parrains de la région.
La direction du mécénat et du développement sera l'interlocuteur de **La Ville de Mulhouse** pour l'ensemble de ces questions, y compris pour faire bénéficier ce dernier de son expérience en la matière.

La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** n'exclut pas non plus d'engager des démarches auprès de potentiels mécènes ou parrain de la région pour réunir la part nationale de mécénat nécessaire à la mise en place du projet Démos sur ce territoire.

La Ville de Mulhouse informera **la Cité de la musique - Philharmonie de Paris** de tout évènement concernant l'orchestres Démos (et notamment : réunion de rentrée, conférence de presse de lancement, remise officielle des instruments, concerts, répétitions, stages). Il communiquera les dates et listes d'invités à ces évènements au plus tard 15 jours avant la date de l'évènement.

La Ville de Mulhouse s'engage à fournir jusqu'à 30 invitations pour chaque représentation de son orchestre. La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** communiquera dans les meilleurs délais la liste de ses besoins dans la limite de ces 30 places.

DÉMOS PHILHARMONIE DE PARIS — Mulhouse

Article 8 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de septembre 2022 et s'achèvera au 30 septembre 2025.

Les Parties peuvent convenir de mettre fin au contrat, d'un commun accord. Les modalités, notamment financières, de la résiliation seront arrêtées conjointement par les Parties.
Chacune des Parties pourra également résilier la convention en cas de non-respect de celle-ci ou de ses avenants, dans le délai d'un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : ASSURANCES

Chaque Partie s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour l'exécution du contrat.

Article 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et si aucun accord amiable n'a pu être trouvé, celui-ci sera soumis à la compétence du tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Paris, le …….. /……/……

Pour **La Ville de Mulhouse** Anne-Catherine Goetz **Adjointe en charge de la culture**	Pour **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** Olivier Mantei **Directeur Général** Eric LE CLERCQ DE LANNOY **Contrôleur budgétaire**

DÉMOS PHILHARMONIE DE PARIS — Mulhouse

ANNEXE 1 : Budget prévisionnel annuel

	Dépenses		Recettes	
Philharmonie	**Salaires**	**40 000 €**	**Subventions État**	**22 500 €**
	Cellule nationale Démos (Prorata)	40 000 €	**Mécénat**	**26 500 €**
	Fonctionnement	**9 000 €**		
	Communication Philharmonie	1 500 €		
	Missions, déplacement	1 500 €		
	Études et évaluation	4 000 €		
	Commandes œuvres/arrangements	2 000 €		
	total Philharmonie de Paris (1)	***49 000 €***	***total Philharmonie de Paris (1)***	***49 000 €***
Opérateur local	**Salaires**	***67 000 €***	**Versement Philharmonie**	**22 400 €**
	Coordinateur de projet	6 000 €	dont État	11 200 €
	Référent pédagogique	6 000 €	dont Mécénat	11 200 €
	Personnels artistiques*	***55 000 €***		
	Dont tutti et pratiques collectives	*28 000 €*		
	Dont cours d'instruments semi-collectifs	*27 000 €*	**Collectivités territoriales**	**54 030 €**
			dont Ville de Mulhouse	54 030 €
	Fonctionnement	***10 500 €***		
	Instruments (maintenance)	3 000 €	**Autres**	**25 000 €**
	Production concerts + communication	5 000 €	CAF	15 000 €
	Frais généraux	2 500 €	ANCT	10 000 €
	Sous-total à charge de l'Opérateur local (2)	***77 500 €***		
Budget complémentaire	Chargé de dev social	6 000 €		
	Actions familles	10 000 €		
	Équipe projet	7 930 €		
	Sous-total budget complémentaire (3)	***23 930 €***	***Sous-total parçu par l'Opérateur local (2)***	***101 430 €***
	Total dépenses (1+2+3)	***150 430 €***	***Total recettes (1+2)***	***150 430 €***

Le total des financements annuels apportés par la CMPP s'élève à	***71 400 €***

**activités musicales et formations rémunérées*

DÉMOS PHILHARMONIE DE PARIS — Mulhouse

ANNEXE 2

DÉMOS CONSERVATOIRE – PROJET PÉDAGOGIQUE

La Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Philharmonie de Paris, a créé son premier orchestre Démos de 2017 à 2019.

Après cette première phase qui a concerné 121 élèves, du CE2 au CM2, la Ville de Mulhouse a proposé aux enfants souhaitant poursuivre la musique d'intégrer le Conservatoire d'intégrer le Conservatoire au sein d'un projet orchestre avancé intitulé "Démos Conservatoire" de 2019 à 2022. 61 enfants ont participé de la 6ème à la 3ème, au sein de 4 collèges partenaires. Grâce à ce dispositif passerelle, 10 élèves ont pu poursuivre leur apprentissage au sein du Conservatoire, en cursus traditionnel en septembre 2022.

Riche de cette première expérience, la Ville de Mulhouse a souhaité réitérer le dispositif en proposant aux enfants issus de la deuxième cohorte Démos (2019-2022) d'intégrer un orchestre avancé "Démos Conservatoire", toujours en partenariat avec la Philharmonie de Paris. À partir de septembre 2022, 30 enfants ont intégré le Conservatoire dans ce nouveau cursus.

1. Organisation pédagogique

Niveau scolaire	FM / Atelier rythme et voix	Partiels instrumentales	Cours d'instrument (par groupe de 2 ou 3)	Orchestre, ensemble, Musique de chambre…	Education musicale et chant choral au collège	Total hebdo par élève	Tuttis	Stage
6e	50 min	50 min	40 min. à 2 ou 1h à 3	50 min	1h + 1h supplémentaire	5h10 ou5h30	6 / an	1 / an
5e	50 min	50 min	40 min. à 2 ou 1h à 3	50 min	1h + 1h supplémentaire	5h10 ou 5h30	6 / an	1 / an
4e	1h15	45 min	40 min. à 2 ou 1h à 3	1h à 1h30	1h + 1h supplémentaire	5h40 à 6h30	6 / an	1 / an

Jeudi de 14h à 16h30
Hors temps scolaire (mercredi après-midi)

DÉMOS PHILHARMONIE DE PARIS — Mulhouse

a. Les pratiques collectives

Chaque jeudi après-midi, libéré par l'Education nationale, les 30 collégiens se rendent au Conservatoire en autonomie.

En 6e et en 5e, le planning de l'après-midi se répartit entre cours de formation musicale, partiels par pupitre et pratique collective. Ces trois disciplines sont modulables et sont en lien permanent, d'où une équipe de professeur présente sur la totalité de l'après-midi.

En 4e, une année passerelle est proposée aux élèves pour leur permettre une meilleure inclusion au conservatoire et les préparer à poursuivre une pratique individuelle en 3e dans des conditions favorables. De plus, avec la sortie inévitable d'élèves du dispositif (environ 5 par an), la dynamique d'orchestre est remis en cause avec environ 20 élèves. Pour se faire, les élèves seront intégrés dans les pratiques collectives de l'établissement et un projet artistique commun sera proposé en cohésion avec les professeurs de chaque ensemble en 2023-2024. Ce projet de grand orchestre pourra être dirigé par le directeur de l'Orchestre symphonique de Mulhouse (ou le chef d'orchestre du projet en école élémentaire s'il est

différent) sur un programme coconstruit avec la Philharmonie de Paris. Il fera l'objet de 4 répétitions communes préparatoires semblables aux tuttis. Les élèves seront toujours accompagnés par les professeurs de l'équipe Démos Conservatoire qui consacreront les partiels au travail des partitions des ensembles.

b. Formation musicale

En 6e et en 5e, les cours de formation musicale sont organisés dans des créneaux de 50 minutes et au sein de groupe constitués en fonction de leur clé de lecture.

En 4ème, les élèves seront répartis dans des cours de niveau Débutant 2, 1C3 ou 1C4 adaptés par rapport aux attentes pédagogiques traditionnelles (évaluations et référentiels).

c. Le cours d'instrument semi-collectif

Les 30 jeunes bénéficient de 40 min. à une heure de cours d'instrument hebdomadaire (à2 ou 3 élèves) en dehors du temps scolaire, au conservatoire de Mulhouse.

Les objectifs durant ces cours sont les suivants :

- Travail sur la technique instrumentale individualisé
- Travail sur le son, le geste instrumental, la posture, la souplesse, le souffle …
- Aller plus loin dans le lien avec la partition, consolider la lecture de note (avecméthode ou non)
- Proposer des petits morceaux adaptés aux élèves (solo, duo, trio…)
- Faire le lien avec le reste de la classe d'instrument en faisant naturellement participer les élèves aux évènements (auditions, sorties, concerts, …)
- Proposer une méthodologie et un accompagnement dans le travail personnel del'élève
- Approfondir les extraits vus en cours collectifs des jeudis après-midi (œuvressymphoniques)

d. Les tuttis

Le cœur du projet Démos réside dans la pratique orchestrale en forme symphonique. De ce fait, environ 6 tuttis sont proposés chaque année, dirigés par un chef d'orchestre qui est également en charge d'un orchestre Démos de débutants. Pour rappel, la Philharmonie deParis contribue financièrement à la mise en œuvre de ces rassemblements en orchestre, etcontribue également à l'arrangement de partition d'œuvres du répertoire. Les professeursimpliqués dans le projet ont la possibilité d'accéder à des ressources sur le site national dela Philharmonie de Paris (vidéos de formation, arrangement de partitions, fiche de présentation d'œuvres, etc.)

e. Les cours d'éducation musicale au collège

Au sein de leur établissement scolaire (5 collèges sont partenaires), les jeunes inscrits dans le cursus Démos au Conservatoire ainsi que le reste de leur classe reçoivent 2h de cours d'éducation musicale et chant choral par semaine soit une heure complémentaire permettant aux professeurs de travailler de manière plus approfondie sur la culture et pratique de la musique en créant des projets mêlant les élèves Démos et non Démos. Cette heure est également destinée à la préparation de sorties culturelles (opéras, concerts).

2. Moyens humains

Un coordinateur de projet est responsable de la bonne mise en œuvre du projet au sein du Conservatoire et sur le territoire mulhousien.

Un poste de coordinateur pédagogique pour le cursus Démos Conservatoire a été renouvelé, à raison de 8h par semaine, indispensable à l'harmonisation pédagogique et aulien entre l'équipe enseignante, le chef d'orchestre et la Philharmonie de Paris.

Une coordinatrice pédagogique nationale de la Philharmonie de Paris est également partie prenante du dispositif dans l'accompagnement des équipes, la définition des orientations pédagogiques, l'aide au choix des répertoires etc.

Un chargé de développement social accompagne les élèves et les familles pour faciliter la poursuite de l'élève dans le dispositif. Il est en charge du lien avec les familles, avec les collèges, avec les professeurs du conservatoire, propose et met en œuvre les sorties culturelles, trouve les solutions adaptées à chaque situation individuelle pouvant freiner l'apprentissage éducatif et musical du jeune au sein du conservatoire et de son environnement familial.

Une professeure de formation musicale et clarinette, une professeure de violon et un professeur d'alto ont été recrutés en vacations afin de pourvoir à un manque de volontaireou de temps du côté des professeurs titulaire du Conservatoire, déjà en poste.

Au total, 10 professeurs du Conservatoire sont impliqués dans le projet (titulaires ou contractuels, intervenant déjà dans d'autres disciplines).

L'équipe pédagogique s'inscrit également dans une démarche de formation professionnelle qui vise à développer des compétences en lien avec la pédagogique et les publics du projet. Deux thématiques ont été identifiées : les *pédagogiques actives etnotamment la méthode O Passo* ainsi que *l'encadrement d'une pratique musicale avec des élèves en difficultés d'apprentissage.*

D'autre part, une partie de l'équipe administrative et technique du Conservatoire est impliquée dans la gestion du projet au quotidien : cellule scolarité, cellule communication, cellule technique pour la mise en place des salles lors de la venue des jeunes au Conservatoire.

Les salles de formation musicale sont utilisées, les salles de cours pour les cours semi-collectif, les studios pour les élèves qui souhaitent travailler en autonomie, la salle d'orchestre pour les ensembles et l'auditorium pour les tuttis. L'auditorium du conservatoire sert également de plateau pour les concerts de fin d'année de l'orchestre Démos Conservatoire de Mulhouse.

3. Partenariats

Le partenariat avec l'Education nationale est toujours en vigueur. Les 30 jeunes de 6ème répartis dans 3 collèges (Bel-Air, Saint-Exupéry et Wolf) ainsi qu'un élève de CM2 (ayant participé à Démos 2) de l'école Pergaud ont le jeudi après-midi libéré pour se rendre au Conservatoire. Ils bénéficient – tout comme le reste de leur classe – d'une deuxième heurede musique dans leur emploi du temps au collège. Volonté partagée entre la Ville de Mulhouse et l'Education nationale, le partage et l'échange de pratique entre les professeurs d'instruments du Conservatoire et les professeurs d'Education musicale des 3 collèges sera un des axes d'amélioration du dispositif à envisager (analyse et échange de pratique atourde la gestion de groupe, la pratique collective, la pédagogie de groupe, la structuration d'un cours collectif …)

Des partenariats ont déjà été mis en place depuis 2019 et se poursuivent aujourd'hui avecdivers acteurs culturels du territoire comme l'Orchestre Symphonique de Mulhouse, l'Opéra et le Ballet national du Rhin, les Dominicains de Haute-Alsace, la Filature scène nationale de Mulhouse, etc.

Au sein du Conservatoire, les jeunes impliqués dans le projet Démos participent déjà aux auditions de classe de leur professeur d'instrument (Auditions dans l'auditorium, Jouer pour un jouet etc.).

4. Tarification

Sur validation du Conseil municipal de la Ville de Mulhouse, il a été décidé que les élèves inscrits dans le cursus Démos Conservatoire bénéficieraient d'une dérogation au titre de leur droit d'écolage. Le tarif est donc de 30€ par trimestre, sans possibilité de demande debourse. À titre d'information, ce tarif est identique à celui proposé aux élèves en CHAM vocale qui souhaitent pratiquer un instrument.

5. Parc instrumental

Les 30 collégiens ont chacun un instrument prêté par la Philharmonie de Paris depuis 2019. Des changements de tailles ont été effectués depuis 2019, et sont encore en cours pour certains jeunes.

Un budget est alloué chaque année à la maintenance des instruments (réparations si besoin indispensable, achat de cordes, changement d'archet, achat d'anches, achat de graisse etc.)et est pris en charge par la Ville de Mulhouse.

Les instruments sont donc considérés comme toujours prêtés au jeune, puisque l'entretien de l'instrument n'est pas effectué directement par la famille. S'il souhaite arrêter sa pratique instrumentale, il devra rendre son instrument.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

68° GRAND EST SOLIDARITES ET COOPERATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (GESCOD): ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (524/7.5.6/895)

Dès le début des années 90, la Ville de Mulhouse s'est engagée dans des actions de coopération décentralisée aux côtés de Sofara/Fakala au Mali, d'El Khroub en Algérie, et de Mahajanga à Madagascar pour une amélioration durable des conditions de vie de leurs habitants.

Pour la mise en œuvre des projets de développement définis avec ses partenaires, elle s'appuie depuis 1991 sur les compétences de GESCOD, association coordinatrice du réseau des collectivités régionales engagées dans la coopération décentralisée.

Pour les actions qu'elle mène dans ce cadre, elle bénéficie ainsi de la mutualisation des ressources et des savoir-faire mobilisables localement auxquels s'ajoutent des cofinancements de l'Agence Française de Développement (AFD), et du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE).

A travers le Fonds Régional de Coopération géré par GESCOD, la Ville de Mulhouse participe également aux initiatives émanant du territoire en faveur du développement international.

Au titre de la collaboration existante, il est proposé d'attribuer à GESCOD pour l'année 2023, un soutien financier d'un montant de 55 000 € réparti comme suit :

- 100 € de cotisation annuelle
- 24 400 € pour le Fonds Régional de Coopération et la coordination de la coopération des collectivités territoriales membres au sein de la Région Grand Est
- 30 500 € pour la mise en œuvre des projets spécifiques dans le cadre des partenariats de la Ville de Mulhouse

Un développement accru des synergies et l'obtention de cofinancements permet de maintenir la subvention annuelle à un niveau constant depuis 2015.

Par ailleurs, dans le cadre de l'appel à projets du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), la Ville de Mulhouse intervient en tant que cheffe de file des collectivités du territoire engagées dans la coopération décentralisée franco-malgache avec GESCOD en appui à maîtrise d'ouvrage.

A ce titre, elle a obtenu sur la période 2022-2024, un montant de 615 700 € pour un projet global intitulé « gouvernance locale et maîtrise d'ouvrage (inter)communale à Madagascar ».

Ce montant est attribué en trois tranches annuelles successives soit :
- 226 600 € en 2022
- 197 400 € en 2023
- 191 700 € en 2024

Chaque tranche est versée par la Ville de Mulhouse à GESCOD qui assure la coordination des projets soit 197 400 € au titre de l'année 2023 sous la réserve de la confirmation du montant par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) de la Préfecture de Région.

Une convention annuelle mentionnant l'ensemble des cofinancements et définissant les engagements respectifs de GESCOD et de la Ville de Mulhouse est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

Les crédits nécessaires au versement des subventions 2023, soit 252 400 € au total, sont disponibles au BP 2023 :
Chapitre 65 - article 65748 - fonction 048
Service gestionnaire et utilisateur 524
Ligne de crédit n° 3703 « Subventions de fonctionnement – Autres personnes de droit privé »

De même, pour la mise en œuvre du projet « Santé et environnement à Mahajanga », une convention opérationnelle et financière entre la Ville de Mulhouse, la Commune Urbaine de Mahajanga et GESCOD doit permettre de bénéficier du dispositif Facilité de Financement des Collectivités Locales (FICOL) de l'AFD sur la période 2023-2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution de subventions à l'Association Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD) pour les montants susvisés,
- approuve la convention de subvention avec l'Association Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD) ainsi que la convention opérationnelle et financière avec la Commune Urbaine de Mahajanga et GESCOD,
- charge Madame le Maire ou sa représentante de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires à l'exécution de cette décision.

PJ : 2
- projet de convention de subvention annuelle 2023 entre la Ville de Mulhouse et GESCOD
- projet de convention opérationnelle et financière entre la Ville de Mulhouse, la Commune Urbaine de Mahajanga et GESCOD (annexes en cours de finalisation)

Convention de subvention Ville de Mulhouse / Grand Est Solidarités et Coopération pour le Développement (GESCOD)

Vu :
- Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1115-1, L.1511-1-1 et L.1611-4 ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001.495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000.321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La décision du CA de GESCOD du 13 juin 2023
- La délibération du Conseil municipal de la Ville de Mulhouse du 22 juin 2023

Entre

la **Ville de Mulhouse** située 2 rue Pierre et Marie Curie BP 10020 68948 Mulhouse Cedex 9,
représentée par Madame Oana TISSERANT Conseillère municipale déléguée aux Relations Internationales, en vertu de l'arrêté n° 2020-971 du 04 juillet 2020 et ci-après désignée sous le terme "**la Ville**"

Et

Grand Est Solidarités et Coopération pour le Développement ayant son siège social à l'Espace Nord-Sud, 17 rue de Boston 67000 Strasbourg,
représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre FORTUNÉ et ci-après désigné sous le terme **"GESCOD"**.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

GESCOD assume le rôle de coordonnateur du réseau des collectivités territoriales alsaciennes engagées dans des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale. Il assure également l'animation de ce réseau.
Depuis 1991, la Ville de Mulhouse mène des actions de solidarité internationale et est membre de GESCOD.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, la Ville de Mulhouse s'engage à soutenir GESCOD qui mobilisera l'expertise nécessaire pour réaliser les objectifs définis dans le cadre de la programmation annuelle de GESCOD en termes de coordination des acteurs du territoire du Grand Est et en termes d'appui à la réalisation d'actions sur l'ensemble de ses pays d'intervention, et en particulier :

En Algérie :
- accompagner la coopération engagée avec la Commune du Khroub dans les domaines :
  . de la santé et la citoyenneté
  . du développement et la gestion urbaine.

Au Mali :
Compte tenu du contexte sécuritaire et sanitaire défavorable aux actions de coopération décentralisée, les projets en cours sont soit suspendus, soit en cours d'adaptation dans le sens d'une recherche de synergies avec d'autres collectivités françaises et maliennes ainsi que les acteurs associatifs locaux.

A Madagascar :
- accompagner la Commune Urbaine de Mahajanga dans le renforcement des capacités des services publics locaux et assurer le suivi de la coopération engagée en s'appuyant notamment sur la permanence de GESCOD à Mahajanga. Les domaines de coopération prioritaires sont la gestion des marchés, les finances locales et la structuration de l'assainissement liquide et solide
  Pour la poursuite de la coopération engagée, une nouvelle candidature intitulée « Santé et environnement à Mahajanga » avait été déposée en 2021 par GESCOD dans le cadre du dispositif expérimental de l'Agence Française de Développement « Facilité de Financement des Collectivités Locales » (FICOL) à laquelle une réponse favorable a été apportée. Le démarrage du projet est programmé pour l'année 2023.

  De même, dans le cadre de l'appel à projets du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), la Ville de Mulhouse intervient en tant que cheffe de file des collectivités du territoire engagées dans la coopération décentralisée franco-malgache avec GESCOD en appui à maîtrise d'ouvrage. A ce titre, elle a obtenu sur la période 2022-2024, un montant de 615 700 € pour un projet global intitulé « gouvernance locale et maîtrise d'ouvrage (inter)communale à Madagascar ».

  Ce montant est versé en trois tranches annuelles successives soit :
  - 226 600 € en 2022
  - 197 400 € en 2023
  - 191 700 € en 2024

  Chaque tranche est versée par la Ville de Mulhouse à GESCOD qui assure la coordination des projets soit 197 400 € au titre de l'année 2023 sous la réserve de la confirmation et du versement effectif de ce montant.

La Ville s'engage à soutenir financièrement la réalisation de l'ensemble des objectifs.

Dans le cadre de l'appel à projet – programme 209, au titre de son rôle de coordinateur et d'animateur du réseau des collectivités alsaciennes engagées dans des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale, GESCOD bénéficie du soutien financier du MEAE.

Outre la cotisation d'un montant de **100 Euros**, la Ville accorde en 2023 à GESCOD :

- une subvention d'un montant de **24 400 Euros** au titre du Fonds Régional de Coopération et de la coordination des actions – dont bénéficient également les actions de coopération menées par la Ville ;

- une subvention d'un montant de **30 500 Euros** pour la mise en œuvre des projets dans le cadre des partenariats cités au présent article et plus particulièrement :
  Avec la Commune d'El Khroub en Algérie pour l'achèvement de la mise en œuvre du programme d'actions soumis au MEAE ;
  Et la Commune Urbaine de Mahajanga à Madagascar, pour la mise en œuvre du projet d'assainissement solide en partenariat financier avec l'AFD.

Article 2 : Conditions de paiement

Chaque subvention fait l'objet d'un versement unique sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Elle est créditée au compte de GESCOD selon les procédures comptables en vigueur.

Article 3 : Engagements de GESCOD

GESCOD s'engage à:
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention.
- Fournir à la Ville un compte rendu financier et d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023.
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias, lorsque les projets sont évoqués ou mis en œuvre.
- respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.
  S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 4 : Suivi des actions

Les partenaires conviennent de conserver tout au long de l'année 2023 un contact régulier et suivi afin que la Ville puisse disposer d'une évaluation continue des actions conduites.
GESCOD s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville, de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 5 : Modalités d'utilisation de la subvention

Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 11, en cas de non-exécution partielle de l'objet, la part de la subvention non utilisée pourra être utilisée l'année suivante pour le même objet que celui visé dans la présente convention sous réserve du renouvellement de la présente convention. A défaut, GESCOD sera tenue de rembourser à la Ville la partie de subvention correspondant aux actions non réalisées.

Article 6 : Assurances

GESCOD souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il justifie à chaque demande, de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes y correspondant.

Article 7 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à GESCOD ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 8 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par GESCOD des engagements énumérés à l'article 3 et à l'utilisation de la subvention pour la mise en œuvre des objectifs visés à l'article 1er.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour la durée de l'exercice 2023. Elle n'est pas susceptible d'être reconduite tacitement.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par GESCOD des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville de Mulhouse à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans réponse. GESCOD est tenue de rembourser à la Ville la partie de subvention correspondant aux actions non réalisées.

Article 12 : Litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui résulterait de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Etablie en deux exemplaires originaux à Mulhouse, le

Pour **GESCOD**	Pour la **Ville de Mulhouse**
Le Président	la Conseillère municipale déléguée aux Relations Internationales
Jean-Pierre FORTUNÉ	Oana TISSERANT

Projet de Convention opérationnelle et financière

Projet « Santé et environnement à Mahajanga »

ENTRE

La Commune Urbaine de Mahajanga

Sise Hôtel de ville de Mahajanga,

Représentée par la présidente de délégation spéciale, **Velomary Zafiarinefo Tonganirina** habilitée à cet effet en vertu de la Loi malgache n°2014-020 du 27 septembre 2014 relative aux ressources des collectivités territoriales décentralisées, aux modalités d'élections, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de leurs organes

ET

La Ville de Mulhouse
Sise au 2, rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 Mulhouse Cedex 09 - France
Représentée par son Adjointe au Maire, **Madame Oana TISSERANT**

ET

Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (Gescod)
Sis à l'Espace Nord Sud, 17 rue de Boston 67000 Strasbourg (France),
Représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre FORTUNÉ**,
ci-après désigné « Gescod »

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales françaises, Chapitre V, Article L 1115-1 relatif à la Coopération décentralisée ;
- Vu la loi organique malgache n°2014-018 du 12 septembre 2014, régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des collectivités territoriales décentralisées ainsi qu'à la gestion de leurs propres affaires ;
- Vu la loi malgache n°2014-020 du 27 septembre 2014 relative aux ressources des collectivités territoriales décentralisées, aux modalités d'élections, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de leurs organes ;
- Vu la Convention cadre de coopération décentralisée signée le 30 juin 2017 entre la Commune Urbaine de Mahajanga, la Ville de Mulhouse et Gescod, en cours de renouvellement ;
- Vu la délibération n°XXXXXXXXXX du conseil municipal de la Commune Urbaine de Mahajanga du XXXX ;
- Vu la délibération n°895 du conseil municipal de la Ville de Mulhouse du 22 juin 2023
- Vu la décision du Bureau de Gescod du 23/05/2023 ;
- Considérant le soutien financier accordé par l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre du dispositif FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales) et la convention de financement XXXXXXXXXXX signée le XXXXXXXXX entre Gescod et l'Agence française de développement (AFD) pour la mise en œuvre du projet ;

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de partenariat et les engagements respectifs entre la Commune urbaine de Mahajanga, la Ville de Mulhouse et Gescod (« les Partenaires »), en vue de l'exécution du projet intitulé : « Amélioration de la santé des habitants de Mahajanga et protection de leur environnement par la consolidation des politiques d'assainissement, le soutien aux établissements de santé et la promotion de la sécurité civile » (« le Projet) ».

La description du Projet se trouve en annexe et fait partie intégrante de la convention.

Les annexes ci-jointes et l'exposé préalable ci-dessus font partie intégrante de la convention dont ils ont la même valeur juridique.

Article 2 : Partenariat mis en place

Le projet s'inscrit dans le cadre du partenariat de coopération décentralisée existant depuis 2004 entre la Ville de Mulhouse et la Commune Urbaine de Mahajanga, dans une dynamique d'échanges interculturels, de partage d'expériences, et de relations humaines fortes. Le partenariat bénéficie de l'appui opérationnel de Gescod, réseau régional Multi-Acteurs (RRMA) de la région Grand Est. Fortes de leurs liens tissés, les collectivités ont décidé de poursuivre les efforts initiés dans le cadre de précédents projets pour structurer le service assainissement de la Ville (ASSMA, financement UE) et opérationnaliser la chaîne de gestion des déchets (FICOL).

2.1. Description du projet

Le projet vise à améliorer le cadre de vie des populations de Mahajanga (250 000 habitants). Il s'articule autour de trois composantes principales : la poursuite de la structuration des politiques d'assainissement entreprises ; l'appui aux établissements de santé ; et le soutien aux acteurs de la sécurité civile. Des travaux de réhabilitation seront engagés, des équipements seront fournis et des formations seront assurées auprès des acteurs locaux impliqués et de la population. Le projet mutualisera l'expertise et l'investissement d'une variété d'acteurs déjà impliqués de longue date auprès de Mahajanga, dont les services de la Ville de Mulhouse, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et les Sapeurs-Pompiers de Hochfelden.

Cf. dossier de financement relatif au Projet (Annexe).

Objectif global

Améliorer le cadre de vie des habitants de Majunga en contribuant à leur santé et à la sauvegarde de leur environnement.

Objectif spécifique

Poursuivre les politiques d'assainissement et améliorer l'efficacité du système de soins et de secours à la personne.

2.2. Coordination et suivi du partenariat
Suivi institutionnel
Les signataires de la convention s'engagent à mettre en place des comités de pilotage, l'un à Mahajanga et l'autre à Mulhouse, afin de veiller au bon déroulement du Projet. Ils ont également pour rôle d'évaluer le déroulement des actions mises en œuvre et d'en rendre compte à l'ensemble des partenaires et acteurs concernés. Les comités de pilotages se réunissent au moins une fois par an afin de présenter aux partenaires du Projet l'état des lieux des actions et les perspectives de l'année suivante.

Suivi technique

Des comités techniques à Mahajanga et à Mulhouse seront mis en place. Ils seront en étroite relation et mèneront une réflexion commune sur le bon déroulement du projet.
Tout partenaire technique susceptible d'apporter un éclairage et un appui pertinent pour la mise en œuvre du Projet pourra être associé/intégré au comité de pilotage et/ou au comité technique.

Article 3 : Rôles et engagements des partenaires

3.1 Engagements communs de l'ensemble des Partenaires

L'ensemble des Partenaires s'engage à assurer son rôle dans le respect des termes de la convention de financement signée entre l'AFD et Gescod (annexée à la présente convention) et du dossier de financement relatif au Projet, ainsi qu'à œuvrer dans un esprit collaboratif en vue d'atteindre les objectifs du Projet, notamment :

- **Mobiliser les ressources** techniques, financières, et du personnel qualifié, nécessaires afin de réaliser les activités et objectifs du Projet ;
- **Entreprendre toute démarche nécessaire**, d'ordre technique, administratif, juridique, consultatif ou autre, afin de réaliser les activités du Projet (études techniques, demandes de permis ou d'autorisations, collaboration avec les services techniques déconcentrés, etc.) ;
- **Se réunir** selon des échéances régulières et contribuer à la rédaction des rapports d'exécution techniques et financiers selon les temps impartis ;
- **Echanger toute information et aviser** dès que possible les autres Partenaires en cas d'événement, menace ou opportunité pouvant affecter, positivement ou négativement, le bon déroulement de leurs activités ;
- **Prendre toute mesure préventive ou corrective**, et empêcher tout facteur de contretemps ou obstacle pouvant nuire à la bonne réalisation des activités ;
- **Appuyer** les autres Partenaires dans la réalisation de leurs activités, par toute action commune de collaboration, soutien ou plaidoyer pouvant contribuer à l'atteinte des objectifs du Projet ;
- **Collaborer avec les Partenaires externes** à ceux de cette convention, qui sont directement concernés par le Projet, et seront amenés à contribuer au Projet par leur expertise technique – parmi lesquels les acteurs de la société civile au sein des quartiers ;
- **Participer aux comités de pilotage et comités techniques** de suivi du projet.

Outre ces engagements communs, chacun des Partenaires s'engage sur les paragraphes suivants les concernant.

3.2 Engagements de la Commune urbaine de Mahajanga

La Commune urbaine de Mahajanga, outre le portage politique, est maître d'ouvrage des investissements du Projet.

La commune désigne une personne référente auprès de Gescod pour assurer le suivi institutionnel et technique du Projet.

Les services techniques de la commune seront impliqués dans le suivi du projet et la passation des marchés avec la commission de passation des marchés. La PRMP (Personne Responsable des Marchés Publics) en particulier valide pour la commune les différents marchés avant publication.

La Commune urbaine de Mahajanga s'engage à ce titre à mettre en œuvre toutes les tâches relevant de sa compétence et sous sa responsabilité technique, en particulier :

- Mobiliser les moyens financiers et humains conformément au Projet et tels que stipulé dans son budget programme (valorisation) ;
- Publier les différents appels d'offres et appels à manifestations d'intérêt ;
- Présider la commission d'appel d'offres existante ou qui sera mise en place dans le cadre du projet ;
- Être signataire des contrats avec les différents prestataires ;
- Présider l'instance malgache du comité de pilotage dont il est fait mention à l'article 2.2 de la présente convention.

En tant que propriétaire des installations et équipement réalisés dans le cadre du projet, elle s'engage à assurer le fonctionnement effectif des services renforcés et de leurs équipements (personnel affecté, ressources, direction et organisation efficace), leur entretien (stock de pièces détachées, contrôles de maintenance, utilisation responsable, réparations) et leur suivi (outils de planification et tableaux de suivi, procédures, contrôles).

3.3 Engagements de la Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse, outre le portage politique, appuiera la maîtrise d'ouvrage. Elle impliquera notamment son service des Relations internationales et son élue référente pour le suivi du projet et mobilisera l'expertise du responsable du service des Espaces Verts pour les filières déchets et assainissement ainsi que l'expertise technique et organisationnelle du DGA Pôle ressources.

La Ville de Mulhouse :

- **Accompagne** la Commune urbaine de Mahajanga en lien avec Gescod dans la définition des actions à entreprendre, leur mise en œuvre et leur évaluation ;
- Apporte une **expertise technique** et effectue des missions d'appui et de suivi ;
- **Mobilise des moyens financiers et humains** conformément au Projet.

3.4 Engagements de Gescod

Gescod, en tant que bénéficiaire du financement de l'AFD dans le cadre du Projet, est responsable de l'exécution du Projet et de sa gestion financière. Il est chargé d'assurer auprès de l'AFD le reporting technique et financier, en pleine coordination avec les Partenaires.

Gescod s'engage à mettre en œuvre le Projet, notamment les tâches relevant de sa compétence et sous sa responsabilité technique et intervenir au sein des activités suivantes :

- **Coordonner** l'ensemble des partenaires impliqués dans le Projet ;
- **Organiser** avec les Partenaires le suivi du Projet et le respect des termes de la présente convention ;
- **Apporter son expertise** pour la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités ;
- **Mobiliser les cofinancements** nécessaires à la mise en œuvre du Projet ;
- Participer à la préparation, l'organisation technique et logistique des **missions**, en articulation avec l'ensemble des Partenaires.

En particulier, en tant qu'**appui à la maitrise d'ouvrage** Gescod est chargé :

- D'assister la Commune urbaine de Mahajanga dans les procédures de passation de marchés et en particulier lors des phases d'élaboration des cahiers des charges et spécifications techniques, de rédaction des DAO, d'organisation des commissions d'appels d'offres, de rédaction des modèles de contrat.
- De siéger dans la commission d'appels d'offres en tant qu'observateur et en assure le secrétariat.

Conformément à la convention de financement qui le lie avec l'AFD, Gescod émettra des avis de non-objection à chacune des étapes suivantes de la passation des marchés :

- Cahiers des charges et dossier d'appel d'offres (DAO) ;

- Rapport(s) d'évaluation des offres et proposition de l'attributaire ;
- Signature des contrats et tout avenant ultérieur ;
- Décomptes de paiement ;

Gescod effectuera les paiements directs aux fournisseurs, sur la base des contrats signés et des factures présentées et validées par la commune urbaine de Mahajanga. Les factures seront au nom de « Gescod pour le compte de la Commune urbaine de Mahajanga ».

Toutes les autres factures, hors marchés passés par la commune, doivent être éditées au nom de Gescod.

3.5 Engagements liés à la convention de financement de l'AFD

Cf. en annexe Convention de financement AFD-Gescod, articles 6 « Engagements » et 7 « Engagements d'information ».
Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de sa date de signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

3.5.1 Autorisations

Gescod s'engage à obtenir, dans les meilleurs délais, à respecter et faire tout ce qui est nécessaire afin de maintenir en vigueur, et s'engage à faire en sorte que la commune urbaine de Mahajanga respecte et fasse tout le nécessaire pour maintenir en vigueur toute Autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable pour lui permettre d'exécuter ses obligations au titre des Documents de Financement ou pour assurer leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

3.5.2 Documents de Projet

Gescod s'engage à soumettre lui-même ou faire en sorte que la commune urbaine de Mahajanga soumette pour information à l'AFD toute modification des Documents de Projet et à demander l'accord de l'AFD préalablement à toute modification substantielle des Documents de Projet.
Les Documents de Projet relatifs aux marchés de travaux et de prestations intellectuelles passés par la commune urbaine de Mahajanga sont transmis par Gescod à la demande de l'AFD.

3.5.3 Respect des lois et des obligations

Gescod s'engage à respecter et s'engage à faire en sorte que la commune urbaine de Mahajanga respecte :

(i) Toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables et qui sont applicables au Projet, notamment en matière de publication d'informations favorisant la transparence fiscale, ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de sécurité et en matière de droit du travail ; et
(ii) L'ensemble de ses obligations au titre des Documents de Projet auxquelles elles sont parties.

3.5.4 Passation de marchés

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution des marchés relatifs à la réalisation du Projet, Gescod s'engage à observer les principes de mise en concurrence et de transparence dans le respect des textes qui lui sont applicables en matière de passation de marchés. Gescod se porte garant du respect et de la mise en œuvre des Directives pour la Passation des Marchés par la commune urbaine de Mahajanga.
Gescod s'engage en outre à accomplir tous les actes et démarches qui s'avéreraient nécessaires pour la bonne application des stipulations des Directives pour la Passation des Marchés.
Par dérogation aux Directives de l'AFD, les avis relatifs à la passation de marchés seront donnés par Gescod.

3.5.5 Financements supplémentaires

Gescod s'engage à soumettre à l'agrément préalable de l'AFD toute modification du Plan de Financement et, en cas de surcoût par rapport au Plan de Financement, à mettre en place les financements nécessaires pour couvrir tout dépassement, à des conditions jugées satisfaisantes par l'AFD.

3.5.6 Réalisation du Projet

Gescod s'engage :

(i) À ce que les personnes, groupes ou entités participant à la réalisation du Projet ne figurent pas sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme) ; et
(ii) À ne pas acheter, fournir, financer des matériels ou secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

3.5.7 Origine licite des fonds et absence d'Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles

Gescod s'engage :

(i) À s'assurer que les fonds, autres que ceux provenant de son budget, investis dans le Projet ne soient pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite.
(ii) À ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) ne donne lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou à des Pratiques Anticoncurrentielles ;
(iii) Dès qu'il a connaissance d'un Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratiques Anticoncurrentielles ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'AFD ;
(iv) Dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'AFD, si cette dernière suspecte de tels actes, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié à la satisfaction de l'AFD dans le délai imparti par celle-ci ; et
(v) À avertir sans délai l'AFD s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur l'Origine Illicite des fonds investis dans le Projet.

3.5.8 Lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels

Gescod s'engage à se doter de tous les moyens nécessaires pour lutter avec fermeté contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Il s'engage à mettre en œuvre des mécanismes de prévention, de suivi et de réaction efficaces. Gescod informera du contenu du présent article les partenaires locaux qui mettent en œuvre les activités directement auprès des bénéficiaires finaux.

3.5.9 Responsabilité environnementale et sociale

Afin de promouvoir un développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale et parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.
A cet effet, Gescod s'engage et fera en sorte que la Commune urbaine de Mahajanga s'engage, dans l'exercice de ses activités :

(a) À respecter les normes internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail, dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays de réalisation du Projet.

Dans le cadre du Projet :

(b) À introduire dans les marchés et, le cas échéant, les dossiers d'appel d'offres, une clause aux termes de laquelle les entreprises s'engagent à observer ces normes en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet. Ces engagements devront s'étendre à leurs éventuels sous-traitants. L'AFD se réserve la faculté de demander à Gescod un rapport sur les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulera le Projet ;
(c) À mettre en œuvre les mesures spécifiques au Projet telles qu'elles ont été définies dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux du Projet à savoir les mesures définies dans la notice d'impact environnemental et social ;

(d) À exiger des entreprises sélectionnées pour réaliser le Projet qu'elles appliquent les normes en vigueur et ces mesures d'atténuation, qu'elles fassent respecter par leurs éventuels sous-traitants l'ensemble de ces mesures et, qu'en cas de manquement, elles prennent toutes les mesures appropriées.

3.5.10 Préservation du Projet et assurances

Gescod s'engage et fera en sorte que la commune urbaine de Mahajanga s'engage

(a) À mettre en œuvre le Projet en conformité avec les principes généralement admis en termes de prudence ainsi qu'en accord avec les normes et standards techniques en vigueur ; et
(b) À maintenir les actifs du Projet en conformité avec la législation et la réglementation applicable et en bon état de fonctionnement et à les utiliser conformément à leur destination et aux lois et règlements applicables.

3.5.11 Suivi et contrôle

Gescod autorise et fera en sorte que la commune urbaine de Mahajanga autorise l'AFD à effectuer ou à faire effectuer des missions de suivi et contrôle ayant notamment pour objet la conformité des processus de passation des marchés à ses Directives, l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du Projet et l'appréciation des impacts et de l'atteinte des objectifs du Projet.

A cet effet, Gescod s'engage et fera en sorte que la commune urbaine de Mahajanga s'engage à accueillir ces missions dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'AFD, après consultation de Gescod et de la commune urbaine de Mahajanga.

Gescod s'engage à conserver, et à maintenir et à faire en sorte que la commune urbaine de Mahajanga conserve et maintienne à la disposition de l'AFD, pendant une durée de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique, l'intégralité de la documentation relative au Projet et en particulier l'ensemble des pièces justificatives des dépenses du Projet.

3.5.12 Evaluation du Projet

Gescod s'engage et fera en sorte que la commune urbaine de Mahajanga s'engage à ce que le Programme fasse l'objet d'une évaluation externe finale portant sur l'ensemble du Projet. Cette évaluation sera réalisée par un consultant indépendant sélectionné par Gescod et de bonne réputation, après avis de non-objection de l'AFD sur les termes de référence de la mission d'évaluation élaborés par Gescod et sur les modalités de sélection de l'évaluateur. L'AFD dispose d'un délai d'un (1) mois pour émettre un avis de non-objection à compter de la communication écrite des informations par Gescod.

Les coûts de l'évaluation seront imputés sur les fonds de la Subvention. L'évaluation devra contrôler, notamment, que les fonds de la Subvention versés à Gescod ont été utilisés conformément aux stipulations de la présente Convention.

Le rapport d'évaluation finale devra être disponible au plus tard douze (12) mois après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

3.5.13 Contrôle - Audit :

Gescod est informé que l'AFD pourra réaliser ou faire réaliser à ses frais un audit financier du Projet.
A cet effet, Gescod s'engage et fera en sorte que la commune urbaine de Mahajanga s'engage à accueillir ces missions d'audit dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'AFD, après consultation de Gescod et de la commune urbaine de Mahajanga.

3.5.14. Visibilité et communication

Gescod s'engage à mettre en œuvre des actions de visibilité et de communication liées à la réalisation du Projet conformément aux termes du Guide de Visibilité et de Communication et reconnait en avoir pris pleinement connaissance.

Au sens du Guide de Visibilité et de Communication, le Projet est soumis à des obligations de visibilité et de communication de niveau 1.

3.5.15 Rapports d'exécution

Gescod fournira :

- Dans les douze mois après le démarrage effectif du Projet, un premier rapport d'exécution technique et financière intermédiaire, dont le modèle aura été communiqué par l'AFD et qui fera l'objet d'un Avis de non-Objection de l'AFD ;
- Pour le second versement, une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire dès l'atteinte des 80% de réalisation des dépenses du premier versement qui fera l'objet d'un Avis de non-Objection de l'AFD ;
- Un rapport final d'exécution technique et financière dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la Date d'Achèvement Technique. Ce rapport devra comporter un état détaillé de toutes les sommes versées au titre des Dépenses Eligibles du Projet et fera l'objet d'un Avis de non-Objection de la part de l'AFD.
- Un rapport d'évaluation externe final dans un délai maximum de douze (12) mois suivant la Date d'Achèvement Technique du Projet, accompagné d'une attestation signée par un représentant habilité de Gescod certifiant l'utilisation de cent pour cent (100 %) des fonds versés au titre de la Subvention conformément à l'Article 3.2.3 (Justification de l'utilisation des fonds).

Ces rapports d'exécution devront notamment inclure un état détaillé des dépenses réalisées au titre du Projet.

3.5.16 Informations complémentaires

Gescod communiquera à l'AFD :

(a) Sans délai après en avoir eu connaissance, tout événement constitutif ou susceptible de constituer un cas d'ajournement ou de rejet d'une demande de Versement ou d'avoir un Effet Significatif Défavorable, la nature de cet événement et les démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier ;
(b) Dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, tout incident ou accident en relation directe avec la réalisation du Projet qui pourrait avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur les conditions de travail de ses employés ou de ses contractants ou ceux de la commune urbaine de Mahajanga travaillant à la réalisation du Projet, la nature de cet incident ou accident, et les démarches entreprises ou à entreprendre, le cas échéant, par Gescod ou la commune urbaine de Mahajanga pour y remédier ;
(c) Dans les meilleurs délais toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation ou le fonctionnement du Projet ;
(d) Pendant toute la période de réalisation des prestations de service, notamment études et missions de contrôle, si le Projet en comporte, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par les prestataires de services et, après réalisation des prestations, un rapport général d'exécution ;
(e) Dans les meilleurs délais, toute autre information ou toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution des contrats et des Documents de Projet, que l'AFD pourra raisonnablement lui demander ;
(f) Dans les meilleurs délais, sur demande de l'AFD, pendant toute la durée de la relation d'affaires, tout document ou information sur Gescod, pour permettre à l'AFD de remplir ses obligations légales en matière de connaissance de Gescod au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment dans le cadre de l'actualisation des éléments de connaissance de Gescod.

3.5.17 Informations relatives à la Commune urbaine de Mahajanga

Gescod s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que la Commune urbaine de Mahajanga, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

(a) Communique à l'AFD ses documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que tout renseignement que l'AFD pourra raisonnablement demander sur sa situation financière ;

(b) Adresse à l'AFD, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes délibérants ainsi que, le cas échéant, les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de ses exercices budgétaires et financiers.

<u>Article 4</u> : Apports numéraires et valorisations

Conformément au budget prévisionnel annexé à la présente convention, les Partenaires s'engagent sur les contributions suivantes :

- La Commune urbaine de Mahajanga, à contribuer à hauteur de 132 500 € en valorisation ;
- La Ville de Mulhouse, à contribuer à hauteur de 163 300 € : 105 000 € en numéraire, et 58 300 € de valorisation.

<u>Article 5</u> : Validité de la convention, modification et résiliation

5.1. Entrée en vigueur et validité

La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature par les différentes parties et restera en vigueur pour la durée de validité de la convention de financement FICOL (N° CONVENTION XXXX) signée par l'AFD et Gescod.

5.2. Modification

Toute modification éventuelle de la présente convention devra se faire par le biais d'un avenant dont les termes auront été préalablement débattus et validés par les Partenaires.
Seules des modifications mineures n'atteignant ni le fond du Projet ni ses modalités de mise en œuvre, pourront faire l'objet d'un avenant sans consultation préalable de l'AFD.
Toute modification entraînant des changements substantiels du Projet et des modalités de sa mise en œuvre devra respecter les engagements figurant dans la convention de financement et être préalablement validée par l'AFD.

5.3. Résiliation

La présente convention prendra fin de plein droit, sans formalité, en cas de résiliation de la convention conclue entre Gescod et l'AFD.

<u>Article 6</u> : Litiges

Tout différend dans l'exécution et l'interprétation de la présente convention sera autant que possible traité à l'amiable.
Dans le cas contraire, il sera fait appel à la juridiction française et/ou à la juridiction malgache compétente pour la résolution des problèmes rencontrés.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le	Fait à Mulhouse, le	Fait à Mahajanga, le
Pour Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (Gescod)	Pour la Ville de Mulhouse	Pour la Commune urbaine de Mahajanga
Le Président,	La Conseillère Municipale Déléguée,	La Présidente de Délégation Spéciale
Jean-Pierre FORTUNÉ	Oana TISSERANT	Velomary Zafiarinefo Tonganirina

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

69° « OFFICE MULHOUSIEN DES SPORTS » : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION (524/7.5.6/929)

Depuis 1970, à l'initiative de l'association « Office Mulhousien des Sports » (OMS), des délégations de jeunes sportifs kasselois et mulhousiens se rencontrent alternativement à Kassel et à Mulhouse pour un tournoi amical.

Du 8 au 10 septembre 2023, l'OMS organise à Mulhouse, la 50ème édition de ces échanges qui s'inscrivent dans le cadre des relations de jumelage entre Kassel et Mulhouse.

Au regard du caractère particulier de cet événement qui n'a pu se tenir en 2020 à l'occasion du 50ème anniversaire, il est proposé de porter la subvention annuelle à 2000 € au lieu des 1500 € versés jusqu'en 2019.
Ce montant sera prélevé sur le budget de fonctionnement du service des Relations Internationales.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023
Chapitre 65 - Compte 65748 - fonction 048
Service gestionnaire et utilisateur 524
Ligne de crédit 3703 « Subvention fonctionnement au privé »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou sa représentante de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

70° PROTOCOLE DE TRANSACTION RELATIF A L'ACTION D'UN ANCIEN AGENT EN REQUALIFICATION DE SES CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE EN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE – HUIS CLOS (351/9.1/936)

En 2011, Monsieur XXXXX, ancien musicien de l'Orchestre symphonique de Mulhouse, a assigné la Ville de Mulhouse devant le Conseil des Prud'hommes en vue d'obtenir la requalification de ses contrats de travail à durée déterminée en contrat à durée indéterminée et la condamnation de la Ville pour rupture abusive de son contrat.

La procédure engagée par Monsieur XXXXX a abouti à un arrêt du 2 avril 2021 par lequel la Cour d'appel de Nancy a fait droit à la demande du requérant et a condamné la Ville de Mulhouse à lui verser la somme totale de 319 638, 87 € brut soit 303 397,11€ net, frais de l'article 700 du code de procédure civile et dépens en sus.

Par décision 27 avril 2021, la Ville de Mulhouse s'est pourvue en cassation contre l'arrêt du 2 avril 2021.

Suite au pourvoi en cassation de la Ville de Mulhouse, Monsieur XXXXX a indiqué vouloir négocier et être disposé à renoncer à une partie des montants qui lui ont été alloués par la Cour d'appel de Nancy dans le but d'éviter une nouvelle procédure devant la Cour de Cassation.

Après négociations, les parties sont parvenues à fixer le montant des indemnités dues à Monsieur XXXXX à une somme de 169 931,99 € net.

Cette somme correspond aux indemnités allouées par la Cour d'appel de Nancy à l'exception des rappels de salaires d'un montant réduit à 86 203,36 bruts au lieu des 95 085,13 € bruts alloués par la Cour et des dommages et intérêts pour le préjudice en matière de retraite d'un montant réduit à 62 720 € au lieu de 188 160 €.

Dans le cadre de concessions réciproques et afin de régler définitivement ce litige, il est proposé que la Ville de Mulhouse conclue avec Monsieur XXXXX un protocole de transaction dont les éléments essentiels sont les suivants :

- versement par la Ville de Mulhouse à Monsieur XXXXX d'une indemnité de 169 931,99 € net, frais de l'article 700 du code de procédure civile et dépens en sus, et renonciation à son pourvoi en cassation,

- renonciation par Monsieur XXXXXX à toutes autres prétentions et griefs à l'encontre de la Ville Mulhouse concernant le litige, objet du présent accord.

Les crédits sont inscrits au budget primitif :

- ligne de crédit 33827 « Litige OSM »
- chapitre 012, compte 64131, fonction 311

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la conclusion du protocole de transaction entre Monsieur XXXXX et la Ville de Mulhouse dans les conditions sus-énoncées,

- autorise Madame le Maire ou son Adjoint Délégué à établir et signer le protocole entre Monsieur XXXXX et la Ville de Mulhouse ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Pour : 44 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

PROPOSITION DE VŒU CONTRE LA REFORME DU RSA

(REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE)

déposé par le groupe Mulhouse Cause Commune

Aux élu·es du Conseil Municipal de Mulhouse,

Considérant l'impact du projet de loi « Plein Emploi » sur les habitants de la Ville de Mulhouse, les actions et le budget du CCAS – Centre Communal d'Action Sociale ;

Constatant que le projet de loi « Plein Emploi » prévoit la généralisation de l'accompagnement intensif vers un retour à l'emploi sans réelle prise en compte des freins sociaux des usagers, de leurs qualifications ou de leurs choix et en obligeant l'inscription à France Travail pour les personnes sans emploi ;

Rejetant l'utilisation massive du terme « sanction » dans le rapport et la proposition d'une nouvelle sanction intermédiaire appelée « suspension remobilisation » pour les bénéficiaires du RSA qui pourrait suspendre temporairement ou partiellement leur droit à une allocation ;

Soulignant l'absence de consultation nationale sur ce sujet ;

Soulignant l'importance d'une approche globale et équilibrée de la réforme du RSA et des politiques de travail qui prenne en compte les besoins des travailleurs, des personnes privées d'emploi, des jeunes et des services publics tout en favorisant la solidarité et le renforcement de l'accompagnement plutôt que les sanctions ;

Constatant l'impact négatif de ces réformes sur les conditions de travail et de vie des travailleurs, ainsi que sur la précarisation et la vulnérabilité des bénéficiaires du RSA ;

Exprimant notre inquiétude quant à l'absence de mesures visant à garantir l'accès à des emplois de qualité, rémunérés de manière juste et à lutter contre la précarité et les inégalités salariales ;

Nous, élu·es du Conseil Municipal de Mulhouse :

Demandons une consultation nationale approfondie et transparente sur les réformes du RSA, incluant toutes les parties prenantes concernées afin de garantir une prise de décision éclairée et concertée ;

Demandons également de déployer des moyens adaptés pour lever les freins à l'emploi comme la garde d'enfants, la mobilité, la formation, les problèmes de logement ou de santé ;

Appelons les autres conseils municipaux et instances locales à se mobiliser et à exprimer leur désaccord face à ces réformes en soutenant les bénéficiaires du RSA ainsi qu'en favorisant la solidarité et l'accompagnement plutôt que les sanctions ;

En conséquence, adoptons le présent vœu qui sera transmis au Gouvernement, au Président de la République, ainsi qu'aux instances locales afin de faire connaître notre position et notre détermination à défendre les droits et les intérêts des bénéficiaires du RSA.

Vœu proposé le 15.06.2023 par les élu·es du groupe Mulhouse Cause Commune Loïc MINERY - Nadia EL HAJJAJI - Joseph SIMEONI - Maëlle PAUGAM - Jason FLECK - Agnès SCHNEIDER

Mme le Maire : Je laisse à présent la parole au groupe Mulhouse Cause Commune pour nous présenter le vœu qui a été déposé. Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Nous présentons un vœu d'une grande importance concernant la réforme en cours du RSA. Cette réforme issue du projet de loi plein emploi aurait un impact considérable sur les habitants de notre ville ainsi que sur les actions et le budget du CCAS. Cette réforme n'est clairement pas adaptée aux réalités du terrain. Une personne qui a connu des difficultés dans sa vie et qui bénéficie du RSA a besoin d'un accompagnement de qualité, axé sur la levée des freins à l'emploi. Au lieu de privilégier la qualité et la pertinence des actions d'insertion, cette réforme met l'accent sur la quantité d'actions soit 15 à 20 heures d'activités d'insertion par semaine. A quoi bon envoyer des centaines de candidatures pour prouver sa volonté de s'insérer dans le monde du travail si la situation de la personne ne le permet pas et si son profil ne correspond pas aux attentes des employeurs. Les principaux freins à l'emploi sont bien connus depuis un certain nombre d'années : la garde d'enfants, la mobilité, la formation, les problèmes de logement et de santé. Comment faire garder son enfant lorsque les places en crèches sont saturées et que les critères d'attribution ne favorisent pas les personnes bénéficiaires du RSA. C'est un véritable enjeu. D'autant que plus de 32 % des bénéficiaires du RSA sont des familles monoparentales. En ce qui concerne la question de la formation, cette pression et ces sanctions ne feront

qu'encourager certaines personnes à se tourner vers des formations inappropriées. Quant aux personnes les plus proches de l'emploi, elles seront invitées à travailler gratuitement. D'ailleurs nous ne pouvons qu'être perplexes face aux acrobaties du ministre du travail qui prétend que ce n'est ni du travail gratuit, ni du bénévolat obligatoire. Personne n'est dupe, encore moins dans le Haut-Rhin, il se cache derrière les termes « stage » ou « immersion » pour se protéger mais l'idée demeure la même. De plus, comment ces heures seront-elles comptabilisées étant donné que les services ne disposent pas de logiciels adaptés ? Faudra-t-il utiliser des documents papiers ? Nous rejetons fermement l'utilisation massive du terme « sanction ». Radier les personnes sur le papier ne résoudra rien car ces personnes continueront d'exister dans la réalité et devrons toujours payer leurs loyers, leurs factures, subvenir à leurs besoins élémentaires ainsi qu'à leur famille. En fin de compte le problème ne sera pas résolu car elles resteront sans emploi, et auront encore plus d'obstacle à surmonter pour trouver du travail. Ce qui se passera et c'est ce qui se passe déjà aujourd'hui, ces personnes se tourneront vers le CCAS pour obtenir des bons alimentaires et d'autres formes d'aides. En effet, 20 % des aides attribuées par le CCAS sont déjà attribuées en raison de suspension ou de radiation pour différentes prestations. Cette réforme ne fera qu'amplifier fortement les demandes d'aides et aura inévitablement un impact sur le budget du CCAS. Il s'agit simplement une manière pour le gouvernement de se décharger sur les collectivités en mettant en place des réformes sans anticiper les conséquences pour les municipalités. D'ailleurs, à quel moment avons-nous été consultés au niveau national sur ce sujet crucial ? Ni les élus locaux, ni les structures d'insertion ne l'ont été et encore moins les personnes concernées. C'est pourquoi ce vœu demande une consultation nationale approfondie et transparente sur la réforme du RSA incluant toutes les parties prenantes concernées et demande également la mise en place de moyens adaptés pour lever les freins à l'emploi. Cette réforme vise clairement à généraliser une mesure de lutte contre la fraude qui se dirige contre l'ensemble des bénéficiaires du RSA non fraudeurs. Même d'un point de vue purement comptable, cela n'a pas de sens. Si on considère la fraude aux prestations sociales, elle est estimée à environ 2,3 milliards d'euros dont 1 milliard récupéré alors que la fraude aux cotisations sociales qui concerne les employeurs et les professions libérales s'élève environ à 8 milliards d'euros ou seulement 7 millions sont récupérés. La fraude fiscale, elle, atteint des sommes astronomiques de l'ordre de 100 milliards alors que seuls 13 milliards sont récupérés. Il est clair que les contrôles se concentrent bien plus sur les personnes précaires que sur les plus riches parce qu'il est évident que s'attaquer aux plus pauvres c'est bien plus facile car ils ont moins la capacité de se défendre, contrairement aux plus riches qui peuvent faire appel à toute une armée d'avocats. En conclusion, cette réforme est clairement déshumanisante et déconnectée de la réalité, et aussi absurde d'un point de vue comptable. Elle s'inscrit dans la même lignée que l'idée de traverser la rue pour trouver un emploi c'est-à-dire complètement éloignée des réalités. Cette réforme pèse lourd sur les finances des collectivités et des CCAS. De plus elle repose sur une idéologie stigmatisante et culpabilisante, et ce constat a été partagé lors du dernier CA du CCAS. Cette démarche est clairement ce que l'on qualifie de pauvrophobie, il s'agit simplement de stigmatiser sans apporter de solution concrète. Nous vous invitons donc à voter en faveur de ce vœu de bon sens qui défend l'intérêt des Français et en particulier des habitants de Mulhouse.

Mme le Maire : Je laisse la parole à Cécile SORNIN

Mme SORNIN : Mesdames et messieurs les élus du groupe Mulhouse Cause Commune, vous avez déposé un vœu portant sur la loi Plein emploi et le RSA. Evidemment ce sujet nous touche car il concerne parmi les plus vulnérables de nos concitoyens mais votre lecture des enjeux et la rédaction de votre texte sont bien parcellaires. Nous considérons que ce texte de loi prévoit des droits et des devoirs et nous soutenons cet état d'esprit qui nous semble émancipateur. Sur l'inscription à Pôle Emploi, demain France travail, nous pensons que les demandeurs d'emplois les plus éloignés souvent doivent être repérés pour être accompagnés. Aujourd'hui le marché du travail est favorable pour travailler l'employabilité de tous. En outre, le non recours au RSA existe, il est en moyenne à 34 % par trimestre et à 20 % de façon pérenne c'est-à-dire avec un taux calculé en considérant trois trimestres consécutifs. On parle donc d'un bénéficiaire du RSA sur 5 voire sur 3. Pour lutter contre ce phénomène dramatique de non recours, le gouvernement travaille sur la solidarité à la source et va lancer une deuxième salve d'expérimentations avant généralisation en septembre 2023. Votre texte n'aborde nullement ces deux points d'importance à notre sens. Une remarque concernant plus spécifiquement la situation mulhousienne. Le président de la CAF du Haut-Rhin ainsi que le 1er vice-président siègent tous les deux au niveau national de la CAF et sont très impliqués sur le sujet. C'est une chance pour le Haut-Rhin, c'est une chance pour Mulhouse. Par ailleurs nous sommes aussi un territoire très doté en structures d'insertion par l'activité économique, structures permettant un accompagnement personnalisé et de qualité vers l'emploi. Dernier élément et non des moindres, ce sujet est comme le précédent autour de la réforme des retraites un sujet national hors du champ de nos compétences municipales. Pour toutes ces raisons, le groupe majoritaire ne prendra pas part au vote. Je vous remercie de votre écoute.

Mme le Maire : J'ai une demande de parole de Paul-André STRIFFLER.

M. STRIFFLER : Mme le Maire, j'étais tenté de voter ce vœu parce que je trouvais généreux, il me convenait bien. Malheureusement vous opposez les personnes qui sont bénéficiaires du RSA avec riches. Qu'est -ce que cela veut dire ? Est-ce que les personnes qui ne sont pas bénéficiaires du RSA ne doivent pas être respectées ? Je trouve que cette opposition, cette lutte des classes, personnellement elle me dérange. Autre remarque, vous avez l'habitude souvent de proposer des vœux qui sont sur des sujets nationaux, comme vient de le dire Cécile. Je ne crois pas que ce soit le lieu pour débattre de ces sujets. Personnellement je ne prendrai pas non plus part à ce vote.

Mme le Maire : Très bien, je mets ce vœu au vote. M. SIMEONI, je crois que votre groupe s'est largement exprimé sur le sujet. Je mets ce vœu au vote. Qui est-ce qui est pour ? Qui est -ce qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Le groupe majoritaire ne prend pas part au vote.

Pour : 7
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : M. SASSI

Abstentions : 3 + 1
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Ne prennent pas part au vote : 34 +6
Groupe majoritaire : 33 + 6 procurations
Groupe M Mulhouse : M. STRIFFLER

Le vœu est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Avant de nous quitter, deux informations. Le prochain conseil municipal aura lieu le 28 septembre à 17h et je vous demande d'ores et déjà de réserver le jeudi 12 octobre à 17h30, car nous organiserons ici, dans cette salle, à nouveau un conseil municipal commun avec Fribourg puisque c'est quelque chose que nous faisions régulièrement par le passé, avant que le Covid passe par là.
Je retire ce que j'ai dit : le Conseil municipal normal dans la configuration dans laquelle nous sommes aura lieu le 28 septembre à 17h ici et celui avec Fribourg au conservatoire jeudi 12 octobre à 17h30. C'est bon pour tout le monde ?

Je me permets de vous souhaiter à toutes et à tous de très agréables vacances, studieuses pour retrouver un peu d'énergie.

Fin de la Séance à 21h45

Mme le Maire

Michèle LUTZ

Le Secrétaire de séance

Jean-Luc HUMBERT
Directeur Général des Services